DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

7–2

1919–1920

CHRONOS • ARMANDO DADÒ EDITORE • ÉDITIONS ZOÉ

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE DER SCHWEIZ

DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

1848—1945

VOLUME 7 (1918—1920)

TOME 2
28 juin 1919—15 novembre 1920

Préparé sous la direction de
Jacques Freymond et Oscar Gauye
par
Antoine Fleury
Gabriel Imboden
avec la collaboration de Daniel Bourgeois

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:
Lettre du Conseiller fédéral Felix Calonder à William Rappard, du 29 janvier 1920,
lui expliquant sa démission du Conseil fédéral.

Dokument auf dem Umschlag:
Brief von Bundesrat Felix Calonder vom 29. Januar 1920 an William Rappard,
in dem er seinen Rücktritt aus der Landesregierung begründet.

©
1984 Benteli Verlag, 3011 Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli AG, 3018 Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0497-1

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève

Membres

Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean-Charles Biaudet	Professeur à l'Université de Lausanne
Rudolf Bindschedler	alt Botschafter, Bern, Departement für auswärtige Angelegenheiten
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor an der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Alain Dubois	Präsident der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor an der Universität Bern
Georg Kreis	Privatdozent an der Universität Basel
Herbert Lüthy	Professor an der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern
Louis-Edouard Roulet	Professeur à l'Université de Neuchâtel. Membre du Conseil national suisse de la recherche
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et Lausanne
Rudolf Stettler	Minister, Stellvertretender Direktor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES — *INHALTSÜBERSICHT*

I. Avant-propos VII
Vorwort X

II. Introduction XIII
Einleitung XV

III. Abréviations XVII

IV. Plan de la table méthodique des documents XVIII

V. Table méthodique des documents XIX

VI. Documents 1

VII. Annexes
1. Organigramme de l'Administration fédérale concernée par les relations internationales 892
2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger 894
3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse ... 897

VIII. Index
1. Noms de personnes 900
2. Noms géographiques 916

IX. Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés 923

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des affaires étrangères[1] et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848—1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même — ainsi les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil fédéral — de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

---

[1] Anciennement: Département politique fédéral

tion; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même, reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique.* Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'italique. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'entête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel — pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés —, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'entête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de

chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch in sehr hohem Masse Teil des internationalen politischen Systems ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten[1] und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848—1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen vom einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst — so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates —, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

---

[1] vormals: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich *(kursiv)* vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in den Dokumenten sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel — für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen —, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paragraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiter führen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden

wie der veröffentlichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:
Jacques Freymond, *Präsident*
Oscar Gauye, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Juin 1919—novembre 1920, période que le 2e tome de ce volume 7 se propose de documenter, sont des mois de transition entre l'Europe en guerre, la négociation des traités de Paix et la mise en place du nouvel ordre international. Sur le plan diplomatique, comme sur le plan interne suisse, une partie difficile va se jouer.

Le gouvernement fédéral suisse doit se battre sur deux fronts. Sur le front diplomatique, il s'acharne à concilier le maintien du statut de neutralité helvétique et l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Sur le front intérieur, il doit convaincre le peuple suisse de la nécessité d'adhérer à la Société des Nations et lui présenter les garanties du maintien de la neutralité. Cela acquis, les efforts du gouvernement fédéral ont porté sur la mise en œuvre de son rôle d'Etat-hôte de la Société des Nations du fait de la désignation de Genève comme siège de la nouvelle organisation; c'est avec énergie qu'il a dû intervenir pour que ce siège ne soit pas transféré ailleurs et pour que la première Assemblée de la Société des Nations ait bien lieu à Genève.

Dans le domaine économique, les négociations sont permanentes d'une part pour éliminer les arrangements contraignants conclus pendant la guerre, d'autre part pour restaurer des courants d'échanges avec les Etats européens dont certains se sont effondrés et d'autres sont en pleine formation. En outre, après les premiers espoirs d'une relance économique suscités par la fin des hostilités, les négociations de paix et les nécessités de la reconstruction, on assiste au contraire à l'apparition de difficultés insoupçonnées dues en grande partie à la désorganisation des structures économiques et à la rupture des communications. Pendant quelques mois, le problème primordial est d'assurer le ravitaillement de la Suisse, notamment en charbon. Dans une perspective à plus long terme, la Suisse prend part aux travaux préparant de nouvelles règles destinées à régir les moyens de communications terrestres, fluviales et maritimes, ainsi qu'aux négociations relatives à l'aide économique et financière aux pays d'Europe centrale, notamment à l'Autriche.

La question d'assurer une présence suisse tant économique que politique dans les nouveaux Etats du continent constitue un dossier important; dans certains cas, elle est liée à l'opportunité de procéder à la reconnaissance officielle des nouvelles entités étatiques ou de nouveaux gouvernements. La question russe entre aussi dans ce contexte, mais elle le dépasse du fait de l'impact réel et supposé de la révolution bolchevique sur l'organisation, non seulement de l'ancien empire russe, mais encore de l'Europe en général. Les menées révolutionnaires et réactionnaires en Allemagne surtout, mais aussi en Hongrie et ailleurs, préoccupent fortement les autorités fédérales. Elles estiment même devoir faire part de ces préoccupations aux puissances alliées.

Des problèmes qui avaient au départ retenu notre attention du fait de leur importance dans les relations internationales de la Suisse n'ont pas pu être documentés comme nous l'aurions souhaité. Il s'agit notamment des questions rela-

tives à la protection des intérêts suisses à l'étranger tels que les emprunts forcés, les valeurs monétaires, les titres, les séquestres, etc.; les dossiers sur ces questions sont d'une telle abondance et comportent des développements techniques si détaillés que la documentation des seuls éléments de base aurait requis un nombre de textes en disproportion par rapport à l'ensemble. Les discussions sur la reconnaissance d'Etats nouveaux et de gouvernements érigés un peu partout en Europe et sur les confins de l'ancien empire russe ainsi que sur l'opportunité d'accueillir en Suisse des missions diplomatiques de ces nombreux gouvernements non reconnus n'ont pas pu être reprises autant que cela l'eût mérité. Sur ces questions relevant de la doctrine et de la pratique du droit international, nous renvoyons au *Répertoire suisse de droit international public,* publié en 1975 par Paul Guggenheim. Les documents concernant les initiatives prises dans l'établissement de liens économiques avec les nouveaux Etats — Mission du Ministre Junod à Prague et à Varsovie — ont dû être fortement réduits. Il en a été de même des très nombreux rapports politiques en provenance de tous les postes diplomatiques de la Suisse à l'étranger dont seuls quelques-uns ont été retenus. Quant aux problèmes concernant la législation internationale du Travail — préparation et suites de la conférence de Washington — ils sont certes illustrés mais beaucoup moins que l'ampleur de la documentation l'eût autorisé.

Enfin, peut-être convient-il de préciser que la sélection — vu les contraintes matérielles — ne visait pas tant à suivre telle ou telle affaire et d'en permettre la reconstitution à travers les textes choisis, qu'à situer avant tout quelques-uns des grands problèmes ou des points de vue apparus dans la période.

La réalisation de ce tome comme du précédent aurait été impossible sans le concours bienveillant d'un nombre important de personnes et d'institutions. Les éditeurs tiennent à leur exprimer ici leur gratitude. Leurs remerciements s'adressent plus particulièrement à Messieurs André Wälti, Robert Rösch, Hans Kohler et Hans Walther, des Archives fédérales, qui n'ont jamais ménagé leurs efforts dans la recherche de dossiers parfois difficiles à localiser et pour mettre à la disposition des chercheurs les innombrables cartons qu'il a fallu consulter; au Fonds national suisse de la recherche scientifique pour son appui financier et à l'Institut universitaire de hautes études internationales qui assume la gestion administrative de la recherche. Enfin, que soient particulièrement remerciés Mesdames Annemarie Greub et Ursula Imboden pour le soin qu'elles ont apporté à la dactylographie du manuscrit, ainsi que Mademoiselle Fabienne Gauye et Monsieur Martin Lüdi pour leur patiente collaboration dans la lecture des épreuves et la préparation de l'index.

II. EINLEITUNG

Juni 1919—November 1920, diese Monate, die der zweite Halbband 7 zu dokumentieren sich anschickt, stehen unter dem Zeichen des Übergangs: Europa sucht sich den Weg vom Krieg über die Friedensverhandlungen zu einer neuen internationalen Ordnung. Ein vielschichtiges und schwieriges Geschehen rollt auf internationaler diplomatischer und innenpolitischer Ebene zugleich ab.

Die Schweizer Regierung muss vornehmlich an zwei Fronten kämpfen. An der diplomatischen sucht sie hartnäckig nach der Vereinbarkeit des schweizerischen Neutralitätsstatus mit den Satzungen des Völkerbundes. Innenpolitisch indes muss der Bundesrat das Schweizer Volk von der Notwendigkeit eines Beitritts zum Völkerbund überzeugen und die Garantien für die Aufrechterhaltung der Neutralität präsentieren. Überdies galten die Anstrengungen der Schweizer Regierung der Verwirklichung der Rolle der Schweiz als Gastgeberland des Völkerbundes, dessen Sitz bekanntlich Genf zufiel. Mit viel Energie musste sie sich dafür einsetzen, dass der Sitz der neuen Organisation nicht anderswohin verlegt wurde, und dass die erste Versammlung des Völkerbundes in Genf stattfinden konnte.

Im wirtschaftlichen Bereich tendieren ständige Verhandlungen einerseits dahin, die während des Krieges abgeschlossenen, belastenden Abmachungen aufzuheben, anderseits die zwischen den europäischen Staaten zusammengebrochenen oder im Wiederaufbau begriffenen Handelsbeziehungen wieder herzustellen. Nach der Einstellung der bewaffneten Auseinandersetzungen und in der Folge der Friedensverhandlungen spriessen zwar zunächst vage Hoffnungen auf einen wirtschaftlichen Aufschwung und allenthalben sieht man die Notwendigkeit eines Wiederaufbaus; sehr bald taucht aber eine Unzahl unerwarteter Schwierigkeiten auf, die zum grössten Teil bedingt sind durch die völlige Desorganisation der wirtschaftlichen Strukturen und durch die Unterbrechungen der internationalen Kommunikationen. Während Monaten ist die Versorgung der Schweiz, insbesondere mit Kohle, eines der wichtigsten Probleme, die zur Lösung anstehen. Über längere Zeit hinweg beteiligt sich die Schweiz an den Bemühungen um die Erarbeitung einer Neuorganisation des internationalen Verkehrs zu Wasser, zu Lande und in der Luft, wie auch an den Bestrebungen um die Wiederaufrichtung der Zentralstaaten, insbesondere Österreichs.

Ein wichtiges Dossier der Epoche umspannt die Frage der wirtschaftlichen und politischen Präsenz in den jungen Staaten des Kontinents. Oft ist diese Frage verquickt mit der Problematik der offiziellen Anerkennung dieser neuen staatlichen Gebilde oder neuer Regierungen. Auch die russische Frage gehört in diesen Kontext, führt aber zugleich darüber hinaus, weil die reale oder vermutete geschichtsbildende Kraft der russischen Revolution nicht nur auf das alte zaristische Reich beschränkt blieb, sondern auch auf Europa insgesamt wirkte. Die revolutionären und konterrevolutionären Bewegungen, in den Zentralstaaten vor allem, beschäftigten die Schweizer Behörden ständig in hohem Masse. Sie hielten es gar für nötig, ihre Beunruhigung den Alliierten mitzuteilen.

Probleme, die zu Beginn unserer Forschungsarbeit am vorliegenden Band unsere ganze Aufmerksamkeit in Anspruch nahmen, konnten, gemessen an ihrer Wichtigkeit für die internationalen Beziehungen der Schweiz, leider nicht in dem Masse dokumentiert werden, wie wir es eigentlich gewünscht hätten. Es geht in erster Linie um den Schutz der Schweizer Interessen im Ausland, nämlich Zwangsabgaben, Wertpapiere, Sequestrierungen usw. Dossiers zu diesen Fragen sind dermassen zahl- und umfangreich und sie gleiten sehr rasch ab in komplizierte technische Detailkrämerei, dass der zur Verfügung stehende Raum bei weitem nicht ausgereicht hätte für eine hinlängliche Dokumentation der Fragestellungen, es sei denn um den Preis einer völligen Disproportionalität gegenüber dem Gesamten. Ebenfalls die Diskussion rund um die Anerkennung der im Gürtel zwischen Europa und dem alten Russland neu entstandenen Staaten und Regierungen konnte nicht so ausgiebig dokumentiert werden, wie es eigentlich wünschbar gewesen wäre, genau so, wie die Fragen der Opportunität, diplomatische Missionen zahlreicher nicht anerkannter Regierungen in der Schweiz zu empfangen. Was Fragen der Doktrin und Praxis des Völkerrechts betrifft, verweisen wir auf das 1975 von Paul Guggenheim herausgegebene *Répertoire suisse de droit international public.* Aus Platzgründen musste die Dokumentation über die Initiativen zur Anknüpfung wirtschaftlicher Beziehungen zu den neuen Staaten — etwa die Mission von Minister Junod nach Prag und Warschau, aber auch die Bemühungen um den Aufbau wirtschaftlicher Beziehungen zu den Balkanstaaten — erheblich reduziert werden. Dasselbe gilt für die Vielzahl der politischen Berichte der schweizerischen Vertretungen im Ausland, von denen nur ein verschwindend kleiner Teil im Band Aufnahme finden konnte. Auch die Probleme der internationalen Arbeitsgesetzgebung — Vorbereitung und Folgen der Konferenz von Washington — sind zwar in den Grundzügen illustriert, aber bei weitem nicht in dem Umfange, wie die Originaldokumentation es nahegelegt hätte.

In der vorliegenden Dokumentation kann es ja auch gar nicht darum gehen, möglichst viele Geschäfte lückenlos zu rekonstruieren, vielmehr sind die elementaren Gegebenheiten der Epoche zu situieren.

Ohne die Mithilfe zahlreicher Personen und Institutionen wäre die Realisierung des vorliegenden Bandes nicht möglich gewesen. Der Dank der Herausgeber richtet sich insbesondere an die Herren André Wälti, Robert Rösch, Hans Kohler und Hans Walther vom Bundesarchiv, die in unermüdlichem Einsatz auch schwer auffindbare Dossiers aufspürten und den Forschern ungezählte Aktenschachteln zur Sichtung heranschafften. Unser Dank geht auch an den Schweizerischen Nationalfonds für die finanzielle Unterstützung und an das Institut universitaire de hautes études internationales für die administrative Betreuung der Forschung. Eingeschlossen in den Dank sind ebenfalls Frau Annemarie Greub und Frau Ursula Imboden, die mit viel Sorgfalt die Reinschrift des Manuskriptes besorgten, sowie Fräulein Fabienne Gauye und Herrn Martin Lüdi, welche in geduldiger Zusammenarbeit die Probeabzüge korrigierten und den Index erstellten.

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
AM	Aide-mémoire
An	Annotation
BIT	Bureau international du Travail
CFF	Chemins de Fer Fédéraux
CR	Compte rendu
DEP	Département fédéral de l'Economie publique
DFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
DDS	Documents diplomatiques suisses
FF	Feuille fédérale
L	Lettre
M	Mémoire/Mémorandum
N	Note
No	Notice
OIT	Organisation internationale du Travail
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RO	Recueil officiel
RP	Rapport politique
RPSI	Rapport politique sur la situation intérieure
Rens	Renseignement (de caractère militaire)
SSS	Société suisse de surveillance économique
T	Télégramme

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I.	La Suisse et la Société des Nations	XX
II.	Les relations intergouvernementales et la vie des Etats[1]	XXXV
	1. La situation générale	XXXV
	2. Allemagne	XXXVI
	3. Autriche	XLI
	4. Chine	XLIV
	5. Etats-Unis d'Amérique	XLIV
	6. France	XLV
	7. Grande-Bretagne	XLVII
	8. Hongrie	XLVII
	9. Italie	XLVIII
	10. Liechtenstein	IL
	11. Pays-Bas	LI
	12. Pologne	LI
	13. Roumanie	LI
	14. Russie	LII
	15. Turquie	LVI
	16. Vatican	LVI
III.	Les questions économiques et financières générales	LVII
IV.	Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées	LIX
V.	Les relations économiques et financières avec l'Allemagne	LXI
VI.	Le ravitaillement de la Suisse	LXIII
VII.	La navigation fluviale et les transports internationaux	LXIX
VIII.	La législation internationale du Travail	LXXII
IX.	La question des Zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex	LXXIV
X.	La question du Vorarlberg	LXXV
XI.	La reconnaissance des Etats	LXXVIII
XII.	Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires	LXXIX
XIII.	La question de la Police des Etrangers et des Visas	LXXX
XIV.	La politique humanitaire	LXXXI
XV.	La coopération avec les Etats neutres et quelques questions spéciales de neutralité militaire	LXXXII
XVI.	La représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger	LXXXIII
XVII.	Questions de l'arbitrage	LXXXIV
XVIII.	La Cour permanente de Justice internationale	LXXXV

[1] Pour les Etats qui ne font pas l'objet d'une rubrique, on se reportera à l'index.

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. LA SUISSE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
4	1.7.1919 N	Berne (Acton) au Président de la Confédération (Ador)	Le Ministre de Grande-Bretagne fait part des observations de Lord Balfour sur la nécessité pour la Suisse d'adhérer au pacte de la SdN dans les meilleurs délais, si elle veut devenir membre originaire de la Ligue et conserver le choix de Genève comme siège de la SdN.
A	11.6.1919 AM	DPF	Impressions de Lord Acton sur l'opinion de la Suisse allemande à l'égard de la SdN. Un refus d'adhérer à la SdN aurait pour conséquence le déplacement du siège de la SdN et des bureaux internationaux. L'Entente apprécierait une opinion publique suisse moins critique et sceptique à l'égard de la SdN et des traités de paix.
6	2.7.1919 Discours	Berne (Calonder) à la presse	Discours sur la question de l'accession de la Suisse à la SdN.
11	9.7.1919 Discours	Berne (Calonder) à la presse	Discours sur la neutralité suisse dans la SdN. Calonder déclare sa foi en la nouvelle organisation du monde.
16	11.7.1919 L	Berne (Schulthess) au DPF (Calonder)	Communication d'un exemplaire provisoire du Rapport sur les questions économiques dans le cadre de la SdN.
A	10.7.1919 R	Berne (DEP)	Rapport cité ci-dessus analysant les clauses économiques du Pacte de la SdN et leurs conséquences sur les conditions du travail, du commerce, du trafic et sur la politique de neutralité.
24	28.7.1919 L	Berne (Decoppet) au DPF (Calonder)	Transmission des deux rapports préparés par la majorité et par la minorité des membres de la Commission de la Défense nationale, divisés entre eux au sujet de l'entrée de la Suisse dans la SdN.
A 1	18.7.1919 R	Berne	Rapport de la majorité de la Commission de la Défense nationale au sujet des conséquences de l'entrée de la Suisse dans la SdN.
A 2	14.—18.7. 1919 R	Berne	Rapport de la minorité de la Commission de la Défense nationale.
25	28.7.1919 AM	DJP (Müller) au Conseil fédéral	Etude personnelle du chef du DJP sur l'entrée de la Suisse dans la SdN. Réticences à l'égard du Pacte et de la SdN. Les arguments en faveur d'une adhésion reconnaissant le maintien de la neutralité.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
32	2.8.1919 PVCF	Conseil fédéral	Position du gouvernement suisse au sujet du projet américain d'ériger une station radio-télégraphique destinée à la SdN, dans les environs de Genève.
33	4.8.1919 PVCF	Conseil fédéral	Position de certains membres du Conseil fédéral au sujet de l'entrée de la Suisse dans la SdN et décision d'annoncer cette entrée sous réserve de son approbation par les Chambres et par le peuple.
36	5.8.1919 R	Londres (Rappard) au DPF (Calonder)	Lord Robert Cecil conseille à la Suisse d'adhérer à la SdN dans les délais prescrits, mais sans y inclure de réserve et il se déclare convaincu d'une entrée de l'Allemagne dans la SdN avant la fin de l'année. Son attitude à l'égard de la neutralité, du procès de Guillaume II. Entretiens de Rappard avec House et Drummond. La question de la station radio-télégraphique et la prudence de House dans la mise en œuvre de ses projets à cause de la situation du Président Wilson aux Etats-Unis. Attitude de Drummond au sujet de l'adhésion à la SdN: divers pays évoqués.
A	5.8.1919 R	Londres (Rappard) au DEP (Schulthess)	Compte rendu des travaux et décisions du Comité d'organisation de la future Conférence internationale du Travail. Choix d'une date pour ladite Conférence. Conditions de la participation de l'Allemagne à cette Conférence. Désignation des huit Etats de la plus haute importance industrielle.
39	11.8.1919 T	Paris (Légation) au DPF	Position de Paris au sujet du siège de la SdN à Genève. Un refus d'adhésion du peuple suisse à la SdN et une aggravation des menées bolcheviques en Suisse sont les seuls éléments qui pourraient inciter les Puissances à changer le siège.
46	18.8.1919 Discours	Calonder à la Commission du Conseil national et du Conseil des Etats	Exposé au sujet des divers aspects à prendre en considération dans la question de l'entrée de la Suisse dans la SdN; l'arbitrage, la neutralité et l'opportunité de s'associer à l'organisation de la Paix.
50	20.8.1919 Discours	Schulthess à la Commission du Conseil national et du Conseil des Etats	Exposé au sujet des aspects économiques à prendre en considération dans la question de l'entrée de la Suisse dans la SdN; universalité des relations économiques, législation du travail, liberté du transit et du commerce, les sanctions économiques. Engagement énergique de Schulthess en faveur de l'entrée dans la SdN.
52	23.8.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de ne pas rendre publics les deux rapports issus des travaux de la Commission

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			de la Défense nationale relatifs à l'entrée de la Suisse dans la SdN.
54	23.8.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	Etat des travaux des Commissions des deux Chambres relatifs à l'entrée de la Suisse dans la SdN. Décision du Conseil fédéral au sujet de la convocation des Chambres.
56	26.8.1919 RP	Londres (Carlin) au DPF (Calonder)	A la suite de bruits dont s'est fait l'écho la presse britannique à propos d'un transfert du siège de la SdN, Drummond affirme qu'il n'en est rien et suggère que la Suisse déclare le plus tôt possible son adhésion à la SdN pour couper court à ces rumeurs.
79	12.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	Résumé des travaux des Commissions parlementaires au sujet de l'entrée de la Suisse dans la SdN. La majorité de la Commission a proposé de soumettre à référendum toute ratification de traités relatifs à la SdN. Le Conseil fédéral trouve cette proposition dangereuse, car une décision négative du peuple au sujet d'un accord même d'ordre secondaire pourrait entraîner la sortie de la SdN.
86	19.9.1919 T	Washington (Sulzer) au DPF	La Belgique fait répandre dans la presse américaine des bruits sur la préférence de la délégation des Etats-Unis à la Conférence de la Paix à ce que le siège de la SdN soit fixé à Bruxelles.
87	19.9.1919 T	DPF aux Légations de Suisse	Résumé des travaux des Commissions parlementaires relatifs à l'entrée de la Suisse dans la SdN. L'obtention de certains préalables avant l'adhésion de la Suisse.
92	27.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	Communication du Chargé d'Affaires de France au sujet de la reconnaissance de la neutralité suisse. Pour l'Italie, l'affaire de Haute-Savoie est close. D'après le Ministre d'Italie, ce pays n'a pas d'ambition sur le Tessin.
99	1.10.1919 T	DPF à Washington	Démarches belges en faveur d'un transfert du siège de la SdN de Genève à Bruxelles.
114	18.10.1919 T	DPF aux Légations de Suisse	Les Ministres de Suisse sont invités à transmettre toute information relative à la question du siège de la SdN et à son éventuel transfert de Genève.
123	23.10.1919 RP	Bruxelles (Barbey) au DPF (Calonder)	Il semble que les milieux politiques belges préoccupés par les élections ne s'intéressent que peu à la SdN et à la question de son siège. Agitation de P. Otlet en faveur d'une cité internationale à Bruxelles.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
143	9.11.1919 N	Paris (Dunant) à Clemenceau	Le Conseil fédéral souhaite que tous les futurs membres de la SdN reconnaissent les garanties stipulées en faveur de la Suisse en 1815 qui constituent des engagements internationaux pour le maintien de la Paix selon l'art. 21 du Pacte. Il désire que l'article 435 du Traité de Versailles soit inséré dans tous les traités de paix.
An 1	10.11.1919 N	Paris (Clemenceau) à Dunant	Le Conseil suprême a approuvé la suggestion suisse d'insérer un article identique à l'article 435 dans le Traité avec la Bulgarie.
149	13.11.1919 N	Berne (Légation britannique) au DPF	Le gouvernement britannique invite le Conseil fédéral à adhérer à la convention du 10 septembre sur le contrôle du trafic des armes et à observer d'ores et déjà les conditions prévues par la convention.
155	17.11.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Position favorable des responsables allemands à l'entrée de la Suisse dans la SdN. Ce n'est pas le cas de tous les journaux allemands.
161	26.11.1919 L	Londres (Carlin) au DPF (Lardy)	Les liens particuliers entre la Légation de Suisse à Londres et le secrétariat de la SdN; William Martin se charge d'informer le secrétariat de l'opinion de la presse suisse et des débats parlementaires au sujet de la SdN.
164	27.11.1919 PVCF	Conseil fédéral	La participation de la Suisse à l'Office international d'hygiène publique fournit au Conseil fédéral l'occasion de préciser sa position au sujet des offices ou bureaux internationaux établis avant la SdN; sa préférence pour le maintien de leur indépendance par rapport à la SdN.
170	28.11.1919 T	Londres (Carlin) au DPF	Les rumeurs relatives à l'installation du siège de la SdN à Bruxelles plutôt qu'à Genève semblent prendre de la consistance du fait de l'absence des Etats-Unis de la SdN.
180	6.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Calonder fait part d'informations relatives au transfert éventuel du siège de la SdN. — Adoption par le Conseil fédéral du texte d'un aide-mémoire adressé à la SdN et aux 5 principales Puissances alliées et associées, les informant des conditions d'entrée de la Suisse dans la SdN fixées par l'arrêté fédéral du 21 novembre.
181	6.12.1919 AM	Berne (Légation britannique) au DPF	Position de la Grande-Bretagne au sujet de la procédure suisse d'accession à la SdN: c'est une affaire intérieure suisse pour autant que les décisions soient conformes à l'article 1 du Pacte.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
189	9.12.1919 L	Zurich (Huber) au DPF (Calonder)	Considérations de Max Huber à propos de la mission de Rappard à Londres. Ce n'est plus tant la question du siège qui devrait être l'objet de cette mission, mais surtout l'importante question de la validité de la déclaration d'adhésion à la SdN dans les conditions prévues par l'arrêté fédéral. Cette déclaration ne saurait être faite avant la consultation populaire. Cela doit être expliqué aux responsables de la SdN.
191	11.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Divergences d'opinion au sein du Conseil fédéral à propos de l'objet de la mission de Rappard à Londres: question du siège et question de l'adhésion de la Suisse à la SdN.
194	12.12.1919 L	DPF (Calonder) à Rappard	Explication des instructions de la mission de Rappard à Londres.
A	—	—	Texte des instructions données à Rappard pour la mission dont il a été chargé à Londres.
196	15.12.1919 T	Londres (Carlin) au DPF	Avis du Chef de la section juridique de la SdN à propos de la procédure choisie par la Suisse pour adhérer à la SdN.
203	20.12.1919 R	Londres (Rappard) au DPF (Calonder)	Le professeur Rappard rend compte de ses premiers entretiens à Londres avec des fonctionnaires de la SdN. Attitude des responsables britanniques à l'égard de la SdN. Question du siège de la SdN et de son transfert éventuel ailleurs qu'à Genève. Question de la neutralité.
207	30.12.1919 T	Paris (Dunant) au DPF	Le gouvernement français ne veut pas définir seul sa position au sujet de la procédure d'adhésion de la Suisse à la SdN annoncée dans l'Aide-mémoire du 6 décembre; il a soumis la question au Conseil suprême. Les considérations avancées par les experts consultés par le Conseil suprême: les réserves suisses ne sont pas recevables, mais un délai justifié par la consultation populaire propre à la Suisse peut être accordé.
211	2.1.1920 N	Paris (Conférence de la Paix) à la Légation suisse	Le Conseil suprême prend position au sujet de la procédure d'accession à la SdN, proposée par le Conseil fédéral. Refus des conditions et des réserves indiquées dans l'aide-mémoire suisse.
213	6.1.1920 PVCF	Conseil fédéral	Réaction du Conseil fédéral à la suite de la prise de position du Conseil suprême à propos des conditions d'accession de la Suisse à la SdN. Les difficultés qui en résultent dans le débat interne sur l'adhésion à la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
214	6. 1. 1920 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Opinion du Ministre de Suisse à Paris au sujet des conditions d'adhésion de la Suisse à la SdN.
219	10. 1. 1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Incertitudes parmi les hauts fonctionnaires français sur l'interprétation du Conseil suprême à propos de la neutralité suisse.
220	10. 1. 1920 N	Paris (Clemenceau) à Dunant	En remettant une copie certifiée du Traité de Versailles, Clemenceau signale quelques clauses du Traité sur les conditions d'accès au Pacte de la SdN et invite la Suisse à y adhérer dans le délai prévu.
221	11. 1. 1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Dutasta ne comprend pas l'excitation de la presse suisse à la suite de la note du Conseil suprême. Personne ne conteste la neutralité permanente de la Suisse; on s'interroge simplement sur ses implications dans le cadre de la SdN. Opinion de Dunant sur la procédure à suivre.
222	11. 1. 1920 T	Paris (Dunant) au DPF	A propos de la 1re séance du Conseil de la SdN. Nouvelle définition des tâches entre ce Conseil et le Conseil suprême. C'est encore à ce dernier que le Conseil fédéral devrait s'adresser.
223	12. 1. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral délibère au sujet de la réponse à donner au Conseil suprême. La difficulté de concilier les exigences du délai d'accession imparti aux membres originaires de la SdN et la procédure de consultation du peuple suisse, sans oublier la réserve de la ratification par les Etats-Unis. L'exigence de la reconnaissance explicite de la neutralité suisse. Décision d'envoyer une mission spéciale à Paris présidée par Ador.
224	12. 1. 1920 L	Londres (Martin) à Motta	Liste des Etats qui ont signé et ratifié le Traité de Versailles et de ceux qui n'ont pas encore ratifié. La question de l'adhésion de la Suisse vue par le secrétariat de la SdN.
225	12. 1. 1920 L	Genève (Rappard) à Motta	Informations sur l'attitude du secrétariat de la SdN au sujet de la neutralité suisse, de l'adhésion à la SdN et du siège de la SdN.
227	13. 1. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Chef du Département politique fédéral fait part de la communication que lui a transmise le Chargé d'Affaires de l'Ambassade de France au sujet de la compatibilité de la neutralité suisse avec le Pacte de la SdN. Désignation de la mission envoyée à Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
228	14. 1. 1920 N	Berne (Conseil fédéral) aux Etats signataires des Traités de paix et invités à adhérer à la SdN	Explication des raisons de l'envoi d'un mémorandum exposant le point de vue suisse dans la question de l'adhésion à la SdN.
A	13. 1. 1920 M	—	Mémorandum résumant les démarches antérieures du gouvernement suisse au sujet de la procédure spéciale de consultation du peuple suisse en vue d'adhérer à la SdN et exposant son point de vue au sujet de la neutralité suisse au sein de la SdN.
230	15. 1. 1920 T	Londres (Carlin) au DPF	Avis de la Section juridique de la SdN à propos de la neutralité suisse au cas où cette question serait mise à l'ordre du jour de la 1re session du Conseil de la SdN.
231	16./17. 1. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Instructions remises à Ador et Huber envoyés en mission à Paris en vue d'obtenir du Conseil suprême et du Conseil de la SdN une déclaration confirmant la reconnaissance de la neutralité permanente de la Suisse.
232	16. 1. 1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Point de vue de Léon Bourgeois sur la neutralité suisse au sein de la SdN et des conditions d'adhésion.
236	20. 1. 1920 L	Paris (Ador et Huber) à Motta	Compte rendu de la mission Ador-Huber durant les deux premiers jours de son séjour à Paris.
A	—	—	Texte de notes prises chaque jour par Ador et Huber.
237	22. 1. 1920 L	Berne (Schulthess) à Motta	Schulthess s'élève contre la concession qu'auraient déjà faite à Paris les délégués Ador et Huber en acceptant que la Suisse prenne part aux sanctions économiques de la SdN.
238	23. 1. 1920 L	Paris (Ador et Huber) à Motta	Envoi des notes prises au jour le jour par Ador et Huber.
A 1	—	—	Texte des notes mentionnées ci-dessus pour les journées du 20 au 27 janvier.
A 2	26. 1. 1920 N	Paris (Millerand) à Ador	Le Président de la Conférence de la Paix confirme la reconnaissance de la neutralité suisse par le Conseil suprême, mais ce dernier estime qu'il revient au Conseil de la SdN de se prononcer au sujet de la compatibilité de la neutralité au sein de la SdN.
239	23. 1. 1920 L	Paris (Huber) à Motta	Impressions générales et appréciations des résultats de la mission Ador-Huber à Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
240	30.1.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide d'envoyer une note au secrétariat de la SdN et aux membres du Conseil de la SdN, demandant d'inscrire à l'ordre du jour de la 1re session du Conseil de la SdN la question de l'entrée de la Suisse dans la SdN et de sa neutralité.
241	2.2.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral décide de lire une déclaration aux Chambres au sujet des négociations relatives à l'entrée de la Suisse dans la SdN.
A	—	—	Texte de la déclaration mentionnée ci-dessus.
242	5.2.1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Avis et conseils de Clauzel au sujet de la présentation du point de vue suisse à l'occasion de la 1re session du Conseil de la SdN. Une trop grande raideur ne peut que nuire à la cause suisse du moment que la neutralité est reconnue.
243	6.2.1920 PVCF	Conseil fédéral	Discussion et adoption des instructions destinées à la mission Ador-Huber devant le Conseil de la SdN à Londres.
244	9.2.1920	DPF (Lardy) aux Légations de Suisse	Exposé de l'état des négociations entre la Suisse et la SdN au sujet des conditions d'adhésion et de la neutralité.
245	9.2.1920 T	Paris (Légation de Suisse) au DPF	Ador a reçu les instructions de Berne. Il trouve les exigences trop détaillées. Nécessaire de concentrer les efforts sur l'essentiel.
246	11.2.1920 T	Londres (Légation de Suisse) au DPF	Confirmation de la réception de la délégation suisse par le Conseil de la SdN. Impression favorable à la cause suisse.
A	—	—	Compte-rendu de la séance du Conseil de la SdN, du 11 février 1920, consacrée à la question de l'entrée de la Suisse dans la SdN et de sa neutralité militaire.
247	13.2.1920 T	Londres (Ador et Huber) au DPF	Premiers commentaires de la résolution du Conseil de la SdN relative à l'entrée de la Suisse dans la SdN.
A	13.2.1920 Résolution	Londres (SdN)	Texte de la résolution adoptée par le Conseil de la SdN, le 13 février 1920, reconnaissant la neutralité perpétuelle de la Suisse comme étant compatible avec le Pacte, impliquant néanmoins pour la Suisse des devoirs de solidarité autres que militaires; la procédure d'accession à la SdN prévue par la Suisse est acceptée.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
248	13.2.1920 T	DPF à Londres	Etat de l'opinion en Suisse à propos des négociations de Londres. L'attitude des Etats-Unis dans la question du Traité de Paix.
250	14.2.1920 T	Londres (Ador et Huber) au DPF	Détails sur la séance du Conseil de la SdN au cours de laquelle fut adoptée la résolution relative à la Suisse.
A	9.—15.2. 1920	Londres (Ador et Huber) à Motta	Notes sous forme de journal de la mission Ador et Huber à Londres.
253	20.2.1920 L	Berne (Motta) à Drummond	Motta exprime la satisfaction produite en Suisse par la résolution du Conseil de la SdN reconnaissant la neutralité de la Suisse et la déclarant compatible avec la participation à la SdN. Il annonce la décision du Conseil fédéral de supprimer la clause qui renvoie la consultation populaire sur l'entrée de la Suisse dans la SdN jusqu'à la ratification par les cinq principales Puissances du Traité de Versailles.
258	26.2.1920 AM	DPF	Examen de la question de l'admission des Etats centraux dans la SdN. Les opinions en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et en Italie à ce sujet. L'antécédent de la Conférence internationale du Travail. Le cas de l'Autriche. L'Allemagne et l'adhésion des Etats neutres à la SdN.
264	3.3.1920 N	DPF à la Légation de Grande-Bretagne	Prise de position au sujet de la demande formulée par la Grande-Bretagne d'adhérer à la convention relative au contrôle du commerce des armes et des munitions. Réserves suisses à ce sujet.
267	5.3.1920 Proposition	Conseil fédéral	La Suisse peut ratifier son adhésion à la SdN tout en annonçant la date de la consultation populaire. Le Conseil fédéral approuve le texte de la notification et d'un aide-mémoire qui lui fut joint.
A	6.3.1920 AM	Conseil fédéral	Explication du choix de la date du 16 mai 1920 pour procéder à la consultation populaire sur l'entrée de la Suisse dans la SdN.
272	9.3.1920 L	Rome (Wagnière) à Motta	En vue de la consultation populaire sur l'entrée de la Suisse dans la SdN, il serait désirable que les masses catholiques fussent renseignées sur les sentiments du St-Siège bienveillant à l'égard de la SdN.
277	15.3.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Opinion du Ministre de Suisse à Rome sur la campagne menée en Suisse à propos de l'entrée dans la SdN. Le Ministre du Danemark a confié à Wagnière que son pays n'enverrait pas de troupes lors d'un conflit se déroulant loin de ses frontières.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
280	17.3.1920 L	Rome (Wagnière) à Motta	Le Ministre de Suisse communique une notice d'un entretien entre le Colonel Pfyffer et Mgr. Tedeschini au sujet de l'attitude du St-Siège à l'égard de la SdN.
A	16.3.1920 No		Résumé de l'entretien mentionné ci-dessus. Le Vatican est en faveur de la SdN et souhaite que la Suisse y adhère.
284	22.3.1920 L	DPF (Dinichert) à Londres (Paravicini)	Le Conseil fédéral estime prématuré d'inviter à se rendre en Suisse le Secrétaire général de la SdN ou les membres du Conseil avant la consultation populaire sur l'entrée dans la SdN.
294	7.4.1920 L	DPF (Motta) à Walther	Attitude du représentant du St-Siège à Berne, Mgr. Maglione, au sujet de l'entrée de la Suisse dans la SdN.
303	15.4.1920 L	DPF à Rome (Wagnière)	Les questions à l'ordre du jour de la session à Rome du Conseil de la SdN; celles qui représentent un intérêt particulier pour la Suisse.
305	16.4.1920 T	Londres au DPF	Le secrétariat de la SdN invite la Suisse à désigner ses délégués à la Conférence financière de Bruxelles et de fournir ses suggestions relatives à l'étude des difficultés financières actuelles.
306	19.4.1920 L	DPF à Rome (Wagnière)	En prévision de la prochaine session du Conseil de la SdN à Rome, il serait bon de faire part des vues suisses à Tittoni au sujet des questions qui préoccupent les autorités fédérales: la part de la Suisse dans les budgets de la SdN, l'organisation de la 1re Assemblée de la SdN.
312	22.4.1920 L	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Les arguments qui circulent au sein du Secrétariat de la SdN en vue d'empêcher l'installation du siège à Genève.
322	7.5.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral se prononce sur le texte d'une proclamation au peuple suisse, recommandant l'entrée dans la SdN.
A	—	—	Texte de la proclamation du Conseil fédéral mentionné ci-dessus.
325	18.5.1920 PVCF	Conseil fédéral	Confirmation par la Suisse de son accession à la SdN à la suite du vote positif du 16 mai 1920.
326	18.5.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Diverses manœuvres autour de la réunion du Conseil de la SdN à Rome en vue de transférer le siège de la SdN à Bruxelles. Opposition italienne à ce projet. Préférence du Conseil pour tenir la 1re Assemblée de la SdN à Bruxelles.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
331	19.5.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Informations à propos de la réunion du Conseil de la SdN à Rome. Le rôle directeur que l'Angleterre s'arroge au sein de la SdN. Les premières déceptions.
332	20.5.1920 L	Londres (Martin) au DPF (Motta)	La désignation de Bruxelles comme lieu de réunion de la 1re Assemblée de la SdN constitue un fait très grave, mettant en jeu le siège définitif à Genève. Nécessité d'agir directement auprès de Wilson qui convoque l'Assemblée.
333	20.5.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Les suggestions de Tittoni au sujet de la convocation de la 1re Assemblée de la SdN. L'intérêt de l'Italie à ce que le siège soit à Genève. Manœuvres autour de cette question du siège définitif de la SdN.
334	20.5.1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Appréciations dans divers milieux allemands des résultats de la consultation populaire suisse sur l'adhésion à la SdN.
336	21.5.1920 PVCF	Conseil fédéral	Réaction du Conseil fédéral à la suite des manœuvres qui tendent à transférer le siège de la SdN à Bruxelles. La Suisse doit faire un geste pour accélérer l'installation du secrétariat de la SdN à Genève. Des démarches auprès des puissances de la SdN sont envisagées.
337	25.5.1920 L	Paris (Ador) à Motta	Les explications de Bourgeois au sujet de la désignation de Bruxelles comme lieu de la 1re Assemblée. Le choix du siège à Genève n'est pas mis en cause. Les arguments de Monnet en faveur de Bruxelles.
338	25.5.1920 T	Londres (Paravicini) au DPF	Informations au sujet de la question du siège de la SdN. A. Thomas est déterminé à installer le B.I.T. à Genève; à son avis, le Conseil fédéral doit agir.
339	25.5.1920 T	DPF (Dinichert) à Londres (Paravicini)	Quelle attitude la SdN compte-t-elle prendre au sujet de l'action française dans la Ruhr dénoncée dans un mémoire de la Ligue allemande de la SdN?
340	26.5.1920 T	Londres au DPF	Entretiens d'Ador à Londres avec A. Thomas et Drummond. La question du lieu de réunion de la 1re Assemblée de la SdN et du transfert du secrétariat à Genève.
A	26.5.1920 No	Londres (Drummond)	Notes du Secrétaire général de la SdN sur son entretien avec Ador et Paravicini: la question du siège définitif de la SdN à Genève.
342	28.5.1920 PVCF	Conseil fédéral	Adoption du texte des notes envoyées aux Etats membres de la SdN et au Président Wilson au sujet de la question du siège de la SdN à Genève.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 1	—	—	Texte de la note envoyée aux Etats membres de la SdN au sujet du siège de la SdN.
A 2	—	—	Texte de la note envoyée au Président des Etats-Unis l'invitant à prendre en considération la question du siège de la SdN fixé à Genève selon le Pacte.
344	31.5.1920 L	Bruxelles (Barbey) au DPF (Motta)	Avis de Hymans au sujet des controverses sur le lieu de réunion de la 1re Assemblée et du siège de la SdN.
347	5.6.1920 L	DPF (Motta) à Allizé	Motta remercie l'Ambassadeur pour les assurances fournies par Millerand à propos du siège de la SdN à Genève. Il demande que soient précisés certains points afin de lever toute équivoque.
A	—	Paris (Millerand) au Conseil fédéral	Explications des décisions du Conseil de la SdN prises à Rome.
348	8.6.1920 R	A. Thomas au Conseil d'administration du B.I.T.	Le Directeur du B.I.T. se prononce pour une installation dans les meilleurs délais, à Genève, de son secrétariat et de celui de la SdN. Arguments politiques invoqués en faveur de Genève. Les aspects matériels.
349	9.6.1920 T	Rome au DPF	Tittoni conteste la valeur de la déclaration de Millerand à propos des décisions du Conseil relatives à la 1re réunion de l'Assemblée de la SdN. Bourgeois devrait la confirmer.
358	24.6.1920 L	Genève (Rappard) à Londres (Paravicini)	Transmission d'un échange de lettres entre le Colonel House et Rappard.
A 1	20.6.1920 L	House à Rappard	Lettre du Colonel House au sujet des manœuvres visant à substituer Bruxelles à Genève comme siège de la SdN.
A 2	24.6.1920 L	Genève (Rappard) à House	Rappard expose la position des principaux Etats au sujet du siège de la SdN ainsi que celle de certains membres du secrétariat de la SdN. L'absence des Etats-Unis se fait sentir dans cette affaire.
360	25.6.1920 L	DPF (Dinichert) au DEP (Schulthess)	Proposition italienne de créer une «Clearing-House» internationale au sein de la Conférence financière de Bruxelles.
A	18.6.1920 R	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Description de la proposition italienne mentionnée ci-dessus. Rôle de la Suisse dans les finances internationales et dans la gestion d'une caisse centrale placée sous l'égide de la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
364	1.7.1920 L	DPF aux Légations de Suisse	Informations au sujet des principaux points mis à l'ordre du jour de la 1re Assemblée de la SdN. Les questions intéressant particulièrement la Suisse.
365	2.7.1920 L	Londres (Paravicini) au DPF (Motta)	Le Secrétaire général de la SdN fait part de son étonnement à propos de démarches que la Suisse aurait faites auprès de Wilson en vue de réunir à Genève et non à Bruxelles la 1re Assemblée de la SdN. Crainte de voir se poser à nouveau la question du siège.
An 4	8.7.1920 T	DPF à Londres (Paravicini)	Exposé de la nature des démarches suisses auprès de Wilson. Nécessité de ménager les Puissances qui se sont montrées favorables à la Suisse dans cette affaire.
366	5.7.1920 L	Londres (Paravicini) à Motta	Renseignements supplémentaires au sujet de la convocation par Wilson de la 1re Assemblée de la SdN. Les arguments de Wilson en faveur d'une réunion à Genève.
367	9.7.1920 L	Londres (Paravicini) à Drummond	Le Ministre de Suisse transmet au Secrétaire général de la SdN l'exposé des démarches entreprises par la Suisse auprès de Wilson à propos du siège de la SdN et la convocation de la 1re Assemblée.
368	10.7.1920 T	Londres (Paravicini) au DPF	Annonce par Wilson de la convocation de la 1re Assemblée de la SdN à Genève. Les explications suisses ont été utiles à dissiper un malentendu.
369	10.7.1920 L	DPF (Thurnheer) à Londres (Paravicini)	Précisions au sujet des démarches suisses auprès des Américains dans la question de la convocation de la 1re Assemblée de la SdN. Les initiatives prises en Suisse et à Genève en vue de faciliter l'installation et le fonctionnement de la SdN à Genève.
372	14.7.1920 L	Londres (Paravicini) au DPF (Thurnheer)	Résumé de l'échange de télégrammes entre le Conseil de la SdN et Wilson au sujet de la convocation de la 1re Assemblée de la SdN. Drummond serait opposé au transfert à Genève.
374	20.7.1920 N	Londres (Drummond) à Motta	Lettre de convocation de la 1re Assemblée de la SdN à Genève par le Président Wilson.
375	23.7.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Les Italiens prétendent avoir mieux défendu la cause de Genève que la Suisse dans la question du lieu de réunion de la 1re Assemblée de la SdN.
376	24.7.1920 N	DPF à la Légation de Suède	La Suisse approuve en principe la plupart des propositions suédoises en vue de réviser certains articles du Pacte de la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
383	10.8.1920 L	DPF (Motta) au Conseil d'Etat de Genève	Communication officielle de la convocation de la 1re Assemblée de la SdN à Genève. Les préparatifs à entreprendre et la mise en œuvre d'une collaboration entre les autorités fédérales et les autorités cantonales genevoises pour accueillir la SdN. La question de l'offre d'un immeuble.
385	11.8.1920 PVCF	Conseil fédéral	Calcul de la part de l'apport financier de la Suisse à la SdN. Les crédits nécessaires à prévoir dans le budget de la Confédération.
411	8.10.1920 L	Wyden (Huber) à Motta	Considérations au sujet de la présidence de la 1re Assemblée de la SdN: la place qui doit revenir à la Suisse.
413	11.10.1920 L	DPF (Motta) à Paris (Dunant)	La Suisse aimerait s'assurer son droit à présider la 1re Assemblée de la SdN à Genève. Motta demande que les gouvernements étrangers soient sondés à ce sujet et que le point de vue suisse leur soit exposé.
418	15.10.1920 L	Bruxelles (Barbey) au DPF (Motta)	Résultats des sondages entrepris auprès de personnalités belges, notamment Hymans, au sujet de la présidence et de l'organisation de la 1re Assemblée de la SdN.
419	18.10.1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Résultats des sondages entrepris à Paris au sujet de la présidence et de l'organisation de la 1re Assemblée de la SdN.
421	20.10.1920 AM	Paravicini	Entrevue Motta-Paravicini. Ce dernier est chargé d'exprimer au Secrétaire général de la SdN les arguments développés par Motta en vue d'assurer à la Suisse la présidence de la 1re Assemblée de la SdN.
A	25.10.1920 L	Londres (Paravicini) à Drummond	Exposé de la manière envisagée par Motta d'inaugurer la 1re Assemblée de la SdN à Genève et de choisir le Président.
423	26.–27.10. 1920 PV	Commission chargée de préparer l'ordre du jour de la 1re Assemblée de la SdN	Discussion entre Motta, Schulthess, Haab, Ador, Usteri, Dinichert, E. Huber et M. Huber des différentes questions intéressant particulièrement la Suisse figurant à l'ordre du jour de la 1re Assemblée de la SdN. Présidence de l'Assemblée, avis opposés au sujet d'une candidature de Motta à la présidence. Commission des mandats, désignation des membres non permanents du Conseil. Compétences respectives du Conseil et de l'Assemblée. Admission de nouveaux membres: le cas du Liechtenstein et des Etats d'Europe centrale. Cour internationale de Justice: les projets des neutres. Les projets d'amendements au Pacte

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			de la SdN. Budget et répartition des charges. Sanctions économiques. Office permanent pour les Communications et le Transit. Office permanent pour l'Hygiène.
428	10.11.1920 L	Ossingen (Huber) à Motta	Appréciation du projet de discours de Motta devant la 1re Assemblée de la SdN. Commentaires et suggestions.
429	11.11.1920 L	Rome (Wagnière) à Motta	Interrogé au sujet de la question de la présidence de la 1re Assemblée de la SdN, Tittoni estime que le Président de la Confédération ne devrait pas présider l'Assemblée.
430	12.11.1920 PVCF	Conseil fédéral	Système de répartition des charges financières de la SdN. Nouvelle classification des Etats en usage à l'Union postale universelle. La part des charges revenant à la Suisse.
431	15.11.1920 Discours	Genève (Motta)	Discours de G. Motta à l'inauguration de la première Assemblée de la SdN.

Pour la Suisse et la Société des Nations, cf. aussi:

II.1 Situation générale, nos 58, 217, 268, 288
II.2 Allemagne, nos 417, 424
II.5 Etats-Unis, no 72
II.6 France, no 401
II.10 Liechtenstein, nos 351, 373
II.14 Russie, no 270
III Les questions économiques et financières générales, nos 316, 324
VII La navigation fluviale et les transports internationaux, no 127
VIII La législation internationale du Travail, no 265
IX La question des zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex, no 168
X La question du Vorarlberg, nos 192, 195
XII Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, no 66
XV La coopération avec les Etats neutres et quelques questions spéciales de neutralité militaire nos 291, 301, 313, 377, 379
XVIII La Cour permanente de Justice internationale, nos 201, 204, 229, 241, 259

II. LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LA VIE DES ETATS

II.1 LA SITUATION GÉNÉRALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
21	19.7.1919 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Calonder)	Informations sur le déroulement de la Conférence de la Paix et sur le rôle des principaux hommes d'Etat: Wilson, Lloyd George.
35	4.8.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	Informations sur la grève générale à Bâle et à Zürich. La question du Voralberg et de son rattachement à la Suisse: l'absence de résolution des deux côtés intéressés: Voralberg et Suisse. Congrès socialiste international à Lucerne où domine le britannique Henderson. La question du charbon en Angleterre, de la situation des troupes britanniques en Russie et des attitudes des milieux russes à l'égard des Alliés.
58	30.8.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	Etat de la question de la création de nouvelles légations à l'étranger et de la réforme du service diplomatique et consulaire. Mission de Junod à Varsovie. Opinions américaines et italiennes au sujet du siège de la SdN à Genève. La question du Vorarlberg et du Traité de Paix avec l'Autriche. La Suisse et la législation sur la navigation aérienne.
200	18.12.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	Déclaration du Conseil suprême au sujet de l'intégrité de l'Autriche. La question du Vorarlberg et de l'Anschluss. Les débats en Allemagne sur la ratification du traité de Paix.
217	8.1.1920 RP	DPF (Lardy) aux Légations de Suisse	Question de l'adhésion à la SdN. Reconnaissance de l'Autriche. La question du Vorarlberg. L'attitude des puissances à l'égard de l'Autriche. La situation politique en Hongrie. La reprise des relations germano-italiennes et l'opinion publique italienne.
268	5.3.1920 RP RP	DPF aux Légations de Suisse	Nouvel arrêté fédéral concernant l'accession de la Suisse à la SdN. Echec de la grève générale en France. La rivalité Briand-Barthou. Situation sur le front oriental à la suite du retrait des troupes allemandes. Les craintes d'une avancée de l'armée rouge en Pologne. Les tendances séparatistes en Bavière, encouragées par la France. L'opinion autrichienne en faveur de l'Anschluss. L'Italie et la situation de l'Autriche. La propagande bolchevique.
286	24.3.1920 RP	DPF (Dinichert) aux Légations de Suisse	Répercussions en Autriche du putsch militaire en Allemagne. La politique française en Alsace-Lorraine. La crise industrielle et des transports en France, la situation en Allemagne et l'attitude du gouvernement français en ce qui concerne l'exécution du Traité de Versailles.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
288	27.3.1920 RPSI	DPF aux Légations de Suisse	Prolongation des conventions commerciales avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Propositions du Conseil fédéral en vue de créer de nouvelles légations. Déplacements de communistes entre la Suisse et l'Allemagne. L'attaché militaire de France à Berne s'informe sur l'organisation des Gardes civiques suisses. Début de la campagne au sujet de l'entrée de la Suisse dans la SdN: les organisations et les courants d'opinion.
297	8.4.1920 RPSI	DPF aux Légations de Suisse	Etat des négociations franco-suisses dans la question des zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex. Résumé de l'affaire Zweifel — Directeur d'une entreprise suisse en Autriche agressé par des ouvriers — et ses conséquences sur les relations entre Vienne et Berne.
309	20.4.1920 RP	DPF (Dinichert) aux Légations de Suisse	La question du Voralberg; les sentiments de la population. La nécessité pour les Etats-Unis de négocier de nouveaux traités. Les relations italo-autrichiennes. Intérêts commerciaux français et anglais en Autriche. Solidarité franco-britannique après l'incident causé par l'action militaire française dans la Ruhr. La question de l'approvisionnement en charbon préoccupe plusieurs gouvernements.

Pour la situation générale, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, no 244
II.6 France, no 401
II.8 Hongrie, no 48

II.2 ALLEMAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
31	31.7.1919 Rens.	Berne (Iselin) au DPF	Informations sur le mouvement révolutionnaire en Allemagne; les causes et les lieux du mécontentement.
38	7.8.1919 PVCF	Conseil fédéral	Rectification du DPF au sujet d'une prétendue mission de paix confiée au Ministre de Suisse à Washington en été 1918.
100	4.10.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Le nouveau Ministre de Suisse à Berlin prend des contacts avec certaines personnes: Bülow, Müller. Question de l'entrée de l'Allemagne dans la SdN.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
101	6.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Parmi les documents recueillis par la commission parlementaire d'enquête sur les fautes de guerre, il se trouve un texte qui évoque un accord entre l'état-major allemand et l'état-major suisse relatif à la violation de la neutralité suisse. L'opportunité de publier ce texte.
A 1	6.10.1919 L	Berlin (Cohn) à von Planta	Communication du document en question avec un bref commentaire.
A 2	3.8.1914	Chef du Haut Etat-major allemand à l'Office des Affaires étrangères	Texte du document en question ci-dessus qui parle d'un accord qui prévoit la mise sous commandement allemand de l'armée suisse pour protéger la neutralité de ce pays en cas d'agression française.
102	7.10.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Remise des lettres de créance. Propos d'Ebert sur les relations avec la Suisse et sur la situation en Allemagne. Entretien avec Cohn et von Bülow.
108	14.10.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral se préoccupe du prétendu arrangement entre les états-majors suisse et allemand; il charge le Ministre à Berlin de faire en sorte d'empêcher la publication des documents en question et le Chef du DMF d'enquêter sur cet accord et sur d'éventuelles négociations du même ordre avec l'état-major austro-hongrois.
116	18.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Le Ministre allemand des Affaires étrangères, Müller, déclare que son gouvernement ne permettra pas la publication des documents relatifs à un prétendu arrangement militaire entre la Suisse et l'Allemagne.
117	20.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Confirmation par le Député Cohn de l'abandon du texte en question ci-dessus dans la publication de l'enquête sur les fautes de guerre; son contenu n'a pas été communiqué aux camarades socialistes suisses de Cohn.
118	21.10.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Résumé des accords sur le charbon. Conditions des échanges commerciaux germano-suisses. Souhait de l'Allemagne de voir la Suisse entrer dans la SdN. Résumé de l'affaire des documents relatifs à un arrangement militaire germano-suisse. Entretien avec le représentant de l'Italie et de la France à Berlin.
129	29.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Discussion avec le Ministre allemand des Affaires étrangères au sujet d'un texte de juillet 1914 concernant la Suisse, retenu pour la publication des documents préparée par la Commission d'enquête. Soupçons à propos de l'origine d'une information d'ordre militaire: l'état-major général suisse mis en cause.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
160	25.11.1919 L	DPF (Calonder) à Berlin (von Planta)	Envoi d'une communication secrète du DMF au sujet du prétendu accord entre les états-majors suisse et allemand. Calonder insiste pour que le document en question ne soit pas publié.
A	24.11.1919 R	DMF (Decoppet) au DPF (Calonder)	Résultat de l'enquête effectuée par le DMF au sujet des arrangements entre les états-majors suisse et allemand. La réponse de von Sprecher à propos des arrangements convenus avec von Moltke lors de la visite de Guillaume II en 1912.
163	26.11.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Entretien avec le Ministre allemand des Affaires étrangères: la question de la publication des documents sur la guerre, l'état des négociations à Versailles et la question de la ratification du Traité; la libération des prisonniers de guerre, le Vorarlberg. Position de Stresemann sur la SdN. La situation économique et politique. Les rapports germano-russes.
182	6.12.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Communication d'une notice préparée par l'office allemand des Affaires étrangères au sujet de la prétendue mission Sulzer de bons offices de l'été 1918.
A 1	2.12.1919 No	Berlin	Texte de la notice mentionnée ci-dessus résumant les entretiens entre le Ministre Sulzer de passage en Europe et le Ministre d'Allemagne à Berne, Romberg, puis Adolf Müller, et reproduisant les points essentiels de la notice remise par Romberg, contenant les conditions de paix que l'Allemagne souhaite transmettre au Président Wilson.
A 2	–	Berne	Notice de Schulthess qui rend compte des entretiens mentionnés ci-dessus.
183	6.12.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Réactions dans divers milieux allemands au sujet de la question du Vorarlberg et de la politique suisse dans cette affaire. Attitudes à propos du Traité de paix: les incertitudes de l'Assemblée nationale allemande. L'opinion erronée des autorités françaises au sujet d'un redressement militaire allemand à brève échéance.
199	18.12.1919 Proposition	Conseil fédéral	Précisions de Calonder à propos de la prétendue mission Sulzer de bons offices de l'été 1918.
276	14.3.1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Situation à Berlin à la suite du putsch Kapp-Lüttwitz. La grève générale risque de paralyser le nouveau gouvernement; le reste de l'Allemagne ne semble pas vouloir suivre les putschistes. Danger de morcellement de l'Allemagne que la France pourrait encourager.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
281	17. 3. 1920 T	Berlin (von Planta) au DPF	Les tractations politiques se poursuivent à Berlin. Constitution d'un front antispartakiste. L'offensive de l'armée rouge en Pologne.
283	22. 3. 1920 T	Berlin (von Planta) au DPF	Fin du putsch militaire. L'appréciation du nouveau chancelier Bauer. Instauration de nombreux conseils ouvriers à travers l'Allemagne.
293	7. 4. 1920 AM	DPF	Les impressions sur la situation allemande et le danger bolchevique du Ministre von Planta ne sont pas partagés par le Colonel suisse Wildbolz. Préliminaires d'un rapprochement germano-russe.
295	7. 4. 1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Réactions allemandes à la suite de l'entrée de troupes françaises dans plusieurs villes de la vallée du Rhin. Déception à l'égard de l'Angleterre qui n'a pas retenu la France. Conséquences diplomatiques pour la Suisse. L'état des relations diplomatiques avec la Suède. Appréciation de la nouvelle situation en Allemagne par Haguenin.
298	9. 4. 1920 RP	Paris (Schreiber) au DPF (Motta)	Interprétations françaises des événements de la Ruhr. Attitude britannique dans cette affaire. Méfiance française à l'égard des intentions profondes des Allemands.
300	12. 4. 1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Les vues des dirigeants français à Berlin au sujet des événements de la Ruhr et de l'avenir des relations franco-allemandes. Le désarmement de l'Allemagne n'est pas encore aussi avancé que l'exige le Traité de Versailles. Incertitudes à propos d'un prétendu parti de la revanche. Oppositions franco-britanniques à propos des affaires allemandes: le changement d'attitude des Britanniques à Berlin.
302	13. 4. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral n'approuve pas la suggestion d'envoyer des notes à Paris, Londres et Rome au sujet de la situation allemande et des conséquences de l'exigence imposée par la France aux milices bourgeoises de rendre leurs armes: les populations ne seront plus à l'abri d'un coup de main des spartakistes. Motta fera part des préoccupations des autorités suisses à ce sujet à l'Ambassadeur de France et aux Ministres de Grande-Bretagne et d'Italie.
317	26. 4. 1919 L	Berlin (Ebert) à Motta	Le Président du Reich remercie la Suisse d'avoir assumé la représentation des intérêts allemands en France et en Grande-Bretagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
362	30.6.–1.7. 1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Considérations au sujet de l'arrivée du Nonce Pacelli à Berlin et de son rôle de Doyen du corps diplomatique à la place de l'Ambassadeur de France.
406	24. 9. 1920 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	Point de vue allemand sur la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique. Réaction du représentant soviétique à Berlin à la suite du refus du Conseil fédéral d'autoriser l'entrée en Suisse d'un diplomate soviétique. Socialisation des mines de charbon discutée en Allemagne. Bilan financier du pays. Tendances au sein des partis révolutionnaires.
417	15.10.1920 L	Berlin (von Planta) au DPF (Motta)	L'Allemagne ne veut pas prendre le risque de demander son adhésion à la SdN. Elle ne veut surtout pas prendre part à une guerre de la SdN contre la Russie bolchevique; cela déclencherait une guerre civile en Allemagne. Nécessité de la présence de tous les grands Etats en son sein pour que la SdN réussisse dans son entreprise.
424	26.10.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	Point de vue italien au sujet d'une éventuelle entrée de l'Allemagne dans la SdN. La France se retirerait de la SdN si l'Allemagne y entrait. Ne pas soulever cette question pour l'instant.

Pour l'Allemagne, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, nos 155, 225, 258, 339
II.I Situation générale, nos 200, 217, 268, 286, 288, 309
II.3 Autriche, no 260
II.9 Italie, nos 51, 71, 249
II.14 Russie, no 263
II.15 Turquie, no 180
III Les questions économiques et financières générales, no 275
V Les relations économiques et financières avec l'Allemagne: toute la rubrique
VI Le ravitaillement de la Suisse, nos 75, 89, 98, 115, 169, 205, 252, 262, 269, 287, 311, 370, 380, 404, 410, 412, 414, 416
VII La navigation fluviale et les transports internationaux, nos 88, 107, 315
X La question du Voralberg, nos 162, 171
XI La reconnaissance des Etats, no 20
XII Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, nos 110, 125, 140, 254, 304
XIV La politique humanitaire, no 1

II.3 AUTRICHE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
8	4.7.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Au cours d'un entretien, Otto Bauer, Secrétaire d'Etat, exprime le voeu que la Suisse reconnaisse l'Autriche dès la signature du Traité de paix.
17	11.7.1919 L	Berne (de Haller) au DFD (Motta)	Communication d'un rapport sur les clauses financières imposées à l'Autriche dans le Traité de paix.
A	7.7.1919 R	Genève	Rapport de la délégation de banquiers suisses, envoyée à Paris pour s'informer des conditions financières qui figureront dans le Traité de paix avec l'Autriche.
41	13.8.1919 L	DPF (Pinösch) à Vienne (Ratzenberger)	Les conséquences financières du Traité de paix avec l'Autriche et les intérêts suisses tels qu'ils sont évalués par le Comité de Défense des intérêts suisses en Autriche-Hongrie. Intervention de ce dernier auprès du Conseil fédéral.
A	–	–	Mémorandum adressé par le gouvernement suisse au Président de la Conférence de la Paix de Saint-Germain exposant les revendications des créanciers privés de pays neutres qui n'ont pas fait l'objet d'une clause spéciale contrairement aux créanciers des pays alliés et associés.
70	8.9.1919 L	Berne (de Haller) au DFD (Motta)	Position de la Banque nationale suisse au sujet d'un décret de mainmise par le gouvernement autrichien sur tous les titres et valeurs étrangers déposés en Autriche.
78	11.9.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Le Ministre de Suisse à Vienne estime le moment venu de reconnaître le nouvel Etat autrichien.
90	24.9.1919 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Commentaires du Ministre de Suisse sur la publication du Livre rouge autrichien sur les origines de la guerre, dont les documents publiés accusent le comte Berchtold. Les objectifs d'Otto Bauer. Informations sur l'armée de Horthy et la politique hongroise.
96	29.9.1919 L	DPF à Vienne (Bourcart)	Sur la question de la reconnaissance de l'Autriche, le DPF transmet le texte de sa proposition au Conseil fédéral.
A	27.9.1919 Proposition	DPF	Les divers aspects pris en considération dans la question de la reconnaissance de l'Autriche; les préalables à régler avant de passer à cet acte.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
106	9. 10. 1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Observations du Ministre de Suisse à Vienne au sujet des conditions formulées par le DPF avant de procéder à la reconnaissance de l'Autriche.
126	25. 10. 1919 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Entretien avec Renner au sujet des principales questions d'ordre économique qui sont l'objet de différends entre l'Autriche et la Suisse. Position du Chancelier autrichien à propos du Vorarlberg et de l'autodisposition des peuples ainsi que de l'ordre intérieur des Etats.
133	31. 10. 1919 L	DFD (Motta) à Vienne (Bourcart)	Mesures à prendre pour protéger les actifs suisses déposés dans les banques de Vienne et de Budapest du fait de la baisse de la couronne autrichienne et des incertitudes à son sujet. Liste des montants en question.
A	—	—	Liste des placements effectués par la Confédération en Autriche et en Hongrie.
136	2. 11. 1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	A la suite d'une nouvelle demande, Bourcart insiste auprès du DPF pour hâter la reconnaissance de l'Autriche.
A	31. 10. 1919 N	Vienne (Renner) à Bourcart	Le gouvernement autrichien sollicite le Conseil fédéral de reconnaître la nouvelle République d'Autriche.
142	9. 11. 1919 RP	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	La presse de Vienne commence à s'interroger au sujet des hésitations de la Suisse à reconnaître l'Autriche. Le Ministre Bourcart insiste à nouveau pour que le Conseil fédéral se décide à reconnaître la République autrichienne. A propos de la situation en Autriche, les griefs sont adressés au gouvernement social-démocrate. Mais, il ne faut pas compter avec un putsch monarchiste en Autriche; en Hongrie, cela pourrait se produire.
147	12. 11. 1919 AM	DPF (Lardy)	Avis d'un diplomate sur l'équipe au pouvoir à Vienne.
167	27. 11. 1919 L	Vienne (Bourcart) au DEP (Schulthess)	Questions de procédure pour des négociations économiques avec l'Autriche et la Hongrie surtout avec laquelle il n'existe même pas de relations «de facto».
176	4. 12. 1919 RP	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	Mission d'enquête confiée à un journaliste suisse, établi à Vienne, en Haute-Autriche, à Salzbourg et au Tyrol. Ses résultats. Réactions en Autriche à la suite du discours de Calonder à propos du Vorarlberg. Les sombres perspectives de l'économie autrichienne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	—	Vienne (Du Bois) à Bourcart	Extrait du rapport de l'enquête menée par F. Du Bois dans trois provinces autrichiennes: les considérations générales traitent de l'attitude des provinces à l'égard de Vienne, de la structure du nouvel Etat et de l'Anschluss désiré partout.
198	17. 12. 1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	Le gouvernement autrichien est décidé à liquider les anciens ministères de l'Empire austro-hongrois. Urgence à nouer des contacts officiels avec les Etats hongrois et autrichien. La Suisse doit procéder à la reconnaissance de l'Autriche.
206	24. 12. 1919 L	DPF (Lardy) à Vienne (Bourcart)	Le nouveau Chef du Département politique, Motta, est décidé à procéder sans tarder à la reconnaissance de l'Autriche.
226	12. 1. 1920 N	Vienne (Renner) à Bourcart	La Chancelier d'Autriche remercie le Conseil fédéral à la suite de la reconnaissance officielle de la République autrichienne.
233	17. 1. 1920 RP	Vienne (Bourcart) au DPF (Motta)	Réception chez Renner. Evocation de la question du Vorarlberg, de la représentation diplomatique à Berne et de la redevance sur la fortune. Question des conséquences pour les neutres des clauses du Traité de St-Germain. Les risques d'une démarche à ce sujet. Renner propose une nouvelle ligne de chemin de fer Paris—Trieste par l'Arlberg. Voyage de Renner à Prague. Les craintes de Renner du danger bolchevique qui à travers la Pologne pourrait s'étendre jusqu'en Europe centrale. Désenchantement politique en Hongrie.
251	17. 2. 1920 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse ne désire pas s'engager dans une démarche commune des pays neutres auprès des Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie au sujet des dettes de l'ancienne Monarchie qui devraient être partagées entre tous les Etats successeurs et non pas imputées uniquement à l'Autriche et à la Hongrie.
260	27. 2. 1920 L	Paris (de Haller) au DEP (Schulthess)	La question d'un crédit international en faveur de l'Autriche discutée à Paris. Les avances consenties par les Alliés; la part de la Suisse. De Haller suggère la création d'un comité de surveillance pour l'emploi des fonds alloués à l'Autriche. Il est en faveur d'une augmentation de la part suisse.
An I	1. 3. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve les suggestions du Directeur de la Banque nationale à propos de l'aide financière et économique à l'Autriche.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
289	27. 3. 1920 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Motta)	A la suite de l'agression d'un directeur d'entreprise suisse en Autriche par des ouvriers, l'autorité du gouvernement de Vienne est mise à l'épreuve. La Suisse menace de se retirer de l'action d'aide financière à l'Autriche.
371	13. 7. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve l'octroi d'un crédit de 25 millions de francs suisses à l'action d'aide à l'Autriche. Réserves et conditions de mise en œuvre.
409	6. 10. 1920 T	Vienne (Bourcart) au DPF	L'Autriche aimerait savoir si la Suisse pourrait maintenir l'ordre en Carinthie durant les élections par l'envoi d'un bataillon. Avis du Conseil fédéral sur cette demande.

Pour l'Autriche, cf. aussi:

I	La Suisse et la Société des Nations, n° 258
II.1	Situation générale, n^os 200, 217, 268, 286, 288, 297, 309
II.2	Allemagne, n° 183
II.8	Hongrie, n^os 14, 42, 321, 395
II.10	Liechtenstein, n° 190
II.15	Turquie, n° 128
III	Les questions économiques et financières générales, n^os 275, 279
IV	Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n^os 273, 279, 330
X	La question du Vorarlberg: toute la rubrique
XIV	La politique humanitaire, n° 391

II.4 CHINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
82	15. 9. 1919 L	Tokyo (von Salis) au DPF(Calonder)	Le Traité d'amitié avec la Chine a été ratifié. Il constitue le dernier traité accordant la juridiction consulaire à un Etat étranger.

II.5 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
59	1. 9. 1919 T	Washington (Sulzer) au DPF	Allocution du Ministre de Suisse à l'occasion de la remise d'une médaille au Président Wilson, en signe de reconnaissance du peuple suisse au peuple américain

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			pour l'aide alimentaire accordée pendant la guerre et réponse du Président américain.
A	6. 1919	Genève	Texte de la lettre accompagnant la médaille envoyée au Président des Etats-Unis par le Comité d'initiative de la Médaille des Etats-Unis.
72	9. 9. 1919 L	Washington (Sulzer) au DPF (Calonder)	Interprétations américaines de l'article 10 du Pacte de la SdN: de l'intervention agressive à l'intervention défensive dans le territoire d'un Etat.
156	20. 11. 1919 T	Washington (Sulzer) au DPF	Le Sénat des Etat-Unis a refusé de ratifier le Traité de Versailles. La suite de la procédure de ratification.
234	17. 1. 1920 L	Washington (Sulzer) à Polk	Le Ministre de Suisse signale les lacunes du formulaire du Service de l'Immigration, car il oblige tout citoyen suisse à choisir dans la liste des 26 races énumérées, la race allemande, française ou italienne. Suggestions de Sulzer.
An I	13. 2. 1920 N	Washington (Departement of State) à Peter	Réponse américaine. Les suggestions du Ministre Sulzer seront prises en considération.

Pour les Etats-Unis d'Amérique, cf. aussi:

I	La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 86, 170, 223, 244, 248, 258, 342, 358, 365, 366, 367, 368, 369, 372
II.2	Allemagne, n^{os} 38, 182, 199
II.13	Roumanie, n° 69
IV	Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n^{os} 10, 15, 279, 330
VI	Le ravitaillement de la Suisse, n^{os} 47, 205, 252
XVII	Questions de l'arbitrage, n° 132

II.6 FRANCE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
80	12. 9. 1919 L	DPF (Pinösch) au DEP (Schulthess)	Etat de la question de la revendication présentée auprès des autorités françaises d'une réparation pour les dommages subis par des Suisses en France durant les hostilités. La Suisse insiste pour l'égalité de traitement entre Français et étrangers dans ce domaine.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
173	30.11.1919 L	Paris (Dunant) à Pichon	Intervention auprès du Ministre français des Affaires étrangères en faveur de la Société de Neuhausen pour l'industrie de l'aluminium séquestrée en France en tant que bien appartenant à l'ennemi. Résumé de l'affaire et propositions en vue d'une solution.
352	11. 6. 1919 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Les expériences du Ministre de Suisse avec les diverses administrations françaises: les affaires en souffrance.
401	17. 9. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Rapport sur la rencontre à Lausanne le 15 septembre entre Millerand, Berthelot, Allizé et Massigli du côté français et Motta, Schulthess, Chuard, Dunant et Dinichert du côté suisse. Questions abordées: l'application de certaines conventions relatives au travail adoptées à Washington, la négociation relative à un statut des zones franches autour de Genève, la navigation du Rhin et le projet français de canal latéral, l'entrée des étrangers en Suisse, le danger communiste et le refus d'un représentant du gouvernement soviétique à Berne, les exportations de charbons allemands vers la Suisse.

Pour la France, cf. aussi:

I	La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 92, 219, 239, 244, 258, 331, 347, 349, 358
II.1	Situation générale, n^{os} 217, 268, 286, 288, 297, 309
II.2	Allemagne, n^{os} 276, 295, 298, 300, 302, 317, 362, 417, 424
II.8	Hongrie, n° 40
II.9	Italie, n^{os} 12, 249
II.14	Russie, n^{os} 308, 382
III	Les questions économiques et financières générales, n° 275
IV	Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n^{os} 2, 3, 22, 174, 273, 279, 329, 335, 356
VI	Le ravitaillement de la Suisse, n^{os} 55, 64, 65, 93, 113, 141, 159, 169, 205, 209, 252, 262, 269, 287, 311, 353
VII	La navigation fluviale et les transports internationaux, n^{os} 91, 97, 137, 186, 216, 285, 315, 427
IX	La question des Zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex, n^{os} 83, 85, 144, 154, 168, 185, 361, 381, 388, 420
XI	La reconnaissance des Etats, n° 271
XII	Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n^{os} 66, 304, 408
XIV	La politique humanitaire, n^{os} 1, 235, 323, 341
XVII	Questions de l'arbitrage, n° 132

II.7 GRANDE-BRETAGNE

Pour la Grande-Bretagne, cf.:

I	La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 56, 149, 181, 189, 191, 194, 203, 230, 239, 244, 258, 264, 331, 358
II.1	Situation générale, n° 309
II.2	Allemagne, n^{os} 295, 298, 300, 302, 317
II.14	Russie, n^{os} 158, 257, 261, 263, 308, 363, 382
IV	Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n^{os} 10, 15, 273, 279
VI	Le ravitaillement de la Suisse, n^{os} 55, 64, 65, 252, 256, 274, 282, 299, 310
VII	La navigation fluviale et les transports internationaux, n^{os} 315, 426
XI	La reconnaissance des Etats, n^{os} 191, 271
XII	Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n^{os} 304, 408
XIV	La politique humanitaire, n° 235
XVII	Questions de l'arbitrage, n° 132

II.8 HONGRIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
14	10. 7. 1919 RP	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	Attitude des dirigeants autrichiens à l'égard du régime Bela Kun. Appréciations d'hommes politiques hongrois sur ce régime et les guerres de frontière avec la Tchécoslovaquie et éventuellement avec l'Autriche.
19	16. 7. 1919 N	Berne (Ambassade de France) au DPF	Clemenceau communique la position des Alliés au sujet de la confiscation ordonnée par Bela Kun des titres et valeurs déposés dans les banques établies en Hongrie; il demande à la Suisse de s'associer à une action commune contre cette spoliation.
42	14. 8. 1919 RP	Vienne (Ratzenberger) au DPF (Calonder)	Appréciations dans les milieux diplomatiques de l'Entente à Vienne sur la situation en Hongrie: les interférences de l'Italie, de la France, des Etats-Unis. Répercussions des événements de Hongrie en Autriche.
48	19. 8. 1919 RP	Rome (Sonnenberg) au DPF (Calonder)	Les appréciations que porte le Comte Sforza sur la situation en Hongrie à la suite du renversement du régime de Bela Kun. Les possibilités d'organisation de la région danubienne après l'effondrement des Habsbourg.
53	23. 8. 1919 AM	DPF (Thurnheer)	La Suisse ne veut pas donner suite à une demande en faveur de la création d'une représentation du gouvernement hongrois à Berne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
104	8. 10. 1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF(Calonder)	Les milieux hongrois demandent l'autorisation d'envoyer un représentant officieux de la Hongrie à Berne. Il convient d'attendre.
321	6. 5. 1920 L	DPF (Motta) à Vienne (Bourcart)	Etat des relations diplomatiques avec la Hongrie depuis la fin de la guerre. Le Département politique fédéral déconseille au Ministre de Suisse à Vienne de se rendre à Budapest tant que cet Etat n'est pas reconnu officiellement.
395	30. 8. 1920 AM	Berne (Eichmann)	La Suisse n'a pas intérêt à hâter la conclusion d'un nouvel accord commercial avec la Hongrie. L'ancienne convention avec l'Autriche-Hongrie de 1906 doit être prolongée le plus longtemps possible. La Hongrie cherche aussi à obtenir une reconnaissance officielle.
407	27. 9. 1920 PVCF	Conseil fédéral	Résumé de la question de la reconnaissance de la Hongrie. Appréciation du gouvernement Horthy. Décision de le reconnaître et d'établir des relations diplomatiques.

Pour la Hongrie, cf. aussi:

II.1 Situation générale, n^os^ 217, 268
II.3 Autriche, n^os^ 90, 133, 167, 233, 251
II.15 Turquie, n° 128
IV Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n° 279

II.9 ITALIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
12	9. 7. 1919 RP	Rome (Wagnière) au DPF(Calonder)	Incidents de Fiume et détérioration des relations entre l'Italie et ses alliés. La crise sociale se conjugue à la crise politique.
18	15. 7. 1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral est d'avis qu'il faut éviter toute discussion territoriale dans les régions qui touchent aux frontières italiennes et aux contrées dont la possession peut être contestée par l'Italie; ainsi l'agrégation de Taufers à la Suisse, demandée par les habitants ne doit pas être prise en considération.
51	22. 8. 1919 L	Rome (Sonnenberg) au DPF (Calonder)	Embarras qui pourrait résulter pour les intérêts suisses à poursuivre la représentation des intérêts allemands en Italie du moment que de nombreux agents commer-

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			ciaux officiels et privés allemands se rendent en Italie et prennent des contacts directs avec divers milieux du commerce et de l'industrie.
71	8. 9. 1919 L	DPF (Dinichert) à Rome (Segesser)	Le DPF ne voit pas les dangers qui pourraient résulter pour la Suisse des contacts directs entre Allemands et Italiens. Aucun des diplomates allemands rattachés à la Légation de Suisse n'a évidemment le droit d'entrer en contact avec des organes officiels italiens à l'insu du chef de la Mission diplomatique.
139	6. 11. 1919 RP	Rome (Wagnière) au DPF(Calonder)	Députation de Tyroliens à Rome. Rapports entre le Vatican et l'Italie: des signes de rapprochement.
249	13. 2. 1920 RP	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	La question de l'Adriatique préoccupe l'opinion italienne. L'intérêt de l'Italie au maintien de la neutralité suisse. Critique de la politique pro-yougoslave de la France. L'attitude à l'égard de la SdN.

Pour l'Italie, cf. aussi:

I	La Suisse et la Société des Nations, n^os 92, 239, 244, 258, 306, 326, 331, 333, 360, 375, 429
II.1	Situation générale, n^os 217, 268, 309
II.2	Allemagne, n^os 300, 302, 424
II.6	France, n° 401
II.8	Hongrie, n° 42
II.14	Russie, n° 308
II.15	Turquie, n° 180
VI	Le ravitaillement de la Suisse, n^os 205, 252, 353
VII	La navigation fluviale et les transports internationaux, n^os 88, 107
IX	La question des Zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex, n^os 83, 85
XII	Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n° 304
XIV	La politique humanitaire, n^os 323, 341
XVII	Questions de l'arbitrage, n° 132

II.10 LIECHTENSTEIN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
112	17.10.1919 PVCF	Conseil fédéral	Etat des questions concernant les relations avec le Liechtenstein: représentation de ses intérêts à l'étranger, union monétaire, domaine douanier et postal.
120	21.10.1919 N	Berne (Beck) au DPF (Calonder)	Le Liechtenstein demande à la Suisse de représenter ses intérêts dans les pays où il ne dispose pas de représentant.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
An 1	24.10.1919 N	DPF à Beck	Le Conseil fédéral accepte de représenter les intérêts du Liechtenstein à l'étranger.
138	4.11.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Entretien avec le Prince Eduard de Liechtenstein, Ministre de la Principauté à Vienne. La question de la représentation des intérêts du Liechtenstein par la Suisse; opposition du Prince à un projet de Casino à Vaduz. L'entrée du Liechtenstein dans la SdN.
146	10.11.1919 L	DPF (Lardy) à Vienne (Bourcart)	La représentation des intérêts du Liechtenstein par la Suisse a été agréée par la France, l'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne. Diverses affaires concernant les relations entre la Suisse et la Principauté.
190	10.12.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Le gouvernement autrichien négocie avec le Liechtenstein à propos de divers domaines des relations bilatérales; il se montrerait prévenant à l'égard de la Principauté pour éviter qu'elle ne se rapproche trop de la Suisse. Intérêt de la famille princière à sauver sa souveraineté au Liechtenstein.
215	6.1.1920 N	Vienne (Prince de Liechtenstein) à Motta	Le Prince de Liechtenstein remercie la Conseil fédéral d'avoir accepté de représenter les intérêts de la Principauté à l'étranger.
290	27.3.1920 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Motta)	Le Prince de Liechtenstein aimerait savoir si la Suisse pourrait concourir à la création d'une banque dans la Principauté et organiser le système monétaire.
314	23.4.1920 L	DPF (Dinichert) à Vienne (Bourcart)	La Banque nationale suisse n'est pas habilitée à coopérer à la réorganisation monétaire d'un autre Etat, en l'occurrence, du Liechtenstein.
351	9.6.1920 L	DPF (Dinichert) à Paris (Dunant)	Le Département politique fédéral aimerait connaître ce que la SdN prévoit pour les petits Etats qui, comme le Liechtenstein, dont la Suisse assume la représentation diplomatique, demanderont leur adhésion à la SdN.
373	19.7.1920 L	DPF à Londres (Paravicini)	La procédure suivie en vue de présenter la candidature de la Principauté de Liechtenstein à la SdN. Le cas spécial de cet Etat par rapport au statut de neutralité accordé à la Suisse.
A 1	14.7.1920 N	Gouvernement du Liechtenstein	Texte de la demande d'adhésion du Liechtenstein à la SdN.
A 2	14.7.1920 N	Berne (Légation du Liechtenstein) au DPF	Le Département politique fédéral est sollicité de fournir ses bons offices en vue de présenter la demande du Liechtenstein à la SdN.

Pour le Liechtenstein, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 423

II.11 PAYS-BAS

Pour les Pays-Bas, cf.:

II.I Situation générale, n° 268
II.15 Turquie, n° 180
VI Le ravitaillement de la Suisse, n^{os} 84, 177, 187, 193, 262
VII La navigation fluviale et les transports internationaux, n^{os} 5, 44, 292, 415
XII Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n^{os} 40, 304
XIII La question de la Police des étrangers et des Visas, n° 74
XV La coopération avec les Etats neutres et quelques questions spéciales de neutralité militaire, n^{os} 291, 301, 313, 377, 379, 389
XVIII La Cour permanente de Justice internationale, n^{os} 201, 204, 229, 241, 259

II.12 POLOGNE

Pour la Pologne, cf.:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 331
II.1 Situation générale, n^{os} 58, 268
II.2 Allemagne, n^{os} 163, 281
II.3 Autriche, n° 233
III Les questions économiques et financières générales, n^{os} 38, 81
XIII La question de la Police des étrangers et des Visas, n° 399

II.13 ROUMANIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
30	30.7.1919 L	Berne (Wagner) à Schulthess	L'intérêt d'octroyer à la Roumanie un crédit de 60 millions de francs du point de vue des exportations suisses à condition que ce crédit soit lié à l'obligation d'achat de produits suisses.
34	4.8.1919 L	Bucarest (Boissier) au DEP (Schulthess)	La Roumanie a besoin d'un crédit en Suisse pour pouvoir passer des commandes de machines.
69	6.9.1919 RC	Bucarest (Boissier) au DEP (Schulthess)	L'intérêt de la Suisse à conclure le plus tôt possible un accord commercial avec la Roumanie au moment où ce pays est exaspéré par l'attitude des grandes puissances, notamment des Etats-Unis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
130	30.10.1919 RC	Bucarest (Boissier) au DEP (Schulthess)	Etat des négociations économiques entre la Suisse et la Roumanie: les hésitations roumaines à poursuivre les discussions à Berne comme prévu: la plupart des hommes politiques sont préoccupés par les prochaines élections.
148	12.11.1919 RC	Bucarest (Boissier) au DEP (Schulthess)	Le gouvernement roumain se déclare incapable de prendre des engagements en ce qui concerne les exportations de céréales; de la sorte la négociation en cours sur l'octroi d'un crédit devient sans objet.
328	19.5.1920 N	Berne (Derussi) au DPF (Motta)	La Roumanie désire reconstruire son économie et associer la Suisse aux projets d'industrialisation et d'équipement, mais elle a besoin de crédits pour couvrir les fournitures commandées en Suisse. Un emprunt pourrait être lancé en Suisse.
350	9.6.1920 N	Berne (DEP) à Légation de Roumanie	La Suisse n'est pas en mesure d'accorder un crédit à la Roumanie, mais un arrangement sous forme d'un échange de marchandises devrait être possible.

Pour la Roumanie, cf. aussi:

III Les questions économiques et financières générales, n° 7

II.14 RUSSIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
103	7.10.1919 N	Paris (Clemenceau) à Dunant	Au nom du Conseil suprême, Clemenceau demande au gouvernement suisse de s'associer aux mesures prises par les Alliés pour empêcher tout commerce avec la Russie.
111	15.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Paravicini)	Karl Moor s'est entretenu avec Radek du sort des Suisses et de leurs biens en Russie.
A	8.10.1919 L	Berlin (Radek) à Moor	La position et les propositions de Radek au sujet des Suisses restés en Russie et de leurs biens.
121	22.10.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral prend position au sujet de la demande du Conseil suprême des Alliés de s'associer aux mesures prises contre la Russie et indique ce qu'il a déjà fait de lui-même dans ce domaine. Spécificité de la position suisse par rapport aux autres neutres.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
124	24.10.1919 L	DPF (Thurnheer) à Berlin (von Planta)	Position du DPF au sujet des propositions de Radek. La Suisse n'a pas l'intention d'échanger des représentants avec le gouvernement bolchevique.
134	1.11.1919 AM	DPF (Thurnheer)	Considérations à propos des mesures que la Suisse devrait prendre en faveur des Suisses en Russie et des contacts éventuels avec le gouvernement bolchevique. Possibilité d'envoyer des produits alimentaires.
158	24.11.1919 L	Londres (Carlin) à Curzon	La Suisse demande à la Grande-Bretagne d'inclure le sort des Suisses retenus en Russie dans ses négociations avec Litvinov à Copenhague au sujet du rapatriement des Britanniques.
257	25.2.1920 T	Londres au DPF	Accord anglo-suisse à propos du rapatriement de Russie des Anglais et de citoyens d'autres pays.
261	28.2.1920 L	Londres (Paravicini) au DPF (Dinichert)	Entretien du Ministre de Suisse avec le négociateur britannique O'Grady qui a conclu l'accord avec Litvinov sur le rapatriement des Suisses de Russie et des Russes de Suisse. Les conditions de Litvinov pour un rapatriement simultané. Perspectives d'ouverture avec la Russie. Observations sur les dirigeants bolcheviques.
263	2.3.1920 AM	DPF	Préparation d'une réponse à une interpellation parlementaire au sujet du sort des Suisses arrêtés en Russie. Résumé des efforts entrepris grâce à l'aide des puissances — Allemagne, Suède, Angleterre — en vue de rapatrier les Suisses restés en Russie.
266	5.3.1920 PVCF	Conseil fédéral	Réponse du Conseil fédéral à une interpellation parlementaire au sujet de la reprise des relations économiques et diplomatiques avec la Russie. Les conditions posées par le Conseil fédéral.
270	8.3.1920 L	DPF (Dinichert) à Londres (Paravicini)	Influence de l'attitude de la Russie à l'égard de la SdN sur une partie du peuple suisse et la nouvelle politique de la SdN envers le gouvernement soviétique.
A	26.2.1920 No	DPF	Exposé sur le mouvement en faveur d'une action de la SdN en Russie: résolution du Comité de l'Internationale socialiste, appel de Lord Robert Cecil, motion présentée au Bureau international du Travail.
296	7.4.1920 AM	DPF (Thurnheer)	Impressions de la situation en Russie rapportées par Frick, délégué du Comité international de la Croix-Rouge.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
308	20.4.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral n'est pas encore disposé à reprendre les relations économiques et politiques avec la Russie. Il ne serait pas opposé, sous certaines conditions, à accueillir en Suisse une délégation soviétique qui viendrait négocier avec les Alliés, si ceux-ci le désirent.
A	21.4.1920 N		Déclaration du Conseil fédéral indiquant son acceptation d'autoriser une délégation soviétique à séjourner en Suisse et les conditions posées à ce séjour.
319	4.5.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral répond favorablement à la demande de milieux industriels suisses d'autoriser la venue en Suisse d'un délégué commercial soviétique, pour un séjour limité.
320	6.5.1920 L	Copenhague (Cloëtta) au DPF	Les expériences danoises avec les négociateurs soviétiques séjournant à Copenhague.
343	29.5.1920 L	Stockholm (Uddenberg) au DPF (Dinichert)	Expériences des Suédois avec les délégations soviétiques: résultats des négociations commerciales entre Suédois et la délégation de Krassine.
357	21.6.1920 PVCF	Conseil fédéral	Approbation des principes à faire valoir dans la question des réclamations à adresser à la Russie tels qu'ils ont été proposés à la Conférence des neutres pour la sauvegarde des intérêts en Russie.
A	17.4.1920	Genève (Conférence des Neutres)	Adoption des principes pour la justification et l'évaluation des réclamations à présenter à la Russie. Signatures des délégués des cinq pays neutres représentés.
363	1.7.1920 L	Londres (Martin) à Paravicini	Informations au sujet de la mission Krassine en Angleterre. Les quelques affaires conclues avec les délégués soviétiques.
378	27.7.1920 L	DPF (Dinichert) à Londres (Paravicini)	Position du Département politique fédéral au sujet de la proposition d'inscrire la question russe et celle des règlements des réparations et du commerce avec la Russie à l'ordre du jour de la Conférence financière de Bruxelles. La procédure suggérée dans cette affaire.
382	7.8.1920 M	Londres (Légation de Suisse)	La Suisse est disposée à assister le Comité permanent du Conseil suprême économique dans la solution des questions russes.
390	20.8.1920 PVCF	Conseil fédéral	Informations sur les relations entre la Russie et la Suisse. Question d'un délégué commercial soviétique en Suisse. Paiement en or de livraisons de produits chimiques. Relations postales avec la Russie. Conditions suisses à une reprise des relations commerciales.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
392	26.8.1920 L	DPF (Dinichert) à Secrusse et Vorort	Questions aux milieux suisses du commerce et de l'industrie au sujet de l'intérêt à rétablir des relations commerciales avec la Russie soviétique.
A 1	15.10.1920 R	Genève (Secrusse) au DPF	Résumé du rapport de l'Association de Secours mutuel et de Protection des intérêts suisses en Russie exposant les raisons et les conditions d'une reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique.
A 2	21.10.1920 R	Zurich (Vorort) au DPF (Motta)	Résultats de l'enquête entreprise par le Vorort auprès des sections du commerce et de l'industrie au sujet d'une reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique. Les conditions pour une reprise ne sont pas encore réunies. Pour le Vorort, rien n'interdit aux firmes privées de conclure des affaires avec la Russie. Considérations sur les conditions d'une reprise officielle des relations économiques entre la Suisse et la Russie. La question de l'entrée en Suisse d'un délégué commercial soviétique.
393	26.8.1920 L	Berne (Grimm) au DEP (Schulthess)	Le Conseiller national Grimm fournit une liste des articles industriels que la Russie aimerait se procurer en Suisse. Le paiement en or serait disponible.
396	1.9.1920 AM	Berne (Schulthess)	Intervention des Ateliers Piccard-Pictet de Genève en faveur d'une autorisation d'entrée en Suisse d'un délégué commercial soviétique. D'autres interventions dans le même sens.
397	2.9.1920 AM	DPF (Thurnheer)	A propos d'une nouvelle demande du gouvernement de la Russie soviétique d'autoriser la venue en Suisse d'un diplomate, ancien conseiller de la Légation de la Russie soviétique à Berne. Les raisons du refus de cette autorisation.

Pour la Russie, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 334
II.1 Situation générale, n° 268
II.2 Allemagne, n^os 163, 281, 294, 406, 417
II.3 Autriche, n° 233
II.6 France, n° 401
II.8 Hongrie, n° 48
XII Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n^os 110, 125, 278, 408

II.15 TURQUIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
128	29.10.1919 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse accepte d'assumer la représentation des intérêts de la Turquie en Autriche et en Hongrie.
180	6.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	A propos des droits d'établissement et de la protection diplomatique des citoyens suisses en Turquie. La situation à la suite de la dénonciation des accords confiant à l'Allemagne la protection des Suisses en Turquie et à la suite de l'armistice entre la Turquie et les Alliés.
327	18.5.1920 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	Démarches en vue de voir insérée dans le Traité de Paix avec la Turquie la clause 435 du Traité de Versailles, reconnaissant les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les traités de 1815.
345	31.5.1920 L	Paris (Dunant) à Millerand	La Suisse demande l'insertion dans le Traité de Paix avec la Turquie d'une clause reconnaissant les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les traités de 1815.

Pour la Turquie, cf. aussi:

II.1 Situation générale, n° 309

II.16 VATICAN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
356	18.6.1920 PVCF	Conseil fédéral	Exposé de la question de la reprise des relations diplomatiques avec le St-Siège. Décision d'autoriser le St-Siège à ouvrir une représentation officielle à Berne sans que la Suisse ne crée de représentation à Rome auprès du St-Siège.
386	17.8.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le St-Siège ayant demandé l'agrément pour Mgr. Maglione en qualité de Nonce en Suisse, le Conseil fédéral l'accepte. Texte de la note remise au St-Siège.
387	17.8.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral délibère au sujet des pouvoirs et compétences du Nonce apostolique, notamment par rapport aux évêques suisses. Les conseils que Motta est chargé de transmettre au Nonce: non-intervention dans les affaires intérieures de la Suisse.

Pour le Vatican, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 272, 280, 294

III. LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
7	4.7.1919 L	Berne (Bleuler) à Bucarest (Boissier)	Pour faciliter les relations commerciales entre la Suisse et les pays d'Europe centrale et orientale, une *Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises* a été constituée à Berne.
A	27.5.1919 Circulaire	Berne	Objectifs de la *Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises* et appel aux milieux de l'Industrie et du Commerce pour soutenir ses activités.
13	10.7.1919 L	Berne (Société coopérative) au DEP (Schulthess)	La *Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises* se propose d'organiser les transports destinés au commerce avec les pays de l'Est et d'assumer certaines fonctions qui relevaient de la Division de l'Economie de guerre en voie de liquidation.
37	6.8.1919 L	Washington (Sulzer) à National City Bank (Huber)	Le Ministre de Suisse transmet la réponse de Berne au sujet de la possibilité de créer des filiales de banques américaines en Suisse: les milieux bancaires suisses y sont réticents sans pouvoir s'y opposer. Sulzer expose ses propres conceptions à ce sujet.
38	7.8.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Ministre Junod est envoyé en mission extraordinaire à Varsovie et à Prague pour y entreprendre les démarches nécessaires en vue de préserver en Pologne et en Tchécoslovaquie les intérêts suisses et de développer les relations commerciales avec ces pays.
A	—	—	Orientations données au Ministre Junod au sujet des relations entre la Suisse et la Pologne.
49	20.8.1919 L	Bellikon (Heer) au DEP (Schulthess)	Suggestions en vue de préparer la Suisse aux nombreuses négociations à caractère économique qui s'annoncent avec toute une série de pays. Les experts font défaut. Nécessité de créer une commission du commerce extérieur au sein de laquelle se rencontreraient les délégués aux négociations commerciales.
57	29.8.1919 Circulaire	Berne (Stucki) aux Légations et Consulats de Suisse	Indication de mesures pour limiter l'emprise étrangère en Suisse.
77	11.9.1919 L	Berne (Heer) à la Commission d'experts pour l'étude du financement de l'exportation	Les mesures envisagées pour faciliter les exportations avec des pays pauvres en devises: donner la possibilité d'offrir un crédit lorsqu'un marché ne peut être conclu sur la base d'un échange de marchandises.
153	16.11.1919 R	Belgrade (von Moos)	Bilan d'une activité d'aide à la promotion des produits suisses en Yougoslavie. La nécessité de négocier des

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			accords de compensation et d'offrir des crédits. Projets divers en vue de faciliter les échanges entre la Suisse et la Yougoslavie.
275	13.3.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le portefeuille des valeurs de la Confédération placées à l'étranger. Proposition du Chef du Département des Finances sur les placements dans les pays concernés.
316	26.4.1920 AM	Berne (DFD)	Procès-verbal des travaux de la commission d'experts des questions monétaires. Préparation des questions à soumettre à la Conférence financière de Bruxelles et des réponses au questionnaire transmis par le secrétariat de la SdN.
324	11.5.1920 L	DPF à Londres (Paravicini)	Bref commentaire des données communiquées au secrétariat de la SdN en réponse à son questionnaire concernant la préparation de la Conférence financière de Bruxelles.
A1	—	—	Texte du questionnaire de la SdN mentionné ci-dessus.
A2	—	Le gouvernement suisse à SdN	Réponses des autorités suisses au questionnaire relatif à la situation financière de la Suisse et à l'état de son commerce extérieur par pays et par articles.
384	10.8.1920 Circulaire	Berne (DEP) aux Consulats et Vice-consulats de Suisse	Changement des statuts et de dénomination de la *Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises* en *Société coopérative suisse pour le développement du commerce extérieur.* Cahier des charges et financement de cette société.
402	20.9.1920 PVCF	Conseil fédéral	Préparation des instructions destinées aux délégués suisses à la Conférence financière internationale de Bruxelles.
A	—	—	Exposé de la situation financière de la Suisse tel qu'il sera présenté à la Conférence de Bruxelles.
425	2.11.1920 PVCF	Conseil fédéral	Bref compte rendu de la Conférence financière internationale de Bruxelles et commentaires des résultats.

Pour les questions économiques et financières générales, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n^os^ 50, 305
II.3 Autriche, n° 126
II.13 Roumanie, n^os^ 30, 34
VIII La législation internationale du Travail, n° 27
XVI La représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger, n^os^ 26, 29, 43, 68, 81

IV. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES AVEC LES PUISSANCES ALLIÉES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	28.6.1919 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	Le Chef du Département de l'Economie publique suisse suggère au Ministre de Suisse les termes d'une note à remettre au gouvernement français, pour lui exprimer les vives préoccupations qu'éveille en Suisse la proposition de loi du Duc de la Trémoille relative à un nouveau tarif général des douanes.
A	7.1919 AM	Paris (Dunant) au Ministère français des Affaires étrangères	Présentation des observations suisses au sujet du projet de loi mentionné ci-dessus dont certaines dispositions seraient incompatibles avec l'indépendance économique de la Suisse.
3	30.6.1919 L	Berne (Schulthess) au Vorort	Le Chef du Département de l'Economie publique suisse répond au Vorort qui lui a fait part des préoccupations des milieux du Commerce et de l'Industrie dans le domaine des débouchés et de la concurrence étrangère; le commerce avec la France est difficile.
10	8.7.1919 L	Londres (Paravicini) à Carlin	Evaluation des conséquences éventuelles d'un abandon de l'accord de Washington du 22 janvier après la ratification du Traité de Paix. Il est vraisemblable que l'Angleterre maintiendra une part de son tonnage pour les transports nécessaires à la Suisse. Problèmes du tonnage en cas de retour à la liberté des échanges: activités de l'Union maritime suisse.
15	11.7.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve l'abrogation des accords relatifs à la SSS et divers arrangements conclus avec les Alliés pendant la guerre ainsi que de l'accord de Washington. Il émet toutefois une réserve au sujet des arrangements relatifs au tonnage garanti à la Suisse, par l'accord de Washington qu'il souhaiterait voir assuré.
A 1	12.7.1919 N	Berne (Représentants alliés) au DEP (Schulthess)	Notification de la levée du blocus de l'Allemagne avant la ratification du Traité de Paix par les principales puissances et son entrée en vigueur. Expiration de la convention de Washington le 12 juillet 1919.
A 2	12.7.1919 N	Berne (Schulthess) aux Représentants alliés	Le Conseil fédéral prend acte de la notification ci-dessus et indique sa réserve au sujet de l'art. 4 de l'accord de Washington relatif au tonnage garanti à la Suisse; il souhaite le maintien de cette clause jusqu'à la date primitivement fixée pour l'expiration dudit accord, soit le 30 septembre 1919.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A 3	12.7.1919 N	Berne (Schulthess) aux Représentants alliés	Le Conseil fédéral proroge jusqu'au 30 septembre 1919 une des clauses de l'accord de Washington garantissant à la France un droit de transit par le Gothard ou le Simplon de 100 000 tonnes mensuelles de charbon et divers destinés à l'Italie.
A 4	17.7.1919 Allocution	Berne (De Calboli) au Conseil fédéral	Propos tenus lors de la réception donnée par le Conseil fédéral aux Représentants des Missions alliées et associées, à l'occasion de la suppression de la SSS.
A 5	17.7.1919 Allocution	Berne (Schulthess) aux Représentants alliés	Réponse de Schulthess au nom du Conseil fédéral à l'allocution citée ci-dessus.
22	22.7.1919 AM	Berne (DEP)	L'état des relations économiques franco-suisses: conventions, arrangements et décrets en vigueur. Le projet d'un nouveau tarif général des douanes et le commerce suisse.
174	2.12.1919 L	Paris (Dunant) à Berne (Schulthess)	Opinion de Seydoux du Ministère des Affaires étrangères sur le régime des relations commerciales franco-suisses: la Suisse est invitée à faire des propositions en vue de sa révision.
273	10.3.1920 N	Berne (Légation britannique) à Motta	La Suisse est invitée à s'associer à la constitution de crédits au redressement économique de l'Europe centrale. Une conférence se réunira à Paris à cet effet.
279	17.3.1920 L	Berne (Schulthess) à Motta	Le Département fédéral de l'Economie publique est d'accord que la Suisse s'associe aux actions de redressement de l'économie d'Europe centrale. Vues sur les conditions de participation et sur le contrôle des crédits alloués.
329	19.5.1920 N	Paris (Légation de Suisse) au Ministère des Affaires étrangères	La Suisse signale les difficultés que causera à l'industrie suisse le décret du 28 avril par lequel le gouvernement français veut limiter au strict nécessaire les achats à l'étranger.
330	19.5.1920 L	Berne (de Haller) au DEP (Schulthess)	Etat des négociations relatives aux avances aux pays d'Europe centrale, surtout à l'Autriche, en vue d'aider à leur redressement économique. Création d'un Comité international pour les crédits de relèvement économique.
335	20.5.1920 AM	Berne (Bleuler)	Analyse des conséquences pour l'industrie et le commerce suisses du décret français de limitation des achats à l'étranger. Evaluation des mesures à prendre.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
356	18.6.1920 PVCF	Conseil fédéral	Etat de la question des mesures protectionnistes décrétées par le gouvernement français et des démarches entreprises par la Suisse en vue de maintenir ses exportations vers la France.

Pour les relations économiques et financières avec les puissances alliées, cf. aussi:

II.6 France, n[os] 80, 173, 401
VI. Le ravitaillement de la Suisse, n[os] 47, 55, 64, 65, 93, 113, 141, 159, 169, 205, 209, 252, 256, 262, 269, 274, 282, 287, 299, 310, 311, 353.

V. LES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES AVEC L'ALLEMAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
105	9.10.1919 L	Berne (Stucki) à Berlin (von Planta)	Etat des relations commerciales avec l'Allemagne. Nécessité de se défendre contre l'invasion de produits allemands bon marché. L'industrie suisse en souffre. Nécessité de prendre des mesures de protection.
119	21.10.1919 L	Berne (Schulthess) à Berlin (von Planta)	La Suisse demande à l'Allemagne de supprimer le paiement en or des taxes douanières. Conséquences pour le commerce entre les deux pays.
A	25.10.1919 N	Berlin (von Planta) à l'Office des Affaires étrangères	Au nom du Conseil fédéral, le Ministre notifie au gouvernement allemand le désir de la Suisse de voir supprimer le paiement en or des taxes douanières qui désavantage les intérêts suisses.
131	30.10.1919 L	Berne (Schulthess) à Berlin (von Planta)	Situation dans les relations économiques germano-suisses: le charbon, l'importation de produits finis allemands, sort de l'actuel accord économique entre les deux pays.
135	1.11.1919 L	Berlin (Reichsverband der deutschen Industrie) à von Planta	Les industriels allemands ne souhaitent pas léser les industriels suisses en offrant des produits meilleur marché; ils préfèrent pouvoir vendre à l'étranger selon les prix mondiaux. Des entretiens directs entre milieux industriels allemands et suisses devraient régler la question.
166	27.11.1919 L	Berne (Schulthess) à Berlin (von Planta)	Etat des négociations en cours avec l'Allemagne au sujet de la prolongation ou du renouvellement de l'accord économique germano-suisse. La question charbonnière est un écueil important.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
172	29.11.1919 T	DPF à Berlin	Les conditions allemandes à la conclusion de nouveaux accords économiques: payer les charbons allemands aux prix mondiaux. Compromis sur la prorogation des conditions en vigueur.
175	3.12.1919 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	Communication du texte d'une note remise à l'Office allemand des Affaires étrangères au sujet du paiement en or des taxes douanières.
A	3.12.1919 N		Texte de la note mentionnée ci-dessus.
178	4.12.1919 RP	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Dans les négociations en cours, l'Allemagne attache un grand intérêt à la question des prix, notamment pour le charbon; l'enjeu des prix négociés avec les Neutres lui paraît considérable, car les pays de l'Entente pourraient se baser sur ces prix pour calculer les prix des livraisons forcées de charbon au titre des réparations.
197	15.12.1919 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	Communication de la réponse du gouvernement allemand à la note du gouvernement suisse au sujet du paiement en or des taxes douanières.
A	11.12.1919 N	Berlin	Texte de la note mentionnée ci-dessus. Résumé de toute la question et des négociations avec les puissances alliées et associées. Décision allemande de rétablir les taxes en vigueur avant la guerre.
208	31.12.1919 N	Berlin (Office des Affaires étrangères) à la Légation de Suisse	L'Allemagne refuse de prolonger l'accord économique avec la Suisse; elle souhaite reprendre au plus tôt les négociations.

Pour les relations économiques et financières avec l'Allemagne, cf. aussi:

II.2 Allemagne, n^{os} 118, 163
VI. Le ravitaillement de la Suisse, n^{os} 75, 89, 98, 115, 169, 205, 252, 262, 269, 287, 311, 370, 380, 404, 410, 412, 414, 416.

VI. LE RAVITAILLEMENT DE LA SUISSE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
28	28.7.1919 N	Bruxelles (Ministre des Affaires économiques) au Chargé d'Affaires de Suisse (Barbey)	La Belgique n'est pas en mesure de signer un accord définitif sur des livraisons de charbon belge dans les quantités désirées par la Suisse.
47	18.8.1919 L	Paris (Schreiber) au DEP (Schulthess)	Enquête de la Commission européenne des charbons relative à la production, consommation et commerce du charbon: l'état de la situation charbonnière en Angleterre et aux Etats-Unis.
55	25.8.1919 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	Informer le gouvernement français de l'insuffisance de ses livraisons de charbon à la Suisse. Extrême gravité de la situation du ravitaillement en charbon de la Suisse.
64	3.9.1919 N	Paris (Dunant) à la Commission européenne des charbons (Loucheur)	Réponse à l'enquête demandée par la Commission européenne des charbons relative à la situation charbonnière de la Suisse.
A	29.8.1919 R	Berne	Renseignements statistiques sur la production et l'importation de charbons en Suisse et commentaires sur la situation par rapport aux besoins du pays.
65	3.9.1919 N	Paris (Dunant) au Ministère des Affaires étrangères	Exposé de la situation du ravitaillement de la Suisse en charbon. Appel pressant au gouvernement français pour qu'il tienne ses engagements en matière de livraisons de charbon.
75	10.9.1919 N	Berne (DEP) à la Légation d'Allemagne	L'Allemagne ne tient pas ses engagements dans les livraisons convenues de charbon de la Ruhr à la Suisse; des transports destinés à la Suisse ont même été saisis par les autorités allemandes.
79	12.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	L'intérêt de la Suisse à se procurer du charbon belge moins cher. Accord avec la Belgique en échange d'une certaine quantité de charbon: crédit et produits alimentaires offerts par la Suisse.
84	16.9.1919 AM	DPF (Lardy)	Le gouvernement des Pays-Bas s'inquiète de la préférence que la Suisse a promis à la Belgique de donner au port d'Anvers en échange des livraisons de charbon.
89	24.9.1919 L	Berlin (Mercier) au DEP (Schulthess)	La réponse des autorités allemandes aux récriminations de la Suisse à propos des livraisons insuffisantes de charbon. Aucune sortie de transports destinés à la Suisse n'est connue des autorités allemandes.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
93	27.9.1919 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	Le Ministre Dunant est convié à renouveler de pressantes démarches auprès du gouvernement français au sujet des acheminements de charbon destinés à la Suisse.
A	15.9.1919 L	Bâle (Dubois) à Paris (Loucheur)	Exposé de l'état des livraisons de charbon par la France et par d'autres pays: le réseau des chemins de fer d'Alsace étant surchargé, la France doit autoriser la Suisse à se servir des ports de la rive droite du Rhin et des chemins de fer badois.
98	29.9.1919 N	Berne (Légation d'Allemagne) au DEP	Le gouvernement allemand expose les nombreuses difficultés qu'il doit affronter dans la production et l'acheminement du charbon; la Suisse pâtit de cette situation, mais elle est la mieux servie des pays neutres.
113	17.10.1919 L	Berne (Stucki) à Paris (Dunant)	De nouvelles interventions auprès des autorités françaises sont nécessaires à la suite de la saisie de trains de charbon destinés à la Suisse.
A	11.10.1919 L	—	Confirmation par les chemins de fer alsaciens — lorrains des prélèvements effectués sur les chargements destinés à la Suisse.
115	18.10.1919 L	Berne (Schulthess) à Berlin (von Planta)	Les accords signés avec des groupes allemands garantissant des livraisons de charbon à la Suisse et la question des crédits demandés par l'Allemagne en contrepartie.
141	7.11.1919 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	La question des avances faites aux Allemands pendant la guerre en échange de livraisons de charbons: comment les récupérer après l'occupation des régions charbonnières par les Alliés. La nécessité d'exposer la situation au gouvernement français.
151	14.11.1919 L	Berne (Schulthess) au DPF (Calonder)	Explications au sujet de la promesse faite à la Belgique de favoriser le port d'Anvers, en échange de ses livraisons de charbon. D'où les protestations des Pays-Bas.
159	24.11.1919 L	Berne (Schulthess) à Bruxelles (Barbey)	La situation du ravitaillement de la Suisse en charbon est toujours préoccupante. Il conviendrait de renouveler l'accord en vigueur avec la Belgique. La saisie des convois de charbon belge destiné à la Suisse, effectuée par la France est particulièrement irritante.
169	28.11.1919 L	Paris (Dunant) au DEP (Schulthess)	Les démarches entreprises à Paris dans la question de la restitution aux importateurs suisses des avances faites au Königliche Bergamt de Sarrebruck.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
177	4. 12. 1919 L	Berne (Schulthess) à Bruxelles (Barbey)	Instructions en prévision du renouvellement de l'accord avec la Belgique relatif aux charbons; il faudra tenter de supprimer la clause relative à l'utilisation de préférence du port d'Anvers pour débarquer les marchandises destinées à la Suisse; cette clause a en effet soulevé les protestations du gouvernement des Pays-Bas.
187	8. 12. 1919 L	Bruxelles (Barbey) au DEP (Schulthess)	La situation charbonnière belge n'est pas favorable au renouvellement de l'accord relatif aux livraisons de charbon à la Suisse. L'abrogation de la clause qui favorise le port d'Anvers sera très difficile; les Belges semblent attacher une très grande importance à cette question.
193	11. 12. 1919 L	Berne (Schulthess) à Bruxelles (Barbey)	Précisions au sujet de l'accord charbonnier avec la Belgique. Arguments en faveur de la suppression de la clause favorisant le port d'Anvers.
205	23. 12. 1919 L	Paris (Dunant) au DEP (Schulthess)	Propositions françaises concernant les livraisons de charbon à la Suisse. Livraisons compensatoires pour les tonnes de charbon belge destinées à la Suisse réquisitionnées en France. Question de la restitution des acomptes versés par les importateurs suisses de charbon au Königliche Bergamt de Sarrebruck. Echange de charbon américain destiné à la Suisse contre du charbon de provenance allemande destiné à la France et à l'Italie.
A	29. 12. 1919 N	Délégation allemande à Commission des Réparations	Dans la question d'échanger du charbon américain destiné à la Suisse contre du charbon allemand destiné à la France et à l'Italie, l'Allemagne ne s'oppose pas, mais elle exige de recevoir sa part de bénéfices dans les économies ainsi réalisées au niveau des transports.
209	31. 12. 1919 L	Bruxelles (Barbey) au DEP (Schulthess)	La Belgique déclare être dans l'incapacité de livrer les quantités de charbon prévues.
A	30. 12. 1919 N	Bruxelles (Jaspar) à Barbey	Le Ministre belge des Affaires économiques annonce qu'il ne peut pas prolonger la convention relative aux livraisons de charbon à la Suisse.
252	18. 2. 1920 Proposition	Conseil fédéral (Schulthess)	Exposé sur la situation alarmante de l'approvisionnement de la Suisse en charbon. Les accords charbonniers n'ont pas pu être reconduits. Les réserves en Suisse sont en rapide diminution. Difficulté d'obtenir le charbon acheté en Angleterre; le charbon américain ne peut être livré à cause de la grève des mineurs aux Etats-Unis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
256	25. 2. 1920 AM	Berne (Schulthess)	Schulthess intervient auprès du Ministre britannique à Berne afin qu'il intervienne auprès de son gouvernement en vue de faciliter l'exportation de charbon anglais vers la Suisse.
262	1. 3. 1920 AM	Berne (DEP)	L'Allemagne annonce ne pas pouvoir conclure un nouvel accord charbonnier dans l'immédiat. Cela dépend de l'attitude de l'Entente qui a déjà contesté l'accord germano-hollandais.
269	7. 3. 1920 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	Il faut demander à la France d'autoriser l'Allemagne à livrer à la Suisse le charbon de la Ruhr. L'Entente ne peut que gagner à une économie suisse en vie; sans charbon, c'est la crise.
274	12. 3. 1920 L	Londres (Paravicini) au DEP (Schulthess)	Les démarches entreprises par le Ministre de Suisse à Londres en vue d'obtenir du charbon anglais.
A	12. 3. 1920 R	Londres (Martin) à Paravicini	Détails des démarches entreprises auprès des autorités britanniques en vue de s'assurer des livraisons de charbon; les résultats obtenus. Le climat de grève hypothèque les possibilités d'exportation.
282	22. 3. 1920 L	Berne (Schulthess) à Londres (Paravicini)	Il est nécessaire d'intervenir encore auprès du gouvernement en vue de l'amener à fournir du charbon en suffisance à la Suisse.
287	26. 3. 1920 L	Paris (Dunant) au DEP (Schulthess)	La France est opposée en principe à ce que l'Allemagne livre du charbon aux Etats neutres. Mais la demande de la Suisse sera examinée par la Commission des Réparations.
299	10. 4. 1920 L	Londres (Paravicini) au DEP (Schulthess)	Nouvelles démarches du Ministre de Suisse auprès des autorités britanniques en vue d'obtenir du charbon.
A 1	1. 4. 1920 N	Londres (Tufton) à Paravicini	Le gouvernement britannique ayant libéré les exportations de charbon, ne peut pas intervenir en faveur de chargements destinés particulièrement à la Suisse.
A 2	9. 4. 1920 AM	Londres (Paravicini) à Crowe	Nouvel appel au gouvernement britannique pour qu'il favorise l'exportation de charbon vers la Suisse, sinon la situation de crise économique et sociale qui s'annonce pourrait engendrer des troubles ouvriers.
310	20. 4. 1920 N	Londres (Foreign Office) à Légation de Suisse	En réponse à la note suisse mentionnée ci-dessus, le Foreign Office expose les propres difficultés en charbon de la Grande-Bretagne et les mécanismes actuels de distribution et d'exportation du charbon qui ne

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			pourront jamais satisfaire aux besoins des puissances étrangères vu le manque général de charbon.
311	21.4.1920 AM	Paris (Légation de Suisse)	Le point de vue français dans la question de l'exportation de charbon allemand; la France a la priorité et l'Allemagne est loin de satisfaire aux quantités requises. Pourtant la France accepte le principe d'accords de livraisons de charbon allemand à des pays neutres.
353	15.6.1920 L	Bruxelles (Barbey) au DEP (Schulthess)	Les difficultés de la Belgique à exporter le charbon acheté par ses partenaires. Livraisons modestes à la Suisse consenties en échange de faveurs que la Suisse pourrait accorder.
370	12.7.1920 L	Berlin (von Planta) au DEP	En dépit du nouvel accord charbonnier germano-suisse, l'Allemagne ne sera probablement pas en mesure de livrer du charbon aux Etats neutres à cause des conditions économiques imposées à l'Allemagne à la Conférence de Spa.
380	2.8.1920 PVCF	Conseil fédéral	Bilan des livraisons de charbon allemand à la Suisse et des négociations qui ont abouti à un nouvel accord le 9 juillet 1920. Contenu de cet accord.
398	8.9.1920 AM	Berne (Schulthess)	Le ravitaillement de la Suisse en charbon est satisfaisant. Les responsables de la coopérative suisse des charbons suggèrent de supprimer cette dernière et de laisser le marché à nouveau libre. Schulthess estime que c'est trop tôt. Plaidoyer en faveur du maintien de cet organisme.
404	23.9.1920 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	Les autorités allemandes disposées à favoriser les livraisons de charbon à la Suisse. La situation de certains groupes charbonniers allemands. Le cas de la Société Becker et de son accord avec la Société commerciale continentale à Zurich.
A	—	—	Notice au sujet de la validité des accords et autorisations dans le cadre du contrat entre Becker et la Continentale: la question des paiements des livraisons.
410	7.10.1920 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	L'Allemagne déclare tenir ses engagements envers la Suisse même si des difficultés surgissent du côté de l'Entente; la France pourrait invoquer la clause de la nation la plus favorisée et se mettre au bénéfice de l'accord germano-suisse en matière de livraisons de charbon allemand. Le comportement de sociétés allemandes qui font passer leur intérêt avant celui du pays. Interprétation de l'accord Becker-Continentale.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
412	9.10.1920 PVCF	Conseil fédéral	Résumé de l'accord charbonnier germano-suisse prévoyant des contingents garantis à la Suisse en échange d'investissements suisses dans les mines concernées. Contrairement à l'accord, l'Allemagne ne garantit qu'à court terme les livraisons destinées à la Suisse. Les bénéfices réalisés par la Société Continentale à Zurich contribuent à inciter les Allemands à revoir l'accord. Démarches à entreprendre pour convaincre l'Allemagne de tenir ses engagements.
414	13.10.1920 L	Berne (Schulthess) à Berlin (von Planta)	L'accord charbonnier germano-suisse doit être respecté. La Suisse offre une concession sur sa durée ramenée de 50 ans à 20 ans, mais les clauses prévues doivent être appliquées. De fait, l'Allemagne recherche à récupérer la liberté des prix. Dans cette éventualité, la Suisse trouvera des offres de charbon ailleurs.
416	15.10.1920 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	L'Allemagne déplore les millions de revenus fiscaux qui lui échappent à la suite de l'accord charbonnier germano-suisse. Entretien virulent entre von Simson et le Ministre de Suisse à ce sujet. Recherche de solutions nouvelles qui soient à même de garantir les mêmes avantages à la Suisse, car l'Allemagne veut se défaire des engagements pris par la Société Becker.

Pour le ravitaillement de la Suisse, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 50
II.1 Situation générale, n° 309
II.2 Allemagne, n^os 118, 131, 166, 178, 208
II.6 France, n° 401
V Les relations économiques et financières avec l'Allemagne, n^os 131, 166, 172
VII La navigation fluviale et les transports internationaux, n° 137

VII. LA NAVIGATION FLUVIALE ET LES TRANSPORTS INTERNATIONAUX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
5	1.7.1919 N	Berne (Légation des Pays-Bas) au DPF	Le gouvernement des Pays-Bas reconnaît la Suisse en qualité d'Etat riverain du Rhin.
44	16.8.1919 N	Berne (Légation des Pays-Bas) au DPF (Calonder)	Observations de J. van Eysinga, membre néerlandais de la Commission centrale pour la navigation rhénane, au sujet de certaines critiques adressées par le gouvernement suisse au régime en vigueur sur le Rhin; il conseille aux autorités de modérer ces critiques si l'on veut éviter que les grandes puissances se mêlent de plus en plus des affaires du Rhin.
88	22.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	La question de la révision de la convention du Gothard; l'Italie y est défavorable. La procédure de négociation proposée par le Chef du Département des Chemins de fer fédéraux.
91	25.9.1919 L	DPF à Paris (Dunant)	Transmission de la réponse adressée par le DPF à l'Ambassade de France au sujet du chemin de fer du Lötschberg.
A	—	—	Texte de la réponse suisse à la note française du 25 janvier 1919 au sujet de la situation financière de la Compagnie de chemin de fer du Lötschberg.
97	29.9.1919 L	Berne (Bleuler) à Paris (Dunant)	Bilan des moyens de transports entre les ports français et la Suisse. Le nombre de trains mis à disposition de la Suisse est bien en-dessous de ce qu'avait prévu l'accord du 25 mars 1919.
107	13.10.1919 L	DPF (Lardy) à Rome (Wagnière)	Etat des initiatives diplomatiques dans la question de la révision de la convention du Gothard.
127	27.10.1919 L	DPF au DI (Mutzner)	Communication de deux textes sur la question de la liberté du transit.
A 1	25.10.1919 PV	DPF	Procès-verbal d'une conférence réunissant à Berne sous la présidence du Chef du DPF les principales personnes concernées par la question du transit pour préparer la position suisse au sein de la commission des Ports et Voies de communications de la Conférence de la Paix.
A 2	—	—	Texte de la déclaration des délégués suisses à la séance de la commission mentionnée ci-dessus.
137	4.11.1919 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Entretien avec Millerand au sujet de la crise des transports, de l'utilisation des chemins de fer badois, des

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			facilités de voyage d'Alsaciens-Lorrains en Suisse et surtout de la navigation fluviale sur le Rhin, notamment de la construction d'un canal latéral.
A	31.8.1919 AM	Strasbourg (Direction de la Navigation)	Exposé sur l'aménagement du Rhin entre Huningue et Strasbourg et sur le projet d'un canal navigable et de l'usine hydro-électrique de Kembs.
152	15.11.1919 N	Paris (Dunant) au Ministère français des Affaires étrangères	Le gouvernement suisse fait part du danger qui menace les droits de la Suisse à naviguer librement sur le Rhin, dans les projets français de canal latéral et d'usine à Kembs.
186	8.12.1919 N	Paris (Ministère français des Affaires étrangères) à la Légation suisse	Le gouvernement français en réponse à la note mentionnée ci-dessus rassure le gouvernement suisse au sujet des droits à la navigation internationale de la Suisse sur le Rhin.
216	7.1.1920 N	Paris (Ministère français des Affaires étrangères) à la Légation suisse	Le gouvernement français est disposé à aider financièrement la Compagnie de chemin de fer du Lötschberg, à condition que les intérêts des actionnaires français soient sauvegardés par des recettes garanties dans des conventions à établir en faveur de cette compagnie. Une réunion devrait être organisée sans délai à cet effet.
255	24.2.1920 PVCF	Conseil fédéral	Nécessité d'envoyer une délégation en Belgique pour y faire valoir les arguments suisses opposés au système de canal latéral du Rhin proposé par la France. Les hésitations suisses dans cette affaire du fait que le projet français comporte des avantages certains sur le plan technique.
285	23.3.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral est disposé à racheter la part des obligations en mains françaises de la compagnie du Lötschberg.
292	3.4.1920 L	La Haye (Carlin) au DPF (Motta)	L'attitude des Pays-Bas au sujet de la mise en vigueur des articles du Traité de Versailles relatifs au Rhin.
315	24.4.1920 L	Lausanne (Vallotton) au DI (Chuard)	Exposé de la marche à suivre dans les négociations avec les Alliés au sujet de la navigation sur le Rhin.
318	30.4.1920 PVCF	Conseil fédéral	Désignation des délégués suisses à la première session de la nouvelle Commission centrale du Rhin et préparation des instructions dont ils seront munis.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
346	4.6.1920 PVCF	Conseil fédéral	Instructions destinées aux délégués suisses à la Commission centrale du Rhin pour leurs entretiens avec les délégations alliées et neutres à Paris.
359	24.6.1920 L	DPF à Huber	A propos de l'attitude de la Suisse au sein de la Commission centrale du Rhin; suggestions sur la marche à suivre.
A 1	24.6.1920 R	Délégués suisses à la Commission centrale du Rhin au DPF (Motta)	Rapport sur la première séance de la Commission centrale du Rhin et l'incident provoqué par l'exposé des réserves suisses.
A 2	21.6.1920 AM	Délégués suisses à la Commission centrale du Rhin	Exposé des vues suisses sur les travaux de la Commission centrale du Rhin et du régime futur de la navigation sur ce fleuve ainsi que des réserves que la Suisse se doit de présenter au sujet de certains arrangements antérieurs relatifs au Rhin.
400	14.9.1920 PVCF	Conseil fédéral	Commentaires relatifs aux droits de la Suisse en tant qu'Etat riverain du Rhin et aux réactions suscitées par la déclaration des délégués suisses devant la Commission centrale du Rhin à Strasbourg, indiquant que la Suisse ne se considérait pas comme obligée envers le Traité de Versailles. Voies à suivre pour rétablir le contact et si possible la confiance avec la France particulièrement concernée par les réserves exposées par la Suisse.
A	—	—	Projet d'une note à remettre au gouvernement français exposant les réserves suisses au sujet des stipulations du Traité de Versailles concernant la navigation sur le Rhin.
415	13.10.1920 L	DPF (Dinichert) à La Haye (Carlin)	La Suisse aimerait connaître les vues du gouvernement hollandais sur la Commission centrale du Rhin, le projet français de canal latéral et la procédure de décision: système de l'unanimité au lieu du système de la majorité.
426	3.11.1920 L	DPF à Londres (Paravicini)	La Grande-Bretagne fait connaître ses vues au sujet du Rhin. Explication des arguments suisses en faveur de la libre navigation sur le Rhin.
A 1	27.10.1920 AM	Berne (Légation de Grande-Bretagne) au DPF	Exposé des interprétations du gouvernement britannique concernant les clauses du Traité de Versailles relatives au Rhin.
A 2	27.10.1920 AM	DPF (Dinichert)	Remarques concernant l'exposé britannique ci-dessus: convergences et divergences des vues suisses et britanniques.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
427	9.11.1920 L	Paris (Dunant) au DPF (Motta)	La France insiste pour que la Suisse dise oui ou non si elle accepte la teneur des articles du Traité de Versailles relatifs au Rhin. La France veut le canal latéral. Quelle tactique faut-il pratiquer face à cette résolution française?

Pour la navigation fluviale et les transports internationaux, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 16
II.3 Autriche, n° 233
II.6 France, n° 401
IV Les relations économiques et financières avec les Puissances alliées, n° 10

VIII. LA LÉGISLATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
27	28.7.1919 N	Berne (DEP) à Légation britannique	Informations socio-économiques destinées au Comité d'organisation de la Conférence internationale du Travail.
A	—	—	Tableau des importations et des exportations des principaux articles de commerce de 1910 à 1917.
62	2.9.1919 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	La Suisse doit veiller à sauvegarder son rang parmi les huits principaux Etats industriels et à obtenir le siège permanent qui lui revient dans la Direction du B.I.T.
A	12.8.1919 N	Berne (Rumbold) au Conseil fédéral	Exposé de la procédure de désignation des membres de la Direction du B.I.T.; les modifications à prévoir dans la liste des principaux Etats industriels à la suite de l'entrée de l'Allemagne à l'O.I.T.
94	29.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	Désignation de la délégation suisse à la Conférence internationale du Travail à Washington.
A	—	—	Instructions pour les représentants du gouvernement suisse à la Conférence de Washington.
212	5.1.1920 L	Berne (Schulthess) à Paris (Dunant)	Appréciation des premières conventions élaborées par la première Conférence internationale du Travail à Washington. Les difficultés d'application en Suisse. Le Ministre Dunant est invité à prendre contact avec Fontaine, Président du Conseil d'administration du B.I.T., pour lui demander si les textes des conventions adop-

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			tées à Washington sont définitifs ou s'ils seront révisés dans une prochaine Conférence.
A	5.1.1920 No	Berne (DEP) à Londres et Paris	Appréciation de la première convention adoptée à Washington relative à la durée du travail des huit heures par jour et des 48 heures par semaine. Les réticences à pouvoir faire adopter cette règle dans certains domaines d'activité en Suisse.
218	10.1.1920 T	Paris (Dunant) au DPF	Le Ministre de Suisse rend compte des démarches entreprises auprès de Fontaine à la demande de Schulthess.
265	3.3.1920 L	Londres (Martin) au DEP (Schulthess)	Les responsables du Bureau international du Travail sont décidés à installer le siège à Genève aussi vite que possible. Ils sont retenus par l'issue incertaine du référendum sur l'entrée de la Suisse à la SdN. La Suisse devrait faire en sorte de faciliter cette installation.
403	21.9.1920 L	Genève (Thomas) à Schulthess	Interrogation du Chef du Bureau international du Travail à propos des difficultés de la Suisse à ratifier certaines conventions de Washington. Danger d'une remise en cause des récentes conquêtes sociales face à la propagande bolchevique. Nécessité de discrétion dans la tenue de certains propos.
405	23.9.1920 L	Berne (Schulthess) à Thomas	Schulthess explique la manière de voir des autorités suisses en ce qui concerne l'application des conventions sociales de Washington. Ce qui a pu paraître dans les journaux à ce sujet provient de l'indiscrétion de certaines personnes.

Pour la législation internationale du Travail, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 16, 36 A, 50, 258, 348
II.6 France, n° 41

IX. LA QUESTION DES ZONES DE HAUTE-SAVOIE ET DU PAYS DE GEX

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
83	15.9.1919 T	DPF à Paris (Légation)	Il faut connaître les réserves que l'Italie aurait formulées au sujet de l'article 435 du Traité de Versailles relatif à l'accord franco-suisse sur la Haute-Savoie.
85	17.9.1919 T	Paris (Dunant) au DPF	La France a donné les explications demandées par l'Italie au sujet de la Savoie; les délégués italiens à Paris ont considéré la question comme n'intéressant plus l'Italie; c'est le rapport Luzzatti au Parlement italien qui a relancé la question, mais pour les délégués italiens à Paris, l'affaire est classée.
144	10.11.1919 PVCF	Conseil fédéral	Position du Conseil fédéral à la suite de l'annonce d'un projet de loi du gouvernement français visant à installer un cordon de douane à la frontière politique entre la Suisse et les zones franches: il notifie au gouvernement français que le régime des territoires des zones franches doit être réglé d'entente entre les deux gouvernements. La France ne peut innover dans ces régions unilatéralement.
An 6	17.11.1919 N	Le Gouvernement français au Conseil fédéral	Paris s'engage à respecter le statu quo dans les zones franches jusqu'à la conclusion de l'accord prévu.
154	17.11.1919 PVCF	Conseil fédéral	Acceptation d'une suggestion parlementaire de procéder à l'adhésion à l'article 435 du Traité de Versailles et aux articles similaires des autres traités. Interprétation dudit article par le Conseil fédéral.
168	28.11.1919 L	DPF aux Légations de Suisse	Communication des arrêtés du Conseil fédéral concernant la Société des Nations et la question de la Savoie.
185	8.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Adoption des instructions destinées à la délégation suisse qui prendra part aux négociations en vue de régler le régime des zones franches de Haute-Savoie et du Pays de Gex.
361	26.6.1920 PVCF	Conseil fédéral	Préparation des instructions destinées aux délégués à la Conférence franco-suisse sur les zones. Concessions à proposer et conditions à faire prévaloir.
381	3.8.1920 L	Paris (Schreiber) au DPF (Motta)	Exposé de Millerand au sujet de la question des zones. La France considère avoir les mains libres dans cette question et souhaite supprimer les servitudes que sont les zones franches. Concessions de la France en échange d'un accord de la Suisse. Mise en demeure d'accepter avant un mois l'établissement d'un cordon douanier à la frontière.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
388	18.8.1920 L	Berne (Schulthess) au DPF (Motta)	Prise de position du Département de l'Economie publique à la suite des déclarations de Millerand, annonçant la volonté de la France d'établir un cordon douanier à la frontière franco-suisse. Discussion des possibilités d'accords sur les échanges commerciaux entre les zones et Genève.
420	19.10.1920 PVCF	Conseil fédéral	Préparation des instructions destinées aux délégués suisses à la Conférence franco-suisse sur les zones.

Pour la question des Zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex, cf. aussi:

II.1 Situation générale, n° 297
II.6 France, n° 401

X. LA QUESTION DU VORARLBERG

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
9	4.7.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Position d'Otto Bauer sur la question du Vorarlberg; il convient de ne pas avancer cette question avant la conclusion de la paix, car les négociations en cours à Paris sont suffisamment compliquées.
45	17.8.1919 N	Berne (Délégués du Vorarlberg) à Clemenceau	Exposé des résolutions prises par le peuple du Vorarlberg en faveur de son rattachement à la Suisse. Appel aux Alliés en vue d'une reconnaissance du droit à l'autodétermination des Vorarlbergeois.
54	23.8.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	Dans la 2ème partie, le rapport résume les initiatives des délégués du Vorarlberg en vue d'être entendus par la Conférence de la Paix. Les journaux suisses et la question du Vorarlberg.
60	1.9.1919 T	DPF à Paris (Dunant)	Il convient d'intervenir auprès du délégué italien à la Conférence de la Paix qui se serait opposé au rattachement du Vorarlberg à la Suisse. Les considérations à faire valoir.
61	2.9.1919 T	Paris (Dunant) au DPF	Il est trop tard pour obtenir l'insertion d'une clause relative au Vorarlberg dans le Traité de Paix avec l'Autriche. Le Vorarlberg pourra s'adresser à la SdN pour exposer sa cause.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
63	2.9.1919 L	DPF (Lardy) à Paris (Dunant)	Le DPF insiste auprès du Ministre de Suisse pour qu'il persuade le Conseil des Cinq à insérer une clause relative au Vorarlberg dans le Traité de Paix avec l'Autriche. Signaler à l'Entente les menées pangermanistes dans le Vorarlberg.
67	3.9.1919 L	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Résultat des démarches du Ministre de Suisse au sujet de la question du Vorarlberg et du Traité de Paix avec l'Autriche. Résumé des discussions à ce sujet à la Conférence de la Paix.
73	10.9.1919 Proposition	DPF (Calonder)	Projet d'une proposition du Chef du DPF au Conseil fédéral résumant la politique suisse dans la question du Vorarlberg et exprimant le regret de l'attitude négative du Conseil fédéral dans cette affaire. Calonder se montre très amer de l'abandon du Vorarlberg.
76	11.9.1919 RP	DPF aux Légations de Suisse	La question du Vorarlberg est suspendue. Situation confuse parmi la population du Vorarlberg, désorientée à la suite du Traité de Paris et de son acceptation par ses députés à Vienne.
122	22.10.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral n'accepte pas une proposition du DPF d'approvisionner et de soutenir le Vorarlberg si son gouvernement déclare son indépendance. Il décide de poursuivre l'étude des incidences économiques et financières d'un éventuel rattachement à la Suisse.
145	10.11.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le DPF propose à nouveau de préciser aux responsables du Vorarlberg qu'en cas d'indépendance ou de sécession de l'Autriche, la Suisse fournira l'appui matériel, moral et politique nécessaire. Le Conseil fédéral propose de préparer les mesures d'ordre matériel qui s'imposeront dans le cas où l'Autriche se rattache à l'Allemagne ou se désagrège.
150	14.11.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le DPF reprend ses arguments en faveur d'un engagement de la Suisse à aider le Vorarlberg en cas de rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Opinion du Conseil fédéral à ce sujet: peu d'enthousiasme du peuple suisse pour un éventuel rattachement du Vorarlberg. Mais le DPF est autorisé à transmettre verbalement son projet de déclaration au Chef du Vorarlberg.
A 1	12.1919 Questionnaire	Berne (Neubner) au DPF (Calonder)	Le délégué du Vorarlberg énumère les questions pour lesquelles le Vorarlberg attend une aide de la part de la Suisse.
A 2	2.12.1919	DPF (Calonder) à Neubner	Réponses aux questions posées dans le texte ci-dessus.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
157	23.11.1919 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Répercussions à Vienne des débats parlementaires suisses au sujet du Vorarlberg.
A	21.11.1919 PV	Berne (Conseil des Etats)	Interpellation du Conseiller aux Etats Winiger et réponse de Calonder.
162	26.11.1919 T	Berlin (von Planta) au DPF	Le Ministre allemand des Affaires étrangères est mécontent des déclarations de Calonder sur la question du Vorarlberg.
171	29.11.1919 L	Berlin (von Planta) au DEP (Schulthess)	Informations confidentielles transmises à Schulthess sur les réactions négatives qu'a provoquées le discours de Calonder à propos du Vorarlberg. Appréciation personnelle de von Planta à ce sujet et sur la situation générale.
179	5.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Réactions de quelques membres du Conseil fédéral à la suite des déclarations de Renner qui font paraître la Suisse comme cherchant à détacher le Vorarlberg de l'Autriche. Discussion du texte de la réponse proposé par Calonder; les conditions de ce dernier.
An 2	4.12.1919 T	—	Texte des déclarations de Renner mentionnées ci-dessus.
184	7.12.1919 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Le Ministre de Suisse à Vienne sollicite des instructions à propos du Vorarlberg.
188	9.12.1919 T	Vienne (Bourcart) au DPF	Réactions à Vienne à propos du communiqué du Conseil fédéral relatif à sa position au sujet du Vorarlberg.
192	11.12.1919 T	Londres (Légation de Suisse) au DPF	Deux sections de la SdN s'occuperaient de la question du Vorarlberg. La procédure de présentation de cette question à la SdN.
A	—	Londres (SdN)	Mémoire de la Section juridique sur le Vorarlberg: étude des diverses éventualités à propos du Vorarlberg avant ou après la ratification du Traité de Saint-Germain.
195	13.12.1919 T	Paris (Dunant) au DPF	La France disposée à venir en aide à l'Autriche; le principe de son intégrité territoriale est acquis. Seulement en cas de désagrégation de l'Autriche, la France ne s'opposerait pas aux vues exprimées par la Suisse à propos du rattachement du Vorarlberg.
202	20.12.1919 L	DPF (Calonder) à Vienne (Bourcart)	Le Chef du Département politique fédéral explique au Ministre de Suisse à Vienne les raisons pour lesquelles il n'a pas reçu d'instructions au sujet de la politique suisse à l'égard du Vorarlberg.

Pour la question du Vorarlberg, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, nos 56, 92
II.1 Situation générale, nos 58, 200, 217, 309
II.2 Allemagne, nos 163, 183
II.3 Autriche, nos 106, 126, 136, 176, 206, 233

XI. LA RECONNAISSANCE DES ÉTATS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
20	19.7.1919 PVCF	Conseil fédéral	Question de la reconnaissance du gouvernement bavarois; intérêt de la Suisse à renouveler l'agrément d'une Légation de Bavière à Berne. Décision du Conseil fédéral de demander à la Bavière l'agrément pour le Ministre von Planta, accrédité à Berlin, et de recevoir pour sa part un représentant officiel du gouvernement de Munich.
191	11.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le gouvernement fédéral n'est pas disposé à répondre favorablement à la demande de reconnaissance de la part du gouvernement de Latvia (Lettonie). Les raisons de son refus.
271	9.3.1920 Proposition	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral accepte d'accueillir un représentant «de facto» de l'Arménie, mais se réserve la question de sa reconnaissance. La politique de l'Angleterre et de la France à l'égard des aspirations nationales arméniennes.

Pour la reconnaissance des Etats, cf. aussi:

II.2 Situation générale, n° 217
II.3 Autriche, nos 8, 78, 96, 106, 136, 142, 198, 206
II.8 Hongrie, nos 53, 321, 395, 407
X La question du Vorarlberg, n° 202

XII. MOUVEMENTS SOCIALISTES, RÉVOLUTIONNAIRES ET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
40	11.8.1919 L	Rotterdam (Koch) au DPF (Calonder)	Renseignements sur une agence antibolchevique créée à Rotterdam. Ses activités, son organisation. Recherche d'un correspondant en Suisse.
66	3.9.1919 RP	Paris (Dunant) au DPF (Calonder)	Mesures à prendre en Suisse pour rassurer les autorités étrangères sur le bon ordre qui y règne; une trop grande tolérance aux menées propagandistes bolcheviques ne peut que nuire à l'image de la Suisse et pourrait menacer le choix de Genève comme siège de la SdN.
110	15.10.1919 AM	Berlin (Egger) à von Planta	Informations sur le séjour de Karl Moor à Berlin et son rôle d'intermédiaire entre Radek en prison à Berlin et Lénine.
125	25.10.1919 L	Berlin (von Planta) au DPF (Calonder)	Le commissaire d'Etat à la surveillance de l'ordre public demande à la Suisse une collaboration entre les polices des deux pays dans la lutte commune contre le bolchevisme.
A	23.10.1919 L	Berlin (von Berger) à von Planta	Exposé des éléments de collaboration entre l'Allemagne et les services de police suisses dans la lutte contre le bolchevisme.
140	7.11.1919 L	DPF (Thurnheer) à Berlin (von Planta)	Réaction du Ministère public de la Confédération à l'offre de la collaboration du Commissaire d'Etat à la surveillance de l'ordre public allemand dans la lutte contre le bolchevisme: la collaboration est assurée.
254	23.2.1920 L	Berlin (von Planta) au DPF (Dinichert)	Le Commissaire d'Etat à la surveillance de l'ordre public demande que les rapports transmis par son service ne soient pas diffusés. Von Planta s'était plaint de ne plus les recevoir. L'arrangement négocié à ce sujet.
278	16.3.1920 RPSI	DPF (Dinichert) aux Légations de Suisse	Réduction des forces de protection et de garde aux frontières de la Suisse. Les menées bolchevistes en Suisse. Les tendances au sein des syndicats. Rôle de Karl Moor: sa rencontre avec Enver Pacha. L'enquête sur les bombes jetées contre le consulat américain de Zurich. Le congrès communiste d'Yverdon. L'expérience d'un Conseil d'entreprise au Tessin. La question des relations avec la Russie soviétique.
304	16.4.1920 L	Aarau (Bircher) au DPF (Egger)	Le Président du «Schweizerischer Vaterländischer Verband» transmet un rapport destiné au Conseil fédéral au sujet des conséquences pour la Suisse du désarmement des milices bourgeoises en Allemagne.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	15.4.1920 L	Aarau (Bircher) au Conseil fédéral	Exposé de la situation en Allemagne, du danger de bolchevisation et des conséquences pour l'ordre public en Suisse. Nécessité de créer une organisation internationale de lutte contre le bolchevisme.
408	30.9.1920 RPSI	DPF (Dinichert) aux Légations de Suisse	Exposé sur les mouvements socialistes en Suisse comparés aux mouvements socialistes étrangers. Influence des réfugiés socialistes sur les partis suisses, les relations avec la Russie bolchevique et les partis français, allemands, autrichiens, hongrois et tchécoslovaques. Influence du mouvement ouvrier britannique. Le soutien international. Création des Ligues patriotiques pour lutter contre le socialisme et le communisme; leur organisation à travers le pays, leurs liens avec des groupes analogues dans d'autres pays européens, leur projet d'un centre d'informations international. Les tendances au sein de la 3e Internationale et la discussion sur l'acceptation des conditions posées par Moscou pour y adhérer.

Pour les mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 39
II.1 Situation générale, nos 200, 268
II.2 Allemagne, nos 31, 293, 406
II.3 Autriche, n° 233
II.6 France, n° 401
II.8 Hongrie, n° 48
II.14 Russie, nos 103, 111, 121, 308, 392, 397
VIII La législation internationale du Travail, n° 403

XIII. LA QUESTION DE LA POLICE DES ÉTRANGERS ET DES VISAS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
74	10.9.1919 AM	DPF	Le gouvernement des Pays-Bas souhaite obtenir des renseignements sur le point de vue suisse au sujet des étrangers de marque qui séjournent en Suisse dont certains sont considérés comme indésirables ou des criminels politiques par l'Entente.
399	11.9.1920 L	Berne (Rothmund) au DPF (Dinichert)	Mesures visant à limiter l'entrée en Suisse des Israélites polonais, galiciens et roumains.

Pour la question de la Police des étrangers et des Visas, cf. aussi:

II.6 France, n° 401
XII Mouvements socialistes, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, n^{os} 125, 140

XIV. LA POLITIQUE HUMANITAIRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1	28.6.1919 T	DPF à Paris (Dunant)	Berne charge le Ministre de Suisse à Paris d'entreprendre de nouvelles démarches au sujet des prisonniers de guerre allemands internés en Suisse.
165	27.11.1919 L	DPF (Dinichert) à Paris (Dunant)	Appel du Conseil fédéral à tous les Etats qui ont participé à la guerre en faveur du rapatriement de tous les prisonniers de guerre.
A	—	—	Texte de l'appel remis aux gouvernements.
235	20.1.1920 PVCF	Conseil fédéral	Appel en faveur des populations arméniennes adressé aux grandes puissances. Réactions favorables de celles-ci.
323	11.5.1920 L	DPF (Dinichert) au DEP (Schulthess)	Démarches auprès des gouvernements de Paris, Bruxelles et Rome en vue d'obtenir le droit aux réparations des dommages de guerre pour les sinistrés de guerre suisses domiciliés dans ces pays. Les fonds de secours sont insuffisants. Les arguments à faire valoir à l'égard de la France, de la Belgique et de l'Italie pour que les Suisses lésés par la guerre obtiennent réparation au même titre que les nationaux de ces pays.
341	26.5.1920 L	Berne (Schulthess) au DPF (Motta)	Position du Département de l'Economie publique au sujet des réparations dues aux Suisses victimes de la guerre en France, en Belgique et en Italie. Avis de ne pas lier cette question dans le cas de l'Italie à la négociation concernant le ouvriers italiens en Suisse.
391	20.8.1920 L	Paris (Schreiber) au DEP (Schulthess)	Quels sont les fonds que la Suisse met à la disposition du programme Nansen de rapatriement des prisonniers de guerre?

Pour la politique humanitaire, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n^{os} 243, 334
II.2 Allemagne, n° 317
II.14 Russie, n^{os} 134, 158, 257, 261, 263, 296, 397

XV. LA COOPÉRATION AVEC LES ÉTATS NEUTRES ET QUELQUES QUESTIONS SPÉCIALES DE NEUTRALITÉ MILITAIRE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
23	25.7.1919 PVCF	Conseil fédéral	Refus du Conseil fédéral de laisser transiter à travers la Suisse du matériel de guerre français destiné à la Tchécoslovaquie conformément aux stipulations de la Convention de La Haye de 1907.
95	29.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral se désolidarise du rapport du Général Wille sur le service actif de 1914 à 1918, notamment à cause d'un passage qui a déjà suscité une protestation de la Belgique.
109	15.10.1919 RP	Bruxelles (Barbey) au DPF (Calonder)	Impressions en Belgique à la suite de la divulgation de de certains passages du rapport du Général Wille.
191	11.12.1919 PVCF	Conseil fédéral	Calonder propose des relations plus suivies avec les Neutres.
291	30.3.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral délibère au sujet des possibilités d'entente avec d'autres Etats neutres dans certains domaines; il précise les limites de la coopération entre Neutres.
301	12.4.1920	DPF à La Haye (Carlin)	La coopération entre Etats neutres est acceptée par le Conseil fédéral. Son intention est communiquée aux gouvernements intéressés. Indication des domaines où un échange de vues entre Etats neutres est souhaitable.
A	8.4.1920 AM	DPF aux Gouvernements neutres	Le Conseil fédéral indique l'intérêt des Etats neutres à collaborer en vue d'adopter une position commune dans quelques grandes questions qui se posent dans le cadre de la SdN. La procédure proposée par la Suisse.
313	22.4.1920 L	La Haye (Carlin) au DPF (Motta)	Réaction du Ministre hollandais des Affaires étrangères à la proposition suisse d'une collaboration entre pays neutres notamment au sein de la SdN. Nécessité de procéder avec prudence.
354	17.6.1920 L	Rome (Wagnière) au DPF (Motta)	La Norvège ne souhaite pas s'associer au projet de collaboration entre Etats neutres.
A	16.6.1920 AM	—	Le gouvernement norvégien expose les raisons de son refus de collaborer avec d'autres Etats neutres d'une façon permanente.
377	26.7.1920 L	DPF à La Haye (Carlin)	Etat de la question d'une collaboration entre Etats neutres dans les affaires d'intérêt commun. Suggestions et informations à transmettre au Ministre hollandais des Affaires étrangères.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
379	30.7.1920 RP	La Haye (Carlin) au DPF (Motta)	Point de vue du Ministre hollandais des Affaires étrangères sur la collaboration à établir entre les Etats neutres. Les question du siège de la SdN.
389	19.8.1920 N	Berne (Légation des Pays-Bas) au DPF	Exposé du point de vue des Pays-Bas sur la collaboration entre les Etats neutres au sein de la SdN; il s'agira d'éviter l'éveil de soupçons d'une formation d'un bloc d'Etats.
394	26.8.1920 N	Berne (Ministre de Suède) au DPF	Remise d'un aide-mémoire concernant la collaboration entre les Etats neutres dans les questions relatives à la SdN.
A	—	—	Texte de l'aide-mémoire exposant les vues du gouvernement suédois en ce qui concerne la collaboration entre Etats neutres.

Pour la coopération avec les Etats neutres et quelques questions spéciales de neutralité militaire, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, voir toute la rubrique
II.2 Allemagne, nos 101, 108, 116, 117, 118, 129, 160
II.3 Autriche, n° 251
II.14 Russie, nos 121, 357
XVIII La Cour permanente de Justice internationale, nos 201, 204, 229, 241, 259, 355

XVI. LA REPRÉSENTATION DIPLOMATIQUE DE LA SUISSE À L'ÉTRANGER

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
26	28.7.1919 AM	DEP	Le Département de l'Economie publique n'est pas favorable à la création de nouvelles légations, elles sont coûteuses et ne constituent pas le meilleur instrument pour promouvoir les intérêts suisses.
29	29.7.1919 Proposition	Conseil fédéral	Le Département politique fédéral énumère les divers arguments en faveur de la création de nouvelles représentations diplomatiques en Scandinavie, en Europe orientale et balkanique.
43	15.8.1919 R	Berne (Heer) au DEP (Schulthess)	En réponse aux propositions du Département politique fédéral de créer de nouvelles légations, le Délégué du Conseil fédéral pour les Questions économiques et industrielles estime qu'il serait préférable de se

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
			limiter à la création de consulats. La promotion des intérêts économiques peut être assumée par des organes moins coûteux que des légations.
68	5.9.1919 L	Vienne (Bourcart) au DPF (Calonder)	Arguments en faveur de la création de nouvelles légations dans certains pays. Réfutation des arguments avancés par certains milieux de l'industrie et du commerce qui s'opposent à ce développement des représentations diplomatiques.
81	15.9.1919 PVCF	Conseil fédéral	Les considérations du Département politique fédéral en faveur de la création de légations à Stockholm, Varsovie, Prague, Belgrade et Athènes. Le Conseil fédéral n'accepte pas toutes ces propositions.
307	20.4.1920 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral doit tenir compte des commissions parlementaires dont les avis tendent à dénier au gouvernement la compétence de créer des légations proposées par le Département politique fédéral.
Pour la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger, cf. aussi:			
III	Les questions économiques et financières générales, n° 38		

XVII. QUESTIONS DE L'ARBITRAGE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
132	31.10.1919 L	DPF (Calonder) à Londres (Carlin)	Le Conseil fédéral propose à plusieurs gouvernements d'entrer en négociation pour conclure les futurs traités d'arbitrage sur une nouvelle base.
210	31.12.1919 L	DPF (Lardy) aux Légations de Suisse	Le Département politique informe les Légations de l'orientation que le Conseil fédéral entend donner aux nouveaux traités d'arbitrage.
422	26.10.1920 PVCF	Conseil fédéral	Etant donné les préparatifs en vue d'une Cour permanente de Justice internationale où il est question d'instaurer un arbitrage obligatoire, le Conseil fédéral décide de reporter le renouvellement et la conclusion des conventions d'arbitrage.

XVIII. COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
201	20.12.1919 AM	Berne (Légation des Pays-Bas) au DPF	Le gouvernement des Pays-Bas invite la Suisse à prendre part à des pourparlers entre pays neutres en vue de préparer un projet commun de Cour permanente de Justice internationale.
204	21.12.1919 L	DPF (Ruegger) à M. Huber	Questions relatives à la demande hollandaise d'une concertation au sujet de la Cour permanente de Justice internationale. Domaines dans lesquels les Etats neutres pourraient collaborer. Max Huber est sollicité de donner son avis.
229	15.1.1920 N	DPF à la Légation des Pays-Bas	Réponse à la demande du gouvernement des Pays-Bas proposant des pourparlers entre pays neutres en vue d'adopter un projet commun de Cour permanente de Justice internationale.
241	2.2.1920 PVCF	Conseil fédéral	Désignation de la délégation suisse à la Conférence des Etats neutres convoquée par le gouvernement néerlandais en vue de préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale. Instructions données aux délégués suisses.
259	27.2.1920 L	La Haye (Carlin et E. Huber) au DPF (Motta)	Résultat de la Conférence des Etats neutres: adoption d'un projet d'organisation de la Cour permanente de Justice internationale.
355	17.6.1920 L	La Haye (Carlin) au DPF (Motta)	Points de vue des délégués chargés de préparer les statuts de la Cour permanente de Justice internationale, notamment sur le mode d'élection des juges.

Pour la Cour permanente de Justice internationale, cf. aussi:

I La Suisse et la Société des Nations, n° 376
XV La coopération avec les Etats neutres et quelques questions spéciales de neutralité militaire, n°s 291, 301
XVII Questions de l'arbitrage, n° 422

VI. DOCUMENTS

1

E 2200 Paris 1/1534

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Paris

Copie de réception
T n° 85

Berne, 28 juin 1919, 17h20
(*Reçu:* 30 juin)

Recevons votre 69[1] et confirmons notre 80.[2] Veuillez faire démarche personnelle immédiate pour exposer une fois de plus que depuis des mois Gouvernement suisse affirme son droit de mettre un terme à internement vu que hospitalisation réciproque qui fut condition fondamentale de l'internement fait défaut sans que Gouvernement français ait jamais discuté jusqu'ici ce point de vue de droit. Voyez notre note à ambassade France 10 mars. Si par retenue condamnés français, Allemagne devait commettre violation armistice personne ne comprendrait ici que Suisse doive en subir aujourd'hui conséquences parce que dans but humanitaire elle prêta les mains à internement. Gouvernement français possède autres moyens assurer observation conventions conclues. Voyez notamment article 222 Traité Paix. Venons d'ailleurs recevoir note Gouvernement belge déclarant que autorités allemandes répondent actuellement de manière satisfaisante aux demandes renseignements concernant prisonniers et déportés en Allemagne. Tenez-nous télégraphiquement au courant, Conseil fédéral attachant grande importance à question intérêts.[3]

---

1. *Dans ce télégramme non daté, le Ministre Dunant écrivait: [...]* A ma grande surprise, j'appris *[au Quai d'Orsay]* qu'avant hier, Affaires étrangères télégraphièrent au Général Nudant Spa pour lui signaler que 465 Français civils étant encore retenus dans prisons allemandes, on ne pourrait libérer les internés allemands en Suisse que lorsque ces 465 Français seraient libres eux-mêmes *[...]* (E 2200 Paris 1/1534).
2. *Le télégramme no 80 transmettait au Ministre Dunant les informations contenues dans la note 1 ci-dessus que l'Ambassade de France à Berne avait communiquées au Département politique.* (E 2200 Paris 1/1534).
3. *Par télégramme no 23 du 13 juillet, la Légation de Suisse à Paris faisait savoir au Département politique:* Après nouvelles démarches hier au Ministère Affaires étrangères celui-ci me téléphone ce matin que Gouvernement français d'accord pour que tous les prisonniers allemands internés en Suisse soient relâchés. (E 2200 Paris 1/1534).

2

EVD KW Zentrale 1914–1918/9–10

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

Copie
L n° 4179.95. Abänderung und Ergänzung des Gesetzes vom 11. Januar 1892 betr. den Generalzolltarif

Bern, 28. Juni 1919

Sie machten uns seinerzeit aufmerksam auf den in No. 158 des Journal officiel vom 13. ds. erschienenen Bericht über die Annahme eines vom Duc de la Trémoille eingebrachten Gesetzesentwurfes durch die französische Deputiertenkammer. Der Entwurf sieht u.a. vor, dass die Ursprungszeugnisse für die in Frankreich einzuführenden Waren durch die französischen Konsuln des Herkunftslandes ausgestellt oder visiert werden sollen, wobei indessen nicht der Konsul selbst über die Ausstellung bezw. Visierung der Zeugnisse zu entscheiden hätte, sondern eine ihm beigegebene, durch die Ministerien des Handels und der Finanzen einzusetzende besondere Kommission.

Sie werden mit uns der Ansicht sein, dass dieser Gesetzesentwurf sowohl in seinen einzelnen Bestimmungen als in seiner ganzen Tendenz zu den schwersten Befürchtungen Anlass gibt. Wenn der Entwurf wirklich Gesetz werden sollte, so würde dies nichts Anderes bedeuten als die Fortsetzung und sogar die Verschärfung der ausländischen Kontrolle unseres Wirtschaftslebens, die während des Krieges bis zur Unerträglichkeit ausgeübt worden ist. Ganz unannehmbar und auch mit den Bestimmungen der Handelsübereinkunft im Widerspruch stehend sind namentlich die in Aussicht genommenen französischen Kommissionen, die künftig allein darüber zu entscheiden hätten, ob für eine Ware ein Ursprungszeugnis ausgestellt werden darf oder nicht. Damit wäre der Handelsspionage auch für die Zukunft Tür und Tor geöffnet, um so mehr, als mit der Möglichkeit gerechnet werden müsste, dass das Beispiel Frankreichs Schule machen und von andern Ländern, z.B. England, Italien etc. nachgeahmt würde. Wir müssen es überhaupt grundsätzlich und des bestimmtesten ablehnen, dass die ausländischen Konsulate mit Kommissionen umgeben werden, die für die wirtschaftliche Existenz unseres Landes das massgebende Wort zu sprechen hätten. Die Angelegenheit ist naturgemäss von grösster Bedeutung und es muss alles daran gesetzt werden, um zu verhindern, dass der Entwurf Gesetz wird. Dies ist auch die Auffassung des Bundesrates. Herr Nationalrat Frey sprach sich dahin aus, dass die Anwendung eines solchen Gesetzes den Zollkrieg unvermeidlich machen würde. Von der Möglichkeit eines Zollkrieges wollen Sie in Paris einstweilen nicht sprechen.

Wir haben soeben mit dem hiesigen spanischen Gesandten über die Angelegenheit Rücksprache genommen. Er teilt unsere Auffassung und wird seine Regierung verständigen.

Wir bitten Sie daher, im Sinne der vorstehenden Ausführungen beim Ministerium vorstellig zu werden und nach vorausgegangener mündlicher Besprechung

eine Note oder ein Aide-Mémoire[1] zu übergeben. Es bestand ursprünglich die Absicht, eine Note des Bundesrates gemäss dem beiliegenden Entwurf[2] überreichen zu lassen. Dieses Vorgehen würde indessen von der französischen Regierung vielleicht als schroff empfunden. Es ist daher wohl vorzuziehen, dass die Note von der Gesandtschaft und nicht vom Bundesrat direkt ausgeht. Sie sind also an den beiliegenden Text nicht gebunden, sondern können sich desselben nach Ihrem Ermessen bedienen.

Wollen Sie auch die Vertreter Spaniens, Hollands etc. auf den in Rede stehenden Gesetzesentwurf aufmerksam machen und sie, wo möglich, zu analogen Schritten veranlassen.

ANNEXE

E 2200 Paris 1/1576
AM

Paris, début juillet 1919[3]

Dans sa séance du 12 juin 1919, la Chambre des Députés a adopté sans débat une proposition de loi de M. le Duc de la Trémoille tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des Douanes. Cette proposition de loi prévoit que les marchandises, présentées à l'importation en France, doivent être accompagnées de certificats d'origine, visés

---

1. *Il s'agit sans doute du document reproduit en annexe.*
2. *Non retrouvé.*
Dans sa lettre du 2 juillet au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, Dunant décrit sa démarche ainsi: [...] Je suis parfaitement d'accord avec vous qu'il est complètement inadmissible de voir des Commissions instituées auprès des Consuls Généraux ou Consuls de France pour être chargées de toutes les enquêtes ou vérifications auxquelles l'Administration des Douanes pourrait subordonner l'entrée des marchandises présentées à ses bureaux. Je me suis donc rendu au Ministère des Affaires étrangères, où j'ai vu le Directeur du Bureau des Relations commerciales, et je lui ai fait part des observations que vous suggérait l'étude de la proposition de loi dont il s'agit. Comme je venais de lui remettre la note de protestation du Conseil fédéral contre les surtaxes des droits ad valorem, il m'a semblé qu'il était préférable de ne pas envenimer par trop la situation en remettant encore une autre note au sujet de cette proposition de loi; je me suis donc borné à lire lentement le texte de projet de note que vous aviez annexé à votre lettre 4179 et j'ai prié mon interlocuteur de vouloir bien retenir quelques-unes des expressions dont je me servais. Il m'a semblé que mon interlocuteur, qui prenait tout le temps des notes, était très frappé de notre intervention. Il m'a dit que cette proposition de loi avait été adoptée à la Chambre sans que le Ministère des Affaires étrangères ait eu à se prononcer, aussi venait-il de demander au Directeur général des Douanes de venir lui en parler. J'ai insisté pour avoir un nouvel entretien au Ministère *après* la conversation projetée avec M. Bolley et *avant* que l'affaire ne soit acheminée au Sénat. Du reste, j'ai l'intention de retourner dans quelques jours au Quai d'Orsay pour voir ce qui aura été fait à la suite de ma démarche.

Je me suis rendu chez l'Ambassadeur d'Espagne et chez le Ministre des Pays-Bas pour leur demander ce qu'ils pensaient de l'adoption, par la Chambre des Députés, de cette proposition de loi; aucun de ces diplomates n'avait la moindre idée de cette affaire; ils m'ont remercié de la leur avoir signalée, vont se procurer les documents nécessaires pour l'étudier et nous reparlerons de la chose dans quelques jours; dès aujourd'hui je leur ai suggéré qu'il serait opportun de faire une démarche analogue à la mienne; je vais aussi aller voir d'autres collègues et je vous rendrai compte de mes conversations; d'autre part, je dois dîner, la semaine prochaine, chez M. le Duc de la Trémoille et je me réserve de lui faire part de l'impression que sa proposition a faite en Suisse. *[...]*. (EVD KW Zentrale 1914–1918/9–10).

ou délivrés par les Consuls de France du lieu d'expédition sur l'avis conforme des commissions à établir auprès des Consulats.

Ces dispositions, ainsi que celles concernant la composition, l'activité et la compétence des commissions précitées, semblent poursuivre la tendance d'aggraver encore la procédure appliquée durant la guerre en matière de contrôle commercial.

Il apparaît dès lors opportun de rendre le Gouvernement de la République attentif au fait que, dans la pensée du Gouvernement fédéral, ce contrôle est incompatible avec l'indépendance économique de la Suisse.

Si cette proposition de loi devait être adoptée également par le Sénat, le Gouvernement fédéral se verrait contraint de protester contre l'établissement des commissions prévues par l'art. 4 et de déclarer en même temps qu'il estime en principe inadmissible l'activité de tous organes étrangers, chargés de par leur Gouvernement de contrôler les conditions économiques de la Suisse.[4]

4. *Sur la même question, cf. aussi n° 16 annexe paragraphe III et n° 22.*

3

EVD KW Zentrale 1914–1918/103–105

Le Chef du Département de l'Economie publique au Vorort de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie

Copie
L N° 4225.95/F

Bern, 30. Juni 1919

Wir beehren uns, Ihnen den Empfang Ihres an den Bundesrat gerichteten Schreibens vom 21. Juni[1] zu bestätigen und Ihnen in dessen Beantwortung zuhanden der schweizerischen Handelskammer mitzuteilen, dass sowohl der Bundesrat als unser Departement sich der schwierigen Lage, in welche die

1. *Cette lettre contient le passage suivant: [...]* Mit grösster Besorgnis sieht sie *[L'industrie suisse]* ihre Ausfuhrmöglichkeiten durch Hemmnisse und Erschwerungen aller Art seitens der Entente beschnitten und beschränkt. In den Wirtschaftsabkommen werden den schweizerischen Exportindustrien derart kleine Ausfuhrkontingente zugestanden, dass sie ausser jedem vernünftigen Verhältnis zu den Produktionsmöglichkeiten und selbst nur zu den tatsächlich vorliegenden Bestellungen stehen. So sind Fälle genannt worden, in denen es bei anhaltender Dauer der gegenwärtigen Schranken geradezu eines Jahrzehntes bedürfte, um die Aufträge zu erledigen.

Dazu kommt, dass selbst für die Ausfuhr nach den übrigen Absatzgebieten die der Schweiz auferlegten Fesseln noch bestehen und ihr die Freiheit des Handelns weiter vorenthalten bleibt.

Gleichzeitig muss mit Bitternis festgestellt werden, wie die Staaten die gleichen Fabrikate, die sie in ihre grossen Verbrauchsgebiete aus der Schweiz nur in verschwindendem Mass aufnehmen, in solchen Mengen auf den kleinen schweizerischen Markt werfen, dass, wie z.B. bei Seidenwaren, die Einfuhr in einem einzigen Monat ein Vielfaches des Kontingents darstellt, das der Schweiz für die Gesamtdauer des Abkommens zur Ausfuhr nach Frankreich zugestanden wurde. *[...] Du reste, le Vorort s'abstenait de propositions précises et se bornait à signaler au Conseil fédéral:* die nachgerade unhaltbar gewordenen Zustände, mit dem eindringlichen Ersuchen, es möchte Ihre Behörde weiter alles tun, was zur Erzielung einer Besserung überhaupt getan werden kann. (EVD KW Zentrale 1914–1918/103–105).

schweizerische Industrie durch die Massnahmen des Auslandes gedrängt worden ist, vollkommen bewusst sind und nach wie vor alles tun werden, was möglich ist, um die wirtschaftlichen Lebensinteressen unseres Landes wirksam zu verteidigen.

Wie in Ihrem Schreiben ausgeführt wird, ist das Problem ein doppeltes: Die Schaffung genügender Absatzmöglichkeiten und der Schutz vor ruinöser ausländischer Konkurrenz.

Was den letztern Punkt anbetrifft, so ist Ihnen bekannt, dass die Frage, ob Einfuhrverbote zu erlassen seien, durch eine von unserm Departement eingesetzte Expertenkommission, in welcher auch der Präsident des Vorortes mitgewirkt hat, aufs gründlichste geprüft wurde. Die Kommission kam zum Schlusse, dass unter den obwaltenden Verhältnissen der Erlass von Einfuhrverboten aller Voraussicht nach mehr Nachteile als Vorteile im Gefolge hätte.

Hinsichtlich der Ausfuhrmöglichkeiten besteht, nachdem nun der Friedensschluss zur Tatsache geworden ist, immerhin Aussicht auf eine Besserung der Verhältnisse.

Wir rechnen bestimmt damit, dass die Entente ihre Zustimmung zur sofortigen Aufhebung der SSS geben werde.[2] Die schweizerische Gesandtschaft in Paris ist beauftragt worden[3], bei den alliierten Regierungen entsprechende dringliche Schritte zu unternehmen.

Besonders schwierig und kompliziert gestalten sich unsere wirtschaftlichen Beziehungen zu Frankreich.[4] Die Verhältnisse sind indessen heute noch zu unabgeklärt, als dass ein abschliessendes Urteil möglich wäre. Sie können versichert sein, dass wir der weitern Entwicklung der Dinge unsere ganze Aufmerksamkeit schenken werden.

---

2. *Cf. n° 15.*
3. *Cf. DDS 7/1, n° 462.*
4. *Cf. n°s 16,22.*

4

E 2001 (B) 8/4

Le Chargé d'Affaires de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, Lord Acton, au Président de la Confédération, G. Ador

N Personnelle — Berne, 1er juillet 1919

Cher Monsieur le Président,

En me référant à notre dernier entretien au sujet de l'entrée de la Suisse dans la Ligue des Nations, je tiens à faire savoir à Votre Excellence à titre personnel, que j'ai reçu ce matin une communication de M. Balfour, Ministre des Affaires étrangères actuellement à Paris, par rapport à cette question.

M. Balfour, auquel j'avais de mon côté transmis vos observations à ce sujet, m'écrit qu'il croit comprendre qu'un référendum aura lieu en automne. Il attire

mon attention sur le fait que si la Suisse désire entrer dans la Ligue comme un membre originel, il faut que son adhérence soit notifiée dans les deux mois qui suivent l'entrée en vigueur du Pacte. Etant donné la probabilité que le traité avec l'Allemagne sera ratifié dans un court laps de temps, il serait nécessaire que la décision de la Suisse soit prise déjà avant l'automne. En outre il ne serait manifestement pas possible de conserver le choix de Genève comme siège de la Ligue si la Suisse n'en devenait pas un membre dit originel.

M. Balfour observe en plus que maintes difficultés et embarras surgiront si le Secrétaire général de la Ligue des Nations doit continuer indéfiniment à rester dans le doute au sujet de la Suisse, doute qui entraîne également l'incertitude par rapport à la position de Genève.

Je me permets, quoique sans instructions, de communiquer ce qui précède à Votre Excellence afin de vous démontrer encore une fois[1] combien il est nécessaire pour mon Gouvernement de savoir, dans un bref délai, la décision définitive du peuple suisse. Si Votre Excellence désire me parler au sujet de ma présente lettre que j'écris à titre tout à fait confidentiel, je n'ai pas besoin de vous dire que je suis comme toujours à Vos ordres.[2]

---

1. *Déjà le 10 juin 1919, Lord Acton a fait une démarche analogue auprès du Département politique, cf. l'aide-mémoire reproduit en annexe au présent document.*

2. *Dans une lettre personnelle à Lord Acton du 2 juillet, le Président de la Confédération répondit: [...]* Le Parlement suisse se réunira le 7 crt. Il sera saisi de la question de la Société des Nations par un message du Conseil fédéral. La décision pourra intervenir en septembre et sera ensuite soumise au vote populaire. La décision des Chambres pourra être communiquée dans les délais réglementaires à la Société des Nations qui reconnaîtra sans doute que dans une démocratie comme la nôtre, le dernier mot appartient au peuple dans une question aussi importante.

Au surplus nous n'avons pas encore reçu communication officielle du Traité de Paix qui renferme les articles concernant la Société des Nations. L'entrée en vigueur du pacte étant subordonnée à la ratification du Traité de Paix par le Parlement allemand et par les parlements des trois autres grandes puissances, le délai de deux mois ne partira que du jour de ces ratifications.

Vous savez que tous mes efforts tendent à obtenir une solution dans le plus bref délai possible, comprenant à la fois la nécessité pour la Suisse d'être reçue comme membre originel et du désir de Sir Eric Drummond d'être fixé. *[...]* (E 2001 (B) 8/4).

ANNEXE

E 2001 (B) 8/24

Aide-Mémoire du Secrétaire de Légation de la Division des Affaires étrangères du Département politique, F.J. Borsinger

109. F Bern, 11. Juni 1919

Lord Acton telephonierte gestern und wünschte mit Herrn Cramer zu reden. Auf meine Rückäusserung, Herr Cramer sei drei Wochen abwesend, teilte er mir mit, dass er mit ihm sprechen wollte, doch könne er auch mir die betreffende Mitteilung machen, und wäre er mir dankbar, wenn ich auf meinem Heimwege bei ihm vorbei kommen könnte.

Gegen sieben Uhr sprach ich an der Seminarstrasse vor, und eröffnete mir Lord Acton, dass er soeben eine Mitteilung aus Paris erhalten habe, die er in «a friendly way» mündlich weitergeben solle; da Herr Cramer ein alter Freund von ihm sei, so habe er es, dem Charakter des Auftrages entsprechend, als am geeignetsten erachtet, ihm diese Mitteilung zu machen; in seiner Abwesenheit jedoch bitte er mich, sie entgegenzunehmen.

Die Stellungnahme der deutschen Schweiz zum Völkerbund und zu den Friedensbedingungen erwecke grosses Aufsehen bei den massgebenden Persönlichkeiten in Paris und frage man sich, ob die Schweiz sich der Konsequenzen wirklich bewusst sei, die daraus resultieren könnten. Der Sitz des Völkerbundes würde nicht unwahrscheinlich verlegt werden, wenn die Schweiz dem Bunde nicht beitrete, und die internationalen Bureaux, deren Sitz sie bis zur Zeit sei, würden gleichfalls anderwärts verlegt werden müssen.

Ich antwortete, dass sowohl das Volk wie die Behörden sich des obigen voll bewusst seien und dass bei den Beratungen, welche zur Zeit gepflogen werden, keiner der obigen Punkte aus dem Auge gelassen werde. Lord Acton sagte darauf, dass in den telegraphischen Instruktionen, die er erhalten habe, auch erwähnt sei, die Rotkreuz-Institutionen «the Red Cross Institutions» würden voraussichtlich mit den internationalen Bureaux gleich behandelt und glaube er, obwohl der Ausdruck zweideutig sei, dass damit das internationale Rote Kreuz gemeint sei. Ich drückte ihm mein Erstaunen aus, dass englischerseits uns eine solche Mitteilung gemacht werde und fragte ihn, ob damit eine Drohung oder ein Druck bezweckt sei, was er sofort kathegorisch verneinte und damit erklärte, seine Regierung wünsche lediglich, dass keine Missverständnisse und keine Unklarheiten bestehen bleiben beim endgültigen Entscheid, den die Schweiz zu treffen haben werde.

Lord Acton kam darauf auf die Gründe zu sprechen, welche die deutsche Schweiz zu einer so grossen Reserve dem Völkerbunde gegenüber und die Friedensbedingungen betreffend, zu zwingen scheinen: Die Entente sei uns doch unsere Neutralität betreffend entgegengekommen und habe durch die Friedensbedingungen kleine Staaten geschaffen, deren Existenz uns doch sicher nicht unangenehm sein könne. Ich entgegnete, dass, was unsere Neutralität anbetreffe, der Unterschied zwischen militärischer und ökonomischer Neutralität im Volke nicht verstanden werde und frug ihn, ob es ihm persönlich möglich sei, diese beiden Begriffe auseinander zu halten. Er gab zu, dass in Anbetracht der Erfahrungen während des Krieges dies ihm schwierig werde, und wies ich ihn darauf hin, dass diese Sache uns um so mehr beschäftige, da im Friedensvertrage von 1815 die ökonomische Neutralität so gut wie die militärische gewährleistet und gefordert worden war. Was sodann die Friedensbedingungen betreffe, so sei das ganze Schweizervolk mit der Gründung oder dem Wiedererstehen kleinerer Nationen gewiss einverstanden, was auch durch die Anerkennung der tschechoslovakischen und polnischen Republiken offiziell dargetan worden sei. Er gab das zu, kam jedoch auf die Stellungnahme der Schweiz zum Frieden im allgemeinen zu sprechen und äusserte sich dahin, dass die grosse Enttäuschung, welche in unserem Volke beim Waffenstillstandsabschluss bemerkt worden war, bei den Alliierten den Verdacht rechtfertige, dass der Ausgang des Krieges den Wünschen der Grosszahl des Schweizervolkes nicht entsprochen habe. Ich erwiderte, dass die im November zweifelsohne zur Schau getragene Niedergeschlagenheit mit unserer innenpolitischen Lage zusammenhing, die uns notgedrungen mehr beschäftigte als das, was im Auslande zur gleichen Zeit vorging und die viel Leid im Volke zur Folge hatte, da, wie ihm wohl bekannt sei, die wegen des Streiks aufgebotenen Truppen von einer nie gesehenen Grippe-Epidemie heimgesucht worden sind. Acton gab dies zu, erwiderte jedoch, dass ihm scheine, gegen die nunmehrige Unzufriedenheit könnten solche Entschuldigungen nicht angeführt werden. Ich sagte darauf, dass ich persönlich finde, die Friedensbedingungen, welche Deutschland gestellt worden seien, habe letzteres entschieden verdient, doch seien sie unpolitisch, da sie zweifelsohne neue Konflikte heraufzubeschwören drohen, und wisse ich, dass viele meiner Landsleute diese Auffassung der Lage teilen; dass unter diesen Umständen kein grosser Enthusiasmus aufkommen könne, sei wohl selbstverständlich, da gerade die Freunde der Entente und das Volk im allgemeinen gehofft hatten, der Krieg werde in einer Weise endigen, die weitere Konflikte ausschliesse.

Lord Acton gab zu, dass die Spannung zwischen Italien und den Süd-Slaven eine gewisse Beunruhigung rechtfertigen dürfte und dass auch weitere Reibungspunkte bestehen, wie z.B. die Frage des Deutsch-Südtirols. Er begreife auch, dass letzteres uns näher liege, indem das Festlegen des Alpenkammes als natürliche Grenze zwischen Deutsch-Österreich und Italien uns beschäftigen müsse. Ich verwies ihn darauf, dass die Österreich auferlegten Bedingungen gleichfalls keinen Enthusiasmus bei uns aufkommen lassen können, wenn man bedenke, dass dieselben einen zukünftigen Anschluss von Deutsch-Österreich an Süddeutschland fast zweifellos erscheinen lassen, was die Hälfte unserer Landesgrenzen ein und demselben mächtigen Nachbar gegenüber stellen würde. Acton behauptete, dass dieses anscheinende Übergewicht durch ein nun mächtiges

Frankreich aufgehoben werde, er begreife jedoch, dass in diesem Lichte betrachtet, die Vorarlberger Frage für uns von grosser Wichtigkeit sei und deren Behandlung im Friedensvertrage von uns empfunden werde.

Er erkundigte sich noch über das Vorgehen unserer Behörden in der Völkerbundsfrage und ob es unerlässlich sei, dass das Volk sich darüber auszusprechen habe. Ich erklärte ihm als selbstverständlich, dass dies zu geschehen habe, und ersuchte er mich, zuständigen Ortes über das oben erwähnte Telegramm zu sprechen und besonders darauf hinzuweisen, dass Mr. Balfour dasselbe direkt aus Paris an ihn gerichtet habe und dass irgendeine Folge, welche ihm gegeben werden sollte, durch ihn, Acton, gehen sollte und nicht durch Herrn Carlin und Lord Curzon. Er betonte noch einmal «the friendly character» seiner Mitteilung und konnte ich mich des Eindrucks nicht erwehren, dass es der Entente sehr ungelegen kommt, dass wir dem Völkerbund mit Reserve begegnen, indem dies die moralische Wirkung desselben mehr präjudizieren dürfte als ihr angenehm ist.

5

E 2001 (B) 14/6

La Légation des Pays-Bas à Berne au Département politique

N n° 5511 Berne, 1er juillet 1919

En se référant à sa note verbale en date du 7 juin dernier, No. 4858[1], et en réponse au sixième alinéa de l'Office du Département politique suisse du 5 du mois écoulé[2], Division des Affaires étrangères, 109/MR, la Légation royale des Pays-Bas à Berne a l'honneur de porter à Sa connaissance que le Gouvernement de la Reine donne volontiers au Gouvernement fédéral l'assurance formelle qu'il reconnaît d'ores et déjà la Confédération en qualité d'Etat riverain du Rhin et qu'il admet que ce pays doit jouir, dès à présent, de tous les droits et prérogatives qui sont attachés à cette qualité.[3]

---

1. *Cette note n'était qu'un simple accusé de réception de la démarche du Conseil fédéral; au sujet du contenu de cette démarche, cf. DDS 7/1, n° 433.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 433.*
3. *Dans sa séance du 11 juillet, le Conseil fédéral se prononça sur la réponse à donner à la Légation des Pays-Bas: [...]* Par note No. 5511, la Légation royale des Pays-Bas a bien voulu faire connaître au Département politique suisse que le Gouvernement néerlandais reconnaissait formellement la Confédération suisse comme Etat riverain du Rhin, avec tous les droits et prérogatives attachés à cette qualité.

Le Département politique suisse a l'honneur de remercier la Légation royale des Pays-Bas pour cette obligeante communication et La prie de vouloir bien faire connaître au Gouvernement de la Reine que le Gouvernement fédéral et le Peuple suisse tout entier ont été sensibles à la preuve d'amitié qu'ils trouvent dans cette déclaration.

[...]

En même temps, le Conseil fédéral adressa à la presse un communiqué disant qu'à la suite de l'acceptation des articles 354 et 355 du Traité de Versailles: les droits de la Suisse sur le Rhin se trouvent définitivement consacrés par la déclaration du Gouvernement néerlandais. (E 1004 1/272, *n°* 2495).

6

E 2001 (B) 8/4

Le Chef du Département politique, F. Calonder, aux représentants de la Presse

Discours Berne, 2 juillet 1919

Messieurs, je souhaite la bienvenue aux représentants de la presse suisse. La conférence qui nous réunit a une signification générale et un but particulier.

Sa signification générale réside en ceci qu'elle constitue un effort pour établir dorénavant un contact plus étroit entre le Département politique et la presse. J'espère donc que cette conférence sera suivie d'autres conversations analogues.[1] Lorsque le Conseil fédéral a à traiter d'importantes questions nationales, les représentants de la presse suisse sont ses collaborateurs naturels. Cette collaboration s'effectue par la discussion publique, d'une importance si considérable dans notre Etat démocratique, et c'est à la presse qu'il incombe d'exercer l'influence la plus générale et la plus efficace sur ces discussions. La presse a le devoir de mettre le peuple à même de procéder à l'examen des questions et de se former une opinion motivée, en lui exposant, d'une manière complète et objective, les faits ainsi que les arguments déterminants; ce faisant, chaque journaliste pourra et devra, cela va de soi, exprimer librement ses convictions personnelles. Mais la presse a encore la mission de critiquer l'activité des autorités et de leur soumettre des propositions. Elle remplira d'autant plus facilement et d'autant mieux les multiples tâches qui lui sont assignées qu'elle sera mieux avertie des affaires qu'elle aura à apprécier. Une presse mal informée incline presque inévitablement à tout critiquer, à adopter une attitude purement négative et s'expose à égarer l'opinion publique. Aussi la presse, consciente de sa haute responsabilité, désire-t-elle être mieux renseignée. De son côté, le Département politique a un intérêt évident à connaître directement, par un échange d'idées, les divers points de vue des représentants de la presse, car ils sont les porte-paroles de l'opinion publique.

Théoriquement, tout cela paraît indiscutable. Chacun approuve, par devers soi, la demande si fréquemment formulée déjà de voir les autorités et la presse entrer en relations plus suivies. Mais la réalisation pratique de cette idée évidente, est pourtant fort malaisée. Comment établir un meilleur contact? Les communiqués officiels des Départements et du Conseil fédéral ne suffisent évidemment pas aux représentants de la presse, sinon leurs vœux auraient déjà obtenu satisfaction. Un contact régulier avec l'ensemble de la presse ne peut pas être remplacé par des relations personnelles avec quelques journalistes, ayant plus ou moins facilement accès à tel ou tel homme d'Etat. On est ainsi amené à rechercher dans des conférences entre les représentants du Département politique et ceux de la presse le moyen de s'orienter réciproquement. L'avenir dira si cette tentative sera couronnée de succès. Pour qu'il en soit ainsi, il faut, de part et d'autre, de la bonne volonté et de la confiance; en ce qui me concerne, elles vous sont acquises.

---

1. *Cf. n° 11.*

Le but spécial de cette conférence, et peut-être de conversations ultérieures, c'est d'élucider le vaste problème de la Société des Nations. Cette question est si importante, si grosse de conséquences, qu'il appartiendra au peuple et aux cantons de se prononcer en dernier lieu à son égard. Gouvernement et presse ne se sont sans doute jamais trouvés en présence d'une tâche aussi grande et comportant autant de responsabilités. M. le professeur Huber vous donnera aujourd'hui dans une conférence des éclaircissements sur la question de la Société des Nations. Vous aurez également l'occasion de manifester vos idées. Je ne voudrais pas empiéter sur la discussion, mais je tiens seulement à mettre très brièvement en relief quelques points qui me paraissent avoir une importance exceptionnelle.

Si le respect mutuel des convictions personnelles doit former la base de toute discussion sérieuse, c'est particulièrement le cas pour la question si contestée de savoir si la Suisse doit accéder à la Société des Nations. Loin de moi l'idée de vouloir vous imposer l'opinion du Département politique, mais j'espère et j'attends de vous, quelles que soient vos convictions personnelles, que vous vous efforciez de donner à la discussion publique un caractère complet et objectif.

J'admets une critique sans réticence des défauts et des lacunes du Pacte de la Société des Nations arrêté à Paris; mais il faut aussi que l'on porte à la connaissance du peuple le progrès considérable que réalise ce pacte, et les raisons nombreuses et déterminantes qui militent en faveur de l'accession de la Suisse. Pour exposer complètement la vérité, on ne saurait procéder autrement.

En examinant cette grave question, nous désirons tous rechercher la vérité, nous voulons avant tout la clarté. Mais il ne s'agit pas seulement d'avoir une perception très nette de quelques défauts ou de quelques avantages. Ce qui est nécessaire, c'est d'acquérir une vue d'ensemble de l'œuvre, c'est d'en découvrir clairement l'essentiel.

Ici, comme partout, la vérité subit l'influence du tempérament et de la mentalité de celui qui la cherche. On ne peut voir que par ses propres yeux. Si l'on est porté à juger le problème de la Société des Nations exclusivement ou principalement au point de vue économique, on arrivera à une tout autre conclusion que si l'on se laisse guider avant tout par sa passion pour la force entraînante des idées. Néanmoins on est en droit de demander à chacun de tenir scrupuleusement compte des faits et des considérations dont l'importance a été objectivement établie.

La signification de la Société des Nations ne peut être exactement appréciée que si nous nous rendons clairement compte de l'ordre funeste qui a présidé jusqu'ici aux relations internationales. Pendant des siècles, c'est le système mécanique de l'équilibre des forces qui a prédominé; il était soutenu surtout par la puissance militaire et par les détours de la diplomatie. On invoquait la souveraineté presque illimitée des divers Etats pour pouvoir recourir, sans retenue, à la violence dans les rapports internationaux. Qu'en est-il sorti? La guerre et toujours la guerre, après des périodes de paix plus ou moins longues; et la conséquence la plus monstrueuse de cette politique de violence, ce fut l'atrocité de la guerre mondiale qui vient de finir.

J'ai la conviction que, si une guerre européenne éclate de nouveau dans un avenir rapproché, l'Europe et tous les Etats du continent européen seront définitivement ruinés. La Suisse est une partie constitutive de l'Europe et aucune neu-

tralité ne pourrait éloigner d'elle la répercussion formidable d'un effondrement aussi général.

Si l'on cherche en conscience comment le retour de guerres européennes peut être évité, on devra reconnaître qu'il n'y a pas d'autre moyen à adopter, pas d'autre voie à suivre, que d'établir une Société des Nations, que de créer une organisation juridique au-dessus des Etats et de la munir de sanctions efficaces.

Beaucoup, la plupart d'entre vous partagent au fond ma conviction. Mais du sein de cette réunion j'entends aussi s'élever l'objection: «Ce qu'on nous offre n'est pas une Société des Nations. Cette Société des Nations est pour nous inacceptable». Certes, les défauts et les lacunes du Pacte de la Société des Nations de Paris sont nombreux; les dispositions peu claires n'y manquent pas. Mais cette Société des Nations, telle qu'elle est, constitue un progrès immense si on la compare à ce qui existait auparavant: Les guerres d'agression par surprise sont interdites. Aucun Etat ne peut commencer la guerre sans s'être soumis à une procédure arbitrale ou sans avoir accepté l'intervention du Conseil de la Société des Nations, avec son enquête et son rapport. Un délai de trois mois doit, en toute éventualité, être observé entre la sentence arbitrale ou le rapport du Conseil et le moment où des mesures de guerre peuvent être prises. En outre, aucun Etat ne peut entrer en guerre contre un adversaire qui se soumet à la décision unanime du Conseil de la Société des Nations.

Quiconque viole ces dispositions destinées à garantir la paix sera traité comme étant en état de guerre avec toute la Société des Nations, dont tous les membres sont solidaires pour repousser cette atteinte au droit. L'Etat qui a violé le pacte sera efficacement ramené à l'ordre par le blocus et par la force militaire.

L'art. 18 est de la plus haute importance; il ne prévoit pas seulement que tout traité international doit être enregistré et publié, mais encore que le traité n'est pas obligatoire avant l'accomplissement de ces formalités. L'art. 19 prévoit ensuite un nouvel examen des traités afin de déterminer s'ils sont, ou non, compatibles avec le Pacte de la Société. Voilà une prescription des plus efficaces pour combattre la diplomatie secrète, pour démocratiser la politique internationale et pour faire prévaloir dans le monde les droits de l'opinion publique. Avant la guerre, des garanties de paix semblables auraient paru impossibles. Est-il prudent, est-il équitable d'accueillir de semblables conquêtes l'ironie et la raillerie aux lèvres, ou de les passer sous silence en niant leur importance? Ne faut-il pas plutôt considérer comme un progrès remarquable le fait seul de la création d'une Société des Nations, de la fondation d'une organisation ayant ainsi un caractère permanent? La réponse à ces questions ne saurait être douteuse, si l'on considère l'histoire, et si l'on se souvient combien il est difficile d'amener les divers Etats à limiter leur souveraineté au profit de la solidarité internationale.

Dès aujourd'hui c'est la presque totalité du monde civilisé qui se prépare à accéder à cette organisation. Il est construit l'échafaudage dans lequel la Société des Nations va s'élever. Tout dépendra de l'esprit dans lequel la Ligue comprendra sa tâche et la remplira.

Personne ne ressent plus douloureusement que moi les différences qui séparent le Pacte de la Société des Nations du projet suisse beaucoup plus hardiment pacifiste. Il est profondément regrettable que la guerre ne soit pas interdite d'une manière absolue dans le Pacte de Paris. Mais est-ce précisément à ceux qui

ont, dès le début, accueilli l'idée de la Société des Nations avec un constant scepticisme qu'il faut reconnaître le droit de s'achopper à cette difficulté? Et, en se plaignant que la grande œuvre ne soit pas parfaite du premier coup, ne fait-on pas preuve d'un manque de sens historique? N'est-il pas tout à fait naturel, bien que regrettable, que la Société des Nations porte en elle-même, aujourd'hui et pour longtemps encore, des traces profondes de la crise formidable d'où elle est issue?

Laquelle des deux situations est la meilleure: Le système de l'équilibre des forces tel qu'il a existé jusqu'à présent avec les inévitables catastrophes qui en résultent, ou bien la Société des Nations qui s'élabore? Une Société des Nations défectueuse, mais susceptible d'améliorations, n'est-elle pas préférable au néant?

L'opposition contre la Société des Nations naît souvent de l'opposition à la paix imposée aux Etats vaincus; on la juge sur plusieurs points peu équitable ou tout au moins par trop dure. Cela est compréhensible; mais ce qui ne l'est pas c'est que des Suisses raisonnables puissent combattre actuellement la création d'une Société des Nations en alléguant qu'une guerre nouvelle européenne doit d'abord intervenir, afin d'écarter des injustices réelles ou supposées ainsi que les duretés de la paix actuelle, et que ce n'est qu'après une nouvelle crise qu'une Société des Nations digne de ce nom pourra être créée. Comme si toute nouvelle guerre n'entraînait pas après elle des dévastations considérables et la consécration d'autres injustices! Après toutes les épreuves par lesquelles nous avons passé, n'est-il pas déplorable de devoir encore rencontrer une mentalité qui met tout son espoir dans une guerre? N'est-il pas évident que la paix actuelle ne pourra être purifiée de toute haine et de toute violence qu'au moyen du développement pacifique de la Société des Nations et par le renforcement continu de la solidarité internationale?

L'Allemagne et l'Autriche allemande qui saignent de mille blessures se sont rattachées à l'idée de la Ligue et ont fomulé le vœu ardent de pouvoir entrer dans la Société des Nations de Paris; elles espèrent qu'au sein de cet édifice, l'équité et la solidarité internationales prévaudront et prendront un développement de plus en plus important. Et nous, Suisses, devrions-nous avoir moins d'espoir, moins de confiance en cette nouvelle organisation mondiale que ces Etats si gravement éprouvés? Devrions-nous nous sentir plus découragés par certaines dispositions du Traité de Paix que les peuples mêmes auxquels elles sont imposées?

Ce fut, à mon avis, une faute de ne pas admettre dans la Société des Nations, dès la conclusion de la paix, l'Allemagne et les autres Etats vaincus; mais tout permet de supposer que, dans un avenir rapproché, l'entrée de tous les Etats qui nous avoisinent sera autorisée. En tout cas, la Suisse ne peut adhérer qu'avec cet espoir à la Société des Nations. Si, au cours des temps, tous les Etats qui nous environnent ne devaient pas être admis à en faire partie, la Société des Nations ne pourrait pas atteindre son but, en particulier vis-à-vis de la Suisse. Si la grande pensée de la solidarité internationale devait dépérir ainsi, nous serions conduits à examiner la question de savoir s'il ne conviendrait pas de notifier notre sortie. Mais ceux qui s'opposent à l'adhésion de la Suisse dans l'idée que l'Allemagne et l'Autriche allemande ne seront pas admises à faire partie de la Société des Nations font preuve d'un pessimisme tout à fait injustifié.

Jamais aucun problème depuis la révolution française n'a aussi profondément

remué les peuples que celui de leurs aspirations à la justice sociale. C'est dans ce domaine que tous les Etats voient la tâche capitale la plus urgente, bien qu'aussi la plus difficile, qui leur incombe. La Suisse combat la révolution en réalisant toutes les réformes sociales qu'elle considère comme possibles; notre peuple concentre à cet effet toutes ses forces économiques et morales. Mais comment tous ces efforts, chez nous et ailleurs, peuvent-ils aboutir pacifiquement au développement d'une civilisation toujours plus haute, si la puissance, la haine, l'ambition et l'exploitation sans scrupule empoisonnent la vie internationale et accumulent les matières explosives qui doivent faire éclater de nouvelles guerres.

Il n'y a qu'un moyen de sortir de cet état chaotique où les passions sont déchaînées. Au lieu de l'équilibre mécanique des forces qui a prévalu jusqu'à présent, c'est l'équilibre moral de la Société des Nations qui doit régner. La paix entre les peuples est la condition de la paix sociale à l'intérieur des Etats. Il est vrai qu'il y a aussi en Suisse de singuliers originaux qui attendent précisément le salut d'une révolution mondiale et qui veulent construire sur ses prétendus bienfaits la Société des Nations. On ne peut pas imaginer une plus grossière erreur. La démocratie suisse doit-elle vraiment se retirer à l'écart en attendant le grand chambardement et refuser d'accéder encore à la Société des Nations? Les atrocités de la révolution russe et les épreuves redoutables qui se sont abattues sur d'autres pays ensuite de la dictature prolétarienne ne sont-elles pas suffisantes?

Il ne faut pas omettre non plus de relever que la Société des Nations considère comme une de ses tâches les plus essentielles le développement progressif d'une législation du travail. Déjà des travaux préparatoires très étendus sont en cours. La Suisse ne pourrait pas y participer si elle n'accédait pas au pacte.

Il faut encore que je mentionne les adversaires de l'adhésion qui considèrent la guerre comme une institution voulue de Dieu ou tout au moins inhérente à la nature. Il existe chez nous, il ne faut pas se le dissimuler, un grand nombre de semblables fatalistes. Ils disent: «La guerre a toujours existé et elle existera toujours. La Société des Nations n'y pourra rien changer». Ceux qui ont cette conviction devront naturellement combattre l'accession de la Suisse à la Ligue.

Il y en a encore d'autres qui refusent d'une manière générale de se casser la tête avec ces grands problèmes. Ils disent ou ils pensent: «La guerre mondiale est actuellement passée; la Suisse ne s'en est, somme toute, pas trop mal tirée. Nous avons échappé au danger, à quoi bon une Société des Nations? que nos successeurs s'occupent des guerres futures». Avec des adversaires de cet ordre une discussion n'est pas possible non plus. Mais la grande majorité, la majorité écrasante du peuple suisse pense autrement. Nous devons avoir conscience du devoir sacré qui nous incombe de résoudre le problème de la Société des Nations non pas d'après les intérêts du moment, mais en raison de notre responsabilité vis-à-vis des générations futures. Nous ne pouvons pas non plus ignorer que précisément dans ce domaine, nous avons des devoirs moraux envers l'humanité.

On s'est trop peu demandé jusqu'ici quelle sera la situation de la Suisse dans le monde si elle refuse d'accéder à la Société des Nations. Ne sera-t-elle pas, contre sa volonté, par la force des choses et par l'antithèse qui existera entre la Société des Nations et les Etats de l'Europe centrale, reléguée dans la sphère morale de ces derniers, tout au moins dans l'opinion des peuples appartenant à la Société? Si la Suisse n'accédait pas actuellement, est-il possible de penser sérieusement

qu'elle pourrait accéder plus tard dès que l'Allemagne ferait partie de la Société des Nations? Une semblable attitude ne serait-elle pas interprétée comme une orientation de notre politique internationale vers un seul groupe de puissances? Ce n'est pas la Suisse qui organise et qui groupe le monde, mais comme tous les autres Etats du monde, elle subit l'influence de cette nouvelle organisation et de ces nouveaux groupements. A mon avis, il n'est pas exact de mettre sur le même pied la dépendance de la Suisse telle qu'elle résulterait de son appartenance à une Société de Nations solidaires, et une situation telle qu'elle résulterait de sa dépendance à l'égard de quelques Etats particuliers.

Enfin, je voudrais encore relever que la Suisse aurait le droit, comme tout autre membre, de sortir de la Société des Nations, moyennant observation d'un délai d'avertissement de deux années, si le développement ultérieur de cette institution se révélait contraire à son attente et à ses intérêts nationaux.

Voici les quelques aspects du grand problème qui, à mon avis, n'ont pas encore été suffisamment discutés jusqu'à présent. Il ne m'est pas possible d'aborder aujourd'hui la question de la neutralité afin de ne pas abuser de votre temps. Je me réserve de le faire une autre fois.[2] Nous sommes aujourd'hui en présence d'une situation mondiale fort différente de celle qui existait, il y a un siècle, à la fin du Congrès de Vienne. Une nouvelle ère s'ouvre; une nouvelle organisation mondiale se prépare. Pour la première fois dans l'histoire, une tentative sérieuse et réfléchie sera faite pour remplacer la violence par l'idée du droit, et la faire présider à la vie internationale et l'établir peu à peu d'une manière définitive. La Société des Nations de Paris est, malgré ses défauts, une création viable et qui contient les plus grandes promesses.

Nous en arrivons toujours à la même question: Devons-nous, dans ce moment historique, à cause des défauts du pacte tel qu'il a été établi ou en considération de notre situation internationale particulière, nous isoler et renoncer à notre mission internationale, ou bien voulons-nous entrer dans la Société et collaborer à la réconciliation, à l'amitié entre les nations et à l'établissement de la justice, en mettant notre espoir dans la démocratisation des Etats et de leur politique internationale, et notre foi dans la force de l'idéal qui doit guider l'humanité?

2. *Cf. n° 11.*

7

E 2200 Bukarest 2/12

Le Secrétaire général du Département de l'Economie publique, W. Bleuler, au Ministre de Suisse à Bucarest, G. Boissier

L n° 4412.P.59 a/G. Berne, 4 juillet 1919

Pour faire suite à notre lettre du 17 juin dernier[1] relative à votre rapport commercial, No. 6, du 22 mai 1919[2], nous avons l'honneur de vous donner quelques

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 421.*

indications supplémentaires qui intéressent, entre autres, les relations commerciales de la Suisse avec la Roumanie.

Des représentants de milieux commerciaux et industriels suisses ont recherché comment il serait possible, malgré l'état précaire du cours du change dans les pays de l'Est et les Etats centraux, d'y conserver nos anciens débouchés et, si possible, d'en ouvrir de nouveaux. Les intéressés, considérant l'impossibilité d'obtenir des certitudes de paiement de la part des pays en cause, ont reconnu que *l'échange de marchandises* entre la Suisse et ces Etats était le meilleur moyen d'atteindre le but visé. Ils ont envisagé la création d'un organisme économique ayant pour but de servir d'intermédiaire dans ces opérations d'échange et, d'une manière générale, d'entretenir et de développer les relations commerciales de la Suisse avec l'étranger. L'examen de la question, notamment à l'occasion de deux conférences tenues entre les intéressés les 21 mai et 4 juin[3], a été suivi de la constitution à Berne, en date du 12 juin 1919, d'une *Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises.* La circulaire ci-jointe, du 27 mai 1919[4], contient de plus amples renseignements sur l'idée qui a dirigé les fondateurs de la Société. D'autre part, les statuts du 21 mai[5] fournissent des indications précises sur son but, son organisation comme aussi sur les droits et obligations des sociétaires.

Nous tenons à bien faire remarquer qu'il s'agit d'une institution foncièrement privée, mais qui mérite l'appui des autorités, car elle est appelée à rendre des services au pays. Le Conseil d'administration de la Société est présidé par M. le Colonel Wagner, de Zurich, ancien chef de la Division de l'économie industrielle de guerre.[6]

La Direction sera constituée prochainement et la Société entrera en activité régulière. De nouveaux matériaux pourront alors vous être envoyés relativement aux articles entrant en ligne de compte pour l'exportation en Roumanie.[7]

Nous vous prions de bien vouloir prêter votre appui aux organes qui agiront en Roumanie pour le compte de l'organisation dont il s'agit.

ANNEXE

Circulaire 27 mai 1919

Die am 21. Mai in Bern versammelten Interessenten aus schweizer. Handels- und Industriekreisen haben die unterzeichnete Kommission beauftragt, Ihnen den mitfolgenden am gleichen Datum in Bern durchberatenen und von der Konferenz der Interessenten angenommenen Entwurf der

STATUTEN
EINER «SCHWEIZERISCHEN WARENAUSTAUSCHZENTRALE»

zur gefl. Kenntnisnahme zu übermitteln, unter Beifügung einiger aufklärender Worte über das im Entstehen begriffene Projekt.

---

3. *Pour les procès-verbaux de ces séances cf.* EVD KW Zentrale 1914—1918/83—84.
4. Reproduite en annexe.
5. *Cf.* EVD KW Zentrale 1914—1918/83—84.
6. *Pour la composition du Conseil d'administration de la société cf.* E 2200 Bukarest 2/12 *et* EVD KW Zentrale 1914—1918/83—84.
7. *Sur le même sujet, cf. aussi n^os 13, 153.*

Die Notwendigkeit einerseits, dem schweizerischen Export einen kräftigen Impuls zu verleihen, und die Unmöglichkeit anderseits, von der Kundschaft in den Ländern mit tiefstehender Valuta (östliche Länder und Länder der Zentralstaaten) in allen Fällen die Bezahlung unserer zu exportierenden Waren zu erhalten, hat den Gedanken aufkommen lassen, den gegenseitigen Verkehr, soweit er sich nicht mehr in normalen Grenzen abwickeln kann, auf dem Wege des Tauschhandels vor sich gehen zu lassen. Dadurch soll erreicht werden, dass uns, trotz misslicher Valutaverhältnisse, die bisherigen Absatzgebiete erhalten bleiben und neue womöglich erschlossen werden.

Auf die Durchführung solcher Austauschgeschäfte ist aber der exportierende Industrielle oder Kaufmann nicht ohne weiteres eingestellt. Deshalb soll ein privatwirtschaftliches Institut ins Leben gerufen werden, um auf Antrag der handelnden Parteien solche Tauschgeschäfte zu vermitteln und um im übrigen auch, wie aus Art. 3 der mitfolgenden Statuten hervorgeht, die schweizerischen Handelsbeziehungen zum Ausland nach Kräften zu pflegen und zu fördern.

Damit ganze Arbeit geleistet werden kann und die zu beliefernden Gebiete unserm Handel und unserer Industrie möglichst vollständig erschlossen werden, wird es nötig sein, mit der Gründung der schweiz. Warenaustauschzentrale auch Filialen (Austauschstellen) für die einzelnen zu beliefernden Länder zu errichten. Von diesen Austauschstellen aus können dann die Handelsmöglichkeiten mit den betreffenden Ländern im Interesse einer praktischen Verwertung gründlich untersucht werden. Korrespondenten in den wichtigsten Handelsstädten des Auslandes würden dem gleichen Zwecke zu dienen haben und nach Massgabe der gemachten Erfahrungen und der sich ergebenden Notwendigkeiten wäre diese Organisation weiter auszubauen.

Das Institut der Warenaustauschzentrale soll nur solange bestehen bleiben, als es noch Absatzgebiete für uns gibt, mit denen nicht auf normale Weise Geschäfte abgeschlossen werden können. Sobald also die Übergangszeit vorbei ist, verschwindet die Warenaustauschzentrale von selbst, da sie keinerlei Monopol- oder Zwangscharakter besitzt, sondern nur auf Veranlassung der Interessenten in Funktion tritt.

Es ist insbesondere darauf aufmerksam zu machen, dass, obgleich die Behörden in zuvorkommendster Weise ihre Unterstützung zugesagt haben, die schweizerische Warenaustauschzentrale doch als rein private Institution ins Leben gerufen werden soll.

Die Übereinstimmung der Interessen berechtigt zu der begründeten Hoffnung, dass eine gemeinsame Arbeit von wirtschaftlichen Verbänden und Einzelfirmen heute möglich ist; denn die Zeiten sind ernst und der einzelne muss einsehen, dass nur durch den Zusammenschluss aller Energien Erspriessliches geleistet werden kann.

Der Krieg mit allen seinen wirtschaftlichen Folgen hat die normalen Absatzverhältnisse, auf welche unsere Industrie und unser Handel eingestellt waren, vollständig geändert. Wir stehen neuen Problemen gegenüber, zu denen wir Stellung nehmen müssen, wenn wir ihnen gewachsen sein wollen und unser nationaler Wohlstand nicht Schaden leiden soll.

Mit dem Projekt einer Warenaustauschzentrale werden zum ersten Male auf dem Wege der privaten Initiative und ohne staatliche Leitung Massnahmen von allgemeinem Interesse für unsere Handels- und Industriewelt durchgeführt. Nach langen Jahren kriegswirtschaftlicher Organisation werden die Verbände gewiss die Bedeutung erkennen, welche in dem Appell liegt, den wir heute an sie richten. Sie sollen beitragen zu gemeinsamer Mitarbeit, sie sollen uns helfen, Wirksames zu schaffen im eigensten Interesse und im Interesse unserer gesamten nationalen Wirtschaft.

[...]

8

E 2001 (B) 1/18

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Wien, 4. Juli 1919

Unter höfl. Bezugnahme auf mein Telegramm No. 64 vom 26. April 1919[1] sowie auf mein Schreiben vom 24. April 1919[2] beehre ich mich, Ihnen betreffend die Anerkennung Deutsch-Österreichs einige Ansichtsäusserungen des Staatssekretärs Otto Bauer zu übermitteln.

In einem längeren Gespräch, das ich mit dem Staatssekretär führte, ergriff dieser von selbst die Initiative, auch die Frage der Anerkennung anzuschneiden. Er sagte: Er begreife sehr wohl, dass die Schweiz sich im jetzigen Übergangsstadium zu diesem Schritt nicht habe entschliessen können, er hoffe aber sehr, dass gleich nach Abschluss des Friedens auch die Anerkennung stattfinde. Ich wiederholte ihm, was ich schon früher seinem Stellvertreter Dr. Klein gesagt hatte, dass nämlich die Anerkennung eines Staates, der sich vielleicht einige Wochen später an Deutschland anschliessen werde, keinen Sinn habe, fügte aber bei, dass, wenn einmal der Friede geschlossen und der Anschluss bis auf weiteres eliminiert sei, die Anerkennung wohl nicht länger auf sich warten lassen werde. Bauer fand übrigens das gegenwärtige Defaktosystem gehe einstweilen ganz gut, da kaum ein wirklicher Unterschied mit offiziellen Beziehungen zu merken sei.[3]

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 350.*
3. *Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. R. Paravicini, a annoté:* Délégation *[du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères]* du 10. VII. 1919 a décidé: Attendre jusqu'à la ratification du Traité de Paix. *Pour le procès-verbal de cette séance, cf.* E 9500.183.

9

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder [1]

L Anschluss des Vorarlbergs Wien, 4. Juli 1919

Im folgenden beehre ich mich, Ihnen von einigen Äusserungen Kenntnis zu geben, die den Vorarlberg betreffen und die von Herrn Staatssekretär Dr. Otto Bauer stammen, mit dem ich zufällig Gelegenheit hatte, dieses Thema zu berühren.

---

1. *Cette lettre porte des corrections manuscrites de C. J. Burckhardt.*

Bauer würde natürlich eine weitere Verkleinerung Deutsch-Österreichs bedauern, er begreift aber persönlich die Neigung der Vorarlberger zur Schweiz aus ethnographischen und geographischen Gründen. Der Schritt der Vorarlberger habe im Tirol sehr verstimmt, obwohl die Tiroler die Vorarlberger nie leiden konnten. Bauer möchte nun sehr bitten, dass die Frage vor Friedensschluss *nicht* angeschnitten werde. Die in St. Germain hängigen Fragen seien schon so kompliziert, dass die ganz neue Vorarlbergerfrage sie nur noch mehr verwirren könnte, zumal die Entente für diese Frage gar kein Verständnis habe und erst mit grösster Mühe darüber instruiert werden müsste, woraus neuer Zeitverlust entstünde. Und doch sollte der Friede bald möglichst kommen. Nach dem Frieden werde man an die Frage herantreten können. Es werde finanzielle Auseinandersetzungen geben, die schwierig sein werden.

En résumé scheint mir, dass Bauer der Lostrennung Vorarlbergs kein absolutes «non possumus» entgegen setzen wird, dass er aber diesem Lande auch seinen Teil der Kriegslasten aufbürden möchte. Augenscheinlich liegt ihm daran, die ganze Frage vor Abschluss des Friedensvertrages nicht akut werden zu lassen.

10

E 2200 London 31/1

Le Directeur du Bureau de la SSS à Londres, A. Palliser, au Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin

L London, 8th July 1919

I will now endeavour to deal as fully as possible with the questions contained in your Excellency's Memorandum to me of the 4th instant, based on telegram No. 18 received by you from Berne.[1]

1. There appears to be not the slightest intention here of in any way suppressing the accord of Washington of the 22nd January[2], which will not be affected by the ratification of peace. The British Government, through the Shipping Control, consider it obligatory on them to fulfil their engagement towards Switzerland and deliver the tonnage accordingly. It is most improbable that any renewal of this Convention will be entertained.

---

1. *Ce télégramme du Département de l'Economie publique, expédié le 3 juillet de Berne (reçu le 4 juillet), était ainsi conçu:* Apprenons officiellement qu'après ratification Traité Paix par Allemagne, Alliés seraient disposés supprimer immédiatement *accord 22 janvier,* y compris accord concernant tonnage. Veuillez examiner avec Palliser et Honegger *[Représentant de la FERO à Londres]* quelle serait notre situation, au cas où devrions couvrir nos besoins tonnage en marché libre. Peut-on compter qu'Alliés supprimeront réquisition et contrôle bateaux et que tonnage sera en conséquence plus abondant. Portée pour Union Maritime très importante pour nous; veuillez nous donner votre avis aussi sur cette question. (E 2200 London 31/1).
2. *Cf. DDS 7/1, n° 136.*

2. To give an exact appreciation of the situation of Switzerland when, the Convention being over and fulfilled, Switzerland has to rely on covering its needs in the open market, is difficult in the extreme. I think you may take it as a fact that all restrictions on neutral tonnage including the necessity of licences, right of requisition etc., may be considered as wiped out.

But on the other hand, it is equally practically certain that British tonnage will not be so freed, but will be for a considerable period, at any rate one if not two years, still maintained under control by the Admiralty and Shipping authorities here, this control being exercised in view of the necessity of directing British tonnage where it is most imperatively required in the interests of British trade and supplies.

This being the case it will be seen that Switzerland may have to rely for its freight requirements on its power of chartering neutral tonnage, the rates on which and the facility of obtaining such tonnage depending of course on the quantity of neutral tonnage available for chartering.

I am greatly in hopes, however, and am taking quiet steps to further these hopes in any way possible, that the position of Switzerland so far as regards the chartering of British tonnage as supplementary to the neutral tonnage she will charter, may be considered by the British Government on much the same footing as say, Belgium. Belgium will obtain certain favoured modifications so far as regards being allowed to charter British tonnage; and I am endeavouring to get the principle adopted here, that Switzerland, in view of the relatively small tonnage she requires, may be equally favourably regarded.

Part of course, of Switzerland's freight requirements will be supplied by the Union Maritime[3] tonnage, which as soon as the present control under the Convention is terminated, will be freed from British procedure.

3. It is difficult to see how the abrogation of licensing and chartering control can render tonnage more abundant. Undoubtedly the price of steamers is rising. £180,000 was the price paid some little while back for a certain class and tonnage of steamer. For this same boat the price of £225,000 is now offered.

Again, an entirely unknown factor is the extent to which Germany may come in as a charterer of tonnage. If she is able to effect imports and consequently must have tonnage to carry those imports, this will naturally be a factor decreasing the available tonnage in the market.

Another point which must be borne in mind is that whereas in pre-war times large populations in Europe were supplied by European grain, the disturbance in agriculture owing to the war, and the practical non-existence of Russia at any rate at present, as a wheat-exporting country, have produced the effect that such large European populations have now to be provisioned by grain from overseas, which accordingly locks up for long periods a very large amount of tonnage which would otherwise have been making short journeys.

At present the actual tonnage floating may be taken to be just about the same

---

3. *L'Union Maritime était une société privée, fondée en 1918, à laquelle la Confédération participait pour la moitié du capital-actions; elle succédait à l'*Office d'importation de la chambre syndicale des fabricants suisses de chocolats. *Sur la fondation et les buts de l'Union Maritime, cf.* E 1004 1/269, *n^os* 3020, 3576, 3716, 3904, 3905.

as the amount floating in 1914, and this amount will of course increase, though not as rapidly as was first expected; but any such increase will, in the opinion of those best competent to judge here, and with whom I have been in contact in order to obtain the best opinion for the guidance of the Swiss authorities, be more than swallowed up by the excess demands as indicated above; and it is impossible to foresee any substantial decrease in freights for at any rate, 1920.

It is estimated here that the extra call on tonnage to carry grain across the Atlantic for instance, to Europe, will be something like seven millions tons.

4. In regard to the general effect of all the foregoing for the Union Maritime Suisse, it would appear that the value of this concern under the possibility of its increased services to the Swiss trading etc. community, should be enhanced.

5. To resume the foregoing, as to the position of Switzerland on termination of the Convention, while I do not see any actual cause for alarm, yet the position will be undoubtedly difficult. It is probable that sufficient tonnage will be able to be acquired in the open market, which with the vessels possessed by the Union Maritime will suffice for Swiss requirements. But the rates of freight may be onerous, and in any case no reliance should be placed on much reduction in rates of freight.

6. Your Excellency will quite understand how very difficult it is at such a time as the present to give definite opinions or advice. All I have endeavoured to do is to obtain from the most competent and the most authoritative quarters here, their views of the freight situation, and this I think I have as fully and as fairly as possible embodied in the above Note.[4]

---

4. *Sur l'ordre du Département de l'Economie publique, la Légation de Suisse à Washington entreprit une enquête analogue. Par télégramme n° 5 du 14 juillet, reçu le 16, le Conseiller commercial de la Légation de Suisse à Washington, Oederlin, donnait l'appréciation suivante: [...]* Auf alle Fälle sollte von Weiterführung jetzigen Abkommens ohne reduzierte Raten abgesehen werden. Ob Aufhebung trotz reduzierten Raten ratsam, hängt wohl davon ab, wie Sie die Gesamtlage, besonders auch in London, einschätzen. *[...]* (EVD KW Zentrale 1914–1918/1–2). *Pour la solution apportée à cette question du tonnage, cf. n° 15, annexes.*

11

E 2001 (B) 8/4

Le Chef du Département politique, F. Calonder, aux Représentants de la Presse

Discours Berne, 9 juillet 1919

La Conférence d'aujourd'hui a avant tout pour but d'étudier la neutralité suisse dans la Société des Nations. M. le professeur Max Huber, jurisconsulte du Département politique, vous orientera sur cette question dans le rapport qu'il va vous faire. Mais permettez-moi de vous donner brièvement quelques indications sur l'état où en sont les travaux préparatoires entrepris par le Département au

sujet de la Société des Nations, ainsi que sur la manière de procéder que nous avons prévue, et d'ajouter à ce que je vous ai dit le 2 juillet[1] quelques explications sur cette question, d'une importance et d'une portée si considérables.

La commission des experts qui, dans sa dernière session, s'était déjà exprimée en principe, dans sa grande majorité, en faveur d'une adhésion de la Suisse à la Société des Nations, va se réunir le 17 juillet pour donner son opinion définitive sur les divers points en cause. Le Département politique soumettra, le plus tôt possible, au Conseil fédéral le projet d'un message[2] à l'Assemblée fédérale. Du 20 au 31 juillet, le Conseil fédéral étudiera le projet de message et les propositions du Département politique.

Si, comme j'en ai la ferme espérance, la Suisse adhère à la Société des Nations, il faut que cela ait lieu à un moment et dans une forme qui lui permette de ne pas perdre les avantages revenant aux membres fondateurs de la Ligue. Pour cela, elle est tenue de déclarer son adhésion dans les deux mois qui suivront la ratification par trois des Grandes Puissances Alliées ou Associées du Traité de Paix.

Pour atteindre ce résultat, voici la procédure prévue: le Conseil national et le Conseil des Etats traiteront les propositions du Conseil fédéral dans la prochaine session de septembre. Si les deux Chambres décident de soumettre au peuple et aux cantons une révision de la constitution dans le sens d'une accession de la Suisse à la Société des Nations, cette décision sera immédiatement communiquée par le Conseil fédéral au Secrétaire général de la Société des Nations, sous réserve de l'adoption ou du rejet par la majorité des cantons et du peuple. Il dépendra du plus ou moins de rapidité avec laquelle les Etats Alliés ratifieront le traité de savoir si l'Assemblée fédérale devra être convoquée dès le commencement de septembre ou même à la fin d'août, afin de ne pas s'écarter du délai prévu de deux mois. Il semble qu'il suffira que l'Assemblée se réunisse le 8 septembre, comme cela a été prévu.

En terminant les considérations que j'avais l'honneur de vous exposer ici il y a huit jours, je vous posais une question: devons-nous, dans ce moment historique, nous isoler et renoncer à notre mission internationale à cause des insuffisances du Pacte d'une Société des Nations tel qu'il nous est présenté, et à cause de notre situation internationale spéciale, ou voulons-nous, dans l'espoir que les Etats continueront à se démocratiser et à démocratiser leur politique internationale, et dans la foi en un triomphe des idéaux les plus élevés de l'humanité, entrer dans la Ligue afin d'y exercer toute notre influence dans le sens de la réconciliation, de l'amitié et de la justice entre les Peuples?

L'examen le plus consciencieux de la question m'a amené à la persuasion que la Suisse commettrait une faute politique de la plus grande portée en restant en dehors de la Société des Nations.

Il s'agit ici, avant tout, d'un grand problème moral. Je ne veux pas examiner maintenant si nous servons mieux nos divers intérêts économiques en entrant dans la Ligue ou en restant à l'écart. Ce ne sont pas seuls les intérêts matériels qui sont en jeu. Ce qu'il s'agit avant tout de savoir, c'est si, au sein de la Ligue qui se

---

1. *Cf. n° 6.*
2. *Cf.* FF 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*

forme, le peuple suisse, avec les autres nations de bonne volonté, n'a pas le devoir moral et la mission supérieure de travailler à créer, pour l'humanité, un avenir meilleur.

Les leçons de l'histoire et tout particulièrement les expériences de la dernière guerre ne nous permettent pas de douter qu'une nouvelle guerre mondiale serait la destruction de l'Europe et la précipiterait inévitablement dans le plus épouvantable désastre matériel et moral.

Ce fut comme une révélation pour nous lorsque, au milieu de la guerre, le message plein de promesses du Président Wilson nous arriva d'au-delà des mers. Notre peuple sentit alors clairement que, seule, une organisation juridique internationale efficace pouvait éviter les guerres futures, et que le péril de les voir renaître ne serait pas écarté tant que le système international actuel se maintenait. J'ai exprimé cette conviction de notre peuple au Conseil national[3] il y a un an et tous ont été d'accord avec moi lorsque j'ai parlé du devoir qui nous incombait d'encourager tous les efforts tendant à la création d'une nouvelle communauté des Etats basée sur le droit, sur la justice et sur la solidarité internationale. Je me souviens que je disais alors entre autres: Un idéal élevé, capable d'émouvoir les masses, est entré dans le domaine de la politique pratique. Servons cet idéal, généreusement et sans songer à nous-mêmes seulement et par là, notre pays acquerra le plus grand avantage possible: la conscience du devoir accompli envers l'humanité, la force et le droit de s'affirmer comme un membre actif de la communauté des peuples, au même titre que les autres! Est-ce qu'aujourd'hui, à l'heure où s'éloigne le spectre de l'horrible guerre et de ses terribles dévastations, notre peuple ne serait plus aussi intimement persuadé que seule une Société des Nations pourra détourner le péril de semblables conflits mondiaux et qu'il est de notre devoir de nous mettre au service de la justice et du bien-être international? — Je ne saurais le croire. Il n'est pas possible que le peuple suisse renie sa mission internationale parce que le péril des guerres est momentanément détourné.

Plus on étudie l'essence même de la question, plus on se rend compte que le Pacte de la Ligue ne saurait être repoussé à cause de ses lacunes et de ses insuffisances. Il est plus facile de critiquer que de corriger. On comprend facilement que la lourde pression des circonstances actuelles ait empêché la Conférence de Paris d'arriver, sur certains points, à une solution satisfaisante. Nous sommes en présence d'un commencement et tous les commencements sont difficiles. Lloyd George, le grand homme d'Etat anglais, a dit qu'il s'agissait d'une tentative. Eh bien, même si ce n'est qu'une tentative, elle mérite notre appui, car jamais encore on n'a entrepris, dans toute l'histoire du monde, pour assurer la paix et pour développer la solidarité internationale et la justice, une tentative aussi raisonnée; jamais on n'a mis à son service des moyens aussi étendus, aussi efficaces.

Il est évident que le Pacte tracé à Paris n'est pas complet. C'est une oeuvre humaine qui s'est frayé un chemin à travers le combat et la passion. Il est évident qu'elle devra être améliorée pour que l'idée d'une Ligue des peuples se réalise réellement. Mais aujourd'hui déjà, cette Ligue, pleine de promesses, commande malgré tout notre estime. En comparaison du chaos de l'arbitraire et de la vio-

---

3. *Cf. DDS 6, n° 444.*

lence, elle apporte à l'humanité des progrès immenses, des progrès qu'on n'aurait jamais cru possibles, avant la guerre. Dès aujourd'hui, on peut mentionner l'interdiction absolue des guerres de surprise, la publicité des traités comme condition de leur caractère obligatoire, les sanctions efficaces de l'ensemble de la Ligue contre l'Etat violateur du droit. On peut critiquer certaines insuffisances, certaines lacunes — et je m'associe sur plusieurs points à ces critiques — mais il est injuste de vouloir de prime abord taxer de manqué le nouvel ordre des choses. Si l'on veut juger d'une manière objective et sans parti pris, on devra reconnaître que la Société des Nations de Paris est viable et susceptible de développement. Elle sera une bénédiction pour l'humanité si elle est empreinte de bonne volonté, si elle se laisse inspirer réellement par l'idée de justice internationale et de solidarité. Je crois à cette bonne volonté, je crois à l'avenir de la Société des Nations.

Et pourquoi n'y croirions-nous pas? — Parce que les peuples vaincus ne sont pas contents du Traité de Paix? Ou parce que de la presse des divers Etats nous arrive un souffle de scepticisme et de mécontentement, tout spécialement en ce qui concerne la Ligue? — Mais chez les vainqueurs comme chez les vaincus, il y a bien des raisons qui expliquent ce mécontentement. Ce sont les conséquences inévitables de toute guerre, surtout lorsqu'elle a été conduite avec une telle passion et qu'elle a provoqué de telles ruines. N'oublions pas que notre pays, par sa position géographique et par sa composition ethnographique, est exposé plus que tout autre à l'influence des courants qui viennent du dehors et qui trouvent leur origine dans des considérations qui nous sont étrangères. Nos efforts doivent tendre sans cesse à nous libérer de ces influences, qui ne sauraient que fausser notre jugement. Pour arriver à prendre une décision juste, il ne faut pas nous laisser détourner du point de vue suisse par les humeurs sceptiques qui se font jour en ce moment à l'étranger: il nous faut envisager la relation spéciale dans laquelle se trouve la Suisse à l'égard de la Société des Nations et nous abandonner à notre propre jugement. Le temps presse et nous ne pouvons pas renvoyer à plus tard la réponse à cette question brûlante. Nous regrettons que la Ligue n'embrasse pas dès son origine tous nos voisins, mais cela ne saurait constituer pour nous un motif de renvoyer notre accession. Il serait impardonnable de retarder l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations parce que l'Allemagne et l'Autriche allemande en sont provisoirement tenues à l'écart. Une telle attitude, je l'ai déja dit, rejetterait notre pays contre sa volonté dans l'orbite politique des Puissances centrales et le placerait dans un contraste néfaste avec les peuples de la Ligue.

Si la Suisse, comme toute autre nation civilisée, est moralement obligée de travailler à la réalisation de la Société des Nations, ce devoir revêt pour elle une empreinte toute particulière et une signification exceptionnelle, par suite du caractère de notre Etat.

L'Etat suisse, en droit international, est caractérisé par deux facteurs: nulle part, l'idée démocratique n'a été développée d'une manière si vivante et si entière que chez nous, et d'autre part notre république unit trois langues et trois races en une activité féconde et en une amitié indestructible. De par l'essence même de notre pays, nous avons donc la mission d'appuyer tous les efforts tendant à la démocratisation de la politique internationale et encourageant la compréhension et la bonne entente entre les peuples qui diffèrent de langue et de race. Toutes les ramifications de notre histoire, dès le XIII[e] siècle, toutes les expé-

riences de notre vie quotidienne nous qualifient d'une manière exceptionnelle pour cette tâche.

Et le devoir de la Suisse envers la communauté internationale est aussi un devoir vis-à-vis d'elle-même. C'est la conscience et la mise en valeur de leur activité naturelle qui donne aux hommes et aux peuples la force et la santé: s'ils s'en écartent, ils pèchent contre eux-mêmes. La Suisse, en se séparant de la nouvelle communauté mondiale et en renonçant à développer l'action pour laquelle elle est tout particulièrement qualifiée, nuirait aux racines et à la frondaison de l'arbre helvétique; car ce qui unit les Suisses, ce qui leur fait aimer et chérir leur vie nationale, c'est leur idéal politique. Une des conditions essentielles pour que la Suisse puisse accomplir sa mission internationale, c'est qu'elle inspire la confiance dans le monde.

La confiance appelle la confiance. Les personnalités dirigeantes de l'Entente nous font crédit; elles nous ont accordé le siège de la Ligue, bien que d'autres Etats aient élevé à cet égard des prétentions qui ne manquaient pas de base. En avantageant ainsi la Suisse, on a fait preuve à l'égard de notre république d'une grande confiance. Et, lors des discussions que cette question a soulevées, nous avons pu nous rendre compte de la vive et sincère sympathie qu'éprouvent pour notre pays des hommes d'Etat étrangers comme Wilson, House et Cecil. Dans la question du maintien de notre neutralité, les Alliés ont manifesté à notre égard une prévenance exceptionnelle. Clemenceau et Orlando et d'autres personnalités dirigeantes ont compris et apprécié avec bienveillance notre situation internationale particulière et leur prévenance nous a épargné le cruel dilemne d'avoir à choisir entre la Société des Nations et la neutralité permanente. Nous pouvons aussi dire que les modifications proposées par nous au projet primitif de Paris ont été examinées avec bienveillance et compréhension. Si nous exigeons la confiance des hommes d'Etat qui ont fondé la Société des Nations, nous devons aussi leur accorder la nôtre. Sans se faire crédit réciproquement, on ne peut rien entreprendre de bon ni d'utile, surtout dans ce domaine. Je suis intimement persuadé que les créateurs de la Ligue et avant tout Wilson ont la sincère volonté de servir la cause de la Paix et de la justice entre les peuples et qu'ils s'efforceront de perfectionner et de rendre plus efficace le nouvel ordre juridique international.

Les nations qui servent de parrains à la Ligue ont un long passé de démocratie et de liberté. Naguère déjà, lorsqu'on négociait les conventions de La Haye, elles se sont efforcées de circonscrire la politique internationale de la force en développant le droit international. Ces nations ne méritent pas notre défiance; nous devons avoir foi en elles. Et c'est dans cet esprit qu'il faut envisager la Ligue défensive conclue entre la France, les Etats-Unis et l'Angleterre. Cette alliance, destinée à une défense éventuelle de la France contre les attaques non provoquées, n'est rien d'autre qu'un dérivé de l'organisation militaire encore insuffisante de la Société des Nations. Certes, nous regrettons qu'une pareille alliance ait été considérée comme nécessaire pendant la première période de la vie de la Ligue: elle disparaîtra avec le renforcement et le développement de l'ordre juridique international et de ses sanctions.

Je crois avant tout à la puissance des idées. La démocratie, la solidarité et la justice éliront domicile dans la Société des Nations. Elles n'y règneront sans doute dans la première période que d'une manière limitée et insuffisante; mais

elles deviendront plus fortes au cours des temps et influenceront peu à peu la vie internationale d'une manière décisive.

Mais parmi nos concitoyens il en est dont la méfiance persiste: j'appelle aujourd'hui leur attention sur le fait que si nous devions être déçus dans les espoirs que nous fondons sur la Société des Nations, nous aurions le droit d'en sortir, après un préavis de deux ans. Le Pacte de la Ligue est dénonçable; il ne nous lie pas à perpétuité, comme par exemple le traité du Gothard, qui a été souvent, à tort, pris comme terme de comparaison, dans nos discussions. Cette comparaison pèche d'ailleurs aussi en ce sens que c'est tout autre chose de limiter notre souveraineté nationale en faveur d'une organisation juridique internationale comprenant tout le monde civilisé ou d'abandonner sur un point ou sur un autre notre indépendance en faveur de certains Etats déterminés.

Nous avons tous critiqué sévèrement la manière dont les Alliés ont procédé à la préparation de la Société des Nations. Les Neutres n'ont été consultés que lorsque les bases de l'organisation avaient déjà été posées. Ils n'ont été admis qu'à soumettre des propositions, mais pas à prendre part aux décisions, car le Pacte de la Société forme une partie intégrante du Traité de Paix. Cet amalgame et la hâte qui en résultait ont évidemment exercé une influence défavorable, sous divers rapports, sur la formation du Pacte. Mais le fait qu'une partie de la presse des Pays alliés a manifesté après coup la plus grande froideur à l'égard de la Ligue prouve que Wilson n'avait pas tort en insistant pour l'amalgamation de la Ligue et du Traité. Qui sait si les Etats, si jaloux de leur souveraineté, auraient pu, sans la pression qu'exerçait sur eux la nécessité d'adopter le Traité de Paix, arriver à s'entendre pour la création d'une Société des Nations? — En tout cas, les Neutres feraient preuve d'un petit esprit s'ils voulaient refuser leur adhésion à la Ligue uniquement parce qu'ils n'ont pas été appelés à discuter et à décider la rédaction du Pacte.

En abordant ce grand problème avec la mentalité mesquine et les préjugés de la vie quotidienne, on ne saurait s'en rendre maître. Tout revient en somme à savoir si, alors qu'un nouvel ordre international surgit de la terrible catastrophe d'où nous sortons, nous comprenons l'appel que les temps nouveaux nous lancent. Notre premier devoir est de chercher la vérité et de défendre nos convictions sans craindre les moqueries et la critique. Conserver une attitude expectative et neutre à l'égard d'un mouvement qui, malgré des déceptions partielles et momentanées, libérera le monde, serait de la part de la Suisse une faiblesse et une humiliation. Elle doit avoir le courage de descendre dans les profondeurs de son être et d'en tirer sa conviction. Je ne doute pas que le peuple suisse ne se montre à la hauteur de la tâche à laquelle son destin l'appelle, en ce moment décisif.

12

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 24 Rome, 9 juillet 1919

[...][1]

En effet, jamais la situation de l'Italie, depuis le désastre de Caporetto, n'a été aussi critique. Au point de vue international, l'Italie sent chaque jour davantage son isolement. Les incidents de Fiume, qui ont coûté la vie à une douzaine de soldats français, ont produit en France une immense exaspération, ce qui ne doit pas faciliter la tâche de M. Tittoni. Les Italiens rejettent toute la faute sur leurs Alliés bien que ce soient des soldats français qui ont été tués. D'autre part, l'Angleterre et les Etats-Unis ne se montrent pas disposés à renouveler leurs engagements financiers à l'égard de l'Italie qui n'a jamais eu plus grand besoin que maintenant du crédit de l'étranger. La crise sociale, les grèves continuelles, la hausse formidable des salaires, les émeutes qui se succèdent un peu partout empêchent la nation de faire valoir ses ressources et de reprendre son travail et sa production.

J'ai peine à croire à de grands bouleversements, mais nous ne sommes qu'au début d'une crise dangereuse et si la Conférence de Paris doit réserver encore à l'Italie des déceptions dans la question de l'Adriatique, nous assisterons à de nouvelles explosions de la colère populaire. Dans l'intérêt même de la paix sociale en Europe, les Puissances représentées à Paris feraient bien d'envisager aussi cet aspect du grand problème actuel.

---

1. *Précèdent quelques informations sur la situation intérieure de l'Italie ainsi que des remarques au sujet d'un discours de Nitti à la Chambre des Députés.*

13

EVD KW Zentrale 1914–1918/83–84

La Société coopérative suisse pour l'Echange de Marchandises,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Bern, 10. Juli 1919

Am 12. Juni 1919 wurde von über 200 Vertretern der schweizerischen Handels- und Industriewelt die Schweizerische Genossenschaft für Warenaustausch[1] mit Sitz in Bern in's Leben gerufen.

Unsere Genossenschaft bezweckt, gemäss Art. 2 der Statuten, für die Dauer der durch den Krieg geschaffenen, aussergewöhnlichen Verhältnisse im Inter-

---

1. *Cf. nos 7, 153.*

esse der nationalen Volkswirtschaft liegende Warenaustausch-Geschäfte zu vermitteln und nötigenfalls alles vorzukehren, was die ordnungsgemässe Abwicklung der Warenaustausch-Geschäfte mit sich bringen kann. Die Erzielung eines Gewinnes wird nicht bezweckt, da die Genossenschaft lediglich im Interesse der ganzen schweizerischen Volkswirtschaft und im Hinblick auf die drohende Arbeitslosigkeit in den meisten schweizerischen Produktionszweigen, die Handelsbeziehungen mit dem Ausland nach Möglichkeit zu fördern bestrebt ist.

Seit Monaten hat Ihr Departement in verdankenswerter Weise durch die Organisation von Sammelzügen nach dem Osten unseren Exporteuren und Importeuren grosse Dienste geleistet, indem es die heute bestehenden, fast unüberwindlichen Transportschwierigkeiten in unserem Ost-Verkehr auf ein Minimum reduzierte. Da Ihre Abteilung für industrielle Kriegswirtschaft, der diese Funktionen übertragen waren, sich gegenwärtig in Liquidation befindet, möchten wir Ihnen das Gesuch unterbreiten, die der genannten Abteilung auf diesem Gebiete zugewiesenen Aufgaben an unsere Genossenschaft zu übertragen.

Wir glauben, durch eine solche Delegation der bisher von Ihrer Abteilung für industrielle Kriegswirtschaft ausgeübten Funktionen Ihrem Departement eine Arbeitslast abnehmen zu können. Ausserdem sind wir der Ansicht, dass unsere Genossenschaft, in der alle schweizerischen Produktions- und Handelszweige vertreten sind, in Ausübung dieser Funktionen ein wertvolles Bindeglied zwischen den Bundesbehörden einerseits und den schweizerischen Industrie- und Handelskreisen andererseits schaffen würde.

Unsere Genossenschaft kann Ihnen genügend Gewähr dafür bieten, dass die Erfüllung der uns zu übertragenden Aufgaben tatsächlich im Interesse aller Exporteure und Importeure geschieht. Abgesehen davon, dass die Mitgliederzahl unserer Genossenschaft gegenwärtig schon in die Hunderte zählt, bestimmen unsere Statuten ausdrücklich, dass wir unsere Dienste auch Nicht-Mitgliedern zur Verfügung stellen. Wir sind natürlich gerne bereit, den Bundesbehörden eine Kontrolle über alle Massnahmen, die wir in Ausübung der uns zu übertragenden Kompetenzen treffen, einzuräumen. In diesem Zusammenhang erlauben wir uns, Sie darauf aufmerksam zu machen, dass Art. 8 unserer Statuten bereits die Abordnung eines Vertreters des Bundesrates in den Verwaltungsrat vorsieht.

Wir gestatten uns, unser Gesuch betreffend Delegation der Funktionen für die Organisation der Warenzüge nach dem Osten zu wiederholen und empfehlen Ihnen dasselbe einer wohlwollenden Prüfung. Zu Ihrer weiteren Orientierung über unsere Genossenschaft übermitteln wir Ihnen in der Beilage die Statuten der Schweizerischen Genossenschaft für Warenaustausch und ein Verzeichnis der Verwaltungsratsmitglieder.[2]

---

2. *Non reproduits.*

14

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder [1]

RP Wien, 10. Juli 1919

Die deutliche Stellungnahme Otto Bauers *gegen* Bela Kun hat bei den weitesten Kreisen der Bevölkerung die Position der Regierung entschieden gestärkt. Es ist die Antwortnote des Staatssekretärs das erste unzweideutige Farbebekennen dieses enigmatischen Politikers. Es ist zugleich ein Beweis für die Richtigkeit der Annahme, dass die kommunistische Gefahr in Wien bis auf weiteres vorüber, dass die Macht der Pestersovjets abnimmt, und dass das, nach Massgabe des phantastischen und häufig zuchtlosen ungarischen Charakters erfolgte, Pester Experiment den Bolschewismus in Mitteleuropa entschieden kompromittierte.

Eine Konversation mit dem frühern Minister des Regimes Karolyi, Diner-Denes, hatte mir den scharfen Ton der Note Bela Kuns als ein Provokationsmanöver erscheinen lassen, das Vorwände zu einem bewaffneten Konflikt und zur Eroberung und Ausplünderung Wiens bewirken sollte. Diner schilderte mir Kun als einen genialen, äusserst mutigen Menschen, der zu allem bereit und auch zu unerwarteten Durchführungen fähig sei. Die rote Armee bezeichnete er als zuverlässig und er versicherte, da er selbst im Kontrast zu den Bolschewiken stehe, müsse er, der bevorstehenden Ereignisse wegen, Deutschösterreich baldmöglichst verlassen.

Ich liess zur Kontrolle dieser Mitteilungen beim auswärtigen Amt anfragen und erhielt von Dr. Kautsky, dem Sekretär Bauers, durchaus beruhigende Auskunft. Kautsky sagte, die ungarischen Truppenkonzentrationen an der Grenze seien lediglich eine Folge von Bauernunruhen grösseren Stils.

Immerhin schien die Ansicht Diner-Denes Herrn Kautsky zu interessieren. Er sagte, er wolle sich sofort mit dem Staatsamt für Heerwesen in Verbindung setzen und schärfere Grenzüberwachung veranlassen. Diner-Denes habe sich mit dem Regime Kun überworfen und sei unorientiert, wie es denn überhaupt ein Kennzeichen der jetzigen Pesterverhältnisse sei, dass die ganzen staatlichen Entschliessungen höchstens von drei Menschen ausgehen und strengstens geheim gehalten werden. Es sei aber die Möglichkeit vorhanden, dass Diner neues erfahren habe durch seinen Freund, den Grafen Michael Karolyi, der vor zwei Tagen in Wien eingetroffen sei. Kautsky glaubt nicht mehr an die Resistenz der Pesterregierung; das Geld beginne spürbar zu fehlen, mit dem Geld schwinde die Popularität bei den untersten Schichten des Proletariats, die Brauchbarkeit der roten Armee und die Fähigkeit zur Propaganda im Ausland. Kun genial zu nennen, sei eine entscheidende Übertreibung. Kun sei höchstens ein ungewöhnlich begabter, leicht pathologischer Halbgebildeter, der die ganzen Nachteile des Fanatikers und des unreifen jungen Menschen mitbringe.

---

1. *Ce texte porte des corrections manuscrites de C. J. Burckhardt.*

Es wirkt leicht belustigend, den leisen Unterton fast konservativen Bewusstseins aus den Äusserungen des Bauerschen Sekretärs über die Pester Usurpatoren herauszuhören.

Graf Bethlen, der Führer der einstigen ungarischen Partei seines Namens, sagte mir, die rote Armee *wolle* keinen Krieg gegen Deutschösterreich. Der Krieg gegen Tschechien sei nicht für den Kommunismus, sondern aus patriotischen Gründen geführt worden. Der Generalstabschef der roten Armee, Horvath, sei ein Konservativer. Die Massregeln der Volksbeauftragten gegen gesinnungsuntüchtige Offiziere – Bestrafung ihrer Angehörigen, Frauen und Kinder – kennzeichnet zur Genüge die Unsicherheit der Machthaber. Diner-Denes nannte er einen Schnüffler für die Bolschewiken.

15

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 juillet 1919[1]

2530. Aufhebung der SSS

Volkswirtschaftsdepartement
Antrag vom 7. Juli

Die Mitglieder der hiesigen Commission interalliée haben am 2. dies beim Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements vorgesprochen und erklärt, dass die alliierten und assoziierten Regierungen beschlossen hätten, die Blockade gegenüber Deutschland aufzuheben, sobald Deutschland den Friedensvertrag in aller Form ratifiziert und hievon den Alliierten offiziell Kenntnis gegeben haben werde. Auf diesen Zeitpunkt sollen alle mit der Blockade zusammenhängenden wirtschaftlichen Beschränkungen, vor allem also die SSS-Bestimmungen, dahinfallen. Die Vertreter der Alliierten werden verschiedene «notes conjointes» überreichen, durch welche sich die in Frage kommenden Regierungen bereit erklären, die auf die Blockade bezüglichen Vereinbarungen, soweit sie heute noch in Kraft sind, als dahingefallen zu betrachten.

Es handelt sich um folgende Abmachungen:

1. Die Abkommen vom Oktober 1915 betreffend die Errichtung und Tätigkeit der SSS.
2. Die Abkommen vom 23. Januar und 20. März 1917 betreffend die Einführung weiterer Ausfuhrbeschränkungen.
3. Die Abkommen vom 1. und 4. September 1917 betreffend die Ausfuhr von Schokolade und Seidenwaren.
4. Das Protokoll vom 12. Mai 1917 betreffend die Ausfuhr von Futtermitteln, Häuten, Fellen und Leder.

---

1. *Etaient absents: G. Motta, E. Müller, R. Haab.*

5. Das Abkommen vom 8. Mai 1918 betreffend die Revision von Artikel 10 des SSS-Reglements und die Behandlung des deutschen Besitzes.

6. Das Washingtoner Abkommen vom 22. Januar 1919.

Mit der Aufhebung der unter 1 bis 5 genannten Vereinbarungen kann sich die Schweiz ohne weiteres einverstanden erklären; sie enthalten ausschliesslich Beschränkungen, die ihr während des Krieges auferlegt worden sind. Anders verhält es sich mit dem Abkommen vom 22. Januar[2], welches für die Schweiz nicht nur Verpflichtungen, sondern in den Artikeln I (Lebensmittelkontingente) und IV (Tonnagegarantie) auch wertvolle Zugeständnisse in Bezug auf die Landesversorgung einschliesst. Nach den Erklärungen der Commission interalliée stehen die alliierten Regierungen auf dem Standpunkte, dass das Abkommen als Ganzes, und nicht nur die auf die Blockade bezüglichen Bestimmungen, dahinfallen müsse. Absolut zwingende Gründe für diese Stellungnahme sind bis jetzt seitens der Alliierten nicht vorgebracht worden.

Art. IV des Abkommens vom 22. Januar garantiert der Schweiz ein ausreichendes Tonnagekontingent zu bestimmten, im Abkommen festgesetzten Frachtsätzen. Die Frage des Verzichtes auf diese Garantie ist bei der heutigen unsichern Lage des Frachtenmarktes von grosser Bedeutung.[3] Möglicherweise wird sich die Schweiz in den nächsten Monaten den nötigen Schiffsraum auf dem offenen Markte zu ebenso günstigen Bedingungen verschaffen können wie jetzt auf Grund der Bestimmungen des Abkommens. Aber auch das Gegenteil kann zutreffen, namentlich dann, wenn Grossbritannien und die Vereinigten Staaten den jetzigen Zustand, wonach der grösste Teil der Handelstonnage durch die Regierung requiriert ist und somit auf dem freien Markt nur relativ wenig Schiffsraum verfügbar bleibt, auch nach der Aufhebung der Blockade noch eine gewisse Zeit beibehalten sollten. Bevor sich diese Verhältnisse abgeklärt haben, kann der Aufhebung des Washingtoner Abkommens nicht vorbehaltlos zugestimmt werden. Anderseits wird es notwendig sein, den Alliierten schon in den nächsten Tagen eine bezügliche Erklärung abzugeben, um den die Aufhebung der SSS-Vorschriften betreffenden Notenaustausch und damit die Aufhebung der SSS selber nicht zu verzögern.

Es wird *beschlossen:*

1. Der Bundesrat erklärt sich mit der Aufhebung der oben aufgeführten Vereinbarungen einverstanden.[4]

2. Hinsichtlich des Art. IV des Abkommens vom 22. Januar 1919 ist folgender Vorbehalt zu machen[5]:

---

2. *Cf. DDS 7/1, no 136.*

3. *Sur le problème du tonnage, cf. aussi DDS 7/1, no 452.*

4. *Le 12 juillet des notes identiques ont été échangées entre les Représentants des Gouvernements alliés à Berne (A. Stovall, G. Clinchant, R.L. Craigie, Paulucci de Calboli) et le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess; elles abrogeaient simplement les accords énumérés ci-dessus sous points 1–5. Pour la collection complète de ces notes, cf.* J. II. 78/1-3, Naissance et mort de la SSS. Actes diplomatiques. *Sur l'ensemble de la liquidation de la SSS, voir aussi:* Rapport intérieur 1915–1921 de la Société Suisse de Surveillance économique, Berne 1921, *pp. 363 ss.*

5. *Cf. annexes au présent document.*

«Toutefois, le Conseil fédéral doit faire une réserve concernant les stipulations de l'article IV de ladite Convention. Au cas où le maintien du système de réquisition mettrait la Suisse dans l'impossibilité de se procurer sur le marché libre le tonnage prévu par la Convention et aux conditions qui y sont indiquées, il serait entendu que le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le War Trade Board américain continueraient à mettre à la disposition de la Suisse, aux conditions de l'article IV, un tonnage mensuel égal à celui qui lui est attribué actuellement, et ce, jusqu'à la date primitivement fixée pour l'expiration du traité de Washington, soit le 30 septembre 1919.»

3. Dem Begehren der Alliierten, es möchte durch eine separate Erklärung festgestellt werden, dass die Bestimmung von Art. VIII des Abkommens vom 22. Januar bis zum 30. September 1919 in Wirksamkeit bleibe ist zuzustimmen.

4. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, mit den Vertretern der Alliierten entsprechende Noten auszutauschen.[6]

5. Das Volkswirtschaftsdepartement wird ferner ermächtigt, der SSS namens des Bundesrates zu erklären, dass sie befugt sei, ihre Tätigkeit sofort und vollständig einzustellen und die Liquidation des Vereins durchzuführen. Dabei hat es die Meinung, dass das von der SSS gegen ihre Mitglieder wegen Übertretung von SSS-Vorschriften eingeleitete Verfahren nicht weiter verfolgt wird. Soweit es sich in diesen Fällen zugleich um Übertretung von bundesrechtlichen Vorschriften (Wiederhandlungen gegen die Ausfuhrverbote und die Bestimmungen betreffend den Wucher und die Regelung des Inlandsverkehrs im allgemeinen) handelt, bleibt die Verfolgung durch die zuständigen Amtsstellen vorbehalten. Die SSS wird den letztern zu diesem Zwecke die in Frage kommenden Akten übergeben.

ANNEXE 1

J. II. 78/1–3

Les Représentants des Etats-Unis d'Amérique, de France et de Grande-Bretagne à Berne, A. Stovall, G. Clinchant et R. L. Craigie, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
N

Berne, 12 juillet 1919

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que les Gouvernements alliés et associés ont décidé de ne pas attendre, pour lever le blocus de l'Allemagne, que le Traité de Paix soit entré en vigueur, par suite de sa ratification par l'Allemagne d'une part, et par trois des principales Puissances alliées et associées d'autre part. Ils ont résolu d'abolir les restrictions en question dès qu'ils auraient été avisés officiellement de la ratification régulière et complète du Traité de Paix par la République allemande.

Cette notification vient d'être effectuée.

En conséquence, les Gouvernements de la France, et de la Grande-Bretagne, ainsi que le War Trade Board américain se déclarent d'accord pour que prenne fin à partir de ce jour la Convention de Washington du 22 janvier 1919.

---

6. *En plus des notes reproduites sous annexes 2 et 3, voir aussi le texte des allocutions prononcées à l'occasion de la réception donnée par le Conseil fédéral le 17 juillet 1919 (annexes 4 et 5).*

Les soussignés seraient reconnaissants au Gouvernement fédéral de vouloir bien leur confirmer qu'il est d'accord, pour considérer la convention en question comme expirant à la date du 12 juillet 1919.

ANNEXE 2

J. II. 78/1–3

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, aux Représentants des Etats-Unis d'Amérique, de France et de Grande-Bretagne, A. Stovall, G. Clinchant et R.L. Craigie

Copie
N

Berne, 12 juillet 1919

Par note du 12 juillet 1919 Votre Excellence a bien voulu porter à notre connaissance que les Gouvernements de la France, de la Grande-Bretagne et le War Trade Board des Etats-Unis, vu la ratification régulière et complète du Traité de Paix par la République allemande, se déclarent d'accord pour que prenne fin, à partir de ce jour, la Convention de Washington du 22 janvier 1919.

En réponse à cette obligeante communication, nous avons l'honneur de vous confirmer que le Conseil fédéral, prenant acte de la déclaration sus-mentionnée, serait prêt à considérer la Convention du 22 janvier comme expirant le 12 juillet 1919.

Toutefois, il doit faire une réserve concernant les stipulations de l'art. IV de ladite convention. Il préférerait que ces stipulations restassent en vigueur, étant donné qu'en cas de maintien du système de réquisition, la Suisse pourrait éprouver des difficultés de se procurer sur le marché libre le tonnage prévu par la convention aux conditions qui y sont indiquées. Dans ce cas, il devrait être entendu que le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le War Trade Board américain continueraient à mettre à la disposition de la Suisse, aux prix résultant de l'art. IV, un tonnage mensuel égal à celui qui lui est attribué actuellement et ce, jusqu'à la date primitivement fixée pour l'expiration du traité de Washington, soit le 30 septembre 1919.[7]

ANNEXE 3

J. II. 78/1–3

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, aux Représentants des Etats-Unis, de France et de Grande-Bretagne à Berne, A. Stovall, G. Clinchant et R.L. Craigie

Copie
N

Berne, 12 juillet 1919

En nous référant aux notes échangées le 12 juillet 1919 relativement à l'abolition de la Convention de Washington, du 22 janvier 1919, nous avons l'honneur de vous confirmer que le Conseil fédéral consent à ce que la disposition de l'art. 8 dudit accord, reconnaissant à la France le droit de faire transiter vers l'Italie, par la voie du Gothard ou du Simplon, 100'000 (cent mille) tonnes mensuelles de charbon ou d'autres marchandises, demeure en vigueur jusqu'à la date primitivement fixée pour l'expiration du traité de Washington, soit le 30 septembre 1919.

---

7. *Cette note a été confirmée par A. Stovall le 30 juillet (cf. E* 2001 (B) 1/92) *et par le Foreign Office le 2 août (cf.* E 2200 London 32/3). *En revanche, le Directeur des Affaires commerciales du Quai d'Orsay, J. Seydoux, a déclaré le 5 août au Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. Schreiber,* que cette question regarde en premier lieu les Gouvernements américain et anglais *et qu'*il ne dout *[ait]* pas que la France accepte les décisions prises à cet égard par ses alliés. (E 2200 Paris 1/1564). *Pour la suite de la question du tonnage, cf.* E 2001 (E) 1976/17/229, *pp. 380 ss.*

ANNEXE 4

EVD KW Zentrale 1914–1918/28–29

Allocution du Ministre d'Italie à Berne, R. Paulucci de Calboli[8]

Copie Berne, 17 juillet 1919

En l'absence de notre Doyen, retenu à Paris par ses nouvelles et si hautes fonctions, c'est mon privilège aujourd'hui de prendre la parole au nom de mes collègues d'Amérique, de France et de Grande-Bretagne.

Je regrette vivement cette absence. M. Dutasta aurait été le porte-parole le plus autorisé, en sa qualité de notre chef de file et de représentant de ce grand pays qui fut «magna pars» dans la création et dans la vie de la Société Suisse de Surveillance.

A côté de M. Dutasta ce ne serait pas justice d'oublier en ce moment son illustre prédécesseur, M. Beau, cet homme d'un esprit rare, d'un talent remarquable et d'un commerce sûr et charmant, qui a été notre guide au début de ces pourparlers si longs et si difficiles, aidé dans sa tâche par le Capitaine Piaton dont chacun se rappelle la compétence.

Je voudrais rappeler aussi le souvenir d'un de mes collaborateurs, M. Carletti, dont nous regrettons vivement la disparition soudaine, un des bons ouvriers de la première heure.

Que d'obstacles et d'entraves nous avons rencontrés quand il fut question la première fois de créer ce mécanisme complémentaire du blocus; ce n'était pas assurément la chose la plus simple du monde celle de pouvoir concilier deux intérêts tous les deux si importants, d'une part l'approvisionnement de la Suisse, dans des limites indispensables et, de l'autre, l'isolement économique des Empires centraux.

Une institution comme celle de la S.S.S., avec cette «diminutio capitis» qui en formait l'essence, a pu paraître tout d'abord à quelques-uns comme une chose amorphe, suspecte, je dirais même pouvant porter offense à la dignité et au droit souverain du pays. Et pourtant l'expérience de ces quatre années a prouvé qu'il y a toujours des arrangements et des solutions même dans les questions les plus critiques.

C'est déjà par écrit que nous vous avons notifié, M. le Conseiller fédéral, l'abolition de toutes les dispositions se rattachant à la S.S.S. Notre lettre collective aurait dû vous être remise seulement aujourd'hui, mais les bonnes nouvelles, et c'en était une, ne peuvent pas se faire attendre! Nous venons aujourd'hui vous refaire de vive voix cette importante communication et ajouter, si vous voulez bien le permettre, un tout petit commentaire au texte si bref et si sec de la note officielle de la semaine dernière.

Mes collègues et moi nous tenons beaucoup à vous remercier et à remercier le Bureau de Direction et les fonctionnaires de la S.S.S. de la cordialité si bienveillante qui a toujours inspiré nos rapports; nous tenons à rendre hommage surtout à l'esprit de loyauté parfaite qui a été votre ligne de conduite. Vous avez su résoudre le grave problème de l'équilibre mécanique des forces dans vos relations internationales, et nonobstant l'épais brouillard qui cachait la route, vous avez su toujours trouver le droit chemin.

Quand les passions se seront tues et que le calme reviendra, l'historien futur de la S.S.S. reconnaîtra et célèbrera les grands services que cette institution a su rendre à la patrie dans une époque douloureuse. Je me flatte de l'espoir que l'on voudra bien reconnaître aussi que du côté de l'Entente les engagements pris avec la S.S.S., engagements qui constituaient des lourdes charges, en raison surtout de l'énorme difficulté des transports, ont été remplis scrupuleusement.

Le régime exceptionnel que de dures nécessités nous avaient dicté, va disparaître pour céder la place à la liberté du commerce.

Je ne doute pas, et je suis sûr d'interpréter la pensée de mes collègues en disant, que les liens et

---

8. *Allocution prononcée lors de la réception donnée par le Conseil fédéral aux Chefs des Missions alliées et associées à l'occasion de la suppression de la SSS.*

les sympathies qui unissent nos pays et la Confédération vont trouver aujourd'hui un nouvel essor, et que la Suisse sera largement récompensée des sacrifices que la Grande Guerre a dû imposer aussi aux Neutres.

ANNEXE 5

EVD KW Zentrale 1914–1918/28–29

Allocution du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie Berne, 17 juillet 1919

C'est pour moi une vive satisfaction d'avoir l'honneur de recevoir ici, au nom du Conseil fédéral, les Chefs des Missions alliées et associées. Je les remercie sincèrement d'avoir bien voulu marquer la clôture d'une étape si importante de nos relations économiques[9] par une démarche dont le Gouvernement fédéral apprécie toute la valeur. J'adresse de chaleureux remerciements à son Excellence, M. le Ministre d'Italie, pour les paroles aussi aimables que courtoises qu'il vient de m'adresser en son nom comme au nom de ses collègues. J'y trouve l'expression de l'amitié que les Représentants des Gouvernements alliés et associés ont portée et continueront à porter à mon pays. Je regrette beaucoup l'absence de M. Dutasta, Ambassadeur de France, et de Sir Horace Rumbold, Ministre de Grande-Bretagne, qui tous deux, avec les Représentants ici présents des Gouvernements alliés et associés, nous ont témoigné un vif intérêt pendant toute la durée du régime exceptionnel qui vient de prendre fin. Je me plais à relever combien nous sommes reconnaissants à tous les Chefs des Missions alliées et associées des égards qu'ils ont eus pour améliorer notre situation parfois très difficile et des démarches qu'ils ont faites dans ce but.

Je m'en voudrais de ne pas comprendre dans mes remerciements la Commission Interalliée qui sut toujours remplir sa tâche, souvent très délicate, avec tact et dans le meilleur esprit de conciliation. Vous me permettrez aussi, Messieurs les Chefs de Missions, d'exprimer en votre présence la reconnaissance du Conseil fédéral envers la Direction de la Société Suisse de Surveillance économique pour les grands efforts qu'elle a fournis et le travail loyal qu'elle a accompli dans un but purement patriotique.

Grâce à l'appui qu'elle a trouvé auprès des Gouvernements alliés et associés, la Suisse, malgré les difficultés et les restrictions souvent sévères, a pu continuer à travailler et à jouir des bienfaits de la paix. Elle n'oublie pas tout ce qui a été fait pour elle et sait combien il a été parfois difficile aux Pays alliés et associés d'assurer son approvisionnement et de lui permettre de poursuivre son travail.

Une ère nouvelle vient de s'ouvrir. La Suisse a pu reprendre une liberté économique que les événements avaient restreinte. Les Gouvernements de tous les pays se trouvent en présence de nouvelles tâches politiques et économiques dont la solution sera peut-être plus ardue encore que celle donnée aux problèmes antérieurs. Parmi ces tâches, je voudrais relever celles qui ont trait aux questions sociales et sont une des préoccupations de l'heure. Nous allons, je l'espère, nous trouver tous réunis dans la Société des Nations qui incarne un grand idéal d'humanité, tout en recherchant des solutions pratiques sur le terrain solide d'une collaboration de tous les peuples.

Je suis sûr que, pendant cette nouvelle période encore, les relations d'amitié entre la Suisse et les Pays alliés et associés pourront se développer grâce à la paix et à la liberté rendue au travail et au commerce.

Je forme les vœux les plus sincères pour l'avenir des peuples et des Gouvernements que vous représentez et je vous prie de bien vouloir transmettre à ceux-ci l'expression de la reconnaissance de notre pays.

---

9. *Au sujet de la suppression de la SSS, cf. aussi* FF 1919, vol. V, *pp. 437 ss.*

16

E 2001 (B) 8/1

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, F. Calonder

L no 4615 Bern, 11. Juli 1919

In der Anlage übermitteln wir Ihnen einstweilen ein provisorisches Exemplar des Berichtes über die wirtschaftlichen Fragen des Völkerbundes. Dieser Bericht wurde in einer Konferenz besprochen, an der neben den kompetenten Abteilungschefs die Herren Nationalräte Frey und Mosimann und Herr Prof. Dr. Laur teilnahmen, und einstimmig genehmigt.

Wir lassen den Bericht vervielfältigen und werden Ihnen innert einiger Tage die nötigen Exemplare zugehen lassen.

ANNEXE

Copie
R Geheim Bern, 10. Juli 1919

BERICHT DES SCHWEIZ. VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENTS ÜBER WIRTSCHAFTLICHE FRAGEN DES VÖLKERBUNDES

I. Die Texte.

Der Völkerbundsvertrag enthält an zwei Stellen ausdrückliche Bestimmungen über wirtschaftliche Fragen, nämlich in Art. 23 und in Art. 16. Von Art. 23 lauten die in Betracht fallenden Bestimmungen:

«Sous la réserve, et en conformité des dispositions des Conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société:

a) s'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'industrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organisations internationales nécessaires;

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914–1918 devront être prises en considération;

f) s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies.»

Art. 16 hat den folgenden Wortlaut:

«Si un Membre de la Société recourt à la guerre, contrairement aux engagements pris aux articles 12, 13 et 15, il est ipso facto considéré comme ayant commis un acte de guerre contre les autres Membres de la Société. Ceux-ci s'engagent à rompre immédiatement avec lui toutes relations commerciales ou financières, à interdire tous rapports entre leurs nationaux et ceux des Membres de la Société en rupture de pacte et à faire cesser toutes communications financières, commerciales ou personnelles entre les nationaux de cet Etat et ceux de tout autre Etat, membre ou non de la Société.

En ce cas, le Conseil a le devoir de recommander aux divers Gouvernements intéressés les effectifs militaires ou navals par lesquels les Membres de la Société contribueront respectivement à la constitution des forces armées destinées à faire respecter les engagements de la Société.

Les Membres de la Société conviennent, en outre, de se prêter l'un à l'autre un mutuel appui dans l'application des mesures économiques et financières à prendre en vertu du présent article pour réduire au minimum les pertes et les inconvénients qui peuvent en résulter. Ils se prêtent également un mutuel appui pour résister à toute mesure spéciale dirigée contre l'un d'eux par l'Etat en rupture de pacte. Ils prennent les dispositions nécessaires pour faciliter le passage à travers leur territoire de tout Membre de la Société qui participe à une action commune pour faire respecter les engagements de la Société.

Peut être exclu de la Société tout Membre qui s'est rendu coupable de la violation d'un des engagements résultant du pacte. L'exclusion est prononcée par le vote de tous les autres Membres de la Société représentés au Conseil.»

Die Bestimmungen des Art. 23 beziehen sich auf die Friedenszeit, die des Art. 16 auf die sog. Sanktionen, d.h. auf den Rechtszustand, der eintritt, wenn ein Mitglied der Gesellschaft entgegen den Verpflichtungen des Völkerbundsstatuts zum Kriege schreitet.

Wir sprechen zunächst von den Bestimmungen, die für die Friedenszeit gelten, um dann nachher die zweite Kategorie der Vorschriften zu behandeln.

II. Internationaler Arbeiterschutz (Art. 23, lit. a).

Zur Zeit bestehen auf dem Gebiete des internationalen Arbeiterschutzes zwei Übereinkünfte von 1906, nämlich: 1) Convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. 2) Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes. Eine dritte Übereinkunft wurde im Jahre 1913 durch eine technische Konferenz in Bern vorbereitet. Zur diplomatischen Konferenz und zum Abschlusse der Übereinkunft kam es nicht mehr, da inzwischen der Krieg ausbrach. Ein internationales Arbeitsamt bestand bis jetzt nicht; dagegen unterhält die Internationale Vereinigung für gesetzlichen Arbeiterschutz ein Bureau in Basel, welches von den verschiedenen Industriestaaten subventioniert wird, und welches jeweilen die Vorarbeiten für die zu treffenden Konventionen besorgte.

In Ausführung von Art. 23, lit. a wurde von der Friedenskonferenz in Paris bzw. durch die Kommission für die internationale Arbeitsgesetzgebung das Projekt einer Übereinkunft aufgestellt, wobei eine permanente Organisation für die internationale Regulierung der Arbeitszeit erzielt werden soll. Nach Art. 2 dieser Übereinkunft soll die ständige Organisation umfassen:

1) eine allgemeine Konferenz der Vertreter der hohen vertragschliessenden Parteien,

2) ein internationales Arbeitsamt unter der Leitung eines in der Übereinkunft vorgesehenen Verwaltungsrates. *[...]*[1]

Der Beitritt zum Völkerbund schliesst den Beitritt zur vorstehenden Konvention in sich. Abänderungen zu dieser Konvention, die durch die Konferenz mit Zweidrittelsmehrheit der Stimmen der anwesenden Delegierten angenommen werden, werden vollstreckbar, nachdem sie durch die Staaten ratifiziert sind, deren Vertreter den Vollzugsrat des Völkerbundes und zugleich durch dreiviertel der Staaten, deren Vertreter die Versammlung der Delegierten des Völkerbundes bilden. Jede Frage und jede Schwierigkeit, die sich auf die Interpretation der vorstehenden Konvention und der hierauf gestützten späteren Übereinkünfte bezieht, wird der Beurteilung des internationalen Gerichtshofes unterstellt.

Die erste Session der Konferenz findet im Oktober 1919 statt. Die einladende Regierung wird in Beziehung auf die Vorbereitung von einer internationalen Kommission unterstützt, deren Mitglieder besonders bestellt werden. Die Schweiz gehört dieser vorbereitenden Kommission an. Nach dem Zusatzprotokoll zu Art. 39 soll in dieser ersten Konferenz behandelt werden: 1) die Anwendung des Prinzips des Achtstundentages oder der 48-Stunden-Woche, 2) die Frage der Bekämpfung der Arbeitslosigkeit und die Mittel, um sie erträglicher zu gestalten, 3) die Verwendung der Frauen, 4) die Verwendung der Kinder, 5) die Ausdehnung bei Anwendung der internationalen

---

1. *Suit un long exposé sur la structure et les modalités de fonctionnement de l'Organisation internationale du Travail.*

Übereinkünfte, die im Jahre 1913 über das Verbot der Nachtarbeit der Frauen und das Verbot des gelben Phosphors in der Zündholzindustrie abgeschlossen worden sind.

Diese Übereinkunft, die von den an der Friedenskonferenz beteiligten Staaten unterzeichnet worden ist, bildet den Ausgangspunkt für die weitere Entwicklung der internationalen Arbeitsgesetzgebung. Wie aus unserer Inhaltsangabe hervorgeht, bringt sie noch keine sachlichen Entscheidungen. Sie bildet vielmehr bloss den Rahmen, innert welchem in Zukunft Fragen der Arbeitsrechte international geregelt werden sollen.

Sie kreiert jedoch eine ständige internationale Organisation und sieht für jährlich einmal den Zusammentritt der internationalen Konferenz vor.

Indessen stellen sich der Realisierung heute schon erhebliche Schwierigkeiten gegenüber. Die schweizerischen Gewerkschaften erklären – wie sie sagen, in Übereinstimmung mit denjenigen aller Staaten – sie werden einen Delegierten an die Konferenz in Washington auf nächsten Herbst nur dann abordnen, wenn sämtliche Kulturländer eingeladen würden. Dies ist nun nicht der Fall. Nicht nur Russland, sondern auch Österreich-Ungarn und insbesondere Deutschland werden keine Gelegenheit haben, an der Konferenz teilzunehmen. Infolgedessen dürfte aller Wahrscheinlichkeit nach der Gewerkschaftskongress in Amsterdam, der dort am 28. Juli eröffnet wird, den Beschluss fassen, dass die Gewerkschaften in allen Ländern, also auch in England, Frankreich und Italien, sich der Teilnahme am Kongress enthalten. Diese Tatsache wäre bedauerlich. Sie könnte uns indessen von der Beschickung des Kongresses nicht abhalten.

Wer, wie der Unterzeichnete, bereits Gelegenheit hatte, an einer Arbeiterschutzkonferenz teilzunehmen, der kennt die gewaltigen Schwierigkeiten, die sich einer Realisierung von Übereinkünften entgegenstellen. Der Apparat, welcher durch die Pariser Übereinkunft geschaffen wird, ist nun noch erheblich schwerfälliger als der früher bei den Berner Konferenzen funktionierende. Es sind viel mehr Staaten vertreten und namentlich solche, die nicht realisieren können oder wollen. Man wird also gut tun, sich nicht allzu grosse praktische und greifbare Fortschritte auf diesem Gebiete zu versprechen. In Washington wird für einmal wahrscheinlich nichts Positives herauskommen. Man wird sich nach einigen Wochen der Unterhaltung trennen, und in der Folge werden namentlich die «Recommandations», die Empfehlungen an die einzelnen Staaten, den Weg bilden, der beschritten wird. Das Zustandekommen von Konventionen dürfte schwierig sein. Ein Haupthindernis besteht darin, dass die Vereinigten Staaten von Nordamerika verfassungsmässig nicht kompetent sind, in diesem Gebiete zu legiferieren. Sie haben also gemäss ausdrücklicher Bestimmung der Übereinkunft ihre Pflicht erfüllt, wenn sie den Einzelstaaten die Einführung der Vorschriften, die sogar in einer Übereinkunft niedergelegt werden, einfach empfehlen.

Diese kühle Beurteilung der Dinge, die sicherlich gerechtfertigt ist, hindert aber nicht, anzuerkennen, dass die Übereinkunft erhebliche Fortschritte gegenüber dem jetzigen Zustande bietet, namentlich gilt dies für die Einsetzung einer Kontrolle, wie sie in den Bestimmungen, deren Inhalt wir mitteilten, festgelegt wurde. Ist der Weg auch hier wiederum ein furchtbar schwerfälliger und wenig positive Resultate versprechender, so ist es doch ein Versuch. Denn bis jetzt schon war es die Schattenseite internationaler Übereinkommen auf dem Gebiete des Arbeitsschutzes, dass diese von manchen Staaten wohl unterzeichnet und ratifiziert wurden, ohne dass aber dann der effektive Vollzug gesichert war.

Hatte die Schweiz bis jetzt eine führende Rolle auf dem Gebiete der internationalen Arbeiterschutzgesetzgebung, so wird sie diese in Zukunft verlieren. der Völkerbund wird nicht von ihr, sondern von einigen Grossmächten geleitet und das gleiche gilt vom Verwaltungsrat des internationalen Arbeitsbureau. Es darf indessen der durch die Übereinkunft geschaffene Zustand nicht mit dem früheren verglichen werden; die Schweiz muss sich vielmehr fragen, welches ihre Lage in Zukunft wäre, wenn sie nicht beitritt. Und da darf man sich nicht verhehlen, dass sie alsdann vollständig beiseite stünde, jeglicher Initiative und auch der Möglichkeit jeglicher Mitarbeit beraubt. Das würde allerdings nicht hindern, dass sie nach wie vor sich bestreben könnte, national auf dem Gebiete des Arbeiterschutzes an der Spitze zu marschieren. Ihr moralischer Einfluss auf die andern Staaten wäre indessen viel kleiner als im Falle des Beitrittes.

So fassen wir denn unsere Meinung über diese internationale Übereinkunft betr. internationalen Arbeiterschutz dahin zusammen, dass sie praktisch heute mit Ausnahme eines komplizierten Apparates wenig, materiell sogar nichts bietet, dass sich jedoch für die Zukunft im Rahmen der

vorgesehenen Organisationen die Möglichkeit internationaler Regulierungen des Arbeitsrechtes eröffnen, auf die die Schweiz allerdings nur einen bescheidenen Einfluss ausüben kann. Im Falle der Unterlassung eines Beitrittes dagegen stünde die Schweiz auf der Seite, sie würde den Kontakt verlieren und kaum mehr einen Einfluss auf die Entwicklung der Dinge auf internationalem Gebiete ausüben können.

Die Schweiz muss also den Völkerbund unter diesem Gesichtspunkte willkommen heissen, indem sie die Hoffnung ausspricht, dass sie als einer der acht wichtigsten Industriestaaten anerkannt werde, und dass alle Staaten – auch Deutschland – dem Übereinkommen baldigst beitreten können.

III. Garantie für Verkehr und billige Behandlung des Handels.(Art. 23, lit. e)

Nach dieser Bestimmung würden die Mitglieder des Völkerbundes unter Vorbehalt der gegenwärtig bestehenden oder später abgeschlossenen internationalen Übereinkünfte und in Übereinstimmung mit diesen die Verfügungen treffen, die geeignet sind, um die Garantie und die Aufrechterhaltung der Freiheit der Verkehrswege sowie eine billige Behandlung des Handels *aller* Mitglieder zu sichern. Zur Zeit bestehen mit den wichtigsten in Betracht kommenden Staaten Handels-, Freundschafts- und Niederlassungsverträge, die das Prinzip des ungehinderten Transites, die freie Niederlassung der beidseitigen Staatsangehörigen sichern und über die Handelsbeziehungen Bestimmungen enthalten. In der Regel wird das Recht der Meistbegünstigung eingeräumt.

Der Völkerbundspakt bietet nun auch hier praktisch nichts. Er enthält eigentlich bloss eine prinzipielle Erklärung, die die Anwendung gewisser Grundsätze in Aussicht stellt. In Beziehung auf die Verbindungen wird wohl für uns namentlich an die Rheinschiffahrtsakte gedacht werden müssen, während die «billige Behandlung des Handels» dem Abschluss künftiger Handelsverträge vorbehalten bleibt. Wie vag solche Zusicherungen sind, ergibt sich aus der Tatsache, dass sich in einer ganzen Reihe von Staaten, namentlich aber in Frankreich, die Tendenz kundgibt, sich vom Auslande abzuschliessen. Die Schweizer, die dort niedergelassen sind, haben über eine sehr unbefriedigende Behandlung zu klagen; Zollzuschläge erschweren, soweit nicht Einfuhrverbote bestehen, unseren Export und schliesslich soll nach der Gesetzesnovelle, die am 12. Juni 1919 von der Deputiertenkammer angenommen worden ist, der Import von Waren nach Frankreich nur noch mit einem vom französischen Konsul ausgestellten Ursprungszeugnis zulässig sein, welches bloss auf die günstige Begutachtung einer dem Konsul beigegebenen Kommission verabfolgt werden darf. Die Schweiz hat sich veranlasst gesehen, gegen diese Behandlung und speziell auch gegen das letztgenannte Projekt bei der französischen Regierung zu protestieren[2], und es kann kein Zweifel darüber bestehen, dass die Aufrechterhaltung der angefochtenen Bestimmungen dem schweizerischen Export nach Frankreich einen geradezu tödlichen Schlag versetzen würde. Nun scheint man aber solche Bestimmungen immerhin noch als ein «traitement équitable» anzusehen.

Man wird sich also keine Illusionen machen dürfen und sich mit der Tatsache abzufinden haben, dass handelspolitisch die Verhältnisse für die Schweiz eminent schwierig werden und anderseits muss auch klar und deutlich ausgesprochen werden, dass das Statut des Völkerbundes in dieser Beziehung unsern Interessen keine Garantien bietet.

In diesem Gedankengange sind auch die Bestimmungen zu berücksichtigen, die im Friedensvertrage enthalten sind. Nach Art. 264 dieses Vertrages (1. Ausgabe) haben sich die Alliierten gegenüber Deutschland die Meistbegünstigung ausbedungen im weitesten Sinne des Wortes. Nach Art. 268 können Natur- oder industrielle Produkte von Elsass-Lothringen während einer Periode von fünf Jahren zollfrei nach Deutschland eingeführt werden. Das gleiche gilt für eine Periode von drei Jahren für die Produkte der Territorien, die von Preussen abgetrennt und Polen zugeteilt werden, und endlich haben sich die Alliierten noch das Recht ausbedungen, die gleiche Forderung auch für das Grossherzogtum Luxemburg zu stellen. Anderseits wird Frankreich gegenüber deutschen Produkten zweifellos Zollansätze anwenden, die für die wichtigsten Artikel prohibitiv sein werden. Die Rückwirkungen dieser Bestimmung können nicht ausbleiben und zwar sowohl, was unsere Exporte nach Deutschland wie auch was den Export Deutschlands nach der Schweiz betrifft.

---

2. *Cf. n° 2, sur la même question, voir aussi n° 22.*

Ist es nun unter solchen Verhältnissen klüger, der Verbindung ferne zu bleiben oder ihr beizutreten? Wer in den letzten fünf Jahren Gelegenheit hatte, die Entwicklung der wirtschaftlichen Beziehungen der Schweiz mit dem Auslande zu verfolgen und dabei festzustellen, wie neben sachlichen Motiven auch Imponderabilien und moralische Faktoren eine Rolle spielten, wie die Empfindlichkeit oft Grund oder doch Vorwand war, um die eine oder andere Massregel zu rechtfertigen, wird ohne weiteres sich darüber klar sein müssen, dass ein Nichtbeitritt der Schweiz als Mangel an Vertrauen, ja sogar als wenig freundschaftliche Handlung ausgelegt würde und daher geeignet wäre, ihre handelspolitische Stellung noch mehr zu erschweren. Man würde ihr dann entgegenhalten, sie sei ja dem Völkerbunde nicht beigetreten, habe also kein Recht auf «traitement équitable» und man würde sich überhaupt, weil sie ihre eigenen Wege gehen wolle, um sie recht wenig interessieren. Diese Erwägung ist selbstverständlich mehr eine gefühlsmässige; man kann ihre Richtigkeit nicht absolut beweisen. Man wird ihr beispielsweise entgegenhalten wollen, die Schweiz könne nicht gezwungen werden beizutreten, und die Konkurrenz unter den verschiedenen Staaten werde dafür sorgen, dass die Schweiz als kräftiger Abnehmer handelspolitisch auch als Verkäufer nicht schlecht wegkomme. Wir können dieser optimistischeren Auffassung nicht beipflichten und haben nach den in der Kriegszeit gemachten Erfahrungen und nach der Mentalität, die wir zu beobachten und festzustellen Gelegenheit hatten, die Überzeugung, dass die von uns geäusserte Befürchtung eine begründete ist. Bietet also der Völkerbund handelspolitisch positiv nichts, so besteht die Gefahr, dass eine Schweiz, die beiseite stünde, an Interesse und Sympathie bei den Mitgliedern des Völkerbundes einbüssen und dadurch wirtschaftlich in allen möglichen Beziehungen Schaden leiden würde. Wir haben dabei die Interessen der Fremdenindustrie, die Behandlung der Schweizer im Auslande und unsere eigentlichen handelspolitischen Beziehungen im Auge. Sicherlich wäre es nicht recht, der Schweiz ihren freien negativen Entschluss entgelten zu lassen, allein in einer Zeit, wo die Gefühlsmomente eine so grosse Rolle spielen und die Leidenschaften so lebhafte sind, würde nach menschlichem Ermessen diese Folge eintreten.

Nun ist aber zu beachten, dass die wirtschaftliche Existenz der Schweiz in weitestgehendem Masse auf ihren Beziehungen zum Auslande beruht. Unsere Industrien arbeiten im wesentlichen auf den Export. Unsere Rohstoffversorgung kommt aus dem Auslande; unsere Transportverhältnisse, und zwar sowohl was die Benützung der schweizerischen Schienenstränge durch ausländische Transporte als was unsere Zufuhren betrifft, sind von Verständigungen mit dem Auslande abhängig.

Bietet das Völkerbundsstatut handelspolitisch positiv nichts, so erlaubt doch der Beitritt der Schweiz die engere Fühlungnahme; sie erleichtert den Kontakt mit den Regierungen der andern Staaten und sie bildet einen wesentlichen moralischen Faktor, auf den sich die Schweiz, wenn sie in ihren vitalen Interessen bedroht ist, berufen kann. Tritt die Schweiz nicht bei, so sind eine Menge von Verhandlungen und Verständigungsmöglichkeiten ausgeschlossen; die internationalen Beziehungen der Völker werden in ihrer Abwesenheit geregelt und sie wird die besten Gelegenheiten verlieren, wo sie ihre Stimme erheben kann.

Man wendet nun ein, dass ein Völkerbund diesen Namen eigentlich nicht verdiene, wenn nicht alle Kulturnationen und speziell auch Deutschland die Gelegenheit zum Beitritt gegeben werde. So zutreffend diese Bemerkung ist, so darf doch nicht übersehen werden, dass Deutschland selbst sich bemüht, so rasch wie möglich Zutritt zum Völkerbund zu erhalten, obwohl dessen Bestimmungen sicherlich auch ihm als unbefriedigend erscheinen werden. Wir glauben also, dass dieser Tatsache eine ausschlaggebende Bedeutung nicht zukommen kann.

Es ist nun natürlich sehr schmerzlich und auch in praktischer Hinsicht überaus bedauerlich, dass der Zeitpunkt des engeren Zusammenschlusses der Nationen zusammenfällt mit dem Beginn einer Periode, in welcher die Schweiz die grössten Schwierigkeiten haben wird, ihre handelspolitischen Verhältnisse mit dem Auslande und speziell mit einer der führenden Mächte des Völkerbundes zu regeln. Die Frage liegt daher äusserst nahe, ob nicht die Schweiz, bevor sie in den Völkerbund eintritt, speziell der französischen, aber auch der italienischen, englischen und amerikanischen Regierung erklären sollte, dass sie hoffen müsse, kommerziell wirklich ein «traitement équitable» zu erfahren, und dass alle die Bestimmungen, die im Hinblick auf die bisherigen Feinde erlassen worden sind, die Handlungs- und Bewegungsfreiheit der Schweiz nicht hindern. Die Frage ist sehr heikel. Soll man einen Wunsch äussern? Soll man eine Bedingung stellen? Soll man die Sache ruhen

lassen und nach der Konstituierung des Völkerbundes sich auf dessen Bestimmungen berufen, um wirklich ein «traitement équitable» zu erhalten? Von einer Bedingung kann nach unsern Gefühlen keine Rede sein. Wir würden damit Frankreich speziell verletzen und uns mehr schaden als nützen. Ein Wunsch wäre nach bisherigen Erfahrungen eine platonische Äusserung, der kaum viel Wirkung zukäme. Trotzdem schiene er uns gerechtfertigt zu sein. Aber wir behalten uns auch hier noch die Prüfung der Angelegenheit vor, denn die Ordnung der handelspolitischen Verhältnisse mit einigen Ländern ist zur Zeit nicht nur ein praktisches und ein wirtschaftliches, sondern bis auf einen gewissen Grad auch ein psychologisches Problem, bei dessen Lösung man den Geisteszustand der heutigen Zeit nicht vernachlässigen darf. Wir halten uns also in dieser Beziehung das Protokoll offen, anerkennen aber rückhaltlos, dass es für den Entscheid des Schweizer Volkes sehr verhängnisvoll werden könnte, wenn gerade jetzt alle diese Erschwerungen im internationalen Verkehr eintreten und wenn aus dem Blocus der Zentralmächte eine Art Selbstblockierung bzw. Sperre einzelner Länder der Alliierten herauswachsen würde.

Zu begrüssen ist schliesslich lit. f des Art. 23, wonach sich die Mitglieder der Gesellschaft bemühen werden, um internationale Massregeln zu treffen zur Abwehr und Bekämpfung der Krankheiten. Auch hier besteht ein Interesse der Schweiz, bei der Vorbereitung entsprechender Massregeln beteiligt zu sein.

IV. Mitwirkung bei den Sanktionen.

Die Bestimmungen des Art. 16 kommen bloss zur Anwendung gegenüber einem Mitgliede der Gesellschaft, welches entgegen den Art. 12, 13 und 15 zum Kriege schreitet. In diesem Falle wird es so angesehen, als ob dieses Mitglied gegenüber jedem Mitglied der Gesellschaft eine Kriegshandlung vorgenommen habe. Diese verpflichten sich, sofort alle kommerziellen und finanziellen Beziehungen abzubrechen, ihren Staatsangehörigen alle Beziehungen mit den Angehörigen des betr. Staates zu verbieten und dafür zu sorgen, dass alle finanziellen, kommerziellen und persönlichen Verbindungen zwischen den Angehörigen jenes Staates und denjenigen eines jeden andern Staates, ob er Mitglied der Gesellschaft sei oder nicht, aufhören. In den vielfachen Erörterungen über diese Bestimmung des Völkerbundsstatuts wurde die Frage aufgeworfen, ob diese Bestimmungen in ihrem vollen Umfange auch für die Schweiz in Anwendung kommen sollen. Bekanntlich hat die Schweiz anlässlich des Verzichtes auf die Neutralisierung Savoyens es erreicht, dass in den Friedensvertrag eine Bestimmung aufgenommen wurde, wodurch die Signatarmächte die im Jahre 1815 ausgesprochene Anerkennung der schweizerischen Neutralität auch ihrerseits anerkennen; und es wurde in jenem Artikel ferner bestimmt, dass die Anerkennung der schweizerischen Neutralität als eine Verpflichtung betrachtet werden solle, die ein Abkommen zur Sicherung des Friedens darstellt und deshalb mit dem Völkerbundspakt nach Art. 21 verträglich sei.

Es kann nicht Aufgabe dieser kurzen Darstellung sein, die Neutralitätsfrage in ihrer Gesamtheit zu beleuchten und namentlich zu untersuchen, ob und inwieweit die Aufnahme jener Bestimmung der Schweiz gestattet, ihre militärische Neutralität auch in dem Falle des Art. 16 aufrecht zu erhalten. Nur soviel möchten wir sagen, dass vielleicht zu anderen Zeiten und von anderer als schweizerischer Seite auch die Auslegung versucht werden könnte, dass ja gewiss die schweizerische Neutralität anerkannt sei und bestehe, dass sie aber als allgemeiner Satz vor der Spezialnorm des Art. 16 zurücktrete. Denn hier – könnte man vielleicht sagen wollen – handle es sich nicht mehr um Neutralität, wenn ein Staat eine Handlung eines andern als eine gegen ihn gerichtete Kriegshandlung von vornherein vertraglich sich zu betrachten verpflichte. Sei dem wie ihm wolle, so kann darüber kein Zweifel bestehen, dass der Völkerbund auch von der neutralen Schweiz fordern wird, dass sie sich in einem Kriege nach Art. 16 des Völkerbundsstatuts wirtschaftlich in jeder Beziehung auf die Seite des Bundes stelle. Schon in den vergangenen fünf Kriegsjahren wurden uns seitens der Alliierten weitgehende Verpflichtungen und Beschränkungen wirtschaftlicher Art auferlegt, die dann allerdings von der andern Seite beantwortet wurden. Indessen hat sich die Schweiz doch im Grundsatze die Verfügung über ihre eigenen autochthonen Produkte, ferner über gewisse Industrieprodukte und endlich über ihre finanziellen Hülfsquellen gewahrt, und sie hat den Handel mit den Zentralmächten keineswegs abgebrochen, geschweige denn die persönlichen Beziehungen ihrer Staatsangehörigen mit denen der Zentralmächte verboten. Nun aber müsste sie auf Grund ihres Gesellschaftskontraktes in einem Exekutionskrieg nach Art. 16 viel weiter gehen und sich in

wirtschaftlicher und persönlicher Beziehung absolut auf den Standpunkt des Bundes stellen. Ist ein solches Verhalten mit dem Grundsatz der Neutralität vereinbar?

Der moderne Krieg wird nicht nur mit militärischen Waffen, sondern mit allen Hülfsquellen der Völker durch diese selbst geführt. Ein wirtschaftliches Verhalten kann unter Umständen entscheidender und wichtiger sein als militärisches Handeln; so kann der Abbruch aller wirtschaftlichen und persönlichen Beziehungen eines Staates den andern hievon betroffenen sehr schwer schädigen, und jedermann wird zugestehen, dass der Abbruch sämtlicher wirtschaftlichen und persönlichen Beziehungen von einem Staat zum andern in der Vergangenheit, in der Gegenwart und in aller Zukunft als eine tatsächliche Herstellung des Kriegszustandes betrachtet werden wird. Die Würdigung eines solchen Verhaltens wird nicht aus Büchern geschöpft und nicht durch juristische Finessen entschieden werden können. Die Schweiz müsste sich in einem solchen Falle doch selbst gestehen, dass in einem Abbruch aller Beziehungen ein — wenn auch im Falle von Art. 16 gerechtfertigter — acte de guerre liege und, was mindestens so wichtig ist, diese Auffassung würde, selbst wenn sie nicht diejenige der Schweiz wäre, doch sicherlich bei den betroffenen anderen Staaten bestehen. Die Neutralität beruht auf dem Gedanken der Nichtteilnahme an einem Konflikte. Nach Art. 16 müsste aber die Schweiz effektiv mit ihren sämtlichen wirtschaftlichen Waffen teilnehmen und mindestens in einen vollen Wirtschaftskrieg eintreten. Steht nicht zu befürchten, dass diesfalls der Staat, gegen den sich diese wirtschaftliche Teilnahme richtet, finden würde, die Schweiz sei damit in den Krieg eingetreten und daraus eventuell auch militärisch die nötigen Konsequenzen zöge? Gegenüber einem solchen Verhalten würde die Berufung der Schweiz auf ihre «Neutralität» nicht helfen. Wir sagen also, die Schweiz setzt sich dadurch, dass sie sich am wirtschaftlichen Kampfe beteiligt, der Gefahr aus, in die militärischen Operationen verwickelt zu werden. Gegen diese Eventualität schützt sie keine juristische Theorie, selbst wenn diese beweisen könnte, dass sich die Schweiz im Rechte befinde. Man muss sich neben dem ersten Absatz von Art. 16 auch noch den Wortlaut von Absatz 3 vor Augen halten. Danach verpflichten sich die Mitglieder der Gesellschaft, gegenseitige Unterstützung in der Anwendung der wirtschaftlichen und finanziellen Massregeln zu leisten, um die Verluste und Schädigungen, die daraus resultieren können, auf ein Minimum zu reduzieren. Sie verpflichten sich auch zur gegenseitigen Unterstützung, um jeder speziellen Massregel zu widerstehen, die gegen den einen oder andern durch den rechtsbrechenden Staat getroffen wird. Diese Bestimmungen kommen jedenfalls zur Anwendung auf dem wirtschaftlichen Gebiete. So würde z.B. die Schweiz einen Staatsangehörigen des nach Ansicht des Völkerbundes rechtsbrechenden Staates nicht mehr über sein Bankguthaben in der Schweiz verfügen lassen dürfen und sie hätte anderseits alles zu tun, um die Konsequenzen wirtschaftlicher Massregeln abzuwenden, die gegen die andern Mitglieder des Völkerbundes getroffen werden. Wir glauben also, dass man sich mit dem Gedanken abfinden muss, dass die wirtschaftliche Neutralität der Schweiz in einem Falle des Art. 16 in keiner Weise aufrechterhalten wird und man kann unseres Erachtens keineswegs damit argumentieren, dass wohl die Neutralität fortdauere, aber die Neutralitätspolitik geändert sei. Denn die Neutralitätspolitik ist die Äusserung des Neutralitätswillens und eigentlich identisch mit der Handhabung der Neutralität. Die Erinnerungen aus dem zu Ende gegangenen Kriege sind noch zu frisch, als dass man die Frage nur zu beantworten brauchte, ob irgend ein Staat im Weltkriege die Schweiz als neutral betrachtet und anerkannt hätte, wenn sie sich wirtschaftlich ausschliesslich auf eine Seite gestellt hätte. Es ist übrigens auch ganz natürlich, dass der, der in ein Gesellschaftsverhältnis eintritt und damit ein Rechtsverhältnis begründet, das speziell auf der gegenseitigen Treue beruht, seine Sache von der der Gesellschaft im kritischen Momente nicht scheiden kann. Als ein Glied und als ein Teil der Gesellschaft muss er sich auf deren Seite stellen, wobei ja natürlich nicht ausgeschlossen ist, dass Gesellschaftseinlage und Gesellschaftsbeitrag resp. Leistung auch im Exekutionsstadium nach Art. 16 verschiedene sein können.

Wir glauben also unsere Ansicht dahin zusammenfassen zu sollen, dass im Falle des Art. 16 des Völkerbundspaktes, d.h. wenn ein Mitglied entgegen den Bestimmungen des Vertrages gegen ein anderes Mitglied zum Kriege schreitet, von einer Neutralität der Schweiz ernsthaft nicht mehr die Rede sein kann. Würde auch der Völkerbund sie von der Pflicht, Truppen durchmarschieren zu lassen und selbst solche zu stellen, entbinden, so wäre doch ihre Parteinahme unbestreitbar und die Gefahr damit kaum zu umgehen, dass der rechtsbrechende Staat das Vertrauen in die militärische

Neutralität der Schweiz verlöre und deshalb militärische Operationen gegen ihre von ihren eigenen Truppen bewachten Grenzen eröffnen würde.

Das Verhalten in anderen Kriegen, d.h. in solchen, die sich nicht als Exekution aller Völkerbundsmitglieder gegen einen Rechtsbrecher qualifizieren, ist im Pakte nicht geregelt. Es darf also wohl angenommen werden, dass für jene Fälle die Neutralität der Schweiz im vollen Umfange, also in wirtschaftlicher und militärischer Beziehung, an und für sich weiter bestünde, und deshalb wird ja auch die Aufrechterhaltung der Neutralität und der Neutralitätspolitik gegeben sein und auch in Zukunft einen praktischen Wert haben. Die Tendenz des Völkerbundes geht aber allerdings dahin, die Kriege zu vermeiden, sie durch Vermittlung und Schiedsspruch zu ersetzen und in Betracht sollte in der Hauptsache nur noch die Exekution nach Massgabe von Art. 16 fallen.

Welches sind nun die Konsequenzen, die aus wirtschaftlichen Erwägungen aus dem Vorstehenden gezogen werden müssen? Soll die Schweiz sich ausschliesslich von der Rücksicht auf ihre Neutralität und auf eine absolute Neutralitätspolitik leiten lassen und demgemäss mit Rücksicht auf die geschilderten Verhältnisse den Eintritt in den Völkerbund ablehnen?

Was wir hierüber sagen, gilt nicht nur für die Ausführungen, die wir zu den Bestimmungen des Art. 16 gaben, sondern allgemein, und es geht dahin: Der Völkerbund setzt an die Stelle der bisherigen Weltordnung eine neue. In der alten Ordnung der Dinge musste die absolute Wahrung der Neutralität ihr oberstes Staatsprinzip sein, weil hierin das einzige Mittel lag, um sich als kleines, aus verschiedenen Völkerstämmen zusammengesetztes Land davor zu schützen, in die Kriege der Grossen hineingezogen zu werden. Ein richtiger Völkerbund sollte eigentlich die Kriege vermeiden und somit der Schweiz in anderer Form das bieten, was ihr die Neutralitätspolitik bis jetzt geboten hat. Der Gedanke, den Präsident Wilson, wenn die Zeitungen recht berichtet sind, neulich in Brüssel ausgesprochen hat, nämlich, dass Belgien auf seine Neutralität verzichtet habe und damit nun im gleichen Range mit den andern Mächten stehe, hat seine Berechtigung. Für Sonderstellungen ist eigentlich in einem richtigen Völkerbunde kein Platz mehr. Wo aber Sonderbündnisse und Sondergruppierungen sich finden, da hat auch die Neutralität noch ihre innere und praktische Berechtigung. Und es muss, zumal der Schweiz, weil sie vielleicht auch in Zukunft wieder je nach Umständen von zwei Gruppen Kriegführender abhängig sein kann, unbenommen sein, auch ihre wirtschaftliche Neutralität aufrechtzuerhalten und in Kriegen, die nicht Exekutionskriege sind, zu praktizieren. Was aber nun die letztern anbetrifft, so scheint uns die Wahrscheinlichkeit solcher zumal wenn die im Völkerbundspakt vorgesehene Idee ausgebaut wird, eine relativ geringe zu sein, und wir könnten um ihretwillen uns nicht entschliessen, die grossen wirtschaftlichen und auch anderen Gefahren auf uns zu nehmen, die ein Nichteintritt in den Völkerbund nach sich ziehen müsste. Denn alles das, was für die Unausweichlichkeit eines Beitrittes im Hinblick auf den Friedenszustand spricht, gilt für Kriegsfälle in noch viel höherem Masse. Wir fürchten, die Schweiz würde, wäre sie nicht Glied des Völkerbundes, in einem Kriegsfalle isoliert und hilflos dastehen, sodass sie schliesslich gezwungen wäre, sich der einen oder andern Partei anzuschliessen, wenn ihre Nachbarn im Streite stehen.

Zu allem dem kommt, dass sicherlich auf sozialem und damit auch auf politischem Gebiete die nächsten Jahre und Jahrzehnte gewaltige Umwälzungen bringen werden. Es ist hier nicht der Ort, näher auf diese Möglichkeiten einzutreten; sie liegen übrigens jedermann vor Augen.

Schlussbemerkungen:

In der kleinen Wirtschaftskonferenz[3], die wir zur Beratung des vorstehenden Berichtes einberufen haben, wurde seitens eines anwesenden Herrn die Meinung ausgesprochen, dass der Ausgang einer Volksabstimmung über den Völkerbund in der Schweiz sehr zweifelhaft sei. Um die öffentliche Meinung zu beruhigen, sollte man versuchen, von den am Völkerbund beteiligten Staaten und sogar von allen unsern Nachbarstaaten, eine Erklärung einzuholen, wonach anerkannt würde, dass

---

3. *Il s'agit de la conférence qui réunit le 3 juin 1919 autour du Conseiller fédéral E. Schulthess, chef du Département de l'Economie publique, les conseillers nationaux A. Frey et P. Mosimann, le professeur E. Laur et les hauts fonctionnaires H. Heer, A. Eichmann et W. Stucki; pour le procès-verbal de cette séance, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/117–118.

der Beitritt der Schweiz zum Völkerbund ihre militärische Neutralität in keiner Weise berühre und abändere. Ferner sollte seitens der Mitglieder des Völkerbundes Kenntnis von einer Erklärung der Schweiz genommen werden, dass diese im Völkerbunde verlangen werde, er solle bei seinen wirtschaftlichen Vorschriften und Massnahmen den besonderen Verhältnissen der Schweiz Rechnung tragen, wie sie durch die eigenartige Lage der Schweiz inmitten der europäischen Grossstaaten, ohne direkte Verbindung mit dem Meere und durch die Jahrhunderte alten Freundschaftsbeziehungen zu diesen Staaten geschaffen sind. Schliesslich sollen die Völkerbundsstaaten noch erklären, dass sie in der Ausführung der der Schweiz vom Völkerbund vorgeschriebenen Massnahmen nie eine neutralitätswidrige Handlung erblicken werden.

Die Konferenz versteht und billigt an und für sich die Tendenz dieses Antrages, betrachtet jedoch einen solchen Schritt als aussichtslos.

Wir wollten nicht verfehlen, auch von dieser Proposition Kenntnis zu geben.

17

E 6001 (A)/1–3

Le Directeur de la Banque Nationale, R. de Haller, au Chef du Département des Finances et des Douanes, G. Motta

L Berne, 11 juillet 1919

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli un exemplaire du rapport de la délégation[1] envoyée à Paris le 30 juin 1919 pour prendre des informations sur les clauses financières imposées à l'Autriche allemande.

Ces renseignements nous ont été donnés à titre *confidentiel,* le texte du traité n'ayant pas encore été remis aux Autrichiens.

ANNEXE

RAPPORT DE LA DÉLÉGATION ENVOYÉE À PARIS LE 30 JUIN 1919 POUR PRENDRE DES INFORMATIONS SUR LES CLAUSES FINANCIÈRES IMPOSÉES A L'AUTRICHE ALLEMANDE[2]

Copie

Confidentielle Genève, 7 juillet 1919

La délégation composée de Messieurs R. Haller, Vice-Président de la Direction de la Banque Nationale Suisse, R. A. Koechlin, Président de la Banque Commerciale de Bâle et V. Gautier, Avocat, après avoir entendu Messieurs Sergent, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, Chevalier, Directeur de l'Office Général des Valeurs Mobilières, et divers, communique ce qui suit:

a) *BILLETS DE BANQUE:*

[...][3]

---

1. *Cette délégation a été envoyée par l'Association des représentants de la Banque en Suisse, Bâle.*
2. *Ce rapport est signé:* V. Gautier, Avocat.
3. *Dans cette partie du rapport, il est question des billets couronnes estampillés par les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise et des billets non estampillés d'une valeur très problématique pour leurs détenteurs.*

b) *AVOIRS EN COMPTE.*

Cette question est étroitement liée à celle des billets de banque. Pas plus pour les avoirs en compte que pour les billets non estampillés une répartition n'est envisagée par les délégations financières des puissances alliées; on songe encore bien moins à donner au créancier le droit de convertir son dépôt, au pair, en n'importe quelle monnaie nationale de l'un des Etats successeurs. Le créancier d'un compte qui reçoit à Vienne, en vertu de ce compte, des couronnes anciennes soit non estampillées, n'aura devant lui qu'un débiteur: La Banque austro-hongroise en liquidation.

Quant à son droit de créance vis-à-vis de la banque dépositaire elle-même, il paraît sérieusement compromis. De l'avis de M. Chevalier qui a passé un mois et demi en Autriche allemande, la situation des banques de Vienne est très grave; elles sont toutes fortement engagées dans les emprunts de guerre; elles ont consenti à l'Etat des avances sur les emprunts à venir et à leurs clients des avances garanties par des titres d'emprunts remis en nantissement à la Banque; or, ces clients, industriels ou commerçants, sont eux-mêmes, pour la plupart, dans une position précaire et le gage vaut ce que valent les titres de guerre austro-hongrois, c'est-à-dire à peu près rien.

c) *TITRES DE L'ÉTAT AUSTRO-HONGROIS.*

D'après les renseignements obtenus, c'est d'une manière générale, le lieu de dépôt du titre qui doit être déterminant pour attribuer la qualité de débiteur à tel ou tel Etat successeur de l'ancienne monarchie. Pour les dettes de guerre comme pour les dettes d'avant-guerre, chaque Etat serait responsable envers le possesseur de titres des obligations inhérentes aux titres qui se trouvent sur son territoire.

Le critère choisi par la délégation financière alliée, savoir le lieu de dépôt du titre plutôt que la nationalité des porteurs peut paraître singulier; cependant les affirmations réitérées de M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances ne permettent pas de douter que ce soit bien ce critère-là qui ait été choisi.

Pour tous les titres d'Etat austro-hongrois se trouvant à l'étranger, il faut faire une distinction entre les dettes de guerre et les dettes d'avant-guerre. Pour les dettes de guerre, il n'y aura pas de répartition; le poids de ces dettes de guerre doit retomber sur l'Autriche allemande et la Hongrie, pays ennemis.

Par contre, pour les dettes d'avant-guerre, chaque Etat successeur devrait faire estampiller les titres d'Etat se trouvant sur son territoire et, d'après un système de répartition dont les normes ne sont pas encore officiellement connues, mais qui sera déterminé par la Commission des Réparations suivant les capacités de paiement de chaque pays, chacun de ces Etats recevrait une part proportionnelle de la charge que ces dettes représentent. Chacun serait désigné comme débiteur d'une certaine quantité de titres austro-hongrois et remplacerait ces derniers par une quantité correspondante de titres nationaux du même type.

La Commission de Réparations présiderait à l'organisation des ces funding, dont les grandes lignes seules sont arrêtées et dont la réalisation pratique doit entraîner des difficultés sans nombre. Il est extrêmement probable que seuls les Etats alliés seront représentés dans cette Commission: pour le moment l'admission des Neutres n'est pas prévue.

Par contre, d'après les assurances qui nous ont été données tant par M. Sergent que par M. Chevalier, il semble certain que les intérêts des pays neutres seront placés sur le même pied que ceux des pays de l'Entente et que tous les Etats étrangers à l'Autriche allemande, qu'ils soient neutres ou alliés seront traités de la même façon.

d) *TITRES D'ENTREPRISES PRIVÉES.*

Aucun principe général ne peut être posé en ce qui concerne les titres de sociétés privées. Certaines entreprises sont très fortement atteintes par la guerre, d'autres mieux placées pour résister. Il appartient aux créanciers des firmes austro-allemandes de se grouper et d'agir de leur propre initiative dans chaque cas spécial et au mieux de leurs intérêts.

M. Sergent nous a cependant affirmé que la disposition du Traité de Paix qui concerne la liquidation des entreprises dont le capital est, en tout ou partie, aux mains d'austro-allemands, ne sera pas appliquée au profit des Etats nationaux qui viennent de se constituer en territoire austro-hongrois. Le principe du respect de la propriété privée sera observé en faveur des propriétai-

res austro-allemands de biens situés soit en Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne. Certaines exploitations concessionnées, mines ou chemins de fer par exemple, seront expropriées, mais moyennant indemnité convenable payée au propriétaire par l'Etat qui procède à l'expropriation.

e) *CONCERNANT LA HONGRIE.*

L'Entente ne fait aucune différence entre ce pays et l'Autriche allemande; les conditions imposées aux deux pays s'inspireront du même esprit. Les mesures de confiscation et de communication prises par le Gouvernement des Conseils en Hongrie sont aux yeux de l'Entente nulles et non avenues. La liquidation même, en Hongrie, des biens austro-allemands ne sera pas admise. Au sujet de la déclaration des créances étrangères requise par le Gouvernement hongrois, les pays de l'Entente, aujourd'hui encore en guerre avec la Hongrie, n'y procèdent pas. Il est probable qu'une protestation officielle contre toutes les mesures économiques d'expropriation prises par la Hongrie sera rendue officielle avant peu.

f) *IMPRESSIONS D'ENSEMBLE.*

La situation de l'Autriche allemande est envisagée d'une façon extrêmement pessimiste en France, tout spécialement par M. Chevalier qui a pu se rendre compte de visu de l'état de ce pays. Le problème de la reconstitution de l'Autriche est probablement sans solution; la ruine et la faillite du pays sont certaines et par conséquent la position des porteurs de valeurs autrichiennes est très compromise. Les établissements de crédit de Vienne sont, les uns et les autres, condamnés au krach. Vienne se dépeuplera certainement, c'est une tête sans corps, c'est-à-dire sans moyens d'existence. L'Entente ne peut pas sauver complètement l'Autriche allemande; elle ne veut pas le faire en imposant des sacrifices disproportionnés à ses propres peuples ou à ses alliés des pays slaves; tout au plus cherchera-t-elle à empêcher la catastrophe d'une ruine totale accompagnée de famine et de révolution. La seule chance de salut serait dans l'appoint de gros capitaux américains. Mais les Américains paraissent se désintéresser de l'Autriche allemande; ils viennent de donner une preuve très claire de cette indifférence en se retirant de la commission financière pour l'Autriche-Hongrie; les délégués américains ont en effet regagné les Etats-Unis, ne laissant derrière eux qu'un secrétaire chargé de les renseigner sur les décisions prises.

18

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 juillet 1919 [1]

2547. Agrégation de Taufers

Département politique (Affaires étrangères). Proposition du 3 juillet 1919

Par sa décision du 9 mai[2], le Conseil fédéral a approuvé la proposition du Département politique et a pris la résolution que l'incorporation de Taufers ne devait pas être prise en considération. Depuis lors, M. le Conseiller aux Etats

1. *Etaient absents: E. Müller, R. Haab, E. Schulthess.*
2. *Non reproduite, cf.* E 1004 1/271, n° 1670. *Dans cette séance, le Conseil fédéral s'occupait de toutes les agrégations territoriales en question; sur l'ensemble de cette question, cf.* E 2001 (B) 1/14.

Brügger a transmis au Département politique des pièces[3], émanant de la commune de Münster, en demandant au Département politique d'examiner à nouveau la question de l'agrégation de Taufers. Le Département politique n'a pas manqué de transmettre tous ces documents au Département militaire en le priant de vouloir bien lui faire connaître son opinion. Le Département militaire a remis au Département politique un rapport de l'Etat-Major de l'Armée. Celui-ci aboutit à la conclusion qu'au point de vue strictement militaire une incorporation de Taufers apporterait de précieux avantages et aucun inconvénient, tandis qu'au point de vue politico-militaire, cette agrégation serait plutôt désavantageuse. Les avantages positifs l'emportent de beaucoup sur les inconvénients, mais la question ne présente qu'une importance très inférieure dans l'ensemble du système défensif de la Suisse, et l'agrégation de Taufers n'empêcherait pas la vallée de Münster de rester militairement un poste très exposé.

Malgré les avantages militaires que présenterait l'incorporation de Taufers, et même si ces avantages étaient beaucoup plus considérables, le Département politique maintient sa proposition de ne pas prendre en considération la requête des habitants de Taufers. Le Département estime en effet qu'il est de la plus grande importance d'éviter en ce moment toute discussion territoriale dans les régions qui touchent aux frontières italiennes et aux contrées dont la possession peut être contestée par l'Italie.[4] Le mouvement nationaliste italien est exaspéré par les derniers événements et certains éléments italiens suivent de très près les manifestations de l'opinion publique tessinoise, ou tout au moins de la petite fraction de la population de ce canton qui s'appuie sur la Dante Alighieri et cherche un contact plus étroit avec l'Italie. L'Italie ne fait rien pour améliorer les relations de frontière entre les deux pays et pour régler d'une manière satisfaisante les petites questions en cours, et la Légation d'Italie à Berne ne paraît pas animée d'un

---

3. *Cf.* E 2001 (B) 1/14.

4. *Au sujet de la frontière italo-suisse, notamment de l'enclave de Campione, le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, écrit le 2 juillet une lettre confidentielle au Chef du Département politique: [...]* j'ai reçu hier la visite d'un député italien, tessinois d'origine, propriétaire au Tessin et sur les sentiments duquel je crois pouvoir compter. Il arrivait de la Consulta et se montrait assez alarmé d'une conversation qu'il avait eue avec un personnage qu'il n'a pas voulu me nommer, mais qui est un des collaborateurs de M. Manzoni. «Les influences nationalistes», m'a-t-il dit, «exercent une pression sur le Ministère au sujet de cette affaire de Campione. Au moment où l'Italie se prépare à de cruelles déceptions dans l'Adriatique, elle ne voudrait pas s'exposer à des ennuis sur notre frontière et peut-être même y cherche-t-elle de faciles compensations». Mon interlocuteur qui fait de longs séjours sur les bords du lac de Lugano et qui connaît fort bien les choses et les gens, ne m'a pas caché que le mouvement irrédentiste, si peu important qu'il soit dans le Tessin, pouvait être constamment exploité dans les milieux officiels italiens. «Evitez», m'a-t-il dit, «tout acte qui puisse porter préjudice à la population même de Campione, car on ne manquerait pas d'en faire un sujet de scandale.»

[...]

Il nous faut donc montrer la plus grande circonspection dans tout ce qui concerne nos relations avec l'Italie, à la frontière tessinoise et éviter des actes qui ne seraient pas commandés par une nécessité absolue et qui pourraient fournir un aliment bien venu à une certaine presse toujours en quête d'incidents.

[...]

(E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19).

esprit conciliant. Dans un moment délicat comme celui que la Suisse traverse, il faut absolument éviter toute contestation territoriale avec l'Italie, et la question de Taufers serait de nature à créer des difficultés avec nos voisins du sud.

En se basant sur ces considérations, le Conseil fédéral décide de maintenir sa décision du 9 mai, à teneur de laquelle l'incorporation de Taufers n'est pas prise en considération.

19

E 2001 (B) 3/74

L'Ambassade de France à Berne à la Division des Affaires étrangères du Département politique

N n° 451 — H. Urgent Berne, 16 juillet 1919

L'Ambassade de France a l'honneur de remettre, au nom de M. Clemenceau, Président de la Conférence de la Paix, la communication suivante au Gouvernement fédéral[1]:

«D'après les informations reçues par les Gouvernements des principales Puissances alliées et associées, Bela Kun a donné l'ordre aux banques établies sur le territoire hongrois de mettre à sa disposition tous les titres et valeurs qu'elles ont en dépôt, et il semble que cet ordre ait déjà eu un commencement d'exécution.

Les Gouvernements des Puissances alliées et associées déclarent de la façon la plus formelle qu'ils considèrent cet acte comme un vol qualifié et ils déclarent pour nulles toutes les mesures de confiscation décrétées par Bela Kun.

Les Gouvernements des principales Puissances alliées et associées attirent l'attention du Gouvernement fédéral sur le danger que présente pour toutes les nations la constitution d'un fonds destiné à soutenir toute la propagande subversive en pays allié.

Il leur semble qu'une action commune est indispensable pour détruire cette politique, pour protéger les intérêts des déposants menacés par cette spoliation.

En conséquence, ils proposent au Gouvernement fédéral d'interdire ou tout au moins de surveiller l'importation et la négociation de tous les titres et valeurs provenant de la Hongrie.

En outre un contrôle pourrait utilement être établi sur tous les titres hongrois».[2]

---

1. *Le 22 juillet, le Chargé d'Affaires de la Légation britannique à Berne, Lord Acton, a fait une démarche analogue auprès du Département politique, cf.* E 6001 (A)/1–3.

2. *Par notes identiques transmises le 13 août aux Légations de France et de Grande-Bretagne à Berne, le Département politique répondait, sur la base de solides études effectuées par l'administration compétente: [...]* Le Gouvernement de la Confédération a toutefois le sentiment que les changements qui se sont produits dans le Gouvernement de la Hongrie ont pour effet de rendre inutiles les mesures qu'il a envisagées. (E 2001 (B) 3/74).

20

E 2001 (B) 1/18

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, F. Calonder[1]

108/LB. Anerkennung der bayerischen Regierung — Bern, 19. Juli 1919

Seit dem Umsturz in Deutschland im November 1918 ist die hiesige bayerische Gesandtschaft, welche von da ab die Vertretung der Republik Bayern zu übernehmen hatte, vom Bundesrat nicht als offiziell betrachtet worden. Es wurde dies seinerzeit vom Politischen Departement Herrn Professor Förster mitgeteilt, indem darauf hingewiesen wurde, dass bis auf weiteres die bayerische Regierung nicht durch eine offizielle Gesandtschaft, sondern nur durch eine offiziöse Vertretung in Bern repräsentiert sein würde.

Dieselbe Haltung beobachtete der Bundesrat gegenüber der deutschen Reichsregierung. Nachdem nun die letztere im Frühjahr 1919 von der Schweiz förmlich anerkannt[2], und der deutsche Vertreter als bevollmächtigter Minister und ausserordentlicher Gesandter empfangen worden ist, so scheint auch der Anerkennung der bayerischen Regierung durch den Bundesrat nichts mehr im Wege zu stehen. Diese Frage ist überhaupt nur aus dem Grunde zu entscheiden, weil Bayern eine eigene Gesandtschaft in Bern akkreditiert hat; wäre das nicht der Fall, so würde Bayern genau in derselben Lage sein wie die übrigen deutschen Bundesstaaten, für welche eine besondere Anerkennung ihrer neuen Regierungen durch den Bundesrat nicht in Betracht gezogen wird, da anzunehmen ist, dass deren Anerkennung schon durch diejenige der Reichsregierung als solche vorhanden ist.

Indem das Politische Departement dem Bundesrat vorschlägt, unter diesen Umständen für die bayerische Regierung eine Ausnahme zu machen und diese speziell anzuerkennen, weist es darauf hin, dass es für uns wünschenswert ist, die bayerische Gesandtschaft in Bern zu erhalten. Es ist uns nämlich aus ganz zuverlässiger Quelle mitgeteilt worden, dass die bayerischen Gesandtschaften im Auslande aufgehoben werden sollen, und dass das ganze deutsche Reich nur noch durch die deutschen Gesandtschaften vertreten sein soll. Für uns ist es in mehr als einer Hinsicht von Nutzen, wenn der bedeutende bayerische Grenzstaat bei uns noch neben der deutschen Gesandtschaft seine Vertretung beibehält, und durch die spezielle Anerkennung der bayerischen Republik dürfte unser Wunsch in dieser Hinsicht deutlich zum Ausdruck kommen.

Ausserdem verlangen wir von der bayerischen Regierung das Agrément für Herrn Minister von Planta. Die bayerische Regierung wird aber ein solches nur erteilen, wenn wir unsererseits ihren Gesandten oder dessen Stellvertreter ebenfalls als offiziellen Repräsentanten der bayerischen Republik empfangen. Aus diesen Gründen

---

1. *Note manuscrite en tête du document:* Nicht für die Presse.
2. *Cf. DDS 7/1, n° 338.*

beantragen wir:

1. Der Bundesrat beauftragt das Politische Departement, dem gegenwärtigen Chef der bayerischen Mission mündlich mitzuteilen, der Bundesrat ersuche die bayerische Regierung um Erteilung des Agréments für Herrn Minister von Planta als seinen bevollmächtigten Minister und ausserordentlichen Gesandten in Berlin und sei gerne bereit, einem bayerischen offiziellen Vertreter in Bern seinerseits das Agrément zu erteilen.

2. Dem bayerischen Vertreter ist mündlich mitzuteilen, dass dadurch nach Ansicht des Bundesrates die Anerkennung der bayerischen Regierung durch die Schweiz zum Ausdruck komme, und dass es einer besondern Anerkennungserklärung nicht bedarf.[3]

---

3. *A la fin du document, F. Calonder a noté de sa main:* Zur gefl. Erledigung auf dem Wege der Zirkulation; Herrn Vice-Präsident Motta; Herrn Bundesrat Decoppet; Herrn Bundesrat Schulthess. Samstag, 19. Juli 1919.
Le Conseil fédéral a accepté la proposition du Département politique par décision présidentielle du 21 juillet 1919, cf. E 1004 1/272, *n°* 2623.

21

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 27 Rome, 19 juillet 1919

J'apprends de nouveaux détails sur la Conférence de Paris qui me viennent de toute première source. La première erreur, comme on l'a souvent relevé, était de constituer le Conseil des Quatre de membres des Gouvernements et d'y comprendre un chef d'Etat: on aurait mieux fait de charger les diplomates de ces discussions en leur laissant le soin d'en référer à leur Gouvernement ce qui est la méthode la plus pratique.

D'autre part, on a un peu exagéré l'influence de M. Wilson. C'est lui que l'on rend responsable de toutes les plus graves décisions, mais c'est à tort. Le grand homme de la Conférence fut M. Lloyd George qui réussit, dès les premiers jours, dans une entrevue en Angleterre, à faire renoncer M. Wilson:

1^0 à soulever la question irlandaise
2^0 à revendiquer la liberté des mers.

M. Wilson ayant renoncé à ces deux points, M. Lloyd George lui promit son appui pour le reste. En somme, de l'avis de tous, c'est l'Angleterre qui retire du Traité les avantages les plus considérables : elle est la maîtresse du monde et l'effondrement de la Russie qui est un événement si redoutable pour la France, donne en revanche à l'Angleterre des mains libres en Asie.

Chez M. Lloyd George, la préoccupation dominante est celle de son Parlement et la politique intérieure de l'Angleterre. Tout événement n'a pour lui d'importance qu'au point de vue des répercussions dans les couches profondes de la

population anglaise. Il aurait favorisé de toutes ses forces, dans les récentes élections, la victoire conservatrice qui lui assurait comme délégué de l'Angleterre une plus grande liberté et une plus grande tranquillité au sein de la Conférence.

Mon interlocuteur italien a la conviction que l'on aurait pu faire revenir M. Wilson de ses opinions au sujet de Fiume, mais que l'opposition irréductible venait de la France et ne peut s'expliquer que par ses engagements vis-à-vis de l'Autriche et contre la Hongrie.

La Yougoslavie fut une invention de la France plus encore que de la Serbie; beaucoup de Serbes étant contraires à l'annexion de ces territoires. Et l'on demeure convaincu en Italie que la France a fait des promesses à l'Autriche dans la prévision d'une future confédération danubienne dont Fiume serait un des grands ports: on n'a cependant aucune preuve certaine que M. Allizé ait fait à l'Autriche des promesses positives à ce sujet. *[...]* [1]

1. *Suivent des informations sur la situation intérieure en Italie.*

22

EVD KW Zentrale 1914–1918/9–10

Aide-Mémoire du Département de l'Economie publique [1]

Copie Bern, 22. Juli 1919

RÉSUMÉ
ÜBER DEN GEGENWÄRTIGEN STAND UNSERER
WIRTSCHAFTLICHEN BEZIEHUNGEN ZU FRANKREICH

1. Die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich sind geregelt einerseits durch die Handelsübereinkunft vom 20. Oktober 1906 und andererseits durch das Wirtschaftsabkommen vom 25. März 1919.[2] In der Handelsübereinkunft, die von Frankreich auf den 10. September 1919 gekündigt wurde und die also bis zu diesem Zeitpunkte noch voll in Kraft ist, sind die Zollansätze festgelegt. Eine Änderung derselben ist nach den Bestimmungen des Vertrages nur möglich vermittelst zwölfmonatlicher Voranzeige.

Das Abkommen vom 25. März 1919 setzt unter anderm die Kontingente der schweizerischen Waren fest, welche in Frankreich eingeführt werden können. Der Abschluss dieser Vereinbarung erfolgte selbstverständlich in der Voraussetzung, dass die im Handelsvertrag festgelegten Zollansätze keine Veränderung erleiden.

2. Durch das Dekret vom 13. Juni 1919 wurden die französischen Einfuhrverbote für die meisten Waren aufgehoben. Die französische Regierung behielt sie indessen gerade für diejenigen Artikel bei, an deren Einfuhr in Frankreich die Schweiz das grösste Interesse hat: Uhren, Bijouterien, Textilwaren aller Art.

1. *Ni l'auteur ni la destination de ce document n'ont pu être identifiés; il semble que le texte ait été rédigé à l'usage interne du Département de l'Economie publique.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*

Gleichzeitig aber, durch Dekret vom 14. Juni, führte Frankreich auf allen Waren Zollzuschläge ein [3], die auf dem Warenwerte berechnet wurden und teilweise zu Zöllen führten, welche das zehn- und mehrfache der bisherigen betrugen. Für gewisse schweizerische Exportartikel wirkten diese Zölle direkt prohibitiv. Die Zollerhöhungen stellen natürlich eine schwere Verletzung des Handelsvertrages von 1906 dar und gleichzeitig auch eine Verletzung des Abkommens vom 25. März 1919, letzteres insofern, als die Ausnützung der Einfuhrkontingente für die Waren, die noch dem Einfuhrverbot unterstellt blieben, durch die Zollerhöhungen erschwert oder verunmöglicht wurde. Der Bundesrat hat bei der französischen Regierung gegen dieses Vorgehen protestiert.

3. Die Dekrete vom 13. und 14. Juni sind nunmehr ersetzt worden durch zwei neue Dekrete vom 7. und 8. Juli, welche sofort nach ihrer Publikation in Kraft traten. Das erstgenannte Dekret hebt alle Einfuhrverbote, soweit sie noch bestanden, auf, mit Ausnahme gewisser Lebensmittel. Das zweite Dekret ersetzt die Surtaxes ad valorem durch Wertvermehrungskoeffizienten, welche im Maximum die Zahl 3 betragen können. Auf Grund dieses neuen Dekretes werden also die im Handelsvertrag von 1906 festgelegten spezifischen Zölle durch Multiplikation mit den Wertsteigerungskoeffizienten erhöht; sie können im schlimmsten Fall das Dreifache des Vertragszolles erreichen.

Die Dekrete vom 7. und 8. Juli beseitigen, bzw. mildern, die schlimmsten Übelstände, welche durch die Dekrete vom 13. und 14. Juni hervorgerufen worden waren.

Es ist selbstverständlich nicht zu bestreiten, dass die von Frankreich dekretierten Zollerhöhungen an sich nicht ohne innere Berechtigung sind, indem die früheren Zollansätze im Hinblick auf die Steigerung des Warenwertes nicht mehr die ursprüngliche Wirkung hatten, sowohl in protektionistischer als in fiskalischer Beziehung.

Trotzdem müssen wir gegen diese Zollerhöhungen energisch Stellung nehmen. Die französische Regierung hat sich über unsern Handelsvertrag einfach hinweggesetzt, ungeachtet unseres Protestes; sie hat die Wertsteigerungskoeffizienten einseitig, ohne mit uns in Verbindung zu treten, nach ihrem Gutdünken festgelegt und dadurch die schweizerische Exportindustrie, welche auf den Handelsvertrag vertraute, plötzlich vor ein fait accompli gestellt. Der Wertsteigerungskoeffizient für die Stickereien wurde z.B. auf 3 festgesetzt, für die meisten Maschinen auf 2,8 – 3, für fertige Uhren auf 1,5 etc. Darüber, ob diese Koeffizienten überall der tatsächlichen Wertsteigerung entsprechen, kann man in guten Treuen verschiedener Ansicht sein. Auf jeden Fall bringt das neue Regime eine wesentliche Erschwerung für unsern Export nach Frankreich. Dies trifft in ganz besonderm Masse zu in den Fällen, wo es sich um alte Bestellungen handelt, die unter der Voraussetzung erteilt und übernommen wurden, dass die vertraglichen Zollansätze Anwendung finden. Die Ausführung dieser Bestellungen stösst nun auf grosse Schwierigkeiten und gibt zu zahlreichen Reklamationen und Beschwerden seitens der schweizerischen Exporteure und der französischen Importeure Anlass. Man hatte zum mindesten erwarten dürfen, dass die französische Regierung für die Einführung der neuen Zollansätze eine gewisse Übergangs-

3. *Cf. n° 2.*

frist, bzw. gewisse Übergangsbestimmungen, vorgesehen hätte. Sie hat das indessen nicht getan.

4. Bekanntlich hat Frankreich während des Krieges die Einfuhr und den Transit von Waren verboten, welche mehr als 5% «feindliches» Material oder feindliche Arbeit enthalten. Wir hatten als selbstverständlich angenommen, dass mit der Aufhebung der Blockade und der Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen zwischen der Entente und Deutschland diese Bestimmung dahinfalle. Merkwürdigerweise ist die französische Regierung anderer Auffassung. Sie wendet die erwähnten einschränkenden Vorschriften heute noch an, und zwar nicht nur für die Einfuhr in Frankreich, sondern sogar für den Transit. Dies hat zur Folge, dass die schweizerische Industrie, besonders die Maschinenindustrie, nach wie vor in ihrem Export nach und durch Frankreich ausserordentlich gehindert ist. Die Aufhebung der Einfuhrverbote hat für uns auch aus diesem Grunde – abgesehen von den Zollerhöhungen – nur beschränkten Wert. Frankreich sollte die Bestimmungen betreffend die 5% feindliches Material unbedingt fallen lassen.

5. Die schlimmste Bedrohung unserer wirtschaftlichen Beziehungen zu Frankreich bildet das Projekt des Duc de la Trémoille.[4] Es stösst nicht nur in der Schweiz, sondern auch in Frankreich selber, mit Recht auf die schärfste Opposition, sowohl wegen der ganzen Tendenz, die darin zum Ausdruck kommt, als auch wegen der einzelnen Bestimmungen, die in vielen Fällen, technisch und wirtschaftlich betrachtet, undurchführbar und für die Schweiz vollständig unannehmbar sind. Der Gesetzesentwurf ist von der französischen Deputiertenkammer diskussionslos angenommen worden, während der Senat sich damit noch nicht befasst hat. Wir haben durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Paris gegen dieses Gesetzesprojekt Einsprache erhoben.[4]

Art. 1 des Entwurfes sieht vor, dass die Einfuhr und Durchfuhr von Waren, die eine Fabrik- oder Handelsmarke tragen, nur unter der Bedingung gestattet ist, dass die Ware die genaue und vollständige Bezeichnung des Landes, in welchem sie erzeugt wurde, in französischer Sprache trage. Dabei wird verlangt, dass diese Bezeichnung mit der Fabrik- oder Handelsmarke ein Ganzes bilde und aus Buchstaben von der nämlichen Art, Ausdehnung und Sichtbarkeit bestehe. Für viele schweizerische Exportartikel ist nun das Anbringen einer solchen Bezeichnung aus technischen Gründen nicht oder nur mit grossen Schwierigkeiten und Kosten möglich, weil auf dem Artikel kein Platz dafür vorhanden ist und man, um diesen zu schaffen, den ganzen Fabrikationsprozess ändern müsste (z.B. Giessereiprodukte und andere Erzeugnisse der Metallindustrie). Solche Waren würden also von der Einfuhr in Frankreich und vom Transit durch dieses Land einfach ausgeschlossen.

Die Art. 2 bis 4 handeln von den Ursprungszeugnissen. In der Schweiz hatte man damit gerechnet, dass mit der Aufhebung der Blockade die inquisitorische Kontrolle, welche Frankreich während des Krieges und unter Berufung auf die durch den Krieg *[bedingten Zustände]* ausgeübt hat, aufhöre und man in bezug auf den Ursprungsnachweis wieder zu normalen Verhältnissen zurückkehren werde, d.h. zur Anerkennung der von den schweizerischen Handelskammern

4. *Cf. n° 2.*

ausgestellten Ursprungszeugnisse. Man hätte dies umso eher annehmen dürfen, als die Zuverlässigkeit der schweizerischen Ursprungszeugnisse durch die neuen gesetzlichen Bestimmungen (Bundesratsbeschluss vom 30. Aug. 1918 und Verfügung des Volkswirtschaftsdepartements vom 30. Sept. 1918) noch wesentlich erhöht worden ist.

Statt dessen soll nun, nach dem Gesetzesvorschlag, die Tätigkeit ausländischer Organe zur Überwachung des schweizerischen Wirtschaftslebens noch ausgebaut, verschärft und gewissermassen zur ständigen Einrichtung erhoben werden. Während bisher die französischen Konsulate frei waren in der Visierung von Ursprungszeugnissen, wäre in Zukunft das Gutachten der den Konsuln beigegebenen französischen Kommissionen allein massgebend, und die schweizerische Industrie müsste es sich gefallen lassen, dass diese Kommissionen ihre Betriebe inspizieren und in ihre Handels- und Fabrikationsgeheimnisse eindringen. Das ist unannehmbar. Dazu kommt, dass die Vorschriften betreffend Ursprungszeugnisse nach dem Gesetzesentwurf nur Anwendung finden sollen auf die Länder des europäischen Kontinentes, während z.B. England und Amerika dieser Bedingung nicht unterstellt werden, sofern sie Gegenrecht halten (Art. 3 Ziff. 1).

Nach Art. 3 Ziff. 2 des Dekretes können die Ursprungszeugnisse ersetzt *[werden]* durch Kollektivmarken, die von der französischen Regierung genehmigt sind. Diese Bestimmung, welche auf den ersten Blick als eine wesentliche Erleichterung erscheint, hat auch ihre schwerwiegenden Nachteile. Auch in der Schweiz bestand eine Zeitlang die Meinung, dass man mit einer schweizerischen Nationalmarke eine wirksame Ursprungskontrolle allgemein durchführen könne. Die Erfahrung zeigte indessen, dass dies nicht der Fall ist, d.h., dieses System lässt sich eben nur anwenden auf Artikel, bei welchen eine zuverlässige, beweiskräftige Herkunftsmarke leicht angebracht werden kann. In der ganzen Textilindustrie z.B. ist die Anbringung einer solchen Marke technisch kaum möglich, weil es sich hier nicht um einzelne unteilbare Stücke handelt. Die Ware erleidet im Verlaufe des Fabrikationsprozesses mancherlei Umwandlungen, wird zerschnitten usw., so dass die Marke nicht mehr zur Geltung kommen kann. Auch bei der Uhrenindustrie und andern Industriezweigen bestehen grosse technische Schwierigkeiten.

Auch da, wo technisch die Möglichkeit der Anbringung einer Marke vorhanden wäre, bestehen Bedenken gegen dieses System. Es führt zu einer differenziellen Behandlung zuungunsten derjenigen Firmen, die aus diesem oder jenem Grunde der für die Führung der Handelsmarke gebildeten Vereinigung nicht angehören und birgt natürlich auch die Gefahr in sich, dass die Vereinigungen, welche für ihre Marken die Anerkennung einer fremden Regierung anstreben, sich von der letzteren gewisse Bedingungen diktieren lassen, deren Annahme nicht im allgemeinen Landesinteresse liegt und von welchen die Behörden vielleicht nicht einmal Kenntnis erhalten. Auf jeden Fall liegt unter Umständen auch in diesem System eine gewisse Gefährdung der wirtschaftlichen Unabhängigkeit des Landes.

Die weitern Bestimmungen des Gesetzesentwurfes erschweren namentlich den Veredlungsverkehr und führen ebenfalls zu bedenklichen Konsequenzen.

6. Was die Einfuhr aus Frankreich nach der Schweiz anbetrifft, so bestehen,

nachdem nun durch das Dekret vom 12. Juli 1919 die meisten Ausfuhrverbote beseitigt worden sind, keine besondern Schwierigkeiten mehr, abgesehen von der in Frankreich herrschenden Transportkrisis.

23

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 25 juillet 1919[1]

Durchlass von Kriegsmaterial durch die Schweiz

Geheim — Mündlich

Der Vorsteher des politischen Departements teilt mit, dass die französische Regierung den Wunsch zu erkennen gegeben habe, Transporte von Waffen und Munition für die tschechoslowakische Armee über die Schweiz leiten zu können, und gibt Kenntnis von seiner Absicht, dieses Begehren unter Hinweis darauf abzulehnen, dass die Bestimmungen des Art. 2 des Haager Abkommens betr. die Rechte und Pflichten der neutralen Mächte und Personen im Fall eines Landkrieges vom 18. Oktober 1907 es der schweiz. Regierung verbieten, Kriegsmaterialtransporte der kriegführenden Staaten zur Versorgung ihrer Armeen durch die Schweiz gehen zu lassen. Beizufügen wäre aber, dass nach Art. 7 des genannten Abkommens die Neutralen nicht verpflichtet seien, den Durchgang von Kriegsmateriallieferungen Privater an kriegführende Armeen durch ihr Gebiet zu verhindern.

Der Rat nimmt von diesen Eröffnungen in zustimmendem Sinne Kenntnis. Dabei hat er die Meinung, dass der Art. 7 des Abkommens auch auf die Ausfuhr und Lieferung von schweizerischem Kriegsmaterial an kriegführende Armeen Anwendung finden müsse.

1. *Etaient absents: E. Müller, E. Schulthess, R. Haab.*

24

E 2001 (B) 8/5

Le Chef du Département militaire, C. Decoppet, au Chef du Département politique, F. Calonder

L 64/7. Ke/M — Bern, 28. Juli 1919

Der Bundesrat hat am 13. Mai[1] unser Departement eingeladen, Bericht und Antrag zu stellen betr. Behandlung der im Zusammenhang mit dem Völkerbund aufgerollten militärischen Fragen durch die Landesverteidigungskommission.

1. *Non reproduit; dans cette lettre de Calonder figurent, presque littéralement, les questions reproduites ci-dessous dans l'annexe 1 au rapport de la minorité de la Commission de la Défense nationale.*

Diese hat in mehreren Sitzungen[2] diese Fragen allgemein und auf Grund eines vom Politischen Departement aufgestellten Fragenschemas diskutiert. Dabei wurde zwar über einige Punkte Einigkeit erzielt; in der Hauptsache aber, und insbesondere darüber, ob vom militärischen Standpunkt aus der Eintritt in den Völkerbund ratsam sei oder nicht, gingen die Meinungen diametral auseinander. Da auf jeder Seite drei Miglieder standen (wobei diejenige als Mehrheit bezeichnet wird, bei der sich der Präsident befindet), und die Ausarbeitung eines gemeinschaftlichen Gutachtens, die versucht wurde, sich als unmöglich erwies, beschloss die Kommission, dass jede Gruppe ein besonderes Gutachten erstatten sollte. Wir beehren uns, Ihnen diese zwei Gutachten beiliegend vorläufig persönlich zu übermitteln. Von jedem wird noch eine Übersetzung in den nächsten Tagen folgen.

ANNEXE 1

E 27, Archiv-Nr. 23379

Geheim Bern, 18. Juli 1919

BERICHT DER MEHRHEIT DER LANDESVERTEIDIGUNGSKOMMISSION AN DAS EIDGEN. MILITÄRDEPARTEMENT ZUHANDEN DES BUNDESRATES BETREFFEND DIE MILITÄRISCHEN FOLGEN DES EINTRITTS DER SCHWEIZ IN DEN VÖLKERBUND

I. Einleitung.

In der Sitzung des Bundesrates vom 13. Mai 1919[3] hat der Chef des Politischen Departements gewünscht, es möchte der L.V.K.[4] Gelegenheit gegeben werden, sich baldmöglichst auszusprechen über die Bestimmungen militärischer Natur des «Pariser Projekt» genannten Entwurfes des V.B.V. und über die militärische Lage der Schweiz als Glied des V.B.

Infolge dieser Erklärung hat der Bundesrat folgenden Beschluss gefasst: «Das Militärdepartement wird eingeladen, dem Bundesrat Bericht und Antrag zu stellen betreffend Behandlung der im Zusammenhang mit dem V.B. aufgerollten militärischen Fragen durch die L.V.K.».

Um nähere Bezeichnung der militärischen Fragen, die er im Auge hatte, ersucht, antwortete das Politische Departement, dass es, ohne damit irgendwie die Erörterungen der L.V.K. beschneiden zu wollen, es besonders vom politischen Gesichtspunkt aus für nützlich halte, dass die Kommission auch gewisse Spezialfragen, die im Verlauf des vorliegenden Berichts zur Sprache kommen werden, begutachte.

Die L.V.K. hat der Prüfung des V.B.V. mehrere Sitzungen gewidmet. Allen Anstrengungen, sich nur mit den rein militärischen Fragen zu befassen, zum Trotz, griff die Diskussion immer wieder zurück auf die Grundfrage nach dem Eintritt der Schweiz in denV.B. überhaupt. Es trat sehr bald klar hervor, dass es einerseits sehr schwierig, ja unmöglich ist, verwandte Fragen zu scheiden, und dass anderseits die militärischen Fragen mit solchen wirtschaftlichen und allgemein-politischen Charakters eng verknüpft sind. Infolgedessen hat sich schliesslich die Kommission veranlasst gesehen, die Frage in ihrer Gesamtheit zu behandeln.

---

2. *Pour les procès-verbaux, cf.* E 27, Archiv-Nr. 4068.
3. *Cf.* E 1004 1/271, n° 1722.
4. Abréviations: L.V.K. = Landesverteidigungskommission; V.B. = Völkerbund; V.B.V. = Völkerbundsvertrag; Fr. V. = Friedensvertrag von Versailles.

Sie hätte es vorgezogen, einen einzigen Bericht zu erstatten und diesen auf die rein militärischen Fragen zu beschränken.

Für einige dieser Fragen ist denn auch Einstimmigkeit erzielt worden. In der Grundfrage nach der Opportunität des Eintrittes der Schweiz in den V.B. hat sich dagegen die Kommission mit drei Stimmen zustimmend (die Stimme des Präsidenten macht diese Ansicht zu der der Mehrheit) und mit drei Stimmen ablehnend geäussert.

Die Kommission glaubte jedoch nichtsdestoweniger Rechenschaft ablegen zu sollen, und zwar über ihre gesamten Erörterungen. In Würdigung der Schwierigkeit, die beiderseitigen Argumente in einem einzigen Bericht gebührend zur Geltung kommen zu lassen, erachtet sie es im Interesse der Klarheit als das Geeignete, dass jede Meinungsgruppe ihren besondern Bericht erstatte, obgleich, wie schon gesagt, in mehreren militärischen Fragen Einigkeit besteht.

II. Ausgangspunkt der Erörterung.

Die Fragen, die das Politische Departement an die L.V.K. richtet, setzen voraus, dass die Schweiz dem V.B. beitritt und zugleich die Bestimmungen von Art. 435 des Fr.V. mit Deutschland auf sie Anwendung finden.

Daraus geht hervor, dass die Arbeit der L.V.K. vom Gesichtspunkt ausgeht, dass einerseits die Schweiz an den V.B.V. gebunden sein wird, dass aber anderseits die dabei übernommenen Verpflichtungen durch die ausdrückliche Anerkennung des Grundsatzes ihrer Neutralität eine Beschränkung erfahren werden.

Diese Beschränkung ist nun nicht ganz klar, weil der Grundsatz der Neutralität selbst nicht genau bestimmt, sondern in steter Entwicklung begriffen ist. Es steht übrigens ausser Zweifel, dass sich die Schweiz gewissen wesentlichen Verpflichtungen, die der V.B.V. vorsieht, nicht entziehen kann, auch wenn sie mit ihrer anerkannten Neutralität im Widerspruch stehen.

In der Absicht, diese Beschränkung besser zu bestimmen, wünscht das Politische Departement über die dem V.B.V. entspringenden militärischen Verpflichtungen und über die Möglichkeit, sie in militärischer Hinsicht mit dem Grundsatz der Neutralität in Einklang zu bringen, genau orientiert zu sein.

Es kommt also darauf an, in erster Linie diese Fragen vom speziellen Gesichtspunkt aus, den das Politische Departement für seine Gesamtuntersuchung festgesetzt hat, zu betrachten, dann in zweiter Linie daraus eventuell allgemeine Schlüsse zu folgern.

Die vorliegende Erörterung darf natürlich nicht auf dem Standpunkt der Verhältnisse, in denen die Schweiz und Europa sich 1914 befanden, beruhen, sondern sie muss sich gründen auf die Lage der Schweiz im Jahre 1919, wenn diese sich die Frage vorlegt, ob sie in den im umgestalteten Europa geschaffenen V.B. eintreten soll oder nicht.

III. Fälle, in denen der allgemeine Grundsatz der Neutralität Anwendung findet.

Das Politische Departement macht eine erste grundsätzliche Unterscheidung zwischen *den* Kriegen, bei welchen der Grundsatz der Neutralität wie bisher angewendet und respektiert bleibt, und *den* Kriegen, die einer neuen Regelung unterzogen werden.

Hierzu ist folgendes zu bemerken:

Wenn der V.B. im Vertrag ausdrücklich erklärt, «gewisse Verpflichtungen einzugehen, nicht zum Kriege zu schreiten», so anerkennt er hinwiederum ausdrücklich auch die Möglichkeit zukünftiger Kriege; der V.B.V. sieht deren zwei Arten vor:

1. Kriege, welche den V.B. nicht berühren:

a) Kriege zwischen Bundstaaten oder zwischen Bundstaaten und einem dritten Staat, der sich den Bestimmungen des V.B.V. unterzogen hat, für den Fall, dass es dem Bund nicht gelänge, einen zwischen den Betreffenden enstandenen Konflikt beizulegen (Art. 15, Alinea 7, und Art. 17, Alinea 3, des V.B.V.).

b) Kriege zwischen dritten, Nicht-Bundstaaten, bei denen der Rat sein Desinteressement beschliesst und keinerlei Massnahmen ergreift (Art. 17, Alinea 4).

2. Kriege, welche den V.B. direkt berühren:

a) Schutzkriege des Bundes gegen einen dritten, angreifenden Staat (Art. 10).

b) Strafkriege des Bundes gegen einen bundesbrüchigen Staat (Art. 16, ferner Art. 12, 13, 15).
c) Strafkriege gegen einen dritten Staat, der sich weigert, sich den Bestimmungen des V.B.V. zu unterziehen (Art. 17, Alinea 3).
d) Präventivkriege, die der Bund im Konfliktfalle zwischen dritten Staaten durch den Rat beschliesst (Art. 17, Alinea 4).

Die *unter 1* genannten Kriege können nicht vermieden werden; da weder der Rat, noch die Versammlung unter sich darüber einig werden konnten, werden sie als Kriege betrachtet, an denen der Bund kein Interesse nimmt.

Die *unter 2* genannten Kriege sind teils Schutz- oder Präventivkriege des Bundes gegen Dritte (lit. *a* und *d*), teils sind es Strafkriege entweder gegen den, der das Verfahren, dem er zugestimmt hat, verletzt, oder gegen den bösgläubigen Angreifer, die einen wie die andern sind gerechtfertigt, sind *«legitime Kriege»*.

Das Politische Departement ist der Ansicht, dass bei den Kriegen, welche den V.B. nicht berühren, die Schweiz eine *absolute Neutralität* bewahren kann, dass dagegen bei den letztern Kriegen die Möglichkeit einer *genau umschriebenen Neutralität* ins Auge zu fassen ist.

Vom militärischen Standpunkt aus ist zu bemerken, dass ein Krieg immer ein Krieg bleibt, welcher Art und aus welchen Gründen er entstanden sein mag. Alle übrigen Fragen, welche die obige Unterscheidung aufwirft, sind politischer Natur, so die Frage, ob es praktisch möglich sein wird, diese Unterscheidung durchzuführen, ferner die Frage, ob die Organe des V.B. qualifiziert sind, sie vorzunehmen, weiter die Frage, ob die durch diese Organe gemachte Unterscheidung die Schweiz verpflichten kann, und endlich die Frage, ob das Nebeneinanderexistieren von zwei Neutralitäten und der Übergang von der einen zu andern zulässig sei.

IV. Neutralität und Völkerbund.

A. Teilnahme an militärischen Operationen und Durchzugsrecht.

Vor allem ist als undiskutierbare Tatsache festzustellen, dass die im Art. 435 des Fr.V. festgelegte und auf Art. 21 des V.B.V. beruhende Anerkennung der schweizerischen Neutralität die Schweiz von folgenden militärischen Verpflichtungen, die gemäss dem V.B.V. den übrigen Bundstaaten auferlegt sind, befreit:

1. Art. 16, Alinea 2, des V.B.V. auferlegt den Bundstaaten die zum mindesten moralische Verpflichtung, ihr *Kontingent an die militärischen Bestände* zu liefern, welche die bewaffnete Macht darstellen, vermittels derer der V.B. seinen Verpflichtungen Nachachtung zu verschaffen haben wird. An diese der Neutralität zuwiderlaufende Verpflichtung ist die Schweiz nicht gebunden.
2. Art. 16, Alinea 3, des V.B.V. auferlegt den Bundstaaten die Verpflichtung, den Truppen des Bundes, die an einer gemeinsamen Aktion zum Schutz der Bundespflichten teilnehmen, *freien Durchzug zu gewähren.* Die Schweiz hat sich dieser Verpflichtung nicht zu unterziehen.
3. Art. 10 des V.B.V. gibt dem Rat das Recht, sich mit allen Mitteln den Angriffen, Drohungen oder Angriffsgefahren zu widersetzen, denen ein Bundstaat ausgesetzt sein könnte. Soweit dieses Recht des Rates für die Bundstaaten die Verpflichtung mit sich bringt, *eine bewaffnete* Schutzintervention anzunehmen, ist dies für die Schweiz unannehmbar; denn diese schützt ihre Neutralität selbst durch ihre Armee und behält sich alle Rechte vor, nach eigenem Gutfinden Hilfe zu verlangen, wenn ein Angriff auf die Unverletzlichkeit ihres Gebietes erfolgen sollte. Auch eine bloss indirekte Defensivallianz läuft der Neutralität zuwider.

Nach Feststellung dieser Tatsache, ist nunmehr zu prüfen, ob in andern Punkten der V.B.V. der Schweiz neutralitätswidrige Verpflichtungen auferlegt.

B. Anwerbung von Schweizern für kriegführende Armeen.

Der Eintritt der Schweiz in den V.B. könnte der Anwerbung von Schweizern für die Armeen der Bundstaaten Vorschub leisten.

Diese Möglichkeit schafft keine Ungleichheit, die der Neutralität widerspricht. Tatsächlich entbindet Art. 6 der Haager Konvention von 1907 den neutralen Staat der Verantwortung für den Fall, dass einzelne sich für eine kriegführende Armee anwerben lassen; anderseits ist das Bundes-

gesetz vom 30. Juli 1859 noch in Kraft. Da der V.B.V. in dieser Beziehung keinerlei Verpflichtung aufstellt, so kann daraus auch der Schweiz kein Vorwurf gemacht werden.

C. Abbruch der kommerziellen, finanziellen und persönlichen Beziehungen.

Art. 16, Alinea 1, des V.B.V. sieht als Teilnahme an den Sanktionen für die Bundstaaten die Verpflichtung vor, unverzüglich alle kommerziellen, finanziellen und sogar persönlichen Beziehungen mit dem bundesbrüchigen Staat abzubrechen.

Aus den Akten ergibt sich, dass das Politische Departement diese Verpflichtung durch die in Art. 435 des Fr.V. niedergelegte Anerkennung der Neutralität für die Schweiz nicht für ausgeschlossen hält, wenigstens was die wirtschaftliche Blockade anbetrifft.

Diese ebenso unbestimmte wie allgemeine Verpflichtung kann weitgehende Folgen haben; diese sind genau zu untersuchen, und es muss festgestellt werden, in welchem Masse gerade die Folgen militärischer Natur in unzulässiger Weise gegen den Grundsatz der Neutralität verstossen.

1. Ausfuhr und Durchfuhr von Kriegsmaterial.

Art. 7 der Haager Konvention (betr. Neutralität im Landkrieg) lässt grundsätzlich für einen neutralen Staat die Möglichkeit zu, die private Ausfuhr oder Durchfuhr von Waffen, Munition, oder was sonst einer Armee allgemein von nutzen sein kann, nicht zu verhindern. Art. 9 macht hingegen zur Bedingung, dass jede einschränkende Massnahme nach beiden Seiten hin gleichmässig angewendet werden müsse.

Daraus ergibt sich, dass wenn die Schweiz den Gegner des V.B. blockiert und infolgedessen jede Lieferung von Kriegsmaterial verhindert, sie auch jede Lieferung an die Bundstaaten untersagen muss.

Diese Konsequenz hat keine militärische Wirkung, da der V.B.V. keinen Bundstaat und infolgedessen auch die Schweiz weder dazu verpflichtet, die Ausfuhr von Kriegsmaterial zuzulassen, noch Arbeitskrafte zu deren Herstellung zu liefern. Dagegen können wirtschaftliche Folgen auftreten. Einen deutlichen Beweis liefert hierfür die Bedeutung, welche die Herstellung von Munition während des letzten Krieges in der Schweiz angenommen hat. Es ist jedoch nicht Sache der L.V.K., sich über diese nicht-militärischen Folgen auszusprechen.

2. Benutzung der Telegraphen- und Telephonlinien und der drahtlosen Telegraphie.

Die Haager Konvention untersagt unter gewissen Bedingungen den Kriegführenden, hier im speziellen Fall nun dem V.B., auf dem Gebiet eines neutralen Staates radiotelegraphische Stationen oder andere Verbindungsapparate einzurichten und zu benutzen (Art. 3); der neutrale Staat darf eine solche Einrichtung nicht dulden (Art. 5); er ist nicht verpflichtet, den Kriegführenden den Gebrauch der eigenen Verbindungsmittel zu untersagen (Art. 8); wenn er aber einem kriegführenden Teil hierin Beschränkungen auferlegt, so hat er dasselbe auch dem andern Teil gegenüber zu tun (Art. 9).

Wenn nun die Schweiz den Gegner des V.B. blockiert und alle Beziehungen mit ihm abgebrochen hat, müsste sie konsequenterweise auch jeden Gebrauch der telegraphischen, telephonischen und radiotelegraphischen Linien und Stationen zwischen ihr und den Bundstaaten untersagen.

Dieser Bruch ist jedoch eine Unmöglichkeit; es ist undenkbar, dass der Sitz des V.B. von den Bundstaaten und ihren Armeen abgeschnitten sei.

Hieraus ergibt sich zweifellos eine Ungleichheit der Behandlung, die sowohl mit dem Grundsatz der Neutralität als auch mit der Haager Konvention in Widerspruch steht.

Durch einen zwischen dem V.B. und der Schweiz zu schliessenden Vertrag über die Errichtung des Bundessitzes liessen sich diese Abweichungen vom Grundsatz der Neutralität erheblich verringern. In diesem Vertrag müssten Art. 3, 7 und 9 der Haager Konvention ausdrücklich vorbehalten bleiben. Ferner wären von den zulässigen Verbindungen alle diejenigen von militärischer Bedeutung auszuschliessen.

Anderseits ist die Schweiz Sitz des Roten Kreuzes und anderer internationaler humanitärer Organisationen, und es ist unmöglich, dass sie, auch im Interesse des V.B. selbst, die Aufrechterhaltung gewisser Verbindungen mit seinem Gegner verbietet.

3. Massnahmen gegen Angehörige des bundesbrüchigen Staates.

Art. 16, Al. 1, des V.B.V. verpflichtet die Bundstaaten, jedenVerkehr ihrer Angehörigen mit demjenigen des bundesbrüchigen Staates zu untersagen. Es ist die Ansicht ausgesprochen worden, es schliesse dies für die Bundstaaten und folglich auch für die Schweiz die Verpflichtung in sich, die Angehörigen des mit dem V.B. im Kriegszustand befindlichen Staates aus ihrem Gebiet auszuweisen, sie in Konzentrationslager zu verbringen, den Abschluss jeglichen Vertrages mit einem von ihnen zu verbieten, ihre Güter zu sequestrieren und ihnen die Gerichte unzugänglich zu machen.

Diese Massnahmen gegen ausserhalb ihres Landes befindliche fremde Staatsangehörige stehen offenbar nicht in Beziehung mit der vom Politischen Departement für zulässig erachteten wirtschaftlichen Blockade und mit den Interessen, die der V.B. daran hat, dass die Schweiz an dieser Blockade teilnimmt.

Da sie mit dem Asylrecht und den Niederlassungsverträgen im Widerspruch stehen, würden solche Massnahmen unstreitig Neutralitäts-Verletzungen bilden; Art. 435 des Fr. V. enthebt die Schweiz dieser Verpflichtung. Es genügt, dies genau zu bestimmen.

4. Wirtschaftliche Blockade.

Die in Art. 16, Al.1, des V.B.V. vorgesehene wirtschaftliche Blockade bedingt die strikte Schliessung der Grenze und die Unterbrechung jeglicher Transporte: Waren, Personen, Post, Gepäck usw.

Der V.B.V. sieht diese wirtschaftliche Blockade als erste Sanktion, als vom V.B. gegen einen bundesbrüchigen Staat angewandtes Zwangsmittel vor. Da eine Blockade, um wirksam zu sein, vollständig sein muss, so wird diese Bestimmung innerhalb des V.B. trotz Art. 435 des Fr.V. auch der Schweiz auferlegt. Das Politische Departement geht davon aus, dass diese Bedingung angenommen werden könne.

Die ganze Frage spielt sicherlich auch ins militärische Gebiet hinein; im letzten Krieg ist tatsächlich die Blockade als mächtige Waffe gegen die Zentralmächte angewendet worden.

Es fragt sich nun:

1. bedeutet die Einwilligung der Schweiz, an der Blockierung eines Nachbarstaates teilzunehmen, eine Abweichung vom Grundsatz der Neutralität?
2. wäre diese Abweichung derart, dass der blockierte Staat die Neutralität der Schweiz nicht mehr anerkennen, ja sogar einen casus belli daraus machen könnte?

ad 1. Die wirtschaftliche Frage hat allerdings bei der Belagerung befestigter Plätze eine Rolle gespielt, und die von Napoleon gegen England verhängte Kontinentalsperre beweist, dass diese Waffe der Vergangenheit nicht fremd war. Es lässt sich aber trotzdem nicht leugnen, dass diese Anwendung der Neutralität auf dieses Gebiet etwas Neues ist. Die Anerkennung der schweizerischen Neutralität fasste 1815 diese Anwendung nicht ins Auge, und ebensowenig tun dies die Haager Konvention von 1907 und die im August 1914 gewechselten Erklärungen.

Es ist ferner festzustellen, dass eine gewisse ungleiche wirtschaftliche Behandlung in Friedenszeiten Regel ist. Tatsächlich ist sie in den Handelsverträgen niedergelegt, und die Zollkriege beweisen, dass bisher solche Ungleichheiten nicht als casus belli angesehen wurden.

In Kriegszeiten besteht diese Ungleichheit in dem Masse weiter, als die Handelsverträge weiterbestehen. Sie kann sich sogar verschärfen, da ja die Verträge selber für den Kriegsfall ausdrücklich die Möglichkeit vorsehen, dass der Ein-, Aus- und Durchfuhr Hindernisse erwachsen. (Gesetzessammlung: Frankreich XXII, p. 635; Italien XXI, p. 176; Deutschland XXI, p. 535; Österreich XXII, p. 376.)

Im Verlauf des Weltkrieges ist die Schweiz dazu gebracht worden, ihre Nachbarn in wirtschaftlicher Hinsicht ungleich zu behandeln. Aber es ist niemand eingefallen, daraus einen casus belli zu machen.

Es ist allerdings richtig, dass sich eine Ungleichheit in der Behandlung, welche durch die Verpflegungsbedürfnisse der Schweiz hervorgerufen wurde, nicht vergleichen lässt mit einer Ungleichheit, welche die Blockierung eines Nachbarstaates zum Ziel hat; im ersten Fall ist diese Ungleichheit gerechtfertigt, der zweite enthält ein feindseliges Moment, das der Neutralität zuwiderläuft. Dagegen ist in Betracht zu ziehen, dass, wenn die Schweiz an der Blockade nicht teil-

nimmt, sie selber blockiert und infolgedessen zur Sicherung ihrer Lebensmittelversorgung zu Massnahmen gezwungen sein wird, welche sie ohne weiteres in den ersten Fall zurückversetzen.

Es ergibt sich hieraus, dass an die Fragen der sogenannten wirtschaftlichen Neutralität mit weit mehr Freiheit herangetreten werden kann, als an andere, rein militärische Fragen, die durch Herkommen, Brauch und Verträge geregelt sind.

ad 2. Es erscheint ausgeschlossen, dass irgendein Staat, der den V.B.V. und den Fr.V. unterschrieben hat, gegen eine derartige Anwendung des Neutralitätsprinzips durch die Schweiz Einspruch erheben könnte; denn diese Anwendung wäre ja die Folge internationaler Abmachungen, die er selber unterschrieben hat.

Wesentlich verschieden ist dagegen die Lage der Schweiz den andern Staaten gegenüber; es ist hier aber folgendes zu beachten: Praktisch ist die Frage für die grossen Nachbarstaaten von minimer Bedeutung; die Blockade wird durchgeführt, ob die Schweiz mitmache oder nicht. Ist die Schweiz nun sich selbst überlassen, d.h. selbst mitblockiert, so ist sie auch ausserstande, in nennenswertem Masse Lieferungen auszuführen. Als Vorwand und Begründung für einen Angriff auf die Unverletzlichkeit ihres Gebietes wird die Teilnahme der Schweiz an einer Blockierung sicher dienen können; sie wird aber nie der wirkliche Grund dazu sein.

Wichtiger ist aber folgendes:

In militärischer Hinsicht ist zu beachten, dass das Charakteristische der schweizerischen Neutralität auf der Gewissheit und Sicherheit, die sie gewährt, beruht; sie muss in der strategischen Rechnung eine Konstante sein, auf die jedermann zählen kann. Es heisst Zweifel und Ungewissheit schaffen, wenn man theoretisch eine wirtschaftliche Neutralität verkündet, dabei aber genau weiss, dass man sie wahrscheinlich aufgeben muss, weil man nicht ein ganzes Volk zum Hungertode verurteilen kann.

Um die erstrebte Sicherheit zu schaffen, muss die Schweiz natürlich ihre Auffassung über die Pflichten, die ihr auf wirtschaftlichem Gebiet innerhalb des V.B. zukommen, bekanntgeben und ihr im weitesten Masse Anerkennung zu verschaffen suchen.

D. Die Schweiz als Sitz des Völkerbundes.

Art. 7 des V.B.V. macht Genf zum Sitz des V.B.

Aufgabe und Bedeutung des Sitzes sind nicht genau umschrieben; vom militärischen Standpunkt aus scheint jedoch die Gleichstellung mit einer Hauptstadt bis zu einem gewissen Grade berechtigt.

Dass diese Hauptstadt sich auf dem Gebiet der Schweiz befindet, ist sowohl militärisch als auch für ihre Neutralität von Bedeutung.

In Kriegszeiten wird diese Hauptstadt tatsächlich zu einem Nachrichtenzentrum und zu einem Ort, von dem Befehle und Entschliessungen ausgehen. Der Personenverkehr wird absolut sicher vor sich gehen müssen; Telegraph, Telephon und Radiotelegraph wird völlige Bewegungsfreiheit einzuräumen sein, ebenso den Flugzeugen.

Ein solches Zentrum wird den Bundessitz und damit die Schweiz zweifellos zum Anziehungspunkt für Bombardierungsflugzeuge oder sogar für Truppenkörper des dem V.B. feindlichen Staates machen.

Wenn die Schweiz kraft eines noch abzuschliessenden Vertrages mit dem Schutz des Bundessitzes in Genf beauftragt wird, so nimmt sie damit eine militärische Verpflichtung zugunsten eines der Kriegführenden auf sich, eine Verpflichtung, welche die strategische Aufgabe der Schweiz verändert. Wenn anderseits der Bundessitz einmal bedroht ist, so ist zu befürchten, dass der V.B. die Schweiz zwingt, die Schutzaktion für den Sitz zu leiten, oder dass er sogar eingreift, bevor eine Verletzung des schweizerischen Gebietes vorliegt.

Vom militärischen Standpunkt aus scheint also die Verlegung des V.B.-Sitzes in die Schweiz keine erhöhte Garantie für die Respektierung der Unverletzlichkeit unseres Gebietes zu bieten.

Eine Lösung der Schwierigkeiten, die sich mit der Lage des V.B.-Sitzes in der Schweiz erheben, liesse sich darin finden, dass anlässlich der Abmachungen, die diese Frage ohnehin notwendig macht, der Bundessitz exterritorialisiert würde.

Anderseits lässt sich, wie das Politische Departement es tut, in der Tatsache, dass sich der V.B.-Sitz in Genf befindet, ein für die Schweiz einigermassen sicherer Schutz erblicken, ohne dass eine

dementsprechende Gefahr eines Angriffs auf ihre Neutralität vorhanden wäre, dies für den Fall eines Krieges, der den V.B. nicht berührt.

Denn wenn in diesem Fall die territoriale Integrität der Schweiz bedroht würde, so würde der V.B. einem Hilfsbegehren der Schweiz um so rascher entsprechen, als er mit dem Schutz der Schweiz auch den Schutz des Bundessitzes übernehmen würde.

E. Beschränkung der Rüstungen.

Die Aufrechterhaltung des Neutralitätsprinzipes bedingt zu seiner Garantie auch die Beibehaltung der Armee.

Die Beschränkung der Rüstungen in den Nachbarstaaten wird nichts daran ändern, dass im Kriegsfall ihre Armeen an Kräften der unserigen stets überlegen sein werden.

Die einzige Änderung in strategischer Hinsicht wird die folgende sein: eine zahlenmässige Reduktion einer benachbarten Armee wird eine Reduktion der Front, die sie einnehmen kann, mit sich bringen. Dies erhöht Aufgabe und Bedeutung der als Stützpunkt dienenden neutralen Schweizerfront und damit die Notwendigkeit der schweizerischen Armee.

Hieraus ergibt sich nach der einstimmigen Ansicht der L.V.K., dass zur Erfüllung der ihr durch ihre Neutralität auferlegten internationalen Aufgabe die schweiz. Armee stark und schlagfertig bleiben muss. Der Eintritt der Schweiz in den V.B. ändert daran nichts, da ihre internationale Aufgabe in Zukunft dieselbe bleibt wie bisher.

Die grösste Gefahr liegt in dem trügerischen Sicherheitsgefühl, das sich beim Eintritt der Schweiz in den V.B. unseres Volkes bemächtigen wird. Da es sich einer Mächtegruppe zugehörig weiss, die fast alle Staaten der Welt umfasst, könnte leicht die Meinung aufkommen, die Ausgaben für den Unterhalt einer starken und schlagfertigen Armee seien überflüssig. Diese Gefahr muss von Anfang an bekämpft werden.

Der sofortige Eintritt der Schweiz in den V.B. würde ihr nach Art. 1 und 8 des V.B.V. das Recht zusichern, ohne weiteres die gegenwärtige Stärke ihrer Armee beizubehalten.

Ein später erfolgender Eintritt unterliegt dagegen den noch unbekannten Bestimmungen über die Beschränkung der Rüstungen, die der V.B. kraft Art. 1, Al. 2, des V.B.V. aufstellen wird.

Es ist endlich nicht wohl angängig, zu glauben, die Schweiz könne wirklich ausserhalb des V.B. ihre Rüstungen nach Belieben verstärken. Sie ist tatsächlich vom Ausland abhängig, und es wäre unlogisch, wenn der V.B. ohne jede Beschränkung und Kontrolle der Lieferung von Kriegsmaterial oder von Rohstoffen zu deren Herstellung an einen Staat zuliesse, der sich geweigert hat, den V.B.V. zu unterzeichnen. Der V.B. wird ganz natürlich darnach trachten, direkt oder indirekt die Rüstungen derjenigen Staaten zu beschränken, die ihm nicht angehören und die ihm schaden könnten.

V. Soll die Schweiz dem Völkerbund beitreten oder nicht?

Aus der Prüfung der vorstehenden besondern Fragen mehr militärischer Natur ergibt sich, dass beim Eintritt der Schweiz in den V.B. trotz der Anerkennung der schweizerischen Neutralität durch den Art. 435 des Fr.V., der Grundsatz der Neutralität im gegenwärtigen Stadium seiner Entwicklung gewisse Abweichungen erleiden wird. Diese Abweichungen entspringen hauptsächlich der in Kriegszeiten ungleichen Behandlung des Bundes und seines Gegners in bezug auf die telegraphischen, telephonischen und radiotelegraphischen Verbindungen und der Teilnahme der Schweiz an der wirtschaftlichen Blockade gegen einen bundesbrüchigen Staat.

Es handelt sich nunmehr darum, den Wert und die Wirkung dieser Abweichungen in *der* Weise zu untersuchen, dass wir sie an Erwägungen allgemeinerer Natur messen.

A. Die Schweizerische Neutralität als allgemeiner Grundsatz.

Die Schweiz hat durch ihre starke Armee und vor allem durch den Grundsatz der Neutralität gesucht, trotz ihrer Schwäche im Verhältnis zu den mächtigen Nachbarn Unabhängigkeit und territoriale Integrität zu bewahren.

Sie zählt darauf, dass ein Gefühl der Ehre und der Moral jene davon abhalten wird, einen althergebrachten Grundsatz zu verletzen und einen schwachen, neutral gebliebenen Staat anzugreifen.

Das Schweizervolk will auch in Zukunft lieber diesem Grundsatz der bewaffneten Neutralität treu bleiben, als sein Heil in einem Allianz- oder Protektoratsystem suchen. Darüber herrscht völlige Einigkeit.

Auf diesen Standpunkt hat sich auch der Bundesrat gestellt, als er erstrebte, was er in Art. 435 des Fr.V. erreicht hat: Die Bestätigung der Anerkennung der schweizerischen Neutralität.

Diese Übereinstimmung ist aber nur eine relative. Es erheben sich Meinungsverschiedenheiten, sobald versucht wird, genauer zu umschreiben, was der Grundsatz der Neutralität im einzelnen bedeutet.

Es kann nicht bestritten werden, dass dieser Begriff sich je nach der Zeit und Umständen verändert und unaufhörlich entwickelt und ausgedehnt hat. So war das einem Kriegführenden gewährte Recht des freien Durchzuges von Truppen früher mit der Neutralität vereinbar, heute aber nicht mehr.

Heute sind andere Fragen dringend geworden. So stellt der Eintritt der Schweiz in den V.B., bei Anerkennung ihres Neutralitätsprinzips, ihr neben andern Fragen auch die nach der Möglichkeit der Teilnahme an einer wirtschaftlichen Blockade.

Die blosse Tatsache, dass eine solche Frage gestellt wird, gibt noch kein Recht, zu erklären, der Beitritt der Schweiz zum V.B. sei eine Unmöglichkeit.

Solche Fragen haben immer ihre zwei Seiten. Einerseits erklärt die Schweiz, dass sie sich verpflichtet, den genau umschriebenen Grundsatz der Neutralität zu respektieren, anderseits anerkennen die übrigen Staaten diesen so umschriebenen Grundsatz.

Wenn man sich darauf stützt, dass eine Frage weder durch das Herkommen noch durch Verträge oder Erklärungen geregelt ist, um zu behaupten, das Schweizervolk wolle hierin seinen Grundsatz absoluter Neutralität aufrechterhalten, so ist das eine Phrase, die gar keine wirkliche Bedeutung hat. So wird das Neutralitätsprinzip zu einem Dogma gemacht, das zu jeder Zeit auf alle Fälle angewandt wird, ohne den Zeitumständen Rechnung zu tragen.

B. Die genau umschriebene Neutralität.

Es ist ganz klar, dass die Schweiz in allen rein militärischen Angelegenheiten ihren Nachbarn eine unbedingte Unparteilichkeit zusichern und garantieren muss, denn sonst könnte sie nicht auf Anerkennung ihrer Neutralität hoffen.

Soweit sie dies auf andern Gebieten (Philanthropie, Wissenschaft, Industrie etc.) und ganz besonders in solchen Fragen, die — wie gegenwärtig die wirtschaftlichen — den militärischen nahe stehen, tun kann, liegt es in ihrem Interesse, es zu tun.

Wenn aber auf eben diesen Gebieten divergierende Interessen zueinander in Gegensatz treten, eine Situation, die gegenwärtig durch die Existenz des V.B. geschaffen wird, so muss die Schweiz eine Entscheidung treffen. Es lässt sich aber nicht von vornherein sagen, die Lösung liege entweder in der absoluten Neutralität oder dann im Verzicht auf die Neutralität überhaupt.

Die Schweiz hat zu prüfen, welches einerseits für sie bei den im Gegensatz stehenden Interessen die diesbezüglichen Vorteile sind, und ob sie sich anderseits der Gefahr aussetzt, die Anerkennung ihrer Neutralität durch die übrigen Staaten zu gefährden. Es kommt ganz darauf an, wie man diese Frage beurteilt. Das Politische Departement ist jetzt der Ansicht, es liege im Interesse der Schweiz, dem V.B. beizutreten, um der daraus erwachsenden Vorteile teilhaftig zu werden. Dabei wird angenommen, dass auf wirtschaftlichem Gebiet die Schweiz in gewissen, genau bestimmten Fällen, wie den «legitimen Kriegen», nicht werde unparteiisch bleiben können.

Es handelt sich darum, zu wissen, ob und bis zu welchem Grade die Schweiz mit einer solchen genauen Umschreibung ihr Neutralitätsprinzip in dem Sinne aufs Spiel setzt, dass die kriegführenden Mächte es nicht mehr anerkennen und respektieren würden.

Dem für eine solche Neutralität angewandten Ausdruck «differentielle Neutralität» entspricht der französische Ausdruck «neutralité précisée». Das will sagen, dass die Neutralität sich nur auf gewisse Gebiete erstreckt, was in Wirklichkeit auch zutrifft.

C. Die Respektierung der schweizerischen Neutralität

1. Allgemein.

Es erübrigt sich, die Gründe feststellen zu wollen, die unsere Nachbarn dazu veranlasst haben und noch veranlassen können, die schweizerische Neutralität zu respektieren.

Der Vertrag vom 20. November 1815 erklärt, die Neutralität und die Unverletzlichkeit der Schweiz liege wie ihre Unabhängigkeit von jeglichen fremden Einflüssen im wirklichen Interesse der gesamteuropäischen Politik. Die herkömmliche Ansicht sieht in der Schweiz eine Zitadelle Europas und eine Drehscheibe von solchem militärischem Wert, dass es vorteilhafter sei, wenn sie niemanden gehöre. Endlich sucht eine neuere Ansicht zu beweisen, dass im Gegenteil kein Staat ein wirkliches militärisches Interesse am Besitz der Schweiz haben könne.

In Tat und Wahrheit wird es hierin weiter so bleiben, wie es bisher war, d.h. es zieht jeder Staat nur seine eigenen Interessen in Betracht, wenn er zu entscheiden hat, ob er die durch die schweizerische Armee gewahrte Neutralität anerkennen und respektieren will. Der V.B. wird es ebenso halten.

Wenn es trotz der sich daraus ergebenden moralischen und materiellen Konsequenzen in seinem Interesse liegt, diese Neutralität zu verletzen, so wird ein Staat immer einen genügenden Grund oder Vorwand finden, dies zu tun.

Auf der andern Seite kann ein Staat, der ein Interesse daran hat, sich an eine neutrale Schweiz anzulehnen, in der Duldung einer sogar ausgesprochenen ungleichen Behandlung sehr weit gehen. Es ist in dieser Hinsicht unmöglich, eine absolute Regel aufzustellen.

Natürlich muss es die Schweiz vermeiden, berechtigten Anlass zu einer Verletzung der Neutralität zu geben. Sie muss, wie oben gesagt wurde, ihre Neutralität so weit als möglich ausdehnen. Dabei darf aber untergeordneten Fragen nicht eine übertriebene Bedeutung beigelegt werden.

2. Durch den Völkerbund.

Je mächtiger ein Staat ist, desto leichter wird er sich über die schweizerische Neutralität hinwegsetzen können, und es untersteht keinem Zweifel, dass man in dieser Hinsicht dem .V.B. gegenüber Befürchtungen hegen könnte. Anderseits trüge eine im Widerspruch zum V.B.V. und zum Fr.V. erfolgende Verletzung des Schweizergebietes durch V.B.-Truppen einen so odiosen Charakter, dass schon darin eine gewisse Garantie für die Respektierung unserer Neutralität durch den V.B. liegt.

3. Durch den Gegner des Bundes.

Der Eintritt der Schweiz in den V.B. hat, wie oben gezeigt wurde, zur Folge, dass sie den Gegner des V.B. stärker benachteiligen müsste als den V.B. selbst, und zwar hauptsächlich in folgenden zwei Punkten:

Erstens nimmt die Schweiz an der wirtschaftlichen Blockade des Gegners teil, zweitens gestattet sie dem V.B. auf ihrem Gebiet telegraphische, telephonische und radiotelegraphische Verbindungen zu benutzen, was dem Gegner des Bundes nicht zugestanden wird.

Das ist zweifellos eine ungleiche Behandlung; muss aber diese Ungleichheit die schweizerische Neutralität in den Augen jener Staaten wirklich derart blosstellen, dass sie deren tatsächliche Anerkennung verweigern?

Die Mehrheit der L.V.K. ist der Ansicht, das sei nicht der Fall.

Sie glaubt, dass diese ungleiche Behandlung nur in sehr seltenen Fällen eintreten wird, nämlich in den weiter oben als «legitime Kriege» angegebenen Fällen, wo der V.B. als solcher Krieg führt, sei es gegen einen Staat, der sich dem durch seine Unterwerfung unter den V.B.V. selbst zugestandenen Verfahren entzieht, oder gegen einen solchen, der sich im Gegensatz zu den in Rat und Versammlung einstimmigen Staaten stellt.

Sie glaubt ferner, dass die Ausdehnung der Neutralität auf das wirtschaftliche Gebiet im Hinblick auf die Lage der Schweiz und ihrer Nachbarn für die Bundstaaten eine ganz untergeordnete Bedeutung hat.

Eine diesbezügliche klare und kategorische Erklärung der Schweiz oder die Einfügung von

nähern Bestimmungen in die einschlägigen Verfügungen der Handelsverträge vermag jeden Zweifel auszuschalten und die Sicherheit zu schaffen, deren die Neutralität zu ihrer Anerkennung bedarf.

D. Die Lage der Schweiz ausserhalb des Völkerbundes.

Es ist ein Irrtum, zu glauben, eine neutrale, ausserhalb des V.B. stehende Schweiz werde sich in der gleichen Lage befinden wie früher.

1. Die neue politische Zusammensetzung Europas, die Bildung neuer Staaten, die Grenzverschiebungen, die sozialen Umgestaltungen im Innern grosser Staaten und die Gründung des V.B. haben den Rahmen der zukünftigen Entwicklung der Schweiz von Grund auf geändert.

Abgesehen von allen möglichen Ansichten über Erfolgmöglichkeit der Unternehmung, darf anderseits die moralische Wirkung nicht verkannt werden, die eintritt, wenn die Schweiz an einer allgemein in der ganzen Welt eingeleiteten Anstrengung nicht teilnimmt, die darauf abzielt, die Bedürfnisse der Völker nach Sicherung eines dauerhaften Friedens und nach allgemeiner Sicherheit zu befriedigen.

Wenn es auch richtig ist, dass der V.B. ohne die Schweiz bestehen kann und dass diese infolge ihrer Neutralität dem Bund keinen Zuwachs an materiellen Kräften bringt, so ist es doch ebenso gewiss, dass ihre Zugehörigkeit zum Bund einen ganz besondern moralischen Wert darstellt.

Dass die Schweiz neutral ist und keine territorialen Ansprüche hegt, kann es ihr ermöglichen, innerhalb des Völkerbundes einen bedeutenden Platz einzunehmen und an seiner Entwicklung in nützlicher Weise mitzuarbeiten, Bedingung hierfür bleibt die Beibehaltung ihrer Neutralität und der Armee, auf die sie diese stützt.

2. Aus dem V.B.V. ergibt sich hinwiederum, dass der V.B. in seine Tätigkeit nicht nur die Bundstaaten, sondern, soweit es ihm möglich ist, auch die übrigen, sogar die neutralen Staaten einbeziehen will.

Er sieht in Art. 10 und 17, Al. 3 eine Intervention bei Konflikten zwischen einem Bundstaat und einem dritten Staat und in Art. 11 und 17, Al. 4, sogar bei Konflikten zwischen dritten Staaten vor.

Wenn der Bund ferner bei seinen Zwangsmassnahmen den dritten Staaten keine militärischen Verpflichtungen auferlegt (Beteiligung, Durchzug etc.), so bezieht er sie doch in seine wirtschaftlichen Zwangsmassnahmen mit ein, seien diese nun gegen einen Bundesstaat oder gegen einen Dritten gerichtet (Art. 16, Al. 1, Art. 17, Al. 3 und 4, Art. 10).

Die Schweiz wird sich solchen Massnahmen nicht entziehen können, auch wenn sie neutral und ausserhalb des V.B. bleibt. Man kann allerdings der Ansicht sein, die Schweiz könne dank der Anerkennung ihrer Neutralität durch Art. 435 des Fr.V. mit mehr Sicherheit als ein anderer dritter Staat annehmen, der V.B. werde die Unverletzlichkeit ihres Gebietes und ihre militärische Neutralität achten. Es ist aber anderseits klar, dass, wenn der Bund nach Art. 16, Al. 1, eine wirtschaftliche Blockade verhängt, die Schweiz darin einbezogen werden wird, ob sie will oder nicht.

Entweder muss sie sich selber mitblockieren lassen und Gefahr laufen, Hungers zu sterben, oder sie muss sich eine strenge wirtschaftliche Kontrolle nebst den zugehörigen Bedingungen, soweit man ihr solche überhaupt noch zuzugestehen bereit ist, gefallen lassen.

Es ist kein Grund vorhanden, zu glauben oder zu vermuten, der Bund werde die bewaffnete Neutralität der Schweiz missachten, aber es steht fest, dass er nicht um der Schweiz willen ein Loch in seine Blockade machen wird.

3. Solange der Sitz des V.B. sich in der Schweiz befindet, bleiben die daraus erwachsenden Gefahren und Nachteile für die schweizerische Neutralität bestehen, auch wenn die Schweiz dem Bund nicht angehört (vgl. hierzu die Kapitel betreffend den Sitz des V.B. und die Benutzung von Telegraph, Telephon etc.).

4. Dagegen scheint wenigstens praktisch die Schweiz ausserhalb des V.B., aber mit dem Vorteil ihrer Neutralität und gestützt auf ihre Armee in bezug auf die Sicherheit ihres Gebietes und ihrer Unabhängigkeit nicht weniger vorteilhaft dazustehen, als wenn sie die Vorteile der den Bundstaaten in Art. 10 des V.B.V. gewährten Garantie genösse.

5. Schliesslich ist von einem allgemeinern Standpunkt aus noch folgendes zu beachten: Wenn eines Tages der V.B. ein militärisches Interesse daran haben sollte, die Neutralität der Schweiz zu verletzen, so wird ihm das weniger schwer fallen, wenn die Schweiz ausserhalb des V.B. steht, als

wenn sie ihm beigetreten wäre und der Vergünstigungen des im V.B.V. vorgeschlagenen Verfahrens teilhaftig wäre.

In dieser Hinsicht ist jedoch zu beachten, dass erst dann die Wahrscheinlichkeit eines Krieges vorhanden sein wird, wenn sich eine Mächtegruppe gebildet hat, die sich stark genug fühlt, dem V.B. die Stirne zu bieten.

Dann stünde die Schweiz zwischen zwei ungefähr gleich starken Mächtegruppen. Es wird nun behauptet, in diesem Fall sei es für die Schweiz günstiger, wenn sie dem V.B. nicht angehöre, d.h. wenn sie an keinen der Kriegführenden gebunden sei.

Diese Erwägung ist an sich zutreffend; sie setzt aber voraus, dass der V.B. seinen Zweck verfehlt habe und dass er in Wirklichkeit nur noch dem Namen nach bestehe; in diesem Fall wäre die Schweiz ihm gegenüber nicht mehr gebunden.

Wenn dieser Fall einträte, wird weiter gesagt, so könnte die Schweiz ihre Neutralität nicht wieder aufrichten. Aber dieses Argument, das *vor* der Unterzeichnung des Fr.V. einen gewissen Wert hatte, hat ihn nunmehr durch die in Art. 435 des Fr.V. niedergelegte Anerkennung mit Bestätigung des Grundsatzes der ewigen Neutralität verloren.

Diese Neutralität wird aber innerhalb oder ausserhalb des V.B. nur solange Bestand haben können, als sie unauflöslich durch eine starke und schlagfertige Armee gestützt wird. Dies ist die conditio sine qua non, wenn die Neutralität geachtet werden soll.

E. Schlussfolgerungen.

Die Mehrheit der L.V.K. folgert aus dem Vorstehenden, die Schweiz müsse dem V.B. beitreten, und zwar müsse sie es sofort tun.

Sie stellt dabei auf folgende Erwägungen ab:

1. Vom innerpolitischen Standpunkt aus: Die grösste Gefahr eines Eintrittes in den Völkerbund ist die Meinung des Volkes, dass es nunmehr seiner militärischen Lasten enthoben sein werde. Die Beibehaltung einer starken und schlagfertigen Armee ist die Grundbedingung für die Aufrechterhaltung der Neutralität und Unabhängigkeit der Schweiz, auch wenn sie Mitglied des V.B. ist.

Diese Gefahr, welche eine langandauernde Neutralität ebenfalls in sich birgt, muss von Anfang an offen und entschieden bekämpft werden. Die Zukunft des Landes und die Achtung, die der Schweiz innerhalb des V.B. selbst entgegengebracht werden wird, stehen auf dem Spiel.

2. Vom internationalen Standpunkt aus: Der Beitritt der neutralen Schweiz zum V.B. hat Vor- und Nachteile zur Folge, deren Wert vergleichsweise abgewogen werden muss.

Die Nichtanwendung des Neutralitätsprinzips auf die wirtschaftlichen Beziehungen und die Folgen der Verlegung des Völkerbundssitzes nach Genf verringern infolge der dadurch geschaffenen Ungleichheit die Wahrscheinlichkeit, dass die dem V.B. feindlichen Staaten die schweizerische Neutralität achten werden, wenn der V.B. als solcher mit ihnen Krieg führt. Wenn es im Interesse dieser Staaten liegt und sie sich stark genug fühlen, die schweizerische Neutralität zu verletzen, so werden sie in dieser ungleichen Behandlung einen Grund erblicken können, der den beabsichtigten Angriff auf die territoriale Integrität der Schweiz rechtfertigt.

Es ergibt sich aber aus der vorstehenden Untersuchung, dass diese Nachteile nicht von wesentlicher Bedeutung sind. Die Kriegsfälle auf die sie sich beziehen, sind eng begrenzt, denn es handelt sich hier nur um die «legitimen Kriege» des Bundes, d.h. um Kriege, die nur unter ganz besondern Umständen erklärt werden und denen ein garantiertes, genau bestimmtes Verfahren vorausgeht. Was übrigens die Teilnahme der Schweiz an einer wirtschaftlichen Bockade anbelangt, so ist zu bemerken, dass praktisch diese Teilnahme dem blockierten Staat nur unbedeutenden Schaden zufügen kann. Es ist auch für diesen Staat besser, dass die Schweiz klipp und klar Stellung nimmt (auch wenn es für ihn weniger günstig ist), als dass sie einen trügerischen Grundsatz verkündet, dessen Durchführung sie nicht zu sichern imstande ist. Wenn schliesslich in diesem Fall ein Staat sich auf einen Behandlungsunterschied von so geringer Bedeutung beruft, um die Anerkennung der schweizerischen Neutralität zu verweigern und um unsere territoriale Integrität anzugreifen, so tut er es, weil er daran ein Interesse hat. Den so gefundenen Grund könnte er ebensogut auch anderswie finden. Wenn der betreffende Staat aber ein Bundstaat, d.h. ein Unterzeichner des V.B.V. und des Fr.V. wäre, so könnte es sich erst recht um nichts anderes als um einen Vorwand handeln.

3. Die Folgen der Verlegung des Bundessitzes nach Genf, besonders in bezug auf telegraphische und telephonische Verbindungen in Kriegszeiten sind schwerwiegender Natur. Es kann versucht werden, sie abzuschwächen, und zwar durch den Vertrag, welcher mit Bezug auf den Sitz des Bundes zwischen der Schweiz und dem V.B. abgeschlossen werden muss. Zu diesem Vertrag sind die Art. 3, 8 und 9 der Haager Konvention vorzubehalten und ferner jeder militärische Verkehr ausdrücklich auszuschliessen. Trotzdem wird eine gewisse Ungleichheit bestehen bleiben.

Die Gegenleistung für diese der Schweiz erwachsenden Nachteile kann nur in den moralischen und internationalen Vorteilen gesucht werden, die die Lage des Bundessitzes auf ihrem Gebiet ihr gewährt.

4. Diesen verschiedenen nur relativ bedeutenden Nachteilen stehen im Vergleich zur untergeordneten und geringen Bedeutung der Schweiz ausserhalb des V.B. die höhern Vorteile verschiedener Art gegenüber, die ihr den Eintritt in den V.B. verschafft.

Tradition und geschichtliche Vergangenheit verbieten es der Schweiz, sich ohne ganz triftige Gründe von einer allgemeinen Anstrebung fernzuhalten, die unternommen wird, um dem ausgesprochenen Bedürfnis der Völker nach Verringerung der Kriegsgefahr, nach Sicherung einer internationalen Gerechtigkeit, der Achtung der Verträge und deren Öffentlichkeit entgegenzukommen. Es ist ihre Pflicht, sich nach Massgabe ihrer Kräfte an der Lösung der grossen Problemreihe mitzubeteiligen, die der V.B. zu lösen gewillt ist (Art. 23-25 des V.B.V.), wäre es auch um den Preis einiger kleiner Opfer.

Der Eintritt der Schweiz in den Völkerbund und die Anerkennung ihrer bewaffneten Neutralität weist ihr ferner im neuen Europa ihre internationale Stellung an und verschafft ihr die Möglichkeit, einen gewissen Einfluss auszuüben.

Endlich sichert sie sich für die Kriege, in denen sie eine etwas geschwächte Stellung einnimmt, eine wirtschaftliche Unterstützung, die ihr die gegenwärtigen Handelsverträge nicht verbürgen (vrgl. Art. 16, Al. 3, des V.B.V.).

Es muss der Möglichkeit Rechnung getragen werden, dass der V.B. seinen Zweck nicht erreicht oder davon abweicht; mit andern Worten: es müssen alle irgendwie möglichen Fällen ins Auge gefasst werden, die die Schweiz bewegen könnten, sich vom Bund zurückzuziehen. Es ist deshalb vonnöten, dass die Schweiz, wie bisher, auch innerhalb des V.B. ihre Neutralität und deren Stütze, die starke und schlagfertige Armee, beibehalte.

Um sicher zu sein, diese Armee beibehalten zu können, und um eventuellen Rüstungsbeschränkungen zu entgehen, ist es notwendig, dass der Beitritt der Schweiz zum V.B. sofort erfolge (Art. 1 und 8 des V.B.V.).

ANNEXE 2

E 27, Archiv-Nr. 23379

Rapport de la minorité de la Commission de la Défense nationale

GEHEIM

Bern, 14./18. Juli 1919

DIE SCHWEIZ UND DER VÖLKERBUND. MILITÄRISCHES GUTACHTEN.

I. Einleitung.

Der Bundesrat hat durch Beschluss vom 13. Mai 1919 das schweizerische Militärdepartement (S.M.D.) eingeladen, dem Bundesrate Bericht und Antrag zu stellen betreffend die im Zusammenhang mit dem Völkerbund (V.Bd.) stehenden militärischen Fragen durch die Landesverteidigungskommission (L.V.K.).

Der Chef des S.M.D. hat zur Beratung dieser Fragen die L.V.K. am 30. Juni und 1. Juli 1919 und sodann wieder am 14. Juli zusammenberufen und als Vertreter des Generalstabes dazu ausser dem abtretenden Chef des Generalstabes, Oberstkorpskdt. von Sprecher, auch dessen derzeitigen

Stellvertreter, Oberstdivisionär Bridler, Kdt. der 6. Division, und den in Aussicht genommenen Nachfolger, Oberstdivisionär Sonderegger, Kdt. der. 4. Div. zugezogen. Der nachfolgende Bericht wird abgegeben im Namen des Vertreters des *Generalstabes,* sowie der Herren *Oberstkorpskdt. Schiessle,* Kdt. des 2. Armeekorps, und *Oberstkorpskdt. Steinbuch,* Kdt. des 3. Armeekorps. Die zugezogenen Herren *Divisionäre Bridler und Sonderegger* haben sich dem Berichte in allen Teilen angeschlossen.

Die mit dem V.Bd. zusamenhängenden militärischen Fragen sind zum grossen Teil aufs engste verbunden mit der politischen Tragweite der Bestimmungen des V.Bd.-Statuts. Es ist unmöglich, die beiden Beziehungen gänzlich voneinander zu trennen, wie denn überhaupt ein strategisches Gutachten stets auch das politische Gebiet wird streifen müssen. Wir ersuchen, dies bei Prüfung unseres Berichtes berücksichtigen zu wollen.

Das Politische Departement hat, ausser der allgemeinen Begutachtung, von uns auch noch die Beantwortung einer Anzahl besonderer, artikulierter *Fragen* gewünscht. Soweit möglich, haben wir auch über diese Punkte uns im allgemeinen Gutachten ausgesprochen und nur den Teil der Fragen besonders beantwortet, der in den allgemeinen Rahmen sich nicht so gut einpassen liess.

Vorausschicken müssen wir der Begutachtung der vorgelegten Angelegenheit noch, dass wir uns dabei nur an den bekanntgegebenen *amtlichen Text* des V.Bd.-Vertrages (Pacte de la Société des Nations, herausgegeben von der Conférence des Préliminaires de Paix) halten und kein Gewicht legen können auf angebliche, mehr oder minder unbestimmte, den V.Bd. nicht bindende Zusagen oder Hoffnungen, die von einzelnen Teilnehmern an der Friedenskonferenz, in Abänderung oder Auslegung des Pacte, mündlich gemacht worden sein mögen. — Das gilt insbesondere auch hinsichtlich der ökonomischen und andern Nachteile, die der Nichtbeitritt zum V.Bd. für uns nach Presseäusserungen im Gefolge haben soll, die übrigens niemals die entscheidenden militärischen Gründe entkräften können.

II. Die Stellung der Schweiz im Völkerbunde

Seit dem unglücklichen Ausgang der Mailänder Feldzüge im 16. Jahrhundert war die Schweiz bestrebt, im vollen Bewusstsein der Bedeutung des Entschlusses, sich *neutral* zu verhalten, d.h. sich in die Kriegshändel anderer Staaten nicht mehr einzumischen und jeweilen gegenüber beiden Kriegsparteien strenge Unparteilichkeit walten zu lassen. Dem Entschlusse lag die Überzeugung zugrunde, dass es einem kleinen Staate mitten unter grossen unter allen Umständen schwer fallen werde, seine Selbständigkeit zu erhalten, dass insbesondere die Teilnahme an Konflikten der mächtigen Nachbarvölker uns viel leichter als einem Gross-Staate die Selbständigkeit kosten könne. Neben unserer Wehrkraft gewährt die Neutralität unserm Lande einen *moralischen* Schutz; ihre stete, gewissenhafte Beobachtung durch die Schweiz und die wiederholte ausdrückliche Anerkennung durch kriegführende Mächte erwecken in weiten Kreisen, zumal in den Nachbarstaaten, eine wohlbegründete Scheu, sich darüber hinwegzusetzen und unser Gebiet zu verletzen. Die Schweiz hat den Grundsatz der Neutralität als Richtschnur ihrer äussern Politik in die Verfassung aufgenommen und kann sich überdies noch darauf berufen, dass er von den Mächten des Pariser Kongresses von 1815, als im wahren Interesse Europas liegend, förmlich anerkannt wurde. Die Erklärung unserer ewigen Neutralität besteht aber auch ohne diese Anerkennung zu Recht, wie jede andere, von einem *souveränen* Staate abgegebene gewöhnliche Neutralitätserklärung. Ihr Gegenstück ist die Unverletzlichkeit des Gebietes der Schweiz und das Recht auf ungestörte Fortführung der politischen und wirtschaftlichen Beziehungen zum neutralen wie zum kriegführenden Auslande. (Vgl. Descamps: De la neutralité à titre permanent, Paris-Bruxelles, 1912) Durch den Beitritt zum V.Bd. büssen wir diese Souveränität ein, und die Erklärung, in einem Kriege, bei dem der V.Bd. überhaupt in irgendeiner Weise eingreift, nach heutigem Begriffe neutral bleiben zu wollen, wäre ein förmlicher Bruch der als Mitglied des Bundes übernommenen Verpflichtungen. Nach den Art. 11 und 17 aber kann der «Rat» bei allen Kriegen eingreifen, mögen sie ein Mitglied des V.Bdes betreffen oder nicht.

Der Begriff der Neutralität ist nun allerdings nicht zu allen Zeiten derselbe gewesen, er hat eine geschichtliche Entwicklung durchgemacht, und zwar in dem Sinne stetig sich erweiternder Geltung und immer strengerer Fassung. Wenn in frühern Jahrhunderten sowohl die Stellung sogenannter kapitulierter Regimenter als der Durchpass fremder Heere durch die Schweiz als mit der

Neutralität vereinbar angesehen wurden, so hat man diese Auffassung nicht nur in der Schweiz, sondern auch in der übrigen sogenannten zivilisierten Welt ausgesprochenenermassen aufgegeben. Man hat sich eben *überzeugt, dass nur eine absolute Neutralität Anspruch und Aussicht hat auf Achtung und Anerkennung durch die Kriegführenden.* Demgemäss lauten denn auch die Vorschriften, die der Bundesrat vor und nach dem Ausbruch des Weltkrieges über die Handhabung der Neutralität erlassen hat, sehr bestimmt im Sinne einer *unbedingten* Neutralität; ebenso zeugt das Haager Abkommen von 1907 über die Rechte und Pflichten der Neutralen (N.A. 1907) davon, dass auch bei den Gross-Staaten nun dieselbe Auffassung besteht. (Vgl. Vorschriften für die Truppenkommandanten über die Handhabung der Neutralität vom 21. Dezember 1912, insbesondere Ziffer II, und Verordnung des Bundesrates vom 4. August 1914 betreffend die Handhabung der Neutralität der Schweiz.) Wenn England diesem Haager Abkommen nicht beigetreten ist, so hängt das mit dem bekannten Standpunkte zusammen, den England im allgemeinen in Fragen des Kriegsrechtes, insbesondere des Seerechtes, einnimmt. Diese vom Bundesrat und der Bundesversammlung schon in den Jahren 1870/71 und nun während des ganzen Weltkrieges ohne Wandel festgehaltene Auffassung der Neutralität bildete auch die Grundlage für das Verhalten der Armee. Nur dieser strengen Auffassung haben wir es zu verdanken, wenn unsere Neutralität in den letzten fünf Jahren die denkbar schwerste Belastungsprobe ausgehalten und dem Lande nicht nur die Schrecken des Krieges erspart, sondern auch den innern Zerfall verhütet hat. Diesen bewährten Grundsatz der vollen Neutralität, der das Vaterland durch all die überstandenen Fährlichkeiten hindurch gerettet hat, nun aufgeben zu wollen, zugunsten einer anerkanntermassen höchst mangelhaften, problematischen Neuerung, deren Tragweite gar nicht abzusehen ist, die aber jedenfalls die ernstliche Schmälerung eines unserer wesentlichen Souveränitätsrechte mit sich bringt, *davon müssen wir des entschiedensten abraten.*

In seinem, den Vertretern der Mächte in Paris zugestellten Memorandum vom 8. Februar 1919[5] wiederholt der Bundesrat zwar ausdrücklich die Erklärung vom 4. August 1914, «dass die Schweiz gegenüber den kriegführenden Staaten die *strengste Neutralität* beobachten wird». Heute aber erklärt uns der Vertreter des Politischen Departements (siehe dessen Darlegung von der bundesrätlichen Kommission am 30. Mai 1919)[6], die Neutralität sei nur ein *militärischer* Begriff und berühre die übrigen Äusserungen und Funktionen des staatlichen und zwischenstaatlichen Lebens nicht. Ja, er will eine neue Neutralitätsform schaffen, die er *differenzielle Neutralität* nennt, deren wesentlicher Charakter darin bestehe, dass dem neutralen Staate, der dem Völkerbund angehöre, ein verschiedenes Verhalten gestattet sei, je nachdem es sich richte gegen einen Staat, der auf seiten des Völkerbundes stehe, oder gegen einen andern,der sich wider diesen oder seine Entscheide auflehne. Dies bedeute keine Verletzung der Neutralität, es sei der Neutralität vielmehr Genüge geleistet, wenn wir nur deren spezifisch militärische Forderungen erfüllen: die Unterlassung der Teilnahme an den militärischen Handlungen, den eigentlichen Kriegsoperationen und die Verwehrung des Durchpasses von Truppen, sei es des Völkerbundes, sei es seiner Gegner. Insbesondere bestehe keinerlei Verpflichtung des Neutralen zur gleichen Behandlung beider Kriegsparteien im wirtschaftlichen Verkehr; wir seien berechtigt, ohne uns eines Bruches der Neutralität schuldig zu machen, die wirtschaftliche Sperre (Blockade) mitzumachen, die der Völkerbund seinen Mitgliedern durch Art. 16 des Statuts (Pacte von 1919) gegenüber dem Gegner des Völkerbundes auferlege. Das Haager N.A. 1907 schreibe uns in keinem Artikel vor, den privaten Handelsverkehr nach beiden Seiten gleichmässig, sei es aufrecht zu erhalten, sei es zu unterbinden.

Diesen Behauptungen gegenüber müssen wir mit aller Entschiedenheit den Standpunkt vertreten, dass es wie im Weltkriege so auch künftig für die Schweiz nur eine *absolute* Neutralität gibt, die sowohl in militärischer als in wirtschaftlicher Beziehung strengstens durchgeführt werden muss, *wenn wir auf deren Anerkennung seitens beider Kriegsparteien rechnen wollen.* Gerade der wirtschaftliche Krieg, die Hungerblockade, hat sich im Weltkriege offenkundig als das furchtbarste und *allerwirksamste Kriegsmittel* erwiesen, das im wesentlichen sogar die Entscheidung herbeigeführt hat. Es wäre geradezu widersinnig, dieses Kriegsmittels sich zugunsten der einen und

5. *Cf. DDS 7/1, 177.*
6. *Non reproduit,* cf. E 2001 (B) 8/2.

zum Nachteil der andern Kriegspartei, als Mitglied des Völkerbundes, bedienen zu wollen und dabei doch die Wohltat der Neutralität, insbesondere die Unverletzlichkeit des Gebietes, von beiden Kriegsparteien gleicherweise zu beanspruchen. Selbst wenn *wir* uns noch einreden wollten, unsere Neutralität brauche nur eine sogenannte militärische im engern Sinne zu sein, die uns im übrigen für alle den Krieg beeinflussenden Handlungen vollkommen freie Hand lasse, so wird doch *die Kriegspartei,* die sich durch unser Gebahren benachteiligt sieht, uns, wenn es ihr im übrigen in den Kram passt, ohne weiteres und mit vollem Recht erklären, dieses Verhalten sei *nicht neutral,* sondern *feindselig,* und sie behalte sich vor, die Konsequenzen daraus zu ziehen. Die Folge aber wird sein, dass wir zum mindesten bei allen Kriegen, in denen der Völkerbund Partei nimmt (und er *kann* es nach Art. 17 in allen Fällen), damit rechnen müssen, in diese hineingezogen zu werden, und was dies für einen kleinen Staat inmitten der Gross-Staaten bedeutet, zwischen denen, noch mehr als vor dem Weltkriege, die gewaltigsten Spannungen bestehen, das hat der Krieg in einer Weise vor Augen geführt, dass wir mehr als je wünschen und bestrebt sein müssen, unser Land durch ein ehrlich und unbedingt neutrales Verhalten davor zu bewahren. Man stelle sich übrigens vor, in welche Lage uns diese sogenannte differentielle Neutralität brächte, namentlich bei Durchführung der drakonischen, in Art. 16 des Statuts vorgeschriebenen Massregeln gegenüber dem gegnerischen Staate und gegenüber seinen in unserem Lande lebenden Angehörigen. (Absolute Absperrung, Untersagung jeden Verkehrs unsererseits mit den Bürgern des betreffenden Staates, Abbruch aller finanziellen, kommerziellen und sogar persönlichen Beziehungen zu ihnen.) In der bundesrätlichen Expertenkommission hat der völkerrechtliche Berater des Politischen Departements selbst erklärt, die wirtschaftliche Blockade sei die schwerste Bestimmung des Vertrages, «wir liefern möglicherweise den betreffenden Staat dem Hungertode aus», heisst es im Protokoll vom 30. Mai 1919 und wenn auch die Vermutung geäussert wurde, gewisse Verpflichtungen des Art. 16 könnten uns vielleicht erlassen werden, so sind doch auch die entschiedensten Anhänger des Beitrittes der Ansicht, *dass wir die wirtschaftliche Sperre unter allen Umständen mitmachen müssten.* Die Anerkennung unserer bloss militärischen Neutralität wird uns davon niemals befreien. Es ist ganz und gar undenkbar, dass eine Kriegspartei, die in sich die Kraft gefühlt hat gegen den V. Bd. sich auflehnen zu können, eine solche Behandlung sich gefallen liesse, ohne uns schlechthin als Partner des V. Bdes und *als Kriegspartei* zu betrachten und zu behandeln. Die Folge aber ist unausbleiblich, dass dann selbst die Anerkennung unserer militärischen Neutralität durch den V.Bd. ihren Wert verliert. Sobald wir durch unsere parteiisch gefärbte, lückenhafte Neutralität dem Gegner den Respekt davor nehmen, muss auch der V.Bd. mit dem Ein- und Durchmarsch der Gegenpartei durch die Schweiz rechnen und so kann auch der V.Bd. die Neutralität nicht mehr achten und muss allein nach seinem militärischen Vorteil handeln. Der Krieg wird dann auch *in unserem Land* ausgefochten; dies ist noch um so wahrscheinlicher, als selbstverständlich jeder Staat ein Interesse daran hat, die Schrecken des Krieges von seinem Gebiete abzulenken.

Inwieweit übrigens die in Art. 435 des Friedensvertrages bestätigten Gewährleistungen von 1815 uns wenigstens die militärische Neutralität garantieren, ist nicht ganz klar, insbesondere erhellt daraus nicht, ob alle im Haager N.A. 1907, Art. 1–8, aufgeführten Rechte und Befugnisse der Neutralen damit anerkannt sind. Wir können vielleicht bei allfälligem Eintritt versuchen, gewisse *Vorbehalte* zu machen. Welche mündlichen Zusagen aber hinsichtlich deren Anerkennung den Beauftragten des Bundesrates in Paris gemacht wurden, wie diese Zusagen lauteten, ob sie schriftlich vorliegen, ob sie von Bevollmächtigten der Pariser Friedensdelegation in verbindlicher Weise abgegeben wurden, über all das sind wir gar nicht unterrichtet, wie es denn überhaupt fast unmöglich erscheint, über die zahlreichen Unklarheiten des «Pacte» Aufklärung zu erhalten. Hat doch der Vertreter des Politischen Departements, laut Protokoll der bundesrätlichen Völkerbundskommission vom 30. Mai 1919[7], auf Anfrage eines Mitgliedes, die wenig tröstliche Auskunft geben müssen: «Es war sehr schwierig, authentische Aufschlüsse über den Vertrag zu erhalten. Die Personen, die mitgewirkt hatten, antworteten meist ausweichend».

Wir wissen hingegen, dass der Art. 1 des Völkerbund-Vertrages sagt, der Beitritt müsse *ohne jeden Vorbehalt* (sans aucune réserve) erklärt werden; wir wissen aus den Akten, dass ein hervor-

---

7. *Cf.* E 2001 (B) 8/2.

ragender Vertreter der Vereinigten Staaten sich noch bei Anwesenheit der miltärischen Abordnung des Bundesrates in Paris gegen die Gestattung irgendwelcher Vorbehalte aussprach[8]; der V.Bd.-Vertrag zeigt auch, dass zwar in Art. 21 die mit dem Sinne des V.Bdes. im Grunde unvereinbare Monroe-Doktrin vorbehalten ist, nicht aber die unbestreitbar friedenfördernde Neutralität irgendeines Staates, geschweige denn die absolute, ewige Neutralität, wie die Schweiz sie erklärt. Die Akten sagen uns ferner, dass der *englische* militärische Vertreter in Paris, mit dem die militärische Abordnung des Bundesrates daselbst verhandelte, ihr gegenüber von sich aus ausdrücklich darauf hinwies, die Teilnahme an der Blockade bedeute für die Schweiz den *casus belli!* Wie könnte ein allfälliger Gegner anderer Ansicht sein. (Vgl. die Akten betr. die vom Bundesrate nach Paris entsandte militärische Mission, insbesondere: Rapport au Chef du Dépt. politique Suisse[9], und Bemerkungen des Generalstabchefs dazu vom 23. April 1919[10]).

Dem Allem gegenüber sollen wir uns nun einreden, die Hungerblockade, die quasi als Foltermassregel bestimmt ist, den davon Betroffenen zu jedem Zugeständnis und jedem Bekenntnis zu bringen, sei eine harmlose, mit der Gleichbehandlung beider Kriegsparteien vereinbare Massregel! Das muss unbedingt zu den folgenschwersten, bittersten Enttäuschungen führen. Es kann auch keine Rede davon sein, die schweren Wirkungen der Hungerblockade etwa durch das Eingreifen des Roten Kreuzes zu mildern. Ein berufener Vertreter dieser Institution hat in der Konferenz vom 30. Mai ausdrücklich erklärt: «Dans cette guerre, jamais la Croix Rouge n'a été autorisée à alléger les maux résultant du blocus économique des Etats ... ses prescriptions seront appliquées sans aucune pitié». Das ist deutlich und ehrlich.

Wir müssen aber, zum Überfluss geschieht es, noch auf eine Seite dieser neuen differenziellen Neutralität hinweisen, die es sicherlich nicht uns allein unmöglich macht, an einem Eintritt unter Wahrung einer beschränkten Neutralität *zu diesem* V. Bd. zu denken. Es geht dabei auch um die *Ehre der Schweiz und ihrer Armee.* In welchem Lichte erscheint diese Ehre, wenn wir, obwohl die Berechtigung der Aktion des V.Bdes. anerkennend, nur die wirtschaftlichen Zwangsmassregeln gegen den Feind des V.Bdes. mitmachen, uns aber kleinmütig und feige weigern, am Kampfe uns zu beteiligen, wo es Blut kosten könnte! Ja, wir verlangen vom Gegner, dass er die gegen ihn ergriffenen Massregeln als neutral anerkenne und uns im Frieden lasse! Ein solches Verhalten könnten wir nicht anders ansehen, denn als *unvereinbar* mit der Ehre und Würde des Landes. Jeder Schweizer, zumal jeder Wehrmann, müsste sich in seinem innern Werte und Selbstgefühl durch eine solche, dem Volke zugemutete Stellung erniedrigt fühlen.

Wenn dann der Völkerrechtskonsulent des Polit.Depts. sich auf die *savoyische Neutralität* beruft, um zu beweisen, das man der Neutralität auch noch im 19. Jahrhundert nur einen militärischen Begriff beilegte, so ist dies offenbar nicht schlusskräftig. Der Ausdruck im Pariser Protokoll von 1815, dass der betreffende Teil von Savoyen der Neutralität in gleicher Weise teilhaftig sei wie die Schweiz selbst, ist von der Schweiz selber nie so verstanden worden. In den völkerrechtlichen Fragen der Gegenwart (siehe Pol.Jahrb. Sept. 1899) sagt Hilty: «darf, muss sogar die Schweiz ihre Neutralität und ihre Grenzen gegen jeden Angriff mit allen ihren Kriegsmitteln verteidigen ....? Diese Frage betrachten wir als eine liquide. Jeder Neutrale, auch ein ewig Neutraler, hat nicht bloss das Recht, sondern ebenso die Pflicht, die Neutralität seines Gebietes mit allen seinen Kräften aufrechtzuerhalten". Das gilt für die savoyische Neutralität nicht. Eine so weitgehende Pflicht hat die Schweiz und haben ihre Behörden bezüglich Savoyens niemals anerkannt, ja des öftern sogar ausdrücklich abgelehnt. Nein, die savoyische Neutralität ist der schweizerischen *nicht gleichartig,* und man kann sich keineswegs darauf berufen, um zu beweisen, dass auch der schweizerischen Neutralität nur ein militärischer Begriff innewohne. Es kann überhaupt nicht davon die Rede sein, aus dem bekanntlich ausserordentlich unklaren, strittigen Wesen der savoyischen Neutralität den Inhalt und Begriff der schweizerischen Neutralität abzuleiten.

Wir können nicht umhin, bei unserer Stellungnahme in der Angelegenheit noch die Frage *des Sitzes des V.Bdes.* zu berühren. Es erscheint uns bedauerlich, dass diese Sitzfrage nicht im Zusammenhange mit der ganzen Angelegenheit dem Entscheide von Behörden und Volk vorbehalten

---

8. *Cf. DDS 7/1, n^os 297, 314, 323 note 1, 334.*
9. *Cf. DDS 7/1, n° 334 annexe 3.*
10. *Cf. DDS 7/1, n° 348.*

wurde, indem wir uns des Gedankens nicht zu erwehren vermögen, dass durch die im Einvernehmen unserer Regierung erfolgte Erledigung der Frage der Entscheid über den Eintritt der Schweiz in den Völkerbund präjudiziert, zum mindesten ausserordentlich erschwert wurde. Bei der Eröffnung der Kommissionssitzung vom 30. Mai 1919 hat zwar der Vorsteher des Polit. Depts. laut Protokoll erklärt, es sei selbstverständlich, dass die Wahl von Genf als Sitz des V.Bdes. den Entscheid über die Eintretensfrage nicht präjudizieren könne. In Wirklichkeit aber wird diese Tatsache bei vielen nicht ohne Einfluss auf den Entscheid bleiben.

Wir nehmen uns auch die Freiheit, es unumwunden auszusprechen, dass die grosse militärische Tragweite der Sitzfrage es wohl gerechtfertigt hätte, die nachträglich gestellten darauf bezüglichen Fragen des Polit. Dpts. der militärischen Beurteilung zu unterstellen, *bevor* die Wahl des Sitzes getroffen war. Das wäre zudem der Stellung der L.V.K. im Organismus des Staates angemessener gewesen, und unser Gutachten hätte dann für den Bundesrat vielleicht doch etwas mehr als bloss akademischen Wert gehabt. Dass der Völkerbund an seinem Sitze in Krieg und Frieden über eine mächtige Funkenstation für Empfang und Sendung verfügen muss, ist selbstverständlich. Das widerspricht aber geradezu dem Art. 3 des Haager N.A. 1907, zu dem der von den HH. Professoren Borel und Huber verfasste Kommentar überdies ausdrücklich bemerkt (Anmerkung 9): «Es ist wohl ausgeschlossen, dass die Schweiz jemals einem andern Staate gestatte, Militärtelegraphen über ihr Gebiet zu legen». Das gleiche trifft natürlich auch zu für die Errichtung einer *Funkenstation,* wie sie vom Völkerbund bereits für Genf vorgesehen ist. Es wird niemand annehmen, dass der allmächtige «Rat» des V.Bdes. damit sich zufrieden gäbe, dass wir gestützt auf die «anerkannte» Neutralität nun dem Gegner des V.Bdes. dasselbe Recht einräumten, um so das Gleichgewicht herzustellen, das im Sinne des Haager N.A. von 1907 liegt (vgl. dessen Art. 9).

Die Verlegung des Sitzes in die Schweiz, an einen übrigens nicht von dieser gewählten, sondern von der Pariser Delegation bestimmten Ort, bringt es mit sich, dass bei Vollstreckungen des Völkerbundes gemäss den Art. 16 und 17 des Vertrages die Leitung der Gesamtoperation des Völkerbundes, mit andern Worten das *Hauptquartier der einen Kriegspartei,* in der Schweiz liegt. Welche Folgen daraus bei kriegerischen Konflikten für unser Land erwachsen können, ist leicht einzusehen, und es steht wohl ausser Zweifel, dass unsere Neutralität dadurch schon einen gefährlichen Einbruch erlitten hat; kein vernünftiger Mensch wird sich verhehlen, dass im Kriegsfall das Hauptquartier einer Kriegspartei am allerwenigsten Anspruch und Aussicht darauf hat, als neutral angesehen und behandelt zu werden. Wir müssen ohne weiteres darauf gefasst sein, dass eines der ersten Ziele feindlicher Tätigkeit gegen den V.Bd. dessen Sitz mit Funkenstation und allem Zubehör sein wird, und wenn die feindlichen Flieger über Genf ihre Bomben abwerfen, wird uns nicht nur die Berufung auf die Neutralität der Schweiz und des V.Bd.-Sitzes nichts helfen, sondern mit *dem* Momente wird der Kampf im schweizerischen Luftraum und ohne weiteres auch der Kampf auf unserem Boden einsetzen. Wollte man, um dergleichen Folgen zu vermeiden, an eine Trennung der Neutralität von Genf von der Neutralität der Schweiz denken, also eine Art Exterritorialität Genfs gegenüber der internationalen Stellung der Schweiz, so würden aus einem solchen Plane sofort innere Gefahren aufsteigen, die ohne weiteres zum Aufgeben des Gedankens führen müssten. Die Folgen lassen sich nur durch Verlegung des Sitzes ausserhalb des Gebietes der Schweiz beseitigen.

Hr. Prof. Huber, als Vertreter des Politischen Departements und des Anschlussgedankens, betont all dem gegenüber, der Völkerbund trete eben in allen Streit- und Vollstreckungsfällen als der unparteiische Richter auf, gegenüber von dessen Entscheiden und Vornahmen die Gegenpartei als die Brecherin des objektiven Rechts und des geordneten Rechtszustandes anzusehen sei. Dies rechtfertige vollkommen ein verschiedenes Verhalten des Neutralen gegenüber dem Feinde des V.Bdes. Das ist eine sehr schöne Theorie, die sich auf dem Katheder ganz gut ausnimmt.

Die Entwicklung der Dinge und die vorauszusehenden Geschehnisse werden aber sicherlich diese doktrinäre Ideologie nicht bestätigen. Sie setzt voraus, dass der Völkerbund *in alle Zukunft* als ein übermächtiger Staatenverband fortbestehe, dessen Erklärungen und Entscheide nicht nur als Äusserungen des Weltgewissens anzusehen seien, sondern hinter denen auch allezeit eine Macht stehe, kräftig genug, um deren Verwirklichung von Ideen und gegenüber jeder Koalition zu erzwingen. Wir können diese Ansicht keineswegs teilen. Nach unserm Dafürhalten wird es auch in Zukunft aufsteigende und niedergehende Nationen und Staaten geben, solche mit abnehmender,

stillstehender oder zunehmender Bevölkerung, und niemand vermag, Staaten oder Staatengruppen, die sich kräftig entwickeln, daran zu verhindern, auch künftig ihre Interessen nach dem Masse ihrer Kraft zu verfolgen. Der Art. 10 des Völkerbund-Vertrages, mit seiner starren Festnagelung der durch den Frieden von Versailles vorgenommenen Verteilung der Welt, wird daran nichts ändern, wohl aber den Mitgliedern des V.Bdes. Aufgaben eintragen, die eine beständige Kriegsgefahr für sie und die Welt bilden.

Die ganze Argumentation des der V. Bd.-Kommission vom 30. Mai 1919 vorgetragenen Gutachtens von Hrn. Prof. Max Huber fusst auf der Annahme, dass es auf Erden immer *so bleibe,* wie die Sieger es jetzt eingerichtet haben. Den Friedensstörer stellt er sich als den an Kraft und Moral Minderwertigen, als den militärisch Schwächern vor (siehe Gutachten Huber, S. 5), der froh sein wird, wenn die Schweiz ihn nicht auch noch direkt anpackt. Wir sehen die Sache ganz anders an und haben gewiss guten Grund dazu.

Ein Angriffskrieg oder ein bewaffneter Widerstand seitens eines Mitgliedes oder Nichtmitgliedes des Völkerbundes ist selbstverständlich ausgeschlossen, solange die heutige, eben festgelegte Mächtegruppierung besteht. Beides tritt aber wieder in den Bereich der Möglichkeit und Wahrscheinlichkeit, sobald übereinstimmende Interessen verschiedener Staaten diese, im Gegensatz zu den heutigen Säulen des V.Bdes., zusammenführen und ihren vereinigten Kräften wieder die Aussicht auf kriegerischen Erfolg eröffnen. *Dann erst* beginnt, wie auch das Politische Departement es (nach seinem an das S.M.D. gerichteten Schreiben Nr. 152 T. vom 14. Mai 1919[11], S. 3 oben) vorauszusehen scheint, das auf Erden nie verstorbene, im Wesen des egoistischen Menschen begründete Spiel der Kräfte von neuem, und wir stehen als kleiner, aber *dann nicht mehr als neutral anerkannter Staat* inmitten der Grossmächte, die nun wieder aufeinander platzen und uns unfehlbar in den Strudel der Ereignisse hineinziehen. Zum Spott der Welt aber würden wir, wenn, in Voraussicht solcher Ereignisse, wir versuchen wollten, den Austritt aus dem Völkerbund zu erklären und uns wieder auf den Boden unserer ewigen Neutralität zurückzuziehen. Keine Partei würde sich daran kehren. Wir sind überhaupt vollständig überzeugt, dass die Wiedergewinnung der durch den Eintritt in den V.Bd. einmal preisgegebenen Neutralität gänzlich ausgeschlossen ist. Die gute Tradition der schweizerischen Neutralität kann ihre Wirkung bei den Nationen der Welt nur behalten, wenn sie ununterbrochen fortwirkt und bei jedem sich bietenden Anlass neu und unversehrt in die Erscheinung tritt. Die Neutralität ist kein Kleid, das mit der Mode wechseln kann.

Das Politische Departement sagt in seinem oben erwähnten Schreiben vom 14. Mai 1919, eine völlige *Indifferenz* gegenüber der Veranlassung eines Krieges, in dem der Bund interveniert, sei im V.Bde. kaum haltbar, d.h. der V.Bd. fühle sich als der unparteiische Richter, der jede Kritik und zumal die Nichtanerkennung seiner Urteile als Beleidigung empfände. Wir zweifeln nicht, dass dem so sei, dass somit der Eintritt der Schweiz in den V.Bd. sie zwingen wird, in jeder Streitfrage, die vor die Versammlung gelangt, für oder wider Stellung zu nehmen. Das aber würde nach unserer Ansicht nicht nur zum Aufgeben unserer Neutralität nach aussen, sondern könnte auch leicht zum Zerfall der Schweiz im Innern führen.

Der Frieden vonVersailles bietet dazu Zündstoff mehr als genug. Man erwäge beispielsweise, dass das Deutsche Reich über kurz oder lang gewisse, ihm jetzt entrissene deutschsprachige Landesteile wieder an sich zu ziehen versuche, dass Italien zu erringen trachte, was von seinem Adriaprogramm ihm jetzt versagt wurde, dass Deutsch-Südtirol wieder die vollständige Vereinigung mit Nordtirol erkämpfen wolle etc. etc., und man wird sich überzeugen, dass die Stellungnahme der Schweiz für oder wider ihr immer neue Gefahren einbringen muss.

Der Vertreter des Polit. Depts. hat in der Sitzung der L.V.K. vom 1. Juli[12] das Beispiel des italienischen Überfalles von Tripolis genannt, wo eine offenkundige Verletzung alles Völkerrechts stattgefunden habe; in solchem Falle müsste es geradezu als «amoral» gelten, erklärt er, wenn man sich das Urteil versagte. Wir sind durchaus der Ansicht, dass weder der einzelne Bürger, noch die Presse, noch das Volk mit ihrem Urteil in dergleichen Fällen hinter dem Berge halten sollen, obschon auch sie alle Ursache haben, vorsichtig zu urteilen, denn trotz der vom V.Bd. proklamier-

---

11. *Cf. note 1.*
12. *Cf. n° 16*

ten Öffentlichkeit aller politischen Abmachungen wird es nicht nur für den Privatmann, sondern selbst für unsere politische Leitung stets schwer halten, die reine Wahrheit über einen Konflikt und seine Ursachen zu erkennen. — Etwas anderes aber ist es, amtlich, als Staat, zu dergleichen Konflikten, die nicht ausbleiben werden, Stellung zu nehmen, und doch müsste das im V.Bd. geschehen. Man denke z.B. nur an den Fall, dass die Schweiz im Bœrenkrieg oder im spanisch-amerikanischen Kriege sich für die eine oder andere Partei hätte erklären müssen.

Glaubt man wirklich, dass ein unparteiisches Forum zu finden sei, das mit Recht und Gewicht über dergleichen Fälle aburteilen könne und wolle? Die meisten der im Völkerbund vertretenen und allfällig miturteilenden Kleinstaaten sind von den paar Grossen durchaus abhängig, und diese, durch den Frieden von Versailles vollständig zufriedengestellt, werden sich gegenseitig nicht die Augen aushacken, solange nicht gar zu schwerwiegende Interessen in Frage stehen. In dem für uns günstigen Fall ist zu erwarten, dass es schliesslich in wichtigen Fragen zu keinem Urteil komme, sondern dass man die Entscheidung einem regelrechten Kriege überlassen wird.

Wir glauben, Prof. C. Hofer, Genf, habe heute noch recht, wenn er erklärt (Le rôle de la neutralité etc. 1914, p. 37/38): «En ce qui concerne la raison d'une guerre, celle-ci ne peut jamais être soumise au contrôle du droit international parce que ce droit n'a pas de critères pour décider si une guerre est juste ou injuste».

Eine besondere Wirkung des Beitrittes der Schweiz zum V.Bd. und der Anwendung der Vollstreckungsmassregeln nach Art. 16 wird das Aufgeben des *Asylrechtes* sein, in allen Fällen, wo der «Rat» die Entscheidungsbefugnis beansprucht. Das Asylrecht, oder was wir darunter verstehen, schliesst zwar weder eine Verpflichtung der Schweiz, noch ein Recht irgendeines Fremden in sich, es ist aber eine hochherzige Tradition, eine Übung, die quasi zu einem Bestandteil unseres ungeschriebenen Staatsrechts geworden ist, auf die wir in vielen Fällen mit Recht stolz sein durften und die in der ganzen Welt der Schweiz zahlreiche Sympathien eingebracht und gesichert hat. Es ist damit indirekt für unsere Neutralität zu einer Stütze geworden, deren Wegfall eine Schwächung der Neutralität bedeuten würde. Daher kommt dem Asylrecht indirekt entschieden auch eine *militärische Bedeutung* zu, denn alles, was die Achtung vor der Neutralität und die Scheu vor deren Verletzung kräftigt, dient dazu, der Schweiz die Verwicklung in die Welthändel zu ersparen. Wenn auch ab und zu eine Regierung gegen die Ausübung des Asylrechtes drohenden Einspruch erhoben hat, so ist doch unserer Neutralität daraus nie ein Schaden erwachsen; vielmehr hat die gerechte Ausübung dieses edlen Vorrechtes des Schutzes der politisch Verfolgten aller Richtungen je und je das Ansehen der Schweiz gestärkt bei allen echt menschlich-freiheitlich Denkenden. — Bei den vorauszusehenden sozialen Kämpfen, die die Gemüter beinahe wie die religiösen Fragen in ihren Tiefen aufrühren, kann das Asylrecht wieder eine Bedeutung gewinnen, die ebenso gross ist, als sie je bei früheren politischen Wirren sich zeigte.

In der Völkerbundskommission wurde vom Vertreter des Polit.Depts. (s.Protokoll v. 30. Mai) wiederholt erklärt, der Beitritt der Schweiz könne nur in der Voraussicht erfolgen, dass auch *Deutschland* demnächst eintrete. Vom militärischen Gesichtspunkt aus teilen wir diese Ansicht keineswegs. Die militärischen Gründe, die uns den Beitritt der Schweiz zum V.Bd. als *unheilvoll* erscheinen lassen, haben mit der Stellung, die Deutschland bezüglich des Eintrittes einnimmt, *gar nichts* zu tun.

Die üblen militärischen Folgen der Zugehörigkeit zum V.Bd. treten für uns ganz gleich ein, ob Deutschland (und Österreich) dabei sei oder nicht, und es sind ausschliesslich die Wirkungen auf unsere Neutralität und unsere militärische Selbständigkeit, die wir vom Beitritt befürchten müssen, welche uns zur Ablehnung veranlassen. Bestimmend für die durch unsern Beitritt für die Schweiz geschaffene *militärische Lage* ist der Fall einer Vollstreckung im Namen des V.Bdes. Eine solche Exekution schafft für die Schweiz dieselbe Lage, ob Deutschland (oder ein beliebiger anderer Staat) in oder ausserhalb des Bundes stehe. Richtet sich die Exekution gegen Deutschland, so stellt dieses sich ipso facto ausserhalb des Bundes, auch wenn es vorher Mitglied war. Nimmt Deutschland aber an einer Exekution teil als Mitglied des Bundes, so haben wir alles Interesse, unsere absolute Neutralität ihm wie den andern Vollstreckern gegenüber zu wahren und zu schirmen, genau wie im Weltkriege; insbesondere träfe das zu, wenn etwa die Exekution gegen Italien oder gegen Jugoslawien sich richtete. Die Stellungnahme von Deutschland kann für uns in keiner Weise massgebend sein.

Die Schweiz soll ein grosses, auch militärisches Interesse am Hauptzwecke des Bundes, der Verhinderung des kriegerischen *Überfalles,* haben und sich der Teilnahme an der Erreichung des idealen Zweckes nicht durch Beiseitestehen entziehen, sagt das Polit.Dept.

Es ist zunächst ein Irrtum, den Ausbruch des Weltkrieges einem Überfall zuzuschreiben; mehr als 4 Wochen hatten die Regierungen und die Diplomaten Zeit (vom 28. Juni bis 1. August), um den durch den Mord von Sarajewo entbrannten Konflikt zu schlichten. Wir sind aber auch der Ansicht, dass die Schweiz der Verhütung von Kriegen in Mitteleuropa und damit dem Zwecke des V.Bdes. ungleich besser dient, wenn sie als absolut Unparteiische ihre ewige Neutralität wahrt, gestützt auf ihre Wehrfähigkeit und auf den festen Entschluss von Volk und Behörden, ihre Selbständigkeit und die Unverletzlichkeit ihres Gebietes auch mit den Waffen zu verteidigen.

Die *Solidarität,* die man von uns verlangt, erscheint angesichts der Bestimmungen des Bundesvertrages, der nur einen Teil des Friedensvertrages bildet, in unsern Augen nicht anders denn als eine solidarische, mit Gut und Blut zu leistende Mitbürgschaft für eine Verteilung der Welt und ihrer Güter, wie ein vierjähriger Krieg sie dem Imperialismus einiger weniger Gross-Staaten ermöglicht hat. Das entspricht weder den politischen Überlieferungen der Schweiz noch ihrer Teilnahme für die Bedrängten und am allerwenigsten ihrer Neutralität. Selbst der völkerrechtliche Berater des Polit.Depts. gibt zu (siehe Protokoll vom 30. Mai 1919), dass man in der Bestimmung des Art. 10 des Völkerbundsvertrages eine gegenseitige Versicherung des status quo erblicken könne, und wir dürfen uns wohl dem im selben Protokoll wiedergegebenen Ausspruche Prof.Dr.W.Burckhardts anschliessen: «Was ich nicht begreife, ist, dass man die Schweiz dazu führen will, einen Gebietszustand zu garantieren, der durch einen vierjährigen Krieg geschaffen wurde und der nicht das Ergebnis der Gerechtigkeit ist». Dafür unsere überlieferte Neutralität preiszugeben und unsere militärische Selbständigkeit zu opfern, dazu vermögen wir nicht Hand zu bieten. Wir haben an keinem Bündnis zur Gewährleistung des *frühern* Gebietes irgendeines Staates teilgenommen und halten dafür, die Schweiz sollte auch *künftig,* wie seit mehr als 100 Jahren, bei dieser Politik verbleiben und Gut und Blut nur zum Schutze des eigenen Landes, seiner Neutralität und seiner Rechte einsetzen.

Der Vertreter des Polit.Depts. legt Gewicht darauf, dass der allfällige Beitritt der Schweiz zum V.Bd. innert einer auf etwa zwei Monate festgesetzten Frist erfolge, indem wir nur in diesem Falle über die Höhe unserer militärischen Rüstungen selbst entscheiden dürften, hernach aber der *Völkerbunds-Rat* uns die Rüstungen vorschreiben würde. Es kann zunächst natürlich keine Rede davon sein, dass die Bestimmungen des V.Bdes. uns veranlassen dürfen, die Vorschriften unserer Verfassung betreffend die Volksrechte umzustürzen oder zu umgehen. Der V.Bd. hat aber auch an unserer Fähigkeit, die Neutralität allfällig mit den Waffen zu verteidigen und aufrechtzuerhalten kein anderes Interesse *als wir selbst,* da wir

1. keine Gebietserweiterungen verlangen und keine Angriffskriege führen und
2. an den Operationen des Völkerbundes auch im Falle des Eintrittes nicht teilnehmen.

Es läge also auch, ganz abgesehen von der relativen Geringfügigkeit unserer militärischen Macht, gar kein Grund für den V.Bd. vor, auf unsere «Rüstungen» einen bestimmenden Einfluss auszuüben. Wenn aber auch der Art. 8 im wesentlichen nur die stehende Truppenmacht der Staaten im Auge hat, so gibt er doch tatsächlich dem «Rat» des V.Bdes., der aus neun, eine ungeheure Macht in sich vereinigenden Männern besteht, das Recht, wenn es ihnen beliebt, in unser *Wehrwesen* sich einzumischen. Ob es sich dann um eine zu Beginn schon auferlegte Verpflichtung oder um eine von 10 zu 10 Jahren geltend zu machende Genehmigung handelt, bleibt sich im Grunde gleich; es ist ein *Einbruch in eines der wichtigsten Hoheitsrechte* unserers derzeit noch unabhängigen Staates.

Für den Fall, dass der V.Bd. den Nutzen uns nicht brächte, den man sich vom Beitritt verspricht, oder gar sich als nachteilig erwiese, weist endlich das Polit.Dept. auf die Möglichkeit des *Rücktrittes* hin, die durch die Art. 1 und 26 des Pacte geboten wird. Es ist jedoch gewiss, dass eine nachträgliche Loslösung vom V.Bd. uns in eine viel schlimmere Lage versetzen würde, als wenn wir überhaupt nicht beitreten. Insbesondere ist, wie oben schon gesagt, gar nicht daran zu denken, dass wir alsdann wieder auf die förmliche Anerkennung unserer ewigen Neutralität rechnen könnten. Man kann sie nicht heute fallen lassen und morgen wieder aufnehmen. — Da es also eine Umkehr von

dem Weg in denV.Bd. in Wirklichkeit für uns nicht gibt, vielmehr durch den Beitritt auf Generationen hinaus die Politik des Landes in einer neuen, unabsehbaren Richtung festgelegt und so dessen Schicksal bestimmt wird, so können wir nur dringend ersuchen, das ganze Gewicht der von uns gegen den Beitritt angeführten militärischen Gründe bei dem Entscheid in die Wagschale zu legen.

Die unseres Erachtens entscheidenden militärischen Gründe gegen den Beitritt zum V.Bd. fassen wir wie folgt zusammen:

1. Es ist gar nicht anzunehmen, dass es in alle Zukunft bei der jetzigen Mächtegruppierung bleiben wird. Im Friedensvertrag selbst liegen zahlreiche Keime zu neuen Staatenverbindungen, die unfehlbar auch zu neuen Kriegen führen, sobald irgendeine Gruppe Aussicht hat, mit den Waffen die sie verletzenden Bestimmungen des Versailler Friedens zu ändern. Das Bündnis der drei Vormächte der Entente zeigt, dass selbst innert dem Völkerbunde sich solche Verbindungen mit besondern Zwecken bilden und verwirklichen können.

2. Der Beitritt der Schweiz zum V.Bd. kann nur unter *Preisgabe ihrer vollkommenen Neutralität* geschehen. Eine unvollständige, zugunsten des Völkerbundes gefärbte (sog. differentielle) Neutralität wird von keinem Staate geachtet werden, der ein Interesse an der Verletzung unseres Gebietes hat. Die Schweiz läuft also Gefahr, in alle Kriege und Vollstreckungen des V.Bdes. hineingezogen zu werden. Ihre Lage inmitten der Gross-Staaten lässt diese Gefahr als besonders schwer erscheinen.

3. Der Beitritt zu einem Bund, in dem einige Gross-Staaten unbedingt eine erdrückende Übermacht besitzen und ausüben werden, kann für die Schweiz nur auf Kosten ihrer Selbständigkeit und Unabhängigkeit geschehen.

4. Ehre und Ansehen der Schweiz und ihrer Bürger müssen unfehlbar darunter leiden, wenn sie an den Massregeln nach Art. 16 sich beteiligt, aber der Teilnahme am Kampfe für das (angeblich) verletzte Völkerrecht sich gänzlich entzieht.

5. Der Sitz des Völkerbundes bringt eine Gefährdung mit sich, nicht nur des betreffenden Ortes, sondern des ganzen Landes bei Vollstreckungshandlungen des V.Bdes.

6. Der Austritt aus dem Völkerbunde kann nur unter schwerer Einbusse an Achtung und Ansehen des Landes geschehen. Auf eine Rückgewinnung der Neutralität ist dabei ebensowenig zu rechnen als auf eine Erneuerung von deren Anerkennung durch die Mächte.

III. Die Stellung der Schweiz ausserhalb des Völkerbundes.

Wir müssen zunächt feststellen, dass die Erreichung der Zwecke des Völkerbundes in keiner Weise vom Beitritt der Schweiz abhängt. Nicht nur in Streitigkeiten zwischen Staaten des Bundes, sondern, gemäss Art. 17, auch in solchen zwischen Nichtmitgliedern wird der Bund seinen Einfluss geltend machen. Alle Welt weiss, dass die Schweiz niemanden angreift oder bedroht; die Unverletzlichkeit ihres Gebietes ist durch Anerkennung der Garantien von 1815 im Friedensvertrag bestätigt und damit auch von neuem erklärt, dass die Neutralität der Schweiz im wahren Interesse Europas liege. Wenn wir dem Bunde nicht beitreten, um diese Neutralität unversehrt und unbedingt aufrecht erhalten zu können, so handeln wir also nicht gegen das Interesse des Bundes und hindern seine Wirksamkeit in keiner Beziehung. Man kann uns vernünftiger und gerechter Weise aus dem Nichtbeitritt keinen Vorwurf machen, denn die ewige Neutralität schafft für uns eine ganz ausnahmsweise, keinem andern Staate in gleicher Weise zukommende Lage. Wir dienen den Zielen und Zwecken des Völkerbundes sogar besser, wenn wir ausserhalb desselben verbleiben, als eine Stätte des durch eigene Kraft mit Zustimmung des V.Bdes. geschützten Friedensasyls. Dass der V.Bd. seinen Zweck: Verhütung von Kriegen und allfällig Aufschub des Kriegsausbruches, soweit überhaupt denkbar, ohne Mitwirkung der Schweiz erfüllen kann, bedarf, zumal angesichts der Bestimmung in Art. 17, kaum eines Beweises. Unsere aktive Mitwirkung bei den Vollstreckungen und die Gestattung des Durchpasses sind ausgeschlossen. Frage: Wie wird sich die wirtschaftliche Sperre gestalten, wenn wir nicht mitmachen? Ohne Zweifel wird es das Bestreben des V.Bdes. sein, uns dann zwangsweise in eine Lage zu versetzen, dass wir den oder die gegnerischen Staaten nicht durch Lieferungen unterstützen *können*. Das zu erzwingen, ist er wohl im Falle, wenn die Völkerbundsmächte, wie diesmal, *das Meer beherrschen*. Wir sind dann allerdings auf seine Gnade angewiesen und werden möglicherweise gezwungen sein, wenn auch gegen alles herkömmliche Völkerrecht, uns gegen den Gegner des V.Bdes. abzuschliessen. Die Gegner des Bundes aber

können und werden aus dieser zwangsweisen Absperrung, die wir *nicht, unter freiwilliger Aufgabe der Neutralität,* dem Bunde schon *im voraus* zugesagt haben, keinen Grund ableiten können, uns mit Krieg zu überziehen. Sie werden ihrerseits die Lieferungen an uns, wie es im abgelaufenen Kriege geschehen ist, ebenfalls ganz oder teilweise, je nach ihrem Vorteil und Vermögen, einstellen. Es ist aber ausgeschlossen, dass die eine oder andere Partei es darauf absehen könnte, uns auszuhungern oder gänzlich lahmzulegen. Ein weitergehendes Interesse hat keine von beiden als uns zu verhindern, des Gegners Kriegführung zu unterstützen. Was wir aus eignen Mitteln einem Kriegführenden liefern können, fällt übrigens für einen Gross-Staat, geschweige denn für eine Gruppe von Gross-Staaten, niemals wesentlich in Betracht, und dass wir nicht im Transit den Gegner des Bundes mit dessen Produkten versorgen, wird dieser schon zu verhindern wissen. Eine neue S.S.S. genügt, um dem V.Bd. alle diese Zwecke zu sichern.

Ist der *Völkerbund übermächtig,* in welchem Falle es übrigens schwerlich zu einer Auflehnung gegen ihn kommt, so wird sein Gegner uns nicht auch noch zum Feind machen wollen, wir sind dann in der Hauptsache auf den Verkehr mit dem Bunde angewiesen; halten sich die Kriegsparteien ungefähr *die Waage,* so wird unsere Lage von der, die wir eben durchgemacht haben, nicht sehr verschieden sein. Darüber aber kann kein Zweifel bestehen, dass die Gefahr, in den Krieg verwickelt zu werden, *unvergleichlich geringer* ist, wenn wir ausserhalb des Bundes stehen und nur zwangsweise zur passiven Sperre gegen den Völkerbundsgegner angehalten werden, der dann mit gleichwertigen Gegenmassregeln ein annäherndes Gleichgewicht herstellen kann, wie es die letzten vier Jahre geschehen ist.

Es trifft also durchaus nicht zu, wenn behauptet wird, unsere Lage bleibe sich gleich, ob wir im Bunde seien oder nicht.

Als eine Folge des Nichtbeitrittes wird uns von den Anhängern des Völkerbundsprojektes unter anderm die *Vorenthaltung der Rohstoffe* auch in Friedenszeiten in Aussicht gestellt, ja, ein Vertreter der Schweiz in Paris hat sogar erklärt, das Misstrauen der Gründer des Völkerbundes gegenüber der Schweiz könnte selbst zu deren Ausschluss vom internationalen Arbeitskongress und zum Verlust des Völkerbundssitzes führen! Der Rohstoffentzug wäre eine Massregel, die unsere wirtschaftliche und mittelbar auch unsere *militärische* Kraft beeinflussen könnte. Wir dürfen aber wohl fragen, woher den Befürwortern des Eintrittes diese Befürchtungen kommen, die, wenn sie begründet wären, die Ziele der Völkerbundstaaten in ein sehr eigentümliches Licht stellen würden. Noch ist in aller Erinnerung, wie, insbesondere von den Seemächten, die Fortsetzung des Wirtschaftskrieges nach dem Friedensschlusse, selbst gegen die Besiegten, des bestimmtesten abgelehnt und von der Hand gewiesen wurde. Wie käme man dann dazu, diese freiheitswidrige Massregel gegen die neutrale Schweiz anzuwenden, die unter den schwersten Opfern während des Krieges sich der strengsten Unparteilichkeit beflissen hat, nicht zu gedenken ihre Leistungen zur Milderung des Loses der Kriegsbetroffenen? Ist aber trotzdem eine Drohung im Sinne der Rohstoffsperre oder ähnlicher Massregeln gegen die Schweiz von autoritativer Seite gefallen, so gebe man uns amtlich und authentisch Kenntnis davon, damit wir beurteilen können, ob wir tatsächlich schon in volle Abhängigkeit von den zum Bunde vereinigten Grossmächten oder einzelner davon gelangt sind, und ob man uns durch Drohungen zwingen will, unsere Unabhängigkeit durch Eintritt in den Bund aufzugeben. Wir können das weder glauben noch annehmen, solange uns nicht Beweise dafür geliefert werden. Dies noch um so weniger, als Vieles darauf hindeutet, dass die Völker, die allerdings zum Völkerbund nichts zu sagen hatten, offenkundig nach Wiederaufnahme des *freien Verkehrs* geradezu lechzen, des freien Verkehrs, der auch ein Mittel sein wird, um wieder die Versöhnung der Menschen und Nationen herbeizuführen. Der lästigen Sperrmassregeln ist alles satt bis auf wenige, die des Gewaltmissbrauchs niemals satt werden können. — Es liegen keinerlei Beweise dafür vor, dass die Stellung der Schweiz *ausserhalb* des V.Bdes. nicht eine ebenso geachtete sein wird wie bisher, wenn sie ihre absolute Neutralität aufs gewissenhafteste durchführt und an der freien Ausübung des Asylrechts, als Ausfluss ihrer Souveränität, festhält. Sie soll nicht fürchten und hat nichts zu befürchten, dass die Staaten des Völkerbundes es die Schweiz entgelten lassen, wenn sie bei ihrer alt-überlieferten Politik verbleiben will, die niemandes Rechte verletzt und anerkanntermassen auch heute noch im europäischen Interesse liegt. Das Gegenteil anzunehmen, wäre eine Beleidigung des Völkerbundes, dessen Ziele die schweizerische Neutralität in keiner Weise stören kann.

Wir schliessen mit der Erklärung, dass nach unserm Dafürhalten die Schweiz alle Ursache habe, vorab aus *militärischen Gründen, dem Völkerbunde nicht beizutreten, um ihre ewige Neutralität, die bewährte Richtschnur ihrer ganzen Aussenpolitik, und ihre Unabhängigkeit aufrechtzuerhalten.*

Beilage I.

Erste Fragen des Politischen Departements

1. *a)* Durchzug von Truppen. Obwohl in frühern Jahrhunderten als mit der Neutralität vereinbar betrachtet, muss heute jede derartige Duldung seitens eines Neutralen als ausgeschlossen erscheinen, jedenfalls dann, wenn der neutrale Staat das Gebiet des durch den Durchzug bedrohten Staates berührt.

b) In bezug auf die von Privaten bewerkstelligte Aus- und Durchfuhr von Kriegsmaterial jeder Art, soweit es sich nicht um eigentliche militärische Transporte im Sinne von lit. *a* handelt, sind die Neutralen nach der Haager Konvention von 1907 frei, müssen aber Verbote und Beschränkungen dieses Verkehrs gleichmässig gegen beide Kriegsparteien anwenden.

Erträgt unsere Neutralität allenfalls eine einseitige Belieferung einer Kriegspartei durch die schweizerische Industrie und die Beschränkung der Benutzung der schweizerischen Verkehrsmittel auf den nach jener Kriegspartei gehenden Transit? Die

Antworten

Zu 1a) Wir sind mit dem Politischen Departement einverstanden, dass vorab in diesem Punkt unbedingt an einer strikten Neutralität festgehalten werden muss, und zwar ebensowohl, wenn es sich um einen Krieg gegen einen unserer Nachbarn handelt, wie wenn ein Fernstehender bekämpft wird. Wir müssen aber doch darauf hinweisen, dass weder im Pariser Protokoll von 1815 noch in der durch Art. 435 des Versailler-Friedensvertrages erneuerten Anerkennung davon der Inhalt des Neutralitätsbegriffes festgestellt wurde. Insbesondere ist in diesen Aktenstücken nichts davon gesagt, dass durch die Neutralität, neben der aktiven Teilnahme an den Operationen, auch der *Durchmarsch* fremder Truppen durch die Schweiz ausgeschlossen sei. Die *absolute* Neutralität, wie sie von der Schweiz nun seit 100 und mehr Jahren erklärt und gehandhabt wurde, bedarf *keiner Auslegung* und lässt keine zu. Wenn wir aber durch Vorbehalte bei der Anmeldung zum Völkerbunde der fremden Interpretation des Begriffes unserer Neutralität rufen und gar noch in amtlichen Veröffentlichungen einer einschränkenden Interpretation Nahrung geben, so gefährden wir damit die künftige Anerkennung auch unserer absoluten Neutralität. Angesichts der kategorischen Bestimmung von Art. 1 des V.Bd.-Status dürfte es sehr geraten sein, die Lage sich genau zu überlegen, welche für die Schweiz entstände, wenn ihre bedingte Anmeldung zum Völkerbund nicht vollen Erfolg hätte.

Zu 1b) Erlauben wir die Aus- oder Durchfuhr von Kriegsmaterial irgendwelcher Art nur an die eine Kriegspartei, so wird das für die andere Kriegspartei ein Grund sein, den Rest unserer Neutralität nicht mehr anzuerkennen. Entweder die Erlaubnis wird allen Kriegsparteien gegenüber in gleicher Weise gehandhabt oder nach allen Seiten hin werden Aus- und Durchfuhr von Kriegsmaterial verboten. Das war unser Standpunkt im Kriege 1870/71 und auch noch zu Beginn des Weltkrieges. (Siehe Vorschriften für die Handhabung der Neutralität von 1912.) Mangel an Arbeit und Erwerb waren die Folge davon für unser Land, und so sah sich der Bundesrat bald genötigt, von dem absoluten Verbot abzugehen und die Ausfuhr nach beiden Seiten zuzulassen, wie es das Haager Neutralitäts-Abkommen von 1907 gestattet. Die Möglichkeit der Lieferung hing von der Rohmaterialbeschaffung ab und die Lieferung nach der einen oder andern Seite von der Bezugsquelle der

daraus sich ergebene Schwierigkeit kann dadurch behoben werden, dass jeder Handel mit Kriegsmaterial nach dem Auslande in Kriegszeiten untersagt wird.

c) Den gleichen Grundsatz wie unter *b* stellt die genannte Haager Konvention für den Gebrauch der telegraphischen und telephonischen Anlagen auf. Da der Völkerbund in der Schweiz als dem Ort seines Sitzes eine radiotelegraphische Station errichten würde, könnte die gleichmässige Benutzung der auf schweizerischem Gebiet bestehenden Anlagen für drahtlose Telegraphie auf Schwierigkeiten stossen, da dem V.Bd. die Benutzung seiner Anlagen nicht untersagt oder auf Nachrichten nichtmilitärischer Art beschränkt werden könnte.

d) Über eine verschiedene Handhabung der Erlaubnis bzw. des Verbotes für die Angehörigen des neutralen Staates, in die kriegführenden Armeen einzutreten, enthält die Haager Konvention nichts. Dieser Punkt scheint auch von geringerer Bedeutung zu sein.

e) Die wichtigste Differenzierung zwischen den Kriegsparteien besteht in der Durchführung einer Verkehrsblockade gegenüber der einen Partei. Eine solche Massregel ist in Art. XVI des Völkerbundsvertrages vorgesehen. Kann die rein militärische Passivität der Schweiz einem unserer Nachbarstaaten genügendes Interesse bieten, dass er das Gebiet der Schweiz respektiert? Dabei wird er vielleicht einen Unterschied machen, ob der Neutrale die Verkehrssperre auf Grund eines allen Staaten zum voraus bekanntgegebenen Vertrages Rohstoffe. Kann in künftigen Kriegen das Verbot der Lieferung aufrechterhalten werden, um so besser; sehen wir uns aber aus Gründen des eignen wirtschaftlichen Lebens gezwungen, wieder das Verfahren von 1914-18 einzuschlagen, so hängt unsere Lage eben von der relativen Machtstellung der Kriegsparteien ab, und da wir als ganz bestimmt voraussehen, dass ein Krieg erst wieder ausbrechen wird, wenn eine Staatengruppe Aussicht auf Erfolg hat, also die Kräfte sich gegenseitig messen können, so wird unsere Lage im Kriegsfalle nicht wesentlich verschieden sein von der eben überstandenen.

Zu 1 c) Art. 8 und 9 des Haager N.A. 1907 stellen den Grundsatz auf, dass die Benützung solcher Anlagen in neutralen Ländern den Kriegsparteien in *gleichmässiger* Weise erlaubt oder verboten werden soll. Wir stehen ebenfalls auf diesem Boden. Nun ist aber diese Frage dadurch präjudiziert, dass der Sitz des Völkerbundes und somit bei Gesamtaktionen die Leitung der einen Partei in unserm Lande sein soll. Es ist also wohl kaum denkbar, dass wir dem Völkerbund den Gebrauch seiner eigenen und auch unserer Anlagen verbieten. Die von uns geforderte strenge Neutralität verlangt dass der Kriegsgegner gleich behandelt werde, und der Art. 3 des Haager N.A. 1907 schliesst die Benützung aller solcher Anlagen auf neutralem Gebiete geradezu aus. Bleibt der Völkerbundsitz auch bei Kriegen des V.Bdes. in der Schweiz, so ist also damit nicht nur gesagt, dass wir unsere strenge Neutralität nicht durchführen können, sondern dass selbst die Bestimmungen des Haager N.A. 1907 nicht mehr aufrechterhalten werden können. Beweis, wie folgenschwer die Lösung der Sitzfrage ist.

Zu 1 d) Werbung für fremde Armeen können wir auf unserem Boden keinesfalls dulden. Mit Bezug darauf, sowie auf den Eintritt in fremde Kriegsdienste hat das Gesetz vom 30. Heumonat 1859 immer noch Geltung. Von diesen Grundsätzen können wir auch weder zugunsten einer noch beider kriegführenden Parteien abgehen.

Zu 1 e) Über alle diese Fragen haben wir uns im allgemeinen Berichte ausgesprochen.

für bestimmte Fälle ausführt oder ob er nach vollständig freier Entschliessung oder unter dem Druck einer Kriegspartei erst bei ausgebrochenem Kriege sich gegenüber dem einen Kriegführenden entschliesst.

2. Auch wenn alle oder einzelne der unter 1 *a—e* erwähnten Formen differentieller Behandlung mit gegenwärtigem Neutralitätsrecht unvereinbar sind, könnte es möglich sein, ein modifiziertes Neutralitätsrecht — sei es in einer allgemeinen Konvention, sei es bei Abschluss von Handels- und Niederlassungsverträgen — zur Anerkennung zu bringen, sofern diese Art von Neutralität in sich die Voraussetzung ihrer Respektierung trägt?

Zu 2. Da wir der Überzeugung sind, dass die differentielle Neutralität überhaupt keine Aussicht auf Achtung seitens der Kriegsparteien hat (siehe allg.Bericht), so hat es unseres Erachtens gar keinen Zweck, zu versuchen, durch eine allgemeine Konvention oder durch Verträge mit einzelnen Staaten über einen eingeschränkten Neutralitätsbegriff sich zu einigen. Eintretenden Falles wird die Macht der Tatsachen über solche Abmachungen, selbst wenn sie zustande kämen, was uns übrigens ausgeschlossen scheint, hinwegschreiten.

3. *a)* Hat der Völkerbund selber ein genügendes militärisches Interesse an der schweizerischen Neutralität, dass er diesen besondern Status der Schweiz im Völkerbunde aller Wahrscheinlichkeit nach achtet?

Zu 3a) (Vgl. allg. Bericht und nachträgliche Fragen, Beil. II.)

b) Ist dieses Interesse nicht durch den Umstand, dass der Sitz des Bundes in der Schweiz ist, gewährleistet?

Zu 3b) Über die mit der Verlegung des Völkerbundsitzes in die Schweiz für diese entstandenen Gefahren haben wir uns im allgemeinen Bericht deutlich ausgesprochen. — Wir wollen auch hoffen, es bewahrheitet sich, was der Chef des Politischen Departements bei Eröffnung der Sitzung der bundesrätlichen Kommission am 30. Mai 1919 aussprach, nämlich dass die Wahl von Genf als Sitz des V.Bdes. die Entscheidung über die Frage des Beitrittes der Schweiz nicht präjudizieren solle, fürchten aber, das Gegenteil treffe zu, wie es der allgemeine Bericht nachweist.

4. Welche Vorteile bietet die Gebietsgarantie nach Artikel X des Völkerbundsvertrages gegenüber der Garantie auf Grund der Akte vom 20. November 1815?

Zu 4. Die Unverletzlichkeit unseres Gebietes ist in Art. 435 des Friedensvertrages wie im Wiener und Pariser Protokoll von 1815 anerkannt. Hat man die Absicht sie zu achten, so bedarf es mehr nicht; will sie jemand missachten, so wird auch eine nochmalige Wiederholung dieser Bestätigung ihn nicht daran hindern. Das weitere muss unser Selbstschutz besorgen. Der Art. 10 hat keine besondere Bedeutung für unsere Neutralität, er bietet für uns *keine* Vorteile. Der Bestätigung des Art. 435 des Friedens-Vertrages bedarf es nicht. Anderseits aber setzt uns Art. 10 der *Gefahr* aus, für die Garantie der im Friedensvertrag vorgenommenen Verteilung der Welt mit herangezogen zu werden. Im V.Bd.-Vertrag selbst ist keine Ausnahme davon vorgesehen.

5. Welches wäre die militärische Lage der Schweiz, wenn sie ausserhalb des Völkerbundes bleibt? Wel-

Zu 5. Vgl. den allg. Bericht. In manchen Fällen wird der V. Bd. ein positives Interesse an unserer absoluten Neutralität haben, vorab dann, wenn ihm daran liegen

che Aussicht auf Respektierung der Neutralität durch den Völkerbund bei Gesamtaktionen des Bundes besteht alsdann?

muss, dass der Gegner weder Grund noch Vorwand habe, schweizerisches Gebiet zu betreten. Verletzt der eine oder andere Teil, sei es in geringfügiger, sei es in erheblicher Weise, unser Gebiet, so ist es, ausserhalb des Völkerbundes, in erster Linie *unsere* Sache, den Angriff abzuweisen, und wir gestehen der Gegenpartei das Recht des Einmarches nur zu, wenn unsere Regierung deren Hilfe *anruft.* Das war bisher unser allerseits anerkannter Standpunkt, der allein uns die Sicherheit gewährt, über das Schicksal des Landes, menschlich gesprochen, zu entscheiden. (Vgl. Bericht des Chefs des Generalstabes an das Politische Departement v. 23. April 1919.)[13] Es ist sehr zu bezweifeln, dass wir, *im* Völkerbund stehend, für diese Auffassung noch Anerkennung fänden. – Ob der V. Bd. ohne Provokation durch seinen Gegner, bei einer Vollstreckung unser Gebiet in Anspruch nehmen wird, hängt von der Grösse seines Rechtsgefühles und von der militärischen Lage ab. Unseres Erachtens ist, bei Ausschluss der Provokation, kaum eine Lage denkbar, wo er schlechterdings *genötigt* wäre, über unser Gebiet zu operieren. –

6. Welchen Einfluss kann Art. 8 und überhaupt die Zugehörigkeit der Schweiz zum V. Bd. auf das schweizerische Wehrwesen ausüben?

Zu 6. Art. 8 entzieht der Schweiz die absolute Souveränität in Hinsicht auf das Wehrwesen. Das Gefühl, dass wir entweder schon jetzt oder doch in naher Zukunft unser Wehrwesen nach dem Gutfinden des Neuner-Rates werden einrichten müssen, kann nicht anders denn nachteilig einwirken auf den Geist der Wehrhaftigkeit in unserem Volke. Damit aber wird eine der stärksten Wurzeln unserer Unabhängigkeit schwer beschädigt. Es mag das der Geist der neuen Zeit sein, den die Befürworter des V. Bdes. begrüssen, uns erscheint er als durchaus unschweizerisch und gefahrvoll. Er kann zum Untergang der Schweiz führen, bestenfalls zum Aufgehen in einem Bunde, in dem eine kleine Zahl Grosser eine Mehrzahl von Kleinen für ihre Zwecke beherrschen und ausnützen. (Vgl. im übrigen den allg. Bericht.)

Beilage II.

Nachträgliche Fragen des Politischen Departements

Antworten

1. Inwiefern hat sich die militärische Lage der Schweiz infolge der Änderung der militärischen Lage der sie umgebenden Staaten (Bestimmungen des Friedensvertrages über die Landstreitkräfte Deutschlands; Zerstückelung Österreichs; Grenzverschiebungen) verändert?

Zu 1. Durch die hier erwähnten Änderungen hat sich die militärische Lage der Schweiz entschieden erheblich *verschlimmert.* Während ehedem ein Gleichgewicht herrschte, das in vielen Fällen die einzelnen Nachbarmächte bewegen konnte, ihre militärische Lage nicht noch dadurch zu schädigen, dass sie sich die Schweiz zum Gegner machten, besteht diese Rücksicht für den übermächtigen «Völkerbund», *solange er sich in dieser relativen Stärke erhält,* nicht mehr.

13. *Cf. DDS 7/1, 348.*

Das Bestehen einer europäischen kontinentalen Vormacht. die sich durch kein genügendes kontinentales Gegengewicht behindert sieht, die Schweiz ihrem Interesse dienstbar zu machen, bildete zu allen Zeiten eine Gefahr für die Unabhängigkeit der Schweiz. Namentlich dann, wenn wir unsere selbstgewählte absolute Neutralität aufgeben, ist den fremden Zumutungen an uns Tür und Tor geöffnet. Wie vor Zeiten, besteht diese Gefahr von neuem in höchstem Masse. Von jeher war ein annäherndes Gleichgewicht der europäischen Mächte für die Schweiz vorteilhafter als das Übergewicht eines Staates oder einer Gruppe von solchen. Das lehrt nicht nur die einfachste Überlegung, sondern auch die ganze Geschichte der Schweiz.

Was die Grenzverschiebungen anbelangt, so wird die Schweiz nun, zumal nach der Preisgabe der savoyischen Neutralität, auch im Westen und zum Teil im Süden und Norden von Frankreich militärisch umklammert. Dass dies einen Vorteil für uns gegenüber dem bisherigen Zustand bedeute, kann man nicht sagen. Dagegen haben sich die Verhältnisse im Osten entschieden zu unserem Nachteil verändert durch das Übergreifen Italiens bis auf die Malser Heide. Nicht nur das Puschlav, sondern auch das von der Irredenta unverhohlen beanspruchte Münstertal wird so vollständig von Italien beherrscht. Im Gegensatz zu Italien hat Österreich seit Jahrhunderten keine Ausdehnung nach unserer Seite mehr angestrebt; Österreichs Zerfall bringt uns also keinerlei Erleichterung, während unsere militärische Lage gegenüber Italien sich verschlechtert hat. Im weitern ist die Gefahr des Übergreifens politischer Unruhen von Osten her durch Österreichs Zerfall näher an uns herangerückt.

2. *a)* Die Landesverteidigungskommission hat erklärt, der rein militärischen Neutralität der Schweiz könne ein bestimmter Wert nicht beigemessen werden. Nun muss aber doch dieser Neutralität ein Wert innewohnen, wenn er auch für verschiedene Lagen recht verschieden sein mag. Welches ist also (wenn man das so ausdrücken kann) der *Minimalwert unserer militärischen Neutralität?*

b) Die L.V.K. misst der militärischen Neutralität ohne die wirtschaftliche Neutralität aus dem Grunde kaum einen Wert bei, weil der Wirtschaftskrieg die wirksamste Form des Kampfes sei. Nun hat aber für den *Beginn* eines Krieges gerade die militärische Neutralität sicherlich einen grössern Wert als die wirtschaftliche,

Zu 2a und 2b. Hier wird wohl zunächst nach dem Wert gefragt, den eine rein militärische Neutralität der Schweiz für ihre Nachbarstaaten haben kann, allgemein und minimal. Die Frage *2b* erwähnt den wirklich im Bereich der Möglichkeit liegenden Fall, dass wirtschaftliche Massregeln zeitweise noch wirkungslos, die militärischen Massnahmen daher allein von Wirkung und Bedeutung wären. Hierauf ist zu antworten: Die militärische Neutralität der Schweiz, die Nichtteilnahme ihrer Streitkraft am Krieg und die Absperrung ihres Gebietes hat keinen konstanten Wert für die Kriegführenden. Ihre Bedeutung für die Kriegsparteien wechselt nach der Kriegslage, nach den in Betracht kommenden Truppenstärken und Fronträumen und nach der von den Parteien beabsichtigten Art der Kriegführung (offensiv oder defensiv). Sie kann sehr gross werden, wenn diese Verhältnisse die Aktion in unsere Nähe tragen; sie kann gleich Null sein («Minimalwert» der Neutralität), wenn die Operationen sich fern von unsern Grenzen abspielen, namentlich in Ländern, deren Grenzen uns nicht berühren. Aber nicht nur über die Grösse der Wirkung

weil in diesem Stadium die militärische Gefahr eine grössere ist als die wirtschaftliche. Zudem hat die wirtschaftliche Neutralität eines kleinen Landes an sich eine geringe Bedeutung, und zwar um so geringer, je grösser das Wirtschaftsgebiet des Kriegführenden ist. Die L.V.K. wird gebeten, sich hierüber zu äussern.

unserer Neutralität auf seine Kriegführung ist der fremde Staat im unklaren, sondern sogar über die Richtung, für ihn oder wider ihn, in der sie sich geltend machen wird. Verweisen die allgemeinen Verhältnisse die angreifende Partei auf die Benützung unseres Gebietes als Operationsraum, so steht ihr unsere Neutralität hindernd im Weg, wird für sie zum Nachteil, während sie umgekehrt der Gegenpartei zum Vorteil gereicht.

Hieraus ergibt sich, dass kein fremder Staat ein sich gleich bleibendes, fest stehendes militärisches Interesse an unserer Neutralität haben kann, weder ein kleines, noch ein grosses. Wenn unsere Neutralität von den Nachbarn anerkannt wird, so geschieht dies aber oft auch aus andern als rein militärischen Erwägungen. Sind die Fragen *2 a* und *b* aber zu verstehen im Sinne der Bewertung der Neutralität *für die Schweiz* selbst, so können wir sagen, dass ihr Wert um so grösser ist, je stärker das Übergewicht der einen Kriegspartei über die andere ist. Eine erhebliche Übermacht der einen Seite schafft für uns die gefährlichste Lage und gerade in diesem Falle bietet die unbedingte Neutralität uns den allein sichern Boden, auf dem wir mit Aussicht auf Erfolg den Anspruch erheben können, ausserhalb der Kriegshandlungen gelassen zu werden. Welch hoher Wert der unbedingten Neutralität aber auch zukommt, wenn die Kriegsparteien ungefähr gleich stark sind, das hat sich durch Jahre des Weltkriegs gezeigt, wo doch die Waage zwischen den Gegnern lange Zeit schwankte. Nur dank der *unbedingten Neutralität* haben wir uns in diesen Jahren durch die innern und äussern Fährlichkeiten durchwinden können. Es steht ausser allem Zweifel, dass eine «differentielle» Neutralität uns sehr bald in den Krieg verwickelt hätte. Sie ist eben keine Neutralität im praktischen Sinne.

Die unterschiedliche Bewertung der Neutralität je nach der *Zeit* ihrer Einwirkung auf die Kriegshandlungen ist verfehlt und unzulässig, wir täuschen damit nur uns selbst, nicht aber einen allfälligen Gegner. Die volle Neutralität wirkt für uns während der ganzen Zeit eines Krieges gleich; sie entzieht eben beiden Kriegsparteien von Anfang bis Ende des Krieges den Grund oder Vorwand, unser Gebiet zu verletzen und uns in den Krieg hineinzuziehen.

3. Es ist richtig, dass die differentielle Neutralität weniger Aussicht auf Anerkennung hat als die absolute. Ist aber nicht der wirtschaftliche Vorteil, den die Schweiz als Mitglied des V.Bdes. für alle Fälle geniesst, ein so grosser, dass er die durch die differentielle Neutralität erhöhte Kriegsgefahr kompensiert oder sogar überwiegt? Wird nicht namentlich durch

Zu 3. Wir möchten die Gegenfrage stellen: worin besteht der wirtschaftliche Vorteil, den wir im V.Bd. in allen Fällen geniessen sollen; wodurch wird er uns zugesagt und verbürgt? Ist unter der angeführten «wirtschaftlichen Unterstützung» die Hilfe gemeint, die nach Art. 16, Absatz 3, die Bundesglieder sich im Kriegsfall leisten sollen? Oder wird der angebliche Vorteil aus Art. 23 abgeleitet?

Wird Art. 16/3 angerufen, so ist nicht zu vergessen, dass wir dann uns bereits im Kriege mit einem Nachbarn

die gegenseitige wirtschaftliche Untersützung im V.Bd. die wirtschaftliche Existenz der Schweiz dermassen erleichtert und werden nicht infolgedessen die Grundlagen unseres militärischen Widerstandes so verstärkt, dass dieser Vorteil grösser ist, als der Nachteil, der geringern Aussicht auf Anerkennung der differentiellen Neutralität?

4. Glaubt die Landesverteidigungskommission, der Sitz des V.Bdes. habe eine so grosse militärische Bedeutung, dass er zur Verletzung unseres Gebietes anreizt trotz aller militärischen Nachteile, welche für einen Gegner des V.Bdes. die Verletzung unserer Neutralität praktisch und moralisch mit sich bringt?

Kann anderseits nicht gerade der Sitz des V.Bdes. der Schweiz eine erhöhte Sicherheit bitten, weil ein Angriff auf die Schweiz und eine daherige Gefährdung des Sitzes eine vermehrte Anstrengung der nach Art. 16, Absatz 2, zur Kooperation eingeladenen Staaten zum Schutze der Schweiz zur Folge hätte, sogar in Kriegen, die nicht eine Gesamtaktion des V.Bdes. wären?

befinden. Der erhoffte Vorteil ist also besten Falles eine gewisse Milderung der Kriegsfolgen, wiegt diese aber von ferne nicht auf. Beruft man sich auf Art. 23, so ist gar nicht einzusehen, welcher Vorteil uns daraus erwachsen soll. Freien Verkehr mit und Durchfuhr durch andere Länder haben wir in Friedenszeiten auch jetzt, und im Kriegsfall eröffnet uns der Art. 16 ganz andere Aussichten. (Vgl. übrigens den allgemeinen Bericht.)

Wir können nur wiederholen, dass unseres Erachtens die Vorteile, die der V.Bd. uns in Aussicht stellt, niemals und bei weitem nicht den Nachteil aufwiegen können, der uns aus dem Verzicht auf die unbedingte Neutralität erwachsen muss! Übrigens hat Herr Professor M. Huber in der Pressekonferenz vom 2. Juli a. c. ausdrücklich erklärt: «Es sind uns keine besondern Nachteile zugemutet, wenn wir nicht beitreten.»

Zu 4. Darüber haben wir uns im allgemeinen Bericht deutlich ausgesprochen. Es ist ja möglich, dass der V.Bd. sich besonders anstrenge, seinen Sitz vor feindlicher Störung zu beschirmen. Das muss aber unfehlbar zu einer Besetzung unseres Landes führen und also erst recht den Krieg in die Schweiz ziehen; dies sogar, wie die Frage es richtig ausspricht, in Kriegen, die nicht eine Gesamtaktion des V.Bdes. wären, in denen wir also, ohne Übernahme des V.Bd.-Sitzes, neutral bleiben könnten.[14]

---

14. *Le rapport de la minorité de la Commission de la Défense nationale a reproduit sous* Beilage III *la lettre du Chef de l'Etat-major général, Th. von Sprecher, au Chef du Département politique F. Calonder, datée du 23 avril 1919, cf. DDS 7/1, 348.*

25

E 4001 (A) 1/71

Le Chef du Département de Justice et Police, E. Müller, au Conseil fédéral

Copie
AM Confidentiell

Wasserwendi/Hasliberg, 28. Juli 1919

STUDIE ÜBER DEN BEITRITT DER SCHWEIZ ZUM VÖLKERBUNDSVERTRAG

I.

Als ich den «Völkerbundsvertrag» in seiner definitiven Fassung gelesen hatte, war mein Eindruck der, dass die Schweiz diesem Vertrag, jedenfalls zur Zeit, nicht beitreten könne. Dieser Eindruck war nicht nur bei mir vorhanden, er beherrschte während längerer Zeit wohl die Mehrheit des Schweizervolkes.

In der Tat konnte man sich sagen, dass die Schweiz durch den Beitritt zu diesem Völkerbunde auf ihre bisherige Neutralitätspolitik und auf ein gutes Stück ihrer Unabhängigkeit vom Auslande verzichten würde. Die Unabhängigkeit vom Auslande, zunächst vom deutschen Reiche zu erringen, war das Ziel der alten eidgenossischen Bünde, sie war der Grundpfeiler unserer Politik im letzten Jahrhundert. Sie errungen zu haben war unser Stolz. Die Politik strikter Neutralität hatte sich als Notwendigkeit erwiesen für den Fortbestand der Eidgenossenschaft, sie hatte sich durch vier Jahrhunderte hindurch bewährt, und sie war für jeden Eidgenossen etwas Gegebenes, Selbstverständliches. Und nun sollte das mit einem Male ganz anders werden. Denn es war ja ganz klar, dass nach Art. 16 des Vertrages die bisherige strenge Auffassung des Neutralitätsbegriffes, wie sie sich die Schweiz zu eigen gemacht hatte, mit dem Völkerbunde nicht vereinbar war. Es war ebenso klar, dass die Schweiz durch den Beitritt zum Vertrag auf ein gutes Stück ihrer Unabhängigkeit gegenüber dem Auslande verzichten musste, dass sie Bindungen eingehen würde, deren Tragweite heute unmöglich erkannt werden kann, und dass der Einfluss, der ihr in dem neuen Völkerbunde zukommen könnte, durchaus nicht der Stellung entsprach, auf welche die Schweiz, gestützt auf ihre vorbildlichen und demokratischen Institutionen, gestützt auf ihre Lage im Herzen Europas, gestützt auch auf ihr bisheriges erfolgreiches Wirken auf vielen Gebieten internationaler Entwicklung, Anspruch hat.

Dazu kam, dass, wenigstens vorläufig, eine Anzahl von Staaten von der Teilnahme am Völkerbunde ausgeschlossen sein sollte. In durchaus einseitiger Weise war er durch die Grossmächte der Entente entworfen und festgestellt worden. Die neutralen Staaten und unter ihnen auch die Schweiz waren von den Verhandlungen ausgeschlossen. Und wenn man ihnen auch nachträglich Gelegenheit gab, sich in offiziöser Weise zum sog. Pariser-Entwurf zu äussern, so hat der Erfolg gezeigt, wie geringen Einfluss diese Äusserung auf die schliessliche Gestaltung des Vertrages gehabt hat. Es konnte ja nicht anders sein, denn die Grossmächte der Entente hatten Mühe genug gehabt, sich unter sich über die Grundlagen des Vertrages zu verständigen und wollten nun naturgemäss in keine

neuen Diskussionen darüber eintreten. Aber der üble Eindruck auf die neutralen Staaten blieb, und die Schweiz, welche an dem Zustandekommen eines Völkerbundes von Anfang an kräftig gearbeitet hat, musste diese Behandlung als unverdiente Zurücksetzung empfinden.

Aber schlimmer als das war der Ausschluss von Deutschland, Deutsch-Österreich, Russland und andern Staaten vom Völkerbund. Mit diesen Staaten unterhält die Schweiz intensive Beziehungen; solche Beziehungen sind notwendig und müssen auch in Zukunft bestehen. Wann diesen Staaten der Eintritt in den Völkerbund gestattet werden wird, kann heute niemand sagen. Das hängt auch in der Zukunft von der Gnade oder Ungnade der westlichen Grossmächte ab. So sieht der Völkerbund, wie er zunächst gedacht ist, einer Allianz der bisherigen Ententestaaten verzweifelt ähnlich. Diese Allianz, so scheint es, soll durch den mehr oder weniger freiwilligen Beitritt neutraler Staaten erweitert und gestärkt werden. Daher der Eindruck, dass mit dem Beitritt die Schweiz unverweigerlich sich der Politik der Westmächte anschliesse. Der Botschaftsentwurf macht mit Recht darauf aufmerksam, dass die Gefahr nicht ausgeschlossen ist, dass dem Völkerbunde der Westmächte gegenüber ein Bund der Oststaaten entsteht. Geschieht dies, so wird der Völkerbund tatsächlich zur Allianz und die Schweiz hat durch ihren voreiligen Beitritt ihre unparteiische Stellung aufgegeben.

Man kann diese Erwägung nicht leicht nehmen. Man darf das um so weniger als der Völkerbundsvertrag, wie er nun vorliegt, viel weniger auf effektiven Schutz des Rechtes als auf den Schutz politischer Macht und die Wahrung politischen Einflusses der Grossen gerichtet ist. Dass die alte Grossmachtspolitik dabei nicht zu kurz komme, dafür haben die Grossmächte, die den Vertrag aufgestellt und mit einem «c'est à prendre ou à laisser» den Neutralen vorgesetzt haben, klüglich vorgesorgt. Man wird wohl annehmen müssen, dass sie davon — trotz aller schönen Redensarten — nicht so leicht abgehen werden.

Man kann diese Erwägungen auch nicht beseitigen durch den Hinweis darauf, dass der Austritt aus dem Völkerbund der Schweiz auf eine zweijährige Kündigung hin jederzeit freistehe. Wenn die Schweiz sich zum Beitritte entschliesst, so tut sie es in einer Art von Zwangslage. Wird diese Lage später anders sein, wenn die Austrittsfrage aufgeworfen wird? Ich glaube, dass das Gegenteil der Fall sein wird und dass schon ganz merkwürdige Dinge passieren müssten, bis die Schweiz dazu gelangen könnte, den Austritt zu beschliessen. Man mache sich doch hier, wie auch in andern Beziehungen, keine Illusionen!

Viel näher liegt mir folgende Argumentation: Entweder erweist sich der Völkerbund als lebensfähig, dann muss er sich naturgemäss weiterentwickeln im Sinne der ihm zugrundegelegten Idee; dann wird auch die Schweiz mit der Zeit in ihm ihre Befriedigung finden, oder er ist nicht lebensfähig, dann wird er eine Zeit lang ein kümmerliches Dasein fristen; bei dem ersten ernsten Konflikte unter seinen Gliedern wird er zusammenbrechen. Und solche Konflikte sind auch unter den Ententestaaten nicht ausgeschlossen.

Dass der Völkerbundsvertrag auch in andern Beziehungen ein höchst mangelhaftes und der Verbesserung bedürftiges Instrument ist, wird auch in der Botschaft mit Nachdruck betont. Aber man wird zugeben müssen, dass ein mehreres in diesem Augenblicke, wo auch die besten Geister noch von den nachhaltigen Eindrücken des furchtbaren Weltkrieges beeinflusst sind, und wo eine rasche

Entscheidung so notwendig war, kaum erwartet werden konnte. Ich möchte mich also mit Detailkritiken nicht aufhalten, wenn ich auch den Optimismus, der die Botschaft im Hinblick auf die Zukunft beherrscht und das Vertrauen in den guten Willen und die guten Absichten der Mächte nur in beschränktem Masse teile. Die Demütigungen und Eingriffe in ihre Rechte, die die Schweiz sich während des Krieges, dem Völkerrecht und abgeschlossenen Verträgen zum Trotz, von Seiten aller Kriegführenden gefallen lassen musste, sind mir in zu frischer Erinnerung. Zähneknirschend musste die «freie» Schweiz die schwarzen Listen, die Beschränkungen ihres freien Verkehrs, die Zensur ihrer Korrespondenz und manches Andere hinnehmen, wenn sie nur leben wollte. Das «Vertrauen» in ihre Loyalität müssen sich die Grossmächte bei mir durch ihr Verhalten erst wieder erwerben.

Auch dabei will ich mich nicht aufhalten, dass durch den Völkerbundsvertrag der Schweiz die Oberaufsicht über die auf ihrem Gebiete installierten internationalen Bureaux einfach weggenommen wird. Man hat uns gar nicht gefragt, man nimmt einfach, was man begehrt. Und wir müssen es hinnehmen, weil wir die Schwachen sind, denen die Grossen zu Zeiten so angelegentlich ihren Schutz versprochen haben. Es kann uns schliesslich gleichgültig sein, ob wir dieses Aufsichtsrecht behalten oder nicht, denn angesichts der Eifersucht der Staaten und ihrer beständigen Einmischungen in die Wahlbefugnisse des Bundesrates, war dasselbe eher eine unangenehme Last und eine Quelle von Verstimmungen, als eine besondere Ehre. Aber die Art, wie die Sache behandelt wird, ist verletzend und nicht geeignet «Glauben und Vertrauen», wie sie in der Botschaft verlangt werden, zu fördern!

Ich sage also in Zusammenfassung der bisherigen Darlegungen: der Eindruck, dass die Schweiz diesem Vertrage, jedenfalls zur Zeit, nicht beitreten könne, beruhte nicht etwa auf Voreingenommenheit oder auf der Unfähigkeit, eine neue Weltordnung zu verstehen und zu erfassen; er hatte seine guten, ernsten und schwerwiegenden Gründe. Es bedarf ernster Überlegung und reiflichen Abwägens, um über diese Gründe hinweg zu kommen.

II.

Ich habe daher meine Ferienzeit dazu benützt, um die ganze Frage an Hand der in meinem Besitze befindlichen Akten nochmals einer gründlichen und möglichst objektiven Prüfung zu unterwerfen. Während dieser Arbeit gelangten auch der Bericht des Volkswirtschaftsdepartements über wirtschaftliche Fragen des Völkerbundes vom 10. Juli 1919[1] und der I. Vorentwurf einer Botschaft an die Bundesversammlung nebst Beschlussesentwurf in meinem Besitz. Den II. Vorentwurf, der nicht unwichtige Änderungen aufweist, erhielt ich erst, als diese Studie nahezu abgeschlossen war. Da die neu gefassten Stellen nicht besonders gekennzeichnet waren, musste ich sie mühsam zu finden suchen. Es ist wohl möglich, dass mir dabei einiges entgangen ist.

Zum voraus will ich sagen, dass die einlässlichen Erörterungen über «Neutralität und Völkerbund» in Abschnitt III des I. und II. Vorentwurfs der Botschaft

1. *Cf. n° 16.*

mir in vielen Teilen anfechtbar erscheinen, dass ich finde, es fehle ihnen die überzeugende Kraft und dass ich deshalb diesem Teile der Botschaft nicht zustimmen kann. Darüber werde ich mich später noch auszusprechen haben. Zunächst will ich die Gesichtspunkte darlegen, die schliesslich für mich in der Beitrittsfrage entscheidende Bedeutung erlangt haben.

1. Vor allem trat mir immer und immer wieder vor Augen die Stellung, in die die Schweiz während des Krieges mehr und mehr durch die Macht der Verhältnisse gedrängt worden ist. Vom militärischen Gesichtspunkte aus wurde zwar unsere Neutralität im allgemeinen respektiert. Man wagte es nicht für den Dienst der Flugzeuge eine Ausnahme zu postulieren, obschon dazu anfänglich einige Lust bestanden zu haben scheint. Man abstrahierte davon «offiziell» das Begehren um Gestattung von Kohlentransporten aus Frankreich durch das Wallis nach Italien zu stellen. Dagegen gestatteten sich alle Kriegführenden die Organisation eines intensiven militärischen Nachrichtendienstes auf schweizerischem Gebiete. Und wenn auch nie zugegeben wurde, dass dies im Einverständnis der betreffenden Regierungen geschah, so ist dieser Dienst doch nicht von sich aus entstanden, und für die Anordnungen der Heeresleitungen sind die Regierungen verantwortlich. Auch die Bombenattentate von Rheinfelden, Waldshut und Chippis, sowie der Transport von Sprengstoffen aus Deutschland durch die Schweiz nach Italien waren Handlungen, durch die unsere Neutralität verletzt wurde und die zu Lasten der betreffenden Staaten fallen. Sie gehörten zum System der Kriegführung und betrafen also unsere militärische Neutralität.

Viel weniger Umstände machte man mit den bestehenden Verträgen und den kriegerischen Massnahmen auf dem wirtschaftlichen Gebiete. Immer weiter gingen die Beschränkungen, die wir uns auf diesen Gebieten gefallen lassen mussten, so dass von wahrer Unabhängigkeit der Schweiz, von ihrer Freiheit im internationalen Verkehr, von Wahrung der Neutralität im Sinne, wie wir sie bisher verstanden und geübt hatten, in Wahrheit kaum mehr die Rede sein konnte.

Wird das in Zukunft besser werden? Wenn wir dem Völkerbund beitreten, so macht Art. 16 des Vertrages Regel und wir sollten wissen, was wir zu tun haben. Dabei mag man ja, wie es die Botschaft tut, den Standpunkt vorläufig aufrecht erhalten, dass unsere Neutralität, wenn auch nur auf dem militärischen Gebiete, durch Art. 21 des Völkerbundvertrages und Art. 435 des Friedensvertrages mit Deutschland, auch in Zukunft gewährleistet sei. Es kann nichts schaden, wird aber auch nicht viel nützen! Darüber später noch ein Wort. Vorläufig genügt die Feststellung, dass wir gegenüber dem Völkerbund vertraglich gebunden sind. Die Vertragsauslegung wird Schwierigkeiten bieten, das beweisen die weitläufigen Ausführungen der Botschaft. Und schliesslich werden die Starken uns sagen, wie der Vertrag zu verstehen sei, und wenn ihnen ein Durchmarsch durch unser Gebiet passt, was z.B. im Falle einer Exekution gegen Italien sehr wohl denkbar ist, so werden sie eben durchmarschieren. Wir werden protestieren, aber wir werden es nicht hindern können. Die Machtverhältnisse haben eine solche Verschiebung erlitten, dass die Grossstaaten den Protest eines kleinen Staates nicht mehr zu hören brauchen, wenn es ihnen nicht beliebt. Auf unsern Protest aber wird man uns antworten, dass wir den Friedensbrecher untersützen, dass wir nicht besser seien als er, und dass wir daher auch keine weitern Rücksichten verdienen.

Wenn wir aber dem Völkerbund nicht beitreten, so wird man uns, wenn man es

für zweckmässig erachtet, ganz gleich, oder wahrscheinlich noch, weniger rücksichtsvoll behandeln. Dafür gibt uns ein Vorgeschmack die sog. Blockadenote vom 19. Mai 1919[2] in der die drei Hauptmächte der Entente vom Bundesrate genau das verlangten, was in Art. 16, Abs. 1 des Völkerbundsvertrages steht. Man hat also diese Forderungen bereits gestellt, ohne dass eine vertragliche Bindung vorhanden war. Der Bundesrat hat das Ansinnen zurückgewiesen als mit der bisher von der Schweiz befolgten Politik der Neutralität unvereinbar. Wird die Schweiz, auch wenn sie dem Völkerbund nicht beigetreten ist, in einem künftigen Exekutionskrieg gegen einen Friedensbrecher die Kraft haben, ein solches Ansinnen zurückzuweisen? Wird sie nicht, wenn sie es abweist, behandelt werden wie der Friedensbrecher selbst? Auch hier sind die Verhältnisse für absehbare Zeit völlig veränderte geworden.

Diese Erwägungen führen mich zu der Überzeugung, dass in der gegenwärtigen internationalen Lage die Aufrechthaltung einer strikten Neutralitätspolitik, wie wir sie bisher zu üben versuchten, nicht mehr möglich sein wird, mögen wir dem Völkerbunde beitreten oder nicht. Dabei bin ich gleichzeitig zu der Überzeugung gelangt, dass unsere Stellung eine sehr viel ungünstigere sein wird, wenn wir dem Bunde nicht beitreten. Denn dann werden wir die Macht und Rücksichtslosigkeit des Stärkeren erst recht zu fühlen bekommen.

2. In der Botschaft wird mit Nachdruck darauf hingewiesen, dass die Schweiz, der der Gedanke des Völkerbundes zur Verhütung künftiger Kriege von Anfang an so ausserordentlich sympathisch war, nicht bei Seite stehen dürfe, weil ihr der jetzt vorliegende Völkerbundsvertrag in vielen Beziehungen mangelhaft und unvollkommen erscheint. Ich muss dieser Auffassung beistimmen. Denn durch solches Beiseitestehen würde die Schweiz von vornherein auf jede Mitwirkung bei der weitern Entwicklung des Friedensgedankens verzichten. Sie würde verzichten auf das, was sie bisher als die ihr zukommende Mission im Leben der Völker betrachtet hat, auf die Mission, ein Element der Vermittlung und des Verkehrs unter den Staaten zu sein, ein Element des Friedens und der humanitären Ideen, ein Element auch der Demokratie, der Volksherrschaft im wahren und schönen Sinne des Wortes. Sie würde sich selbst in den Schmollwinkel gestellt haben und dort unbeachtet und bedeutungslos ein Sonderdasein führen, bei dem sie unfehlbar verkümmern und schliesslich zu Grunde gehen müsste. Durch eigene Schuld!

Es ist für mich ein Argument von zwingender Kraft, dass es so kommen müsste! Das ist ja das schwere Dilemma, vor das wir gestellt sind. Treten wir dem Vertrage bei, so müssen wir unsere bisherige Neutralitätspolitik und damit auch ein gutes Stück unserer Freiheit und Unabhängigkeit opfern; treten wir ihm nicht bei, so verzichten wir auf das, was wir als unsere ideale, als unsere schönste Mission im Leben der Völker betrachteten. Im einen wie im andern Falle haben wir ein schweres Opfer zu bringen! Unsere bisherige Neutralitätspolitik werden wir sowieso nicht mehr aufrecht erhalten können. Mit Bezug auf die Friedensmission werden wir für einmal ins zweite oder dritte Glied gestellt. Nur die Wahl von Genf als Sitz des Völkerbundes gibt dafür einen gewissen Ausgleich und eröffnet für die Zukunft Perspektiven, die wir nicht übersehen wollen.

---

2. *Cf. DDS 7/1, n° 415.*

So schwankt das Zünglein der Waage hin und her. Noch vieles geht uns pro und contra durch den Kopf und verschwindet wieder unter den gewaltigen Eindrücken der neuen Weltlage. Es gilt aber festen Stand zu gewinnen und einen Entschluss zu fassen. Wir sind dazu gezwungen und jetzt muss es sein, es lässt sich nicht verschieben ohne neuen schweren Nachteil. *[...]*[3]

4. Die neue Weltlage, die der Krieg geschaffen hat, können wir und dürfen wir nicht ignorieren, wenn wir die Interessen des Landes wahren wollen. Der Krieg hat sie geschaffen, wir hatten nichts dazu zu sagen; aber sie mag uns noch so unerwünscht und zuwider sein, wir können sie nicht ändern. Zur Stunde noch trägt sie das Gepräge, das ihr der überwältigende Sieg der Westmächte, der Zusammenbruch der östlichen und zentralen Staaten gegeben hat. Wir hätten einen sog. Verständigungsfrieden gewünscht, wegen seiner Garantien für eine bessere Zukunft; es ist ein Machtfriede entstanden, ein sog.Gewaltfrieden, von dem Viele befürchten, dass er nicht von Dauer sein werde, dass er den Keim zu neuen Konflikten in sich trage. Die Westmächte stehen zur Zeit in weltbeherrschender Stellung. Das ist die eine Seite der Medaille. Die andere Seite zeigt uns im Völkerbunde das Streben nach dauernden und festen Friedensgarantien, die wenn auch noch schwache Hoffnung einer aufgehenden neuen Zeit idealer Menschheitsentwicklung. Das Gepräge tritt nicht in den scharfen, schroffen Linien der ersten Seite hervor, es ist noch nicht durchgearbeitet und klar in seinen Umrissen; es ist unfertig und ob es schliesslich zu gelungener Ausgestaltung gelangt, ist zweifelhaft. Gelingt diese Ausgestaltung, so wird der Friedensgedanke, wird das friedliche Zusammenarbeiten der Kulturvölker in die beherrschende Stellung nachrücken. Da möchten wir mit dabei sein; und wir müssen uns sagen, dass auch wenn wir da nicht mitmachen, an der weltbeherrschenden Stellung, die die Westmächte zur Zeit einnehmen, durchaus nichts geändert wird. Wir mögen beim Völkerbund mitmachen oder nicht, wir werden uns dieser Tatsache nicht entziehen können; sie muss naturnotwendig auch unsere Politik beeinflussen.

So befinden wir uns in einer Zwangslage. Nicht in einer Zwangslage, in die uns die eine Kriegspartei versetzen will; sondern in eine Zwangslage, die sich aus der Entwicklung der Dinge ergeben hat. Wenn wir in der neuen Weltlage unsere Stellung für die Zukunft wahren wollen, so müssen wir dem Völkerbunde beitreten, das ist das Ergebnis, zu dem ich nach reiflicher Erwägung und sehr gegen meine ursprüngliche Neigung gelangt bin. *[...]*

5. Wenn ich schliesslich, nach Überwindung schwerer Bedenken und ohne innere Befriedigung, unter dem Drucke schwerer Sorge für die Zukunft des Landes dazu gelangt bin, dem Beschlusse zum Antrage des politischen Departements betreffend den Beitritt der Schweiz zum Völkerbundsvertrage zuzustimmen, so habe ich mich doch noch kurz auszusprechen über die vorgeschlagene Form. Hier gibt mir einzig die Frage zu einigen Bedenken Anlass, wo der neue Verfassungsartikel in der Verfassung untergebracht werden soll. Ich kann mich nicht damit befreunden, dass der neue Verfassungsartikel in die «Übergangsbestim-

---

3. *Suit un long passage dans lequel le Conseiller fédéral Müller exprime des doutes et de la méfiance au sujet de la Société des Nations et de son avenir; il commente longuement le rapport de Schulthess du 10 juillet (cf. n° 16).*

mungen» der Verfassung von 1874 verwiesen werden soll. Es sieht so aus, als ob man ihn verstecken möchte und als ob man sich seiner schämte. Er gehört auch gar nicht in diese «Übergangsbestimmungen», die den Zweck hatten, die Verfassung vom Jahre 1874 einzuführen.

Wäre der Völkerbund jetzt schon das, was er nach unserer Auffassung werden sollte, ein Friedensbund aller Kulturvölker, so gehörte er an die Spitze der Verfassung, etwa nach Art. 3. Da dies aber nun vorläufig nicht der Fall sein wird, so können wir ihm diesen Ehrenplatz auch nicht anweisen. Am ehesten scheint mir der Vorschlag annehmbar, der Verfassung einen neuen Abschnitt einzuverleiben, etwa mit der Überschrift: «Die Beziehungen zum Völkerbund». Darüber wird noch zu reden sein, eine Hauptfrage ist dies nicht.

III.

Nun muss ich mir aber noch gestatten, meine Auffassung in der Frage der Neutralität in aller Offenheit darzulegen. Es wird sich dabei ohne weiteres ergeben, in welcher Richtung ich mit den Auffassungen, die das politische Departement in seinen beiden Vorentwürfen niedergelegt hat, nicht einiggehen kann. Dabei konstatiere ich, dass zwischen den Ausführungen einer Beilage zum I.V.E.[4], denjenigen des I.V.E. selbst und dem II. V.E. nicht unwesentliche Unterschiede bestehen. Der II. V.E. ist sichtlich bestrebt, gewisse allzu anfechtbare Teile der früheren Vorlagen etwas vorsichtiger zu behandeln und der Kritik vorzubeugen. Man sieht daraus aber zugleich, wie schwierig und unsicher der Boden auf dem ganzen Gebiete dieser Frage ist. Daraus soll niemandem ein Vorwurf gemacht werden, es ist eben so, und das politische Departement ist sich dessen durchaus bewusst. Aber ich meine, weil es so ist, so sollte man sich gerade auf diesem Gebiete nicht in allzu subtile Erörterungen einlassen, die doch niemanden recht überzeugen und die im Volke mit Verdacht betrachtet werden. Ich meine, der Grundton dieser Erörterungen müsste sein: die Neutralität, wie wir sie bisher verstanden und gehandhabt haben, ist mit der Mitgliedschaft beim Völkerbunde nicht vereinbar; inwieweit wir künftighin noch an der Neutralität werden festhalten können ist zur Zeit noch sehr ungewiss und bedarf weiterer Abklärung; wir werden suchen von dem alten Neutralitätsgedanken zu erhalten. was möglich ist, aber die Ungewissheit des Erfolges unserer daherigen Bestrebungen kann uns nicht abhalten, jetzt schon dem Völkerbunde beizutreten. Denn auch ohne diesen Beitritt ist es um unsere Neutralität im alten Sinne doch sehr schlecht bestellt; sie wird nicht mehr viel anderes sein als eine schöne Illusion. So, meine ich, würde die Botschaft mehr Eindruck machen und besser verstanden, als es auch nach der Fassung des letzten Entwurfes der Fall sein wird.

1. Vor allem wird es im übrigen an dieser Stelle nötig sein, über die Bedeutung von Art. 21 des Völkerbundsvertrages und von Art. 435 des Friedensvertrages mit Deutschland möglichst ins Klare zu kommen. *[...]*[5]

Also: Aufhebung der Neutralisierung von Nordsavoyen -Hauptsache; nebenbei Anerkennung, dass die Garantien von 1815 internationale Verpflichtungen im Interesse der Aufrechterhaltung des Friedens enthalten. Wie verhält es sich,

4. *Abréviation de I. Vorentwurf etc.*

5. *Suivent une citation et un commentaire des articles 21 du Pacte et 435 du Traité de Versailles.*

wenn das Interesse des Friedens mit der schweiz.Neutralität in Konflikt gerät? Das ist die verklausierte Sprache der Diplomaten. Man möge es mir nicht übel nehmen, wenn ich ihr nicht traue. Mir scheint der Artikel 435 des Friedensvertrages viel weniger eine rückhaltlose Anerkennung unserer Neutralität als eine Abschwächung der bisherigen Verpflichtungen, in der Meinung – ja, so lange sie dem Frieden, d.h. unsern Interessen dienen, d.h. auf deutsch, so lange es uns gefällt.

Es will mir scheinen, das politische Departement traue der Sache auch nicht recht, indem es im II. Vorentwurf sagt: «Es muss zwischen diesen beiden Pflichtenkreisen – Neutralität und Völkerbundspflichten – eine Abgrenzung gesucht werden, die einerseits dem Neutralen Aussicht bietet, seine Neutralität respektiert zu sehen und andererseits eine Beeinträchtigung der Gesamtaktionen des Völkerbundes ausschliesst. Eine Abklärung dieses Verhältnisses durch eine Übereinkunft mit allen für die Behauptung unserer Neutralität wichtigen Staaten würde die beste Lösung darstellen.» Also eine Übereinkunft ist doch noch ratsam! Ich möchte gerne sehen, wann eine solche zu Stande kommt. *[...]*

Müssen wir da nicht befürchten, dass in einem gegebenen Augenblick all' die schönen Theorien von der Anerkennung unserer Neutralität in ein Nichts zerfliessen?

Der Friedensvertrag mit Deutschland ist «res inter alios acta». Er bindet vor allem die Staaten nicht, die ihm nicht beigetreten sind. Er gibt auch uns keine Rechtsansprüche. Er kann höchstens zur Interpretation des Völkerbundsvertrages herangezogen werden; aber auch diese ergibt kein sicheres, unanfechtbares Resultat.

Und wenn wir nun schon bei der Interpretation angelangt sind, so ist noch eine Erwägung nicht leichthin zu ignorieren. Unser Beitritt zum Völkerbundsvertrag erfolgt unter allen Umständen erst, nachdem der Friedensvertrag mit Deutschland in Kraft erwachsen sein wird. Er ist das spätere Gesetz, das sich die Parteien beim Völkerbundsvertrag geben. Sein Art. 16 dominiert also und aus ihm muss sich ergeben, wie unsere künftige Neutralität gedacht ist. Es ist daher nicht zulässig, aus dem Friedensvertrag speziell für unsern Staat eine einschränkende Interpretation des Völkerbundsvertrages abzuleiten, sondern man kann höchstens sagen, der Völkerbundsvertrag präzisiert und erläutert mit bezug auf die Neutralitätsfrage den Friedensvertrag. So bemerkt denn auch das Volkswirtschaftsdepartement in seinem Berichte vom 10. Juli 1919, «dass vielleicht zu andern Zeiten und von anderer als schweizerischer Seite die Auslegung versucht werden könnte, dass ja gewiss die schweizerische Neutralität anerkannt sei und bestehe, dass sie aber als allgemeiner Satz vor der Spezialnorm des Art. 16 zurücktrete.» Es gibt ja auch in Zukunft Fälle, in denen eine Neutralität denkbar ist; leider sind es nicht die Fälle, die uns zunächst und hauptsächlich interessieren.

2. Das politische Departement geht in seinen Vorentwürfen davon aus, dass die Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralitätspolitik im bisherigen Sinne mit dem Völkerbundsvertrage unvereinbar sei. Das ist gewiss nicht zu bestreiten. Auch damit sind wir einverstanden, dass die Schweiz ihre Neutralität viel strenger aufgefasst und gehandhabt hat, als es nach den Haagerkonventionen ihre Pflicht gewesen wäre. Sie hatte dazu ihre guten Gründe. Diesen Boden verlassen wir mit dem Beitritte zum Völkerbunde.

Den subtilen Unterscheidungen zwischen militärischer und wirtschaftlicher Neutralität vermag ich dagegen nicht zu folgen. Militärische und wirtschaftliche Massnahmen gehen, heute mehr als je, notwendig Hand in Hand. Sie dienen beide der Kriegführung; die Kriegführung aber dient der Politik, und die Neutralität ist und bleibt eine Frage der Politik. So sind denn auch in Art. 16 des Völkerbundvertrages wirtschaftliche und militärische Massnahmen zusammen behandelt, und es ist ein fruchtloses Unterfangen, sie nun in der Theorie trennen zu wollen. Trotzdem will ich den Vorentwürfen folgen und die beiden Seiten des Problems gesondert erörtern:

a. Die militärische Neutralität. Hier kommt hauptsächlich in Frage die Bestimmung in Art. 16 Abs. 3 a.E., wonach sich die Mitglieder des Völkerbundes verpflichten, die erforderlichen Schritte zu tun, «um den Streitkräften jedes Mitgliedes des Völkerbundes, das an einer gemeinsamen Aktion zum Schutze der Bundespflichten teilnimmt, den Durchzug durch ihr Gebiet zu erleichtern.» Man ist darüber einig, dass die Gestattung des Durchzuges fremder Truppen durch neutrales Gebiet den Neutralitätspflichten auch in Zukunft zuwiderläuft. Wir haben gezeigt, auf wie schwachen Füssen unser vermeintliches Recht den Durchzug zu verweigern, steht. Wenn man sich in der Botschaft darauf beruft, dass es einer militärischen Mission höherer schweizerischer Offiziere gelungen sei, die Vertreter der Grossmächte davon zu überzeugen, dass das Durchzugsrecht mit der Neutralität der Schweiz unvereinbar sei[6], so will ich das wohl glauben. Aber ich frage, was hat das in Zukunft für einen Wert. «Scripta manent», alles andere zerfliesst in kürzester Frist. Und ich frage weiter, wie wird es sein, wenn die Mächte des Völkerbundes in einem spätern Exekutionskriege, sagen wir einmal gegen Italien, an die Schweiz das Ansinnen stellen, den Durchzug durch ihr Gebiet den Exekutionstruppen zu gestatten? Werden wir die Kraft haben, uns zu widersetzen? Wird unser Protest Gehör finden, wenn es den Mächten ernst ist mit ihrem Begehren, und in welcher verzweifelten Lage befinden wir uns dann?

Eine andere Frage ist die des militärischen Nachrichtendienstes. Der Völkerbundsvertrag erwähnt sie nicht. Aber in den Vorentwürfen wird sie erörtert, und solcher Nachrichtendienst unter einigen Vorbehalten als mit der Neutralität vereinbar erachtet. Ich bin durchaus anderer Ansicht. Dieser Dienst ist ein notwendiges Hülfsmittel der Kriegführung. Wer dem einen Teile gestattet, ihn von seinem Gebiete aus zu betreiben, während er dem andern Teile das nicht gewährt, verletzt die Pflichten der militärischen Neutralität. Das war bisher auch die Auffassung des Bundesrates, der er in der sog. Kriegszustandsverordnung durch Aufstellung von Strafbestimmungen Ausdruck gegeben; von diesem Standpunkte aus hat auch der Vorentwurf zu einem schweizerischen Strafgesetze einen Artikel gegen solchen Nachrichtendienst aufgenommen. Wenn nun plötzlich dieser Nachrichtendienst mit der militärischen Neutralität vereinbar sein soll, so fehlt mir für eine solche Auffassung des Neutralitätsbegriffes jedes Verständnis. Dann lasse ich die Neutralität mit all den Inkonvenienzen, die sie für den Neutralen im Gefolge hat, lieber gänzlich fahren.

---

6. *Cf. DDS 7/1, n° 334.*

b. Die sog. wirtschaftliche Neutralität. In einer meines Wissens von Prof. Dr. Max Huber verfassten, Kritik[7] des sog. «Pariser-Entwurfs»[8] ist auf pag. 8 und 9 gesagt: «Nach der gegenwärtigen Formulierung des Entwurfs ist eine immerwährende Neutralität innerhalb des Völkerbundes unmöglich. Ob die Möglichkeit besteht, sich eine Sonderstellung zu sichern, ist fraglich; ganz ausgeschlosssen scheint es nicht zu sein. Der Entwurf selber enthält allerdings keine Andeutungen in dieser Richtung ... Sollte ausnahmsweise eine immerwährende Neutralität zugelassen werden, so würde es jedenfalls eine modifizierte, differentielle Neutralität sein, welche in der Nichtbeteiligung bei militärischen Aktionen bestünde, aber wohl den wirtschaftlichen Boykott gegen den Staat, gegen den sich die Aktion des Völkerbundes richtet, einschlösse. Ob das noch als Neutralität von den differentiell benachteiligten Staaten anerkannt würde, namentlich von solchen ausserhalb des Bundes, erscheint sehr fraglich.» *[...]*

3. Ich verstehe es sehr wohl, dass die Versuchung gross ist, den Standpunkt zu wahren, dass die Neutralität in modifiziertem Sinne mit dem Völkerbunde vereinbar sei. Das würde dem Schweizervolke die Entscheidung um vieles erleichtern; es könnte uns später vielleicht auch gegenüber dem Auslande von Nutzen sein. Und für eine beschränkte Zahl fernabliegender Fälle ist ja auch künftighin die Neutralität denkbar.

Aber ich muss nachdrücklich davor warnen, dieser Versuchung allzusehr nachzugeben. Damit liefert man den Gegnern des Vertrages nur Waffen in die Hand, man setzt sich und das Volk späteren Enttäuschungen aus, und schwächt die Kraft der übrigen Argumente. Deshalb rate ich dringend und beantrage ich, die Botschaft hinsichtlich der Neutralitätsfragen einer nochmaligen Umarbeitung im Sinne der im Eingange dieses Abschnittes gegebenen Richtlinien zu unterwerfen.

Ich habe diese Aufzeichnungen begonnen, zunächst lediglich in der Absicht, meine eigene Ansicht zu klären und meine Gedanken zu fixieren. Nun ist daraus eine Studie geworden, die über das hinausgeht, was ich anfänglich im Auge hatte, ohne doch den Anspruch erheben zu können, eine erschöpfende Erörterung der ganzen Materie zu sein. Sie musste umso unvollkommener ausfallen, als mir hier oben, abgesehen von den Akten, jedes andere Material fehlte. Trotzdem glaube ich nun, die Ergebnisse meiner Überlegungen meinen Kollegen im Bundesrat vor der Behandlung der Botschaft[9] und des Beschlusses-Entwurfs, die auf den 4. August angeordnet ist, zur Kenntnis bringen zu sollen.

---

7. *Non reproduite, cf.* E 2001 (B) 8/3a.
8. *Cf. DDS 7/1, n° 183.*
9. *Il s'agit du* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la question de l'accession de la Suisse à la Société des Nations (du 4 août 1919). Avec Annexes Berne, Wyss 1919. *Ce message avec les annexes existe aussi en allemand* (Bern, Stämpfli, 1919), *en italien* (Bellinzona, Grassi, 1919) *et en anglais* (Cambridge-England, University Press, *[1919]).*

26

EVD KW Zentrale 1914–1918/26–28

Aide-Mémoire du Département de l'Economie publique[1]

Offizielle Vertretung in den Oststaaten

Bern, 28. Juli 1919

BEMERKUNGEN VON HERRN BUNDESRAT SCHULTHESS VOM 26. JULI

Die Kommission von Montag[2] hat bloss platonischen Wert. Das Volkswirtschaftsdepartement muss sich vorbehalten, die Frage der wirtschaftlichen Vertretung zu prüfen und seine Anträge zu stellen. In einer Diskussion kann vor anderweitiger Abklärung nichts herauskommen.

Zu beachten ist:

1. Für zahlreiche Gesandtschaften haben wir das Personal nicht. Dazu kommt, dass die Gesandtschaften jetzt schon nichts nützen, weil ihre Träger wenig verstehen und nur die Arbeit des Kaufmannes selbst helfen kann.
2. Die neuen Gesandtschaften würden sehr viel kosten, und eine zöge die andere nach sich.
3. Handel und Industrie, vorab der sachverständige Vorort, sind skeptisch.
4. Möglich erscheint heute bloss eine Spezialmission nach Prag und Warschau. Man sollte auf Junod eine Pression ausüben, damit er geht; eventuell könnte man jemand anderes schicken. Vielleicht weiss Herr Heer einen Vorschlag zu machen. Will er selbst gehen, so ist es recht und wäre ich ihm dankbar, aber ich zweifle.
5. Von einer Behandlung der Sache im Bundesrat am 4. August kann keine Rede sein. Das Volkswirtschaftsdepartement hat das Recht und die Pflicht, die Sache zu prüfen.
6. Die Vertreter des Departements sind also gebeten, gegenüber der Errichtung neuer Gesandtschaften grosse Reserve zu beobachten und zu erklären, dass das Departement eine Vernehmlassung nach Abklärung der Verhältnisse und

---

1. *L'auteur de ce document n'a pas pu être identifié; il semble que le Secrétaire général du Département, W. Bleuler, ait rédigé ce papier; pour le moins, c'est lui qui a noté à la fin du texte:* Zur Kenntnis an die Herren Dr. Eichmann, H. Heer. 28. 7. 19. Bl.
2. *Il s'agit peut-être de la conférence qui a eu lieu le 30 juillet 1919 (un mercredi) au bureau du Conseiller fédéral F. Calonder, dont on trouve un procès-verbal dans le même dossier. D'après ce document, les représentants du Département de l'Economie publique ont pris position dans le sens des instructions de Schulthess: [...]* Die anwesenden Vertreter des Volkswirtschaftsdepartements nehmen von den vorstehend skizzierten Ausführungen zu Handen des Departements Kenntnis und erklären, dass das Volkswirtschaftsdepartement seine Anträge zu dieser Frage sobald wie möglich stellen werde. Vorher sollten auf jeden Fall keine Entscheidungen getroffen werden. Es wird auch darauf hingewiesen, dass es sich nicht nur um die Errichtung neuer Gesandtschaften und Konsulate handle, sondern auch um den Ausbau der bereits bestehenden Vertretungen. Herr Heer bemerkt insbesondere, dass es notwendig sei, zuerst einen Überblick über den gesamten Reorganisationsplan zu erhalten, bevor die zur Verfügung stehenden Mittel für die Errichtung neuer Vertretungen ausgegeben werden. (EVD KW Zentrale 1914–1918/26–28).

zwar baldmöglichst *[durchführt]*. Was Konsulate betrifft, so kann ein Ausbau solcher in Frage kommen. *[...]*[3]

3. *Suit un paragraphe sur les candidats possibles au poste de Constantinople. Pour la question de la représentation de la Suisse à l'étranger, voir aussi nos 29, 38, 43, 68, 81, 307.*

27

J.I. 149, 1977/135/74

Le Département de l'Economie publique à la Légation britannique à Berne

Copie
N n° 4994.P.95a/B. Urgent Berne, 28 juillet 1919

Par note du 11 juillet[1], la Légation royale de Grande-Bretagne a demandé au Département politique fédéral de lui procurer, à l'intention du Comité d'organisation de la Conférence internationale du Travail, diverses informations nécessaires pour déterminer, conformément à l'article 393, alinéa 2, du Traité de Paix, les huit Etats dont l'importance industrielle est la plus considérable.

Le Département fédéral de l'Economie publique, à qui la note susmentionnée a été transmise, a l'honneur de répondre comme suit aux questions sur lesquelles ledit Comité d'organisation désire être renseigné.

a) D'après le dernier recensement de la population de la Suisse, opéré le 1er décembre 1910, le nombre des personnes actives employées dans l'industrie suisse s'élevait à 899.924. Ce chiffre comprend les ouvriers des mines et des transports, mais pas les ouvriers agricoles ni les employés de commerce. Depuis 1910, ce chiffre a considérablement augmenté. Il n'est pas possible de le fixer avec une exactitude absolue; on peut toutefois affirmer qu'il n'est pas inférieur à un million.

b) La longueur de voies des lignes de chemins de fer du réseau suisse (tramways exceptés) était, en 1917, de 8319 km.

c) La superficie de la Suisse est de 41.298 km^2.

d) Le chiffre total des forces motrices (hydraulique et à vapeur) utilisées en Suisse est de 1.257.975 H p.

e) Le tableau ci-joint indique, pour chaque année, les importations et exportations suisses des principaux articles de commerce durant la période 1910 à 1917 inclusivement. Les chiffres totaux sont les suivants:

	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917
Importation:	1745021	1802359	1979101	1919816	1478408	1680030	2378505	2405144
Exportation:	1195872	1257309	1357617	1376399	1186887	1670056	2447715	2322953
Ensemble	2940893	3059668	3336718	3296215	2665295	3350086	4826220	4728097

1. *Non reproduit, cf.* J.I. 149, 1977/135/74.

Le Département fédéral de l'Economie publique est prêt à donner au Comité d'organisation de la Conférence internationale du Travail les indications qu'il pourrait encore désirer et saisit cette occasion pour renouveler à la Légation royale de Grande-Bretagne les assurances de sa haute considération.

ANNEXE

Importation, d'après les principaux articles de commerce

marchandises	1910	1911	1912	1913	1914	1915	1916	1917
	Valeur en 1000 francs							
soie écrue	159767	148511	157744	170964	137138	238019	340376	362425
Laine brute	53279	52380	51675	57043	41320	69039	82797	67385
coton ouvré	96618	87596	89588	92795	58354	90765	100508	134105
laine ouvrée	77265	72835	74837	73297	47621	39424	47492	57755
houille	88016	94335	97123	106763	99814	125167	151362	159000
Métaux non précieux	44933	51709	66894	61376	35775	45289	104376	157261
Fer	52150	57268	73239	65717	50769	65382	93588	157156
Produits chimiques	66448	71896	81826	85392	68573	103426	146967	157152
Froment	96773	110135	120653	129175	118687	176091	302509	167964
Autres prod. agricoles	203322	209773	216673	214940	178340	171307	176678	156567
Sucre	38820	40004	50903	40197	43774	43643	84577	105688
Total de l'importation autres marchandises comprises	1745021	1802359	1979101	1919816	1478408	1680030	2378505	2405144

Exportation, d'après les principaux articles de commerce

Soieries	275160	263742	279008	278537	264890	357661	547895	465425
Tissus et broderies	255518	270499	275693	265969	219295	322440	377905	359714
dont broderies	195221	207182	211819	202903	152664	177561	224463	223578
Fers	104359	123890	140679	147883	119729	192024	296373	292548
dont machines	72368	82650	91285	97989	74333	88111	152814	149292
Métaux non précieux	27676	29994	42676	44034	37465	101105	221281	303220
Montres	147017	164027	173774	183049	120812	136608	207819	211144
Bois	7598	7582	7315	8391	7056	24489	77460	73748
Produits chimiques	52073	57771	63826	67482	68070	91295	137616	175008
Fromage	62498	63157	64717	70129	66321	72892	66506	23277
Lait condensé	31133	38533	47099	44195	47419	46883	57296	45443
Chocolats	49449	56544	64575	69346	64571	113637	109280	85634
Total de l'exportation autres marchandises comprises	1195872	1257309	1357617	1376399	1186887	1670056	2447718	2322953

28

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre belge des Affaires économiques, J. Jaspar, au Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey

Copie
N

Bruxelles, 28 juillet 1919

EXPORTATION DE CHARBONS VERS LA SUISSE

En vous priant de bien vouloir transmettre au Gouvernement fédéral mes remerciements pour l'adhésion qu'il a bien voulu donner aux conditions financières auxquelles seront subordonnées les exportations éventuelles de charbons belges vers la Suisse, j'ai l'honneur de vous confirmer la communication téléphonique que vous a faite ce matin, M. Janssen, Directeur de la Banque Nationale, vous exposant les raisons pour lesquelles il ne peut pas actuellement se rendre en Suisse pour conclure l'accord définitif.

D'une part, les besoins grandissants de l'industrie dont la reprise s'accuse de plus en plus et la nécessité de couvrir entièrement la consommation domestique hivernale de notre population qui a tant souffert au cours des précédents hivers; d'autre part la réduction importante du rendement dans les mines, les importations excessivement réduites en charbons anglais et nulles actuellement en charbons allemands, la situation indécise et que des renseignements tout récents annoncent très défavorable quant aux livraisons de charbons allemands prévues par le Traité de Paix en faveur de la Belgique, l'obligation de combler par des charbons du pays, d'une qualité inférieure le déficit des charbons spéciaux d'importation, m'imposent l'établissement d'un nouveau programme d'exportation, réduit et sauvegardant sans aléa les intérêts vitaux du pays. En attendant que l'enquête détaillée à laquelle je fais procéder en ce moment par le Comité des Charbons, m'ait fourni les éléments d'une décision définitive, j'ai dû suspendre l'octroi de toute nouvelle licence importante pour pays autre que la France.

Les disponibilités d'exportation et le nouveau programme seront arrêtés dans la deuxième quinzaine d'août.

Pour ne pas actuellement conclure un accord dont je risquerais de ne pas pouvoir ultérieurement remplir certaines clauses, je crois préférable de surseoir pour le moment au voyage de Monsieur Janssen en Suisse, en attendant que les quantités disponibles pour l'exportation vers la Suisse, soient précisées pour les quatre derniers mois de l'année.

Veuillez être assuré, M. le Chargé d'Affaires, que cette question sera examinée avec le plus vif désir de donner satisfaction à votre Gouvernement et avec toute la bienveillance qu'il y a lui-même apportée par son acceptation des conditions financières.[1]

---

1. *Après diverses négociations, la Belgique a accordé un contingent mensuel de 30 000 t jusqu'à la fin de l'année; en revanche, la Suisse devrait ouvrir un crédit qui correspondrait à la moitié de la valeur du charbon exporté de Belgique en Suisse. Pour un résumé de cette affaire cf.* FF, 1919, vol. V, *p. 496.*

29

EVD KW Zentrale 1914–1918/26–28

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du Chef du Département politique, F. Calonder

109/Gx. Création de légations
nouvelles en Europe

Berne, 29 juillet 1919

Le 11 juin, le Département politique a eu l'honneur de proposer au Conseil fédéral la création de deux légations en Scandinavie et en Pologne. Une décision à ce sujet a été renvoyée[1] au moment où la question de principe de l'extension à donner à la représentation diplomatique de la Suisse aurait été préalablement tranchée. Cette décision engage donc aujourd'hui le Département politique à exposer, d'une façon aussi complète que possible, au Conseil fédéral, quelles sont les raisons qui lui font un devoir impérieux de solliciter, dans l'intérêt de la Suisse, la création immédiate de représentations diplomatiques nouvelles.

La guerre qui vient de se terminer a bouleversé complètement la situation géographique et économique de l'Europe et spécialement celle des pays qui sont situés à l'Est et au Sud-Est du continent. La Suisse a un très grand intérêt à fonder sans tarder une légation dans les régions scandinaves, mais il y a une urgence encore plus grande pour elle d'établir sans aucun retard des relations politiques et économiques avec tous ces pays nouveaux, considérés à tort comme des Etats de second ordre, bien que tous soient beaucoup plus considérables et plus populeux que la Suisse. Il s'agit de l'ancienne et puissante Pologne, reconstituée sur des bases entièrement nouvelles, de la Bohême et de la Serbie agrandies, dont l'importance a doublé sinon triplé et enfin de la Grèce en train de se transformer en un Etat économique puissant par suite de son extension sur les côtes de l'Asie Mineure.

Il y a là quatre Etats représentant entre eux une population totale qui ne sera certainement pas inférieure à 60 millions d'habitants, pays riches en produits agricoles et miniers et d'une vitalité politique très grande. N'y a-t-il pas intérêt pour la Suisse à profiter sans tarder de la sympathie dont elle jouit auprès de ces Etats nouveaux pour y occuper une place qui est encore à prendre, mais que tendent à accaparer à leur profit les autres nations, actuellement représentées diplomatiquement dans ces pays. Les raisons qui militent en faveur de représentations diplomatiques sont diverses.

Si l'on aborde l'*intérêt commercial* et *économique* de la Suisse à la création des représentations nouvelles, il y a lieu de tenir compte de la tendance manifestée par les grandes Puissances à limiter leurs échanges avec la Confédération à un moment cependant où cette dernière dispose de stocks qu'elle a un intérêt pressant à écouler. Les Alliés manifestent une tendance marquée à monopoliser en leur faveur le commerce de l'Allemagne et des autres nations européennes.

---

1. *Cf.* E 1005 2/1.

Pour parer à l'influence des grandes nations, la Suisse doit absolument provoquer la création de relations économiques avec les petits pays du centre et de l'est de l'Europe qui lui serviront de contrepoids et de régulateurs. Il ne suffira pas pour elle d'écouler les produits dont elle est surchargée en ce moment, mais il faudra établir des relations pour l'avenir en tenant compte des ressources très grandes de pays tels que la Serbie, la Grèce, la Tchécoslovaquie et la Pologne, qui iront en se développant rapidement. Pour cela un Consul ne suffira pas, il faudra un agent plus officiel qui parviendra à pénétrer sans peine auprès des administrations compétentes où il arrivera plus facilement à lutter d'influence avec les représentants de même rang des autres nations européennes pour des demandes de concessions ou autres facilités que ces Etats sont en mesure d'accorder aux étrangers. Ce serait une erreur de confier une semblable activité aux légations suisses déjà existantes qui sont trop chargées par leurs occupations actuelles pour envisager des tâches nouvelles. Il serait en outre difficile et même politiquement inopportun de leur rattacher des représentations auprès des Etats qui viennent de se former dans l'étendue de leurs anciennes circonscriptions. C'est ainsi qu'on se représenterait difficilement une légation chargée de traiter simultanément avec l'Autriche allemande, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, qui ont des tendances et des intérêts complètement divergents.

Le *régime des droits privés* passe dans les pays nouveaux par une transformation radicale qui demande à être suivie de très près si l'on veut assurer la protection d'intérêts suisses très légitimes qui risquent de se trouver menacés au cours de cette crise. Les questions qui se posent soulèvent des problèmes de droit international pour la solution desquels un Consul commerçant n'aurait ni la compétence ni l'autorité nécessaires. C'est ainsi qu'en Yougoslavie par exemple, se posent des questions multiples telles que celles qui résultent du séquestre et de la liquidation des entreprises mixtes (cas de la Société de Trifail, à laquelle sont intéressés de nombreux actionnaires suisses); la nationalisation des sociétés d'assurances risque de supprimer à cette branche de la finance suisse un important marché, la lutte contre l'absentéisme et les réformes agraires ont déjà porté atteinte à des intérêts suisses importants. C'est ainsi qu'un Suisse est obligé de se défaire d'un domaine de 40 hectares comprenant une source thermale et un sanatorium de 130 lits, tandis qu'un autre risque d'être dépossédé d'un domaine forestier de 5000 hectares destiné à la distillation du bois. Le Département s'efforce de résoudre ces difficultés par l'obligeant intermédiaire de la Légation de Serbie à Berne, mais un semblable procédé est entièrement contraire aux règles de la courtoisie internationale et ne manquerait pas à la longue d'avoir de sérieux inconvénients.

Ce n'est un mystère pour personne qu'*en matière ferroviaire* les grandes Puissances qui entourent la Suisse ont tendance à détourner les lignes internationales qui passent par son territoire: les Allemands feraient passer leur express d'Orient au nord de la Suisse; les Français emprunteraient la ligne du 45ème parallèle qui évite les passages alpestres et passe par l'Italie et, depuis quelques mois, l'Allemagne et l'Italie s'efforcent de développer leurs relations commerciales par la ligne du Brenner, au détriment du Gothard et du Simplon. La Suisse ne peut lutter contre le danger très grand que constituent pour elle ces tendances qu'en agissant sur les Etats destinataires de l'Orient de l'Europe et en parvenant à les

intéresser à un problème qui a pour l'indépendance de leur ravitaillement et la liberté de leurs communications une importance au moins égale à celle que nous y attachons. Les conversations que nécessite la solution d'un pareil problème sont d'une nature si délicate que l'on admet difficilement qu'un Consul jouirait du crédit nécessaire pour les mener à bien.

Il convient de ne pas oublier que les *questions de forme* tiennent une place bien plus considérable dans les pays orientaux que dans une république démocratique telle que la Suisse. Ces pays ont tendance à s'en tenir strictement à la définition du droit international qui ne voit dans un Consul que le chef de la colonie étrangère et ne peut admettre qu'un Etat soit «représenté» autrement que par une Mission de caractère diplomatique.

L'étendue des fonctions qui peuvent lui incomber est donc plus large que celle du Consul, puisque le diplomate peut sans aucun inconvénient être chargé de s'occuper d'affaires consulaires, tandis que le Consul à qui une tâche politique aurait été confiée par son Gouvernement risque d'être éconduit s'il quitte le terrain qui paraît lui être assigné. Les nations nouvelles sont en effet particulièrement sensibles aux questions d'ordre international; la plupart d'entre elles ont accrédité à Berne des légations et paraissent sur le point de voir d'un mauvais œil que la Suisse ne leur rende pas leur politesse.

Actuellement moins que jamais la Suisse ne peut négliger sa *situation morale à l'étranger.* La guerre a démontré le danger que constitue l'encerclement de la Suisse par des nations puissantes. Il est indispensable qu'elle trouve dans d'autres Etats de l'Europe le contrepoids nécessaire à la prépondérance des grands pays dans les relations internationales. C'est ainsi qu'elle rencontrerait en Belgique et aux Pays-Bas le même intérêt que le sien à contrebalancer l'influence de la France et de l'Angleterre. La Pologne et la Tchécoslovaquie pourront parfois neutraliser avec elles l'Allemagne et enfin la Serbie et la Grèce serviront de contrepoids à l'irrédentisme italien. La Suisse ne pourra arriver à tirer parti de ces tendances qui lui seront favorables qu'en entretenant avec ces pays de second rang, dont l'intérêt coïncidera si souvent avec le sien, des relations particulièrement étroites. Le fait que ces Etats sont représentés à Berne est tout à fait insuffisant dans ce but.

La Suisse, destinée à devenir le *siège de la Société des Nations,* devra y conquérir la place que son organisation et son développement historique légitiment et être représentée dans le sein du Conseil. Elle pourra y parvenir en groupant autour d'elle toutes les nations européennes de second ordre dont les intérêts et les aspirations sont les siens et qu'elle est en mesure d'inspirer dans le sens d'une représentation équitable de toutes les nations.

C'est la raison pour laquelle, au moment où ces pays nouveaux, d'une vitalité si grande, ne cessent de faire savoir par leurs représentants à Berne combien ils désireraient traiter des intérêts communs avec des représentants qualifiés de la Suisse, en laissant passer un moment aussi favorable, la Confédération négligerait une occasion qui ne se retrouvera pas et qu'elle regrettera certainement plus tard d'avoir laissé échapper. La question qui se pose aujourd'hui est la suivante: La Confédération estime-t-elle que l'influence immédiate qu'elle pourrait acquérir auprès des quatre nations susmentionnées, représentant une totalité de plus de 60 millions d'habitants, ne vaut pas un sacrifice financier annuel de quel-

ques centaines de mille francs environ qui serait largement récupéré par les débouchés économiques et l'influence politique qu'elle aura acquise à l'est et au sud-est du continent européen?

Le Département politique rappelle qu'en ce moment, il se voit dans l'obligation de remplacer ses consuls à Varsovie, Prague et Belgrade, le premier pour abus de confiance, le second parce qu'en raison de ses attaches germanophiles, il a perdu tout crédit auprès du Gouvernement tchécoslovaque, le troisième enfin parce qu'il refuse d'obtempérer aux ordres qui lui sont donnés par son Gouvernement. Il est peu probable qu'il sera possible de leur substituer des commerçants suisses choisis sur place et il faudra envisager leur remplacement par des Consuls de carrière. Or, il paraît certain que les dépenses nécessitées par de tels représentants ne sont pas suffisamment inférieures à celles qu'occasionnerait l'envoi d'un Chargé d'Affaires avec caractère diplomatique pour qu'il y ait intérêt à se priver de ces derniers.

Si l'on parvenait à se décider à créer des légations, il faudrait forcément se contenter de Consulats généraux, mais ce serait une solution insuffisante. En effet, un Consul général ne pourra jamais, et particulièrement dans les cas difficiles, rendre les services que l'on peut attendre d'agents diplomatiques. Cette vérité est tellement évidente qu'il n'y a pas lieu d'insister davantage sur ce point.

C'est pour ces raisons que le Département politique demande au Conseil fédéral, en invoquant les motifs politiques sus-énoncés, de lui faciliter sa lourde tâche en décidant la création de représentations diplomatiques en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie et en Grèce. Ces postes nouveaux lui sont indispensables pour assurer les intérêts essentiels et multiples du peuple suisse dans ces pays nouvellement créés.

Il va sans dire que la qualification des personnes chargées de représenter la Confédération dans les postes nouveaux est essentielle et que le Département politique serait le premier à renoncer à ses propositions s'il ne devait pas se trouver en mesure de désigner au Conseil fédéral des candidats capables. Il se réserve donc de présenter les noms des personnes qui lui paraissent qualifiées pour occuper les quatre nouveaux postes envisagés par lui.

Ce rapport doit servir de base pour la discussion générale au Conseil fédéral et le Chef du Département se réserve de compléter et de préciser cet exposé, ainsi que de formuler oralement ses propositions définitives.[2]

---

2. *Par décision présidentielle du 2 septembre 1919 (cf.* E 1004 1/272, *n°* 3077) *la délibération de cette question a été ajournée jusqu'à ce qu'une commission d'experts ait pris position sur la base d'un rapport de H. Heer (cf. n° 43). Après avoir abordé l'affaire le 15 septembre (cf. n° 81), le Conseil fédéral décida dans sa séance du 20 septembre (cf.* E 1004 1/272, *n°* 3240) *de charger le Département politique de l'élaboration d'un message à l'Assemblée fédérale sur le problème de la représentation diplomatique de la Suisse à Stockholm, Varsovie, Prague, Belgrade et Athènes; pour cet* Exposé du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la création des nouvelles Légations de Suisse à l'étranger du 11 décembre 1919, *voir* FF, 1919, vol. V, *pp. 1019–1042.*

30

EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15

Le Chef de la Division de l'Economie industrielle de Guerre, H. Wagner, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Gewährung eines Kredites von 60 Millionen Franken an Rumänien

Bern, 30. Juli 1919

Ihr Generalsekretariat überwies uns unterm 16. Juli[1] einen Handelsbericht der Schweizerischen Gesandtschaft in Rumänien betreffend Gewährung eines Kredites von 60 Millionen Franken an die rumänische Regierung zur Vernehmlassung.

Der Stellung unserer Abteilung innerhalb des Departements entsprechend möchten wir die Zweckdienlichkeit einer solchen Kreditoperation in erster Linie vom Standpunkte der schweizerischen Exportindustrien aus erörtern. Die Durchführung der Warenzüge nach Rumänien durch unsere Abteilung brachte es mit sich, dass wir uns in den letzten Monaten in ausgedehnterem Masse mit dem Studium der rumänischen Marktverhältnisse im allgemeinen und insbesondere mit den Absatzerfolgen und -aussichten unserer Exporteure in Rumänien befassten. Aus allen privaten und offiziösen Berichten,die uns zugingen, mussten wir durchwegs entnehmen, dass die Anbahnung von Handelsbeziehungen mit Rumänien einen für den schweizerischen Gesamtexport nicht unwesentlichen Umfang annehmen könnten, wenn es uns gelingen würde, die gegenwärtigen, aller Wahrscheinlichkeit nach nur vorübergehenden, ungünstigen Valutaverhältnisse zu überbrücken. Im allgemeinen erweisen sich die meisten schweizerischen Exportprodukte heute in Rumänien als konkurrenzfähig. Ihr Verkauf wird jedoch dadurch aufs schwerste beeinträchtigt, dass der einzelne Exporteur nicht in der Lage ist, grössere Summen rumänischer Leis auf Monate hinaus bei rumänischen Banken brachliegenzulassen. Die Unterbringung grösserer Posten rumänischer Leis auf dem schweizerischen Kapitalmarkt ist heute bekanntlich unmöglich. Die herrschenden Verhältnisse lassen sich dahingehend zusammenfassen, dass der Export nach Rumänien in kürzester Zeit aus obgenannten Gründen ganz stocken wird, und dass damit die Schweizerwaren auf Jahrzehnte hinaus vom rumänischen Markt vollkommen abgedrängt werden, da inzwischen sich dort amerikanische, englische, französische und italienische Firmen einführen, die dank der Unterstützung durch ihre Regierungen in der Lage sind, auf Monate, ja auf Jahre hinaus gegen Kredite oder gegen Sicherstellungen in rumänischen Leis zu verkaufen.

Wir wollten nicht verfehlen, Sie einleitend auf diese unerfreuliche Situation aufmerksam zu machen. Unsere Schlussfolgerung ist daher die unbedingte Befürwortung einer Krediterteilung an Rumänien auf der vorgeschlagenen Basis. Sie erleichtert die Liquidation der äusserst grossen und teuren inländi-

1. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15; *à ce sujet, cf. aussi DDS 7/1, n^os 421, 455.*

schen Warenstocks und trägt so teilweise zur Verbilligung der schweizerischen Bedarfsartikel bei. Wichtiger aber scheint uns noch, dass damit die schweizerischen Produkte auf dem rumänischen Markt eingeführt werden und dadurch unserem Handel ein nicht zu unterschätzenden Absatzgebiet dauernd erschlossen wird.

Wir möchten in diesem Zusammenhang auch auf die Ziffern der schweizerischen Handelsstatistik hinweisen, um in erster Linie darzutun, dass Rumänien schon vor dem Kriege als Importland von Getreide für die Schweiz ein grosses Interesse besass. Die schweizerische Einfuhr aus Rumänien betrug im Jahre 1911 32 Millionen Franken (davon 31 Millionen Getreide); die Ausfuhr nach Rumänien bezifferte sich auf 9 Millionen Franken. 1917 sanken diese Zahlen auf 1.2 Millionen, resp. 3.2 Millionen Franken. Nach den uns zugekommenen Berichten wird Rumänien von der kommenden Getreideernte ca. 30—70 tausend Wagen Getreide exportieren können, so dass begründete Aussicht vorhanden ist, dass der rumänisch-schweizerische Handel sich in kürzester Zeit wieder einem normalen Austauschverhältnis nähern wird, was seinerseits natürlich nicht ohne Einfluss auf die Verbesserung der rumänischen Valuta bleiben kann. Wenn nun der schweizerische Importeur und Exporteur im gegenwärtigen Warenaustausch sich selbst überlassen wird, so ist zu befürchten, dass der Import aus Rumänien im Hinblick auf den Export nicht in wünschenswerter Weise ausgedehnt werden kann. Die rumänische Regierung hat *allem Anschein nach die Absicht,* gegen Gewährung von Krediten die diesjährige Ernte sozusagen einzelnen Staaten zu verschreiben. Macht die Schweiz dieses Geschäft nicht, so wird dasselbe aller Wahrscheinlichkeit nach mit einem andern Staat abgeschlossen. Den Schweizer Exporteuren wird alsdann die Durchführung eines Warenaustausches, wie er in erster Linie von der unlängst gegründeten Schweizerischen Genossenschaft für Warenaustausch geplant wird, unnötig erschwert, eventuell sogar verunmöglicht.

Über die Befähigung des schweizerischen Kapitalmarktes zur Begebung eines kurzfristigen 60 Millionen Anleihens an Rumänien können wir kein massgebendes Urteil abgeben. Wir möchten jedoch nicht unterlassen, darauf hinzuweisen, dass jeder Export nach Rumänien ohne Zahlung des Erlöses in Schweizerfranken als solcher ebensosehr eine Kapitalabwanderung ins Ausland bedeutet wie die Gewährung eines Kredites. Sofern dieser Kredit zur Bezahlung von schweizerischen Exportprodukten verwendet wird, ist er lediglich als eine Operation anzusprechen, wodurch die von den Exporteuren eventuell zu gewährenden Einzelkredite zentralisiert und dementsprechend besser sichergestellt werden. Zudem wird der zu gewährende Kredit in der vorgeschlagenen Form nur ein kurzfristiger sein, während die von den einzelnen Exporteuren eingeräumten Kredite voraussichtlich auf Jahre hinaus gewährt werden müssen. Die Liquidation derselben wird nur im Einzelfalle und nach Überwendung grosser Schwierigkeiten möglich sein.

So sehr wir die Gewährung eines Kredites an Rumänien im Interesse des schweizerischen Exportes empfehlen können, so scheint es uns doch notwendig, dass bezüglich der Verwendung dieses Kredites an der Bedingung festgehalten wird, wonach derselbe nur zum Einkauf von Schweizer Waren benützt werden darf. Um diese Bindung wirksam zu gestalten, erlauben wir uns die Anregung zu

machen, diesbezüglich mit der Schweizerischen Genossenschaft für Warenaustausch, als einer Vereinigung der wichtigsten schweizerischen Export- und Import-Interessenten, zusammenzuarbeiten. Wir sind der Ansicht, dass diese Genossenschaft im Interesse des Bundes wie der Gesamtheit der Exporteure mit der Durchführung diesbezüglicher Klauseln betraut werden könnte.

Wir fassen unsere Stellungnahme dahin zusammen, dass die Gewährung eines Kredites von 60 Millionen Franken an Rumänien als Vorzahlung für Getreidelieferungen und unter der Bedingung, dass dieser Kredit zum Einkauf von Schweizer Waren verwendet wird, unbedingt empfehlenswert sei.[2]

---

2. *Par télégramme n° 36 du 1er août, le Département de l'Economie publique déclarait à la Légation de Suisse à Bucarest: [...]* Après avoir consulté services compétents sommes à même de déclarer que proposition concernant avance contre livraison céréales est sérieusement prise en considération. Examinons envoi commission spéciale à Bucarest et vous ferons connaître résultat aussitôt possible. En ce qui concerne crédit spécial de deux à trois millions pour Roumains en Suisse *[cf. DDS 7/1, n° 455]* estimons pas nécessaire d'en faire l'objet d'un accord international, Légation roumaine en Suisse pouvant sans difficulté s'entendre à ce sujet directement avec banques suisses comme cela a déjà été fait par d'autres légations. *[...]*. (E 2200 Bukarest 2/12).

31

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Chef de la Section des Renseignements de l'Etat-major général de l'Armée suisse, K. Iselin, au Département politique [1]

Rens n° 22.280. Geheim — Bern, 31. Juli 1919

LAGE IN DEUTSCHLAND

Von einer absolut einwandfreien und zuverlässigen Persönlichkeit, die namentlich die Verhältnisse in Süddeutschland genau kennt, erhalten wir folgende Mitteilungen über die Lage:

«Wenn auch gegenwärtig in Deutschland ziemlich Ruhe herrscht und man annehmen könnte, dass die innere Lage anfange sich zu stabilisieren, so sind wir immer noch weit davon entfernt, mit Zutrauen und Hoffnungen in die Zukunft zu blicken.

Der Kommunismus macht in Deutschland nicht nur gewaltige Reklame, sondern namentlich gewaltige Fortschritte. Täglich rekrutiert er eine grosse Anzahl neuer Anhänger, die zu allem entschlossen sind, denn schlechter als jetzt kann es ihnen nicht mehr gehen. Wir rechnen auf den Herbst oder anfangs Winter mit aller Bestimmtheit auf eine neue revolutionäre Offensive, die bedeutend gefährlicher und umfangreicher sein wird als die bisherigen Putsche. Ob sie durch einen

---

1. *Distribution:* Generalstabschef, Generalstabschef i.V., Operationssektion, S.M.D., Polit. Departement (Auswärtiges), Kdo. Bewachungstruppe, Kdo. Grenzdet. Nordostschweiz.

allgemeinen Generalstreik eingeleitet wird, oder ob irgendwelche nicht befriedigte politische Forderungen als Grund angegeben werden, hat weiter keine Bedeutung. Wir werden allerdings dieser Bewegung Meister werden, aber es wird viel Blut kosten und es ist fraglich, ob diese Sache auf Deutschland beschränkt bleiben wird.

Die Gründe zu dieser Ausbreitung der kommunistischen Idee sind verschiedene:

1. Die gewaltige *Kohlennot* in allen Industriegebieten. Täglich müssen Betriebe wegen Kohlenmangel geschlossen oder eine grössere Anzahl Arbeiter entlassen werden. Die finanzkräftigen Betriebe beschäftigen ihre Leute so gut es geht, nur um sie nicht durch Entlassung in die Hände der Kommunisten zu treiben. Es gibt Fabriken, die seit Wochen Maschinen zusammensetzen, wieder demontieren und wieder montieren!

2. Die *Hungersnot.* Der Nährzustand der armen Bevölkerung ist unbeschreiblich. Täglich sterben in den Städten Leute Hungers. Die Untersuchungen über den Gesundheitszustand in den Schulen haben furchtbare Resultate ergeben. Das Aussehen unserer Jugend ist bejammernswert. Unsere Volkskraft ist auf Jahrzehnte vernichtet.

3. Die *Eisenbahnnot.* Die Transportverhältnisse sind unter aller Beschreibung. An den wenigen Orten, wo noch Rohmaterialien vorhanden sind, ist man nicht in der Lage, dieselben nach den Industriezentren zu befördern wegen dem Mangel an Rollmaterial und wegen der ewigen Streike.

Die grösste Gefahr jedoch, der wir heute gegenüberstehen, ist die, dass wir riskieren, dass die Bauern zu den Revolutionären übergehen und zwar infolge der furchtbaren landwirtschaftlichen Bedingungen des Friedensvertrages. Die Abgabe von Vieh und Mutterstuten an die Entente ist für unsere Landwirtschaft von so einschneidender Bedeutung, dass wir nicht glauben, dass wir die Bauern dazu bringen, diese Tiere abzuliefern. Es wird zu eigentlichen Aufständen kommen, was natürlich den Kommunisten sehr willkommen ist, und wir müssen riskieren, dass schliesslich die Bauern mit den Revolutionären gemeinsame Sache gegen die Regierung machen.

Ein weiterer Punkt, der uns viel Mühe macht, sind die *Universitäten.*Dort sind die intellektuellen Führer der Revolution zu finden. Dieser Gefahr treten wir dadurch entgegen, dass wir für den nächsten Winter alle deutschen Universitäten für alle Ausländer (mit wenigen Ausnahmen wie Schweiz etc.) schliessen. (Diese Ausländer werden dann voraussichtlich versuchen, an die Schweizer Universitäten zu kommen. Caveant Consules!).

Die Propaganda der Kommunisten ist ausserordentlich geschickt. Es ist festgestellt, dass durch die französische Okkupationsarmee viel Propaganda nach Frankreich gelangt. Zwischen deutschen Kommunisten und französischen Posten findet ein reger Verkehr statt.»

32

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 août 1919[1]

2735. Errichtung einer radio-telegraphischen Station

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 2. August 1919

Durch seinen Antrag vom 4. April 1919 brachte das politische Departement, gestützt auf eine Mitteilung des Herrn Rappard aus Paris[2], dem Bundesrat zur Kenntnis, dass Colonel House, bezw. General Smuts, der von der Sub-Kommission für die Sitz-Frage der Pariser-Konferenz mit den Verhandlungen mit Herrn Rappard beauftragt worden war, die Erlaubnis für den Völkerbund zu erlangen wünschten, gegebenenfalls eine radiotelegraphische Station in Verbindung mit dem Sitz der Liga zu errichten. Durch Beschluss vom 5. April 1919[3] erklärte sich darauf der Bundesrat bereit, die Errichtung einer solchen Station für die Zwecke des Völkerbundes zu gestatten und genehmigte den Entwurf einer in diesem Sinne abgefassten telegraphischen Antwort nach Paris.

Bereits am 27. April 1919[4] sandte nun Colonel House einen Herrn Rogers, der als Spezialist im Nachrichtenverkehr im Dienste der amerikanischen Regierung steht, zu Herrn Rappard, um ihn einige konkrete Vorschläge betr. die Einrichtung einer radiotelegraphischen Gross-Station in der Schweiz zu überbringen. Danach würde die Regierung der Vereinigten Staaten dringend wünschen, auf Einladung der schweizerischen Regierung zwei oder drei Fachmänner in die Schweiz entsenden zu können, um die Vorstudien für die Erstellung einer solchen Station, die nach Ansicht der amerikanischen Fachkreise im Gebirge zu erstellen wäre, an Ort und Stelle betreiben zu können. Herr Rogers gab ferner bekannt, dass das Marinedepartement der Vereinigten Staaten, welches wertvolle Patente besitze, in der Lage wäre, den Bau dieser Station in die Hand zu nehmen, um dieselbe sodann dem Völkerbund oder der schweizerischen Regierung unter zu vereinbarenden Bedingungen abzutreten.

Durch ein Schreiben des politischen Departements vom 5. Mai[5], welches die amerikanischen Vorschläge übermittelte, veranlasst, erstattete das schweiz. Post- und Eisenbahndepartement nach Einholung eines Gutachtens des Militärdepartements[6] am 30. Juni dem Bundesrat Bericht über die Möglichkeiten der Erstellung einer radiotelegraphischen Station der Schweiz und stellte den

---

1. *Etaient absents: E. Müller, E. Schulthess, R. Haab.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 302.*
3. *Cf. DDS 7/1, n° 305.*
4. *Cf. DDS 7/1, n° 369.*
5. *Non reproduit, cf.* E 2001 (C) 5/47.
6. *L'avis du Département militaire a été transmis par une lettre de Decoppet, du 28 mai 1919.* (E 2001 (C) 5/47).

Antrag, eine solche Station unter näher präzisierten Bedingungen auf allgemeine Bundeskosten zu errichten und zu betreiben.

Inzwischen wurde durch spätere Mitteilung des Herrn Rappard bekannt, dass Colonel House, gegenwärtig Vertreter der Vereinigten Staaten im Organisationskomitee des Völkerbundes, ein besonderes Gewicht auf die Zustimmung der schweizerischen Regierung lege zur baldigen Entsendung technischer Experten für Geländebesichtigungen und andere Vorarbeiten. Nachdem der Bundesrat bereits durch seinen Beschluss vom 5. April sein Einverständnis mit der Schaffung einer radiotelegraphischen Station in Verbindung mit dem Völkerbundssitz zuhanden der Pariser Konferenz erklärt hat, kann nichts dem Vorschlag entgegenstehen, mit den amerikanischen technischen Delegierten in vorläufige Besprechungen einzutreten. Ein Entgegenkommen erscheint auch im Hinblick auf die anlässlich der Wahl des Völkerbundssitzes vom Bundesrat unternommenen Schritte angezeigt; und es steht zweifellos zu befürchten, dass eine ablehnende Haltung in dieser Frage als Unfreundlichkeit empfunden werden würde. Allerdings müsste daran festgehalten werden, dass die Besprechungen einen nur orientierenden und unverbindlichen Charakter tragen sollen und dass die definitive Stellungnahme des Bundesrates durch die vorläufigen Verhandlungen nicht präjudiziert werden darf, sondern erst nach Prüfung der gesamten Frage nach der politischen und technischen Seite erfolgen kann.

Aus diesen Gründen wird auf Antrag des politischen Departements *beschlossen:*

1. Es wird die Gelegenheit des gegenwärtigen Aufenthaltes des Herrn Rappard in London dazu benützt, dem Colonel House die Mitteilung zu machen, dass die schweizerische Regierung mit der Entsendung der amerikanischen technischen Experten zwecks Vorstudien für die Errichtung einer radiotelegraphischen Station in Verbindung mit dem Sitze des Völkerbundes ihr Einverständnis erkläre.

2. Das Post- und Eisenbahndepartement wird ersucht, für den Empfang der technischen Delegierten die erforderlichen Anordnungen zu treffen und denselben bei Vornahme ihrer Untersuchungen nach Möglichkeit Erleichterungen zu gewähren.

3. Die Frage, ob eine radiotelegraphische Station auf allgemeine Bundeskosten unter Einräumung eines ausgedehnten Benutzungsrechtes an den Völkerbund zu erstellen sei, oder ob die Errichtung auf Kosten des Völkerbundes bezw. zunächst des Marinedepartements der Vereinigten Staaten erfolgen solle, ist auf eine spätere Entscheidung nach stattgehabten Besprechungen mit den amerikanischen Experten und nach nochmaliger Prüfung der politischen und technischen finanziellen Seite durch die einschlägigen Departemente zurückzustellen.

33

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 août 1919

2763. Völkerbund, Beitritt der Schweiz

Politisches Departement. Entwurf Botschaft

In der Eintretensdebatte über die Frage des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund erfolgt zuerst ein allgemeiner Gedankenaustausch. Aus demselben ergibt sich, dass alle Mitglieder des Bundesrates darin übereinstimmen, dass den eidgenössischen Räten der Beitritt zu empfehlen sei.

Herr Bundesrat Müller[1] gibt die Erklärung zu Protokoll, dass er bezüglich der Neutralität mit der Auffassung des politischen Departements, wie sie in der Botschaft auseinandergesetzt ist, nicht einig gehen kann. Die Neutralität, wie sie bisher verstanden und gehandhabt worden ist, ist mit der Mitgliedschaft beim Völkerbunde nicht vereinbar; inwieweit wir künftighin noch an der Neutralität werden festhalten können, ist zur Zeit sehr ungewiss und bedarf weiterer Abklärung; wir werden suchen, von dem alten Neutralitätsgedanken zu erhalten, was möglich ist, aber die Ungewissheit des Erfolges unserer daherigen Bestrebungen kann uns nicht abhalten, jetzt schon dem Völkerbunde beizutreten, weil die Weltlage uns dazu nötigt und die Schweiz nicht vereinsamt werden darf. Auch ohne Beitritt zum Völkerbund ist es um unsere Neutralität im alten Sinne doch sehr schlecht bestellt; sie wird nicht mehr viel anderes sein, als eine schöne Illusion. Den subtilen Unterscheidungen zwischen militärischer und wirtschaftlicher Neutralität kann Herr Müller nicht folgen. Militärische und wirtschaftliche Massnahmen gehn, heute mehr als je, notwendig Hand in Hand. Sie dienen beide der Kriegführung; die Kriegführung aber dient der Politik und die Neutralität ist und bleibt eine Frage der Politik. Inwiefern der Nachrichtendienst unter einigen Vorbehalten mit der Neutralität als vereinbar angesehen werden kann, ist unverständlich und stimmt mit der bisherigen Auffassung des Bundesrates nicht überein.

Die Botschaft nimmt den Standpunkt ein, dass die Neutralität in modifiziertem Sinn mit dem Völkerbunde vereinbar sei. Damit liefert man den Gegnern des Vertrages nur Waffen in die Hand; es sollte deshalb hinsichtlich der Neutralitätsfragen die Botschaft einer Umarbeitung im Sinne dieser Ausführungen unterzogen werden.

Herr Bundesrat Schulthess stimmt der Ansicht des Herrn Bundesrat Müller bei; es muss dem Volke erklärt werden, dass man bezüglich der Neutralität vor einem Wendepunkte steht. Die Botschaft sollte so abgefasst werden, dass alle Mitglieder des Bundesrates dafür eintreten können.

Herr Bundesrat Calonder vertritt das in der Botschaft aufgestellte System der Neutralität, das er für das allein richtige hält. Die Botschaft soll die Stellung der

---

1. *Sur la position du Conseiller fédéral E. Müller, cf. aussi n° 25.*

Schweiz nach aussen festlegen. Die Neutralität muss von vorneherein feststehen; deshalb muss auch erklärt werden, dass die Schweiz im Interesse der Rechtsordnung gegen Friedensbrecher vorgeht.

Herr Bundesrat Motta hält dafür, eine Änderung der Neutralität werde nur bei den sogen. Exekutionskriegen eintreten, nicht aber bei den gewöhnlichen Kriegen, die doch die grosse Mehrzahl bilden werden. Bei den erstern wird die wirtschaftliche Neutralität aufgehoben und die militärische Neutralität wird wertlos. Tritt die Schweiz dem Völkerbunde nicht bei, so hat die Neutralität keinen Nutzen mehr.

Herr Bundespräsident Ador konstatiert mit Vergnügen, dass für den Beitritt zum Völkerbund Einstimmigkeit herrscht. Er teilt den Optimismus, der sich in der Botschaft kundgibt, da sicher zu erwarten steht, dass die Völker gemeinsam verhandeln werden. Die Neutralität wird mit dem Völkerbund, der eine Notwendigkeit geworden ist, leben oder mit ihm untergehen. Diejenigen Abschnitte der Botschaft, welche den Gegnern des Beitritts Waffen liefern, müssen abgeändert werden.

Der Bundesrat beschliesst einstimmig Eintreten auf die Vorlage des politischen Departements. Dieses Departement wird ermächtigt, Abänderungen rein redaktioneller Natur von sich aus vorzunehmen *[...]* [2].

Der Beschlussesentwurf wird in folgender Fassung angenommen:

Die Bundesversammlung
der schweizerischen Eidgenossenschaft,

nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates vom 4. August 1919 und nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrates vom 4. August 1919 und unter ausdrücklicher Feststellung, dass die immerwährende Neutralität der Schweiz, die insbesondere in der Akte vom 20. November 1815 anerkannt worden ist, in Art. 435 des zwischen den alliierten und assoziierten Mächten und Deutschland am 28. Juni 1919 abgeschlossenen Friedensvertrages als ein Abkommen zur Sicherung des Friedens anerkannt ist und dass sie nach Art. 21 des Völkerbundsvertrages als mit keiner Bestimmung dieses Vertrages als unvereinbar anzusehen ist,

beschliesst:

I. Der Bundesverfassung vom 29. Mai 1874 ist ein vierter Abschnitt, Art. 124, beizufügen, welcher lautet:

Die Schweiz tritt dem Völkerbundsvertrag bei, der am 28. April 1919 von der Pariser Friedenskonferenz angenommen worden ist.

Für die Ratifikation der Abänderungen des Völkerbundsvertrages, sowie für die Genehmigung von mit dem Völkerbund zusammenhängenden Übereinkünften jeder Art kommen die von der Bundesverfassung für die Genehmigung von Staatsverträgen aufgestellten Bestimmungen zur Anwendung.

Beschlüsse über Kündigung des Völkerbundsvertrages oder über Rücktritt von diesem sind dem Volke und den Ständen zur Abstimmung vorzulegen.

---

2. *Suivent diverses modifications, d'ordre rédactionnel, du Message à l'Assemblée fédérale. Pour les références de ce message, cf. n° 25, note 9.*

II. Der vorliegende Bundesbeschluss ist der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten.

III. Der Bundesrat ist mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Gemäss Antrag des politischen Departements werden die vorgesehenen Beilagen als Anhang besonders gedruckt.

34

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Bucarest, G. Boissier,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L n° 2262. IV.A. Bucarest, 4 août 1919

[...][1]

M. Baicoiano ne m'a pas caché qu'il était sollicité tous les jours de passer d'importantes commandes à nos fabriques de machines, qu'il ne demandait pas mieux que d'y donner suite, que toutes les dispositions étaient prises pour nous donner la préférence, mais qu'il lui fallait pour ça un crédit en Suisse. Il m'a laissé comprendre une fois de plus que si la Suisse persistait à ne pas vouloir chercher un terrain d'entente pour régler cette question de change qui est le seul obstacle actuel à un gros afflux de commandes à passer en Suisse, il serait obligé de donner la préférence à l'Amérique. En résumé, je n'ai pas le temps de vous en dire plus long aujourd'hui et n'ai d'ailleurs rien à ajouter à tous les renseignements que je vous ai déjà fournis, mais j'insiste pour avoir une réponse définitive dans un sens ou dans l'autre. M. Baicoiano est prêt si vous le désirez à se rendre à Berne pour discuter les questions de détail avec vous, ou avec la Société d'échange ou un groupe financier.

1. *La lettre commence par une plainte du Ministre Boissier au sujet de ses propositions restées sans réponse.*

35

E 2001 (D) c 1/1910–1919

La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse

Copie
RP III/Gx Berne, 4 août 1919

La grève générale qui a été proclamée à Bâle le 31 juillet et à Zurich le 1er août s'est limitée à ces deux villes. A Bâle, il y a eu à déplorer des morts et des blessés, à Zurich pas. La grève est poussée avec plus d'énergie à Bâle qu'à Zurich, où il ne

s'est agi en somme que de suivre l'impulsion donnée. Le 1er août, on n'était pas sans inquiétude et l'on craignait que le mouvement ne fit tache d'huile. Si Berne avait suivi l'exemple, on redoutait que les employés de chemin de fer n'en fissent autant, ce qui nous aurait mis en présence d'un mouvement révolutionnaire général analogue à celui de novembre 1918. D'après ce que M. Graber avait dit à des journalistes, on savait que la Suisse française, tout en déclarant qu'elle ne marcherait pas, laisserait faire les Zurichois et il n'était pas impossible qu'un succès éventuel de ces derniers n'entraînât beaucoup de monde, même en Suisse française, d'autant plus que les socialistes vaudois décidaient de se rattacher à la troisième internationale. Enfin, l'on savait que le comité d'Olten était débordé et que les masses prolétaires n'étaient plus entre les mains de leurs chefs parlementaires.

Tous ces éléments du problème pouvaient être interprétés dans les deux sens, de sorte que la situation présentait une certaine gravité le 1er août. Mais, dès ce jour-là, divers symptômes indiquèrent que Berne ne se laisserait pas entraîner et les cheminots non plus. Une manifestation des Jungburschen ne réunit guère que 150 personnes sur le Waisenhausplatz, alors que des milliers de bourgeois se rassemblaient en même temps devant le Palais fédéral pour chanter des Hymnes patriotiques et pour acclamer les discours nettement anti-bolcheviques de MM. Tschumi, Conseiller d'Etat bernois, en allemand, de M. Cérésole, représentant de l'association romande de la Nouvelle Société Helvétique, en français, de M. Gianini, représentant de la «Pro Ticino», en italien. M. le Président de la Confédération, appelé avec insistance par la foule, prononça aussi quelques mots qui furent très applaudis.

Hier, il a été question de voir la grève s'étendre aussi à Winterthur, mais il est aujourd'hui avéré que Bâle et Zurich restent seules contaminées, les autres centres suisses ayant refusé de se joindre à un mouvement qui leur paraissait manquer de toute base économique. On peut considérer la situation comme définitivement éclaircie et la grève naturellement terminée.

Les troupes mises sur pied ne sont pas très considérables et il est à espérer que les dragons et leurs chevaux pourront bientôt aller reprendre leurs travaux des champs.

Cette agitation sociale n'est pas seulement regrettable en soi; elle a encore l'inconvénient qu'elle fournit à l'étranger des armes à ceux qui cherchent à nuire à la Suisse et, en particulier, à lui retirer l'honneur de fournir le siège à la Ligue des Nations.

Déjà au moment où l'on cherchait où se réunirait la Conférence de la Paix et où les Américains suggéraient la Suisse, on exploita contre ce projet la grève générale de novembre 1918. Plus tard, certains milieux de l'étranger paraissent avoir répandu le bruit que la Suisse hébergeait des anarchistes et que c'était chez nous que se distribuait l'argent de la propagande bolchevique. Depuis que la Belgique a commencé à agir avec énergie et avec un certain succès auprès des Alliés pour substituer Bruxelles à Genève comme siège de la Ligue des Nations, tous les arguments sont mis en oeuvre; nous savons que des agences américaines ont refusé de publier de petites notes d'une extrême perfidie, dans lesquelles la Suisse était appelée le Mexique de l'Europe. Nous devons réagir nettement contre ces calomnies. Il y a eu en Suisse moins de grèves que dans n'importe quel autre pays

et il n'y a aucune raison pour que nous laissions s'accréditer des légendes inexactes et nuisibles.

[...] [1]

Le 30 juillet, M. Calonder a reçu le Vice-capitaine du *Vorarlberg,* M. Redler, qui lui a exposé la situation à peu près dans le même sens que nous avions l'honneur de le faire dans la lettre que nous vous avons adressée le 29 juillet.[2]

Il nous revient tout à fait confidentiellement que l'Autriche-allemande s'apprête à prendre une position plus franchement opposée à l'abandon du Vorarlberg et que l'assemblée nationale autrichienne compte s'occuper de cette affaire plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici. On nous dit aussi que le Gouvernement autrichien aurait remis au Dr. Ritter, représentant du Chapitre de Souabe, une somme importante destinée à combattre le rattachement du Vorarlberg à la Suisse. On n'a pas l'impression que tout cela serve à grand'chose; le mouvement en faveur de la Suisse ne fait que croître et se cristalliser.

Au Landesrat, le parti socialiste opposé au rattachement ne compte que deux députés, dont l'un s'est déjà rallié à l'idée suisse, de sorte que, lors des dernières délibérations, il ne s'est trouvé qu'un seul membre du Parlement Vorarlbergeois, M. Zumtobel, pour parler contre le rattachement.

Si l'idée de la réunion du Vorarlberg à la Suisse échoue, cela ne sera certainement pas dû au manque de bonne volonté de la part de la population ni à une opposition de la part de la Suisse, mais à un manque d'énergie et de résolution des deux côtés. Au Vorarlberg, on est si fatigué de la guerre qu'on ne veut pas envisager de révolution d'aucun genre et en Suisse, on a si peur des complications internationales qu'on préfère laisser aller les choses plutôt que d'encourir ce risque[3].

[...] [4]

Un *congrès socialiste international* siège à Lucerne; plus de soixante délégués y représentent vingt-deux pays. M. Henderson paraît y jouer un rôle assez important. Il voudrait persuader les Gouvernements alliés de la gravité de l'heure et de l'importance qu'il y aurait pour eux à tenir compte de l'état d'esprit des masses ouvrières.

[...] [5]

Il nous revient que l'Ambassadeur de *France,* M. Dutasta, serait transféré. Cette nouvelle, qui nous était parvenue il y a une dizaine de jours, trouve sa confirmation dans un rapport de presse d'après lequel M. Dutasta irait à Berlin. Lui-même dit qu'il n'est pas question pour lui d'un transfert.

On parle aussi du transfert du Ministre *d'Angleterre,* Sir Horace Rumbold.

La question du charbon reste brûlante en Angleterre. Le prix élevé qu'atteint

---

1. *Suit un passage sur la question d'une station radiotélégraphique pour la Société des Nations qui a été biffé vraisemblablement par Calonder; de toute façon, le Chef du Département politique a corrigé quelques passages de ce texte.*
2. *Non reproduit, cf.* E 2001 (D) c 1/1910–1919.
3. *Ce passage a été biffé au crayon.*
4. *Ont été supprimées des informations sur le rattachement de Büsingen à Schaffhouse, sur le Liechtenstein, la réorganisation du Service consulaire et le Splügen.*
5. *Ensuite, le rapport donne les résultats des élections en Tchécoslovaquie, parle de la situation intérieure en Allemagne et décrit l'engagement britannique en Russie.*

ce combustible aura les répercussions les plus fâcheuses sur l'exploitation de toutes les industries et sur les prix de presque tous les produits. Les Etats-Unis sont aujourd'hui en mesure de fournir dans les ports d'Europe du charbon à meilleur compte que la Grande-Bretagne.

M. Bonar Law continue à se dérober lorsque la Chambre des Communes l'invite à préciser la future politique économique et commerciale anglaise.

La question d'Irlande reste ouverte et M. Lloyd George se borne à insister une fois de plus sur les difficultés presque insurmontables que présente la solution du problème.

La situation des troupes britanniques dans la *Russie* septentrionale est considérée comme fort précaire. On a trop prêché aux troupes envoyées en juin dernier d'Angleterre en Russie qu'elles seraient retirées avant l'hiver. Naturellement cette promesse a été connue dans les cercles russes, de sorte que même les Russes anti-bolcheviques n'osent pas prêter leur appui aux Anglais de peur d'être ensuite privés de la protection de l'armée britannique et exposés à la cruelle vengeance des Bolcheviques.

D'autre part, il nous revient de Russie que les Alliés, et en particulier les Français et les Anglais, y sont l'objet d'une telle haine que Koltchak et Denikine, loin de retirer un profit de leur appui, en souffrent plutôt. On assure que seul un gouvernement qui se désolidariserait jusqu'à un certain point de Paris et de Londres aurait quelque chance de succès.[6]

6. *Ce paragraphe a été biffé au crayon.*

36

E 2001 (B) 1/82

Le Professeur W.E. Rappard
au Chef du Département politique, F. Calonder

R Londres, 5 août 1919

J'ai eu l'honneur de vous transmettre en date du 3 août la dépêche que voici:

«Rappard avise que Puissances paraissent unanimes à admettre Allemagne à Organisation Travail après conférence Washington, qui statuera. Pour Anglais et Américains cette admission aurait caractère conditionnel et temporaire jusqu'à accession Allemagne à Société des Nations. Pour Français et probablement Italiens et Belges article 387 Traité Paix n'exclut pas adhésion régulière Organisation Travail sans accession Société Nations. Sur second point votre télégramme informations suivront après entrevue Cecil, House, Drummond, mardi. Prière aviser famille mon retour retardé jusqu'à vendredi matin.»

J'espère que cette dépêche se sera expliquée d'elle-même. Le rapport que j'adresse à M. le Conseiller fédéral Schulthess[1] et dont je me permets de vous transmettre ci-incluse une copie la complètera en tous cas.

1. *Reproduit en annexe au présent document.*

Je viens d'avoir les conversations annoncées dans cette dépêche. Vu leur importance et quoiqu'elles aient porté essentiellement sur les mêmes points, je me propose de vous en rendre compte successivement aussi fidèlement que possible.

Je vis d'abord pendant un quart d'heure *Lord Robert Cecil,* qui est installé à Sunderland House, au siège provisoire de la Société des Nations. Il se plaignait de ce que le service de presse de la Société des Nations était encore insuffisamment organisé et qu'il se trouvait ainsi privé des informations nécessaires.

Lord Robert admet que, si le Gouvernement suisse signifie son accession à la Société des Nations dans les deux mois qui suivront son entrée en vigueur, rien ne s'opposerait à ce que la ratification populaire reste réservée. Il nous engage simplement à formuler la déclaration d'adhésion sans y prononcer le mot de «réserve», mais il admet qu'en fait la votation populaire intervenant après la fin des deux mois pourrait déterminer la sortie immédiate de la Suisse de la Société des Nations. Je demandai à Lord Robert Cecil s'il estimait utile pour la Suisse d'imiter certains des autres Pays neutres, en signifiant déjà maintenant son désir d'adhésion. Il m'a répondu que l'Espagne et certains Etats de l'Amérique du Sud, dont il avait oublié les noms, avaient en effet annoncé déjà leur intention d'entrer dans la Société des Nations. Il croyait que la Norvège se disposait actuellement à une démarche analogue. Pour la Suisse, ajouta-t-il, je vous propose de m'écrire en votre nom personnel une lettre où vous me déclarez que l'intention du Gouvernement fédéral est d'obtenir l'adhésion de la Suisse. Je ne ferai, poursuivit-il, aucun usage de cette lettre, à moins que les adversaires de Genève dans mon entourage proposent de nouveau de déplacer le siège de la Société des Nations. Je compte écrire cette lettre dès demain et je me permettrai d'en inclure copie.[2]

Au sujet du contact à établir entre les organes de la Société des Nations et le Gouvernement fédéral, il me proposa d'avoir recours aux services du Ministre de Suisse à Londres, avec lequel il entretenait les meilleurs rapports.

Lord Robert Cecil ignorait la déclaration de Pichon, à laquelle vous avez fait allusion dans la dépêche qui m'a été transmise.[3] Pour ce qui me concerne, dit-il, je ne vois pas du tout sur quel texte M. Pichon pouvait s'appuyer pour déclarer

---

2. *Cette lettre, adressée au Colonel House, à Lord Robert Cecil et à Sir Eric Drummond disait:* With reference to the conversation you were good enough to grant me yesterday I beg to inform you that the Swiss Government have unanimously decided on the 4th of August to recommend to the Federal Parliament that Switzerland join the League of Nations as original Member. They have proposed the addition of a special Article to the Federal Constitution. This proposition is to be discussed in a special session of both Houses in September and will then be submitted to a popular Referendum. If the Federal Government have not as yet publicly notified to the General Secretary of the League of Nations their intention to accept the invitation, it is only because that invitation has not yet become effective and because constitutional reasons prevent them from doing so before the vote of the Parliament. There can be no doubt however as to their unanimous wish in the matter. (E 2001 (B) 1/82).

3. *Il s'agit sans doute du télégramme no 57 du Département politique à la Légation de Suisse à Londres, expédié de Berne, le 1er août, à 19 h 50. D'après ce télégramme, la déclaration de Pichon disait:* Deutschland könne an der Arbeitskonferenz teilnehmen, ohne dass es Mitglied des Völkerbundes sei. Die Aufnahme könnte auf Wunsch der Konferenz selbst ausgesprochen werden.

nécessaire une unanimité quelconque. Peut-être, ajouta-t-il, s'est-il dit quelque chose à ce sujet au Conseil des Quatre, mais je ne le crois pas et, pour ma part, je ne tiendrai aucun compte des déclarations de M. Pichon. Je suis tout à fait persuadé, poursuivit-il, que *l'Allemagne* sera admise dans la Société des Nations avant la fin de l'année 1920.[4] Je voudrais que la première assemblée des délégués ne se réunît pas à Washington avant le printemps prochain, car, à ce moment-là, je crois que les esprits seront mûrs pour voter l'admission de l'Allemagne. Ils ne le seraient peut-être pas encore cet automne, quoique le sentiment au sujet d'une prochaine admission de l'Allemagne ait déjà beaucoup changé en Angleterre et qu'en France aussi l'opposition commence à fléchir.

Quant à l'*Autriche,* Lord Robert estime que son admission immédiate s'impose et il ne doute pas qu'elle ne soit accordée. Il serait personnellement d'avis d'ajourner quelque peu l'admission de la Hongrie jusqu'à ce que la stabilité gouvernementale y soit mieux assurée.

Quant à la *participation d'un Suisse à l'un des Services du Secrétariat de la Société des Nations,* Cecil m'engage à en parler à Drummond. Je reviendrai plus longuement sur ce sujet plus bas.

J'ai abordé, conformément à vos instructions, le sujet de la *neutralité* avec Lord Robert Cecil. Dès que je prononçai le mot, il s'écria en riant : Vous savez que je déplore que l'habileté du Gouvernement fédéral ait trompé ma vigilance. Jamais je n'aurais consenti à la concession qui vous a été faite. Mais, ajouta-t-il, Drummond, qui a étudié la question, me déclare que votre neutralité a été effectivement et efficacement sauvegardée dans le Traité de Paix. Cela ne s'étend naturellement, ajouta-t-il, qu'à la neutralité militaire et non pas à la neutralité économique. Comme Lord Robert se déclarait si franchement hostile à notre neutralité, je crus bien faire en n'insistant pas davantage. J'eus d'ailleurs la même intuition en parlant avec House et avec Drummond. Je ne reviens donc pas à cette question plus bas.

Au sujet du danger que le *procès de l'empereur* ne puisse avoir lieu à Genève, Cecil me dit qu'il n'avait jamais entendu parler d'un projet pareil. Il espérait que ce procès n'aurait pas lieu du tout. J'appris de plus par Lord Robert que le Conseil de la Société des Nations se réunirait officiellement dès la ratification du Traité de Paix par trois des grandes Puissances alliées. Jusqu'à ce que tous les Etats alliés aient ratifié le Traité, les représentants des Etats ratifiants auront seuls droit de vote au Conseil.

J'ai retiré de ma conversation avec Lord Robert Cecil le sentiment très net que les nuages qui avaient temporairement assombri le ciel helvétique à ses yeux s'étaient complètement dissipés. Je suis heureux de pouvoir vous confirmer très

---

[...] Nach gleicher Auskunft soll Pichon in der Sitzung der Friedenskommission erklärt haben, dass die Aufnahme Deutschlands in den Völkerbund nicht nur von der Zustimmung von 2/3 der Konferenz abhänge, sondern noch von gewissen moralischen Garantien, die einstimmig von den vertretenen Mächten zu bestimmen wären. *[...].* (E 2001 (B) 1/81).

4. *Pour des propos analogues de Lord Robert Cecil rapportés par le Ministre de Suisse à Londres, cf. lettre de G. Carlin à F. Calonder du 30 juillet 1919:* «L'Allemagne devrait être reçue dans la Société des Nations le plus tôt possible, c'est-à-dire aussitôt qu'elle aurait fourni les preuves de vouloir exécuter de bonne foi les conditions du Traité de Paix». (E 2001 (B) 8/23).

catégoriquement la même impression que je retirai tout aussi nette de mes conversations avec le Colonel House et avec Sir Eric Drummond.

Le Colonel House, que j'ai vu à son hôtel cet après-midi, mit tout de suite la conversation sur le terrain des documents dont nous demandions la publication.[5] Il avait été prévenu de notre désir par M. Stovall, mais il n'avait pas vu les documents en question. Je les lui soumis, il les lut attentivement en ma présence et m'autorisa à vous informer que le Gouvernement américain n'aurait aucune objection à leur publication. Je vous transmets cette nouvelle par dépêche, conformément à votre désir.

Au sujet de la *ratification populaire de la décision du Conseil fédéral* relative à l'accession de la Suisse à la Société des Nations, House fut du même avis que Cecil. Nous désirons la participation des Neutres et nous les aimons d'autant mieux que leurs institutions sont plus démocratiques. Nous ne saurions donc faire de difficultés à la Suisse à ce sujet, me déclara le Colonel House.

Je m'excusai auprès de lui du silence que le Gouvernement fédéral avait jusqu'ici gardé au sujet de son projet d'établissement d'une *station radio-télégraphique*[6] en Suisse. Il me dit: votre silence ne m'a pas étonné, ni froissé le moins du monde. De notre côté, nous n'avons pas cru devoir l'interrompre, quoique je n'aie nullement perdu cette affaire de vue. Nos Alliés anglais et français ne manifestent pas beaucoup de sympathie pour ce projet, qui affranchirait tout le monde de l'Amérique du Nord et du Sud de la tutelle de la censure, mais c'est pour nous une raison de plus d'insister pour le prochain établissement de cette installation. La situation politique aux Etats-Unis m'oblige cependant à ajourner toute nouvelle démarche à ce propos. Les adversaires du Président Wilson me surveillent en effet de très près et me condamnent à une inactivité presque absolue. Toute parole prononcée et toute démarche faite en faveur de la Société des Nations par moi sont interprétées en Amérique comme un défi jeté à l'opposition américaine. Voilà pourquoi je ne puis pas poursuivre, pour le moment, nos conversations au sujet de l'établissement de la station radio-télégraphique en Suisse, dont je suis heureux d'ailleurs de savoir le point si bien accueilli par votre Gouvernement; voilà pourquoi aussi je ne puis m'accorder le plaisir de me rendre à Genève, comme je le voudrais.

Le Colonel House avait eu connaissance de la déclaration de Pichon, mais il n'y attacha aucune importance. Il était plus affirmatif encore que Lord Robert Cecil au sujet de la prochaine *admission de l'Allemagne*. Il voudrait que l'Assemblée de la Société des Nations se réunît à Washington dès le mois de novembre et qu'elle se réunît à nouveau à Genève au printemps prochain. Je sais, me dit-il, que je ne suis pas d'accord avec Cecil sur ce point, mais je crois indispensable, dans l'intérêt même de la vitalité de la Société des Nations, que l'Assemblée se réunisse aussitôt et aussi souvent que possible. C'est l'Assemblée bien plus que le Conseil qui sera aux yeux des masses l'organe vital de la Société et il importe grandement qu'il prenne conscience de son existence et de son importance. C'est la première fois que j'entends exprimer cette opinion et je ne manquai pas d'assu-

---

5. *Il s'agit des documents publiés en annexe au Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la question de l'accession de la Suisse à la Société des Nations (du 4 août 1919).*
6. *A ce sujet, cf. aussi n° 32.*

rer le Colonel House combien la Suisse et tous les autres petits pays seraient heureux de tout ce qui tendrait à accroître l'influence et l'importance de l'Assemblée par rapport au Conseil.

Quant à l'*Autriche* et à la *Hongrie,* House croyait leur admission imminente. Le nouveau Gouvernement hongrois, me dit-il, a été créé par les Alliés et j'espère que la paix avec l'Autriche et avec la Hongrie ne se signera pas sans que la date de l'admission de ces deux pays dans la Société des Nations y soit au moins approximativement fixée.

Au sujet de notre désir d'être représentés dans un des organes de la Société des Nations et notamment dans sa section juridique, le Colonel me renvoya, comme Lord Robert Cecil l'avait déjà fait, à Sir Eric Drummond.

Sur le procès de l'empereur d'Allemagne, il partage absolument les opinions et les répugnances de Lord Robert.

Le Colonel House se déclara convaincu que l'opposition à la ratification du Traité qui se manifestait encore en Amérique diminuait et serait bientôt brisée. Il m'a confié qu'il s'attendait à la ratification par le Sénat des Etats-Unis dans la première moitié de septembre.

Mon entretien avec Sir Eric Drummond dura presque une heure et se poursuivit sur le ton de la conversation la plus familière et la plus amicale. Il était mieux au courant de la situation suisse que Lord Robert Cecil et que le Colonel House. Il n'ignorait pas les efforts du Gouvernement fédéral et il s'en félicitait beaucoup. Le problème de la ratification dans les deux mois le préoccupait vivement. Il se pose d'une façon analogue me dit-il, quoique non identique, en Espagne et en Colombie. La constitution de ces pays, poursuivit-il, empêche leur Parlement de se prononcer avant l'action du Gouvernement et leur interdit la méthode de l'autorisation préalable. J'ai exprimé à Sir Eric ma surprise à ce sujet et j'ajoutai que cela créait à ces pays une difficulté d'un autre ordre. Quelle que soit la longueur du délai qu'on pourrait leur accorder, la difficulté restait pour eux la même, puisqu'ils ne pouvaient voter que sur un fait accompli, alors que pour nous rien, si ce n'est la brièveté du délai, ne nous empêchait de faire voter le peuple avant de laisser agir le Gouvernement. Il reconnut cette différence notable et me répondit sur le fond dans le même sens que Lord Robert et que le Colonel House. Il n'estime pas non plus qu'une réserve portant sur la ratification soit interdite aux termes du Pacte, car l'intention de ses auteurs n'était certainement pas de l'interdire. Mais il m'a conseillé aussi d'éviter dans notre déclaration d'adhésion le mot de réserve. Il sera toujours possible, dit-il, d'exprimer la même pensée avec d'autres mots et nous ne chercherons certainement pas à prendre un pays comme le vôtre dans une souricière en le considérant comme définitivement lié malgré lui par la déclaration de son Gouvernement.

Sir Eric Drummond me confirma ce que le Colonel House m'avait dit au sujet de l'opinion publique américaine. Nous sommes condamnés, me dit-il, au silence et à la passivité la plus absolue par le désir de ne pas accroître la force de l'opposition républicaine en Amérique. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas affirmer notre existence avec l'énergie qui serait peut-être nécessaire.

Au sujet de l'admission de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie à la Société des Nations, Sir Eric Drummond me confirma en tous points et avec plus d'énergie et de précision encore les dires de Cecil et de House. Une déclaration

aurait déjà été communiquée aux Autrichiens qui leur garantirait par avance leur admission immédiate ou, en tout cas, très prochaine. Quant à l'opposition à l'admission de l'Allemagne, Sir Eric constatait également son rapide fléchissement en Angleterre et même en France. *[...].*[7]

Je me suis décidé à quitter Londres demain matin en emportant avec moi mes rapports. Je tiens à compléter celui-ci encore ce soir et je vous le transmettrai par express dès mon arrivée en Suisse.

J'ai revu Sir Eric Drummond cet après-midi, et lui ai transmis la bonne nouvelle de la décision unanime du Conseil fédéral au sujet de l'accession de la Suisse à la Société des Nations. Il s'en est montré très visiblement enchanté et m'a chargé de très chaleureuses félicitations, que j'ai l'honneur de vous transmettre. Vous trouverez ci-incluse copie d'une lettre identique que j'adresse à Lord Robert Cecil, au Colonel House et à Sir Eric Drummond.[8] Il ne s'agit nullement d'une pièce officielle, mais uniquement d'une lettre personnelle établissant bien la position du Gouvernement fédéral.

J'ai remis au Colonel House et à Sir Eric Drummond les exemplaires de vos deux discours des 2 et 9 juillet.[9] Drummond qui les connaissait déjà par extraits, s'est montré très heureux de les posséder in extenso.

En termes très prudents, j'ai touché un mot à Drummond des efforts qui se seraient faits de certains côtés en Belgique pour discréditer la Suisse dans la Presse. Il m'a répondu avec vivacité et avec chaleur que nous ne devions nullement nous inquiéter à cet égard et que nous pouvions être bien assurés que ce ne serait jamais aux sources belges que les autorités de la Société puiseraient leurs informations sur notre pays.

Veuillez, je vous prie, M. le Conseiller fédéral, excuser la rédaction très hâtive de ce rapport. Je n'ai pu le terminer que grâce à l'exceptionnel dévouement des dactylographes de la Légation, que M. le Ministre Carlin a bien voulu laisser à ma disposition pour cela.

Je serai à Valavran lorsque vous recevrez ce rapport et je me tiendrai naturellement à vos ordres pour le compléter oralement, si vous deviez le désirer.

ANNEXE

E 2200 Washington 10/4

Le Professeur W.E. Rappard au Chef de Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie

R Londres, 5 août 1919

Le Comité d'Organisation de la Conférence de Washington a terminé ses travaux hier, après avoir siégé deux fois par jour le 31 juillet, le 1er, le 2 et le 4 août. J'ai l'honneur de vous rendre compte de ces séances. Pour ne pas charger ce rapport de détails inutiles, je me permettrai d'en éli-

---

7. *Suit un long résumé de l'entretien concernant l'engagement de Suisses dans les services de la Société des Nations.*
8. *Cf. note 2.*
9. *Cf. nos 6, 11.*

miner tout ce qui ferait double emploi avec le procès-verbal officiel des séances que vous recevrez incessamment[10], ainsi que tout ce qui n'offre aucun intérêt spécial pour la Suisse.

1. Personnel et méthodes de travail de la Commission. [...] [11]

2. Date de la Conférence : La Commission a perdu beaucoup de temps à discuter de cette question et des difficultés qu'elle soulève. Les principaux éléments de la situation sont les suivants:

a) Il est fixé dans le Traité de Paix que la première conférence pour l'Organisation Internationale du Travail doit se réunir à Washington au mois d'octobre, en réponse à l'invitation qui sera adressée par le Gouvernement des Etats-Unis aux différents Etats membres de la Société des Nations;

b) avant que les Etats-Unis n'aient ratifié le Traité de Paix, ils ne sauraient lancer leurs invitations. D'une part, en effet, ils ne font pas encore partie eux-mêmes de la Société des Nations jusqu'à cette date et, d'autre part, le Gouvernement des Etats-Unis n'a à sa disposition aucun crédit pour faire face aux dépenses occasionnées par la Conférence;

c) M. Shotwell, qui était allé aux Etats-Unis avec le Président Wilson et qui en était revenu à la veille de nos séances avec M. Polk, nous a exposé l'attitude des chefs parlementaires à l'égard de la Conférence de Washington. Il s'était, en effet, fait un devoir de les consulter pour pouvoir nous renseigner le plus complètement possible. Tout le monde au Parlement américain est désireux de voir la Conférence se réunir au mois d'octobre. Les républicains, adversaires du Président Wilson, tiennent à ne pas montrer moins de zêle pour les revendications ouvrières, et par conséquent pour la Conférence de Washington, que les démocrates. Pour faciliter la Conférence sans renoncer à leur opposition au Traité de Paix, ils ont proposé un projet de loi autorisant le Président des Etats-Unis à convoquer la Conférence et à adhérer à l'Organisation Internationale du Travail avant la décision finale au sujet de la ratification du Traité de Paix. Le Président Wilson serait cependant hostile à ce projet de loi, désirant se servir de la popularité générale dont jouit le projet de l'Organisation Internationale du Travail comme d'un levier pour faire adopter au Sénat le Traité de Paix dans son ensemble. Il serait d'ailleurs tout à fait opposé en principe à toute disjonction d'un élément quelconque du Traité de Paix pour ne pas créer un précédent dont ses adversaires ne manqueraient pas de faire état contre lui, en lui imposant des réserves dont il ne veut pas.

La situation qui résulte de ces divers facteurs est très paradoxale. La Conférence doit avoir lieu au mois d'octobre, tout le monde le désire, mais le retard apporté à la ratification du Traité de Paix par le Sénat américain rend toute précision impossible. Il est probable — cela résulte à la fois des déclarations de MM. Shotwell et Stewart et des télégrammes échangés avec les Affaires étrangères et le Ministère du Travail des Etats-Unis — que l'on procédera comme si la ratification était acquise, tout en respectant la fiction constitutionnelle. Les pays seraient donc prochainement invités officieusement à se préparer à participer à la Conférence de Washington, qui serait officiellement convoquée au lendemain de la ratification du Traité de Paix par le Sénat des Etats-Unis. Au sujet de cette ratification. Tout le monde ici paraît d'accord pour penser qu'elle sera acquise avant la fin du mois de septembre au plus tard. Cependant, le Comité d'Organisation a été unanime à penser qu'il était impossible de proposer la convocation de la Conférence du 1er octobre. Il a donc télégraphié au Département du Travail américain pour lui proposer la date de la semaine du 15 au 22. Le Comité d'Organisation se réunirait une dernière fois à Washington huit jours avant l'ouverture de la Conférence. Le Secrétariat Général y serait établi par M. Butler au Ministère américain du Travail dès le début de septembre.

3. Admission de l'Allemagne : Les journaux nous apprennent ce matin, et je viens d'en parler encore à M. Butler, que le congrès international des syndicats ouvriers a décidé hier à Amsterdam de ne participer à la Conférence de Washington que si tous les Etats y étaient invités. Cette décision a été prise, malgré les voix des Anglais et des Américains, par les représentants des syndicats ouvriers du Continent unanimes. Cette résolution, qui était prévue, remet cependant tout en question; M. Butler compte en parler avec son Gouvernement aujourd'hui même. Je dois le revoir

---

10. *Non reproduits, cf.* J.I. 149, 1977/135/74 et EVD KW Zentrale 1914–1918/102–103.

11. *Ont été supprimées diverses informations sur les délégués des pays à la conférence préparatoire de Londres et sur l'organisation de cette conférence.*

demain matin et j'aurai sans doute, à la suite de cette nouvelle entrevue, quelques informations supplémentaires à ajouter à celles que je tiens à vous donner sur les débats de notre Commission à ce sujet. Dès la première séance, comme vous le montrera le procès-verbal officiel, la question s'est posée. M. Fontaine nous a rendu compte des assurances qui avaient été données aux Allemands par le Président de la Conférence de la Paix et des discussions qui ont eu lieu à ce sujet devant la Commission de la Chambre française chargée d'examiner le Traité. Il résulte de ses explications que les Alliés se considèrent comme liés d'honneur à inviter l'Allemagne à adhérer à l'Organisation Internationale du Travail immédiatement après la Conférence de Washington. Les délégués anglais et américains prévoyant que l'accession de l'Allemagne à la Société des Nations ne saurait tarder, voudraient donner à son admission à l'Organisation Internationale du Travail un caractère provisoire et conditionnel. Ils estiment que, si l'Allemagne refusait d'entrer dans la Société des Nations, elle ne saurait continuer à faire partie de l'Organisation Internationale du Travail. Les Français, les Italiens et les Belges d'autre part ont déclaré qu'à leur sens et vu les discussions antérieures, l'article 387 du Traité de Paix n'empêchait pas l'Allemagne de faire partie de l'Organisation International du Travail, même si, pendant des années, elle ne devait pas être admise dans la Société des Nations. Je me permets de vous signaler cette divergence de vue à cause de l'intérêt psychologique et politique qu'elle présente. Son importance pratique me paraît cependant nulle, étant donné d'une part que la prochaine admission de l'Allemagne à la Société des Nations me paraît assurée et de l'autre parce qu'il me semble évident que l'Allemagne refuserait de participer aux travaux de l'Organisation Internationale du Travail si elle devait être longtemps exclue de la Société des Nations.

A ce propos, M. Fontaine a déclaré hier que Sir Eric Drummond venait le jour même de l'informer que l'Autriche allemande serait admise dans la Société des Nations à la signature même de la paix. Des assurances verbales auraient, paraît-il, déjà été données à St-Germain dans ce sens.

4. Liste des Etats de la plus haute importance industrielle : Après de longs pourparlers, la Commission a proposé à l'unanimité que, selon son avis, les huit Etats de la plus haute importance industrielle seraient les suivants: Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Italie, Belgique, Japon, Suisse, Espagne. Lorsque l'Allemagne sera admise à l'Organisation Internationale du Travail, la Commission propose que l'Espagne devrait lui céder sa place. Pour ce qui concerne le Comité d'Organisation, nous avons donc gagné la première manche de la partie. Nous devons ce succès à l'intervention très énergique en notre faveur du délégué de la Grande-Bretagne, appuyé par ceux des Etats-Unis et du Japon. L'attitude des autres délégués, sans être hostile, était extrêmement réservée. MM. di Palma et Mahain avaient évidemment pour instructions de ne pas se prononcer. M. Fontaine plaida en termes très généraux et assez mollement la cause de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de l'Espagne. D'après le texte du Traité de Paix, la décision définitive dépend du Conseil de la Société des Nations, appelé à statuer en cas de contestations. Il n'est dit nulle part que la Conférence du Travail soit compétente pour arrêter la liste des huit Etats de la plus haute importance industrielle en l'absence de contestations. La décision du Comité d'Organisation sera portée à la connaissance de toutes les Puissances, dont plusieurs ne manqueront pas de protester. L'affaire sera donc certainement portée devant le Conseil, où les chances de l'Espagne d'être préférée à la Suisse seront certainement meilleures qu'elles ne l'étaient dans notre Commission. *[...]*[12]

6 août, 10 h. matin.

Depuis hier, il s'est produit deux faits nouveaux dont je m'empresse de vous rendre compte:

1. Le délégué américain de notre Commission, qui est encore à Londres, a reçu de son Gouvernement une dépêche dont j'ai l'honneur de vous transmettre copie. Comme cette dépêche est signée par un membre du Gouvernement de M. Wilson, il faut admettre que le Président donnera suite à la résolution votée par le Congrès. Il faut donc s'attendre à ce que le Gouvernement des Etats-Unis lance dans quelques jours les invitations à la Conférence Internationale du Travail qui se réunira probablement à Washington le 29 octobre. Il n'est pas très clair d'après le texte de ce télégramme si l'Allemagne sera incluse dans les invitations. Mais cette possibilité n'est en tout cas pas expressément exclue.

---

12. *Suit un passage sur le personnel du secrétariat de la Conférence de Washington.*

2. Le deuxième fait très important est constitué par les décisions du Congrès d'Amsterdam. Il paraîtrait, d'après ce que nous savons de ses décisions, que les organisations ouvrières de l'Angleterre et des Etats-Unis seraient les seules qui consentiraient à envoyer un délégué à Washington, si l'Allemagne devait être exclue du Congrès. Mes collègues estiment qu'aucun Gouvernement ne saurait désigner un délégué ouvrier qui ne serait pas proposé par l'organisation ouvrière la plus représentative de son propre pays. Or, nous sommes unanimes à penser que le Congrès de Washington sans participation des organisations ouvrières serait condamné, sinon à un fiasco absolu, du moins à un sérieux échec.

Ces deux faits ont décidé deux de mes collègues qui restent à Londres, c'est-à-dire les représentants de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie et du Japon, à télégraphier hier à M. Fontaine pour l'informer de la décision américaine et pour lui proposer une nouvelle réunion du Comité d'Organisation. Cette nouvelle réunion devrait avoir lieu dimanche prochain à Paris ou à Londres. Les membres du Comité d'Organisation devraient en attendant sonder leur Gouvernement et les représentants de leur pays à Amsterdam au sujet de la situation nouvelle créée par la décision du Congrès ouvrier. Pour le moment, mes collègues semblent tous admettre que la convocation de l'Allemagne ou au moins de ses délégués ouvriers à Washington s'impose. C'est très nettement l'avis de M. Stewart et j'ai lieu de penser que le délégué britannique recevra des instructions favorables aussi. Sir Eric Drummond, avec qui j'eus hier une longue conversation, comme vous le verrez d'après mon rapport adressé au Département politique, m'a déclaré qu'à son sens, les Alliés s'étaient engagés vis-à-vis de l'Allemagne à l'inviter à participier à l'Organisation Internationale du Travail après la Conférence de Washington, mais qu'ils ne s'étaient pas interdits par là de l'inviter à Washington même.

M. Butler et M. Barnes, Ministres travaillistes sans portefeuille, que j'ai vus ce matin m'ont dit qu'ils comptaient avoir cet après-midi une conférence avec les délégués anglais de retour d'Amsterdam. J'espère savoir ce soir ce qui s'y sera dit et je ne manquerai pas de vous en faire part.

Pour le moment, je suis extrêmement embarrassé sur le parti qu'il me faut prendre. Si, ainsi que le proposent mes collègues ici, le Comité d'Organisation se réunit à nouveau dimanche à Paris ou à Londres, il me paraîtrait indiqué de ne pas rentrer en Suisse auparavant. Je crois pouvoir admettre en effet que je connais vos désirs, ainsi que les vues de nos délégués ouvriers à Amsterdam, qui ne peuvent être que très favorables à l'invitation de l'Allemagne à Washington. Je sais aussi par les déclarations que vous aviez bien voulu me faire lors d'une de nos dernières entrevues que la Suisse était décidée à participer au Congrès de Washington, même si l'Allemagne n'y était pas invitée. Mais s'il ne me paraît donc pas indispensable de reprendre contact avec Berne avant dimanche et si le Comité doit se réunir à nouveau à cette date, j'ai grande hâte à rentrer chez moi. Je me permettrai de vous communiquer ma décision à ce sujet dès qu'elle aura été prise, c'est-à-dire je pense ce soir après ma nouvelle entrevue avec mes collègues.

Sir Eric Drummond, à qui j'ai remis la liste de nos candidats traducteurs pour Washington, s'est montré très sympathique à nos propositions. Il m'a dit que d'ici à quelques jours il se mettrait directement en rapport avec MM. Thommen, Fatio et Thudichum, dont les services pourraient lui être précieux, non seulement à Washington, mais, s'ils devaient y faire leurs preuves, plus tard dans l'Organisation permanente de la Société des Nations.

6 août, 7 h.45 soir.

Des renseignements recueillis cet après-midi me déterminent à partir demain matin de Londres pour être 24 heures après à Valavran, d'où je vous expédierai ce rapport. J'ai revu M. Butler cet après-midi. Il avait eu une conférence avec M. Appleton, Président du Congrès d'Amsterdam.

M. Appleton aurait déclaré que, même si l'Allemagne n'était pas invitée à participer à la première conférence de Washington, il croyait que les organisations ouvrières françaises se décideraient à s'y faire représenter, malgré la résolution contraire votée à Amsterdam. Il ne croyait pas qu'il en serait de même pour l'Italie, la Belgique et les Pays neutres.

Sir Eric Drummond, que j'avais vu auparavant, pensait qu'en faisant savoir aux Allemands qu'ils seraient admis à Washington dès le deuxième jour de la session du mois d'octobre, on réussirait peut-être à s'assurer la collaboration de toutes les délégations ouvrières. Tel n'est point l'avis, paraît-il, de M. Appleton, qui pense que seule une capitulation complète devant les décisions du

Congrès d'Amsterdam déterminerait les délégations ouvrières, sauf celles des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France à participer à la Conférence.

Comme une décision à cet égard ne saurait être prise sans pourparlers forcément laborieux entre les divers Gouvernements intéressés, je doute que la séance du Comité d'Organisation, projetée pour dimanche prochain, puisse avoir lieu.

C'est ce qui me décide, d'accord avec M. Butler, de ne pas renvoyer mon départ, mais de rentrer le plus vite possible à Genève. Il va sans dire que je m'y tiendrai absolument à votre disposition pour compléter oralement ce rapport, dont je vous prie de bien vouloir excuser la rédaction trop hâtive.

P.S. Valavran, le 8 août 1919, 2h.30s.

Rentré ce matin, je reçois à l'instant la dépêche de Butler de Londres:

«Meeting cannot take place before ... next week.».

R.

37

E 2200 Washington 11/9

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Représentant de la National City Bank of New York, J.P. Huber

Copie
L

Washington, 6. August 1919

Mit Ihrem Schreiben vom 4. Januar[1] ersuchten Sie mich um Auskunft über die Stellungnahme der schweizerischen Nationalbank zur allfälligen Gründung amerikanischer Bankfilialen in der Schweiz. Am 14. Februar erhielten Sie in meiner Abwesenheit von Herrn Oederlin die Antwort[1], dass die Gesandtschaft Bern telegraphisch um Wegleitung ersucht habe.

Erst heute, nach Rückkehr von einer sechswöchigen Reise durch die Vereinigten Staaten, finde ich ein im Juli eingetroffenes Schreiben des politischen Departements vor[2], welches mich leider nur ziemlich kurz über die Ansichten des Finanzdepartements und der Nationalbank orientiert.

In diesem Bericht wird vom Finanzdepartement, nach Anhörung der Nationalbank, folgendes bemerkt :

«Die schweizerische Bankorganisation ist bereits eine ausserordentlich ausgedehnte und dichte. Wir besitzen in unserem Lande schon eine Reihe von Grossbanken mit grossem Kapital, sodass die Besorgung jeglicher bankgeschäftlicher Transaktionen sowohl was Bedeutung und Anzahl der Institute, als auch die verfügbaren Kapitalien anbelangt, anstandslos durchgeführt werden kann. Wir dürfen wohl auch darauf aufmerksam machen, dass in den letzten Jahren die Banken sich zu einer Vereinigung zusammengeschlossen haben, die vom Willen getragen ist, das Bankgeschäft nach den wirtschaftlichen Erfordernissen unseres Landes zu gestalten. Ist bei den schweizerischen Instituten in ihrem eigenen Interesse

1. *Non reproduites.*
2. *Non reproduite.*

dieser Gedanke wegleitend, so ist dies bei ausländischen Anstalten durchaus nicht immer der Fall, und wir können uns sehr wohl vorstellen, dass eine Lage möglich ist, wo die Zweiganstalten einer fremden Bank aus Rücksicht für die wirtschaftlichen Interessen ihres Landes Massnahmen treffen müssen, die sich mit den Bedürfnissen unserer Wirtschaft nicht decken. Wir halten deshalb dafür, dass die Eröffnung von Filialen ausländischer Banken jedenfalls nicht besonders begünstigt werden sollte. Immerhin wird auf der andern Seite eine Möglichkeit zur Verhinderung derartiger Gründungen nicht vorhanden sein. Die Absicht der National City Bank, in der Schweiz eine oder mehrere Zweigniederlassungen zu gründen, kann wohl als ein Zeichen der Expansionsbestrebungen betrachtet werden, die der europäische Krieg in den Vereinigten Staaten gezeitigt hat. Wir glauben nicht irre zu gehen, wenn wir uns dahin äussern, dass die schweizerische Geschäftswelt im allgemeinen, insbesondere aber die Banken, der Errichtung von Filialen amerikanischer Kreditinstitute mit gemischten Gefühlen entgegensehen werden.»

Wie Sie es selbst erwarteten, ist also die Stimmung der schweizerischen Finanzwelt solchen Gründungen nicht sehr sympathisch, aber, wie der Bericht bemerkt, können sie andererseits auch nicht verhindert werden.

Ich gestatte mir im Anschluss an diese offizielle Erklärung noch folgende Bemerkungen, welche als meine rein persönliche Auffassung anzusehen sind. Die allzu starke Invasion fremder Arbeitskräfte und fremden Kapitals hat ihre Schattenseiten im Laufe dieses Krieges zur Genüge dokumentiert, als dass ihre Schädlichkeit noch einmal besonders hervorgehoben werden müsste. Die Durchwirkung des Wirtschaftskörpers eines Landes mit fremenden Elementen ist an und für sich nicht ungesund, insofern sie innerhalb gewisser Grenzen bleibt; ungesund wird sie erst, wenn sie einen Umfang annimmt, der das Fortbestehen eines starken nationalen Geistes gefährdet. Wo die zulässige Grenze liegt, ist natürlich für jedes Land verschieden zu beantworten. Mit gesetzlichen Massnahmen im Sinne der Erschwerung ausländischer Gründungen ist aber kaum viel zu erreichen, insbesondere in der Schweiz nicht, die angesichts zahlreicher schweizerischer Gesellschaften im Ausland mit solchen Massnahmen sehr sorgfältig sein wird, wenn sie nicht für die schweizerische Industrie schädliche Gegenmassnahmen riskieren will.

Soviel mir erinnerlich, hat eine von der englischen Regierung mit dem Studium der Frage der zukünftigen Zulassungen ausländischer Gründungen beauftragte Kommission ziemlich einstimmig die Auffassung vertreten, dass für die Schiffahrt und die sogenannten key industries (Eisenbahnen, Kohlenindustrie, und ähnliche) eine bis zu 80 % gehende Majorität an nationalem Kapital verlangt werden müsse, dass aber für alle andern Unternehmungen das Erfordernis, dass die Mehrheit des Kapitals, oder auch nur eines Teils desselben, Landesbürgern angehören müsse, nicht verlangt werden sollte. Ich weiss nicht, ob diese Grundsätze bereits von der Regierung akzeptiert worden sind; sie scheinen mir aber sehr richtig und namentlich auf für die Schweiz empfehlenswert. Wir werden vor allem in der Schweiz darnach trachten müssen, dass die Industrien, welche schweizerische Bodenschätze ausbeuten, und insbesondere die elektrischen Wasserkraftwerke, in schweizerischem Besitz bleiben. Für die übrigen Unternehmungen sollte völlige Gründungsfreiheit bestehen. Dagegen muss m.E. die Gesetzgebung dafür sorgen, dass die

Handelsregisterangaben derart vervollständigt werden, dass man aus dem Register jederzeit den Charakter der Firma als denjenigen einer vorwiegend schweizerischen oder ausländischen ersehen kann. Vor allem muss mit den verkappten ausländischen Gründungen unter nationalem schweizerischem Deckmantel aufgeräumt werden. Soviel ich weiss, sind bereits gewisse bundesrätliche Verordnungen in diesem Sinne erlassen worden.

Die Errichtung einer oder vielleicht auch mehrer amerikanischer Bankfilialen in der Schweiz halte ich vom Standpunkt des allgemeinen schweizerischen Volkswirtschaftslebens nicht für schädlich. Sie erfolgen zwecks Förderung der amerikanischen Exportbeziehungen nach der Schweiz, welche in gewissen Artikeln als Gegengewicht gegen allzu einseitige Abhängigkeit der Schweiz von andern Ländern eigentlich eher zu begrüssen sind. Es ist durchaus nicht ausgeschlossen, dass sie auch dem schweizerischen Export nach Amerika Dienste leisten können; es ist auch nicht ausgeschlossen, dass die schweizerische Industrie zur Finanzierung ihrer Exporte in nächster Zeit derart stark vermehrter Kredite bedarf, dass die Zufuhr amerikanischen Kapitals nach der Schweiz bis zu einem gewissen Grade willkommen ist und in einer Weise geschehen kann, die der Tätigkeit der schweizerischen Banken keinen Eintrag bringt. Jedes Ding hat zwei Seiten. Wünschbar wäre es natürlich, wenn diese Filialgründungspolitik nicht nur einseitig, sondern zweiseitig, d.h. auch durch Gründungen schweizerischer Bankfilialen im Ausland, sich entwickeln würde.

Im vorliegenden Fall tun Sie wohl am besten, wenn Sie Ihre Bank auf das bereits sehr entwickelte Bankwesen der Schweiz aufmerksam machen und sie davon warnen, auf die Gründung einer Filiale in der Schweiz allzugrosse Erwartungen zu setzen.

38

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 août 1919 [1]

2778. Ausserordentliche Mission des Herrn Junod

Politisches Departement (Auswärtiges).
Mündlich

Auf Antrag des politischen Departements wird im Einverständnis mit dem Volkswirtschaftsdepartement beschlossen, Herrn Junod, früheren Ministerresidenten in Russland, als Delegierten der Schweiz in ausserordentlicher vorübergehender Mission nach Warschau und Prag abzuordnen. Herr Junod hätte die Aufgabe, sich mit der Wahrung der schweizerischen Interessen in Polen und der Tschechoslovakei zu beschäftigen und sich in wirtschaftlicher Beziehung insbesondere zu informieren, welche Schritte zu tun wären, um die Handelsbeziehun-

1. *Etaient absents: G. Motta, R. Haab.*

gen mit Polen und der Tschechoslovakei zu entwickeln. Zu diesem Zwecke wird sich Herr Junod mit der Gestaltung des polnischen und tschechoslovakischen Zolltarifs beschäftigen; ferner wird er die Frage zu prüfen haben, ob eventuell Organisationen getroffen werden können, die die Möglichkeit bieten, dass die Schweiz für Lieferungen nach diesen beiden Ländern sich bezahlt machen kann.

Das politische Departement[2] und das Volkswirtschaftsdepartement[3] werden eingeladen, den Auftrag an Herrn Junod festzustellen.

ANNEXE

MISSION DE M. JUNOD

Confidentiel[4]

Le Département politique désire appeler l'attention de M. Junod, en ce qui concerne la Pologne, sur les points suivants:

1° A teneur des renseignements qui viennent de tous les côtés, les relations particulièrement amicales qui ont existé entre M. Wettler et l'armée allemande d'occupation ont donné à la représentation suisse en Pologne une couleur germanophile. Tout en évitant de sortir en quoi que ce soit de la neutralité, il est utile que la mission de M. Junod évite de renforcer l'opinion qui s'est ainsi formée. Les partis polonais sont peut-être plus francophiles à droite qu'à gauche, mais en tout cas ils sont maintenant tous anti-allemands. La mission suisse devra donc encourager nos compatriotes à éviter toute manifestation germanophile en Pologne. Elle pourra aussi, par des conversations judicieuses, appeler l'attention des cercles influents en Pologne sur les services que la Suisse a rendus à l'humanité en général et à l'Entente en particulier.

2° En ce qui concerne les relations politiques entre la Suisse et la Pologne, il sera utile que M. Junod se documente à fond sur le côté historique de la question (le musée de Rapperswyl, les réfugiés polonais en Suisse, etc.). Les Polonais ont gardé un bon souvenir de cette période et c'est un point sur lequel on peut toujours revenir sans inconvénient. M. Junod aurait aussi avantage à se docu-

---

2. *Reproduit en annexe.*

3. *Par lettre du 11 août, le Conseiller fédéral Schulthess fixait les instructions du Département de l'Economie publique : [...]* Hr. Junod begibt sich zunächst direkt nach Warschau, um mit den massgebenden Persönlichkeiten in handelspolitischer Hinsicht Fühlung zu nehmen. Hr. Junod wird durch Anknüpfung persönlicher Beziehungen insbesondere versuchen, auf die Gestaltung des in der Bildung begriffenen polnischen Zolltarifs, soweit es die spezifisch schweizerischen Exportartikel betrifft, durch die Erteilung von Aufschlüssen über die bezüglichen allgemeinen und speziellen Verhältnisse sowie über die in Betracht kommenden schweizerischen und polnischen Interessen Einfluss zu gewinnen. Namentlich sollte nach Möglichkeit verhütet werden, dass für unsere Artikel die hohen Ansätze des bisherigen russischen Zolltarifs angenommen werden. Dadurch, dass gleichzeitig nachgewiesen wird wie aufnahmefähig die Schweiz für polnische Produkte ist und dass sie diese letztern zollfrei hereinlässt, oder nur mit ganz niedrigen Zöllen belegt, sollen die betreffenden Kreise davon überzeugt werden, dass beide Länder ein Interesse daran haben, miteinander in rege Wechselbeziehungen zu treten und sobald als möglich auch vertragliche Abmachungen zu treffen. Hr. Junod wird die Gelegenheit wahrnehmen, ausser unsern politischen Verhältnissen auch unsere Verkehrseinrichtungen und mannigfaltigen Bildungsgelegenheiten in das richtige Licht zu stellen.
In ähnlicher Weise würde dann in der Tschechoslovakei vorzugehen sein, soweit es die dortigen Verhältnisse gestatten. (E 2001 (B) 1/25).

4. *Classification manuscrite de Ch. L. E. Lardy.*

menter très exactement sur le nombre d'étudiants polonais en Suisse dans le passé et dans le présent, et sur les personnalités polonaises qui ont été en contact avec la Suisse.

Pour l'époque récente, nous appelons l'attention de M. Junod sur le fait que la Pologne s'est montrée excessivement peu sensible à la reconnaissance du nouvel Etat par la Suisse.[5] M. Junod verra par le dossier «Reconnaissance de la Pologne»[6], qui se trouve au Département politique, qu'une série de lettres cordiales ont été échangées, avant la reconnaissance, avec le Comte Rostworowski, envoyé officieux de la Pologne, à une époque où ce pays gravitait encore dans l'orbite allemande. Lorsque la Suisse se décida à reconnaître la Pologne, elle fut le premier pays neutre qui le fît. La nouvelle ne parut pas dans les journaux polonais et ne fut pas annoncée au Parlement. Ni M. Paderewski, ni personne du Gouvernement polonais n'exprima directement au Conseil fédéral ses remerciements. Cette attitude contraste nettement, d'un part avec l'extrême gratitude exprimée par les Serbes, dont le nouveau Royaume avait été reconnu par nous, en même temps, et d'autre part avec l'attitude de la Pologne elle-même à l'égard de l'Italie; la reconnaissance italienne est venue à peu près en même temps que la nôtre, et a été saluée en Pologne par toutes les manifestations possibles. Il y a donc là aussi une situation à rétablir.

D'autre part, quelques bêtises ont été faites en Suisse: nos employés ont refusé à M. Paderewski la permission d'acheter des cigarettes. Une maison suisse a voulu faire saisir le musée de Rapperswyl en garantie de ses créances. Ce dernier incident a été réglé par le Département politique de la manière la plus aimable pour la Pologne. M. Lardy en connaît les détails. Pour les détails concernant les courriers et les télégrammes, M. Thurnheer pourra fournir des renseignements.

3° Le Département politique a appris que le commerce suisse aurait été quelque peu discrédité par les voyages entrepris en vue de le développer. Les prix excessifs exigés pour le chocolat, le désir d'écouler de la mauvaise marchandise, les relations exclusivement hébraïques de nos commerçants, n'auraient pas fait une bonne impression. Il serait donc utile de faire le nécessaire pour que notre commerce acquît une renommée d'honnêteté scrupuleuse et de délicatesse incontestable.

4° On rapporte que les Polonais des cercles gouvernementaux ont des prétentions exclusives et aristocratiques. Ils font très attention à leurs relations et ne veulent voir que les gens qu'ils considèrent comme «parfaitement comme il faut». Ils voient même, assure-t-on, d'un mauvais œil les représentants étrangers entretenir des relations plus ou moins intimes ou même se montrer seulement dans la rue avec des personnes mal cotées, non seulement avec des commerçants véreux, mais aussi avec des personnes parfaitement respectables, mais appartenant à une classe que le monde gouvernemental polonais n'aime pas: des juifs, des allemands, des gens mal habillés. Ce renseignement d'apparence puérile peut avoir son utilité.

5° M. Junod fera bien de ne pas manquer de voir M. de Modzelewski, Chargé d'Affaires et bientôt Ministre de Pologne. Il est un Polonais de l'Ukraine, qui déteste naturellement les Ukrainiens. Il a toujours été l'agent du Comité de Paris et est tout à fait francophile. Il a épousé une Suissesse, Mlle de Diesbach, de Fribourg.

2779. Friedensmission des Herrn Ministers Sulzer

Politisches Departement. Mündlich

Herr Bundesrat *Calonder* teilt mit, dass im «Bund» und im «Berner Tagblatt» Mitteilungen der «Frankfurter Zeitung» über eine konfidentielle Friedensmission, mit der Minister *Sulzer* bei Anlass seines Aufenthaltes in der Schweiz im Sommer 1918 betraut worden sein soll, abgedruckt worden sind. Trotzdem Herr Sulzer bereits im letzten Jahre in der Presse bestimmt erklärt hat, dass er weder direkt noch indirekt solche Aufträge erhalten hat, wird diese Behauptung wiederum aufgestellt. Es kann sich höchstens um Äusserungen,

5. *Cf. DDS 7/1 n^os 301, 312.*
6. *Cf.* E 2001 (B) 1/17.

welche Herr Sulzer in persönlichen Gesprächen über die damalige Situation hat fallen lassen, handeln. Herr Bundesrat Calonder beantragt daher, es sei das politische Departement zu ermächtigen, in der Presse eine Berichtigung über diese unrichtigen Zeitungsmeldungen zu erlassen.[7]

Der Bundesrat erteilt die gewünschte Ermächtigung.

---

7. *Sur le même sujet, cf. aussi nos 182, 199.*

39

E 2001 (B) 1/81

La Légation de Suisse à Paris à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 87

Paris, 11. August 1919
(Ankunft: 12. August)

Wir sind im Besitze Ihrer Nummer 78.[1] In Abwesenheit Dutastas übergab ich Montille (Vertreter von Dutasta) und Mantoux, französischer Vertreter im Völkerbundsrat, den Text der von Herrn Bundesrat Calonder gehaltenen Reden.[2] Mantoux erklärt, dass die belgischen Umtriebe, den Sitz des Völkerbundes zu verlegen, gar keine Aussicht auf Erfolg haben. Eine Änderung könnten nur folgende Gründe herbei führen: Primo. Ungenügende Mehrheit bei Volksabstimmung zugunsten Beitritts zum Völkerbund. Secundo. Verschlimmerung der bolschewistischen Umtriebe in der Schweiz und zu grosse Nachsicht von den Behörden gegenüber den Führern. In letzter Zeit ist französische Presse nicht mehr auf Frage betreffend Sitz des Völkerbundes zurückgekommen. Gegenwärtig glaube ich keine speziellen Schritte unternehmen zu müssen, dagegen wäre es aber von Nutzen, die Vertreter der Entente in der Schweiz zu ersuchen, Ihre Regierungen davon in Kenntnis zu setzen und mit Nachdruck Ihres Willens zu versichern, den Bolschewismus zu unterdrücken[3] und dass sie die feste Überzeugung haben, dass das Schweizervolk mit grosser Mehrheit für den Beitritt zum Völkerbund stimmen werde. Sollten Sie es wünschen, werde ich dem Quai d'Orsay in diesem Sinne eine Note übergeben.

---

1. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1514.
2. *Cf. nos 6, 11; le passage du discours du 2 juillet relatif à l'admission de l'Allemagne à la Société des Nations a été critiqué en France.*
3. *Dans un télégramme aux Légations de Suisse du 12 août, le Département politique donnait l'instruction suivante:* Es wird periodisch das Gerücht von Unruhen oder von revolutionären Umtrieben in der Schweiz verbreitet. Wir bitten Sie, jede Gelegenheit zu benützen, um auf das Bestimmteste gegen alle Behauptungen zu protestieren, die die Lage der Schweiz in dieser Beziehung ungünstiger darstellen würden als diejenige irgend eines andern Landes. Die Lage der Schweiz ist im Gegenteil besser, und der letzte Generalstreikversuch hat gezeigt, dass bei uns der Bolschewismus absolut keine Aussicht auf Erfolg hat. Wir wenden in der Schweiz alle nötigen Vorsichtsmassregeln an, und es kann uns kein Vorwurf gemacht werden. (E 2001 (B) 1/81).
A ce sujet, voir aussi n° 56.

40

E 21, Archiv-Nr. 12041

Le Consul de Suisse à Rotterdam, M. Koch,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Confidentielle Rotterdam, 11 août 1919

Oserais-je demander votre attention pour l'affaire suivante.

Depuis quelque temps on a créé à Rotterdam une agence antibolcheviste sous le nom de:

Rotterdamsch Algemeen Pers-Agentschap.

Le Directeur est un certain M. Gaanderse, journaliste, et les membres administratifs me sont personnellement connus. Le but est de combattre le bolchevisme. Afin d'atteindre ce but l'agence se sert de différents moyens, dont voici les principaux:

1. Publication dans les journaux des crimes bolchevistes. A cet effet, elle est en relation avec les comités et Gouvernements antibolchevistes en Allemagne, Hongrie et Autriche. Par eux, elle reçoit tous les rapports, brochures, etc publiés par les bolchevistes et le parti opposé; elle est tenue au courant du progrès ou du recul de l'influence bolcheviste; elle reçoit les comptes-rendus des assemblées secrètes des bolchevistes, car il ne faut pas oublier que des traîtres à la cause bolcheviste se trouvent en son sein. Tous ces documents sont envoyés en Hollande par courrier spécial, et il paraît que de cette façon les Gouvernements font passer également des documents que l'on préfère ne pas envoyer par courrier diplomatique.
2. La représentation aux cinémas des crimes bolchevistes traités en romans. Ces films sont fabriqués à Berlin.

Par ces deux moyens, l'on espère montrer au peuple à quoi le bolchevisme aboutit. Les articles publiés dans les journaux, le sont surtout dans ceux en province ainsi que dans les journaux plutôt populaires afin que le public de petits marchands et ouvriers en prenne connaissance. L'agence envoie en ce moment ses articles à environ 300 journaux en Hollande. De temps en temps, elle envoie des correspondants dans les pays bolchevistes, qui écrivent alors des articles sur ces pays.

En ce moment un correspondant est parti pour la Finlande d'où il enverra des comptes-rendus. Ces correspondants s'occupent également de la recherche de personnes qui se sont perdues pendant des troubles. C'est un travail des plus utiles.

3. La division de Police de l'Agence signale les bolchevistes dangereux qui se trouvent dans le pays, ou qui cherchent à y entrer. Les premiers sont suivis et à la première occasion qu'ils feraient quelque chose contre la sécurité de l'Etat, arrêtés, tandis que les derniers sont signalés à la Division politique de l'Etat-major au Ministère de la Guerre, et si l'Agence apprend qu'un bolcheviste qui se trouve en Hollande a l'intention de se rendre dans tel ou tel autre pays, le consulat du pays en question en est averti. Moi-même j'ai eu des communications semblables.

Le Directeur donc est venu me voir, et après m'avoir exposé l'affaire, m'a

informé qu'en ce moment il cherche des relations antibolchevistes dans tous les pays. Il a déjà réussi en Allemagne, en Hongrie et en Russie, et sous peu il aura ses relations en Scandinavie, Angleterre et France. Il désirerait avoir un correspondant en Suisse. Il faudrait un homme de confiance et habile, qui soit en même temps journaliste et politicien. Pour le moment la relation se bornerait à l'échange de tous les renseignements bolchevistes obtenables en Hollande et en Suisse, et ensuite à la communication de ce qui se passe sur ce terrain dans les pays différents, en se signalant les gens qui sont considérés comme dangereux.

Je me permets donc de vous demander si vous connaîtriez quelqu'un qui s'intéresserait à cette affaire, et qui pourrait se mettre en communication directe avec le Directeur de l'Agence.[1]

Les fonds de l'Agence lui viennent de dons. Le Bourgmestre de Rotterdam avec qui j'avais une conférence à ce sujet, a beaucoup usé de son influence, pour que plusieurs montants soient remis à l'Agence. La chose me semble en bonnes mains et les gens qui sont à la tête sont des gens sérieux.

Je me permets de vous envoyer séparément quelques brochures publiées en Allemagne, puis ici, après traduction et répandues dans le peuple.

Comme les communications que je vous donne sont tout à fait confidentielles, je voudrais vous prier de bien vouloir adresser votre réponse à moi personnellement.

---

1. *Par lettre du 4 septembre 1919, le Département de Justice et Police a répondu au Consul de Suisse à Rotterdam: [...]* wir kennen keine Persönlichkeit mit den gewünschten Eigenschaften, die wir für diesen Dienst empfehlen könnten.

Im Interesse der Sache ersuchen wir Sie, die Mitteilungen der Agentschap, welche für die Schweiz von Interesse sind, bis auf weiteres entgegenzunehmen und an die Bundesanwaltschaft in Bern weiterzuleiten. Diese wird Ihnen hinwiederum von ihren Wahrnehmungen über die bolschewistische Bewegung, soweit dieselben die Agentschap interessieren können, zu deren Handen Kenntnis geben. (E 21, Archiv-Nr. 12041).

41

E 2200 Wien 10/4

Le Chef de la Section juridique de la Division des Affaires étrangères du Département politique, O. Pinösch, au Chargé d'Affaires de la Légation de Suisse à Vienne, M. Ratzenberger

L 151/I.B. Confidentiell Bern, 13. August 1919

Das Schutzkomitee für Österreich-Ungarn setzt uns von den finanziellen Friedensbedingungen, die Deutschösterreich übergeben worden sind, in Kenntnis.[1] Es macht darauf aufmerksam, dass mit einem Zusammenbruch Deutschösterreichs gerechnet werden müsse, sofern die Artikel 201, 202 und 266 des Friedensvertrages nicht geändert werden. In der Tat werden durch die Artikel 201

---

1. *Cf. n° 17.*

und 202 Deutschösterreich die gesamte Staatsschuld der ehemaligen Monarchie, soweit sie nicht in Titres besteht, ferner sämtliche im alten Auslande und in Deutschösterreich befindlichen Kriegsanleihen auferlegt und weiter wird Deutschösterreich verpflichtet, alle nicht gestempelten Banknoten zu übernehmen. Was insbesondere Art. 266 anbetrifft, so ergibt sich, dass die alliierten Privatgläubiger in Gold bezahlt werden müssen, während die Schulden von Angehörigen der Suczessionsstaaten zum Kurse im Oktober 1918 an der Genfer Börse umgerechnet werden. Durch diese Bestimmungen wird in der Tat die Solvenz des deutschösterreichischen Staates, sowie der deutschösterreichischen Privatschuldner in Frage gestellt, sodass die Forderungen der Schweizer Gläubiger, welche sich nach der Berechnung des Schutzkomitees auf ca. 1,5 Milliarden belaufen, gefährdet erscheinen.

Das Schutzkomitee hat deshalb den Bundesrat ersucht, im Interesse der schweizerischen Gläubiger eine Änderung der genannten drei Bestimmungen anzuregen und den Antrag zu stellen, dass die Regelung der diesbezüglichen Fragen der Reparationskommission überwiesen werde, bei welcher die Schweiz ihre Ansprüche ebenfalls geltend machen könnte.

Der Bundesrat hat das beiliegende Memorandum an den Präsidenten der Friedenskonferenz von St.Germain gerichtet.

Indem wir Ihnen von dem Vorstehenden Kenntnis geben, beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass wir bedauerten, nicht im Besitze eines Exemplares der Friedensbedingungen zu sein. Das Schutzkomitee war dann allerdings in der Lage, uns ein Exemplar zu verschaffen. Wir wären Ihnen sehr verbunden, sofern es Ihnen möglich ist, uns ein weiteres Exemplar zuzusenden.

ANNEXE

MÉMORANDUM

Copie *sans date*

Les délégués du Gouvernement suisse MM. Köchlin, de Haller et Gautier, qui se sont rendus à Paris au commencement de juillet dernier pour obtenir des renseignements sur les conditions financières du traité de paix projeté avec l'Autriche, ont remporté des renseignements qui leur ont donné l'impression que les créanciers privés neutres de l'Autriche seraient placés en tout point sur le même pied que les créanciers privés des pays alliés ou associés. Il n'avait pas pu être fait droit à leur demande de prendre connaissance du texte du traité, celui-ci n'ayant pas encore été remis aux délégués autrichiens ni communiqué à tous les Alliés.

Or, d'après les renseignements parvenus au Comité de défense des intérêts suisses en Autriche-Hongrie et d'après le texte même du traité, les créanciers neutres sont placés sur un pied d'infériorité notable, vis-à-vis des autres créanciers privés. Tandis que pour tous les porteurs de dettes d'Etat d'avant-guerre, le traitement est le même, pour les créanciers en compte-courant et les porteurs de billets non estampillés, la situation est tout autre: le Traité de Paix prévoit en effet que les créanciers privés Alliés ou Associés seront remboursés au change d'avant-guerre et les créances des sujets des pays successeurs détachés devront être remboursées au change de la couronne à Genève en octobre 1918; mais il n'est pas prévu de clause concernant le remboursement des créances privées des neutres qui restent libellées en couronnes. Bien plus, la situation qui leur est faite se trouve encore aggravée du fait des articles 201 et 202 du traité qui chargent indirectement les banques autrichiennes d'un fardeau auquel il paraît impossible qu'elles puissent faire face.

Le Gouvernement de la Confédération estime que l'application de ces clauses ferait que les

créances de ses ressortissants qui se montent ensemble à plus d'un milliard et demi de couronnes seraient, pour une très grande partie, perdues. Le Conseil fédéral suisse demande que ces clauses financières ne soient pas incorporées dans le traité, mais soient réservées à une commission qui en serait spécialement chargée et auprès de laquelle la Suisse ferait valoir ses intérêts.[2]

2. *Le texte de ce mémorandum a été adopté sans commentaire par le Conseil fédéral et repris tel quel dans la décision présidentielle du 13 août 1919 (Cf.* E 1004 1/272, *n°* 2885). *La question avait déjà été l'objet d'une délibération le 11 août (cf. ibidem, n°* 2851*).*

42

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, M. Ratzenberger, au Chef du Département politique, F. Calonder[1]

RP Streng vertraulich Wien, 14. August 1919

Der diplomatische Kleinkrieg zwischen den verschiedenen Ententemissionen in Wien dauert an. Bei einem Diner eines italienischen Botschaftsmitgliedes wurden zwischen dem politischen Bevollmächtigten Italiens für die Donauländer, dem Prinzen Borghese, und einem Sekretär Cunninghams, einem in der englischen Armee gedienten und Engländer gewordenen Italiener, die ungarischen Ereignisse diskutiert. Borghese bezeichnete die rasche Wendung zur Restauration als verfrüht und äusserst gefährlich, betonte, die ganze Entwicklung werde unfehlbar zu einer nochmaligen kommunistischen Katastrophe führen und meinte, man müsse Erzherzog Joseph in keiner Weise entgegenkommen, dann nur sei die einzig günstige Lösung, die sozialistische Republik, noch möglich; der Engländer war nicht dieser Ansicht und er sagte: «La position de l'Archiduc va s'améliorer» und setzte ziemlich frivol hinzu: «Ce matin j'ai ouvert la blocade en fumant une cigarette». Borgheses Ingrimm war deutlich sichtbar. Auf die Bemerkung, die Clique Andrassy komme wieder zur Herrschaft, bemerkte er: «Eh bien je leur mettrai une mine dans le cul.»

Ich hatte nun inzwischen Gelegenheit, mich mit Borghese ausführlich über das ungarische Problem zu unterhalten. In einem zwei stündigen Gespräch entwikkelte mir der Prinz seine Anschauungen über das unglückliche Land.

Borghese, der während der kommunistischen Herrschaft vier Monate in Pest verbracht hatte, wird hier von den weitesten Kreisen als eine Art politischer Antichrist betrachtet. Im Urteile aller, die ihn kennen, ist er ein hervorragender Diplomat, nach dem Urteile seiner Gegner macchiavellistisch und skrupellos. Mir gegenüber machte er kein Hehl aus seinem Glauben an ein unaufhaltsames Vordringen des Sozialismus; die Schwankungen der innern Politik in den geschlagenen und siegreichen Staaten betrachtet er als zeitlich begrenzte Erscheinungen, unterworfen gewissen veränderlichen wirtschaftlichen Rück-

1. *Remarque manuscrite de Ch.L.E. Lardy en tête du document: «Nicht* in Zirkulation.»

sichten und rein intellektuellen Eingriffen. «Aber all das», pflegte er zu sagen, «hält den gesetzmässigen Fortgang des Geschehens nicht auf; es stört ihn höchstens. Letzten Endes ist auch der erfolgreichste Diplomat stets nur der Zuschauer einer Entwicklung, deren tiefere Anlässe er nicht kennt.» Borghese hat unter seinen Kollegen eine Sonderstellung. Den meisten ist er unheimlich, schon aus dem Grund seiner überlegenen Bildung und einer gewissen paradoxalen Philosophie, die zu seiner Pose gehört. Mütterlicherseits ist Borghese ein Ungar: seine Mutter war ein Apponyi; seine beiden Schwestern haben ungarische Aristokraten geheiratet. Der Prinz hat wiederholt sich auf längere Dauer in Ungarn aufgehalten und kennt die Verhältnisse gründlich.

Es ist kein Zweifel, dass die ungarischen Bolschewiken längere Zeit in einer gewissen Konnivenz zu den Italienern standen. Die italienischen Waffenlieferungen an die Sowjettruppen sind verbürgt. Die Unterstützung aber des gefährlichen Kunschen Regimes nur mit der Absicht einer möglichsten Schwächung der Donaustaaten zu erklären, ist nicht genügend: Es handelt sich nicht allein um dies, sondern vor allem um die Verhinderung einer Donauföderation um jeden Preis. Es ist ganz klar, dass für den Kenner der ungarischen Verhältnisse die andere politische Eventualität nur die Restauration, d.h. aber, die Auferstehung des alten Österreich zu grossen Teilen, sein konnte, dass somit sogar die Unterstützung des extremsten sozialistischen Regimes vorzuziehen war.

Borghese sagte mir über die Anschuldigungen, den Bolschewismus in Budapest unterstützt zu haben: Sein Standpunkt in der ungarischen Frage sei von Anfang an der eine gewesen und geblieben: er habe die sozialistische Republik schaffen wollen, und habe ihr, solange es möglich gewesen sei, seine Unterstützung angedeihen lassen. Auch habe er versucht, sie aus den Trümmern des Bolschewismus wieder zu errichten. Der Schwierigkeiten seien unendlich viele gewesen: in erster Linie die politische Unreife des ungarischen Volkes und seine aus fast unvereinbaren Gegensätzen bestehende politische Konstitution; sodann der Mangel an fähigen, tüchtigen, integern, vor allem von der ungarischen Nationalkrankheit, der Eitelkeit, freien Persönlichkeiten. Michael Karolyi, den er von Kindheit an kenne, sei ein gefährlicher Mensch; er sei ein Gambler mit einer ganz ausserordentlichen Energie des Einsatzes, ein Mann, der weder lernen, noch produzieren, wohl aber nach jedem Verlust, auch nach dem schwersten, wieder spielen könne. Garami sei ein aufrichtiger und kritischer Parteiführer, aber kein Politiker, vor allem nicht in einem Lande, in dem die reaktionäre Klasse in der Verteidigung ihrer veralteten und unbrauchbar gewordenen Anschauungen eine immer noch so bemerkenswerte politische Technik, Routine, und Skrupellosigkeit besitze. Ausser Karolyi und Garami sei als Führer der sozialistischen Republik überhaupt niemand in Frage gekommen; denn nach diesen beiden ungeeigneten Gestalten habe unter den einigermassen hervortretenden Sozialisten gleich jener Typus des gefährlichen Halbgebildeten und Fanatikers begonnen, der zur Durchführung der ungeheuer schwierigen Regierungsformen, eines modernen wissenschaftlichen Sozialismus unfähig, der banalen Konsequenz dieser Anschauungen, dem Kommunismus, verfallen musste.

Während der Regierung Bela Kuns sei es die unablässige Bestrebung der italienischen Politik gewesen, zu Ungarn freundschaftliche Beziehungen zu wahren und die territoriale Integrität des Landes gegen die vielen Appetite der Grenz-

staaten zu verteidigen, bis zu einem Zeitpunkt, wo aus dem Abenteuer des Kommunismus ein konsolidierter Volksstaat hervorgehen würde. Dabei sagte Borghese, er habe während der ganzen Dauer seiner Budapester Tätigkeit Kun immer wieder zur Abdankung geraten; ja er habe ihm wiederholt die Abdankungsurkunde unterbreitet und ihn gedrängt, zu unterschreiben. Kun sei mehrmals dazu bereit gewesen, habe aber stets im letzten Augenblick unter Drohungen Lenins und der Desperados aus seiner eigenen Umgebung seinen Entschluss wieder zurückgezogen.

Was nun die internationalen Einflüsse betreffen, so sei in aller erster Linie auf einen Kontrast aufmerksam zu machen, zu dem alle Vorgänge im Gebiet der frühern Monarchie in einem unausweichlichen Verhältnis stehen. Es bestehe dieser Kontrast aus dem festen Entschluss Frankreichs, eine Donauföderation zu schaffen und aus dem festen Entschluss Italiens, die Donauföderation mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln zu vereiteln. Um diese eingespannten Willenskräfte gruppieren sich die übrigen Interessen; Frankreich sehe in der Restauration der Habsburger die beste Gewähr für die Durchführung seiner Absicht; es müsse dabei aber Rücksichten nehmen auf die Stimmung seines eigenen Volkes und vor allem seiner Sozialisten. In England sei es die Dynastie und ein Teil der Konservativen, die eine Rückkehr der alten Verhältnisse in Österreich begrüssen würden. In schroffste Opposition zu jeder Wiedereinsetzung des Herrschergeschlechtes stelle sich Amerika. Amerika habe gegen die Donauföderation nichts einzuwenden; es sei in dieser Frage aber indirekt der Alliierte Italiens, da es aus ideologischen Gründen diejenige Staatsform verwerfe, die einzig dazu angetan sei, in raschester Zeit den Kern der frühern Donauländer durch Vereinigung wieder zu schaffen. Äusserst aktiv sei der französische Royalismus in dieser Angelegenheit und mit dem Royalismus die hohe Generalität. Der aktuelle Staatsstreich in Ungarn sei nicht von der französischen Regierung, sondern von Franchet d'Espérey unter stillschweigender Duldung seiner Vorgesetzten inszeniert worden. Die Entwicklung der nächsten Monate werde rapid nach rechts führen. Wie zur Zeit des Kommunismus werde auch jetzt wieder eine gewaltmässige Klassenherrschaft anheben. Dadurch werde der ganze rechte Flügel der Sozialdemokratie, die bürgerlich freiheitlichen Elemente und die wenigen aufgeklärten Bauern in die Opposition gedrängt. Je stärker der Druck von rechts sei, desto mehr würden die oppositionellen Gruppen nach links übergreifen. In 5—6 Monaten werde abermals ein foudroyanter Umsturz stattfinden, und die für die Erholung des im tiefsten geschwächten Landes so nötige, für die gereizten europäischen Verhältnisse so unumgängliche Stabilität, werde abermals ausbleiben.

Die französische Darstellung, Italien habe an der kommunistischen Zersetzung Ungarns mitgearbeitet, sei in ihrer Tendenz sehr durchsichtig. Sie habe in reaktionären ungarischen Kreisen viel Anklang gefunden, da man nichts so sehr fürchte wie die Favorisierung einer mittleren politischen Richtung. Es sei die ganze kontinentale Politik, die seit dem Waffenstillstand im November gemacht wurde, etwas unbeschreiblich Künstliches und Foutiles, wie jede Störung notwendiger natürlicher Vorgänge, und dazu angetan, unendliche neue Konfliktstoffe in die Welt zu setzen, keinen Schritt vorwärts zu führen und bei der nächsten Regung der ermatteten Volkskörper in sich selbst zusammenzufallen. Die Künstlichkeit der ganzen bisherigen Leistungen der Friedenskonferenz habe

ihren Ursprung einmal im wirtschaftlichen Egoismus Englands gegenüber dem Kontinent, dann in der weltfremden Ideologie Amerikas, vielfach in den schon im Krieg angesponnenen Machinationen *der* übernationalen jüdischen Hochfinanz, ihres Gefolges an Hochstaplern und Abenteurern, ihrer komplizierten Verquickung mit gewissen klerikal-rückschrittlichen Bemühungen, ihrer wechselnden Zusammenarbeit mit den extremsten sozialen Einflusszentren wie der Leninschen Regierung und den französischen Royalisten; nicht zu unterschätzen sei ein verderblicher Fraueneinfluss in Versailles, u.zw.wäre es möglich, Frauen der zweifelhaftesten Gattung zu nennen, die auf der Konferenz eine weit stärkere Ingerenz besassen als die Vertreter der mittleren Staaten. Selbstverständlich sei auch die Expansionsnotwendigkeit Italiens ein beunruhigender Faktor. Vor allem aber und in erster Linie trage Schuld an dem ungeheuren Fehlbetrag der ganzen Versailler Rechnung der durch keine natürlichen Tatsachen begründete Anspruch Frankreichs auf eine dauernde Vormachtstellung auf dem Kontinent. Die ganze französische Politik in Österreich sei diktiert durch die stets noch unverminderte Furcht vor Deutschland; die Wiedereinsetzung der Dynastie, womöglich der franzosenfreundlichen Kaiserin, solle den Anschluss an das deutsche Reich, an die Republik oder den Hohenzollernstaat, endgültig vereiteln. Ungarn, Deutschösterreich und eventuell ein Stück Dalmatien sollen möglichst ohnmächtig hineingezwängt werden zwischen slawische Staatengebilde, die die unauslöschliche Signatur französischer Kreationen tragen würden. Wie Frankreich Deutschland fürchte, so sei es ängstlich gegenüber der italienischen Expansion: seine Politik sei also auch gegen diese gerichtet, und die Schaffung eines Freihafens Fiume sei nichts Anderes als die deutlich bekundete Absicht, den wirtschaftlichen Aufschwung Genuas und Venedigs zu drosseln. Die unglücklichen Folgen dieser Entwicklung würden schon in allernächster Zeit eintreten: es sei nicht möglich, dass selbst ein Staat von der stupenden Tüchtigkeit Frankreichs, wenn er sich auf absteigender Linie befinde, ein Volk von der unbegrenzten Vitalität der Italiener auf die Dauer einschränke und zurückdränge. Borghese schloss seine Ausführungen mit dem Ausdruck seiner Hoffnung auf die politische Vernunft der Arbeiterschaft in den angelsächsischen Weltstaaten, von der er bald eine Sanierung der durch die ganzen Machenschaften einer antiquierten Geheimdiplomatie geschaffenen Zustände erhoffe.

Während des ganzen Gespräches war es offensichtlich, dass der italienische politische Bevollmächtigte zu dem «Neutralen» sprach in der Absicht, seine praktischen Intentionen für den objektiven Beurteiler einleuchtend zu gestalten und sie gewissermassen zu allgemeiner Gültigkeit zu erheben. Manches war sehr durchsichtig; manches aber hat die vor allem aus der Umgebung Allizés stammenden Italien betreffenden Insinuationen doch wesentlich rektifiziert.

In diesem Zusammenhang mag eine Unterredung interessieren, die ich heute mit einem Parteigänger des für die Übernahme eines Ministeriums zeitweilig in Frage gekommenen Dissidenten der frühern Karolyi Partei, Lovaszy, hatte. Dieser, ein der französischen Botschaft nahestehender ungarischer Politiker, sagte mir: Allizé sei empört, dass man den Franzosen den Versuch einer monarchischen Restauration zuschiebe. Frankreich sei die Verteidigerin der Demokratie und mische sich niemals in die innern Angelegenheiten fremder Nationen etc.etc.; der Urheber des habsburgischen Putsches sei Italien. Meinem ungari-

schen Gewährsmann schienen diese Mitteilungen Allizés immerhin etwas problematisch; er suchte seinen Glauben an das Wort des französischen Botschafters aber dadurch zu verstärken, dass er mir versicherte, Italien treibe eben l'art pour l'art politique. Ein Vergnügen, das in den heutigen Zeitläufen etwas teuer zu stehen kommen dürfte.

Ein ungarischer Grossindustrieller sagte mir, in ganz kurzer Zeit würden die Vertreter der ungarischen Oligarchie wieder vollkommen am Ruder sein, politische Fähigkeiten seien dieser Klasse nicht abzusprechen; wohl aber seien diese Fähigkeiten nur virtuoser und nicht produktiver Natur. Ausserdem sei die alte Generation dieser in grossen Verhältnissen auf dem Lande aufgewachsenen, vielfach mit einer gewissen urwüchsigen Kraft ausgestatteten Herrennaturen ausgestorben. Das Erbe vielhundertjähriger Regierungskunst sei noch vorhanden; die Intensität aber habe sich vielfach zu verantwortungslosem Ehrgeiz und Hasardeurtum verflüchtigt. Manchem dieser Herren sei Besitz und Macht, Einfluss und die leidenschaftlich erstrebte Ministerstelle mehr wert als die Wohlfahrt des Vaterlandes; auch seien die an manchen Stellen etwas fadenscheinig gewordenen Kapazitäten des Geistes und der Ausdauer durch Beiziehung jüdischer Intelligenzen verstärkt worden. Dadurch werde der regimentsfähige ungarische Aristokrat vielfach und sich selber unbewusst zur vorgeschobenen Puppe einer vaterlandslosen Welt von Spekulanten.

Durch die systematische Zerrüttung des Landes, das hinter einander den Weltkrieg, den Bolschewismus und die Besetzung durch eine fremde Armee erdultet hatte, trete die sich jetzt zur Regierung drängende Partei eine denkbarst undankbare, ja unlösliche Aufgabe an, in der sie sich endgültig kompromittieren werde. Die Vorbereitung der jetzigen Vorgänge sei vor allem im Faubourg St.Germain und im französischen Hauptquartier zu suchen, dann in der Person und der monarchistischen Umgebung des bayerischen Kronprinzen Rupprecht (teilweise Finanzierung der Agence centrale), endlich seien die in der Schweiz tätigen Zentren Luzern, Einsiedeln, Freiburg trotz ihrer dilettantischen Allüren nicht zu unterschätzen.

Wie ich Ihnen in meinem letzten Bericht charakterisierte, kam die extreme Wendung in Budapest für die Wiener Ententemissionen völlig unerwartet. Auch ist die Plötzlichkeit ihrer Realisation nur durch den Umstand zu erklären, dass bloss eine straffe politische Organisation vorhanden war, die sofort einsetzen konnte, wo die gestürzte Regierung Raum liess. Die in Ungarn sowieso relativ spärlich vertretenen bürgerlichen Kreise waren wiederum zusammenhanglos, zu differenziert, um einer neuen auf sie eindringenden politisch einseitigen Anschauung Widerstand bieten zu können. Was die Aussichten der jetzt wieder zur Herrschaft gelangenden Kreise betrifft, so ist zu sagen, dass sie einen festen Rückhalt in der zahlreichen auf niedriger Kulturstufe stehenden Bauernschaft findet, die durch die unerhörten Exekutionen der Kommunisten auf dem flachen Land auf lange Zeit hinaus gegen jede von Budapest kommende und von Intellektuellen geführte Aktion feindselig gestimmt ist. Dabei muss nicht vergessen werden, dass Kun klug genug war, im Beginn seiner Herrschaft eine bauernfreundliche Politik einzuschlagen, dass er aber von den durch die Szegediner und andere Gegenrevolutionäre aufgestachelten Bauern zu Gewaltmassregeln gezwungen wurde.

Der Rückschlag der Budapester Ereignisse auf Deutschösterreich ist an einer deutlichen Nervosität der Regierungskreise zu erkennen. Aussprüche Renners, sowie die auf heute angesetzte Volkswehrdemonstration deuten auf ausgesprochene Ängstlichkeit hin. Wie ich von Seiten der deutschen Botschaft höre, ist die ganze Tiroler Bauernschaft durchgehend monarchistisch und zwar nach dem Prinzip der Legitimität für die Rückkehr des Kaisers Karl. Immer noch rächt sich die Politik Bauers, der aus der Republik eine Angelegenheit der Hauptstadt und einer einzigen Partei machte und der unverbrüchlich an das Wort seines Freundes Trotzky glaubte: «In einem Jahr werden wir in Paris und London sein». Für Gläubige eines politischen Evangeliums, wie Bauer, bringt der von einer Generation kaum zu überblickende Wellengang der Ereignisse viele Enttäuschungen.

43

EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86

Le Délégué du Conseil fédéral pour les Questions économiques et industrielles, H. Heer, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Bern, 15. August 1919

BERICHT
BETREFFEND NEUE GESANDTSCHAFTEN IN EUROPA[1]

Am 29. Juli 19 hat das politische Departement dem Bundesrat ein Exposé überreicht,[2] betreffend die Errichtung neuer Gesandtschaften in Polen, Tschechoslowakien, Jugoslavien und Griechenland. Das Volkswirtschaftsdepartement glaubt seinerseits bezüglich dieser Frage nachfolgende Erwägungen geltend machen zu müssen, wobei es sich auf die Wirtschaftslage in den in Frage kommenden Ländern stützen zu müssen glaubt.

Wenn auch zugegeben werden muss, dass in weiten Kreisen infolge der Aufteilung des östlichen Europas ein gewisser Optimismus vorhanden ist hinsichtlich der Möglichkeiten, welche sich schweizerischer Unternehmungslust bieten, so fehlt es auf der andern Seite nicht an Stimmen, welche vor übereiltem Handeln warnen. Während auf der einen Seite das schweizerische Kapital aufgefordert wird, sich an polnischen, rumänischen und tschechischen Unternehmungen zu beteiligen, klagen die Exporteure, welche sich bereits in Geschäfte eingelassen haben, über die Schwierigkeit, sich bezahlt zu machen. An diesem Zustande werden die neuen Gesandtschaften nichts ändern können; ihre Anstrengungen werden voraussichtlich bloss dazu führen, dass die neu erstandenen Staaten mit Kre-

---

1. *Ce rapport, conçu vraisemblablement comme proposition au Conseil fédéral, a servi de base aux travaux préparatoires d'une commission d'experts du Département de l'Economie publique pour l'étude de la représentation diplomatique à l'étranger (pour ces délibérations, voir* EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86) *sur cette question cf. aussi n^os 26, 29, 58, 81, 307.*
2. *Cf. n° 29.*

ditbegehren an die Schweiz gelangen, wie dies seitens Rumäniens bereits geschehen ist. Wird dann solchen Begehren nicht entsprochen, so entstehen Schwierigkeiten, welche schlimmer sind als diejenigen, welche der gegenwärtige Zustand zu zeitigen vermag. Jeder Versuch eines grosszügigen Verkehrs mit den neuen Staaten, welche aus der frühern Donaumonarchie hervorgegangen sind, wird aus diesem Grunde noch für längere Zeit kaum zu befriedigenden Resultaten führen.

Es dürfte sich daher empfehlen, vorläufig noch die weitere Entwicklung der Dinge durch weniger wichtige Organe als es neue Gesandtschaften wären, beobachten zu lassen.

Wenn andererseits auch konstatiert werden muss, dass die Handelspolitik Frankreichs und Englands, welche in den letzten zwei Jahren die Ausfuhrmöglichkeiten der schweizerischen Industrie beschnitten haben, gegenwärtig noch nicht einer liberalen Auffassung Platz gemacht hat, so fehlt es, trotz aller Erschwerungen, doch nicht an Absatzmöglichkeiten in diesen Ländern. Der Bericht des Herrn de Stoutz über die Basler Mustermesse,[3] Berichte aus der Seiden- und Uhrenindustrie, die Erhöhung des Einfuhrkontigentes von Stickereien und Seidenwaren nach England, lassen eine Entspannung erkennen, welche die Vermehrung der ausserordentlich gewagten Geschäfte mit dem Osten im gegenwärtigen Zeitpunkte nicht mehr als sehr dringend erscheinen lassen.

Aus denselben Gründen glauben wir nicht an eine definitive Verdrängung der schweizerischen Kaufleute aus diesen Ländern, durch solche der alliierten Staaten. Auch diese letztern finden auf heimatlichem Boden gegenwärtig Absatzgebiete, welche sie verhindern, sich auf die östlichen Märkte mit ihrer tiefstehenden Valuta und ihren Devisencomités zu stürzen. Gerade die Valutaverhältnisse in diesen Ländern werden verhindern, dass man sich zu diesen Geschäften drängt. Man wartet die Entwicklung der nationalen Wirtschaft dieser Staaten ab, weil jeder Handelsverkehr, welcher vom Verkäufer finanziert werden muss, etwas Künstliches, Unnatürliches ist und nur ein Provisorium darstellt. Erst die Ausfuhrtätigkeit eines Landes schafft die Grundlage für den Import. Auf jene einen belebenden Einfluss auszuüben, ist einer schweizerischen Gesandtschaft in diesen Ländern kaum möglich. Mit wachsamem Auge beobachten, kann ein im Geschäftsleben stehender Generalconsul wohl ebensogut als ein Gesandter.

Der Import von Waren aus den östlichen Ländern ist aber auch noch für lange Zeit durch die herrschenden Transportschwierigkeiten gehemmt. Umgekehrt ist auch der Export vorläufig nur mittels militärisch bewachter Spezialzüge möglich. Die Möglichkeit des Warenaustausches ist daher so beschränkt, dass eine Vermehrung der Nachfrage nach Ausfuhr aus der Schweiz noch für längere Zeit gar nicht erwünscht sein dürfte, hat doch gegenwärtig die Warenaustausch-Genossenschaft[4] solche Anträge im Betrage von 100 Millionen vorgemerkt, für welche teils die Transportmöglichkeit, teils die Devisen wegen mangelnder Einfuhr fehlen. Eine rasche Besserung dieser Verhältnisse würden auch Gesandtschaften nicht herbeiführen können, weil die Erholung der vom Kriege heimgesuchten Länder von innen heraus erfolgen muss.

---

3. *Non reproduit.*
4. *Cf. n° 7.*

Was die Frage der Eisenbahnpolitik anbelangt, so ist dieselbe mehrmals im Schosse der Ausfuhrkommission des Volkswirtschaftsdepartements geprüft worden. Dabei wurde immer wieder von den Vertretern der Bundesbahnen darauf hingewiesen, dass die Schweiz nur dann Gefahr laufe, abgefahren zu werden, wenn nicht eine weitausschauende Tarifpolitik dieser Eventualität zu begegnen wisse. Diese Frage wird daher in Zukunft wohl kaum durch schweizerische Gesandte in Warschau, Prag oder Belgrad im Verein mit polnischen, tschechischen und serbischen Ministern gelöst werden, sondern durch die massgebenden Organe in Bern. Es dürfte daher genügen, wenn ein Generalconsul bei Zeiten auf allfällige Tendenzen, welche der Schweiz gefährlich werden könnten, hinweisen würde.

Wir möchten uns auf diese Erwägungen wirtschaftlicher Natur beschränken, weil sich dieselben aus den Wirklichkeitsverhältnissen heraus entwickeln lassen, während anderseits die im Exposé des politischen Departements angeführten moralischen Faktoren vorläufig wohl mehr hypothetische Werte darstellen dürften. Sollen diese letztern später nicht zu voller Auswirkung gelangen, so wäre zu befürchten, falls auf dieselben jetzt allein abgestellt werden sollte, dass die eine oder andere Gesandtschaft wieder eingehen müsste. Dann wäre das Resultat hinsichtlich des Eindrucks, den eine solche Massnahme nach sich ziehen müsste, jedenfalls ein ungünstigeres als das Eingehen eines Generalconsulates. Anderseits aber wäre es immer möglich, ein Generalconsulat in eine Gesandtschaft umzuwandeln, wenn die Verhältnisse einmal aus dem Reich der Hypothese in dasjenige der Wirklichkeit sich entwickelt haben werden.

Es scheint uns daher auch heute noch die vom Volkswirtschaftsdepartement bereits vorgeschlagene Lösung den heutigen Verhältnissen am besten zu entsprechen. Dieselbe ginge bekanntlich dahin, dass zunächst in Warschau, Prag, Belgrad und Athen Generalconsulate errichtet würden und Herr Minister Junod als Delegierter der Schweiz in ausserordentlicher Mission nach Warschau und Prag abgeordnet würde. An Hand seiner Beobachtungen und der inzwischen sich entwickelnden Verhältnisse wird dann eine definitive Lösung, en connaissance de cause, gefunden werden können. Bis dahin werden dann auch die Fragen betreffend die Consularorganisation, die Exportgebühren und die finanziellen Bedürfnisse der Gesandtschaften ihre Erledigung gefunden haben, was ebenfalls nicht ohne Einfluss auf die Vermehrung der Zahl der Gesandtschaften bleiben dürfe.

44

E 2001 (B) 14/6

Le Ministre des Pays-Bas à Berne, Jonkheer van Panhuys, au Chef du Département politique, F. Calonder

N n° 7009. Confidentiel Berne, 16 août 1919

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les deux notes[1] que le Département politique a bien voulu par sa lettre du 5 juin dernier[2], Division des Affaires étrangères, 109/MR, communiquer à la Légation royale, ont été remises au Jonkheer van Eysinga, membre néerlandais de la Commission Centrale pour la navigation rhénane, et lui ont donné lieu à quelques observations dont, comme je présume, il pourrait vous intéresser de prendre connaissance.

Le Jonkheer van Eysinga fait observer qu'il comprend très bien que le désir du Gouvernement suisse de pouvoir disposer d'un Rhin navigable jusqu'à Bâle s'est encore augmenté par la guerre, et que, — à cause des dangers qu'on redoutait en certains milieux suisses pour la navigation sur Bâle des projets allemands de canalisation de la partie du Rhin en aval dudit port suisse, — ont amené le Haut Conseil fédéral à prévoir après la défaite de l'Allemagne une solution de ces difficultés. Mais d'après l'opinion de M. van Eysinga l'argumentation suisse ne serait pas absolument exacte du moment qu'elle veut faire croire qu'injustice a été faite envers la Confédération, lorsqu'elle n'a pas été admise en 1868 parmi les Etats riverains de l'acte de Mannheim, et qu'en vertu de cet acte, la navigation libre sur le Rhin des Etats non-riverains a été limitée. Cet exposé des faits pourrait, il est vrai, avoir comme conséquence qu'à Paris on aura l'impression qu'on doit mettre fin finalement au mauvais traitement de la Suisse en matière des questions du Rhin; mais en même temps ledit exposé ne pourra que fortifier l'Entente dans son opinion qu'il manque encore beaucoup à la liberté absolue de la navigation sur le Rhin. Mais c'est précisément cette conception que nous étions appelés à réfuter à maintes reprises à Paris, et qui a contribué au fait que l'Entente, dans l'intérêt de l'internationalisation de la navigation sur le Rhin, a exigé aussi pour quelques Etats non-riverains une si grande coïnfluence dans le règlement des affaires du Rhin. Et M. van Eysinga est persuadé que cette coïnfluence présentera pour les Pays-Bas ainsi que pour la Suisse de graves inconvénients.

Ensuite M. van Eysinga fait observer que s'il est juste que la Suisse n'a jamais été invitée à prendre part aux pourparlers des Etats riverains, on ne doit pas oublier qu'elle-même n'a jamais fait jusqu'aux dernières années une démarche pour amener un changement dans cet état de choses, même pas dans un temps, où il y avait encore quelque navigation sur Bâle, c'est à dire jusqu'à environ 1850.

---

1. *Note manuscrite de L. Cramer en tête du document:* 1. Note de la délégation suisse du Rhin remise à la Commission des ports et voies d'eau à Paris *[cf. DDS 7/1, n° 269]*. 2. Note sur la liberté du transit remise à Paris à la même commission *[cf. DDS 7/1, n° 401]*.
2. *Il s'agit de la note contenue dans le procès-verbal du Conseil fédéral du 2 juin 1919, cf. DDS 7/1, n° 433.*

Qu'en 1868 la Suisse n'a rien fait pour participer à l'acte revisé sur la navigation rhénane est compréhensible, étant donné qu'à cette époque il n'y avait pas de navigation jusqu'à la Suisse; celle-ci n'a recommencé qu'au courant de ce siècle.

Dans la note du 13 mai[3] sub II[e], il est prétendu que l'Acte de 1868 ne ferait pas partager les Etats non-riverains des avantages de la libre navigation. Cette accusation portée contre l'Acte susnommé ne saurait être admise. M. van Eysinga fait remarquer à ce sujet qu'il est pourtant connu au Gouvernement suisse que les bateaux des Etats non-riverains circulent aussi librement sur le Rhin que ceux des Etats riverains. Si ladite note prétend que l'article 1 de l'Acte de 1868, garantissant la liberté de navigation à toutes les nations, est réduit dans l'article 2 aux bateaux des Etats riverains, il y a encore une erreur. Dans l'article 2 il ne s'agit que des eaux, qui lient le Rhin conventionnel à la mer et à la Belgique; l'article 2 ne vise aucunement le Rhin conventionnel — même et ne pourrait par conséquent réduire le droit de liberté de navigation de tous les pavillons (en vertu de l'article 1) sur ce Rhin.

Si dans l'article 2 à l'égard de ces eaux on ne fait mention que des Etats riverains, c'est tout simplement la conséquence de ce que cette disposition a été empruntée en 1868 de l'article 19 d'un traité de commerce avec les Etats allemands de 1851.

Après avoir étudié les notes en question, M. van Eysinga est d'avis qu'elles ne rendent pas suffisamment justice à la pratique très libérale de l'Acte, qui est parfois même plus libérale que les paroles de l'Acte l'exigent. Quant aux observations émises au commencement du point II de la note du 13 mai pour ce qui concerne la navigation sur les eaux intermédiaires qui lient le Rhin à l'Escaut, M. van Eysinga fait remarquer au cas où des bateaux suisses navigueront sur le Rhin encore avant qu'un nouveau régime sur la navigation rhénane soit entré en vigueur, on s'en apercevrait en Suisse que ces bateaux pourront naviguer librement le long des eaux susvisées vers Anvers, comme chaque autre bateau le peut faire déjà actuellement.

Il paraît que notre délégué dans la Commission Centrale a eu déjà l'avantage de s'entretenir en ce sens avec les délégués suisses à Paris, aussi après que ceux-ci lui avaient donné lecture de leurs notes.

M. van Eysinga espère que le Gouvernement fédéral s'en rende bien compte qu'en soumettant, d'ailleurs sans raison, le régime en vigueur sur la navigation rhénane, à une critique sévère, on donne lieu aux grandes Puissances alliées de se mêler de plus en plus dans les affaires du Rhin. Et d'après son avis, il serait dans l'intérêt de la Suisse de ne pas considérer d'une manière trop pessimiste les affaires du Rhin en aval de Strasbourg, comme elle est amenée à juger ces mêmes affaires en amont de cette ville.[4]

---

3. *Cf. DDS 7/1, n° 401.*

4. *Cette note semble être restée sans réponse, quoiqu'elle ait été soumise à un examen interne assez vaste, cf.* E 2001 (B) 14/6.

45

E 2001 (D) c 1/1910–1919

Les Délégués du Vorarlberg, P. Pirker et G. Neubner[1], *au Président de la Conférence de la Paix, G. Clemenceau*

Copie
N[2]

Berne, 17 août 1919[2]

Agissant au nom du peuple du Vorarlberg, les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs concitoyens, ont l'honneur de vous exposer respectueusement ce qui suit, en vous priant de bien vouloir en nantir les Puissances alliées et associées:

Le 3 novembre 1918, le Vorarlberg, faisant usage de sa souveraineté retrouvée, s'est proclamé indépendant. Le 11 mai, par un plébiscite régulier et à une majorité écrasante, il a chargé son gouvernement de négocier avec la Suisse pour obtenir son admission dans la Confédération suisse, à laquelle le peuple du Vorarlberg se sent étroitement lié par la géographie, la race, les souvenirs historiques et un amour commun de la liberté. Malheureusement le délégué du Vorarlberg, Dr. Ender, qui s'était rendu à Saint-Germain sur l'invitation du Gouvernement de l'Autriche allemande, s'est vu interdire par le chef de la délégation autrichienne de traduire devant la Conférence les revendications légitimes et l'inébranlable volonté de ses commettants.[3] Le Gouvernement de l'Autriche allemande en agissant de cette manière, n'a pas seulement renié le droit des peuples et tous les principes qu'il invoque sans cesse pour lui-même; il s'est en outre mis en contradicition avec ses déclarations et son comportement par lequel il avait lui-même reconnu l'indépendance et le droit de libre disposition du Vorarlberg. Nous protestons ici solennellement contre un procédé qui prive le Vorarlberg de tout moyen régulier de faire entendre sa voix et nous déclarons au nom de nos concitoyens unanimes que nous ne reconnaissons pas à la délégation autrichienne le droit moral de représenter le peuple du Vorarlberg et d'interpréter ses vœux jusque *[sic]* notre délégué, Dr. Ender, qui est encore aujourd'hui membre de la délégation autrichienne, peut lui-même traduire notre volonté, et que nous ne nous sentons pas liés par les déclarations qu'il peut faire en notre nom.

C'est ce que le peuple du Vorarlberg a affirmé de nouveau avec force, le dimanche 10 août, dans de nombreuses assemblées publiques qui ont unanimement et solennellement réitéré la volonté du pays de se séparer de l'Autriche pour se réunir à la Suisse que nous regardons comme notre vraie patrie d'élection.

---

1. *Le document, copie carbonne, est signé:* les délégués du Vorarlberg: Dr. Paul Pirker et Dr. Gustav Neubner. *Cette délégation, arrivée à Berne le 16 août, demandait à l'Ambassade de France à Berne, par l'entremise du Département politique, notamment de Ch. L. E. Lardy, le visa pour aller plaider à la Conférence de la Paix le droit du Vorarlberg à disposer de lui-même. Pour l'ensemble de cette Mission du Vorarlberg, cf.* E 2001 (B) 3/9, *voir aussi n*[os] *54, 60, 61, 63, 67.*

2. *Ce document non daté a été transmis à Clemenceau par le guichet pour télégramme du Département politique; la copie d'expédition, portant des corrections manuscrites de Lardy, est datée du 17 août 1919, cf.* E 2001 (B) 3/9.

3. *Cf. DDS 7/1, n*[os] *436, 439.*

Les soussignés, convaincus que la force de cette résolution, dont aucune décision contraire ne saurait briser la persistance, a échappé jusqu'ici à la Conférence de la Paix, vous ont fait demander respectueusement, par l'intermédiaire de vos représentants accrédités à Berne, l'autorisation de se rendre à Paris, afin d'exposer aux Puissances alliées et associées la situation réelle du pays et les voeux inébranlables de leurs commettants. Nous aurons l'honneur de vous exposer notamment pourquoi le peuple du Vorarlberg demande que le traité de paix qui sera conclu entre l'Autriche et les Puissances alliées et associées reconnaisse expressément la droit de libre disposition du Voralberg.

Les soussignés se déclarent persuadés que les Alliés, après avoir détruit la puissance des Habsbourg pour rendre la liberté aux peuples de la Double-Monarchie et assurer leur droit de libre disposition, ne refuseront pas d'entendre les délégués réguliers d'une population montagnarde, qui aspire à être libre non pour échapper aux conséquences d'une guerre qui a été décidée sans son consentement, mais par un amour traditionnel et désormais inflexible de l'indépendance. C'est dans cet espoir et dans ces sentiments que les soussignés ont l'honneur, M. le Président, de vous exprimer la reconnaissance anticipée du peuple du Vorarlberg.

46

E 2001 (B) 8/3

Le Chef du Département politique, F. Calonder, à la Commission du Conseil national et du Conseil des Etats pour la préparation de la Question de l'Entrée de la Suisse dans la Société des Nations

Copie
Discours

Wengen, 18. August 1919

Einleitendes Votum von Herrn Bundesrat Calonder.

Herr Bundesrat Calonder verweist in seinen einleitenden Ausführungen auf die Botschaft[1] und die verschiedenen Kundgebungen des Bundesrates an die Bundesversammlung sowie auf die Berichte über die vom politischen Departement mit den Vertretern der Presse veranstalteten Konferenzen[2], die historisch und systematisch über die allgemeinen Linien der Frage unterrichten. Der Zweck der gemeinsamen Sitzung der beiden Kommissionen, so führt der Redner aus, ist weniger der einer allgemeinen Diskussion als einer Abklärung der einzelnen Fragen diplomatischer, rechtlicher, wirtschaftlicher und militärischer Natur. Es sollen darum nur einige wenige leitende Gesichtspunkte kurz skizziert werden.

Wie stellt sich die Schweiz grundsätzlich zum Völkerbund? Zu dieser Frage, die grundlegend ist, muss man Stellung nehmen. Wer den Gedanken des Völkerbundes von vornherein verwirft, wird logischer Weise auch die Beitrittsfrage ver-

1. *Cf.* FF 1919, vol 4, *p. 567 ss.*
2. *Cf. n^os 6, 11.*

neinen. Wer umgekehrt von der Begründetheit der Idee erfüllt ist, wird es als Pflicht und Ehre der Schweiz betrachten, beizutreten. Die bisherigen internationalen Verhältnisse charakterisieren sich vor allem durch die schrankenlose Souveränität der Staaten und die rücksichtslose Wahrnehmung der nationalen Interessen durch Gewalt und Intrige. Und diese Auffassung und die Befolgung einer reinen Machtpolitik wurde gestärkt und gesteigert durch den Ausbau grosser nationaler Staaten, wie er sich in der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts vollzog. Dieser ausgeprägte, rein von egoistischen Gesichtspunkten geleitete Nationalismus steht aber in Widerspruch zu der unvermeidlichen, tausendfachen gegenseitigen Abhängigkeit der Staaten, wie sie durch die heutigen Verhältnisse bedingt ist. Diese Betonung der schrankenlosen nationalen Souveränität und die Befolgung einer ausgesprochenen Machtpolitik führte zum System des europäischen Gleichgewichts, wie es aus dem spanischen Erbfolgekrieg hervorgegangen und auf dem Wiener Kongress neuerdings bestätigt wurde. Und das Ergebnis diesen Systems des mechanischen Gleichgewichts der Kräfte war Krieg und immer wieder Krieg. Der Weltkrieg mit seiner unerhörten Entfesselung aller Leidenschaften, seinem masslosen Elend, seiner Verrohung der internationalen Sitten, seiner Missachtung der Rechtsbegriffe und Verträge, wie sie nach Verletzung der belgischen Neutralität zu Tage traten, bedeutet die rückhaltlose Verurteilung dieser Ordnung. Denn was sollte schliesslich aus Europa werden, wenn neue Kriege über es herein brechen sollten, die in allen materiellen und moralischen Wirkungen sicherlich noch entsetzlicher wären als der soeben zu Ende gegangene. Und ganz davon abgesehen, müsste eine weitere Steigerung der militärischen Leistungen notwendig den Ruin der Staaten herbeiführen. Darum kann die Losung nur lauten: Krieg dem Krieg und dem Militarismus im schlimmen Sinne des Wortes. Auch die Verkünder einer neuen sozialen Ordnung haben sich nun ausschliesslich auf den Boden der brutalen Macht gestellt. Wie sollen da soziale Reformen und eine ruhige Entwicklung der sozialen Verhältnisse im Interesse aller möglich sein? Darum muss unser Schweizervolk alles unterstützen, was dem Machtprinzip entgegenarbeitet und geeignet ist, Kriege zu verhindern. Wer jenen Stimmen Gehör schenken wollte, die sagen, dass der Krieg ein notwendiges Übel sei und es darum immer Kriege geben werde, müsste vernünftiger Weise am Ausbau der internationalen Beziehungen verzweifeln und die Freude an der Mitarbeit verlieren. Nur eine entwicklungsfähige internationale Organisation kann die Zivilisation vor dem drohenden Zusammenbruch bewahren. Der Gedanke des Völkerbundes scheint der einzige Ausweg zu sein, und es ist für die Schweiz Pflicht und ein hohes moralisches Gebot, nach Kräften an der Verwirklichung der Idee mitzuhelfen, nachdem sie nunmehr praktische Gestalt angenommen und voraussichtlich alle zivilisierten Staaten der Organisation angehören werden. Bereits hat Spanien seinen Beitritt erklärt. Holland, Schweden, Norwegen und Dänemark werden sich nach vorliegenden Nachrichten ebenfalls anschliessen. Und wenn auch Russland und die Zentralstaaten zur Zeit noch ausgeschlossen sind, so ist doch auch ihre Zugehörigkeit nur eine Frage der Zeit.

Bei der Prüfung der Frage, welchen Fortschritt der Völkerbund in der Entwicklung der internationalen Beziehungen bringen wird, ist in erster Linie auf Artikel 12 zu verweisen, dessen grosse Bedeutung darin liegt, dass in allen Streit-

fällen die Angelegenheit in einem kontradiktorischen Verfahren, in Rede und Gegenrede, zur Erörterung kommt. Da sowohl im Falle der Anrufung eines Schiedsgerichts als bei der Prüfung durch den Rat des Völkerbundes wenigstens neun Monate verfliessen werden, bevor eine Partei zum Kriege treten darf, so liegt schon in dieser langen Frist und der Gelegenheit, die der öffentlichen Meinung geboten wird, sich mit der Sache zu beschäftigen, eine starke moralische Garantie für die Erhaltung des Friedens. Für die Neutralen ist von besonderer Wichtigkeit, dass nach den Bestimmungen der Artikel 15 und 16, in denen das Untersuchungsverfahren in Streitfällen geregelt wird und die Sanktionen festgesetzt sind, solche Kriege, die die Gegnerschaft des Völkerbundes hervorrufen werden, d.h. Überfallskriege, in Zukunft nicht mehr vorkommen werden. Eine weitere wichtige Neuerung ist, dass internationale Verträge und Übereinkommen, um verbindlich zu sein, beim Sekretariat angemeldet und von ihm publiziert werden müssen.

Die Statuten des Völkerbundes tragen offenbar ein ausgesprochen angelsächsisches Gepräge, und es entspricht der Denkart der Angelsachsen, empirisch und hie und da systemlos vorzugehen, im Gegensatz zur lateinischen Auffassung. Daraus mag sich mancherlei erklären, was an dem Völkerbundspakt, wie er heute vorliegt, unvollkommen und mangelhaft erscheint. Es handelte sich eben darum, im Rahmen der gegebenen Möglichkeiten vorerst eine Grundlage zu schaffen, auf der dann aus der Erfahrung heraus weiter gebaut werden soll. Immerhin ist zu bedauern, dass bezüglich der militärischen Abrüstung nicht weitergehende Beschlüsse gefasst wurden. Wäre die militärische Organisation des Völkerbundes besser ausgestaltet, so wäre auch das französisch-englisch-amerikanische Defensivbündnis, das in einem gewissen Widerspruch zum Grundgedanken des Völkerbundes zu stehen scheint und mancherorts Anstoss erregt, nicht notwendig gewesen. Noch andere Aussetzungen lassen sich machen. So wäre zu wünschen gewesen, dass man sich schon jetzt zur Schaffung eines internationalen Gerichtshofes entschlossen hätte, statt ihn auf die Zukunft zu verschieben. Aber wenn man aufrichtig sein will, wird man doch anerkennen müssen, dass vieles erreicht worden ist angesichts der überaus schwierigen Fragen, die es zu regeln galt.

Auch die Verkuppelung des Völkerbundspaktes mit dem Friedensvertrag ist vielfach kritisiert worden, und speziell in diesem Punkt scheint die Kritik nicht unberechtigt. Sodann musste das Procedere namentlich für die neutralen Staaten verletzend sein. Immerhin ist zu sagen, dass der Völkerbundspakt in der Hauptsache ausgearbeitet wurde, bevor die Delegierten für den Friedensvertrag zusammentraten und dass, wie man fast mit Bestimmtheit behaupten kann, ohne die Verkuppelung überhaupt nichts erreicht worden wäre. Auch gegenüber der vielfach bemängelten Vorzugsstellung der Grossmächte ist zu betonen, dass ihr ausschlaggebendes Gewicht eben in den Verhältnissen begründet ist und ohne den Völkerbund ihre Vormachtstellung sich kaum weniger, in vielen Fällen aber in stärkerer und rücksichtsloserer Weise geltend machen würde. Gerade der Umstand, dass der Völkerbund von ihnen angestrebt wird, während er doch der Auswirkung ihrer Macht Fesseln anlegt, ist der beste Beweis, dass sie nicht einzig und allein auf ihre Macht abstellen, sondern die rechtlichen Gesichtspunkte in den internationalen Beziehungen zur Entwicklung bringen wollen. Schon anlässs-

lich der Haager Konferenz haben bekanntlich England und Amerika den Ausbau des schiedsgerichtlichen Verfahrens gewünscht, aber ihre Bestrebungen sind an dem Widerstand Deutschlands gescheitert. Auch im Misstrauen muss man Mass halten. Sicherlich ist die Stimme der Völker, die sich unaufhörlich in internationalen Versammlungen und Kundgebungen vernehmen lässt, noch nie in so massgebender Weise zur Geltung gekommen wie heute.

Der Völkerbund erschöpft sich aber nicht in den Friedenssicherungen, wenn das auch wohl seine Hauptaufgabe ist, vielmehr möchte er sich mit allen rechtlich erfassbaren Aufgaben befassen. *[...]*[3]

In der Sitzung vom 19. August erörterte Herr Bundesrat Calonder in erster Linie die wichtige Frage der Neutralität und vertrat dabei nachdrücklich den Standpunkt der Botschaft, die zwischen Neutralität und Neutralitätspolitik unterschieden wissen will. Die Neutralität ist der Inbegriff der Rechte, die der neutrale Staat für sich beanspruchen kann, und der Pflichten – aber nur der Rechtspflichten –, die ihm obliegen. Zur Neutralitätspolitik gehören zum Beispiel unsere Massnahmen während des Krieges, um die Presse zu einem vorsichtigen Verhalten zu veranlassen. Es gehört dazu auch, wenn wir andere Vorsichtsmassnahmen treffen, zum Beispiel den Kaiser Wilhelm bei uns nicht aufzunehmen. Wir tun das nicht aus einer Rechtspflicht heraus, sondern um uns das allgemeine Vertrauen zu erhalten und Schwierigkeiten möglichst aus dem Wege zu gehen.

Im weiteren betont der Redner, dass der Rechtsbegriff der Neutralität auf die Verhältnisse des neutralen Staates gegenüber der militärischen Situation beschränkt sei und es nicht angehe, ihn auch auf das Wirtschaftsgebiet übertragen zu wollen. Die kriegführenden Staaten haben, ohne mit uns im Kriege zu sein, alles getan, was ihnen vom Standpunkt der Kriegführung aus vorteilhaft erschien, und so dürfen auch wir tun, was uns angezeigt scheint vom Standpunkt der Wahrung unserer Friedensinteressen. Es wäre geradezu unmoralisch, wenn man nach Anerkennung einer Völkerbundsorganisation den Friedensbrecher gleich behandeln wollte wie den Rest der Welt. Wie wichtig der Standpunkt, zwischen Neutralität und Neutralitätspolitik zu unterscheiden, ist, ergibt sich schon daraus, dass andernfalls eine Wandlung des Neutralitätsbegriffes angenommen werden müsste. Der Völkerbund wird uns zwingen, uns an der wirtschaftlichen Sperre zu beteiligen.

Herr Bundesrat Calonder kommt dann noch auf die Anerkennung unserer Neutralität zu sprechen, wie sie in Artikel 435 des Friedensvertrages in Verbindung mit Artikel 21 des Völkerbundspaktes ausgesprochen ist und ebenfalls in der Botschaft eingehend zur Darstellung gelangt und betont noch einmal mit allem Nachdruck, dass, wenn wir uns dem Völkerbund anschliessen, wir nur der natürlichen Bestimmung folgen, das freundschaftliche gegenseitige Verständnis zwischen den verschiedenen Rassen und Sprachen zu fördern, während, wenn wir uns abschliessen, unsere internationale Mission für immer ausgespielt und der grosse geschichtliche Moment verpasst ist.

---

3. *Suit un passage sur la législation internationale du travail dans le cadre de la Société des Nations.*

47

E 2200 Paris 1/1551

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. Schreiber,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L

Paris, 18 août 1919

En date du 16 août[1], M. Loucheur, en sa qualité de Président de la Commission européenne des Charbons, a chargé la Légation de transmettre au Gouvernement fédéral le questionnaire ci-joint relatif à la production, à la consommation, aux importations et exportations de charbon en Suisse. M. Loucheur insiste sur l'urgence des renseignements demandés et attacherait beaucoup de prix à recevoir une réponse dans les dix jours. La note ne donne aucune indication au sujet de la composition de la Commission, de son but exact ou de ses moyens d'action.

D'après les communiqués parus dans les journaux et selon les renseignements que nous avons sollicités du Ministère de la Reconstitution Industrielle, la Commission européenne des Charbons a été créée au cours de la dernière session du Conseil Suprême Economique à Londres.

A la séance du 3 août, Sir Auckland Geddes, Président du Board of Trade, avait défini la politique charbonnière du Gouvernement anglais. Une première statistique, établie vers le milieu du mois de juillet, donnait à l'Angleterre une production annuelle de 213 millions de tonnes (ce qui marque déjà une diminution de 37 millions de tonnes sur la moyenne des années antérieures).

Ce chiffre de 213 millions permettait à l'Angleterre de subvenir à tous ses besoins et d'exporter 25 millions de tonnes (dont 9 millions pour la France). En raison des événements récents, cette statistique a dû être révisée; Sir A. Geddes a déclaré qu'il fallait fixer à 183 millions de tonnes seulement la production pour les prochains douze mois. Il en résulte que l'Angleterre devra probablement importer elle-même cinq millions de tonnes.

M. Hoover, de son côté, a présenté un rapport sur la situation charbonnière de l'Europe (Russie et Balkans exclus). Les experts américains ont estimé à 679.500.000 tonnes la production totale de l'Europe en 1913, à 443 millions de tonnes la production probable pour 1919 (diminution de 238.500.000 tonnes, soit 35% du chiffre normal).

M. Hoover a ensuite démontré l'impossibilité pour les Etats-Unis de résoudre à eux seuls le problème (question de fret surtout); en examinant les remèdes possibles, augmentation de la production et organisation de la distribution, l'ancien food-controller des Etats-Unis a préconisé la création d'un organe de contrôle européen chargé de stimuler la production et d'organiser une distribution permettant aux Etats non-producteurs surtout de conserver leur stabilité économique et politique.

---

1. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1551; *la note originale est datée du 14 août.*

Le 5 août, le Conseil Suprême, adoptant les conclusions de M. Hoover, décidait la création d'une Commission européenne des Charbons.

Le 8 août, la Commission se réunissait pour la première fois à Paris, sous la présidence de M. Loucheur. Pour le moment, son activité se borne à des travaux de statistiques; la commission procède à une enquête qui embrasse toute l'Europe et qui lui permettra de se faire une idée juste de la situation charbonnière européenne.

Nous nous permettons d'attirer votre attention sur le chiffre III du questionnaire; la différence entre les chiffres prévus par nos accords et l'importation effective devra naturellement y être mentionnée.

Nous serions, d'autre part, heureux de recevoir les statistiques mensuelles (à partir de 1919) de nos importations en charbons, statistiques autrefois dressées par le Bureau de l'Approvisionnement en Charbons de l'Economie Industrielle de Guerre.[2]

---

2. *Pour la réponse au questionnaire cf. n° 64 annexe.*

48

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, Th. von Sonnenberg, au Chef du Département politique, F. Calonder[1]

RP n° 30 Rome, 19 août 1919

Le Comte Sforza, sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, entré en fonction au moment de mon départ pour la Suisse, n'a pu me recevoir que hier matin. Je l'avais connu à Vienne, et il m'a réservé un fort aimable accueil. Après lui avoir parlé de quelques affaires, auxquelles je tenais à l'intéresser spécialement, la conversation a porté sur les *événements de Hongrie.*

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le télégraphier hier sous le No. 71[2], il envisage le retour (presque certain) du Habsbourg sur le trône de Saint Etienne avec calme. Connaissant le tempérament passionné des Magyars, mon interlocuteur est aussi peu étonné que moi du revirement brusque qui a permis le coup d'Etat du prince royal Joseph. Sous l'ancien régime celui-ci résidait comme représentant du Roi à Budapest; il était toujours très populaire chez les Magyars. Prince de belle prestance, il a acquis auprès de ce peuple batailleur le renom d'un général, sinon toujours heureux, mais très brave et d'un grand entraîneur d'hommes.

Les horreurs et le travail de destruction de Bela Kun et de ses acolytes appelaient une réaction violente et un changement radical de régime. Rien d'étonnant, si les Hongrois passent de la folie criminelle du bolchevisme à la reconstitu-

---

1. *Remarque manuscrite de Lardy en tête du document: «Nicht* in Zirkulation».
2. *Non reproduit.*

tion de la Monarchie. Le Comte Sforza ne s'inquiète nullement de cet événement; il semble même lui apporter de la sympathie. Cette attitude fait contraste avec la presse italienne qui s'affola à la pensée d'une restauration des Habsbourg, car le peuple a encore aussi peur de la dynastie détrônée que les Français de l'Allemagne vaincue.

La situation toute spéciale de la Hongrie n'a évidemment pas été comprise en France, car j'ai appris à Berne par M. Clinchant que son Gouvernement s'était empressé, dès l'avènement du Prince Joseph, de dépêcher de Suisse à Budapest un important meneur socialiste hongrois pour mettre des bâtons dans les roues du nouveau Cabinet! J'ai aussi ouï-dire ici que le Quai d'Orsay tient des agents du même genre en réserve pour le cas où le bolchevisme russe serait renversé par un régime réactionnaire.

Mon interlocuteur connaissant le traditionnalisme magyar, qui croit sincèrement à une «mission de la Hongrie» d'être aujourd'hui (comme jadis contre la poussée musulmane) le boulevard de l'Europe contre l'Orient et le Balkan turbulents, ne s'étonnerait nullement de voir les Magyars tendre la main aux Croates et Slovènes qui, comme on le sait, ne font pas bon ménage avec les Serbes. Le Comte Sforza m'a déclaré estimer qu'il faut enfin *laisser aux peuples leur autodécision,* quant à leur organisation intérieure, vu que c'est le seul moyen de les laisser reprendre l'équilibre et de ramener le calme en Europe.

Le régime constitutionnel que se donnera la Hongrie et la personne du Souverain qu'elle choisira paraissent peu importer à la Consulta. Personnellement je doute un peu qu'on ne rende la couronne de St-Etienne à Charles, le malheureux jeune Monarque étant aussi peu populaire en Hongrie qu'à Vienne. Le Prince-royal Joseph lui-même ou un fils de l'ancien Roi sous la régence du premier, semble donc avoir plus de chance d'être choisi comme souverain.

Pour le moment le grand fait acquis est *l'écroulement du bolchevisme hongrois,* qui aura certainement sa répercussion en Ukraine et en Russie. Les milieux diplomatiques polonais et russes que j'ai eu l'occasion de voir, sont très optimistes à ce sujet. Les derniers importants succès de l'armée anti-bolcheviste russe sont peut-être déjà un effet de la démoralisation causée dans l'armée rouge par les nouvelles de Budapest.

Il faut espérer que ces événements calmeront aussi les éléments subversifs en Suisse. J'ai d'ailleurs profité de ma visite pour parler au sous-secrétaire d'Etat dans le sens de votre télégramme du 12 août No.60[3], en y ajoutant les constatations rassurantes que j'avais faites moi-même en Suisse à ce sujet. J'ai été heureux de constater qu'il a entière confiance dans la fermeté du Gouvernement fédéral et dans le grand bon sens de notre population. Il est évidemment moins enclin que son prédécesseur à croire tout ce que certain rapporteur malveillant, résidant à Berne, peut écrire de défavorable sur la situation intérieure de la Suisse.

J'ajoute pour terminer que le Comte Sforza estime que quand la *Yougoslavie* aura passé «ses maladies d'enfant» et renoncé à une bonne portion de l'impérialisme, qui hante d'ailleurs aussi les autres peuples issus de la guerre, comme les Tchécoslovaques, les Polonais et les Roumains, elle s'entendra très bien avec

---

3. *Cf. n° 39 note 3.*

l'Italie. On peut se demander si cet optimisme est sincère, car la constitution d'une Confédération danubienne entre les pays issus de l'ancienne Monarchie des Habsbourg ne paraît pas être une chose impossible et changerait sensiblement l'équilibre chancelant qu'on essaye d'établir à Paris.

49

EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86

Le Délégué du Conseil fédéral pour les Questions économiques et industrielles, H. Heer, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Betr. Vorbereitungen der Handelsvertragsverhandlungen

Bellikon, 20. August 1919

In meinem Bericht zur Neuorganisation der wirtschaftlichen Vertretung der Schweiz im Auslande[1] habe ich mir erlaubt, die Bildung einer ständigen Exportkommission anzuregen, welche der Handelsabteilung als Beirat zur Verfügung zu stellen wäre.

Ich möchte im folgenden auf diese Frage zurückkommen, um anzuregen, dass in dieser Hinsicht bald etwas vorgekehrt werden möchte.

Wenn während des Kriegs, manchmal von einem Tag auf den andern, Delegationen abgesandt wurden, deren Orientierung infolge der Eile, mit welcher in Verhandlungen dringlicher Natur eingetreten werden musste, notgedrungen eine mangelhafte sein musste, so konnte dies mit den Kriegsverhältnissen entschuldigt werden. Für kommende Verhandlungen sollte solchen ungünstigen Voraussetzungen umso eher begegnet werden, als von Seite der zukünftigen Gegenkontrahenten heute schon energisch vorgearbeitet wird, und die schweizerischen Unterhändler angesichts der Interessen, welche auf dem Spiele stehen, wohl kaum geneigt sein werden, an ihre so überaus verantwortungsvolle Aufgabe unvorbereitet heranzutreten.

Es wird auch an die Möglichkeit zu denken sein, dass gleichzeitig mit mehreren Staaten verhandelt werden muss. Wie dafür die nötige Anzahl gut orientierter Unterhändler gefunden werden soll, gibt Anlass zu Bedenken. Während Frankreich, England, Amerika und Italien in ihren frühern Mitgliedern der Commission Interalliée bei der S.S.S. über die Schweiz vorzüglich orientierte Unterhändler haben werden (Herr Piaton ist als solcher bereits offiziös bezeichnet worden), welche ihrerseits auch jetzt noch ihre Regierungen mit Material für künftige Unterhandlungen versehen und eventuell schon bezeichnete Unterhändler orientieren, besitzt die Schweiz ausser Herrn Nationalrat Frey, Prof. Laur und mir sozusagen keine Persönlichkeiten, welche unser Verhältnis zu

1. *Non reproduit. Sur la question de la représentation des intérêts suisses à l'étranger, cf.* Exposé du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la création de nouvelles Légations de Suisse à l'étranger (du 11 décembre 1919), FF. 1919, vol 5, *pp. 1019–1042; voir aussi n^os 26, 29, 43, 68, 81, 307.*

den verschiedenen Ländern einigermassen überblicken. Aber auch diese drei Personen sind, mit Ausnahme von Herrn Nationalrat Frey, nicht eingehend über die Verhältnisse *in* den Ländern unterrichtet, mit welchen Unterhandlungen zu pflegen sein werden. Dazu fehlt es (mit Ausnahme für England) an der nötigen wissenschaftlichen Berichterstattung seitens der Gesandtschaften. Wenigstens ist mir keine zusammenhängende Arbeit darüber bekannt geworden.

Dieser letztere Mangel kann nun nicht rasch genug behoben werden, um bei Zeiten noch erspriessliche Resultate zu zeitigen. Indessen könnte versucht werden, wenigstens hinsichtlich der zukünftigen Delegationen zu Handelsvertrags-Verhandlungen gewisse Vorkehren zu treffen.

Eine solche erblicke ich in der unverzüglichen Bildung einer Kommission für Aussenhandel oder Exportkommission (commission du commerce extérieur).

Diese Kommission hätte aus 9—11 Mitgliedern zu bestehen. Die Mitglieder derselben hätten sich zu verpflichten, s.Z. als Delegierte für Handelsvertrags-Verhandlungen sich zur Verfügung zu halten. Ausserdem wären sie darauf aufmerksam zu machen, dass sie für die Dauer ihres Mandats ihre Privatinteressen hintansetzen müssten, sobald die Tätigkeit als Mitglied der Aussenhandelkommission ihre Anwesenheit in Sessionen (vorläufig 1 pro Monat, von 2 sich folgenden Tagen) verlangt, oder ihren Aufenthalt im Auslande nötig macht. *[...]*[2]

Sind einmal die Mitglieder der Aussenhandelkommission in obiger Weise *allgemein* orientiert, so hätte die Teilung in Subkommissionen zu erfolgen. In der Tat wird es nötig sein, die zukünftigen Unterhändler nach Ländergruppen einzuteilen, damit es möglich wird, gleichzeitig mit mehr als einem Staat zu unterhandeln. Ich denke etwa an folgende Gruppen:

a) Frankreich, England, Italien (eventuell Amerika) und Spanien.
b) Deutschland, Holland, Deutsch-Österreich, Ungarn, Bulgarien, Griechenland, Türkei.
c) Polen, Tschechoslowakien, Jugoslavien, Skandinavien.

Je nachdem Gruppen von 3 oder 4 Unterhändlern gebildet werden, kommt man auf einen Bestand der Kommission von 9 bis 11 Mitgliedern. Sind die Gruppen einmal gebildet, so hätte jede für sich nun an das Spezialstudium ihres zukünftigen Wirkungskreises heranzutreten. *[...]*[3]

Der Kommission würden von amtswegen die kompetenten Beamten der Bundesbehörden (Handelsabteilung, Ernährungsamt, politisches Departement) angehören.

Über die Konstituierung der Kommission wäre noch zu reden; die Bildung der Kommission könnte dem Vorort übertragen werden, in der Meinung, dass sich das Volkswirtschaftsdepartement die Genehmigung der Nominationen vorbehalten würde.

Ich erlaube mir ausdrücklich zu bemerken, dass diese Kommission für den Aussenhandel nicht etwa zu vergleichen ist mit der für frühere Handelsvertragsverhandlungen vom Bundesrat ernannten Eidg. Expertenkommission, oder mit der Nomination von Kommissären, welche s.Z. mit der Mission betraut wurden,

---

2. *Suit un passage sur la préparation des experts à leurs fonctions.*
3. *H. Heer poursuit avec l'énumération des études spéciales que les groupes d'experts devraient entreprendre.*

an den offiziellen Konferenzen (beispielsweise in Paris) teilzunehmen. Ich erlaube mir, diesbezüglich auf meine Ausführungen im Berichte über die wirtschaftliche Vertretung im Ausland hinzuweisen (Seite 13). Die hier geschilderte Tätigkeit würde nur einen vorübergehenden Teil der Aufgabe der Kommission für den Aussenhandel (Exportkommission) bilden. Aber auch wenn die Frage nicht im Zusammenhang mit dem obgenannten Bericht über die wirtschaftliche Vertretung der Schweiz im Ausland gelöst werden könnte, so scheint es mir notwendig, die Frage zu prüfen, wie die Anzahl der Personen vermehrt werden könnte, welche s.Z. kompetent genug wären, um, en connaissance de cause, Handelsverträge diskutieren zu können. Dies ist der Zweck dieser speziellen Anregung, welche ich mir erlaube, Ihrer ganz besondern Aufmerksamkeit zu empfehlen.

50

E 2001 (B) 8/3

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, à la Commission du Conseil national et du Conseil des Etats pour la Préparation de la Question de l'Entrée de la Suisse dans la Société des Nations

Copie
Discours

Wengen, 20. August 1919

Orientierendes Votum von Herrn Bundesrat Schulthess über die wirtschaftliche Seite der Frage.

Herr Bundesrat Schulthess betont, dass manche Einwendungen gegen den Völkerbund erhoben werden, die nicht zur Befriedigung widerlegt werden können. Er weist hin auf die äusserst schwierige Situation betreffend die Kohlenversorgung. Sowohl der bevorstehende Winter als wohl auch noch der darauffolgende werden in der Kohlenversorgung unangenehme Überraschungen bringen, die nur so gehoben werden können, dass die Mächte, auf die es ankommt, uns entgegenkommen. Wenn wir in den Völkerbund eintreten, werden wir in ein vertragliches Verhältnis zu allen übrigen Staaten der Welt treten, was unsere Beziehungen zu ihnen günstig beeinflussen muss. Der Völkerbund bringt in wirtschaftlicher Hinsicht eine Organisation, in der die Bestrebung zum Ausbau und zur Entwicklung eines internationalen Arbeitsrechts im weitesten Sinne verfolgt werden soll. Und wenn auch ein positives Resultat damit vorderhand noch keineswegs erreicht ist, so sollen doch verschiedene Fragen, wie z.B. die 48 Stunden Woche von der am 29. Oktober in Washington zusammentretenden Arbeiterschutzkonferenz einer Lösung nähergebracht werden. Es ist zu hoffen, dass das Prinzip der 48 Stunden Woche auf einer internationalen Basis tatsächlich der Lösung näher gebracht werden wird, während anderseits allerdings nicht recht einzusehen ist, was auf dem Gebiet der Arbeitslosigkeit erreicht werden kann. Auch ist in keinem Fall zu erwarten, dass die Ergebnisse über das hinausgehen werden, was die Schweiz bereits geschaffen hat oder zu schaffen im Begriffe steht. Dagegen steht das eine jedenfalls fest, dass wir, wenn wir dem Völkerbund

nicht beitreten, von jeder positiven Mitarbeit ausgeschlossen sein werden, und es wäre sicherlich ein merkwürdiges Gefühl, wenn die andern Staaten zur Behandlung dieser Fragen zusammentreten würden, ohne dass wir Gelegenheit hätten, an den Verhandlungen teilzunehmen. Es müsste das die moralische Stellung der Schweiz sowohl nach aussen gegenüber der Welt als auch im Innern gegenüber denjenigen Klassen, die in erster Linie daran interessiert sind, notwendig in empfindlicher Weise schwächen.

Im übrigen muss gesagt werden, dass die wirtschaftlichen Vorschriften des Völkerbundes sehr mager sind. Etwas Positives bietet nur der Artikel 23 und namentlich lit. e, der Bestimmungen vorsieht für die Sicherstellung einer gerechten Behandlung des Handels aller Mitglieder des Völkerbundes. Es ist zu hoffen, dass wir im Falle unseres Beitrittes Unterstützung finden werden in unsern Bemühungen für die Freiheit unserer Verbindungswege und unseres Handels. Gewiss, unser Wegbleiben würde nicht die Folge haben, dass wir nun ohne weiteres abgeschnitten würden, aber wir hätten sicher einen viel schwächeren Standpunkt, wenn wir uns auf unser Recht berufen wollten. Die Wirkung unseres Eintritts wäre also auch hier mehr negativ *[!]*. Der Beitritt bietet uns keine wirkliche Garantie, aber es werden diese Rechte eben als etwas angesehen, das dem Völkerbund sozusagen inhärierend ist, und wo die, die ihm nicht angehören, eben kein Recht haben zu verlangen und Forderungen zu stellen.

Was nun unsern Handel anbetrifft, so kann die Art und Weise wie die Schweiz heute mancherorts behandelt wird, nicht als eine billige empfunden werden. Ich verweise z.B. auf unsern Uhrenexport nach Frankreich. In Frankreich hat eine ausgesprochen protektionistisch-nationalistische Strömung Platz gegriffen, die für unsern Absatz direkt verhängnisvoll werden kann. Man beruft sich dabei allerdings auf die besonderen Bedürfnisse der verwüsteten Gebiete. Wenn man aber die Schwierigkeiten in Betracht zieht, die unserer Maschinenindustrie gemacht werden, so kann man doch nicht sagen, dass das für die verwüsteten Gebiete irgendwie fördernd wäre. Wenn wir beitreten, so bietet uns, wie gesagt, in allen diesen Fragen auch der Artikel 23 lit. e nichts Positives – er ist nur eine Art Programmpunkt – , aber wir können uns doch darauf berufen und eventuell auch andere Regierungen und Länder anrufen. Stehen wir dagegen beiseite, so wird man sagen, ihr habt eine Gelegenheit, euch eine billige Behandlung zu sichern, von der Hand gewiesen, und wir haben weder eine rechtliche, noch auch nur eine moralische Verpflichtung, euch weiter entgegenzukommen als es uns eben passt. Wir würden also jedenfalls eine schlechte Disposition schaffen und allen Strömungen protektionistischer Natur eine Waffe in die Hand drücken. So fürchte ich auch hier wiederum mehr die bösen Folgen des Nichteintretens als dass ich mir grosse Illusionen mache über die Rechte und Vorteile, die uns der Eintritt bringen wird.

Wenn ich noch mit einem Wort von der Bedeutung des Artikels 16 sprechen soll, so ist zu sagen, dass durch den Völkerbund eben ein Band der Treue, ein Gesellschaftsband geschaffen wird, dem wir uns nicht entziehen können. Sowohl unsere Neutralität als die Neutralitätspolitik wird notwendig davon berührt. Wir stehen den Dingen nicht mehr rein unparteiisch gegenüber, sondern haben grossen Staaten und grössern Völkern die Hand gereicht. Das muss sich fühlbar machen in unserm Verhältnis zu den massgebenden Staaten, und schon in Frie-

denszeiten wird unsere Neutralitätspolitik einigermassen davon beeinflusst werden. Wir stehen den Völkerbundstaaten näher als den Staaten, die dem Bund nicht angehören. So erleidet unsere internationale Stellung notwendig eine gewisse Änderung und das macht sich geltend, wenn es zu Exekutionskriegen im Sinne des Völkerbundes kommt. Setzen wir voraus, wir hätten die Pflichten nach Artikel 16 zu übernehmen, so würde uns das zwar nicht verpflichten, den Durchzug von Truppen zu gestatten, aber wir müssten im übrigen die wirtschaftlichen Konsequenzen ziehen und die wären viel weitergehend als alle Massnahmen, die uns bis jetzt je zugemutet worden sind. Es bedeutete den Abbruch der wirtschaftlichen Beziehungen, das Verbot der Auszahlung von Geldern etc. und daraus könnte von dem betroffenen Staat leicht ein casus belli gemacht werden. Es könnte infolge von Repressalien und Gegenrepressalien allerlei schlimme Folgen haben. Andererseits ist denkbar, dass der betreffende Staat selber ein starkes Interesse hätte, keine Konsequenzen zu ziehen. Artikel 16 schafft also eine Situation, die der unter der Herrschaft der alten Neutralitätspolitik durchaus nicht gleicht. Aber wie, wenn Amerika, England und Frankreich als Bedingung der Weiterversorgung Gegenleistungen verlangen? Kann man sich vorstellen, dass sie einen Staat, der nicht beigetreten ist, versorgen und ihm gleichzeitig gegenüber den andern freie Hand lassen. Wir können nicht erwarten, im Falle unseres Nichtbeitrittes, besser behandelt zu werden. Im Gegenteil. Sie werden eben sagen, die Schweiz will auf eigenen Füssen stehen, nun wohl, sie tue es und versuche es. Wir können vernünftigerweise auch nicht sagen, wir treten nicht bei, weil wir ihnen nicht vertrauen und gleichzeitig an das Vertrauen uns festklammern, dass sie uns recht behandeln. Es wäre ja allerdings denkbar, dass wir erst nachträglich dem Bund beitreten; aber dann könnte unsere Stellung weder eine würdige noch eine vorteilhafte sein.

Was wollen unsere Militärs tun, wenn wir keine Lebensmittel und Rohstoffe etc. haben? Ihre ganze Begründung krankt an der Verkennung der wirklich eintretenden Lage. Sie und auch das Volk selbst machen den Fehler zu glauben, dass wir wählen können zwischen einem Völkerbund, wie er präsentiert wird, und dem Zustand wie er bis jetzt war. Eine andere Weltordnung besteht, und eine andere Politik soll nun eingeleitet und durchgeführt werden. Die Völkerbundsmächte werden nicht unsere Wege gehen und nicht von ihrem Programm abgehen. Der Völkerbund kommt, er ist da, und es handelt sich einfach darum, ob wir uns der neuen Situation anpassen wollen oder nicht. Die Schweiz wird eben in einer neuen Lage auch mit einer neuen Politik operieren müssen und nicht mit einer alten Politik in einer neuen Lage operieren können. Die Erhaltung unserer Unabhängigkeit, unserer Einigkeit und staatlichen Struktur muss unser Ziel sein, und wir müssen darum unsere Politik den neuen Verhältnissen anpassen. Ich bin schwer zum Entschlusse gekommen. Ich kann es den Gegnern durchaus nachfühlen. Wir müssen uns vor Selbstübersetzung *[!]* hüten, die Welt wird sich nicht nach uns richten. Es ist ein Gebot der Klugheit und Vernunft, sich anzupassen und nicht gegen den Strom schwimmen zu wollen. Wir bedürfen der Rohstoffe und eines gesicherten Absatzes und brauchen, wenn wir mit den andern marschieren wollen, Sympathie und Vertrauen.

Man mag ja vielleicht wünschen, dass der Völkerbund, wie er geplant ist, nicht zu Stande komme. Aber es ist nicht an uns, ihn zu verhindern. Wir können, was

bis jetzt geworden ist, nicht ungeschehen machen. Er wird eben mit uns oder ohne uns zustande kommen. Man prophezeit ihm eine schlimme Jugend und eventuell ein böses Alter. Dann aber ist es kein grösserer Nachteil, ihm angehört zu haben als ihm fern geblieben zu sein. Es werden Revisionen angeregt werden, die ganze Idee wird in fortwährendem Fluss und stetiger Entwicklung sich befinden. Professor Rappard hat berichtet, dass es vorgesehen sei, dass Österreich mit Abschluss des Friedens, und eventuell in kurzer Zeit auch Deutschland, in den Bund aufgenommen werde! Politisch wie ökonomisch bedeutet es weder für Österreich noch Deutschland einen Nachteil, wenn wir eintreten! Andererseits kann ich immer noch nicht einsehen, wie die Schweiz sich den unangenehmen Überraschungen soll entziehen können, wenn sie nicht eintritt. Wir müssen uns anpassen und mitmachen. Gerade die Rücksicht auf die Industrie und die Arbeiterschaft bewegt mich, mit schwerem Herzen diesen Entschluss zu fassen und energisch zu vertreten. Ich glaube nicht, dass den wirklichen Interessen der Arbeiterschaft gedient würde, wenn wir wegbleiben wollten. Und die Auffassung, dass eine Verwerfung unsererseits für die Urheber des Völkerbunds, so wie er vorliegt, eine Ohrfeige bedeuten und zu einer andern Ordnung der Dinge führen würde, ist sicherlich eine Illusion.

Endlich müssen wir auch unserer internen Situation Rechnung tragen. Ein grosser Teil der Schweiz, speziell die welschen Kantone werden geschlossen für den Eintritt einstehen, und man würde es dort nicht verstehen, wenn wir uns fernhalten würden. Unsere moralische und wirtschaftliche Einheit könnte direkt gefährdet werden. Auch aus innerpolitischen Gründen muss ich darum unsern Beitritt wünschen und angelegentlich empfehlen. Der Kampf wird ein schwerer sein, aber es wird doch noch mancher dazu kommen, aus vollster Überzeugung zu sagen, es muss eben sein. Es ist die wirtschaftliche Notwendigkeit, die sich zur politischen gesellt. Es muss sein, und das Schweizervolk würde einen grossen Fehler begehen, wenn es den Beitritt ablehnen würde. Im Interesse der äussern und der innern Politik und des innern Friedens muss ich den Eintritt befürworten.

51

E 2200 Rom 9/2

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, Th. von Sonnenberg, au Chef du Département politique, F. Calonder[1]

Copie
L Vertraulich

Rom, 22. August 1919

Verschiedene Wahrnehmungen veranlassen mich, Sie darauf aufmerksam zu machen, dass die Gesandtschaft und unsere Konsulate in Italien in eine schwierige Lage kommen können, wenn wir den *Schutz der deutschen Interessen* noch länger ausüben müssen.

Italien hat bekanntlich den Handelsverkehr mit Deutschland schon vor

1. *Remarque manuscrite de Lardy en tête du document:* Réservé.

Wochen freigegeben. Bereits vorher waren deutsche Handelsagenten in privater und offizieller Mission in Italien eifrig tätig.

Hier unterhandeln zur Zeit der deutsche Grosskaufmann Bütow (der während des ganzen Krieges in Italien geblieben ist), unser deutscher Mitarbeiter Dr. Toepke und Redaktor Passarge von der «Vossischen Zeitung» offiziös mit der Regierung über allerlei Fragen, die sich unserer Kontrolle entziehen.

Der Ihrem Departement bekannte Ingenieur der Gasgesellschaft Augsburg, Neef, welcher der bayrischen Gesandtschaft in Bern zugeteilt war und versehen mit einer Vollmacht der deutschen Gesandtschaft in Bern hier eingetroffen war, hat Rom gestern verlassen, nachdem er unter anderm mit dem Handelsminister und Grossindustriellen, Herrn Dante Ferraris, über die Wiederaufnahme der italienisch-deutschen Handelsbeziehungen, die Gründung grosser industrieller Unternehmungen in Piemont mit italienisch-deutschem Kapital und endlich über den Verzicht Italiens auf das ihm laut Friedensvertrag von Versailles zustehende Recht, das deutsche Privateigentum in Italien zu konfiszieren, unterhandelt hat. Herr Neef hat, wie er mir erzählte, und wie übrigens angesichts des Umschwunges der Sympathien zugunsten Deutschlands längst von uns erwartet wurde, ganz beruhigende Zusicherungen erhalten. Deutschland wird Italien unter irgendeiner Form eine Entschädigung von einigen Milliarden zusichern (ob dieses auf deren Bezahlung dringen wird, ist noch nicht sicher). Italien wird aber den deutschen Besitz, der durch die Sequestratore übrigens vielerorts stark abgewirtschaftet ist, freigeben. Es hat sich umso leichter dazu verstanden, als erfahrungsgemäss die Zwangsliquidationen sehr schlechte finanzielle Resultate geben.

Die Handelsbeziehungen werden so rasch als möglich wieder aufgenommen, sobald einige formelle und materielle Schwierigkeiten beseitigt sein werden, über die weiter verhandelt wird.

In Mailand ist ein gewisser Holzach (den Ihre Abteilung sogar mit einem diplomatischen Visum versehen hat) tätig. Er findet, wie jeder deutsche Agent, in Handels- und Industriekreisen die entgegenkommendste Aufnahme.

Wenn man bedenkt wie sehr unsere Landsleute wegen angeblichen «Handels mit dem Feinde», «Disfatismo» und Verdächtigungen aller Art während der Kriegsjahre in ungerechtester Weise in Italien leiden mussten, so kann man sich angesichts dieses Treibens eines peinlichen Gefühls nicht erwehren, denn Italiens Feinde von gestern sind schon seine «ottimi amici» geworden.

Zweck dieses Berichtes ist, Sie darauf aufmerksam zu machen wie schwierig, ja unsern schweizerischen Interessen schädlich es wäre, weiter mit der offiziellen Wahrung der deutschen Interessen betraut zu bleiben, während die Agenten der deutschen Regierung hier offiziös eine umfang- und erfolgreiche, von uns nicht kontrollierbare Tätigkeit entwickeln, die namentlich auf kaufmännischem und industriellem Gebiete mit den schweizerischen Interessen in Konkurrenz tritt.

Von der Abteilung für Schutz fremder Interessen erhalte ich heute Kenntnis von einem Berichte meines Berliner Kollegen vom 9. August, wonach «soweit dort bekannt, die Frage einer diplomatischen Vertretung Deutschlands bei den Ententestaaten bisher noch nicht in Erwägung gezogen worden ist, als nicht die Ententestaaten ihrerseits sich darüber schlüssig geworden sind, wann sie diplomatische Vertreter nach Deutschland zu schicken gedenken.»

Was Italien anbelangt, ist die Nachricht gewiss nicht zutreffend, indem seit Monaten der Gesandte Bordonaro mit allem nötigen Personal (unabhängig von der italienischen Militärmission) die offiziöse Leitung der italienischen Botschaft in Berlin übernommen hat. Die Franzosen haben in Wien den Botschafter Allizé, die Deutschen in Paris den seit der Friedenskonferenz bekannten Baron Lersner als Geschäftsträger. Es ist mir deshalb nicht begreiflich, warum Deutschland nach Italien keinen offiziösen Vertreter sendet, der Herrn Bordonaro in Berlin entsprechen würde.

Man erwartet zwar hier täglich den neuen deutschen Gesandten beim Vatikan, Herrn von Bergen (die preussische Gesandtschaft ist abgeschafft), für den in aller Eile die kaiserliche Villa Falconieri in Frascati eingerichtet wurde. Dieser Gesandte dürfte nach den in Rom bestehenden Usancen kaum auch mit dem Quirinal in Beziehung treten können.

Ich glaube, im Interesse der schweizerischen Sache in Italien Ihnen anheimstellen zu dürfen, in Verbindung mit der Abteilung für Schutz fremder Interessen zu prüfen, wie in Berlin auf die baldige Sendung eines Vertreters Deutschlands gewirkt werden könnte, der uns die deutschen Interessen abnähme.[2]

2. *Pour la réponse du Département politique, cf. n° 71.*

52

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 23 août 1919[1]

2962. Société des Nations. Publication des rapports de la Commission de la défense nationale

Département politique. (Affaires étrangères).
Verbalement

Le chef du Département politique informe le Conseil qu'à la récente session des commissions des Chambres pour le tractandum: Adhésion de la Suisse à la Société des Nations, des membres d'une commission ont demandé la publication des rapports de la Commission de la défense nationale (majorité et minorité)[2] remis à titre de documents confidentiels aux commissions des Chambres.

Après discussion, il est *décidé:*

1. Les deux rapports en question ne seront pas publiés.
2. Le Département politique est autorisé à publier le communiqué suivant:

«Le Conseil fédéral décide de ne pas publier les deux rapports de la Commis-

1. *Etait absent: G. Ador.*
2. *Cf. n° 24 annexes.*

sion de la défense nationale concernant la question de la Ligue des Nations et cela pour les raisons suivantes:

1. Ces rapports étaient destinés au Conseil fédéral et ont été rédigés à titre de documents confidentiels. Ils ne peuvent donc pas, pour des raisons de principe, être publiés. C'est seulement par une grossière indiscrétion que le résultat des délibérations de la Commission de la défense nationale a été prématurément livré à la publicité. Le Conseil fédéral doit, dans le cas présent, s'opposer d'autant plus à la publication de ces documents, que l'un d'entre eux cite des passages isolés de rapports confidentiels et d'opinions exprimées dans les délibérations secrètes des commissions, ce qui, en l'absence d'une connaissance approfondie de tous les éléments de la question, pourrait provoquer des malentendus: livrer au public ces citations serait en tout cas l'équivalent d'un abus de confiance.

2. Les rapports de la Commission de la défense nationale n'ont été remis qu'aux membres des commissions des Chambres fédérales, et cela à titre de documents strictement confidentiels. Leur contenu, sur tous les points importants, a été exposé, de la manière la plus impartiale, dans le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée.[3]

3. Ces rapports contiennent d'ailleurs certaines observations de nature politique, qui ne rentrent pas dans le domaine militaire, et au sujet desquelles le Conseil fédéral n'avait pas provoqué une manifestation d'opinion de la part des instances militaires.

4. Si par un abus de confiance ces rapports devaient tomber dans le domaine public, le Conseil fédéral devrait décliner toute responsabilité à l'égard de leur forme comme de leur fond.»[4]

---

3. *Cf.* FF 1919, vol. IV, *p. 567 ss.*

4. *Dans une lettre du même jour à la Commission de l'Assemblée nationale pour la préparation de la question de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, le Département politique précise: /.../* Parmi les causes qui ont provoqué cette décision, il y a lieu de mentionner en particulier les remarques contenues dans ces documents qui sont de nature à léser les intérêts nationaux de la Suisse vis-à-vis d'autres Etats. */.../.* Il est clair que les membres des commissions peuvent en étudier les arguments et éventuellement les faire leurs, mais sans publier les documents et sans les citer. Nous ajoutons encore que, de l'avis du Conseil fédéral, les membres de la Commission de la défense nationale sont évidemment libres de soutenir publiquement leur opinion personnelle sur toute la question, sous leur responsabilité personnelle. (E 2001 (B) 8/3).

53

E 2001 (B) 2/14

Aide-Mémoire de l'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer

113.T/M Bern, 23. August 1919

Herr Alexander von *Békésy,* ungarischer Ministerialrat, spricht vor und erkundigt sich vertraulich, wie sich die schweizerische Regierung gegenüber einem Gesuche um Vertretung der gegenwärtigen ungarischen Regierung in der

Schweiz stellen würde. Es würde sich nicht darum handeln, eine offizielle Gesandtschaft zu errichten, sondern nur, eine Institution zu schaffen, die in der Lage wäre, den gegenwärtig völlig schutzlosen Ungarn in der Schweiz irgend eine Vertretung zu verschaffen.

Ich antworte hierauf Békésy, dass ich die Frage gerne meinem Chef zur Prüfung unterbreiten werde, dass ich aber befürchte, dass dem Wunsche Herrn Békésys um Gestattung irgend einer Vertretung zur Zeit noch keine Folge gegeben werden könne. Stelle Herrn Békésy eine Antwort in Aussicht.[1]

1. *W. Thurnheer a ajouté de sa main:* Konferenz ist der Ansicht, dass man keine Vertretung haben könne und am besten mit einer Antwort zuwarte. Falls B. selbst vorspreche, wäre ihm ablehnend zu antworten. 24.8.19. W. Th.

54

E 2001 (D) c 1/1910–1919

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

RP 111 My — Berne, 23 août 1919

Les commissions des deux Chambres se sont réunies cette semaine à Wengen pour discuter le Message du Conseil fédéral concernant la *Ligue des Nations.*[1] M. Calonder[2] a assisté à toutes les séances et M. Schulthess[3] à quelques-unes d'entre elles. Il est d'ores et déjà indubitable qu'une très forte majorité des deux commissions parlementaires se prononcera en faveur de l'adhésion de la Suisse à la Ligue. Toutefois les membres des commissions ont estimé qu'il leur était nécessaire d'avoir un peu plus de temps pour étudier les très nombreux documents qui ont été mis à leur disposition. Ils ont en conséquence prié le Conseil fédéral de renvoyer la convocation des Chambres au 22 septembre, en insistant sur le fait que la question devra être traitée et liquidée par les deux Conseils au cours de la session qui s'ouvrira le 22 septembre. Le Conseil fédéral prendra aujourd'hui une décision concernant ce renvoi.[4]

Les délégués du *Vorarlberg*[5] attendent depuis une semaine à Berne le visa français de leurs passeports. L'Ambassade de France, à laquelle le Département a demandé si vraiment le visa n'était pas encore accordé, assure avoir télégraphié trois fois déjà et avoir fait son possible pour hâter les choses. Les délégués du Vorarlberg ont télégraphié deux fois directement à M. Dutasta; ils ont également télégraphié directement aux représentants de l'Angleterre, de l'Italie et des

1. *Cf.* FF 1919, vol. IV, *pp. 567 ss.*
2. *Pour les interventions de Calonder cf. n° 46.*
3. *Pour la prise de position de Schulthess, cf. n° 50.*
4. *Cf.* E 1004 1/272, *n°* 2961; *dans cette séance, le Conseil fédéral décide que la session des Chambres soit ajournée au 15 septembre.*
5. *Cf. n°s 45, 58, 73.*

Etats-Unis à la Conférence de Paris, et ils ont prié les Légations de ces Puissances à Berne de communiquer, elles aussi, à leurs représentants à Paris, le texte du télégramme des Vorarlbergeois à Clemenceau.[6] M. Neubner a fait, dans le «Bund» du 21 août, un exposé de la situation du point de vue Vorarlbergeois.[7]

Les journaux suisses continuent à parler chaque jour de la question du Vorarlberg et le mouvement en faveur de l'agrégation de cette région se développe. Si quelques journaux, surtout en Suisse romande, maintiennent une opposition irréductible, d'autres se rallient peu à peu à l'idée d'un rattachement plus ou moins complet. C'est ainsi que la «Gazette de Lausanne», qui figurait jusqu'ici parmi les adversaires irréconciliables, suggère maintenant une période d'épreuve, pendant laquelle le Vorarlberg, sans devenir immédiatement un canton, entrerait avec la Suisse dans des relations particulièrement étroites. Le point de vue d'une période de transition gagne du terrain en Suisse et, si les difficultés internationales se trouvent aplanies, c'est cette manière de voir qui paraît devoir concilier les différentes tendances de l'opinion publique en Suisse.

Il nous arrive très peu d'échos du sentiment qui règne à l'étranger à l'égard de cette question, qui paraît y être ignorée, volontairement ou non.
[...][8]

6. *Cf. n° 45.*
7. *Pour les textes mentionnés cf.* E 2001 (B) 3/9.
8. *Suivent des informations sur divers pays.*

55

EVD KW Zentrale 1914–1918/24–25

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L n° 5548a.
Kohlenversorgung

Bern, 25. August 1919

Am 18. d.M.[1] sahen wir uns veranlasst, Sie telegraphisch zu ersuchen, bei der französischen Regierung darauf hinzuweisen, dass die französischen Kohlenlieferungen aus dem Saarbezirk durchaus ungenügende sind und dem Abkommen vom 25. März 1919[2] keineswegs entsprechen. Wir ersuchten Sie, gegen diese Vertragsverletzung energisch zu protestieren.

In der Tat hat Frankreich trotz immer wieder erfolgter Zusicherungen schon seit längerer Zeit die versprochene Kohlenmenge von 60'000 Tonnen monatlich bei weitem nicht geliefert. Statt 60'000 Tonnen haben wir im Monat Juni ca. 35'000 Tonnen, im Monat Juli sogar nur ca. 30'000 Tonnen erhalten. Aller Voraussicht nach werden die August-Eingänge noch bedeutend hinter diesen Ziffern zurückbleiben, indem in den letzten Tagen die Zufuhren aus der Saar ganz

1. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1551.
2. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*

bedenklich zurückgegangen sind. Wir bitten Sie deshalb eindringlich, nichts unterlassen zu wollen, um die französische Regierung auf diese unhaltbare Situation aufmerksam zu machen und sie zur uneingeschränkten Vertragserfüllung zu bewegen.[3] Zu Ihrer allgemeinen Orientierung fügen wir noch Folgendes bei:

Die Aussichten für die Kohlenversorgung unseres Landes in der kommenden Heizperiode sind schlimmer als je. Wir glaubten zuversichtlich, darauf rechnen zu können, von Belgien monatlich ca. 100'000 Tonnen zu erhalten. Wie Sie wissen, hat die belgische Regierung kürzlich die Ausfuhr von Kohle vollständig untersagt.[4] Sie macht einzig eine Ausnahme zugunsten Frankreichs, welches Land monatlich 350'000 Tonnen erhält. Wir stehen allerdings gegenwärtig mit Belgien in Unterhandlung, können aber im günstigsten Falle und unter sehr lästigen Bedingungen auf ein Monatsquantum von 20 bis 30'000 Tonnen rechnen. Was ein Ausfall von monatlich 70 bis 80'000 Tonnen für unser Land bedeutet, liegt auf der Hand. Umsomehr sind wir genötigt, die äussersten Anstrengungen zu machen, von unsern übrigen Kohlenlieferanten strikte Vertragserfüllung zu verlangen. Hier fällt eben vor allem aus Frankreich in Betracht.

Die Bezüge aus England sind sehr bescheiden und belaufen sich auf monatlich nur ca. 25'000 Tonnen. Sie werden bald gänzlich aufhören, da während den Wintermonaten englische Kohlen überhaupt nicht erhältlich sind. In Amerika haben wir zwar bedeutende Abschlüsse gemacht, die auch ziemlich regelmässig zur Lieferung kommen. Allein, die amerikanische Kohle ist ausserordentlich teuer, eignet sich nur für bestimmte Zwecke und ist infolge der grossen Transportschwierigkeiten immer bis zu einem gewissen Grade unsicher.

Zu besondern Bemerkungen gibt uns noch der Bezug von Ruhrkohle Veranlassung. Wir haben mit der deutschen Regierung ein Abkommen getroffen, wonach uns monatlich 50'000 Tonnen Ruhrkohle und 12'000 Tonnen Braunkohlenbriketts zu liefern sind.

Die effektiven Eingänge sind jedoch, namentlich was die Ruhrkohle anbelangt, weit hinter diesen Ziffern zurückgeblieben, indem wir beispielsweise im Juli nur ca. 19'000 Tonnen Ruhrkohle erhalten haben. An eindringlichen Vorstellungen bei den deutschen Behörden haben wir es nicht fehlen lassen. Wir sahen uns veranlasst, durch beträchtliche Reduktion unserer Lebensmittellieferungen zu versuchen, den nötigen Druck auszuüben. Allein, Deutschland antwortet, es sei ihm einfach unmöglich, der Schweiz mehr zu liefern, da — abgesehen von dem grossen Produktionsausfall — seine Lieferungsverpflichtungen gegenüber Frankreich die geförderten Mengen fast vollständig beanspruchen. Wir möchten Sie nun bitten, bei der französischen Regierung auch in dem Sinne

---

3. *Dans une lettre du 25 août, le Ministre Dunant résume un entretien au Ministère de la Reconstitution Industrielle au sujet du charbon de la Sarre: [...]* M. Cahen nous a déclaré que, d'après les derniers rapports reçus de la Sarre, la production serait largement suffisante pour permettre aux trains suisses d'emporter leurs 60.000 tonnes. La difficulté, selon lui, doit résulter de l'acheminement irrégulier de notre matériel, soit que des wagons soient détournés de leur destination, soit qu'ils restent en souffrance sur un point quelconque du parcours. *[...]* (E 2200 Paris 1/1551).

4. *Cf. n° 28.*

vorstellig zu werden,[5] dass Frankreich seine Ansprüche auf Ruhrkohle zugunsten der Schweiz etwas ermässigt. Diese Zumutung lässt sich nicht nur damit rechtfertigen, dass die Schweiz einer grossen Kohlenkalamität entgegengeht, sondern namentlich auch damit, dass diese Kalamität nicht zum kleinsten Teile darauf zurückzuführen ist, dass Frankreich uns gegenüber seine Verpflichtungen in so ausserordentlich ungenügender Weise erfüllt hat.

Entgegen den Erwartungen, die wir noch vor einigen Monaten hegen konnten, ist die Frage der Kohlenversorgung gegenwärtig wieder zu einem der allerschwierigsten Probleme für unser Land geworden. Wir möchten Sie also dringend ersuchen, im angedeuteten Sinne Ihr möglichstes zu tun, dass der Schweiz eine Kohlenkatastrophe erspart bleibt.

5. *Cf. n° 65.*

56

E 2300 London, Archiv-Nr. 13

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 395 Londres, 26 août 1919

J'ai l'honneur de vous accuser réception de vos dépêches politiques des 12 et 18 août, lll My. et lll T/M[1], du contenu desquelles j'ai pris connaissance avec un vif intérêt.

En ce qui concerne la question du *rattachement du Vorarlberg à la Suisse,* que j'estime être d'une très grande importance politique pour nous, je crois devoir faire remarquer que la presse anglaise, tant que j'ai pu la suivre, est absolument muette à ce sujet.

Aucun homme d'Etat britannique ne m'en a parlé et, selon vos instructions, je me suis tenu sur la réserve.

«The Westminster Gazette» de samedi, «The Observer» de dimanche et «The Times» d'hier lundi ayant publié les télégrammes de Paris dont vous trouverez les textes ci-inclus[2] et d'après lesquels le bruit circulerait en France que le *siège de la Société des Nations* serait enlevé à Genève et fixé à Bruxelles, j'ai cru devoir demander à Sir Eric Drummond s'il y avait le moindre fondement officiel à cette rumeur. Mon interlocuteur n'hésita pas à répondre négativement, en faisant ressentir qu'il s'agissait là d'intrigues dont la source ne devait pas nous être inconnue. Il ajouta spontanément que les dispositions de la majorité des Puissances restaient favorables au maintien de Genève comme siège de l'administration de la Société des Nations, car ces Puissances estimaient qu'il était essentiel pour le bon fonctionnement de la Ligue qu'elle soit administrée dans un pays qui était resté neutre lors de la dernière guerre, l'influence des milieux étant indispensable

1. *Non reproduits, cf.* E 2001 (D) c 1/1910–1919.
2. *Non reproduits.*

au développement de la Société et au ralliement à elle des Puissances qui lui étaient encore étrangères.

Sir Eric Drummond pense que le meilleur moyen dont nous disposons pour faire cesser la campagne dirigée contre nous pour nous priver du siège de la Société serait que la Confédération pût déclarer le plus tôt possible son adhésion à la Ligue, en faisant observer que le vote populaire devait encore sanctionner cette mesure. Il faudrait éviter le mot «réserve», quoiqu'il ne saurait s'agir d'une restriction telle qu'elle est exclue par le Pacte de la Société.

Sir Eric me dit qu'il avait lieu d'admettre que le Japon ratifierait le Traité de Paix, y compris le Pacte, au courant de ce mois. Le Gouvernement japonais attendait seulement l'arrivée à Tokyo du document authentique et ce document doit lui être parvenu hier ou avant-hier.

Quant aux Etats-Unis d'Amérique, c'est l'incertitude. Personne ne peut savoir quelle tournure prendront les choses et il est bien possible que la convocation de la séance constitutive de la Ligue, qui devait avoir lieu à Washington cet automne, devra être renvoyée, car l'invitation à la réunion ne saurait se faire avant la ratification par les Etats-Unis et, à partir de ce moment, deux mois au moins devront s'écouler avant que les délégués puissent arriver en Amérique. *[...]*[3]

---

3. *Ont été supprimés des passages sur la censure, un discours de Lloyd George, les élections, la représentation anglaise à Bruxelles, le service aérien et l'Irlande.*

57

E 7800 1/115

Le Secrétaire général du Département de l'Economie publique, W. Stucki, aux Légations et Consulats de Suisse

Circ K.96. Bern, 29. August 1919

MASSNAHMEN GEGEN DIE WIRTSCHAFTLICHE ÜBERFREMDUNG DER SCHWEIZ

Veranlasst durch den Wunsch einiger Gesandtschaften und Konsulate, sie möchten angesichts verschiedener Veröffentlichungen in der Presse des In- und Auslandes über eine zunehmende wirtschaftliche Überfremdung der Schweiz – namentlich von Seiten Deutschlands – in Stand gesetzt werden, diesen Behauptungen gegenüber auf die Massnahmen hinzuweisen, die zur Bekämpfung einer solchen Gefahr ergriffen wurden, teilen wir Ihnen folgendes mit:

Schon zu Beginn des Jahres 1918 hat, im Einverständnis mit dem eidgen. Volkswirtschaftsdepartement sowie mit dem Justiz- und Polizeidepartement, der Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins eine aus hervorragenden Vertretern der Industrie, des Handels, des Bank- und Versicherungswesens und der Wissenschaft bestehende Kommission eingesetzt und diese –

unter Zuzug von Delegierten der Behörden – mit der Prüfung der Frage beauftragt, welche Massnahmen sich als notwendig erweisen, um der Gefahr einer wirtschaftlichen Überfremdung der Schweiz zu begegnen. Das Problem wurde in sehr zahlreichen Sitzungen, die sich auf den Zeitraum von über einem Jahr erstreckten, durchberaten; dabei gelangte die Kommission dazu, dem Bundesrat Massnahmen vorzuschlagen und gleichzeitig ausgearbeitete Vorlagen zu unterbreiten hinsichtlich einer gesetzlichen Regelung betr. Ursprungsausweise[1], einer Revision des Firmenrechts[2] sowie einer solchen des Gesellschaftsrechts[3]. Die beiden ersten Entwürfe wurden sozusagen unverändert angenommen, der dritte nach Ausscheidung der Bestimmungen, die nicht direkt mit der wirtschaftlichen Überfremdung in Zusammenhang stehen, und alle drei Vorlagen vom Bundesrat – mit Ausnahme des Entwurfs betr. Revision des Firmenrechts, für dessen Ausgestaltung mit Gesetzeskraft das Obligationenrecht die nötige Grundlage bot – auf Grund der ausserordentlichen Vollmachten zu Gesetzen (recte: Notverordnungen) erhoben. Zu ihrer Begründung und in Bezug auf ihren Inhalt sei zusammenfassend kurz das Folgende gesagt. Über alles Nähere geben am besten die Erlasse selbst den gewünschten Aufschluss.
[...][4]

1. *Cf.* E1004 1/268 *n°* 2540.
2. *Cf.* E 1004 1/269 *n°* 3767 *et* FF 1918, vol.V, *p. 636 et* RO 1919, Tome 34, *pp. 1262–1267.*
3. *Cf.* E 1004 1/272 *n°* 2470 *et* RO 1919, Tome 35, *pp. 533–538.*
4. *Suit un long exposé sur les certificats d'origine, et sur la révision du droit des sociétés, c'est-à-dire sur les finalités et la portée des arrêtés du Conseil fédéral du 8 juillet et du 30 août 1919.*

58

E 2001 (D) c 1/1910–1919

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
RP III My

Berne, 30 août 1919

M. Ritter, Ministre de Suisse à La Haye, a donné sa démission, que le Conseil fédéral a acceptée avec remerciements pour les services rendus.

La question de la *création de nouvelles Légations*[1] et de la réforme du service diplomatique et consulaire n'a pas encore été traitée à fond par le Conseil fédéral. La plupart de ses membres sont absents et c'est seulement lorsque le Conseil sera au complet que ces importantes affaires seront traitées. Il serait donc prématuré de faire des conjectures ou des commentaires au sujet de l'attitude du Conseil fédéral ou des départements intéressés. Le point de vue du Département politique est qu'il est important et urgent de créer des Légations dans les pays scandinaves, en Pologne, en Serbie, qu'il serait utile d'en créer aussi à Prague et à

1. *A ce sujet, cf. n°s 26, 29, 43, 68, 81, 307 et* FF 1919, vol.V, *pp. 1019–1042*

Athènes et que des Consulats généraux sont indiqués à Constantinople, à Shanghaï et au Caire. Les intérêts de nos nationaux, les questions politiques, le trafic ne sauraient être laissés plus longtemps dans l'abandon où ils se trouvent.

En attendant, le Conseil fédéral a décidé, comme vous le savez, d'envoyer à Varsovie *M. Junod,* ancien Ministre-résident à Pétrograde.[2] Sa tâche consistera à entrer en relations avec le Gouvernement polonais au sujet des matières qui intéressent la Suisse: c'est une prise de contact et il ne s'agit là que d'une mission temporaire.

La question de savoir si M. Junod recevra une mission analogue à Prague ou si une autre combinaison sera adoptée n'est pas encore tranchée d'une manière définitive.

Les journaux ont reproduit une nouvelle tendancieuse du «New York Herald», d'après laquelle le siège de la *Ligue des Nations* devrait être transféré de Genève à Bruxelles.[3] Tous les renseignements que nous avons recueillis concordent à décrire ce canard comme une des nombreuses tentatives belges en faveur de Bruxelles. Il n'y a rien d'exact dans ce racontar. La majorité des Puissances continue à se prononcer en faveur de Genève. Elles estiment qu'il est essentiel pour le bon fonctionnement de la Ligue qu'elle soit administrée dans un pays resté neutre lors de la dernière guerre, l'influence d'un pareil milieu étant indispensable au développement de la Société.

Dans le «Corriere della Sera», M. Luzzatti a écrit un long article hier pour protester contre le choix de Genève, en déclarant que c'est une des fautes de l'ancien Gouvernement de n'avoir pas voté pour Bruxelles, qui seule mérite de posséder le siège de la Ligue. Ce n'est pas la première fois que M. Luzzatti se retourne contre nous.

Vous aurez lu dans les journaux le communiqué du Conseil fédéral au sujet de la publication des documents secrets, relatifs à la Ligue des Nations.[4] Ce communiqué a été fortement défiguré dans sa rédaction française que l'agence télégraphique a mal transmise. Le Conseil fédéral s'oppose à la publication des rapports secrets de nos autorités militaires, qui contiennent des observations qu'il n'est pas désirable de livrer au public. Grâce à l'attitude nette du Conseil fédéral, aucune indiscrétion n'a été commise jusqu'ici et la presse n'a pas publié ces rapports, dont les membres des commissions parlementaires ont seuls eu connaissance.

Les délégués du *Vorarlberg*[5] n'ont pas encore reçu leurs passeports. Nous les avions recommandés à l'Ambassade de France par une petite note verbale; nous avons ensuite fait demander oralement à l'Ambassade si les passeports n'étaient pas encore accordés et nous avons, il y a trois jours, chargé notre Légation de faire la même demande à Paris.

A teneur de renseignements confidentiels, le traité avec l'Autriche paraît prévoir une procédure et une instance qui statuerait sur la demande du Vorarlberg d'être rattaché à la Suisse. Nous avons chargé notre Légation à Paris de rappeler

---

2. *Cf. n° 38, annexe.*
3. *Pour cette question cf. aussi n° 56.*
4. *Cf. n° 52.*
5. *A ce sujet, cf. aussi n^os 45, 54, 58 et* E 2001 (B) 3/9.

à M. Dutasta que, par notre constitution, une réunion du Vorarlberg à la Suisse ne pourrait se faire que sur la base d'un vote du peuple et des cantons, de sorte qu'une décision du Traité de Paix ne saurait préjuger la décision de la Suisse. Nous avons ajouté qu'aucune autorité fédérale n'avait encore pu prendre une position officielle, de sorte que la question restait ouverte. Enfin, nous avons chargé notre Légation de faire savoir à Paris qu'à notre avis il serait juste que le Traité de Paix reconnût expressément le droit de libre disposition du Vorarlberg.

Depuis lors, nous n'avons plus reçu de nouvelles de Paris: d'après les journaux, le Traité serait remis demain à M. Renner.

Entre temps, les délégués du Vorarlberg se démènent à Berne. Ne recevant pas leurs passeports, ils ont adressé à M. Clemenceau, le 27 août, un nouveau télégramme, dans lequel ils demandent l'insertion, dans le texte du Traité de Paix, du passage suivant: «Les parties contractantes reconnaissent l'indépendance du Vorarlberg dans le sens des résolutions prises par son Landtag, et lui concèdent le droit de faire usage à son gré du principe de libre disposition. Sous réserve de cette reconnaissance, une convention ultérieure réglera les rapports du Vorarlberg vis-à-vis de la république autrichienne.» La Légation d'Amérique, qui montre beaucoup de bienveillance à nos amis vorarlbergeois, a communiqué ce texte à M. Wilson, et à Paris, ainsi que les autres documents émanant de MM. Neubner et Pirker.

Ces deux malheureux sont dans une situation assez difficile. Ils dépensent ce qui, pour qui connaît les mœurs des paysans du Vorarlberg, représente un argent fou, et n'ont jusqu'ici rien à rapporter à leurs commettants. On paraît trouver au Vorarlberg qu'ils s'aplatissent un peu trop devant M. Clemenceau, mais ils ont l'impression que le succès de leur entreprise vaut bien quelques courbettes. Enfin le parti pangermaniste expoite à fond la situation et mène une campagne féroce contre les deux délégués qu'il voudrait voir pendre pour haute trahison à leur retour à Bregenz! La campagne des pangermanistes n'est pas destinée à l'usage interne, car elle fait rire les Vorarlbergeois; elle est destinée à la consommation suisse. Les pangermanistes essayent en effet par tous les moyens de persuader l'opposition suisse qu'en incorporant le Vorarlberg nous introduirions dans notre sein des irrédentistes allemands. Cette méthode a un certain succès, bien qu'elle soit cousue de fil blanc, car les pangermanistes de Bregenz ne sont pas des Vorarlbergeois, mais des Allemands qui secoueraient la poussière de leurs pieds sur le Ländle, dès qu'ils n'auraient plus l'espoir de l'annexer. Cette propagande, si elle est connue dans l'Entente, ne pourra qu'encourager les Puissances à favoriser le rattachement du Vorarlberg à la Suisse, dans la crainte de le voir tomber entre les mains du Schwaben Kapitel.

[...].

La situation de la Suisse, en ce qui concerne la *législation sur la navigation aérienne* est la suivante: nous vivons en régime provisoire, sur la base des pleins pouvoirs du Conseil fédéral. Un article constitutionnel est en préparation, pour donner à la Confédération les compétences nécessaires à l'élaboration d'une loi sur la navigation aérienne qui ne pourra toutefois entrer en vigueur qu'à la fin de 1920 au plus tôt. Le Département militaire a ordonné en conséquence à titre provisoire que des avions étrangers ne pourraient voler dans l'espace aérien suisse qu'avec une autorisation spéciale; il a réglé la législation aérienne par une ordon-

nance temporaire et a ensuite désigné une Commission pour la préparation d'un projet de droit aérien suisse. Cette Commission a élaboré des propositions qui seront probablement adoptées et mises en vigueur à titre provisoire.

Entre temps, la Grande-Bretagne et la France ont conclu un accord temporaire sur la navigation aérienne entre les deux Etats. Cet accord restera en vigueur jusqu'à la conclusion du Pacte International aérien, dont le projet a été préparé à Paris. Nous ne connaissons pas officiellement le texte du projet de Pacte International, mais nous avons réussi à nous le procurer à titre strictement confidentiel. Il concorde, dans ses grandes lignes, avec l'accord franco-anglais. La souveraineté des Etats sur leur espace aérien y est officiellement reconnue, mais la liberté de la navigation aérienne civile et inoffensive est expressément stipulée, dans les limites des lois nationales.

La Légation d'Angleterre à Berne nous a suggéré de conclure avec son Gouvernement un arrangement provisoire sur la base de l'accord anglo-français, et la France nous a fait des propositions analogues. Nous avons soumis l'affaire au Département militaire et il est probable que le désir de nos voisins sera pris en considération. Nos efforts tendront à réserver aux Suisses la navigation aérienne à l'intérieur du pays, afin d'éviter que notre jeune aviation ne soit immédiatement étouffée par la concurrence étrangère. D'autre part, il faut ouvrir la porte à la navigation internationale à l'entrée et à la sortie de la Suisse, et il faut régler la question du survol de la Suisse sans atterrissage. Nous avons un intérêt à ce que les grandes lignes de navigation aérienne que l'on est en train de créer n'évitent pas notre pays.

[...][6]

P. S. 1er Septembre 1919. — En ce qui concerne le Vorarlberg, nous avons reçu, ce matin, une série de nouvelles.

Notre première information fut que la Conférence avait décidé de ne pas inscrire, dans le texte du Traité de Paix, de clause à l'égard du Vorarlberg, et cela d'une part parce que l'opposition de l'Autriche était si forte que l'on craignait qu'elle ne refusât de signer, d'autre part parce que la Suisse n'avait pas pris de position officielle et enfin par ce que le Vorarlberg pourrait toujours s'adresser à la Ligue des Nations.

Nous avons télégraphié à M. Dunant d'insister auprès de M. Dutasta pour qu'au moins le droit du Vorarlberg d'en appeler à la Ligue des Nations fût consigné dans le texte du Traité de Paix.

Nous avons ensuite lu dans le «Corriere della Sera», que la commission territoriale avait bel et bien proposé l'introduction dans le Traité d'une clause, par laquelle l'Autriche s'engageait à consentir à l'union du Vorarlberg avec la Suisse, si celle-ci en faisait la requête formelle, et après que la Ligue des Nations aurait exprimé un avis favorable. Ce journal ajoutait que le Conseil Suprême n'avait pas accepté cette transaction.

Enfin, nous avons appris que c'était M. Tittoni qui aurait empêché cette combinaison, en déclarant que l'équilibre intérieur des nationalités serait dérangé en Suisse et qu'une Suisse prussianisée pourrait devenir un danger pour l'Italie.

---

6. *Suivent des informations sur l'Allemagne, sur l'Angleterre et sur l'Espagne.*

Nous avons chargé nos Légations à Paris et à Rome[7] d'expliquer la situation à M. Tittoni et de lui faire comprendre qu'il était de l'intérêt de l'Italie et de la Suisse comme de la France d'insérer dans le Traité de Paix une clause réservant l'avenir du Vorarlberg. Nous ignorons le sort qui sera réservé à nos démarches. Si la situation reste telle qu'elle nous est décrite, aujourd'hui, il ne restera d'autre alternative au Vorarlberg que de s'adresser à la Ligue des Nations, ainsi que M. Tardieu l'exposa à la Conférence, qui acquiesça. La situation est donc fort peu encourageante pour cette population.

7. *Cf. n° 60.*

59

E 2200 Washington 11/12

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 80 *Washington,* September 1, 1919

Ai présenté ce jour au Président en audience personnelle médaille Etats-Unis avec allocution suivante:

Mr. President, The Comité de la Médaille des Etats-Unis has bestowed upon me the great honor of presenting to you and to the people of the United States on its behalf and through its intermediary on behalf of the Swiss people whose response to the call of the Comité has been spontaneous and sincere in all parts of the country, a medal, commemorating the friendly and generous assistance extended to Switzerland by the Government and the people of the United States in the dark days of menacing need. The address which I am requested to deliver is embodied in a special document[1], accompanying the medal and reads as follows: Suit lecture texte adresse Comité suivie par terminaison suivante:

I do not feel that the eloquent simplicity of these words needs any further interpretation on my part. May I only be permitted to add that on no occasion can the heart of the interpreter be more in harmony with the feelings of those he has the privilege of expressing than in this instance, where I deeply feel the gratitude for all the good will and friendship you, Mr. President, your Government and the people of the United States have shown during these trying times to my country and to me personally and its representative.

Président a répondu comme suit: Mr. Minister, this graceful and thoughtful act on the part of the people of Switzerland in sending to my fellow countrymen and to me this beautiful token of their appreciation of the assistance the American people were able to render during those dark and troublous days of nineteeneighteen touches me greatly.

Our hearts went out to Switzerland, suffering because of the stress of war

1. *Reproduit en annexe au présent document.*

which beset her on all sides, and I assure you it was alike a privilege and a most pleasant duty to share the necessaries of life with our less fortunate brothers beyond the seas.

The cruel war just ended has left death and ruin in its wake and great and searing scars that only time can heal, but above all this there is the inspiring lesson we have learned, that prosperity can come only through a peaceful unity of purpose with the high ideal of fraternal friendship. To this great cause the United States has pledged its support and you may be sure that we will be ever ready to fulfill it.

I beg of you, Mr. Minister, to convey to the gentlemen who address me the sentiments of good will which I express on behalf of the people of the United States to the Swiss Nation and to say that this thoughtful courtesy will be made known to all, that each and every one in the United States may accept this tribute from a friendly power joined with us in a steadfast purpose for the good of humanity and the betterment of the world.

ANNEXE

Le Comité de la Médaille des Etats-Unis, Genève, au Président des Etats-Unis d'Amérique, W. Wilson

Copie
L

Genève, juin 1919

Au cours de l'année 1918, alors que la Suisse voyait approcher le moment des restrictions extrêmes, le Gouvernement des Etats-Unis lui a tendu une main secourable en facilitant son ravitaillement.

Ce geste généreux d'une grande nation amie n'a pas été oublié des familles suisses; elles ont tenu à en perpétuer le souvenir par une médaille qui vous est offerte aujourd'hui, à vous, Monsieur le Président, et au Peuple des Etats-Unis.

Des milliers de personnes de toutes les parties de la Suisse ont eu à cœur de concourir à la frappe de cette médaille qui, à leurs yeux, est avant tout un symbole.

Cet aigle américain qui franchit l'océan, tenant en ses serres quelques-uns des épis dont le grain doit nourrir tout un peuple lointain, est aussi le symbole de l'esprit nouveau qui groupera un jour les nations de la terre en une seule famille. Elle apporte à l'Europe une grande espérance qui est celle du monde entier.

Que cette médaille, humble présent d'un petit pays aux antiques traditions de liberté, soit pour les Etats-Unis et pour vous, Monsieur le Président, un souvenir de ce que vous avez fait pour la Suisse, et de ce que vous cherchez à faire pour l'humanité.

Le Comité d'initiative:

Eug. Demole, président, Maurice Dunant, secrétaire, Henry Fatio, trésorier, Ch. Borgeaud, E. Goegg, Wm. E. Rappard, Paul Pictet, Horace Micheli.

60

E 2001 (B) 3/9

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Paris

Copie d'expédition
T n° 19

Bern, 1. September 1919, 18 h
(*Ankunft:* 2. September)

Wir bestätigen das Ihnen heute vormittag gesandte Telegramm[1] betr. Vorarlberg und fügen bei, dass es wahrscheinlich Tittoni ist, der die Einrückung der Klausel in den Vertrag verhinderte. Er hätte die Tatsache angeführt, dass das Gleichgewicht unter den Nationalitäten in der Schweiz gestört würde, und dass eine preussisch gewordene Schweiz für Italien eine Gefahr wäre. Da uns daran gelegen ist, jegliches Missverständnis mit Italien zu vermeiden, bitten wir Sie, sich sofort zu Herrn Tittoni, oder wenn dieser abwesend, zu seinem Stellvertreter zu begeben und ihm zu erklären, dass es gerade der Wunsch ist, einen in die Schweiz getriebenen deutschen Keil zu vermeiden, der einen ziemlich grossen Teil unserer Bevölkerung veranlasst, die Anerkennung des Selbstbestimmungsrechtes zugunsten Vorarlbergs zu wünschen. Es liegt im gemeinschaftlichen Interesse Frankreichs, Italiens und der Schweiz, diesen deutschen Keil in der Flanke der Schweiz zu vermeiden, und eine abweichende Haltung Italiens könnte man nicht verstehen. Im gemeinschaftlichen Interesse der Schweiz und Italiens wäre die Einrückung einer Klausel, die das Schicksal Vorarlbergs vorbehält, in den Friedensvertrag wünschbar, und wir sind überzeugt, dass Tittoni unsere Beweggründe anerkennen wird.[2]

Eine wohlwollende Haltung Italiens würde in der Schweiz einen ausgezeichneten Eindruck machen und würde den Schlussentscheid in keiner Hinsicht gefährden. Wir sind die ersten, denselben vorbehalten zu wünschen. Wir bitten Sie, uns auf dem laufenden zu halten.[3]

---

1. *Ce télégramme n° 18 expédié de Berne à 11 h disait:* Wollen Sie bei Dutasta darauf dringen, dass wenigstens die Möglichkeit für Vorarlberg vom Völkerbund seinen Anschluss an die Schweiz zu verlangen, die wie Sie sagen nur im Protokoll einer Sitzung erwähnt ist, ausdrücklich im Text des Friedensvertrages erwähnt werde. (E 2001 (B) 3/9).
2. *Pour la réponse du Ministre Dunant, cf. n° 61 et 67.*
3. *Le même texte a été également télégraphié sous n° 82 à la Légation de Suisse à Rome qui répondit le 2 septembre par télégramme n° 78:* Ich konnte Graf Sforza erst um 5 h 30 sprechen, um die mir mit Ihrem Telegramm 82 zugekommenen Instruktionen auszuführen. Er erklärte, dass sich vor Italien andere an einer festen Neutralität der Schweiz interessierte Mächte (worunter ich Frankreich vermute) einer Annexion des Vorarlbergs entgegengesetzt hätten. Grundsätzlich sei Italien dem Selbstbestimmungsrecht der Völker nicht feindlich gesinnt, hätte sich aber hier auf einen negativen Standpunkt gestellt. Seinerseits wird Graf Sforza Tittoni unsere Argumentation mitteilen, die ihm neu ist und die ihm würdig erscheint, in Betracht gezogen zu werden. Er hat vollständig verstanden, weshalb wir die Einrückung einer Klausel ohne Präjudiz für den Schlussentscheid verlangen.

   Auf seine Bitte hin erklärte ich ihm, dass sich Deutsch-Österreich geweigert habe, der Konferenz die Volksabstimmung zu notifizieren (E 2001 (B) 3/9).

61

E 2001 (B) 1/14

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 39

Paris, 2. September 1919
(*Ankunft:* 3. September)

Die mir mit Ihrem Telegramm 18[1] zugekommenen Instruktionen habe ich gestern Abend um 6 h ausgeführt. Es wurde mir geantwortet, es sei nicht mehr möglich, auf den von der Konferenz gefassten Beschluss zurückzukommen, der schon heute den Österreichern mitgeteilt werde.

Es wurde mir bestätigt, die Alliierten hätten die Lage des Vorarlbergs lange genug geprüft, hätten aber im Vertrag die Möglichkeit eines künftigen Gesuches um Anschluss an die Schweiz nicht erwähnen können, da sie sich einer offiziösen Volksabstimmung und einer Schweiz, die noch nicht offiziell Stellung genommen hatte, gegenüber befanden. Da ich die mit Pichon zu behandelnde Angelegenheit geprüft (?) hatte, liess ich auch ein Wort über diese Frage fallen und Pichon antwortete mir, die Entente sei der Ansicht, Vorarlberg könnte sich an den Völkerbund wenden. Er fügte bei, dass unter den gegenwärtigen Umständen gegenüber der Opposition der österreichischen Delegation und der Zerstückelung des Landes, das für eine zu grosse Hauptstadt zu klein wird, es unmöglich war, anders zu handeln wenn man schliesslich zum Ziele gelangen wollte.

Von Seiten der italienischen Delegation vernehme ich, dass der Vertrag weniger harte finanzielle Klauseln enthalte als ursprünglich, und dass Österreich wahrscheinlich am 8. September unterzeichnen, jedoch verlangen werde, dass man ihm zu Hilfe komme.

Soeben erhalte ich Ihre Nummer 19[2] die man zu entziffern beginnt und werde unverzüglich das Nötige veranlassen, befürchte aber, dass es allzu spät sei.

---

1. *Cf. n° 60 note 1.*
2. *Cf. n° 60.*

62

E 2200 Paris 1/1561

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L n° 5730 Berne, 2 Septembre[1] 1919

En date du 12 de ce mois[1], le Gouvernement britannique a adressé au Conseil fédéral la note ci-incluse en copie[2], dont il résulte que la Suisse, comme l'un des huit principaux Etats industriels, doit obtenir un siège permanent dans la Direction du Bureau International du Travail. Vu les efforts réalisés par la Suisse et la peine très spéciale qu'elle s'est donnée à l'effet d'encourager l'élaboration de conventions internationales en ce domaine et leur mise en pratique, nous saluons naturellement avec un très vif plaisir le fait que la Suisse sera appelée à une collaboration constante au sein du Bureau précité.

Nous n'ignorons pas, cependant, que des tentatives sont actuellement en cours pour en arriver à éliminer la Suisse et à lui substituer un autre Etat. Le Canada, la Tchécoslovaquie et la Pologne ont été mentionnés comme tels. L'ordre des pays, ainsi qu'il figure dans la note, nous offre, d'autre part, l'avantage, qu'en cas d'admission de l'Allemagne, c'est à l'Espagne et non à la Suisse qu'il appartiendrait de céder le pas. Il n'est pas inadmissible, par contre, que l'Espagne cherchera à se défendre.

Nous vous prions de vouloir bien à l'occasion vous faire envers le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité l'interprète de la satisfaction qu'éprouve la Suisse à obtenir un siège permanent dans la Direction du Bureau International du Travail et lui exprimer, avec nos remerciements, l'espoir que si une contestation devait surgir le comité d'organisation, au sein duquel nous avons été représentés par M. le Professeur Rappard, sanctionnerait définitivement la solution arrêtée.

Peut-être aussi vous sera-t-il possible d'entretenir de l'affaire l'une ou l'autre des personnalités politiques, qui, dans le pays auprès duquel vous êtes accrédité, s'occupe spécialement de la question.[3]

ANNEXE

Le Ministre de Grande-Bretagne à Berne, H. Rumbold, au Conseil fédéral

Copie

N n° 7950. Urgent Berne, August 12, 1919

I have the Honour to inform Your Excellency that I have been instructed by my Government to communicate the following message from the Organising Committee of the International Labour Conference to the Swiss Government:

---

1. *Cette lettre était datée d'abord du 16 août.*
2. *Reproduite en annexe au présent document.*
3. *Cette lettre avec la note britannique a été envoyée également aux Légations de Suisse à Londres, Washington, Rome et Bruxelles.*

«Article 393 of the Peace Treaty provides that of twelve persons representing Governments on the Governing Body of the International Labour Office, eight shall be nominated by members of chief industrial importance and four by members selected by Government delegates of remaining members. Any question as to which are the eight members of the chief industrial importance must be decided by the Council of the League of Nations. Unless the question of the eight members is settled before the Washington Conference, the remaining four members cannot be selected at the Conference which would result in serious delay in constituting the Governing Body and Labour Office. The Organising Committee have accordingly drawn up the following list of nine States on information available, though owing to the war and formation of new States statistics are very uncertain and the compilation of the list very difficult.

The question of admitting Germany to the Labour Organisation after the Washington Conference will come before the Conference in accordance with the decision of the Supreme Council of Allied and Associated Powers.

If admitted, Germany will be entitled to a seat on the Governing Body and the last named State will lapse. If Germany is not admitted the last named State will be included. The list is as follows: United States, Great Britain, France, Germany, Italy, Belgium, Japan, Switzerland, Spain. The Committee respectfully suggests that any objections should be communicated to the Secretary of the Organising Committee, 53, Parliament Street, London, before September 10th. Objections will be referred to the Council of the League for decision before the meeting of the Conference».

63

E 2200 Paris 1/1515

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique Ch.L.E. Lardy, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L Ill My Berne, 2 septembre 1919

En vous remerciant vivement de votre télégramme No. 34[1] du 31 août, nous avons l'honneur de vous confirmer nos deux télégrammes du ler septembre concernant le Vorarlberg et nous espérons que vous réussirez à persuader le Conseil des Cinq à insérer dans le Traité de Paix une clause relative au Vorarlberg. Nous avons communiqué à notre Légation à Rome le second télégramme[2] que nous vous avions adressé, au sujet de l'attitude de l'Italie, en la priant d'agir dans le même sens.

D'ordre de M. Motta, qui remplace M. Calonder absent, nous ajoutons ce qui suit: d'après tous les renseignements qui nous parviennent, les pangermanistes au Vorarlberg sont très peu nombreux mais bruyants et ont une haine violente contre M. Clemenceau.

---

1. *Ce télégramme, reçu le ler septembre, résumait un entretien avec Dutasta: [...]* Er sagte mir, die Entente habe es nicht als möglich erachtet, eine besondere Klausel im Friedensvertrag aufzunehmen und zwar aus folgenden Gründen: 1. Weil die durchaus abgeneigte österreichische Delegation die Unterzeichnung hätte verweigern können, welche Möglichkeit man um jeden Preis vermeiden wollte. 2. Weil die Schweiz offiziell noch nicht Stellung genommen hat. 3. Weil sich Vorarlberg an den Völkerbund wenden kann, wie es Tardieu der Konferenz unterbreitete, die einwilligte. Das Protokoll der genannten Sitzung erwähnt diese Anregung (E 2001 (B) 3/9).
2. *Cf. n° 60 note 3.*

Le succès que paraît remporter maintenant la politique germano-autrichienne dans l'affaire du Vorarlberg les fait jubiler et le silence du Traité est célébré par eux comme un triomphe personnel qu'ils remportent sur leur ennemi Clemenceau. Il ne nous semblerait pas inutile que cet aspect de la question fût mis sous les yeux de M. Dutasta et du Président de la Conférence, et nous sommes persuadés qu'il vous sera bien facile de le faire. *[...]*

64

E 2200 Paris 1/1551

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Commission européenne des Charbons, L. Loucheur

Copie
N n° 465 Paris, 3 septembre 1919

En date du 14 août[1], vous avez bien voulu me demander, en votre qualité de Président de la Commission européenne des Charbons, certains renseignements relatifs à la situation charbonnière de la Suisse.

J'ai l'honneur de vous communiquer aujourd'hui la réponse[2] que je viens de recevoir de mon Gouvernement, un rapport dans le cadre du questionnaire que vous aviez bien voulu me soumettre, ainsi que les statuts de la Société coopérative suisse des Charbons et la décision du Département suisse de l'Economie publique, concernant l'approvisionnement en combustible, prise en vertu de l'arrêté fédéral du 17 juillet 1918.

J'espère que ces données fourniront à la Commission européenne des Charbons tous les renseignements d'ordre administratif et statistique désirés au sujet de la situation charbonnière en Suisse.

ANNEXE

Copie
P. 95a/GB Berne, 29 août 1919

NOTES DESTINÉES À LA COMMISSION EUROPÉENNE DU CHARBON

Renseignements relatifs à la Suisse

A. Renseignements statistiques.
(Pour 1913, donner la moyenne des 12 mois. Pour 1919 donner la moyenne de chaque mois depuis le début de l'année; indiquer tous les chiffres en milliers de tonnes).

1. *Non reproduit, cf. n° 47.*
2. *Reproduite en annexe.*

I. Production mensuelle moyenne

[...] [3]

II. Consommation mensuelle normale

Désignation	Tonnages de 1913	Provenance de 1913	
Charbon flambant houille à gaz houille grasse et houille mi-grasse houille maigre et anthracite	1.969.453 (consommation mensuelle moyenne: 164.121)	Allemagne, y compris la Sarre	2.844.671 tonnes
		France	324.503 tonnes
		Belgique	130.494 tonnes
		Angleterre	30.358 tonnes
Briquettes	968.530 (consommation mensuelle moyenne: 80.711)	Amérique	6.200 tonnes
Cokes	439.495 (consommation mensuelle moyenne: 36.625)	Autres pays	41.252 tonnes
Total	3.377.478 tonnes		3.377.478 tonnes

Moyenne de la consommation mensuelle: 281.457 tonnes.

III. Importations mensuelles
1. en 1913

Provenance	Nature	Tonnage par an	par mois	
Allemagne	coke	371.141		
	houille	1.590.577		
	briquettes	882.953	2.844.671	237.056
France (non-compris la Sarre)	houille	196.934		
	coke	54.341		
	briquettes	73.228	324.503	27.042
Belgique	houille	130.494	130.494	10.875
Angleterre	houille	30.358	30.358	2.530
Autres pays	houille	21.091		
	coke	14.012		
	briquettes	12.349	47.452	3.954
		Total	3.377.478	281.457

3. *L'exposé sur la production de charbon en Suisse pendant la guerre a été supprimé. La production totale pour 1918 s'est élevée à 146.332 tonnes, quantité minime par rapport aux besoins. La production mensuelle moyenne depuis le début 1919 est de 10.500 tonnes.*

2. en 1919 (Janvier—Juillet 7 mois)

Allemagne sans la Sarre	houille	31.782		
	coke	28.251		
	briquettes	37.094	97.127	13.875
Alsace-Lorraine	houille	240.985		
	coke	28.395		
	briquettes	9.432	278.812	39.830
France	houille	26.083		
	coke	12.864	38.947	5.564
Belgique	houille	165.217		
	coke	22.859		
	briquettes	113.553	301.629	43.090
Angleterre	houille	22.950		
	coke	14.984		
	briquettes	98	38.032	5.433
Amérique (mois de juillet seul)	houille	16.644	16.644	—
Autres pays	houille	2.949		
	coke	708		
	briquettes	308	3.965	566
Total	houille	506.410		
	coke	108.461		
	briquettes	160.485	774.956, soit en moyenne 110.708 tonnes par mois.	

La moyenne mensuelle des importations était de 281.457 tonnes en 1913 contre 110.708 tonnes pour la période de janvier à juillet 1919.

IV Exportations mensuelles

La Suisse n'exporte évidemment pas de charbon.

B. RENSEIGNEMENTS SUR LE RÉGIME INTÉRIEUR DES COMBUSTIBLES.
(Indiquer le mode de distribution du charbon, les règles de contingentement et de restrictions, leurs modalités d'application)

Le Département fédéral de l'Economie publique fixe périodiquement quel pourcentage des importations peut être attribué respectivement:
1. aux chemins de fer fédéraux et autres entreprises de transport,
2. aux usines à gaz,
3. à l'industrie,
4. aux foyers domestiques et petites exploitations.

La Société coopérative suisse des Charbons est investie du monopole d'importation du charbon. A part son activité touchant l'importation, cette Société est chargée d'opérer la péréquation des prix et de répartir le charbon conformément aux prescriptions de l'autorité fédérale. Les statuts ci-joints renseignent sur l'objet, l'organisation et les tâches de la Société coopérative des Charbons.[3]

Le commerce des charbons est subordonné à une autorisation.

Les principes qui règlent la répartition du charbon résultent des prescriptions du Département fédéral de l'Economie publique du 29 mars 1919, dont un exemplaire est joint aux présentes (voir en particulier articles 4, 5 et 6). Il est pourvu à la répartition la plus rationnelle possible entre les diverses régions du pays et catégories de consommateurs. Les contingents sont plus ou moins élevés suivant l'importance qu'offrent les diverses entreprises au point de vue de l'économie nationale.

Le Département fédéral des Chemins de fer fixe la quantité de charbon mise à la disposition des diverses entreprises de transport. L'Association des Usines à gaz suisses pour l'achat de charbon à Zurich est chargée d'attribuer le charbon aux différentes Usines à gaz. L'attribution aux industries se fait par les soins de la Commission du Charbon. Enfin, la Centrale des foyers domestiques pourvoit à l'approvisionnement rationnel et uniforme du pays en charbon pour la cuisson et le chauffage ainsi que pour les petites exploitations. C'est aux gouvernements cantonaux qu'il appartient de répartir dans les localités du canton le charbon qui leur a été attribué.

Actuellement, la consommation mensuelle des chemins de fer fédéraux, chemins de fer secondaires et autres entreprises de transport suisses est de 45.000 tonnes, soit 67% des besoins normaux; les usines à gaz consomment mensuellement 20.000 tonnes soit 45% de leurs besoins normaux, l'industrie 42.000 tonnes soit 40% de ses besoins normaux, les foyers domestiques 50.000 tonnes, soit 50% des besoins normaux. La consommation mensuelle de charbon durant cet été atteint donc, en Suisse, le chiffre d'environ 160.000 tonnes, alors que la moyenne de l'importation mensuelle du 1er janvier à fin juillet 1919 est de 110.000 tonnes. L'importation en 1919 accuse donc un déficit mensuel d'environ *50.000 tonnes par rapport à la consommation restreinte.*

C. *MOYENS À EMPLOYER POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION.*
(Possibilités de production, et s'il y a lieu d'exportation, des combustibles-liquides, de la tourbe)

Pour restreindre la consommation du charbon, le Gouvernement suisse a pris, pour l'hiver 1917—1918 et 1918—1919 toute une série de mesures. Il a ordonné la fermeture des magasins le dimanche et les jours fériés reconnus par l'Etat. Il a en outre prescrit que, les jours ouvrables, les magasins devraient fermer à 7 heures du soir au plus tard. Il a de même édicté des prescriptions sur l'heure d'ouverture et de fermeture des auberges, a restreint l'exploitation des lieux de divertissement ainsi que l'emploi des installations de chauffage dans les hôtels. Enfin, il a ordonné que la journée de travail coïnciderait, en règle générale, avec les heures durant lesquelles il fait jour.

Ces diverses dispositions ont été abrogées au printemps 1919, mais seront, s'il le faut, remises en vigueur l'hiver prochain.

L'hiver dernier, les usines à gaz ont été tenues de réaliser une économie de charbon d'au moins 55%; aussi ces entreprises ont-elles employé de fortes quantités de bois, de tourbe et de carbure. La distribution du gaz aux consommateurs a été rationnée. L'emploi de bois et de tourbe pour la fabrication du gaz réduit la qualité de celui-ci et entraîne une plus forte consommation.

De même, le bois et la tourbe ont été employés dans une importante proportion pour le chauffage des locomotives.

L'extraction de la tourbe a été considérablement développée en Suisse, même au détriment de la culture des céréales.

Dans le but d'économiser le plus possible le charbon, un nouvel horaire réduit, le 5e, depuis 1914, a été déclaré en vigueur dès le 2 décembre 1918. On ordonna en même temps la suspension du transport des voyageurs les dimanches et jours de fêtes dans les entreprises de transport exploitées à la vapeur. On ne toléra ces jours-là que les trains nécessaires à l'approvisionnement en lait.

---

3. *Non reproduits, à ce sujet voir DDS 7/1 n° 215.*

D. *MOYENS À EMPLOYER POUR AUGMENTER LA PRODUCTION*

L'exploitation des gisements charbonneux en Suisse remonte à une époque récente. Les moyens d'augmenter la production sont recherchés.

65

E 2200 Paris 1/1551

Le Légation de Suisse à Paris au Ministère des Affaires étrangères de la République française

Copie
N

Paris, 3 septembre 1919

La Légation de Suisse a l'honneur d'exposer au Ministère des Affaires étrangères la situation actuelle en Suisse, au point de vue du ravitaillement en charbon.

La production indigène n'entrant pour ainsi dire pas en ligne de compte (environ 10.500 tonnes par mois), la situation charbonnière dépend donc presqu'exclusivement des importations. Or si différents accords[1] sont intervenus il y a quelques mois, qui semblaient devoir assurer à la Suisse un tonnage suffisant pour satisfaire aux besoins minima, de récents événements ont complètement modifié la situation qui ne laisse pas d'être très menaçante pour le maintien même de la vie économique au pays.

La Belgique vient de suspendre provisoirement ses expéditions[2] qui se montaient depuis quelques mois à environ 100.000 tonnes par mois; même si, par la suite, le Gouvernement belge se trouvait être en mesure de continuer ses envois, il ne pourrait s'agir que d'une petite fraction du chiffre précédemment atteint.

L'Angleterre ne peut livrer que 20 à 25.000 tonnes par mois; cette importation n'est possible que depuis peu de temps et cessera probablement complètement à l'approche de l'hiver. Les importations d'Amérique sont évidemment d'un grand secours, mais le charbon livré, en dehors du fait que le prix en est très élevé, ne peut être utilisé que pour certains emplois déterminés et les arrivages, par suite des difficultés de transport, sont irréguliers. Quant à l'Allemagne, bien que l'accord intervenu prévoie une livraison mensuelle de 50.000 tonnes de charbon de la Ruhr, les envois sont restés bien en-dessous du chiffre prévu: c'est ainsi qu'il n'a été importé en juillet que 19.000 tonnes.

En résumé, en prenant comme base les sept premiers mois de l'année, les importations ont atteint en moyenne 110.000 tonnes contre 281.000 tonnes pour la période correspondante en 1913.

Les données ci-dessus, qui se passent de plus amples commentaires, démontrent quelle importance, aujourd'hui plus que jamais, revêtent pour le ravitaillement en charbon de la Suisse, les livraisons de charbon de la Sarre visées par la Convention du 25 mars.

A plusieurs reprises déjà[3], le Gouvernement fédéral a attiré l'attention du

1. *Cf. DDS 7/1 n^os 136, 213, 283, 337, 397.*
2. *Cf. n° 28.*
3. *Cf. DDS 7/1 n° 423.*

Gouvernement de la République sur le fait que les livraisons étaient loin d'atteindre les chiffres fixés par l'accord entre les deux pays; c'est ainsi que le mois de juillet accuse une importation de 30.000 tonnes seulement et que la livraison totale pour les sept premiers n'atteint que 278.812 tonnes, soit le 67% du chiffre que le Gouvernement français s'était engagé à livrer.

Dans ces conditions, la Légation est chargée par son Gouvernement[4] et a l'honneur de faire un appel très pressant au Gouvernement de la République pour que l'arriéré dans les livraisons soit fourni dans le plus bref délai possible et que le contingent mensuel prévu par les clauses de la Convention soit régulièrement livré dans sa totalité. La Légation serait, en conséquence, très reconnaissante que l'assurance lui soit donnée que les dispositions de l'accord du 25 mars relatives aux livraisons de charbon recevront désormais une exécution intégrale.[5]

---

4. *Cf. n° 55.*

5. *Après une nouvelle démarche du Ministre Dunant, datée du 30 septembre, dont l'a chargé le Chef du Département de l'Economie publique (cf. n° 93), le Quai d'Orsay répondit par note du 3 octobre: [...]* M. le Ministre de la Reconstitution industrielle fait connaître que l'insuffisance des livraisons a été due tant aux difficultés de transport qu'aux grèves qui ont eu lieu dans le Bassin de la Sarre et dans les houillières françaises.

Il y a lieu d'espérer que les livraisons pourront être effectuées régulièrement à l'avenir, et des ordres ont été donnés au Service des Mines à Sarrebruck de hâter, dans toute la mesure du possible, les envois de charbon à destination de la Suisse (E 2200 Paris 1/1551).

66

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 72

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP 1/19 Paris, 3 septembre 1919

A plusieurs reprises la Légation a eu l'honneur de vous faire savoir que les menées bolchevistes dont notre pays avait parfois été le théâtre servaient à certaines coteries pour faire campagne contre le choix de Genève comme siège de la Ligue des Nations et pour demander que cet honneur nous soit enlevé pour être donné à Bruxelles.

Vous m'avez demandé[1] (et je n'ai pas manqué de suivre vos instructions) de m'employer par tous les moyens à dissiper les doutes qui pouvaient exister à ce sujet dans certains esprits et à proclamer que dans aucun pays d'Europe l'ordre n'a jamais été moins troublé qu'en Suisse et la situation intérieure générale plus satisfaisante.

Je suis persuadé que tous les hommes politiques loyaux et bien informés ne songent pas à contester le bien-fondé de cette affirmation. On n'ignore pas ici que le Conseil fédéral a pris et prendra toujours s'il en est besoin toutes les

---

1. *Cf. n° 39.*

mesures nécessaires pour assurer le libre jeu de nos institutions démocratiques pour maintenir l'ordre constitutionnel et pour préserver le pays de toute agitation désordonnée.

Par contre, on nous reproche, je crois, une certaine longanimité à l'égard de propagandistes étrangers qui s'abstiennent soigneusement d'entrer en conflit direct avec nos lois et nos Autorités mais qui se livreraient chez nous à des manœuvres politiques tendant à des buts divers et visant surtout les pays de l'Entente.

Il ne m'est pas facile ici de contrôler la valeur des insinuations que je puis entendre à ce sujet. Aussi ne vous en parlerais-je pas si la Légation n'avait reçu récemment la visite d'un fonctionnaire de la police vaudoise qui nous a fourni d'intéressantes précisions.

Il s'agit de M. Robert Jaquillard, Chef du Service de police au Département de Justice et Police du canton de Vaud. Ce fonctionnaire, qui a donné à mes collaborateurs l'impression d'un agent extrêmement zêlé, intelligent et débrouillard, avait été recommandé à la Légation par M. le Conseiller d'Etat Cossy. Il a passé une quinzaine de jours à Paris pour y étudier le fonctionnement de divers services de police. M. Jaquillard estime, en effet, qu'une collaboration plus étroite entre la police suisse et la police française pourrait être d'une grande utilité surtout dans la lutte contre le bolchevisme et dans la répression du commerce des stupéfiants.

M. Jaquillard doit d'ailleurs être en rapports assez suivis à ce sujet avec l'Office central de police des étrangers. Il y aurait avantage, me semble-t-il, à ce que votre Département, lui aussi, le consulte sur des questions qu'il paraît connaître très à fond.

Le collaborateur de M. Cossy nous a entretenus surtout de l'activité déployée en Suisse par les agents de l'Allemagne.[2] Il les divise en deux groupes. Le premier de ces groupes, dirigé par MM. Scheidemann et Solf, s'appliquerait surtout à favoriser en France la propagande socialiste dans l'espoir que si la prochaine Chambre française comptait un plus fort contingent d'élus socialistes, le Traité de Paix serait appliqué avec plus de ménagement et de douceur. M. Jaquillard paraît croire que le Député français Longuet a dû recevoir du groupe Scheidemann et Solf des fonds destinés à la propagande électorale de son parti.

Il existerait, aux dires de notre informateur, une autre espèce d'agents allemands préconisant des moyens plus violents et nettement révolutionnaires.

Ce deuxième groupe serait dirigé d'Allemagne par Ludendorff lui-même qui aurait pour principal agent en Suisse un nommé Robert von Treck.[3] Celui-ci, ancien lieutenant de l'armée allemande, assurait durant la guerre, malgré son grade modeste, la Direction d'un très important service de renseignements au Grand Quartier Général. Robert von Treck aurait pour acolyte le comte de Frankenberg, lequel serait un bâtard de la Maison de Hohenlohe.

Avec un assez grand nombre de comparses, ces messieurs s'efforceraient de déchaîner dans toute l'Europe une révolution bolcheviste estimant que si l'insurrection éclatait partout, le peuple allemand serait le premier à se ressaisir et à

---

2. *Point d'interrogation en marge de ce passage.*
3. *Point d'interrogation et point d'exclamation en marge.*

pouvoir alors mettre à profit le désarroi dans lequel seraient tombés ses ennemis d'hier.

Je vous donne ces indications sous toutes réserves ne pouvant pas vous garantir que ma mémoire ait conservé sans aucune défaillance toutes les confidences de M. Jaquillard.

Je tiens cependant à vous dire que le policier vaudois ne paraît pas croire à une très grande efficacité de nos règlements actuels sur la police des étrangers. Il estime qu'il y aurait lieu de simplifier la procédure en usage et de s'attacher davantage à la surveillance des éléments dangereux de l'intérieur qu'à une excessive complication des formalités d'entrée en Suisse.

Notre informateur a également attiré l'attention de la Légation sur le trafic des stupéfiants et, en particulier, de la cocaïne qui se ferait en d'assez vastes proportions d'Allemagne en France, soit directement soit par l'entremise d'agents résidant en Suisse et qui aurait pour notre pays lui-même des conséquences déjà inquiétantes.

67

E 2200 Paris 1/1515

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L 1/19

Paris, 3 septembre 1919

En vous confirmant mes deux télégrammes d'hier[1] concernant le Vorarlberg, j'ai l'honneur de vous informer qu'à la suite de ma démarche auprès du Chef de Cabinet de M. Tittoni, un de mes anciens amis qui tient de près au Ministre italien des Affaires étrangères, est venu me donner très loyalement le résumé des négociations de ces derniers jours.

Le 17 août, MM. Neubner et Pirker, envoient de Berne au Président de la Conférence le télégramme que vous savez.[2]

Le 26 août, la Délégation autrichienne de St-Germain adresse une note au Secrétariat général de la Conférence de la Paix pour prier M. Dutasta d'attirer l'attention de M. Clemenceau sur le fait que les sieurs Neubner et Pirker ne sont pas originaires du Vorarlberg, ne sont nullement au courant des aspirations du public et n'ont aucun titre pour représenter cette région.

Entre-temps la délégation britannique avait présenté au Conseil Suprême un projet de résolution tendant à examiner s'il est désirable de faire droit aux demandes présentées par le Vorarlberg en vue d'entrer dans la Confédération suisse.

---

1. *Cf. n° 61; le télégramme n° 42 indiquait au Département politique que le Ministre Dunant n'avait pas encore pu atteindre le Chef de la délégation italienne, T. Tittoni, cf.* E 2001 (B) 3/9.
2. *Cf. n° 45.*

Le 23 août, le Comité central territorial fait au Conseil Suprême la proposition suivante: En présence des manifestations du Vorarlberg, la République autrichienne, au cas où la Suisse elle-même déclarerait formellement qu'elle accepte un tel rattachement, s'engage à reconnaître la décision du Conseil de la Ligue des Nations devant lequel le cas devrait être porté.

Le 29 août, cette proposition du Comité central territorial fut discutée par le Conseil Suprême qui décida qu'aucune mesure ne serait prise en ce qui concerne la réunion du Vorarlberg à la Suisse. D'après le procès-verbal de cette séance, M. Berthelot, Directeur politique français, aurait fait remarquer que l'on ne se trouvait vis-à-vis d'aucune démarche officielle de la Suisse et son Sous-Directeur Laroche aurait dit que les deux plébiscites du Vorarlberg qui avaient donné une proportion considérable de votants en faveur du rattachement à la Suisse, n'étaient que des manifestations officieuses sur quoi M. Tittoni aurait proposé l'organisation d'un plébiscite régulier. Mais M. Clemenceau préféra ne rien faire craignant l'augmentation du contingent alémanique en Suisse et M. Balfour fut du même avis. Un autre délégué (je ne sais plus lequel) cita l'exemple de la pétition du Limbourg hollandais qui demandait son rattachement aux Pays-Bas, pétition sur laquelle on ne peut pas entrer en matière et, à la fin, M. Tardieu rappela la note susmentionnée de la délégation autrichienne à St-Germain et releva le fait que les Autrichiens, auxquels on soumettait des conditions déjà très dures, pourraient être offensés de ce qu'on n'ait pas tenu compte de leur note, ce qui pourrait provoquer des complications et un retard sérieux pour la signature du Traité de Paix. M. Tardieu termina en ajoutant qu'un jour cette question du Vorarlberg pourrait être soumise à la Ligue des Nations (cela figure au procès-verbal dont mon ami m'a donné lecture) et la Conférence ayant acquiescé, on en resta là.

Tel est, M. le Conseiller fédéral, le résumé que je tiens de première source et je ne peux que m'associer à ce que vous dites dans le post scriptum de votre lettre politique reçue ce matin[3], c'est-à-dire que la population du Vorarlberg devra, lorsque la Société des Nations fonctionnera, s'adresser à cette dernière. Mais vous voyez que l'opposition de Vienne est très sérieuse; d'autre part, je vous ai signalé par télégramme[4] d'hier soir l'ultimatum envoyé par les Alliés à l'Allemagne, quant à l'éventualité d'un rattachement de l'Autriche allemande. Il n'est donc pas question pour le moment de voir le Vorarlberg devenir allemand; l'avenir nous apprendra s'il peut devenir suisse. Et si notre pays est d'accord pour l'accueillir.

---

3. *Il s'agit sans doute du rapport politique, publié sous n° 58.*

4. *Ce télégramme n° 44 disait:* Je vous signale ultimatum par lequel les Alliés exigent suppression article 61 de la constitution allemande. Cet article concernant rattachement Autriche allemande est considéré comme contraire au Traité Paix dans lequel s'engagea respecter indépendance Autriche que cette dernière ne peut aliéner que d'accord avec Ligue Nations (E 2200 Paris 1/1515).

68

E 2200 Wien 10/2

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L JS. Streng vertraulich Wien, 5. September 1919

Als ich Ende August in Bern war, hatte ich leider nicht die Ehre, Sie sprechen zu können, da Sie gerade in Fetan zur Erholung weilten. Ich hätte mehrere Fragen, die sich besser zur mündlichen als zur schriftlichen Erledigung eignen, besprechen mögen; einige davon behandelte ich mit Ihrem Stellvertreter, Herrn Bundesrat Motta, einige auch mit Herrn Bundesrat Schulthess und mit den Herren Paravicini und Lardy.

Was unter anderm die Neuordnung der Gehalte der Gesandten betrifft, wird Ihnen Herr Minister v. Planta vorgetragen haben; die Frage unserer Vertretung in den neuentstandenen Staaten muss ich Ihnen aber auch noch direkt unterbreiten.

Wie ich hörte, soll sich der Bundesrat, wenn nicht endgültig so doch ziemlich bestimmt, gegen die vom politischen Departement vorgeschlagene Errichtung neuer Gesandtschaften in Stockholm, Warschau, Prag, Belgrad und Athen und einige Generalkonsulate ausgesprochen haben. Die Seite, von der die Opposition in der Hauptsache auszugehen scheint, bringt als Gegenargument in erster Linie die finanziellen Konsequenzen ins Treffen, im zweiten Range unsern Mangel an geeigneten Kräften. Was den ersten Punkt betrifft, so scheinen mir die ganz vage angeführten Zahlen übertrieben und unzutreffend; und die Personalfrage kommt mir andererseits auch nicht so schwierig vor, man sollte es nur wagen, auf jüngere Kräfte zu greifen. Ich will keineswegs protzen, darf vielleicht aber doch in Erinnerung bringen, dass ich mit 30 Jahren selbständiger Geschäftsträger und mit 36 Jahren Ministerresident, mit 40 Gesandter in London war. Wer nicht einsieht, dass unsere Vertretung im Auslande der Erweiterung dringend bedarf, ist für die zukünftige Gestaltung des internationalen Wirtschaftskampfes blind. Ich fürchte, dass als Berater gewisser massgebender Stellen in erster Linie und in der Hauptsache nur Grossindustrielle, Grosskaufleute und Banquiers herangezogen werden. Diese kapitalkräftigen Kreise werden sich stets selbst zu helfen wissen, ihre Vertreter nach allen Himmelsrichtungen aussenden und genauere Informationen einziehen können, als es durch Vermittlung eines Gesandten, Konsuln oder Handelsattachés der Fall wäre; aber das sind nur die «Grossen»; mittlere und kleinere Industrielle und Kaufleute werden dagegen die Vermittlung unserer Vertretungen und ihre Informationen ganz gut brauchen können. Übrigens darf man nur nicht glauben, die «Grossen» nehmen den Schutz und die Unterstützung der Gesandtschaften nicht in Anspruch; wenn es ihnen passt, wissen sie dieselben wohl zu finden. Wie dem auch sei, ich hoffe immer noch auf das Einsehen des Bundesrates und auf die Bundesversammlung.

Was speziell die um Österreich herum gruppierten Staaten anbetrifft, so wissen Sie, dass ich der Ansicht war, dass man für den Fall, dass nicht überall neue Gesandtschaften gegründet würden, in Wien eine zentrale Gesandtschaft belas-

sen werden könnte, welche zugleich in Wien, Prag und Budapest, eventuell auch in Belgrad und in Warschau akkreditiert wäre, wobei der Gesandte seinen gewöhnlichen Sitz in Wien hätte und nur gelegentlich (z.B. bei wichtigen Geschäften) die andern Posten aufsuchen würde, die in der Zwischenzeit von einem Legationssekretär als Geschäftsträger ad interim geleitet würden (vergl. meinen Brief vom 20. Februar).[1] Eine solche Organisation hätte, namentlich als Provisorium, gewisse entschiedene Vorteile. Zunächst hätten wir die Möglichkeit, ohne uns schon auf eine ständige Gesandtschaft zu binden (deren Aufhebung immer etwas Delikates ist), die Wichtigkeit der verschiedenen Posten an Ort und Stelle und durch längere Praxis kennenzulernen, dann würde der Kostenpunkt weniger ins Gewicht fallen, indem nicht überall zugleich neue voll ausgerüstete Gesandtschaften geschaffen würden, und endlich würde dadurch die noch ganz unabgeklärte Zukunft der Donaustaaten berücksichtigt. (Kommt eine Donauföderation in irgend einer Form zu Stande, so wird jedenfalls eine Gesandtschaft an deren Zentrum notwendig sein, ob noch in den einzelnen Staaten, wird sich wohl erst später zeigen).

Wie ich nun in Bern hörte, haben Sie in zweiter Linie auch diese Lösung ins Auge gefasst (Wien mit Prag und Budapest) und haben in Paris beim tschechoslovakischen Minister des Äussern sondieren lassen. Wie zu erwarten war, hat sich Herr Benes dahin ausgesprochen, dass der Gesandte in Prag seinen Sitz nicht in dem wenig beliebten Wien, sondern in Prag selbst haben müsste. Welcher Minister des Äussern in irgend einem Staate würde nicht eine ähnliche Antwort erteilen? Nicht festgestellt scheint mir indessen, wie sich der Herr Minister verhalten würde, wenn ihm die Frage gestellt werden sollte: entweder ein Gesandter mit Sitz in Wien und ein Sekretär als interimistischer Geschäftsträger in Prag, oder gar keine diplomatische Vertretung, sondern höchstens ein Konsulat, ja wahrscheinlich nur ein Honorarkonsul.

Wie ich in Bern nun weiter erfuhr, war eine provisorische Lösung der Angelegenheit in der Richtung gesucht worden, dass Herr Junod in ausserordentlicher Mission nach Warschau und Prag entsandt werden sollte.[2] Die Aufgabe des Herrn Junod ist mir nicht recht klar geworden; wenn ich Herrn Bundesrat Schulthess richtig verstanden habe, sollte er die Absichten der polnischen und der tschechoslovakischen Regierung in Bezug auf die zukünftigen wirtschaftlichen Beziehungen zur Schweiz (Handelsvertrag) erforschen. Die Verquickung einer Mission nach Prag mit einer solchen nach Warschau schien mir nun aber keine sehr glückliche Lösung darzustellen. Der Antagonismus zwischen Polen und Tschechen ist ein noch grösserer als zwischen Tschechen und Deutschösterreichern, zumal im jetzigen Augenblicke, wo wegen des Gebietes von Teschen und der Kohlenreviere eine solche Spannung besteht, dass bewaffnete Konflikte nicht ausgeschlossen erscheinen. Wie ich übrigens von wohlinformierter polnischer Seite kürzlich hörte, ist der Tscheche in Polen so verhasst und verachtet, dass der Name «Tscheche» beinahe immer nur mit dem Prädikate «Hund» ausgesprochen wird.

---

1. *Non reproduit, cf.* E 2001 (B) 1/18.
2. *Cf. n° 57, note 2.*

Wie ich nun aus dem letzten politischen Briefe[3] Ihres Departementes und aus den Meldungen der Schweizerpresse entnehmen konnte, scheint die Mission des Herrn Junod auf Polen beschränkt worden zu sein, was wohl als eine Berücksichtigung meiner Einwendungen zu betrachten sein wird.

Ich hatte nun mit den obenerwähnten Herren in Bern die Frage erwogen, ob die tschechoslovakische Regierung von ihrem ersten Standpunkte nicht etwa abzubringen wäre, bezw., ob nicht ein Schritt beim Ministerpräsidenten selbst von Erfolg sein könnte. Ich hatte mir gedacht, ich könnte unter dem Vorwande einer privaten Reise zu Freunden in der Umgebung Prags — die mich tatsächlich zu einem Besuche zu sich aufs Land eingeladen haben — auf der Durchreise Herrn Tusar, mit dem ich aus seiner Wiener Gesandtenzeit die besten Beziehungen habe, einen *Privatbesuch* abstatten und bei diesem Anlasse die Gesandtschaftsfrage aufs Tapet bringen. Nach reiflicher Überlegung bin ich von diesem Plane wieder abgekommen. Ob Tusar nicht auf dem gleichen Standpunkte wie Benes steht, schien mir zweifelhaft, ebenso, ob er aus reiner Sympathie zu mir davon abzubringen wäre; aber wenn auch der Ministerpräsident anderer Ansicht wäre als sein Minister des Äussern, mag es doch zweifelhaft sein, ob er in solcher Sache, bei welcher letzterer durch einen Appel an die Eitelkeit des Volkes die öffentliche Meinung auf seine Seite bringen könnte, einen, wenn auch nicht sehr ernsten, Konflikt heraufbeschwören möchte. Es darf dabei nicht vergessen werden, dass Benes als der Mann Masaryks gilt. Mich einem Refus ins Gesicht auszusetzen, schiene mir weder für mein persönliches Ansehen noch für den Bundesrat vorteilhaft, zumal wenn die Sache publik würde; in letzterm Falle könnte sogar meine hiesige Stellung darunter leiden, wenn ich mich allzusehr um die Tschechen zu bemühen schiene.

Dieser Tage hatte ich nun aber den Besuch sowohl meines niederländischen als meines schwedischen Kollegen, welche beide ihren Regierungen den Vorschlag zu machen gedenken, es möchte der in Wien residierende Gesandte zugleich auch in Prag und Budapest akkreditiert werden; sie wünschten unsere Absichten zu kennen. Ich teilte den beiden Herren die Sachlage vertraulich mit, und sie werden ihren Regierungen referieren. Möglicherweise werden letztere nun direkt in Prag sondieren; es ist aber auch nicht ausgeschlossen, dass sie, ohne vorherige Anfrage, der tschechoslovakischen Regierung ihre Absicht, ihren Wiener Gesandten auch in Prag zu akkreditieren, einfach als eine Tatsache mitteilen. Meine Kollegen haben versprochen, mir von dem Ergebnis der Demarchen ihrer Regierungen Kenntnis zu geben.

Unter diesen Umständen könnte vielleicht abgewartet werden, ob nicht durch das Vorgehen der Niederlande oder Schwedens ein Präjudiz geschaffen wird, welches uns ein ähnliches Vorgehen erlauben würde. Bis dorthin wird sich wohl auch zeigen, ob die versöhnliche Politik Tusars die Oberhand behält, oder ob Kramar mit seinem extremen Nationalismus durchdringt; der Kampf zwischen den beiden Richtungen ist entbrannt; die Entscheidung dürfte nicht allzulange auf sich warten lassen.

Politisch näher als Tschechoslowakien, Ungarn und Österreich stehen sich

---

3. *Non reproduites, cf.* E 2001 (D) c 1/1910–1919.

allerdings Polen,Ungarn und Österreich; ein Zusammengehen derselben scheint gegenwärtig nicht ausgeschlossen, aber die wirtschaftlichen, geographischen und ethnographischen Faktoren sind doch so mächtig, dass eine Annäherung Prags an Wien und Budapest als beinahe zu den Naturnotwendigkeiten gehörig erscheint; man bedenke schon nur, dass die Tschechoslowakei bei einer Bevölkerung von ca. 14 Millionen nur 5 Millionen eigentliche Tschechen zählt, während der Rest aus 3½ Millionen Deutschen, 2 Millionen Magyaren und 4½ Millionen Slovaken, Mähren, Polen, Ruthenen, besteht.

In Polen wird Schweden als Nachbarland eine besondere Gesandtschaft errichten, von den Niederlanden ist es noch ungewiss.

69

EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15

Le Ministre de Suisse à Bucarest, G. Boissier,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
RC n° 11.IV.A. Bucarest, 6 septembre 1919

[...] [1] Je ne voudrais pas terminer ce rapport sans insister encore sur le côté politique de cette négociation et sur le grand intérêt qu'il me paraît y avoir pour la Suisse à ne pas laisser échapper l'occasion de conclure dès maintenant et le plus tôt possible un arrangement commercial et financier avec la Roumanie, même si vous ne pouviez obtenir toutes les conditions que vous aviez arrêtées le 11 août,[2] et si vous deviez non pas courir des risques, mais faire quelques sacrifices. Dans toutes mes conversations soit avec les membres du Gouvernement, soit avec d'autres personnages plus ou moins officiels, je constate l'exaspération des hommes politiques et autres contre les grandes Puissances et le sentiment très net d'un

---

1. *Précèdent des informations sur la délégation suisse à Bucarest et sur des maisons suisses en Roumanie.*

2. *Pour le procès-verbal de cette conférence interdépartementale cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15. *On y arrêta les conditions suivantes: [...]*

1. Die Schweiz erklärt sich bereit, dem rumänischen Staat einen kurzfristigen Vorschuss im Betrage von ca. 30 Millionen Franken zu gewähren.

2. Die rumänische Regierung verpflichtet sich:

a. diesen Vorschuss durch sukzessive Lieferungen von Brotgetreide, Mais, Ölkuchen und Petroleum zu tilgen. Die Preise und Lieferungsbedingungen für diese Warenbezüge wären im Abkommen festzulegen.

b. die rumänische Regierung verpflichtet sich, die ihr auf Grund des Abkommens zur Verfügung gestellten Schweizerfranken grundsätzlich zur Begleichung der Verbindlichkeiten zu verwenden, welche der rumänische Staat oder rumänische Staatsangehörige, bezw. in Rumänien domizilierte Firmen, in der Schweiz kontrahiert haben, sei es auf Grund von schweizerischen Warenlieferungen nach Rumänien, sei es durch Kuraufenthalte rumänischer Staatsangehöriger oder auf andere Weise. Dabei herrscht Einverständnis darüber, dass mindestens der dritte Teil (oder die Hälfte) der Vorschüsse zum Ankauf und zur Bezahlung schweizerischer Exportwaren verwendet werden soll. *[...]*

désir de rapprochement avec les petits pays particulièrement avec la Suisse. Cette animosité contre les grandes Puissances est beaucoup plus marquée contre l'Amérique, car on est convaincu que c'est à son intervention directe et à son veto que l'on doit l'attitude de la Conférence, soit en ce qui concerne les clauses peu favorables à la Roumanie dans le traité de paix avec l'Autriche, soit en ce qui concerne sa dernière expédition contre la Hongrie. Sans parler du côté politique de l'opposition de l'Amérique à l'occupation de Budapest et qui serait motivée par l'intervention de la haute finance juive, l'attitude de l'Amérique à l'égard de la Roumanie serait due également à son profond dépit causé par son échec dans ses négociations relatives aux affaires de pétrole. Lors de la destruction, en octobre 1916, à l'approche des armées allemandes, des puits pétrolifères par les armées alliées, la France et l'Angleterre avaient pris l'engagement de payer les dommages causés par cette destruction; ceux-ci ont été évalués dès lors à 7 ou 8 cents millions; lorsqu'il s'est agi de les payer dernièrement, la France et l'Angleterre ont demandé en échange à avoir certains privilèges dans l'exploitation du pétrole; l'Amérique s'y est opposée formellement et a entamé à son tour des négociations par l'entremise de la Standard Oil pour obtenir les concessions de tous les terrains pétrolifères de l'Etat non encore exploités. Le Gouvernement roumain a fait traîner les choses en longueur et lorsqu'il s'est rendu compte que les récoltes de cette année assurant le ravitaillement de la population ne le rendaient plus aussi dépendant de l'Amérique, il a tenu bon et a refusé formellement de concéder ses terrains. Il s'est borné à autoriser la vente à la Standard Oil de 70.000 tonnes de pétrole, ce qui lui permettra de rembourser les ravitaillements qui lui ont été fournis par l'Amérique et d'y faire certains achats de marchandises pour la Roumanie.

L'Amérique furieuse de cet échec aurait refusé de continuer à ravitailler la Roumanie en d'autres marchandises et notamment en matériel de chemin de fer pour le transport de ses récoltes.

Voici ce qui m'a été raconté dans plusieurs milieux officiels et diplomatiques.

Quant aux rapports avec la France et l'Angleterre, ils sont beaucoup meilleurs; on sait fort bien que l'opinion publique en France est avec la Roumanie et que, si le Gouvernement a dû signer les notes menaçantes adressées à la Roumanie, c'est à cause de l'influence prépondérante de l'Amérique. Il n'est donc nullement question d'un refroidissement dans les rapports politiques ou économiques avec la France, mais il y a, je le répète, une tendance à un rapprochement avec les petits Etats.

Le nœud de toutes les difficultés, avec lesquelles se débat la Roumanie, est avant tout et en premier lieu la crise des moyens de transport et spécialement des locomotives, car il ne sert à rien à la Roumanie d'avoir cette année-ci de magnifiques récoltes, si elle ne peut pas les transporter et par conséquent pas les exporter ou s'il lui faut attendre encore au printemps prochain. Le jour où cette question serait résolue, où les récoltes pourraient être transportées ou exportées, et où les autres marchandises pourraient circuler dans le pays, où le trafic des voyageurs pourrait être repris dans d'autres conditions que les membres de la délégation suisse pourront vous décrire de vive voix, ce jour-là, je le répète, la Roumanie aura franchi le plus gros obstacle qui s'oppose à son développement et à son relèvement.

Si la Suisse pouvait en partie lui venir en aide à cette occasion, j'estime qu'elle lui rendrait un service tel que sa reconnaissance pourrait certainement se témoigner par un vigoureux appui à donner à notre commerce d'exportation. Il s'agit donc d'examiner si nous pouvons livrer à la Roumanie un nombre appréciable de locomotives dont nous avons de trop dans un délai rapproché, et si nous pouvons lui faire, en vue de l'intérêt que nous en retirions, des facilités de paiement; j'entends par là qu'il faudrait pouvoir consentir à porter ce crédit éventuel de 30 millions à un chiffre supérieur, tout en exigeant en échange des marchandises roumaines pour un chiffre analogue.

En ce qui concerne l'envoi de notre matériel pour effectuer le transport des céréales que nous achèterons à la Roumanie, j'estime qu'en l'état actuel des moyens de transports dans ce pays-ci, c'est une condition sine qua non de la réussite de cette opération, si vous voulez obtenir la livraison de blé dans un délai donné. Vous pourrez peut-être demander au Gouvernement roumain qu'il prenne l'engagement de vous acheter les 10 ou 12 locomotives que vous enverriez dans ce but, lorsqu'elles auraient terminé le transport de nos céréales. Vous ne courriez pas ainsi le risque qu'elles vous soient renvoyées dans un état trop détérioré et vous auriez ainsi, outre l'assurance de pouvoir faire transporter nos céréales, la vente assurée de votre matériel.

J'insiste tout particulièrement, si la chose est réalisable, sur l'importance du service que vous rendriez à la Roumanie en lui vendant actuellement du matériel de chemin de fer. Il y a, je le répète, un intérêt capital pour nous en vue de l'avenir, à prendre pied ici dès maintenant, à ne pas nous laisser distancer et à ce que l'on puisse dire plus tard que la Suisse est venue en aide à la Roumanie dans la mesure de ses moyens au plus fort de sa crise de transport.

70

E 6001 (A) 1–3

Le Directeur de la Banque Nationale Suisse, R. de Haller, au Chef du Département des Finances et des Douanes, G. Motta

L Berne, 8 septembre 1919

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 2 septembre[1] nous donnant connaissance du décret de mainmise par le Gouvernement austro-allemand sur tous les titres et valeurs étrangers déposés en Autriche-allemande, qu'ils appartiennent indistinctement à des sujets austro-allemands, à des neutres et même à des neutres n'habitant pas l'Autriche-allemande.

Vous nous demandez notre opinion sur les mesures éventuelles à prendre, et

1. *Non retrouvée; il s'agit sans doute d'une simple transmission de la lettre, au contenu analogue, du Département politique, mais datée du 29 août, cf.* E 6001 (A)/1–3.

particulièrement sur l'idée émise par notre Ministre à Vienne[2] d'user de représailles en Suisse en ce qui concerne les valeurs déposées en Suisse par des sujets autrichiens allemands.

Notre Direction générale s'est occupée de cette question et estime comme vous que des représailles sont une épée à deux tranchants qu'il faut éviter autant que faire se peut. Du reste, avant de prendre une mesure de ce genre, il faudrait être renseigné d'une part sur le montant des valeurs appartenant à des Suisses domiciliés hors de l'Autriche, et d'autre part connaître l'importance des valeurs déposées en Suisse. Seulement alors l'on pourrait juger d'une compensation possible entre ces deux montants; mais pour une pareille enquête il faudrait obliger les banques suisses à rompre le secret professionnel, ce qui ne peut pas se faire sans une modification des lois actuelles et ce qui aurait comme conséquence presque certaine un retrait de tous les fonds appartenant à des étrangers. Les conséquences d'une mesure pareille seraient donc très dangereuses pour le crédit de nos banques en général et la situation financière de la Suisse.

Nous pensons donc qu'il n'y a pas d'autre moyen que de chercher à amener le Gouvernement autrichien à modifier sa décision dans ce sens que les valeurs possédées par des Suisses non domiciliés en Autriche soient exclues de cette mesure. Notre Ministre à Vienne ne pourrait-il pas faire discrètement état des démarches qui ont été faites à Paris pour sauvegarder nos intérêts en Autriche-allemande, démarches qui en même temps étaient en faveur des intérêts des banques autrichiennes.

Nous ne voyons en tout cas aucun autre moyen que par les conversations diplomatiques.

---

2. *Dans sa lettre secrète au Conseiller fédéral Calonder du 23 août, le Ministre Bourcart disait: [...]* Die Gesandtschaft hat verschiedene Male gegen eine solche Massnahme protestiert. Sie ist aber bis heute ohne irgendwelche Rückantwort seitens der deutschösterreichischen Behörden geblieben. In Anbetracht dessen, dass die Lage für die Schweizer nun äusserst schwierig wird, da geradezu eine teilweise Konfiskation des Vermögens stattfindet, ist es dringend wünschenswert, Repressalien zu ergreifen.

Ich bitte deshalb um umgehende Mitteilung, was für Massnahmen die Regierung zu treffen gedenkt und in welcher Weise ich hier vorzugehen habe. (E 2200 Wien 10/3).

71

E 2200 Rom 9/2

Le Chef de la Division pour la Représentation des Intérêts étrangers et pour l'Internement, P. Dinichert, au Chargé d'Affaires de Suisse à Rome, H. von Segesser

L Bern, 8. September 1919

Die in Ihrem vertraulichen Schreiben an die Abteilung für Auswärtiges vom 22. vorigen Monats[1] enthaltenen Ausführungen haben wir mit Herrn Minister

---

1. *Cf. n° 51.*

Wagnière zu besprechen Gelegenheit gehabt. Bei seiner Rückkehr nach Rom werden Sie die aufgeworfenen Fragen auch noch mit ihm erörtern können.

Für heute beschränken wir uns auf einige kurze Bemerkungen, in denen wir mit Herrn Wagnière vollkommen einig gehen.

Es kann dermalen nicht unsere Sache sein, wie Sie es vorschlagen, in Berlin auf eine baldige Entsendung eines diplomatischen Vertreters nach Italien hinzuwirken. Solange der Friedensvertrag nicht in Kraft getreten ist, besteht völkerrechtlich zwischen Deutschland und seinen Feinden noch der Kriegszustand, der die Wiederaufnahme normaler diplomatischer Beziehungen wohl nicht zulässt. Wir hätten auch kaum einen Grund, uns hinsichtlich der Beziehungen zwischen Deutschland und Italien anders zu verhalten als zwischen Deutschland und den zahlreichen gegnerischen Staaten, in denen wir die Interessen Deutschlands wahrnehmen.

Ferner sehen wir nicht ein, warum durch die Verhandlungen, die gewisse Deutsche in mehr oder weniger offiziöser Weise in Italien führen oder anzubahnen suchen, unsere eigenen Interessen deshalb gefährdeter wären, weil wir noch die diplomatische Vertretung Deutschlands besorgen.

Eine Frage für sich ist diejenige, ob und inwiefern einem der deutschen Mitarbeiter Ihrer Gesandtschaft zu gestatten ist, mit italienischen Regierungsorganen Beziehungen zu unterhalten, die sich der Kontrolle der Gesandtschaft entziehen. Fest steht, dass auf die deutschen Herren, die unserer Gesandtschaft zugeteilt sind, auch unbedingt die Regel anwendbar ist, wonach es einem Mitglied der Gesandtschaft ohne Auftrag oder Erlaubnis des Missionschefs nicht gestattet ist, mit italienischen Behörden in offiziellen oder offiziösen Verkehr zu treten. Wenn Sie es zweckmässig finden, mögen Sie noch vor Rückkehr des Herrn Minister Wagnière Herrn Dr. Toepke darauf aufmerksam machen.

Ihre Bemerkung, Herr Comm. Bordonaro habe seit Monaten die offiziöse Leitung der italienischen Botschaft in Berlin übernommen, ist nicht zutreffend. In Wirklichkeit existiert diese Botschaft nicht. Herr Bordonaro hat allerdings im vergangenen Juni von seiner Regierung die Mission erhalten, sich in Berlin mit allen Fragen politischer und wirtschaftlicher Natur zu befassen. Indem sie uns hiervon Mitteilung machte, fügte die italienische Regierung aber ausdrücklich bei: «Pour ce qui a trait à la protection des intérêts italiens en Allemagne, il n'y aura *naturellement* aucun changement, et la Légation de Suisse à Berlin en gardera la protection jusqu'à la reprise des relations diplomatiques entre l'Italie et l'Allemagne.»

Ganz ähnlich liegen die Verhältnisse in Wien in bezug auf Herrn Allizé und die Wahrung der französischen Interessen durch unsere Gesandtschaft. Auch in Frankreich ist durch die Gegenwart des Herrn von Lersner und der andern deutschen Unterhändler in Versailles an der Vertretung der deutschen Interessen durch unsere Pariser Gesandtschaft bis dahin nichts geändert worden.

72

E 2200 Washington 11/5

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L S/R *Washington,* 9. September 1919

Mit Telegramm No. 30 vom 7. September[1] erlaubte ich mir, Sie auf eine Auslegung des Präsidenten der Worte «to respect and preserve as against external aggression territorial integrity and existing political independence» aufmerksam zu machen, die mir unverständlich erscheint und angesichts des Gewichtes der Persönlichkeit ein gefährliches Präjudiz schaffen könnte, an dessen Richtigstellung die kleinen Länder m.E. ein vitales Interesse haben dürften. Die Äusserung des Präsidenten fiel in der gemeinschaftlichen Sitzung mit der Senatskommission für auswärtige Angelegenheiten und findet sich im Protokoll dieser Sitzung (Einvernahmen der Senatskommission, Part 10, Seite 540). Sie wiederholt sich mit aller Schärfe in einer Rede, die der Präsident auf seiner Redetour in St.Louis[2] gehalten hat und die in inliegendem Zeitungsausschnitt[3] wiedergegeben ist.

In der ebenfalls beiliegenden[3] bekannten politischen Wochenschrift «The New Republic», die bis zum Beginn der Friedenskonferenz sehr präsidentenfreundlich war, seit den Pariser Ereignissen aber sich mit zunehmender Schärfe gegen ihn wendet, und deren Hauptredaktor der bekannte Walter Lippmann ist, der unter Oberst House an den amerikanischen Vorbereitungsarbeiten für die Friedenskonferenz eine nicht untergeordnete Rolle spielte, finden Sie einen Artikel, der gegen diese Auslegung des Präsidenten scharfen Protest erhebt, unter Hinweis auf den Einfall Deutschlands in Belgien. In der Tat wäre nach der Auslegung des Präsidenten eine Verletzung der Pflichten aus Art. X mit einem solchen bewaffneten Einfall nicht verbunden, da ja nach der ausdrücklichen Erklärung des Reichskanzlers Deutschland damals jede annexionistische Absicht ablehnte. Ebensowenig wäre in einem solchen Falle die Pflicht der andern Ligamitglieder gegeben, dem überfallenen Staate zu Hilfe zu eilen. Unbestimmt bleibt die Frage, wann der Zeitpunkt eintritt, in welchem nach Auffassung des Präsidenten der Wille des einfallenden Staates zum Verbleiben oder zur Annexion von Gebieten erkenntlich sein soll.

Ich habe mit Mr. Lansing über diese Auslegung gesprochen und ihn um seine Ansicht gebeten. Er war darüber selbst sehr erstaunt, bemerkte, dass er noch von

---

1. *Ce télégramme contient le passage suivant: [...]* Es wird an genannter Stelle von Wilson die Auffassung vertreten, ein bewaffneter Einfall in das Gebiet eines andern Landes komme an sich noch keiner Verletzung der territorialen Integrität im Sinne des Art. 10 der Völkerbundstatuten gleich, sondern erst wenn Gebiete vom einfallenden Staat besetzt behalten oder annektiert werden, sei eine solche Verletzung vorhanden. *[...]* (E 2001 (B) 1/81).
2. *Le télégramme n° 30 rapporte un extrait du discours du Président Wilson à St-Louis: [...]* Dadurch, dass ich Ihren Hof betrete, wird dessen politische Integrität nicht verletzt, doch verletze ich sie sehr, wenn ich mich weigere, wieder hinauszugehen. *[...]* (E 2001 (B) 1/81).
3. *Non reproduits.*

keiner andern Seite hierauf aufmerksam gemacht worden sei und dass er sie sich in der Tat nicht erklären könne.

Die Auslegung sei seines Erachtens entschieden gefährlich, und es dürfte sich eventuell empfehlen, darauf näher zurückzukommen. Er sprach die Vermutung aus, dass der Präsident vielleicht an die Verhältnisse in Mexico gedacht habe, die ja die Vereinigten Staaten von Zeit zu Zeit zu einem militärischen Spaziergang in dieses Land veranlassen, um Leben und Eigentum amerikanischer Bürger gegen mexikanische Räuberbanden zu schützen. Das Recht solcher vorübergehender Eingriffe, die nicht in aggressivem, sondern in rein defensivem Sinne erfolgten, müsse natürlich jedem Staat gewahrt werden gegenüber einem andern Staat, der nicht in der Lage sei, Leben und Eigentum der Ausländer zu schützen. Er gab zu, dass natürlich auch diese Unterscheidung zwischen aggressiver und defensiver Intervention die Gefahr des Missbrauchs in sich schliesse. Man denke z.B. an die Wiederholung eines Italienerkrawalls in Zürich, der Italien Gelegenheit geben könnte, zum Schutze seiner Angehörigen Truppen «in defensiver Absicht» in die Schweiz einmarschieren zu lassen.

Ausser Lansing interpellierte ich auch den Führer der demokratischen Senatsfraktion, Senator Hitchcock, der mit dem Präsidenten in fortwährender Fühlung steht. Auch er konnte mir keine erschöpfende Aufklärung geben. Er meinte, der Präsident habe damit offenbar beweisen wollen, dass die Verpflichtung der Ligamitglieder aus Artikel X durchaus nicht schon durch blosse Grenzverletzungen gegeben sei, wie sie z.B. auf dem Balkan ja alle Augenblicke vorkommen. Er wollte damit der Auffassung der Gegner dieses Artikels entgegentreten, die behaupteten, dass angesichts der zahlreichen Zänkereien einzelner Völker die Pflicht der bewaffneten Intervention der Vereinigten Staaten sozusagen dauernd vorhanden sei.

Ebensowenig waren zwei republikanische Senatoren, worunter der berühmte Präsident des Committee on Foreign Relations, Senator Lodge, in der Lage, mir eine Erklärung zu geben. Beiden war die Auffassung des Präsidenten völlig unverständlich. Senator Lodge bediente sich einer ziemlich despektierlichen Äusserung.

Es ist allerdings richtig, dass die in Art. XVI angedrohte wirtschaftliche Massregelung im allgemeinen genügen dürfte, um einen Staat vor abruptem Einfall in ein anderes Land abzuhalten. Das gilt aber nur solange, als sich dieser Staat nicht mächtig genug fühlt, den wirtschaftlichen Boykott durchzuhalten. Was heute ausgeschlossen erscheint, das kann in einigen Jahrzehnten sehr wohl zur Wirklichkeit werden.

Ich hielt die Angelegenheit für wichtig genug, um sie Ihnen zur Kenntnis zu bringen. Sie ist nur eine weitere Bestätigung dafür, dass der Wortlaut der Ligastatuten an Klarheit zu wünschen übrig lässt, trotz der Behauptung des Präsidenten, dass ein klareres und besseres Englisch überhaupt nicht geschrieben werden könne.

Ich erwarte Ihre Ansichtäusserung und allfälligen Instruktionen.

73

E 2001 (B) 8/27

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, F. Calonder[1]

Projet
111. My

Berne, 10 septembre 1919

Le Département politique a l'honneur d'adresser au Conseil fédéral, sur la question du rattachement du Vorarlberg à la Suisse, le rapport suivant:

Le 17 août, MM. Neubner et Pirker, délégués du Vorarlberg, envoyèrent de Berne au Président de la Conférence, un télégramme demandant leur admission à Paris pour exposer le droit de libre disposition du Vorarlberg.[2] Ils demandèrent en même temps à l'Ambassade de France le visa de leurs passeports, qui ne fut jamais accordé. — Le Département politique se borna à recommander à l'Ambassade de France la requête de ces Messieurs, et à se renseigner verbalement sur le résultat de leur démarche. Les délégués ont renouvelé leur démarche par de nombreux télégrammes à la Conférence et aux Puissances sans aucun appui officiel de la part de la Suisse. *[...]*[3]

D'autre part, les journaux italiens d'une part, et M. Sforza sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères à Rome de l'autre, avaient déclaré que c'était sur l'initiative de l'Italie que la question du Vorarlberg avait été écartée. Il y a là une certaine incertitude et une contradiction qui ne s'explique pas. Mais M. Tittoni a fait savoir, de la manière la plus positive, à Berne, à Paris et à Rome qu'il ne s'était jamais opposé à la réunion du Vorarlberg à la Suisse, de sorte que l'on peut admettre que les communications de M. Sforza et de la presse italienne reposent sur une confusion.

Il résulte de ce qui précède que le principal facteur qui a provoqué la décision négative du Conseil des Cinq est le refus du Conseil fédéral de prendre position dans la question. Le Département politique ne peut qu'exprimer une fois de plus son regret de cette attitude négative.

Il rappelle que, le 2 avril déjà[4], M. Calonder avait expressément demandé au Conseil fédéral d'accepter la proposition suivante: le Conseil fédéral examinerait avec bienveillance une démarche du Gouvernement du Vorarlberg tendant à son admission dans la Confédération, si cette demande se basait sur la grande majorité du peuple du Vorarlberg et *il transmettrait,* le cas échéant, *ce vœu à la Conférence de Paris.*

Le 8 avril[5], M. Calonder exposa verbalement «que le Conseil fédéral ne devait

---

1. *Remarque manuscrite de Calonder en tête du document:* Erledigt durch den unwirsch *[?]* erfolgten Beschluss des BR, die Sache bis auf weiteres auf sich beruhen zu lassen. 24.9.1919.C. *(Cf. n° 96, annexe, note 13). Une copie in* E 2001 (B) 3/9 *porte une note de la main de Lardy:* pas envoyé, *et* cancellato.
2. *Cf. n° 45.*
3. *Suit un résumé de la lettre du Ministre Dunant du 3 septembre, reproduite sous n° 67.*
4. *Cf. DDS 7/1, n° 296.*
5. *Cf. DDS 7/1, n° 311.*

pas s'exposer, vis-à-vis de l'opinion publique et devant l'histoire, au reproche de n'avoir pas su prendre position, en temps utile, dans la question du Vorarlberg».

Le 29 avril[6], le Département politique précisa son point de vue dans un rapport détaillé, dans lequel il exposa «les raisons qui l'engageaient à préconiser l'incorporation du Vorarlberg».

Le 7 août[7], en présence de l'extrême urgence de la situation, le Département demanda que la Légation de Suisse en France fût chargée de faire savoir aux Puissances que la Suisse attacherait du prix à voir insérer dans le texte du Traité de Paix, la mention que le droit de libre disposition du Vorarlberg est reconnu et que cette région est autorisée à se rattacher à la Suisse au cas où le peuple suisse et son Gouvernement le désireraient.

Le Département insistait avec la dernière énergie, dans un long rapport détaillé, sur «l'extrême gravité qu'il y aurait à laisser traîner la question qui, loin de se simplifier par l'attente, se compliquerait extraordinairement». Le Département ajoutait: «Si le Conseil fédéral n'a pas planté dès aujourd'hui les jalons nécessaires en provoquant la reconnaissance expresse par l'Autriche et les Puissances de l'Entente du droit de libre disposition du Vorarlberg, il se trouvera alors dans une situation inextricable et regrettera amèrement de ne pas avoir tiré le parti voulu des avantages que lui confère la situation actuelle».

Toutes ces propositions du Département politique sont restées sans réponse. Le fait que le Conseil fédéral n'a pas transmis le résultat du plébiscite des Vorarlbergeois à Paris et le fait qu'il n'a jamais autorisé le Département politique à déclarer officiellement à la Conférence qu'il s'intéressait à la question ont eu pour résultat de permettre à la Conférence de Paris de faire, légitimement, état du désintéressement de la Suisse, et de déclarer qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte du plébiscite du Vorarlberg, dont le Gouvernement suisse n'a pas tenu compte non plus.

L'opposition de l'Autriche n'a joué dans toute cette affaire, qu'un rôle tout à fait secondaire. M. Renner, en présence de l'attitude du Gouvernement suisse, n'avait pas à se gêner: il lui a suffi d'une petite note à la Conférence pour sacrifier d'un trait de plume les aspirations des Vorarlbergeois qui n'avaient personne pour les défendre.

Le Conseil fédéral se trouve maintenant dans la situation que le Département politique prévoyait dans son rapport du 7 août. Au Vorarlberg comme en Suisse, l'idée du rattachement persiste; elle sera seulement infiniment plus difficile à réaliser, et le Conseil fédéral aura, dans cette affaire, à résoudre des problèmes compliqués qui auraient pu être facilement évités. Il est probable que l'on cherchera tout d'abord une solution économique provisoire[8], qui aurait été très facile à

---

6. *Il s'agit sans doute d'une faute d'écriture, car la citation qui suit provient du rapport du Département politique au Conseil fédéral daté du 25 avril 1919, cf. DDS 7/1, n° 353.*

7. *Non reproduite, cf.* E 1001 1 Anträge EPD 1919.

8. *Déjà dans sa séance du 11 septembre la Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères s'occupait de cette question:* M. Vetsch a demandé à M. Ador si le Conseil fédéral verrait avec indulgence un mouvement en faveur d'une Union économique avec la Suisse. Chacun de ces messieurs exprime l'opinion que la question est enterrée pour le moment. M. Motta parle en faveur d'un Etat autonome. M. Ador ne fait pas d'objection, mais estime qu'il faut savoir si l'on

créer avec l'assentiment théorique préalable des Puissances et de l'Autriche, mais qui se heurtera à mille difficultés, maintenant que le Vorarlberg est officiellement envisagé comme une Province autrichienne.

Le Département, pour les raisons politiques qu'il a souvent énumérées, continuera à suivre la question de près. Il se réserve d'adresser ultérieurement au Conseil fédéral des rapports à cet égard.

---

peut encourager les Vorarlbergeois ou s'il faut les décourager. M. Calonder est d'avis de les laisser faire sans encouragement ni découragement. M. Schulthess est un adversaire absolu de toute combinaison avec le Vorarlberg, d'une part à cause des frais et d'autre part à cause de l'opinion publique. Il estime qu'il faut en finir une bonne fois en refusant nettement, quitte aux Chambres ou au peuple à approuver ou à blâmer ce refus. Il est décidé que la question ne doit pas être reprise pour le moment (E 9500.183).

74

E 2001 (B) 8/24

Aide-mémoire du Département politique[1]

Berne, 10 septembre 1919

Le Ministre des Pays-Bas communique que son Gouvernement voudrait être renseigné sur le point de vue de la Suisse au sujet des étrangers de marque qui ont pris séjour en Suisse et dont la présence pourrait amener des complications avec l'Entente, en connexion avec l'article *[227]* du Traité de Paix. M. de Panhuys explique que son Gouvernement a le principe que le droit d'asile traditionnel des Pays-Bas reste ouvert à tous ces personnages: princes dépossédés, politiciens et autres, aussi longtemps que leur conduite ne donne lieu au Gouvernement hollandais à aucune plainte. La Hollande décline absolument de prendre des mesures quelconques vis-à-vis de ces personnes pour la seule raison qu'elles sont des indésirables ou des criminels politiques aux yeux de l'Entente. La Hollande n'entend pas changer ce point de vue, mais elle voudrait connaître celui des autres Etats neutres.

Je réponds que le point de vue du Conseil fédéral est le même et que précisément ces jours-ci, on en parlera dans la Délégation des Affaires étrangères.[2] Il est, pour ainsi dire, sûr que ce point de vue du Conseil fédéral ne sera pas modifié. Cependant, pour éviter des difficultés, nous avons toujours la faculté de ne pas accorder la permission d'entrer à des personnages dont la présence est inopportune.

---

1. *L'auteur de ce document n'a pas pu être identifié.*
2. *Cf.* E 9500. 183.

75

EVD KW Zentrale 1914–1918/28–29

Le Département de l'Economie publique
à la Légation d'Allemagne à Berne

Copie
N 94. Deutsch-schweizerisches
Wirtschaftsabkommen vom 1. Juni 1919

Bern, 10. September 1919

Das Volkswirtschaftsdepartement sieht sich veranlasst, in folgender Angelegenheit an die Deutsche Gesandtschaft zu gelangen:

Gemäss dem am 9. Mai d. J. zwischen der Rheinischen Kohlenhandel- und Reedereigesellschaft in Mülheim a/Ruhr und der Schweiz. Kohlen-Genossenschaft in Basel abgeschlossenen Kauf- und Lieferungsvertrag hat sich die erstgenannte Gesellschaft verpflichtet, der Kohlen-Genossenschaft monatlich 30 000 Tonnen Ruhrprodukte nach Massgabe einer speziellen Aufstellung über die Sorten zu liefern.[1] Insbesondere sind dabei 30 000 Tonnen Koks vorgesehen worden, auf welche schweizerischerseits während der Verhandlungen sowohl mit der Deutschen Gesandtschaft als mit den Vertretern der Kohlenlieferanten das allergrösste Gewicht gelegt worden ist. Im Wirtschaftsabkommen vom 1. Juni d.J.[2] ist der erwähnte Kaufs- und Lieferungsvertrag ausdrücklich erwähnt, und es hat sich die Deutsche Regierung verpflichtet, die nötigen Ausfuhrbewilligungen zu erteilen, und im ernsten Bestreben, die Schweiz mit Kohle zu versorgen, das Mögliche zu tun, um die Lieferer zur Lieferung anzuhalten und den Transport zu fördern.

Es dürfte der Deutschen Gesandtschaft nicht unbekannt sein, dass die oben erwähnten Verpflichtungen deutscherseits nur zum kleinen Teil erfüllt worden sind. Die Gesamtlieferung an Ruhrprodukten beträgt beispielsweise für den Monat August bloss ca. 26 000 Tonnen. Namentlich aber sind bloss ca. 4 000 Tonnen Koks geliefert worden an Stelle der vertraglich fixierten Menge von 30 000 Tonnen. Zahlreiche Reklamationen bei der Lieferfirma haben an diesen für die Schweiz unerträglichen Verhältnissen leider nichts zu ändern vermocht. Die Kohlen-Genossenschaft hat jedoch erfahren, dass im Ruhrgebiet gegenwärtig erhebliche Mengen Koks auf Lager gelegt werden, angeblich weil es an Wagenmaterial für den Abtransport fehle. Dieses Wagenmaterial scheint jedoch vorhanden zu sein für die Spedition solcher Sorten, auf die die Schweiz lange nicht in dem Masse angewiesen ist, wie dies für Koks zutrifft. Es muss deshalb angenommen werden, dass die Lieferfirma absichtlich mit der Abgabe von Koks zurückhält.

Unter Ziffer 2 des Abkommens vom 1. Juni 1919 ist auch die Lieferung von monatlich 12 000 Tonnen linksrheinischer Braunkohlenbriketts vorgesehen worden. Während bis Ende des letzten Monats die Einfuhr in diesen Sorten in

---

1. *Pour le texte de cet arrangement, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/56–57.
2. *Cet accord est reproduit in* FF, 1919, vol. V, *pp. 509–511; pour les négociations, cf. DDS 7/1, nos 194, 213, 397.*

relativ befriedigender Weise erfolgte, ist seit einiger Zeit eine vollständige Stokkung eingetreten. Eingezogene Erkundigungen haben ergeben, dass die deutschen Behörden Ende August oder in den ersten Tagen September ca. 120 Wagen Braunkohlenbriketts, die ab Karlsruhe für Rechnung der Kohlen-Genossenschaft nach der Schweiz rollten, beschlagnahmt und darüber anderweitig verfügt haben. Auf Grund einer besondern Bewilligung der alliierten Behörden befanden sich diese Sendungen auf den rechtsrheinischen Linien unterwegs nach der Schweiz. Ausserdem sind 10 mit Braunkohlenbriketts für die Schweiz beladene Kähne auf dem Rhein ebenfalls von den deutschen Behörden beschlagnahmt worden.

Das Volkswirtschaftsdepartement vermag vorläufig an die Richtigkeit dieser Informationen nicht zu glauben; denn es würde dies eine derartig schwerwiegende Verletzung des Abkommens vom 1. Juni 1919, speziell Ziff. 2, letzter Absatz, bedeuten, dass diese Massnahmen wohl kaum von der Deutschen Regierung haben veranlasst werden können.

Indem das Volkswirtschaftsdepartement der Gesandtschaft das Vorstehende zur Kenntnis bringt, bittet es sie ebenso höflich als dringend, bei der Deutschen Regierung auf diese Zustände aufmerksam zu machen und für Erfüllung der Bestimmungen des gegenwärtigen Wirtschaftsabkommens besorgt sein zu wollen. Die Kohlenversorgung der Schweiz bietet für den kommenden Winter Anlass zu den schwersten Befürchtungen, und es ist insbesondere die Hausbrandversorgung in keiner Weise gesichert. Der Bundesrat muss deshalb darauf dringen, dass namentlich die für diese Verbraucherkategorie versprochenen Quantitäten an Koks und Braunkohlenbriketts zur Ablieferung gelangen und dass diese nicht verunmöglicht wird durch Massnahmen, welche sich mit den Bestimmungen des Abkommens in keiner Weise vereinbaren lassen würden.[3]
[...]

3. *Une note identique a été remise par le Ministre Mercier à Berlin, cf. n° 89; la réponse allemande est reproduite sous n° 98.*

76

E 2001 (D) c 1/1910–1919

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
RP 111. My

Berne, 11 septembre 1919

Bien que les partisans du rattachement du *Vorarlberg* à la Suisse n'aient pas perdu courage, cette question paraît, /pour le moment, tout à fait compromise/.[1]

En effet, M. Renner a donné, à son passage à travers la Suisse, une interview

1. *Le passage entre crochets porte la correction manuscrite de Calonder:* suspendue pour assez longtemps.

significative, dans laquelle il se place au point de vue que le mouvement en faveur de la Suisse est plus ou moins factice et va disparaître.

D'autre part, les partisans du Vorarlberg, complètement désorientés, privés de MM. Neubner et Pirker, en qui ils avaient confiance, abandonnés par M. Ender qui reste depuis trois semaines à Appenzell, sans nouvelles positives des événements et en butte aux violentes pressions des pangermanistes et de l'Autriche, ont tout à fait perdu la tête. Ainsi livrés à eux-mêmes, ils n'ont su prendre aucune décision et sont restés dans une douloureuse apathie. Leurs députés à Vienne, qui semblent être des personnages de peu de conséquence, n'ont même pas su protester contre la décision de Paris et ont approuvé sans réserve le Traité de St-Germain, au lieu de protester immédiatement avec la dernière énergie, comme l'ont fait les Tyroliens. C'est, semble-t-il, une complète débâcle politique au Vorarlberg; mais on nous dit que les sentiments de la population restent les mêmes et que c'est la défaillance de guides inexpérimentés qui est la véritable cause de toute cette déconfiture. Il est évident que ce petit peuple de montagnards n'était pas de taille à lutter tout seul contre des politiciens de grande, de moyenne ni même de petite envergure.

Il est question de chercher encore une solution provisoire, consistant en une autonomie de la province, avec un concours de la Suisse au point de vue économique, mais /il est peu probable que/ le Conseil fédéral /soit disposé à donner aux Vorarlbergeois le moindre encouragement./[2]

[...]

---

2. *Le passage entre crochets a été corrigé par Calonder:* ne changera pas sa ligne de direction.

77

EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86

Le Délégué du Conseil fédéral pour les Questions économiques et industrielles, H. Heer, aux Membres de la Commission d'Experts pour l'Etude du Financement de l'Exportation

Copie
L

Bern, 11. September 1919

Beauftragt vom Vorsteher des Schweizer. Volkswirtschafts-Departements, die Förderung der Exporte nach den valutaleidenden Staaten zu prüfen, habe ich, in Verbindung mit dem Vorstande der Genossenschaft für Warenaustausch, dem Amt für Arbeitslosenfürsorge und verschiedenen privaten Interessenten die Angelegenheit besprochen.[1] Es wurde beschlossen, dem Herrn Departementschef vorzuschlagen, die weitern Studien und Vorarbeiten einem Spezialkomité zu übertragen.

---

1. *Pour le procès-verbal de cette discussion du 1^er^ septembre qui a eu lieu à Zurich cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86.

Herr Bundesrat Schulthess hat diesen Vorschlag gutgeheissen und mich gebeten, folgende Herren, als Vertreter des Volkswirtschaftsdepartements, um ihre Mitwirkung in diesem Comité zu ersuchen:

Herr Dr. Bachmann, Direktor der Schweiz. Nationalbank, Zürich

Herr H. Kurz, Direktor der Schweizer. Kreditanstalt, Zürich

Herr C. Brupbacher, Direktor der A.-G. Leu & Co., Zürich

Herr F. Dominicé, Directeur de l'Union financière, Genève

Herr Dr. Meyer, Sekretär des Vereins schweizer. Maschinenindustrieller, Zürich.

Die Genossenschaft für Warenaustausch hat ihrerseits nachstehende Herren für die Teilnahme an den Beratungen bezeichnet:

Herr Oberst Wagner, Präsident des Verwaltungsrates der Genossenschaft für Warenaustausch, Zürich

Herr Dr. A. Hoffmann, Präsident des Exporteurverbandes, St. Gallen

Herr H. Müller, Zürich

Herr Dr. Grüebler, Direktor der Schweiz. Bankgesellschaft, Zürich

Herr Ehrensperger, Direktor der Genossenschaft für Warenaustausch Zürich.

Der Unterzeichnete würde im Auftrag des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements die Beratungen leiten.

Zur allgemeinen Orientierung möchte ich Ihnen vorläufig noch folgendes mitteilen:

Im Sommer dieses Jahres wurde die schweizerische Genossenschaft für Warenaustausch gegründet[2], die sich zum Ziele setzte, den Export nach den Ländern mit ungünstiger Valuta (insbesondere die Oststaaten) zu ermöglichen. Sie glaubte dieser Aufgabe gerecht werden zu können auf Basis des reinen Austausches von Waren gegen Waren. Bald aber zeigte es sich, dass die sehr aufnahmefähigen Oststaaten nicht in der Lage sind, genügend Gegenwerte für die schweizerischen Exportprodukte zu liefern, sei es in Form von Waren, sei es in Form von Geld.

Man gelangte immer mehr zur Erkenntnis, dass eine Lösung der Frage nur gefunden werden könne, wenn mit dem Austausch von Waren Kreditgeschäfte verbunden werden könnten.

In diesem Zusammenhang wurde zunächst, mehr oder weniger unter dem Einfluss einer ähnlichen Neugründung in Frankreich, an eine besondere Exportbank gedacht. Diesem Projekt wurde entgegengehalten, dass die bestehenden Banken bereits in der Lage seien, die Exporte zu finanzieren und dass in der Schweiz, im Gegensatz zu andern Ländern, jede Bank eine Exportbank sei. Trotzdem sind heute die Verhältnisse derart, dass aussergewöhnliche Lösungen gesucht werden sollten, wobei man nicht sofort an ein neues Spezialinstitut zu denken braucht, sondern vielleicht eher an eine Ergänzung der Organisation der Warenaustauschgenossenschaft.

Es sollte dieser letztern Gesellschaft, oder einem neuen mit ihr zu fusionierenden Organ, die Möglichkeit gegeben werden, dort einzuspringen, wo der Abschluss eines Geschäftes nicht auf der Basis des reinen Warenaustausches stattfinden kann.

---

2. *A ce sujet, cf. aussi n^os 7 et 13.*

Neben dieser mehr wirtschaftlichen Erwägung muss noch besonderes auf das soziale Moment der Notwendigkeit einer Belebung unseres Exportes hingewiesen werden. Das Arbeitslosenamt hat von sich aus solche Massnahmen als notwendig bezeichnet. Herr Direktor Rothpletz legte in seinen Ausführungen an das Schweizer.Volkswirtschaftsdepartement dar, dass nur die Vermehrung des Exports, insbesondere der schweizerischen Maschinenindustrie, ermöglichen könne, die Arbeitslosigkeit hintanzuhalten.

Das Bedürfnis neuer Methoden der Finanzierung des Exportes nach Ländern mit ungünstigen Valutaverhältnissen scheint ausserdem durch zahlreiche Äusserungen in der Presse und durch persönliche Aussprachen mit verschiedenen Interessentenkreisen abgeklärt zu sein.[3]

---

3. *Après de longues délibérations de septembre 1919 à février 1920, au cours desquelles ont été élaborés divers projets, H. Heer présentait dans son rapport final au Chef du Département de l'Economie publique la résolution suivante de la commission:* Die Expertenkommission für das Studium der Exportfinanzierung nach Ländern mit ungünstiger Valuta hat *[...]* in Ansehung der gegenwärtigen internationalen Finanzlage beschlossen, dem Schweizerischen Volkswirtschaftsdepartement zu beantragen, es sei vorläufig von der Organisation einer Exportbank abzusehen. Infolgedessen sei die Organisation der Exportfinanzierung nach Ländern mit ungünstiger Valuta der Schweizer. Genossenschaft für Warenaustausch oder anderer privater Initiative zu überlassen, dagegen möge der Bund die Förderung des Warenaustausches durch engere Fühlung mit der W.A.G. an die Hand nehmen (EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86).

78

E 2001 (B) 1/18

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

L Wien, 11. September 1919

Nachdem der Friede durch Österreichs Vertreter unterzeichnet worden ist, dürfte für die Schweiz der Moment gekommen sein, auch diesen Staat anzuerkennen. Die Anschlussfrage, die bis jetzt ein Hindernis bildete, ist erledigt, und die Tschechoslowakei haben wir auch schon anerkannt, so dass eigentlich kein Grund vorhanden ist, die hiesige Regierung, die das Ergebnis von regelrechten Wahlen und im Lande nicht beanstandet ist, anzuerkennen. Der Umstand, dass der Friede noch nicht ratifiziert ist, scheint mir irrelevant, hat der Bundesrat doch die deutsche Republik anerkannt, trotzdem deren Friedensvertrag noch nicht allseitig ratifiziert war.

Die Bitte um Anerkennung ist Ihnen schon verschiedentlich unterbreitet worden; eine neue Recharge abzuwarten hätte m.E. keinen Sinn; im Gegenteil würde ein mehr oder weniger spontaner Schritt unsererseits den Vorteil haben, als ein freundlicher Akt zu erscheinen.

79

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 septembre 1919

3167. Beitritt der Schweiz zum Völkerbund

Mündlich

Der Vorsteher des politischen Departementes referiert über die Verhandlungen der nationalrätlichen Kommission. Eine erste Minderheit der Kommission beantragt grundsätzliche Ablehnung des Beitritts. Eine zweite Minderheit will den Beitritt zur Zeit ablehnen. Die Mehrheit der Kommission will entgegen dem Antrage des Bundesrates keine Bestimmung über den Beitritt in die Bundesverfassung aufnehmen, sondern die Beitrittserklärung in die Form eines Bundesbeschlusses kleiden, welcher aber doch der Abstimmung des Volkes und der Stände zu unterbreiten wäre. Die Mehrheit der Kommission hat ferner einem Antrag zugestimmt, wonach für die Ratifikation der Abänderungen des Völkerbundsvertrages sowie für die Genehmigung von mit dem Völkerbund zusammenhängenden Übereinkünften jeder Art nicht die in der Verfassung für die Genehmigung von Staatsverträgen aufgestellten Bestimmungen, sondern die für den Erlass von Bundesgesetzen aufgestellten Bestimmungen (Referendum) zur Anwendung kommen müssen. Endlich hat die Kommissionsmehrheit die Aufnahme einer Bestimmung vorgesehen, wonach auch auf die Kündigung des Völkerbundsvertrages und für den Rücktritt vom Völkerbund Art. 121 *[der Bundesverfassung]* (Initiative) anwendbar sein soll.

Der Vorsteher des politischen Departementes ersucht um die Ermächtigung, diesen Abweichungen von der Vorlage des Bundesrates namens des Bundesrates zuzustimmen.

In der Beratung wird darauf aufmerksam gemacht, dass der Beschluss, die Ratifikation von Abänderungen des Völkerbundsvertrages und von Übereinkünften im Zusammenhang mit dem Völkerbund dem Referendum zu unterstellen, einer teilweisen Verwirklichung der Staatsvertragsinitiative gleichkomme und daher schwere Bedenken erregen müsse. Ein negativer Volksentscheid über einen ganz untergeordneten Abänderungsvorschlag könnte den Austritt der Schweiz aus dem Völkerbund zur Folge haben. Damit öffne man der Sabotierung des Völkerbunds Tür und Tor. Alle Staatsverträge wie Gesetze zu behandeln, wäre ein Landesunglück, da es ja bekanntlich unmöglich wäre, einen Handelsvertrag in der Volksabstimmung durchzubringen. Der Bundesrat sollte sich jedenfalls in dieser Hinsicht nicht von vornherein durch Zustimmung zu den Anträgen der Kommission binden. Demgegenüber wird betont, dass die Ablehnung einer Abänderung des Völkerbundsvertrages noch nicht den Austritt nach sich ziehe. Werde eine solche Abänderung verworfen, so müsse über den Austritt vom Völkerbund nochmals abgestimmt werden, und wenn dieser Entscheid auf Verbleiben im Völkerbund laute, dann werde damit ohne weiteres die ursprünglich abgelehnte Abänderung des Völkerbundsvertrages mit in Kauf genommen.

Auf Grund der Beratung stellt der Vorsteher des politischen Departementes

den Antrag, die Frage der Stellungnahme des Bundesrates betr. den Beschluss der Kommission auf Unterstellung der Abänderungen des Völkerbundsvertrages und der mit ihm in Zusammenhang stehenden Übereinkünfte unter das Referendum offen zu lassen, den Antragsteller aber zu ermächtigen, im übrigen den Beschlüssen der Kommissionsmehrheit namens des Bundesrates zuzustimmen.[1]

Der Rat stimmt diesem Antrag zu.

3189. Wirtschaftsabkommen mit Belgien

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 10. September 1919

Da im Vergleich zu den amerikanischen Kohlen die belgischen Kohlenlieferungen relativ sehr billig sind, so hat die Schweiz das allergrösste Interesse, sich möglichst viel belgische Kohlen zu verschaffen. Der Schweizerischen Kohlen-Genossenschaft in Basel war es vor einiger Zeit auch gelungen, Zusicherungen für die Lieferung von monatlich ca. 120000 Tonnen bis Ende des Jahres zu erhalten. Allerdings verlangte Belgien Gegenleistungen in Form eines Valutakredites einerseits und der Lieferung von Lebensmitteln anderseits.[2] Die Verhandlungen über diese Gegenleistungen waren schon ziemlich weit fortgeschritten, als die belgische Regierung plötzlich, anfangs August, dem Drängen der öffentlichen Meinung nachgebend, die Kohlenausfuhr vollständig einstellte. Damit wurde für die Schweiz eine ausserordentlich schwierige Situation geschaffen, denn Belgien ist namentlich mit Bezug auf diejenigen Kohlenqualitäten, die für die Hausbrandversorgung benötigt werden, das einzige in erheblichem Umfange in Betracht kommende Lieferungsland.

Es gelang schliesslich, vorläufig eine weitere Ausfuhrbewilligung für 10000 Tonnen zu erhalten, ein Quantum, dessen Erhöhung und Sicherstellung mindestens bis Ende des Jahres mit allen Mitteln angestrebt werden musste. Die zu diesem Zweck eingeleiteten Verhandlungen haben zum Entwurf eines Abkommens geführt, mit dem sich das Volkswirtschaftsdepartement bereits einverstanden erklärt hat, dessen Ratifikation durch den Bundesrat jedoch vorbehalten ist.

Nach diesem Abkommen verpflichtet sich die belgische Regierung, für die Monate September bis Dezember dieses Jahres monatlich ein Quantum von 30000 Tonnen Kohle zur Lieferung in die Schweiz freizugeben und dieses Quantum zu erhöhen, falls die belgische Kohlenproduktion gesteigert werden kann. Soweit der Transport nicht auf dem Wasserwege erfolgen kann, müssen die nötigen Wagen durch die Schweiz. Bundesbahnen gestellt werden.

Dieser Verpflichtung Belgiens gegenüber sind folgende Gegenleistungen der Schweiz vorgesehen:

1.) Belgien hatte ursprünglich verlangt, dass für überseeische Bezüge von Schweizerwaren an Stelle des Hafens von Rotterdam derjenige von Antwerpen ausschliesslich oder doch vorwiegend berücksichtigt werde. Dieser belgischen Forderung kann unmöglich ohne weiteres Folge gegeben werden; denn nicht nur

---

1. *Sur l'attitude de la commission du Conseil national, cf. aussi n° 87.*
2. *Cf. n° 28.*

wurde von englischen und amerikanischen Lieferanten die Benutzung des Hafens von Rotterdam für gewisse Waren direkt vorgeschrieben, sondern es ist die Spedition über Antwerpen im allgemeinen wesentlich teurer und zeitraubender als die über Rotterdam. Immerhin kann ohne wesentliche Schwierigkeiten den belgischen Wünschen durch vermehrte Benützung des Hafens von Antwerpen entgegengekommen werden. Der Vertrag sieht deshalb vor, dass der Bundesrat die belgischen Wünsche wohlwollend prüfen und ihnen im einzelnen Falle entsprechen werde, sofern die Transportbedingungen es gestatten. Diese Formulierung wird ohne Bedenken angenommen werden können.

2.) Belgien hatte ursprünglich von der Schweiz einen Valutakredit von 70 Millionen Franken verlangt, die Forderung jedoch später auf 35 Millionen Franken reduziert. Eine so hohe Summe hätte aber lediglich dann in Betracht kommen können, wenn Belgien der Schweiz die vorgesehenen Monatsquantitäten von 120 000 Tonnen geliefert hätte. Mit Rücksicht auf die erhebliche Verminderung der belgischen Kohlenlieferungen erschien deshalb ohne weiteres auch eine wesentliche Reduktion des Kredites angezeigt. Art. 3 des Vertragsprojektes sieht nun vor, dass der Bundesrat die Schweiz. Finanzgesellschaft in Luzern ermächtigt, einem Konsortium von belgischen Banken unter Führung der belgischen Nationalbank einen Kredit zu gewähren, welcher der Hälfte des Wertes der eingeführten belgischen Kohlen entspricht. Für die Monate Juni, Juli und August ist dieser Kredit bereits fixiert worden auf 9 Millionen Franken. Unter der Voraussetzung, dass, wie vorgesehen, in den letzten 4 Monaten des Jahres je 30 000 Tonnen Kohle geliefert werden, käme für diese Zeit – unter der Annahme eines durchschnittlichen Kohlenpreises von Fr. 100 per Tonne – ein weiterer Kredit von 6 Millionen Franken in Betracht, bis Ende des Jahres somit total 15 Millionen Franken. Art. 4 des Entwurfes beschränkt die Kreditsumme auf maximal 38 Millionen Franken. Diese Summe, resp. eine Erhöhung des Betrages von 15 Millionen Franken, käme jedoch nur dann in Betracht, wenn Belgien seine Kohlenlieferungen über das vorgesehene Mass von 30 000 Tonnen monatlich ganz wesentlich erhöhen würde, was selbstverständlich ja im grössten Interesse der Schweiz läge.

Der Kredit wird sichergestellt durch Solidarhaftung von 10 der bedeutendsten belgischen Banken, worunter die Belgische Nationalbank. Überdies besteht für die Verpflichtungen dieser Banken gemäss einem belgischen Gesetz vom 16. März 1919 eine Haftung des belgischen Staates. Damit kann die Sicherstellung als eine befriedigende betrachtet werden. Der Kredit soll durch Erneuerung von Dreimonatswechseln gewährt werden und zwar auf eine Maximaldauer von 1½ Jahren, d.h. bis spätestens den 26. Juni 1921. Der Zinsfuss ist auf 6% festgesetzt. Da jedoch dieser Satz den üblichen Bedingungen der Finanzgesellschaft nicht entsprechen würde, eine Erhöhung bei Belgien aber nicht erreichbar war, so wird die Kohlen-Genossenschaft in Basel der Finanzgesellschaft die von dieser verlangte Kommission von ¼% per Trimester entrichten. Die Finanzgesellschaft hat damit effektiv ihr Geld zu 7% ausgegeben, während die Kohlen-Genossenschaft ein Opfer auf sich nimmt, das mit Rücksicht auf die Wichtigkeit der Transaktion für die Kohlenversorgung ohne weiteres gerechtfertigt erscheint.

3.) Als weitere Gegenleistung hatte Belgien die Lieferung von Lebensmitteln,

namentlich von Vieh und Käse, verlangt. Es gelang aber, Belgien zum Verzicht auf diese Bedingungen zu bewegen, jedoch nur unter der Voraussetzung, dass dafür ein besonderer Kredit von 3 Millionen Franken seitens der Finanzgesellschaft gewährt werde (Art. 3, lit. c, des Vertragsentwurfes). Die Bedingungen dieses Kredites sind die gleichen wie die bereits erwähnten des eigentlichen Kohlenkredites.

Die Kohlenversorgung der Schweiz gibt für den kommenden Winter zu so schweren Bedenken Anlass, dass nichts versäumt werden darf, um Kohle ins Land zu bringen, namentlich wenn es sich, wie im vorliegenden Falle, um Hausbrandkohle handelt, die billiger ist als diejenige jeder andern Provenienz. Trotzdem die Gewährung eines Valutakredites ans Ausland bei der gespannten Finanzlage der Schweiz nur im äussersten Falle gerechtfertigt ist, kann diese Massnahme im vorliegenden Falle durchaus verantwortet werden. Die Finanzgesellschaft in Luzern, die bekanntlich zur Durchführung solcher Kreditgeschäfte mit dem Ausland gegründet worden ist, hat sich bereit erklärt, diese Finanztransaktion gemäss einem Spezialabkommen zwischen ihr und dem belgischen Bankkonsortium durchzuführen. Sie ist hiezu ohne besondere Mittel in der Lage, indem einerseits Gelder, die für Italien vorgesehen waren, von diesem Lande nicht beansprucht worden sind und anderseits Frankreich kürzlich bedeutende Rückzahlungen an die Finanzgesellschaft geleistet hat. Zudem liegt diese Kreditgewährung auch im Interesse von Handel und Industrie, indem sich in Art. 8 des Vertragsentwurfes die belgische Regierung verpflichtet, aus dem Kredit die nötigen Devisen für Bezüge von Schweizerwaren zur Verfügung zu stellen.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Der Entwurf eines «Accord économique et financier entre la Belgique et la Suisse», wie er von Delegierten der beiden Regierungen in Brüssel aufgesetzt worden ist, wird ratifiziert und das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, der belgischen Regierung diese Ratifikation zur Kenntnis zu bringen.[3]

---

3. *Pour le texte de cet accord, cf.* E 2001 (B) 14/5. *On en trouve un résumé in:* FF, 1919, vol. V, *p. 519.*

80

EVD KW Zentrale 1914–18/29–30

Le Chef de la Section juridique de la Division des Affaires étrangères du Département politique, O. Pinösch, au Chef du Département de l'Économie publique, E. Schulthess

L 151/b. Ersatz für Kriegsschäden Bern, 12. September 1919

Unsere Gesandtschaft in Paris bemüht sich seit längerem darum, dass auf Grund des französisch-schweizerischen Niederlassungsvertrages unsere Landsleute, welche durch die kriegerischen Ereignisse in Frankreich Kriegsschäden erlitten haben, hinsichtlich Ausrichtung von Entschädigungen den französischen

Staatsangehörigen gleichgestellt werden und an den von der französischen Gesetzgebung vorgesehenen Ersatzleistungen teilnehmen können.[1]

Leider ist unser Verlangen von der französischen Regierung bisher ungünstig aufgenommen worden. Auch der Hinweis auf die sehr beträchtlichen finanziellen Leistungen, welche die Schweiz im Interesse Angehöriger von kriegführenden Staaten auf sich genommen hat, – nach den uns vom Ernährungsamt, den Bundesbahnen und der Oberpostdirektion gemachten Angaben belaufen sich die zugunsten von Ausländern von Bund, Kantonen und Gemeinden übernommenen Leistungen für Abgabe von verbilligten Lebensmitteln auf etwa 9¼ Mill. Fr., an Auslagen für den Reisendenverkehr, Gepäcktransport, Warensendungen, Postsendungen für Kriegsgefangene auf über 75 Mill. Fr. – konnte die Haltung der französischen Regierung nicht beeinflussen. Im Gegensatz zu unserer Auffassung besteht die französische Regierung darauf, dass ein Anspruch auf Entschädigungen nur ihren eigenen Staatsangehörigen zustehe und dass gemäss Art. 3 der französischen «Loi sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre» vom 17. April 1919 auch mit der Schweiz ein besonderer Vertrag abgeschlossen werden müsse, worin die Bedingungen festzustellen wären, unter denen Schweizer zu den Kriegsentschädigungen zugelassen würden. Insbesondere das französische Finanzministerium ist in dieser Hinsicht ausserordentlich hartnäckig und will nur dann auf eine Diskussion über die unsern Landsleuten zu gewährenden Kriegsentschädigungen eintreten, wenn die Schweiz eine Gegenleistung anbietet.

Auf die Anfrage des Herrn Minister Dunant, worin eine derartige Gegenleistung bestehen könnte, sind ihm von Herrn Herbette, directeur des affaires administratives, im Laufe der Konversation folgende Anspielungen gemacht worden:

1. Zulassung französischer Werte zur Kotierung an schweiz. Börsen,
2. Gewährung einer Anleihe,
3. Gewährung eines Vorzugspreises bei den diesen Herbst von Frankreich beabsichtigten Vieheinkäufen.

Obwohl wir nach wie vor der Ansicht sind, dass aus Rechts- und Billigkeitsgründen unsern in Betracht kommenden Landsleuten, welche durch die Kriegsereignisse in derselben Weise gelitten haben wie französische Staatsangehörige, und welche in jeder Hinsicht als wirtschaftlich solidarisch mit den Franzosen zu erachten sind, ein Anspruch auf Kriegsentschädigungen eingeräumt werden sollte, ohne eine Gegenleistung von der Schweiz zu verlangen, muss angesichts der ablehnenden Haltung der französischen Regierung doch die Frage untersucht werden, ob und welche allfällige Gegenleistungen die Schweiz Frankreich im Notfalle anbieten könnte.

Wir beehren uns daher, Sie zu bitten, diese Frage prüfen und uns Ihre Meinung bekanntgeben zu wollen.[2] Eine gleiche Anfrage richten wir an das Finanzdepartement.

---

1. *Cf.* E 2200 Paris 1/1548.
2. *Par lettre du 19 septembre, le Conseiller fédéral Schulthess a répondu: [...]* Was die Punkte 1 und 2 anbelangt, so möchten wir, ohne der Stellungnahme des Finanzdepartements resp. der Nationalbank irgendwie vorgreifen zu wollen, doch jetzt schon unsere grossen Bedenken äussern, dass diesen französischen Wünschen nachgekommen werden könnte. Namentlich die

Was die Festsetzung der Preise bei dem vorgesehenen Viehverkauf an Frankreich betrifft,[3] so muss jedenfalls bei den diesbezüglichen Verhandlungen die Zulassung unserer Landsleute zu den französischen Kriegsentschädigungen berücksichtigt werden.

Gewährung einer Anleihe könnte wohl schwerlich in Frage kommen, da unser Finanzmarkt bekanntlich sehr belastet ist und überdies unausweichlich Konsequenzen mit Bezug auf andere Länder zu gewärtigen wären *[...]* (EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30).

3. *A ce sujet, le Directeur de l'Office fédéral de l'Alimentation, J. Käppeli, a pris position dans une lettre à Schulthess du 16 septembre:*

[...]

Der Viehlieferungsvertrag betreffend den Export von ca. 5000 Stück Zucht- und Nutzvieh nach Frankreich wurde im Mai dieses Jahres zwischen der Kommission schweizerischer Viehzuchtverbände einerseits und den französischen Delegierten andererseits unter Mitwirkung des Volkswirtschaftsdepartements, Herrn Heers, abgeschlossen. Die bei der Abwicklung dieses Geschäftes und seither gemachten Erfahrungen sind Ihnen hinlänglich bekannt. Das Vieh wurde zu den damals im Inlande geltenden Preisen aufgekauft und ohne jeden Gewinn seitens der Kommission schweizerischer Viehzuchtverbände den französischen Delegierten abgegeben, bezw. der erzielte Gewinn ist Frankreich bis auf den letzten Rappen zur Verfügung gestellt worden. Die Lieferungsbedingungen des Viehes sind in dem seinerzeit getroffenen Wirtschaftsabkommen vereinbart worden. Eine Abgabe des Viehes unter den Selbstkosten bezw. unter den Inlandspreisen würde Verluste bedingen, die unter gegebenen Verhältnissen nur der Bund tragen könnte. Die Eidgenossenschaft wird jedoch die Übernahme solcher Verluste ablehnen müssen. *[...]* (EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30).

81

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 septembre 1919

Schaffung neuer Gesandtschaften in Europa

Geheim

Bericht des politischen Departementes vom 29. Juli 1919[1] Mitbericht des Volkswirtschaftsdepartementes vom 1. September 1919[2]

Der Vorsteher des politischen Departements begründet den Antrag[1] auf Schaffung von Gesandtschaften in Stockholm für Dänemark, Schweden, Norwegen und Finnland, in Warschau für Polen, in Prag für die tschechoslowakische Republik, in Belgrad für Jugoslawien und in Athen für Griechenland.

Diese Frage lasse sich nicht rein vom Standpunkt der wirtschaftlichen Interessen aus beurteilen. Aber selbst von diesem aus dürfe nicht verkannt werden, dass

---

1. *Cf. n° 29.*

2. *Ce document manque aussi bien dans la collection des propositions du Conseil fédéral que dans le dossier du Département de l'Economie publique sur la question de la représentation à l'étranger* (EVD KW Zentrale 1914–1918/85–86); *il semble que ce soit le rapport de H. Heer du 15 août (cf. n° 43) qui a été remis au Conseil fédéral.*

sich unser Handel und unsere Industrie bei Anknüpfung von Verbindungen in den neu entstandenen Staaten oder in den Staaten, deren Bedeutung durch die jüngsten Ereignisse gewachsen sei, grössern Schwierigkeiten gegenüber gestellt sehen als früher, Schwierigkeiten, die zum Teil einzig durch diplomatische Vertretungen überwunden werden können. Nur ein diplomatischer Vertreter, der Zutritt zu den Ministerien hat und über eine Chiffre und einen Kurier verfügt, könne die Atmosphäre der Sympathie und des Vertrauens schaffen, die u.a. beim Abschluss von Handelsverträgen oft von grösster Bedeutung sei. Daraus ergebe sich auch, dass auf diesem Gebiet sich die politischen und wirtschaftlichen Interessen nicht gänzlich von einander trennen lassen, welche Überlegung seinerzeit und zwar mit gutem Erfolg zur Schaffung diplomatischer Vertretungen in Argentinien, Brasilien und Spanien geführt habe. Ein intelligenter Diplomat könne sich doch auch rasch mit den wirtschaftlichen Fragen vertraut machen. Weil wir für die Zukunft eine starke wirtschaftliche Abhängigkeit von Frankreich und England befürchten, sei es gegeben, engere Fühlung mit den neu entstandenen oder im Aufstieg begriffenen kleinen Staaten im Osten anzustreben, wie dies alle übrigen Staaten schon getan haben. Dazu komme, dass die Schweiz sich infolge der neu geschaffenen politischen Situation nicht mehr mit ihrer bisherigen Passivität begnügen könne, sondern sich, wolle sie nicht zur Bedeutungslosigkeit herabsinken, mit den politischen Problemen genauer befassen müsse. Für die Schaffung einer diplomatischen Vertretung in Stockholm spreche ganz besonders auch die politische Notwendigkeit, besonders mit den neutral gebliebenen nordischen Staaten auch im Hinblick auf den Völkerbund in engere Beziehungen zu treten. Überdies sei Stockholm der beste Punkt zur Beobachtung der Vorgänge in Russland, wo ganz bedeutende schweizerische Interessen gewahrt werden sollten, sobald hiezu wieder eine Möglichkeit besteht. Die Verschiedenheit der schweiz. Interessen in Deutschland und in den Nordstaaten rechtfertigen die Abtrennung einer diplomatischen Vertretung für Skandinavien von der Gesandtschaft in Berlin.

Die Finanzfrage sei noch unabgeklärt, da namentlich die Einführung der geplanten Exportgebühr noch nicht spruchreif erscheine. Allein die Finanzfrage werde auch im Parlament nicht ausschlaggebend sein.

Der Vorsteher des politischen Departements ersucht, heute jedenfalls grundsätzlich die Errichtung diplomatischer Vertretungen in den genannten Ländern zu beschliessen.

In der Beratung wird geltend gemacht, die Schaffung dieser Gesandtschaften erfordere eine grosse Ausgabe an Menschen und Geld, die uns gegenwärtig nicht zur Verfügung stehen. Das Parlament werde kaum eine Mehrheit zur Bewilligung der Kredite für 5 neue Gesandtschaften aufbringen. Die Herren Eichmann, Frey & Laur halten die Errichtung von Gesandtschaften in Prag, Warschau, Belgrad und Athen für überflüssig und sicherlich sei wegen der wirtschaftlichen Interessen auch in den Nordstaaten keine diplomatische Vertretung nötig. Die Exportgebühr stosse in Kreisen des Handels- und Industrievereins auf Widerstand. Dabei rechtfertige sich der Vorschlag, sich in den vorliegenden Fällen mit der Errichtung von Berufskonsulaten zu begnügen. Der Ausbau der Handelsvertretungen bei den Gesandtschaften sei zur Zeit noch nicht abgeklärt, werde aber ebenfalls bedeutende finanzielle Mittel erfordern. Anderseits wird auf die politi-

sche Bedeutung einer bessern Vertretung bei den Nordstaaten Nachdruck gelegt und die Errichtung einer diplomatischen Vertretung in Warschau mit dem Hinweis auf die welthistorische Bedeutung des Wiedererstehens eines unabhängigen Polens verteidigt. Auch wird die wesentlich gesteigerte wirtschaftliche Bedeutung Griechenlands hervorgehoben und das in den neu entstandenen kleinen Staaten allgemein vorhandene Bedürfnis betont, sich dem überwiegenden Einfluss der Grossstaaten zu entziehen und Anschluss an die kleinen neutralen Staaten zu suchen, welchem Bedürfnis man am besten durch Errichtung diplomatischer Vertretungen entgegenkomme. Da aber die Räte kaum für 5 neue Gesandtschaften auf einmal zu haben wären, wird beantragt, für Stockholm und Warschau diplomatische Vertretungen zu beschliessen, sich im übrigen aber mit Berufskonsulaten zu begnügen. Bis zur weitern Abklärung der Verhältnisse müsse der Gedanke einer gemeinsamen diplomatischen Vertretung für Deutsch-Österreich und die Tschechoslowakei in Wien sowie einer zusammenfassenden Vertretung für Bulgarien, Jugoslawien und Rumänien weiter verfolgt werden. Bei Errichtung einer diplomatischen Vertretung in Stockholm könne man aber Finnland aus dem Spiele lassen.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen:*

1. In Stockholm wird für Dänemark, Schweden und Norwegen, in Warschau für Polen eine diplomatische Vertretung errichtet.

2. In Athen, Belgrad und Prag werden Berufskonsulate errichtet.

3. Das politische Departement wird beauftragt, dem Bundesrat eine Kandidatenliste für die Besetzung dieser Posten zu unterbreiten.

Der Vorsteher des politischen Departements macht hierauf geltend, es müsse noch geprüft werden, ob es politisch angehe, Jugoslawien und Griechenland gegenüber Polen durch die Errichtung blosser Berufskonsulate in Belgrad und Athen zurückzusetzen. Er stellt den Antrag, jedenfalls die gefassten Beschlüsse noch geheim zu halten.[3]

Der Rat stimmt diesem Antrag zu.

---

3. *Sur la question de la réorganisation de la représentation suisse à l'étranger, cf. aussi le Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 11 décembre 1919, in:* FF, 1919, vol. V, *pp. 1019–1042.*

82

E 2001 (B) 1/14

Le Ministre de Suisse à Tokyo, F. von Salis,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L 111.AT Tokio, 15. September 1919

Ich habe die Ehre mitzuteilen, dass der ratifizierte Freundschaftsvertrag mit China heute eingegangen ist, begleitet von den nötigen Vollmachten zum Austausch der Urkunden. Ich werde nicht verfehlen zu telegraphieren, sobald der Austausch stattgefunden haben wird.

Es dürfte Sie interessieren zu erfahren, dass meine, in der Depesche vom 14. Oktober 1917 ausgesprochene Ansicht sich bewahrheitet hat, und unser Vertrag der letzte ist, worin die Konsulargerichtsbarkeit gewährt wurde. Der griechische Gesandte, der beauftragt war, einen dem unseren ähnlichen Vertrag abzuschliessen, hat die Unterhandlungen abgebrochen, weil ihm die Konsularjurisdiction verweigert wurde.

Bezüglich des Passus in der Botschaft an die Räte[1], worin, wie um die Unterbreitung des Vertrages zu entschuldigen, darauf hingewiesen wird, dass er baldigst durch einen Handelsvertrag vervollständigt werden soll, kann ich nicht umhin darauf aufmerksam zu machen, dass der Vertrag, wenn auch spärlich an Artikeln oder an Volumen, doch *alles* enthält was wir je erlangen werden, denn dass wir *mehr* erlangen können als die Grossmächte, glaube ich bezweifeln zu müssen.

1. *Cf.* FF, 1918, vol. V, *pp. 675–680; le passage mentionné dit:* Ce traité peut d'ailleurs être considéré en quelque sorte comme une mesure préliminaire qui sera suivie, à une époque à déterminer, d'un traité d'établissement et de commerce plus complet.

83

E 2001 (B) 1/81

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Paris

Copie d'expédition
T n° 37

Bern, 15. September 1919

Es wird uns von unserer Gesandtschaft in Rom mitgeteilt, dass nach Bericht Luzzatti über den Versailler-Friedensvertrag die italienische Regierung Vorbehalte hinsichtlich des Artikels 435 gemacht habe.[1] Wir vermuten, dass sich diese auf Verlangen der italienischen Parlaments-Kommission gemachten Vorbehalte nur auf das französisch-schweizerische Abkommen betreffend Hoch-Savoyen beziehen. Wollen sie uns gefl. über Form und Natur dieser Vorbehalte unterrichten und uns auch von etwaigen in dieser Sache schwebenden Verhandlungen Kenntnis geben.[2]

1. *Sur les négociations relatives à l'adoption de cet article 435 par la Conférence de la Paix, cf. la rubrique XIII. La question des Zones de Haute Savoie et du Pays de Gex, dans DDS 7/1. Sur l'ensemble de la question, cf.* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 14 octobre 1919, FF 1919, vol. V, *pp. 165–228.*
2. *Pour la réponse du Ministre Dunant, cf. n° 85.*

84

E 2001 (B) 14/5

Aide-Mémoire de l'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy [1]

Copie *Berne, vers le 16 septembre 1919* [2]

ARRANGEMENT AVEC LA BELGIQUE POUR LE CHARBON

Le 16 septembre 1919, M. van Panhuys se rendit chez M. le Conseiller fédéral Calonder et appela son attention sur le compte rendu donné par les journaux suisses d'un exposé à la presse fait par M. Stucki, Secrétaire général du Département de l'Economie publique, au sujet de l'arrangement entre la Suisse et la Belgique pour les charbons.[3] De ce compte rendu, il résulterait que la Suisse s'est engagée à favoriser le port d'Anvers. M. van Panhuys demandait des explications, auxquelles il avait d'autant plus droit que M. Lardy lui avait déclaré par écrit[4] il y a un mois à peine que nous ne favorisions aucun port.

A la suite d'une entrevue avec M. Stucki, M. Lardy est allé voir M. van Panhuys et lui a exposé, de la part de M. Calonder, ce qui suit:

La Suisse n'avait aucun charbon de chauffage, ce qui risquait d'amener pour l'automne une crise fort grave. On sait en effet que rien n'exaspère plus les populations d'un pays que de se trouver sans moyens de chauffage au moment où le froid arrive. La Suisse ne pouvait se procurer ce charbon qu'en Belgique et la Belgique avait dénoncé les arrangements conclus et absolument arrêté toute exportation de charbon vers la Suisse. Pour nous accorder même la petite quantité de 30 000 tonnes par mois jusqu'à la fin de l'année, les Belges exigeaient absolument la favorisation par nous du port d'Anvers. Nous avons dû leur refuser cette faveur, parce que les frais et la durée des transports étaient plus considérables par Anvers. A la suite de longues et difficiles négociations nous avons fini par être obligés de consentir à l'insertion, dans l'arrangement, du texte suivant: «Le Gouvernement belge ayant témoigné le désir que la Suisse utilise de préférence le port d'Anvers pour débarquer les marchandises (en particulier les charbons), consignées pour la Suisse à un port du Nord, le Conseil fédéral se déclare prêt à étudier la question et à répondre à ce désir chaque fois que les conditions de transport (prix de revient et vitesse de transport) le permettront.»

C'est le couteau sur la gorge que nous avons accepté cette rédaction. Il s'agissait là pour nous d'un cas de force majeure et nous avons dû céder, comme nous l'avons fait devant les prétentions des Allemands ou des Alliés pendant la durée de la guerre. Nous n'avions pas le choix.

D'ailleurs, nous n'avons aucune difficulté à confier aux Hollandais le fait que la concession contenue dans cet article ne nous mène pas si loin qu'on pourrait le

---

1. *Note manuscrite de Lardy en tête du document:* Pour M. Cramer. Confidentiel.
2. *Texte non daté.*
3. *A ce sujet, cf. n° 79.*
4. *Non retrouvé.*

croire, car, d'après les calculs faits, il est bien rare que les conditions de transport ne soient pas beaucoup plus défavorables par Anvers que par Rotterdam. En fait nous nous trouverons donc très rarement en situation de préférer Anvers.

Cet arrangement a été conclu par le Département de l'Economie publique et ratifié par le Conseil fédéral en l'absence de M. Calonder qui, au point de vue politique, regrette cette clause: mais mon impression est que, même si M. Calonder avait été présent, il lui aurait été bien difficile d'empêcher l'insertion d'une clause qui nous était proposée et que nous devions bon gré mal gré, accepter si nous voulions recevoir le charbon dont nous ne pouvions pas nous passer.

M. van Panhuys a invoqué — d'ailleurs sans aucune aigreur et dans l'esprit le plus amical — les termes de notre traité avec la Hollande. M. Lardy lui a dit qu'à son avis les dispositions du traité n'entraient pas en ligne de compte: nous avons fait là une concession pour obtenir quelque chose, comme dans tous les autres arrangements de guerre, et il ne s'agit pas là d'ergoter sur un texte de traité. Nous sommes aussi ennuyés de cette affaire que les Hollandais, et ceux-ci comprendront parfaitement que nous avons dû nous laisser forcer la main.

M. van Panhuys dit ensuite qu'il est regrettable que notre concession à la Belgique ait été publiée, car elle fera le plus mauvais effet en Hollande. Les rapports entre les Pays-Bas et la Belgique sont si tendus qu'une concession à la Belgique au détriment de la Hollande fait toujours une pénible impression, et que l'on dira: «Nous aurions compris une pareille attitude de la part de qui que ce soit, sauf de la Suisse, car la situation politique de la Suisse et de la Hollande les prédestine à marcher d'accord. «M. Lardy répond qu'il est entièrement d'accord avec la sympathie politique qui doit règner entre la Suisse et les Pays-Bas, et que nous serons toujours heureux de voir le point de vue hollandais reproduit dans nos journaux. J'ajoute qu'il regrette aussi la publicité donnée à la clause préférentielle en faveur d'Anvers mais il ne cache pas qu'il a l'impression que la Belgique aurait probablement publié cette clause de son côté. Il se trouvera toujours quelqu'un en Belgique pour reprocher au Gouvernement d'avoir accordé du charbon à la Suisse, pays neutre, et rival pour le siège de la Ligue des Nations, alors que tant d'Alliés en demandent en vain. Et le Gouvernement belge ne manquera pas d'exploiter dans sa réponse à ces objections le fait qu'il a obtenu une préférence en faveur d'Anvers, de sorte qu'une publication aurait sans doute eu lieu tôt ou tard.

M. van Panhuys exprime sa vive gratitude envers M. Calonder d'avoir envoyé M. Lardy si rapidement pour lui exposer d'une manière si franche et si détaillée toute la situation. Il fera rapport à son Gouvernement dans l'esprit le plus amical, en lui exposant d'une part l'extrême courtoisie du Département et de l'autre la portée relativement minime de la clause qui a été imposée à la Suisse.

85

E 2001 (B) 1/81

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 85

Paris, 17. September 1919
(Ankunft: 18. September)

Auf Ihr Telegramm 37[1] kann ich Ihnen folgendes antworten:

Am 23. Mai verlangte die italienische Botschaft in Paris Erläuterungen über den Friedensvertragsartikel betreffend die Neutralität Savoyens. Drei Tage darauf antwortete ihr die französische Regierung indem sie die Botschaft darauf hinwies, dass die italienische Delegation bei der Friedenskonferenz Kenntnis von unserer Unterhandlung hatte, und dass angesichts der Artikel 1 und 2 des Turiner-Vertrages diese Frage Italien nicht mehr betreffe. Seit dieser Antwort erwiderte die italienische Regierung nichts mehr und unterzeichnete ohne Bemerkung den Vertrag vom 28. Juni. Als man auf dem Ministerium des Auswärtigen vom Bericht Luzzatti Kenntnis erhielt, telegraphierte man an die französische Botschaft in Rom, um in Erinnerung zu rufen, was im Mai vorgegangen war.

Es ist unzutreffend, wenn man behauptet, die Vorbehalte seien auf Verlangen der italienischen parlamentarischen Kommission gemacht worden, da sie vom Mai datieren und von der Consulta ausgingen. Hier wird diese Angelegenheit durch die den Italienern vor 4 Monaten gegebene abschlägige Antwort als erledigt betrachtet, auf die Italien nicht reagiert hat. Man bestätigt mir, dass dem Bericht Augagneur[2] keine Bedeutung beigemessen wird.

---

1. *Cf. n° 83.*

2. *Dans un rapport aux Chambres, le Député Augagneur mettait en doute les stipulations du Traité de Versailles concernant le siège de la SdN à Genève et: [...]* Vor allem ist der Antrag, der gegen die in der Liga fortdauernde Neutralität gerichtet ist, beunruhigend. Vergleiche Seiten 9, 14 und 15. Dieser Vorschlag ist umso erstaunlicher, als es Frankreich selbst war, das auf unsern Wunsch hin und als Bedingung für unser Eintreten auf Verhandlungen über die Frage «Savoyen» den Art. 435 in der von der Schweiz vorgeschlagenen Form in den Friedensvertrag aufgenommen hat. In diesem Artikel wurde die fortdauernde Neutralität von den unterzeichnenden Mächten nicht nur formell anerkannt, sondern sie wird dort sogar als internationale Vereinbarung zur Aufrechterhaltung des Friedens qualifiziert. Als solche ist sie mit allen Dispositionen des Völkerbund-Paktes, kraft Art. 21 des Friedensvertrages, vereinbar.

Wir bitten Sie, unverzüglich von der französischen Regierung Erklärungen zu verlangen über die Haltung, die sie hinsichtlich dieses Antrages, der mit Art. 435 und mit den Unterhandlungen, die Herr Bundespräsident Ador mit der französischen Regierung hatte, klar im Widerspruch steht, einnimmt. Wir erinnern Sie daran, dass auch die Unterhandlungen der schweizerischen Delegierten mit Präsident Wilson das Ergebnis zeitigten, dass sich die Schweiz für die Aufrechterhaltung der Neutralität in jedem Kriegsfall und bei jeder etwaigen gemeinschaftlichen Aktion des Völkerbundes auf Art. 21 berufen kann. Schon vorher hatten diesbezüglich Herr Ador und Herr Calonder bestimmte Zusicherungen von Seiten der Herren Poincaré, Clemenceau und Orlando erhalten. *[...] (T* n° 31 *du Département politique à Paris, du* 11 septembre; E 2001 (B) 1/81). *Le même jour encore Dutasta affirmait au Ministre de Suisse à Paris: [...]* der Friedensvertrag wir vom französischen Parlament tel quel ratifiziert werden und ohne

interpretierende Abänderungen. Im ganzen haben die Vorschläge Augagneur keine Folge und werden keine haben, und die französische Regierung bleibt bei dem, das mit uns vereinbart wurde und erwartet ohne weiteres die Ratifikation *[...]*. (*T* n° 74, 12.9., *Dunant au Département politique*, E 2001 (B) 1/81).

86

E 2001 (B) 1/81

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Washington, 19. September 1919
T n° 95 (*Ankunft:* 22. September)

In längerem Artikel wird von dem bekannten und beachteten Journalisten Frank Simonds unter Hinweis auf die Verdienste und Leistungen Belgiens die Nachricht verbreitet, es sei bezüglich Sitz der Völkerbundsorgane in amerikanischen Kreisen speziell aber bei der amerikanischen Friedensdelegation ein Umschwung zugunsten Brüssels eingetreten.

Wie mir auf dem Staatsdepartement erklärt wird, soll kein wahres Wort daran sein. Es soll hier die fortgesetzte Propaganda seitens der Belgier im Spiele sein, die, wie man mir vertraulich sagt, die grössten Anstrengungen mache. Dass auch der Besuch des belgischen Königspaars und Cardinal Merciers den Zweck haben, in diesem Sinne zu wirken ist naheliegend. Eine Änderung könnte natürlich erst erfolgen, nachdem sich der Liga-Rat konstituiert haben würde, denn eine Änderung des Vertrages ist ausgeschlossen.

Simonds ist ein grosser Verehrer Frankreichs und Belgiens, aber starker Feind Wilsons.

87

E 2001 (B) 8/3

La Division des Affaires étrangères du Département politique
aux Légations de Suisse à Washington, Paris, Rome, La Haye, Londres,
Vienne, Berlin, Bruxelles et Madrid

Copie d'expédition
T n^{os} 77, 44, 100, 95, 1, 59, 17, 29, 49 Berne, 19 septembre 1919, 17h30

Concerne Ligue des Nations. Commission Conseil national s'est divisée en minorité et majorité. La minorité proposait d'entrer en matière avec la réserve de suspendre les débats s'il y avait lieu après avoir entendu les rapporteurs de la commission. La majorité a fait la proposition de ne pas entrer en matière et de se limiter à imprimer les rapports des divers rapporteurs de la commission et cette proposition de la majorité a été adoptée. Le Conseil fédéral s'est placé au point de vue de la minorité tout en constatant qu'il n'y a pas, quant au côté méritoire de

la question, antithèse entre les propositions de la minorité et de la majorité, ni entre la commission et le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a constaté en outre que la commission était unanime à adopter l'idée que le délai de deux mois pour entrer comme membre originaire doit dans tous les cas être maintenu. La commission a été unanime avec le Conseil fédéral pour admettre que le Parlement se réunirait en novembre en une séance extraordinaire pour traiter question de l'entrée de la Suisse dans la Ligue, si cela était nécessaire pour rester dans le délai de deux mois. La différence essentielle entre minorité et majorité consiste en ceci: Majorité veut renvoyer toute discussion jusqu'à l'époque où au moins trois des Puissances principales auront ratifié Ligue des Nations et si possible jusqu'à l'époque où on saurait d'une manière définitive si les cinq Puissances en feront partie. Minorité de la commission avec le Conseil fédéral aurait voulu traiter la question dès maintenant sous réserve d'y revenir si les cinq Puissances n'entraient pas toutes dans la Ligue, ce qui serait à établir plus tard. En outre le Conseil fédéral aurait insisté sur l'utilité et la nécessité que cette grande question fût dès maintenant traitée et cela de vive voix au moins par les rapporteurs du Parlement afin que les représentants du peuple pussent de cette manière orienter l'opinion publique. Ces renseignements sont pour votre usage personnel. Le Conseil fédéral examine s'il y a lieu d'adresser aux Puissances signataires du Traité de Paix une communication sur l'attitude de la Suisse. De toute manière nous appelons votre attention sur le fait que la discussion et le vote ne sont en rien dirigés contre l'entrée de la Suisse dans la Ligue, ce qui résulte d'ailleurs du fait que la commission s'est déclarée avec vingt-et-une voix pour l'entrée tandis que seulement quatre étaient contraires et trois réservaient leur attitude.[1]

1. *Sur l'attitude de la commission du Conseil national, cf. aussi n° 79.*

88

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 septembre 1919

Convention du Gothard

Département des Chemins de fer
Verbal

M. le Conseiller fédéral Haab rappelle l'état de la question[1]: Le Gouvernement italien, sondé[2], au sujet de l'attitude qu'il comptait observer en présence des

1. *Sur cette question, cf. DDS 7/1, n^os^ 14, 91, 252, 257, 264, 271, 288, 295, 333, 335, 368, 384.*
2. *En avril 1919, le Chargé d'Affaires d'Italie à Berne a été informé par le Département politique de la situation; parallèlement le Ministre Wagnière sondait au Ministère des Transports à Rome et à la Consulta. Par télégramme n° 42 du 17 avril, la Légation de Suisse à Rome faisait connaître au Département politique:* Die Frage scheint mir hier überhaupt nicht in Betracht gezogen worden,

démarches[3], et de la note de l'Allemagne[4], relatives à la revision de la convention du Gothard, s'est enfermé dans un silence complet. L'orateur a eu la semaine dernière la visite de M. Galli, représentant des associations industrielles italiennes aux conférences de Paris, venu à titre d'information officieuse, mais muni d'une introduction officielle de la Légation d'Italie. Sur sa demande, M. Haab lui a déclaré que le Conseil fédéral n'entendait poursuivre les négociations avec l'Allemagne que lorsqu'il serait fixé sur l'attitude de l'Italie. De la conversation et d'une lettre adressée ensuite à M. Haab par M. Galli, il résulte que l'opinion publique italienne serait actuellement défavorable à une revision de la convention dans le sens de l'allégement des charges imposées à la Suisse; qu'au contraire on avait le sentiment en Italie que la convention était surtout à l'avantage de l'Allemagne et qu'en cas de revision, l'Italie devrait obtenir des avantages plus considérables; on irait même jusqu'à vouloir soulever à cette occasion la question du Splügen, avec l'octroi d'une subvention de la Suisse à cette entreprise. M. Galli dit savoir qu'une commission avait été désignée, sous les auspices du Ministère des Transports et d'un autre ministère, pour s'occuper de ces questions.

Dans ces conditions, il importe d'être fixé sur l'attitude de l'Italie; M. Haab propose donc:

1. De charger notre Légation à Rome de prier le Gouvernement italien de désigner une délégation pour examiner la question de la revision avec une délégation suisse, cela à titre de simple information et sans aucun engagement de part et d'autre. */.../*[5]

De la discussion qui suit, il résulte qu'en droit, nous serions fondés à traiter avec l'Allemagne isolément, au cas où l'Italie se montrerait intraitable.

D'autre part, on fait observer que les négociations nouvelles devraient être conduites avec des vues plus larges que celles qui ont abouti à la convention actuelle. Il faut remarquer que la France, de par la dévolution de l'Alsace et de la Lorraine, ne réclamera apparemment pas l'application du principe de la succession d'Etat pour revendiquer à son profit les droits découlant de la convention. Nous serions ainsi affranchis en partie de la servitude que nous impose celle-ci. Il faut considérer en outre que nous pouvons faire valoir, dans les négociations avec l'Italie, l'intérêt qu'a celle-ci à ce que la Suisse utilise le port de Gênes pour ses transports maritimes, cela sous réserve bien entendu de notre droit d'utiliser les ports qui nous offriront les conditions les plus avantageuses.

---

und Tendenz ist, Stellungnahme Italiens den Entscheidungen, die in Paris getroffen werden, zu unterstellen (E 2200 Rom 15/2). *Sur la copie de réception de ce télégramme, F. Calonder a noté:* Wagnière braucht Deine Antwort. Er hat seinen Auftrag missverstanden (E 2001 (B) 3/14). *Ensuite, par télégramme n° 83 du 19 avril 1919, le Département politique donnait des nouvelles instructions à sa Légation à Rome: /.../* Da Sie die italienische Regierung orientiert haben, bitten wir Sie, nicht weiter zu insistieren. Wir wiederholen zu Ihrer Information, dass wir entschlossen sind, die Vorschläge Deutschlands anzunehmen, ob es Italien passe oder nicht. (E 2200 Rom 15/2). *(Remarque manuscrite à la fin du télégramme:* Naïf! *).*

3. *Cf. DDS 7/1, n^os 252, 288.*

4. *Cette note est citée dans le texte reproduit sous n° 107.*

5. *Suivent des indications d'ordre technique.*

89

EVD KW Zentrale 1914–1918/56–57

Le Ministre de Suisse à Berlin, Ph. Mercier,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L G/K Berlin, 24. September 1919

Nach Eingang des Schreibens Ihres Generalsekretariats vom 15. September ds. J. mit beigelegter Note des Volkswirtschaftsdepartementes an die Deutsche Gesandtschaft in Bern[1], bin ich persönlich beim Reichsminister des Auswärtigen vorstellig geworden und habe energisch die Erfüllung der deutscherseits im Wirtschaftsabkommen eingegangenen Verpflichtungen verlangt. Der Reichsminister versprach eine sofortige Prüfung der gegenüber seiner Regierung gemachten Vorwürfe, wies jedoch schon in der ersten Besprechung auf die Kohlenkalamität im eigenen Lande hin.

Gleichzeitig brachte Dr. Gsell die Angelegenheit beim zuständigen Referenten der handelspolitischen Abteilung zur Sprache. Legationsrat Markwald* äusserte sich dahin, dass der Vorwurf, es sei von Seiten der Deutschen Regierung das Wirtschaftsabkommen verletzt, nicht gerechtfertigt erscheine. Die Zusagen des Wirtschaftsabkommens seien ausdrücklich unter dem Vorbehalt gemacht worden, dass die Verhältnisse den vertragschliessenden Teilen die Erfüllung gestatten.[2] Wenn auch die Schweiz nicht im Rahmen des Abkommens mit Kohle versorgt worden sei, so dürfe zum Vergleich die Belieferung von Dänemark und Schweden mit deutscher Kohle herangezogen werden. Während der Schweiz im Monat August über 30000 Tonnen geliefert wurden, hätte Schweden, das gemäss dem Abkommen 150000 Tonnen verlangen könnte, gar nichts erhalten und Dänemark sei anstatt mit 100000 Tonnen, mit monatlich 15–16000 Tonnen versorgt worden. Es bestünde eben für Deutschland die faktische Unmöglichkeit, dem Abkommen nachzuleben. Wenn zudem die Entente ihre Forderung auf 20 Millionen Tonnen aufrechterhalte, so dürfte in Zukunft Deutschland überhaupt auf die Belieferung neutraler Staaten verzichten müssen. Eine vorsätzliche Verletzung des Wirtschaftsabkommens durch Deutschland dürfte schon deshalb nicht anzunehmen sein, da Deutschland seine Politik darauf richten müsse, mit den neutralen Staaten in gutem Einverständnis zu leben und daher in seinem eigenen Interesse Anstände vermeiden werde. Die beim schweizerichen Volkswirtschaftsdepartement eingegangenen Informationen[3] über Be-

---

1. *Cf. n° 75.*
2. *Dans une note du 13 Juin 1919, la Légation allemande à Berne notifiait au Département de l'Economie publique: [...]* Die Gesandtschaft legt Wert darauf, bei dieser Gelegenheit nochmals zu betonen, dass die in dem Abkommen gegenseitig gewährten Zusagen, deren Erfüllung nach Kräften und mit bestem Willen angestrebt werden wird, nur unter wiederholt ausgesprochenen Voraussetzungen gemacht worden sind, dass die Verhältnisse es den vertragschliessenden Teilen gestatten werden, sie zu erfüllen, dass sonach eine unbedingte Lieferungspflicht für die beiden vertragschliessenden Teile nicht bestehen kann *[...]* (EVD KW Zentrale 1914–1918/28 – 29).
3. *Cf. n° 75.*

* Lire Marquardt

schlagnahme von Kohlensendungen durch die deutschen Behörden, dürften unrichtig sein. Der Reichskohlenkommissar als zuständige Stelle hätte erklärt, dass keinerlei Beschlagnahmungen vorgekommen seien. Sollten die schweizerischerseits gemachten Mitteilungen durch neue Informationen gestützt werden, so erbitte er eine Mitteilung, um die Angelegenheit noch näher zu untersuchen. Im Sinne dieser Ausführungen werde die Gesandtschaft in Bern orientiert.

Es erscheint wahrscheinlich, dass die Antwort des Reichsministers des Äussern auf meine Intervention den von Legationsrat Markwald gemachten Mitteilungen entsprechen wird.[4] Diese Antwort werde ich Ihnen sofort nach Eingang zustellen.

---

4. *Pour la réponse de la Légation allemande, cf. n° 98.*

90

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 3 Wien, 24. September 1919

Das jüngste österreichische Rotbuch und den dazu vom Archivar Dr. Gooss verfertigten offiziellen Kommentar habe ich Ihnen durch die beiden letzten Kurriere übermittelt.

Der allgemeine Eindruck dieser Publikationen ist kein günstiger, es sei denn in sozialistisch-jüdischen und alldeutschen Kreisen. Man findet diese Publikation, welche die k.u.k.öster.ung. Regierung vom Juli 1914 und namentlich den damaligen Minister des Äusseren, Grafen Berchtold, stark belastet, sei höchst inopportun, weil die Entente wenig zwischen der monarchischen öst.ung. Regierung und der jetzigen republikanischen deutsch-österreichischen differenzieren werde, sondern einfach auch das jetzige Österreich, vielleicht mehr wie bisher, für den Kriegsausbruch verantwortlich machen werde – und dies ausgerechnet in einem Moment, wo Österreich vor der Entente auf den Knien liegt und um Kohlen und Lebensmittel betteln muss. Wie ich von sehr gut unterrichteter Seite erfahre, hat noch Dr. Bauer die Herausgabe des Rotbuches vorbereitet und den neuen Archivar des Staatsamtes für Äusseres zur Verfassung des Kommentars veranlasst; er konnte auch noch den Dr. Renner bewegen, die Veröffentlichung jetzt zu gestatten.

Wie aus der Auswahl der Dokumente und namentlich aus dem Kommentar hervorgeht, ist der von Dr. Bauer verfolgte Zweck ein doppelter: erstens einmal soll das von ihm so gehasste aber immer noch gefürchtete monarchische Regime möglichst schlecht gemacht und die Schuld am Kriege einzig ihm, seinem System und seinen Leuten aufgebürdet werden, dann aber soll zweitens hauptsächlich Deutschland entlastet werden, was aber nur auf Kosten Österreichs geschehen kann und auch wirklich geschieht. – Dr. Otto Bauer, und mit ihm manche seiner Parteigenossen, betrachten sich eben, trotz Friedensvertrag, immer noch als

eigentlich zum deutschen Reiche zugehörig. Nicht nur hoffen die Sozialdemokraten von einer Anlehnung und einem baldmöglichsten Anschluss an Deutschland eine Stärkung ihrer Partei, deren Einfluss in Österreich, namentlich auf dem Lande, entschieden an Boden zu verlieren scheint, sondern Dr. Bauer schwebt hauptsächlich für seine Person eine leitende Stellung im deutschen Reiche als Ideal vor. Der Vorsteher der Sozialisierungskommission ist ein zäher Charakter, der mit einer hervorragenden Energie einen einmal gefassten Plan verfolgt. Das Loos des jetzigen Österreich als solchem ist ihm, im Grunde genommen, ziemlich gleichgültig; Partei-Interessen und persönlicher Ehrgeiz sollen die ihn leitenden Motive sein. Im übrigen scheinen die Sozialisten auch die Vorstellung zu hegen, dass sie sich durch ein Abschieben der Verantwortung für den Krieg auf die monarchistischen Aristokraten- und Bourgeoisregierungen bei den Sozialisten der Ententeländer einschmeicheln können, um im Rahmen der Internationale ihre ehemalige Stellung wiederzuerringen.

In Ententekreisen scheint das Rotbuch keine ungeteilte Anerkennung zu finden, besonders nicht bei den Franzosen, in deren Politik eine Entlastung Deutschlands auf Kosten Österreichs keineswegs passt. So sagte mir denn auch Herr Allizé, die Energie und Konsequenz, welche Berchtold z.B. in den beiden Ministerräten vom 7. & 19. Juli bewiesen habe, passe so wenig zu seinem Charakter, dass unbedingt angenommen werden müsse, es sei ihm vorher deutscherseits das Rückgrat gestärkt worden. Man werde übrigens, glaubt er, demnächst Dokumente publizieren können, welche beweisen, dass Berchtold vom damaligen deutschen Botschafter von Tschirschky genau instruiert und inspiriert gewesen sei.

Von einer dem Kommandanten der neuen ungarischen Armee, Admiral Horthy (ehemaliger Vertreter der Marine beim Kaiser), nahestehenden Persönlichkeit erfahre ich, dass diese Macht bereits einen Bestand von 50000 Mann habe und wohlbewaffnet sei. Waffen und Munition seien von den Italienern geliefert worden, die auch die Kroaten, deren Verhältnis zu Serbien ein immer gespannteres wird, mit Waffen versehen. Früher, als er noch bei der Arader Zwischen- oder Nebenregierung tätig war, hatte Horthy wohl Mannschaften rekrutieren, aber von der Entente beinahe keine Waffen erhalten können, weil die Rumänen jegliche ungarische Armee fürchten; jetzt unterstützen die Italiener die Armee der Regierung Friedrich und die dissidenten Kroaten wie früher die bolschewistische Regierung, weil es in ihre Balkan- und Adriapolitik passt.

Mein Gewährsmann behauptet zwar, dass die Armee Horthys nicht zu einem Feldzug gegen die Rumänen Verwendung finden solle, trotz der vandalischen Aufführung der letzteren, die alles rauben und verschleppen; sie soll zunächst, sobald die Rumänen Budapest verlassen, nur die Hauptstadt besetzen und dort die Ruhe und Ordnung aufrechterhalten; an einen Krieg gegen Rumänien sei jetzt nicht zu denken. Ob die Tschechen die ungarischen Rüstungen gerne sehen, möchte ich bezweifeln, sicher ist, dass in der Slovakei die antitschechische Stimmung an Boden gewinnt. «Was den Ungarn im Laufe von einem Jahrtausend nicht gelungen ist, nämlich bei den Slovaken ungarischen Patriotismus zu wekken, haben die Tschechen in einem Jahre zustande gebracht, sie sind in der Slovakei mehr gehasst als es die Magyaren je gewesen sind» sagte mir der obenerwähnte Gewährsmann.

Obschon von der Entente nicht anerkannt, hält sich jetzt seit Wochen die Regierung Friedrich in Budapest. Die Entente ist eben auch darin keineswegs einig, wer in Ungarn ans Ruder kommen soll. Nachdem die Engländer mit Bela Kun zu unterhandeln versucht hatten, sollen sie jetzt einer Monarchie mit einem englischen Prinzen an der Spitze nicht abhold sein. Als Kandidat des Obersten Cunningham wird ein Prinz v. Teck (welcher von beiden weiss ich noch nicht), Bruder der Königin von England, genannt. Italien hat seinen bisherigen Gesandten, den Prinzen Livio Borghese, der sich mit der Bolschewiken-Regierung stark kompromittiert hatte, abberufen, an seine Stelle kommt ein Marchese della Torretta.

91

E 2001 (B) 5/5

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

Copie
111 My. Lötschberg

Berne, 25 septembre 1919

Pour votre information, nous avons l'honneur de vous envoyer sous ce pli copie d'une note verbale que l'Ambassade de France nous avait adressée le 26 janvier dernier[1], au sujet du chemin de fer du Lötschberg et de la réponse que nous lui adressons aujourd'hui.[2]

ANNEXE

Au nom du Conseil fédéral suisse, le Département politique a l'honneur de répondre comme suit à la note du Gouvernement français du 25 janvier 1919, dont il n'avait pas manqué d'accuser réception en date du 26 février 1919.[3] Il regrette de n'avoir pu lui faire parvenir plus tôt sa réponse définitive, ayant dû procéder d'abord à un examen approfondi[4] de la situation financière de la compagnie du chemin de fer du Lötschberg. Cet examen a été entrepris simultanément par les services intéressés et par une haute personnalité du monde financier désignée par le Conseil fédéral.

Ces études ont conduit à la même conclusion, à savoir que l'avenir financier du chemin de fer du Lötschberg ne peut être assuré sans un concordat pour lequel tous les intéressés devront faire des sacrifices.

En ce qui concerne les diverses questions soulevées dans la note du Gouvernement français, le Conseil fédéral a l'honneur de faire remarquer ce qui suit:

I. Liquidation de l'arriéré.

ad 1. Pour le cas où ce concordat interviendrait et permettrait à la compagnie d'opérer un assainissement complet de sa situation, en assurant l'existence de l'entreprise, le Conseil fédéral serait disposé à proposer à l'Assemblée fédérale, à des conditions qui seraient encore à fixer, de partici-

1. *Cf. DDS 7/1, n° 129.17.*
2. *Reproduite en annexe.*
3. *Non reproduit, cf.* E 2001 (B) 5/5.
4. *Cf. DDS 7/1, n° 175.*

per par l'allocation d'une nouvelle subvention supplémentaire, aux dépenses qu'a dû faire la compagnie pour les travaux de construction de la double voie, déjà subventionnés par l'arrêté fédéral du 24 septembre 1907. Le Conseil fédéral croit devoir faire remarquer, à cet égard, que la Confédération elle-même n'a jamais demandé l'établissement de cette double voie et que les réserves formulées par elle lors de l'allocation de la subvention de 6 millions de francs n'avaient pas une importance financière prépondérante; la Confédération ne saurait dès lors être rendue responsable de la situation difficile dans laquelle se trouve la compagnie. La modification du contrat de construction, à laquelle la Confédération resta complètement étrangère, a exercé une influence considérable sur cette situation. Il importe, en outre, de ne pas oublier que la compagnie était libre de renoncer à l'établissement de la double voie dans le cas où les prestations offertes par la Confédération ne lui auraient pas convenu.

Si le Conseil fédéral se montre bien volontiers disposé à soumettre aux Chambres une proposition tendant à accorder une subvention supplémentaire, il ne reconnaît pas par là qu'il en ait l'obligation. Cette prestation de la Confédération serait accordée volontairement; elle serait dictée d'une part par des sentiments de bienveillance vis-à-vis de la compagnie du Lötschberg et d'autre part par le vif désir de donner suite dans la plus large mesure possible aux vœux du Gouvernement français.

ad 2. Le Conseil fédéral prend note de l'intention du Gouvernement français de proposer à son Parlement d'accorder une subvention de 12 millions de francs à la compagnie du chemin de fer du Lötschberg. Mais il admet qu'il ne s'agit là que d'une affaire particulière entre le Gouvernement français et la compagnie et que cet appui, qui serait donné surtout dans l'intérêt du capital français, n'impliquerait à l'égard de la compagnie aucune obligation ayant pour conséquence de porter atteinte à la souveraineté de la Suisse en matière de transport et de tarifs.

II. Mesures propres à assurer l'avenir.

ad 1. Le Gouvernement suisse est également disposé, dans la mesure de ses forces, et pour autant que les prescriptions légales le permettent, à accorder à la compagnie du Lötschberg tout autre appui qui serait reconnu nécessaire pour maintenir son exploitation. S'il devait arriver que les recettes de la compagnie ne fussent plus suffisantes pour couvrir les dépenses d'exploitation, le Conseil fédéral consentirait immédiatement à participer à l'appui financier prévu par la loi fédérale du 18 décembre 1918 concernant le secours aux entreprises de transport en souffrance. Le taux de l'intérêt des prêts accordés par la Confédération ne dépasserait en tous cas jamais 3% et il ne serait exigé aucun intérêt de ces prêts dans les années ne donnant pas des excédents d'exploitation. Mais le chemin de fer du Lötschberg accusant encore, jusqu'ici, un excédent de recettes, il n'y a pas lieu d'envisager l'éventualité d'un secours pour le moment.

Par contre, le Conseil fédéral regrette vivement de se voir dans l'impossibilité de consentir à garantir, pendant 15 ans, comme le propose la note du Gouvernement français, le paiement des intérêts des obligations et d'un dividende de 4% aux actions privilégiées. Aucune disposition légale ne permettrait à la Confédération de prendre sur elle des charges qui ne sont pas destinées à maintenir l'exploitation d'un chemin de fer, mais à préserver seulement de pertes financières les créanciers et actionnaires d'une compagnie.

Il convient aussi de rappeler que dans les grandes crises ferroviaires que la Suisse a traversées à plusieurs reprises, dans la seconde moitié du siècle dernier, et qui causèrent des pertes calculées par millions au capital du pays, jamais la Confédération ne se porta garante de ces pertes. De tout temps on a estimé, en Suisse, que le capital privé qui participe à des entreprises particulières dans l'espoir d'un gain ou d'intérêts élevés, doit aussi supporter les risques de pertes. Du reste, les moyens financiers de la Confédération ne lui permettraient pas d'intervenir avec efficacité. Une pareille intervention dans le cas présent aurait en outre des conséquences désastreuses pour les finances de la Confédération, car d'autres chemins de fer encore entrant dans la catégorie des chemins de fer principaux se trouvent en ce moment dans une situation difficile semblable à celle de la compagnie du Lötschberg; c'est notamment le cas pour la compagnie des chemins de fer rhétiques, qui est tout aussi importante pour le trafic du pays que la compagnie du Lötschberg.

Avec la reprise du trafic, les conditions actuelles du chemin de fer du Lötschberg s'amélioreront sans doute rapidement. Il faut s'attendre non seulement à une forte augmentation de ce trafic, mais

encore au développement des avantages de l'exploitation électrique. Ces derniers temps, le chemin de fer a pu procéder au relèvement des tarifs accordés aux chemins de fer à vapeur par suite du renchérissement du charbon sans devoir compter avec une augmentation correspondante des dépenses. En tout cas, le Conseil fédéral s'efforcera, à l'avenir aussi, de faire à la compagnie toutes les concessions compatibles avec l'intérêt public en ce qui touche spécialement ses tarifs.

ad 2. Le Gouvernement de la Confédération est d'avis que la garantie d'intérêts, assumée par le canton de Berne pour le capital-obligations de 2e hypothèque, doit être maintenue dans tous les cas. Toutefois, s'il y avait sur ce point des divergences de vues, ce n'est pas le Conseil fédéral qui serait appelé à prononcer, mais le juge ordinaire.

ad 3. Le fait que le chemin de fer du Lötschberg doit bonifier aux chemins de fer fédéraux une part du bénéfice net obtenu dans son trafic de transit résulte des dispositions de l'article 21 de la loi fédérale sur les tarifs des CFF. Aux termes de cette loi, les chemins de fer privés, concurrents des CFF, doivent s'entendre avec ces derniers pour le partage du trafic-marchandises. En ce qui concerne le Lötschberg, cette entente est intervenue par le contrat du 17 mai 1911, mentionné dans la Note du Gouvernement français. Pour sauvegarder les intérêts du chemin de fer du Lötschberg, c'est-à-dire pour permettre à cette entreprise d'utiliser de façon rationnelle tous les avantages que peut lui offrir la traction éléctrique, il fut convenu que le trafic de transit dont il est question ci-dessus ne serait pas partagé entre les deux routes concurrentes, mais abandonné totalement au Lötschberg, et que, en revanche, le *bénéfice net* serait partagé dans une proportion équitable. En ne réclamant pour les CFF qu'un tiers du produit net, et en laissant le Lötschberg réellement maître de tout le trafic (l'indemnité de traction étant en outre calculée à un taux relativement élevé), on a fait à la compagnie de très larges concessions et tenu amplement compte de sa situation. Il n'est donc pas possible de faire droit à la demande de modification du contrat relatif au partage du trafic, soit d'obliger les CFF à renoncer au partage du bénéfice que leur accorde la loi, car les CFF devraient agir de même à l'égard de toutes les autres lignes privées avec lesquelles ils ont passé des contrats de ce genre, ce qui aurait des conséquences difficiles à prévoir.

ad 4. Le Conseil fédéral estime que les conventions sur la participation de la ligne du Lötschberg au trafic de transit international répondent à toutes les exigences que l'on peut légitimement faire valoir et tiennent pleinement compte de l'importance économique de cette ligne. Les concessions des CFF en ce qui touche la zone de trafic de ce chemin de fer dépassent même celles qui peuvent être équitablement demandées en pareil cas. En outre, afin de permettre à l'entreprise de participer plus largement au trafic de transit germano-italien, les CFF ont consenti spontanément à appliquer les taxes de transit réduites du Gothard aux lignes des CFF conduisant au Simplon par le Lötschberg. Comme, en Suisse, on a toujours été d'avis que le trafic nord français et belge-italien passant par Delle constituerait le principal aliment international de la ligne du Lötschberg, les CFF ont dès le début abandonné intégralement ce trafic au chemin de fer du Lötschberg. Si l'attente de la compagnie ne s'est pas réalisée, cela tient à des circonstances indépendantes de la volonté des CFF ou du Gouvernement suisse. Ce trafic a été évidemment surestimé autrefois; il est possible aussi qu'il ne soit pas partagé de façon satisfaisante pour le Lötschberg, entre les routes qui entrent ici en considération (Delle, Vallorbe, Modane). Le Conseil fédéral est d'avis qu'en attribuant une part plus importante de ce trafic au chemin de fer du Lötschberg, la situation de la compagnie s'améliorerait sensiblement. C'est pourquoi il prend la liberté de faire remarquer tout particulièrement que le sort de l'entreprise du Lötschberg dépend, pour sa plus grande partie, des Autorités françaises, qui possèdent les moyens d'amener les chemins de fer de leur pays à développer dans une plus large mesure le trafic de la ligne du Lötschberg, et d'assurer ainsi l'avenir de la compagnie.

Bien que le Lötschberg ait déjà obtenu plus que ce à quoi il a équitablement le droit de prétendre, le Conseil fédéral, désireux de répondre dans la mesure du possible aux désirs du Gouvernement français et surtout de contribuer, par tous les moyens dont il dispose, à améliorer la situation de l'entreprise, se déclare prêt à inviter les CFF à abandonner à la compagnie du Lötschberg tout le bénéfice net provenant des recettes du trafic de transit France-Italie et inversement, via Lötschberg. En outre, le Conseil fédéral est disposé à maintenir en faveur du Lötschberg, jusqu'à l'électrification des sections des CFF entrant en ligne de compte les règles qui sont en vigueur actuellement pour le détournement du trafic des chemins de fer à vapeur sur les lignes électriques, telles qu'elles ont été introduites par les mesures de guerre.

ad 5. En ce qui touche la construction de la ligne Granges-Büren, le Conseil fédéral a l'honneur d'attirer l'attention du Gouvernement français sur la déclaration qui a été faite au protocole de la Convention internationale sur les lignes d'accès au Simplon, et aux termes de laquelle les négociations à ce sujet seront reprises si les deux gouvernements estiment que le trafic exige l'établissement d'un nouveau raccourci sur Berne. Le Conseil fédéral estime que ce moment n'est pas encore venu, le trafic Delle—Berne étant encore loin d'avoir pris l'importance attendue. Il désire donc que les pourparlers sur ce point soient ajournés.

Le Conseil fédéral regrette vivement de ne pouvoir consentir que dans la limite des considérations qui précèdent aux propositions de la Note du Gouvernement français en ce qui concerne les sacrifices financiers demandés à la Confédération et aux chemins de fer fédéraux. Mais il ne doute pas que le Gouvernement français ne se plaise à reconnaître le bien-fondé des raisons invoquées et à tenir compte de la volonté manifeste de la Suisse de faire droit aux désirs qu'il a bien voulu exprimer dans la mesure la plus étendue.

L'accroissement prochain des relations commerciales entre le nord de la France et l'Italie fait du reste espérer que bientôt la situation financière de la compagnie du Lötschberg se raffermira.[5]

---

5. *Pour la réponse française, cf. n° 216.*

92

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 27 septembre 1919[1]

3329. La Suisse et la Société des Nations

Présidence. Proposition du
24 septembre 1919

M. le Président de la Confédération fait les communications suivantes:

Le 23 septembre 1919 M. *Clinchant,* Chargé d'Affaires de France, est venu à mon Département à 6 heures me déclarer officiellement que le Gouvernement français n'attachait aucune importance à la réserve relative à la neutralité suisse, insérée par M. le député *Augagneur* dans son rapport concernant la Société des Nations.[2]

La France qui a respecté la neutralité de la Belgique a prouvé qu'elle tenait loyalement ses engagements. Il en sera toujours de même vis-à-vis de la Suisse, dont elle a reconnu à nouveau la neutralité.

Le Chargé d'Affaires de France à Rome déclare qu'ensuite des éclaircissements demandés par l'Ambassade au Gouvernement italien, au sujet de l'occupation militaire de la Haute-Savoie, le Gouvernement italien considère la question comme définitivement close et estime qu'il n'y a pas lieu d'attacher la moindre importance aux observations consignées par M. Luzzatti dans son rapport.

---

1. *Etait absent: G. Motta.*
2. *Sur le même sujet, cf. aussi n° 85 note 2.*

3330. Italien und die Vorarlbergerfrage

Mündlich

Der Bundespräsident teilt mit, der italienische Gesandte habe dieser Tage bei ihm vorgesprochen und ihm, im Auftrage des Ministers Tittoni, mitgeteilt, die auch in die schweizer. Presse übergegangene Nachricht, dass Italien gewisse Ansprüche auf den Kt. Tessin geltend machen werde, sofern die Schweiz den Anschluss Vorarlbergs betreiben sollte, sei durchaus falsch.

93

E 2200 Paris 1/1551

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L n° 6192.94 Bern, 27. September 1919

Wir sehen uns leider neuerdings[1] genötigt, Sie um Ihre Intervention mit Bezug auf die französischen Saarkohlenlieferungen dringend zu bitten. Frankreich hat das im Abkommen vom 25. März d.J.[2] versprochene Quantum bekanntlich trotz aller Reklamationen und Versprechungen nie voll geliefert. Im August sind bloss ca. 12000 Tonnen zur Ablieferung gelangt! Es besteht keine Aussicht, dass dieses ganz ungenügende Quantum im laufenden Monat wesentlich überschritten wird, indem die Eingänge bis zum 24. September nur ca. 11000 Tonnen ausmachen.

Die französische Botschaft in Bern, bei welcher sowohl unser Departement als auch Herr Dubois, Präsident der Schweiz. Kohlen-Genossenschaft in Basel, mehrfach und eindringlich vorstellig geworden sind, hat nun kürzlich den Vorschlag gemacht, die Schweiz möchte alle ihr aus dem Saargebiet zustehenden Kohlen mit eigenen kompletten Eisenbahnzügen abholen, da die ungenügenden Lieferungen auf die Transportkrisis zurückzuführen seien. Trotz grosser Schwierigkeiten haben sich die Bundesbahnen auf unsere Veranlassung hin hiezu bereit erklärt und Fachleute nach Strassburg geschickt, um die Détails mit den dortigen Behörden zu vereinbaren. Zu ihrer grössten Überraschung wurde jedoch die Stellung des Eisenbahnmaterials durch die Schweiz von den französischen Amtsstellen zurückgewiesen mit der Begründung, es seien von Paris keine bezüglichen Instruktionen eingetroffen. Noch befremdender ist die den Vertretern der S.B.B. gemachte Mitteilung, die Behörden in Paris hätten ausdrücklich Weisung gegeben, der Schweiz in den Monaten August und September nur 20000 Tonnen zu liefern! Ihnen, Herrn Dubois und uns gegenüber ist dagegen immer erklärt worden, man habe bestimmtesten Auftrag erteilt, der Schweiz ihr volles Quantum von 60000 Tonnen zukommen zu lassen.

---

1. *Cf. n° 55.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*

Die Art und Weise, wie französischerseits das Abkommen vom 25. März erfüllt wird, erhellt noch deutlicher aus folgendem Vorfall: Die Kohlen-Genossenschaft in Basel hat kürzlich von Ingénieur en chef du matériel et de la traction der Elsass-Lothringer-Bahnen in Strassburg ein Schreiben des Inhalts erhalten, die Elsass-Lothringer-Bahnen hätten einen Zug von 316 Tonnen, ungefähr zur Hälfte mit amerikanischer, zur Hälfte mit Saarkohle beladen, der für die Schweiz bestimmt gewesen ist und ausschliesslich aus Schweizerwagenmaterial bestand, beschlagnahmt und für eigene Zwecke ausgeladen. Die Kohlen-Genossenschaft wurde ersucht, dafür Rechnung zu stellen!

Ein weiterer Kommentar für ein solches Verhalten erübrigt sich wohl. Sie werden mit uns einig gehen, dass dagegen mit aller Schärfe protestiert werden muss.

Im weitern möchten wir darauf hinweisen, dass unsere Kohlenversorgung gegenwärtig fast ausschliesslich von der geregelten Spedition über die linksrheinischen Eisenbahnlinien abhängig ist. Die Kohlen aus der Saar, aus Belgien, aus England und aus Amerika, müssen auf diesem Wege in die Schweiz transportiert werden. Nun sind aber die linksrheinischen Eisenbahnlinien und Häfen derart überlastet und es herrscht dort eine derartige Unordnung, dass die Transporte oft sehr lange stocken, was nebst allen andern Unzukömmlichkeiten eine ausserordentliche Erhöhung der Transportkosten und für die Schweiz Aufwendungen mit sich bringt. Die Kohlen-Genossenschaft sowohl als die Fero haben ihr möglichstes getan, um die französischen Lokalbehörden zu bewegen, den Transport auch auf den rechtsrheinischen Linien zu gestatten. Herr Dubois hat sich hierfür persönlich bei Herrn Minister Loucheur verwendet. Bisher ist aber diese Erlaubnis jeweilen nur für einige wenige Tage erteilt worden, sodass eine Behebung der Schwierigkeiten bis jetzt in befriedigender Weise nicht möglich war. Wir bitten Sie, bei der zuständigen Stelle auch eindringlich dahin wirken zu wollen, dass die Benützung der rechtsrheinischen Häfen und Eisenbahnlinien für unsere Kohlentransporte uneingeschränkt gestattet werde.[3]

P.S. Zu Ihrer weitern Orientierung übermitteln wir Ihnen noch vertraulich Kopie eines Schreibens, welches Herr Dubois an Herrn Minister Loucheur am 15. d.M. gerichtet hat.[4]

---

3. *Dès la réception de cette lettre, le Ministre Dunant a* rédigé une note circonstanciée et très catégorique *[...]; il* ose espérer que cette fois le Gouvernement français ne se contentera pas de promesses et que le résultat *des* multiples démarches, auxquelles il a donné un caractère d'extrême urgence ne se fera pas attendre. *Un postscriptum de la même lettre du Ministre Dunant au Conseiller fédéral Schulthess du 1er octobre dit:* J'ajoute, *[...]* que j'ai eu à déjeuner aujourd'hui un ami intime de M. Millerand, auquel j'ai exposé en détail la situation et qui a pu me donner l'assurance qu'une fois mis au courant de la situation, M. Millerand lui-même interviendrait dans le sens de nos conclusions (E 2200 Paris 1/1551). *Pour la réponse française, cf. n° 65 note 5.*

4. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

Le Président de la Société coopérative suisse des Charbons, L. Dubois, au Ministre français de la Reconstitution nationale, L. Loucheur

Copie

L Bâle, 15 septembre 1919

Cher Monsieur et Ami,

Pardonnez-moi si je viens, malgré votre énorme travail, solliciter votre attention relativement à ce qui suit. Je sais que vous avez une très vive sympathie pour mon pays et que, personnellement, je puis compter sur votre amicale bonne volonté.

L'accord franco-suisse de mars 1919 prévoyait un contingent de 63,000 tonnes de charbon de la Sarre en faveur de la Suisse. Ce contingent mensuel est loin d'être atteint depuis mars.[5] On m'affirme même d'Alsace que la liste de répartition pour août et pour septembre limite à 20,000 T. la quantité destinée à la Suisse. Notre position est si critique que je vous prie de bien vouloir examiner le relèvement de ce chiffre.

Nous recevons du charbon belge par fer et surtout par eau, du charbon anglais (très peu) et du charbon américain par Rotterdam et Anvers, puis par eau jusqu'à Ludwigshafen ou Strasbourg. Ces charbons belges, anglais et américains devraient être évacués sur la Suisse par les chemins de fer d'Alsace et de Lorraine. Or, ce réseau est surchargé et la circulation y est absolument insuffisante pour pourvoir à tous ces transports; les ports de la rive gauche du Haut Rhin sont encombrés et l'arrivée en Suisse de cette marchandise, non seulement éprouve de grands retards, mais est compromise. Je suis avisé que le Conseil fédéral fait une démarche auprès du Gouvernement français pour que nous soyons autorisés, jusqu'à ce que les circonstances aient changé, à nous servir des ports de la rive droite du Rhin (en particulier Mannheim et Kehl) et à faire effectuer ensuite le transport depuis ces ports en Suisse par les chemins de fer badois. Il me paraît que ce mode de procéder serait aussi bien dans l'intérêt du réseau alsacien-lorrain, qui recouvrerait un peu de sa mobilité, que dans celui du ravitaillement de la Suisse. Je recommande tout particulièrement à votre bienveillance l'examen de cette question dont la solution me paraît être très urgente.

Tout en vous remerciant de l'accueil que vous voudrez bien réserver à la présente, je vous présente, Cher Monsieur et Ami, l'expression de mon affectueux dévouement.

---

5. *Cf. n^os 55, 65.*

94

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 septembre 1919

3377. Conférence internationale du travail à Washington

Département de l'Economie publique
Proposition du 26 septembre 1919

Sur le rapport et la proposition du Département de l'Economie publique, *il est décidé :*

I. Sont désignés comme représentants du Gouvernement suisse à la Conférence internationale du travail s'ouvrant à Washington le 29 octobre prochain:

1) M. le Dr. Jean *Sulzer,* Ministre de Suisse aux Etats-Unis d'Amérique, à Washington;

2) M. le Dr. H. *Rüfenacht,* Directeur de l'Office fédéral des assurances sociales, à Berne.

II. D'accord avec l'Union suisse du commerce et de l'industrie et avec l'Union centrale des associations patronales suisses, est désigné comme représentant des employeurs à ladite Conférence:

M. Dietrich *Schindler-Huber,* Directeur général de la fabrique de machines Oerlikon.

III. D'accord avec l'Union suisse des fédérations syndicales, est désigné comme représentant des ouvriers, éventuellement comme conseiller technique du Gouvernement suisse:

M. le Conseiller national Conrad *Ilg,* Secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, à Berne.

IV. Est désigné comme conseiller technique du Gouvernement suisse:

M. le Dr. Henri *Wegmann,* Inspecteur fédéral des fabriques du III[ème] arrondissement, à Zurich.

V. Les délégués auront droit au remboursement de leurs dépenses effectives, suivant l'état détaillé qu'ils voudront bien présenter.

Il est ouvert au Département de l'Economie publique (Division de l'Industrie), pour couvrir les frais de la délégation, une avance de crédit de *20,000 francs.*

VI. Le projet d'instructions pour les représentants du Gouvernement suisse à la Conférence internationale du travail à Washington est ratifié.[1]

ANNEXE

E 2200 Washington 10/4

Copie

INSTRUKTION FÜR DIE VERTRETER DES BUNDESRATES AN DER INTERNATIONALEN ARBEITSKONFERENZ IN WASHINGTON AM 20. OKTOBER 1919[2]

1. Den Vertretern des Bundesrates wird im allgemeinen empfohlen, die Bestrebungen für die internationale Regelung des Arbeiterschutzes nach Kräften zu unterstützen und die Projekte der Konferenz zu fördern. Sie werden zu diesem Zwecke ihr Verhalten nach den Umständen einrichten, und es soll die Freiheit ihres Verhaltens und Handelns so wenig wie möglich eingeschränkt sein, zumal sie wegen der grossen Distanz nicht in der Lage sein werden, immer detaillierte Instruktionen zu verlangen.

2. Die Delegierten werden selbstverständlich den Anspruch der Schweiz auf eine Vertretung im Verwaltungsrate des internationalen Arbeitsbureaus auf das entschiedenste vertreten (Punkt 15 des Programms).

3. Die Delegierten werden beauftragt, das Prinzip der 48-Stundenwoche, sowie es im Gesetze

---

1. *Reproduit en annexe.*

2. *Ces instructions ont été l'objet de délibérations au cours d'une conférence réunie le 25 septembre 1919 au bureau du Conseiller fédéral Schulthess; ont participé à cette séance présidée par Schulthess: W.E. Rappard, Schindler-Huber, Directeur général de la fabrique de machines Oerlikon, K. Ilg, Conseiller national, Dr. Wegmann, Inspecteur fédéral des fabriques, Dr. Kaufmann, Chef de la Division de l'industrie et des arts et métiers; pour le procès-verbal, cf.* E. 2200 Washington 10/4.

vom 27. Juni 1919 über die Arbeitszeit in den Fabriken[3] niedergelegt ist, zu vertreten und sich *hierfür* und nicht für den 8-Stundentag auszusprechen. Es wird in dieser Beziehung auf die Beantwortung der Fragen verwiesen, die das Departement bereits eingereicht hat.[4]

4. Punkt 11 und 12 des Programms, Verwendung von Frauen und Kindern: Die Delegierten werden beauftragt, die Beschränkungen zu befürworten und durchzusetzen wie in Beziehung auf die Verwendung der Frauen und Kinder im derzeitigen Fabrikgesetze eingeführt sind. Sie werden auch diesbezüglich auf die Beantwortung des Fragenschemas verwiesen.

Den Delegierten werden überdies Drucksachen der Konferenz von 1913 zur Verfügung gestellt, woselbst ein Teil *der genannten* Fragen bereits diskutiert worden ist.

5. Punkt 13 des Programms, Ausdehnung und Anwendung der internationalen Konvention von 1906 über das Verbot der Verwendung des gelben Phosphors in der Zündholzindustrie. Die Delegierten werden gebeten, sich für die Beibehaltung dieser Konvention auszusprechen. Was die Ausdehnung betrifft, so kann nach der Fragestellung nur eine territoriale Ausdehnung gemeint sein, welche natürlich zu unterstützen ist.

6. Punkt 10 des Programms, Bekämpfung der Arbeitslosigkeit. Es ist nicht ersichtlich, in welcher Richtung hier eine internationale Regelung gedacht ist. Die Delegierten werden gebeten, in erster Linie darauf hinzuweisen, dass eine Versorgung der Schweiz mit Rohstoffen und Hülfsstoffen (namentlich Kohle) die Grundlage der industriellen Arbeit und damit der Beschäftigung bildet. Ebenso ist notwendig, dass zumal den kleinen Staaten eine wirklich billige Versorgung zugesichert wird, damit sie Absatzgebiete finden können. Die übrigen Massregeln gegen die Arbeitslosigkeit zerfallen unseres Erachtens:

a. in eine Förderung der Arbeitsgelegenheit;

b. in eine Unterstützung der Arbeitslosen.

Wir sind uns nicht klar, auf welcher Basis die eine oder andere Frage international geregelt werden soll. Die Delegierten werden gebeten, eine Anregung wohlwollend aufzunehmen und uns zu berichten, damit definitive Instruktionen gegeben werden können.

7. Nach Punkt 14 des Programms ist zu erwarten, dass der Konferenz die Anregung gemacht wird, Deutschland in die internationale Arbeiterorganisation zuzulassen. Die Delegierten erhalten Auftrag, eine solche Anregung zu unterstützen, da eine tunlichst weitgehende Organisation dringend vonnöten ist.

---

3. *Cf.* RO 1919, Tome 35, *pp. 798–805.*
4. *Cf. n° 27.*

95

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 septembre 1919

Rapport du Général Wille

Geheim — Présidence. Verbal

M. le Président Ador dépose sur le bureau le «Compte-rendu du Général U. Wille à l'Assemblée fédérale sur le service actif de 1914 à 1918», document qu'il vient de recevoir. Il faut s'attendre à ce que ce rapport provoque de vives critiques dans le public et aux Chambres. Il a déjà provoqué une protestation de

la Belgique à cause d'un passage (p. 10, texte français)[1] dans lequel le Général, faisant sienne la version allemande qui a toujours été contestée par la Belgique, parle de la «guerre populaire en Belgique». M. le Président demande si les précédents autorisaient le Général Wille à faire imprimer et distribuer ce rapport sans avoir requis l'assentiment du Conseil fédéral.

M. le Conseiller fédéral Decoppet fait d'abord observer que le Conseil fédéral a été tenu au courant par lui. Nous savions seulement que le Général Wille préparait son rapport. Celui-ci une fois imprimé, le Général Wille en a envoyé 12 exemplaires au chef du Département militaire en lui demandant s'il en désirait davantage. Il demandait en même temps l'autorisation de le mettre en librairie, à quoi le Département militaire a répondu qu'il appartenait à l'Assemblée fédérale et non à lui de donner cette autorisation.

Quant aux précédents, M. Decoppet dit qu'il résulte de ses recherches que les Généraux Dufour et Herzog ont remis directement leurs rapports, manuscrits il est vrai, aux présidents des Chambres.

Pour le moment, la situation parlementaire est la suivante: Au Conseil national, M. de Dardel a demandé si le Conseil fédéral est d'accord avec le contenu du rapport. Le chef du Département militaire a répondu qu'il n'avait pas encore lu celui-ci, et a réservé au Conseil fédéral le droit de l'examiner et de se prononcer plus tard. Le Conseil national a décidé de renvoyer le «Compte-rendu» du Général au Conseil fédéral, pour que celui-ci le présente aux Chambres avec son propre rapport.

M. le Conseiller fédéral Müller estime que le compte-rendu du Général n'offre rien de bien saillant et de nouveau; en revanche, dans le rapport annexé, le Colonel Sprecher se fait accusateur et juge du Conseil fédéral et du Département militaire, ce qui est inadmissible.

M. le Conseiller fédéral Calonder expose que le passage incriminé du compte-rendu, p.10, a fait l'objet d'une réclamation verbale de la Légation de Belgique. Le Département politique a répondu que ce compte-rendu avait été déposé par le Général et que le Conseil fédéral n'y était pour rien. Le Conseil fédéral aurait l'occasion de se prononcer plus tard; il convenait d'attendre ses déclarations. L'orateur estime que lorsque l'affaire viendra aux Chambres, le Conseil fédéral devra se désolidariser nettement d'avec le Général et lui infliger, quant à son compte-rendu et au rapport Sprecher, un désaveu non équivoque.

Pour la suite, le Conseil fédéral attendra les propositions du Département militaire.[2]

---

1. *Ce passage dit: [...]* La guerre populaire en Belgique a montré au Conseil fédéral et au commandement de l'armée les dangers d'une participation de la population au combat *[...]. Compte-rendu du Général Wille à l'Assemblée fédérale sur le service actif de 1914—1918, Berne 1919, p. 10. La deuxième édition française (ordonnée par le Département militaire) du rapport a modifié cette phrase: [...]* la levée en masse, en Belgique, a montré *[...]. Edition 1920, p. 7; sur la réaction belge cf. aussi n° 109.*

2. *Par décision du Conseil national, le rapport du Général a été soumis à l'examen du Conseil fédéral; pour sa prise de position, le 6 juin 1922, cf.* FF, 1922, vol. II, *pp. 590—599.*

96

E 2001 (B) 1/18

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

Copie
L 111.My.Reconnaissance
de l'Autriche

Berne, 29 septembre 1919

Nous avons reçu les communications que vous avez bien voulu nous adresser au sujet de la reconnaissance de l'Autriche[1], et nous croyons qu'il sera intéressant pour vous de prendre connaissance de notre proposition au Conseil fédéral du 27 septembre.[2] Aussi avons-nous l'honneur de vous la transmettre, sous ce pli. Nous ne savons pas encore quelle attitude le Conseil fédéral prendra à cet égard[3], mais il vous sera sans doute utile de connaître le point de vue du Département.

Depuis que ces propositions ont été rédigées, le point I.5 a déjà été réglé de la manière que nous désirions[4], qui correspond à la fois aux intérêts suisses, aux intérêts hongrois et aux intérêts autrichiens.

ANNEXE

E 1001 1/Anträge EPD 1919

Proposition 111.F.

Bern, 27. September 1919

Sowohl die offiziöse Vertretung Deutsch-Österreichs in Bern,[5] wie Herr Minister Bourcart [6] haben dem politischen Departement die Anerkennung der Republik Deutsch—Österreich nahe gelegt. Zu dieser Frage beehrt sich das politische Departement folgendes zu bemerken:

---

1. *Cf. n^os 8, 68, 78, 106.*
2. *Reproduite en annexe.*
3. *Le Conseil fédéral s'occupa de cette question dans sa séance du 3 octobre:* Aus der Beratung ergibt sich Übereinstimmung darüber, dass die Schweiz die Republik *Deutsch-Österreich* in absehbarer Zeit vorbehaltlos anerkennen soll. Von einer Beschlussfassung in diesem Sinne wird aber für heute abgesehen. Das politische Departement wird beauftragt, zu gegebener Zeit Antrag betreffend die Abgabe der Anerkennungserklärung zu stellen. Inzwischen wird das politische Departement in der ihm gutscheinender Weise Schritte tun zur Abklärung derjenigen Fragen, die im Verhältnis zu Deutsch-Österreich der Lösung bedürfen, wie die Frage der Vermögensabgabe, der Sperrung schweizerischer Bankkonti, der Einforderung von Gold und ausländischen Titeln, der Anwendbarkeit früherer Verträge. (E 1004 1/273 n° 3393).
4. *Par note urgente du 28 septembre, la Légation d'Autriche-Hongrie en liquidation communiquait au Département politique: [...]* dass die österreichisch-ungarische Gesandtschaft in der Schweiz als gemeinsame Vertretungsbehörde vorläufig weiter fungieren wird *[...].* (E 2001 (B) 1/18).
5. *Le 12 septembre, M. Janotta, en tant que suppléant du Baron Haupt, et sur ordre du Chancelier d'Etat Renner, déclarait au Chef de la Division des Affaires étrangères, Ch. R. Paravicini: [...]* Eine sofortige Anerkennung würde in Österreich einen ausgezeichneten Eindruck machen, würde der jungen Republik einen moralischen Halt geben und man wäre der Schweiz sehr dankbar, besonders, wenn die Anerkennung *vor* derjenigen der Entente-Staaten erfolgen würde *[...]* (E 2001 (B) 1/18).
6. *Cf. note 1.*

Bei der Anerkennung von andern Staaten, wie zum Beispiel Tschechoslovakien oder Polen, ist von verschiedener Seite geltend gemacht worden, dass der Bundesrat vielleicht etwas zu rasch gehandelt hat, indem er die neuen Staaten sofort und vorbehaltlos anerkannte, während es vielleicht angezeigt gewesen wäre, vor der Anerkennung gewisse Sicherheiten zu erlangen, so zum Beispiel die Lieferung von Zucker seitens Tschechoslovakiens und die Anerkennung der russischen Schulden von Seiten Polens.

I. Wir möchten einen solchen Fehler vermeiden und gestatten uns daher, einige mit Deutsch-Österreich schwebende Angelegenheiten zu erwähnen:

1. In der Frage der *Vermögensabgabe* hat die Schweiz mit anderen Neutralen zu wiederholten Malen im Laufe des Frühjahrs gegen eine eventuelle Konfiskation von Schweizervermögen Protest erhoben.[7] Sie war um so mehr dazu berechtigt, als die Vermögensfreizügigkeit ausdrücklich in unseren Verträgen mit Österreich stipuliert worden ist. In Widerspruch zu diesen vertraglichen Verpflichtungen wurde und wird den abziehenden Schweizern ein Teil ihres Vermögens zurückbehalten und zwar zur Deckung der Vermögensabgabe, die noch gar nicht beschlossen ist. Das österreichische Steuerfluchtgesetz unterwirft diejenigen, welche vor Ende 1921 wegziehen, während drei Jahren nach ihrem Wegzug den österreichischen Steuern. Es war uns bis jetzt nicht möglich, eine klare Befreiung der Schweizer von dieser Bestimmung zu erlangen.

Bei dieser Gelegenheit möchten wir bemerken, dass Deutschland ähnliche Absichten hatte, dass aber in diesem Lande die Sache in einem für uns günstigen Sinne geregelt wurde.[8]

Es wäre wünschenswert, dass Österreich sich in dieser Angelegenheit entgegenkommend zeige, ehe wir zur Anerkennung schreiten.

2. Anfangs März wurden plötzlich alle bestehenden Guthaben bei österreichischen Banken als «alte Kronen Conti» erklärt, die eine Zeitlang gar nicht, später auf Reklamation hin nur mit alten, ungestempelten Noten ausbezahlt werden durften. Diese Noten waren aber kein gesetzliches Zahlungsmittel. Schweizer Banken konnten somit ihre Schulden in Österreich nicht mit ihrem dortigen Guthaben begleichen. Später konnten dann die ungestempelten Noten gegen Aufgeld in gestempelte Noten umgewandelt werden. Die Sperre dieser Conti hat grossen Schaden verursacht, weil während derselben der Kronenkurs stark gefallen ist. Nur mit Mühe konnte erreicht werden, dass zunächst 50%, später die ganzen Conti freigegeben wurden, aber letzteres auch nur zugunsten der Schweizerischen Aktienbanken, nicht der Privatbanken, deren Guthaben heute noch teilweise gesperrt sind.

Vor der Anerkennung Österreichs sollte dieser Staat die *Sperre der Conti* auch zugunsten der Privatbanken *aufheben.*

3. *Die Einforderung von Gold und ausländischen Titeln* erfolgt in Österreich zum Zwecke der Bezahlung oder Sicherstellung der Kredite der Entente für Lebensmittel- und Rohstofflieferungen. Wir geben zu, dass eine Befreiung der in Österreich niedergelassenen Schweizer schwer zu erreichen wäre. Andererseits haben wir des entschiedensten dagegen Stellung genommen, dass die im Auslande liegenden Titel von Schweizern oder die in Österreich liegenden Titel von nicht dort wohnenden Schweizern eingefordert werden. Trotz beruhigenden Mitteilungen des Herrn Schumpeter, dass mit Rücksicht verfahren werde, konnte auf unser klares Begehren um Befreiung dieser Werte keine klare Antwort erzielt werden.

Die schweizerischen Banken wehren sich namentlich auch dagegen, dass die ihnen verpfändeten Titel von Österreichern einzuliefern seien. Der Nachteil ist gross, weil der österreichische Staat bei leihweiser Inanspruchnahme der Titel einerseits keinen Zins zahlt und die Werte lange Zeit immobilisiert, andererseits einen festgesetzten und ganz ungenügenden Preis in seiner eigenen unsicheren Währung bezahlt.

Die Befreiung der Einforderung von Gold und ausländischen Titeln von im Auslande wohnenden Schweizern oder von in Österreich liegenden Werten, welche den nicht dort wohnenden Schweizern gehören, sollte vor der Anerkennung erwirkt werden.

---

7. *Pour cette question très vaste et complexe, cf.* E 2200 Wien 10/3, E 2001 (B) 9/5 *et* E 6001 (A)/1–3.
8. *Cf.* 2001 (B) 9/1.

4. Auch muss die Frage der *Anwendbarkeit unserer frühern*[9] *Verträge* erörtert werden. Wenn man nun auch annehmen will, dass die succedierenden Teilstaaten durch die Abmachungen des frühern Ganzstaates gebunden sind, so wäre es doch wohl vorteilhaft, jede Diskussion über diesen Punkt für die Zukunft ein für allemal auszuschalten. Dies würde am einfachsten dadurch zu erreichen sein, dass eine gegenseitige offizielle Erklärung abgegeben würde, dass die seinerzeit mit der österreichisch-ungarischen Monarchie abgeschlossenen Verträge in gleicher Weise und unter den gleichen Bedingungen in der Republik Österreich ihre Geltung behalten wie bisher. Über den schon gekündigten Handelsvertrag wäre vielleicht eine besondere Bemerkung einzufügen.

5. Die österreichische Regierung besteht darauf, die Vertretung des liquidierenden Ministeriums von Österreich-Ungarn in Bern zurückzuziehen, um uns zur Anerkennung zu zwingen. Diese Vertretung ist uns sehr nützlich, namentlich in Bezug auf unsern Verkehr mit Ungarn, einem Staat welchen wir gegenwärtig nicht anerkennen können. Wir müssen darauf bestehen, dass die Vertretung des liquidierenden Ministeriums nicht aufgehoben werde.[10]

II. Es besteht übrigens keine Veranlassung, in der Frage der Anerkennung Deutsch-Österreichs ein übereiliges Entgegenkommen zu zeigen, denn:

a. Unsere Landsleute wurden in Deutsch-Österreich für die Kriegsschäden in keinem Fall entschädigt. Deutschland hat nicht nur die Anmeldung der unseren Landsleuten zugefügten Schäden gestattet, sondern auch in verschiedenen Fällen bereits die Entschädigung bezahlt. Frankreich hat die Anmeldungen entgegengenommen, hat aber niemals bezahlt.[11] Zur Entlastung Österreichs muss jedoch hinzugefügt werden, dass es die eigenen Angehörigen auch nicht entschädigt hat.

b. Die österreichische Regierung hat sich vor kurzem uns gegenüber in unkorrekter Weise aufgeführt und zwar in folgender Angelegenheit: Am 6. März und 1. Juli hatten wir an das Liquidationsministerium und an die Successionsstaaten geschrieben[12], um sämtliche Successionsstaaten für die Noten der österreichisch-ungarischen Bank und für alle Staatsschulden als haftbar zu erklären. Wir gaben Österreich die Erlaubnis, unsere Note zu publizieren. Es tat es auch, aber ohne Angabe des Datums, so dass der Anschein entstand, wir hätten unsere Note nach Überreichung der Friedensbedingungen in Wien auf Bestellung der Österreicher geschrieben.

c. Die österreichischen Delegierten in Paris haben das falsche Gerücht verbreitet, Italien habe sich dem Anschlusse Vorarlbergs an die Schweiz widersetzt oder Kompensationen verlangt, was dazu angetan war, unsere guten Beziehungen zu Italien zu stören.

d. Herr Renner, welcher mehrmals über die Schweiz reiste, hat uns niemals aufgesucht und hat sich damit begnügt, während er sich auf unserem Boden befand, der schweizerischen Presse Interviews über die Vorarlberger Frage zu geben, die mindestens taktlos waren.

e. Österreich vergisst, dass es ein kleiner Staat geworden ist und dass es von uns im Laufe des letzten Jahres unzählige Beweise der Freundschaft erhalten hat. Es muss sich von vorneherein daran gewöhnen, uns als ebenbürtigen Staat zu behandeln. Es empfiehlt sich, dass wir von den Successionsstaaten keine Pression dulden; je früher sich dieselben das merken, desto besser.

f. Man darf nicht vergessen, dass ein grosser Teil der schweizerischen öffentlichen Meinung sich zugunsten des Anschlusses Vorarlbergs ausgesprochen hat. Die Spezialkommission der freisinnig-demokratischen Partei der Schweiz hat noch am 24. September den Parteivorstand eingeladen, die Frage zu prüfen, ob nicht durch eine Kundgebung der schweizerischen freisinnig-demokratischen Partei zugunsten des Selbstbestimmungsrechtes des Vorarlbergervolkes und seine Zuneigung zur Schweiz ihren Bestrebungen ein gewisser moralischer Rückhalt geschaffen werden könne. Unter solchen Umständen erscheint es jedenfalls als angezeigt, die Anerkennung Österreichs mit aller Ruhe zu prüfen und zu vermeiden, dass eine überstürzte Anerkennung des Territorialbestandes des neuen Staates die Anhänger des Anschlusses Vorarlbergs verletzen könnte.

---

9. *Ce passage reprend textuellement une proposition contenue dans une lettre qu'adressait le Ministre Bourcart au Département politique le 11 septembre, cf.* E 2001 (B) 1/18.
10. *Cf. note 4.*
11. *Cf. n° 80.*
12. *Non reproduites, cf.* E 2200 Wien 10/4.

III. Was die Frage des Vorarlbergs selbst anbetrifft, so hat der Bundesrat bereits beschlossen, ihr zur Zeit keine weitere Folge zu geben.[13] Man hätte sich fragen können, ob es nicht angezeigt gewesen wäre, bei Anlass der Anerkennung Österreichs eine diesbezügliche Reserve zu machen. Einen Anlass dazu hätten wir gehabt, weil sowohl in Wien wie in Bern die österreichische Regierung unoffiziell erklärt hatte, wir möchten die Vorarlberger Angelegenheit während der Friedensverhandlungen ruhen lassen, um dieselbe nach Friedensschluss mit der österreichischen Regierung wieder aufzunehmen. Das politische Departement hätte eine frühere Intervention vorgeschlagen. Es hielt die von Österreich vorgeschlagene Lösung für ungünstig, indem es immer betonte, dass Verhandlungen in einem solchen Stadium viel schwieriger wären. Ausserdem scheint Herr Renner, wie das selbstverständlich vorauszusehen war, seine Andeutungen vergessen zu haben, und die Vorarlberger selber sind eingeschüchtert und rühren sich nicht.

Unter solchen Umständen glaubt das Departement nicht, dass Verhandlungen Aussicht auf Erfolg hätten; es nimmt übrigens an, dass der Bundesrat durch seinen letzten Beschluss die Meinung ausgesprochen habe, dass keine Reserven in Bezug auf die Zukunft Vorarlbergs gemacht werden sollen; es möchte nur klar festsetzen, dass die Anerkennung Deutsch—Österreichs die Anerkennung seiner Grenzen bedeutet und dass die Vorarlberger Anschlussfrage nicht offen bleibt, sondern in negativem Sinne erledigt wird.

Aus dem oben Angeführten geht hervor, dass die Anerkennung Deutsch-Österreichs erst dann geschehen kann, wenn gewisse Differenzen erledigt worden sind. Das Departement hat die für dasselbe in Betracht kommenden Fragen unter I.1 bis 5 erwähnt; andere Departemente werden wohl ähnliche Begehren haben, wie zum Beispiel in bezug auf die Kosten der Rheinregulierung. Wir stellen daher folgenden *Antrag:*

Ehe irgendwelche Massnahmen betreffend die Anerkennung Österreichs ergriffen werden, sollten gewisse Zusicherungen gegeben werden. Die verschiedenen Departemente werden ersucht, dem politischen Departemente über ihre Wünsche in dieser Beziehung Bericht zu erstatten. Das politische Departement wird ermächtigt, mit der Deutsch-Österreichischen Regierung in Verbindung zu treten, damit die schweizerischen Wünsche berücksichtigt werden, ehe der neue Staat anerkannt wird.

---

13. *Le 22 septembre, le Conseil fédéral décidait* de ne pas entrer en matière quant à présent *sur la proposition du Département politique de constituer une commission chargée d'examiner le rattachement du Vorarlberg à la Suisse* (*cf.* E 1004 1/272 *n°* 3267) *et de même sur la proposition suivante: [...]* La Légation de Suisse en France sera chargée, lorsque le Département politique estimera le moment opportun, de faire savoir aux Puissances que la Suisse attacherait du prix à voir insérer dans le texte du Traité de Paix la mention que le droit de libre disposition du *Vorarlberg* est reconnu et que cette région est autorisée à se rattacher à la Suisse au cas où le peuple suisse et son Gouvernement le désireraient. *[...]* (E 1004 1/272 *n°* 3268). *A ce sujet, cf. aussi n° 73.*

97

EVD KW Zentrale 1914–1918/24–25

Le Secrétaire général du Département de l'Economie publique, W. Bleuler, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

Copie
L 95/6. Ausführung des
Abkommens vom 25. März 1919;
Transportabkommen

Bern, 29. September 1919

Mit Schreiben vom 15. Juli [1] übermittelten Sie der Handelsabteilung die Kopie einer vom 11. gleichen Monats [2] datierten Verbalnote des französischen Ministeriums des Auswärtigen betreffend die Ausführung des Abkommens vom 25. März 1919.[3] Die Note ist die Antwort auf die Replik, welche Sie dem Ministerium auf Grund des Schreibens unseres Departementes vom 22. Mai, Nr. 3290[4], zugestellt hatten (Siehe Ihr Schreiben vom 28. Mai, Nr. 1356).[5]

Die französische Note vom 11. Juli befasst sich unter anderm mit der Frage des Abtransportes der schweizerischen Waren ab den französischen Seehäfen. Sie enthält die Behauptung, dass die französischen Behörden bestrebt seien, den Bestimmungen des Abkommens vom 25. März hinsichtlich der Durchführung der Transporte ab den Seehäfen nachzukommen, dass dabei aber infolge angeblich systemloser und oft wechselnder Instruktionen seitens der zuständigen schweizerischen Dienststellen Schwierigkeiten entstünden.

Die Fero erstattete uns zu diesem Punkte unterm 25. August folgenden Bericht:

«Mit Verbalnote vom 11. Juli 1919 an die Schweizerische Gesandtschaft in Paris teilt das Ministerium des Auswärtigen in Paris mit, dass seit 1. Mai folgende Anzahl Züge verkehre:

1. 3 Züge täglich	ab Cette,
2. 1–2 Züge täglich	ab Marseille,
3. 1 Zug täglich	alternativ zwischen Port-de-Bouc und Saint-Louis du Rhône.

Im weitern wird gesagt[6], dass die französischen Dienste bemüht seien, den Abmachungen bezüglich der Transporte nach der Schweiz nachzukommen. Die Durchführung der Vereinbarung werde aber dadurch erschwert, dass schweizerischerseits fortwährend Änderungen von dem je für 14 Tage zum voraus aufgestellten Programm verlangt werden. Dabei falle noch als erschwerend in

1. *Non reproduite, cf.* E 2200 Paris 1/1564.
2. *Ibidem.*
3. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*
4. *Cf. DDS 7/1, n^os 420, 423 annexe.*
5. *Dans cette note du 28 mai au Ministère français du Blocus, Dunant résumait le document publié in: DDS 7/1, n° 423 annexe.*
6. *La note originale formule des reproches à l'adresse de l'Administration fédérale de la manière suivante: [...]* Or, tandis que les services français s'efforcent de leur mieux à satisfaire aux clauses relatives aux transports vers la Suisse, des difficultés constantes surgissent devant eux, par suite

Betracht, dass die Änderungen bald von der Generaldirektion der Bundesbahnen, bald von der S.S.S. in Paris oder von den Vertretern in Marseille und Cette und zwar entweder direkt bei der P.L.M. oder beim zuständigen Ministerium verlangt werden.

Wir beehren uns, Ihnen hierauf folgendes mitzuteilen:

Gemäss Abschnitt III des Wirtschaftsabkommens mit Frankreich vom 25. März 1919 sichert die französische Regierung u.a. die Ausführung folgender Züge zu:

a. 3 Züge täglich ab Cette.
b. 2 Züge täglich je nach den Bedürfnissen ab Cette, Marseille oder Nizza nach einem von der Fero je für 14 Tage aufzustellenden Programm.
c. 2 Züge pro Woche ab Marseille.

In Wirklichkeit sind ausgeführt worden:

im April nach Cette 61 Züge	61 Züge
Marseille	26 Züge
Total	87 Züge

statt nach dem Abkommen 158 Züge.

Im Mai nach Cette	61 Züge
nach Marseille	27 Züge
nach Port-de-Bouc	7 Züge
nach St. Louis du Rhône	5 Züge
	100 Züge

statt nach dem Abkommen 163 Züge.

Im Juni nach Cette	47 Züge
nach Marseille	33 Züge
nach Port-de-Bouc	14 Züge
nach St. Louis du Rhône	4 Züge
	93 Züge

statt nach dem Abkommen 158 Züge.

Im Juli nach Cette	13 Züge
nach Marseille	2 Züge
nach Port-de-Bouc	2 Züge
	17 Züge

statt nach dem Abkommen 163 Züge.

---

des modifications fréquentes au programme prévu, fourni chaque quinzaine par l'Administration des Chemins de fer fédéraux.

Bien plus, ces modifications mêmes, cause de perturbations forcées, sont demandées tantôt par la Direction des chemins de fer fédéraux à Berne, tantôt par la S.S.S. à Paris ou ses délégués à Marseille et à Cette, et cela, soit par l'intermédiaire du département compétent, soit directement au réseau P.L.M. à Paris.

Le Ministère des Affaires étrangères n'a pas besoin d'insister sur la complication qui résulte d'une telle absence de méthode dans l'envoi des indications aux services français par les services fédéraux compétents. /.../ (E 2200 Paris 1/1564).

Die Belastung der Züge ab den Häfen wird mit 60 Wagen berechnet, die Leerzüge führen 60—63 Wagen. (Abschnitt III, Ziff. 3 des Abkommens).

Die im Wirtschaftsabkommen vorgesehene Anzahl Züge ist somit nie auch nur annähernd erreicht worden.

Weil die Abfuhr der Güter ab Cette und Marseille mit der Zufuhr nicht Schritt hielt, trat eine ausserordentlich grosse Anhäufung von Waren für die Schweiz in diesen beiden Häfen ein. Die Löschung von Schiffen, deren Entladung in Marseille verweigert worden war, musste daher in Port-de-Bouc und St-Louis du Rhône erfolgen. Unser Vertreter in Marseille hat dann Anfang Mai, nachdem die vielen Bemühungen, eine vermehrte Abfuhrgelegenheit zu erhalten, nicht den gewünschten Erfolg hatten, ohne unser Wissen das französische Transportministerium um Zustimmung zur Umleitung von Leerzügen nach den beiden letzteren Häfen gebeten. Sobald wir hiervon Kenntnis erhielten, wiesen wir unsern Vertreter an, seine Wünsche um Zusendung von Leermaterial in Zukunft ausschliesslich uns zu unterbreiten.

Die oben unter Ziffer a und c bezeichneten Züge sollen regelmässig und ohne besondere Verhandlungen ausgeführt werden. Eine besondere Abmachung ist lediglich hinsichtlich der Züge unter b erforderlich. Auf Wunsch der P.L.M. lassen wir ihr das Programm jeweilen durch Vermittlung des Herrn Gorjat, Direktor der Kreisdirektion I in Lausanne, zukommen. Die genaue Ausführung des Programmes ist jedoch zufolge der auf den französischen Bahnen immer noch herrschenden Transportschwierigkeiten fast nie möglich. Auf Veranlassung der Organe der P.L.M. muss die vereinbarte Zahl der Züge sehr häufig eingeschränkt oder die Absendung von Zügen vorübergehend ganz eingestellt werden. Es ist öfters vorgekommen, dass leere schweizerische Wagen, zufolge plötzlicher Einstellung der Abfuhr, wochenlang in Marseille unbenützt stehen geblieben sind. Diese Massnahmen und die Nachlieferung der ausgefallenen Züge bedingen naturgemäss Verhandlungen zwischen der P.L.M. und uns, bezw. den Bundesbahnen, die unter Benützung des Bahntelegraphen geführt werden müssen.

Wir gestatten uns, noch beizufügen, dass uns, zufolge der ungenügenden Abfuhrgelegenheiten ab Cette und Marseille, Schiffsmieten und Mehrfrachten von vielen Millionen Franken entstanden sind. Mehrere für Cette oder Marseille bestimmte Schiffe mussten nach Genua geleitet werden. Einige Schiffe, die wegen zu grossem Tiefgang in Cette nicht anlegen konnten und die daher nach Marseille geleitet wurden, sind hier einfach um 1000-2000 t entlastet und dann wieder nach Cette zurückgesandt worden. In letzter Zeit lässt die Abfuhr ab Cette und Marseille neuerdings in bedenklicher Weise zu wünschen übrig. Es wurden beispielsweise vom 12. Juli bis 24. August für Cette nur ein einziger Leerzug und für Marseille nur 5 Züge angenommen. Unter diesen Umständen muss von der Leitung weiterer Schiffe nach diesen Häfen bis auf weiteres abgesehen werden. *[...]*[7]

---

7. *Suit une citation d'une lettre de la FERO du 22 septembre, exposant qu'aussi bien en août qu'en septembre le bilan des trains pour la Suisse restait bien inférieur aux stipulations de l'accord du 25 mars 1919.*

Wir bitten Sie, von diesen Mitteilungen der Fero Vormerkung nehmen zu wollen, und überlassen es Ihnen, von denselben in der Ihnen geeignet erscheinenden Weise gegenüber den französischen Behörden Gebrauch zu machen.

98

EVD KW Zentrale 1914–1918/56–57

La Légation d'Allemagne à Berne au Département de l'Economie publique

N C. 12029 Bern, 29. September 1919

Auf die gefällige Note vom 10. d. M., Nr. 94[1], beehrt sich die Deutsche Gesandtschaft dem Schweizerischen Volkswirtschaftsdepartement zu erwidern, dass die Beschwerde, die Deutsche Regierung habe es unterlassen, ihr Möglichstes zu tun, um die in dem letzten Wirtschaftsabkommen vorgesehenen Lieferungsmengen an Kohle der Schweiz zuzuführen, nicht als berechtigt anerkannt werden kann. Richtig ist allerdings, dass die Mengen, für die im Abkommen vom Mai d. J. die Ausfuhrgenehmigung deutscherseits zugesagt wurde, bisher nicht in vollem Umfange geliefert werden konnten.

Wenn die volle Belieferung der Schweiz bisher nicht möglich war, so ist dies aber lediglich in der äusserst schwierigen Lage der deutschen Kohlenwirtschaft begründet, die dem Schweizerischen Volkswirtschaftsdepartement von der Gesandtschaft auch schon öfters geschildert worden ist. Die deutsche Bevölkerung muss sich hinsichtlich ihrer Kohlenversorgung den einschneidendsten Bestimmungen unterwerfen, die ihren Höhepunkt aller Voraussicht nach bei weitem noch nicht einmal erreicht haben. Es kann wohl angenommen werden, dass die Schweizerische Regierung durch ihre Vertretung in Berlin über diese Verhältnisse und die in das deutsche Wirtschaftsleben tief eingreifenden, einschränkenden Massnahmen auf dem Gebiete des Transportwesens und des Gas- und Elektrizitätsverbrauchs, wozu Deutschland gezwungen wurde, unterrichtet worden ist. Dass die Deutsche Regierung gleichwohl es möglich gemacht hat, die Menge der nach der Schweiz zu liefernden Kohlen von Monat zu Monat zu steigern, sollte der Schweizerischen Regierung als der beste Beweis dafür gelten, dass Deutschland nach Kräften bemüht ist, seinen vertraglichen Pflichten gerecht zu werden. Tatsächlich ist die Schweiz in der Lieferungsquote sehr viel günstiger gestellt worden als andere neutrale Länder.

Trotz der bestehenden Verpflichtungen konnten nach Schweden überhaupt keine Kohlen geliefert werden, und auch Dänemark, dem eine bedeutend grössere Menge Kohlen monatlich von Deutschland zugesichert worden ist, musste sich mit geringeren Lieferungen als die Schweiz begnügen.

Die Steigerung der Kohlenmengen in den letzten Monaten beweist vielmehr, dass von Deutschland aus mit grösster Anstrengung darauf hingearbeitet wird,

1. *Cf. n° 75.*

die Verpflichtungen der Schweiz gegenüber, soweit dies möglich ist, zu erfüllen. Es soll hier aber gleichwohl nochmals betont werden, dass die Deutsche Regierung auch in Zukunft alles aufbieten wird, um die Lieferungen für die Schweiz so hoch wie nur irgend möglich zu halten. Die Aussicht, eine Verbesserung erzielen zu können, ist allerdings gering mit Rücksicht auf die Verschlechterung der Transportverhältnisse in Deutschland auf den Bahn- und Wasserstrecken, die für die Belieferung der Schweiz in Betracht kommen. Erfahrungsgemäss tritt eine solche im Herbst stets ein, wenn die Kartoffel- und Rübentransporte einsetzen.

Ausserdem kommt in Betracht, dass, wenn die Zwangslieferungen an die Westmächte auch nur annähernd in vollem Umfange erfüllt werden müssen, eine erhebliche Rückwirkung dieser Lieferungen auf diejenigen nach dem neutralen Auslande unvermeidlich erscheint.

Darüber, ob eine Möglichkeit besteht, die Lieferung von Koks anstelle anderer Kohlensorten und von Braunkohlenbriketts zu verstärken, bleibt eine weitere Mitteilung noch vorbehalten.

Von einer Beschlagnahme von Braunkohlenbriketts, die nach Mitteilung des Volkswirtschaftsdepartements erfolgt sein soll, ist den zuständigen Stellen in Deutschland nichts bekannt. Die Mitteilung dürfte vielleicht darauf zurückzuführen sein, dass zu den angegebenen Zeiten ein Posten linksrheinischer Braunkohlenbriketts auf der rechten Rheinseite nach der Schweiz ausgeführt werden sollte, ohne dass dafür von dem Versender die erforderliche Ausfuhrgenehmigung rechtzeitig beantragt worden war, sodass eine kleine Verzögerung in dem Weiterversand der Mengen an den oberrheinischen Umschlagsplätzen eintrat. Nach erfolgter Rücksprache mit dem Lieferanten ist dann die Ausfuhrgenehmigung aber für den fraglichen Posten und weitere Mengen erteilt worden. Irgend eine Verletzung des zwischen der Deutschen und Schweizerischen Regierung geschlossenen Wirtschaftsabkommens ist nicht erfolgt.[2]

2. *Pour la position allemande communiquée à la Légation de Suisse à Berlin, cf. aussi n° 89.*

99

E 2001 (B) 1/81

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Washington

Copie d'expédition
T n° 9

Bern, 1. Oktober 1919

Herrn Dunant wurden in Brüssel von Delacroix, belgischem Premierminister, in diskreter Weise Anspielungen auf Demarchen gemacht, die von Belgien, um Verlegung des Völkerbundes nach Brüssel zu erreichen, noch unternommen werden.[1] Wir glauben auch aus andern Anzeichen schliessen zu können, dass

1. *Cf. télégramme n° 6 du 27 septembre in* E 2001 (B) 1/81.

Belgien seine Campagne weiterführen wird. Auch auf der Ende Oktober stattfindenden Konferenz der Völkerbundsvereine in Brüssel wird die Frage der Verlegung des Völkerbundssitzes zur Sprache kommen. Unser Gesandter in Paris weist daraufhin, dass die Sitzfrage auch anlässlich des Besuches des belgischen Königspaares in Amerika diskutiert werden dürfte.

100

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 1 Berlin, 4. Oktober 1919

Da ich die Leitung der Gesandtschaft erst vor wenigen Tagen übernommen habe und während dieser Zeit noch keine Gelegenheit hatte, mit politischen Persönlichkeiten Fühlung zu nehmen, muss sich dieser erste Bericht in der Hauptsache auf Erhebungen stützen, welche meine Mitarbeiter gemacht haben.

Eine der ersten Personen, denen ich wenige Stunden nach meiner Ankunft zufällig begegnete, war Fürst Bülow, der am gleichen Tage vom Lande nach der Stadt gekommen war, um hier den Winter zu verbringen. Die Tatsache, dass der Fürst die Übersiedelung nach der Hauptstadt vollzogen hat, war mir schon ein Beweis dafür, dass er die allgemeine innere Lage für consolidiert hält und jedenfalls keine gefährlichen Ausschreitungen mehr befürchtet. In der Tat sprach Bülow in unserer Unterredung die Überzeugung aus, dass sich die Unruhen des letzten Jahres nicht wiederholen werden und dass die gegenwärtige Regierung genügend stark sei, erneuten Versuchen der Spartakisten mit Erfolg zu begegnen.

In ganz gleichem Sinne äusserte sich der Reichsminister des Äussern, Hermann Müller, den ich am Tage meines Amtsantrittes besuchen konnte und der mir einen sehr herzlichen Empfang bereitete. Der Minister bat mich wiederholt, ihn häufig zu besuchen und alle Wünsche der Schweizer Regierung, die sich auf politische Verhältnisse beziehen, direkt mit ihm zu besprechen; er versicherte, dass er alles tun werde, was in seiner Macht liege, um diesen Wünschen entgegenzukommen, da er seit langem die grössten Sympathien für unser Land habe und da ihm und der ganzen Regierung sehr viel an einem guten Verhältnis mit der Schweiz gelegen sei. Auf meine Anfrage über die innere Lage sprach er sich ungefähr so aus, wie Fürst Bülow. Müller hält die Gefahr der Streiks keineswegs für überwunden und sieht auch noch häufige Putschversuche der Spartakisten voraus, aber er glaubt nicht, dass es diesen Elementen gelingen werde, das Heft auch nur vorübergehend in die Hand zu bekommen.

Die grösste Gefahr für die Erhaltung der Ordnung in Deutschland liege zur Zeit in der Haltung der Ententestaaten zur Frage der Ratifikation des Friedens. Wenn sich die Ratifikation weiterhin verzögern und dadurch der Kriegszustand effektiv verlängert werden sollte, könnte eine Stimmung der Erbitterung und Verzweiflung in weiten Kreisen der Bevölkerung Platz greifen, welche ernste

Gefahren für die innere Ruhe und Sicherheit schaffen müsste. Inzwischen hat nun die französische Kammer den Frieden ratifiziert und das wird zweifellos zur Beruhigung beitragen. *[...]*[1]

Völkerbund. Ich habe es mir angelegen sein lassen, durch meine Mitarbeiter Erkundigungen einzuziehen über die Stimmung, welche zur Zeit in Deutschland herrscht bezüglich der Frage des Beitrittes zum Völkerbund. Herr Legationssekretär Zetter hat darüber folgende Auskunft vom Stellvertreter des Chefs der Presseabteilung auf dem Ministerium des Auswärtigen erhalten:

Zur Zeit sind *alle* Parteien der Mehrheit mit Einschluss der Demokraten *für den Eintritt* Deutschlands in den Völkerbund, und zwar auch in den Völkerbund wie er durch den Pakt von Versailles gestaltet ist: Dabei lassen sich die Anhänger des Beitrittes von der Hoffnung leiten, dass, wenn einmal der Eintritt der Zentralstaaten erfolgt sei, diese Staaten mit Hilfe der neutralen Stimmen eine Revision des Völkerbundstatutes im Sinne der Gleichberechtigung herbeiführen könnten.

Der Ihnen bekannte Professor Stein spricht sich zur selben Frage dahin aus, dass alle Parteien, also auch die ganz linksstehenden, mit Ausnahme der Konservativen, unbedingt für den Eintritt Deutschlands in den Völkerbund seien, weil sie einzig und allein im Völkerbund eine Möglichkeit erblickten, um den Versailler Vertrag zu lockern und zu einer Revision desselben zu gelangen.

Diese Überlegung ist meines Erachtens von besonderem Interesse, weil sie beweist, dass man vorläufig auch in den Kreisen der Sozialisten und Unabhängigen die Hoffnung aufgegeben hat, eine Revision des Friedensvertrages durch das Machtgebot der Internationalen herbeizuführen.

[...][2]

---

1. *Ensuite, le Ministre Planta parle des grèves des employés.*
2. *La fin du rapport donne des informations sur le remaniement gouvernemental et la situation intérieure en Allemagne.*

101

E 2200 Berlin 2/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Streng vertraulich — Berlin, 6. Oktober 1919

Es hat sich gestern das Mitglied der deutschen Nationalversammlung, Dr. Oskar Cohn, Angehöriger der Partei der unabhängigen Sozialisten, bei mir eingefunden, um mir folgendes zu eröffnen und mich über meine Meinung zu fragen:

Unter den Akten, welche jetzt der parlamentarischen Untersuchungskommission über die Kriegsfehler vorliegen, befindet sich eine Mitteilung des Chefs des Grossen Generalstabes an das Auswärtige Amt vom 3. August 1914, in welcher von einer Vereinbarung gesprochen wird, welche zwischen dem schweizerischen und dem deutschen Generalstab getroffen wäre für den Fall der Verletzung der

schweizerischen Neutralität seitens Frankreichs. Der Wortlaut dieser Vereinbarung ist der Note nicht beigefügt, dagegen spricht diese Notiz davon, dass ein «Bündnisvertrag» vorbereitet sei, nach welchem die gesamte schweizerische Heeresmacht der deutschen Heeresleitung unterstellt werden sollte.

Ich lege hier den Wortlaut der betreffenden Notiz bei[1], den mir Herr Dr. Cohn überreicht hat, nachdem ich ihn sehr dringend darum gebeten hatte. Desgleichen lege ich die Abschrift des Begleitschreibens[2] bei, mit welchem Herr Cohn mir genannte Notiz zugestellt hat.

Mein Interlocutor setzte mir auseinander, dass nunmehr durch die Untersuchungskommission die Frage zu entscheiden sei, ob dieses Aktenstück gleich vielen andern veröffentlicht werden solle, und deshalb wünsche er von mir zu erfahren, ob ich gegen die Veröffentlichung irgendwelche Bedenken hätte. Herr Cohn fügte bei, dass eine bezügliche Anfrage voraussichtlich in allernächster Zeit offiziell an mich ergehen werde, dass er es aber für nützlich gehalten habe, mich vorerst persönlich und vertraulich zu begrüssen, weil er wohl in der Lage sein würde, meinen allfälligen Wünschen hinsichtlich des einzuschlagenden Verfahrens Geltung zu verschaffen. Er begründete seinen Schritt damit, dass er als Sozialist durchaus den Wunsch habe, nichts zu tun, was die internationale Stellung der schweizerischen Demokratie schädigen könnte. Vor allem aber liege ihm daran, nichts zu tun, was der Schweiz den Beitritt zum Völkerbund erschweren oder deren künftige Stellung im Völkerbund herabmindern könnte. Anderseits habe er und seine Partei natürlich ein sehr grosses Interesse an der Veröffentlichung des Aktenstückes, weil dadurch einwandfrei bewiesen werden könne, wie sehr sich der Militarismus in der Schweiz nicht minder als in Deutschland über die politischen Behörden hinweggesetzt und Politik auf eigene Faust getrieben habe. Cohn fügte bei, dass er auch den Wunsch hätte, seine Gesinnungsgenossen in der Schweiz in ihrem Kampfe gegen den dortigen Militarismus zu unterstützen. Seine concise Anfrage lautete:

1. Halten Sie dafür, dass die Interessen der Schweiz durch eine Veröffentlichung dieses Aktenstückes Schaden nehmen könnten und

2. Halten Sie dafür, dass die Veröffentlichung im Interesse der Partei liege, welche auch in der Schweiz gegen den Militarismus anzukämpfen hat?

Die Antwort auf die zweite Frage wurde mir natürlich nicht schwer, und ich glaube Herr Cohn davon überzeugt zu haben, dass es bei uns keinen Militarismus zu bekämpfen gibt und dass ich jedenfalls nicht Hand bieten könnte zu einer Beratung einer politischen Richtung, welche das Heer in der Schweiz anfechten wollte.

Viel schwieriger war natürlich die Beantwortung der ersten Frage. Für mich stand ohne weiteres fest, dass die Veröffentlichung dieser Notiz um jeden Preis vermieden werden müsse, weil es kaum einem Zweifel unterliegen kann, dass eine solche Publikation von deutscher Seite die grössten Stürme in unserem Lande hervorrufen und zu innerpolitischen Konsequenzen führen könnte, die gar nicht zu übersehen wären. Auch im Interesse unserer Beziehungen zur

---

1. *Reproduite en annexe 2.*
2. *Reproduite en annexe 1.*

Entente schien es mir dringend wünschenswert, die Publikation nicht erfolgen zu lassen. Dabei gehe ich keines a priori von der Annahme aus, dass dieser Bündnisvertrag nach Form und Inhalt bestehe und dass er einen anfechtbaren Akt darstelle. Dagegen sage ich mir, dass die blosse Tatsache der Publikation ohne Kommentar die öffentliche Meinung sofort irritieren und auf einen Weg leiten würde, von welchem sie nachträglich gar nicht mehr zurückgeführt werden könnte. Deshalb erklärte ich Herrn Dr. Cohn, dass seine Mitteilungen für mich dem Inhalte nach nichts Neues bringen, indem mir bekannt sei, dass unser Generalstab, wie es seine Pflicht gewesen sei, sich für alle Eventualitäten vorbereitet und nach beiden Seiten Vereinbarungen getroffen habe, welche für den Fall der Neutralitätsverletzung zu gelten hätten. Von einer eigenmächtigen Politik unseres Generalstabes könne dabei wohl nicht gesprochen werden und ebensowenig glaube ich, dass der Vertrag als «Bündnisvertrag» qualifiziert werden könne. Trotz dieser, m.E. einwandfreien Sachlage würde ich die Veröffentlichung tief bedauern, weil ich überzeugt sei, dass die öffentliche Meinung die Tatsachen sofort in verzerrtem Bilde sehen und daraus Schlüsse ableiten würde, welche nicht nur für die internationale Stellung der Schweiz, sondern auch für den Bestand unserer Demokratie gefährlich werden könnten. Ich machte Herrn Cohn im besonderen darauf aufmerksam, dass die deutsche Demokratie in letzter Linie ein Interesse daran habe, die Stellung der Schweiz nach aussen und innen zu erschweren.

Herr Cohn zeigte volles Verständnis für diese Argumente und versprach mir, mit allem Nachdruck dahin zu wirken, dass die Publikation unterbleibe und dass auch von einer offiziellen Anfrage an mich abgesehen werde. Dagegen sprach er den Wunsch aus, dass ich der Schweiz.Regierung wenigstens Kenntnis gebe von dem Vorhandensein des Aktenstückes, damit sie unterrichtet sei.

Ich weiss natürlich nicht, was an der ganzen Sache richtig und was Ihnen darüber schon bekannt ist.

Neu wird für Sie wohl der Wortlaut der Notiz des Generalstabes an das Auswärtige Amt sein und neu wohl auch, dass sich diese Notiz unter der amtlichen deutschen Aktensammlung findet, welcher die Veröffentlichung droht.

Ich lege der Sache eine ausserordentliche Bedeutung bei, weil ich die schlimmsten Folgen voraussehe für den Fall, dass der Wortlaut der Notiz publiziert würde. Nicht als ob ich den Vorgang als verdammenswert qualifizieren möchte, wenigstens nicht a priori, sondern lediglich, weil ich überzeugt bin, dass durch die Veröffentlichung alle Leidenschaften wieder aufgepeitscht würden, welche der Oberstenprozess[3] und ähnliche Vorgänge geweckt hatten und weil ich fürchte, dass es nicht möglich sein würde, ein objektives Urteil zu schaffen.

Ich muss Ihnen anheimgeben zu entscheiden, ob Sie von diesem Berichte dem Bundesrate Kenntnis geben wollen. Meinerseits glaube ich meine Pflicht getan zu haben, indem ich Ihnen den Vorgang meldete und hier dahin gewirkt habe und weiterhin dahin wirken werde, dass die Veröffentlichung unterbleibt.[4]

---

3. *A ce sujet, cf. DDS 6, n^os 160—163, 165—166, 170—175, 177, 179, 180.*

4. *Dans une lettre personnelle et confidentielle du 14 octobre, le Conseiller fédéral Calonder répondit:* Ich habe Ihren streng vertraulichen Brief betreffend die Angelegenheit unseres Generalstabes empfangen und dem Bundesrate vorgelegt. *(cf. n° 108)* Der Bundesrat beauftragt mich, Sie zu bitten, Ihr Möglichstes zu tun, damit fragliche Aktenstücke nicht veröffentlicht

ANNEXE 1

Berlin, 6. Oktober 1919

Eurer Exzellenz überreiche ich hiermit drei Durchschläge des bekannten Briefes. Ich darf folgendes bemerken:

1. Die Überschrift rührt von mir her; sie beruht auf den Angaben die mir mündlich gemacht sind.
2. Die beiden Fragezeichen,[5] in der vierten und in der letzten Zeile des ersten Absatzes, rühren ebenfalls von mir her.
3. Im zweiten Absatz habe ich hinter dem Worte «diplomatische» ein Wort ausgelassen, weil ich es bei der Entnahme der Abschrift mitzuschreiben übersehen hatte. Das Wort ist nach dem Zusammenhange ohne weiteres zu ergänzen; meiner Erinnerung nach hiess es: Aktion.

ANNEXE 2

3.8.14. Chef des Grossen Generalstabes an Auswärtiges Amt.
Die Schweiz hat mobil gemacht. Nach hierher gelangter Mitteilung befürchtet sie schon jetzt Verletzung ihrer Neutralität durch Frankreich, begründet durch französische Truppenansammlung an ihrer Ost-(?)Grenze. Es wird vorteilhaft sein, der Schweiz die Versicherung zu geben, dass Deutschland bereit ist, ihre Neutralität durch militärische Beihilfe zu sichern. Ein Bündnisvertrag mit der Schweiz ist von mir für diesen Fall bereits vorbereitet und befindet sich in je einem gleichlautenden Exemplar in meinen Händen und in den Händen des schweizerischen Generalstabes. Dieser Vertrag, der die gesamte schweizerische Heeresmacht der deutschen Heeresleitung unterstellt, braucht nur noch modifiziert (?) und ausgetauscht zu werden.

Diese Verabredungen sind strengstens zu sekretieren, bis eine diplomatische im obigen Sinne erfolgt ist, um den Chef des schweizerischen Generalstabes nicht durch vorzeitiges Bekanntwerden seiner Regierung gegenüber zu discreditieren und ihn dem Vorwurf auszusetzen, eigenmächtig Politik getrieben zu haben.[6]

---

werden. Der Bundesrat ist mit Ihnen der Auffassung, dass die Veröffentlichung dieser Dokumente innen- und aussenpolitisch die nachteiligsten Folgen haben würde.

Der Vorsteher des Militärdepartements, dem die Angelegenheit unbekannt war, wird sich darüber genau erkundigen und ich behalte mir vor, Ihnen seinerzeit weitere Mitteilungen zukommen zu lassen. (E 2200 Berlin 2/1).

5. *Il s'agit des points d'interrogation qui figurent entre parenthèses aussi dans le texte de Cohn.*
6. *Pour la déclaration de von Moltke au Ministre de Suisse à Berlin, le 2 août 1914, cf. DDS 6, n° 13.*

102

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 2 Berlin, 7. Oktober 1919

Wie ich unter dem 5. laufenden Monats telegraphisch[1] berichtete, habe ich an jenem Tage mein Beglaubigungsschreiben dem Herrn Reichspräsidenten Ebert

---

1. *Non retrouvé.*

übergeben und erlaube mir nachstehend, über den Verlauf dieses Aktes kurz Bericht zu erstatten.

Der Reichspräsident war begleitet vom Minister des Auswärtigen und zwei höheren Beamten des Auswärtigen Amtes (Tenue: Gehrock). Den Wortlaut der kurzen Ansprache, die ich bei diesem Anlass an den Reichspräsidenten richtete, habe ich Ihnen schon zur Kenntnis gebracht.[2] Herr Ebert antwortete in sehr einfachen und herzlichen Worten, indem er einleitend bemerkte, dass er und die deutsche Reichsregierung sich ganz besonders darüber freuen, dass der Bundesrat gerade mir den Posten in Berlin anvertraut habe; die Regierung erblicke darin auch ein Zeichen der Achtung und des Vertrauens gegenüber dem Deutschen Reiche, für welches sie sehr empfänglich sei. Ich gebe diese Erklärung hier wieder, weil der Reichspräsident mich ausdrücklich darum gebeten hat und weil ich zu wissen glaube, dass in Kreisen des Bundesrates Zweifel darüber bestanden haben, ob ich auch der jetzigen mehr oder weniger sozialistischen Reichsleitung ganz genehm sein werde.

Im weiteren versicherte Herr Ebert, dass er und die Regierung ganz besonders Gewicht darauf legen, mit der schweizerischen Republik in gutem Einvernehmen zu leben und dass er tun werde, was in seiner Macht liege, um dieser Gesinnung jeweilen Ausdruck zu verleihen. Er erklärte im besonderen, die von mir ausgesprochene Ansicht zu teilen, dass die beiden Länder und Völker sich durch die politische Umwälzung in Deutschland innerlich näher gekommen seien und sprach die Hoffnung aus, dass diese Annäherung sich auch im Verkehr von Regierung zu Regierung erkennen lassen werde.

Als ich im weiteren Verlaufe unseres Gesprächs die Bitte aussprach, in wichtigeren Fragen an den Präsidenten persönlich gelangen zu dürfen, antwortete er: «Ich bitte sogar darum und versichere Sie zum voraus, dass Sie bei mir nie verschlossene Türen finden werden.»

Nach Erledigung dieses offiziellen Teiles der Übergabe meines Beglaubigungsschreibens lud mich Herr Ebert ein, Platz zu nehmen und unterhielt sich im Beisein seiner drei Begleiter längere Zeit mit mir über die politischen Zustände in der Schweiz und in Deutschland. Unter anderem hob er die grossen Dienste hervor, welche die Schweiz der Welt und Deutschland während des Krieges geleistet habe und fügte bei: «Wir werden wohl in naher Zeit neuerdings an die Freundlichkeit der Schweiz appellieren müssen, wenn es sich darum handeln wird, unsere Kriegsgefangenen aus Frankreich zurückzubefördern; diese Transporte werden wohl zu einem guten Teil durch die Schweiz geleitet werden müssen.»

Der Reichspräsident und der Minister des Auswärtigen sprachen mir dann mit grossem Interesse und viel Sachkenntnis von den politischen Zuständen in der Schweiz und den bevorstehenden Wahlen in den Nationalrat, welche für Deutschland besonderes Interesse hätten im Hinblicke auf den Kampf gegen die extremen Elemente.

Auf meine Frage nach den Verhältnissen in Deutschland antwortete Herr Ebert mit der Erklärung, dass nach allen Beobachtungen, welche in der letzten Zeit gemacht worden seien, unter dem grössten Teil der deutschen Arbeiter-

2. *Non retrouvé.*

schaft sich wieder der entschiedene Wille und die körperliche Fähigkeit zeige, zur Arbeit zurückzukehren. Solche Berichte kommen nicht nur aus Kreisen der Arbeiterschaft selbst, sondern sie werden bestätigt durch die Arbeitgeber. So habe sich die Kohlenförderung in den meisten Gruben seit einigen Wochen ganz wesentlich gehoben und erreiche vielenorts beinahe die Friedensproduktion. Dieser wiederkehrende Arbeitswille hänge wesentlich damit zusammen, dass sich die Ernährungsverhältnisse gebessert hätten und die Leute wieder zu normalerem Denken gelangt seien. Freilich sei nicht daran zu denken, die Ausfälle einzudecken, welche die Folgen der vielen Streiks und der ungenügenden Arbeitsleistungen seien. In diesem Manko liege die grosse Gefahr der Lage, welche sich voraussichtlich in der zweiten Hälfte des Winters geltend machen werde. Die Regierung hoffe aber bestimmt, auch diese Schwierigkeiten überwinden zu können.

Sehr interessant war mir die Mitteilung, dass die Erfahrungen, welche mit der Rückkehr zum System der Accordarbeit gemacht worden, durchaus «ermutigend» seien. Als ich einwendete, dass doch die Accordarbeit gerade seitens der Arbeiter bisher immer perhorresciert worden sei, bemerkte Ebert lächelnd: «Die Verhältnisse des Lebens schreiten eben oft über die Grundsätze hinweg». Er fügte übrigens bei, dass die Accordarbeit namentlich deshalb verpönt gewesen sei, weil man sie unrichtig gehandhabt habe. In den deutschen Staatswerkstätten gelange nun allgemein ein System zur Anwendung, das sich ausserordentlich bewährt habe. Bei Eingang eines Arbeitsauftrages werde durch eine unparteiische Dreierkommission (ein Vertreter der Staatsverwaltung, einer der Arbeiter und ein unparteiischer Fachmann) die mutmassliche *Dauer* der Arbeit eingeschätzt und es werde dem Arbeiter oder der Arbeitergruppe der Mindestlohn, der dieser Arbeitszeit entspricht, zugesichert. Die Folge sei die, dass in den allermeisten Fällen die Arbeit in viel kürzerer Zeit geleistet werde und zwar zeige es sich dabei, dass die Arbeiter sich keineswegs an den Achtstundentag halten. Diese Mitteilung im Munde eines Vertreters der Sozialdemokratie ist nicht ohne Interesse.

Von einem Vertreter der Unabhängigen in der Nationalversammlung habe ich heute einige recht interessante Einzelheiten gehört über die Organisation und die Tätigkeit des aus 28 Mitgliedern bestehenden parlamentarischen *Untersuchungsausschusses über die Kriegsursachen.*

Der Abgeordnete Dr. Cohn, Vertreter des linken Flügels der Unabhängigen, berichtete mir, dass diese Kommission sich in vier Unterabteilungen geteilt habe, welchen folgende Fragen zu selbständiger Prüfung gestellt seien:

1. Kriegsursachen, behandelt zunächst nach den Akten aus der Zeit zwischen dem 28. Juni und 3. August 1914.

2. Friedensmöglichkeiten; Prüfung der Frage, ob und wann während des Krieges Gelegenheiten zu einem Friedensschluss vorgelegen seien und wie diese Möglichkeiten seitens der Regierung behandelt worden seien.

3. Militärische Massnahmen und Fehler, welche gegenüber dem Feind begangen worden seien. Es handelt sich dabei nicht um die Frage der militärischen Führung, sondern um Massnahmen der Militärbehörden gegenüber dem feindlichen Lande und dessen Bewohnern: Verwüstungen, Deportationen und dergleichen.

4. Wirtschaftliche Massnahmen unter gleichem Gesichtspunkt behandelt.

Die Verhandlungen sollen ganz *öffentlich* und kontradiktorisch sein. Es ist in Aussicht genommen, alle Personen, die bei dem Drama eine Rolle gespielt haben, öffentlich einzuvernehmen und zu konfrontieren.

Dr. Cohn sagte mir, dass die Dokumente, welche den Kommissionen jetzt schon vorliegen und um deren Veröffentlichung es sich handle, gegen 900 Nummern umfassen.

Allem nach besteht die Absicht, diese Untersuchung auf breitester Grundlage durchzuführen und das gesamte Ergebnis der Öffentlichkeit zugänglich zu machen.

Die Möglichkeiten, welche sich aus dieser Untersuchung ergeben werden, beherrschen natürlich die politische Diskussion. Neutrale Diplomaten, die vor und während des Krieges hier tätig waren, sprachen mir übereinstimmend die Ansicht aus, dass die Leitung der deutschen Politik vor dem Kriege wohl sehr schwach und kurzsichtig gewesen sei, dass aber niemand unter den massgebenden Personen den allgemeinen Krieg gewollt habe. Niemand habe geglaubt, dass Russland sich für Serbien einsetzen werde, und noch weniger habe man angenommen, dass England sich mit Russland solidarisieren werde; deshalb habe man Österreich freie Hand gelassen. Ähnlich urteilt auch Fürst Bülow, der mich letzter Tage aufsuchte, dessen Urteil aber in dieser Frage natürlich nicht als objektiv gelten kann, denn es klingt aus jedem seiner Worte der Unwille darüber, dass man ihn in den kritischen Zeiten nicht einmal um seine Meinung gefragt habe: «Wäre damals ein Kronrat abgehalten worden, an welchem auch nicht aktive Minister zu Wort gekommen wären, so würde die Zustimmung Deutschlands zum Ultimatum an Serbien niemals erteilt worden sein.» Ich erinnerte den Fürsten an die Bemerkung, die mir einmal in Rom ein englischer Diplomat (Graf Salis) gemacht hätte: «Wäre Eduard VII. noch am Leben und Bülow noch im Amte gewesen, so würde der Krieg niemals ausgebrochen sein.» Bülow stimmte natürlich dieser Auffassung bei und zeigte mir an Hand mehrerer praktischer Beispiele, wie sehr Eduard seiner Abneigung gegen Wilhelm freien Lauf gelassen und die Einkreisung Deutschlands betrieben, aber stets ängstlich darüber gewacht habe, den casus belli zu vermeiden.

Sehr interessant waren mir die Äusserungen des Fürsten über die Stellung Italiens bei Kriegsausbruch. Er versicherte, dass Italien nicht nur ahnungslos gelassen worden sei über das Vorgehen gegen Serbien, sondern dass man ihm durchaus bestritten habe, dass etwas beabsichtigt sei. Der Artikel 6 des Dreibundes habe Italien ein Recht gegeben, Kompensationen zu verlangen, und es sei eine der grössten Ungerechtigkeiten der deutschen Politik, dass man die Haltung Italiens als Verrat bezeichnet habe.

103

E 2200 Paris 1/1515

Le président de la Conférence de la Paix, G. Clemenceau, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

N Paris, 7 octobre 1919

J'ai l'honneur, au nom du Conseil Suprême des Puissances alliées et associées, de vous prier de bien vouloir transmettre à votre Gouvernement la note suivante:

«L'hostilité avouée des bolchevistes contre tous les Gouvernements et le programme de révolution internationale qu'ils répandent constituent un grave danger pour la sécurité nationale de toutes les Puissances. Tout accroissement de la force des bolchevistes augmenterait le danger et serait contraire au désir de tous les peuples qui cherchent à rétablir la paix et l'ordre social.

C'est dans cet esprit que les Gouvernements alliés et associés après la levée du blocus de l'Allemagne, n'ont pas autorisé leurs ressortissants à reprendre les relations commerciales avec la Russie bolcheviste; ces relations en effet, ne pourraient avoir lieu que par l'entremise des Chefs du Gouvernement bolcheviste, qui, disposant à leur gré des produits et ressources que leur apporterait la liberté commerciale, y puiseraient une augmentation considérable de leur force et de la tyrannie qu'ils exercent sur les populations russes.

Dans ces conditions, les Gouvernements alliés et associés demandent au Gouvernement suisse de bien vouloir prendre immédiatement, d'accord avec eux, les mesures indiquées ci-après pour empêcher ses ressortissants de se livrer à tout commerce avec la Russie bolcheviste et donner l'assurance qu'il mettra rigoureusement à exécution cette politique:

A. Refus des papiers de départ à tout navire se rendant dans les ports russes entre les mains des bolchevistes ou venant desdits ports;
B. Etablissement d'une mesure similaire sur toutes les marchandises destinées à être envoyées par toute autre voie en Russie bolcheviste;
C. Refus des passeports à toutes personnes allant en Russie bolcheviste ou en venant (sauf entente pour des cas spéciaux avec les Gouvernements alliés et associés);
D. Dispositions en vue d'empêcher les banques de traiter des affaires avec la Russie bolcheviste;
E. Autant que possible, refus par chaque Gouvernement à ses propres nationaux de facilités de correspondances avec la Russie bolcheviste par la poste, le télégraphe ou la télégraphie sans fil.[1]

---

1. *Pour la prise de position du Gouvernement fédéral, cf. n° 121.*

104

E 2200 Wien 10/1

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L TS

Wien, 8. Oktober 1919

Der hiesige ungarische Geschäftsträger bittet mich, Ihnen die Frage vorzulegen, ob es nicht möglich wäre, wieder, wie zur Zeit des Regimes Karolyi, einen offiziösen Vertreter der ungarischen Regierung nach Bern zu entsenden. Als solchen wird Baron Julius Bornemisza in Vorschlag gebracht; er soll, wenn ich nicht irre, sowieso schon in der Schweiz sein.

Baron Bornemisza gehört einer sehr alten ungarischen Familie an (nichts Jüdisches); er ist 1873 geboren, trat 1899 in die Konsulkarriere ein und war Konsul in Bukarest als der Krieg mit Rumänien im Jahre 1916 ausbrach. Seither soll er zum Generalkonsul avanciert sein. Im Laufe des vergangenen Sommers gehörte Bornemisza der Szegediner Gegenregierung als Minister des Äussern an.

Baron Flotow, der Leiter des liquidierenden Ministeriums des Äussern, hat mir seinerseits diese Angelegenheit ebenfalls vorgetragen. Er will sich zwar nicht in die Frage unserer Beziehungen zur Regierung Friedrich einmischen, macht aber auf die unangenehme Lage der Ungarn in der Schweiz aufmerksam, die keinen eigenen Vertretungsbeamten haben. Den Baron Bornemisza schildert er als einen höchst anständigen und vernünftigen Herrn, dem man nur den einen Vorwurf machen könne, dass er nämlich nicht sehr tätig, ja vielleicht etwas faul sei.

Nun ist allerdings die Regierung Friedrich bis jetzt von niemandem anerkannt; de facto unterhält aber ihre hiesige Gesandtschaft Beziehungen mit der österreichischen Regierung und ihr Minister des Äussern, Graf Somssich, kam dieser Tage selbst in Geschäften nach Wien. Es ist schwer zu sagen, ob sich Friedrich wird halten können, wenn er von der Entente nicht unterstützt wird, doch darf man annehmen, dass auch ein Nachfolger sich ungefähr im gleichen Fahrwasser halten würde wie er, und dass also der de facto Gesandte in Bern nicht desavouiert würde. Trotz allen Schwierigkeiten hält sich übrigens Friedrich seit Wochen am Ruder. Immerhin kann man die Lage in Ungarn noch nicht als eine absolut gefestigte bezeichnen; wie sich die Verhältnisse z.B. im Falle eines Abzuges der Rumänen gestalten würden, kann noch nicht mit Sicherheit vorausgesagt werden.

Unter diesen Umständen würde ich beantragen, die Angelegenheit etwas dilatorisch zu behandeln; in vierzehn Tagen oder drei Wochen wird man vielleicht etwas klarer sehen. In einem Falle wie dem vorliegenden ist die traditionelle Promptheit bei Behandlung von Agrémentgesuchen nicht so unbedingt geboten wie sonst. Von einer abschlägigen Antwort würde ich somit, eben weil sich das Regime Friedrich in dieser oder jener Form vielleicht doch halten wird, gleich wie von einer voreiligen Zusage einstweilen absehen.[1]

1. *Par lettre du 27 octobre au Ministre de Suisse à Vienne, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.R. Paravicini, répondit: [...]* La question a été soumise

à la Délégation pour les Affaires Étrangères qui l'a étudiée attentivement. En suite de cette conférence, la Délégation s'est entièrement ralliée au point de vue exposé par vous. Il semble en effet préférable d'attendre pour prendre une décision à ce sujet que la situation se soit un peu éclaircie à Budapest. Vous voudrez donc bien traiter cette affaire d'une façon dilatoire et nous en reparler lorsque vous estimerez le moment venu de prendre une décision. (E 2200 Wien 10/1.)

105

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Secrétaire général du Département de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L 94

Bern, 9. Oktober 1919

Wir haben vor einigen Tagen vom Herrn Departementsvorsteher den Auftrag erhalten, Ihnen ein Exposé über die gegenwärtigen wirtschaftlichen Beziehungen zwischen Deutschland und der Schweiz[1] zukommen zu lassen und diejenigen Fragen besonders hervorzuheben, die gegenwärtig in diesen Beziehungen die bedeutendste Rolle spielen. Unsere sehr starke Arbeitsüberlastung hat uns nicht erlaubt, dieses Exposé schon für den heutigen Kurier fertigzustellen. Immerhin möchten wir Ihnen mit Bezug auf die wichtigste Frage der deutsch-schweizerischen Beziehungen — die grosse Gefahr, die der schweizerischen Industrie und dem schweizerischen Gewerbe durch Überschwemmung unseres Marktes mit billigen deutschen Halb- und Fertigfabrikaten droht[2] — ein kurzes Exposé[1], das von einem unserer Mitarbeiter verfasst worden ist, zukommen lassen. Wir fügen ebenfalls die Protokolle der in diesem Exposé erwähnten Expertenkommission[1] bei.

Die Lage mit Bezug auf diese Frage ist in der Tat gegenwärtig ausserordentlich ernst geworden. Sie hat auch zu einer parlamentarischen Aktion geführt, indem Nationalrat Stadlin den Bundesrat über die von ihm beabsichtigten Abwehrmassnahmen interpellierte.[3] Die Presse wird Sie über die Interpellation und ihre Beantwortung bereits orientiert haben. Gegenwärtig ist die Lage so, dass allen Ernstes mit Abwehrmassnahmen gegen diese deutsche Konkurrenz gerechnet werden muss, sei es mit Einfuhrverboten oder Zuschlagszöllen. Die weitesten Kreise sind über die deutsche Wirtschaftspolitik, welche unserer Exportindustrie gegenüber immer noch an den Einfuhrverboten mit aller Rigorosität festhält,

---

1. *Non retrouvé.*
2. *On trouve des résumés de cette question in:* FF, 1919, vol. III, *pp. 190–191,* vol. V, *pp. 512–517;* FF, 1920, vol. I, *pp. 275–279,* vol. III, *pp. 294–296; pour les mesures édictées par le Conseil fédéral, le 6 décembre 1919, cf.* RO, Tome 35, *p. 993.*
3. *Cette interpellation du 25 juin 1919 était libellée ainsi:* Le soussigné demande au Conseil fédéral quelles mesures il a prises jusqu'ici pour protéger l'industrie et les métiers indigènes contre l'envahissement de notre marché par le capital étranger ou par des produits étrangers et s'il ne compte pas prendre d'urgence d'autres mesures? (Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale suisse, 1919, III, *p. 22*).

welche die Ausnützung der Valuta offenkundig zu unserm Nachteil begünstigt und welche durch die Tätigkeit der Preisprüfungsstellen die Preise für solche Fabrikate, die in der Schweiz selber nicht hergestellt werden, künstlich in die Höhe schraubt, ausserordentlich erbittert. Dazu kommt noch die Tatsache, dass gegenwärtig von verschiedenen Strohmännern grosse Bestände deutschen Heeresmaterials verschleudert werden und dass neuerdings entgegen allen Zusicherungen wieder Durchfuhrverbote verfügt worden sind. Wir werden Ihnen sobald als möglich die endgültige Stellungnahme der Expertenkommission und des Bundesrates bekannt geben, möchten aber schon jetzt darauf hinweisen, dass sich Abwehrmassnahmen wahrscheinlich nicht mehr vermeiden lassen werden.

Über die andern Fragen, namentlich die Kohlenversorgung, werden wir Ihnen baldmöglichst eingehender berichten.[4]

---

4. *Par lettre du 10 octobre, le Ministre von Planta rapportait:* Anlässlich der Besprechungen, welche ich in den letzten Tagen mit dem Minister des Auswärtigen und mit dem Reichskanzler hatte, habe ich schon von mir aus auf die grossen Schwierigkeiten hingewiesen, welche sich aus der freien Einfuhr deutscher Produkte nach der Schweiz einerseits und aus den Ein- und Durchfuhrschwierigkeiten seitens der deutschen Behörden anderseits ergeben. Es ist mir darauf geantwortet worden, dass die ganz ausserordentliche wirtschaftliche Notlage des deutschen Reiches es der Regierung ganz unmöglich mache, im Verkehr mit der Schweiz diejenigen Erleichterungen eintreten zu lassen, welche den Wünschen der Regierung und deren Absichten entsprechen würden.

Betreffend die Schwierigkeiten, welche die deutsche Konkurrenz der schweizerischen Produktion im Inlande bereite, wurde mir gesagt, dass dieser Übelstand in praxi immer mehr abnehmen werde, weil die deutsche Industrie je länger je weniger in der Lage sein werde, ihre Produkte auszuführen. Diese Unmöglichkeit werde sich ergeben sowohl aus dem Mangel an Produktionsmitteln in Verbindung mit den Produktionsschwierigkeiten als aus den immer grösser werdenden Schwierigkeiten für den Abtransport. Letztere Tatsache wird überhaupt in der weiteren Entwicklung des wirtschaftlichen Lebens in Deutschland einen ganz kapitalen Einfluss haben.

Ich habe natürlich darauf hingewiesen, dass in Tat und Wahrheit die Konkurrenzierung der schweizerischen Produktion durch deutsche Waren in den letzten Zeiten nicht ab, sondern zugenommen habe.

[...].

(EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22).

106

E 2001 (B) 1/18

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

L TS Wien, 9. Oktober 1919

Sie hatten die Güte, mir mit Ihrem Schreiben vom 29. September (B.15.11.8.111.My)[1] Ihren Antrag an den Bundesrat, betr. die Frage der Anerkennung der österreichischen Republik, zur Kenntnis zu bringen. Sie kommen

---

1. *Cf n° 96.*

zum Schlusse, dass, «ehe irgendwelche Massnahmen betreffend die Anerkennung Österreichs ergriffen werden, gewisse Zusicherungen gegeben werden sollten». Wie Sie wissen, hatte ich mich früher in dem Sinne ausgesprochem, dass jetzt der Moment gekommen sein möchte, die österreichische Republik anzuerkennen.

Ich bin weit entfernt davon, die dem politischen Departement obschwebenden Bedenken nicht als gewichtige anzuerkennen, doch nehme ich an, diese seien mir zu dem Zwecke zur Kenntnis gebracht worden, damit ich mich eventuell darüber äussern könne; Sie wollen mir daher einige Bemerkungen zu den im Antrage an den Bundesrat zur Geltung kommenden Argumenten gestatten.

Zunächst möchte ich erwähnen, dass im allgemeinen die Anerkennung eines Staates dann erfolgt, wenn: 1. dessen Existenz von den andern Staaten im allgemeinen anerkannt wird, 2. dessen Regierung im Lande durch die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung ebenfalls anerkannt wird, 3. diese Regierung im Stande ist Ruhe und Ordnung zu gewährleisten, 4. der Staat als ein Rechtsstaat betrachtet werden kann (z.B. nichtbolschewistisch ist).

Alle diese Voraussetzungen scheinen mir bei Österreich vorzuliegen. Ich will allerdings nicht bestreiten, dass keine Regierung zur Anerkennung einer andern gezwungen ist; es gibt genug Beispiele in der Geschichte, wo mit der Anerkennung zum mindesten lange gezögert wurde; so z.B. gegenüber Napoleon III, oder in neuerer Zeit, gegenüber verschiedenen mexikanischen Präsidenten. Doch darf hervorgehoben werden, dass eine solche Verzögerung nicht leicht als ein freundlicher Akt aufgefasst werden wird; im Falle Napoleons III soll die diesbezügliche Haltung Nikolaus I. sogar nicht wenig zur Entfesselung des Krimkrieges beigetragen haben. Jedenfalls sollten nur gewichtige Gründe für ein langes Hinausschieben der Anerkennung in Betracht kommen. Ist man von vorneherein entschlossen, zur Anerkennung in nicht ferner Zeit zu schreiten, so wird man vielleicht besser tun, nicht allzulange zu zögern, sondern im Gegenteil sich durch rasches Entgegenkommen die Freundschaft des neuen Staates oder der neuen Regierung in höherem Masse zu sichern, es sei denn, dass man durch die Verzögerung einen Druck ausüben könne, welcher zur Erlangung gewisser Vorteile führe.

Bevor ich zur Prüfung der vom politischen Departement aufgestellten Argumente im einzelnen übergehe, will ich noch erwähnen, dass eine Verzögerung auch dann am Platze erscheinen kann, wenn eine Regierung im eigenen Lande zwar momentan allgemein anerkannt ist, sich aber voraussichtlich dennoch nicht lange wird halten können; z.B. wenn Aussicht auf eine monarchistische Restauration in Österreich vorhanden wäre. Ich will nun freilich nicht behaupten, dass die spätere Wiedereinführung der Monarchie absolut ausgeschlossen sei, doch halte ich sie für die nächste Zeit für höchst unwahrscheinlich und nehme an, dass, bevor sie käme, wohl alle Staaten die österreichische Republik schon anerkannt haben würden.

Im Einzelnen habe ich nun folgendes zu bemerken:

Zu den Nummern I. 1. 2 und 3 (Finanzgesetzgebung) Ihres Antrages habe ich nur die Frage aufzuwerfen, ob unsere betreffenden Begehren ihrer Natur nach geeignet sind, mit der Anerkennung oder Nichtanerkennung in Verbindung gebracht zu werden.

No. I. 4. (Anwendbarkeit unserer früheren Verträge) behandelt eine Frage, die eigentlich erst mit einem anerkannten Staate geregelt werden kann. Sie liesse sich allerdings, vorgängig, im Hinblick auf die Anerkennung, mit den vorerwähnten wirtschaftlichen Fragen mit der Regierung *besprechen.*

I. 5. (Beibehaltung der liquidierenden Gesandtschaft) ist schon unserm Wunsch gemäss geregelt.

II. a. (Kriegsschäden) Die Ansprüche aus Kriegsschäden stellen keine Forderung an die *deutsch-österreichische* Regierung dar, sie konnten vielmehr bis jetzt nur an die liquidierenden Organe der ehemaligen *österreichisch-ungarischen* Regierung gerichtet werden und waren somit in der Hauptsache Reklamationen an das liquidierende *K.&K.* Kriegsministerium. Letzteres ist aber keineswegs von der österreichischen Regierung abhängig. Dass dieses Ministerium bis jetzt keinerlei Entschädigungen zahlte, erklärt sich durch dessen absolute Mittellosigkeit zur Genüge. Erst der Friedensvertrag von St. Germain scheint die Frage der Forderungen aus Kriegsschäden einer Lösung etwas näher zu bringen, wobei freilich auch noch die Bestimmungen des mit Ungarn abzuschliessenden Friedensvertrages abzuwarten sind. Aber die Liquidation der Kriegsschäden wird, angesichts der fatalen finanziellen Lage dieses Landes, voraussichtlich noch längere Zeit auf sich warten lassen, haben doch die Entente-Staaten selbst für die von ihnen als Staaten oder von ihren Staatsangehörigen erlittenen Schäden die jedenfalls langwierige Prozedur der Festsetzung dieser Schäden durch die Reparationskommission vorgesehen (Friedensvertrag Art. 177—191 und Annexes). Schweizerische Guthaben aus Requisitionen, Kriegsschäden etc. fallen wohl unter die «nicht titulierten Schulden» der ehemaligen österr. Monarchie (Art. 203 Z.2. Abs.3) und werden, insofern sie nicht auch auf Ungarn fallen, von der österreichischen Republik zu tragen sein; es ist aber leider vorauszusehen, dass die Reparationskommission dafür sorgen wird, dass in erster Linie die Angehörigen der Entente befriedigt werden. Wie dem auch sei, der Friedensvertrag von St. Germain ist noch nicht ratifiziert und rechtskräftig; somit kann Deutsch-Österreich noch nicht einmal de jure als der wirkliche Schuldner gelten. Es darf eben auch von uns nicht der auf der Seite der Entente so oft vorkommende Irrtum begangen werden, dass die Republik Österreich mit der ehemaligen Monarchie identifiziert wird; juristisch bildet sie nur einen Successions- oder Teilstaat in gleichem Masse wie die Tschechoslowakei. Von einem Verzuge von Seiten Deutsch-Österreichs kann somit bis jetzt nicht gesprochen werden, und scheint mir das angeführte Argument für die Frage der Anerkennung irrelevant.

II. b. (Publikation ohne Datumsangabe unserer Note über die Haftbarkeit). Es ist dies eine entschiedene Unkorrektheit, die aber durch die Verzögerung der Anerkennung nicht wieder gutgemacht wird; auch ist Dr. Bauer, der verantwortliche Staatssekretär für Äusseres, von diesem Amte seither zurückgetreten.

II. c und d. (Verbreitung falscher Gerüchte in Paris über die Haltung Italiens zur Vorarlberger Frage, Unterlassung eines Besuches in Bern und taktloses Interview von Seiten Dr. Renners). Diese Taktlosigkeiten gehören auch der Vergangenheit an und können nicht mehr korrigiert werden; es wäre auch eine sehr kitzliche Sache, den hiesigen Machthabern das Ungehörige ihres Benehmens begreiflich machen zu wollen und mit der Anerkennungsfrage in Verbindung zu

bringen; Entschuldigungen kann man dafür nicht verlangen, und übrigens hat mir Dr. Renner, wie ich Ihnen s.Z. berichtete, schon sein Bedauern darüber ausgesprochen, dass es ihm wegen Zeitmangels nicht vergönnt gewesen sei, seinen Plan, den Bundesrat zu besuchen, auszuführen. In der Tat kam Renner jeweilen nur auf einen Sprung von St. Germain nach Österreich; reiste er doch meistens nicht einmal bis Wien, sondern bestellte er sich die Minister nach Feldkirch, um weniger Zeit zu verlieren. Herr Paderewski, der lange Jahre in der Schweiz gewohnt hat, dort eine Villa besitzt, wo er als Ministerpräsident verschiedentlich mehrtägigen Aufenthalt genommen hat, hat meines Wissens auch noch keinerlei offizielle Besuche in Bern gemacht, obwohl er einer anerkannten Regierung angehört. Ob er sich je entschuldigt hat, weiss ich nicht, aber dieser Präzedenzfall könnte dem Argumente des politischen Departements entgegengehalten werden. Im übrigen darf man homines novi, wie es Dr. Renner und seine Kollegen sind, wohl nicht nach dem gleichen Massstabe messen wie die routinierten Staatsmänner und Diplomaten der alten Monarchie; es fehlt ihnen natürlich etwas an internationaler Kinderstube.

II. e. (Österreich muss begreifen, dass es jetzt ein kleiner Staat ist). Man dürfte es, meines Erachtens, der Zukunft und den Ereignissen überlassen, Österreich die harte Lektion zu erteilen, dass es jetzt ein kleiner schwacher Staat sei; ich muss im übrigen bemerken, dass mir gegenüber immer wieder von Seiten der verschiedensten Regierungsorgane in dem Sinne gesprochen wird, dass Österreich jetzt ein bedauernswertes, kleines schwaches Staatswesen sei. Es seine traurige Lage noch speziell fühlen zu lassen, würde mir wenig chevaleresk erscheinen. Sollten hie und da Entgleisungen vorkommen, so können sie schliesslich auf Konto der jahrhunderte alten Gewohnheit gebucht werden und dürfen nicht tragisch genommen werden.

II. f. und III. (Vorarlberg). Es ist hier nicht der Ort, die ganze Vorarlbergerfrage zum Gegenstande einer eingehenden Abhandlung zu machen; ich muss mir aber doch erlauben, einige Betrachtungen über die heutige Lage der Frage unter den von Ihnen erwähnten Gesichtspunkten geltend zu machen.

Allerdings war das Verweisen seitens der hiesigen Regierung auf die Zeit nach Friedensschluss für die Behandlung der Vorarlbergerfrage ein vielleicht nicht ganz loyaler Schachzug, wenn sie nachträglich, wie sich aus den Äusserungen Dr. Renners ergibt, diese Frage als durch den Vertrag von St. Germain endgültig geregelt darstellen will. Ein späterer Appell an den Völkerbund mag indessen nicht ganz ausgeschlossen erscheinen. Für den Standpunkt Renners scheint mir der Umstand besonders schwerwiegend wirken zu können, dass die Vorarlberger selbst, ohne Protest betr. ihr Selbstbestimmungsrecht, in der Nationalversammlung mitgeholfen haben, den Friedensvertrag zum Abschlusse zu bringen. Die Diskussionen und Abstimmungen über die Ratifikation könnten ihnen indessen die Gelegenheit geben, diesen Fehler einigermassen wieder gutzumachen. Ob die Schweiz durch Hintanhaltung der Anerkennung Österreichs einen genügenden Druck auf diesen Staat ausüben könnte, um eine Änderung seiner Politik in dieser Frage zu erwirken, scheint mir andererseits zweifelhaft. Prinzipiell und abgesehen von dem nicht einwandfreien Vorgehen Renners, scheint mir der Standpunkt dieser Regierung erklärlich, weil sie, wenn sie auch nach anderer Richtung (Anschluss an Deutschland, deutsch-böhmische Frage, Westungarn)

sich auf den Standpunkt des Selbstbestimmungsrechtes der Völker gestellt hat, doch bestrebt sein muss, den ihr anvertrauter Staat nicht ganz in die Brüche gehen zu lassen. Wie ich schon in meinem letzten Bericht über die Anerkennungsfrage hervorhob, können meines Erachtens im gegenwärtigen Stadium nur die Vorarlberger selbst im Sinne ihres Anschlusses an die Schweiz wirksam tätig sein. Ich bin weit entfernt davon, ein prinzipieller Gegner dieses Anschlusses zu sein; im Gegenteil, ich glaube, die Angliederung Vorarlbergs könnte für die Schweiz von grossem Vorteil werden; was ich, vertraulich gesagt, befürchte, ist, dass wir durch unser Verhalten, wenn wir zu stark aktiv vorgehen, den Italienern einen Vorwand geben, bei günstiger Gelegenheit in der Tessinerfrage eine ähnliche Stellung einzunehmen. Ich weiss wohl, dass gegenwärtig die Tessiner in ihrer überwältigenden Mehrheit gut schweizerisch gesinnt sind; aber sind nicht Umstände denkbar, unter welchen das leicht erregbare südliche Volk sich, momentan wenigstens, so weit für den stamm- und sprachverwandten Nachbarn begeistern dürfte, dass dieser behaupten könnte, der Kanton Tessin wünsche den Anschluss an Italien? Der Beweis, dass dem nicht so sei, könnte nur durch ein Plebiszit geleistet werden; dürften wir es aber auch nur so weit kommen lassen? Man muss bedenken, dass eine wenig rücksichtsvolle Regierung oder, wenn nicht sie, so doch irgend ein Garibaldi oder d'Annunzio, ohne weiteres eine solche Behauptung aufstellen kann. Wir würden und müssten uns dagegen wehren, meines Erachtens selbst dann, wenn die Mehrheit der Tessiner für den Anschluss an Italien wäre; denn sonst liefe die Schweiz Gefahr auseinanderzufallen. Das gleiche mag auch für andere Teile des Landes gelten, z.B. Pruntrut und Ajoie. Ich glaube nicht, dass wir der Erwerbung Vorarlbergs zu Liebe die Zugehörigkeit des Tessins zur Schweiz irgendwie kompromittieren dürfen; das Tessin scheint mir für uns wertvoller als das Vorarlberg. Am besten wäre wohl Tessin *und* Vorarlberg, aber, wie gesagt, grösste Vorsicht scheint mir am Platze. Auch für die Schweiz kann eine zu starke Betonung des Selbstbestimmungsrechtes der Völker gefährlich sein. Ein frisches, keckes Vorgehen in der Vorarlbergerfrage betrachte ich weniger wegen unserer Stellung Österreich gegenüber, weniger wegen der Gegenwart als wegen der eventuellen Konsequenzen, die andere daraus ziehen könnten, als mit grösster Vorsicht zu behandeln. Allerdings, und das will ich keineswegs übersehen, eine gewisse Gefahr im Verzuge ist vorhanden, insofern als ein Auseinanderfallen des gegenwärtigen Österreich nicht als ganz ausgeschlossen erscheint, wenn die jetzige Misere weitergehen und die Entfremdung zwischen Wien und den «Ländern» noch akuter werden sollte; denn die Vorarlberger könnten sich, wenn wir ihnen nicht entgegenkommen, in die Arme Deutschlands werfen, was für uns ein grosses Unglück wäre. Nichtsdestoweniger bleibe ich dabei, dass es in erster Linie Sache der Vorarlberger sei, ihre Lostrennung von Österreich zu betreiben; gegen den Willen Österreichs und der Entente können wir das Vorarlberg doch nur in der Form einer Annexion uns angliedern. Wollen wir das? Ganz korrekt ist der Vorgang eigentlich nur mit Einwilligung des Völkerbundes denkbar.

Entschuldigen Sie, Herr Bundesrat, wenn ich Ihnen meine Bedenken so offen darlege; ich betrachte es als meine Pflicht, dies zu tun. Im übrigen sollten wir doch Mittel genug besitzen, um die Vorarlberger wissen zu lassen, wie wir denken und dass wir, wenn dies die Meinung des Bundesrates ist, gerne bereit sind,

sie mit offenen Armen aufzunehmen, sobald es völkerrechtlich und ohne uns anderweitig zu kompromittieren, möglich ist.

P.S. In Bezug auf die finanziellen Fragen möchte ich noch darauf hinweisen, dass Österreich in einer ganz andern Lage als andere Staaten, z.B. Deutschland, ist, indem in Folge des Zerfalles der Monarchie in Teilstaaten jedes Präjudiz zugunsten des Auslandes viel weitere Konsequenzen hat als anderswo, da es auch von den frühern Teilen des Ursprungsstaates angerufen werden kann.

107

E 2200 Rom 15/2

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière

L 111.T/M Bern, 13. Oktober 1919

In der Angelegenheit «Gotthardvertrag[1]» beehren wir uns, Ihnen gemäss dem Wunsche des Eisenbahndepartementes Kenntnis zu geben von dem gegenwärtigen Stand dieser Frage und den im laufenden Jahre eingetretenen Vorkommnissen.

Wie Sie bereits aus unserem Schreiben vom 31. März[2] wissen, hat der neue deutsche Gesandte in Bern, Herr Dr. Adolf Müller, am 15. März dieses Jahres dem Bundesrate die Mitteilung gemacht, er sei von seiner Regierung ermächtigt worden, mit uns über eine Revision des Gotthardvertrages im Sinne der schweizerischerseits geltend gemachten Wünsche in Unterhandlungen zu treten. Herr Müller erklärte, dass Deutschland zu einem weitgehenden Entgegenkommen entschlossen sei. Diese mündlichen Eröffnungen sind nachträglich schriftlich bestätigt worden durch eine Note folgenden Inhalts:

«Der Ruf nach einer Revision des Gotthardvertrages, der in der Schweiz seit längerer Zeit ertönt, ist in Deutschland nicht ungehört verhallt. In dankbarer Anerkennung der grossen Dienste, die die Schweiz im Laufe des Krieges dem Deutschen Reiche durch Wahrnehmung der deutschen Interessen in fast allen feindlichen Ländern, durch liebevolle Fürsorge für die deutschen Internierten trotz eigener Not geleistet hat, und von dem Bestreben geleitet, der Schweiz einen erneuten Beweis dafür zu geben, wie sehr dem deutschen Volke ein gutes, auf gegenseitigem Vertrauen beruhendes Verhältnis zu dem Schweizervolke am Herzen liegt, wünscht die deutsche Regierung das gesamte Rechtsverhältnis bezüglich der Gotthardbahn auf eine neue Basis zu stellen. Sie ist, soweit es an ihr liegt, gewillt, den Gotthardvertrag, und damit auch die Vertragsbestimmung, die, wie die Meistbegünstigungsklausel und die sonstigen Bindungen der schweizerischen Tarifhoheit, in weiten Kreisen der Schweiz als lästig empfunden werden, zu revidieren. Die Deutsche Regierung erklärt sich zu Verhandlungen bereit.»

---

1. *Cf. DDS 5, Table méthodique des documents, VII. Gotthardvertrag.*
2. *Non reproduite, cf.* E 2001 (B) 3/14; *cette démarche allemande est résumée in: DDS 7/1, n° 252.*

Dabei bestand von Anfang an beidseitig Klarheit darüber, dass ein Entgegenkommen Deutschlands nicht etwa an die Voraussetzung einer auch nur teilweisen Rückerstattung der geleisteten Subvention geknüpft werden könne, denn der Bundesrat hat stets die Auffassung vertreten, dass die Schweiz das Äquivalent für die erhaltenen Subventionen geleistet hat durch den Bau der Gotthardlinie, deren Erstellung ebensosehr dem Handel und Verkehr der Subventionsstaaten zugutekommt als sie schweizerischen Interessen dient. Diese Wirkung wird die Gotthardbahn auch in Zukunft ausüben, weil die Rücksichten auf die Konkurrenzwege die Schweiz immer zwingen werden, unsern nördlichen und südlichen Nachbarn über die Gotthardlinie günstige Verkehrsbedingungen einzuräumen.

Der Bundesrat antwortete dem deutschen Gesandten, dass er dankbar von dem Anerbieten der deutschen Regierung Kenntnis nehme und dass er den andern Vertragskontrahenten, das Königreich Italien, von dem Schritte der deutschen Regierung in Kenntnis setzen werde.

Wie Ihnen bekannt ist, wurde inzwischen in Versailles die Gotthardfrage von den alliierten Mächten auch zum Thema einer Bestimmung der Friedensbedingungen[3] gemacht, und es enthält der zwölfte Abschnitt dieser Bedingungen, der von Häfen, Kanälen und Eisenbahnen handelt, eine Klausel, wonach Deutschland sich verpflichtet, innerhalb eines Zeitraumes von zehn Jahren von der Inkrafttretung des Friedensvertrages an gerechnet, eine Kündigung des Gotthardvertrages anzunehmen, wenn eine solche von der schweizerischen Regierung nach Verständigung mit der italienischen Regierung verlangt wird.

Eine offizielle Mitteilung bezüglich dieser Vertragsbestimmung ist uns bis heute noch nicht zugekommen, und wir haben deshalb auch noch keine Aufklärung darüber erhalten, wie sich die alliierten Regierungen die Verwirklichung dieser Vertragsbestimmung vorstellen und welche Haltung insbesondere Italien einzunehmen gedenkt. Wir stellen uns selbstverständlich auf den Standpunkt, dass uns der Friedensvertrag, bei welchem wir nicht als Vertragspartei mitgewirkt haben, nicht hindern kann, die dem Bundesrate von der deutschen Regierung in verbindlicher Form abgegebenen Zusicherungen entgegenzunehmen und zu gegebener Zeit auf Grund derselben mit Deutschland weiter zu unterhandeln; selbstverständlich unter Respektierung der Rechtsstellung unseres andern Kontrahenten, des Königreichs Italien.

Es ist uns bekannt, dass die italienische Regierung sich bis heute Ihnen gegenüber über ihre Absichten nicht ausgesprochen hat.

Inzwischen sind wir aber über die Auffassung unterrichtet worden, welche dort, wie es scheint, in wichtigen Kreisen besteht.

Letzter Tage erhielt nämlich der Chef des Eisenbahndepartements den Besuch eines Herrn Dr. Luigi Goddi[4], welcher sich bei ihm mit einer Empfehlung der hiesigen italienischen Gesandtschaft einführte. Herr Goddi ist Sekretär der Kommission der «Associazioni Industriali Italiane» bei der italienischen Delegation an der Friedenskonferenz. Er kam, um sich mit B. R. Haab über die

---

3. *Art. 374 du Traité de Versailles; sur la rédaction de cet article et la prise de position du Conseil fédéral cf. DDS 7/1, nos 264, 271, 333, 335.*

4. *Sur cette visite, cf. la notice du Ministre Lardy du 16 septembre.* E 2001 (B) 3/14.

Gotthardvertragsfrage zu unterhalten. Ob er dies im direkten Auftrage der italienischen Regierung tat und inwieweit er mit diesem Gespräch deren Meinung wiedergab, entzieht sich natürlich unserer Kenntnis. Herr Goddi teilte mit, dass die Behandlung dieses Fragenkomplexes in Italien dem Minister für Industrie (Ferraris) und dem Transportminister (De Vito) obliege. Er glaubt, dass der Minister für auswärtige Angelegenheiten zurzeit vielleicht am wenigsten orientiert sei. Herr Goddi äussert sich dahin, dass nach seiner Auffassung die öffentliche Meinung in Italien einer Revision des Gotthardvertrages eher ablehnend gegenüber stehe, und dass die neue Kammer in dieser Beziehung vielleicht nicht günstig disponiert sei. Die Regierung werde daher Mühe haben, ihre Zustimmung für eine Revision zu gewinnen. Herr Goddi hält dafür, dass natürlich die Initiative für eine Revision des Gotthardvertrages von der Schweiz ausgehen müsse. Er empfahl, dass unsere Gesandtschaft in Rom den Wunsch aussprechen soll, es möchte einer schweizerischen Delegation Gelegenheit gegeben werden, vorerst zu einem unverbindlichen Meinungsaustausch mit einer zu diesem Zwecke zu bestellenden italienischen Delegation. Er glaubt zu wissen, dass die italienische Regierung auf alle Fälle für die Prüfung der Gotthardvertragsfrage eine Kommission einsetzen werde oder eingesetzt habe, welche sich sodann mit einer schweizerischen Delegation in Verbindung setzen könnte. Herr Goddi riet uns an, in Rom nicht nur mit dem Ministerium des Äussern, sondern auch mit den Ministerien für Industrie und Transport Fühlung zu suchen.

Ob dies angeht, müssen wir natürlich Ihnen überlassen. Endlich bat Herr Goddi, seine Eröffnungen als streng vertraulich zu behandeln.

Wir bitten Sie nunmehr, in diesem Sinne Schritte zu unternehmen und unter geeignetem Hinweis auf die deutsche Demarche zu veranlassen, dass zunächst eine schweizerische Delegation und eine italienische Delegation lediglich ad audiendum et referendum zusammentreten können. Dabei würden wir es der italienischen Regierung anheimstellen, Ort und Zeitpunkt der Zusammenkunft zu bestimmen.

Soviel über die Revisionsfrage. *[...]* [5]

---

5. *Suivent des considérations au sujet d'une révision des taxes pratiquées sur la ligne du Gothard.*

108

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 octobre 1919

Vereinbarungen über militärische Hilfe des Auslandes für den Fall einer Verletzung der schweizerischen Neutralität durch einen Kriegführenden

Geheim

[...][1]

Bundesrat Calonder stellt den Antrag, den Gesandten in Berlin anzuweisen, er solle sein möglichstes tun, um die Veröffentlichung der Notiz zu verhindern. Ausserdem sollte der Vorsteher des Militärdepartements beauftragt werden, den gewesenen Generalstabschef von Sprecher aufzufordern, über die Angelegenheit Auskunft zu geben, zu welchem Zweck ihm eine Abschrift der Notiz mitzuteilen wäre.

Bundesrat Calonder ersucht den Vorsteher des Militärdepartements um Auskunft über ähnliche Vereinbarungen mit dem französischen Generalstab, von denen neulich in der französischen Presse die Rede war.

Bundesrat Decoppet führt aus, im Jahr 1917 sei der damalige Bundesrat Hoffmann zu ihm gekommen und habe ihm mitgeteilt, der Generalstabschef könnte mit dem französischen Generalstab eine Vereinbarung über die Hilfeleistung der französischen Armee für den Fall einer Neutralitätsverletzung durch Deutschland treffen. Er habe sich mit diesem Vorgehen, wobei der Bundesrat vorläufig aus dem Spiel bleiben sollte, einverstanden erklärt und es sei dann auch zwischen den beiden Generalstäben zu Vereinbarungen gekommen, die aber in der französischen Presse in ganz falschem Licht dargestellt worden seien. Er glaube sich zu erinnern, dass Herr Hoffmann ihm damals gesagt habe, der Generalstab werde wohl auch nach der andern Seite hin verhandelt und vorgesorgt haben. Er habe aber keine Ahnung davon gehabt, dass die Vereinbarung mit dem deutschen Generalstab auf den Anfang August 1914 zurückgehe. Bundesrat Decoppet stimmt den Anträgen des politischen Departements zu, möchte aber Herrn von Sprecher auch darüber um Auskunft ersuchen, ob nicht auch mit dem österreichisch-ungarischen Generalstab solche Vereinbarungen getroffen worden seien.

In der Beratung wird betont, es müsse angenommen werden, Herr Hoffmann habe von der Vereinbarung mit dem deutschen Generalstab schon zur Zeit des Abschlusses gewusst, es aber bedauerlicherweise unterlassen, die übrigen Mitglieder des Bundesrats davon zu verständigen.

Es wird *beschlossen:*

1. Das politische Departement wird beauftragt, den Gesandten in Berlin anzuweisen, sein möglichstes zu tun, um die Veröffentlichung der Notiz betr. die

---

1. *La première partie du procès-verbal résume brièvement le contenu du document publié sous n° 101.*

Vereinbarung zwischen dem deutschen und dem schweizerischen Generalstab von Anfang August 1914 zu verhindern.[2]

2. Der Vorsteher des Militärdepartements wird beauftragt, vom gewesenen Generalstabschef von Sprecher Auskunft über die Vereinbarung mit dem deutschen und über eventuelle ähnliche Verhandlungen mit dem österreichisch-ungarischen Generalstab zu verlangen.[3]

2. *Cf. n° 101 note 3.*
3. *Cf. n° 160.*

109

E 2300 Brüssel, Archiv-Nr. 4

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 32 Bruxelles, 15 octobre 1919

Avant de vous entretenir des quelques faits de politique générale ou intérieure venus à ma connaissance depuis mon dernier rapport, je crois devoir vous informer sans plus tarder d'une conversation que j'ai eue avant-hier soir au Ministère des Affaires étrangères avec le Chef de cabinet du Ministre. J'étais allé entretenir le baron de Borchgrave du cas d'un de nos compatriotes, Charles Nufer, boucher à Mons qui vient d'être condamné à 10 ans de travaux forcés (j'envoie par ce même courrier un rapport spécial à son sujet). Mon interlocuteur prit alors la parole pour me dire quelle impression déplorable avait faite le rapport du Général Wille en Belgique[1]; il insista à plusieurs reprises pour que ce document ne fût ni publié ni mis en vente. «Non seulement, me dit-il, la *guerre populaire* n'a pas été faite en Belgique, toute allusion de ce genre est formellement controuvée, mais encore eût-elle été tentée et poursuivie que personne au monde ne pourrait nous la reprocher. Guillaume II dans une proclamation, parlant d'une invasion possible de l'Allemagne a engagé son peuple à défendre par tous les moyens le territoire, y appelant même les femmes et les enfants. Par conséquent nous repoussons énergiquement tout reproche à ce sujet. «Je savais», ce que me dit M. de Borchgrave, «que la Légation de Belgique à Berne avait reçu l'ordre de se plaindre de cette manifestation de l'ancien commandant de l'Armée suisse». J'ai répondu au Chef de cabinet que le Conseil fédéral n'avait aucune part à ce mémoire, qu'il était en train de l'examiner pour en faire un rapport aux Chambres et qu'il était hors de doute qu'il se désolidarisait des jugements de portée politique abusivement introduits dans un rapport où ils n'avaient rien à faire. Vous estimerez peut-être comme moi, M. le Conseiller fédéral, qu'il sera opportun de donner une satisfaction au Gouvernement belge, le moment venu, par une déclaration de regret sous la forme qu'il appartiendra au Conseil fédéral de fixer.

1. *A ce sujet, cf. aussi n° 95.*

Je suis favorablement surpris que la presse belge n'ait pas donné plus de publicité à l'incident. *[...]*[2]

2. *Suivent des informations sur le Luxembourg, les Pays-Bas et le Rhin*

110

E 2200 Berlin 2/1

Aide-Mémoire du Conseiller de Légation à Berlin, K. Egger

VII/Mr Berlin, 15. Oktober 1919

VERTRAULICHE AUFZEICHNUNGEN FÜR HERRN MINISTER ALFRED VON PLANTA, SCHWEIZERISCHEM GESANDTEN IN DEUTSCHLAND, ÜBER EINE UNTERREDUNG MIT KARL MOOR

Gestern hatte ich eine längere Unterredung mit dem bernischen Stadtrat Karl *Moor*, der, wie Sie wissen, sich seit Monaten in Berlin aufhält.

Zur Aufklärung über die nachstehenden Ausführungen muss ich vorausschicken, dass ich zu Moor in einem gewissen Vertrauensverhältnis stehe, das noch aus meiner Studentenzeit in Bern herrührt. Moor war mir gegenüber von jeher sehr mitteilsam, ihm verdanke ich auch die früheren Mitteilungen über Radek, die wir im Sommer 1919 an die Abteilung für Auswärtiges weitergeleitet haben.[1] Schon damals haben wir das politische Departement, auf meine Veranlassung hin, auf das seltsame Treiben Moors aufmerksam gemacht.

Ich fühle das Bedürfnis, Ihnen von der gestrigen, vertraulichen Unterredung Kenntnis zu geben, wobei es mir begreiflich ausserordentlich peinlich wäre, wenn Moor erführe, dass die Rolle, die er hier spielt, durch mich aufgedeckt wurde, und ich bitte Sie, bei der weiteren Behandlung dieser Angelegenheit um schonendste Diskretion.

Bezugnehmend auf die im Sommer d.J. mit der Abteilung für Auswärtiges über Radek ausgetauschte Korrespondenz darf nach Aussage Moors mit Sicherheit angenommen werden, dass Radek, der in seiner Gefängniszelle die weitesten Freiheiten geniesst, auch heute noch das geistige Haupt der bolschewistischen Bewegung in Deutschland ist und dass er trotz seiner angeblichen Weltabgeschlossenheit als Hauptvermittler zwischen Moskau und Berlin in Betracht kommt. Radek hat die Möglichkeit, sämtliche von ihm gewünschten Zeitungen und Zeitschriften zu lesen, und dem schriftlichen Verkehr mit der Aussenwelt scheinen keine allzugrossen Hindernisse in den Weg gelegt zu werden. Moor ist im Besitze einer Ermächtigung, Radek zweimal in der Woche ohne Gegenwart eines dritten im Gefängnis zu besuchen. Ich habe schon früher darauf hingewie-

1. *Non reproduites, cf.* E 21, Archiv-Nr. 11446; *cette correspondance donne principalement des informations sur les relations entre Radek et Moor, assez bien résumées ci-dessous.*

sen, wie vortrefflich Moor es versteht, sich bei den führenden Leuten aller Parteien Eingang zu verschaffen. Die Freundschaft mit Radek beruht auf dem Umstand, dass Radek unseren Landsmann während der russischen Revolution aus einem Gefängnis befreite, in das er angeblich wegen eines Missverständnisses geraten war.

Es steht für mich ausser Zweifel, dass Moor von Radek alle diejenigen Aufträge erhält, die er einer allfälligen Gefängniszensur vorenthalten möchte. Dass verkappte Kuriere von Berlin nach Moskau und von Moskau nach Deutschland fahren, gab Moor unverhohlen zu.

Moor ist in Begleitung einer Frau von Weber und deren beider Kinder im Frühjahr aus Russland hierhergekommen, nachdem er sich längere Zeit in Stockholm aufgehalten hatte. Er wohnt zurzeit im Hotel Esplanade in Berlin.

Frau von Weber ist Russin. Moor gibt an, ihren Mann, der russischer Marineoffizier war, und der zurzeit in Petersburg lebt, aus dem Gefängnis befreit zu haben. Frau von Weber soll mit ihrem Gatten angeblich in den besten Beziehungen stehen, und Moor sagte, er habe erst gestern Korrespondenzen von ihr durch Vermittlung von Lenin nach Petersburg gesandt. Frau von Weber dürfte in gewisser Beziehung die Funktionen einer Privatsekretärin Moors ausüben. Auf jeden Fall besorgt sie Moor seine ganze russische Korrespondenz. Sie ist eine sehr stattliche Erscheinung und verfügt über auffälligen Schmuck. Es ist kaum anzunehmen, dass Moor den sehr kostspieligen, seit Monaten dauernden Aufenthalt im Hotel Esplanade aus eigener Tasche bezahlt, obschon er, den ich in Bern noch als armen Schlucker kannte, heute auch über beträchtliches, persönliches Vermögen, das ihm zum Teil aus Erbschaft von seiner illegitimen Mutter in Nürnberg zufiel, verfügt.

Ich möchte in diesem Zusammenhang bemerken, dass Frau von Weber für sich und ihre Kinder ein von Herrn Minister Odier seinerzeit ausgestelltes Einreisevisum nach der Schweiz besitzt und, nach Aussage von Moor, demnächst davon Gebrauch machen möchte. Auch Moor will in der nächsten Zeit nach der Schweiz zurückkehren.

Auch mit den übrigen führenden politischen Persönlichkeiten der russischen Sowjetrepublik steht Moor in persönlichem Kontakt. Er wies mir authentische Briefe von Lenin, Karachan und Tschitscherin vor, in deren nächster Umgebung er ja die russische Revolution mitmachte.

Es steht für mich ausser Zweifel, dass Moor ein politischer Agent der russischen Sowjetregierung ist, und dass Radek durch ihn in steter Fühlung mit Moskau lebt, wobei ich es dahingestellt lassen möchte, ob Moor für seine Vermittlerdienste bezahlt wird oder ob er diese Rolle aus politischem Ehrgeiz oder aus politischer Überzeugung spielt.

111

E 2001 (B) 1/25

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.R. Paravicini

L VII/M. Berlin, 15. Oktober 1919

Herr Stadtrat Karl *Moor,* der, wie Sie wissen, sich seit mehreren Monaten in Berlin aufhält, sprach gestern auf der Gesandtschaft vor und berichtete, er habe *Radek,* den er regelmässig im Gefängnis zu besuchen scheint, Kenntnis gegeben von der im Nationalrat am 2. Oktober 1919 zur Sprache gekommenen Interpellation Schmid (Zürich) *über die Schweizer in Russland.*[1]

Radek hat an Moor darauf den in Abschrift beiliegenden Brief geschrieben,[2] und Moor hat mich ersucht, ihn an Sie weiterzuleiten und ihn wissen zu lassen, wie Sie sich zu diesen Vorschlägen stellen.

Es unterliegt keinem Zweifel, dass Radek in ständiger Verbindung mit der Sowjetregierung in Moskau steht, und dass die Bedingungen, die Radek für den Rücktransport unserer Landsleute stellt, auch die Bedingungen der Sowjetregierung sind.

Ich möchte Sie bitten, mich wissen zu lassen, in welchem Sinne ich Moor antworten soll.[3]

ANNEXE

Copie *Berlin,* 8. Oktober 1919

Den Bericht über die Russeninterpellation im Nationalrat habe ich gelesen. Auf Ihre Anfrage, wie man Ihren Landsleuten helfen könnte, kann ich Ihnen nur folgendes sagen:

1. Sie waren genug lange in Sowjetrussland, um zu wissen, dass es der Sowjetregierung vollkommen fern liegt, ausländische Bürger als solche zu verfolgen. Ausländer werden bei uns ebenso wie Russen verfolgt, wenn sie durch Spekulation unsere unsäglich schwere wirtschaftliche Lage erschweren oder der Konterrevolution Vorschubdienste leisten. Dass es vorkommen kann, dass in dem schweren Kampfe, den wir führen, auch Unschuldige zu leiden bekommen, weiss ich gut. Dass unsere Behörden, wo sie auf Übergriffe übereifriger unterer Stellen aufmerksam gemacht werden, zugunsten der Unschuldigen eingreifen, wissen Sie aus eigener Erfahrung, da doch dank Ihrer Fürsprache Hunderten Schweizern geholfen wurde.

2. Wenn die in Russland gebliebenen Schweizer jetzt schwerer als früher zu leiden hätten, so wäre das nur verständlich. Ihre Regierung, die während der ganzen Kriegszeit die zügelloseste Propaganda des Völkermordes seitens der Gesandtschaften der Zentral- wie Ententemächte geduldet hat, hat unsere Gesandtschaft wegen angeblicher Unterstützung der kommunistischen Propaganda ausgewiesen, eine Jagd auf Russen eröffnet, die sie für Bolschewikis hielt, Frauen, sogar

---

1. *Cette interpellation datée du 24 septembre 1919 était libellée:* Le Conseil fédéral sait-il que 200 Suisses environ qui étaient restés en Russie ont été arrêtés à Pétrograd et à Moscou par le Gouvernement des soviets et que celui-ci a confisqué les biens que nos compatriotes ont laissés en Russie?
Quelles mesures le Conseil fédéral a-t-il prises ou compte-t-il prendre pour protéger les Suisses en Russie et leurs biens?
2. *Reproduite en annexe.*
3. *Pour la réponse du Département, cf. n° 124; voir aussi n° 134.*

Kinder eingekerkert. Sie hat die Beziehungen zu Russland abgebrochen, sie duldet auf Schweizer «neutralem» Boden die Konsulate der russischen konterrevolutionären Kliquen. Dass alle diese Umstände keine freundlichen Gefühle in den Arbeitermassen Russlands und bei unseren untergeordneten Organen erzeugen können, ist klar. Dass die Blockade durch die Entente[4] uns nötigt, alle Reserven an Waren, Rohstoffen usw. in den Händen des Staates zu konzentrieren, und dass wir auf die ausländischen, kapitalistischen Elemente in Russland keine Rücksichten nehmen können, ist ebenso klar.

3. Trotzdem könnte in dem Rahmen dieser Wirklichkeit manches für den Schutz der Schweizer wie die Ermöglichung ihrer Rückreise gemacht werden, wenn 1. die Schweizer Regierung es zulassen würde, dass wir in der Schweiz eine Person mit der Vertretung der Interessen unserer Bürger betrauen könnten (es könnte im schlimmsten Falle ein Schweizer sein), 2. wenn ein Schweizerbürger, von dem wir wissen, dass er nicht gleichzeitig uns feindliche Interessen zu fördern sucht, nach Russland ginge mit dem offiziellen Auftrag der Schweizer Regierung, die Heimfahrt der Schweizer zu fördern und die bleibenden materiell zu unterstützen. Da Sie das menschliche Vertrauen unserer Genossen geniessen und die Schweizer Regierung wissen muss, wie sehr Sie sich für Ihre Landsleute einsetzten, schlage ich Ihnen vor, sich mit der Schweizer Regierung in Verbindung zu setzen und von ihr das besagte Mandat zu erlangen. Haben Sie es, und ist die Schweizer Regierung bereit, die Vertretung der Interessen unserer Bürger (durch einen Schweizer eventuell) zuzulassen, dann fahren Sie in Gottes Namen nach Moskau, ohne sich auf lange telegraphische Verhandlungen einzulassen, die rebus sic stantibus zu nichts führen. Haben Sie dort sich die Lage angesehen, so können Sie nach Helsingfors oder nach Wilna jemanden senden, um Vorbereitungen für den Rücktransport mit der lettischen, polnischen oder litauischen Regierung zu treffen. Einen anderen Weg kann ich mir nicht denken.

4. *Cf. n° 103.*

112

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 octobre 1919[1]

3532. Liechtenstein

Département politique (Affaires étrangères).
Proposition du 7 octobre.

En se référant aux décisions du Conseil fédéral du 27 mai[2] et du 10 juin[3], le Département politique appelle l'attention du Conseil fédéral sur celles des questions concernant la principauté de Liechtenstein qui n'ont pas encore été liquidées:

1. Il s'agit d'abord de la représentation par la Suisse des intérêts liechtensteinois à l'étranger. M. Bourcart, Ministre de Suisse en Autriche, s'exprime comme suit à cet égard:[4] «Je crois que la Suisse peut, sans inconvénient et sans consulter

1. *Etait absent: F. Calonder*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 426.*
3. *Cf. 7/1, n° 433.*
4. *Pour le texte complet de la prise de position du Ministre Bourcart, cf. DDS 7/1, n° 422.*

préalablement l'Autriche-allemande, assumer la représentation diplomatique du Liechtenstein là où celui-ci n'aura pas d'agent à lui propre. Je ne crois pas non plus que nous ayons à risquer de ce fait des complications désagréables, la politique du Liechtenstein ne devant guère être compromettante.»

Le Gouvernement liechtensteinois a répété à diverses reprises son désir de voir la Suisse se charger de ses intérêts à l'étranger. Le Traité de Saint-Germain indique le Liechtenstein parmi les pays qui forment la frontière occidentale de l'Autriche, de sorte que les Puissances signataires reconnaissent par là son entière indépendance. Il dépend donc uniquement du Liechtenstein et de la Suisse de prendre une décision.

Par contre, dans ce cas comme dans le cas de n'importe quelle représentation, même de la nôtre propre, le droit d'Ambassade présuppose l'agrément donné par le pays dans lequel il doit s'exercer; mais il n'y a aucune raison d'admettre que les Etats intéressés voient une objection à la représentation du Liechtenstein par la Suisse. Toutefois, il pourrait paraître indiqué de faire prévenir les principales Puissances, c'est-à-dire l'Italie, la France, l'Angleterre et l'Allemagne, verbalement et officieusement, que le Liechtenstein nous a présenté cette demande et que nous sommes tout disposés à y répondre favorablement. Si, comme tout semble l'indiquer, aucune objection n'est faite, le Liechtenstein serait informé de notre acceptation et les Gouvernements du Liechtenstein et de la Suisse notifieraient officiellement le nouvel état de choses à tous les Gouvernements.

Il serait important de procéder sans retard à ces démarches, de manière à faciliter la voie à la solution du point 2.

2. Le Gouvernement de Liechtenstein répète son désir d'entrer avec la Suisse dans des relations intimes, du même genre que celles qui l'unissaient naguère avec l'Autriche.

Le Département politique a communiqué ce désir dès le mois de mai au Département des Postes, des Finances et de Justice et Police. S'il n'a pas insisté jusqu'ici sur une prompte résolution de cette question, c'est qu'il espérait que le Conseil fédéral se déterminerait à encourager l'incorporation du Vorarlberg, ce qui aurait permis un règlement général de cette affaire.

Le Conseil fédéral ayant décidé de ne pas donner suite pour le moment à l'étude de la réunion du Vorarlberg à la Suisse,[5] la question de nos relations avec le Liechtenstein ne saurait être remise à une date ultérieure. En effet, il est d'une grande importance pour nous d'obtenir sans retard une certaine influence dans la principauté. Personne n'ignore les velléités de la création d'une maison de jeu dans ce petit Etat. En outre, cette région peut devenir le refuge de toute espèce d'indésirables. Enfin, si la domination allemande doit s'exercer d'ici peu sur le Vorarlberg, il est avantageux que la Suisse possède des moyens d'action sur ce petit Etat tampon dans ses marches orientales.

Le Département ne se dissimule pas qu'il y a de très grandes difficultés à établir des relations aussi intimes avec la Principauté, surtout en ce qui concerne l'administration de la justice. En matière financière, la situation sera quelque peu facilitée par l'intention déjà exprimée du Liechtenstein d'entrer dans l'Union

---

5. *Cf. n° 96, note 13.*

monétaire; en matière postale, une entente ne présenterait sans doute pas de grande difficulté.

Quoi qu'il en soit, il paraît utile de ne pas retarder davantage l'entrée en négociations, afin de montrer au Liechtenstein la bonne volonté de la Suisse et de prendre sans retard sur son Gouvernement une influence que celui-ci désire encore voir s'exercer et que nous avons tout intérêt à établir et à développer.

Une commission mixte des deux pays pourrait être chargée d'étudier la situation. Selon le rapport de cette commission, on pourrait procéder à des accords sur les points qui sembleraient sans autres réalisables, en remettant à plus tard l'examen des questions plus difficiles: c'est dans le domaine douanier et postal que le Liechtenstein paraît le plus désireux d'arriver à une entente rapide.

Le Chef du Département de l'Economie publique ayant exprimé le vœu de voir complétée la commission prévue au chiffre 2 de la proposition du Département politique par un représentant du Département de l'Economie publique, il est décidé:

1. Les Légations de Suisse à Rome, Paris, Londres et Berlin[6] sont chargées de sonder verbalement les Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités sur leur manière de voir, au sujet d'une représentation diplomatique du Liechtenstein par la Suisse. Si les réponses sont favorables, le Département politique est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour l'effectuation de cette représentation.

2. Le Département politique proposera au Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein de désigner une commission mixte pour l'examen du Régime spécial à appliquer à la Principauté dans ses relations avec la Suisse. Cette commission sera composée d'un représentant du Département des Finances, d'un représentant du Département des Postes, d'un représentant du Département de Justice et Police et d'un représentant du Département de l'Economie publique.

---

6. *Dans sa proposition qu'il adresse au Conseil fédéral le 4 novembre, le Département politique écrit à ce sujet:*

[...] Après avoir acquis, par des renseignements préliminaires, la certitude qu'à Paris, Londres, Berlin et Rome une démarche de notre part serait bien accueillie, le Département politique a adressé à toutes les Puissances auprès desquelles la Suisse entretient des représentants diplomatiques ou consulaires, une note pour leur faire part de son intention d'assumer les intérêts du Liechtenstein *[...]* (E 2001 (E) 1969/262/42).

113

E 2200 Paris 1/1551

Le Secrétaire général du Département de l'Economie publique, W. Stucki, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L n° 6608 94/g. Kohle aus dem Saargebiet

Bern, 17. Oktober 1919

Unter Hinweis auf unser Schreiben vom 27. September[1] beehren wir uns, Ihnen beiliegend noch Kopie eines Schreibens zu übermitteln, welches der Chef-Ingenieur du Matériel et de la Traction der elsässisch-lothringischen Bahnen am 11. ds. an die Schweizerische Kohlengenossenschaft gerichtet hat[2] und welches eine glatte Bestätigung desjenigen enthält, was wir Ihnen bereits gemeldet hatten. Nachträglich hat sich herausgestellt, dass bereits im August ein Zug mit 233 Tonnen englischer und Saarkohlen von der gleichen Bahnverwaltung kurzerhand beschlagnahmt und uns entzogen worden ist!

Herr Leopold Dubois, welcher sich Ende dieser Woche nach Paris begibt, ist von uns beauftragt worden, gemeinsam mit Ihnen neuerdings die verschiedenen Anstände in den französischen Kohlenlieferungen bei den zuständigen Behörden zur Sprache zu bringen. Herr Dubois wird sich mit Ihnen direkt in Verbindung setzen.

ANNEXE

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 Sept. et télégramme du 5 ct. nous demandant le remplacement en nature des charbons qui vous étaient destinés et qui ont été déchargés à leur passage sur notre réseau.

Ces prélèvements n'ont eu lieu que dans l'intérêt public, à un moment où nous étions sur le point d'arrêter nos trains faute de charbon, et par conséquent d'empêcher l'écoulement des houilles extraites de la Sarre et de la Lorraine.

La situation de nos approvisionnements étant encore très critique et le bassin de la Sarre ne pouvant pas nous fournir de tonnage en supplément de nos besoins, il nous est matériellement impossible de vous faire aucun envoi en compensation des tonnages qui ne vous sont pas parvenus.

Je regrette de ne pouvoir vous donner satisfaction et vous prie de bien vouloir nous adresser facture pour ces charbons comme nous vous l'avons demandé.

---

1. *Cf. n° 93.*
2. *Reproduite en annexe.*

114

E 2001 (B) 1/81

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse à Rome, Paris, Londres, Washington et Bruxelles[1]

Copie d'expédition
T n^os^ 50, 98, 27, 31, 34 Bern, 18. Oktober 1919

Völkerbund. Schweizerische Zeitungen bringen die Nachricht, dass gewisse Kreise der Pariser Konferenz die Möglichkeit ins Auge fassen, bei Gelegenheit einer der ersten Sitzungen des Völkerbundsrates, die ohne die Teilnahme des amerikanischen Delegierten stattfinden wird, die Frage der Verlegung des Sitzes nach Brüssel zu erörtern. Wenn wir auch nicht glauben können, dass ein solcher Beschluss nach den bestimmten uns gegebenen Zusicherungen gefasst werden könnte, bitten wir Sie, mit ganz besonderer Aufmerksamkeit jede im Sinne der Verlegung getane Äusserung zu verfolgen. Damit wir gegebenenfalls Schritte tun können, bitten wir Sie, uns zu telegraphieren, ob es Ihnen möglich scheint, dass die Frage des Sitzes in einer der nächsten Sitzungen des Rates aufgeworfen wird.[2] Die Schweiz kann eine Verlegung des Sitzes von Genf um so weniger verstehen als keine Tatsache, die einen solchen Schritt rechtfertigt, vorliegt, und der Bundesrat gerade in diesen Tagen unmittelbar nach Inkrafttreten des Friedensvertrages die Bundesversammlung zu einer ausserordentlichen Tagung einberufen hat. Es unterliegt keinem Zweifel, dass das auf den 10. November einberufene Parlament mit grosser Mehrheit den Eintritt der Schweiz in den Völkerbund beschliessen wird.[3]

---

1. *Le télégramme pour Bruxelles contient en introduction le passage supplémentaire suivant:* Eine in der Zeitung «Temps» vom 9. Okt. erschienene Korrespondenz spielt auf die kürzlich in der belgischen Abgeordneten Kammer stattgefundene Debatte über die Verlegung des Sitzes nach Brüssel an. Wir bitten um bestimmte Auskunft, namentlich über die Erklärung des Ministers Broqueville und die gegenwärtige Stellungnahme des Parlaments (E 2001 (B) 1/81).

2. *A cet endroit, le télégramme pour Washington intercale la phrase suivante: [...]* Es wäre sehr erstaunlich, wenn der Völkerbundsrat eine Massregel im Widerspruche gegen die von der Pariser Konferenz getroffene Entscheidung ergreifen wollte, ohne dass die Vereinigten Staaten, die gemäss Artikel 4 an dem endgültig konstituierten Rate teilnehmen müssen, den Vertrag genehmigt hätten und einen Vertreter im Rat hätten ernennen können *[...]* (E 2001 (B) 1/81).

3. *Les Légations ont répondu ainsi: Paris, T n° 87, 21.10.: [...]* In den offiziellen Kreisen, die sich mit dem Völkerbund beschäftigen, ist nicht die Rede, den Sitz des Völkerbundes zu verlegen. Ich erhielt in dieser Beziehung neue bestimmte Zusicherungen und Beruhigungen. Man weiss nicht, woher die Presseartikel stammen *[...]* (E 2001 (B) 1/81).
Rome, T n° 35, 23.10.: Ich bestätige mein Telegramm Nummer 34 und meinen Brief vom 22. Oktober. Tittoni hat Sforza telegraphiert, nichts von einer Verlegung des Völkerbundssitzes gehört zu haben. Er betrachtet diese Nachricht als gänzlich haltlos (E 2001 (B) 1/81).
Londres, T n° 41, 21.10. [...] Weder Hardinge noch Herr Comert, die durch Martin interpelliert wurden, haben Grund anzunehmen, dass die Verlegung des Völkerbundssitzes in der ersten Sitzung des Rates aufgeworfen wird, indessen hält er für wichtig, dass der Beschluss der Bundesversammlung und die Befragung des Schweizer Volkes in möglichst kürzester Zeit stattfinde, da

es nur die Aufnahme der Schweiz in den Völkerbund sein wird, um den belgischen Machenschaften gegen Genf ein Ende zu bereiten /.../ (E 2001 (B) 1/81).
Pour la réponse de Bruxelles, cf. n° 123.
De Washington, aucune réponse n'a été retrouvée.

115

E 7800 1/16

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L n° 6629. 94/M
Kohlenlieferungen
Zeche Präsident

Bern, 18. Oktober 1919

Im Besitze Ihrer diversen Mitteilungen über die Kohlenlieferungen aus der Zeche «Präsident»[1] beehren wir uns, Ihnen gemäss dem in Ihrem Schreiben vom 8. dieses Monats[2] geäusserten Wunsche folgende nähere Mitteilungen zu machen. Die von Ihnen erwähnten Verhandlungen bezüglich eines Vertrages zwischen der Contag und der Schweizerischen Kohlengenossenschaft in Basel haben stattgefunden und zu dem in Kopie beiliegenden Vertrag geführt.[3] Im weitern hat die Contag Verhandlungen mit den Bundesbahnen angeknüpft über Kohlenlieferungen von total 3 Millionen Tonnen während eines Zeitraumes von 10 Jahren. Diese Verhandlungen führten zu keinem Resultat, indem die Bundesbahnen sich nicht dazu entschliessen konnten, angesichts der Unsicherheit aller Verhältnisse einem so langfristigen und finanziell weittragenden Abkommen zuzustimmen. Dagegen ist dann das gleiche Resultat erzielt worden, dadurch, dass an Stelle der Bundesbahnen als Käufer die beiden bedeutendsten schweizerischen Kohlenfirmen, die Firma A. Suter und Cie. in Basel und J. Hirter in Bern den Vertrag abgeschlossen haben. Dieser Vertrag schliesst zeitlich an denjenigen mit der Kohlengenossenschaft an, d. h. seine Wirksamkeit beginnt erst ungefähr nach Jahresfrist. Sollten alsdann die Kohlengenossenschaft und das ihr eingeräumte Einfuhrmonopol noch bestehen, so ist vorgesehen, dass sie für die Dauer ihrer Wirksamkeit in den Vertrag eintreten wird.

Nach diesem zweiten Vertrag[3] mit den Firmen Suter und Hirter verpflichtet sich die Contag zur Lieferung folgender ungefährer Menge aus den Zechen «Präsident» in Bochum und «Herbeder Steinkohlenbergwerke» in Herbeden an der Ruhr:

im 1. Vertragsjahr	rund 200,000 Tonnen
im 2. Vertragsjahr	rund 250,000 Tonnen
im 3. Vertragsjahr	rund 300,000 Tonnen
im 4. bis 9. Vertragsjahr	rund 400,000 Tonnen

1. *A ce sujet, cf. n^os 75, 89, 98.*
2. *Non reproduite, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/56–57.
3. *Non retrouvé.*

Die Contag übernimmt die Verpflichtung, von diesen voraussichtlich verfügbaren Mengen mindestens 75% jährlich zu liefern. Die Lieferungen sollen in ungefähr gleichen Monatsmengen erfolgen und aus Stück-Kohlen, Förder-Kohlen, gewaschene Nusskohlen verschiedener Körnerung, grobstückigem Koks und Brechkoks bestehen. Von den zu liefernden Mengen sollen 40—60% aus Koks bestehen, wovon Brechkoks in den von den Käufern zu bestimmenden Quantitäten. Die Käufer verpflichten sich, den Bundesbahnen auf deren Begehren bis zu 50% der jährlichen Lieferungen abzutreten. Die Lieferpreise für die verschiedenen Sorten von Kohle und Koks werden von den Kontrahenten jeweilen für die gleichen Zeiträume festgesetzt, wie sie mit dem Rheinisch-Westfälischen Kohlensyndikat für die Lieferungen nach der Schweiz vereinbart sind.

Was nun den von deutscher Seite gemachten Vorschlag anbelangt, es möchte die Schweiz Deutschland einen neuen Kredit eröffnen unter der Bedingung, dass die Kohlentransporte aus «Präsident» eine Vorzugsbehandlung geniessen, um namentlich auch das Reichsfinanzministerium an der Vertragserfüllung zu interessieren, so teilen wir Ihre Meinung, dass diesem Vorschlag nicht zugestimmt werden kann. Abgesehen von der ganz ausserordentlichen Beanspruchung des schweizerischen Finanzmarktes, der weitere Kreditierungen an das Ausland sozusagen unmöglich macht, hätte natürlich eine neue Kreditgewährung an Deutschland zur Folge, das sofort von vielen andern Seiten an uns ähnliche Begehren gerichtet würden, denen nicht entsprochen werden könnte. Sie schlagen nun vor, anstatt eines neuen Kredites, die früheren Kredite, deren Rückzahlungstermin verlängert werden musste[4], in einer gewissen Höhe zu diesem Zwecke zu benützen. Wir sind nun schon seit langer Zeit den deutschen Wünschen in dieser Beziehung immer sehr weit entgegengekommen. Wir haben uns jeweilen, sobald ein Kredit fällig war, geeinigt, gegen Rückzahlung eines bescheidenen Teils den Rest zu verlängern. Besser gesagt, wir haben jeweilen die schweizerischen Gläubiger, denn es handelt sich ja um staatliche Kredite, zu bewegen gesucht, diesen Weg einzuschlagen, so beispielsweise hinsichtlich des bekannten Industriekredites von 18 Millionen Franken, der ja seit längster Zeit fällig gewesen wäre, von dem auf 15. August die Hälfte zurückbezahlt, die andere Hälfte neuerdings um 6 Monate verlängert wurde. Wir sind gerne bereit, und es liegt indes unserer Meinung nach auch im Interesse der schweizerischen Gläubiger, diese Politik weiter zu verfolgen. Sie können also dem Reichsfinanzministerium ohne weiteres mitteilen, die Schweiz würde eine prompte Erfüllung des Kohlenabkommens sehr begrüssen und ihrerseits diesen deutschen Anstrengungen bei den Verhandlungen betreffend Rückzahlung fälliger Kredite nach Möglichkeit Rechnung tragen.

---

4. *Cf. DDS 7/1, n^os 363, 420.*

116

E 2200 Berlin 2/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L Persönlich. Streng vertraulich — Berlin, 18. Oktober 1919

Zu Folge Ihres Briefes vom 14. l. Mts.[1] betreffend die angebliche Vereinbarung zwischen dem deutschen und dem schweizerischen Generalstab war ich heute beim Aussenminister Müller, um ihm persönlich den dringenden Wunsch auszusprechen, dass von einer Veröffentlichung der fraglichen Notiz des deutschen Generalstabes Umgang genommen werde.

Herr Müller war über die Sache genau unterrichtet und erklärte mir sofort, dass die Regierung eine solche Publikation unter keinen Umständen zulassen werde. Die Gefahr einer Indiskretion durch *Private* sei freilich nicht unbedingt ausgeschlossen, weil der bekannte Unabhängige Kautsky, dem die Sichtung des Aktenmateriales seiner Zeit übertragen worden sei, Kenntnis habe von bewusstem Aktenstück. Der Minister habe sich aus eigenem Antriebe mit Kautsky ins Einvernehmen gesetzt und von diesem die ganz bestimmte Erklärung erlangt, dass auch er unbedingt gegen die Veröffentlichung sei. Unter diesen Umständen könne wohl die Zusicherung in aller Form gegeben werden, dass in der amtlich bewilligten Veröffentlichung von jenem Aktenstück gar nicht die Rede sein werde. Inzwischen sei aber festgestellt worden, dass ein angehender Privatdozent im Begriffe stehe, privatim Aktenstücke zu veröffentlichen, welche auf bisher unaufgeklärtem Wege zu seiner Kenntnis gelangt seien. Der Minister habe sich die bezüglichen Druckbogen vorlegen lassen und festgestellt, dass jene Notiz darin *nicht* enthalten sei.

Trotz dieser Sachlage könne natürlich nicht mit absoluter Gewissheit versichert werden, dass nicht durch eine andere private Indiskretion das Dokument gelegentlich in die Öffentlichkeit gelange, denn es müsse leider mit der Möglichkeit gerechnet werden, dass Freunde von Kautsky Kenntnis erhalten haben von solchen Akten. Unter diesen Umständen bestehe natürlich die Möglichkeit, dass einer dieser Herren gelegentlich einem seiner Freunde in der Schweiz (der Minister nannte die Namen Grimm, Platten, Nobs), Kenntnis gebe oder gegeben habe von dem fraglichen Aktenstück. Der Minister versicherte mich, dass er vor der Hand keinerlei Anhaltspunkte habe für eine solche Annahme, er halte sich aber für verpflichtet, mich auf die Möglichkeit aufmerksam zu machen. Selbstverständlich werde die Regierung auch nach dieser Richtung tun, was ihr irgend möglich sei, um eine Indiskretion zu vermeiden, denn es sei ihr daran gelegen, um jeden Preis eine Aktion zu verunmöglichen, welche der Schweiz Verlegenheiten bereiten könnte.

Ich werde morgen Gelegenheit haben, die Sache mit dem Unabhängigen Dr. Cohn zu besprechen und werde mich neuerdings persönlich dafür einsetzen,

---

1. *Cf. n° 101, note 3.*

dass er jeder möglichen Indiskretion in den Weg trete. Natürlich muss ich dabei sehr vorsichtig zu Wege gehen, denn es steht zu befürchten, dass zu grosse Insistenz den gegenteiligen Effekt haben würde. Es sind eben Unabhängige!

Anlässlich unserer Besprechung kam Herr Müller auch auf die sog. Mission Sulzer zu sprechen und versicherte mich, dass auch über diesen Punkt, der ja an sich ganz unverfänglich sei, jede amtliche Publikation unterbleiben werde.

117

E 2200 Berlin 2/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L P./D. Persönlich. Streng vertraulich Berlin, 20. Oktober 1919

Im Nachgange zu meinem Berichte vom 18. laufenden Monats[1] über eine Unterredung mit dem Minister des Auswärtigen, Müller, betreffend die Angelegenheit einer angeblichen Vereinbarung zwischen den beidseitigen Generalstäben erlaube ich mir mitzuteilen, dass gestern mein Gewährsmann, der unabhängige Sozialist Dr. Cohn neuerdings bei mir war, und dass ich den Anlass benutzt habe, um ihn zu fragen, ob anzunehmen sei, dass noch andere Mitglieder des parlamentarischen Untersuchungsausschusses Kenntnis haben von dem bewussten Aktenstück und ob mit der Möglichkeit gerechnet werden müsse, dass der Inhalt jener Notiz an Parteigenossen der Unabhängigen in der Schweiz bekanntgegeben worden sei.

Herr Dr. Cohn versicherte mich, dass er durch den Abgeordneten Kautsky, dem bekanntlich die Sichtung des Materials auf dem Auswärtigen Amt übertragen war, Kenntnis erhalten habe von jenem Aktenstück und dass Kautsky ihn versichert habe, er werde den Inhalt dieses Aktes streng geheim halten, nachdem er wisse, dass der Schweiz eine Veröffentlichung unerwünscht wäre.

Auf meine positive Anfrage, ob anzunehmen sei, dass Parteigenossen der Herren Kautsky und Cohn in der Schweiz Kenntnis erhalten haben oder werden von jenem Aktenstück, erklärte mir Dr. Cohn in sehr bestimmter Weise, dass er diese Möglichkeit für jetzt und für die Zukunft ausschliesse. Er fügte ungefähr wörtlich bei: «Dabei setze ich allerdings voraus, dass der Schweizerische Bundesrat, wenn die Untersuchung ergeben sollte, dass Übergriffe der Militärs in die Kompetenzen der politischen Behörden stattgefunden haben, die nötigen Anordnungen treffen werde, um solche Handlungsweise zu missbilligen und eine Wiederholung für die Zukunft unmöglich zu machen.»

Ich habe darauf geantwortet, dass ich selbstverständlich keine Zusicherung nach dieser Richtung geben könne, aber durchaus überzeugt sei, dass der Bundesrat von sich aus im Sinne des geäusserten Wunsches handeln werde, weil ein

1. *Cf. n° 116.*

solches Handeln in den Richtlinien der allgemeinen schweizerischen Politik liege.

Herr Dr. Cohn erklärte mir neuerdings, dass für ihn eine Veröffentlichung dieses Dokumentes nicht mehr in Frage komme und dass er sie überhaupt nur in Aussicht genommen hatte, um dadurch eine Waffe gegen den Übergriff des Militarismus in die Hand zu bekommen.

Damit betrachte ich nun diese Angelegenheit vorläufig als erledigt und zwar halte ich die Art der Erledigung für so befriedigend als möglich.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir seinerzeit mitteilen wollten, welches Ergebnis die Untersuchung des Vorstehers des Militärdepartementes gehabt hat und benütze gern auch diesen Anlass, um Sie, Herr Bundesrat, meiner ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

118

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 6 Berlin, 21. Oktober 1919

Wirtschaftliches. Bekanntlich ist im September ds. Jahres zwischen dem Stahlwerk Becker A.-G. in Willich/Rheinland und der Continentalen Handels A.-G. in Zürich, ein Vertrag abgeschlossen worden über eine regelmässige und langjährige Lieferung von Kohle aus den Zechen «Präsident» «und Herbeder Steinkohlenbergwerke».[1] Dieser Vertrag, in welchen seither die S.B.B. eingetreten sind, und der als ein für die Schweiz günstiger betrachtet werden kann, ist im September durch drei Ministerien der deutschen Regierung genehmigt worden und sollte demgemäss zur Ausführung gelangen. Leider ist aber bis zur Stunde noch keine Tonne Kohle nach der Schweiz gelangt, obwohl die Continentale Handelsgesellschaft in der abgelaufenen Woche drei Millionen Franken in bar zur Verfügung gestellt hat. Diese bedauerliche Tatsache ist zurückzuführen auf die passive Resistenz des Reichskohlenkommissärs, hinter welchem anscheinend das Syndikat der anderen Kohlenwerke steckt, welches schon dem Zustandekommen des Vertrages die grösstmöglichen Schwierigkeiten bereitet hat. Auf Veranlassung des hiesigen Vertreters der A. G. Becker bin ich nun beim Reichsminister des Auswärtigen vorstellig geworden und habe auf die sehr fatalen Folgen wirtschaftlicher und politischer Natur hingewiesen, welche entstehen müssten, wenn dieser, durch die deutsche Regierung genehmigte Vertrag weiterhin durch einen Reichsbeamten sabotiert würde. Herr Müller zeigte volles Verständnis für die Sache und versprach mir, mit allem Nachdruck dahin zu wirken, dass diese Widerstände einmal gründlich aus dem Weg geräumt werden. Er ist sicher in dieser Richtung auf die Unterstützung des Reichsfinanzministers und des

1. *Cf. n° 115.*

Reichswirtschaftsministers rechnen zu können und versicherte mich, dass die deutsche Regierung den Vertrag unter Überwindung grosser wirtschaftlicher Bedenken ratifiziert habe, weil sie die politische Bedeutung dieser Transaktion richtig eingeschätzt habe und weil ihr daran gelegen gewesen sei, der Schweiz Entgegenkommen zu zeigen. Angesichts dieser Bedeutung des Vertrages gehe es schlechterdings nicht an, dass aus wirtschaftlichen Sonderinteressen dessen Ausführung gehemmt werde.

Ich hoffe, dass nunmehr die Schwierigkeiten behoben werden.

Heute besuchte mich der Ihnen wohlbekannte Ministerialdirektor Dr. Simons, der bis vor kurzem der massgebende Jurist im Auswärtigen Amte war und seit einigen Monaten die Direktion des Reichsverbandes der deutschen Industrie (Bund der Industriellen) führt. Herr Simons sprach mir von den Schwierigkeiten, welche sich zufolge des niederen Standes der deutschen Valuta im Handelsverkehr mit der Schweiz ergeben und welche in der Schweiz zum Rufe nach Einfuhrverboten oder Ausgleichzöllen geführt haben.[2] Herr Simons sagte mir, dass in massgebenden deutschen Kreisen selbst der lebhafte Wunsch bestehe, Vorkehrungen zu treffen, durch welche den in der Schweiz beklagten Übelständen entgegengetreten werden könne. Er glaubt nicht, dass dieser Zweck durch die in der Schweiz in Aussicht genommenen Abwehrmassnahmen erreicht werden könne und solle, sondern denkt vielmehr an eine interne Organisation von Fachgruppen, welche preisregulierend wirken müsste. Es würde sich also um die Bildung von Syndikaten in Deutschland handeln, welche den Preis der auszuführenden Waren einheitlich normieren und dabei die Valutadifferenz angemessen berücksichtigen würden. Auf diese Weise könnte einerseits die illoyale Unterbietung gegenüber Eigenproduktion der Schweiz unterbunden und anderseits bewirkt werden, dass das deutsche Nationalvermögen nicht einseitig unter der schlechten Valuta zu leiden hätte. Diese interne Organisation sollte, nach Ansicht des Herrn Simons, mit der Zeit ausgedehnt werden auf das internationale Gebiet, indem zwischen den Syndikaten oder Fachgruppen der verschiedenen Länder einheitliche Preisnormierungen erfolgen würden.

Ich habe mich zu dieser Anregung nicht ausgesprochen, weil ich vorerst die Ansicht unseres Volkswirtschaftsdepartementes kennenlernen möchte. Im allgemeinen habe ich den Eindruck, dass der vorgeschlagene Weg wohl zum Ziele der Abwehr illoyaler Valutakonkurrenz führen könnte, aber ich verkenne auch die Gefahr nicht, welche in der Folge liegen würde, dass allgemein eine Erhöhung der Preise für Lieferungen nach dem Auslande eintreten würde; auf den ersten Blick scheint mir diese Gefahr deshalb nicht allzu gross, weil die Konkurrenz auch hier für einen vernünftigen Ausgleich sorgen dürfte.

Beiliegend ein Ausschnitt aus dem Berliner Tageblatt vom 15. laufenden Monats, welcher in einer Korrespondenz «Die Stimmung in Süddeutschland» ein überzeugendes Bild der wirtschaftlichen Lage bietet.

Politisches. Wie in einem früheren Berichte in Aussicht gestellt, habe ich nun auch mit dem Minister des Auswärtigen die Frage des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund besprochen. Herr Müller steht in dieser Frage ganz auf dem Stand-

2. *Cf. n° 105.*

punkte des Reichskanzlers und ist mit diesem der Ansicht, dass Deutschland gar keinen Grund habe, gegen den sofortigen Beitritt der Schweiz zu sein, sondern ganz im Gegenteil wünschen müsse, dass alle Neutralen und vor allem die Schweiz sobald als möglich ihre Stimme im Rate der Völker geltend machen können. Es gebe ja wohl in Deutschland Leute, welche aus Opposition zum Völkerbund die Verweigerung des Beitrittes der Neutralen wünschen, aber diese Leute bilden die grosse Minderheit. Ich bemerkte, dass wir diese Frage des Beitrittes zunächst als eine ganz interne betrachten, dass uns aber daran gelegen sei, den Eindruck nicht aufkommen zu lassen, dass in dem allfälligen Beitritt eine Parteinahme für die eine der Völkergruppen erblickt werden könne. Herr Müller war der Meinung, dass zu einer solchen Annahme offenbar kein Grund vorliege, indem sich gewiss niemand der Illusion hingeben könne, dass die Verweigerung des Beitrittes irgendwelchen Einfluss ausüben könne auf den Gang der Ereignisse und auf die Konstituierung des Völkerbundes überhaupt.

Man hat mir seiner Zeit in Bern nahegelegt, von der deutschen Regierung eine Erklärung darüber zu erwirken, dass Deutschland in allfälligen Massnahmen, welche die Schweiz als Mitglied des Völkerbundes gegen Deutschland ergreifen müsste, nicht einen neutralitätswidrigen Akt erblicken würde.[3] Ich habe vorläufig davon abgesehen, diese Frage zu stellen, weil es mir nicht klug erschien, die im allgemeinen so guten Dispositionen und die vernünftige Auffassung der deutschen Regierung zu brüskieren. Meines Erachtens dürfte die Feststellung der Tatsache, dass man hier den sofortigen Eintritt der Schweiz begrüssen würde, genügen, um allfällige Bedenken nach obiger Richtung zu zerstreuen. Man weiss ja in Deutschland, zu welchen Konsequenzen der Beitritt ipso facto führen muss, und wenn man nichtsdestoweniger den Beitritt wünscht, so liegt darin der Beweis, dass man die Konsequenz mit in den Kauf nimmt.

Beiliegend je ein Ausschnitt aus dem «Tag» vom 19. laufenden Monats und der «Vossischen Zeitung» vom 20. gleichen Monats, mit Artikeln über «Skandinavien und der Völkerbund» und «England und der Völkerbund».

Anlässlich einer Besprechung, die ich letzter Tage wieder mit dem Unabhängigen Leader Dr. Cohn hatte, hat mir der Genannte verschiedene interessante Mitteilungen gemacht über den Inhalt der Dokumente über die Vorgeschichte des Krieges, die ungefähr Mitte November veröffentlicht werden sollen. Nach Cohn liefern diese Dokumente den unumstösslichen Beweis, dass Deutschland nicht nur Kenntnis gehabt habe von dem Ultimatum Österreichs an Serbien, sondern dass es selbst auf die Stellung dieses Ultimatums hingewirkt habe.

Diese Dokumentensammlung ist durch den Unabhängigen Kautsky angelegt worden, der einen bezüglichen Auftrag durch die Revolutionsregierung erhalten hatte. Als dann die jetzige Regierung ans Ruder gekommen sei, habe sie eine Kommission eingesetzt (Graf Montgelas und Professor Schücking), welche den Auftrag hatte, die Kautsky'sche Sammlung «überzuprüfen». Wenn es nach dem Willen dieser Kommission und der Regierung gegangen wäre, hätte man zahlreiche Dokumente gar nicht oder in abgeschwächter Form veröffentlicht. Diese

---

3. *Remarque marginale de la main de Calonder:* Ich ersuche das betr. Mitglied des BR mich darüber zu orientieren. 24.11.1919. C.

Absicht sei aber vereitelt worden durch die Tatsache, dass Kautsky eine Abschrift von sämtlichen Dokumenten genommen und mit deren Veröffentlichung auf eigene Faust gedroht habe. Unter diesen Umständen habe sich die Regierung dem Zwang der Lage gefügt und zugegeben, dass alle Dokumente unverändert publiziert werden «mit Ausnahme von vier bis fünf Aktenstücken, welche Bezug haben auf das Verhältnis zu Neutralen». Diese Erklärung soll in dem Begleitbericht zur Veröffentlichung ausdrücklich aufgenommen werden.

Dr. Cohn sprach mir von zwei Dokumenten, die hauptsächlich belastend seien. Zunächst von Aufzeichnungen über einen Kronrat, der am 5. oder 6. Juli in Potsdam stattgefunden habe und in welchem ausdrücklich beschlossen worden sei, «mit den Vorbereitungen für den Krieg zu beginnen». Von diesem Dokument war bekanntlich auch schon in der Presse die Rede und es ist von der Regierungsseite aus bestritten worden, dass darin der Beweis liege, dass man tatsächlich den Krieg wollte.

Das zweite Dokument enthält einen Bericht des Grafen Tschirschky, des deutschen Botschafters in Wien, in welchem der Genannte auf die gereizte Stimmung in Wien hinwies und beifügte: «Ich bemühe mich, die Gemüter zu beruhigen und klar zu machen, dass Österreich doch nicht auf eigene Faust vorgehen könne, sondern auch auf seinen Bundesgenossen Rücksicht nehmen müsse». Am Rande dieses Dokumentes soll sich eine handschriftliche Bemerkung des Kaisers mit folgendem Wortlaut finden: «Was macht denn Tschirschky für Unsinn, wer hat ihn denn dazu ermächtigt».

Weiter sollen Berichte der deutschen Vertretung in Wien veröffentlicht werden, aus welchen hervorgehe, dass die grösste Sorge des Grafen Berchtold gewesen sei, das Ultimatum so scharf zu fassen, dass «eine anständige Regierung gar nicht darauf eingehen könne».

Morgen sollen die Verhandlungen vor der parlamentarischen Untersuchungskommission über die Kriegsursachen beginnen und zwar zunächst in der Abteilung, welche die verschiedenen Friedensmöglichkeiten während des Krieges zu erforschen hat. Unter den Programmpunkten für diese Verhandlung findet sich auch die sog. «Mission Sulzer», über deren Bedeutung Sie durch die Deutsche Gesandtschaft in Bern unterrichtet sein sollen.[4] Herr Müller sagte mir heute neuerdings, dass es sich dabei um ganz unverfängliche Dinge handle.

Es soll morgen zunächst Graf Bernstorff, sodann Jagow, Zimmermann und eventuell Bethmann-Hollweg einvernommen werden. Das Auswärtige Amt hat mir eine Zutrittskarte versprochen, die aber noch nicht eingegangen ist. Wenn ich sie rechtzeitig erhalte, werde ich an der Sitzung teilnehmen, um Ihnen allfällig telegraphieren zu können.

In der Vossischen Zeitung vom 20. laufenden Monats hat Georg Bernhard dieses «Staatsgericht» in interessanter Weise besprochen, ich lege den Artikel im Ausschnitt bei.

---

4. *Note marginale de la main de Calonder:* Siehe dazu die Notiz von Minister Lardy. *Il s'agit sans doute de la notice du 21 octobre disant:* M. Müller, Ministre d'Allemagne, me dit qu'il est chargé de nous informer qu'aucune confidence concernant la Suisse (M. Sulzer ou aucune autre personnalité suisse) ne sera publiée à l'occasion de l'enquête qui se fait sur la «Schuldfrage» sans notre assentiment. (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2).

Am Samstag besuchte mich der Chef der hiesigen *italienischen* Mission Minister Bordanaro, der mir bestätigte, dass als Botschafter Italiens in Deutschland Giacomo De Martino in Aussicht genommen sei, der Generalsekretär der Consulta und zur Zeit Sekretär der italienischen Delegation in Paris. Bordanaro sprach mir auch von der wahrscheinlichen Verzögerung der Ratifikation des Friedens, welche übrigens auch hier in Berlin sehr bedauert wird und böses Blut macht.

Er meinte, der Hauptgrund liege in der Tatsache, dass die Ausführung des Vertrages noch gar nicht vorbereitet sei. Daneben nannte er auch die Ungewissheit über die Haltung des amerikanischen Senates und die Schwierigkeiten, die sich daraus ergeben müssten, dass die Vertreter Amerikas in den verschiedenen Kommissionen noch fehlen.

In ähnlichem Sinne sprach mir auch der Chef der «Mission économique *française* en Allemagne», Herr Professor Haguenin, der den meisten Herren des Bundesrates bekannt zu sein scheint und den ich Ihnen deshalb nicht erst als hochintelligenten und ruhig denkenden Mann bezeichnen muss. Er sprach ausserordentlich objektiv von den Beziehungen zwischen Deutschland und Frankreich, beklagte sehr die Kurzsichtigkeit, die in dieser Hinsicht in Frankreich noch allgemein herrsche. Nach Haguenin sind beide Länder unbedingt darauf angewiesen, sich wirtschaftlich zu nähern. Bis dahin habe sich wohl Minister Loucheur zu einer bezüglichen Erklärung aufgerafft, aber zur Tat sei es noch nicht gekommen. Vielleicht bessere sich das, wenn einmal der Friedenszustand förmlich hergestellt sei.

Interessant war mir die Bemerkung Haguenin's, dass der grösste Fehler, den Frankreich bei den Friedensverhandlungen gemacht, darin bestanden habe, dass es den Zusammentritt der Konferenz in Frankreich angenommen und das Präsidium übernommen habe.

Von Clemenceau zitierte er ein Wort, das er im letzten Gespräch mit Haguenin gesprochen haben soll und das mir interessant genug scheint, um hier wiedergegeben zu werden: «Je veux envers l'Allemagne une politique de conciliation, mais non de réconciliation.»

Nächster Tage werde ich nun auch mit dem Chef der englischen Militärmission zusammentreffen und damit habe ich dann alle mir nötig und zulässig scheinenden Verbindungen mit den inoffiziellen Vertretungen der Ententestaaten hergestellt; die Herren haben übrigens alle ihrerseits die Initiative für die Anknüpfung dieser Verbindung ergriffen und ich bin natürlich gerne darauf eingegangen.

119

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L 155/MR.
Zollzahlung in Gold

Bern, 21. Oktober 1919

Mit Schreiben vom 14. ds.[1] haben Sie uns mitgeteilt, dass die Verhandlungen in Versailles noch zu keiner Lösung geführt haben.

Da es hienach ziemlich wahrscheinlich ist, dass bis zur Anerkennung der Zollzahlung in Gold durch die Ententestaaten oder bis zum freiwilligen Rückzug der bezüglichen deutschen Verfügung noch geraume Zeit verstreichen wird, so müssen wir Sie nun bitten, in aller Form mündlich und schriftlich im Auswärtigen Amt vorstellig zu werden, und zu verlangen, dass die Goldzahlung an unserer Grenze unverzüglich eingestellt werde. Wir bitten Sie, sich auf die Meistbegünstigungsklauseln des Art. 1 des Handelsvertrags zu berufen, nach welchen es ausser Zweifel ist, dass eine tatsächliche, wenn auch unfreiwillige Begünstigung, oder ein Vorrecht «einer dritten Macht», auch uns zugute kommen muss. Es geht nicht an, dass wir noch länger den stetig steigenden Goldzuschlag entrichten, während England und Frankreich sich demselben nachhaltig widersetzen. Wir dürfen erwarten, dass die deutsche Regierung unserer Aufforderung ohne Zögern nachkommen werde, nachdem wir uns nun schon zwei Monate lang geduldet und in der vergeblichen Hoffnung auf eine baldige Regelung der Angelegenheit die Nachteile einer differentiellen Behandlung bei stetig wachsendem Agio auf uns genommen haben. Eigentlich müssten wir auch die Rückvergütung der bis jetzt entrichteten Zuschläge verlangen. Wir nehmen aber vorläufig Umgang davon, um Komplikationen zu vermeiden. Sobald unserm Begehren entsprochen worden ist und die Berechtigung desselben also anerkannt sein wird, kann die Forderung einer Rückvergütung mit um so grösserer Zuversicht gestellt werden.

Dadurch, dass wir uns heute darauf beschränken, uns gegen die Zollzahlung nur gestützt auf unsere Rechte der meistbegünstigten Nation zu verwahren, möchten wir Deutschland natürlich nicht ohne weiteres zugeben, dass wir den Goldzuschlag an sich als berechtigt anerkennen. Mündlich dürften Sie vielmehr andeuten, dass wir uns eine Stellungnahme in dieser Hinsicht noch vorbehalten. Wie Sie wissen, fehlt es bei uns nicht an Stimmen, welche die Ansicht vertreten, dass der Zollzuschlag mit dem Handelsvertrage nicht vereinbar sei und daher von Anfang an hätte bekämpft werden sollen. Diese Meinung ist sogar ziemlich allgemein verbreitet und wird u.a. auch vom Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins vertreten. Wenn wir uns gleichwohl bis jetzt nicht entschliessen konnten, gegen die deutsche Verfügung grundsätzlich Protest einzulegen, so ist es deshalb, weil wir glauben, dass die deutsche Regierung triftige Ein-

1. *Non retrouvée.*

wendungen dagegen machen und unser Standpunkt sich deshalb als unhaltbar erweisen könnte. Es könnte uns nämlich nach unserer Ansicht mit Recht entgegengehalten werden, dass Deutschland die Goldwährung hat, die im Handelsvertrag vereinbarten Markzölle daher in Gold oder Goldwert verstanden sein müssten. Des weitern könnte uns entgegnet werden, dass der Goldzuschlag keine Zollerhöhung bedeute, sondern nur ein Ausgleich des Kursgewinns sei, den der schweizerische Lieferant der Ware tatsächlich machte, solange er den Zoll in Papier entrichten konnte. Dieser Profit hatte die gleiche Wirkung wie eine Zollherabsetzung und konnte von den Parteien beim Abschluss des Vertrags nicht beabsichtigt worden sein. Es ist übrigens sogar wahrscheinlich, dass Deutschland die Goldzahlung trotz der Goldwährung noch extra ausbedungen hätte, wenn die Papiermark schon damals unterwertig gewesen wäre oder eine namhafte Entwertung derselben wie die heutige hätte geahnt werden können.

Wir bitten Sie, Herr Minister, uns von der Note, welche Sie an das Auswärtige Amt richten werden,[2] eine Abschrift zu schicken und versichern Sie bei diesem Anlass unserer ausgezeichneten Hochachtung.

ANNEXE

E 7800 1/16

Copie

N 314. P/M. Dringend Berlin, 25. Oktober 1919

Aus Auftrag des Schweizerischen Bundesrates beehrt sich die Schweizerische Gesandtschaft in Deutschland dem Auswärtigen Amt das förmliche Gesuch zu unterbreiten, die Anwendung des Gesetzes über die Zahlung der Zölle in Gold für den schweizerisch-deutschen Verkehr einzustellen.

Die Anwendung dieses Gesetzes vom 21. Juli 1919 (R.G.[3] 1919 s. 1361), wonach die in die Reichskasse fliessenden Zölle in Gold zu zahlen sind, wird, infolge des Widerstandes der Besatzungsbehörden an der deutschen Westgrenze für den Verkehr aus den Weststaaten nach Deutschland tatsächlich verunmöglicht, während die Bestimmungen des genannten Gesetzes im Verkehr an der schweizerisch-deutschen Grenze voll zur Anwendung gelangen und schwer auf dem Verkehr aus der Schweiz nach Deutschland lasten.

Indem die Schweizerische Regierung die Deutsche Reichsregierung bittet, diesen unerträglichen Zustand der Benachteiligung schweizerischer Interessen gegenüber denjenigen von Angehörigen der Weststaaten so rasch als möglich zu beseitigen, beruft sie sich auf den Art. 1 des geltenden Handelsvertrages, nach welchem es ausser Zweifel steht, dass jede Begünstigung, welche «einer dritten Macht» gewährt wird, auch der Schweiz zugute kommen muss. Die Schweizerische Regierung verkennt durchaus nicht, dass die tatsächlich bestehende Begünstigung der Weststaaten nicht eine freiwillige Leistung der Deutschen Regierung darstellt, aber dieses Verhältnis ändert nichts an der Tatsache der Begünstigung und an dem formellen und materiellen Rechte der Schweiz, die Beseitigung eines Zustandes zu verlangen, welcher ganz zweifellos mit der ihr zugesicherten Meistbegünstigung in Widerspruch steht. Es scheint in der Tat nicht angängig, dass die Schweiz auch weiterhin den stets steigenden Goldzuschlag entrichte, während Frankreich und England sich dieser Leistung fortgesetzt entziehen können.

Die Schweizerische Regierung hofft bestimmt und ist überzeugt, dass die Deutsche Reichsregierung der vorstehenden Bitte ohne Zögern nachkommen werde, und die Gesandtschaft erlaubt sich

---

2. *Reproduite en annexe.*
3. R.G.: Reichsgesetzblatt.

noch ganz besonders darauf hinzuweisen, dass die Schweiz die Nachteile der differentiellen Behandlung bei stetig wachsendem Agio nun schon zwei Monate geduldig hingenommen hat, weil sie auf baldige Änderung hoffte und weil sie bei der Deutschen Regierung nicht ohne Not Beschwerde führen wollte.

Wenn sich die Schweizerische Regierung heute darauf beschränkt, die Aufhebung der genannten Verfügung auf Grund des ihr zugesicherten Meistbegünstigungsrechtes zu erbitten, so möchte sie nicht die Ansicht aufkommen lassen, dass sie *grundsätzlich* die Zulässigkeit der Beanspruchung der Zahlung der Zölle in Gold anerkenne, vielmehr muss die Schweizerische Gesandtschaft nach dieser Richtung alle Vorbehalte machen, indem sie den Standpunkt vertritt, dass die vertragschliessenden Parteien nicht das Recht haben, einseitig Goldzuschläge zu verlangen. Diese Frage mag aber vorderhand unerörtert bleiben, da die Schweizerische Regierung überzeugt ist, dass dem Zustande der ungleichen Behandlung durch die unverzügliche Aufhebung der Verordnung für den Verkehr mit der Schweiz abgeholfen werde.[4]

4. *Pour la suite donnée à cette affaire, cf. n° 175.*

120

E 2001 (E) 1969/262/42

Le Chargé d'Affaires de la Principauté du Liechtenstein, E. Beck, au Chef du Département politique, F. Calonder

N Bern, 21. Oktober 1919

Unter Bezugnahme auf die Besprechung mit Herrn Minister Lardy beehre ich mich, an Sie die höfliche Anfrage zu richten, ob der Schweizerische Bundesrat geneigt wäre, die Vertretung der liechtensteinischen Interessen in den Ländern zu übernehmen, wo das Fürstentum keine Vertretung hat, während die Schweiz eine solche besitzt. Abgesehen von der Schweiz, Deutschösterreich und der Tschechoslovakei, wo das Fürstentum Gesandtschaften unterhält, ist die Zahl der im Ausland lebenden Liechtensteiner sehr gering. Trotzdem legt die fürstliche Regierung grossen Wert darauf, dass auch in den andern Ländern die Interessen des Fürstentums vertreten sind. Am liebsten wäre ihr nun, wenn sie dieselben dem Schutze der Schweiz anvertrauen dürfte, zu der sie und auch das liechtensteinische Volk das grösste Zutrauen haben. Ich empfehle daher diese Angelegenheit Ihrem Wohlwollen und bin für alles weitere jederzeit gerne zur Verfügung, wenn Sie dieser Frage näherzutreten geneigt sind.[1]

1. *Par note du 24 octobre, le Département politique répondit:*

In Beantwortung Ihres Schreibens vom 21. Oktober beehren wir uns, Ihnen mitzuteilen, dass der Bundesrat gerne bereit ist, die Vertretung der liechtensteinischen Interessen in den Ländern zu übernehmen, wo das Fürstentum keine Vertretung hat, während die Schweiz eine solche besitzt. Wir bitten sie daher, uns gütigst besuchen zu wollen, um den Text der Note zu vereinbaren, mit welcher die Schweiz die Übernahme der liechtensteinischen Interessen den interessierten Mächten mitteilen soll.

Es freut uns sehr, dem Nachbarland diesen neuen Beweis unserer althergebrachten Freundschaft geben zu dürfen und wir ergreifen gern den Anlass, um Sie, Herr Geschäftsträger, zu bitten, die Versicherung unserer vorzüglichsten Hochachtung zu genehmigen. (E 2001 (E) 1969/262/42).

121

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 octobre 1919[1]

3590. Blockade gegenüber Sowjetrussland

Politisches Departement (Auswärtiges).
Anträge vom 15., 17. und 20. Oktober

Der französische Ministerpräsident Clemenceau hat am 7. Oktober 1919[2] namens des obersten Rates der alliierten und assoziierten Mächte an die schweiz. Gesandtschaft in Paris eine Note gerichtet, worin auf die Notwendigkeit hingewiesen wird, jede Stärkung und Unterstützung des bolschewistischen Russlands, wie sie aus der Pflege von Handelsbeziehungen mit ihm resultieren müsste, zu vermeiden, und demgemäss die Schweiz eingeladen wird, Massnahmen zur Unterbindung dieser Beziehungen zu treffen und die strikte Befolgung dieser Politik zuzusichern.

Eine gleichartige Note ist auch den andern neutralen Staaten zugegangen. Laut Mitteilung der Gesandtschaft in Madrid wird Spanien diese Note günstig beantworten. Holland wird mit der Beantwortung zuwarten, bis es sich mit den übrigen neutralen Staaten in Verbindung gesetzt hat. Der niederländische Gesandte hat denn auch dem Chef des politischen Departements mitgeteilt, dass Schweden seiner Regierung ein gemeinschaftliches Vorgehen der neutralen Staaten in dieser Sache vorgeschlagen und dass die niederländische Regierung ausser an die Schweiz auch an Dänemark, Norwegen und Spanien die Anfrage gerichtet habe, ob sie an einem gemeinsamen Vorgehen der Neutralen teilnehmen wollen. Die schwedische Gesandtschaft hat kein solches Begehren an die Schweiz gerichtet.

Das politische Departement ist der Ansicht, die Stellung der verschiedenen neutralen Staaten gegenüber dem bolschewistischen Russland sei zu verschieden, als dass ein gemeinsames Vorgehen in dieser Angelegenheit tunlich wäre. Namentlich Schweden befinde sich in einer wesentlich andern Lage als die übrigen Neutralen, weshalb ihm ein gemeinsames Vorgehen der Neutralen besonders erwünscht erscheinen möge. Für die Schweiz bestehe ein Bedürfnis nach Anlehnung an andere Neutrale gegenwärtig deshalb nicht, weil tatsächlich schon jetzt keine Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Sovietrussland bestehen und keine Möglichkeit vorhanden sei, solche anzuknüpfen. Die Schweiz könne daher in Beantwortung der Note sich mit dem Hinweis auf den tatsächlichen Zustand, der den Begehren der Ententeregierung entspreche, begnügen und brauche nicht auf die grundsätzliche Frage der Teilnahme an der von der Entente gewünschten Politik einzutreten. Eine solche Verpflichtung zu übernehmen, würde für die Schweiz voraussichtlich Schwierigkeiten im Gefolge

---

1. *Etait absent: R. Haab.*
2. *Cf. n° 103.*

haben, die besser vermieden würden. Anderseits müsse auch der Anschein eines Paktierens mit dem bolschewistischen Russland vermieden werden. Das politische Departement stellt daher folgende *Anträge:*

Das politische Departement wird ermächtigt:

a. durch Vermittlung der schweizer.Gesandtschaft in Paris an den französischen Ministerpräsidenten folgende Note gelangen zu lassen:

«En réponse à la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 7 octobre, je suis chargé de vous informer que le Conseil fédéral a pris connaissance des propositions que le Conseil Suprême a bien voulu lui faire au sujet de l'attitude à observer à l'égard de la Russie bolcheviste. Le Conseil fédéral constate qu'il règne un parfait accord entre la manière de procéder suggérée et celle qu'il a adoptée. En effet, les suggestions exprimées dans la note du 7 octobre sont déjà mises en pratique en Suisse, sur tous les points qui concernent la Confédération. Pour que Votre Excellence soit à même de constater cet accord déjà réalisé, j'ai l'honneur de reprendre les différents points exposés dans la note du 7 octobre:

A. Refus des papiers de départ à tout navire, se rendant dans les ports russes entre les mains des bolchevistes, ou venant desdits ports. Ce point ne concerne pas la Suisse.

B. Etablissement d'une mesure similaire sur toutes les marchandises destinées à être envoyées par toute autre voie en Russie bolcheviste. Les chemins de fer suisses n'acceptent aucune marchandise à destination de la Russie bolcheviste, et les autorités fédérales refusent tout permis d'exportation pour ce pays.

C. Refus des passeports à toutes personnes allant en Russie bolcheviste ou en venant (sauf entente pour des cas spéciaux avec les Gouvernements alliés et associés). Aucun passeport pour la Russie bolcheviste n'est visé en Suisse.

D. Dispositions en vue d'empêcher les Banques de traiter des affaires avec la Russie bolcheviste. L'interdiction formelle d'entrée des roubles en Suisse et du commerce en roubles ont déjà mis un terme à toute possibilité d'affaires entre les Banques suisses et la Russie bolcheviste.[3]

E. Autant que possible, refus par chaque Gouvernement à ses propres nationaux de facilités de correspondance avec la Russie bolcheviste par la poste, le télégraphe ou la télégraphie sans fil. Les bureaux de postes et de télégraphes suisses refusent toute correspondance pour la Russie bolcheviste, et la télégraphie sans fil n'est pas accessible aux personnes privées. La Suisse n'est pas en mesure de contrôler, par l'examen des lettres, leur destination finale, car elle ne possède pas de censure.

Mon Gouvernement se plaît à croire que son attitude sera appréciée par Votre Excellence et que les explications que je viens d'avoir l'honneur de Vous donner seront considérées par les Gouvernements alliés comme correspondant pleinement et en tous points à leur manière de voir».[4]

b. dem niederländischen Gesandten, unter Bekanntgabe des Hauptinhaltes der schweizerischen Antwortnote, mitzuteilen, der Bundesrat halte es nicht für

---

3. *Cf. DDS 7/1, n^os^ 120, 140.*
4. *Cette note a été remise à Clemenceau le 27 octobre 1919, cf.* E 2200 Paris 1/1515.

vorteilhaft, in der vorliegenden Angelegenheit an einer gemeinschaftlichen Beantwortung der Note der Ententeregierungen durch die neutralen Staaten teilzunehmen, da die Lage der verschiedenen neutralen Staaten doch eine zu verschiedene sei. In der Beratung wird der Wunsch ausgesprochen, in Absatz 1 des Notenentwurfs den Eingang des zweiten Satzes zu fassen «Le Conseil fédéral constate qu'il règne un.....» (im Vorstehenden schon berücksichtigt) und den Schlussatz in dem Sinne abzuändern, dass darin lediglich noch einmal festgestellt wird, dass die in der Note vorgesehenen Massnahmen in der Schweiz schon bestehen. Ausserdem wird angeregt, der Presse, nach Übergabe der Antwortnote in Paris, ein «Mitgeteilt» über die Stellungnahme des Bundesrates zukommen zu lassen.

Demgemäss wird *beschlossen:*

1. Das politische Departement wird ermächtigt:

a. die vorgeschlagene Antwortnote, deren Text gemäss den in der Beratung gemachten Anregungen festzustellen ist, durch die Vermittlung der Gesandtschaft in Paris, dem französischen Ministerpräsidenten zukommen zu lassen;

b. den niederländischen Gesandten im Sinne des Antrages b von der Stellungnahme des Bundesrates zu benachrichtigen.

2. Das politische Departement wird beauftragt, der Presse nach Überreichung der Antwortnote in Paris ein «Mitgeteilt» über die Angelegenheit zukommen zu lassen.

122

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 octobre 1919[1]

Vorarlberg

Geheim — Antrag des politischen Departements vom 21. Oktober 1919

Das von Hunger bedrohte Vorarlberg ist wegen der Valutaverhältnisse genötigt, sich für die Versorgung mit Lebensmitteln an Württemberg zu wenden, wo es zu günstigern Bedingungen als in der Schweiz einkaufen kann und offenbar auch in politischer Beziehung grosses Entgegenkommen findet. Dadurch könnte ein Umschwung der Stimmung bezüglich des Anschlusses an die Schweiz hervorgerufen werden, der sehr zu bedauern wäre. Daher stellt das politische Departement den *Antrag,* der Bundesrat wolle es ermächtigen «der Vorarlberger Landesregierung, bezw. ihren Delegierten, vertraulich und mündlich, aber bestimmt, zu erklären, dass im Fall einer Unabhängigkeitserklärung die Schweiz das Vorarlberg weiter verproviantieren und auch politisch unterstützen werde». In der Beratung wird bemerkt, die Entente werde jedenfalls vorläufig eine Unabhän-

1. *Etait absent: R. Haab.*

gigkeitsbewegung im Vorarlberg oder gar dessen Anschluss an Deutschland nicht dulden. Anderseits aber wird anerkannt, dass der Moment gekommen sei, die Folgen, die der Anschluss Vorarlbergs für die Schweiz voraussichtlich zeitigen werde, eingehend zu prüfen und baldigst diese Untersuchung zum Abschluss zu bringen. Demgemäss wird *beschlossen:*

1. Von offiziellen oder offiziösen politischen Verhandlungen mit Vorarlberg über den Anschluss an die Schweiz wird zur Zeit abgesehen.

2. Die Studien über die voraussichtlichen Folgen des Anschlusses Vorarlbergs an die Schweiz (insbesondere betr. Übernahme der Verkehrsanstalten, Valutaregulierung und Übernahme der Staatsschulden, übrige wirtschaftliche Folgen) sind von den betreffenden Departementen fortzusetzen und durchzuführen und deren Resultate sodann einer Kommission zur weitern Prüfung zu unterbreiten.

123

E 2001 (B) 8/23

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP Bruxelles, 23 octobre 1919

Je m'excuse de n'avoir pu répondre sur l'heure aux demandes d'information contenues dans votre télégramme chiffré qui m'est parvenu le 20 octobre [1]. Mais il était indispensable que je m'entourasse auparavant de tous les éléments qui étaient à ma disposition et je n'y suis parvenu qu'aujourd'hui.

La correspondance parue dans *le Temps* du 10 octobre fait allusion à un bref incident qui s'est passé à la séance du 8 octobre de la Chambre des Représentants, incident si bref qu'il n'avait pas été relaté dans les journaux quotidiens, qu'il m'avait échappé et qu'ainsi j'ai négligé de vous en entretenir dans mon dernier rapport. A l'occasion d'un débat sur la revision de la Constitution, le député socialiste Destrée, auquel ses missions en Italie et en Russie durant la guerre ont conféré une certaine autorité dans les questions de politique extérieure, a demandé au Gouvernement de ne pas renoncer à ses prétentions au siège de la Société des Nations. Le ministre de l'Intérieur M. de Broqueville lui a répondu qu'il n'en avait pas l'intention. Il n'y a pas eu d'autre suite à cette affaire. Vous trouverez ci-inclus le compte-rendu sténographique du débat [2].

En faut-il conclure qu'il y a au Parlement belge un courant actif en faveur du transfert de Genève à Bruxelles du siège. Après m'être enquis de la chose dans divers milieux, je crois pouvoir affirmer que non. Toutes les préoccupations sont aux élections. Dans les couloirs, on ne s'entretient que de cela, on ne parle ni de la Société des Nations ni de Genève. Toutefois, l'ajournement de la décision d'adhésion de la Suisse prise par le Conseil national il y a un mois, a réveillé, il ne faut

1. *Cf. n° 114.*
2. *Non reproduit.*

pas se le dissimuler, certains espoirs ici. Les Chambres dans leur session de novembre offriraient-elles une forte résistance à l'entrée de la Suisse que ces espoirs s'affirmeraient ici et se traduiraient sans aucun doute par une énergique offensive auprès des grands alliés pour faire changer la décision première. Mais pour le moment, aucun symptôme de démarches nouvelles n'est parvenu à ma connaissance. Les Ambassadeurs de France et de Grande-Bretagne que j'ai discrètement sondés m'ont dit ne rien savoir d'un retour offensif du Gouvernement belge sur ce sujet. Celui de Grande-Bretagne s'est exprimé en termes très rassurants, me disant qu'il n'avait aucune raison de croire à une modification des dispositions de son gouvernemenn en faveur de Genève, du moment que la Suisse adhérerait à la Société des Nations. D'autre part, l'éventualité d'une prochaine réunion du Conseil de la Société, à Paris ou ailleurs, est complètement ignorée jusqu'à aujourd'hui dans les milieux officiels. Au Ministère des Affaires étrangères, on m'a déclaré n'avoir reçu aucune communication à ce sujet. Comme délégué belge au Conseil, aucun nom n'a été prononcé, aucun choix n'a été fait, m'a-t-on dit au même endroit.

Mais sur ce sujet, je viens de recueillir d'un journaliste qui touche de près au Gouvernement — il est en rapports d'amitié journaliers avec M. Vandervelde — une information, la seule de nature à mon avis, à nous mettre en garde pour ces prochaines semaines. Il se pourrait que ce fût M. de Broqueville qui se retire du Ministère le mois prochain, qui fût le délégué belge au Conseil de la Société, au même titre que MM. Léon Bourgeois et Tittoni pour la France et l'Italie. Vous n'ignorez pas quel rôle considérable M. de Broqueville a joué dans la politique belge au cours de ces dix dernières années, quelle est son autorité. Son départ est très regretté. Il serait fort plausible qu'on fît encore appel à sa grande expérience et au prestige dont il jouit, pour occuper ce poste très honorable. Et alors ... songeant à son attitude l'autre jour à la Chambre, si vraiment il est appelé à siéger au Conseil de la Société des Nations je ne puis m'empêcher de supposer que la Suisse et Genève trouveront en lui un adversaire non négligeable, qui s'efforcera de provoquer un transfert du siège. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Faut-il encore mentionner l'activité déployée par un pacifiste belge, M. Paul Otlet, secrétaire général de l'Union des Associations internationales et directeur de l'Institut de Bibliographie. M. Otlet, qui a passé une partie de la guerre à Lausanne, a repris ici dès son retour un projet de construction d'une *Cité Internationale* qu'il avait conçu avant la guerre et pour les plans de laquelle il avait obtenu le concours de deux architectes français MM. Andersen et Hébrard. Tout naturellement la possibilité du transfert du siège à Bruxelles lui est apparue comme une reprise inespérée de son projet de *Bruxelles « World Center »*. Il vient de donner une conférence à ce sujet. «Pour agir en toute impartialité, la Société des Nations doit disposer d'une cité où elle sera chez elle et non pas l'hôte d'un Etat particulier. Il lui faut l'exterritorialité complète et réelle, sans aucune fiction.» D'ailleurs, il est même des précédents chez les fondateurs d'Etats qui ont su créer leur capitale tout d'une pièce: Alexandre fondant Alexandrie, Philippe II édifiant Madrid, Washington donnant son nom au siège politique des Etats-Unis alors qu'existaient déjà New-York et Boston. Mais M. Otlet passe surtout pour un théoricien et un abstracteur.

Quoi qu'il en soit vous pouvez compter que je prêterai la plus grande attention

à tous les échos qui pourraient parvenir à Bruxelles d'une décision sur ce sujet au sein du Conseil de la Société. Peut-être le retour prochain de l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Brand Whitlock qui vient de passer deux mois en congé, nous apportera-t-il quelques précisions de Washington.

124

2001 (B) 1/25

L'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L 113.J-A. 43/5. Vertraulich Bern, 24. Oktober 1919

Wir beehren uns, Ihnen Ihr Schreiben vom 15. Oktober, VII Nr.[1] und dasjenige von Herrn Legationssekretär Egger vom 17. Oktober, P/Mr.[2] zu verdanken. Wir haben aus dem Briefe des Herrn Radek an den schweizerischen Genossen Moor gerne entnommen, dass es der Sovietregierung vollkommen ferne liegt, ausländische Bürger als solche zu verfolgen und dass unsere Kolonie im allgemeinen nur dann Schwierigkeiten zu befürchten habe, wenn sie sich der Spekulation oder der Contre-Revolution hingebe. Aus den Ausführungen des Herrn Radek entnehmen wir des weitern, dass die Sovietregierung bereit wäre, einen Vertreter der Schweiz zu empfangen, wenn wir unsererseits ihr das gleiche Recht zugestehen wollten. Es ist dies nicht das erste Mal, dass die Sovietregierung seit Abbruch unserer Beziehungen mit derartigen Vorschlägen an uns gelangt. Wir haben uns aber bis anhin diesen gegenüber immer ablehnend verhalten und es liegt keine Veranlassung vor, gerade jetzt, wo das Régime der Bolschewiki seinem Ende entgegenzugehen scheint, von unserer bisherigen Politik abzuweichen. Die wichtige Frage des Heimtransportes, die ja zwischen uns und der Sovietregierung im Prinzipe geregelt ist, dürfte dadurch kaum eine besondere Förderung erfahren. Für die Organisation des Transportes in Russland selbst werden sich in unserer dortigen Kolonie genügend tüchtige Leute finden. Was die Wahrung der übrigen Interessen unserer Kolonie anbetrifft, so versprechen wir uns auch hierin von der Entsendung eines besonderen Vertreters nicht allzu viel. Die persönliche Sicherheit scheint nach den Ausführungen Radeks im allgemeinen gegeben zu sein. Ob ein offizieller schweizerischer Vertreter für die Wahrung schweizerischen Eigentums erfolgreich wirken könnte, scheint sehr zweifelhaft, sagt doch Radek in seinem Briefe an Moor, dass die Blockade durch die Entente die Sovietregierung nötige, alle Reserven an Waren, Rohstoffen etc. in den Händen des Staates zu konzentrieren und dass auf die ausländischen kapitalistischen Elemente in Russland keine Rücksichten genommen werden könnten. Mit andern Worten, Privateigentum wird nicht geschont. Vorteile sind demnach

1. *Cf. n° 111.*
2. *Cf. n° 110, c'est la lettre de voiture du Ministre von Planta qui est datée du 17 octobre.*

von der Entsendung eines schweizerischen Vertreters nach Russland nicht viel zu erwarten, wohl aber könnte die Annahme eines russischen Vertreters in der Schweiz aussen- wie innenpolitisch grosse Schwierigkeiten bereiten.

In Würdigung dieser Erwägung möchten wir Sie bitten, nicht weiterhin auf den Vorschlag, den Herr Moor Ihnen übermittelte, einzutreten. Da für uns nicht ausgeschlossen ist, dass die Demarche Moor-Radek nur ein Glied eines grösseren planmässigen Vorgehens von Seiten der Sovietregierung oder sovietfreundlicher Elemente bildet – es hat sich nämlich neulich auch in Bern ein Schweizer präsentiert, der mit Radek in Verbindung steht und sich bereit erklärte, in unserem Auftrage nach Russland zu reisen; weiterhin ist von verschiedenen, scheinbar voneinander unabhängigen Seiten die Anregung gemacht worden, dass wir einen Vertreter nach Russland senden sollten –, so möchten wir, bis mehr Klarheit herrscht, eine direkt ablehnende Antwort vermeiden und entweder Herrn Moor keine oder dann nur eine dilatorische Antwort erteilen, etwa in dem Sinne, dass der Bundesrat zur Zeit im Hinblick auf die besonderen politischen Verhältnisse in Russland nicht in der Lage sei, sich zur Anregung Radeks definitif zu äussern.

125

E 21, Archiv-Nr. 12039

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L 3318/6/2. P/D. Dringend — Berlin, 25. Oktober 1919

Vor einigen Tagen hat sich ein Herr Strauss, Geheimer Regierungsrat bei der Preussischen Staatsregierung, bei mir eingefunden, um mir im Namen des «Staatskommissars für die Überwachung der öffentlichen Ordnung» die Frage vorzulegen, ob die Schweiz bereit wäre, einen direkten Verkehr zwischen dem genannten Staatskommissar und den schweizerischen Polizeidienststellen zu ermöglichen zum Zwecke der Überwachung und Bekämpfung der bolschewistischen Bewegung. Herr Strauss teilte mir unter anderem mit, dass die derzeitige Regierung ganz mit dem bisherigen System der Ausübung geheimer polizeilicher Funktionen in fremden Ländern brechen und an dessen Stelle den direkten Verkehr der hiesigen Amtsstellen mit den entsprechenden Behörden in den anderen Ländern treten lassen würde. Er hob hervor, dass dieser Verkehr seiner ganzen Natur nach nicht auf dem umständlichen Wege der diplomatischen Beziehungen geführt werden könne. Weiter sprach er die Ansicht aus, dass alle Länder Europas ein gemeinsames Interesse daran haben, den Kampf gegen die Ausbreitung des Bolschewismus mit vereinten Kräften zu führen. In diesem Sinne hat der Staatskommissar bereits Abmachungen getroffen mit den Polizeistellen in sämtlichen Nordstaaten und neuestens auch mit den italienischen Behörden. Er wünscht zu wissen, ob die Schweiz geneigt sei, auf ein ähnliches Abkommen einzutreten.

Ich habe Herrn Strauss ersucht, mir sein Anliegen schriftlich vorzulegen und in dieser Eingabe die Richtlinien auseinander zu setzen, nach welchen sich dieser Verkehr gestalten sollte.

Diese Eingabe[1] ist soeben eingetroffen, und ich beeile mich, Ihnen Abschrift derselben in doppelter Ausfertigung zugehen zu lassen mit der Bitte, mir baldmöglichst mitteilen zu wollen, ob Sie geneigt sind, auf die Anregung einzugehen und, wenn ja, welche Antwort ich dem Staatskommissar erteilen soll.

Herr Geheimrat Strauss hat mich gebeten, Sie auf die Dringlichkeit des Vorschlages hinzuweisen, welcher durch die Tatsache bedingt sei, dass offenbar in neuester Zeit eine starke Bewegung der Bolschewisten im Gange sei.

Ich lege ferner bei das Verzeichnis[2] der in der hiesigen Kartothek des Staatskommissars geführten Schweizer Kommunisten und bitte Sie, dasselbe der zuständigen schweizerischen Polizeistelle bekanntgeben zu wollen.[3]

ANNEXE

Le Commissaire d'Etat à la Surveillance de l'Ordre public, von Berger, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie Berlin, 23. Oktober 1919

Unter Bezugnahme auf die am 22. ds. Mts. mit meinen Kommissaren stattgehabte Besprechung beehre ich mich, in Nachstehendem wunschgemäss die Richtlinien zu bezeichnen, auf Grund deren ein Verkehr zwischen mir und den Schweizer Polizei-Dienststellen, welche sich hauptsächlich mit der Bekämpfung des Bolschewismus befassen, in Aussicht genommen ist:

1. Die in Betracht kommende schweizerische Behörde und der Staatskommissar für die Überwachung der öffentlichen Ordnung (kurz Staatskommissar genannt), verpflichten sich, nur im eigenen Lande Ermittlungen durchzuführen. Sollte in Ausnahmefällen die Entsendung eines Beamten in das andere Land notwendig sein, so geschieht dieses nur mit Kenntnis und im Einverständnis mit der zuständigen Behörde des anderen Landes.

2. Sowohl die in Betracht kommende schweizerische Behörde wie der Staatskommissar erklären sich bereit, das ihnen bekannt werdende Adressenmaterial der Bolschewisten etc., soweit es für das andere Land von Interesse sein könnte, gegenseitig zur Kenntnis zu bringen.

3. Die in Betracht kommende schweizerische Behörde und der Staatskommissar behalten sich vor, gegenseitig Anregungen zu exekutiven Handlungen zu geben. Diesen Anregungen soll, soweit irgend möglich, auf kurzem Wege entsprochen werden.

4. Zur Durchführung des Verkehrs mit dem Staatskommissar wird die in Betracht kommende schweizerische Behörde demnächst einen besonderen Beamten nach Berlin entsenden, der als Verbindungsmann zwischen der zuständigen schweizerischen Behörde und dem Staatskommissar dient.

5. Der Staatskommissar behält sich seinerseits vor, einen Beamten des Staatskommissariats zu der zuständigen schweizerischen Behörde mit deren Einverständnis zu entsenden, um die Verbindung mit dieser Behörde aufzunehmen und aufrecht zu erhalten.

6. Der Staatskommissar wird wöchentlich einen Bericht über den Stand der bolschewistischen Bewegung im Deutschen Reiche ausgeben und erbittet seinerseits einen gleichen Bericht über die Lage in der Schweiz.

---

1. *Reproduite en annexe.*
2. *Non reproduite.*
3. *Pour la réponse du Département politique, cf. n° 140.*

7. Der Verkehr zwischen der zuständigen schweizerischen Behörde und dem Staatskommissar erfolgt auf direktem Wege, d. h. ohne Einschaltung der auswärtigen Ministerien der beiden Staaten. Die auswärtigen Ministerien der beiden Staaten sollen jedoch über wichtigere Angelegenheiten des Verkehrs der zuständigen beiderseitigen Behörden informiert werden. Soweit nicht die Kuriere der auswärtigen Ministerien der beiden Staaten zur Verfügung stehen, wird ein besonderer Kurierdienst zur Verbindung der in Betracht kommenden schweizerischen Behörde mit dem Staatskommissar eingerichtet.

In der Anlage gestatte ich mir, zugleich ein Verzeichnis der in der hiesigen Kartothek geführten Schweizer Kommunisten mit dem Anheimstellen der gefl. Weiterleitung an die zuständige schweizerische Behörde beizufügen.

126

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 19. TS Wien, 25. Oktober 1919

Nachdem der neue Staatssekretär für Finanzen Dr. Reisch sein Finanzexposé, das ich Ihnen in der Wiedergabe der Neuen Freien Presse zusandte, der Nationalversammlung vorgetragen hatte, hielt ich es für angezeigt, dem Staatskanzler und Vorsteher des Staatsamtes für Äusseres, Dr. Renner, die Gravamina der Schweiz in verschiedenen wirtschaftlichen Fragen in Erinnerung zu rufen und bei ihm auf Abhilfe zu dringen.

Ich hatte nun heute morgen eine längere Unterredung mit Renner, wobei ich ihm Memoranden über folgende Angelegenheiten übergab:

1. Steuerfluchtgesetz.
2. Vermögensabgabe und sichernde Massnahmen.
3. Guthaben in ungestempelten Noten.
4. In der Schweiz erliegende ungestempelte Noten und Schuldverschreibungen der Monarchie.
5. Kriegsschäden.[1]

Im allgemeinen verwies Dr. Renner natürlich zunächst auf die beinahe unüberwindlichen finanziellen Schwierigkeiten, in denen sich das Land befinde und die absolute Notwendigkeit, soviel Geld einzutreiben als nur möglich. Eine Hauptschuld daran, dass auch die Neutralen in Mitleidenschaft gezogen sind, gibt er dem Frieden von St. Germain; er anerkennt aber, dass in Sachen der Sperren und ähnlicher Massregeln vielleicht des Guten zuviel geschehen sei; wie der Staatssekretär der Finanzen angedeutet habe, werde aber demnächst mit dem

1. *En raison de leur extrême technicité et du nombre élevé de documents qu'il aurait fallu publier pour en permettre la compréhension, il n'a pas été possible de documenter dans le présent volume les différends relatifs aux questions fiscales ou touchant au droit de propriété qui opposaient la Suisse à ses voisins, en particulier à l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, autant que l'importance des intérêts en jeu l'aurait requis. Pour un aperçu de ces questions, cf.* Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion en 1919, *pp. 43—48; voir aussi n° 251.*

Abbau dieser Massregeln, welche eine Neubelebung des Geschäftslebens hemmen, begonnen werden. Sie haben andererseits lesen können, dass Dr. Reisch eine subjektive und eine objektive Vermögensabgabe in Aussicht genommen hat; die eine belastet den einzelnen Steuerpflichtigen, die andere das Steuerobjekt wie z. B. Immobilien, Aktien etc. Wie ich Ihnen nun schon telegraphisch mitteilte[2], sagte mir Renner, aber *vertraulich,* dass die Befreiung der Ausländer von der Zahlung der subjektiven Vermögensabgabe beabsichtigt sei. Ich betrachte dies als ein ganz erhebliches Ergebnis unserer Proteste; ich sage absichtlich «unserer», denn in allen diesen finanziellen und wirtschaftlichen Diskussionen und Reklamationen ist die Schweiz stets als Vorkämpfer in erster Linie gestanden; dies ist übrigens auch ganz natürlich, nachdem die Schweiz wohl der interessierteste unter den Neutralen ist. Bei der Frage der Guthabensperre machte ich den Staatskanzler auch speziell auf die Ungerechtigkeit aufmerksam, welche darin bestehe, jemanden zu verhindern, über sein Guthaben zu verfügen, zu einer Zeit, wo die Krone vielleicht noch 25 oder 30% wert war und es dann erst freizugeben, wenn die Krone nur mehr 5% gelte; es könne da die Frage entstehen, ob der Staat nicht schadenersatzpflichtig gemacht werden könnte. In Beziehung auf das Steuerfluchtgesetz insistierte ich auf die Ungerechtigkeit und Vertragswidrigkeit einer Massregel, welche im Hinblick auf eine noch nicht bestehende Steuer einen Schweizer verpflichte, bei seinem Wegzuge aus dem Lande einen Teil seines Vermögens zurückzulassen. Der Staatskanzler gab die Härte der Massregel zu und suchte sie, inbezug auf Billigkeit, nicht zu verteidigen; er meinte aber, wenn schweizerische Vermögen in Österreich zurückgehalten würden, so seien dafür soviele österreichische Vermögen in die Schweiz geflüchtet, dass diese als ganzes kaum der verlierende Teil sein könne; er wäre gerne bereit, auf Unterhandlungen wegen einer günstigeren Behandlung unserer Landsleute in fiskalischer Beziehung einzutreten, wenn die Schweiz geneigt wäre, ihm ihre Beihilfe zu gewähren, bei der Erfassung der zu uns, meist auf Schleichwegen, umgezogenen österreichischen Steuerzahler und Vermögen. Ich entgegnete, dass wir in der Tat an manchen dieser Steuerzahler gar keine Freude hätten und sie mit dem grössten Vergnügen ihrem Vaterlande zurückerstatten würden, dass aber vielfach die rechtlichen Grundlagen zu solchen Massregeln fehlen würden; was aber die Vermögen dieser Leute betreffe, so wäre es, wenn wir auch wollten, sehr schwer, dieselben zu ergreifen, da bei uns das Bankgeheimnis ein streng gehandhabtes Prinzip sei.

Im übrigen machte ich den Staatskanzler noch darauf aufmerksam, dass es eigentümlich berühren müsse, wenn allen unsern Reklamationen gegenüber so wenig Entgegenkommen gezeigt werde, indessen alle paar Tage die Schweiz um ihre finanzielle Hilfe in dieser oder jener Form angegangen werde. Ich erwähnte dabei die Frage unserer Beteiligung an der Gründung einer Notenbank, ein Projekt über ein Valutaanleihen gegen Einsetzung der Staatsmonopole (worüber ich Ihnen separat berichten werde) und die bei mir gemachten Schritte wegen Belehnung der Kunstschätze mit 50 Millionen Franken.

Dr. Renner versprach mir, dafür sorgen zu wollen, dass uns endlich einmal auf

2. *Cf.* E 2200 Wien 10/3.

unsere verschiedenen Reklamationen geantwortet werde und stellte auch eine neuerliche wohlwollende Prüfung derselben in Aussicht.

Was die Kriegsschäden im eigentlichen Sinne anbetrifft, so interpretiert der Staatskanzler den Vertrag von St. Germain in dem Sinne, dass alle eigentlichen Kriegsschäden z. B. Zerstörung eines Hauses durch Geschützfeuer, zunächst bei demjenigen Staate geltend zu machen sind, auf dessen Boden z. B. das beschädigte Objekt liegt, und dieser Staat wird dann den Schaden in die Rechnung gegen Österreich einstellen. Unsere Landsleute also, die in den italienisch gewordenen Gebieten Kriegsschäden erlitten hätten, müssten sich an die italienische Regierung um Ersatz wenden. Anders verhält es sich mit den Forderungen, welche auf Requisitionen und ähnliche Kriegsleistungen oder auf Plünderungen und ähnliche widerrechtliche Taten beruhen. Diese seien bis jetzt dem liquidierenden ehemaligen K. und K. Kriegsministerium, bezw. der bei demselben amtierenden Liquidationskommission, unterbreitet worden. Diese Kommission bestehe nun aus je einem Vertreter der verschiedenen Successionsstaaten (Österreich habe auch nur einen), und da geschehe es immer wieder, dass die übrigen Successionsstaaten einen Block für ihre eigenen Reklamationen bilden und diese in erster Linie, dann die österreichischen und die neutralen erst recht in letzter Linie berücksichtigt werden. Nach dem Frieden von St. Germain wisse man nun, dass in Zukunft Österreich allein für diese Schulden werde aufkommen müssen, und da werde es auch für die hiesige Regierung möglich werden, wohlbegründete Begehren neutraler Geschädigter zur Geltung zu bringen. An eine volle Auszahlung sei indessen nicht von vorneherein zu denken, aber Anzahlungen wenigstens dürften dann bald erhältlich sein.

Was das Zuckerabkommen anbetrifft, scheint der Staatskanzler auch auf dem Standpunkte zu stehen, dass die österreichische Republik nicht dafür aufzukommen habe. Da ich noch nähere Instruktionen über den von mir einzunehmenden Standpunkt erwarte, glaubte ich, auf diesen speziellen Punkt nicht stärker insistieren zu sollen als dass ich ihn in der Zahl unserer wirtschaftlichen Beschwerden namhaft machte.

Ich war auf dem Punkte, mich zu verabschieden, als Dr. Renner bemerkte: «Und jetzt noch Vorarlberg. Ich begreife ganz wohl, dass in einem demokratischen Staate mit Rede- und Pressefreiheit das Anschlussanerbieten eines Nachbarlandes nicht mit Stillschweigen übergangen werden kann; ich muss aber doch bemerken, dass ich nicht dulden kann und nicht dulden werde, dass die Vorarlberger in der Schweiz oder anderswo für die Lostrennung Vorarlbergs agitieren, noch, dass Ausländer im Vorarlberg sich im gleichen Sinne betätigen. Eine solche Tätigkeit müsste geradezu als Landesverrat angesehen werden, und wenn ich sie als Staatskanzler zulassen sollte, würde ich mich des gleichen Verbrechens schuldig machen. Seit der Friede von St. Germain geschlossen ist, stehen die Grenzen der Republik Österreich fest und ist nicht mehr daran zu rütteln. *Eine* Konzession will ich machen, dass nämlich die Vorarlberger, wenn sie dann noch gleichen Sinnes sind, ihre Trennungsbestrebungen beim Völkerbunde anhängig machen dürfen und zwar durch unsere Vermittlung, wobei wir uns vorbehalten müssen, unsere Gegenargumente geltend zu machen; aber weiter können wir nicht gehen, und ich betrachte dies schon als eine grosse Konzession. Glauben Sie, Frankreich z. B. würde gestatten, dass etwa Strassburg beim Völkerbunde

ein Begehren nach Anschluss an Deutschland vorbringe? Ich anerkenne gerne das absolute korrekte Verhalten der Eidgenossenschaft, der Bundesregierung als solcher, aber ich glaube doch, vorgehende Bemerkungen mir erlauben zu dürfen.»

Dieser ziemlich scharfe, von mir in keiner Weise provozierte Ausfall des Staatskanzlers ist wohl durch die in jüngster Zeit in verschiedenen Schweizerblättern (z. B. Bund und Neue Zürcher Zeitung) erschienenen, ein energisches Vorgehen verlangenden Artikel provoziert worden. Ich erwiderte, ich sei weder beauftragt noch ermächtigt, die Vorarlberger Frage mit der hiesigen Regierung zu besprechen, meine Bemerkungen dürften daher nur als rein persönliche Ansichten betrachtet werden. Ich möchte mich auf die Frage überhaupt nicht einlassen, sondern nur die Vermutung aussprechen, dass schweizerischerseits möchte erwartet worden sein, es würde den Vorarlbergern in St. Germain Gelegenheit gegeben werden, ihre Wünsche beim Obersten Rat anzubringen. Dann seien Stimmen laut geworden, das Verhalten Österreichs Vorarlberg gegenüber stimme nicht zu dem von ihm nach anderer Richtung hin geltend gemachten Selbstbestimmungsrecht der Völker. Endlich sei in jüngster Zeit wieder mehr, wenn auch nicht von autoritativer Seite, vom Anschlusse Österreichs an Deutschland die Rede gewesen, und da sei doch nicht einzusehen, warum Deutschland ein besseres Recht, sich das Vorarlberg einzuverleiben, haben sollte, als dass die Schweiz dasselbe in ihren Bund aufnähme. Das seien nur so einige Gesichtspunkte die von seiten unserer Anschlussfreunde geltend gemacht werden könnten.

Am unangenehmsten war Renner durch meine Anspielung auf die Vorgänge in St. Germain berührt. «Die Vorarlberger hatten einen Vertreter in St. Germain», sagte er, «aber ich allein war berufen und berechtigt, Mitteilungen an den Obersten Rat (und zwar nur schriftlich) gelangen zu lassen, und Mitteilungen des Vorarlberger Landeshauptmannes wären vom Rat gar nicht entgegengenommen worden; die Vorarlberger Frage ist übrigens, und zwar auch auf Betreiben von schweizerischer Seite, behandelt worden; sie ist aber in ganz bestimmter Weise im Sinne des Verbleibens bei Österreich entschieden worden; alle Staaten waren dafür, mit Ausnahme Frankreichs, welches an eine Angliederung an die Schweiz dachte. Das Selbstbestimmungsrecht der Völker», fuhr Renner fort, «hat nicht den Sinn, dass sich irgend ein Teil eines Volkes von seinem Stamme ohne weiteres trennen dürfe, wenn es ihm beliebe; das Recht sei nur für diejenigen Volksteile proklamiert worden, welche, von ihrem Nationalstamme losgetrennt, mehr oder weniger unter einer fremden Herrschaft stehen wie z.B. bis vor kurzem die Italiener des Trentin und jetzt die Deutsch-Böhmen (das war der Sinn der Rede; die Deutsch-Böhmen wurden nicht ausdrücklich genannt).» Auf die neuesten Bestrebungen für den Anschluss Österreichs an Deutschland liess sich der Staatskanzler nicht ein und, da ich keinen Wunsch haben konnte, das Vorarlbergerthema weiter auszuspinnen, insistierte ich auch nicht meinerseits.

Ausser den oben behandelten Fragen berührte der Staatskanzler noch die der Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung; er schreibt das Verdienst am bisherigen relativ ruhigen Gang der Ereignisse natürlich einzig und allein den Sozialisten zu; in seine Partei hätten die Proletarier Vertrauen und darum hätten sie sich trotz all ihrer Leiden bisher ruhig verhalten etc. Man merkt dem Vorsteher des

Staatsamtes für Äusseres noch öfters an, dass ihm die Phrasen des Volksredners bis jetzt geläufiger waren als diplomatische Konversationen, doch merkt er bald, wenn Tiraden, die für die Tribüne geschaffen sind, nicht «ziehen» und ist dann ein ganz gewandter Konversationsmensch. Sein äusseres Auftreten ist ganz bürgerlich.

127

E 8170 (D) 7/5/30

La Division des Affaires étrangères du Département politique[1] *au Directeur du Service des Eaux du du Département de l'Intérieur, P. Mutzner*

L BH. 109 Liberté du transit — Berne, 27 octobre 1919

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli:

1. le procès-verbal, rédigé très hâtivement, de la conférence du 25 octobre;
2. le texte de la déclaration que la Délégation suisse fera à l'ouverture de ses débats avec la Commission des Ports.[2]

ANNEXE

CONFÉRENCE DU TRANSIT TENUE LE 25 OCTOBRE 1919, À 9 HEURES DU MATIN, SOUS LA PRÉSIDENCE DE MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL CALONDER

Sont présents:

Délégués de la Suisse à la Conférence du transit:
- M. *Ador*, Président de la Confédération,
- M. le Conseiller fédéral *Calonder*,
- M. le Conseiller fédéral *Haab*,
- M. *Dunant*, Ministre de Suisse à Paris,
- M. *Niquille*, Directeur Général des C.F.F.,
- M. *Vallotton*, avocat à Lausanne,
- M. *Toggenburger*, Chef du Service du Contentieux des C.F.F.,
- M. *Miescher*, Conseiller d'Etat du Canton de Bâle,
- M. *Paravicini*, Chef de la Division des Affaires Etrangères,
- M. le Ministre *Lardy*,
- M. le Professeur *Huber*,
- M. Lucien *Cramer*, Conseiller de Légation,
- M. le Dr. *Mutzner*, Chef du Service des Eaux du Départ. de l'Intérieur,
- M. le Dr. *Trümpy*, Adjoint au Service des Eaux du Départ. de l'Intérieur,
- M. *Forrer*, de l'Office des Transports extérieurs.

1. *Cette lettre est signée:* p. o. Lucien Cramer.
2. *Remarque manuscrite en bas de la page:* Meine Äusserungen sind im Protokoll nicht richtig wiedergegeben. M*[utzner]*.

M. le Conseiller fédéral *Calonder* ouvre la discussion en rappelant dans quelles conditions la Suisse a déjà été amenée à faire connaître sa manière de voir en ce qui concerne la liberté du transit. L'intérêt de la Suisse à obtenir un règlement à la fois rationnel et libéral de la question, a été condensé dans les notes remises, au mois de mai dernier, à la Conférence de la Paix.[3] Il a déjà été tenu compte d'une partie des désirs formulés par notre pays et le Gouvernement français a invité, le 31 août dernier[4], la Suisse à se faire représenter à nouveau devant la Commission des Ports et Voies de communications de la Conférence de la Paix, qui poursuit l'étude de la question du transit. Le Conseil fédéral a désigné ses Délégués et, plus tôt que l'on ne s'y attendait, les délibérations doivent commencer le 29 octobre prochain. *M. Calonder* donne la parole à *M. Vallotton* pour exposer ses vues.

M. Vallotton résume une lettre du Général Mance, membre de la Commission des Ports, qui lui fournit personnellement quelques indications sur le but de la conférence convoquée pour le 29 octobre, et sur les travaux préparatoires que la Commission a accomplis. D'après ces renseignements, la conférence convoquée n'aura pas à s'en tenir seulement à un travail d'organisation, mais sera sans doute appelée à délibérer sur un projet de convention élaboré dans le sens du Traité de Paix. Il semble donc nécessaire que les Délégués de la Suisse soient exactement orientés sur l'attitude que la Confédération adopte à l'égard du Traité de Versailles, afin de ne pas renouveler les erreurs commises en 1815, étant bien entendu que les Délégués ne prendront des décisions qu'ad audiendum et referendum. Il semble toutefois nécessaire qu'ils puissent se prononcer en faveur de certaines des dispositions qui leur seront proposées et qu'ils soient autorisés à formuler les réserves qu'appellent certains principes figurant dans le Traité de Paix. Par exemple, il est indispensable que la Suisse réserve, dès maintenant, sa liberté en ce qui concerne les obligations que pourraient lui imposer les dispositions du Traité du 28 juin 1919, relatives à la création de la voie navigable Rhin-Danube. Il est indispensable également d'élucider quelle est l'étendue des droits suisses sur le Rhin et quelle est, au sentiment du Conseil fédéral, la situation respective des Etats riverains, en amont et en aval d'un fleuve international.

M. le Conseiller fédéral *Calonder* comprend fort bien les réserves que formule M. Vallotton; il lui paraît nécessaire de formuler non seulement des réserves spéciales sur les points cités, mais il estime qu'il est nécessaire que les Délégués de la Suisse formulent une réserve générale dès le début des délibérations, de façon à poser clairement que la Suisse se fait représenter à Paris sans entendre se lier et désire simplement prendre contact, exprimer sa reconnaissance pour les avantages qui ont déjà été concédés et s'orienter sur les intentions des autres Etats. Il s'agit d'ailleurs simplement d'une conférence technique et les Délégués de la Suisse n'auront pas à négocier.

M. Ador rappelle que le Conseil fédéral n'a pas pris position à l'égard du Traité de Paix, de sorte que la plus grande prudence est recommandée aux Délégués de la Conférence du transit. Aussi bien le règlement du transit appartient-il à la Société des Nations en vertu de l'article 23 du Pacte[5], et la Commission des Ports ne fait, pour le moment, qu'un travail consultatif. Dans sa convocation, le Gouvernement français a insisté sur le fait que la Commission n'aurait qu'à formuler des préavis.[6] Les Délégués de la Suisse auront à s'en tenir aux grands principes généraux qui ont déjà été

---

3. *Cf. DDS 7/1, n^os 269, 401.*

4. *Non reproduite, cf.* E 2001 (B) 8/18.

5. *L'article 23^e dit:* Sous la réserve, et en conformité des dispositions des conventions internationales actuellement existantes ou qui seront ultérieurement conclues, les Membres de la Société: *[...]*

e) prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre de 1914–1918 devront être prises en considération;
(SdN JO, 1920, vol. 1, *p. 10*).

6. *La note française du 31 août délimite les tâches de cette Commission: [...]* ils *[les Délégués]* y discuteront la façon dont la Société des Nations devra entreprendre de décharger la Commission du Régime des Ports, Voies d'eau et Voies ferrées des responsabilités qui lui incombent présen-

formulés: l'internationalisation des voies de communications et, par conséquent, des fleuves, de façon à assurer le libre accès à la mer. La Suisse, Etat riverain du Rhin, doit maintenir le principe du libre accès à la mer sans entrer dans les détails d'exécution.

M. le Conseiller fédéral *Calonder* désire que les Délégués remettent, dès l'ouverture des négociations, une déclaration précisant qu'il s'agit d'un échange de vues de portée technique, mais que la Suisse n'entend, pour le moment, se lier d'aucune manière.[7]

M. Huber exprime l'opinion que les dispositions que le Traité de Paix applique, en matière de transit, aux pays vaincus, devraient être étendues à tous les pays sur la base de la réciprocité.

M. Ador se montre moins catégorique que M. Calonder sur la portée des discussions. Il semble désirable que les Délégués suisses puissent prendre part à la discussion sous réserve d'en référer au Conseil fédéral.

M. Haab se prononce dans le même sens que M. Ador.

M. Calonder précise qu'on préparera, avant le départ des Délégués, une déclaration qui leur laisse la liberté d'action.

M. Dunant se prononce également dans le sens de l'attitude prudente des Délégués. Il rappelle que le Traité de Paix ne sera officiellement communiqué à la Suisse qu'après sa ratification et que c'est de ce moment-là seulement qu'elle sera réputée le connaître.

M. Niquille précise que les Délégués de la Suisse partent sans mandat de négociation, uniquement ad audiendum et referendum, sans pouvoir négocier. Ils auront une besogne suffisante à apprendre ce qui s'est passé en leur absence et à prendre connaissance du projet élaboré par la Commission et des procès-verbaux de discussion.

En ce qui concerne le transit ferroviaire, M. Niquille est d'avis qu'il convient de poser les principes les plus libéraux en matière de transit, mais de s'opposer à l'intervention non indispensable d'Etats étrangers dans l'administration interne. Des dispositions semblables ne pourraient être interprétées qu'au préjudice de petits pays.

M. Vallotton est entièrement d'accord avec l'opportunité de faire des réserves; il estime toutefois qu'il est désirable de ne pas se montrer trop négatif, car l'article 23 du Pacte de la Société des Nations est un succès pour les négociateurs suisses et la Suisse a intérêt à arriver le plus rapidement possible à la conclusion d'une convention générale avant d'aborder, à la Commission centrale du Rhin, le problème de la modification de la Convention de Mannheim. La Suisse n'a donc pas intérêt à adopter une attitude dilatoire.

M. Calonder déclare que le Conseil fédéral est entièrement d'accord avec cette manière de voir. La Suisse est prête à négocier; elle n'entend le faire, cependant, que lorsqu'elle aura été renseignée sur les propositions formulées. Il invite les Délégués, ce point réglé, à poser les questions de détail qui leur paraissent devoir être éclaircies.

M. Vallotton remarque qu'il serait nécessaire pour les Délégués de connaître quelles sont les solutions techniques qui pourraient sauvegarder le mieux l'avenir politique de la Suisse.

1. Il pourrait y avoir intérêt, en effet, à résoudre par une convention générale toutes les difficultés pendantes en ce qui concerne le Doubs, le Rhône et le Rhin.

2. La question se pose de connaître l'attitude de la Suisse à l'égard de l'article 358 du Traité de Paix. En deux mots, est-il désirable que les Délégués s'en tiennent au principe de l'indépendance absolue de chaque Etat ou doivent-ils préconiser plutôt le principe de l'interdépendance des Etats entre eux?

---

tement en ce qui concerne les clauses des Traités de Paix, aussi bien que les méthodes par lesquelles les membres de la Société des Nations pourront, à l'avenir, exécuter l'article 23e du Pacte de la Société des Nations. *[...]*

Il est entendu que le travail d'un tel Comité, composé des représentants énumérés ci-dessus, consisterait exclusivement à faire des suggestions sur la meilleure manière de procéder pour faire face aux obligations confiées à la Société des Nations par les Traités de Paix. L'impression qui en résulte est que des suggestions émanant d'une Commission agissant avec tant d'expérience et d'autorité sont de grande valeur.

(E 2001 (B) 8/18).

7. *Cf. annexe 2.*

M. le Conseiller fédéral *Calonder* adhère pleinement au principe de transit ferroviaire exposé par M. Niquille. En ce qui concerne la question posée par M. Vallotton, il estime que la Suisse a toujours tendu, jusqu'à présent, au principe de la solidarité internationale en matière de transit, qui, s'il prévaut, assure à la Suisse le libre accès à la mer. La Suisse est au bénéfice des stipulations de 1815 et elle peut prétendre que son droit à la navigation fluviale doit primer les intérêts locaux à l'utilisation de la force hydraulique.

M. Calonder précise que le principe de la solidarité n'est applicable qu'aux fleuves internationaux. Le problème ne se pose, pour la Suisse, que sur le Rhin jusqu'à Bâle et nous gardons notre entière liberté d'action sur le secteur compris entre Constance et Bâle, indépendamment des stipulations de l'article 358.

M. Ador partage cet avis et estime que la Suisse ne peut se prononcer sur l'article 358 que lorsqu'elle saura comment la France use des avantages qu'il lui concède.

M. Vallotton remarque qu'indépendamment de la question de droit, la Suisse aura à s'adapter à la situation économique future. Il ne peut y avoir de doute sur les droits existants, mais la question de l'article 358 se posera d'emblée et la Suisse sera forcément obligée de tenir compte de l'intérêt des Etats d'aval à utiliser la force hydraulique du Rhin. La Suisse pourra faire valoir, à ce moment-là, la part qui lui revient dans l'aménagement du fleuve par les dépenses qu'elle fait pour ses forêts et son régime hydrographique. En outre, il lui sera peut-être possible d'obtenir des avantages sur le Rhin moyennant des concessions dans la question du Rhône. Il est bien entendu que les négociateurs ne pourront pas aborder ce problème officiellement, mais il serait bon qu'ils fussent orientés sur les intentions du Conseil fédéral, afin de pouvoir préparer l'avenir dans des conversations particulières.

M. Niquille estime qu'en matière de transit ferroviaire, il faut prendre garde de ne pas demander à d'autres Etats des concessions que nous ne pourrions pas leur accorder à titre de réciprocité.

M. Calonder estime qu'en matière de transit ferroviaire, la seule diminution d'indépendance qui nous serait demandée serait de nous obliger à transporter les marchandises en transit qui arriveraient à notre frontière, sous réserve de réciprocité.

M. Vallotton revient à la question de l'article 358 du Traité de Paix, qui lui paraît constituer une injustice non seulement à l'égard des vaincus, mais à l'égard des Etats d'aval et d'amont. Les Pays-Bas font opposition aux clauses du Traité de Paix qui leur portent ombrage. La Suisse s'est vu opposer par la France elle-même, les droits de l'Etat d'amont. La Suisse pourrait avoir intérêt à se placer sur le même terrain pour défendre les droits de la libre navigation à la mer.

M. Ador comprend très bien les idées de M. Vallotton et estime pourtant qu'il n'est pas opportun d'aborder, pour le moment, la discussion du Traité de Paix, qui, en somme, existe. Il faut prendre garde de ne pas mêler des Etats étrangers à la question du Rhône, qui est une question purement franco-suisse. Il est possible que la Suisse ait intérêt, plus tard, à demander l'abandon du projet Koechlin moyennant des avantages sur le Rhône; il serait indispensable que les Délégués à la Conférence du transit ne fissent toutefois allusion à cette possibilité que tout à fait officieusement.

M. Calonder estime que les Délégués peuvent tabler sur des principes qui s'écartent du Traité de Paix. Les inconvénients qui en résultent ne sont pas nouveaux pour nous. Avant la guerre, l'Allemagne avait déjà cherché à accaparer le Rhin au bénéfice de l'industrie. M. Calonder ne voit pas d'objection à ce que les Délégués s'en tiennent à des principes opposés à ceux convenus dans l'article 358, qui constituent pour l'avenir de la navigation une sérieuse menace.

M. Mutzner fait ressortir les avantages pour la Suisse, de la navigation sur le lit naturel du Rhin.

M. Calonder ne voit pas d'inconvénient à ce que les Délégués s'unissent aux Néerlandais pour faire prévaloir avec eux le principe que la navigation prime l'exploitation électrique. Le droit à la navigation c'est le droit de naviguer sur le cours naturel du fleuve.

M. Vallotton estime que les avantages que l'article 358 concède à la Suisse sont si importants qu'il paraît nécessaire qu'ils fassent l'objet d'une étude spéciale. Même si la Suisse ne revendique pas les droits qu'ils lui donnent contre l'Allemagne, ces avantages domineront le débat.

M. Calonder précise que l'article 358 ne pourrait être invoqué que dans le cas où l'Allemagne persisterait dans l'attitude d'opposition systématique qu'elle avait adoptée avant la guerre.

M. Huber se réfère au texte de l'invitation adressée au Conseil fédéral et à l'allusion qui est faite à l'article 23 du Pacte de la Société des Nations. Il estime que la Suisse doit tendre à obtenir la

constitution, dans le sein de la Société des Nations, d'une Commission spéciale qui aurait à régler les questions relatives à la liberté du transit. Il n'estime pas opportun une opposition à l'article 358 au moment où nous sommes admis à faire partie de la Commission centrale du Rhin au même titre que les Pays-Bas.

M. Vallotton exprime l'opinion que, dans ce domaine, la Délégation suisse aura intérêt à rester sur la réserve.

M. Ador relève, au surplus, que la Commission des Ports n'a, en la matière, aucune compétence et peut simplement formuler des préavis.

M. Vallotton demande s'il y aurait intérêt à ce que la Délégation suisse exprime le désir de voir représenter à la Conférence du transit d'autres Etats neutres tels que, par exemple, la Suède, garante du Traité de 1815.

M. Calonder estime que la question est délicate et que, là encore, il y a lieu d'user de réserve. Il serait plus désirable que la Suisse obtint l'assurance qu'elle sera représentée dans la Commission du transit de la Société des Nations.

ANNEXE 2

Le Conseil fédéral a accueilli avec une vive reconnaissance l'invitation qui lui a été adressée par la Délégation française à la Conférence de la Paix, à se faire représenter dans une Commission consultative chargée d'examiner les questions relatives à la liberté du transit et des communications.

La solution de ces questions présente un intérêt tout particulier pour la Suisse. Le Conseil fédéral est donc heureux de s'associer, par l'envoi de Délégués, à une œuvre destinée à assurer l'exécution de l'article 23, lettre e, du Pacte de la Société des Nations et à réaliser les progrès dont celui-ci est le gage.

Les Délégués ont reçu simplement pour mission de collaborer activement aux travaux d'ordre technique qui seront entrepris par la Commission et d'en référer à leur Gouvernement.

Le Conseil fédéral se flatte de l'espoir que l'échange de vues qui va s'engager aura pour effet de rendre toujours plus fréquentes les relations entre les peuples dans l'intérêt commun de l'humanité.

128

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 29 octobre 1919[1]

3695. Représentation des intérêts turcs en Autriche et en Hongrie

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 28 octobre

Le Ministre de Turquie en Suisse a remis, le 27 octobre, au Département politique une note[2] par laquelle il communique le désir de son Gouvernement de confier au Conseil fédéral la sauvegarde des intérêts turcs dans la République Autrichienne et en Hongrie.

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*
2. *Non reproduite.*

Le Gouvernement Ottoman, sur la demande des Puissances de l'Entente, a dû rappeler ses Représentants diplomatiques et consulaires à Vienne et à Budapest, de sorte qu'à l'heure qu'il est les sujets turcs dans les deux pays se trouvent être sans protection.

Dans le cas où le Conseil fédéral consentirait à se charger de cette mission, le Gouvernement Ottoman s'engage d'ores et déjà à rembourser tous les frais qui découleraient de cette représentation.

Bien que la Suisse n'entretienne actuellement que des relations de fait tant avec l'Autriche qu'avec la Hongrie, étant donné que les Gouvernements de ces deux pays n'ont pas été reconnus par le Conseil fédéral, il serait inopportun de décliner la requête de la Sublime Porte. Il semble au contraire indiqué de saisir cette occasion de donner à la Turquie une nouvelle preuve du désir de la Suisse d'affermir les relations de bonne amitié entre les deux pays.

D'après la proposition du Département politique il est *décidé:*

1) de donner une réponse affirmative au Ministre de Turquie en Suisse;

2) de charger la Légation de Suisse en Autriche et le Consulat général de Suisse à Budapest d'assumer la protection des intérêts ottomans et de faire aux Gouvernements les communications nécessaires à cet effet.

129

E 2200 Berlin 2/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L P/D. Vertraulich Berlin, 29. Oktober 1919

Der Minister des Auswärtigen hat mich heute zu sich gebeten, um mir folgendes mitzuteilen:

Unter den Geheimakten des Auswärtigen Amtes, welche zur Veröffentlichung gelangen sollen, findet sich ein Telegramm des deutschen Gesandten vom 27. Juli 1914, das folgenden Wortlaut hat:

«Schweizerischer Generalstab ist benachrichtigt, dass 14. französisches Korps Manöver abgebrochen hat und in Garnison zurückgekehrt ist.»

Dieses Telegramm ist im deutschen Weissbuch von 1915 mit folgendem Ingress veröffentlicht: «Erfahre zuverlässig, dass» (weiterer Text unverändert).

Es handelt sich nun darum, festzustellen, in welchem Wortlaut die Meldung in der bevorstehenden Publikation des Auswärtigen Amtes aufgenommen werden soll. Minister Müller legt grosses Gewicht darauf, dass die Meldung als eine solche an den Schweizerischen Generalstab erkannt werden könne, möchte aber gleichzeitig vermeiden, dass der Schluss gezogen werden müsse, dass die Nachricht dem deutschen Gesandten durch unseren Generalstab zugekommen sei. Herr Müller frug mich, ob mir eine Fassung genehm wäre, durch welche die Annahme einer direkten Übermittlung der Nachricht nicht gestützt würde und schlug vor, zu sagen: «Schweizerischer Genralstab ist, *wie ich erfahre* u.s.w.»

Ich schlug folgende Fassung vor: «Wie ich höre, soll schweizerischer Generalstab benachrichtigt sein u.s.w.». Herr Müller konnte sich diesem Vorschlag nicht anschliessen, weil er fand, es werde dadurch der wirkliche Wortlaut zu sehr geändert und weil er befürchtet, dass Kautsky dagegen Einsprache erheben würde. Schliesslich erklärte er sich mit folgender Fassung einverstanden: «Wie ich höre, *ist* Schweizerischer Generalstab benachrichtigt u.s.w.».

Ich regte an, diese Publikation ganz zu unterlassen, da der Inhalt dieser Meldung durchaus nichts biete, was von Bedeutung sein könnte für die Feststellung der Kriegsursachen, indem sich der Abbruch der Manöver am 27. Juli als eine Vorsichtsmassregel qualifiziere, welche in den damaligen Verhältnissen ihre volle Begründung finde. Herr Müller anerkannte die Richtigkeit dieser Überlegung, glaubte aber von einer Publikation deshalb nicht absehen zu können, weil die Depesche inhaltlich im deutschen Weissbuch wiedergegeben sei und weil eine gänzliche Unterdrückung in der neuen Publikation Verdacht und Misstrauen erwecken würde. Er ist auch überzeugt, dass Kautsky Opposition machen würde.

Ich muss diese Bedenken des Ministers teilen und bin namentlich überzeugt, dass ein Bekanntwerden dieses Gegensatzes der Sache eine Bedeutung geben würde, welche ihr in Wirklichkeit gar nicht zukommt.

Auf welchem Wege der deutsche Gesandte seiner Zeit Kenntnis erhalten hat von dieser Meldung, die bei unserem Generalstab eingegangen sein soll, ist natürlich nicht zu ermitteln. Ich kann mir denken, dass der Generalstab, der auf alle Eventualitäten vorbereitet sein musste, dem deutschen Militär-Attaché eine solche Andeutung gemacht hat, aber ich kann nicht beurteilen, in welcher Form dies geschehen ist und woher die Meldung stammte.[1]

---

1. *Sur cette question il existe une note manuscrite du 6 novembre 1919 de Decoppet, disant:* Comme il ressortait de renseignements pris à l'Etat-Major Général que l'on n'y savait rien de la communication qui avait fait l'objet du télégramme de la Légation d'Allemagne du 27 juillet 1914, nous avons fait interroger M. le Col.M. de Wattenwyl auquel était, à cette époque, confié la direction du service des renseignements.

M. le Col. de W. n'a gardé aucun souvenir du fait signalé par le Ministre d'Allemagne à l'Office des Affaires extérieures et bien moins encore, cela va sans dire, d'une communication que notre Etat-Major aurait pu faire dans ce sens.

Il fait remarquer d'ailleurs:

Que le télégramme adressé à l'Off. des Aff. ext. de Berlin émanait du Ministre allemand lui-même. Cette circonstance exclut l'idée d'une communication qui serait venue directement de notre Etat-Maj. Gén. et qu'aurait reçu l'Attaché militaire allemand. Ce dernier, en effet, — nous le savons par les très nombreux télégrammes qu'il a expédiés et qui ont passé sous les yeux de notre service des renseignements — transmettait les renseignements recueillis par lui au Grand Etat-Major allemand dont il dépendait et avec lequel il était directement en relations.

On est donc fondé à admettre que le renseignement télégraphié à Berlin par le Ministre d'Allemagne provenait d'une autre source que de notre Etat-Major Général.

Cela dit et tout en pensant qu'il serait utile de faire part de ce qui précède à M. de Planta, nous ne verrions pas d'inconvénient à ce que ce dernier en reste à la formule sur le texte de laquelle il s'est mis d'accord avec M. le Ministre Müller, si celui-ci, au vu des explications que nous avons recueillies, n'estime pas préférable de renoncer à insérer le télégramme du 27 juillet 1914 dans la publication projetée. (E 2001 (B) 2/41).

130

EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15

Le Ministre de Suisse à Bucarest, G. Boissier,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
RC n° 15 Bucarest, 30 octobre 1919

Dans mon dernier rapport du 22 de ce mois[1] je vous rendais compte d'un entretien avec M. Kiriacesco, ancien Ministre des Finances et actuellement Directeur de le Banque nationale, qui m'avait promis de voir différents ministres anciens et actuels pour les intéresser à la conclusion de l'arrangement financier et commercial qui avait fait l'objet de la récente visite à Bucarest de la délégation suisse.

M. Kiriacesco est venu me voir hier et m'a déclaré qu'après s'être entretenu de cette question avec différents membres de l'ancien et du nouveau cabinet, il avait l'impression très nette que la personnalité de M. Baicoiano n'était pas étrangère aux atermoiements dont je me plaignais, qu'il n'était plus persona grata tout au moins pour la mission dont il s'agit, qu'il manquait de décision et ne serait pas capable, même muni de pleins pouvoirs, de négocier définitivement un arrangement de ce genre, bref que le Gouvernement actuel ne paraissait pas disposé à l'envoyer lui à Berne et que c'était une des principales raisons pour lesquelles il traînait les choses en longueur.

M. Kiriacesco a ajouté à titre d'opinion personnelle, qui est aussi la mienne, que le Gouvernement transitoire qui va déposer son mandat de suite après les élections (celles-ci sont encore annoncées pour le 2 novembre à moins d'un nouvel ajournement de la dernière heure) et qui n'est préoccupé que de politique intérieure n'avait ni le loisir, ni le désir de prendre une décision ferme au sujet des exportations. Il a conclu notre entretien, sur le conseil d'un membre très influent du parti dans toutes les questions économiques, en nous engageant à renvoyer des délégués à Bucarest avec les pleins pouvoirs nécessaires pour signer et conclure l'arrangement dont il s'agit ici.

Bien que cette proposition ne fût qu'officieuse et que je n'eusse pas d'autres instructions de votre part, que notre échange de correspondances de l'été dernier, je m'y suis formellement opposé en alléguant que M. Baicoiano s'était présenté à différentes reprises dans le courant de l'année chez moi en offrant de se rendre à Berne, qu'après différents pourparlers vous aviez décidé d'envoyer à Bucarest une mission d'information, mais que vous aviez stipulé que l'accord devrait être conclu à Berne tout en acceptant que Baicoiano y fût délégué à cet effet et qu'il était inadmissible que le Gouvernement roumain qui après tout nous avait sollicités le premier changeât actuellement d'idée en nous demandant de renvoyer des délégués à Bucarest avec mission de conclure; que j'avais d'ailleurs lieu d'être très surpris de l'attitude de M. Baicoiano qui n'avait pas l'air de se rendre compte de la situation qu'occupait dans notre pays le Haut Conseil fédéral et

1. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22.

qui en avait agi bien à son aise en venant me prier trois fois de suite pour des motifs plus ou moins plausibles de contremander son arrivée à Berne, dont il avait lui-même fixé la date; qu'au surplus puisque j'apprenais maintenant que le Gouvernement roumain ne paraissait pas disposé à donner des pleins pourvoirs à M. Baicoiano, j'avais l'impression qu'à Berne on ne serait pas autrement déçu de voir arriver un autre délégué à sa place, mais que de toute façon c'était à Berne et non à Bucarest que l'arrangement devrait se conclure, si la Roumanie en avait toujours le désir.

Les relations personnelles que j'entretiens avec M. Kiriacesco m'ont permis de lui parler à cœur ouvert et sur un ton peut-être plus énergique que celui que j'aurais employé avec un membre du Gouvernement. Mon interlocuteur m'a répondu qu'il comprenait parfaitement mes arguments et qu'il allait faire savoir à ses mandants qu'il n'était pas question de revenir sur le choix qui avait été consenti du lieu des négociations.

A la suite de cet entretien, je me suis rendu à nouveau aujourd'hui chez le Ministre des Affaires étrangères, M. Mişu, pour lui demander le résultat des entretiens qu'il m'avait promis la semaine dernière de solliciter au sujet de cette affaire avec le Président du Conseil et les Ministres intéressés.

M. Mişu m'a répondu qu'il avait en effet entretenu ses collègues de la question, mais qu'il avait l'impression que le Gouvernement actuel débordé par le souci des élections et la politique intérieure n'avait ni le temps, ni le désir de vouer toute l'attention qu'il méritait au projet dont il s'agit, mais que cependant il ne voyait pas d'autres raisons au renvoi de sa conclusion que le manque de confiance, ou plutôt le manque d'enthousiasme, au choix de M. Baicoiano, comme délégué. J'ai répondu que si c'était en effet la seule raison, il ne devait pas y avoir de difficultés à désigner quelqu'un d'autre à sa place et que je me permettais de lui signaler M. Kiriacesco, qui par sa situation d'ancien Ministre des Finances mêlé aux premières négociations me paraîtrait tout indiqué pour les mener à bien. M. Mişu ne m'ayant pas parlé de l'éventualité soulevée par M. Kiriacesco de changer le lieu des négociations, je lui ai fait part incidemment des échos qui m'étaient revenus indirectement à ce sujet dans les intentions du Gouvernement et lui ai fait valoir en quelques mots plus modérés les arguments que j'avais soumis à mon interlocuteur d'hier. Il m'a aussitôt déclaré spontanément qu'il ne pouvait pas être question de transférer le lieu des négociations à Bucarest alors que vous aviez stipulé que celles-ci auraient lieu à Berne et que l'hésitation ne pouvait porter que sur le choix du délégué. Je l'ai quitté sur sa promesse de s'intéresser de nouveau à cette affaire et de me faire connaître dans le plus bref délai la décision du Gouvernement. Je lui ai fait remarquer en outre que, si j'insistais pour avoir une réponse bien qu'encore une fois ce fût le Gouvernement roumain qui nous avait sollicités et non pas nous, c'est que par le fait de ses ouvertures nous avions probablement suspendu une partie de nos marchés à conclure en vue de notre approvisionnement en céréales, et que nous ne pouvions pas y surseoir indéfiniment.

Tel est aujourd'hui l'état de la question qui m'a fait constater une fois de plus que dans ce pays-ci il faut beaucoup de patience pour aboutir et que des entretiens verbaux n'ont pas la même portée que dans d'autres pays. Il est à souhaiter que, lorsque le pays sera rentré dans l'ordre, que les Chambres seront élues et que

le nouveau Gouvernement issu de la volonté populaire sera constitué, ce dernier sera plus stable, que les luttes politiques ne seront plus la seule préoccupation des Gouvernements et que les affaires pourront être reprises dans des conditions plus normales. La dernière crise ministérielle est sans doute venue très mal à propos pour la réalisation de nos projets; si la délégation suisse était arrivée un mois plus tôt, l'arrangement en question aurait pu être conclu depuis longtemps, mais ni vous ni moi ne pouvions prévoir que cette crise, dont on parlait depuis le début de juin, éclaterait le lendemain du départ de notre délégation. *[...]*[2]

---

2. *Suit un postscriptum du 3 novembre traitant d'une indiscrétion commise par un employé de la Légation de Roumanie à Berne et des divers entretiens du Ministre Boissier à Bucarest.*

131

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L

Bern, 30. Oktober 1919

Leider liessen mir die Geschäfte und ein leichtes Unwohlsein bisher keine Zeit, alle diejenigen Fragen gründlich zu behandeln, die zwischen uns schweben. In aller Eile möchte ich Ihre Mitteilungen verdanken und noch folgendes beifügen:

1. Mit der Kohlenversorgung sind wir weniger schlecht daran als andere Länder. Immerhin dürfen wir nicht aus dem Auge verlieren, dass wir so lange nicht aus der Misere herauskommen, als nicht das Hauptquantum der von uns benötigten Kohlen von Deutschland geliefert wird. Loucheur hat den Herren Dunant und Dubois erklärt, dass wir mehr als 20'000 Tonnen Saarkohlen pro Monat nicht bekommen könnten. Dagegen regt er einen Austausch amerikanischer Kohlen, die wir gekauft haben, mit Ruhrkohlen, die seitens Deutschlands an Frankreich abzugeben wären, an, und endlich stellt er uns noch in Aussicht, dass wir ein gewisses Quantum der von Deutschland an Frankreich zu liefernden Kohlen bekommen könnten, da Frankreich nicht in der Lage sei, das gesamte ihm zukommende Quantum abzuholen. Dies teilen wir Ihnen zu Ihrer Orientierung mit.

Von Herrn Ludwig Schwarz, der soeben aus Berlin zurückgekehrt ist, vernehmen wir, dass wohl grössere deutsche Kohlenlieferungen für die Schweiz in der nächsten Zeit nicht erhofft werden können. Aber unsere Tendenz muss eben doch dahin gehen, sobald wie möglich die deutschen Lieferungen zu steigern, und es liegt dies wegen der Valuta im Interesse beider Teile und wegen der Sicherung der Kohlenversorgung namentlich im Interesse der Schweiz.

2. Die von uns bestellte Kommission wird die Massnahmen, die im Hinblick auf die von Deutschland importierten Fertigfabrikate zu treffen sind, nochmals beraten und die speziell betroffenen Branchen, darunter ganz besonders die

Möbelindustrie, anhören. Die Lage ist eine recht schwierige, und schliesslich können wir es natürlich nicht zu einer Einstellung der Arbeit in wesentlichen Industrien des Landes kommen lassen, denn die Aufrechterhaltung der Arbeit ist nach unserer Überzeugung die Grundlage der Ordnung und des sozialen Friedens. Dagegen ist es eminent schwer, zu einer positiven befriedigenden Lösung zu kommen. Wie mir Herr Ludwig Schwarz mitteilte, will man in Deutschland selbst gegen die zu billigen Lieferungen nach der Schweiz auftreten. Ob die Regierung und die Verbände Remedur schaffen können, wollen wir abwarten. Mehr versprechen wir uns von einer sukzessiven Verteuerung der deutschen Erstellungskosten und von der Unmöglichkeit vieler deutscher Industrien, effektiv zu liefern.

3. Mit 30. November d.J. läuft das jetzt bestehende Wirtschaftsabkommen mit Deutschland ab. Wir sind uns noch nicht recht klar, ob wir zu einer Verlängerung Hand bieten sollen. In erster Linie ist hierfür massgebend, ob uns dadurch gewisse Garantien für die Kohlenlieferungen geboten würden. Zu erwägen wäre auch die Frage, ob nicht in Zukunft vom Abschluss solcher Abkommen Umgang genommen werden soll. Wir glauben indessen, dass eine Übereinkunft für uns eventuell doch gerade in Beziehung auf die Landesversorgung grössere Garantien bieten könnte. Speziell Kohlenlieferungen zu erhalten, dürfte schwierig sein, wenn man sich nicht auf eine bestehende Verpflichtung berufen kann.

4. Der Presse entnehme ich, dass das Konsortium, welches aus der Zeche «Präsident» der Kohlengenossenschaft Kohlen zu Fr. 90.– liefert, solche in Deutschland zu M 90.– erhält. Das war hier unbekannt. Ich behalte mir vor, auf die Angelegenheit zurückzukommen und von dem Konsortium eine Preisreduktion zu verlangen.

Von Ihren Berichten vom 25. Oktober[1], die ich Ihnen bestens verdanke, habe ich mit grossem Interesse Kenntnis genommen.

---

1. *Non reproduits.*

132

E 2200 London 31/5

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin[1]

L 152/Gx Berne, 31 octobre 1919

Par notre lettre politique du 17 octobre[2], nous avons eu l'honneur de vous faire connaître la décision prise par le Conseil fédéral de conclure les futurs trai-

---

1. *Cette lettre a été adressée – quelque peu modifiée – selon le destinataire également aux Légations suisses de Rome, Washington et Paris.*

2. *Non reproduite, cf.* E 2001 (D) c 1/1910–1919; *cette lettre communiquait la décision du Conseil fédéral du 14 octobre:* Die französische, englische, italienische und amerikanische Regierung sind zu unterrichten von der Absicht des Bundesrates, den Abschluss neuer Verträge

tés d'arbitrage autant que possible sur une nouvelle base, statuant une obligation plus étendue des parties contractantes. Vous savez en outre que le Conseil fédéral a décidé d'adresser un message sur cette question à l'Assemblée fédérale.[3]

En attendant, nous croyons nécessaire de prévenir les Etats dont les traités d'arbitrage ont déjà expiré ou prendront fin prochainement, de l'attitude adoptée par le Conseil fédéral à l'égard de la question des Conventions d'arbitrage.

Nous vous serions en conséquence infiniment obligés de communiquer ce qui suit, en forme de note, au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité:

«La Convention d'arbitrage conclue le 10 juin 1914 entre la Suisse et la Grande-Bretagne, pour une durée de 5 ans, prendra fin le 17 novembre de cette année.

En même temps la Suisse se voit dans la nécessité d'entamer des négociations aussi avec d'autres Etats en vue du renouvellement de traités d'arbitrage.

Le Conseil fédéral estime que dans l'esprit du nouveau régime créé par la fondation de la Société des Nations, il serait hautement désirable de conclure à l'avenir des Conventions d'arbitrage d'une précision plus grande et statuant des obligations d'une étendue plus vaste que les accords de ce genre contractés par la Suisse jusqu'à présent.

Ne perdant pas de vue l'importance de principe que revêt la question, le Conseil fédéral se propose de soumettre prochainement à l'Assemblée fédérale un message relatif à l'ordre à créer par la conclusion de futurs traités d'arbitrage.

Jusque-là, le Conseil fédéral voudrait éviter de conclure des Conventions d'arbitrage sur la même base que les traités précédents. Il déclare toutefois que, jusqu'à la conclusion des nouvelles conventions, il est tout disposé à prêter son concours, toutes les fois que les circonstances le permettront, à la solution par voie d'arbitrage des différends qui pourraient surgir.

Persuadé que le Gouvernement britannique est animé des mêmes intentions, le Conseil fédéral estime pouvoir renoncer, sans qu'il en résulte aucun désavantage, à un renouvellement provisoire de la Convention qui vient de prendre fin. A une époque peu éloignée, il espère être en mesure de formuler des propositions auxquelles il ne doute pas que le Gouvernement britannique voudra réserver un accueil favorable.»

Nous vous serions infiniment obligés de nous informer, en temps utile, de la suite que le Gouvernement britannique aura donnée à cette communication.[4]

---

im Sinne einer weitergehenden Bindung als bisher vorzuschlagen. Der Bundesrat erklärt sich gegenüber diesen Regierungen im ferneren bereit, bis zum Zustandekommen solcher Verträge im Einzelfalle Hand zu bieten zur Einsetzung von Schiedsgerichten auf der Grundlage der bisherigen Abkommen. (E 1004 1/273 n° 3495).

3. *Pour le Message du Conseil fédéral du 11 décembre 1919, cf.* FF, 1919, vol.V, *pp. 809–826.*

4. *Les Gouvernements alliés ont répondu ainsi à cette démarche: Londres, par note du 16 décembre 1919:*

[...] I have the honour to state that His Majesty's Government, who have taken due note of this communication, and of the assurance which accompanied it, will, on their part, be fully prepared, pending the conclusion of new arrangements, to act in accordance with the spirit of the former Convention; and that they will await with interest the further proposals which the Swiss Government contemplate making to them on the subject. (E 2001 (C) 7/4).

Rome, par note du 16 janvier 1920:

[...] il Governo Italiano vede con favore come il Governo federale, in armonia alla proposte, a suo tempo espresse da questo R. Ministero, abbia in animo di concludere un trattato d'arbitrato, comportante l'obbligo di sottoporre a giudizio arbitrale qualsiasi differenza eventualmente sorgente tra i due paesi.

Il R. Governo sarà, ansi, lieto se l'estenzione maggiore che il Governo federale intende di accordare al trattato in parola, sarà pure per considerare la materia della costituzione del Tribunale Arbitrale, per far si che il funzionamento di questo abbia ad essere garantito in ogni caso e possa svolgersi con ogni desiderabile prontezza. (E 2001 (C) 7/5).

Washington, par note du 10 décembre 1919:

[...] I have the honor to inform you that in this readiness to cooperate in the settlement by arbitration as far as circumstances will permit of difficulties which may arise between the United States and Switzerland, the Government of the United States cordially agrees with the Federal Council. (E 2001 (C) 7/2).

Le Ministre de Suisse à Paris se contentait d'un simple accusé de réception, étant donné que le Département politique transmit lui-même le 22 octobre une note analogue à l'Ambassade de France à Berne, en réponse à une note française du 2 août qui proposait un échange de notes qui prorogerait le traité d'arbitrage expiré en 1917. Dans sa note, le Département politique justifiait le refus du Conseil fédéral de proroger le traité:

[...] Etant donné l'importance de principe que revêt la question, le Conseil fédéral se propose de soumettre prochainement à l'Assemblée fédérale un message relatif au régime à créer par la conclusion de futurs traités d'arbitrage.

Jusque-là, le Conseil fédéral voudrait éviter de conclure des conventions d'arbitrage sur la base restreinte des traités précédents. Il déclare, toutefois, que jusqu'à la conclusion des nouvelles conventions, il est tout disposé à prêter son concours, toutes les fois que les circonstances le permettront, à la solution par voie d'arbitrage des différends qui pourraient surgir.

Persuadé que le Gouvernement de la République française est animé des mêmes intentions, le Conseil fédéral estime pouvoir renoncer, sans qu'il en résulte aucun désavantage, à un renouvellement provisoire de la Convention qui vient de prendre fin. A une époque peu éloignée, il espère être en mesure de formuler des propositions auxquelles il ne doute pas que le Gouvernement de la République voudra réserver un accueil favorable. (E 2200 Paris 1/1578).

133

E 2200 Wien 10/1

Le Chef du Département des Finances et des Douanes, G. Motta, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart

L Bern, 31. Oktober 1919

Wir sehen uns veranlasst, Ihre Gefälligkeit in nachstehender Angelegenheit in Anspruch zu nehmen.

Bekanntlich besitzen wir in Wien und Budapest beträchtliche Kronenguthaben in Bankdepots, herrührend aus dem Inkasso von Zinsscheinen und während des Krieges zur Rückzahlung fällig gewordener Wertschriften. Überdies lassen sich das eidg. Ernährungsamt Zahlungen aus dem Lebensmittel- und das eidg. Fürsorgeamt aus dem Kleider-Versand, bei der Niederösterreichischen Escompte-Gesellschaft in Wien gutschreiben.

Angesichts des bedenklichen Tiefstandes der österr. Krone und der absoluten Unsicherheit der künftigen Gestaltung der österr. Valuta, erscheint es angezeigt, zu prüfen, auf welche Weise dem Bunde allzu grosse Verluste erspart, bzw. das

Risiko vermindert werden könnte. Wir denken nun zunächst an die Erwerbung von erstklassigen Hypotheken oder Liegenschaften und es wäre für uns von ausserordentlichem Interesse, hierüber Ihre geschätzte Ansichtsäusserung zu vernehmen.

Zu Ihrer gefl. Orientierung teilen wir Ihnen mit, dass es sich um folgende Beiträge handelt:

Kr. 550,000.– in Depot b.d. Österr. Kreditanstalt f. Handel & Gewerbe, Wien
Kr. 550,000.– in Depot beim Wiener Bankverein, Wien
Kr. 850,000.– b.d. Niederösterr. Escompte-Gesellschaft, Wien
Kr. 550,000.– b.d. Österr.-ungar. Commercialbank in Budapest.

Wir benützen den Anlass, um Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass wir im Portefeuille der eidg. Spezialfonds ausser den vorerwähnten Bankdepots die im mitfolgenden Verzeichnis[1] aufgeführten Titel besitzen.[2]

ANNEXE

Verzeichnis der Anlagen der Spezialfonds

1. In Österreich

3%	Österreichische Lokalbahnen 1894	Kr.	480,000.–
4%	Österreichische Staatsrente 1893	Kr.	500,000.–
3½%	id. 1897	Kr.	554,000.–
4%	Österreichische Kronenrente 1910	Kr.	250,000.–
4%	Österreichische Goldrente 1876 Gold öFl.	Kr.	1,040,000,–
4%	id. Gold öFl.	Kr.	2,000.–
4%	Böhmische Westbahn 1895	Kr.	440,000.–
4%	Vorarlbergerbahn 1893	Kr.	4,800.–
4%	Stadt Wien (Invest. Anl.) 1902	Kr.	10,000.–

1. *Reproduite en annexe.*
2. *Sur cette question, le Ministre Bourcart fit élaborer, par son conseiller juridique, Dr. Wiedemann, un mémoire à l'attention du Département des Finances qu'il résumait ainsi dans la lettre de voiture du 11 novembre:*

[...] Obzwar ich in der Beurteilung der österreichischen Kronenvaluta etwas weniger pessimistisch bin, als Herr Dr. Wiedemann, so glaube ich doch, dass es sich empfiehlt, die Guthabungen, welche in Wien schon vorhanden sind, sowie auch die für Rechnung des eidgenössischen Ernährungsamtes und des eidgenössischen Fürsorgeamtes weiter auflaufenden Gelder bei der Niederösterreichischen Escompte-Gesellschaft in Wien, wenn letztere einen gewissen Betrag erreicht haben werden, in irgend einer Weise zu realisieren. Aus den in der Notiz niedergelegten Gründen empfehle ich jedenfalls, bei einer eventuellen Realisierung durch Erwerbung von erstklassigen Hypotheken oder Liegenschaften grosse Vorsicht walten zu lassen. Wenn der Bund wirklich in nicht allzuferner Zeit in die Lage kommt, in der Tschechoslowakei oder Rumänien geeignete Waren einzukaufen, so glaube ich in der Tat, dass eine Bezahlung dieser Waren aus den österreichischen Guthabungen durch vorgängige Umwandlung derselben in tschechoslowakische oder rumänische Valuta, insofern diese Operation ungefähr zu den jetzt praktizierten Kursen möglich ist, am zweckmässigsten wäre. *[...]* (E 2200 Wien 10/1).

2. In Ungarn

3½%	Ungarische Staatsrente 1897	Kr.	80,000.–	
4%	id. 1902	Kr.	614,000.–	
4%	id. 1910 (Frankenwährung)	Fr.	226,800.–	
5½%	Ungarische Staatskassenscheine 1916	Kr.	500,000.–	
5½%	id.	Kr.	300,000.–	
4%	Ungarische Goldrente 1881, 1888, 1893	öFl.	281,000.–	(Gold-öFl)
4%	id. 1881	öFl.	2,000.–	id.

134

E 2015/35

Aide-Mémoire de l'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer

113.J. *Bern,* 1. November 1919

[...][1]

2. Kann etwas geschehen, um das Los der Schweizer in Russland zu verbessern?

Zu dieser Frage ist folgendes zu bemerken: Da wir keine eigene Vertretung in Russland haben, uns ferner auch nicht durch einen anderen Staat dort vertreten lassen können und endlich keine direkte Beziehung zu der russischen bolschewistischen Regierung aufzunehmen wünschen, ist eine offizielle Verwendung unsererseits zugunsten der Landsleute in Russland ausgeschlossen; insbesondere aus letztgenanntem Grunde wird es uns auch nicht möglich sein, einen offiziösen Delegierten nach Russland zu senden; zudem würde eine solcher kaum das Visum zur Einreise nach Russland erhalten können ohne Zusicherung von Gegenrecht. Es kann dies mit ziemlicher Sicherheit aus den Ausführungen Radeks gegenüber Moor (siehe Brief unserer Gesandtschaft in Berlin[2]) geschlossen werden. Gegen die Entsendung eines Delegierten sprechen weiterhin politische Gründe. In der Note, die wir neulich der Entente in der Russenfrage zukommen liessen[3], haben wir erklärt, dass in der Schweiz keine Pässe nach dem bolschewistischen Russland ausgestellt werden. Noch viel weniger könnten wir einem Vertreter der Sovietregierung gestatten, wenn auch nur in offiziöser Mission, nach der Schweiz zu kommen. Es wäre das eine vollkommene Verleugnung unseres bisherigen Verhaltens, dies zu einer Zeit, wo die Entente die Blockade gegenüber Russland beschlossen hat, sicherlich unangenehme Folgen zeitigen könnte. Auch die Regierung in Omsk, die heute schon über bedeutende Gebiete Russlands verfügt, würde zweifelsohne eine derartige Freundlichkeit gegenüber den Bolschewisten, ihren Feinden, übel vermerken und daraus für die zukünftige

---

1. *La première partie de cet aide-mémoire n'est pas reproduite.*
2. *Cf. n° 111.*
3. *Cf. n° 121.*

Politik gegenüber der Schweiz Konsequenzen ziehen, unter denen später unsere Kolonie in Russland leiden könnte. Die gleichen Leute, die heute auf Entsendung eines Delegierten dringen, würden uns eventuell später, wenn sie die Konsequenzen dieser Handlung zu spüren bekommen, Vorwürfe machen. Auch unser Volk dürfte kaum begreifen, dass der Bundesrat, der damals mit so viel Energie und raschem Entschluss, zu einer Zeit, wo unsere Kolonie in Russland viel grösser und blühender war wie jetzt, ohne Rücksicht auf diese aus politischen Gründen die Ausweisung der offiziösen Sovietmission verfügte[4], nun, wo in Russland alles am Zusammenbruch ist, wieder eine Vertretung Lenins annimmt, trotzdem man aus Erfahrung weiss, was dies für unser Land bedeutet.

Von der Entsendung eines Radiotelegramms an die Sovietregierung, in dem wir diese ersuchen, den Schweizern mehr Rücksicht zu tragen, kann man kaum viel Erfolg erhoffen. Ein solches wäre allenfalls angezeigt bei Belagerung der Städte Moskau oder Petersburg, kurz vor deren Einnahme. Es ist dies eine Anregung, die von unserem Konsul in Abo gemacht wurde, in der Hoffnung, dadurch die Schweizer vor Grausamkeiten, wie sie im letzten Augenblick begangen werden, zu schützen; das Telegramm kann aber ebensogut die gegenteilige Folge haben.

Sollte rein von privater Seite aus ein Delegierter nach Russland geschickt werden, so wird dieser kaum mehr ausrichten können als diejenigen Männer, die zur Zeit in Russland die Interessen unserer Kolonie vertreten, z.B. in Moskau Mörikofer.

Unsere Tätigkeit wird daher darauf beschränkt bleiben müssen, möglichst umfassende Informationen über die Stellung unserer Kolonie zu erhalten. Aus diesem Grunde haben wir das Konsulat in Abo, das dänische Rote Kreuz in Kopenhagen, unsere Gesandtschaft in Berlin und das Konsulat in Warschau beauftragt, uns Informationen zu verschaffen. Von einer internationalen Institution bekamen wir kürzlich vertraulichen Bericht, dass von Warschau aus ein Individuum nach Russland gereist sei, das sich über die Verhältnisse der Schweizer Kolonie erkundigen werde. Wir haben um Bekanntgabe der seinerzeitigen Mitteilungen gebeten, bemerken aber heute schon, dass derartige Meldungen mit Vorsicht aufzunehmen sind, da solche Boten sich naturgemäss aus zweifelhaften Elementen rekrutieren.[5]

P.S. Da wir aus London erfuhren, dass von Kopenhagen Lebensmittelsendungen nach Russland organisiert wurden für die dort zurückgebliebenen Ausländer, beauftragten wir unseren Konsul in Dänemark, sofort Lebensmittel zu kaufen und diese mit dem nächsten Transport unserer Kolonie in Russland zuzuleiten; es wurde ihm hierfür ein Kredit von 6000 Fr. eröffnet aus den für den Heimtransport vom Bundesrat zur Verfügung gestellten Summen. 2. II. 1920.

---

4. *Cf. DDS 7/1, nos 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8.*
5. *Note manuscrite à la fin du texte:* Einverstanden. Calonder.

135

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le «Reichsverband der Deutschen Industrie» au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta [1]

Copie
L Tgb. Nr. 4141 R

Berlin, 1. November 1919

Im Anschluss an die Unterredung, die ich kürzlich die Ehre hatte mit Eurer Excellenz zu führen, habe ich Anlass genommen, die Aufmerksamkeit der Industrie auf die Missstimmung zu lenken, die in den Kreisen der schweizerischen Industrie durch die von Ihnen berührten deutschen Preisunterbietungen entstanden ist. Ich habe bei der deutschen Industrie allgemein die Auffassung gefunden, dass es auch ihrem eigenen wohlverstandenen Interesse nicht entspricht, ihre Waren an das Ausland zu Preisen zu verkaufen, die den Preisen des Weltmarkts nicht entsprechen. Der Reichsverband der Deutschen Industrie ist bemüht, eine tunlichste Angleichung an den Weltmarkt herbeizuführen und ist im Begriffe, eine Anzahl praktischer Massnahmen zu diesem Zwecke zu erwägen und ins Werk zu setzen. Aus Nachrichten, die uns selbst aus der Schweiz zugekommen sind, haben wir entnommen, dass man dort durchaus Verständnis dafür hat, dass unsere Rohstoffe und Halbfabrikate nicht *billiger,* als es den allgemeinen Preisverhältnissen entspricht, erhältlich sind, wie ja auch die Schweiz selbst uns ihre Erzeugnisse nur zu Weltmarktpreisen liefert. Man wünscht nur, dass die schweizerische Industrie dadurch den deutschen Lieferanten gegenüber nicht ins Hintertreffen kommt, d.h. nicht gezwungen ist, teurer zu verkaufen als ihr deutscher Wettbewerber, der die gleichen Rohstoffe und Halbfabrikate zu billigeren Inlandspreisen bezieht.

Der Reichsverband der Deutschen Industrie glaubt, dass diese Verhältnisse sich am besten durch eine unmittelbare private Aussprache zwischen den beteiligten deutschen und schweizerischen Industriekreisen regeln lassen werden. Er ist deswegen bereit, sich dafür einzusetzen, dass Vertreter der beteiligten deutschen Industrien sich mit den schweizerischen Interessenten zu einer zunächst unverbindlichen Besprechung über die Frage der Preise und Geschäftsbedingungen zusammenfinden. Der Reichsverband hat einen Vertrauensmann in der Schweiz gebeten, zunächst festzustellen, ob die Geneigtheit dazu auch auf Seiten der schweizerischen Industrie vorhanden ist. Es würde mir eine besondere Genugtuung sein, wenn es auf diesem Wege gelänge, zu einer Übereinstimmung über die im beiderseitigen Interesse einzuschlagenden Wege zu gelangen.

---

1. *Cette lettre est signée:* Dr. Simons.

136

E 2001 (B) 1/18

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L Vienne, 2 novembre 1919

En me référant à mes rapports[1] relatifs à la reconnaissance de la République autrichienne j'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli copie d'une note[2] du Département des Affaires étrangères de cet Etat, datée du 31 octobre, qui, en termes polis mais très précis, sollicite la reconnaissance par la Suisse après que le Traité de Paix a été signé et ratifié par l'Autriche.

Je n'ai pas eu le temps, avant le départ du courrier de ce jour, de m'informer auprès de mes collègues des pays neutres pour savoir s'ils ont reçu une communication analogue, mais il me semble que nous ne pouvons guère tarder davantage sans que notre attitude prenne une apparence peu amicale. La ratification du Traité de St-Germain par trois grandes Puissances de l'Entente et sa mise en vigueur formelle peuvent tarder encore jusqu'au printemps prochain et je me demande si nous pouvons attendre quelqu'avantage réel de pareil retard. Le précédent de notre reconnaissance de la République allemande avant la ratification du Traité de Paix peut être invoqué contre nous.

Je ne vous dissimulerai pas que, étant donné la nervosité du Chancelier d'Etat Renner au sujet du Vorarlberg, j'appréhende de ce côté une prise en mauvaise part d'une réponse dilatoire ou de l'absence de réponse; la position de la Légation et nos relations avec ce pays pourraient en souffrir. Je me demande comment sera reçue par exemple, la notification de la prise sous notre protection des intérêts turcs.

Je me réserve de vous télégraphier mes renseignements au sujet de l'attitude des autres pays neutres; la République argentine va reconnaître la République d'Autriche, c'est tout ce que je sais pour le moment.

ANNEXE

Le Chancelier d'Etat autrichien, K. Renner,
au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

N I – 6707/2 Vienne, 31 octobre 1919

La République d'Autriche, issue du démembrement de la Monarchie austro-hongroise, a signé en date du 10 septembre à Saint-Germain-en-Laye et vient de ratifier le Traité de Paix avec les Puissances alliées et associées, dont la mise en vigueur aura lieu très prochainement.

En considération de ce fait, le Gouvernement autrichien, animé du désir d'entretenir des relations d'amitié sincère et de bon voisinage, ainsi que des rapports économiques suivis avec la Suisse

---

1. *Cf. n^os 8, 78, 106 et* E 2001 (B) 1/18.
2. *Reproduite en annexe.*

croit le moment venu pour adresser au Gouvernement fédéral la prière de vouloir bien reconnaître officiellement la nouvelle République et lui prêter son précieux appui.

C'est en vue de la réalisation de cette prière que j'ai l'honneur de faire appel à l'aimable entremise de Votre Excellence.

137

E 2001 (B) 14/8

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L 1000 Paris, 4 novembre 1919

Pendant mon récent séjour en Alsace, je suis allé rendre visite, à Strasbourg, à M. Alexandre Millerand, Commissaire Général de la République, qui est installé dans l'ancien palais des Statthalter. J'ai été fort bien reçu et nous avons traité plusieurs questions helvético-alsaciennes actuellement pendantes.

En ce qui concerne l'utilisation des chemins de fer badois, pour vos transports, M. Millerand m'a confirmé ce que m'avait dit M. Loucheur, à savoir que le Gouvernement français était d'accord, à titre de mesure temporaire, et tant que durera la crise des transports qui va encore en s'accentuant. Du reste, à mon retour à Paris, j'ai trouvé à ce sujet une note[1] conforme du Ministère des Affaires étrangères et j'en ai télégraphié le contenu au Département de l'Economie publique; c'est donc une affaire réglée.

M. Millerand m'a signalé l'intérêt qu'il y aurait à accorder plus facilement des passeports aux nombreux Alsaciens-Lorrains que leurs affaires appellent fréquemment à Bâle; je lui ai répondu qu'à Berne, d'où je venais directement, on étudiait une simplification du régime actuel et que de plus grandes facilités seraient vraisemblablement prises à brève échéance par le Gouvernement fédéral.

La question de la représentation consulaire suisse en Alsace et en Lorraine a également été traitée; je prépare à cet égard un rapport spécial qui partira par le prochain courrier.

Mais la partie saillante de la conversation fut celle relative à la navigation fluviale. M. Millerand me parut parfaitement documenté et connaître à fond tout ce qui a été écrit en Suisse sur le Rhin. Il ne m'a point caché que l'attitude de M. Gelpke lui semblait parfaitement exagérée et que ses sentiments ultra-germanophiles n'étaient point de nature à lui concilier les sympathies de ceux qui sont devenus maintenant les dirigeants à Strasbourg. Comme je faisais valoir que nous

---

1. *Par cette note, le Ministre des Affaires étrangères de la République française faisait* connaître à la Légation de Suisse que l'administration française n'a pas d'objection à l'acheminement sur la Suisse, à titre provisoire, par les ports de la Rive droite du Rhin et par les chemins de fer badois des charbons de la Sarre.

Il est entendu que la Suisse se chargerait entièrement du transport à partir du moment où le charbon serait débarqué. (E 2200 Paris 1/1551).

étions préoccupés en Suisse des projets français concernant la construction du canal latéral, M. Millerand s'est exclamé: «Mais je vous assure que l'on se fait chez vous une idée tout à fait fausse de nos intentions; tout d'abord, laissez-moi vous dire que nos ingénieurs spécialistes ont nettement établi l'impossibilité matérielle de naviguer normalement sur le Haut-Rhin pendant plusieurs mois de l'année; le niveau du Rhin baisse chaque année et je vous prédis que d'ici un demi-siècle il y aura, à Istein, une chute d'eau pouvant faire concurrence à celle de Neuhausen. Personne n'a jamais eu l'arrière-pensée de jouer une niche aux Suisses; bien au contraire, nous prévoyons que le régime conventionnel sera applicable au canal; vous n'avez qu'à lire le rapport que je vous remets (voir annexe) de mon ingénieur-directeur de la navigation, M. Cottin, et vous remarquerez qu'à l'avant-dernière page de son travail, il conclut à ce que:

1. le canal sera considéré comme faisant partie du Rhin conventionnel et il n'y sera pas prélevé de taxes;

2. l'écluse sera construite dans des conditions de longueur et de largeur permettant aux plus grands bateaux de remonter. J'ajoute», c'est toujours M. Millerand qui parle, «que c'est dans l'esprit du Traité de Paix, et c'est du reste inscrit aux clauses concernant d'autres fleuves, que les canaux latéraux doivent avoir le même caractère de navigation internationale que les fleuves eux-mêmes dans le régime desquels ils se trouvent. Remarquez d'ailleurs une chose, c'est que ce projet fut approuvé en 1909 par la commission centrale de Mannheim et je ne sache pas que la Suisse ait, à ce moment-là, fait entendre la moindre observation. Avez-vous lu l'article intitulé «Das Rheinproblem» dans le N°315 du 13 juillet 1919 des «Basler Nachrichten»? Je vous en recommande beaucoup la lecture.»

Telles sont, M. le Conseiller fédéral, résumées aussi fidèlement que possible, les déclarations que m'a faites M. Millerand sur un ton amical. Tenant à ce que je voie ses chefs de service, il a eu l'amabilité de m'inviter à déjeuner avec eux pour le lendemain et j'ai pu m'entretenir avec le Dr. Bucher (l'éminence grise), avec M. Cottin susnommé, avec M. Berninger, Directeur commercial et avec M. Pierre Schweissguth, Directeur des Finances. Tous ces Messieurs ont été unanimes dans leurs assurances très catégoriques: «Nous avons besoin de la Suisse et avons le vrai désir de nous montrer ses amis, faites-nous donc confiance et laissez-nous construire la seule route navigable reconnue pratique par nos ingénieurs. Si, d'après le Traité de Paix, toute l'eau du Rhin longeant l'Alsace est française, il n'en est pas moins reconnu par nous qu'il s'agit d'un fleuve à navigation internationale et qu'un canal latéral subira le régime du Rhin conventionnel.»

Par lettre C.13/22/1.109 du 28 octobre, vous m'avez envoyé le projet d'une note à remettre au Ministère des Affaires étrangères pour demander des explications au sujet de l'usine de Kembs; je suis votre fidèle représentant et tiens à m'acquitter consciencieusement de vos instructions; toutefois, je ne vous cacherai pas que je trouve le texte de cette note un peu trop sec, après tout ce que m'a dit M. Millerand. Notre droit est indiscutable, c'est certain; mais comme cette note parviendra certainement à la connaissance du Haut-Commissaire, j'ai le sentiment qu'il serait opportun d'en revoir le texte, de l'arrondir, pour ne pas nous aliéner les dispositions bienveillantes de M. Millerand.

Avant de terminer, permettez-moi de soumettre à votre appréciation une suggestion: Le moment ne serait-il pas venu d'envoyer M. Collet «causer» avec

M. Cottin; il me semble qu'une conversation entre deux spécialistes ne pourrait qu'être utile actuellement.

ANNEXE

Aide-Mémoire de la Direction
Générale des Travaux Publics d'Alsace et Lorraine

Copie Strasbourg, 31 août 1919

NOTE AU SUJET DE L'EXÉCUTION DU PREMIER TRONÇON DU CANAL D'ALSACE

I. Exposé

Une des premières questions qui se poseront devant la nouvelle Commission centrale du Rhin est celle de l'aménagement du fleuve, entre Huningue et Strasbourg. A cette question, les Services d'Alsace et Lorraine apportent une solution de principe, le canal latéral navigable sur la rive gauche. Ils présentent même un projet précis, pour la réalisation d'une première étape de cette solution d'ensemble: c'est le projet du premier tronçon sud du canal navigable, projet connu sous la désignation sommaire de «projet de Kembs», d'après le nom du village où serait établie la première usine hydro-électrique.

Ce n'est point là une idée neuve, le projet de Kembs soumis en 1906 à la Commission centrale de Mannheim y a été longuement étudié et discuté jusqu'à ce qu'il emportât, en 1909, l'approbation unanime de la Commission, ce projet est donc bien connu des Services compétents des Etats, représentés à l'ancienne Commission centrale, et qui l'ont déjà approuvé, c'est-à-dire les Pays-Bas et les Etats allemands riverains du fleuve. Il est certainement connu aussi du Gouvernement helvétique; la Suisse n'a point pu manquer de se tenir au courant des discussions de la Commission centrale, comme de l'enquête d'utilité publique ouverte, en 1910, en Alsace-Lorraine et en Bade; elle n'a d'ailleurs présenté aucune observation, ni à l'Empire, ni aux Etats allemands. Mais sans doute est-on moins bien informé de la question dans les autres Etats, moins directement intéressés au problème de l'aménagement du Rhin supérieur, et qui vont être appelés à la nouvelle Commission centrale. Leur attention a été seulement attirée sur cette question, lors de la rédaction de l'article 358 du Traité de Versailles, par lequel l'Allemagne reconnaît à la France le droit exclusif à l'énergie produite par l'aménagement du Rhin, le droit d'appui sur la rive droite pour le barrage etc.

Il semble donc utile de préciser, dès maintenant, dans une note sommaire, les données principales du problème, et les grands traits de la solution, approuvée par l'ancienne Commission centrale, et qui attend la confirmation de la Commission nouvelle.

Tel est le but de la présente note.

[...][2]

---

2. *La deuxième partie de la note résume les données techniques du problème.*

138

E 2001 (H) 1969/262/42

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L

Wien, 4. November 1919

Gestern besuchte mich Prinz Eduard Liechtenstein, der hiesige Gesandte des gleichnamigen Fürstentums und zugleich mehr oder weniger Minister des Äussern seines Onkels, und überbrachte mir zur Übermittlung an Sie den Dank des Fürsten dafür, dass dem Prinzipe der Vertretung Liechtensteins in Paris durch unsre dortige Gesandtschaft, wenn auch noch nicht formell, so doch offiziös, die Genehmigung seitens der französischen wie der schweizerischen Regierung erteilt worden sei. Damit verband der Gesandte die Bitte, es möchte gleicherweise in London dahin gewirkt werden, dass auch unsere dortige Gesandtschaft die liechtensteinischen Interessen ständig vertrete, und zwar wäre der fürstlichen Regierung sehr daran gelegen, dass dieses Arrangement sehr bald zustande käme, weil der Fürst (dies vertraulich) auf die englische Unterstützung zum Schutze seiner Güter in Böhmen hofft. Damit aber England nicht darüber verstimmt sei, dass zuerst Frankreich und dann erst England begrüsst wurde, bittet der Gesandte, es möchten die Abmachungen mit Frankreich nicht publik gemacht werden bevor auch mit der britischen Regierung ein Einvernehmen erzielt sei.

Prinz Eduard Liechtenstein kam hierauf auf die geplante Gründung einer Spielbank in Vaduz zu sprechen. Die Zeitungen haben vor einigen Tagen berichtet, dass der Bundesrat gegen einen solchen Plan Einspruch erhoben habe. Weder der Gesandte noch ich waren über einen solchen Schritt des Bundesrates unterrichtet, aber Prinz Eduard bemerkte, dass der Fürst ein entschiedener Gegner eines solchen Unternehmens sei und der schweizerischen Regierung ausserordentlich dankbar wäre, wenn sie ihn in seiner Resistenz gegen dasselbe mit ihrer Autorität unterstützen möchte; es wäre ihm sehr angenehm, falls Sie, wenn das noch nicht geschehen sei, dem liechtensteinischen Geschäftsträger in Bern, zuhanden seiner Regierung, einen Wink geben wollten, dass die Errichtung einer Spielbank in Vaduz als den guten nachbarlichen Beziehungen nicht zuträglich angesehen werden müsste. Gestern kam mir nun Ihr politischer Brief vom 30. Oktober[1] zu, woraus ich entnehme, dass Sie den gewünschten Schritt schon

1. *Ce rapport politique, rédigé par Ch.L.E. Lardy, disait à ce sujet:*
Vous aurez peut-être vu dans la presse qu'on parle d'une note que nous aurions adressée à la Principauté pour protester contre la création d'un casino à Vaduz. En réalité, aucune note n'a été remise, mais nous avons fait comprendre au Gouvernement liechtensteinois, de la manière la plus claire et la plus positive que nous ne désirions pas l'établissement d'une maison de jeux, et que nous prendrions, si cela était nécessaire, les mesures qui nous paraîtraient indiquées pour l'empêcher. Le Prince nous a fait savoir qu'il ne tolérerait pas de casino et il va nous le confirmer par écrit. Il risque d'entrer en conflit avec ses sujets qui, habitués à puiser dans la poche de leur souverain, se cherchent une autre source de revenus. (E 2001 (D) c 1/1910–1919).

getan haben. Streng geheim (auch dem Geschäftsträger gegenüber) kann ich Ihnen übrigens mitteilen, dass der Fürst die nicht unbeträchtliche schwebende Schuld des Landes, die das Spielbankkonsortium zu zahlen verspricht, auf sich nehmen will; seine Untertanen sollen aber von dieser Wohltat erst erfahren, nachdem sie das Spielbankprojekt werden fallen gelassen haben.

Der liechtensteinische Vertreter brachte auch noch den Beitritt des Fürstentums zum Völkerbunde zur Sprache; es soll derselbe mit möglichstem Nachdruck betrieben werden, doch sind der Weg, die Form und der Zeitpunkt noch fraglich. Durch den Beitritt soll die Souveränität und Unabhängigkeit des Fürsten noch besonders betont und festgestellt werden, daneben erstrebt er aber auch für sein Land die Anerkennung einer immerwährenden Neutralität und, gleich wie die Schweiz, die Enthebung von der Mitwirkung bei militärischen Zwangsmassregeln. Damit glaubt der Fürst sein Land vor der Gefahr, Kriegsschauplatz zu werden, zu schützen; an einer militärischen Kooperation der paar Dutzend Liechtensteiner, die militärtauglich wären, hat der Völkerbund in der Tat kein Interesse.

Was den Weg zum Beitritt anbelangt, so bemerkte ich, dass unser Gesandter in Paris im Namen der liechtensteinischen Regierung die Aufnahme in den Völkerbund wohl erst dann erbitten könnte, wenn er einmal offiziell als Vertreter der liechtensteinischen Interessen anerkannt wäre; andrerseits könne die Schweiz als solche die Aufnahme Liechtensteins nicht früher beantragen, als bis sie selbst ein Mitglied des Bundes sei. Prinz Eduard Liechtenstein anerkannte diese Bedenken als begründet. Ob schon jetzt, vor Konstituierung des Bundes, eine Anmeldung erfolgen könne (vergl. Art. 1, Abs. 2 des Völkerbundabkommens) erscheint fraglich, doch macht Prinz Eduard geltend, dass Frankreich das Fürstentum Monaco auch schon angemeldet habe.

Bei diesem Anlasse und angesichts der Tatsache, dass die auswärtigen Angelegenheiten des Fürstentums vielfach in Wien und nicht in Vaduz behandelt werden, und dass die Schweiz an Stelle Österreichs mit der Vertretung Liechtensteins bei verschiedenen ausländischen Regierungen betraut werden soll, möchte ich auf den früheren Plan, mich beim Fürsten von Liechtenstein direkt zu akkreditieren, zurückkommen. Seinerzeit hatte sich der Bundesrat prinzipiell einverstanden erklärt, das Projekt war aber an der Opposition des österreichischen Hofes, die aus mehr fomellen und Etikette-Gründen erfolgte, gescheitert (vergl. Bundesratsbeschlüsse vom 19. April und 10. Mai 1918). Ich glaube nun zu wissen, dass der Fürst mit einer solchen Akkreditierung einverstanden wäre, doch möchte ich nicht ohne Ihre Ermächtigung nachdrücklicher sondieren und gewärtige ich daher Ihre diesbezüglichen Direktiven gerne.

139

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 19

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 39 Rome, 6 novembre 1919

Vous aurez vu dans les journaux qu'une députation de Tyroliens de langue allemande a été reçue dernièrement par M. Nitti, Président du Conseil. Ces nouveaux sujets italiens ont commencé par exprimer au Ministre le regret qu'ils éprouvaient d'avoir été séparés du Tyrol. Ils ont insisté ensuite pour avoir des assurances du Gouvernement royal au sujet de leur avenir; ils ont demandé le respect de leur langue, de leurs usages, de leurs traditions. Ils se sont exprimés avec modération et dans les termes les plus respectueux et les plus soumis.

Le Ministre les a comblés de promesses et de bonnes paroles. L'Italie n'entend nullement imposer à ses nouveaux sujets de trop brusques changements. Sans doute, ils devront peu à peu apprendre l'italien, mais on agira à leur égard sans pédanterie, avec douceur. La langue allemande ne sera point méconnue, ni persécutée. Et les Tyroliens du Sud pourront en toute liberté chanter leurs chants, célébrer leurs fêtes, administrer leurs communes.

J'ai l'idée qu'ils se résigneront très vite à leur nouveau sort, que nous n'aurons aucun irrédentisme allemand en Italie et que peu à peu ils finiront par s'italianiser comme leurs compatriotes du Val Formazza qui sont d'origine valaisanne, qui parlent allemand en famille et qui sont d'excellents sujets du Roi Victor Emmanuel III. Ceci résulte d'une conversation que je viens d'avoir avec un Bavarois qui connaît fort bien tout ce pays. L'Autriche n'est plus pour ces Tyroliens un centre d'attractions; aucun de ces montagnards ne pardonne au Gouvernement de Vienne d'avoir entraîné l'empire dans cette effroyable catastrophe. On peut être surpris qu'au lendemain d'une guerre où les Tyroliens se sont battus avec un incomparable héroïsme, ils se montrent déjà si résignés à une domination étrangère. C'est en partie le mérite de l'administration italienne qui manque d'ordre et de méthode, mais qui laisse les gens vivre à leur gré. Les Allemands, avec toute leur science et leurs grandes qualités administratives, se sont toujours fait détester de tous les peuples étrangers soumis à leur domination, comme le prouvent la Pologne et le Slesvig danois. Ils ne se sont même pas fait accepter en Alsace, pays de langue allemande. Ce sont là des faits pleins d'enseignement pour toutes les démocraties et pour les pays dont les habitants parlent des langues diverses.

Les rapports entre le Vatican et le Gouvernement italien ne furent jamais si cordiaux. Il ne faut pas y voir un progrès des sentiments religieux. C'est la conséquence naturelle de la participation des catholiques à la vie publique, de la force de leur nouveau parti, de son ardeur et de sa discipline. Le Gouvernement a tout intérêt à ménager cette armée nouvelle.

Comme symptômes de ce rapprochement, je note que le Gouvernement vient de donner une des plus hautes décorations italiennes aux trois cardinaux archevêques de Venise, Turin et Pise; ce fait aurait été impossible il y a quelques années; le Vatican s'y serait lui-même opposé.

Le Gouvernement aurait été même disposé, me dit-on, à proposer au Roi la nomination du Prince évêque de Trente comme sénateur du Royaume. On estimait, en effet, que ce haut prélat étant autrefois membre de la Chambre des Seigneurs en Autriche devait figurer de droit dans la Chambre Haute du Royaume. Il paraît que le Vatican s'est opposé à cette nomination, estimant qu'il ne s'agit pas ici seulement d'un honneur mais d'une fonction publique qu'un évêque italien ne peut pas accepter.

[...][1]

Ce que j'ai dit plus haut de la mission tyrolienne à Rome ne doit pas faire croire que j'approuve le moins du monde l'annexion de cette région de langue allemande au Royaume d'Italie. J'estime que c'est une faute, et en tous cas un acte contraire à tous les principes proclamés par les Alliés au cours de la guerre. Je constate seulement que les Tyroliens paraissent se résigner assez facilement à leur sort et que le Gouvernement royal n'a pas à craindre de difficultés graves de leur côté.

1. *Ensuite, le Ministre Wagnière parle de la campagne électorale et de la situation intérieure en Italie.*

140

E 21, Archiv-Nr. 12039

L'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L 113.T

Bern, 7. November 1919

In Beantwortung Ihres Briefes vom 28. Oktober VII/Mr.3318/6/2,[1] beehren wir uns, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass wir nicht verfehlt haben, der Bundesanwaltschaft von dessen Inhalt Mitteilung zu machen. Diese teilt uns nun mit, dass bereits ein Vertreter des Reichskommissärs, namens Weizel, in gleicher Angelegenheit bei ihr vorgesprochen habe. Die Bundesanwaltschaft hat sich prinzipiell damit einverstanden erklärt, den Wünschen der deutschen Behörden zu entsprechen und demgemäss den Auftrag erteilt, Photographien aller in Frage stehenden Dokumente zu erstellen. Diese werden dem obgenannten Vertreter des Reichskommissärs zugestellt werden. Wir nehmen an, dass unter den obwaltenden Umständen der Staatskommissär für die Überwachung der öffentlichen Ordnung von einer Übermittlung der Dokumente auch an ihn absehen wird, da diese ihm ja jederzeit beim Reichskommissär zugänglich sein dürften.[2]

1. *Cette lettre est datée du 25 octobre, cf. n° 125.*
2. *Dans une lettre du 21 décembre 1919, le Ministre von Planta attirait l'attention de la Division des Affaires étrangères sur le fait que [...]* der Inhalt Ihrer Antwort sich nur mit der Zustellung von «Photographien aller in Frage stehenden Dokumente» befasst, ohne irgendwie die allgemeine und grundsätzliche Frage eines zu treffenden Abkommens über den direkten Verkehr der Polizeibehörden unter sich zu streifen, geschweige denn zu erledigen.

Über die Frage, ob der Verkehr zwischen den Polizeibehörden in Berlin und unserer Bundesanwaltschaft nunmehr als richtig eingeleitet betrachtet werden kann, bedaure ich, keine Auskunft geben zu können, weil mir niemals irgendwelche Mitteilungen darüber geworden sind. An den Herrn Staatskommissär konnte und kann ich mich nicht wohl wenden, um diese Auskunft zu erhalten, weil er mir wohl mit Recht darauf antworten würde, dass er noch immer auf meine Rückäusserung über den grundsätzlichen Vorschlag warte.

Die Tatsache, dass der Staatskommissär mir ab und zu Mitteilungen über bolschewistisches Material zugehen lässt, scheint dafür zu sprechen, dass ein direkter Verkehr zwischen dieser Amtsstelle und unserer Bundesanwaltschaft noch nicht hergestellt ist. (E 21, Archiv-Nr. 12039)

[...]

Le 5 janvier 1920, le Chef de la Division des Affaires étrangères, Ch. R. Paravicini, répondit: [...]

Die Bundesanwaltschaft hat uns nämlich erklärt, dass sie bereits mit den zuständigen deutschen Polizeibehörden in dauernder Verbindung stehe. Es fände ein ständiger Austausch aller die beiderseitigen Behörden interessierenden Urkunden, Dokumente u.s.w. statt und zwar auf deutscher Seite durch die Person des bereits in unserem Schreiben vom 7. November genannten Herrn Weizel. Die Bundesanwaltschaft ist der Ansicht, dass die mit Herrn Weizel getroffenen Vereinbarungen völlig den beidseitigen Bedürfnissen hinsichtlich des genannten Austausches von Urkunden, die sich auf den Bolschewismus beziehen, genügen, und dass Herr Strauss alle ihn interessierenden Mitteilungen von dem ihm vermutlich unterstellten Herrn Weizel wird erhalten können. (E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1)

141

E 2200 Paris 1/1551

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant[1]

L 94/M Bern, 7. November 1919

Anlässlich Ihres letzten Besuches in Bern hatten wir bereits Gelegenheit, mit Ihnen kurz eine recht schwierige internationale Frage zu besprechen, mit Bezug auf welche wir Sie um Ihre Intervention bei den französischen Behörden bitten müssen. Es handelt sich um die von schweizerischen Kohlenimporteuren seinerzeit beim Bergamt Saarbrücken geleisteten Vorauszahlungen für Kohlenbezüge. Der Tatbestand ist kurz folgender:

Vor Abschluss des Waffenstillstandes hat bekanntlich die Schweiz den weitaus grössten Teil Ihres Kohlenbedarfes in Deutschland gedeckt. Dabei schlossen die einzelnen Kohlenimporteure ihre Verträge direkt mit den deutschen Kohlenlieferanten ab, wobei immerhin für gewisse Hauptpunkte, wie namentlich für Mengen und Preise, die Bestimmungen der jeweils geltenden deutsch-schweizerischen Wirtschaftsabkommen massgebend waren. Die damals tätige Kohlenzentrale A.-G. in Basel trat nicht selber als Käuferin auf, sondern funktionierte lediglich als Vermittlungs- und Kontrollstelle. Einer der deutschen Kohlenlieferanten, nämlich das Königliche Bergamt in Saarbrücken, verlangte von seinen

1. *Note manuscrite du Ministre Dunant en tête du document:* M. Jouvet s.v.p. lire très attentivement et m'en parler sans retard.

schweizerischen Abnehmern entweder eine Vorauszahlung des Kaufpreises für zu liefernde Kohle oder aber die Hinterlage von Wertschriften zur Sicherung des Kaufpreises. Um überhaupt die Kohle zu bekommen, mussten die schweizerischen Importeure diese Bedingungen eingehen. So war denn das Bergamt im November, als die allierten Truppen das Saargebiet besetzten, noch im Besitze von auf diese Weise durch Schweizerimporteure hinterlegten Wertschriften und von ihnen geleisteten Vorauszahlungen.

Nach der Besetzung des Saargebietes fiel effektiv Deutschland als Lieferant von Saarkohle weg. Wie Ihnen erinnerlich ist, reiste Mitte Dezember 1918 eine schweizerische Delegation in das okkupierte linksrheinische Kohlengebiet, um den Bezug von Kohle für die Schweiz zu studieren.[2] Das alliierte Kommando in Saarbrücken eröffnete dieser Delegation, dass über die Lieferung der Saarkohle ausschliesslich nach Weisungen aus Paris disponiert werde. Es bestehe die Möglichkeit, der Schweiz monatlich 30'000 Tonnen abzutreten. Durch Sie und Herrn Gorjat sind dann in Paris die nötigen Schritte eingeleitet worden, um die Zustimmung der französischen Behörden zum Weiterbezug von Saarkohle zu erwirken. Wir stellten damals ausdrücklich und aus wohlerwogenen Gründen nicht etwa das Gesuch, Frankreich möchte uns Saarkohlen liefern, sondern nur das Begehren, Frankreich, resp. die zuständigen militärischen und zivilen Amtsstellen der Entente möchten der Lieferung von Kohle durch die Bergwerksdirektion Saarbrücken und dem Transport der Ware keine Schwierigkeiten entgegensetzen. Wir mussten unser Begehren so formulieren, da ja nach dem damaligen Rechtszustande das Saargebiet, obschon von Entente-Truppen besetzt, immer noch zum Deutschen Reich gehörte.

In Paris erklärte man jedoch kategorisch, es könne sich nur um eine Lieferung seitens des französischen Staates handeln und dieser sei bereit, der Schweiz diejenigen Mengen zu geben, die vorher Deutschland aus dem Saargebiet geliefert habe. Der Kaufpreis für diese Kohlen sei in Paris zu bezahlen und müsse ungefähr dem entsprechen, den Frankreich für seine englischen Kohlenbezüge zu entrichten habe. Im Gegensatz zu dieser Regelung, die wir wohl oder übel akzeptieren mussten, konnten wir bekanntlich den Preis für die Kölner-Braunkohlen-Brikets an die deutschen Lieferanten bezahlen, allerdings nach jeweilen eingeholter Zustimmung der französischen Behörden.

Es ist Ihnen auch bekannt, dass die deutsche Regierung durch ein Aide-mémoire der hiesigen Deutschen Gesandtschaft vom 4. Februar 1919[3] dagegen protestiert hat, dass die Saarkohlen nicht an Deutschland, resp. die deutsch gebliebene Bergwerksdirektion bezahlt würden, sondern, dass die Schweiz den Kaufpreis in Paris entrichte.

In der Folge sind dann, und zwar vom 1. April hinweg, durch die Schweizerische Kohlengenossenschaft die Saarlieferungen immer an die Ambassade de France in Bern, gemäss den im Abkommen vom 25. März 1919[4] festgesetzten

---

2. *Cf. DDS 7/1, n° 65.*

3. *Non retrouvé; sur cette question cf. DDS 7/1, n^os 188, 191. Pour l'ensemble de la question du ravitaillement de la Suisse en charbon, cf. DDS 7/1,* Table méthodique des documents, VI. Négociations économiques avec les Alliés *et* IX. Le ravitaillement de la Suisse.

4. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*

Preisen, bezahlt worden. Es scheint, dass die französische Regierung nur einen kleinen Teil der auf diese Weise von der Schweiz für Saarkohlen erhaltenen Gelder an den eigentlichen Kohlenlieferanten, die Bergwerksdirektion in Saarbrükken, ausbezahlte, indem sie ihr nicht die erhaltenen Frankenbeträge überwies, sondern ihr nur den Gegenwert in Mark zur Verfügung stellte. Die Differenz scheint von der französischen Regierung behalten worden zu sein.

Die schweizerischen Kohlenimporteure, welche der Bergwerksdirektion in Saarbrücken Depôts hinterlegt, resp. Vorauszahlungen gemacht hatten, gelangten nun selbstverständlich nicht in den Besitz der Gegenleistungen, d.h. der betreffenden Kohlenmengen und verlangten deshalb Rückerstattung der gemachten Leistungen. Sie machten geltend, dass die seit Waffenstillstandsabschluss gelieferten Saarkohlen, ohne irgendwelche Anrechnung der Vorauszahlung, neuerdings bezahlt werden mussten, wobei allerdings der Lieferant nur einen Teil des Kaufpreises, nämlich den Gegenwert in Markt, erhalten, ein Dritter dagegen, die französische Regierung, die Differenz bezogen habe.

Es kann ja in der Tat ein Zweifel darüber nicht bestehen, dass diese schweizerischen Kohlenimporteure nun zu Schaden gekommen sind und einen unbestreitbaren Rechtsanspruch auf Ersatz besitzen. Nach vieler Mühe ist es uns gelungen, vor einigen Tagen die seinerzeit deponierten *Wertschriften* durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Berlin herauszubekommen. Dagegen liegt nun die Schwierigkeit in der Rückerstattung der vorausbezahlten *Frankenbeträge.* Wir hatten die Gesandtschaft in Berlin beauftragt, auch diese von der Bergwerksdirektion zu verlangen. Nach langen Verhandlungen hat die deutsche Regierung endgültig den folgenden, in einer Note an die schweizerische Gesandtschaft in Berlin fixierten, Standpunkt eingenommen:

«Die Kohlenlieferungen der Bergwerksdirektion in Saarbrücken an die Schweiz haben nach Abschluss des Waffenstillstandes im November vorigen Jahres keineswegs aufgehört, sondern sind laufend fortgesetzt worden, sodass deutscherseits die notwendigen Gegenleistungen zur Kompensierung der vorausbezahlten Frankenbeträge erfolgt ist. Von Seiten der zuständigen schweizerischen Stellen ist indessen die vertraglich festgesetzte Aufrechnung mit der Bergwerksdirektion nicht vorgenommen worden, vielmehr sind trotz der wiederholten, durch Vermittlung der Deutschen Gesandtschaft in Bern erhobene Proteste der Deutschen Regierung, die Frankenbeträge für die Saarkohlen an die französischen Behörden ausgezahlt worden. Da diese wiederum die erhaltenen Frankenbeträge nicht an die Bergwerksdirektion abführte, sondern ihr nur den Gegenwert in Mark auszahlte, ist die Bergwerksdirektion auch nur in der Lage, diese Markbeträge den Schweizergläubigern zu erstatten, wozu sie auch bereit ist.

Das Auswärtige Amt glaubt unter diesen Umständen, dass eine zufriedenstellende Regelung der Angelegenheit nur in der Weise erfolgen kann, dass die Schweizerische Regierung die Frankenbeträge für diejenigen Saarkohlenmengen, die bereits vorausbezahlt worden waren und die sie gleichwohl an die französische Behörde abgeführt hat, von dieser sich zurückerstatten lässt. Die Rückzahlung der Markbeträge, die die Bergwerksdirektion von den französischen Behörden erhalten hat, würden dann an diese zu erfolgen haben.»

Wir können uns der Richtigkeit dieser deutschen Argumentation nicht verschliessen. Auch uns scheint die richtige Lösung dieser Frage darin zu liegen,

dass Deutschland, d.h. die Bergwerksdirektion, den Schweizerimporteuren dasjenige zurückerstattet, was sie effektiv erhalten hat, nämlich die Markbeträge, und dass die Differenz zwischen Franken- und Markwährung von demjenigen gefordert werden muss, der sie ohne Rechtstitel bezogen hat, d.h. von der französischen Regierung. Ebensogut kann man selbstverständlich die gesamten Frankenbeträge von Frankreich zurückverlangen, wogegen dann, wie es die deutsche Note vorschlägt, die Bergwerksdirektion der französischen Regierung die von ihr erhaltenen Markbeträge zurückerstattet.

Wir bitten Sie nun, die Angelegenheit prüfen und dann an zuständiger Stelle vorbringen zu wollen. Sollten Sie irgendwelche näheren Aufschlüsse noch nötig haben, so stehen wir selbstverständlich gerne zu Ihrer Verfügung.

Wir möchten nur noch erwähnen, dass es sich um eine Summe von Fr. 380'943.– handelt.[5]

---

5. *Dans une note du 24 novembre au Ministère français des Affaires étrangères, le Ministre Dunant, après avoir résumé les indications de Schulthess, écrivait:*

*[...]*la Légation est en conséquence chargée par son Gouvernement et a l'honneur de recourir aux extrêmes bons offices du Ministère pour que le Gouvernement de la République examine avec sa bienveillance coutumière la possibilité de restituer aux citoyens suisses, en vue du recouvrement de l'intégralité des sommes avancées par eux, le montant de la différence entre la somme en marks que le Gouvernement allemand s'est déclaré disposé à rendre et le montant en francs suisses, effectivement perçu par l'Etat français.

La Légation croit pouvoir ajouter que, le bien-fondé des prétentions formulées par le Gouvernement fédéral ne pouvant juridiquement être mis en doute, c'est avec une entière confiance qu'elle attend la réponse que le Gouvernement de la République lui donnera selon les principes de justice dont il s'est toujours inspiré. (E 2200 Paris 1/1551).

Pour la suite de cette question, cf. n^os 169, 205.

142

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 20.TS Wien, 9. November 1919

Beiliegend finden Sie einen kleinen Artikel des «Neuen 8 Uhr Blattes» vom 7. November, welcher, anlässlich der Anerkennung der Republik Österreich durch Schweden und Dänemark, unverhohlen den hier in massgebenden Kreisen darüber herrschenden Missmut zum Ausdruck bringt, dass die Schweiz sich noch nicht bewogen gefühlt hat, ein gleiches zu tun. Die erwähnte Abendzeitung ist keineswegs sozialistisch gesinnt, sondern gehört zur Gruppe des «Neuen Wiener Tageblattes», welches unter dem Einflusse Sigharts, des früheren Freundes des ermordeten Grafen Stürghk, steht und eine gemässigte opportunistische Politik verfolgt. Der Artikel gibt aber eine Stimmung wieder, die auch in Regierungskreisen ganz entschieden herrscht. Man ist über die Haltung der Schweiz verstimmt, darüber darf man sich keinen Illusionen hingeben; ich habe die Sache

auch kommen sehen und Ihnen seit Monaten in diesem Sinne berichtet. Bei Staatskanzler Renner und andern massgebenden Persönlichkeiten trägt namentlich die Vorarlberger Geschichte dazu bei, eine gewisse Nervosität hervorzurufen. Der Artikel des '8 Uhr Blattes' hat auch in hiesigen diplomatischen Kreisen Aufsehen erregt. Von meinem niederländischen Kollegen hörte ich, dass seine Regierung demnächst den neuen österreichischen Staat anerkennen werde, da, wenn auch die Möglichkeit einer monarchischen Restauration nicht ganz ausgeschlossen sei, eine solche doch in ziemlicher Ferne liegen möchte.

Baron Flotow, der Leiter des liquidierenden Ministeriums des Äussern, ist einer meiner persönlichen Freunde, im Herzen Monarchist und gar kein Anhänger der jetzigen Regierung, wenn er auch absolut korrekte Beziehungen zu ihr unterhält. Er besuchte mich gestern, und die Rede fiel auch auf den Artikel des '8 Uhr Blattes'. Flotow konnte mir nun aus eigenen Wahrnehmungen bestätigen, dass man im deutsch-österreichischen Staatsamte des Äussern sich der Schweiz gegenüber in etwas gereizter Stimmung befinde. Vor ungefähr einem halben Jahre habe die Schweiz infolge ihrer Hilfsaktion und ihres ganzen Verhaltens Österreich gegenüber in Wien eine Ausnahmsstellung gehabt wie selten ein Staat einem andern gegenüber; die Lage habe sich aber in der Zwischenzeit etwas verändert, worüber ich mir wahrscheinlich auch schon Rechenschaft gegeben haben werde, was in der Tat stimmt.

Seit meinem letzten Besuche bei Staatskanzler Renner, worüber ich Ihnen ausführlich berichtete,[1] kann ich zwar das Bestreben feststellen, den von mir vorgebrachten Klagen bis zu einem gewissen Grade gerecht zu werden. Unsere grossen Forderungen aus dem Zuckerabkommen vom Jahre 1917 sind auf dem Wege, wenigstens gesichert zu werden, und unsere Reklamationen wegen Kriegsschäden, Vermögensabgabe, Steuerflucht, Sperre und ähnl. werden einer eingehenden Prüfung unterworfen, doch, wie gesagt, eine gewisse Gereiztheit ist nicht zu verkennen.

Wollen wir die Anerkennung der österreichischen Republik so lange hinausschieben bis wir nicht mehr anders können, ohne dass unser Verhalten als ein unfreundlicher Akt angesehen werden muss, so müssen wir mit unserer Zurückhaltung bestimmte *erreichbare* Ziele verfolgen, die das Aufgeben unserer Vorzugsstellung rechtfertigen. Was nun unsere finanziellen und steuerpolitischen Begehren anbetrifft, so liegt deren Erfüllung nicht einzig und allein in der Macht der hiesigen Regierung, sondern sie sind teilweise durch die Verhältnisse im allgemeinen, durch die Folgen des Friedensvertrages und durch die nach allen Seiten hin sich ausbreitende Misere bedingt; bösen Willen hier zu suchen ginge, glaube ich, zu weit. — Bleibt die Vorarlberger Frage. Ich fühle wohl, dass Sie sich davor scheuen, durch die Anerkennung der österreichischen Republik sich auch mit den Grenzen des Landes, wie sie im Friedensvertrag von St. Germain festgelegt sind, einverstanden zu erklären. Es fragt sich nun aber, ob wir durch unsere Zurückhaltung irgend einen Einfluss auf die Gestaltung dieser Grenzen ausüben können, namentlich seitdem die Vorarlberger Vertreter in der Nationalversammlung, teilweise wohl unter dem Drucke des mächtigen Bauernvertreters

1. *Cf. n° 126.*

und Vize-Kanzlers Jodok Fink, sowohl die Unterzeichnung als die Ratifikation des Friedensvertrages gutgeheissen haben. Etwas anderes als das, von Staatskanzler Renner mir gegenüber zugesagte,[2] Unterbreiten der Vorarlberger Frage dem Völkerbunde scheint mir kaum erreichbar, es sei denn, dass Ihre Informationen aus dem Vorarlberg selbst irgend ein anderes Vorgehen von Seiten der Einwohner dieses Landes zu erwarten berechtigen. War es Ihre Absicht, dem hiesigen Staate gegenüber eine gewisse Verstimmung zu markieren, so ist der Zweck offenbar schon erreicht; weiter zu insistieren, wäre, meiner Ansicht nach, unvorsichtig und könnte uns nichts nützen.

Über die herrschende Kohlen-, Lebensmittel- und Rohstoff-Misere und die Bestrebungen der Entente, derselben abzuhelfen, sind Sie durch die Tagesblätter reichlich informiert; leider beschäftigt sich die Regierung und namentlich deren sozialistischer Flügel allzuviel mit andern, meist parteipolitischen Fragen, die bei der schrecklichen Lage des Landes ganz in den Hintergrund treten sollten.

Wie ich denn auch von sehr gut unterrichteter Seite höre, ist die Verstimmung gegen die Sozialdemokraten nicht nur in den Ländern, *[sondern]* selbst in Wien stets im Wachsen begriffen, und sie würden, wie mir versichert wird, wenn heute Wahlen stattfinden sollten, einfach weggefegt. Ein Führer der Christlichsozialen erzählte mir, was nicht publik wurde, dass bei den Verhandlungen für die kürzliche Erneuerung des Koalitionspaktes zwischen Sozialisten und Christlichsozialen die Vertreter der letzteren nur mit *einer* Stimme Mehrheit diese Erneuerung gutgeheissen haben. Die Christlichsozialen, fügte er bei, warten nur auf eine günstige Gelegenheit, um sich, wie sie es schon im Wiener Gemeinderat getan haben, mit Eclat zurückzuziehen und den Sozialisten allein die Verantwortung für die herrschende Misswirtschaft zu überlassen. Die Sozialisten fühlen sich keineswegs wohl und proklamieren daher immer wieder, wie auch Renner kürzlich mir gegenüber, ihre Verdienste an der Aufrechterhaltung von Ruhe und Ordnung; sie sind aber ihrer Macht nicht mehr sicher und wittern namentlich überall monarchistische Intrigen. Was nun die monarchistischen Tendenzen anbetrifft, so sind sie in manchen Kreisen entschieden vorhanden, doch denkt, glaube ich, und wie mir auch in diesen Kreisen ganz bestimmt versichert wird, niemand, am allerwenigsten Kaiser Karl und die Mitglieder der Kaiserlichen Familie, an einen Putsch, der eine Restauration herbeiführen könnte; wie ich es schon oft betont habe, liegt in dieser Richtung die Hauptgefahr in den Folgen einer allfälligen Restauration in Ungarn, welche, namentlich wenn die Abtretung des deutschen Westungarns erzwungen werden wollte, zu einer militärischen Aktion führen könnte. Wie ich höre, sind die Westungarn deutschen Stammes fest entschlossen, ihre deutsche Kultur und Sprache unter allen Umständen zu wahren, aber innerhalb des *ungarischen* Staates, und soll ihnen gar nicht einfallen, den Anschluss an das verlotterte Österreich und namentlich an das jüdische sozialistische Wien zu suchen. Die Ungarn ihrerseits sollen nicht daran denken, Westungarn freiwillig herzugeben und die, wie mir von einem französischen Offizier versichert wird, militärisch sehr hochstehende weisse Armee des Admirals Horthy würde mit Leichtigkeit die undisziplinierte, kommunistisch angehauchte österreichische

2. *Cf. n° 126.*

Volkswehr überwinden. Renner soll letztere angefragt haben, ob sie eventuell gegen Horthy in Westungarn kämpfen würde und eine zusagende Antwort erhalten haben; aber eine Armee, die man zuerst anfragen muss, ob sie gegebenenfalls an die Front marschieren würde, bietet wohl keine grosse Sicherheit.

Im übrigen höre ich, auch von monarchistischer Seite, dass die Bauern wohl antisozialistisch gesinnt und gegen Wien eingenommen sind, eine Restauration der Monarchie erstreben sie dagegen, vielleicht mit Ausnahme Tirols, nicht. Charakteristisch ist folgender Vorfall: die Leiter der Christlichsozialen Partei hatten als Gesandten beim Vatikan (die Bezeichnung war ihrer Partei zugesagt worden) den Karriere-Diplomaten Baron Kahlenberg bezeichnet. Diese Wahl wurde aber von der Parteiversammlung nicht ratifiziert, sondern es wurde als Vertreter beim Papst Dr. Funder, Chefredaktor der «Reichspost», auserkoren, weil man findet, er vertrete in diesem Hauptorgan der Partei zu stark monarchistisch angehauchte Ansichten. Der unter einem Monarchen wohl kaum zu einem für Österreich so wichtigen Gesandtenposten berufen würde, *[!]* so glaubt man ihn vielleicht zugleich auch auf diese Weise für die Republik, die sein Brotherr würde, zu gewinnen.

143

E 2200 Paris 1/1515

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Conférence de la Paix, G. Clemenceau

Copie
N

Paris, 9 novembre 1919

L'article 435 du Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, comporte la reconnaissance des garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et notamment l'Acte du 20 Novembre 1815, garanties qui, aux termes de l'article 21 du Pacte de la Société des Nations, constituent des engagements internationaux pour le maintien de la paix.

Un article semblable (375) figure dans le Traité, signé à St-Germain le 10 septembre 1919.

Le Gouvernement fédéral est d'avis qu'il y a un intérêt primordial à ce que tous les Etats pouvant à l'avenir faire partie de la Société des Nations, reconnaissent formellement la situation résultant des dispositions ci-dessus rappelées; aussi attache-t-il le plus grand prix à ce qu'une clause analogue soit insérée dans tous les Traités de Paix encore à conclure. Peut-être pourrait-on objecter que ni la Bulgarie ni la Turquie n'eurent part aux Traités de 1815; à cela, il y a lieu de remarquer que la doctrine de Monroë a été formellement consacrée par l'article 21 du «Pacte» qui est reproduit dans le projet de traité de paix avec la Bulgarie; il semble dès lors nécessaire au Conseil fédéral Suisse, d'en agir de même avec le seul engagement visant le maintien de la paix qui ait été conclu dans l'intérêt de toute l'Europe.

J'ai l'honneur de porter ce qui précède à la connaissance de votre Excellence,

et je vous serais fort obligé, M. le Président, de consentir à faire examiner d'urgence et avec bienveillance les desiderata exprimés par mon Gouvernement.[1]

1. *Par note du 10 novembre, G. Clemenceau a répondu:*
J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette question a été posée, à la séance de ce jour, au Conseil Suprême et que la suggestion du Gouvernement fédéral a été accueillie. En conséquence, et sous réserve de l'assentiment de la Délégation bulgare, un article identique aux articles 435 du Traité de Versailles et 375 du Traité de Saint-Germain sera inséré dans le traité de paix avec la Bulgarie. (E 2200 Paris 1/1515).
Le 12 novembre, la Division des Affaires étrangères du Département politique communiquait au Ministre Dunant (T no 54): Décision Conseil Suprême d'insérer la disposition comportant la reconnaissance de notre neutralité dans traité avec Bulgarie très satisfaisante. Il y aurait peut-être lieu d'examiner le mode de l'insertion de cette clause, Dutasta ayant fait observer avec raison que l'article 435 contient de nombreuses dispositions ne concernant pas la Bulgarie. Il paraîtrait en effet superflu de reproduire dans des traités avec des Etats désintéressés du régime de la Savoie comme la Bulgarie et la Turquie les accords relatifs à ce territoire ainsi que les notes échangées à ce propos entre la Suisse et la France. La seule disposition qui intéresse tout Etat est la reconnaissance de la neutralité suisse telle qu'elle a été établie par les Traités de 1815 ainsi que sa reconnaissance comme engagement international en faveur du maintien de la paix aux termes de l'article 21 du Pacte. Veuillez donc informer Dutasta que le Gouvernement suisse n'insiste nullement sur l'insertion du texte intégral de l'article 435 du Traité de Versailles dans les traités à conclure avec les Puissances non signataires des Traités de 1815, mais qu'à son avis il suffirait d'y reproduire la première partie de cet article qui seule a trait à la neutralité suisse. Nous proposons formule suivante. Les parties contractantes reconnaissent les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et notamment l'Acte du 20 novembre 1815, garanties qui constituent des engagements internationaux pour le maintien de la paix. (E 2200 Paris 1/1515).

144

E 1004 1/272

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1919[1]

3862. Question des zones franches

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 6 novembre 1919

Dans un entretien qu'il a eu récemment avec le Chef du Département politique, le Chargé d'Affaires de France à Berne l'a informé du dépôt d'un projet de loi en date du 17 octobre par lequel le Gouvernement français demande aux Chambres de l'autoriser à installer un cordon de douane à la frontière politique entre la Suisse et les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

Une semblable décision ne serait conforme ni aux Traités de 1815 et 1816, ni

1. *Etait absent: F. Calonder. Le 9 novembre est décédé le Conseiller fédéral Eduard Müller. Son siège resta vacant jusqu'au début de 1920.*

aux engagements pris par M. Pichon dans une note du 29 avril dernier à M. Ador.[2]

Dans ce document, le Ministre des Affaires étrangères avait en effet affirmé de la façon la plus positive que le Gouvernement de la République entendait bien ne se prévaloir du régime nouveau à instituer d'un commun accord entre les deux Gouvernements que quand les négociations relatives à la Convention destinée à remplacer le régime ancien auraient abouti à un arrangement entre eux.

Bien que, de renseignements recueillis depuis lors, il résulte que le dépôt du projet de loi susmentionné est devenu caduc, il y a lieu, semble-t-il, de tenir compte des inquiétudes qui se sont manifestées récemment au sein de la Commission du Conseil national réunie à Montreux pour se prononcer sur le Message du Conseil fédéral[3] relativement à la ratification par les Chambres de l'accord qui consacre la renonciation de la Suisse à son droit d'occupation de la Savoie du Nord.

Les membres de la Commission ont insisté sur l'importance qu'il y a pour la Suisse à ne pas se dessaisir d'une servitude qui grève la France, sans avoir auparavant acquis la certitude que ce pays ne profitera pas de la liberté qu'il aura reconquise dans la Savoie du Nord pour mettre fin, par voie autonome, au régime contractuel des zones franches et avant qu'aient abouti à un accord entre les deux Gouvernements les négociations qui vont s'ouvrir prochainement à ce sujet.

Tout récemment, le Département politique vient d'être saisi d'une réclamation de commerçants genevois qui se plaignent que des marchandises exportées dans les zones ont été frappées de droits de douane, ce qui n'est pas conforme aux droits de la Suisse.

Pour les raisons susmentionnées, le Département politique estime devoir demander au Gouvernement français de ne rien innover, jusqu'au moment où l'accord envisagé aura été conclu entre les deux Gouvernements.

Le Conseil fédéral ne peut en effet laisser subsister sur ce point une équivoque qui l'exposerait à des critiques justifiées de la part du peuple suisse, voire même à des difficultés de la part des membres de l'Assemblée fédérale, auxquels il se dispose à demander sous peu de ratifier l'accord conclu entre lui et le Gouvernement français relativement à la Savoie du Nord.

Fondé sur ces considérations, le Conseil fédéral *décide* d'adresser au Gouvernement français la note suivante:[4]

«Le Gouvernement fédéral a reçu récemment de l'Ambassade de France à Berne une communication verbale suivant laquelle le Gouvernement de la République aurait déposé le 17 octobre un projet de loi devant l'autoriser à établir un cordon douanier à la frontière politique entre la Suisse et les zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Il a appris en outre que des agents de l'administration française ont commencé à percevoir des droits de douane à la frontière entre la Suisse et les zones.

Le Conseil fédéral se permet de rappeler au Gouvernement français que par sa note du 29 avril M. le Ministre des Affaires étrangères avait pris envers M. le Pré-

---

2. *Cf. DDS 7/1, n° 375, annexe 2.*
3. *Pour ce Message, cf.* FF, 1919, vol. V, *pp. 165–228.*
4. *Cette note a été remise à l'Ambassade de France à Berne, le 11 novembre.*

sident de la Confédération en déplacement à Paris l'engagement de ne se prévaloir d'un régime nouveau demandé par le Gouvernement français et à instituer d'un commun accord entre les deux Gouvernements qu'après que les négociations y relatives auraient abouti à un accord.

Les Hautes Puissances signataires du Traité de Versailles ont en outre confirmé expressément cet engagement quand, par l'article 435, alinéa 2, de ce Traité, elles ont stipulé que le régime des territoires susmentionnés devrait être réglé d'entente entre les deux Gouvernements.

Le Conseil fédéral estime de son devoir et de son droit de demander au Gouvernement français de ne rien innover dans l'état de fait et de ne rien instituer qui puisse préjuger en quoi que ce soit le résultat des négociations envisagées tant qu'elles n'auront pas abouti à un accord.

L'Assemblée fédérale se réunit en ce moment pour discuter la ratification des diverses dispositions envisagées dans l'art. 435 du Traité de Paix,[5] au nombre desquelles figure la renonciation de la Suisse au droit d'occupation militaire de la Savoie du Nord. Il est certain que l'Assemblée fédérale voudra avoir des explications sur les faits susindiqués; le Conseil fédéral tient à pouvoir lui fournir des explications rassurantes.»[6]

---

5. *Cf. n° 154.*

6. *Le Gouvernement français répondit par note du 17 novembre: [...]* Le simple dépôt d'un projet de loi destiné à organiser le futur régime des zones n'est pas en contradiction avec l'engagement pris par le Gouvernement français de respecter le statu quo *vis-à-vis de la Suisse,* jusqu'à la conclusion de l'accord prévu par l'article 435. Il y a toutes raisons de croire que les négociations qui vont commencer aboutiront avant que ce projet soit voté, et peut-être même discuté, par les Chambres françaises. Si toutefois ces négociations, tout en donnant plein espoir d'arriver à un accord paraissaient devoir nécessiter un délai assez long et si le projet de loi était voté, pendant qu'elles seront encore en cours, le Gouvernement français prendrait les dispositions utiles pour assurer le maintien du statu quo, en ce qui concerne les produits d'origine suisse, jusqu'à l'aboutissement normal des négociations, conformément aux déclarations qu'il a faites au Gouvernement fédéral. *[...]* (E 2/1667). *Pour l'ensemble de la question des zones, cf. les imprimés officiels, remis à la Cour permanente de Justice internationale:* Premier Mémoire du Gouvernement Suisse, Août 1928; Annexes au Premier Mémoire du Gouvernement suisse, Août 1928; Mémoire présenté au nom du Gouvernement de la République française, Paris (Imprimerie nationale) 1928; Contre-Mémoire du Gouvernement suisse, Janvier 1929; Annexes au Contre-Mémoire du Gouvernement suisse, Janvier 1929; Contre-Mémoire présenté au nom du Gouvernement de la République française, Paris (Imprimerie nationale) 1928.

145

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 novembre 1919[1]

Vorarlberg

Geheim Politisches Departement. Antrag vom 5. November 1919

Das politische Departement gibt in seinem Antrag einen kurzen Überblick über die Entwicklung der Vorarlberger-Frage und hebt namentlich hervor, dass gegenwärtig Deutschland sowohl in bezug auf die Lieferung von Nahrungsmitteln und den Ausbau der Wasserkräfte als auch in politischer Beziehung die grössten Anstrengungen mache, um den Anschluss Vorarlbergs an Deutschland zu sichern und zu beschleunigen. Deutschland sei vollkommen bereit, sich das Vorarlberg anzugliedern. Der unausweichliche Zusammenbruch und Zerfall Österreichs sei in allernächster Zeit zu gewärtigen und Vorarlberg, das leidenschaftlich zur Schweiz neige, sei durch seinen bisherigen Misserfolg in der Schweiz entmutigt. Es sei daher dringend geboten, in dieser Stunde einen Schritt zur Aufrichtung der Stimmung in Vorarlberg zu tun. Diese Erwägungen führen zu dem Antrag, das politische Departement zu ermächtigen, dem Landeshauptmann von Vorarlberg kategorisch zu erklären, für den Fall, dass Vorarlberg sich durch eine Selbständigkeitserklärung, oder in Folge der Umstände von Österreich trenne, werde die Schweiz ihm ihre materielle, moralische und politische Unterstützung angedeihen lassen, bis die Frage seiner Zugehörigkeit entschieden sei.

In der Beratung wird geltend gemacht, die Volksstimmung in der Schweiz sei noch keineswegs überwiegend für den Anschluss des Vorarlbergs. Ein kleiner Teil der Bevölkerung sei vielleicht durch die Agitation der Presse in den letzten Wochen für den Anschluss gewonnen worden, grosse Volkskreise in allen Teilen des Landes wollen von dem Anschluss entweder überhaupt nichts wissen oder stehen der Frage gleichgültig gegenüber. Die materielle Versorgung des Vorarlbergs mit Lebensmitteln, Petroleum, Benzin und Kohlen, würde nach approximativer Schätzung die Schweiz monatlich etwa 5 Millionen Franken, im Jahr also 60 Millionen Franken kosten. Hinsichtlich der Nahrungsmittelversorgung liesse sich prüfen, ob nicht die Monopolwaren zum selben Preis an Vorarlberg abgegeben werden könnten, zu dem sie in der Schweiz in den Handel gelangen. Eine weitere Frage wäre, ob man dem Vorarlberg tatsächlich einen gewissen Kredit einräumen solle, was aber unter der Hand geschehen müsste. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements beantragt schliesslich, das Ernährungsamt zu beauftragen, eine Zusammenstellung darüber zu machen, welche Quantitäten an für das Vorarlberg nötigen Waren die Schweiz liefern könne, ob hiefür die Gestehungspreise oder die Preise, zu welchen diese Waren an den schweiz. Konsumen-

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*

ten abgegeben werden, verlangt werden sollen, welche Belastung sich hieraus für die Schweiz ergeben würde, und ob die Schweiz dem Vorarlberg einen Kredit eröffnen könne.[2]
Diesen Antrag erhebt der Rat zum Beschluss.

2. *Pour la même question, cf. aussi n° 150.*

146

E 2200 Wien 10/3

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

L 111.My Berne, 10 novembre 1919

Nous vous remercions vivement de votre lettre C.16.19.150 du 4 novembre,[1] concernant les affaires du Liechtenstein, et nous nous empressons de vous faire savoir ce qui suit:

Pendant la seconde quinzaine d'octobre, nous avons sondé discrètement les Gouvernements de France, d'Angleterre, d'Italie et d'Allemagne pour savoir s'ils seraient d'accord avec une représentation par la Suisse des intérêts du Liechtenstein. Toutes les réponses ont été favorables: l'Angleterre a suivi de près les autres pays. Nous avons alors adressé, soit par l'intermédiaire de nos Légations, soit par celui des Légations étrangères accréditées à Berne, soit enfin directement, une note aux Puissances, note à laquelle nous avons annexé une copie de la note[2] du Chargé d'Affaires du Liechtenstein qui nous demandait d'assumer les intérêts de son pays.

Il s'est seulement présenté une petite anicroche au dernier moment au sujet de la France. M. Beck, Chargé d'Affaires du Liechtenstein, a manifesté une certaine hésitation, en déclarant qu'il ne savait pas si son Gouvernement voulait ou ne voulait pas se faire représenter directement à Paris. Comme sa note mentionnait expressément que l'Autriche et la Tchécoslovaquie étaient les seuls pays à excepter de notre représentation, nous ne lui avons pas caché que ses hésitations posthumes nous paraissaient bizarres. Nous avons pu constater ce matin, tant par votre lettre que par des explications apportées par M. Beck, qu'il y avait eu là une confusion de sa part et que le Liechtenstein désirait se voir représenter par nous aussi à Paris. Dans ces circonstances, nous avons fait à Paris comme ailleurs la démarche officielle, et nous n'avons pas lieu de croire qu'elle rencontre où que ce soit un accueil défavorable.

En ce qui concerne les relations internes entre le Liechtenstein et la Suisse, nous attendons que la Principauté nous désigne son ou ses délégués.

1. *Cf. n° 138.*
2. *Cf. n° 120.*

Pour la maison de jeu, nos objections n'ont été que verbales, mais elles ont revêtu une forme *très catégorique.* M. Beck l'a parfaitement compris; il nous a déjà donné une réponse verbale tout à fait conforme à nos désirs; il va nous la confirmer par écrit et attend seulement pour cela que le Gouvernement de Vaduz ait approuvé la forme de la note qu'il projette.

Nous ajoutons que chaque note ou communiqué venant de nous a été soumis préalablement au Chargé d'Affaires du Liechtenstein, avec lequel nous procédons d'un parfait accord.

Nous prenons acte de ce que le représentant du Liechtenstein vous a dit[3] au sujet de l'entrée de la Principauté dans la Ligue des Nations. Nous en donnons communication à M. Huber, et nous admettons que le Gouvernement de Vaduz nous fera part de ses désirs par l'intermédiaire de son Chargé d'Affaires.

Quant à la question d'une représentation de la Suisse au Liechtenstein, nous savons déjà que le Prince vous verrait d'un bon œil accrédité à Vaduz. Il nous l'a donné à entendre de la façon *la plus aimable.* Mais M. Calonder se réserve de réfléchir encore à la question.[4]

---

3. *Cf. n° 138.*
4. *En marge de la première page, M. Bourcart a noté:* Communiqué verbalement le communiqué, excepté le dernier §, à M. de Baldachs *[?],* secrétaire de la Légation du Liechtenstein. 20. Nov. 1919.

147

E 2001 (B) 1/18

Aide-Mémoire de l'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch. L. E. Lardy

Minute *Berne, 12 novembre 1919*

Le 12 novembre, le Baron de Vaux dit à M. Lardy qu'à son avis l'Autriche est toujours menée par MM. Bauer, Deutsch et Cie. et que M. Renner est dans les mêmes eaux qu'eux, bien que son opportunisme l'engage à parler un peu différemment. Il ajoute que le Baron Franz — qui passe pour le seul diplomate autrichien intelligent — est tout à fait du même avis. Les dirigeants de Vienne sont des bolchevistes honteux, détestés dans le pays, et qu'aucun principe ne sépare des plus mauvais. Ils marcheraient avec n'importe qui.

148

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Bucarest, G. Boissier,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

RC n° 16 Bucarest, 12 novembre 1919

Pour faire suite à mon rapport No.15 du 30 Oct./3 Novembre[1] dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je me suis rendu à nouveau le 6 novembre chez le Ministre des Affaires étrangères, M. Mişu. Conformément à vos instructions je lui ai fait part de votre surprise des interviews accordés par M. Cusin à la presse suisse.[2] M. Mişu, qui est un diplomate de carrière des plus distingués, a été consterné de l'attitude de M. Cusin qu'il a qualifiée de parfaitement insolite et il m'a promis d'en saisir immédiatement son collègue du Commerce pour que l'attaché commercial à Berne soit à l'avenir rappelé à l'observation des usages et de la discrétion.

J'ai profité de l'occasion pour insister auprès de M. Mişu sur le désir que nous avions de savoir si oui ou non le Gouvernement actuel était dans les mêmes intentions que son prédécesseur et si nous pouvions toujours compter sur les engagements verbaux, pris par ce dernier. M. Mişu m'avait promis de soumettre à nouveau la question à ses collègues et de me donner une réponse positive le plus tôt possible.

J'ai le très grand regret de vous faire savoir que celle-ci est négative. Le Ministre des Affaires étrangères est venu me voir hier à la Légation et m'a déclaré que le Conseil des Ministres l'avait chargé de faire savoir par mon entremise au Conseil fédéral qu'il était dans l'impossibilité de prendre actuellement des engagements en ce qui concerne les exportations de céréales et notamment du blé; que jusqu'à présent par suite des conditions climatériques il avait été impossible de labourer et d'ensemencer les terres, qu'on avait encore l'espoir de pouvoir procéder cet automne à une partie de ces travaux si la saison s'y prêtait, mais qu'avant 6 semaines au moins le Gouvernement n'aurait aucune statistique en mains lui permettant de se faire une idée des ensemencements et par conséquent de la quantité éventuellement disponible pour l'exportation; que les bruits qui avaient couru dans le public de l'intention du Gouvernement d'autoriser certaines exportations de céréales avaient provoqué de toutes parts des protestations et que dans ces conditions le Gouvernement ne pouvait pas passer outre et devait refuser pour le moment de prendre aucun engagement de ce genre.

Le Ministre a ajouté qu'il avait dû faire la même réponse à la France, ce qui m'a été confirmé par le Chargé d'Affaires de France, mais qu'il espérait vivement que si un arrangement du genre de celui que nous avions projeté ne pouvait pas se conclure actuellement entre nos deux pays, par suite de raisons majeures, il espé-

---

1. *Cf. n° 130.*
2. *L'Attaché commercial de la Légation de Roumanie, à Berne, M. Cusin, avait accordé une interview à la presse suisse sur les négociations économiques en cours entre la Suisse et la Roumanie.*

rait vivement que la conversation à ce sujet pourrait être reprise plus tard, étant donné l'intérêt capital qu'il présentait pour nos deux pays; qu'enfin sachant que nous étions pressés d'avoir une réponse en raison des besoins de nos approvisionnements, il n'avait pas voulu me laisser plus longtemps dans l'incertitude et préférait faire savoir au Conseil fédéral qu'il ne devait pas compter pour le moment sur une fourniture de blé de la part de la Roumanie.

J'ai remercié M. Mişu de m'avoir enfin donné une réponse définitive, non sans lui dissimuler mon étonnement de ce que le cabinet précédent se fût montré si affirmatif, lors de nos pourparlers du mois d'avril; j'ai ajouté que je prenais acte de son désir de rentrer en pourparlers avec nous, lorsque les circonstances le permettraient et ai insisté pour que si dans un nombre x de semaines le Gouvernement une fois en possession des statistiques sur les ensemencements, voyait la possibilité de consentir à une exportation quelconque, je lui serais reconnaissant de ne pas oublier que la Suisse était inscrite au 1er rang sur la liste des pays ayant sollicité du blé.

Je n'ai pas besoin de vous dire que j'ai éprouvé une très grande déception de cet échec dans une négociation à laquelle je m'étais intéressé dès mon retour en Roumanie au mois de février[3]; j'y avais voué tous mes efforts, dès avant même qu'il pût être question d'exportations de céréales, voyant dans un arrangement de ce genre les meilleures garanties pour un développement de nos relations commerciales; j'avais même rencontré au début peu d'écho auprès de votre Département et des milieux financiers qui se montraient réfractaires à une avance de fonds à la Roumanie et ce n'est que lorsque put être envisagée la question d'une avance basée sur l'exportation de céréales ou autres produits que vous consentites à entrer en discussions. Si je n'avais pas comme témoins MM.les Membres de la délégation que vous avez envoyés ici cet été et qui ont assisté à nos entrevues avec les Membres intéressés du précédent Gouvernement, je pourrais craindre de passer pour vous avoir mal renseigné sur les intentions de ces derniers, mais je crois que ces Messieurs seront d'accord pour reconnaître que les engagements verbaux, pris par le précédent cabinet, paraissaient tout à fait sérieux. Je crois avoir fait tous mes efforts pour aboutir et ne puis — je le répète — que déplorer d'avoir échoué presque au port.

Mais il ne faut jamais se décourager; admettant même qu'il ait pu y avoir une manœuvre du précédent Gouvernement qui aurait espéré obtenir à la fin notre signature pour l'arrangement financier, sans prendre d'engagement ferme au sujet de la date et de la quantité d'exportations (nos deux principales conditions), j'ai l'impression qu'il n'y a aucune mauvaise disposition à notre égard dans les milieux dirigeants, bien au contraire; je suis certain que le prochain Gouvernement, quel qu'il soit, aura réellement un intérêt primordial à entretenir des relations étroites et suivies avec nous; j'en ai reçu trop souvent et dans des milieux trop différents l'assurance formelle pour avoir le moindre doute à cet égard, tout en faisant la part des phrases de circonstances. J'ai l'impression que l'échec actuel est dû réellement aux différentes causes que je vous ai énumérées et notamment aux conditions climatériques anormales de cette année, aux difficultés de trans-

3. *Cf. DDS 7/1, nos 238, 247, 345, 357, 371, 398, 421, 455.*

port, à la situation politique intérieure, mais nullement à un mauvais vouloir à l'égard de la Suisse et je suis d'avis qu'il ne faudra pas perdre l'occasion de reprendre les pourparlers, dès que les circonstances le permettront, à la fin de cette année ou au début de l'autre. Il est plus que probable en effet que même, s'il n'était pas possible d'obtenir une exportation de blé, celle du maïs sera possible dès le printemps; quant à celle du pétrole et de benzine elle n'entre pas en ligne de compte dans le refus actuel et si cette question vous intéressait toujours, la conversation pourrait même être reprise maintenant en ce qui concerne ces produits.[4]

4. *Dans sa lettre du 25 novembre, le Conseiller fédéral Schulthess communique au Ministre Boissier qu'il est* d'accord que les pourparlers soient repris, dès qu'il y aura espoir d'arriver à un résultat positif. (E 2200 Bukarest 2/12).

149

E 2001 (B) 8/21

La Légation britannique à Berne au Département politique

N 9241 Berne, November 13, 1919

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Swiss Political Department and have the honour to transmit to the Department herewith copies of a Convention and Protocol relating to the control of the Arms Traffic signed by the Principal Allied and Associated Powers at Paris on the 10th September.[1]

It will be observed that the convention provides, inter alia, that the signatories may only export arms and munitions of war to other signatories, subject to the provisions of the conventions as regards control and re-export.

All Powers, members of the League of Nations, will in due course be invited to adhere, but no such invitation can be issued until the convention comes into force, that is to say, has been ratified.

Acting on the instructions of His Britannic Majesty's Government, the Legation have the honour to inform the Political Department that, in order to comply with the obligation contained in the protocol and to avoid delay in the execution of contracts which would be legitimate were the convention in force, His Majesty's Government will require a previous guarantee from any government wishing to acquire war material from the United Kingdom that they will adhere to the convention when invited so to do and will in the meantime observe its conditions[2].

1. *Non reproduit, cf.* E 2001 (B) 8/21.
2. *Pour la réponse du Conseil fédéral, cf. n° 254.*

150

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 novembre 1919[1]

3900. Vorarlbergfrage

Politisches Departement
Antrag vom 14. November 1919

Das politische Departement stellt in Abänderung seiner Anträge vom 5.[2] und 10. November[3] den Antrag:

Der Bundesrat wolle das politische Departement ermächtigen, den Landeshauptmann von Vorarlberg folgendes wissen zu lassen:

«Die Schweiz mischt sich in keiner Weise in die innern Verhältnisse zwischen Vorarlberg und Österreich.

---

1. *Le siège de feu le Conseiller fédéral E. Müller était toujours vacant.*
2. *Non reproduite, cf.* E 1001 1 EPD Anträge 1.10 – 31.12, 1919. *Pour un résumé de cette proposition, cf. n° 145.*
3. *Cette proposition du 10 novembre reprenant les informations transmises par M. Ender disait:*

Kürzlich war Dr. Fink, der Vize-Kanzler Österreichs, in Bregenz und sagte, er hege sehr ernste Befürchtungen, dass in einem gegebenen Augenblicke versucht werde, ganz Deutsch-Österreich durch einen Staatsstreich an Deutschland zu bringen. *Die bestehende Regierung würde erklären, dass sie die Verantwortung nicht mehr zu tragen vermöge und keinen Ausweg sehe, als die Hilfe und den Schutz des Deutschen Reiches anzurufen. Es wäre dann niemand mehr da, und die Deutschen könnten an eine leere Stelle treten.*

Was die ernstesten Befürchtungen weckt, ist die Tatsache, dass Dr. Deutsch die Volkswehr zu einer rein sozialistischen, bewaffneten Macht umgestaltet. Trotz Überflusses an Offizieren der alten Armee werden beständig aus der sozialdemokratischen Partei neue Offiziere brevetiert und die alten ausgeschaltet. So ist die Sozialdemokratie bald die einzige bewaffnete Macht im Land und sie ist ja für den Anschluss an Deutschland.

Herr Ender erzählte weiter, dass der preussische Gesandte in Stuttgart, Moltke, sich ganz besonders entgegenkommend zeigte. Er sei ein sehr intelligenter Mann und habe es sofort verstanden, mit den Vorarlbergern zu verhandeln. Übrigens bemühe sich Deutschland ganz besonders um Vorarlberg, *viel mehr als um die anderen Länder,* welche sowieso für die deutsche Sache mehr oder weniger gewonnen seien.

Am 15. November wird der Landtag zusammentreten. Die Versammlung muss, offiziell oder privatim, über die Verhandlungen mit Deutschland unterrichtet werden. Dass grosse Entgegenkommen Deutschlands kann nicht verfehlen, einen grossen Eindruck zu machen.

Trotzdem würde es der Landesregierung keine Mühe geben, von dem Landtag eine Kundgebung zugunsten der Schweiz zu erhalten, sei es, dass die Regierung einen Antrag stellt oder sie sonst provoziert. Auch wäre Herr Ender in der Lage, von einem Tag auf den anderen den Arlberg zu sperren. Nötig wäre allerdings zu wissen, dass man nicht neuerdings einen Misserfolg in der Schweiz haben würde.

Aus dem Vorstehenden sowie aus anderen eingezogenen Erkundigungen geht klar hervor, dass der Landtag von einem Tag auf den anderen sich wird entschliessen müssen, ob der Schutz bei Deutschland gesucht werden soll, oder bei der Schweiz. Die vertrauliche Mitteilung des Herrn Fink an Herrn Ender scheint uns von der grössten Wichtigkeit zu sein. Sie bestätigt unsere Auffassung über die verzweifelte Lage Österreichs und die infolgedessen immer näher rückende Gefahr eines erzwungenen Anschlusses Vorarlbergs an Deutschland.

Falls aus irgend einem Grund eine Loslösung des Vorarlbergs von Österreich erfolgen sollte, würde die Schweiz das Vorarlberg nach Möglichkeit wirtschaftlich und politisch unterstützen bis zur Abklärung der Frage seiner Selbständigkeit und seiner politischen Zukunft.»

Der Vorsteher des politischen Departements weist darauf hin, dass nunmehr, angesichts der Anstrengungen Deutschlands, sich das Vorarlberg einzuverleiben, des drohenden Zerfalls Österreichs, dessen Regierung den Anschluss Vorarlbergs an Deutschland begünstigt, der Notlage Vorarlbergs und mit Rücksicht auf die Interpellationen Winiger und Gelpke[4] in den eidg. Räten, der Moment gekommen sei, wo der Bundesrat zur Vorarlbergerfrage Stellung nehmen müsse. Die Sachlage habe sich durch das entschiedene Eingreifen Deutschlands geändert. Die Gefahr, dass die Schweiz auch im Osten gänzlich von Deutschland umklammert werde, wenn Österreich mit Vorarlberg sich zu Deutschland schlage, sei gross und müsste von den unangenehmsten Folgen für die Schweiz sein. Halte man die Abwendung dieser Gefahr und die übrigen politischen Gründe für ausschlaggebend, so müssten finanzielle Erwägungen in diesem historischen Momente zurücktreten, und diese letzte Gelegenheit müsse benützt werden, um die Vorarlbergerfrage nicht durch die Macht der Umstände zugunsten Deutschlands präjudizieren zu lassen. Die Unterstützung Vorarbergs auch in politischer Beziehung werde zwar Deutschland und Österreich unangenehm berühren, aber weder von dieser noch von anderer Seite diplomatische Folgen zeitigen. Tue der Bundesrat jetzt nichts, so werde im Vorarlberg der Umschwung zugunsten des Anschlusses an Deutschland unweigerlich und zwar in den nächsten Tagen eintreten.

In der Beratung wird festgestellt, dass ein sehr grosser Teil des Schweizervolkes von einer Annexion des Vorarlbergs zur Zeit nichts wissen wolle, wohl aber mit einer Lösung einverstanden wäre, wonach Vorarlberg einen selbständigen Staat mit engen wirtschaftlichen Beziehungen zur Schweiz bilden würde. Im Kanton Genf könnte die Gefahr des Anschlusses Vorarlbergs an Deutschland einen Umschwung der Stimmung zugunsten des Anschlusses an die Schweiz hervorrufen, während man in der Waadt und Neuenburg selbst hierauf kein grosses Gewicht lege. Immerhin wird anerkannt, dass diese Gefahr abgewendet und eine Lösung im vorgenannten Sinne ermöglicht werden sollte. Zu diesem Zwecke müsse ein Schritt in der vom Antrag des politischen Departements angedeuteten Richtung getan werden, wobei man sich aber klar darüber sein müsse, dass jede Unterstützung Vorarlbergs der Schweiz bedeutende Opfer auferlegen werde. Vorarlberg sei als selbständiger Staat bei der grossen Schuldenlast, die es übernehmen müsse, kaum lebensfähig. Die eventuelle Rückwirkung der Unterstüt-

---

Unter solchen Umständen erneuert das politische Departement seinen Antrag vom 5. November und bittet dringend um Zustimmung des Bundesrates zum folgenden Antrag:

Der Chef des politischen Departementes wird ermächtigt, dem Landeshauptmann von Vorarlberg kategorisch zu erklären, dass, falls Vorarlberg sich von Österreich lostrennen sollte, sei es durch eine Selbständigkeitserklärung oder durch die Macht der Verhältnisse, die Bundesregierung demselben die materielle, moralische und politische Hülfe gewähren würde, bis die Frage seiner Zugehörigkeit gelöst worden ist. (E 1001 1 EPD Anträge, 1.10–31.12, 1919).

4. *Cf. n° 157.*

zung Vorarlbergs auf die schweizer. Guthaben in Deutschland und Österreich und eventuell auch auf die Kohlenlieferungen aus Deutschland dürfe nicht ausser Acht gelassen werden. Zu beachten sei auch, dass ohne die Vermittlung und Mitwirkung des Völkerbundes eine Angliederung des Vorarlbergs an die Schweiz nicht denkbar sei. Die politische Unterstützung müsste sich also darauf beschränken, dass die Schweiz beim interalliierten Rat den Anwalt des Vorarlbergs für seine Bestrebungen zur Erlangung des Selbstbestimmungsrechts mache. In wirtschaftlicher Beziehung könne es sich gegenwärtig nur darum handeln, dem Vorarlberg Lebensmittel – von Kohlen wäre abzusehen – zu Inlandspreisen zu liefern und ihm hierfür vorläufig Kredit zu gewähren. Wollte man weitergehen, oder die Versorgung für längere Zeit durchführen, was grosse Mittel beanspruchen würde, so müsste der Bundesrat sich hierzu durch die Bundesversammlung ermächtigen lassen und zu diesem Zwecke eine Botschaft an sie richten, deren wirtschaftlicher Teil auch über die Lasten, die der Schweiz daraus erwachsen, Aufschluss geben müsste.

Schliesslich einigt sich der Rat dahin, das politische Departement zu ermächtigen, dem Landeshauptmann von Vorarlberg mündlich durch einen Vertrauensmann folgendes eröffnen zu lassen:

«Die Schweiz mischt sich in keiner Weise in die innern Verhältnisse zwischen dem Vorarlberg und Österreich ein. Für den Fall aber, dass aus irgend einem Grunde die Loslösung des Vorarlbergs von Österreich in Frage kommen sollte, würde der Bundesrat auf Wunsch des Vorarlbergs mit ganzer Kraft dessen Bestrebungen zur Verwirklichung seines Selbstbestimmungsrechts, sei es beim Völkerbund, sei es bei der Pariser Konferenz, unterstützen.

Der Bundesrat ist ferner bereit, dem Vorarlberg auf Wunsch angemessene wirtschaftliche Unterstützung angedeihen zu lassen, namentlich in der Form von Kreditgewährung und Lieferung von Lebensmitteln.»[5]

ANNEXE 1

E 2001 (B) 3/10

Le Délégué du Vorarlberg, G. Neubner,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie *Bern, anfangs Dezember 1919*

1. Gibt die Schweiz uns Kohlen und Koks im ganz reduzierten Hungerausmasse von 50 Waggons monatlich, wobei die Kohlen für den Bahnbetrieb nicht inbegriffen sind?
2. a. In welcher Zeit können für uns 40 bis 60 Millionen Landesgeld (Vorarlberger Kronen) in verschiedenen Stückelungen gedruckt werden?

---

5. *Dans une note en bas du document, il est précisé:* Die genaue Formel wurde gemäss dem in der Sitzung erteilten Auftrag von den HH. Vizepräsident Motta und BR Calonder festgesetzt.

Au début décembre, les possibilités d'aide économique et politique au Vorarlberg, envisagées par la Suisse, étaient l'objet d'un questionnaire adressé au Chef du Département politique, F. Calonder, par le délégué du Vorarlberg, Neubner (reproduit en annexe 1). La réponse, rédigée par Calonder et remise à Neubner le 2 décembre *est reproduite en annexe 2.*

b. Eventuell in welcher Zeit kann eine gleiche Summe deutschösterreichischer abgestempelter, in der Schweiz liegender Noten unnachahmbar auf Vorarlberger Noten abgestempelt werden?
c. Muss für die Kosten im Falle a und b Deckung durch einen Beschluss des Landtages vorhanden sein, oder trägt jemand in der Schweiz das Risiko?
Dabei ist im Falle b die Gefahr, dass die Gültigkeit der so gestempelten Noten von Deutschösterreich negiert werden könnte?

3. Übernimmt die Schweiz den Betrieb der Bahn und Post?
4. Sichert die Schweiz den Betrieb unserer Elektrizitätswerke, in denen zum grössten Teil schweizerisches Kapital investiert ist, wenn die Arbeiter das Werk still legen?
5. Kann die Schweiz ausreichende Hilfe geben, wenn die Volkswehr (500 Mann, von denen jene in Schruns und Götzis, gegen 150 Mann, nicht in Betracht kommen) bewaffneten Widerstand aufbietet?
6. Wie verhält sich die Schweiz mit dem Schutze, wenn Österreich bewaffnete Volkswehr aus anderen Ländern nach Vorarlberg wirft?
7. Vertritt die Schweiz unser Begehren bei der Pariser Konferenz mit Aussicht auf raschen Erfolg, wenn wir im Landtag folgenden Beschluss fassen:
a. Der Landesrat hat Vorbereitungen zu treffen für den Fall, dass das Land seine Geschicke aus irgend einem Grunde vollkommen selbst in die Hand nimmt;
b. Die Staatsregierung ist aufzufordern, das Recht des Vorarlberger Volkes, sich selbständig zu stellen, anzuerkennen;
c. Die Schweizerische Eidgenossenschaft ist zu ersuchen, bei der Pariser Friedenskonferenz oder bei dem etwa inzwischen konstituierten Völkerbund die Anerkennung des Rechtes, sich selbständig zu erklären, für das Vorarlberger Volk zu erwirken.

ANNEXE 2

E 2001 (B) 3/10

Le Chef du Département politique, F. Calonder, au Délégué du Vorarlberg, G. Neubner

Copie *Bern*, 2. Dezember 1919[3]

ad 1: Kohlen können nicht geliefert werden.

ad 5 und 6: Die Schweiz kann unter keinen Umständen militärische Hilfe leisten. Wir müssen von jedem gewaltsamen Vorgehen dringend abraten. Alles, was Vorarlberg tut, soll sich auf dem Boden der Ordnung und des Rechts bewegen.

ad 7: Die Schweiz kann das Vorarlberg inbezug auf das Selbstbestimmungsrecht bei der Pariser Konferenz nicht vertreten, sondern nur unterstützen. Vorarlberg muss also zuerst seine Eingabe an die Konferenz oder an den Völkerbund richten. Dann erst kann die Schweiz auch ihrerseits ihre unterstützenden Schritte tun. Die Staatsregierung sollte jedenfalls auch aufgefordert werden, das Selbstbestimmungsrecht anzuerkennen. Der Entscheid hierüber liegt bei der Pariser Konferenz oder beim Völkerbund. Die Schweiz wird im Sinne vorstehender Ausführungen alles tun, was in ihrer Macht liegt, um den Vorarlbergern das Selbstbestimmungsrecht zur vollen Anerkennung zu bringen.

Auf die Fragen, 2, 3, 4 kann einstweilen nicht geantwortet werden, da die Bundesversammlung die Vorarlbergerfrage noch nicht diskutiert und hiezu Stellung genommen hat.

In politischer Hinsicht ist zu betonen, dass die Schweiz in keiner Weise die Vorarlberger veranlassen oder ermutigen will, sich von Österreich zu trennen. Aber auch für das Vorarlberg selber ist seine Zugehörigkeit zu Österreich so lange kein Nachteil, als letzteres lebensfähig und unabhängig bleibt. Die Schweiz wird das Vorarlberg, auch wenn es bei Österreich bleibt, *in jeder Beziehung nach Möglichkeit unterstützen.*

---

3. *Remarque manuscrite de Lardy en tête du document:* remis à M. Neubner le 2 décembre 1919.

Eine unerwünschte Lösung der ganzen Frage wäre, vom schweizerischen Standpunkte aus, der Anschluss des Vorarlbergs an Deutschland – mit oder ohne Österreich. Das ist – neben warmer Freundschaft und Sympathie – der Hauptgrund, warum sich das Schweizervolk um die Vorarlbergerfrage interessiert. Dass die Schweiz alles aufbietet, um eine solche Wendung zu verhindern, ist natürlich, immer vorausgesetzt, dass sie damit gemäss dem Willen der Vorarlberger handelt.

Die aufrichtige Freundschaft der Schweiz bleibt den Vorarlbergern unter allen Umständen gesichert. Die Schweiz legt durchaus kein entscheidendes Gewicht auf wirtschaftliche Vorteile, auf Vergrösserung ihres Gebietes oder ihres Einflusses. Wir wollen vor allem den freien Willen des braven Vorarlberger Volkes achten und geachtet wissen; diesen Standpunkt werden wir trotz allem selbst dann nicht verlassen, wenn die Vorarlberger aus irgend einem Grunde sich für Deutschland und nicht für die Schweiz entschliessen, was allerdings kaum denkbar erscheint.

Diese Bemerkungen waren notwendig, weil die Erklärungen des Bundesrates[4] vielfach falsch verstanden wurden.

Im übrigen wird die Schweiz unter allen Umständen und ganz unabhängig von der politischen Seite der Vorarlbergerfrage fortfahren, dem Vorarlbergervolk zu helfen, namentlich hinsichtlich seiner Versorgung mit Nahrungsmitteln und Bedarfssachen. Das ist jetzt die Hauptsache. Die Schweiz will jetzt ihre Sympathie durch die Tat beweisen und das Freundschaftsband für alle Zeiten fest und unauflöslich knüpfen.

---

4. *Cf. n° 157.*

151

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L 95/B. Holländische Reklamationen
betreffend unser Abkommen mit
Belgien.[1]

Bern, 14. November 1919

Unter Bezugnahme auf Ihre Schreiben vom 17. Oktober und 1. November betreffend die durch die hiesige holländische Gesandtschaft wegen unserm Abkommen mit Belgien vorgebrachten Beschwerden[2] beehren wir uns, Ihnen folgendes mitzuteilen:

Wie Ihnen bekannt ist, zwingt uns der ungünstige Stand unserer Kohlenversorgung, alles daran zu setzen, uns belgische Kohlen zu verschaffen. Die Kohlenqualitäten, die wir aus Belgien beziehen, sind uns namentlich für die Versorgung mit Hausbrandkohlen ganz unentbehrlich. Dazu kommt, dass die belgischen Kohlen uns zu verhältnismässig billigen Preisen geliefert werden.

Eine Bestimmung im Sinne von Art. 2 des Abkommens mit Belgien war leider nicht zu umgehen. Wir begreifen, dass der holländischen Regierung, welche den

---

1. *Sur la même question, cf. aussi n°s. 413, 177.*
2. *Non reproduites, cf.* E 2001 (B) 1/93. *Le Ministre hollandais à Berne, F.G. van Panhuys intervint le 17 octobre verbalement auprès du Ministre Lardy. De plus, la Légation des Pays-Bas à Berne exigea dans un aide-mémoire du 31 octobre [...]* que l'arrangement susvisé ne sera renouvelé sous aucune condition après le 31 décembre prochain *[...]* (E 2001 (B) 1/93).

Verkehr nach Möglichkeit über den Hafen von Rotterdam zu leiten wünscht, diese Vereinbarung unangenehm ist. Die Befürchtungen Hollands gehen indessen offenbar zu weit und der Vorwurf, durch die Abmachung mit Belgien werde der schweizerische-holländische Handelsvertrag verletzt, erscheint uns vollkommen ungerechtfertigt. Art. 2[3] des Abkommens mit Belgien ist ja so gefasst, dass er uns zur Bevorzugung – nicht etwa ausschliesslichen Benützung – des Hafens von Antwerpen für unsere Kohlentransporte nur dann verpflichtet, wenn dieser Hafen sowohl was die Kosten als was die Schnelligkeit des Transportes anbetrifft, grössere Vorteile bietet als die Konkurrenzhäfen, d.h. im konkreten Fall Rotterdam. Eine solche Abmachung, deren Inhalt eigentlich fast eine Selbstverständlichkeit ist, kann doch nicht als eine dem Handelsvertrag widersprechende Bevorzugung eines dritten Staates aufgefasst werden. Bei Berücksichtigung unserer Zwangslage in bezug auf die Kohlenversorgung kann auch von einer Unfreundlichkeit gegenüber Holland keine Rede sein.

Wir halten den Grundsatz, die Konkurrenz unter den verschiedenen Häfen auszunützen und denjenigen Häfen den Vorzug zu geben, welche uns hinsichtlich Ausblademöglichkeit, Abtransport etc. am besten dienen, nach wie vor aufrecht. Es besteht also keine Gefahr, dass wir den Hafen von Rotterdam zugunsten von Antwerpen vernachlässigen, solange Rotterdam konkurrenzfähig bleibt. Wir müssen in unserm eigenen Interesse vermeiden, uns an einen bestimmten Hafen zu binden. Dies schliesst natürlich nicht aus, dass wir mit dem einen oder andern Staate Vereinbarungen treffen, die auf eine Erleichterung und Verbilligung des Verkehrs abzielen. Wir möchten indessen hervorheben, dass unser Verkehr über Rotterdam bis jetzt ganz wesentlich grösser gewesen ist als der Verkehr über Antwerpen, weil eben die Transportbedingungen ab Rotterdam günstigere waren. Der Art.2 des Abkommens mit Belgien hat daher bis jetzt gar keine praktische Bedeutung erlangt. Auf diesen Umstand wird bei der Beantwortung des Aide-Mémoire der holländischen Gesandtschaft besonderes Gewicht zu legen sein.

Darüber, ob das Abkommen mit Belgien erneuert werden wird oder nicht, können wir uns heute noch nicht aussprechen. Es hängt dies von der weitern Entwicklung der Verhältnisse, namentlich in Bezug auf die Kohlenversorgung, ab. Auf jeden Fall müssen wir uns auch in dieser Hinsicht volle Freiheit des Handelns vorbehalten. Dagegen werden wir dem Wunsche der holländischen Regierung, in jedem einzelnen Falle zu prüfen, ob nicht der Transport über Rotterdam sich günstiger gestaltet als über Antwerpen, natürlich gerne entsprechen. Wir haben, wie bereits bemerkt, schon bisher stets in diesem Sinne gehandelt.

Wir bitten Sie, auf Grund der vorstehenden Ausführungen Herrn Panhuys die nötigen Aufklärungen und beruhigenden Zusicherungen zu geben.[4]

---

3. *Pour la teneur de cet article, cf. n° 177.*
4. *Une réponse à la Légation des Pays-Bas à Berne a été préparée par le Ministre Lardy, mais le Conseiller fédéral Calonder décida le 18 novembre de ne pas l'envoyer; cf.* E 2001 (B) 1/93.

152

E 2200 Paris 1/1554

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Ministère français des Affaires étrangères

Copie
N

Paris, 15 novembre 1919

Le Gouvernement fédéral croit savoir qu'au récent Congrès de Strasbourg aurait été soulevée la question de l'élargissement du canal de Huningue et qu'en outre on envisage la possibilité d'établir une usine à Kembs qui serait alimentée par un canal de dérivation dont l'eau pourrait être empruntée au Rhin.[1]

Les travaux envisagés semblant pouvoir porter atteinte aux droits séculaires de la navigation internationale, le Conseil fédéral attacherait du prix à ce qu'il ne soit pris aucune disposition susceptible de modifier le régime naturel du Rhin et de diminuer par là les droits de la Suisse à communiquer librement avec la mer par le fleuve international.

Bien qu'il soit convaincu que le Gouvernement de la République est soucieux des droits de la Suisse en matière de navigation internationale sur le Rhin, le Gouvernement fédéral serait heureux de pouvoir rassurer à cet égard les inquiétudes des cercles intéressés.[2]

1. *A ce sujet, cf. aussi n° 137.*
2. *Pour la réponse française, cf. n° 186.*

153

EVD KW Zentrale 1914–1918/13–14

Rapport du Représentant permanent de la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises en Yougoslavie, A.O. von Moos[1]

Copie

Belgrade, 16. November 1919

Meine Tätigkeit wird sich aller Voraussicht nach wie folgt einstellen müssen.

Ich werde die schweizerischen wirtschaftlichen Interessen in genereller Weise fördern müssen und eine angemessene Propaganda für schweizerische Industrie entwickeln; den Vertretern schweizerischer Firmen habe ich an die Hand zu

1. *Par circulaire n° 13 du 3 novembre 1919, la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises (pour sa fondation au printemps 1919, ses statuts et sa gestion, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/83–84) *orientait ses sociétaires au sujet de l'installation de représentations permanentes en Pologne (Oscar Haag, Varsovie), en Tchécoslovaquie (Geo Weber, Prague), en Hongrie (Richard Hefti, Budapest) et en Yougoslavie (A.O. von Moos, Belgrade et Zagreb). Cette circulaire délimite les services que cette société rend à ses membres: [...]* Nous sommes en mesure d'accepter pour les pays mentionnés, des envois en consignation, aux risques et périls de nos clients. La vente des marchandises qui nous auront été remises, sera effectuée le plus promp-

gehen und ihnen in jeder Weise behilflich zu sein. Ich habe mit hiesigen Finanz-, Handel- und Industriekreisen Fühlung zu nehmen und dieselben nach Bedarf mit schweizerischen Vertretern zusammen zu bringen und beidseitig auftretende Schwierigkeiten aus dem Weg räumen zu helfen.

Meine Hauptaufgabe wird jedoch darin bestehen, zu trachten, dass unsere schweizerischen Exporteure und Industriellen für ihre Lieferungen nach hier durch den Export von Landesprodukten nach der Schweiz bezahlt werden können. Je mehr ich von hier zum Export bringe, desto mehr kann in der Schweiz bezahlt werden.

Mit diesem Export eng zusammen hängt selbstredend die Regulierung der ganzen Devisenfragen, die Verhandlungen mit den massgebenden Regierungsstellen und die ständige Berichterstattung über die Devisen-, Export- und Transportverordnungen an Sie, damit Sie event. in der Schweiz die notwendigen Schritte unternehmen zu können *[!]*, die einheitlichen Arbeiten nach und mit der Schweiz ermöglichen.

Heute ist leider die *Situation* noch die, dass erstens in der Schweiz diese ganze Devisenfrage nicht gelöst ist und es vorkommen kann, dass andere Schweizer Firmen und Kaufleute hier mit ganzer Frankenbarzahlung einkaufen und sich um unsere Bestrebungen nicht kümmern, dass zweitens der Export von hier nach der Schweiz einerseits infolge der hohen Ausfuhrzölle und andererseits wegen der schwierigen und ernstlichen Transportkrisen vorläufig noch stark unterbunden ist und nennenswerte Mengen Produkte nicht exportiert werden können. Wir müssen also die Stabilisierung der hiesigen Verhältnisse abwarten und weiters trachten, die Transportfrage lösen zu helfen. Hier wird uns sicher im nächsten Frühjahr der Donauweg einige Erleichterungen verschaffen.

Momentan ist die Situation jedenfalls die, dass das Land für unsere schweizerischen Industrieartikel sehr aufnahmefähig ist, den Gegenwert jedoch in Landesprodukten, zufolge der geschilderten Umstände, nicht herausbringen kann. Diese riesige Differenz zwischen dem Wert der zu importierenden Industrieerzeugnisse und der heute bestenfalls exportiert werden könnenden Landesprodukte kann nur durch eine grosszügige Exportfinanzierung in der Weise ausgeglichen werden, dass dem Staate der S.H.S.[2] ein *grösserer Kredit zum Bezug schweizerischer Industrieartikel* eingeräumt wird. Durch Kredite allein wird das Land in die Lage versetzt, sich wirtschaftlich schnell zu erholen und seinen Verpflichtungen in absehbarer Zeit durch die Exportmöglichkeit nachzukommen.

Die gewährten Kredite können in Staatspapieren, Wäldern, Industrien, etc. sichergestellt werden. Eine Gefahr, dass das Land seinen Verpflichtungen nicht werde nachkommen können, existiert nicht, da der Staat der S.H.S., wenn er sich aus der momentanen Krisis herausgearbeitet haben wird, wirtschaftlich sich wird

---

tement possible par nos représentants, secondés par des maisons de commerce ayant l'expérience des marchés respectifs. En même temps nous nous chargeons de l'encaissement des créances résultant de toutes ces transactions. Notre société se chargera des *transports et des assurances aux meilleures conditions.*

Du reste, nous sommes à votre entière disposition pour vous donner les renseignements que vous désireriez avoir relativement au marché dans les pays en question, *[...]*. EVD KW Zentrale 1914–1918/83–84. *Même sujet, cf. aussi n^os 7, 13.*

2. Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

riesig entwickeln können. Es ist nicht übertrieben, wenn man die wirtschaftlichen Möglichkeiten in S.H.S. mit einem kleinen Amerika vergleicht. Die Entwicklungsmöglichkeit im innern Ausbau und in der Ausnützung des brachliegenden Reichtums scheint unbegrenzt.

Um hier jedoch wirtschaftlich festen Fuss fassen zu können, müssen wir uns in jeder Beziehung selbständig machen und uns auf Institute stützen können, die dieselben Interessen wie wir vertreten. Auch ist bis heute genug kleinweis und voneinander getrennt herumexperimentiert worden und sollte man schon zur Einsicht gelangt sein, dass auf diese Weise keiner etwas wirklich Grosses erreichen konnte. Nur durch gemeinsames Vorgehen der verschiedenen Schweizerfirmen kann das Land wirtschaftlich für uns gewonnen werden. Ich betrachte als wirtschaftlichen Grundstock im Staate der S.H.S. die mit der Schweizerischen Genossenschaft für Warenaustausch vereint zu gründende *Schweizerisch-Jugoslavische-Handelsbank.* Die Organisation der Bank soll so beschaffen sein, dass die Schweiz. Genossenschaft für Warenaustausch gewissermassen deren Handelsabteilung darstellt. Um diese Gruppe der Schweiz.-Jugoslv. Handelsbank—Schweiz. Gen. f. Warenaustausch herum würden sich die Vertretungen der grossen schweizerischen Exportfirmen und Industrien gruppieren.

Hier ist das Sprichwort allgemein, dass der hiesige Kaufmann nur für die Banken arbeite. Es ist tatsächlich so. Die Banken machen Riesengewinne und haben den ganzen Grosshandel allein in der Hand. Wir jedoch können uns keinem der hiesigen Bankinstitute so stark anschliessen, sonst werden wir demselben ausgeliefert und wird immer das Bankinstitut den grossen Gewinn erzielen (und wir das Nachsehen haben). Die grösste und bedeutendste Bank im Lande ist heute die Bank *Franco-Serbe,* die in allen grösseren Städten ihre Filialen bereits hat oder gegenwärtig errichtet. Ich verweise hier auf meinen Bericht No. 32 vom 9. ds.Mts. Dieselbe setzt nun alle Hebel in Bewegung, um unsere Vertretung zu bekommen oder zumindest unsere Bankgeschäfte zu erledigen. Ich stehe auch auf dem Standpunkt, dass, wenn es schon eine fremde Bank machen müsste, mir trotz aller Konkurrenzbedenken, die Franco-Serbe als das einzige Institut erscheint, das für unsere Zwecke in Betracht käme. Ich sehe aber nicht ein, warum wir unser gutes Geld fremden Instituten in den Rachen werfen und nicht das Beispiel Frankreichs befolgen sollen und uns unsere eigene Bank in S.H.S. errichten, zumal der Staat S.H.S. für die Schweiz ein bedeutenderer wirtschaftlicher Faktor werden kann, als derselbe es für Frankreich ist.

Zudem spuken diese Bankbestrebungen auch in anderen (schweizerischen) Köpfen herum, sodass ich nicht einsehe, warum wir nicht die ersten sein sollen, die wirklich die erste wirtschaftliche Grosstat in S.H.S. leisten und dieselbe für unsere Interessen, die mit den allgemein schweizerischen Interessen sich decken, ausnützen.

Nur diese starke Interessengruppe kann die andern schweizerischen Firmen dazu bringen, gemeinschaftlich vorzugehen, und nur hier kann Grosses erreicht werden.[3]

---

3. *Sur la même question, cf. aussi:* Allgemeiner Bericht über meine Orientierungsreise nach Jugoslawien vom 5. November bis 12. Dezember, *non signé, mais sans doute du même auteur.* EVD KW Zentrale 1914—1918/13—14.

154

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 novembre 1919[1]

3940. Neutralisation Savoyens

Mündlich

Der Vorsteher des politischen Departements teilt mit, es werde in der nationalrätlichen Kommission für die Savoyerfrage ein Antrag eingebracht werden, der formell in Anlehnung an das vor 100 Jahren in dieser selben Angelegenheit eingehaltene Verfahren den Bundesrat in einer Ziffer I ermächtigen würde, dem Art. 435 des Friedensvertrages zwischen den Ententestaaten und Deutschland beizutreten, und in einer Ziffer II diese Ermächtigung ausdehnen würde auf den Beitritt zu den entsprechenden Bestimmungen in den zwischen der Entente und den andern Staaten der Gegenpartei abzuschliessenden Friedensverträgen. Der Vorsteher des politischen Departements sucht um die Ermächtigung nach, dieser nur formell vom Vorschlag des Bundesrates abweichenden Fassung des Bundesbeschlusses über die Savoyerfrage namens des Bundesrates zuzustimmen.

Der Rat erteilt dem Vorsteher des politischen Departements diese Ermächtigung.

Bekanntlich vertritt die Schweiz die Auffassung, Art. 435 des Friedensvertrages verbiete Frankreich jede Änderung im Regime der Freizonen, bevor nicht über die Änderung dieses Regimes zwischen der Schweiz und Frankreich Einverständnis erzielt ist, während Frankreich den Standpunkt vertritt, es sei jetzt schon z.B. zur Verlegung des Zollkordons an die politische Grenze berechtigt. In einer jüngst beschlossenen Note[2] hat die Schweiz Frankreich gegenüber neuerdings ihren Standpunkt energisch geltend gemacht, bis anhin aber noch keine Antwort erhalten. Diese Divergenz der Anschauungen ist auch im Nationalrate bei der Behandlung des Völkerbunds zur Sprache gekommen.

Auf Grund der Beratung wird der Vorsteher des politischen Departements ermächtigt, der Auffassung Ausdruck zu geben, dass, wenn diese Divergenz nicht im Guten aus der Welt geschafft werden könne, dann ein Schiedsgericht zu ihrer Beseitigung angerufen werden müsste.

---

1. *Etait absent: G. Motta. Le siège de feu le Conseiller fédéral E. Müller était toujours vacant.*
2. *Cf. n° 144.*

155

E 2001 (B) 8/23

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L P/S. 3249/49. Völkerbund Berlin, 17. November 1919

Ich habe Ihr Schreiben vom 6. November 1919[1] B 56/41/7. – 152/HM – betreffend die Haltung deutscher Zeitungen in der Frage des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund leider erst heute, den 17. November, erhalten und kann daher Ihnen nur sehr verspätet auf Ihre Anregung antworten.

Selbstverständlich bin ich nach wie vor gerne bereit, zu tun, was in meiner Macht liegt, um dahin zu wirken, dass die führende deutsche Presse die Stellungnahme der Schweiz zum Völkerbund in dem Sinne behandle, wie dies in der offiziellen Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung geschehen ist. Ich habe in diesem Sinne seit meinem Hiersein gewirkt und kann nur neuerdings erklären, dass alle Leute, mit welchen ich die Frage besprach, den Standpunkt des schweizerischen Bundesrates verstanden, und dass die meisten die darin vertretene Auffassung auch gebilligt haben.

Ich darf wohl darauf hinweisen, dass ich in allen meinen bisherigen politischen Berichten einlässlich über diese Frage gesprochen und mitgeteilt habe, dass alle offiziellen Persönlichkeiten, mit welchen ich diese Angelegenheit bisher erörtern konnte, nicht nur den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund wünschen, sondern auch die Haltung der schweizerischen Behörden in dieser Frage verstehen und billigen.

Natürlich ist dagegen nichts zu machen, dass schweizerische Korrespondenzen, welche einen gegenteiligen Standpunkt vertreten, auch in deutschen Blättern Aufnahme finden. Die Hauptsache scheint mir doch zu sein, dass die offiziellen Kreise die Frage richtig beurteilen und dass in diesen Kreisen Übereinstimmung herrscht mit der bezüglichen Auffassung und Stellungnahme des schweizerischen Bundesrates. Nach dieser Richtung dürften Sie meine wiederholten Berichte über Unterredungen mit dem Präsidenten und den Mitgliedern der Reichsregierung genügend unterrichtet und beruhigt haben.

Ich kann noch mitteilen, dass ich letzter Tage Gelegenheit hatte, mit dem Vor-

---

1. *Dans cette lettre confidentielle, on lit: [...]* Schweizerische Korrespondenten deutscher Zeitungen haben in letzter Zeit verschiedentlich der Botschaft des Bundesrates betreffend den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund Artikel gewidmet und dabei oft in irreführender Weise die Frage unserer Neutralität behandelt. Währenddem der Bundesrat in der erwähnten Botschaft Seite 36 ff. ausdrücklich zwischen Neutralitäts*recht* und Neutralitäts*politik* unterscheidet und darauf hinweist, dass unter voller Beibehaltung der Neutralität als Rechtsinstitution bei Exekutionskriegen des Völkerbundes nur eine Änderung des bisherigen Zustandes nach der wirtschaftspolitischen Seite hin einzutreten hätte, wird von den Zeitungskorrespondenten die Sache so dargestellt, als ob durch eine eventuelle Differenzierung der Politik die Neutralität als solche überhaupt hinfällig würde. *[...]* Wir wären Ihnen dankbar, wenn Sie bei sich bietender Gelegenheit darauf hinwirken würden, dass in führenden deutschen Blättern der Standpunkt des Bundesrates richtig dargestellt werde. *[...]* (E 2001 (B) 8/23).

sitzenden der Deutschen Liga für Völkerbund, Herrn Professor Dr. Jäckh, über diese Frage einlässlich Rücksprache zu nehmen und dass ich dabei feststellen konnte, dass auch Herr Jäckh durchaus auf dem Standpunkt steht, dass der Beitritt der Schweiz zum Völkerbund vom deutschen Standpunkte aus unbedingt begrüsst und gewünscht werden müsse.

156

E 2001 (B) 1/81

La Légation de Suisse à Washington à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 77

Washington, 20. November 1919
(Ankunft: 21. November)

In der gestern erfolgten Schlussabstimmung hat der Senat die Ratifikation des Friedensvertrages ohne Reservationen mit 53 gegen 38 Stimmen und die Ratifikation mit Vorbehalten mit 51 gegen 41 Stimmen verworfen. Senatspräsident verfügte, dass Friedensvertrag weiterhin zur Diskussion stehe, was aber ebenfalls abgelehnt wurde. Eine Motion, deren Zweck die Wiedererwägung des Vertrages ist, wurde auf den Senatstisch gelegt, was mit einer Verschiebung auf unbestimmte Zeit identisch ist. Für die gegenwärtige ausserordentliche Session ist der Friedensvertrag somit aus Abschied und Traktanden gefallen.

Er kann von Wilson in der ordentlichen Session, die am 1. Dezember beginnen wird, wieder eingebracht werden. Es ist heute noch nicht abzusehen, ob der Präsident dies tun wird, und ob unterdessen ein Kompromiss der Vertragsfreunde zum Abschluss gelangen wird. Die öffentliche Meinung wird hierbei eine grosse Rolle spielen. Es ergibt sich aus der Schlussdebatte, dass die Mittelgruppe der Mildreservationists wegen der unversöhnlichen Haltung, die die Demokraten einnehmen, und derjenigen des Präsidenten sehr missgestimmt ist und den unglücklichen Ausgang auf die Haltung zurückführen. Leider ist in der Lage eine weitere Verschärfung dadurch entstanden, dass gestern ein von Wilson an Hitchcock gerichteter Brief veröffentlicht wurde, in welchem Wilson den Wunsch äussert, es müsse jeder Anhänger des Vertrages die Vorbehalte Lodge's verwerfen. Ich werde Ihnen raschmöglichst über die weitere Entwicklung Bericht erstatten.

157

E 2200 Wien 10/2

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 81 *Wien,* 23. November 1919

Infolge der Behandlung der Vorarlbergerfrage im Ständerat[1] wird heute in der Presse folgendes offiziöses Communiqué publiziert: Die Verhandlungen im schweizerischen Ständerate geben der Vermutung Raum, dass man auch in offiziellen Schweizer Kreisen unsere Westgrenze, über die im Friedensvertrag entschieden worden ist, mit mehr oder weniger deutlichen Worten als eine noch offene Frage behandelt. Österreich muss gegen einen solchen Versuch, von wem immer er gemacht wird, entschiedene Verwahrung einlegen. Es hat mit den schwersten territorialen und materiellen Opfern den Staatsvertrag von St.Germain, das Minimum seiner Existenz – wenn sie noch als eine Existenz gelten kann – und damit den Frieden erkauft. Auch nur eine geringfügige Änderung der Bedingungen des Friedensvertrages müssten diesen selbst in Frage stellen und Österreich aller Opfer entbinden, die es auf sich genommen hat. Jedenfalls überrascht es uns bei den Überlieferungen und politischen Grundsätzen des Schweizer Volkes, wenn unser schwer geprüftes Land in seiner höchsten Not von dieser Seite auch noch in seinem territorialen Bestand bedroht erscheint. In einer Thuner Versammlung jener Schweizer annexionistischen Gruppen, deren Ziel die Angliederung Vorarlbergs an die Schweiz ist, wurde in einer Resolution behauptet, dass die österreichische Regierung in einer Äusserung die Freigabe Vorarlbergs bekanntgegeben habe. Es wird hiemit nachdrücklichst festgestellt, dass diese Behauptung erfunden ist.

ANNEXE

Procès-verbal de la séance du Conseil des Etats du 21 novembre 1919[1]

1159. Interpellation des Herrn Winiger vom 13. November 1919

Der Unterzeichnete wünscht vom Bundesrat zu vernehmen, was von ihm geschehen sei und noch geschehen werde, um der Bevölkerung von Vorarlberg in ihrer derzeitigen Notlage Hilfe zu leisten. Er wünscht zugleich, über die Auffassung und die Absichten des Bundesrates in Hinsicht auf die Bestrebungen des Landes Vorarlberg zum Anschluss an die Schweiz erneut Aufschluss zu erhalten.[2] Winiger.

[...][3]

Winiger: Wie Sie sehen, wünschen die Unterzeichner der Interpellation vom Bundesrate Aufschluss zu erhalten über zwei Fragen: Einmal wünschen wir zu wissen, was vom Bundesrat gesche-

1. *Reproduit en annexe.*
1. *Est reproduite ici la version du* Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse, Conseil des Etats, 1919, *p. 621.*
2. *Pour la préparation de la réponse de Calonder, cf.* E 2001 (B) 1/14.
3. *Suivent l'énumération des signataires et la traduction française de l'interpellation.*

hen sei und noch geschehen werde, um der Bevölkerung von Vorarlberg in ihrer derzeitigen Notlage Hilfe zu leisten. Es handelt sich in dieser Hinsicht um einen Akt der Humanität und Freundnachbarlichkeit. Die Notlage des Landes Vorarlberg ist ja notorisch. Es fehlt dem Lande und dem Volke, das da wohnt, am Nötigsten, was es zum Leben gebraucht. Es kann sich dieses Nötigste selbst nicht geben, und das Staatsgebilde, dem es zurzeit angehört, die Republik Österreich, vermag es ihm auch nicht zu geben. Dann wird natürlicherweise als Aushelferin in der Not in erster Linie auch die Schweiz als nächste Nachbarin von Vorarlberg in Frage kommen. Wir wissen nun, dass durch Vorsorge des Bundesrates in dieser Hinsicht schon manches geschehen ist. Wir wissen es, und auch unser Land weiss es im allgemeinen; aber doch wird es gegeben sein, dass der Bundesrat Anlass nimmt, auf unsere Interpellation offiziell bekanntzugeben, was schon geschehen ist, und noch mehr, was er weiter in dieser Hinsicht zur Unterstützung von Vorarlberg in seiner Notlage noch zu tun gedenkt, zumal angesichts der strengen Jahreszeit, die ja diesmal ausserordentlich früh eingebrochen ist.

Neben dem Guten, was geschehen ist für Vorarlberg, hat man zu unserm Bedauern und zu unserer Beschämung auch von Nichtgutem gehört, was schweizerischerseits dort gesehen sein soll. Es war davon die Rede, dass schweizerische Aufkäufer über die Grenze gehen, um im Vorarlberg das Wenige, was noch zu haben ist, aufzukaufen, in der Absicht, sich zu bereichern unter Ausnützung der bekannten derzeitigen Valutaverhältnisse. Wir wissen nicht, was Wahres ist an dieser Angabe. Wir möchten gern wissen, ob dem Bundesrate etwas davon bekannt sei; wenn ja, ob der Bundesrat das tue und zu tun gedenke, was in seiner Macht liegt, um einem solchen schmählichen, ausbeuterischen Treiben, einem himmelschreienden Treiben, wenn die Angaben darüber wahr sind, entgegenzutreten.

Das zu der einen Seite der Frage, die wir stellen. Und nun die zweite. Wir wünschen, über die Auffassungen und die Absichten des Bundesrates in Hinsicht auf die Bestrebung des Landes Vorarlberg zum Anschluss an die Schweiz erneuten Aufschluss zu erhalten. Wir sagen erneuten Aufschluss. Hier an dieser Stelle haben wir ja dem Bundesrate noch nie Anlass gegeben, über seine Auffassungen und Absichten in dieser Hinsicht Aufschluss zu erteilen; aber es ist uns bekannt, dass ihm im andern Rat dazu Anlass gegeben wurde und dass der Bundesrat auch davon Gebrauch gemacht hat.[4] Also es ist heute der Anlass, diese Aufschlüsse zu erneuern, und es ist mehr Zufall, dass das heute zuerst in unserem Rate und nicht im anderen Rate geschieht, wo eine parallele Interpellation anhängig ist.[5]

Ich denke, es wird nicht nötig und nicht am Platze sein, bereits Bekanntes zu wiederholen. Wir wissen, dass nach dem Zusammenbruch der alten Donaumonarchie im Lande Vorarlberg frühzeitig der Gedanke des Anschlusses an die Schweiz aufgetaucht ist. Man weiss auch, dass berufene Vertreter des Landes nach Bern gekommen sind, um hier mit den massgebenden Kreisen der Bundesstadt, im Bundeshaus, über die Frage Fühlung zu nehmen. Es heisst auch, dass es gerade auf Anregung von Bern aus geschehen sei, wenn im Frühling des laufenden Jahres über die Anschlussfrage im Vorarlberg eine Volksabstimmung stattgefunden hat. Wir wissen, mit welchem Resultat. Das Resultat war, dass eine sehr starke, fast an Einstimmigkeit grenzende Mehrheit des Volkes sich für den Anschluss an die Schweiz ausgesprochen hat.

---

4. *Cf. DDS 7/1, n° 464.*
5. *Il s'agit de l'interpellation Gelpke du 11 novembre:*
Was gedenkt der hohe Bundesrat zu tun, um:
1. die fortschreitende Ernährungskalamität in Vorarlberg zu bekämpfen;
2. die zufolge des Verfalles der österreichischen Republik sich geltend machenden Lostrennungsbestrebungen Vorarlbergs in Einklang zu bringen mit der vollen Wahrung der schweizerischen Landesinteressen;
3. die für einen Volksentscheid in Sachen der Vorarlberger Anschlussfrage erforderlichen Vorbereitungen zu treffen? (BSO, 1919, *p. 1004). Cette interpellation n'a pas été l'objet de délibération au Conseil national après que le Conseiller fédéral Calonder eut déclaré:* Wenn Sie auf die Angelegenheit eintreten wollen, werde ich heute die gleichen Erklärungen abgeben, die gestern im Ständerat erfolgt sind. (BSO, 1919, *p. 1004*).

Nun hatte das Vorarlberg gesprochen. Aber das Echo seitens der Schweiz ist bis jetzt zumeist oder wenigstens während langer Zeit ausgeblieben, von gelegentlichen Äusserungen der Presse abgesehen. Insbesondere hat man nichts von offiziellen Schritten vernommen, die in der Sache geschehen wären, etwa in der Richtung, dass man Fühlung genommen hätte mit den Regierungskreisen in Wien und ganz besonders mit den massgebenden Kreisen in Paris, um dort die Haltung und Stimmung abzuklären, und, was Paris angeht, dem Lande Vorarlberg das Recht der Selbstbestimmung zu wahren. Ich möchte an meinem Orte das bisherige hinhaltende Benehmen des Bundesrates nicht etwa tadeln. Es ist zu verstehen, insbesondere auch mit Rücksicht darauf, dass schweizerischerseits die öffentliche Meinung in der Frage des Anschlusses von Vorarlberg, d.h. der Aufnahme von Vorarlberg in den Schweizerbund, zum mindesten sehr wenig abgeklärt war. Sie hat sich zum grossen Teil indifferent verhalten, vielfach auch ausgesprochen oppositionell. Auch diese Haltung der öfffentlichen Meinung in der Schweiz mag sehr wohl verständlich und zu rechtfertigen gewesen sein, solange Vorarlberg noch Bestandteil der Republik Österreich war, dieses neuen Staatsgebildes, das ehemals das Zentrum der grossen Donaumonarchie war und jetzt ein kleines und zugleich armes Gebilde geworden ist. So mochte es dem schweizerischen Fühlen und Denken vielfach widerstreben, ihm von dem Wenigen, was es noch hat, auch noch etwas wegzunehmen, auch wenn es auf den Willen dessen hin geschehen sollte, der dabei beteiligt ist. Aber nun könnten sich die Dinge so gestalten, und es herrscht bei uns vielfach Besorgnis darüber, dass dieses neue Staatsgebilde, die Republik Österreich, in der selbständigen Stellung und in der territorialen Zusammensetzung, wie sie durch den Frieden von St.Germain geschaffen worden ist, auf die Dauer sich nicht halten könne. Und man sagt sich, wenn das eintreten sollte, was man zum mindesten als möglich betrachten muss, könnten oder müssten sich die Verhältnisse an unserer Ostgrenze in einer Art und Weise gestalten, die doch Anlass zu ernsten Besorgnissen geben müsste. Unser Verhältnis zum alten österreichisch-ungarischen Nachbar war, ich möchte sagen, von ausgesprochener Gemütlichkeit getragen. So wenigstens hat es einmal der Vertreter des Bundesrates, der damalige Vorsteher des Politischen Departementes, auf Veranlassung des Sprechenden hier dargestellt. Es handelte sich damals um die Beziehungen zu Italien, und der damalige Vorsteher des Politischen Departementes hat dabei Anlass genommen, auch unsere Beziehung zu Österreich-Ungarn darzulegen. Er meinte, das beidseitige Verhältnis sei das von älteren, gesetzten, biederen Herren, die des Tags über hier und da das nachbarliche Fenster öffnen und miteinander darüber reden, wie der Kohl im Garten wächst. Wenn es dann Abend werde, dann lüfte jeder seine Zipfelmütze und sage dem andern freundlich Gute Nacht. So gehe es mit Österreich-Ungarn.

Nun sagt man sich, wenn das geschehen sollte, was zum mindesten im Bereich der Möglichkeit liegt, und zwar einer nahen Möglichkeit, dann müsste zum mindesten dieses alte gemütliche Verhältnis von ehemals sich ändern. Man meint, es sei nun an der Zeit, sich vorzusehen und, nachdem der Ruf von Vorarlberg aus an uns ergangen ist, diesen Ruf zu hören und den Anlass zu benutzen, um an der Ostgrenze eine Korrektur anzubringen, die diese Veränderung in der ehemaligen Gemütlichkeit des Nachbarverhältnisses korrigieren könnte. Ich werde nicht nötig haben, das konkreter auszudrücken. Es weiss ja jeder, wie die Sache etwa gemeint ist. Man denkt an ältere Blätter in unserer Landesgeschichte zurück. Es hat im Laufe der Jahrhunderte schon ähnliche Gelegenheiten und Möglichkeiten gegeben, die verpasst worden sind, leider von unseren Vorfahren verpasst worden sind. Die heutige Generation möchte und sollte dagegen vorsorgen, dass nach hundert Jahren unsere Nachfahren ihr nicht vielleicht ein ähnliches Versäumnis zur Last legen dürfen. Wir alle möchten einem solchen Vorwurf entgehen; vor allem werden die berufenen Behörden es tun wollen.

Es kommen noch besondere Verhältnisse in Frage, nicht nur die politisch-territoriale Gestaltung des Landes; wir können auch denken an die wirtschaftlichen und insbesondere auch an die verkehrspolitischen Verhältnisse. Ich weiss nicht, mit welchem Rechte man bereits von einer wirtschaftlichen Infiltration des Landes von anderer Seite spricht, so insbesondere durch Aufkauf der wertvollen Wasserkräfte, über welche Vorarlberg verfügt. Ich weiss nicht, ob die Angaben darüber zutreffend sind, ich bin solchen Angaben mehrfach begegnet.

Ganz besonders wird auch die verkehrspolitische Seite der Frage in Betracht fallen. Ich habe davon gehört, dass über diese Seite ein Gutachten der Generaldirektion der Bundesbahnen abgegeben worden sei.

Es ist ja ohne weiteres zuzugeben, dass die Sache auch ihre andere Seite hat und Bedenken ruft. Wir alle sind uns darüber klar, dass der Anschluss des Landes Vorarlberg an die Schweiz kaum ohne grosse Opfer unsererseits erfolgen kann. Es wird Sache der kühlen, nüchternen Erwägung sein, den Wert des Preises und die Grösse der Opfer gegenseitig abzuwägen und sich dann zu fragen, ob der Preis das Opfer wert sei. Auch das wird ja vom Bundesrate, wenn nicht schon erwogen, so doch zu erwägen sein.

Man hat, wie ich vernommen habe, auch an eine Art Mittelweg in der Sache gedacht. Man hat gemeint, es könnte die Lösung sich in der Weise finden, dass Vorarlberg einstweilen noch politisch und territorial selbständig bleibe, ungefähr so wie Liechtenstein, aber mit wirtschaftlichem und verkehrspolitischem Anschluss an die Schweiz, hinsichtlich des Zolls, der Post und des Telegraphs und auch hinsichtlich des Münzfusses. Das letztere würde natürlich die Regulierung der Valutaverhältnisse bedingen, was allerdings wieder eine schwierige und jedenfalls auch eine kostspielige Sache wäre. Das wäre also eine Art Mittelweg, der in Frage kommen könnte, und ein Provisorium zugleich.

Das ist das Wesentliche, was ich zur Klarlegung der Anfrage, die wir gestellt haben, zu sagen habe. In erster Linie möchten wir wissen, was der Bundesrat getan hat und weiter zu tun gedenkt zur Unterstützung des Landes in seiner Notlage. Es ist ja klar, dass gegenwärtig, in dem kritischen Moment der Anschlussfrage, diese Unterstützung von Vorarlberg ganz besondere Bedeutung hat. Es ist klar, dass, wenn wir überhaupt die Anschlussfrage zu verfolgen gedenken, wir das Land jetzt nicht seinem Schicksal überlassen dürfen, sondern dass wir mit aller Kraft, soweit es uns möglich ist, ihm zu helfen suchen.

Die Interpellation, die wir gestellt haben, ist, wie Sie gesehen haben, von Mitgliedern dieses Rates aus verschiedenen Parteien und Landesteilen, insbesondere nicht nur aus der deutschen, sondern auch aus der französischen Schweiz unterzeichnet. Sie mögen daraus das Interesse entnehmen, das man der Frage von überall her entgegenbringt. Wir sehen daher mit entsprechendem Interesse der Antwort entgegen, die uns der Bundesrat auf unsere Anfrage geben wird. Wir haben die Anfrage gestellt im Bewusstsein und in der Stimmung, dass die Zeit gekommen sei, um in der Frage schlüssig zu werden, um etwas zu tun. Die Zeit ist gekommen, und wir nehmen an, dass der Bundesrat sich dessen bewusst sein und sein Verhalten entsprechend einrichten werde.

Bundesrat *Calonder:* Ich erinnere Sie an die Beantwortung der Interpellation Gelpke, die am 28. Juni im Nationalrat stattfand.[6] Damals ging der Bundesrat von der Annahme aus, dass das Selbstbestimmungsrecht des Vorarlbergervolkes zweifellos würde anerkannt werden, sowohl seitens Deutschösterreichs wie auch seitens der Pariser Konferenz. Zu dieser Annahme war der Bundesrat auf Grund der damaligen Sachlage durchaus berechtigt, wie denn auch die Vorarlberger selber bestimmt darauf zählten, dass ihr Selbstbestimmungsrecht von Deutschösterreich und von der Pariser Konferenz anlässlich des Friedensvertrages vorbehaltlose Anerkennung finden würde.

Aber sowohl der Bundesrat wie die Vorarlberger erfuhren eine bittere Enttäuschung. Die Anerkennung des Selbstbestimmungsrechtes der Vorarlberger wurde von Deutschösterreich nie ausgesprochen. Der Vertreter des Vorarlbergs, Dr. Ender, kam, wie es scheint, in Paris gar nicht zum Worte.[7] Trotzdem wurde, wie man vernommen hat, die Vorarlbergerfrage an der Pariser Konferenz anlässlich des Abschlusses des Friedensvertrages mit Deutschösterreich eingehend besprochen.[8] Die territoriale Kommission machte den Vorschlag, die Frage betreffend Anschluss des Vorarlbergs an die Schweiz dem Völkerbunde zu überlassen; aber der Oberste Rat trat darauf nicht ein. Immerhin herrschte dabei, wie wir Grund haben anzunehmen, die Auffassung, dass die Frage später jederzeit dem Völkerbunde unterbreitet werden könne.[9]

Angesichts dieser Situation sah der Bundesrat bisher davon ab, zur politischen Seite der Vorarlbergerfrage Stellung zu nehmen. Es war nicht unsere Sache, uns in die internen Verhältnisse zwischen Deutschösterreich und Vorarlberg einzumischen und die ersten Schritte in dieser Frage zu

---

6. *Cf. DDS 7/1, n° 464.*
7. *Sur cette question, cf. DDS 7/1, n^os 436, 439.*
8. *Sur les démarches au sujet du Vorarlberg à la Conférence de la Paix, cf. n^os 45, 54, 58, 73.*
9. *Cf. n^os 61, 67.*

tun, weil wir nach wie vor der Ansicht waren, dass es in erster Linie Sache des Vorarlbergervolkes selbst ist, die Initiative zu ergreifen und mit aller Energie sein Selbstbestimmungsrecht geltend zu machen, wenn es darin sein höchstes Gut erblickt.

Wenn unter solchen Umständen der Bundesrat jede politische Kundgebung und jede internationale Intervention unterliess, so bemühte er sich nach wie vor, das Vorarlbergervolk in bezug auf seine Ernährung nach Möglichkeit zu unterstützen. Wir haben dem Vorarlberg mancherlei Waren für seine Versorgung geliefert und uns wiederholt bereit erklärt, weitere Hülfe zu leisten.[10]

Seit dem Abschlusse des Friedensvertrages zwischen den Pariser Mächten und Österreich hat sich eine Sachlage herausgebildet, die neue Gesichtspunkte zur Beurteilung der Vorarlbergerfrage aufdrängt und zum Teil neue wesentliche Tatsachen in sich schliesst.

Die wirtschaftliche Krise des Vorarlbergs ist seit dem Friedensvertrage immer schärfer geworden. Der Sturz des Kronenkurses, der Umstand, dass Österreich dem «Ländle» keine Lebensmittel liefern kann und die Stockungen des Eisenbahnverkehrs haben wesentlich dazu beigetragen. Die Beziehungen zwischen dem Vorarlberg und Österreich sind derart, dass die Vorarlberger anderswo wirtschaftliche Hilfe suchen müssen. Sie können sie nur bei der Schweiz oder bei Deutschland finden.

Von Süddeutschland her wird den Vorarlbergern in bereitwilligster Weise Hilfe geleistet und weitere Hilfe nach allen Richtungen angeboten. Es droht die Gefahr, dass die Vorarlberger durch ihre gegenwärtige Not in die wirtschaftliche Abhängigkeit Deutschlands geraten und dadurch auch politisch zum Anschluss an Deutschland gezwungen werden.[11]

In der Tat kann heute nicht mehr daran gezweifelt werden, dass von gewissen Kreisen Deutschlands zielbewusst auf die Angliederung des Vorarlbergs an das Deutsche Reich hingearbeitet wird. Es unterliegt auch keinem Zweifel, dass man in Wien den Anschluss des Vorarlbergs an Deutschland begünstigt, falls die Loslösung des Vorarlbergs von Österreich in Frage kommen sollte.

Trotz allen bisherigen Enttäuschungen ist es nach wie vor der heisse Wunsch des Vorarlbergervolkes, sich an die schweizerische Eidgenossenschaft anzuschliessen. In einer letztes Frühjahr stattgehabten öffentlichen Abstimmung sprachen sich über 80% der Vorarlberger für den Anschluss an die Schweiz aus. Auf Grund zuverlässiger Berichte darf man annehmen, dass heute die nach der Schweiz gerichtete Mehrheit trotz der alldeutschen Propaganda einer kleinen, aber sehr rührigen Minderheit noch bedeutend grösser ist. Nach wie vor erblickt das tüchtige, demokratisch gesinnte Völklein sein politisches Ideal in einer engen Verbindung mit der schweizerischen Republik.

Diese Standhaftigkeit des Willens und die Aufrichtigkeit der Gesinnung hat einen tiefen und nachhaltigen Eindruck auf das Schweizervolk gemacht. Hatte sich das Schweizervolk in dieser Frage anfänglich grosse Zurückhaltung auferlegt, so nahm es in der Folge immer lebhafteren Anteil am Schicksal seines kleinen unglücklichen Nachbarn. Heute stehen wir gegenüber einer starken Strömung der öffentlichen Meinung, namentlich in der deutschen Schweiz, zugunsten des Vorarlbergervolkes. In Versammlungen, Petitionen und in der Presse kommt das Verlangen zum Ausdrucke, der Bundesrat möchte sich der hartbedrängten Vorarlberger annehmen. Diese Volksbewegung ist vorläufig nicht auf die Angliederung des Vorarlbergs an die Schweiz gerichtet. Man verlangt bloss, der Bundesrat möchte tun, was in seiner Kraft liegt, um zu verhindern, dass die Vorarlberger durch ihre Notlage zum Anschluss an Deutschland gezwungen werden. Es soll das freie Selbstbestimmungsrecht des Vorarlbergervolkes gewahrt werden, damit es sich, falls es sich von Österreich trennen sollte, wie Liechtenstein, als selbständiger Staat mit wirtschaftlicher Anlehnung an die Schweiz konstituieren könne. Eine weitere Zukunft solle dann darüber entscheiden, ob das Vorarlberg in die eidgenössische Familie aufzunehmen sei oder nicht. Die Vorarlbergerfrage soll nicht durch die Untätigkeit des Bundesrates für alle Zukunft zugunsten Deutschlands und zum Schaden der Schweiz präjudiziert werden. Das sind ungefähr die leitenden Gedanken der erwähnten Volksbewegung.

Selbstverständlich muss bei einem eventuellen Anschlusse Vorarlbergs an die Schweiz auch die

---

10. *Cf. n° 122.*

11. *Cf. n° 145, 150.*

volkswirtschaftliche Seite der Angelegenheit in Betracht gezogen werden. Das Volkswirtschaftsdepartement hat schon vor einiger Zeit eine Kommission bestellt, welche die Konsequenzen einer wirtschaftlichen Angliederung Vorarlbergs an die Schweiz zu prüfen hatte. Aus dieser Prüfung geht hervor, dass, wenn auch in bezug auf gewisse kleinere Industrien dieser Anschluss keine Vorteile bietet, er andererseits vom industriellen und handelspolitischen Standpunkte aus im Interesse der schweizerischen Stickerei liegt, während derselben jede andere Lösung unzweifelhaft schwere Schädigung verursachen müsste.

In bezug auf die Elektrizitätsindustrie stellt sich dieselbe Kommission auf den Standpunkt, dass es für die Schweiz weit wichtiger ist, billige Kraft zu bekommen, als dass die bestehenden Elektrizitätswerke vor allfälliger Konkurrenz beschützt werden, so dass eine Vereinigung mit dem Vorarlberg einen Vorteil für die Schweiz im ganzen bedeuten würde. Laut Bericht des Departements des Innern ist das Nationalvermögen in bezug auf die Zahl der Wasserkräfte pro Quadratkilometer demjenigen der Schweiz mindestens gleich. Es entspricht ungefähr dem Reussbecken.

Unsere Bundesbahnen sprechen sich entschieden zugunsten des Anschlusses aus. Verwirklicht sich die Angliederung des Vorarlbergs mit Deutschösterreich an die Deutsche Republik, so ist mit einer vollständigen Umgestaltung der Verkehrsverhältnisse, und zwar zum Nachteil der Schweiz, zu rechnen. Sowohl die Vorarlberger Linien als auch die Arlbergbahn kämen dadurch mehr oder weniger unter den Einfluss der reichsdeutschen Verkehrspolitik. Diese wird selbstverständlich dahin streben, den gesamten in Frage kommenden Verkehr soweit als möglich den deutschen Interessen dienstbar zu machen. Die Schweiz wäre hinsichtlich der Leitung vom Osten her, der bekanntlich viel stärker ist als derjenige in der umgekehrten Richtung, sozusagen vollständig an Deutschland ausgeliefert.

Ist mit der Verwirklichung des Anschlusses von Vorarlberg an Bayern oder Württemberg zu rechnen, so würden sich die Verhältnisse für die Schweiz hinsichtlich des Verkehrs Lindau und weiter-Südostschweiz nicht besser gestalten als im andern Falle, und bezüglich des Verkehrs Ost—West würde sich die Sachlage für die Schweiz insofern ungünstig gestalten, als deutsche Interessen und deutscher Einfluss sich auch auf der Arlbergroute geltend machen könnten.

Die Ausdehnung unseres Tarifrechtes und unserer Tarifkraft bis zum Arlbergtunnel würde uns ein wirksames Mittel an die Hand geben, die künftige Entwicklung des Arlbergverkehrs durch geeignete Tarifmassnahmen günstig zu beeinflussen und zu fördern. Bei den früher oder später zu gewärtigenden Verhandlungen über eine Teilung des Verkehrs zwischen Osten und Westen hätten die Bundesbahnen als Eigentümer der Vorarlbergerbahn naturgemäss eine bessere und stärkere Stellung als bisher.

Durch den unmittelbaren Anschluss unseres Netzes an den Arlbergtunnel käme der ganze Arlbergverkehr unter unsern Einfluss. Wir wären in der Lage, über dessen Leitung frei zu verfügen und diese unsern Interessen entsprechend zu gestalten. Besonders bezüglich des Transitverkehrs wäre dies von grossem Vorteil. Sodann ist zu erwähnen, dass wir für den Verkehr mit dem St.Galler Rheintal und der Südostschweiz in Lindau einen direkten Anschluss mit Bayern erhielten, womit dieser Verkehr, der jetzt auf der Strecke Lindau — Buchs ein Gemeinschaftsobjekt zwischen der Rheintaler- und der Feldkircherlinie bildet, uns ganz anheimfiele. Zweifellos würde der wirtschaftliche Anschluss des Vorarlbergs an die Schweiz dieser auch grosse Vorteile hinsichtlich der Bodenseeschiffahrt in Verbindung mit der künftigen Rheinschiffahrt Basel—Bodensee bringen.

Diesen bedeutenden wirtschaftlichen Vorteilen stünden grosse finanzielle Opfer der Schweiz behufs Gesundung der wirtschaftlichen Lage des Vorarlbergs gegenüber. Wenn die dortigen Wasserkräfte eine grosse Bedeutung haben, so braucht es Kapital, um sie auszubauen. Die Übernahme, die Besserung der Verkehrsanstalten wären mit grossen Kosten verbunden. Die finanzielle Lage des Vorarlbergs ist sehr schlecht. Das Vorarlberg wird wahrscheinlich eine gewisse Quote der Kriegsschulden, der Kriegsentschädigungen, der Pensionen an die Invaliden und an die Familien der Gefallenen zu tragen haben. Die Umstellung der Valuta erfordert ebenfalls grosse Opfer. Schliesst sich das Vorarlberg wirtschaftlich an die Schweiz an, so muss ihm diese nach Möglichkeit finanziell helfen. Der Bundesrat behält sich eventuell vor, die entsprechenden Kreditbegehren an die Bundesversammlung zu richten.

Entscheidend ist aber in der ganzen Vorarlbergerfrage deren grosse politische Bedeutung für die Schweiz und für das Vorarlberg. Der Bundesrat ist sich seiner grossen Verantwortlichkeit nach

dieser Richtung bewusst und hält dafür, der entscheidende Moment sei gekommen, um so oder anders Stellung zu nehmen. Entweder wir erklären, dass die Vorarlbergerfrage uns nicht interessiert und lassen sie endgültig auf sich beruhen, oder aber wir anerkennen, dass es dabei auch um grosse schweizerische Interessen geht, und dann müssen wir eine bestimmte und klare Richtlinie für unser Verhalten ziehen.

Nach der Überzeugung des Bundesrates bedeutet der eventuelle Anschluss des tüchtigen Vorarlbergervolkes an die Schweiz eine Stärkung unserer Volkskraft. Es liegt in der natürlichen Entwicklung unseres Staates, diese Bevölkerung, die gleichen Stammes und gleicher Sprache ist wie ein Teil unserer Deutschschweizer, nicht von uns zu stossen, sondern durch unsere freundschaftliche Hilfe zu uns zu ziehen.

Im Vordergrund aber steht das Interesse der Schweiz, zu verhindern, dass das Vorarlberg an Deutschland gelange. Das Vorarlberg bildet einen tiefen Keil in der Ostflanke unseres Landes. Bisher gehörte dieses Land zu Österreich, und Österreich hatte weder die Kraft noch die Tendenz, mit seinen politischen Anschauungen vom Vorarlberg aus die Ostschweiz zu beeinflussen. Gehört aber dieser Teil einmal zu Deutschland, so bedeutet er für die Ostschweiz eine grosse politische Gefahr. Das Vorarlberg wäre für die Bestrebungen Deutschlands, die Schweiz wirtschaftlich und moralisch zu durchdringen, ein vorzüglich gelegenes Betätigungsfeld. Indem wir dies frei und offen aussprechen, verletzen wir das deutsche Volk in keiner Weise. Im Gegenteil ist seine grosse Expansionskraft ein Zeichen seiner Tüchtigkeit und Arbeitslust und gereicht ihm zur Ehre. Aber uns würde sie unzweifelhaft zum Verderben gereichen. Ein Teil der Ostschweiz stünde in Gefahr, von reichsdeutscher Denkart durchdrungen und so entnationalisiert zu werden.

Hat die Schweiz somit ein grosses Interesse, zu der vom Vorarlberg gesuchten wirtschaftlichen und politischen Verbindung Hand zu bieten, so fragt sich, wie diese letztere zu gestalten sein wird. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass es verfrüht wäre, heute schon die Frage der Aufnahme des Vorarlbergs in den Verband der schweizerischen Eidgenossenschaft entscheiden oder irgendwie präjudizieren zu wollen. Diese Frage, deren Entscheid unter allen Umständen dem Volke und den Ständen vorbehalten bleibt, ist heute auch gar nicht aktuell. Nur das sei heute schon bemerkt, dass die Aufnahme des Vorarlbergs als Glied der Eidgenossenschaft nur dann denkbar ist, wenn auch die romanische Schweiz in ihrer Mehrheit sich dafür ausspricht. Unter allen Umständen entspricht es der Auffassung des Schweizervolkes, wenn das Vorarlberg, falls es sich von Österreich loslösen will, vorläufig als selbständiger, kleiner Staat sich konstituiert und auf dieser Grundlage in ein enges politisches und wirtschaftliches Verhältnis zur Schweiz tritt. Wir werden dem Vorarlbergervolke gegebenenfalls in jeder Beziehung behilflich sein, seine staatliche Selbständigkeit zu erlangen. Wir werden den Vorarlbergern, wenn sie sich neuerdings an uns wenden, erklären, dass wir sie gegebenenfalls wirtschaftlich und politisch unterstützen und in ein enges freundnachbarliches Verhältnis zu ihnen zu treten sind. Dabei nehmen wir an, dass der Völkerbund nicht anstehen wird, auf Wunsch des Vorarlbergervolkes dessen Selbstbestimmungsrecht anzuerkennen.

Obwohl es sich heute um eine eventuelle Prüfung der ganzen Frage handelt und eine Vergrösserung des schweizerischen Gebietes unter allen Umständen vorläufig gar nicht in Frage kommt, möchten wir doch auch bei diesem Anlasse betonen, dass die Anlehnung oder der Anschluss des Vorarlbergs an die Schweiz niemals zum Ausgangspunkte irgendwelcher Gebietskompensationen werden darf: Wir würden solche Zumutungen unter allen Umständen ablehnen, von welcher Seite sie auch kommen sollten. In dieser Hinsicht ist folgendes zu bemerken: In den ersten Tagen September ging das Gerücht, Italien habe gegen eine eventuelle Angliederung Vorarlbergs an die Schweiz Einsprache erhoben oder Kompensationsansprüche vorbehalten. Dieses Gerücht beruhte auf Erfindung:

1. Der italienische Minister des Auswärtigen, Herr Tittoni, hat seinen Kabinettschef beauftragt, unserm Gesandten in Rom mitzuteilen, er dementiere in formellster Weise, dass Italien einem Anschlusse des Vorarlbergs an die Schweiz Opposition gemacht habe;

2. Im Auftrage des Herrn Tittoni hat der italienische Gesandte beim Bundespräsidenten vorgesprochen und ihm mitgeteilt, die auch an die Schweizerpresse übergegangene Nachricht, dass Italien gewisse Ansprüche auf den Kanton Tessin geltend machen werde, sofern die Schweiz den Anschluss Vorarlbergs anstreben sollte, sei durchaus falsch.

Auf Grund der vorstehenden Ausführungen gelange ich namens des Bundesrates zu folgenden Konklusionen:

Die Schweiz mischt sich in keiner Weise in die innern Verhältnisse zwischen dem Vorarlberg und Österreich ein. Für den Fall aber, dass aus irgend einem Grunde die Loslösung des Vorarlbergs von Österreich in Frage kommen sollte, würde der Bundesrat auf Wunsch des Vorarlbergs mit ganzer Kraft dessen Bestrebungen zur Verwirklichung seines Selbstbestimmungsrechtes, sei es beim Völkerbund, sei es bei der Pariser Konferenz, unterstützen.

Der Bundesrat ist ferner bereit, dem Vorarlberg auf Wunsch angemessen wirtschaftliche Unterstützung angedeihen zu lassen, namentlich in der Form von Kreditgewährung und Lieferung von Lebensmitteln.

Präsident: Vorerst will ich noch folgende Erklärung verlesen: «Les députés soussignés font toute réserve dans la question du Vorarlberg au sujet de son incorporation ou de son rattachement à la Suisse sous une forme quelconque. Cette déclaration est faite, étant donné qu'il n'est pas possible d'engager aujourd'hui à la fin de la session une discussion générale. Berne, le 21 novembre 1919. Dind, de Meuron, Soldini, Gabuzzi, Rutty, Simon, Pettavel.»

Ich frage nun den Herrn Interpellanten an, ob er sich mit der gegebenen Auskunft befriedigt erklärt.

Winiger: Ja, Herr Präsident.

[...]

158

E 2200 London 31/1

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin, au Chef du Foreign Office britannique, G.N. Curzon

Copie

L Très urgente. By hand. Londres, 24 novembre 1919

D'après un rapport du Consul de Suisse à Copenhague à mon Gouvernement, la Mission britannique, chargée de négocier avec M. Litvinov la libération des sujets britanniques retenus en Russie, serait arrivée à Copenhague. Le consul ajoute que la Mission britannique serait disposée à négocier aussi en faveur des ressortissants suisses retenus en Russie, à condition qu'elle y soit autorisée par le Gouvernement de Sa Majesté.

2. Dans ces circonstances, j'ai reçu l'ordre télégraphique de mon Gouvernement de demander à Votre Seigneurie de vouloir bien, si Elle n'y voit pas d'objection, consentir à donner, le plus rapidement possible, des instructions dans ce sens à la Mission de Sa Majesté britannique à Copenhague, vu que le Conseil fédéral attache le plus grand prix au rapatriement de ces Suisses.

3. J'ajoute que le Consul de Suisse à Copenhague est au courant des démarches faites jusqu'à présent dans ce but par la Confédération et qu'il serait, en conséquence, à même de donner tous les renseignements désirables à la Mission britannique.

4. Je vous serais, on ne peut plus, reconnaissant de vouloir bien me faire connaître, aussitôt que faire se pourra, si le Gouvernement de Sa Majesté est en mesure de donner suite à la requête du Conseil fédéral.[1]

---

1. *Par lettre urgente du 1^er^ décembre, le Foreign Office fit savoir au Ministre de Suisse à Londres:*

[...] Mr. O'Grady *[Chargé des négociations britanniques à Copenhague]* had himself reported the suggestion made by the Swiss Consul at Copenhagen and had asked for instructions.

I have accordingly informed him that he was certainly at liberty, as far as His Majesty's Government were concerned, to enquire whether M. Litvinoff would consider the case of these Swiss citizens, but, in view of the fact that the negotiations which are at present in progress where initiated on behalf of British subjects, I feel sure that the Swiss Government will agree that the case of the British should receive priority and that the two sets of discussions should be entirely dissociated and not considered interdependent. (E 2200 London 31/1). *Pour la suite de cette affaire, cf. n° 257.*

159

EVD KW Zentrale 1914–1918/57–58

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey

Copie
L Belgische Kohle

Bern, 24. November 1919

Bekanntlich dauert das belgisch-schweizerische Kohlenabkommen[1] nur bis Ende dieses Jahres. Die Kohlenversorgung ist nach wie vor so ausserordentlich schwierig und unsicher, dass wir selbstverständlich den allergrössten Wert darauf legen müssen, auch nach dem 1. Januar 1920 belgische Kohle beziehen zu können. Es drängt sich deshalb ganz von selbst die Frage auf, ob und unter welchen Bedingungen das Abkommen erneuert, resp. verlängert werden könnte. Bis jetzt fehlt uns jede Mitteilung darüber, wie man sich in Brüssel hiezu verhält. Wir bitten Sie deshalb, an geeigneter Stelle in dieser Angelegenheit sondieren zu wollen und uns möglichst umgehend zu berichten. Dabei erlauben wir uns, schon jetzt darauf hinzuweisen, dass eine Weiterführung der an Belgien zu gewährenden Kredite angesichts der gespannten schweizerischen Finanzlage ausserordentlich schwierig, wenn nicht unmöglich sein dürfte. Wenn irgendwie möglich, sollte deshalb ein reiner Kohlenlieferungsvertrag ins Auge gefasst werden. Es scheint uns, dass Belgien auch hieran ein starkes Interesse haben sollte, da es doch gewiss grossen Wert darauf legen wird, durch Kohlenlieferungen nach der Schweiz hochwertige Schweizerdevisen zu bekommen.

Für heute möchten wir uns mit diesen kurzen Andeutungen begnügen und gewärtigen also Ihren baldigen Bericht, wie man sich in Brüssel die Neugestaltung dieser Verhältnisse denkt.[2]

Bei dieser Gelegenheit möchten wir noch kurz auf einen Vorfall zurückkommen, der Ihnen durch den Vertreter der Kohlengenossenschaft bereits gemeldet wurde. Aus transporttechnischen Gründen hat die schweiz. Kohlengenossenschaft in Basel ein erhebliches Quantum belgischer Kohle im Transit durch Frankreich nach der Schweiz kommen lassen wollen. Diese Kohlen sind in Givet ohne weiteres von den französischen Behörden beschlagnahmt und für den fran-

1. *Cf. n° 79.*
2. *Pour la suite, cf. n° 177.*

zösischen Konsum verwendet worden.[3] Diese gewalttätige Massnahme hat in schweizerischen Kreisen grosse Entrüstung verursacht, da sie in der Tat einem einfachen Raubzuge gleichkommt. Unsere Presse beginnt sich ziemlich lebhaft mit dieser Angelegenheit zu befassen und es fallen gegenüber Frankreich harte Worte. Wir haben selbstverständlich unsere Gesandtschaft in Paris unverzüglich schärfsten Protest erheben lassen und heute bekommen wir von Herrn Dunant die Mitteilung, dass diese Verfügung der französischen Regierung nicht gegen die Schweiz, sondern gegen Belgien gerichtet gewesen sei, welches seine Verpflichtungen betreffend Kohlenlieferungen an Frankreich ganz ungenügend erfüllte.

Wir wollten nicht verfehlen, Ihnen hievon Kenntnis zu geben. Für uns bleibt diese Beschlagnahme, gleichgültig aus welchen Gründen sie erfolgt ist, ausserordentlich bedauerlich. Wir werden mit aller Energie daran festhalten, dass uns Frankreich diese Kohlen in Natura ersetzt, wozu man sich in Paris wahrscheinlich auch entschliessen wird.

3. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1551.

160

E 2200 Berlin 2/1

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

L 111. T/M Streng vertraulich — Bern, 25. November 1919

Bezugnehmend auf Ihren streng vertraulichen Bericht vom 6. Oktober[1] beehren wir uns, Ihnen eine streng geheime Mitteilung des Militärdepartementes zu Ihrer persönlichen Orientierung zu übermitteln. Nach wie vor liegt es im Interesse unseres Landes, jede Publikation zu verhindern.

ANNEXE

Le Chef du Département militaire, C. Decoppet,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
R Streng geheim — Bern, 24. November 1919

In Ausführung des Bundesratsbeschlusses vom 17. dies[2] beehren wir uns, Ihnen betreffend Ver-

1. *Cf. n° 101.*
2. *Non reproduit, cf.* E 1005, 2/1; *cet arrêté chargeait le Département militaire de rédiger un rapport sur la question, en partant des explications de l'ancien Chef d'Etat-major de l'Armée Suisse, Th. von Sprecher, et d'une communication du Chef du Département politique de cette époque, A. Hoffmann. Voir aussi n° 108.*

einbarungen über militärische Hilfe des Auslandes bei Verletzung der schweiz. Neutralität (Anfrage des Abgeordneten Cohn an Minister von Planta) folgendes zu berichten:

Nach den Mitteilungen des Herrn Oberstkorpskdt. Sprecher hat General von Moltke bei Anlass eines deutschen Manövers, dem Oberstkorpskdt. Sprecher beiwohnte, diesem über die Möglichkeit eines europäischen Krieges gesprochen und dabei zu erfahren gewünscht, wie sich die Schweiz in solchem Falle verhalten würde. Oberstkorpskdt. Sprecher verwies den General v. Moltke auf unsere verfassungsmässige Neutralität, indem er beifügte, unsere Regierung würde zweifellos alle Kräfte einsetzen, um jede Verletzung schweiz. Gebietes zu verhindern. General v. Moltke zeigte sich von dieser Mitteilung sehr befriedigt und gab zu verstehen, dass wir von Deutschland jedenfalls nichts zu befürchten hätten. Er wünschte alsdann noch zu wissen, ob wir bei einem Einbruch von franz. Seite auf deutsche Hilfe rechneten. Oberstkorpskdt. Sprecher entgegnete, dass wir jedenfalls vorab trachten würden, uns eines Angreifers allein zu erwehren, jedenfalls stehe es aber nur unserer Regierung, dem Bundesrate, zu, im Einvernehmen mit dem zu ernennenden General eine gemeinsame Abwehr mit dem Gegner des Invasors zu vereinbaren. General Moltke hatte gegen diesen Standpunkt nichts einzuwenden.

Einige Zeit nachher, Hr. Oberstkorpskdt. Sprecher glaubt 1 oder 2 Jahre später, gab General Moltke durch Mitteilungen von *Punktationen* dem Oberstkorpskdt. Sprecher Kenntnis von der Art und Weise, wie er sich eine Cooperation der beiden Heere in dem angenommenen Falle dachte. Oberstkorpskdt. wiederholte dem Offizier dasselbe, was er schon dem General Moltke erklärt hatte und wies irgendwelche bestimmte Abmachungen von der Hand.

In den allerersten Tagen des August 1914 sprach ein deutscher Offizier (Oberstkorpskdt. erinnert sich nicht mehr an dessen Namen oder Grad) im Auftrage Moltkes bei unserem Generalstabschef vor, um sich über dessen nunmehrige Auffassung von der militärischen Lage der Schweiz zu erkundigen und auf die *Möglichkeit* (nicht Wahrscheinlichkeit) eines franz. Einbruchs hinzuweisen. Oberstkkdt. Sprecher hielt an dem früher eingenommenen Standpunkt betr. Neutralität und Kompetenzfrage fest und wies überdies auf das Aufgebot der gesamten schweiz. Wehrmacht hin. Er bemerkte, dass zwar franz. Truppen gegen unsere Westgrenze transportiert würden, dass wir aber einstweilen ebensowenig Grund hätten, von diesen etwas zu befürchten, wie von den deutschen Truppen am Oberrhein. Dagegen könne er nicht leugnen, dass von rein strategischen Erwägungen aus Frankreich eher versucht sein könnte, durch die Schweiz zu marschieren, als Deutschland. Diese Äusserung mag Veranlassung gegeben haben zu der Bemerkung Moltkes in seiner Note vom 3. August 1914, wir *befürchteten* einen französischen Einbruch.

Es handelte sich, wie aus dem Vorstehenden hervorgeht, bei alledem nur um vertrauliche, ganz allgemein gehaltene Besprechungen, ohne Eingehung irgend einer Verbindlichkeit.

Oberstkorpskdt. Sprecher erklärt, er habe aus selbstverständlichen Gründen den General Moltke um Geheimhaltung der Besprechungen ersucht. Es sei ihm bei allem nur darum zu tun gewesen, sich über Auffassung und Absicht eines Nachbarheeres im Interesse unserer Landesverteidigung zu informieren.

Die einzige bestimmte Abmachung, die zwischen Moltke und Sprecher bestanden hatte, war die, dass Moltke bei unmittelbar drohendem Kriegsausbruch an Sprecher telegraphieren sollte: ante portas. Dieses Telegramm ist dann auch am 31. Juli 1914 eingelangt. Die Abmachung war beim Besuche des deutschen Kaisers in der Schweiz 1912 getroffen worden.

Von dem Entwurf zu einem eventuellen Bündnisvertrage war im Laufe des Krieges nicht mehr die Rede; Oberstkorpskdt. Sprecher glaubt auch, ihn nach dem Rücktritt Moltkes als Chef des Generalstabes vernichtet zu haben. Jedenfalls fand er sich in den Akten nicht mehr vor. Dagegen waren verschiedene derartige Entwürfe vorhanden, die bei Anlass von operativen Übungen ausgearbeitet worden waren; einer derselben stammte noch vom frühern Chef der Generalstabsabteilung, Hr. Oberst Keller, aus dem Jahre 1904 her. Die andern waren von Oberstkorpskdt. Sprecher ausgearbeitet. Ein Zeichen, dass der Generalstab pflichtgemäss seine Vorbereitungen von langer Hand auch in dieser Richtung getroffen hatte.

Im Jahre 1917 fanden im Einvernehmen des politischen und des Militärdepartements zwischen unserem Generalstab und dem französischen Oberkommando Besprechungen über eine allfällige militärische Cooperation statt, die zu ziemlich eingehenden Vorbereitungen, namentlich hinsichtlich der notwendigen Truppentransporte, führten. Ähnliches geschah kurz nachher auch zwischen

unserem Generalstab und dem deutschen Militär-Attaché, allerdings in weniger eingehender Weise. Auch bei diesen Verhandlungen war von dem Entwurf zu einem Bündnisvertrag nicht mehr die Rede.[3]

---

3. *Le Ministre von Planta répondit à cette communication par lettre du 1er décembre:*

[...] Angesichts des streng vertraulichen Charakters Ihrer Mitteilungen glaube ich, von mir aus Herrn Dr. Cohn nichts berichten zu dürfen, möchte aber die Bitte an Sie richten, mir zu gestatten, mit aller gebotenen Vorsicht Herrn Dr. Cohn über den wesentlichen Inhalt der Aussagen des Herrn von Sprecher *mündlich* zu berichten. Ich würde selbstverständlich dabei nichts sagen, wovon ich annehmen könnte, dass es irgendwie schädlich wirken könnte.

Ich benütze den Anlass, um Ihnen mitzuteilen, dass der Minister des Auswärtigen letzter Tage auf diese Angelegenheit zurückgekommen ist und mir erklärt hat, dass trotz allen Nachforschungen unter den Akten des Auswärtigen Amtes und des Generalstabes keinerlei Anhaltspunkte gefunden worden seien für den Inhalt jenes angeblichen Bündnisvertrages. Der seither nach Deutschland zurückgekehrte Graf von Waldersee, welcher im Jahre 1914 der erste Gehülfe des Chefs des Deutschen Generalstabes war, hat auf Befragen ausgesagt, dass er nie einen Entwurf zu einem solchen Vertrage gesehen habe. Herr Minister Müller und mit ihm das Auswärtige Amt nimmt an, dass es sich wirklich nur um eine Notiz gehandelt habe, die Graf Moltke dem Chef des Schweizerischen Generalstabes zur Prüfung vorgelegt habe, ohne dass es zu irgend welchen weiteren Verhandlungen oder gar Abmachungen über den Inhalt eines förmlichen Vertrages gekommen wäre. Diese Auffassung stimmt auch überein mit den Berichten des Herrn Oberst von Sprecher. Es wäre mir ausserordentlich wertvoll, wenn ich auch Herrn Minister Müller über den wesentlichen Inhalt der Aussagen des Herrn von Sprecher unterrichten könnte. (E 2200 Berlin 2/1).

Le Département politique donna l'autorisation demandée; le 18 décembre A. von Planta rapportait au Département politique: [...] Beide Herren *[Cohn et Müller]* waren sehr dankbar und versicherten mich ihrer Freude über den durchaus befriedigenden Inhalt dieser Auskunft.

Herr Dr. Cohn sagte mir wörtlich: «Es ist auch für mich eine förmliche Erleichterung und gereicht mir zu ganz besonderer Befriedigung, dass ich auf diese Weise in der Lage war, der Schweiz einen kleinen Dienst zu erweisen.» Herr Cohn ersuchte mich um die Ermächtigung, auch Herrn Kautsky vertraulich Mitteilung zu machen von der erhaltenen Auskunft, was ich tun zu sollen glaubte.

Herr Cohn versicherte mich, dass diese Auskunft für ihn und seine Parteifreunde jeden Zweifel darüber beseitigen werde, ob es nicht im Interesse der Partei gelegen wäre, diese Notiz des Grafen Moltke zu veröffentlichen. Nachdem nun festgestellt sei, dass es sich nur um eine unverbindliche Aussprache und einen einseitigen Vorschlag handle, liege auch für den Antimilitaristen kein Grund vor, sich des Falles zu bemächtigen, um daraus Kapital zu schlagen gegen die Militärpartei. *[...]* (E 2200 Berlin 2/1).

Sur toute la question cf. E 2001 (B) 2/41.

161

E 2200 London 31/2

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin, à l'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy

L Personnelle. Société des Nations *Londres,* 26 novembre 1919

[...]

A ce sujet et en me référant spécialement à la dernière phrase du télégramme du Département No.81[1], je crois, à titre personnel, devoir faire remarquer que les renseignements que j'avais prié le Département de me donner et qu'il a bien voulu me fournir par ledit télégramme, ne m'ont pas été demandés par Sir Eric Drummond directement. Il existe entre la Légation et le Secrétariat général une liaison plus souple et moins officielle. Voici ce qui se passe: Lorsqu'un chef de section a besoin d'un renseignement ou de documents sur la Suisse, il s'adresse tout naturellement à M. William Martin. Celui-ci, dans l'intérêt de son pays, pose à la Légation la question de savoir s'il lui est possible d'obtenir les informations ou documents désirés. La Légation n'hésite pas à fournir ou à se procurer les renseignements demandés, car elle a tout intérêt à ce que le Secrétariat soit informé de manière précise et dans un sens suisse, au lieu de laisser le Secrétariat s'adresser à l'Office britannique des Affaires étrangères et par ce dernier au Ministre de Sa Majesté à Berne.

M. William Martin peut, en sous-mains et dans le cadre de ce qui est admissible et légitime, rendre des services à la Suisse, en faisant au Secrétariat général le rapport journalier sur la presse suisse, un mémoire sur le sens et la portée des élections à l'Assemblée fédérale, un mémoire justifiant le choix de Genève comme siège de la Ligue, un exposé sur les efforts du Conseil fédéral en faveur de la Société des Nations, sur l'attitude du Parlement et du peuple, sur l'opportunité qu'il y a à persuader celui-ci lentement et sans rien brusquer etc., etc.

J'ai tenu à vous renseigner sur la manière dont, depuis l'arrivée de M. William Martin à Londres, la Légation reste en contact suivi, mais purement officieux avec le Secrétariat général et je vous serais obligé d'en faire part confidentiellement à M. le Conseiller fédéral Calonder. Il faut en effet éviter d'éveiller l'impression que M. William Martin est en contact trop intime avec la Légation, ce qui n'est pas le cas, M.W. Martin agissant d'une manière parfaitement correcte; mais, d'autre part, il serait impardonnable à la Légation de ne pas se servir, dans l'intérêt du pays, d'un trait d'union qui s'offre à elle.

A ce sujet, je dois ajouter, du reste, qu'avant l'arrivée de M. William Martin, le 25 octobre, la liaison entre la Légation et le Secrétariat de la Société des Nations existait déjà, dans la même forme officieuse, entre mon collaborateur, M. Henri Martin et son ami Pierre Comert, chef de la Section de l'information. *[...]*

---

1. *Non reproduit.*

162

E 2001 (B) 1/14

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Berlin, 26. November 1919
T n° 37 (*Ankunft:* 27. November)

Wie mir der Minister des Auswärtigen mitteilt, haben hier die von Herrn Bundesrat Calonder über die Vorarlbergerfrage abgegebenen Erklärungen[1] peinlich berührt. Die deutsche Regierung sei sich bewusst, dass sie in dieser Frage durchaus korrekt gehandelt habe, indem sie weder gegen den Anschluss an die Schweiz gewirkt habe noch direkt oder indirekt die Anschlussbewegung an das deutsche Reich unterstützt habe. Morgen werde ich schriftlichen Bericht senden.[2]

Es scheint, dass die deutsche Regierung entschlossen ist, die von der Entente gestellten Forderungen betreffend Versenkung von Schiffen und künftige militärische Massnahmen abzulehnen. Sie hofft aber, dass noch eine Verständigung erzielt werden könne und rechnet damit, dass der amerikanische Senat den Friedensvertrag schliesslich noch ratifiziere.

1. *Cf. n° 157, annexe.*
2. *Cf. n° 163.*

163

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 13 Berlin, 26. November 1919

Ich habe Ihnen gestern telegraphiert, was mir Reichsminister Müller in einer längeren Aussprache gesagt hat, und will nachstehend diese Mitteilung kurz ergänzen.

Ich war zu Herrn Müller gegangen, um nähere Angaben zu erhalten über den Inhalt der Dokumente, welche sich auf die sog. Mission Sulzer[1] beziehen. Der Minister versprach mir eine kurze schriftliche Aufzeichnung über alles Wesentliche[2], was in diesen Dokumenten steht. Sobald ich diese Aufzeichnungen erhalten haben werde, will ich auf diese Frage zurückkommen.

Weiter erbat ich mir vom Minister Aufschluss über den dermaligen Stand der *Verhandlungen in Versailles* und über die Aussichten für die *Ratifikation des*

1. *Sur cette question, cf. n^os 38, 182, 199.*
2. *Cf. n° 182.*

Friedens. Herr Müller bestätigte mir die Richtigkeit meiner früheren telegraphischen Meldung, dass die deutsche Delegation abgereist sei, weil die Vertreter der Entente sich rundweg geweigert hätten, über eine Änderung der Forderungen der Entente, laut deren Note vom 1. November, überhaupt zu unterhandeln. Inzwischen habe sich die Regierung endgültig dahin schlüssig gemacht, dass sie unter keinen Umständen ein Protokoll unterzeichnen werde, in welchem die Drohung der Entente über künftige militärische Executionsmassnahmen festgelegt wäre. Ebensowenig werde die deutsche Regierung die Forderung der Gegenleistungen für die Versenkung der deutschen Schiffe in englischen Häfen annehmen. Grundsätzlich stehe die Regierung auf dem Standpunkte, dass sie eine Entschädigung überhaupt nicht schulde, weil die englischen Behörden allein die Schuld treffe, dass die Schiffe versenkt werden konnten, und weil die deutschen Behörden in keiner Weise an dieser Versenkung beteiligt seien. Immerhin liess Herr Müller durchblicken, dass die Regierung an diesem grundsätzlich ablehnenden Standpunkt nicht unbedingt festhalten, wohl aber die Forderung der Abgabe von Docks und Baggermaschinen ablehnen werde, weil deren Erfüllung dazu führen müsste, dass der Wiederaufbau der Handelsflotte verunmöglicht und dass die sämtlichen Häfen Deutschlands versanden würden. Das sei für die wirtschaftliche Zukunft Deutschlands eine eigentliche Lebensfrage. Herr Müller hofft, dass die Entente sich schliesslich dieser Erkenntnis nicht verschliessen und es darob nicht zu einem Bruche kommen lassen werde, der unberechenbare Folgen haben müsste. Auf meine Frage, was denn Deutschland tun würde, wenn die Entente doch unnachgiebig bleiben sollte, antwortete der Minister ausweichend, dass über diese Frage ein Entscheid noch nicht getroffen sei.

Er meinte, die Entente werde um so eher Entgegenkommen zeigen, als ihre Lage betreffend Ausführung des Friedensvertrages durch die vorläufige Ablehnung Amerikas recht schwierig geworden sei. Deutschland könne nicht gezwungen werden, einer Änderung der Vertragsbestimmungen zuzustimmen, welche durch die Absage Amerikas unausweichlich geworden sei. Deutschland sei bereit, in diesem Punkte entgegenzukommen, aber nur unter der Bedingung, dass ihm anderseits in den oben besprochenen Punkten Konzessionen gemacht werden.

Unter allen Umständen wird die Ratifikation des Friedensvertrages durch diesen Zwischenfall eine weitere Verzögerung erleiden. Über die Möglichkeit eines Ausscheidens Amerikas aus der Gruppe der Kontrahenten im Versailler Vertrage sprach sich Herr Müller ganz in dem Sinne aus, wie ich Ihnen schon berichtet habe. Er hält dafür, dass Deutschland kein Interesse habe an diesem Ausscheiden, weil seine Stellung dadurch nicht nur nicht erleichtert, sondern im Gegenteil erschwert werde, wenn die Franzosen und Engländer in den verschiedenen Kommissionen ganz unter sich seien.

Die neueste Note Clemenceau's, durch welche die *Freigabe der Kriegsgefangenen* in so schroffer und beleidigender Weise zurückgewiesen wird, hat hier ganz ausserordentlich erbittert. Die dadurch erzeugte Stimmung treibt den Wind in die Segel der Alldeutschen und lässt ernste Konflikte voraussehen. *[...]* Am Schlusse unserer Besprechung brachte der Minister die *Vorarlbergerfrage* zur Sprache. Er hätte den offiziellen Wortlaut der Antwort des Herrn Bundesrat

Calonder auf die Interpellation Winiger[3] noch nicht gesehen und urteilte daher auf Grund der Mitteilung in deutschen Zeitungen, die übrigens, wie ich konstatieren konnte, nicht wesentlich von dem offiziellen Wortlaut abweichen. Herr Müller schien sehr betroffen von dem Tone dieser Erklärung, die, wie er sagte, in den Regierungskreisen «unangenehm berührt habe». Die deutsche Regierung sei sich bewusst, in dieser ganzen Frage so korrekt als möglich gehandelt und alles vermieden zu haben, was der Schweiz irgendwie Anlass zu Einwendungen geben könnte. Trotz vielfacher Zumutungen habe die Reichsregierung es konsequent abgelehnt, irgendwelche Massnahmen zu treffen oder zu unterstützen, welche im Sinne des Anschlusses Vorarlbergs an Deutschland hätten wirken können. Die Regierung stehe auf dem Standpunkt, dass zur Zeit jede Möglichkeit ausgeschlossen sei, den Anschluss an Deutschland irgendwie in Betracht zu ziehen, weil man ganz genau wisse, dass die Entente einen solchen Anschluss nimmermehr zulassen würde. Abgesehen davon hätte dieser Anschluss für Deutschland kein so grosses Interesse, um die Regierung der Gefahr auszusetzen, durch eine Politik im Sinne des Anschlusses die Schweiz zu verstimmen und der Entente Anlass zu Gegenmassregeln zu geben. Die deutsche Regierung stehe auf dem Standpunkt, dass es sich hier zunächst um eine rein österreichische Frage handle und dass gegen den Willen von Österreich von einem Anschluss des Vorarlberges an Deutschland von vornherein nicht die Rede sein könne. Diese Zustimmung Österreichs sei aber nicht zu erwarten und damit verliere die Frage für Deutschland jedes aktuelle Interesse.

Herr Müller sprach weiter die Ansicht aus, dass Deutschland keine Ursache hätte, sich gegen den Anschluss an die Schweiz zu wehren, wenn dies der Wille des Vorarlberges und Österreichs sei. Lieber würde man es natürlich sehen, wenn Vorarlberg bei Österreich bleiben würde.

Am meisten schien der Minister zu bedauern, dass die Erklärungen des Bundesrates die deutsche Regierung in den Augen der Entente dem Verdachte aussetze, als verfolge sie schon wieder annexionistische Tendenzen, während ihr doch alles ferner liege als das.

Ich habe natürlich darauf hingewiesen, dass die Ausführungen des Bundesrates ihre Spitze in gar keiner Weise gegen die deutsche Regierung richten, sondern dass nur die Folgen hervorgehoben worden seien, welche sich unausweichlich aus den Tatsachen ergeben würden. Herr Müller wollte nicht anerkennen, dass die geschilderten Folgen eintreten würden und meinte: «Deutschland liegt so sehr am Boden und hat so sehr mit sich selbst zu schaffen, dass es wahrlich nicht daran denken kann, die wirtschaftliche und politische Infiltration nach dem Muster der Kaiserzeit zu betreiben.»

Ich übergebe Ihnen beiliegend noch zwei Ausschnitte aus dem «Hamburger Echo» vom 23. November und aus der «Täglichen Rundschau» vom 24. gl.Mts., welche sich mit obiger Frage befassen.

Aus einer Besprechung mit dem hiesigen Vertreter der «Neuen Zürcher Zeitung» notiere ich die Mitteilung, dass die Berichte aus Russland mehr und mehr dahin lauten, dass an einen baldigen Sturz der Sovietregierung nicht zu denken

---

3. *Cf. n° 157.*

sei. Vielmehr ergebe sich aus Mitteilungen, die Herr Herold von einem Russen hat, der soeben aus Russland zurückgekehrt ist, dass die ganze bäuerliche Bevölkerung sich mit dem bestehenden Zustande mehr und mehr abfinde und gegen jede Reaktion sei, weil sie befürchte, dann wieder um den Landbesitz zu kommen, den ihr die Revolution gebracht habe. Es sei daher vorauszusehen, dass sich eine Consolidierung in dem Sinne vollziehen werde, dass die Sovietregierung auf dem Boden des jetzt Bestehenden eine konservativere Politik verfolgen und sich so mit der Landbevölkerung einigen werde.

Über eine Unterredung, welche Herr Dr. Zetter letzter Tage mit dem *deutschnationalen Führer Stresemann* hatte, berichtete er im wesentlichen was folgt:

Alle national gesinnten Deutschen begrüssen es, wenn Amerika dem *Völkerbund nicht* beitritt. Das Schlimmste, was Deutschland widerfahren kann, ist ein Völkerbund, der von einer anglo-amerikanischen Alliance beherrscht wird. Kommt der Völkerbund, so wie er geplant ist, zustande, so werden das Britische Reich und Amerika zusammen immer in der Lage sein, die anderen Völkerbundsmitglieder zu überstimmen. Über das Schicksal Deutschlands unter einer englisch-amerikanischen Völkerbundsherrschaft ist man sich in Deutschland vollständig klar.

Wirtschaftliche Lage. Die deutsche Grossindustrie schaue zuversichtlich in die Zukunft. Sie hat zur Zeit so viel Aufträge, dass sie mit der ihr zur Verfügung stehenden Anzahl von Arbeitern höchstens $^1/_3$ dieser Bestellungen auszuführen vermag. Man rechne mit einer Ausfuhr von 40 Milliarden im ersten Friedensjahre. Trotz des verlorenen Krieges und trotz der prekären Situation, in der sich Deutschland derzeit befindet, sei seine wirtschaftliche Lage eine bessere als diejenige Frankreichs; denn Deutschland habe mehr Arbeiter und Fabriken als Frankreich. Es werde in Deutschland nun ziemlich überall wieder gearbeitet; die Arbeitslust setzt langsam, aber stetig wachsend ein. Auch die Kohlennot wäre ziemlich behoben, wenn man über mehr rollendes Material verfügen könnte. In Oberschlesien liegen über 100 Millionen Tonnen geförderte Kohle.

Politische Lage. Deutschland werde über kurz oder lang zur monarchischen Staatsform zurückkehren. Die sechshundertjährige monarchische Tradition lässt sich nicht von heute auf morgen ausmerzen. Der Deutsche will einen Führer, der ihm imponiert. Die jetzige Regierung habe keine Autorität, und es seien gerade die zu den untersten Volksmassen gehörenden Deutschen, die sich in erster Linie und andauernd über die jetzige Regierung lustig machen.

Der Zug nach rechts sei bei den meisten Parteien feststellbar. Sogar von der Deutschnationalen Partei seien viele Mitglieder zur Deutschen Volkspartei übergetreten. Ob diese politischen Verschiebungen auf eine Diktatur Ludendorff oder Noske hinsteuern oder ob sie zunächst die Form einer Änderung im Kurse unter der jetzigen Staatsform annehmen werden, sei zur Zeit noch nicht vorauszusehen, als sicher kann aber angenommen werden, dass sie eine Regierungsänderung bewirken werde.

Das *Rätegesetz* dürfte wohl mit einigen unbedeutenden Konzessionen an das Zentrum angenommen werden. Mehr in Frage gestellt ist das Notstandsopfergesetz, weil man voraussieht, dass eine Durchführung auf unüberwindliche Schwierigkeiten stossen wird.

Äussere Politik. Eine Verständigung zwischen Deutschland und Russland

wird trotz der Gewaltpolitik der Entente, im besonderen der Franzosen, zustandekommen.

Deutschland und Russland sind nach der jetzigen Entwicklung der Weltlage naturgemäss aufeinander angewiesen und dazu bestimmt, in gewisser Hinsicht gemeinsame Sache zu machen. Wenn auch, was nicht ausgeschlossen ist und womit hier ernstlich gerechnet wird, die Franzosen noch das Ruhrrevier besetzen sollten, so dürfte doch die Franzosenherrlichkeit auf deutschem Boden von nicht allzu langer Dauer sein.

Sobald Deutschland und Russland sich auf einer beiden Teilen gemeinsamen politischen Richtschnur gefunden haben, wird wohl Polen ein Ultimatum zur Herausgabe des abgetretenen deutschen Gebiets gestellt werden. Dass dann aber die Franzosen nicht mehr länger auf deutschem Boden geduldet werden, ist von vornherein klar. — So Herr Stresemann!

Ich glaubte, Ihnen diese Darstellung nicht vorenthalten zu sollen, obwohl sie sehr wesentlich von demjenigen abweicht, was ich aus dem Lager der regierenden Partei gemeldet habe. Die Wahrheit wird auch da in der Mitte liegen und die Frage sich einfach dahin zuspitzen, ob die zweifellos bestehende Richtung nach rechts und nach der Monarchie stark genug sein wird, um eine Änderung in der Regierungsform herbeizuführen oder ob sie nur zu einer wesentlichen Stärkung der konservativen Opposition gegen die jetzige Regierungsmehrheit führen wird.

Die Ansichten des Herrn Stresemann über die Folgen des amerikanischen Senatsbeschlusses decken sich meines Erachtens nicht mit derjenigen der überwiegenden Mehrheit der deutschen Politiker. Der beste Beweis gegen die Richtigkeit dieser Auffassung liegt wohl in der Tatsache, dass selbst ganz rechts stehende Elemente, wie Professor Hoetzsch, sich für den Beitritt zum Völkerbund in der jetzigen Gestalt ausgesprochen haben.

Die Äusserungen Stresemanns über die internationale Lage und die mögliche Verbindung von Deutschland mit Russland entsprechen durchaus dem extremen alldeutschen Standpunkt und verraten eine vollständige Verkennung der Wirklichkeiten und der Möglichkeiten. Ich muss demgegenüber feststellen, dass nach meinen Betrachtungen die grosse Mehrzahl der massgebenden politischen Persönlichkeiten und die besonnenen Elemente aller Parteien die völlige Unmöglichkeit für Deutschland einsehen, in absehbarer Zeit aktive internationale Politik zu treiben. An diesem Zustande der politischen Impotenz kann ein Zusammengehen mit dem schachmatten Russland nichts ändern. Die Hoffnung der ruhig abwägenden Elemente ruht auf der Möglichkeit eines Zerfalles der dermaligen Mächtekoalition, welche zu ganz veränderten internationalen Kombinationen führen könnte. Allein diese Möglichkeit setzt die innere Erstarkung Deutschlands voraus, welches auf Jahrzehnte hinaus nicht mehr als militärischer Machtfaktor in Betracht fallen kann. So denken, nach meiner Beobachtung, die ernsthaften Leute von links und rechts.

Ich lege hier noch eine Äusserung des Reichswehrministers Noske über die politische und wirtschaftliche Lage bei.

Ganz im Gegensatz zu den optimistischen Ansichten des Herrn Stresemann erfuhr ich gestern abend aus Kreisen der demokratischen Partei, dass man ausserordentlich besorgt sei wegen der internationalen Lage und in dieser Richtung

sehr schwarz sehe. In der Tat schlägt die deutsche Regierung in der heute veröffentlichten Antwort auf die Note des Herrn Clemenceau wegen der Kriegsgefangenen einen Ton an, an den man hier nicht mehr gewöhnt war, der aber durchaus dem allgemeinen Empfinden entspricht. Ich lege die Wiedergabe dieser Note in einem Ausschnitt aus dem Berliner Tageblatt bei. Es wird sich zeigen, was Frankreich antwortet. Der Gewährsmann aus der demokratischen Partei, welcher der Regierung nahesteht, ist überzeugt, dass Frankreich auf einen Konflikt zutreibe, der ihm die Möglichkeit, oder besser gesagt den Vorwand bieten soll, um das ganze Ruhrgebiet zu besetzen und dadurch Deutschland von aller Kohlenzufuhr abzuschneiden. Dieses Vorgehen würde Deutschland in der Tat am Lebensnerv treffen, denn ohne Saar- und Ruhrkohle kann das deutsche Wirtschaftsleben nicht wieder aufkommen. Sollte diese Gefahr sich verwirklichen, dann wird es, das ist auch meine Überzeugung, in Deutschland zu sehr ernsten Ereignissen kommen, die entweder zum Bürgerkrieg oder zur Diktatur mit einer levée en masse führen können.

Ob die Voraussetzung, von welcher mein Gewährsmann ausgeht, zutreffend ist, vermag ich nicht zu beurteilen, aber es ist doch nicht zu übersehen, dass die schroffe Note Frankreichs den ersten Akt internationaler Politik darstellt, den Clemenceau nach seinem eklatanten Wahlsieg unternommen hat. Wenn es in dieser Tendenz weitergeht, dann kann die Lage nicht ernst genug betrachtet werden. Nach allem ist leider nicht zu erwarten, dass die französische Regierung rechtzeitig einsehen werde, dass der Untergang Deutschlands, den sie ja freilich in der Hand hat, wohl auch zum Schaden Frankreichs ausfallen würde. Herr Haguenin, der französische Delegierte in Berlin, der eben von Paris zurückgekehrt ist, sieht dies sehr wohl ein und beklagt die Haltung seiner Regierung, aber auch er ist machtlos.

164

E 2001 (B) 8/19

CONSEIL FÉDÉRAL

Proposition du Chef du Département politique, F. Calonder

152.F. Internationales Sanitätsamt Bern, 27. November 1919

Das politische Departement erhielt von der britischen Gesandtschaft die beigelegte Note[1], in der sie auf Geheiss der britischen Regierung vorschlägt, das internationale Sanitätsamt in Übereinstimmung mit Art. 23 f und Art. 24 des Völkerbundsvertrages inskünftig der Leitung des Völkerbundes zu unterstellen. Die britische Gesandtschaft frägt an, ob die Schweiz, als Mitunterzeichner der Sanitätskonvention vom 9. Dezember 1907, bereit wäre, dem Vorschlage zuzustimmen und ihrem Delegierten beim Sanitätsamt entsprechende Instruktionen zu geben. Schweizerischer Delegierter ist zur Zeit der Direktor des Schweizeri-

1. *Non reproduite.*

schen Gesundheitsamtes Dr. Carrière. Der Sitz des Internationalen Sanitätsamtes befindet sich in Paris.

Das politische Departement glaubt darauf aufmerksam machen zu müssen, dass die Unterstellung der internationalen Ämter unter die Leitung des Völkerbundes im gegenwärtigen Moment nach drei Seiten hin für uns Bedenken hätte:

1. Der Völkerbund ist zur Zeit noch gar nicht konstituiert. Die Schweiz hat noch keine Beitrittserklärung abgegeben und ist deshalb vorläufig nicht in der Lage, sich auszusprechen.

2. Wenn die Schweiz ihre Zustimmung gäbe, würde damit indirekt auch die Rechtsstellung der internationalen Ämter, die ihren Sitz in der Schweiz haben, präjudiziert. Was für die einen der Ämter beschlossen, wird voraussichtlich auch für die andern gelten; es ist daher unbedingt notwendig, dass man sich in der Schweiz klar werde darüber, wie man sich zu der Übertragung der internationalen Ämter unter die Leitung des Völkerbundes stellen wolle.

Art. 24 sieht allerdings die Unterstellung der internationalen Ämter unter den Völkerbund vor, verlangt aber zugleich die Zustimmung der einzelnen Vertragskontrahenten zu diesem Vorgehen.

In den Friedensverträgen mit Deutschland und Österreich ist nirgends davon die Rede, dass diese Staaten einer organisatorischen Änderung von internationalen Ämtern, bei denen sie Mitkontrahenten sind, zum vornherein zustimmen würden. Die Verpflichtungen der Türkei und Bulgariens sind zur Zeit noch ungewiss.

3. Der Bundesrat hat sich in seiner Botschaft vom 4. August[2] auf den Standpunkt gestellt, dass die Ordnung der Verhältnisse des Völkerbundes zu den ihm nicht angehörenden Staaten, wenigstens soweit sie gegen ihren Willen ausgeschlossen sind, nicht in befriedigender Weise geregelt worden sei. Wir haben kein Interesse daran, die Situation dadurch zu verschärfen, indem wir dazu Hand bieten, vom Völkerbund zur Zeit ausgeschlossene Staaten in ein Verhältnis zu demselben zu bringen, nach welchem sie gegenüber den Völkerbundsmitgliedern eine rechtlich inferiore Stellung einnehmen würden. Dies würde aber wohl der Fall sein, wenn ein Amt dem Sekretariat des Völkerbundes unterstellt würde, zu dessen Organisation einem Vertragskontrahenten jedes Mitspracherecht fehlt.

Was den konkreten Fall des Hygiene-Institutes anbetrifft, sind zwar Deutschland und Österreich keine Kontrahenten der Konvention, wohl aber andere vom Völkerbunde vorläufig ausgeschlossene Staaten wie Russland, Bulgarien, die Türkei.

Fragen könnte es sich, ob nicht vorgängig der Beantwortung der britischen Note ein Gedankenaustausch mit den anderen neutralen Staaten erfolgen sollte. Wir glauben aber, darauf verzichten zu sollen, weil ein grosser Zeitverlust mit einem solchen Vorgehen verbunden wäre und es zudem unsicher ist, ob sich alle Staaten, zum Beispiel Spanien, auf unseren Standpunkt stellen würden.

Wohl aber dürfte es sich empfehlen, diesen neutralen Staaten den Beschluss des Bundesrates vertraulich mitzuteilen, um denselben Anlass zu geben, in der Angelegenheit im gleichen Sinne vorzugehen.

---

2. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*

Das politische Departement ist sich der Tragweite seines Standpunktes vollständig bewusst. Unser Vorgehen kann unter Umständen von den alliierten Mächten als Stellungnahme zugunsten der zur Zeit vom Völkerbunde ausgeschlossenen Staaten aufgefasst werden. Früher oder später wäre aber die Schweiz doch gezwungen, zu dieser heiklen Frage Stellung zu nehmen, und wir glauben, dass es leichter ist, von Anfang an diesen Standpunkt einzunehmen, als später, wenn es sich eventuell um eine Konvention handelt, bei der sich das internationale Amt in der Schweiz befindet. Die vorstehend geltend gemachten Gründe scheinen uns daher trotz aller Bedenken folgenden *Antrag* zu rechtfertigen:

Es sei auf Grund beiliegender Note der britischen Gesandtschaft zu antworten, dass wir den Standpunkt vertreten, bereits vor dem Kriege errichtete internationale Ämter sollen in bisheriger Weise weitergeführt werden, bis durch den Beitritt aller oder wenigstens aller wichtigen Staaten zum Völkerbund im wesentlichen eine Übereinstimmung im Kreise des Völkerbundes zwischen den Mitgliedern desselben und den Kontrahenten der internationalen Konventionen erfolgt sein werde.[3]

Es sei ferner der Beschluss des Bundesrates den übrigen zum Beitritt zum Völkerbund eingeladenen neutralen Staaten vertraulich mitzuteilen, um denselben Anlass zu geben, in der Angelegenheit im gleichen Sinne vorzugehen.[4]

---

3. *Répondant à une enquête effectuée par le Département politique sur cette question, le Département de l'Economie publique constate le 13 janvier 1920: [...]*

Tout en admettant en principe que l'Office international d'hygiène publique soit placé plus tard sous l'autorité de la Société des Nations, nous pensons qu'il y aurait lieu de suggérer au Gouvernement britannique l'idée d'une conférence des Etats signataires de l'arrangement de Rome, laquelle devrait préalablement trancher les diverses questions que soulève une modification du statut de l'Office.

Le Conseiller fédéral Schulthess a ajouté de sa main: P.S. Wir glauben, es wäre wünschenswert, wenn das Institut ausserhalb des Völkerbundes bleiben könnte u. halten die Ansicht des Pol.Dep. für richtig. Allerdings ist zu betonen, dass der Völkerbund hygienische Fragen *[...]* als Gegenstand seiner Bestrebungen bezeichnet. Ist es unter solchen Verhältnissen möglich? (E 2001 (B) 8/19).

4. *Ces propositions ont été acceptées par arrêté du Conseil fédéral du 17 février 1920, cf.* E 1004 1/274, *n°* 642.

165

E 2200 Paris 1/1534

Le Chef de la Division pour la Représentation des Intérêts étrangers et pour l'Internement du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant[1]

L P.G. 1/11 Berne, 27 novembre 1919

Le Conseil fédéral ayant décidé d'adresser aux Gouvernements des Etats qui ont participé à la guerre l'appel ci-joint en faveur du rapatriement de tous les pri-

---

1. *En tête du document, le Ministre Dunant a noté:* Très urgent!

sonniers de guerre non encore libérés, nous vous prions de remettre ce document au Gouvernement français.

ANNEXE

S'inspirant d'un intérêt supérieur d'humanité, une centaine de députés au Conseil national suisse ont récemment présenté une motion[2], à laquelle s'est ralliée l'unanimité du Conseil, invitant le Conseil fédéral à intervenir auprès des Gouvernements intéressés en vue d'obtenir d'eux, aussi promptement que possible, le rapatriement des prisonniers de guerre encore retenus loin de leur patrie. Parmi ceux-ci, la motion visait plus particulièrement les prisonniers se trouvant en Sibérie et en France, ainsi que les prisonniers russes non encore rapatriés d'Allemagne.

Le Conseil fédéral ne pouvait qu'accueillir favorablement cette manifestation unanime, qui répond si complètement au sentiment de l'opinion publique en Suisse.

Pendant toute la durée de la guerre, ce fut la préoccupation constante de la Suisse de contribuer à améliorer et rendre supportable le sort toujours pénible des prisonniers de guerre et des internés civils. A cet égard, le Conseil fédéral a la conscience de n'avoir laissé échapper aucune des occasions favorables qui se présentèrent à lui. Plusieurs Etats belligérants lui ayant confié la sauvegarde de leurs intérêts en pays ennemis, le Gouvernement fédéral et ses représentants à l'étranger eurent le privilège de pouvoir apporter le réconfort de leur appui et de leur sollicitude à d'innombrables prisonniers au pouvoir des deux groupes belligérants. Indépendamment de l'internement des prisonniers de guerre en Suisse et du rapatriement à travers le territoire suisse des prisonniers blessés et malades, le Conseil fédéral a été particulièrement heureux de pouvoir servir d'intermédiaire à l'occasion de la conclusion entre Etats belligérants de plusieurs accords apportant aux prisonniers de guerre des garanties et des améliorations de traitement inconnues jusqu'alors.

L'activité si efficace dans ce domaine du Comité international de la Croix-Rouge, ainsi que de la Croix-Rouge suisse, n'a pas besoin d'être rappelée ici.

Aujourd'hui, la majorité de ces victimes de la guerre sont rendues aux leurs et à leur pays. Mais c'est une pensée profondément affligeante qu'un an après la conclusion des armistices, ce sort meilleur ne soit pas encore échu à des centaines de mille captifs, qui attendent toujours dans l'incertitude et l'angoisse le moment de leur délivrance.

Le Conseil fédéral n'ignore pas toutes les difficultés d'ordre technique qui se sont opposées jusqu'à présent et qui continuent à faire obstacle au rapatriement d'un grand nombre de ces prisonniers, plus particulièrement de ceux qu'il faut aller chercher dans les régions immenses et souvent inhospitalières de la Sibérie; il connaît aussi les efforts persévérants qui ont été tentés et les sacrifices d'argent considérables qui ont été consentis par les Gouvernements et de nombreuses institutions de la Croix-Rouge pour vaincre tant d'obstacles.

Mais, quels que soient les pays où les prisonniers continuent à se trouver retenus et quelles que puissent être les raisons de la prolongation indéfinie de leur captivité, celle-ci ne pouvait manquer de provoquer chez eux et leurs familles une amère déception et un profond abattement moral; et un véritable danger social pourrait résulter de l'état d'esprit qui risque de s'emparer irrémédiablement de centaines de mille hommes soumis à une pareille épreuve.

Eu égard aux sentiments hautement manifestés par le parlement et le peuple suisses et fidèle aux préoccupations humanitaires dont il n'a cessé d'être animé à l'égard de tous les prisonniers de guerre, le Conseil fédéral suisse croit de son devoir, à la veille même de l'hiver, d'attirer une fois de plus la généreuse attention des différents Gouvernements sur la triste situation des prisonniers non

---

2. *Il s'agit de la motion Micheli du 18 novembre:* Le Conseil fédéral est invité, dans un intérêt supérieur d'humanité, à appuyer auprès des gouvernements intéressés les démarches faites par le Comité international de la Croix-Rouge pour obtenir, aussi promptement que possible, le rapatriement des prisonniers de guerre retenus loin de leur patrie, notamment des Autrichiens et des Hongrois en Sibérie, des Russes en Allemagne et des Allemands en France.
(Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale suisse, V/VI, 1919, p. 11).

encore libérés et d'adresser à ces Gouvernements l'instante prière de faire tout ce qui peut dépendre d'eux pour mettre enfin un terme aux trop longues souffrances morales et physiques de ces victimes de la guerre.

166

EVD KW Zentrale 1914–1918/56–57

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L Wirtschaftsabkommen mit Deutschland Bern, 27. November 1919

Bekanntlich geht Ende dieses Monats das deutsch-schweizerische Wirtschaftsabkommen vom 1. Juni d.J. zu Ende.[1] Wir stehen schon seit einiger Zeit mit der hiesigen deutschen Gesandtschaft in Verbindung, um eine Verlängerung, resp. Erneuerung dieses Abkommens wenn möglich zu erwirken. Dabei sind aber verschiedene Schwierigkeiten zu überwinden, vor allem aus ist es der Schweiz ausserordentlich schwierig geworden, die im letzten Abkommen vorgesehenen Lebensmittel zur Ausfuhr nach Deutschland freizugeben. Während man darüber einig ist, dass die Lieferung von Vieh nicht in Frage kommen kann, nachdem Deutschland die ihm nach dem letzten Abkommen zustehenden Mengen infolge des durch die Valuta enorm verteuerten Preises nicht bezogen hat und eine Abgabe während der Wintermonate ausgeschlossen ist, so beharren die deutschen Vertreter vor allem aus auf der Abgabe von Milchprodukten und Reis. Das Eidg. Ernährungsamt hat sich schliesslich damit einverstanden erklärt, im Interesse der Bezugsmöglichkeit von Kohle und Kunstdünger die Verpflichtung zur Abgabe von Milchprodukten und Reis in bisherigem Umfange auf sich zu nehmen, wobei ja immer die Klausel bestehen bleibt, dass nur im Rahmen des Möglichen geliefert wird. Bei dieser Gelegenheit machen wir darauf aufmerksam, dass schweizerischerseits die vertraglich vorgesehenen Lebensmittel sozusagen vollständig geliefert worden sind, während die deutschen Lieferungen an Kohle sowohl als an Kunstdünger weit hinter den vertraglichen Mengen zurückblieben.

Die Hauptdifferenz, die gegenwärtig noch besteht, bezieht sich auf Kohlenmengen und Kohlenpreise. Wir haben zur absoluten Bedingung gemacht, dass eine Verlängerung des Abkommens nur dann in Frage kommen kann, wenn auch der Kohlenlieferungsvertrag zwischen dem Kohlenkontor und der Kohlengenossenschaft in Basel, abgeschlossen am 9. Mai d.J., um die gleiche Dauer wie das Abkommen selbst verlängert wird. Dabei stehen wir (und die Deutsche Gesandtschaft mit uns) auf dem Boden, dass sich eine Preiserhöhung für die Kohlen nicht rechtfertigen lässt. Wenn, wie dies kürzlich Herr Kommerzienrat Hahn, der Vertreter des Kohlenkontors, anlässlich seines Aufenthaltes in der Schweiz getan hat, deutscherseits darauf aufmerksam gemacht wird, dass die Schweiz für englische und amerikanische bedeutend höhere Preise als *[für]* die Ruhrprodukte

1. *Cf. DDS 7/1, n^os 194, 213, 397.*

bezahlt, so ist dies zum mindesten sehr ungenau. Die Preise für englische und amerikanische Kohlen *ab Zeche* sind bedeutend billiger als diejenigen für Ruhrkohlen. Allerdings kommt dann zu diesen Zechenpreisen ein Vielfaches für Frachten, sodass die Preise franko Schweizergrenze natürlich höher sind als diejenigen der deutschen Kohlen, während die Preise für die belgischen und Saarkohlen auch franko Schweizergrenze ziemlich unter denen der deutschen Provenienz liegen. Eine Preiserhöhung für die Ruhrkohlen würde hier einen sehr schlechten Eindruck machen und stark an das Verhalten Deutschlands im Mai 1918 erinnern, wo bekanntlich unsere schlimme Situation von Deutschland rücksichtslos ausgenützt worden ist.

Wir glauben übrigens, dass eine Preiserhöhung auch nicht etwa deshalb notwendig wäre, um als Ansporn für eine vermehrte Lieferung nach der Schweiz zu dienen, da unseres Wissens für die deutschen Kohlen von keiner Seite mehr oder auch nur gleichviel bezahlt wird wie von der Schweiz.

Die deutsche Gesandtschaft scheint diesen Standpunkt in Berlin ebenfalls eingenommen und dort angeregt zu haben, man möchte das Kohlenkontor veranlassen, einer Verlängerung des Kohlenlieferungsvertrages zu den bisherigen Bedingungen beizupflichten. Unterdessen hat aber die Kohlengenossenschaft vom Kohlenkontor Bericht erhalten, eine Verlängerung zu den bisherigen Preisen sei ausgeschlossen. Unter der Hand vernehmen wir, dass man von einer Preiserhöhung von Fr. 20.— per Tonne spricht.

Wir haben uns mit der deutschen Gesandtschaft dahin verständigt, dass vorläufig weder die Kohlengenossenschaft noch wir in dieser Kohlenpreisfrage weitere Schritte unternehmen, sondern dass wir das Resultat der von der Gesandtschaft in Berlin unternommenen Anstrengungen abwarten.

Wir wollen nicht verfehlen, Sie über diesen Stand der Dinge zu orientieren, da Sie wahrscheinlich Gelegenheit haben werden, die Angelegenheit an massgebender Stelle zur Sprache zu bringen und dabei namentlich darauf zu dringen, dass eine Kohlenpreiserhöhung vermieden werden sollte. Wir möchten heute nur noch beifügen, dass die Verlängerung des Abkommens voraussichtlich einfach auf dem Wege des Notenwechsels vereinbart würde, wobei die Dauer der Verlängerung 6 Monate betragen dürfte.[2]

---

2. *Pour la suite de cette affaire, cf. n^os 172, 178.*

167

EVD KW Zentrale 1914–1918/13–14

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D.Bourcart,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L

Wien, 27. November 1919

Unter Bezugnahme auf Ihr Schreiben (No. 155) vom 24.ds.M.[1] betreffend der Verlängerung der Gültigkeitsdauer unserer Handelsverträge beehre ich mich, Ihnen mitzuteilen, dass meines Erachtens diesbezüglich Verhandlungen durch diese Gesandtschaft und nicht durch das Generalkonsulat in Budapest, welches keinen diplomatischen Charakter hat, zu führen wären; wenn nötig, könnte ich mich auf einige Tage nach Budapest begeben, am einfachsten wäre es aber wohl, wenn ich mich zunächst mit der hiesigen ungarischen Gesandtschaft in Verbindung setzen würde, zumal der gegenwärtige ungarische Gesandte, Dr. Gratz, dessen Namen Ihnen wohl von früher her noch erinnerlich ist, bis zum Umsturze I. Sektions-Chef für Handel im k.u.k. österr.ungar. Ministerium des Äussern war, die Verhältnisse genau kennt und mit uns stets die besten Beziehungen unterhalten hat.

Eine Schwierigkeit für die Anknüpfung von Verhandlungen überhaupt besteht aber einstweilen darin, dass die Schweiz mit der gegenwärtigen ungarischen Regierung nicht einmal in «de facto» Beziehungen getreten ist und ihr auch die Entsendung eines «de facto» Vertreters nach Bern noch nicht zugestanden hat. Da indessen die Entente jetzt das Ministerium Huszar anerkennen zu wollen scheint, wird wohl kaum Grund mehr sein, um die Aufnahme rein faktischer Beziehungen weiter hinauszuschieben; fraglich bleibt allerdings dann immer noch, inwieweit es möglich wäre, mit einer nur «de facto» und *nicht förmlich* und offiziell anerkannten Regierung eine für die Zukunft bindende Abmachung zu treffen.

Das gleiche gilt übrigens auch für allfällige Abmachungen mit Österreich, mit welchem wir wohl «de facto» Beziehungen unterhalten, das wir aber immer noch nicht offiziell anerkannt haben.

---

1. *Dans cette lettre, le Chef de la Division du Commerce, A. Eichmann, écrivait: [...]* Etwas unklar ist uns noch, was mit Ungarn geschehen soll. Wie wir heute zufällig einem Zeitungsausschnitt vom 31. Oktober entnehmen, hat dieses Land nun schon eine eigene Zollinie errichtet, weil Deutsch-Österreich an seiner Westgrenze die Zölle auch für Ungarn erhoben, aber nichts mehr davon abgeliefert, sondern einfach alles eingesackt habe. Welche Zölle nun Ungarn erhebt, ob es den österreich-ungarischen Handelsvertrag respektiert oder die Vertragszölle heraufgesetzt hat, ist uns nicht bekannt. Wir haben unser Generalkonsulat in Budapest telegraphisch um Einsendung eines Tarifs ersucht und gedenken, auf die Angelegenheit zurückzukommen. Erkennt Ungarn den Vertrag noch an und wäre es wohl zu einer Verlängerung bereit? Müssten wir uns eventuell der Vermittlung unseres Generalkonsuls in Budapest bedienen oder könnten Sie sich mit dem ungarischen Vertreter in Wien verständigen? Vielleicht ist es Ihnen möglich, uns etwas Näheres darüber mitzuteilen. (E 2200 Wien 10/4).

168

E 2001 (B) 8/3

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
L 144/GX

Berne, 28 novembre 1919

En nous référant à nos télégrammes N^os^ ... du ..., nous avons l'honneur de vous communiquer le texte même des arrêtés concernant la Société des Nations et la question de la Savoie, qui ont été votés par l'Assemblée fédérale.

L'arrêté fédéral concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations[1] a la teneur suivante:

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, après avoir pris connaissance d'un Message du Conseil fédéral en date du 4 août 1919;

Constatant que la neutralité perpétuelle de la Suisse, reconnue notamment par l'Acte du 20 novembre 1815, est envisagée par l'article 435 du Traité de Paix conclu, le 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne, comme un engagement international pour le maintien de la paix, et que la neutralité perpétuelle de la Suisse doit, conformément à l'article XXI du Pacte de la Société des Nations, être considérée comme n'étant incompatible avec aucune des dispositions dudit Pacte.

Espérant que la Société des Nations actuelle s'élargira dans un avenir non éloigné de manière à devenir universelle, *décrète:*

I. La Suisse accède au Pacte de la Société des Nations adopté, le 28 avril 1919, par la Conférence de la Paix réunie à Paris.

Les dispositions de la Constitution fédérale concernant la promulgation des lois fédérales sont applicables à la ratification des amendements apportés audit Pacte et à l'approbation des conventions de tout genre qui sont en rapport avec la Société des Nations.

Les décisions relatives à la dénonciation du Pacte ou à la sortie de la Société des Nations doivent être soumises au vote du peuple et des cantons.

L'article 121 de la Constitution fédérale concernant l'initiative populaire est aussi applicable aux décisions relatives à la dénonciation du Pacte ou à la sortie de la Société.

II. Le présent arrêté fédéral sera soumis au vote du peuple et des cantons, aussitôt que les cinq Grandes Puissances auront adhéré au Pacte.

III. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Conseil des Etats ayant refusé d'accepter la phrase finale de l'article I^er^, le Conseil national la transforma, sur la proposition de la Commission, en un postulat invitant le Conseil fédéral à examiner l'opportunité de l'élection des délégués de la Suisse dans les organes de la Société des Nations par l'Assemblée fédérale.

Ainsi que nous avons eu l'honneur de vous le faire connaître, ce projet d'arrêté a été adopté par le Conseil national à une majorité de ¾, avec 128 voix contre 43; le Conseil des Etats l'a voté avec 36 voix contre 6.

---

1. *Daté du 21 novembre 1919.*

En ce qui concerne l'arrêté fédéral relatif à la *question de la Savoie,* le texte du projet adopté par le Conseil national est le suivant:

«*L'Assemblée de la Confédération suisse,* après avoir pris connaissance d'un Message du Conseil fédéral en date du 14 octobre 1919.[2]

Vu les déclarations et notes échangées entre le Conseil fédéral et le Gouvernement français[3], décrète:

I. Le Conseil fédéral est autorisé à accéder, sous les réserves formulées par lui dans sa note du 5 mai 1919[4] au Gouvernement français, à l'art.435 du Traité de Paix du 28 juin 1919 entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne (art.375 du Traité de Paix entre les Puissances alliées, associées et l'Autriche), établissant :

1. La reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse par tous les signataires du Traité de Paix susmentionnés du 29 juin 1919, telle qu'elle est envisagée dans le Traité de 1815, et notamment dans l'Acte du 20 novembre 1815.

2. La reconnaissance de la neutralité suisse comme un des engagements internationaux destinés à assurer le maintien de la paix dans le sens de l'art.21 du Pacte de la Société des Nations.

3. L'abrogation de la neutralisation de la Savoie du Nord.

4. La constatation par les Puissances signataires du Traité du 28 juin 1919, qu'il appartient à la Suisse et à la France de régler entre elles, d'un commun accord, le régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex dans les conditions jugées opportunes par les deux pays.

II. Le Conseil fédéral est autorisé à accéder aux stipulations correspondantes des Traités de Paix encore en cours, établissant la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse, telle qu'elle a été envisagée dans le Traité de 1815, notamment dans l'Acte du 20 novembre 1815, ainsi que la reconnaissance de cette neutralité comme un des engagements destinés à assurer le maintien de la paix dans le sens de l'art.21 du Pacte de la Société des Nations.»

Le Conseil des Etats n'ayant plus pu discuter le projet d'arrêté au cours de la session extraordinaire, devra prendre sa décision à ce sujet dans la prochaine session qui s'ouvrira incessamment.

---

2. *Cf.* FF, 1919, vol. V, *pp. 165—228.*
3. *Cf. DDS 7/1, rubrique XIII:* la question des zones de Haute-Savoie et du Pays de Gex.
4. *Cf. DDS 7/1, n° 388.*

169

E 2200 Paris 1/1551

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L 463 Charbons. Règlement de compte — Paris, 28 novembre 1919

J'ai lu avec la plus grande attention votre office du 7 novembre[1] relatif au recouvrement des avances faites par des importateurs suisses de charbon à la «Königliche Bergamt» à Sarrebruck, et vous exprime mes remerciements pour l'orientation très complète que vous avez bien voulu me donner au sujet de cette affaire.

Bien que la procédure à suivre pour obtenir la restitution des avances faites puisse présenter certaines difficultés d'ordre pratique, et que la requête soit évidemment délicate à formuler, je n'ai pas hésité, vu le bien-fondé incontestable de nos revendications, à saisir le Ministère des Affaires étrangères de la question par l'envoi de la note[2] dont vous voudrez bien trouver ci-joint une copie. Je n'ai cependant pas voulu limiter mes efforts à cette démarche officielle et ai profité des relations d'amitié que j'entretiens avec M. Sergent, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, pour lui exposer le cas dans une lettre personnelle par laquelle je lui exprimais mon vif désir de voir admises les justes prétentions de mes compatriotes et le prix que j'attacherais à l'appui qu'il pourrait donner à mes démarches.

Comme vous pourrez vous en rendre compte par la lecture de la note que j'ai rédigée, je n'ai réclamé du Gouvernement français que la différence entre la somme que l'Allemagne est prête à verser et le montant effectivement touché par l'Etat français.

J'ai en effet écarté d'emblée l'autre solution possible, car il faut admettre comme absolument exclu un crédit consenti par la France à l'Allemagne sous quelle forme que ce soit.

Je souhaite être prochainement en mesure de vous renseigner sur l'accueil fait par le Gouvernement français à notre requête.[3]

---

1. *Cf. n° 141.*
2. *Cf. n° 141, note 4.*
3. *Cf. n° 205.*

170

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception London, 28. November 1919
T no 68. Streng vertraulich (*Ankunft:* 29. November)

Ich erfahre, dass das Interview, das kürzlich Léon Bourgeois einem belgischen Journalisten gewährte, laut welchem man beabsichtigt den Sitz des Völkerbundes vorübergehend in Brüssel zu installieren, den Absichten entspricht, die in gewissen politischen Kreisen der Alliierten tatsächlich bestehen, welche die Abwesenheit der V.S.A. ausnutzen möchten, indem sie vorschützen, die topographische Lage Brüssels sei für England und Frankreich günstiger. Es bestehe aber noch ein gewisses Zögern wegen des Umstandes, dass die Verlegung als eine Art Entschädigung an Belgien ausgelegt und dem Gedanken der Universalität des Völkerbundes schaden würde.

Der Entscheid kann erst an der ersten Sitzung des Executivrates getroffen werden, die anscheinend 8 Tage nach der Unterzeichnung der Protokolle über den Austausch der Ratifikationsurkunden stattfinden soll.

Die Frage ist noch zweifelhaft, ob dieser Beschluss durch die Mehrheit des Rates gefasst würde oder ob Einstimmigkeit erforderlich wäre. Über diesen Punkt würde der Rat selbst entscheiden.

Wenn Sie vorgehen wollen, wäre es von allergrösster Wichtigkeit, dass sich Ihre Aktion ausschliesslich auf die Publikation des belgischen Blattes gründen würde, und die Quelle Ihrer Information und ihre Herkunft aus London müssten unter allen Umständen *geheim bleiben* und in Ihrem Dossier nicht erwähnt sein.

171

J.I. 6 1/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Berlin, 29. November 1919

Ich danke sehr für Ihre vertraulichen Zeilen vom 27. l.Mts.[1] betreffend die Erklärung des Bundesrates in Sachen des Vorarlberger Anschlusses und glaube daraus entnehmen zu können, dass Sie noch keine Kenntnis haben von meinem telegraphischen Bericht an das politische Departement über eine Unterredung mit dem Minister des Auswärtigen Müller.[2] In diesem Telegramm habe ich mit-

1. *Non retrouvé.*
2. *Cf. n° 162.*

geteilt, dass Herr Müller mir erklärt hat, die Ausführungen des Herrn Bundesrat Calonder hätten in Deutschland namentlich deshalb peinlich berührt, weil die hiesige Regierung sich bewusst sei, in dieser ganzen Frage in absolut korrekter und loyaler Weise gehandelt zu haben.

Sie finden übrigens in meinem politischen Berichte No. 13[3], der am Donnerstag hier abgegangen ist, nähere Ausführungen über den Inhalt meiner Besprechung mit Herrn Minister Müller und über den Eindruck im allgemeinen, den die Beantwortung der Interpellation Winiger[4] im Ständerat hier gemacht hat.

Ich darf Ihnen persönlich und vertraulich sagen, dass auch ich die Schärfe der Form, die meines Erachtens gar nicht notwendig war, um den Zweck zu erreichen, bedauert habe.

Man steht hier in amtlichen Kreisen auf dem Standpunkt, dass die ganze Frage keine aktuelle Bedeutung habe, da nach den hierher gelangten Informationen vorläufig gar nicht daran zu denken sei, dass die Entente der Loslösung des Vorarlbergs von Österreich zustimmen werde.

Obwohl dies selbstverständlich ist, möchte ich doch noch ausdrücklich hervorheben, dass ich Sie bitten muss, diese Bemerkungen als ganz vertrauliche zu betrachten, weil ich mich nicht der Gefahr aussetzen möchte, in einen Gegensatz zu dem Vorsteher des politischen Departementes zu kommen. Ich kann ja die innerpolitischen Motive, welche die Erklärungen des Herrn Bundesrat Calonder veranlasst haben, sehr wohl verstehen und kann aus der Ferne kein sicheres Urteil darüber haben, ob die gewählte Form notwendig war, um nach innen beruhigend und befriedigend zu wirken.

Dass auch ich Ihre Ansicht, nach welcher die allgemeine Lage eine recht trübe ist, vollkommen teile, haben Sie aus meinem letzten politischen Berichte entnehmen können. Ich sehe in der Tat mit Besorgnis den Ereignissen entgegen, die sich in den nächsten Wochen und Monaten abspielen werden. Immerhin bin ich überzeugt, dass es auch in Deutschland wieder aufwärts gehen wird, wenn die Entente auch nur einigermassen Hand dazu bietet und endlich einsehen wollte, dass der wirtschaftliche Untergang Deutschlands eine Gefahr für ganz Europa bieten müsste.

---

3. *Cf. n° 163.*
4. *Cf. n° 157.*

172

E 7800 1/16

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Berlin

Copie d'expédition
T n° 41

Bern, 29. November 1919

Bundesrat Schulthess teilt folgendes mit: Laut Eröffnungen, die uns heute vormittag durch deutsche Gesandtschaft gemacht worden sind, besteht in Berlin die Tendenz, das Wirtschaftsabkommen und den Kohlenlieferungsvertrag nur

dann zu verlängern, wenn die Schweiz sich dazu versteht, an Deutschland sogenannte Weltmarktpreise, d.h. diejenigen Preise zu bezahlen, die sie franko Basel für amerikanische und englische Kohlen bezahlt, wobei jeden Monat der Preis nach den englischen und amerikanischen Preisen fixiert werden soll. Diese Grundlage ist für uns absolut unannehmbar. Sie würde auch für Deutschland höchstens die Folge haben, einen neuen Sturm der Entrüstung auszulösen und wieder an die seinerzeit so bitter kritisierte Preiserhöhung vom Mai 1918 zu erinnern. Wir erklären kategorisch, dass wir darauf nicht eintreten. Die amerikanische und englische Kohle wird durch die Transportkosten ausserordentlich verteuert. Deutschland kann billigerweise nicht beanspruchen, dass wir ihm franko Basel die gleichen Preise vergüten wie für amerikanische Ware inkl. Frachtkosten. Heute nachmittag hat Deutscher Gesandter Bundesrat Schulthess erklärt, dass Deutschland bereit sei, die Leistungen aus dem bisherigen Wirtschaftsabkommen zu bisherigen Bedingungen fortzusetzen, wenn die Schweiz damit einverstanden sei und ihrerseits dasselbe tue, ferner, wenn die Schweiz in Besprechungen über ein neues Abkommen eintrete. Bundesrat Schulthess erklärte sich damit einverstanden, dass Lieferungen zu bisherigen Bedingungen einstweilen fortgesetzt werden. Ebenso erklärte er sich bereit, in Besprechungen über ein neues Wirtschaftsabkommen einzutreten, aber mit der ausdrücklichen Erklärung, dass darin keineswegs eine Akzeptierung der oben erwähnten, von uns kategorisch abgelehnten Grundlage ausgesprochen sei. Vielmehr sei auf dem Wege von Besprechungen eine für beide Teile annehmbare Lösung zu suchen.[1]

Was Einfuhrverbote für Möbel betrifft, so habe ich den Eindruck, dass man in Deutschland doch einzusehen beginnt, dass ein wirkliches wirtschaftliches Interesse an Massenausfuhren und einer Ausplünderung des Landes zu verhältnismässig tiefen Preisen nicht besteht, und neige der Ansicht zu, dass ein Projekt wie das von uns vorgelegte in Berlin nicht so ungünstig aufgenommen würde. Der Bundesratsbeschluss würde sich nicht gegen Deutschland und Österreich allein richten. Wir gedenken auch, über italienische und französische Grenze nicht mehr Waren hereinzulassen als im Jahre 1913. Es handelt sich also eigentlich nicht um eine differenzielle Behandlung. Ich bitte Sie, in dieser Angelegenheit noch zu sondieren und so rasch wie möglich zu telegraphieren. Ich sehe keinen anderen Weg, um der drohenden Arbeitslosigkeit entgegenzutreten.

---

1. *Sur la même question, cf. n^os 166, 178.*

173

E 2200 Paris 1/1555

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Ministre français des Affaires étrangères, S. Pichon

Copie
L

Paris, 30 novembre 1919

En me permettant de rappeler à Votre Excellence les nombreuses notes écrites que je lui ai remises et les démarches verbales[1] que j'ai faites auprès d'elle de la part de mon Gouvernement, en ce qui concerne la Société anonyme pour l'Industrie de l'aluminium, dite Société de Neuhausen, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil fédéral suisse, apprenant que la Commission consultative sur la liquidation des séquestres est appelée à examiner très prochainement le cas de la société susvisée, m'a chargé d'intervenir encore une fois, d'une manière particulièrement pressante, pour que les intérêts suisses de cette société dont la nationalité suisse est formellement attestée par mon Gouvernement, soient sauvegardés; il attache une importance capitale, au point de vue politique, à ce que cette question soit résolue dans un esprit de justice et d'équité.

A cet effet, je suis chargé d'attirer votre attention sur les points principaux suivants:

I.

La Société de Neuhausen ne peut en aucun cas être considérée comme une société contrôlée par les Allemands.

Voici les conditions dans lesquelles elle a été créée et l'historique résumé de son développement:

En 1887 une première société portant le nom de Société métallurgique Suisse a été fondée, uniquement par des Suisses, pour mettre en valeur un procédé français pour la fabrication de l'aluminium par l'électricité. Un an plus tard, apprenant qu'un groupe allemand avait lui-même trouvé un procédé de même nature, elle décida, pour éviter toute concurrence, de provoquer la réunion de ces deux procédés en créant une nouvelle société.

A ce moment, la fabrication industrielle et la vulgarisation de l'aluminium étaient encore très problématiques et c'est du côté allemand que se trouvèrent des capitalistes assez audacieux pour donner de l'extension à l'initiative suisse qui avait précédé l'initiative française dans ce domaine. L'utilisation des forces motrices hydrauliques était à la base de cette industrie et c'est pourquoi la Suisse par ses ressources naturelles était particulièrement qualifiée pour donner petit à petit à cette industrie le développement qu'elle a pris d'une manière constante dans la suite.

Mais si les capitaux allemands ont été au début les plus importants, il est à remarquer que la Direction de l'entreprise est toujours restée exclusivement en mains de Suisses qui ont continué à être l'âme de cette affaire. Les Allemands n'y ont vu en effet qu'un placement de capitaux et ont si peu cherché à prendre une

---

1. *Pour l'ensemble de cette vaste et complexe affaire, cf.* E 2001 (B) 1/71 *et* E 2200 Paris 1/1555.

place prédominante que le marché de leur pays est resté ouvert à toutes les entreprises similaires et qu'en fait les Français, soit directement, soit par l'intermédiaire de la «Metallgesellschaft» de Francfort, sont devenus pour l'Allemagne, juste avant la guerre, des fournisseurs d'aluminium même plus importants que la Société de Neuhausen.

De timides qu'ils étaient au début, les capitalistes suisses s'intéressèrent peu à peu à cette nouvelle industrie et c'est la raison pour laquelle le nombre des administrateurs allemands, qui au début était évidemment important en raison même de leurs capitaux engagés, se réduisit peu à peu jusqu'à n'être plus, au moment où la guerre éclata, qu'à égalité avec celui des Suisses, et même avec voix prépondérante du Président qui a toujours été Suisse. C'est donc bien la preuve la plus évidente que ce n'est pas la guerre qui a déterminé la volonté des Suisses de devenir toujours plus maîtres de l'industrie dont ils ont été les initiateurs et qu'ils ont constamment dirigée.

Et dès les premiers temps de la guerre (27 février 1915), pour donner encore plus de corps à cette volonté, la société modifia ses statuts en y introduisant la clause que la majorité des membres du Conseil d'administration appartiendrait toujours à des Suisses domiciliés dans le pays. Enfin, en dernier lieu et pour marquer qu'ils étaient bien décidés à conserver désormais à la société son caractère essentiellement suisse, à l'exclusion de tout élément étranger, les dix administrateurs suisses provoquèrent et obtinrent la démission de cinq administrateurs allemands qui faisaient encore partie du conseil.

Parmi les personnalités les plus en vue de ce conseil, aujourd'hui exclusivement suisse, je citerai son fondateur et président actuel, M. le Colonel Naville, vice-président de l'Ecole polytechnique fédérale, M. le Professeur Max Huber, jurisconsulte du Département politique suisse à Berne, fils lui-même d'un autre fondateur et président défunt de la société, M. le Colonel P. Huber, M. le Conseiller national Alfred Frey, négociateur des traités de commerce de la Suisse avec l'étranger, M. le Conseiller national A. Maunoir, ancien Président du Département du Commerce et de l'Industrie de l'Etat de Genève, M. Kundert de Muralt, ancien Directeur général de la Banque nationale suisse, et plusieurs autres industriels suisses.

Nous ne saurions admettre que de semblables personnalités puissent être soupçonnées d'être des hommes de paille dans une société qui serait «contrôlée» par les Allemands et nous devons ajouter que, s'il a été possible d'écarter entièrement les Allemands du Conseil, c'est que ce sont bien les Suisses qui possèdent la plus large part du capital et qui sont les maîtres dans leur Société.

Ce sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement fédéral suisse n'a pas hésité un seul instant et dès le début de la guerre, à prendre sous sa protection ses nationaux et à protester contre toute mesure de nature à léser leurs intérêts légitimes.

II.

Ensuite de la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser, le 6 septembre 1919, pour me témoigner des intentions bienveillantes du Gouvernement de la République et que j'ai transmises à mon Gouvernement, la Société de Neuhausen a fait connaître à ce dernier les mesures qu'elle était disposée à prendre pour entrer dans les vues du Cabinet de Paris.

Non seulement, elle avait déjà provoqué et obtenu la démission définitive des administrateurs allemands mais elle s'est déclarée prête à accorder aux capitaux français une participation importante, tant dans la Société des Bauxites de France que dans la Société des Aygalades de Marseille et à y faire entrer des administrateurs français. Et pour faire lever les séquestres qui frappent ses deux sociétés auxiliaires, la Société de Neuhausen a accepté l'idée d'établir une discrimination des intérêts allemands dont le montant reste à déterminer, et cela malgré le sacrifice financier qu'elle s'impose ainsi, vraisemblablement sans possibilité de le récupérer ailleurs.

Je suis autorisé par le Conseil fédéral suisse à confirmer expressément ces offres et à déclarer que la Société de Neuhausen est prête à examiner et à proposer à bref délai une combinaison financière avec un groupe français, choisi par elle, présentant pour le Gouvernement de la République toutes les garanties qu'il peut désirer, afin d'assurer la participation française effective dans les entreprises de la société en France.

La seule réserve que la Société de Neuhausen ait faite et que Votre Excellence comprendra aisément, c'est qu'elle ne veut en aucun cas accorder une place à ses concurrents qui, à la faveur des événements, se trouvent en fait installés dans ses usines et ses carrières.

Je suis convaincu que Votre Excellence verra dans ces propositions la preuve que mes compatriotes répondent au désir que vous avez manifesté de les voir se rapprocher de la France.

III.

Au bénéfice de cet exposé qui vous aura montré à la fois l'impossibilité d'assimiler la Société de Neuhausen à une société *contrôlée* par les Allemands et la volonté très nette manifestée par celle-ci de faire les concessions voulues, le Gouvernement fédéral insiste tout particulièrement sur la situation juridique dans laquelle se trouve la Société de Neuhausen et ses filiales en face de la récente loi de liquidation des séquestres de guerre en France, loi dont le texte ne contient pas de dispositions explicites sur des cas analogues.

Les entreprises de la Société de Neuhausen en France n'auraient en tout cas pas dû être totalement mises sous séquestre et la difficulté de sortir de la situation résultant de cette séquestration provient justement de ce que mon gouvernement a toujours considéré comme une erreur initiale.

L'arrêt de la Cour d'Appel d'Aix s'est ressenti du fait que les juges, tout en reconnaissant que la Société était suisse, ont quand même maintenu le séquestre *total* uniquement parce que des intérêts allemands se trouvaient juxtaposés à des intérêts neutres? Combien de sociétés à ce titre auraient pu être séquestrées à l'égal de la Société de Neuhausen, car qui dit société anonyme avec actions au porteur, dit société ayant dans son sein des intérêts de toutes nationalités.

Ce qui a pu faire pencher la balance contre la Société de Neuhausen, ce sont surtout les allégations déjà maintes fois réfutées et dont vous trouverez une nouvelle réfutation résumée dans le mémoire ci-inclus, auquel est annexée la liste officiellement légalisée des membres actuels du Conseil d'Administration.

En résumé, M. le Ministre, je tiens à:

1° attirer votre très sérieuse attention sur le fait qu'une décision de la Commission consultative de Liquidation ordonnant la liquidation totale des biens sis en

France de la Société de Neuhausen serait considérée par mon Gouvernement comme une atteinte au droit international en même temps qu'un acte inamical vis-à-vis de la Suisse.

2° Vous prier de prendre en considération les offres de la Société de Neuhausen, offres qui concordent pleinement avec le désir que vous avez vous-même exprimé de voir cette société se rapprocher de la France.[2]

---

2. *Par télégramme n° 65 du 15 décembre, le Ministre Dunant communiquait au Département politique:* Commission consultative décida qu'il n'y a pas lieu à liquidation totale Neuhausen. La Société doit s'aboucher avec procureur général Aix pour établir pourcentage parts ennemies au premier août 1914 et si accord intervient Ministre Justice donnera ordre lever séquestres excepté actions filiales françaises représentatives de ces parts ennemies. (E 2200 Paris 1/1555).

174

EVD KW Zentrale 1914–1918/24–25

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L

Paris, 2 décembre 1919

[...][1]

En ce qui concerne la question plus générale, touchée dans votre office précité[2], de ce que devra être, à partir du 1er janvier, le régime de nos relations commerciales avec la France, j'ai à vous communiquer ce qui suit:

Au cours de mon entretien avec M. Seydoux, il a spontanément abordé cette question et m'a fait des déclarations qui peuvent être résumées à peu près comme suit:

«Nous nous rendons bien compte que le régime actuel de nos relations commerciales avec vous n'est pas viable et qu'il faut ramener là-dedans de l'ordre et de la clarté. Personnellement, je ne suis pas partisan de ces arrangements qu'on ne peut pas tenir. Nous n'avons pas pu tenir nos promesses relatives aux fournitures de charbon. Nous avons perdu beaucoup de temps à négocier la fourniture de 25 000 têtes de bétail suisse pour vous en acheter finalement à peine 5 000. Enfin, nous devons reconnaître que nos transports n'ont jamais plus mal marché; or, c'est là la question qui vous intéresse le plus.

Je ne suis point non plus pour le maintien de contingentements et de surtaxes superposées aux droits actuels ou de coefficients les multipliant. Je reconnais en revanche la nécessité d'une élévation du tarif et c'est évidemment là que nous allons en venir.

---

1. *Dans la première partie de la lettre, le Ministre Dunant rend compte d'un entretien au Ministère de la Reconstitution industrielle au sujet des tarifs douaniers.*
2. *Non reproduit.*

Mais vous comprendrez qu'en présence d'une Chambre nouvelle qui ne s'est pas encore manifestée, au moment de transformations ministérielles profondes qui intéresseront principalement la politique économique du pays, il me soit fort difficile de vous dire ce que va être la politique française à votre égard. Je ne puis qu'attirer votre attention sur cette situation et sur le fait que nous sommes, comme vous, conscients de la nécessité d'un changement, sans pouvoir toutefois rien formuler, pour le moment, de précis. Je vous prie d'y réfléchir vous-même, puis de nous apporter des vœux et propositions dont nous nous efforcerons de tenir compte, le moment venu, dans la plus large mesure possible.»

J'ai cru devoir vous faire part de ces réflexions de M. Seydoux avant de demander verbalement ou par écrit, en termes précis et pressants, une réponse à la question du maintien du contingentement et des surtaxes après la fin de l'année. Puisque vous voulez bien me faire l'honneur de demander mon avis, je dirai que la remise immédiate d'une note dans ce sens ne me paraîtrait pas très indiquée. Nous avons en face de nous un Gouvernement qui prépare son départ et une Chambre qui n'a même pas encore constitué sa Commission des Douanes. Dans ces conditions, je crois que notre note ressemblerait fort à un coup d'épée dans l'eau. A mon avis, le moment à la fois le plus prochain et le plus opportun que nous puissions choisir pour la remise de cette note serait le lendemain de l'entrée en vigueur du Traité de Paix. Notre démarche emprunterait à cet événement, appelé à introduire indiscutablement un état de choses nouveau, une force particulière.

175

E 7800 1/16

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L I/S. 3324/5. Goldzölle

Berlin, 3. Dezember 1919

In Beantwortung Ihres Schreibens 155 vom 1. Dezember 1919[1] betreffend die Anwendung des Gesetzes über die Zahlung der Zölle in Gold übermittle ich Ihnen beigefaltet Durchschlag meiner heutigen Note an das Auswärtige Amt zur gefälligen Kenntnisnahme. Sie werden mit mir finden, dass Form und Inhalt dieser Note an die Grenze des Möglichen und vielleicht sogar über diejenige des Nützlichen gehen.

---

1. *Dans cette lettre, le Chef de la Division du Commerce, A. Eichmann, écrivait: [...]* Der Misserfolg der bezüglichen Verhandlungen in Versailles zeigt, dass wir gut daran taten, mit einem Protest gegen eine weitere differentielle Behandlung nicht länger zuzuwarten. Leider scheint man sich aber, nach der Ihnen erteilten Antwort zu schliessen, mehr um die Situation zu kümmern, in welche durch die fortgesetzte differentielle Behandlung die deutschen Seehäfen geraten als um unsern Protest. Wir bitten Sie, darauf zu dringen, dass Ihnen in kürzester Zeit eine schriftliche Antwort erteilt werde, damit die deutsche Regierung wenigstens gezwungen ist, sich darüber zu erklären, ob sie unsere Verwahrung als berechtigt anerkennt. (E 7800 1/16.)

ANNEXE

Copie
N I/S. 3324/5. Dringend Berlin, 3. Dezember 1919

Mit einer dringenden Note Nr. 314 vom 25. Oktober 1919[2] hatte die Schweizerische Gesandtschaft im Auftrage ihrer Regierung die Ehre, dem Auswärtigen Amte das förmliche Gesuch zu unterbreiten, die Anwendung des Gesetzes über die Zahlung der Zölle in Gold für den schweizerisch-deutschen Verkehr einzustellen. Mit Note Nr. 314 vom 13. November 1919 brachte die Gesandtschaft dem Auswärtigen Amte ihre dringende Note in Erinnerung und gab der Hoffnung Ausdruck, eine zustimmende Rückäusserung der Deutschen Regierung in der nächsten Zeit erwarten zu dürfen. Ausserdem hatte der schweizerische Gesandte Gelegenheit, am 25. November und am 2. Dezember anlässlich persönlicher Besprechungen mit dem Herrn Reichsminister des Auswärtigen die oben erwähnten Noten in Erinnerung zu rufen, worauf ihm von Herrn Reichsminister eine baldige Erledigung der Angelegenheit in Aussicht gestellt worden war.

Im Auftrage ihrer Regierung sieht sich die Schweizerische Gesandtschaft heute genötigt, neuerdings auf die Angelegenheit zurückzukommen und das Auswärtige Amt ergebenst und dringendst zu ersuchen, bei der Deutschen Regierung eine baldige Beantwortung der Vorstellungen dieser Gesandtschaft veranlassen zu wollen. Nachdem die Schweiz während zwei Monaten die differentielle Behandlung und alle daraus entstehenden schweren Nachteile für die schweizerischen Interessen getragen und erst, nachdem die Zustände immer unhaltbarer geworden waren, bei der Deutschen Regierung vorstellig geworden ist, glaubte sie eine schnelle und entgegenkommende Berücksichtigung ihrer gewiss nicht unberechtigten Wünsche erwarten zu dürfen. Schon länger als einen Monat steht die Beantwortung der durch diese Gesandtschaft übermittelten Noten aus. Inzwischen hat sich, durch die Fortsetzung des jetzigen Zustandes, die Lage für die interessierten schweizerischen Kreise derart verschlechtert, dass die Schweizerische Regierung nicht mehr länger zuwarten kann, sondern gezwungen wäre, falls sie nicht in allernächster Zeit in den Besitz einer befriedigenden Antwort gelangen sollte, zu erwägen, ob nicht schweizerischerseits Wege eingeschlagen werden sollen, welche dazu führen könnten, einen Ausgleich für die unerträgliche Benachteiligung der schweizerischen Interessenten zu schaffen.

Die Schweizerische Gesandtschaft ist überzeugt, dass die Deutsche Regierung die Schwierigkeit der Lage erkennen und bereit sein wird, zu deren Lösung beizutragen.[3]

---

2. *cf. n° 119, annexe.*
3. *Pour la réponse allemande, cf. n° 197.*

176

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 23 Wien, 4. Dezember 1919

Im Verfolge meines Berichtes No. 22 vom 30. November[1], beehre ich mich, Ihnen nunmehr noch die Relation des Herrn Du Bois über die von ihm in Linz (Ober-Österreich) eingezogenen Erkundigungen und seine «Allgemeinen

---

1. *Ce rapport définissait la mission confiée à Fritz Du Bois:* Zur Erlangung der in Aussicht genommenen Information über die Stimmung in der Provinz hatte ich unseren Landsmann,

Bemerkungen» beiliegend zu übermitteln.[2] Sie werden aus den verschiedenen Berichten meines Emissärs entnehmen, dass die Los-von-Wien-Bewegung, wie ich Ihnen schon früher berichtete, in letzter Zeit weniger akut geworden ist, nachdem sich auch die Sozialisten im letzten Koalitionskompromiss mit der Bildung eines Bundesstaates einverstanden erklärt haben; mit der jetzigen Regierung sympathisieren aber die Länder nach wie vor in keiner Weise. Im Innersten ihres Herzens aber scheinen sie den Anschluss an Deutschland anzustreben, wenn sie auch dessen momentane Undurchführbarkeit anerkennen.

Die von Ihnen, Herr Bundesrat, in Beantwortung der Interpellation Winiger gehaltene Rede[3] war in den ersten Tagen, die ihr folgten, wenn man von dem offiziellen Communiqué der Regierung[4] absieht, zunächst ziemlich ruhig aufgenommen worden; in den allerletzten Tagen beschäftigen sich aber Presse und Regierung damit aufs intensivste, wie ich Ihnen schon gestern und heute drahtete[5]; der in meinem heutigen Telegramme enthaltene Text der Rede des Staatskanzlers Renner[6], gehalten bei der Konferenz mit den Ententevertretern, zeigt deutlich, dass die Regierung durch die Entente einen Druck auf das Vorarlberg und die Schweiz ausüben lassen will, um den Abfall des Ländchens zu verhindern, unter Hinweis auf den Frieden von St.Germain, bzw. um den Anschluss der andern Teile der Republik Österreich an Deutschland zu rechtfertigen.

Dass die Reise Renners nach Paris, wenn sie zustande kommt, nicht nur zur Erlangung eines Kredits dienen, sondern auch der Besprechung der Vorarlbergerfrage gelten wird, scheint mir selbstverständlich. *[...]*[7]

Ich darf es Ihnen überlassen, sich aus dem beiliegendem Zeitungsmaterial ein Bild von der gegenwärtigen Stimmung zu machen. Massgebenden Regierungsmännern gehe ich einstweilen so viel wie möglich aus dem Wege, denn ich glaube

---

Herrn Fritz Du Bois, nach Innsbruck, Salzburg und Linz entsandt. Als Vorwand zur Reise gab ich Herrn Du Bois den Auftrag, unsere Kolonien und Schweizervereine in meinem Namen aufzusuchen und sich über ihre Lage und Bedürfnisse zu erkundigen; es war dies auch nicht nur ein Vorwand, sondern ich hatte schon seit einiger Zeit den Eindruck, dass bei diesen Kolonien ein Gefühl der Vernachlässigung bestehe, das behoben werden müsse, und ausserdem waren gewisse Missverständnisse zwischen den dortigen Schweizervereinen und dem hiesigen Notstandskomitee entstanden, die Herr Du Bois aufzuklären trachten sollte, da er selbst Mitglied unseres Notstandskomitees ist. Ich glaube die Reise hat in dieser Richtung einen sehr zu begrüssenden Einfluss gehabt.

Herr Du Bois ist ein seit vielen Jahren in Wien niedergelassener Journalist, der früher während einer Reihe von Jahren Korrespondent der Agence Havas und des Journal de Genève war; diese Verhältnisse wurden aber wegen politischer Meinungsverschiedenheiten schon vor dem Kriege gelöst. Während des Krieges ist unser Landsmann der deutschen Botschaft ziemlich nahe gestanden und hat in deren Auftrag ein kleines, unregelmässig erscheinendes französisches Blatt herausgegeben. Ich hatte Du Bois Einführungsschreiben zu den verschiedenen Landeshauptleuten gegeben, wieder unter dem Prätext der Erleichterung seiner Mission bei den Schweizer Kolonien. *[...]* (E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34).

2. *Reproduites en annexe.*
3. *Cf. n° 157* annexe.
4. *Cf. n° 157.*
5. *Non reproduits, cf.* E 2200 Wien 10/2.
6. *Cf. n° 179 note 2.*
7. *Suit un passage sur les réactions de la presse autrichienne.*

kaum, dass aus Konversationen mit solchen Herren etwas Erspriessliches hervorgehen könnte, wenn ich keinen besonderen Auftrag von Ihnen habe. Sollte ich zufällig mit massgebenden Politikern zusammentreffen und die Vorarlbergerfrage zur Sprache kommen, so würde ich mich für meine Antworten an den Inhalt Ihrer obenerwähnten Rede halten.

Dass es mit den wirtschaftlichen Aussichten für Österreich schlimmer steht als je, wissen Sie aus den Zeitungsnachrichten; wenn Renner nach Paris gehen sollte, dort aber nichts ausrichten könnte, wäre es denkbar, dass die Regierung zurückträte; man hört sogar die Meinung äussern, es möchte in solchem Falle die Verwaltung Österreichs einfach in die Hände der Entente gelegt werden.

ANNEXE

Considérations générales [8]

De tout ce que j'ai entendu au cours de mon enquête au Tyrol, au Salzbourg et en Haute-Autriche, il ressort que, dans leur attitude vis-à-vis de Vienne, les trois provinces sont inspirées par les mêmes motifs. Toutes trois, elles demandent que, dans l'organisation du nouvel Etat fédératif, le principe de parité soit strictement appliqué et que Vienne, cessant d'être comme jusqu'ici capitale, prenne simplement le rang de ville fédérale. Toutes trois, elles luttent contre la politique socialiste du Gouvernement viennois et surtout contre les tendances bolchevistes que Bauer, Adler et consorts voudraient faire prévaloir. Toutes trois, elles ont visé, en fermant leurs frontières respectives, à se préserver du danger bolcheviste en même temps qu'à se défendre contre l'agiotage au Schleichhandel qui menaçait de sévir chez elles comme ailleurs et de les réduire à la famine.

En ce qui concerne la forme de l'Etat futur, les provinces ont déjà eu une première victoire. Le Gouvernement viennois, après s'être obstiné jusqu'en novembre dernier dans son point de vue d'une constitution calquée sur la constitution de l'Angleterre, a fini par accepter le principe d'une constitution fédérale. En ce qui concerne le ravitaillement de Vienne, les provinces ne peuvent venir en aide que dans une faible mesure. Elles manquent elles-mêmes de beaucoup de choses qu'elles ne peuvent pas même obtenir de Vienne par voie de compensation. Leur état de détresse est tel qu'elles ne verraient leur salut, si l'Entente ne pouvait ou ne voulait les secourir, que dans l'Anschluss à l'Allemagne. L'Anschluss est désiré partout. On considère presque partout qu'il viendra forcément un jour. Comment il se fera, soit in corpore, soit province après province, on ne saurait le dire et l'on n'y attache du reste pas une grande importance. Au Tyrol pourtant, on m'a déclaré ceci: «Nous ne voudrions pas d'un Anschluss collectif par crainte qu'une fois l'incorporation effectuée, un bloc ne se reformât avec Vienne pour capitale. Que chaque province agisse pour son propre compte et forme en Allemagne un petit Etat autonome comme l'Allemagne en possède déjà tant.»

Il faudra compter à l'avenir avec le fait que les sentiments de solidarité allemands sont profondément enracinés dans toutes les provinces. Ces sentiments se feraient rapidement voir par exemple si le plan d'une Confédération du Danube avait chance de se réaliser. Au Tyrol en particulier, on ne veut pas entendre parler d'une telle confédération. «Etre à la merci d'une majorité slave, non, cela jamais. Nous saurions y échapper en nous jetant dans les bras de l'Allemagne.»

Pour finir, je noterai une réflexion que me faisait un homme politique du Tyrol. Elle résume, me semble-t-il, ce que j'ai entendu au cours de mon enquête: «Le Gouvernement de Vienne nous a apporté une régime d'anarchie qui usurpe le nom de république et n'est au fond que la dictature du prolétariat. La vraie république, ce sont les provinces qui l'apporteront.»

---

8. *F. Du Bois rédigea aussi des rapports sur la situation en Carinthie, au Tyrol, en Haute-Autriche et à Salzbourg, cf.* E 2300 Wien, Archiv-Nr. 34.

177

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey

Copie
L n° 7526. 94/GB. Accord relatif aux charbons Berne, 4 décembre 1919

Par lettre du 24 novembre[1], notre Secrétariat général vous a prié de sonder les dispositions du Gouvernement belge au sujet du renouvellement de l'accord relatif aux charbons, qui arrive à expiration à fin décembre.

Nous désirons, par la présente, attirer votre attention spécialement sur l'article 2 de l'accord[2], qui dispose ce qui suit:

«Le Gouvernement belge ayant témoigné le désir que la Suisse utilise de préférence le port *d'Anvers* pour débarquer les marchandises (en particulier les charbons), consignées pour la Suisse à un port du Nord, le Conseil fédéral suisse se déclare prêt à étudier la question et à répondre à ce désir chaque fois que les conditions de transport (prix de revient et vitesse de transport) le permettront.»

Bien que cette disposition soit conçue dans une teneur très générale et bien qu'il soit naturel, somme toute, que la Suisse utilise le port d'Anvers, lorsque les conditions de transport le rendent désirable, la possibilité d'une préférence à accorder, le cas échéant, à Anvers, a cependant produit en Hollande une fâcheuse impression. Les Hollandais y voient une mise en arrière du port de Rotterdam et, partant, un préjudice porté à leurs intérêts.

La Légation des Pays-Bas nous a fait des représentations à ce sujet et, d'ordre de son Gouvernement, nous a exprimé avec instance le désir que la stipulation prérappelée ne soit pas renouvelée à l'expiration de l'accord suisso-belge. Le Gouvernement hollandais estime qu'une telle préférence donnée au port d'Anvers constitue non seulement un acte inamical vis-à-vis de la Hollande, mais aussi est incompatible avec le traité de commerce entre la Suisse et les Pays-Bas, qui contient la clause de la nation la plus favorisée. D'après les informations reçues par le Ministre des Pays-Bas, l'affaire fera prochainement l'objet d'une interpellation à la Chambre hollandaise.

Vous comprendrez que, dans ces circonstances, nous tenions à pouvoir donner des déclarations rassurantes au Gouvernement hollandais. En cas de renouvellement de l'accord des charbons avec la Belgique, il faut que l'article 2 de la convention actuelle soit supprimé. S'il n'en était pas ainsi, nos relations amicales avec la Hollande dans le domaine politico-économique risqueraient d'être troublées, ce qui pourrait avoir une répercussion défavorable sur nos transports via Rotterdam.

Ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, l'article 2 de l'accord actuel n'a pas grande importance pratique. Lorsque le port d'Anvers nous conviendra mieux que Rotterdam en ce qui concerne les facilités de débarquement, l'achemine-

1. *Cf. n° 159.*
2. *Sur cette question, cf. n°s 84, 88.*

ment des marchandises vers la Suisse, etc., nous donnerons, dans notre propre intérêt, la préférence à Anvers, sans qu'il soit besoin pour cela d'une stipulation spéciale. Par principe, nous ne voulons nous lier à aucun port déterminé, mais diriger nos transports par les voies qui nous offrent le plus d'avantages. Aussi croyons-nous pouvoir admettre que lors du renouvellement de l'accord relatif aux charbons, le Gouvernement belge ne réclamera pas le maintien de l'article dont il s'agit.

Nous vous faisons part de ce qui précède uniquement pour votre orientation provisoire. Il sera utile de discuter avec le Gouvernement belge tout d'abord le principe du renouvellement de l'accord et de ne lui soumettre que plus tard notre désir touchant la suppression de l'article 2.

Nous attendons vos nouvelles avec intérêt.

P.S. Il est expressément entendu que vous ne parlerez ni au Gouvernement belge ni à personne à Bruxelles de la démarche du Ministre des Pays-Bas. Les renseignements que nous vous donnons à ce sujet sont uniquement destinés à bien vous tenir au courant. Par contre, nous vous prions instamment de faire, lorsque le moment sera venu, tout ce qui est en votre pouvoir pour amener la suppression de l'article 2 de l'accord. Vous pourrez faire valoir que la Suisse n'accorde actuellement à aucun autre pays que la Belgique des crédits en compensation de charbon et qu'il sera probablement nécessaire de lui en accorder encore. Ajoutez que la Suisse ne peut inaugurer un système qui la conduirait à se lier d'une manière quelconque quant à son trafic.

Faites aussi ressortir quelle serait notre situation si l'Italie et la France nous demandaient une promesse de ce genre lors de la conclusion d'un arrangement. C'est donc par principe qu'il faut éliminer pareille clause de tout accord mais, ainsi que nous vous l'avons déjà dit, veuillez faire observer que, dans son propre intérêt, la Suisse ne demande pas mieux que d'avoir des rapports étroits et fréquents avec le port d'Anvers et que cela ne dépend que des conditions de transport.[3]

---

3. *Pour la suite, cf. n^os 187, 193.*

178

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 15 Berlin, 4. Dezember 1919

Es ist mir trotz bestem Willen nicht möglich, für den heutigen Kurier einen einlässlichen Bericht über meine Besprechungen mit den Ministern des Auswärtigen und der Wirtschaft auszuarbeiten; ich muss mich darauf beschränken, den Inhalt meiner beiden Telegramme vom 2. und 3.l.Mts. zu bestätigen und folgende kurze Erläuterungen beizufügen.

1. *Wirtschaftsabkommen.* Ich habe durchaus den Eindruck erhalten, dass man grosses Gewicht darauf legen würde, den geforderten Weltmarktpreis franko Basel für Kohle[1] durchzusetzen, weil die Preisregelung gegenüber den Neutralen massgebenden Einfluss haben wird auf die Festsetzung des Preises, den die Entente für die Zwangslieferungen bezahlen wird. Namentlich aus diesem plausiblen Grunde wünscht man den Preis, den die Schweiz zu zahlen haben wird, so hoch als möglich zu halten. Ich habe mich natürlich auf den Standpunkt gestellt, dass diese Forderung überhaupt nicht diskutierbar sei und bin so weit gegangen, zu erklären, dass der Bundesrat vorziehen würde, auf jeden Vertrag zu verzichten, als den geforderten Kohlenpreis anzunehmen. Minister Müller liess sich auf eine materielle Diskussion nicht ein, weil er nicht unterrichtet war, wogegen Herr Minister Schmidt mir einlässlich den Standpunkt auseinandersetzte, um mit der Erklärung zu enden, dass es der deutschen Regierung natürlich darum zu tun sei, auch in diesem Falle mit der Schweiz zu einer Verständigung zu gelangen und dass er aus diesem Grunde Auftrag geben werde, in Bern weiter zu unterhandeln, um zu einem Ergebnis zu gelangen, das auch für die Schweiz annehmbar sei. Ich bin auf eine substantielle Erörterung der Frage nicht eingetreten, weil ich dazu keinen Auftrag hatte und weil mir überdies alle Unterlagen fehlten; ich war sogar nicht einmal in der Lage, dem Minister Auskunft zu geben über die Preise, die jetzt bezahlt werden. So musste ich mich auf die Erklärung beschränken, dass ich nur den Auftrag hätte, keinen Zweifel darüber zu lassen, dass wir die bisher gestellten Bedingungen unter keinen Umständen annehmen und es eher auf einen Abbruch der Verhandlungen ankommen lassen würden, das weitere sei Sache der Unterhändler in Bern. Ich hatte den Eindruck, dass diese Erklärung ihre Wirkung nicht verfehlt habe und hoffe, dass es nun möglich sein werde, eine Basis für die Verständigung zu finden. *[...]*[2]

1. *Sur cette question, cf. aussi nos 166, 172.*
2. *Ensuite, le Ministre von Planta parle des restrictions d'importation et des problèmes douaniers.*

179

E 9500.183

CONSEIL FÉDÉRAL
Délégation aux Affaires étrangères[1]

Procès-verbal de la séance du 5 décembre 1919

M. Calonder lit les déclarations faites par M. Renner aux représentants des Puissances[2], qui font paraître la Suisse comme cherchant à détacher le Vorarlberg de l'Autriche. Il dit son intention d'y répondre par un document servant à la fois d'aide-mémoire aux représentants des Puissances, et de communiqué à la

1. *Ont participé à la séance: G. Ador, G. Motta, F. Calonder, E. Schulthess, Ch. L. E. Lardy.*
2. *Voici le texte de la déclaration du Chancelier d'Etat autrichien, d'après le télégramme no 90,*

presse. Il soumet un texte.[3] La discussion commence le matin, poursuivie l'après-midi, indique que Messieurs les Conseillers fédéraux prennent, d'une manière générale, la position suivante:

M. Ador est en principe peu disposé à une réunion du Vorarlberg à la Suisse, mais ne veut pas s'exposer au reproche d'avoir fermé une porte qu'il peut devenir nécessaire d'ouvrir.

M. Motta estime que l'avenir est incertain et que la question doit rester ouverte.

---

expédié de Vienne, le 4 décembre à midi (reçu le même jour à 3h50): Wir haben die Gewissheit, dass wir, wenn wir über diesen Winter hinwegkommen, uns erholen werden. Nationalversammlung und Staatsregierung sind darin eines Sinns, den Friedensvertrag von St.Germain zu erfüllen und die Lasten, die er uns auferlegt, zu tragen. Aber zunächst muss unser ökonomisches und politisches Dasein gesichert sein. Politisch befinden wir uns mit allen Nachbarstaaten in immer besseren Beziehungen. Zwischen uns, der Tschechoslowakei und dem jugoslavischen Königreich gestalten sich die Beziehungen von Tag zu Tag freundlicher und auch mit Ungarn bessert sich, seitdem dort eine von der Entente anerkannte Regierung besteht, täglich unser Verhältnis. Nur eine einzige politische Gefahr besteht, die in den letzten Tagen aufgetaucht ist und die unsere materielle Not noch gewaltig verschärfen kann. Der Schweizer Bundesrat hat Vorarlberg ermutigt, von Deutschösterreich abzufallen. Die österreichische Regierung hat alle moralischen Mittel aufgeboten, um das Land von einer solchen Entschliessung abzuhalten. Wird von den Alliierten nicht rasch und vorweg die Hoffnungsloskigkeit solcher Unternehmungen ausgesprochen und jedermann klargemacht, dass derartige Versuche aussichtslos sind, so wird die Abfallbewegung weitergreifen, dann aber ist das Subjekt, das den Frieden geschlossen hat, nicht mehr vorhanden. Wien wäre so isoliert, dass ein Verzweiflungsausbruch der Wienerbevölkerung zu befürchten wäre. Wir bitten die Herrn Gesandten, die vorgetragenen Erwägungen unverzüglich an ihre Regierungen und an die Pariser Friedenskonferenz zu leiten, um uns die Antwort auf folgende Fragen zu geben: 1. Ist die Friedenskonferenz geneigt, uns einen Tag zwischen dem 10. und 15. Dezember des Jahres zu bestimmen, an dem der Staatskanzler und die beteiligten Staatssekretäre ihre Bitte mündlich in Paris vorbringen könnten, um eine unmittelbare Entscheidung zu erreichen. 2. Steht die Erledigung wenigstens der Kreditfrage ohnedies schon in den nächsten Tagen bevor, so dass eine mündliche Vorbringung in Paris entfallen könnte? (E 2001 (B) 3/10).

3. *Ce projet de texte est le suivant:* Gegenüber den in jüngster Zeit erfolgten amtlichen Erklärungen der österreichischen Regierung sieht sich der Bundesrat veranlasst, festzustellen, dass er niemals das Geringste getan hat, um eine Loslösung Vorarlbergs von Österreich zu fördern. Herr Bundesrat Calonder, Vorsteher des politischen Departements, hat kürzlich in seiner Rede vor dem Ständerat des bestimmtesten und in unmissverstehlicher Weise erklärt: «Die Schweiz mischt sich in keiner Weise in die innern Verhältnisse zwischen Vorarlberg und Österreich ein.»

Vom schweizerischen Standpunkte gibt es eine Vorarlbergerfrage nicht, insofern und so lange nicht, als Vorarlberg ein integrierender Bestandteil Österreichs bildet. Erst dann würde die Frage für die Schweiz eine andere Bedeutung und einen andern Charakter annehmen, wenn Vorarlberg sich von dem Staate trennen sollte, dem es angehört, um sich einem andern Staate anzugliedern.

Unabhängig von jeder politischen Erwägung ist der Bundesrat bereit, soweit tunlich, dem tüchtigen kleinen Nachbarvolke zu Hülfe zu kommen, um es ihm zu ermöglichen, die gegenwärtigen Schwierigkeiten seiner Lebensmittelversorgung zu überwinden. Er ist auch den politischen Traditionen der Schweiz gemäss bereit, sofern das Vorarlberg ihn hiezu auffordern sollte, bei der Friedenskonferenz und beim Völkerbunde das Selbstbestimmungsrecht Vorarlbergs zu unterstützen. Allein der Bundesrat ist entschlossen, sich jeden Schrittes zum Zwecke der Loslösung dieses Landes von der politischen Einheit, dem es zur Zeit angehört, zu enthalten. (E 2001 (B) 3/10).

M. Calonder considère que le Conseil fédéral a pris une position. S'il veut revenir en arrière et changer d'attitude, libre à lui de le faire, mais M. Calonder s'en ira, car il ne peut donner son assentiment à cette manière d'agir.

M. Schulthess veut reculer, réparer la «gaffe» commise, et refuser toute participation à cette «aventure». Il continuera à lutter de toutes ses forces contre tout rattachement du Vorarlberg, sous une forme ou sous une autre.

La délégation approuve un texte de communiqué rédigé par M. Motta[4] et qui sera soumis au Conseil fédéral.

---

4. *Le texte de ce communiqué a été présenté au Conseil fédéral qui l'a accepté dans sa séance du 6 décembre 1919, cf.* E 1004 1/273, *n°* 4143. *Le texte rédigé par Motta ne diffère que légèrement du projet d'aide-mémoire de Calonder.*

180

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 décembre 1919[1]

4136. Sitz des Völkerbundes

Mündlich

Der Vorsteher des politischen Departementes teilt mit, er habe von zwei verschiedenen Seiten vertrauliche Berichte erhalten[2], es seien Umtriebe im Gange, mit dem Ziel, den Sitz des Völkerbundes nach Brüssel zu verlegen, und zwar scheine der Generalsekretär Drummond dieser Bewegung nicht fernzustehen. Diese Sitzverlegung könnte allerdings nur durch den Rat des Völkerbundes und zwar, gemäss Art.7 des Völkerbundsvertrages, wohl nur auf Grund eines einstimmigen Beschlusses vorgenommen werden. Immerhin wäre ein solcher Beschluss dann in den Bereich der Möglichkeit gerückt, wenn England entgegen seiner bisherigen Haltung sich für Brüssel entscheiden sollte. Jedenfalls wäre es gut, etwas genauer über die eingangs erwähnten Umtriebe unterrichtet zu sein, und da offizielle Erkundigungen in dieser Richtung kein Resultat ergeben haben, so stellt das politische Departement den Antrag, der Bundesrat wolle ihm die Ermächtigung geben, Herrn Professor Rappard offiziös nach London zu senden, um dort mit Hülfe seiner guten Verbindungen der Frage auf den Grund zu gehen.[3]

Der Rat erhebt diesen Antrag zum Beschluss.

---

1. *Le siège de feu le Conseiller fédéral E. Müller est toujours vacant.*
2. *Cf. n° 170.*
3. *Pour les instructions données à Rappard, cf. n° 194.*

4149. Vertragsverhandlungen mit der Türkei

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 28. November 1919

1. Am 21. Mai 1917 wurde durch Notenaustausch zwischen dem schweizerischen Bundesrat und der türkischen Gesandtschaft in Bern ein Abkommen getroffen, wonach bis zum Abschluss eines Staatsvertrages zwischen der Schweiz und der Türkei die Rechtsverhältnisse der schweizerischen Staatsangehörigen in der Türkei und der türkischen Staatsangehörigen in der Schweiz folgendermassen geregelt worden sind: Die schweizerischen Staatsangehörigen in der Türkei geniessen den gleichen Rechtsschutz, der den dort ansässigen deutschen Staatsangehörigen auf Grund des Niederlassungsvertrages zwischen dem Deutschen Reich und dem Osmanischen Reich, des deutsch-türkischen Konsularvertrages, des Vertrages zwischen dem Deutschen Reich und dem Osmanischen Reich über Rechtsschutz und gegenseitige Rechtshilfe in bürgerlichen Angelegenheiten und des Deutsch-türkischen Auslieferungsvertrages zusteht. Umgekehrt wird den türkischen Staatsangehörigen die gleiche Rechtslage eingeräumt, wie sie den deutschen Staatsangehörigen auf Grund der entsprechenden Staatsverträge in der Schweiz zukommt.

Den schweizerischen Staatsangehörigen steht ausserdem das Recht zu, den Schutz einer andern Macht als Deutschland anzurufen. Die schweizerischen Staatsangehörigen sollen in diesem Falle dem allgemeinen Völkerrecht unterstehen, nicht aber dem in den vier genannten Verträgen festgestellten Recht. Als zweite Schutzmacht wurde in der Folge Holland gewählt.

Gleichzeitig fand ein Notenaustausch zwischen dem deutschen Auswärtigen Amt und der türkischen Botschaft in Berlin statt, in dem das obenerwähnte Abkommen bestätigt wird und in dem sich zugleich die deutsche Regierung bereit erklärt, den Schutz der schweizerischen Staatsangehörigen in der Türkei zu übernehmen.

Seit 21. Mai 1919 ist dieses Abkommen beidseitig jederzeit kündbar.

2. Auf Grund der im genannten Abkommen vereinbarten sofortigen Anhandnahme von Verhandlungen über Niederlassungs- und Konsularverträge liess die türkische Botschaft in Berlin durch den dortigen schweizerischen Gesandten dem politischen Departement sukzessiv eine Reihe von Vertragsentwürfen betreffend Niederlassung, Rechtshilfe, Konsulatswesen und Auslieferung zugehen, die sich im grossen ganzen an die türkisch-deutschen Verträge anschlossen. Die Angelegenheit wurde dilatorisch behandelt, weil es angezeigt scheint, sich während des Krieges nicht durch Verträge zu binden, die der Schweiz nach dem Kriege eine wesentlich ungünstigere Stellung in der Türkei geben würden, als sie vielleicht andern Staaten dann durch Abschluss neuer Abkommen zustehen würde. Der Verlauf der Dinge hat die Richtigkeit dieser Haltung bestätigt.

3. Durch den Waffenstillstand zwischen der Türkei und den Alliierten ist eine neue Situation entstanden. Einmal mussten sich gemäss den Waffenstillstandsbedingungen die deutschen und österreichischen diplomatischen Vertretungen von Konstantinopel entfernen. Damit hat die deutsche Vertretung von Schweizern aufgehört und ist an die mit der Wahrung der deutschen Interessen betraute schwedische Gesandtschaft übergegangen. Bei dem gegenwärtigen politischen

Übergewicht der Entente in der Türkei erscheint es nicht vorteilhaft für die Schweizerinteressen, zusammem mit den deutschen diplomatisch vertreten zu sein. Es kommt demnach wohl hauptsächlich die Vertretung durch Holland in Betracht. Doch ist auch diese insofern weniger günstig, als die Niederlande mit der Türkei weder Kapitulationen noch moderne Verträge nach der Art Deutschlands haben, und neuerdings nach einer Mitteilung der holländischen Gesandtschaft in Bern das niederländische Generalkonsulat in Beyrouth in Liquidation getreten ist.

Welches das Schicksal der deutsch-türkischen Verträge von 1917 sein wird, ist unbekannt, da der türkische Friedensvertrag noch nicht vorliegt. Es ist aber anzunehmen, dass die Entente-Grossmächte, welche die einseitige Aufhebung der Kapitulation niemals anerkannt haben, den Friedensvertrag benutzen werden, um in den der Türkei verbleibenden Gebieten die ihnen vorteilhaften Kapitulationen oder ein ähnliches Vertragssystem wieder einzuführen.

4. Drei Umstände nötigen zur erneuten Behandlung der türkischen Angelegenheit:

a. Unlängst sprach der türkische Gesandte in Bern, Rechad Haliss Bey, den Wunsch aus, die Schweiz möchte das Abkommen von 1917 neu bestätigen, da die in Aussicht genommenen Verträge noch nicht verhandelt und abgeschlossen sind. Inzwischen hat ein Regierungswechsel in der Türkei stattgefunden und der bisherige Gesandte ist unlängst abberufen worden. Dieser Umstand macht es voraussichtlich möglich, das Eintreten auf den geäusserten Wunsch hinauszuschieben.

b. Die italienische Gesandtschaft hat in einer Note vom 15. Oktober dieses Jahres[4] angefragt, wie es sich verhalte mit der Vertretung der italienisch sprechenden Schweizer, die sich vor dem Eintritt Italiens in den Krieg unter italienischen Schutz zu stellen pflegten. Es scheint nach der Note, dass Italien, welches offenbar von unserem Abkommen vom 21. Mai 1917 Kenntnis hat, Wert darauf lege, die frühere Vertretung wieder aufzunehmen. Möglicherweise wird Frankreich eine ähnliche Anfrage stellen, da die Schweizer, die sich vor dem Krieg unter französischen Schutz gestellt hatten, zum Teil sehr bedeutende Stellungen einnehmen.

c. Von der holländischen Gesandtschaft in Bern liegt eine Note vom 19. November vor, in der sie mitteilt, dass der niederländische Generalkonsul in der Türkei Beyrouth zu verlassen gedenke, und in der das politische Departement um umgehende Mitteilung ersucht wird, an welche Schutzmacht der genannte Generalkonsul den Schutz der Interessen der schweizerischen Staatsangehörigen zu übergeben habe.

In Anbetracht der Dringlichkeit der Angelegenheit hat das politische Departement der holländischen Gesandtschaft geantwortet, dass auf Grund eines während des Krieges abgeschlossenen Abkommens die Schweizer in der Türkei nur berechtigt seien, sich entweder an Deutschland (Schweden) oder an Holland zu wenden. Um einer Neuregelung der Verhältnisse in der Türkei nicht vorzugreifen, wurde die holländische Gesandtschaft ferner ersucht, dem niederländischen

---

4. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1580.

Generalkonsul in Beyrouth mitzuteilen, er wolle die schweizerischen Interessen in seinem Konsularkreis dem Schutz des schwedischen Konsulats in Beyrouth übergeben. Für den Fall aber, dass Schweden kein Konsulat mehr in Beyrouth besitzen sollte, müsste der holländischen Gesandtschaft allerdings mitgeteilt werden, dass die Schweiz dann entweder Frankreich oder Italien als Schutzmacht ins Auge fassen würde.

5. Es entspricht heute noch, wie während des Krieges, unseren Interessen, die Angelegenheit dilatorisch zu behandeln, und zwar namentlich aus folgenden Gründen:

a. Noch ist nicht vorauszusehen, wann und in welcher Weise die Niederlassungs- und Konsularverhältnisse im ottomanischen Reich oder in den von diesem abzutrennenden Gebieten geregelt werden. Auf einen Meistbegünstigungsvertrag könnte die Schweiz allenfalls schon heute eingehen. Doch scheint es wenig wahrscheinlich, dass dies zu erreichen sei, da die Türkei einer Wiedereinführung der Kapitulationen den grössten Widerstand entgegensetzen wird und kaum Hand dazu bieten würde, die Vorteile, die sie unter Umständen den Siegern einräumen muss, auch der Schweiz zu gewähren.

b. Da die Frage, ob, beziehungsweise in welcher Art eine diplomatische Vertretung der Schweiz in der Türkei geschaffen werden soll, noch nicht entschieden ist, lässt sich auch die damit eng zusammenhängende Angelegenheit der Niederlassungs- und Konsularverträge derzeit nicht abschliessend erledigen.

Auf Grund dieser Erwägungen wird *beschlossen:*

a. Gegenüber der Türkei eine abwartende Haltung einzunehmen, bis sowohl die Frage der Errichtung einer diplomatischen Vertretung der Schweiz entschieden als auch die durch den Friedensvertrag zu schaffende Neuordnung des Fremden- und Konsularrechts in der Türkei abgeklärt ist. Dem Wunsche der Türkei nach Feststellung der Weitergeltung der Abmachung vom 21. Mai 1917 kann entsprochen werden, jedoch in dem Sinne, dass die Abmachung jederzeit kündbar bleibe. Eventuell wäre zu versuchen, mit der Türkei zu einem Meistbegünstigungsabkommen zu gelangen und zu erreichen, dass mittlerweile der ursprüngliche Zustand, wonach die Schweizer eine beliebige Schutzmacht anrufen können, wiederhergestellt würde;

b. Der italienischen Gesandtschaft ist mitzuteilen, dass nach dem während des Krieges geschlossenen Abkommen vom 21. Mai 1917 die Schweizer sich entweder unter deutschen (schwedischen) Schutz oder unter den Schutz einer einzigen zweiten neutralen Macht (Holland) stellen können, dass demgemäss ein Recht auf Unterstellung unter den italienischen Schutz nicht besteht; dass aber die Schweiz ihrerseits nichts einzuwenden habe, wenn sich ihre Angehörigen auch unter den Schutz noch anderer Mächte begeben würden, vorausgesetzt, dass die Türkei gegen diese Ausdehnung keine Einwendungen mache;

c. Vom Antwortschreiben des politischen Departements an die holländische Gesandtschaft wird Kenntnis genommen;

d. Die Gesandtschaften in Paris, London und Rom sind zu beauftragen, die dortigen Regierungen zu sondieren über die in Aussicht genommene Regelung der vor dem Kriege durch die Kapitulationen geordneten Verhältnisse.

4152. Beitritt der Schweiz in den Völkerbund

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 29. November 1919

Am 15. November 1919[5] hat der Vorsteher des politischen Departementes dem Bundesrate Mitteilung gemacht, dass es einem in der Kommission des Nationalrates zur Prüfung der Völkerbundsfrage geäusserten Wunsche entsprechen würde, die Hauptmächte des Völkerbundes offiziell davon in Kenntnis zu setzen, dass die Volksabstimmung über den Beitritt der Schweiz möglicherweise erst nach Ablauf der zweimonatlichen Frist nach Inkrafttreten des Völkerbundsvertrages stattfinden werde.

Das politische Departement ist der Ansicht, dass dieser Wunsch der nationalrätlichen Kommission nicht unberücksichtigt gelassen werden kann.

Es wird *beschlossen:*

An die Hauptmächte des Völkerbundes und an dessen Generalsekretariat ist ein Aide-Mémoire im Sinne des Entwurfes des politischen Departementes zu richten, wie folgt:

«Projet d'un Aide-Mémoire
à adresser au Secrétariat général de la Société des Nations et
aux cinq principales Puissances alliées et associées.

Bien que le dépôt des ratifications du Traité de Paix du 28 juin 1919 n'ait pas encore été effectué et qu'en conséquence le Conseil fédéral suisse n'ait pas davantage été officiellement invité à déclarer que la Suisse accédera à la Société des Nations, conformément aux termes de l'art. premier du Pacte du 28 avril 1919, le Conseil fédéral suisse a l'honneur de faire connaître au Gouvernement de ..... que l'Assemblée fédérale suisse s'est décidée, le 21 novembre 1919[6], en faveur de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, décision dont le texte est annexé au présent aide-mémoire.

Le Conseil fédéral se réserve de faire parvenir en temps utile au Secrétariat général de la Société une déclaration formelle au sujet de l'accession de la Suisse. Pour satisfaire à un désir exprimé par la Commission du Conseil national suisse, il tient cependant à faire connaître, d'ores et déjà, son opinion que la votation du peuple et des cantons suisses sur l'arrêté fédéral du 21 novembre 1919 qui se fera aussitôt que les circonstances le permettront, ne doit pas nécessairement, avoir lieu dans le délai visé à l'art. premier du Pacte de la Société des Nations. Il serait absolument contraire aux usages constitutionnels de la Suisse de soumettre au peuple un projet d'arrêté dont les bases juridiques n'ont pas encore été établies, la réalisation de la Société des Nations dépendant de l'accession de tous les Etats auxquels le Pacte accorde, par égard à leur importance politique spéciale, une représentation permanente au Conseil de la Société.

---

5. *Cf. n° 181, note 1.*

6. *Pour les débats de l'Assemblée fédérale, en novembre 1919, au sujet de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations et de l'adoption de l'arrêté décrétant l'accession de la Suisse à la Société des Nations, cf.* Bulletin sténographique de l'Assemblée fédérale, novembre 1919, Conseil national, *p. 759 et ss.;* Conseil des Etats, *p. 554 et ss. Pour le texte définitif de l'arrêté du 21 novembre 1919, cf. n° 168.*

Le Conseil fédéral ne doute pas qu'une notification de la décision de l'Assemblée fédérale suisse, faite dans les deux mois après l'entrée en vigueur du Traité de Paix, aura pour effet d'assurer à la Suisse — sans préjuger de la décision finale du peuple et des cantons — tous les droits d'un Etat invité à accéder à la Société des Nations en qualité de membre originaire. La Suisse est le seul pays où le principe de la consultation populaire dans la question de l'accession à la Société des Nations soit une nécessité constitutionnelle; mais ce principe étant absolument conforme à l'esprit du régime international que veut consacrer la Société des Nations, le Conseil fédéral a la ferme conviction qu'il ne pourrait résulter aucun désavantage pour la Suisse du caractère démocratique de son droit constitutionnel.»[7]

7. *Le 16 décembre 1919, le Conseil fédéral décidait:*
Die Kundgebung des Bundesrates an die Mächte über die Modalitäten der Beitrittserklärung der Schweiz zum Völkerbund und die Ratifikation derselben durch Volksabstimmung wird, ausser an das Generalsekretariat des Völkerbundes, an sämtliche im Anhang zum Völkerbundsvertrag vom 28. April 1919 bezeichneten Mächte, mit denen die Schweiz direkte diplomatische Beziehungen unterhält, gerichtet. Die genannte Mitteilung soll daher sowohl an die den Völkerbund gründenden Signatarstaaten der Friedensverträge als auch an die zum Beitritt als ursprüngliche Mitglieder des Völkerbundes eingeladenen Staaten ergehen. (E 1004 1/273 *n°* 4281).

181

E 2001 (B) 8/24

La Légation britannique à Berne à la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Berne, December 6th, 1919

AIDE-MÉMOIRE

His Majesty's Government consider that a declaration by Switzerland of accession to the League of Nations would be valid if based on the decision of the Swiss Federal Parliament and made in accordance with Article 1 of the Covenant. From the date of such declaration, Switzerland would become an original

1. *Cette prise de position du Gouvernement britannique semble avoir été provoquée par les sondages du Conseiller fédéral Calonder auprès du Ministre britannique à Berne. Voici le compte-rendu qu'en donna Calonder, le 15 novembre, au Conseil fédéral:*
Der Vorsteher des politischen Departements teilt mit, Nationalrat Dr. Alfred Frey habe der Auffassung Ausdruck gegeben, es wäre angezeigt, den Hauptmächten des Völkerbundes eine Mitteilung darüber zukommen zu lassen, dass in der Schweiz die Volksabstimmung über den Beitritt zum Völkerbund voraussichtlich erst nach Ablauf von zwei Monaten seit der mit konstituierender Wirkung erfolgten Ratifikation des Friedensvertrages stattfinden werde. Der Vorsteher des politischen Departements hat vorläufig den englischen Gesandten mündlich ersucht, bei seiner Regierung über die Opportunität einer solchen Mitteilung zu sondieren. (E 1004 1/273, *n°* 3907).

member of the League, securing the advantages and undertaking to obligations involved by membership.

His Majesty's Government regard as a matter of domestic concern the measures which the Swiss Constitution stipulates as to the confirmation of the Federal Parliament's decision by vote of the Swiss people. No question will of course arise if the declaration is confirmed by such vote; but should the vote be contrary, the Council would have to consider the question whether or not Switzerland's immediate withdrawal from the League were possible without the two years' notice required by the last paragraph of Article 1. It might, therefore, His Majesty's Government suggests, be prudent for the Swiss Government, simultaneously with their declaration of accession, to state that the Swiss constitution requires ratification of the declaration by Swiss popular vote, and that this vote will be taken as soon as possible. Such a statement, His Majesty's Government are advised, would not constitute a reservation under Article 1. His Majesty's Government would, if Switzerland accedes to the League, not support any proposal for substituting Brussels for Geneva, as permanent seat of the League. They are not, however, aware of any proposal to this effect.

182

J.I.6 1/4

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

L P/S
Streng vertraulich

Berlin, 6. Dezember 1919

Sie haben mich seinerzeit ersucht, Ihnen genauere Mitteilungen zu machen über den Inhalt der deutschen Akten, welche sich auf die sogenannte Mission Sulzer vom Jahre 1918 beziehen.

Um Ihren Wunsch erfüllen zu können, habe ich mich persönlich mit dem Reichsminister des Auswärtigen, Herrn Müller in Verbindung gesetzt und dieser hat mir bereitwilligst zugesagt, eine Aufzeichnung über den ganzen Vorgang und den wesentlichen Inhalt der in Betracht fallenden Akten mir zukommen zu lassen.

Beiliegend finden Sie nun eine Abschrift der Aufzeichnung[1], die mir Herr Minister Müller gestern persönlich übergab zu «streng vertraulichem» Gebrauche.

Ich gebe diese Aufzeichnung *hiemit* weiter, mit der Bitte, davon ganz vertraulichen Gebrauch machen zu wollen. Ich würde es begrüssen, wenn es möglich wäre, den hier wiedergegebenen Mitteilungen überhaupt keine weitere Folge zu geben, denn ich fürchte, dass jede Erörterung dieser Angelegenheit nur dazu führen könnte, die Bemühungen der hiesigen Regierung zu erschweren, die

1. *Reproduite en annexe 1.*

dahin gehen, der Veröffentlichung dieser Akten unter allen Umständen entgegenzutreten.[2]

ANNEXE 1

Copie
Streng vertraulich

Berlin, 2. Dezember 1919

AUFZEICHNUNG.

Der Deutsche Gesandte in Bern, Baron Romberg, hatte Mitte Juli 1918 eine Unterredung mit dem Bundesrat Schulthess über den Besuch des Gesandten Sulzer, der gerade von Washington nach Bern gekommen war. Auf Befragen von Baron Romberg äusserte sich Bundesrat Schulthess über die Eindrücke, die Herr Sulzer in Amerika bezüglich der belgischen und elsass-lothringischen Frage sowie der Frage einer Revision des Friedens von Brest-Litowsk erhalten hatte; soweit Amerika in Betracht käme, hielte Herr Sulzer bei genügendem Entgegenkommen Deutschlands die Aussichten für ein Zustandekommen des allgemeinen Friedens für günstig. Bundesrat Schulthess betonte dabei, dass der Gesandte Sulzer sich ihm gegenüber nur privatim ausgesprochen habe. Baron Romberg berichtete über die Unterredung nach Berlin. Er nannte den Namen des Bundesrats Schulthess nicht, sondern bezeichnete ihn lediglich als «seinen Gewährsmann».

Am 24. Juli 1918 traf der in Bern weilende Dr. Adolf Müller im Beisein des Bundesrats Schulthess mit dem Gesandten Sulzer zusammen. Der Gesandte äusserte sich hierbei wiederum über die Stimmung in Amerika und zog ausser den oben genannten Punkten auch die Frage einer Rückgabe der Kolonien in den Kreis der Erörterungen ein. Er bezeichnete es bei dieser Gelegenheit als unzweckmässig, weitere öffentliche Unterredungen über die Friedensbedingungen zu führen und regte statt dessen Besprechungen durch unzweideutige Vertrauensleute «between gentlemen» an. Dr. Adolf Müller berichtete hierüber am nächsten Tage vertraulich nach Berlin.

Als der Gesandte Sulzer, der inzwischen London und Paris besucht hatte, nach Bern zurückgekehrt war und Baron Romberg persönlich Instruktionen aus Berlin eingeholt hatte, fand am 23. August in Bern eine Unterredung zwischen ihnen statt. Auf eine Anfrage Baron Rombergs über etwaige Friedensaussichten äusserte sich der Gesandte Sulzer dahin, dass er seinen früheren Gedanken einer Unterredung «between gentlemen» fallen lassen müsse, hingegen erklärte er sich bereit, eine ihm von Baron Romberg in Aussicht gestellte, wo möglich schriftliche Darlegung der Auffassung der deutschen Regierung bis zu seiner Abreise nach Washington entgegenzunehmen.

Ende September überreichte Baron Romberg dem Gesandten Sulzer gelegentlich einer zweiten Besprechung eine Notiz, die in grossen Zügen die Auffassung der deutschen Regierung zum Ausdruck brachte. Die Notiz hatte nach mehrfachen Instruktionen, die Baron Romberg aus Berlin erhalten hatte, folgenden endgültigen Wortlaut:

1. Deutschland bekennt sich zu den 4 Grundsätzen, die der Herr Präsident der Vereinigten Staaten von Amerika in seinen Kundgebungen vom 11. Februar umd 4. Juli d.J. aufgestellt hat. Unter den in der Botschaft des Präsidenten Wilson an den Kongress vom 8. Januar d.J. aufgezählten 14 Programmpunkten befindet sich keiner, dessen Diskussion deutscherseits grundsätzlich abgelehnt wird.

2. Deutschland vertritt die Auffassung, dass der Friedensvertrag von Brest-Litowsk dem von dem Herrn Präsidenten der Vereinigten Staaten aufgestellten Grundsatz Rechnung trägt, wonach die Völker das Recht in Anspruch nehmen können, an der Entscheidung über ihr zukünftiges Schicksal mitzuwirken. Sollte Präsident Wilson dieser Auffassung nicht beipflichten, so ist man deutscherseits bereit, dem Herrn Präsidenten diejenigen Aufschlüsse und Argumente zugänglich zu machen, die nach deutscher Auffassung den deutschen Standpunkt zu unterstützen geeignet sind.

---

2. *Il existe aussi une notice non datée de Schulthess, rédigée sans doute au cours de cette enquête, reproduite ici en annexe 2.*

3. Deutschland gibt mit Abschluss des Friedens Belgien ohne Belastung und ohne Vorbehalt heraus. Die Wiederherstellung des status quo schliesst in sich und hat daher zur Voraussetzung, dass keine andere Macht in politischer, militärischer oder wirtschaftlicher Beziehung besser gestellt werden darf als das Deutsche Reich. Deutschland zweifelt nicht daran, dass sich zwischen ihm und Belgien eine den beiderseitigen Interessen gerecht werdende Verständigung über die Einzelheiten erreichen lässt.

Die ganze Angelegenheit wurde, da sich die Abreise des Gesandten Sulzer bis Anfang Oktober verschob, durch die Ereignisse überholt.

ANNEXE 2

NOTIZ ZU DEN AKTEN BETREFFEND DIE SOGENANNTE «MISSION SULZER»

Im Juli 1918 frug mich der heutige deutsche Gesandte, Herr Dr. Müller, der uns wiederholt, namentlich aber auch anlässlich der Wirtschaftsverhandlungen vom Mai 1918 gute Dienste geleistet hatte, ob er nicht einmal mit Herrn Minister Sulzer zusammenkommen könnte. Ich erklärte ihm, dass dies ganz von Herrn Sulzer abhänge. Ich unterbreitete diesem die Frage, sagte ihm, wer Dr. Müller sei, und Herr Sulzer nahm den Vorschlag an und erklärte, es werde auch ihn interessieren zu hören, welche Ansichten in Deutschland bestünden. Die beiden Herren unterhielten sich in meinem Bureau ziemlich lange, ohne dass ich persönlich auch nur im Büreau anwesend war oder zugehört hätte. So viel ist aber sicher, dass Sulzer einfach die Ideen darlegte, von denen seines Erachtens Wilson ausgehe und dass Dr. Müller anderseits seine Ideen über die deutschen Auffassungen entwickelte. Keiner dachte natürlich, das sei ausdrücklich festgestellt, an einen deutsch-amerikanischen Separatfrieden.

Der damalige deutsche Gesandte, von Romberg, vernahm dann offenbar von dem Gespräche zwischen Dr. Müller und Sulzer und frug mich dann seinerseits, welche Eindrücke Herr Sulzer aus Amerika mitgebracht habe. Wenn er über meine Äusserungen nach Berlin berichtet und dabei bemerkt hat, «soweit Amerika in Betracht käme, hielt Herr Sulzer bei genügendem Entgegenkommen Deutschlands die Aussichten für ein Zustandekommen des Friedens für günstig», so hat er dabei offenbar seinen eigenen subjektiven Eindruck, den meine Äusserungen auf ihn machten, wiedergegeben, denn so habe ich mich nicht geäussert, sondern ich habe nur darauf hingewiesen, dass nach Herrn Sulzer die Absichten Wilsons durchaus lautere und redliche seien und dass man Unrecht tue, wenn man ihn als einen Gegner des Friedens darstelle. Das war namentlich auch der Grundton aller Unterhaltungen des Herrn Sulzer, der sich über Wilson in höchst anerkennender Weise aussprach und namentlich seine guten und lautern Absichten hervorhob.

Romberg sagte mir sodann, er möchte auch selbst mit Herrn Sulzer sprechen, worauf ich antwortete, dass dieser die deutschen Interessen in Amerika vertrete und sich ein Gespräch daher von selbst ergeben werde. Ich sagte dann gelegentlich Herrn Sulzer, Herr Romberg wünsche auch mit ihm zu sprechen. Was bei dieser Unterredung geäussert wurde, entzieht sich meiner Kenntnis. Weiteres habe ich nicht beizufügen als das, dass von einer «Mission Sulzer» bezeichnenderweise in allen diesen Aktenstücken nicht die Rede ist, eine solche war Herrn Sulzer auch nie übertragen worden.

Ich betrachtete es als selbstverständlich, dass Herr Sulzer von diesen Besprechungen Herrn Calonder Kenntnis gebe.[3]

---

3. *Pour la prise de position de Calonder, cf. n° 199.*

183

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 20/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, F. Calonder

RP n° 16 Berlin, 6. Dezember 1919

[...][1] Aus einer Besprechung mit dem hiesigen Geschäftsträger der österreichischen Republik notiere ich, dass der betreffende Herr sich sehr betrübt äusserte über die «Annexionspolitik» der Schweiz. Das *Vorarlberg* könnte ja Österreich noch verschmerzen, aber die Folgen nicht, die sich daraus ergeben würden; denn es unterliege gar keinem Zweifel, dass andere Länder der Republik das Beispiel Vorarlbergs sofort befolgen, d.h. Anschluss an andere Staaten suchen würden. Ich habe natürlich darauf hingewiesen, dass diese Auffassung auf einer vollständigen Verkennung des Standpunktes der Schweiz beruhe, indem offiziell erklärt worden sei, dass die Schweiz nicht daran denke, den Anschluss des Vorarlbergs gegen den Willen von Österreich zu betreiben; es handle sich überall nur um die Lösung einer Frage, die sich erst stellen werde, sofern und sobald die Loslösung von Österreich feststehe.

Auch in deutschen Kreisen besteht der Eindruck weiter, dass die Schweiz auf dem besten Wege sei, «ihren bisherigen peinlich korrekten Standpunkt aufzugeben» und dass die Auslassungen in den offiziellen Erklärungen des Vertreters des Bundesrates eine unfreundliche Spitze gegen Deutschland und die deutsche Auslandspolitik in sich schliesse. Es scheint mir in der Tat klar, dass Deutschland eher Anlass haben kann, unangenehm berührt zu sein als Österreich; denn die Quintessenz der Erklärung geht doch dahin, dass ein Vorarlberg, das bei Österreich bleibt, für die Schweiz nach wie vor lieb Kind bleiben könne, wogegen ein mit Deutschland verbundenes Vorarlberg zu einer nationalen Gefahr für die Schweiz werden müsste. Diese Erklärung, über deren sachliche Berechtigung hier nicht wohl diskutiert werden kann, kann natürlich hier nicht gerne gehört werden. Im übrigen hoffe ich, dass die in den heutigen Morgenblättern veröffentlichte Erklärung des Bundesrates vom 6. Dezember[2], die ich nur begrüssen kann, klärend und beruhigend wirken werde.

Ich übergebe Ihnen beiliegend einen Artikel über diese Frage, welchen Dr. Heiterthaler in der Vossischen Zeitung vom 5. l.Mts. veröffentlicht hat und der die Stimmung richtig wiedergibt, wie sie hier in *gemässigten Kreisen herrscht.*

Über die bisherige Meinung im Auswärtigen Amte orientiert wohl der heutige redaktionelle Bericht in der «Deutschen Allgemeinen Zeitung», No. 600 vom 6. Dezember. Die Tendenz dieses Artikels geht offensichtlich dahin, die Frage auf den Boden der volkswirtschaftlichen Interessenpolitik zurückzuführen und zu zeigen, dass es auch für die Schweiz nicht nur ideale und nationale Gesichtspunkte seien, die in Betracht fallen. Interessant ist an dieser Kundgebung vor

---

1. *Précèdent des informations sur les prix sacrifiés des marchandises allemandes et sur les problèmes du trafic.*
2. *Cf. n° 199, note 3.*

allem der Schlussatz, der dahin lautet, dass «Deutschland der Frage nicht völlig gleichgültig gegenüberstehen könne». Der nicht ausgesprochene Untergedanke geht offenbar dahin, dass dieser Anschluss des Vorarlberges seine natürliche Lösung finden werde mit dem Anschluss von Österreich an Deutschland. *Deshalb* ist man hier im Grunde genommen *sachlich* mit dem schweizerischen Standpunkt einig, wenn er dahin geht, dass die Frage nicht entschieden, ja nicht einmal gestellt zu werden brauche, solange die Loslösung von Österreich nicht entschieden sei.

Dass man hier immer noch sehr ernstlich mit einer späteren Angliederung von Österreich an Deutschland rechnet, konnte ich letzter Tage aus einer Unterredung entnehmen, die ich mit dem früheren deutschen Botschafter in Rom, Herrn von Flotow, hatte.

Es versteht sich von selbst, dass meine Mitarbeiter und ich bemüht sind, den hier herrschenden, zum Teil recht schiefen Ansichten entgegenzutreten. Übrigens habe ich nicht den Eindruck, dass die augenblickliche Verstimmung tief gehe und von Dauer sein werde: Der Deutsche hat jetzt ganz andere Sorgen! Und zudem hat, wie ich schon im letzten Berichte hervorhob, die Intervention des Bundesrates für die Kriegsgefangenen so viel Dank und Anerkennung ausgelöst, dass daneben die Missstimmung über die Vorarlberger Auslassungen nicht ernstlich in Betracht fällt.

Über die Bedrohlichkeit der *internationalen Lage* sind Sie wohl besser unterrichtet als ich. Hier scheint man auf alles gefasst und damit zu rechnen, dass im Falle eines Bruches die Franzosen und Engländer weiter einmarschieren und wirtschaftliche Zwangsmassnahmen ergreifen werden. Man sieht auch mehr und mehr ein, dass die Vereinigten Staaten sich desinteressieren werden, sodass von jener Seite keine Hilfe für Deutschland zu erwarten ist. Nichtsdestoweniger geht, so viel ich beobachten kann, hier die Stimmung noch überwiegend dahin, dass Deutschland die zweite, wesentlich verschlimmerte Auflage des Friedensvertrages, die ihr jetzt zugemutet wird, nicht unterzeichnen könne. Die Regierung bemüht sich redlich, Öl aufs Wasser zu giessen, um die Stimmung zu beruhigen, aber bisher scheint mir der Erfolg ausgeblieben zu sein. Ich nehme an, dass im Falle der Unmöglichkeit, eine Formel der Verständigung mit Herrn Clemenceau zu finden, die Regierung die Nationalversammlung zu Rate ziehen wird. Dort wird der Entscheid wiederum vom Zentrum abhängen, dessen Presse bisher nicht im Sinne des Nachgebens geschrieben hat. Lehnt die Nationalversammlung ab, dann wird eine Regierungskrise eintreten und es kann kein Sterblicher voraussehen, was dann werden wird: Eine Diktatur des Proletariats oder eine solche der Reaktion – unter allen Umständen ein grosses Beben!

Und das Ende vom Liede wird eine weitere Demütigung und Entkräftung des deutschen Volkes und wohl auch ein Umsichgreifen des Bolschewismus sein. Dass man dies in Paris nicht einsieht, wird mir je länger je bedauerlicher und wäre mir ganz unverständlich, wenn ich nicht aus Kreisen der hiesigen französischen *Militärmission* wüsste, wie verkehrt man dort die Lage in Deutschland beurteilt und wie unrichtig man dieselbe in Paris schildert. Ein Offizier dieser Mission hat sich dahin ausgesprochen, die Monarchie und Reaktion stehen in Deutschland unmittelbar vor der Türe, die Sozialdemokratie liege am Boden, die Unabhängigen seien zur Ohnmacht gebracht und der Militarismus blühe mehr denn je. Bis

zum 1. April werde Deutschland über eine «kampfbereite» (!) Armee von mindestens anderthalb Millionen Kriegern verfügen! Man denke: Eine kampfbereite Armee in einem wirtschaftlich bankrotten Lande, das keine Kanonen, keine Munition und keine disziplinierten Truppen mehr hat und dessen Lebenshaltung von Tag zu Tag schwieriger wird!

In Paris scheint man aber an diese Mär zu glauben oder besser gesagt, glauben zu wollen, um den Vorwand zu erhalten für weiteres Eingreifen.

Die Meldungen der hiesigen französischen Mission lassen sich – abgesehen von ihrer Tendenz – nur dadurch erklären, dass diese Herren ihr Wissen und Urteil wesentlich aus der Lektüre der unabhängigen Presse schöpfen. Dort wird natürlich die Reaktion als unmittelbar bevorstehend geschildert, um den Leuten das Gruseln beizubringen, und dort wird auch die Behauptung von dem wiederkehrenden Militarismus Tag für Tag den Lesern serviert, weil es den Unabhängigen vor allem darum zu tun ist, die Reichswehr und die Polizeitruppen unmöglich zu machen. Solange diese Truppen bestehen und sich weiter im Sinne der Ordnung und Disziplin entwickeln, ist an ein Aufkommen des Bolschewismus nicht zu denken. Deshalb gilt der Kampf der Unabhängigen den sog. militärischen Organisationen und als Mittel zu diesem Zwecke bedienen sich jene skrupellosen Politiker der hiesigen französischen Mission! *[...]*[3]

3. *Ensuite le Ministre Planta parle de la situation intérieure en Allemagne.*

184

E 2001 (B) 1/14

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Wien, 7. Dezember 1919
T n° 94 *(Ankunft:* 8. Dezember)

Bin ohne jegliche Nachricht und Instruktion von Ihnen betr. Vorarlberg, was befremdend. Verhalte mich ganz passiv und gehe Erörterungen, namentlich mit Regierungsleuten, soviel wie möglich aus dem Wege, doch kann gegebenenfalls meine Unkenntnis Ihrer neuesten Auffassung mich in Verlegenheit bringen, zumal schweizerische Zeitungen mit Verspätungen eintreffen. In hiesigen Blättern ist Vermutung aufgestellt worden, Bundesrat habe nicht ohne vorgängiges Einverständnis mit Entente seine jetzige Stellung eingenommen, während Frankreichs Botschafter vom Platzen einer Bombe und vom Rütteln am ganzen Friedensgebäude spricht. Auf sozialistischer Seite wird vom Einverständnis der beidseitigen klerikalen Parteien gesprochen. Bitte um Verhaltungsmassregeln. Heutige Zeitungen publizieren Communiqué Bundesrates vom 6. Dezember.[1]

1. *Cf. n° 199, note 3.*

185

E 1004 1/173

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 décembre 1919[1]

4188. Questions des Zones franches

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 28 novembre 1919

Selon décision du Conseil fédéral du 25 novembre[2], le Département politique a accepté l'invitation du Gouvernement français de commencer les négociations à Paris à la date du 16 décembre en vue du règlement futur du régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

En conséquence, le Département politique a estimé devoir, d'entente avec le Département de l'Economie publique, fixer les instructions à remettre aux délégués. Il s'est inspiré des réserves formulées par le Département susmentionné, notamment en ce qui a trait à l'entrée des produits manufacturés des zones en Suisse et au maintien du cordon douanier.

Aux termes des instructions, les délégués devront considérer les zones comme un tout intangible représentant la contre-partie pour la concession de la réciprocité des échanges accordée aux habitants des zones.

Cette réciprocité ne sera possible que moyennant un contrôle strict de l'entrée des produits des zones en Suisse, tel qu'il est prévu dans l'acte additionnel annexé à la proposition. Conformément au désir exprimé par M. le Chef du Département de l'Economie publique, les délégués ne sont pas autorisés dans cette première rencontre avec les représentants français à consentir des concessions pour l'entrée des produits manufacturés telle qu'elle est prévue aux lettres c et d de l'article 2 de l'acte additionnel.

En ce qui concerne les produits agricoles, les délégués seront autorisés à accorder l'admission non contingentée de tous ces produits sauf pour les vins. Pour tenir compte des craintes exprimées par les cantons de Vaud et Valais, l'importation du vin des zones devra être limitée à un contingent à fixer.

Les représentants suisses seront irréductibles sur le principe de la libre entrée de tous les produits venant de Suisse dans les zones. La commission consultative suisse avait admis à l'extrême rigueur la concession d'un cordon français purement administratif qui aurait été autorisé à arrêter à la frontière politique l'exportation de Suisse en zones des marchandises réputées ennemies. Cette disposition avait fait l'objet de la déclaration annexe primitivement jointe au projet de convention suisse. Pour des raisons tactiques, M. Schulthess a proposé de ne pas faire usage dans la première entrevue avec les délégués français de cette déclaration et de laisser à la partie adverse le soin de formuler sur ce point des propositions qui pourront être prises ad referendum par les délégués suisses pour être

---

1. *Le siège de feu le Conseiller fédéral E. Müller est toujours vacant; J. Käppeli, Directeur de l'Office fédéral de l'Alimentation, assistait à la séance.*
2. *Non reproduite, cf.* E 1004 1/273 *n°* 4033.

soumises au Conseil fédéral à la suite d'une première conférence, dans laquelle il est permis de voir une simple prise de contact entre les deux délégations.

Le Département politique, enfin, d'accord avec le Département de l'Economie publique, admet que la convention proposée doit être envisagée comme un simple modus vivendi à courte durée qui permettra d'éprouver la valeur du régime nouveau proposé par les autorités suisses.

Conformément à la proposition du Département politique

il *est décidé:*

d'approuver le projet d'instructions devant être remis aux délégués de la Confédération à Paris.

186

E 2200 Paris 1/1554

Le Ministère des Affaires étrangères de la République française à la Légation de Suisse à Paris

N Canaux latéraux du Rhin Paris, 8 décembre 1919

Par sa note du 15 novembre[1] la Légation de Suisse a bien voulu faire connaître au Gouvernement de la République que le Gouvernement fédéral croit savoir que l'on envisagerait en Alsace la possibilité d'établir une usine à Kembs qui serait alimentée par un canal de dérivation dont les eaux empruntées au Rhin, ainsi que l'élargissement éventuel du canal de Huningue.

Ces travaux seraient, dans l'opinion de la Légation de Suisse, de nature à nuire aux droits de navigation internationale de la Suisse et à sa libre communication avec la mer. Le Gouvernement fédéral exprimait en conséquence le désir d'être rassuré sur ce point.

M. Clemenceau s'empresse de faire connaître à M. Dunant qu'en effet, la France se fondant sur l'article 358 A du Traité de Paix, envisage la construction d'un canal de dérivation à établir par sections successives le long du Rhin entre Bâle et Strasbourg.

Ce canal dont l'objet est de fournir à la France l'énergie hydro-électrique qui lui est indispensable pour le fonctionnement et le développement de son industrie, sera étudié de manière à donner à la navigation toutes les facilités auxquelles elle a droit et à ne pas porter atteinte par conséquent aux droits de la navigation internationale.

S'il fallait au Gouvernement suisse une autre garantie du souci complet que la France a toujours manifesté de respecter les droits internationaux de ses voisins, autre que son désir amical de ne pas prendre de mesures susceptibles de causer à la Suisse une gêne économique, le Gouvernement fédéral la trouverait dans le fait que, conformément à l'article 358 du Traité de Paix, les projets de ce genre

1. *Cf. n° 152.*

doivent être communiqués à la Commission Centrale du Rhin, dans laquelle, en vertu du Traité de Paix lui-même, la Suisse est maintenant représentée.

M. Clemenceau se plaît à espérer que ces explications paraîtront satisfaisantes au Gouvernement fédéral.

187

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L C.41/III. Bruxelles, 8 décembre 1919

Je m'empresse de vous accuser réception de votre honorée du 4 décembre[1] qui s'est probablement croisée avec celle que j'ai écrite le 2 décembre[2] à M. Stucki et dans laquelle je lui communiquais l'état de la question du charbon. Comme je le lui disais, le Ministre des Affaires économiques ayant créé un comité de répartition du charbon dont il attend le rapport avant de prendre aucune décision, M. Jaspar m'a prié d'attendre une dizaine de jours avant de venir lui reparler du renouvellement de l'accord. Entre temps, l'opinion publique et la presse continuent de protester journellement contre les exportations de charbon à l'étranger, en présence de la crise très aiguë que traverse le pays lui-même, de telle sorte que le ministre, qui vient d'être maintenu à son poste mais qui a été furieusement attaqué par le monde industriel sur cette question, demeure très prudent, même craintif.

M. Stucki, dans sa lettre, me laisse entendre que vu la situation financière difficile de la Suisse, il ne faut pas trop compter sur le renouvellement du crédit. Je lui ai écrit que d'après une conversation de M. Jaspar avec M. Ador, la Belgique n'avait pas l'air de tenir beaucoup à ce crédit, mais depuis lors, j'ai su que la Banque Nationale de Belgique était intervenue et maintenait, elle, catégoriquement, la condition.

Dans ces conditions, tout en reconnaissant avec vous l'extrême prudence qui s'impose pour Anvers, vis-à-vis de la Hollande, je crains qu'il ne me soit très difficile d'obtenir outre la suppression du crédit l'abrogation de l'article 2 que vous demandez. Je suis absolument de votre avis qu'en pratique cette clause ne sert pas à grand-chose, puisque ce seront toujours les conditions de frêt et de rapidité de déchargement qui dicteront à la Suisse le choix de ses ports de ravitaillement. Néanmoins, vous n'ignorez pas que les Belges et le Gouvernement Belge sont d'une susceptibilité aiguë sur le chapitre d'Anvers, que ce point constitue l'âme des rapports belgo-suisses. Voulons-nous avoir le concours assuré de la Belgique dans la question de l'internationalisation du Rhin, contre la France et ses projets de canal de Strasbourg à Bâle, il est indispensable, qu'en principe du moins, nous

1. *Cf. n° 177.*
2. *Non reproduite.*

favorisions Anvers, et que nous le disions aux Belges. Si nous retirons cette clause (qui, je le répète, a peu de portée pratique) nous perdrons, j'en suis persuadé, les bonnes dispositions témoignées jusqu'ici et cela sera d'un très mauvais effet.

L'attention de la Hollande n'eût pas été éveillée, si on n'eut pas donné de publicité à notre accord, comme on l'a fait autrefois pour les accords germano-suisses de 1916–1917 dont on s'est borné à publier un résumé. Je regrette pour ma part vivement la publication de l'accord belgo-suisse, qui m'a valu également ici des représentations de la Légation des Pays-Bas. Je me suis efforcé de calmer celle-ci et je crois y avoir réussi.

Je ne manquerai pas de suivre de très près la politique charbonnière belge qui conditionne rigoureusement les possibilités d'exportation et je m'efforcerai de déterminer d'ici à une quinzaine de jours les chances que nous avons soit d'obtenir la continuation des exportations soit leur augmentation (ce qui me paraît très douteux).[3]

3. *Pour la suite, cf. n° 193.*

188

E 2200 Wien 10/2

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 97

Wien, 9. Dezember 1919
(Ankunft: 10. Dezember)

Votre 34.[1] Communiqué du Conseil fédéral du 6 décembre a été assez vivement critiqué par presse comme contenant contradiction en ce sens que la non intervention assurée dans première partie ne concorderait pas avec promesse d'appui éventuel auprès du Conseil supérieur ou de Ligue des Nations. Certains journaux, par exemple Freie Presse, ont parlé de duplicité et d'abandon par la Suisse de sa politique de neutralité. Journaux agitent aussi spectre de revendication italienne et française. Mauvaise humeur évidente à l'égard de la Suisse. Chrétiens-sociaux de province semblent appuyer mouvement séparatiste du Vorarlberg pour arriver à faire tomber Gouvernement actuel de Vienne et au besoin amener rattachement des provinces à l'Allemagne, tandis que chrétiens-sociaux de Vienne sont plus réservés par crainte du bolchevisme tant que la Volkswehr existe.[2]

1. *Ce télégramme donnait au Ministre Bourcart l'instruction de s'en référer au communiqué du Conseil fédéral du 6 décembre (cf. n° 179 note 3) pour sa prise de position.*

2. *Le même jour, Bourcart télégraphiait à Berne (T. n° 98):* Im Anschluss an mein Telegramm No. 97 teile ich Ihnen mit, dass man in diplomatischen Kreisen das Communiqué des Bundesrates als nicht bestimmt genug betrachtet in bezug auf Nichtintervention. Allizé ist bestimmt gegen den Anschluss Vorarlbergs an die Schweiz, da er darin die erste Übertretung der Friedensverträge sieht; aber er versichert, dass man ebensowenig den Anschluss an Deutschland dulden

werde und dass, wenn entgegen aller Voraussicht der Anschluss zustande kommen sollte, Vorarlberg zur Schweiz kommen würde. Es wäre interessant zu wissen, ob Sie Nachrichten haben, nach welchen die österreichische Regierung, trotz ihres Ableugnens, Vorarlberg ermutigt hätte, sich Deutschland anzuschliessen. Aus bester Quelle, aber streng vertraulich, auch gegenüber Beck, erfahre ich, dass die österreichische Regierung den Fürsten von Liechtenstein gebeten hat, im Vorarlberg durch politische Persönlichkeiten, durch die Presse und mit Geld gegen den Anschluss an die Schweiz Propaganda zu machen. Liechtenstein hat bestimmt abgelehnt. Renner reist heute abend mit dem Ententezug nach Paris und hofft anfangs nächster Woche zurück zu sein. Er erklärt, dass er sich einzig und allein mit Krediten und mit Versorgung Österreichs befassen werde, aber er wird sicherlich Vorarlberg nicht vergessen. (E 2001 (B) 3/10).

189

E 2001 (B) 8/8

Le Jurisconsulte du Département politique, M. Huber, au Chef du Département politique, F. Calonder

L Zürich, 9. Dezember 1919

Ich erlaube mir noch, die bereits mündlich Herrn Dr. Rüegger mitgeteilten Überlegungen hier nochmals zusammenzufassen:

1. Der ursprüngliche Zweck der Reise des Herrn Rappard war Aufklärung über die Sitzfrage. Diese Aufklärung ist z.T. inzwischen durch die englische Note[1] erfolgt. Es könnte sich, da auch Polk verreist ist, nur noch darum handeln zu erforschen, welches die Stellungnahme des Generalsekretariates des Bundes ist. Ob es sich verlohnt, deswegen allein Herrn Rappard nach London zu schicken?[2]

2. Dagegen ist nun durch die britische Note eine andere wichtige Frage aufgetaucht: Die Rechtskraft der auf Grund des Bundesbeschlusses innerhalb der 2 Monate abzugebenden Erklärung.

Eines scheint mir staatsrechtlich und innenpolitisch ausgeschlossen: Die Abgabe einer *unmittelbar verbindlichen* Erklärung vor der Volksabstimmung. Das Volks- und Ständereferendum hat suspensive Wirkung für den Bundesbeschluss. Auch würde ein wenn auch nur vorübergehender Beitritt die Opposition sehr verstärken. Zudem ist es ja nicht einmal sicher, ob die — wie es scheint — britische Auffassung, dass bei negativem Volksentscheid sofortiger Rücktritt bewilligt werden sollte, allgemein anerkannt wird.

3. Die wichtigste Aufgabe der Mission Rappard wird jetzt sein, der britischen Regierung, wenn möglich auch einflussreichen Amerikanern und Sir Eric Drummond, verständlich zu machen, dass vor der Volksabstimmung eine sofort bindende Erklärung unmöglich ist und dass aus rechtlichen u. politischen Gründen (vide Note an die Signatarstaaten des Völkerbundes)[3] eine Abstimmung nicht sicher innerhalb der zwei Monate erfolgen kann.

---

1. *Cf. n° 180.*
2. *Cf. n° 181.*
3. *Cf. n° 180.*

Was die Schweiz zu erhalten trachten muss, ist die Zusicherung, dass eine Erklärung unter Vorbehalt des Volksentscheides, aber innerhalb der 2 Monate, uns das *Recht auf Beitritt als urspr. Mitglied* sichert. Wir beanspruchen vor der Volksentscheidung weder die Mitgliedschaftsrechte noch übernehmen wir Pflichten. Praktisch kommt es auf eine Erstreckung der 2-Monate-Frist heraus.

4. Die ganze Sache wird dadurch erschwert, dass die Volksabstimmung bedingt ist durch den Beitritt der 5 Mächte. Aus diesem Grunde kann es möglich werden, dass die Volksabstimmung auf unbestimmte Zeit hinausgeschoben werden müsste. Das wird der Völkerbund u. namentlich dessen Sekretariat nicht acceptieren. In diesem Falle bliebe nichts anderes übrig als die Bundesversammlung von neuem in ausserordentl. Session einzuberufen, damit sie darüber entscheide, ob sie, durch Festhalten an der 5-Mächteklausel, den Sitz und eventuell das Recht auf Beitritt als urspr. Mitglied aufs Spiel setzen will.

M.E. sollte man diese Möglichkeit einer erneuten Beschlussfassung auch in den Besprechungen des Herrn Rappard zum Ausdruck bringen, denn es kann dem Völkerbund nicht zugemutet werden, dass er uns ein Warterecht von ganz unbestimmter Dauer einräume. Durch die 5-Mächte-Klausel werden wir möglicherweise in eine Lage kommen, wo wir zwischen ursprüngl. Mitgliedschaft und erst nachträglichem Beitritt wählen müssen – oder dann den Standpunkt der brit. Note nachträglich uns anzueignen haben.

6. Es scheint mir übrigens, dass auch dann, wenn wir die englische Auffassung über den Beitritt acceptieren könnten, d. h. *bis auf weiteres beitreten* würden, die Sitzfrage doch wieder akut würde. Denn man wird den Sitz doch nicht definitiv nach Genf verlegen, wenn damit zu rechnen ist, dass die Schweiz wegen eines negativen Volksentscheides vorzeitig austreten könnte.

Ich komme immer mehr zu der Überzeugung, dass wir nur *durch einen nicht weit über 2 Monate hinausreichenden Volksentscheid* den Sitz uns erhalten können. Ist diese Beschleunigung wegen U.S.A. oder aus Rücksichten der Abstimmungstaktik nicht möglich, so muss unsere Politik darauf ausgehen, dass von dem Völkerbundssitz alles abgetrennt wird, was sich ohne wesentliche Störung abtrennen lässt (Gericht, Arbeitsamt, internat. Bureaux etc.), um es uns, ev. noch Holland zuzuteilen.

190

E 2200 Wien 10/3

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart,
au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L TS

Wien, 10. Dezember 1919

Unter Bezugnahme auf mein gestriges Telegramm[1] beehre ich mich, Ihnen beiliegend ein Communiqué der Liechtensteinischen Gesandtschaft zu übermitteln, welches über die schwebenden Unterhandlungen betr. die Zoll-, Post-,

1. *Non reproduit.*

Eisenbahn- und Gerichts-Verhältnisse zwischen Liechtenstein und Österreich Aufschluss gibt.

Obschon ich keine direkten Anhaltspunkte dafür besitze, habe ich doch den Eindruck, dass man sich in Wien gegenwärtig dem Fürsten von Liechtenstein gegenüber entgegenkommend zeigen will, um ihn, des schlechten Beispiels für Vorarlberg wegen, von einer zu engen Annäherung an die Schweiz abzuhalten. Es würde mich gar nicht wundern, und der Ihnen gestern vertraulich mitgeteilte Vorfall[2] bestärkt mich in dieser Ansicht, wenn man dem Fürsten und seiner Familie wenn nicht Garantien für die Aufrechterhaltung der Monarchie in ihrem Ländchen, so doch beruhigende Zusicherungen in bezug auf republikanische und sozialistische Propaganda geben würde und sie, unter Hinweis auf das Beispiel von Neuenburg, auf die Gefahr näherer Beziehungen zur Schweiz aufmerksam machen sollte. Wegen der Lage des Fürstentums und der grossen finanziellen Mittel, über die der Fürst verfügt, wäre es daher angeraten, wenn unsere Presse bei der jetzigen Konjunktur nicht mit den, wie ich höre, wenig zahlreichen Republikanern des Ländchens liebäugeln würde.

Dem Fürsten und seiner Familie ist an dem Souveränentum aus guten Gründen sehr viel gelegen; selbstverständlich nicht wegen der demselben innewohnenden Macht, sondern weil die grossen Güter, die der Fürst namentlich in Böhmen besitzt, ihm, wenn er ein fremder Monarch ist, voraussichtlich belassen werden, während sie, wenn er ein aristokratischer und zudem ein österreichischer Grossgrundbesitzer wie ein anderer wäre, Gefahr liefen, enteignet und verteilt zu werden. Ich füge bei, dass obige Bemerkungen mir keineswegs vom liechtensteinischen Gesandten nahegelegt worden sind; er hat den Gegenstand in unsern Konversationen niemals auch nur berührt.

---

2. *Cf. n° 180, note 2.*

191

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 11 décembre 1919[1]

4239. Rapports avec les Etats neutres

Département politique (Affaires étrangères)
Verbalement

M. le Conseiller fédéral Calonder fait part de l'intention qu'aurait son département d'établir des relations serrées et plus suivies avec les Etats neutres. De nombreuses questions, telles que celles de la navigation fluviale et aérienne, des bureaux internationaux, etc., demandent à être traitées d'un commun accord entre neutres. Il ne s'agirait pas de prendre des arrangements diplomatiques,

---

1. *Le siège de feu le Conseiller fédéral E. Müller est toujours vacant.*

mais seulement d'établir un contact plus étroit pour examiner les questions d'intérêt commun.

Il est pris note de cette communication et l'affaire est renvoyée pour préconsultation à la Délégation des Affaires étrangères.[2]

4240. Société des Nations. Délégation de M. Rappard à Londres [3]

Département politique (Affaires étrangères)
Verbalement

Le Chef du Département politique expose l'état de cette affaire. D'après un aide-mémoire[4] qu'il vient de recevoir, l'opinion anglaise serait favorable à l'adhésion de la Suisse sous la réserve de la votation populaire. La question qui se pose est de savoir si, dans l'intervalle entre notre déclaration d'adhésion et la votation qui la rendra définitive, nous aurons la qualité de membres originaires, en d'autres termes si la réserve de la votation populaire constituera une condition suspensive, ou résolutive. L'orateur penche vers la première solution. Il fait observer encore que les Chambres ont fait dépendre l'adhésion de la Suisse de celle de l'Amérique et se demande si, dans le cas où on considérerait la réserve de la votation populaire comme condition résolutive, et où l'adhésion ne serait pas ratifiée par le peuple, nous demeurerions liés par notre adhésion pour le terme de deux ans *[mois]*. Dans les conditions actuelles, il serait peut-être préférable de ne pas envoyer M. Rappard à Londres.

Dans la discussion qui suit, M. le Président Ador, appuyé par M. le vice-président Motta, exprime, à l'encontre du préopinant, l'avis que la réserve de la votation populaire constitue une condition résolutive. Il ajoute que la mission de M. Rappard à Londres n'est pas de sonder le Gouvernement anglais sur ce point, mais bien sur ses dispositions au sujet du transfert du siège de la Société des Nations à Bruxelles. A son avis et selon ses informations, ce transfert ne serait pas dans les intentions des alliés, mais c'est le Secrétaire général M. E. Drummond qui revendiquerait la faculté d'établir ses services provisoires où il lui plairait.

M. le Conseiller fédéral Schulthess fait encore observer qu'il y aura lieu pour la Suisse d'utiliser entièrement le délai de deux mois et d'attendre à la dernière heure pour adhérer, afin de conserver sa liberté d'action au cas où les Etats-Unis n'auraient pas ratifié le Traité dans ce délai.

---

2. *Dans sa séance du 22 mars 1920, la Délégation traita de la question sans résultat:* Au sujet de *l'entente entre les Puissances neutres* M. Huber lit un mémoire *[...]* et ajoute quelques mots sur la communication verbale très confidentielle faite à M. Carlin par le Ministre de Suède à La Haye *[...]*. M. Motta insiste sur l'opportunité d'une entente entre certains neutres (Etats du Nord, Pays-Bas, Suisse) au sujet de certaines questions relatives à la Société des Nations, telle celle de la représentation des Etats secondaires au Conseil. — Il y a aussi la question de l'accession de l'Allemagne et de l'Autriche. — Faudrait-il agir?

On constate un accord de principe, mais l'on admet qu'il est trop tôt pour passer à l'action. (E 9500.183).

3. *Sur le même sujet, cf. aussi n° 180.*

4. *Cf. n° 181.*

M. le Conseiller fédéral Calonder se réserve d'étudier encore les questions soulevées.

M. le professeur Rappard sera envoyé, à Londres, avec la mission unique de sonder les cercles anglais compétents sur la question du transfert du siège de la Société des Nations.

4247. Reconnaissance de la Latvia (Livonie)

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 1er décembre 1919

Le Département politique a reçu du Ministre des Affaires étrangères de la Latvia, à Riga, le télégramme suivant:

«N'ayant rien de plus à cœur que d'établir des relations d'amitié et de bonne intelligence entre la libre République suisse et la Latvia qui s'est proclamée République libre et indépendante, le Ministère des Affaires étrangères de Latvia se permet d'adresser à Votre Excellence la demande de bien vouloir lui faire savoir si le Gouvernement suisse serait disposé à accepter en qualité de représentant diplomatique de Latvia auprès du Gouvernement suisse le citoyen latvien membre de la délégation lettone à la Conférence de la Paix, M. Jean Seskis. En cas d'une réponse favorable, M. Seskis serait heureux de présenter à Votre Excellence ses pouvoirs dans un avenir rapproché. Ministre Affaires étrangères Mejerowics.»

La Latvia ne paraît en tout cas pas présenter des garanties de stabilité permettant de la reconnaître. Il n'est point certain que cette République se constitue seule ou se groupe en une fédération avec l'Esthonie et la Lithuanie, de sorte qu'il ne saurait être encore question d'envisager sa reconnaissance.

Beaucoup de pays non reconnus entretiennent chez nous des représentants officieux, et le Département politique n'a pas manqué d'examiner cette éventualité. Mais la Latvia est un pays limitrophe du bolchevisme et une mission qui en viendrait risquerait d'être contaminée ou de servir d'intermédiaire à des éléments indésirables. Le Département s'est renseigné auprès de ses Légations à Madrid, Londres, Rome, Bruxelles, La Haye et Vienne, pour savoir si des missions officieuses de la Latvia existaient dans ces pays. Les réponses d'Italie, de Belgique, des Pays-Bas, d'Espagne et de Hollande sont négatives: il n'y a pas de représentation de facto dans ces pays; en Grande-Bretagne, il existe un représentant et la Latvia est reconnue comme existant de facto.

Cette situation spéciale faite à l'Esthonie et à la Latvia en Grande-Bretagne provient en partie du fait que la flotte anglaise croise dans la Baltique; nous n'avons pas les mêmes raisons que l'Angleterre pour agir de la sorte et il paraît préférable de conformer notre attitude à celle des autres neutres.

Dans ces circonstances, le Département politique ne croit pas indiqué d'accueillir encore une mission de la Latvia.

Sur sa proposition, il est *décidé:*

Il sera répondu au Ministre des Affaires étrangères à Riga que le Département politique exprime ses plus vifs remerciements pour la communication qui lui a été

adressée, qu'il forme des vœux pour l'avenir du peuple de la Latvia, qu'il n'est malheureusement pas à même d'envisager encore la question d'une représentation diplomatique, mais qu'il se réserve d'examiner ce point dans l'esprit le plus amical dès que les circonstances le permettront.[5]

5. *Dans une note du 11 décembre 1919, le Ministre des Affaires étrangères de Latvia proposait du reste au Gouvernement fédéral: [...]* de conclure des conventions consulaires, commerciales et sur les diverses questions du droit international privé, entre la Latvia et la Suisse. En cas où le Gouvernement de la République suisse donnerait son consentement à la conclusion des dites conventions, le Gouvernement latvien proposerait de prendre pour base les conventions analogues conclues en son temps entre le Gouvernement de l'ancien Empire russe d'une part, et les Gouvernements de Suisse, France et d'autres pays de l'autre. (E 2001 (B) 1/14).

192

E 2001 (B) 1/14

La Légation de Suisse à Londres à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 18

London, 11. Dezember 1919
(*Reçu:* 12 décembre)

Die Gesandtschaft erfährt, dass infolge von neuen in der Vorarlberger Frage eingetretenen Vorkommnissen und angesichts von Russells Bericht über seine Unterredung mit Herrn Bundesrat Calonder zwei Sektionen des Völkerbundes sich dieser Tage mit dem Vorarlberg beschäftigt haben und zwar sowohl die für den Schutz der Minoritäten und die juristische. Letztere Sektion zieht den Schluss[1], dass, wenn Ereignisse vor der Ratifizierung des Friedensvertrages eintreten, die Entscheidung auch dem obersten Rat zukommen würde, da der Völkerbund noch nicht konstituiert sein würde. Dieser könnte nach der Ratifizierung nur dann einschreiten und eine Entscheidung treffen, wenn die Frage ihm (von England?) *[oder]* einer dem Völkerbund affilierten Regierung vorgelegt würde. Wenn die Frage ihm direkt von der Regierung Vorarlbergs oder durch eine Volkspetition unterbreitet würde, würde das Sekretariat sie dem Conseil exécutif weiterleiten und dieser könnte sich damit beschäftigen, würde aber in keinem Artikel des Völkerbundsvertrages oder der Friedensverträge das Recht finden, einen Entschluss zu fassen, der Österreich aufgezwungen werden könnte.

1. *Cf. Mémoire de la section juridique de la SdN, reproduit en annexe.*

ANNEXE

E 2001 (B) 8/27

MÉMOIRE DE LA SECTION JURIDIQUE SUR LE VORARLBERG

Londres, sans date

En dépit de l'article 27 du Traité de Saint-Germain, quelques personnes ne considèrent pas la question du Vorarlberg comme définitivement tranchée. Cela vient de ce que la discussion du Conseil Suprême à ce sujet a été hâtive et superficielle. Malgré la proposition des délégués anglais et américains tendant à l'insertion dans le Traité d'une clause prévoyant que *si le peuple du Vorarlberg devait exprimer le désir de se rattacher à la Suisse et que celle-ci manifeste le désir de recevoir cette province dans la Confédération, l'Autriche s'engagerait à accepter la solution que proposerait le Conseil de la Société des Nations* il fut décidé *de ne pas mentionner le Vorarlberg dans le Traité et de laisser la question entièrement ouverte.* (Les passages en italique sont extraits des protocoles du Conseil Suprême.)

La Paix de Saint-Germain fait du Vorarlberg une partie du territoire autrichien, inaliénable aux termes de l'article 88 dudit Traité.

A. Si le Vorarlberg se déclare indépendant *de facto,* avant la ratification du Traité de St-Germain, la question appartient au Conseil Suprême et ne regarde pas la Société des Nations.

Si le Vorarlberg se proclame indépendant après la mise en vigueur dudit Traité, son indépendance devra, pour avoir force de droit, être reconnue par les Puissances et par l'Autriche, et celle-ci ne pourra, aux termes de l'article 88 donner son consentement qu'avec l'autorisation de la Société des Nations. Si en effet l'aliénation d'un territoire ne devait pas être considéré comme une aliénation d'indépendance, il serait possible à l'Autriche de se dissoudre par morceaux. Le Conseil de la Société des Nations ne pourrait prendre en ce cas aucune initiative. Il serait simplement appelé à autoriser l'Autriche lorsque celle-ci le lui demanderait, à reconnaître l'indépendance du Vorarlberg.

Il en serait exactement de même si l'Autriche cédait purement et simplement le Vorarlberg à la Suisse.

B. Si, le Traité étant ratifié, mais en dehors de l'agrément du Gouvernement autrichien, la demande est faite à la Ligue de modifier le Traité en conformité des vues de la population du Vorarlberg et du Gouvernement suisse, que peut faire la Ligue? En vertu de l'article 19 du Pacte, et dans la supposition que la question du Vorarlberg aurait pris une tournure de nature à mettre en danger la paix, la Société des Nations pourrait émettre un avis public, d'un grand poids moral, à vrai dire, mais sans valeur obligatoire. En dehors de l'article 19, le Conseil ou l'Assemblée pourrait se baser sur l'article IV, § 4 ou l'article III, § 3 pour offrir sa médiation ou des suggestions. D'ailleurs, si les choses en étaient au point de mettre la paix directement en danger, il ne serait pas nécessaire d'invoquer ces articles car le Conseil ou l'Assemblée pourraient certainement se saisir de la question, de leur propre initiative sur la base de l'article XI, § 1, et chacun de leurs membres pourrait les en saisir sur la base de l'article XI, § 2.

Si la question prend le caractère d'une dispute, de nature à conduire à une rupture, et impropre à l'arbitrage, le Conseil pourrait faire des recommandations sur la base de l'article 15. Ces recommandations n'auraient d'ailleurs qu'une autorité morale, à moins qu'elles ne soient unanimement acceptées. Auquel cas il est interdit aux membres de faire la guerre avec la Puissance qui les admet.

En résumé, la Société des Nations ne peut pas résoudre d'elle-même la question du Vorarlberg; mais elle peut prendre l'initiative d'un règlement et coopérer à le faire accepter. Quant à l'application de l'article 15, le Vorarlberg ne saurait l'invoquer de lui-même, la Suisse seule le pourrait.

193

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey

Copie
L P.94/GB. Accord relatif aux charbons Berne, 11 décembre 1919

Votre lettre du 8 décembre[1] vient de nous arriver. Nous avons l'honneur d'y répondre comme suit:

Le texte de l'accord conclu entre la Suisse et la Belgique relativement aux charbons n'a pas été publié, mais la presse n'a reçu que des renseignements oraux sur son contenu. A l'occasion de cette conférence, on constata qu'un journaliste de la Suisse romande avait déjà connaissance de la clause concernant l'utilisation du port d'Anvers.[2] Ce journaliste aura très probablement puisé cette information à une source belge. Il va sans dire que nous n'aurions pas rendu publique cette stipulation; nous regrettons autant que vous-même qu'elle soit parvenue à la connaissance d'un tiers.

Nous comprenons parfaitement qu'il soit difficile d'obtenir, lors du renouvellement de l'accord, l'abrogation de l'article 2 et que le Gouvernement belge soit très sensible sur ce point.

Vos observations touchant le concours de la Belgique dans les questions se rapportant à la navigation sur le Rhin répondent absolument à notre manière de voir. D'autre part, on ne saurait méconnaître que les mêmes considérations s'appliquent à nos rapports avec la Hollande.

Ce pays, tout comme la Belgique et nous-mêmes, est intéressé à la solution de la question de la navigation sur le Rhin. Pendant toute la durée de la guerre, les relations économiques entre la Suisse et la Hollande ont toujours été très agréables. Le Gouvernement hollandais prétend, et non pas à tort, que la Suisse ne saurait traiter la Hollande moins favorablement que la Belgique et que le renouvellement de la clause touchant le port d'Anvers ne serait pas compris en Hollande. Nous nous trouvons donc dans une situation quelque peu délicate et nous devons agir avec beaucoup de prudence pour éviter du mécontentement de part et d'autre. Or, cela ne sera pas possible, pour autant qu'il s'agit de la Hollande, si nous maintenons l'article 2 de l'accord avec la Belgique. Nous nous sommes aussi entretenus de cette question avec M. Lucien Cramer du Département politique qui, comme vous le savez, s'occupe spécialement du problème de la navigation rhénane. M. Cramer est du même avis que nous.

Nous ne doutons pas qu'il vous soit possible d'amener le Gouvernement belge à renoncer au maintien de l'article 2, en lui exposant que, par principe, nous ne pouvons nous lier à aucun port déterminé, mais que nous cherchons à revenir aux conditions normales, c'est-à-dire à nous régler uniquement sur les conditions de transport, telles qu'elles résultent de la libre concurrence. Faites observer qu'évi-

1. *Cf. n° 187.*
2. *Sur cette question, cf. n^os 84, 151, 177.*

demment nous continuerons volontiers à utiliser le port d'Anvers, dès que les conditions de transport nous le permettront et que, dès lors, le Gouvernement belge n'a aucun intérêt pratique au maintien de la clause.

L'importance que les transports suisses offrent actuellement n'est du reste pas appelée à durer, car elle dérive, pour une bonne part, des circonstances extraordinaires créées par la guerre. Cela s'applique spécialement à nos transports de charbon. Ces derniers n'entreront plus en ligne de compte, lorsque nous ne serons plus obligés d'importer du charbon d'Amérique, mais que nous pourrons du nouveau nous adresser à nos fournisseurs normaux: l'Allemagne, la France et la Belgique, et renoncer au monopole des charbons. Nous espérons que cela sera le cas dans un délai relativement court. De même, après l'abolition du monopole des céréales et du sucre, le transport de ces denrées ne se fera plus, comme maintenant sur des bateaux exclusivement affrêtés et chargés pour la Suisse, mais elles pourront arriver dans les ports européens, en de nombreux envois partiels, avec des marchandises destinées à d'autres pays. Une fois ces marchandises en Europe, il arrivera fréquemment qu'on ne saura pas du tout si elles sont destinées au ravitaillement de la Suisse ou d'autres pays. Pour parler au sens figuré, le fleuve actuel des marchandises d'importation suisses se décomposera en un nombre illimité de petits ruisseaux, de sorte qu'on ne pourra bientôt plus parler d'un trafic suisse dans sa forme actuelle. Il sera utile d'attirer, aujourd'hui déjà, l'attention du Gouvernement belge sur cette évolution, qui ne constituera que le retour à des conditions normales.

Pour ce qui est du crédit, nous réservons encore notre décision définitive. Il n'est pas impossible que nous fassions sur ce point des concessions à la Belgique, si cela est absolument nécessaire.

P.S. Nous avons discuté de l'affaire avec M. le Conseiller fédéral Calonder, qui partage notre manière de voir.

194

J.I. 149 1977/135/74

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Professeur W.E. Rappard

L Berne, 12 décembre 1919

Permettez-moi de vous exprimer tout d'abord mes vifs remerciements d'avoir répondu avec tant de dévouement à l'appel que j'étais obligé, encore une fois, de faire à vos services, en vous chargeant d'une nouvelle mission à l'étranger. Je suis persuadé que vos démarches auront pour résultat d'éclairer certains points, à l'heure qu'il est encore obscurs, dans les relations de notre pays avec la Société des Nations.

A réception de votre lettre du 8 de ce mois[1], dans laquelle vous avez bien voulu

1. *Non reproduite, cf.* E 2001 (B) 8/8.

esquisser vos vues sur ce qui concerne les buts de votre voyage à Londres, je n'ai pas manqué de faire part au Conseil fédéral[2] de votre désir de recevoir des instructions précises, ainsi que de la direction que vous proposiez qu'on leur donnât. Le Conseil était cependant de l'avis qu'il ne pourrait présenter aucun avantage d'insister au moment actuel sur les difficultés qu'implique la question de la votation populaire en Suisse. En conséquence, votre mission consistera surtout, ainsi que vous le verrez par le texte des instructions ci-annexé, à recueillir des informations au sujet de la fixation du siège de la Société des Nations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir examiner ces propositions au cours des prochains jours et de me faire connaître vos observations à leur égard.

En vue de mettre au clair toutes les questions qui pourront encore s'élever, j'ai songé qu'il serait utile de fixer avant votre départ et de préférence *dimanche matin,* une conférence entre vous, M. le Professeur Huber et moi. Je vous serais infiniment obligé de me faire connaître le plus tôt possible si vous pouvez vous arranger pour être à Berne ce jour-là.

ANNEXE

La mission de M.le Professeur Rappard à Londres, aurait uniquement pour but d'élucider la question de l'établissement du siège de la Société des Nations.

M. Rappard serait, en conséquence, chargé:

a) de s'informer des intentions du Secrétaire Général de la Société des Nations, ainsi que, si possible, de celles des principales Puissances de la Société au sujet de l'établissement *définitif* du siège à Genève;

b) de remercier le Gouvernement britannique, *si l'occasion se présente,* de l'assurance qu'il a donnée au Conseil fédéral par son aide-mémoire du 6 décembre, de ne vouloir soutenir aucune proposition tendant à transférer le siège de Genève tant que la Suisse n'aurait refusé d'accéder à la Société des Nations;

c) de chercher à se renseigner sur la force des tendances qui se manifestent en faveur d'un transfert, à titre provisoire, du siège à Bruxelles;

d) de faire remarquer à Sir Eric Drummond que, par un pareil transfert provisoire, la question de l'établissement définitif des services de la Société serait presque nécessairement préjugé et que cet état de choses pourrait très facilement exercer une influence défavorable sur le vote populaire en Suisse.

Quant à la question de la *votation populaire,* il semble que l'aide-mémoire du Conseil fédéral contient tous les renseignements pouvant être donnés en ce moment.

M. le Professeur Rappard est en conséquence prié de ne pas prendre l'initiative pour discuter cette question. Il est prié de se référer, le cas échéant, à l'aide-mémoire adressé aux Puissances et de ne pas faire des déclarations qui pourraient lier, de quelque manière que ce soit, le Conseil fédéral.[3]

---

2. *Cf. n^os 180, 191.*
3. *Pour le rapport du Professeur Rappard sur cette Mission, Cf. n° 203.*

195

E 2001 (B) 1/14

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Paris, 13 décembre 1919
T n° 55 (*Reçu:* 14 décembre)

Concernant mission Renner à Paris j'apprends au Ministère Affaires étrangères qu'on y est disposé à tout faire pour venir matériellement en aide à Autriche. Quant à Vorarlberg si conférence s'en occuppe, le principe sera de laisser l'Autriche telle qu'on l'a faite à Saint-Germain. Toutefois si Autriche devait se désagréger, on verrait la solution à donner; mais jamais le rattachement à l'Allemagne ne sera permis ni même envisagé et Laroche me dit qu'à cet égard la pensée exprimée dans votre communiqué du 6 décembre[1] concorde pleinement avec opinion du Quai d'Orsay. Plus tard recours à Société Nations toujours loisible, mais si actuellement Conférence Paix laissait une fissure se faire dans le Traité St-Germain, toute l'œuvre s'écroulerait.

1. *Cf. n° 179, note 3.*

196

E 2001 (B) 8/4

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception London, 15. Dezember 1919
T no 80 (*Ankunft:* 16. Dezember)

Streng vertraulich vernehme ich, dass van Hamel, Chef der juristischen Abteilung des Völkerbundes, über die kürzlich erfolgte Abstimmung in den eidg. Räten[1] folgendes Gutachten abgegeben hat:

1. Die Resolution der Bundesversammlung ist ein bedingungsloser Eintritt. Wenn die schweiz. Regierung ihren Entscheid in dieser Fassung mitteilt, wird er als provisorischer Beitritt angenommen werden können.

2. Was den Eingang (préambule) des Dekretes anbetrifft, enthält er keinen unannehmbaren Zusatz zum Vertrag. Er drückt nur aus: a. eine Tatsache, d.h. das Bestehen des Art. 435 des Vertrages; b. eine Hoffnung, d.h. die Zulassung anderer Länder zum Völkerbund; c. die Meinung, laut welcher die schweiz.Neutralität der Fassung des Art. 21 entspricht. Dieser letzte Punkt kann jedoch die andern Liga-Mitglieder nicht binden. Wenn die Schweiz glauben sollte, dass die Annahme dieses Eingangs diese Bedeutung hätte, so wäre sie im Irrtum. Dieser Teil des Eingangs ist eine einseitige Erklärung, welche nur die Schweiz bindet.

1. *Cf. n° 168.*

3. Die Tatsache, dass die Schweiz die Ratifikation des Vertrages durch 5 Mächte abwarten will, bevor sie zur Volksabstimmung schreitet, könnte ihren endgültigen Beitritt sehr verzögern. Es wäre möglich, dass die andern Mitglieder dann dazu kommen, den Beitritt der Schweiz als nicht erfolgt zu betrachten, aber der Ligarat hat für den Augenblick nicht mit dieser Möglichkeit zu rechnen.

4. Es scheint ihm übrigens nicht, dass diese Klausel eine unwiderrufliche Absicht der schweizerischen Regierung ausdrücke.

197

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Goldzölle Berlin, 15. Dezember 1919

Im Anschluss an mein Schreiben vom 3. Dezember[1] übermittle ich Ihnen beigelegt Durchschlag der Antwort des Auswärtigen Amtes auf meine Goldzollnoten, deren Inhalt die Bestätigung meiner bisherigen Mitteilungen darstellt.

Kopien der Note sind direkt der Abteilung für Auswärtiges und der Handelsabteilung Ihres Departementes zugestellt worden.

ANNEXE

Copie
N F.W.3359/115975 Berlin, 11. Dezember 1919

Auf die Verbalnote vom 3. ds. Mts. 1/a 3324/5[2] beehrt sich das Auswärtige Amt folgendes zu erwidern:

Die Schweizerische Gesandtschaft hat es in der Verbalnote vom 25. Oktober d.J. – Nr.314[3] – als einen unerträglichen Zustand bezeichnet, dass die Bestimmung des Gesetzes vom 21. Juli d.J. über die Zahlung der deutschen Zölle in Gold wegen des Widerstandes der Besatzungsbehörden an der deutschen Westgrenze nicht durchgeführt werden könne, während sie an den übrigen Reichsgrenzen voll zur Anwendung komme.

Diesen Ausführungen der Schweizerischen Gesandtschaft kann das Auswärtige Amt nur vollinhaltlich zustimmen.

Die Ungleichheit, die das Verhalten der alliierten und assoziierten Mächte mit sich bringt, hat für die deutsche Wirtschaft eine Schädigung zur Folge gehabt, die sie mit der Gefahr des völligen Zusammenbruches bedrohte. Dass sie auch den Handel mit den neutralen Staaten, insbesondere mit der Schweiz, empfindlich beeinträchtigte, erkennt die Deutsche Regierung vollkommen an.

Nach Ansicht der Deutschen Regierung hat die Weigerung der alliierten und assoziierten Mächte, die Wirksamkeit des Gesetzes vom 21. Juli 1919 anzuerkennen, in den Friedensbedingungen keine rechtliche Grundlage. Dies Verhalten steht nach Auffassung der Deutschen Regie-

1. *Cf. n° 175.*
2. *Cf. n° 175.*
3. *Cf. n° 119.*

rung auch im Widerspruch mit den wirtschaftlichen Interessen der Gegner, weil es die Erfüllung der von Deutschland übernommenen Verpflichtungen aufs schwerste gefährdet.

Die Deutsche Regierung ist seit langem bemüht gewesen, ihren Standpunkt bei den alliierten und assoziierten Mächten zur Geltung zu bringen. Der Stand dieser Verhandlungen liess anfangs November, wie der Schweizerischen Gesandtschaft mündlich mitgeteilt worden ist, die Hoffnung auf eine alsbaldige günstige Entscheidung berechtigt erscheinen.

Da die Schweizerische Regierung, wie das Auswärtige Amt mit Dank anerkennt, die schwierige Lage der Deutschen Regierung nicht verkannte und ferner gegen die Zulässigkeit des Goldaufschlages, wenn er nur von allen ausländischen Staaten gleichmässig verlangt würde, de facto keinen Widerspruch erhoben hatte, glaubte die Deutsche Regierung annehmen zu dürfen, dass die von ihr erhoffte Lösung auch den Wünschen der Schweizerischen Regierung entsprechen würde. Das Auswärtige Amt darf hier einschalten, dass die Deutsche Regierung grundsätzlich der Ansicht ist, dass die in Handelsverträgen eingeräumte Meistbegünstigung den Vertragsstaaten nicht die Berechtigung gibt, gegen die Bestimmung des Gesetzes vom 21. Juli d.J. Einspruch zu erheben. Zur Zeit des Abschlusses des geltenden deutsch-schweizerischen Handelsvertrages waren die deutschen Zollabgaben in der damaligen deutschen Währung, d.h. in Goldwährung zu entrichten. Wenn auch die Zahlung der Abgaben damals in Papiergeld erfolgen konnte, so handelte es sich dabei um solches Papiergeld, das nach den damaligen deutschen Reichsgesetzen jederzeit von der Reichsbank und der ihr nachgeordneten Stellen in Gold eingelöst werden konnte und musste. Tatsächlich war daher zu dieser Zeit der Goldwert für die Höhe der Abgaben entscheidend. Das Gesetz vom 21. Juli d.J. bildet nur einen Ausgleich dafür, dass diese Einlösungspflicht der Reichsbank inzwischen durch die auf dem Kriegszustand beruhende Gesetzgebung aufgehoben ist.

Von einer schriftlichen Mitteilung über den Stand der Angelegenheit glaubte das Auswärtige Amt bisher absehen zu sollen, da die Verhandlungen mit den alliierten und assoziierten Regierungen während des vergangenen Monats deren Entscheidung von Tag zu Tag erwarten liessen.

Leider ist inzwischen in der Haltung der alliierten und assoziierten Mächte eine Änderung eingetreten, so dass das von der Deutschen Regierung erwartete Ergebnis einstweilen nicht erzielt werden konnte.

In der Erkenntnis, dass der unerträgliche Zustand der Ungleichheit der Berechnung der Zollabgaben im Interesse der deutschen Wirtschaft und des Handels mit den neutralen Vertragsstaaten nicht mehr länger für ungewisse Dauer aufrechterhalten werden konnte, hat die Deutsche Regierung vor wenigen Tagen einen Gesetzesentwurf eingebracht, nach dem der Reichsfinanzminister ermächtigt sein soll, das Gesetz vom 21. Juli 1919 vorübergehend ausser Kraft zu setzen. Nachdem dieser Gesetzentwurf in Kraft getreten ist, hat das Reichsfinanzministerium von der Ermächtigung heute Gebrauch gemacht.

Das Auswärtige Amt beehrt sich noch hinzuzufügen, dass das Reichsfinanzministerium auf Grund der gleichen Ermächtigung heute angeordnet hat, dass die nach Artikel 269 Absatz 1 des Friedensvertrages vorgesehenen Vorkriegszölle von heute ab allgemein, also auch den neutralen Vertragsstaaten gegenüber in Anwendung gebracht werden sollen.

198

E 2200 Wien 10/1

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
L TS

Wien, 17. Dezember 1919

Die hiesige Regierung ist nunmehr entschlossen, die bis jetzt noch gemeinschaftlichen liquidierenden Instanzen aufzuheben, und die andern Successions-

staaten sollen ebenfalls auf den Abschluss der Tätigkeit der gemeinschaftlichen liquidierenden Ministerien dringen. Über die Modalitäten der Weiterführung der selbstverständlich noch nicht zu Ende geführten Liquidation ist man einzig noch nicht einig, doch ist vorauszusehen, dass eine Vereinbarung sehr bald getroffen worden sein wird.

Was speziell das liquidierende Ministerium des Äussern betrifft, so soll, höre ich, dasselbe unbedingt auf Ende Dezember aufhören zu existieren, zumal dasselbe beinahe nur noch der alten österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Bern zu Liebe bestehe. Die übrige Liquidation könnte das österreichische Staatsamt für Äusseres als Treuhänder übernehmen. Auch die liquidierende Gesandtschaft in Bern soll nunmehr selbst endgültig aufgehoben werden, und im Staatsamte des Äussern soll das Wort gefallen sein, man werde schon Mittel und Wege finden, die schweizerische Regierung dazu zu bringen, dass sie sich mit dieser Aufhebung zufrieden gebe.

Man soll übrigens im österr. Staatsamte das Ausbleiben unserer Anerkennung von Tag zu Tag unliebsamer empfinden. Schweden, Norwegen, Dänemark, die Niederlande und der Heilige Stuhl haben die Republik Österreich offiziell anerkannt, die Entente durch den Friedensvertrag eigentlich auch.

Andererseits weiss ich, dass die ungarische Regierung es nicht begreifen würde, wenn man noch länger zögern sollte, zu ihr wenigstens in de facto Beziehungen zu treten und einen de facto Vertreter in Bern (vorgeschlagen ist schon längst Baron Bornemisza) anzunehmen, nachdem doch die Entente jetzt das Ministerium Huszar als de facto Regierung anerkannt hat.

Was die offizielle Anerkennung der Republik Österreich anbetrifft, so habe ich mich schon in meinem Berichte vom 9. Oktober[1] des langen und breiten über diese Frage geäussert. Seither ist beinahe die ganze auf Grund des Zuckerabkommens von 1917[2] geschuldete Summe von 42 Millionen durch Österreich abgezahlt worden; es bleiben also nach der Finanz- und steuerpolitischen Seite hin nur noch die Fragen pendent, denen einmal mit der Anerkennungsfrage jeder innere Zusammenhang fehlt und deren Lösung sowieso noch so lange auf sich warten lassen kann, dass es schwer fallen dürfte, auch die Anerkennung so weit hinauszuschieben. Ich bin nämlich nicht davon überzeugt, dass der Druck, den wir in dieser Richtung hin durch Verschiebung der Anerkennung ausüben wollen, wirklich zum Ziele führe; ich befürchte vielmehr, dass diese Verzögerung unsererseits den guten Willen, uns möglichst entgegenzukommen, der entschieden einmal vorhanden war, ungünstig beeinflussen könnte. — Allerdings wird für den Bundesrat in erster Linie der Stand der Vorarlberger-Angelegenheit für die Beurteilung der Anerkennungsfrage massgebend sein. Wenn sich, wie die heutigen Abendblätter melden, der Oberste Rat in Paris wirklich gegen eine Lostrennung Vorarlbergs von Österreich ausgesprochen haben sollte, so wäre die Frage wohl — momentan wenigstens — kaum im Sinne eines Anschlusses an die Schweiz zu lösen. Stimmt diese meine Ansicht mit der Ihrigen überein, so würde ich entschieden anraten, mit der Anerkennung nicht mehr länger zuzuwarten,

---

1. *Cf. n° 106.*
2. *Sur cet accord, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/14–15; *voir aussi n° 126, 142.*

sondern gute Miene mit dem bösen Spiel zu machen, denn ich kann mir nicht denken, dass ein weiterer Aufschub von praktischem Werte sein könnte; es läge dann vielmehr in unserem Interesse, die vorhandene Spannung durch einen «beau geste» aus der Welt zu schaffen.

Ist hingegen die Sache noch nicht so weit, und soll die Vorarlbergerfrage nicht als für die nächste Zeit ausgeschaltet betrachtet werden, so möchte ich doch anraten, auf den weiteren Bestand der liquidierenden Gesandtschaft in Bern nicht zu insistieren und den de facto Gesandtschaften von Österreich und Ungarn die Existenzmöglichkeit zu geben, in dem Sie ihnen Kuriere und das Chiffrieren bewilligen.

Ich mache ausdrücklich darauf aufmerksam, dass ich vorderhand hier auch nur de facto Vertreter bin, und dass man mir, bei allzugrosser Strenge unsererseits, schliesslich gleiche Behandlung wie dem österreichischen Vertreter in Bern angedeihen lassen könnte. Als ein freundlicher Akt würde dies von Seiten des Bundesrates kaum aufgefasst werden. Ich vermag aber in einer solchen Spannung der Beziehungen keinen Vorteil für die Schweiz zu erblicken.

199

J.I. 6 1/4

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique [1]

Geheim Bern, 18. Dezember 1919

I.

1. Die in dieser Aufzeichnung erwähnten Unterredungen vom Juli 1918 fanden ohne Mitwirkung und ohne Wissen des Vorstehers des politischen Departements statt. Ich wurde davon nachträglich von Herrn Minister Sulzer in Kenntnis gesetzt, der mir darüber aus eigenem Antrieb berichtete.

2. Die «Aufzeichnung» enthält folgenden Passus: «Auf eine Anfrage Baron Rombergs über etwaige Friedensaussichten äusserte sich der Gesandte Sulzer dahin, dass er seinen frühern Gedanken einer Unterredung between gentlemen fallen lassen müsse». Auf diese Stelle hat sehr wahrscheinlich folgende Mitteilung Bezug, die Herr Minister Sulzer mir machte: In einer oder mehreren der erwähnten Unterredungen sei Herrn Sulzer nahegelegt worden, eine vertrauliche Besprechung zwecks Anbahnung des Friedens zwischen offiziösen Vertrauensmännern der Parteien zu vermitteln. Es ist mir in diesem Moment nicht gegenwärtig, ob gemeint waren Vertreter der Entente oder Vertreter Amerikas, die mit den Vertretern Deutschlands konfidentiell hätten unterhandeln sollen. Aufgefallen ist mir damals, dass dabei von Herrn von Romberg die Ansicht geäussert wurde, es sei besser von dieser Sache mit Herrn Bundesrat Calonder nicht zu reden.

---

1. *Le document est intitulé:* Bemerkungen und Antrag des politischen Departements zur «Aufzeichnung» des auswärtigen Herrn Müller *[cf. n° 182]* über die Unterredungen und diplomatischen Besprechungen zwischen Herrn Bundesrat Schulthess, Minister Romberg, Minister Sulzer und Dr. Adolf Müller, die während des Jahres 1918 stattgefunden haben.

Herr Sulzer lehnte die erwähnte Anregung, er möchte die Zusammenkunft der offiziösen Vertrauensmänner vermitteln, ab.

Als Herr Minister Sulzer mir diese Mitteilung machte, habe ich seine ablehnende Stellungnahme selbstverständlich gebilligt und erklärt, dass, wenn er nicht von sich aus den Auftrag abgelehnt hätte, ich ihm eine solche Mission verboten haben würde.

Im Drange der Geschäfte, weil alle diese Unterredungen als ergebnislos dahingefallen waren und weil mich die ganze Angelegenheit im Moment unangenehm berührte, brachte ich sie weder gegenüber Herrn Bundesrat Schulthess noch im Schosse des Bundesrates zur Sprache. Ich betrachtete sie als definitiv erledigt.

3. Ich verfüge über keinerlei schriftliche Aufzeichnungen über diese Angelegenheiten und meine obigen Bemerkungen beruhen auf meiner blossen Erinnerung, die vielleicht in diesem oder jenem Punkt nicht genau und vollständig ist. Wenn es von Wichtigkeit wäre, alle diese Unterredungen genau festzustellen, so könnte Herr Bundesrat Schulthess[2] in Verbindung mit Herrn Minister Sulzer nach dessen Rückkehr den genauen Sachverhalt festsetzen. Ich meinerseits betrachte die Sache als erledigt und teile die Auffassung des Herrn Minister Planta, wonach jede Erörterung in weiteren Kreisen zu vermeiden ist.

II.

1. Der Vollständigkeit wegen füge ich noch folgendes bei: Am 27. September 1918 kam Minister von Romberg zu mir und teilte dem Inhalte nach folgendes mit:

Infolge eines Gespräches mit unserm Minister Sulzer habe er, Romberg, diesen gebeten, ihm von Washington aus seine Eindrücke darüber zukommen zu lassen, welche Erklärungen oder Mitteilungen Deutschlands nach der amerikanischen Auffassung als nötig erachtet würden, damit Amerika überhaupt in eine irgendwelche Erörterung des Friedensproblems eintrete. Ich habe darauf erklärt: Es kann sich dabei um keine offizielle oder offiziöse Mission, sei es des Departementes, sei es unseres Ministers Sulzer, handeln; jeder derartige Auftrag wird entschieden abgelehnt.

Am 30. September fand ein Nachtessen bei Romberg statt, welchen Anlass ich benutzte, um nochmals zu erklären, dass weder Herr Sulzer, noch das Departement irgendeinen Auftrag übernehmen könnten. Wenn wir etwas tun würden um eine Abklärung der beidseitigen Friedensziele zu fördern — so erklärte ich wörtlich —, so würde das nur aus unserer eigenen Initiative geschehen können und zwar nur im ausdrücklichen Einverständnis mit Wilson.

Durch die Ereignisse wurden alle diese Bestrebungen Rombergs überholt.

Ich stelle den *Antrag:*

Die ganze Angelegenheit wird streng geheim gehalten, ohne ihr irgendwelche Folge zu geben. In diesem Sinne ist Herrn Minister Planta zu schreiben.[3]

---

2. *Cf. n° 182, Annexe 2.*

3. *Cette proposition ne fut pas soumise au Conseil fédéral. Dans sa lettre de voiture du 18 décembre au Conseiller fédéral Schulthess, Calonder écrit:*

Wenn Du der Ansicht wärest, die Angelegenheit dem Bundesrat nicht vorzulegen, so könnte man die Sache der Delegation vorlegen. Da möglicher Weise doch etwas über die sog. Mission Sulzer veröffentlicht wird, wäre es doch besser, den Bundesrat auf dem Laufenden zu halten.

Da ich morgen oder übermorgen verreise, so ermächtige ich Dich ohne weiteres, die Sache mit Herrn Motta zu erledigen. Eventuell kann man warten bis ich aus den Ferien zurückkomme. (J.I.6 1/4).

200

E 2001 (D) c 1/1910–1919

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

RP 111 My — Berne, 18 décembre 1919

Vous aurez eu connaissance par la presse de la lettre que M. Clemenceau a adressée à M. Renner pour lui faire part de la décision du Conseil Suprême au sujet du *Vorarlberg*. Les Puissances déclarent qu'elles s'opposeront à toute tentative directement ou indirectement de nature à porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien ou qui aurait pour effet de compromettre l'indépendance politique ou économique de l'Autriche.

Un journaliste suisse nous dit tenir de bonne source que cette décision indique seulement la volonté du Conseil Suprême de ne pas se déjuger et que la Ligue des Nations pourra toujours revenir sur la question. Il y aurait, d'après cette interprétation, plutôt une déclaration d'incompétence qu'une fin de non recevoir.

La décision du Conseil Suprême ne saurait surprendre personne, car M. Renner a été seul à être entendu. M. Ender n'a pas même demandé à l'accompagner à Paris et s'est borné à lui télégraphier pour lui rappeler qu'il avait été entendu entre eux que la question ne serait pas discutée à Paris avant que le Vorarlberg ait pu exposer son point de vue. Il semble qu'il y ait eu là une promesse formelle de la part de M. Renner, promesse qu'il aurait éludée en faisant prendre les devants par les Puissances alliées.

Le Conseil fédéral n'a fait, de son côté, aucune démarche quelconque auprès des Puissances pour faire reconnaître le droit de libre disposition du Vorarlberg. Il tenait absolument à éviter toute apparence d'un encouragement à la séparation du Vorarlberg d'avec l'Autriche. Le Conseil fédéral était d'ailleurs encouragé dans son attitude passive par le fait que le Vorarlberg ne lui avait pas encore demandé d'intervenir; celui-ci, en effet, désireux lui aussi de suivre à tout prix la filière légale, ne voulait pas agir directement tant qu'il y aurait quelque chance de voir M. Renner présenter lui-même la requête de M. Ender. L'art de M. Renner a consisté toujours à mettre la Suisse dans l'impossibilité morale de défendre le Vorarlberg: n'ayant ainsi à faire qu'à ce petit peuple, il lui était facile chaque fois d'en venir à bout.

Il est évident que les manifestations tyroliennes en faveur d'une réunion à l'Allemagne ont été combinées par M. Renner afin d'impressioner l'Entente et de lui faire croire qu'en touchant au Vorarlberg, on démolissait toute l'Autriche, et on la jetait dans les bras allemands. L'attitude des socialistes à Innsbruck prouve

clairement qu'ils obéissent à un mot d'ordre du Chancelier. Tout cela était bien facile pour M. Renner et la Suisse assistait à tous ces bluffs sans pouvoir venir en aide aux Vorarlbergeois, car le Conseil fédéral, comme nous l'avons déjà dit, était absolument opposé à toute intervention qui pût paraître attenter à l'intégrité de l'Autriche. La presse suisse prend note avec une certaine aigreur de la mauvaise foi de M. Renner.

Nous continuons à ne nous immiscer d'aucune manière dans les rapports entre le Vorarlberg et l'Autriche.

En tout cas, le point de vue de la Suisse aura été nettement marqué. La *Reichspost* autrichienne le fait observer en constatant que la Suisse a obtenu ce qu'elle voulait avant tout: à savoir que le Vorarlberg n'allât pas à l'Allemagne. Ce résultat est en effet acquis pour le moment. Mais la volonté du Conseil Suprême n'est pas suffisante pour empêcher la question de rester ouverte, de sorte que la Suisse doit toujours compter avec la probabilité que le dilemme se pose: réunion du Vorarlberg avec la Grande Allemagne ou bien appui économique de la Suisse à un Vorarlberg autonome. Nous ne croyons pas que l'Autriche soit viable et il n'est pas possible de prévoir que la France la fasse vivre artificiellement pendant une période illimitée.

Le Conseil fédéral a décidé d'accorder au Vorarlberg le crédit de 500.000 Frs. qu'il demandait pour couvrir ses dettes à l'égard des moulins suisses.

Si l'Entente tient absolument à empêcher la réunion de l'*Autriche* à l'Allemagne, elle est bien obligée de maintenir en vie cette Puissance, ainsi que la Tchécoslovaquie. Pour arriver à ce résultat, il n'y a pas d'autre moyen que la Confédération Danubienne, si redoutée par l'Italie. Les Tchèques ont mis de l'eau dans leur vin et ont cessé de s'opposer absolument à un certain rapprochement économique et politique avec l'Autriche. C'est la peur de la réaction monarchique en Hongrie qui les pousse à cet accommodement. Les socialistes tchèques, qui gouvernent à Prague, n'objecteraient pas, croit-on, à former un bloc anti-monarchique avec le Gouvernement socialiste de Vienne. C'est sur cette entente socialiste que les Gouvernements alliés voudraient baser une fédération, qui serait beaucoup plus difficile à édifier si d'autres partis étaient au pouvoir. Cela explique l'appui donné par l'Entente au régime bolchevisant de MM. Renner et consorts. La combinaison imaginée repose uniquement sur la premisse socialiste: seuls les socialistes tchèques (à l'exclusion absolue des nationalistes) consentiraient à un accord avec Vienne, et cela seulement avec une Vienne socialiste.

La réponse de l'*Allemagne* à la note de l'Entente représente, à ce qu'on nous dit, la limite extrême des concessions possibles. Si elle n'était pas considérée comme suffisante, une rupture serait inévitable. On croit en Allemagne que la ratification pourra avoir lieu avant la fin de l'année.

La déclaration du Prince Rupprecht qu'il est prêt à se livrer volontairement à l'Entente, a été assez mal reçue en Allemagne: les journaux de droite y voient un précédent regrettable et ceux de gauche une manœuvre de préparation à une candidature à la présidence. La question des extraditions à la Belgique paraît se trouver singulièrement facilitée en ce sens que la Belgique limiterait ses prétentions à la livraison des personnes dont la culpabilité est constatée aussi par des actes allemands indiquant des délits de droit commun. La liste se trouverait ainsi très

réduite et pourrait être acceptée. On espère en Allemagne arriver avec la France et l'Angleterre à un accord analogue. C'est peut-être à la suite de ces conversations avec la Belgique qu'un projet de loi a été présenté en toute hâte sur la poursuite des délits de guerre commis en Allemagne et à l'étranger, projet dont l'acceptation est certaine.

Dans les milieux modérés et objectifs allemands, on a l'impression que la France sait parfaitement bien que les conditions imposées par le Traité de Paix ne peuvent pas être remplies par l'Allemagne. La non exécution de ces engagements impossibles à tenir devrait servir à justifier des dédommagements et la France obtiendrait un jour par là, morceau par morceau, à titre de compensation, la réalisation des buts de guerre (comme l'annexion de la rive gauche du Rhin) que l'opposition américaine avait contrecarrés. L'attitude de l'Amérique et son désintéressement permettraient toutefois davantage de faire du Traité de Paix l'instrument des visées les plus hardies des Français et des Anglais, et cela non pas par suite d'une germanophilie américaine qui n'existe pas, mais parce que le programme de paix des Américains ne pouvait pas avec leur concours être violé d'une manière trop crue.

Les attaques contre M. Erzberger n'ont pas ébranlé sa position au sein de l'Assemblée Nationale: mais ni Erzberger ni l'Assemblée ne représentent l'opinion publique; ils ont toutefois le pouvoir en mains.

Nos derniers renseignements sur la politique intérieure allemande sont favorables. Tant qu'il sera possible d'écarter la menace orientale du bolchevisme, il n'y aura pas de danger; mais il serait impossible de résister par la force à des hordes rouges qui pénétreraient en Prusse orientale, maintenant qu'il n'y a plus de troupes allemandes dans les provinces baltiques. Les renseignements qui arrivent à Berlin de l'Ukraine et de la Pologne indiquent un réel péril bolchevique dans ces pays.

201

E 2001 (B) 8/13

La Légation des Pays-Bas à Berne au Département politique

AM N° 10799. Confidentielle — Berne, 20 décembre 1919

D'après l'article 14 du Pacte de la Société des Nations le Conseil de la Ligue des Nations est chargé de préparer un projet de Cour permanente de Justice internationale. Pour la viabilité de la Ligue des Nations une organisation appropriée de cette Cour serait de la plus haute importance et de ce chef on a déjà commencé en plusieurs pays à étudier cette question. Il est évident qu'il existe un intérêt compréhensible pour la fondation et l'organisation de cette Cour dans tous les pays neutres. La commission néerlandaise chargée de préparer la troisième Conférence de la Paix a exposé ses points de vue concernant l'organisation la plus pratique à son avis dans un projet. En Suède, au Danemark et en Norvège

des rapports ont été émis par des commissions instituées par les Gouvernements respectifs à cet effet.

Il résulte de ce procédé qu'un nombre de projets plus ou moins différents sera soumis au jugement du Conseil de la Ligue des Nations.

En vue de cette circonstance et afin de faciliter le travail du Conseil, la question s'est posée chez le Gouvernement de la Reine s'il ne serait préférable de comparer entre eux les différents projets afin de tâcher d'arriver ainsi, pour autant que faire se pourra, à un projet uniforme concernant l'organisation de la Cour susvisée. Le Gouvernement suédois est tout disposé à entrer en pourparlers à ce sujet avec les autres Gouvernements neutres et le Gouvernement néerlandais aime à croire que les autres pays scandinaves seraient disposés à participer aux délibérations relatives à cette question.

Dans ces circonstances la Légation royale des Pays-Bas a été chargée et a l'honneur de s'adresser au Département politique afin d'apprendre la manière de voir du Gouvernement fédéral à ce sujet.

Dans le cas où le Gouvernement suisse serait disposé à entrer en pourparlers au sujet de cette affaire le Gouvernement de la Reine se propose de consulter les Gouvernements des pays scandinaves plus amplement à cet égard et de procéder à faire proposition officielle dans le but de réunir les parties intéressées à une conférence à La Haye. Dans ce cas le Gouvernement néerlandais se propose d'informer en même temps le Secrétariat de la Ligue des Nations de ces projets afin d'enlever déjà d'avance toute pensée qu'on aurait l'intention d'agir en concurrence avec le secrétariat de la Ligue des Nations et de vouloir traiter cette affaire séparément.

En outre le Gouvernement néerlandais désirerait apprendre si éventuellement le Gouvernement suisse aimerait que l'Espagne soit aussi invitée à prendre part à une telle conférence.

Vu que le Gouvernement néerlandais attacherait un très grand prix à connaître aussitôt que faire se pourra la réponse du Gouvernement fédéral, la Légation des Pays-Bas se permet de prier le Département politique suisse de bien vouloir la mettre en mesure de renseigner son Gouvernement à cet égard dans un délai aussi rapproché que possible.

202

E 2001 (B) 1/18

Le Chef du Département politique, F. Calonder,
au Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart

Copie
L 112/T

Bern, 20. Dezember 1919

Ich hatte vorgestern eine längere Unterredung mit Herrn Dr. Wiedemann, der in Ihrem Auftrage mich besuchte. Herr Dr. Wiedemann wird über unsere gegenseitige Aussprache genauen Bericht erstatten. Heute aber schon möchte ich, bevor ich das Departement verlasse, Ihnen für die während meiner Departe-

mentsleitung geleisteten Dienste danken und Sie versichern, dass Sie nach wie vor das volle Vertrauen des gesamten Bundesrates geniessen.

Was die Vorarlberger-Frage anbelangt, so bin ich offiziell über die Beschlüsse der Pariser Konferenz nicht unterrichtet. Es scheint, dass sie sich auf den Standpunkt stellt, es dürfe kein Stück des Gebietes, welches der Republik Deutsch-Österreich zugewiesen wurde, abgetrennt werden. Warten wir also ruhig die weitere Entwicklung dieser Frage ab. Sie wird für uns, wie ich wiederholt erklärt habe, erst dann aktuell, wenn das Vorarlberg aus irgendeinem Grunde sich vom Staatsverband der österreichischen Republik loslöst. Dann lautet die unvermeidliche Alternative: Einverleibung in das Deutsche Reich oder Anlehnung eines autonomen Vorarlberg an die Schweiz mit deren wirtschaftlichen Unterstützung. Wir haben Ihnen absichtlich in dieser ganzen Frage keine Instruktionen erteilt, von der Erkenntnis geleitet, dass es für Sie persönlich viel angenehmer sei, sich ganz abseits halten zu können und dass eine Besprechung dieser ganzen Frage zwischen Ihnen und der österreichischen Regierung leicht zu Missverständnissen und Komplikationen hätte führen können.

Die Frage der Anerkennung Österreichs[1] werden wir prüfen und Ihnen seinerzeit darüber berichten. Wir hatten und haben keine besondere Eile, was Sie wohl begreifen werden. Dass die Schweiz übrigens nur freundschaftliche Gefühle für das Volk Deutsch-Österreichs und speziell für Wien hegt, haben wir nicht nur mit Worten, sondern mit der Tat bewiesen.

---

1. *Cf. n° 198.*

203

E 2001 (B) 8/6

Le Professeur W.E. Rappard au Chef du Département politique, F. Calonder

Copie
R

Londres, 20 décembre 1919

Après 48 heures passées à Londres, je viens vous rendre compte des entrevues que j'y ai eues. Je dois voir encore quelques Messieurs ce soir, ce qui me permettra peut-être de compléter mon exposé, quoique je ne crois pas que je puisse apprendre grand'chose d'important.

1. Mes interlocuteurs.

a. *M. William Martin* est parti de Londres le lendemain de mon arrivée. J'ai pu cependant avoir avec lui une conversation qui m'a permis de préciser sur un certain point les indications qu'il vous avait fait parvenir par l'intermédiaire de M. le Ministre Carlin.

b. *M. Parodi* de Genève, est, comme vous le savez, le chef du Service des Traductions à la Société des Nations. Comme tous les documents importants passent entre ses mains et comme il s'est montré très désireux de collaborer à la mission dont vous aviez bien voulu me charger, j'ai pu apprendre, par lui aussi, quelques détails intéressants.

c. *M. Van Hamel,* le directeur hollandais de la Section juridique, s'est montré extrêmement bien disposé pour la Suisse. Il m'a parlé du Mémoire juridique[1] dont on l'avait chargé à l'occasion de la décision de l'Assemblée fédérale.[2] Ainsi que vous le verrez ci-dessous, nous n'avons pas lieu de nous inquiéter de l'interprétation qu'il avait donnée aux articles 21 et 435 du Traité de Paix. M. Van Hamel m'a fait un très grand éloge du Message du Conseil fédéral[3], que j'ai d'ailleurs trouvé sur toutes les tables du Secrétariat Général de la Société des Nations. «Nous le consultons», me dit-il, «chaque fois qu'il surgit dans la pratique une question qui nous oblige à interpréter le Pacte. J'ai pu constater», poursuivit-il, «que la science juridique de M. Huber avait prévu toutes les difficultés pratiques que nous rencontrons sur notre chemin et nous avons toujours été amenés à trancher des questions dans le sens indiqué dans son Message. Aucun autre pays ne nous a fourni un commentaire qui puisse être comparé avec celui de M. Huber.»

d. *M. Comert,* chef de la Division de la Presse, fait le plus grand cas de son collaborateur M. William Martin, dont il a loué le jugement et l'indépendance. Il est l'un des partisans les plus actifs du transfert provisoire du siège à Bruxelles, mais il m'a déclaré, avec une sincérité dont je n'ai aucune raison de douter, qu'il souhaitait ardemment de voir le siège définitif établi à Genève et que, pour sa part, il n'en doutait nullement.

e. *Sir Herbert Ames* est le trésorier général du Secrétariat. Parlementaire canadien, il se distingue de tous ses collaborateurs par son âge qui lui vaudra sûrement une certaine autorité parmi eux. Cela est extrêmement heureux pour nous, car j'ai trouvé en lui un ami convaincu de la Suisse et un partisan très énergique du transfert direct du siège de Londres à Genève. Sa femme, qui connaît la Suisse pour avoir fait plusieurs séjours dans la clinique du Dr. Combe à Lausanne, partira la semaine prochaine pour Genève, où elle compte s'établir à l'hôtel Beau-Séjour à Champel.

f. *M. Gilchrist* est le seul Américain qui reste actuellement au Secrétariat Général. Les autres sont tous démissionnaires ou en congé, ce qui est extrêmement regrettable pour nous. M. Gilchrist est l'assistant de M. Fosdick, le Sous-Secrétaire Général américain, actuellement à Washington. Avec mon ancien collègue de la Commission d'organisation de la Conférence Internationale du Travail, le Professeur Shotwell, M. Gilchrist est le seul Américain que j'ai rencontré ici.

g. *Sir Eric Drummond* avait bien voulu me fixer un rendez-vous, qui m'a permis de lui parler en toute tranquillité et en toute liberté hier après-midi. Ses sentiments à l'égard de la Suisse et de Genève sont toujours aussi amicaux, mais il paraît avoir été fortement travaillé par les partisans du transfert provisoire du siège à Bruxelles.

l. *Lord Robert Cecil* m'a permis de passer une bonne heure avec lui à son bureau ce matin. Il avait, avant-hier, interpellé le Gouvernement au sujet de son attitude dans la Société des Nations et je le trouvais fort satisfait de la réponse qu'il avait reçue.

---

1. *Cf. n° 196.*
2. *Il s'agit de l'arrêté du 21 novembre 1919, cf. n° 168.*
3. *Il s'agit du Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 4 août 1919, cf. n° 33.*

2. *Situation générale.*

La confusion politique qui règne aux Etats-Unis a réduit presque à néant l'influence américaine dans le milieu de la Société des Nations. Par contre, l'intérêt que l'Angleterre et la France témoignent à l'institution nouvelle a grandi. Lord Robert Cecil m'a déclaré ce matin que Lloyd George, qui n'a jamais consacré beaucoup de soin à l'étude des problèmes de la Société des Nations, s'en montre cependant partisan déclaré. Il en reconnaît la nécessité politique et il est tout disposé à permettre à son Gouvernement d'appuyer fortement l'institution nouvelle. Comme je m'étonnai devant Lord Robert Cecil de la déclaration faite l'autre jour par Lloyd George au sujet de la forme écrite du Pacte, il me répondit qu'il y a eu là une allusion à une discussion qu'il avait eue avec le Premier Ministre anglais à Paris. Lloyd George n'avait jamais été partisan d'une constitution non écrite pour la Société des Nations, comme il le paraîtrait d'après son discours à la Chambre des Communes. Mais il avait engagé ses deux délégués à la Commission de la Société des Nations, Cecil et Smuts, à travailler pour que cette constitution soit aussi simple et aussi générale que possible. «Lord Curzon», a dit Cecil, «sans être enthousiaste de l'idée de la Société des Nations, n'y est cependant pas hostile.»

Drummond m'avait déjà fait une déclaration analogue la veille.

Quant à Winston Churchill, il en est l'ennemi déclaré et il ne s'en cache pas. Par un membre du Ministère du Travail anglais avec lequel j'ai dîné hier soir, j'ai appris que la classe ouvrière britannique était, à de très rares exceptions, très favorable à la Société des Nations, mais que seuls quelques chefs particulièrement intelligents s'y intéressaient vraiment. J'ai appris aussi de la même source que Churchill et le clan militariste anglais reprochaient à la Société des Nations d'entraver les opérations de recrutement militaire dont il était chargé. Cecil m'a dit aussi qu'il avait de très sérieuses raisons de croire que Clemenceau, abandonnant son scepticisme primitif, attachait de plus en plus d'importance à l'œuvre nouvelle. Il résulte de tout cela que la Société des Nations qui, lors de sa création à Paris, était essentiellement une chose anglo-américaine est devenue maintenant une chose anglo-française.

3. *Siège.*

a. *Position de la question.*

Tous mes interlocuteurs m'ont assuré qu'il n'était dans l'intention de personne de transférer, à titre définitif, le siège de la Société des Nations de Genève à Bruxelles.

Drummond et Cecil m'ont catégoriquement déclaré qu'il faudrait pour cela, à leurs yeux, une décision unanime du Conseil. Mais s'il paraît y avoir unanimité quant à l'établissement définitif du siège à Genève, j'ai trouvé les esprits très partagés quant à l'opportunité d'un transfert provisoire. «Ce transfert», m'a dit Drummond, «ne pourrait en tout cas pas être décidé avant que la situation américaine ne soit éclaircie», c'est-à-dire, selon lui, vers la fin de janvier. On s'attend très généralement à la ratification du Traité de Paix pour le 1er janvier. Une séance préparatoire doit avoir lieu à Paris le 7. La principale question à l'ordre du jour sera celle de la Sarre.

Les baux conclus par le Secrétariat général de la Société des Nations à Londres arrivent à échéance le 1er janvier, mais ont été prolongés jusqu'au 31. Drummond et tous les autres interlocuteurs avec lesquels j'ai abordé ce sujet m'ont affirmé qu'en aucun cas ils ne songeaient à venir à Genève avant que la votation populaire sur l'entrée de la Suisse ne les eût mis à l'abri d'une expulsion possible.

b. *Cause du transfert proposé.*

J'ai recueilli sur les causes qui poussaient quelques-uns des membres du Secrétariat à demander le transfert provisoire du siège à Bruxelles des informations concordantes. Voici l'explication qui m'en a été donnée par ses partisans comme par ses adversaires:

La Société des Nations doit songer avant tout à vivre, c'est-à-dire à être prise au sérieux par les Gouvernements des principales Puissances. Il importe par conséquent que les négociations diplomatiques les plus décisives aient lieu dorénavant par son intermédiaire. A défaut des Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne sont les deux pays dont dépend actuellement l'avenir de la Société des Nations. Il faut donc tout faire pour que leurs premiers ministres ou, en tout cas, leurs ministres des Affaires étrangères participent aux délibérations du Conseil de la Société. Or, il est chimérique de penser que Clemenceau et Lloyd George consentent à se rencontrer à Genève, tant que la Société des Nations sera encore dans son état embryonnaire présent. En fixant le siège provisoire à Bruxelles, on augmenterait beaucoup la probabilité d'une rencontre au siège de la Société. La situation géographique de la Belgique et pour quelques-uns, les facilités qu'offrent les ambassades et les légations à Bruxelles, sont les seules circonstances qui militent en faveur de ce choix. Une fois que la Société des Nations aura pris plus de consistance, que les Gouvernements se seront habitués à négocier par son intermédiaire, que surtout les Etats-Unis y reprendront le rôle qu'ils ont momentanément abandonné et que l'importance politique de leur collaboration aura de nouveau augmenté, les avantages de Bruxelles diminueront par rapport à ceux de Genève. En attendant, et pour bien montrer qu'il ne s'agit que d'un transfert provisoire, plusieurs de mes interlocuteurs, et notamment M. Comert, m'ont dit qu'on songeait à commencer tout de suite à Genève les travaux d'établissement du siège définitif. J'ai cherché à déterminer quelle était l'influence politique qui poussait au déplacement prochain du siège provisoire. Ce n'est pas, comme j'étais tenté de le croire, l'Amérique. J'ai reçu, à ce sujet, les déclarations les plus catégoriques et les plus convaincantes. Ce n'est pas non plus, comme on cherche à le faire croire du côté français, les petits Etats neutres qui se révolteraient contre la tutelle britannique. Mais c'est très certainement la France qui s'impatiente en voyant la Société des Nations naître sur sol anglais et à l'abri, par conséquent, de son influence immédiate.

c. *Objections.*

A ceux qui prônaient Bruxelles, j'ai cherché à faire valoir les arguments suivants que j'ai d'ailleurs trouvés aussi dans la bouche de plusieurs personnes ici et notamment de Sir Herbert Ames. Les premiers ministres, lorsqu'ils voudront se rencontrer d'urgence, n'iront pas plus à Bruxelles qu'à Genève. Il faut prévoir, en conséquence, que le Conseil de la Société des Nations puisse se réunir tantôt ici,

tantôt là, et surtout dans les principales capitales de l'Europe. Puisqu'en aucun cas, les principaux Gouvernements n'iront pour le début à la Société des Nations, il faut, me semble-t-il, que celle-ci aille à eux. D'ailleurs, ne sera-ce pas à Londres, qu'à défaut de Paris, les premiers ministres se rencontreront le plus volontiers? N'y a-t-il donc pas avantage à prolonger le provisoire à Londres jusqu'à ce que le définitif puisse être fixé à Genève. Troisièmement et surtout n'est-il pas évident qu'en transférant le siège provisoire de Londres à Bruxelles, vous donneriez au monde le sentiment d'une irrésolution fâcheuse, vous feriez naître en Belgique des espoirs certains, vous paralyseriez toute l'activité du secrétariat en vous baignant dans une atmosphère d'intrigues et enfin vous risqueriez de provoquer une décision négative de la part du peuple suisse.

d. *Probabilités.*

Il me paraît probable que le Secrétariat général restera encore deux ou trois mois à Londres. Drummond m'a dit qu'il ne voudrait pas fixer une date pour garder toute sa liberté de décision ou du moins de proposition. Mais par lui et par d'autres, j'ai très nettement le sentiment que le Secrétariat ne quittera en tout cas pas Londres avant le premier printemps. Si, à ce moment-là, la décision de la Suisse n'a pas été définitivement prise, nous risquerons fort de perdre, non seulement le siège provisoire, mais même le siège définitif. Malgré toutes les assurances contraires, en effet, je ne puis pas croire qu'il sera facile de déraciner le siège de Bruxelles, une fois qu'il y aura été installé pendant plusieurs années. Lord Robert Cecil et Sir Herbert Ames qui sont les partisans les plus décidés de l'établissement à Genève du siège définitif de la Société sont, pour cela aussi, les adversaires les plus intraitables de l'établissement provisoire à Bruxelles. A mon sens, le danger que nous courons actuellement de perdre le siège est réel, mais sauf imprévu et hésitation prolongée de notre part, au sujet de l'entrée de la Suisse, il doit pouvoir être écarté.

e. *Mesures à prendre.*

De toutes mes conversations et notamment de celles avec Cecil et avec Ames, il me paraît résulter que les seules mesures que nous puissions prendre pour écarter le danger de perdre le siège sont les suivantes:

a. Assurer la votation populaire dans le délai de deux mois qui suit l'entrée en vigueur du Traité de Paix. Sur ce point, tous mes interlocuteurs, amis de la Suisse, ont été unanimes et très catégoriques. «Nous comprenons parfaitement vos difficultés», m'a-t-on dit, «et le Conseil de la Société se contenterait sans doute de la déclaration d'accession de votre Gouvernement basée sur la décision des Chambres, mais la position de la Suisse sera incontestablement affaiblie si, à la fin des deux mois, elle se trouvait être le seul membre originaire dont l'adhésion ne sera pas encore définitive. Malgré toute notre bonne volonté et toute notre amitié pour la Suisse, il nous sera alors très difficile de repousser l'assaut des partisans du transfert à Bruxelles.» C'est là le langage concordant de Cecil, d'Ames et de Drummond.

b. Ames, qui a particulièrement étudié la question des communications ferroviaires, a été frappé de l'excentricité relative de Genève par rapport à Bruxelles et de la lenteur des communications entre Londres et Paris, d'une part, et

Genève de l'autre. Il pensait qu'une déclaration du Gouvernement fédéral, par laquelle celui-ci s'engagerait à assurer un service très accéléré de Vallorbe à Genève, lors des réunions des Conseils, pourrait être utile. Je me permis de faire remarquer à Sir Herbert Ames que les retards étaient imputables beaucoup plus au réseau français qu'au réseau suisse. Mais j'ai ajouté que je ne doutais pas que le Gouvernement fédéral ferait tout ce qui dépendrait de lui pour assurer aux membres du Conseil un trajet aussi rapide que possible de la frontière suisse à Genève.

c. Lord Robert Cecil m'a demandé si nous ne pouvions pas provoquer, de la part des petits pays neutres, des démarches officieuses auprès du Secrétariat Général de la Société des Nations en faveur de Genève et contre le transfert à Bruxelles. «Vos meilleurs amis», me dit-il, «ce sont les Anglais. Mais ils sont particulièrement mal placés pour plaider la cause de la persistance du siège provisoire à Londres. Vous nous aideriez beaucoup en provoquant des déclarations dans ce sens d'autres Puissances.» Lord Robert Cecil comprit parfaitement la difficulté et la délicatesse d'une action pareille de notre part, qui pourrait difficilement rester secrète et qui risquerait de prendre une allure d'intrigues fort déplaisante. «Ne pourriez-vous pas aller voir ici à Londres», me répliqua-t-il, «les ministres de Norvège et de Suède par exemple, pour leur suggérer une idée semblable». J'ai transmis cette suggestion à M. le Ministre Carlin, qui s'est déclaré tout disposé à toucher un mot dans ce sens à ses collègues scandinaves, mais il voudrait en recevoir au préalable l'instruction de Berne. Pour moi, je crois que nous aurions tort de ne pas donner suite au conseil de Cecil, si les instruments diplomatiques dont nous disposons peuvent se prêter à une action aussi délicate.

3. *Neutralité.*

M. van Hamel, m'a confirmé ce que M. William Martin m'avait dit dès mon arrivée à Londres, à savoir, qu'il n'y avait nullement lieu de s'inquiéter de l'opinion qu'il avait exprimée dans son mémoire à ce sujet.[4] M. van Hamel auquel l'arrêté de l'Assemblée fédérale[5] avait été soumis pour qu'il détermine s'il comporte une réserve quelconque, a simplement voulu indiquer que notre déclaration relative à la neutralité perpétuelle comportait une constatation et n'ajoutait rien, par conséquent, au Pacte. Cette constatation n'est unilatérale pour M. Van Hamel qu'en tant qu'elle n'appelait pas de réponse de la Société des Nations. M. Van Hamel estime, comme nous, que la neutralité reconnue en 1815 est intégralement assurée sous le régime du Pacte, mais, comme nous aussi, il pense que la neutralité de 1815 est d'ordre purement militaire. La seule question qui paraissait encore le préoccuper était celle posée par la présence au siège de la Ligue d'un état-major militaire. *[...]*[6]

---

4. *Voir note 1 ci-dessus.*
5. *Voir note 2 ci-dessus.*
6. *Suivent des informations sur la situation aux Etats-Unis, l'admission de l'Allemagne et l'accession de divers Etats au Pacte de la Société des Nations.*

204

E 2001 (B) 8/13

Le Secrétaire de Légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Rüegger, au Jurisconsulte du Département politique, M. Huber

L Bern, 21. Dezember 1919

Es tut mir unendlich leid, Ihnen, kaum dass Sie in Ossingen angekommen sind, gleich von neuem eine politische Frage übermitteln zu müssen. Die Sache scheint jedoch wirklich von einiger Bedeutung zu sein.

Die Anfrage der holländischen Regierung[1], über deren Bevorstehen wir durch die Gesandtschaft andeutungsweise unterrichtet waren, wurde gestern Herrn Bundesrat Calonder in der Form des beiliegenden Aide-Mémoires überreicht. Es handelt sich offenbar um einen Versuch, den Internationalen Schiedshof doch dem Haag zu erhalten, denn es ist wohl kaum zweifelhaft, dass die einzuberufende Haager Konferenz der Neutralen sich für die Beibehaltung der bestehenden Institutionen aussprechen würde. Von Interesse ist, dass, nach dem Ton des Aide-Mémoires zu urteilen, Besprechungen zwischen Holland und skandinavischen Staaten allein der Anfrage an uns vorausgegangen zu sein scheinen.

Der springende Punkt ist offenbar auch nach dem Gefühl der niederländischen Regierung die Haltung des Generalsekretariats, das ebenfalls eine Studienkommission zum Ausbau der Bestimmungen des Art. 19 zusammenberuft. Vielleicht kann uns Herr Professor Rappard mitteilen, ob der Zusammentritt *dieser* Kommission erst so spät erfolgt, dass die Vorberatung unter den Neutralen nur als eine erste vorbereitende Etappe und nicht als eine Parallelaktion erscheint. Auf alle Fälle wird wohl unsere Stellungnahme von der durch den Stand der Sitzfrage bedingten Politik abhängig sein.

Für den Fall, dass Sie es für angezeigt halten sollten, den Vorschlag der Holländer abzulehnen, wäre vielleicht jetzt die Gelegenheit geboten, im Sinne Ihres Antrages[2] ein Zusammengehen der Neutralen *auf anderem Boden* anzuregen. Ein gemeinsames Vorgehen liesse sich denken:

1. in der Frage der dem Völkerbund zu unterstellenden Unionen und Konventionen,
2. bei Beantwortung der Einladung auf Beitritt zur Konvention betr. den Waffenhandel u.
3. in Fragen der internationalen Arbeitsrechtspolitik.

Auf alle Fälle erlaube ich mir, Ihnen beiliegend den s. Zt. von Herrn de Sehested überbrachten skandinavischen Ergänzungsentwurf zu Art. 19 des «Pacte» zuzusenden; den holländischen Entwurf konnte ich leider unter unseren Akten nicht finden; es wäre interessant festzustellen, ob dieser letztere nicht ausdrücklich den Sitz des Internationalen Schiedsgerichtes nach dem Haag verlegt.

Indem ich Ihren Befehlen bezüglich des Vorgehens in dieser Angelegenheit

1. *Cf. n° 201.*
2. *Cf. n° 191.*

entgegensehe, verbleibe ich, sehr verehrter Herr Professor, Ihr Ihnen in Verehrung und Treue ergebener.

P.S. Herr Bundesrat Calonder ist morgen (Montag) noch den ganzen Tag auf dem Departement; ich erlaube mir dies zu erwähnen, für den Fall, dass Sie mit ihm in dieser Frage, die ihn sehr lebhaft interessiert, direkt telephonische Rücksprache zu nehmen wünschten.

205

EVD KW Zentrale 1914–1918/24–25

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L n° 463. Charbons — Paris, 23 décembre 1919

J'ai l'honneur de vous exposer ci-dessous la situation en ce qui concerne les différentes démarches dont vous avez bien voulu me charger et relatives au ravitaillement de la Suisse en charbon.

I. *Renouvellement du Chapitre I de l'accord du 25 mars*[1].

Il résulte des démarches que j'ai faites[2], tant aux Affaires étrangères qu'au Ministère de la Reconstitution Industrielle que le Gouvernement français est disposé à prolonger provisoirement les dispositions de l'Accord du 25 mars 1919 et à conclure un nouvel arrangement par lequel il s'engagerait à livrer mensuellement 20.000 tonnes de charbon. M. Seydoux a toutefois attiré mon attention sur la nécessité où se trouve le Gouvernement français (par suite du renchérissement du charbon anglais), de majorer le prix de frs. 120.– suisses qu'il propose de fixer à frs. 150.- pour les charbons acheminés par la Rive gauche et 145.– pour ceux de la Rive droite. Je crois, d'autre part, que la suppression de la clause relative au monopole d'importation ne soulèvera pas de difficulté.

---

1. *Cf. DDS 7/1, n° 283.*

2. *Conformément à une instruction du Chef du Département de l'Economie publique du 12 décembre (cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/57–58), *le Ministre Dunant avait remis, le 20 décembre, la note suivante au Quai d'Orsay:*

Le Gouvernement fédéral désire:

a. que les dispositions de l'Accord du 25 mars soient prolongées jusqu'à fin janvier 1920, ceci en attendant que le nouveau régime puisse être négocié avec le Gouvernement français;

b. en ce qui concerne le renouvellement de l'accord, le Gouvernement fédéral est désireux de savoir:

1. si le Gouvernement français est prêt à conclure un nouvel accord concernant la livraison à la Suisse de charbon français;

2. en cas d'affirmative, le Gouvernement fédéral propose que la quantité de 60.000 tonnes prévue par l'Accord soit réduite de deux tiers environ.

Cette réduction serait arrêtée en considération de la situation charbonnière en France.

Le maintien de la Société Coopérative des Charbons, en tant que contre-prestation de la part de la Suisse, ne pourrait évidemment plus être garanti par le Gouvernement fédéral, ceci en tant qu'organe constituant un monopole d'importation. (E 2200 Paris 1/1551).

II. *Charbon réquisitionné.*

a. Charbon belge réquisitionné à Givet.[3]

Par mon rapport du 5 décembre[4], je vous informais que j'avais communiqué à M. Seydoux la requête dont vous m'aviez chargé quant à la nature et le mode de livraison du combustible qui nous est dû en compensation de l'envoi réquisitionné à Givet.

Je viens de recevoir, de la part de M. Seydoux, une lettre m'informant qu'il a immédiatement transmis ma requête au Ministère de la Reconstitution et qu'il ne doute pas, dans ces conditions, que satisfaction nous soit accordée.

b. Charbon réquisitionné par les services d'Alsace-Lorraine.

Je vous confirme mon rapport du 19 décembre[4] par lequel je vous informais qu'à teneur d'une lettre de M. Loucheur, le Service du Ravitaillement en Combustible de Strasbourg a reçu les instructions pour la restitution de 316 tonnes. Votre office du 16 décembre[4], par lequel vous avez bien voulu me communiquer tous les détails au sujet des quantités réquisitionnées, dont le total se monte à 834,3 tonnes au lieu de 316 précédemment indiqué, a fait l'objet d'une nouvelle démarche de ma part auprès du Ministère de la Reconstitution, afin que le service compétent à Strasbourg reçoive le plus rapidement possible les instructions pour opérer la restitution de la totalité des charbons réquisitionnés.

III. *Lignites.*

Par votre office du 18 décembre[4], vous avez bien voulu attirer mon attention sur l'arrêt complet que subissent, à l'heure actuelle, nos importations de lignites, et les conséquences fâcheuses qu'entraîne la pénurie de ce combustible à prix relativement bas pour le ravitaillement de nos classes peu fortunées.

Me conformant à vos instructions, j'ai profité d'une démarche personnelle auprès de M. Seydoux pour remettre à ce dernier une note[4] par laquelle je demande au Ministère d'examiner la possibilité de nous céder un certain tonnage de briquettes de lignites prélevé sur les quantités destinées à la France.

IV. *Restitution des acomptes versés à la Königliche Bergamt de Sarrebruck par certains importateurs suisses.*

Au cours d'une démarche au Ministère de la Reconstitution Industrielle, un de mes collaborateurs a appris que la requête formulée par ma note du 28 novembre[5] allait être soumise à l'Office des Mines Domaniales de la Sarre, qui doit entrer incessamment en activité.

J'ai eu l'occasion de voir M. Sergent, dont j'avais sollicité l'avis, mais ce dernier, tout en reconnaissant que le préjudice subi par les maisons suisses doit être intégralement réparé, estime ne pas être en possession de tous les éléments d'appréciation nécessaires en ce qui concerne la nature des avances faites.

---

3. *Il s'agit de 5000 tonnes de charbon.*

4. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1551.

5. *Il s'agit sans doute de la note du 24 novembre, mentionnée au n° 141; sur cette question, cf. aussi n° 169. D'après une expertise du Département de l'Economie publique, ces paiements d'avance se chiffraient à fr. 381179.14, cf.* E 2200 Paris 1/1551.

Je crois qu'il serait donc utile que je reçoive à ce sujet toutes les données techniques de façon que lors des démarches que je compte entreprendre auprès de M. Defline, Directeur de l'office des Mines, je puisse exposer clairement tous les détails de cette affaire.

V. *Echange de charbons américains avec charbons allemands destinés respectivement à la France et l'Allemagne.*

Par mon télégramme du 16 décembre[6], j'ai eu l'honneur de vous informer que le Gouvernement français provoquait pour le vendredi 19 décembre une conférence comprenant des représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Suisse pour un examen préalable de l'échange des charbons américains à destination de la Suisse contre du charbon de provenance allemande et destiné respectivement à la France et à l'Italie.

N'ayant pas été orienté à ce sujet, je sollicitais en même temps des instructions pour faire valoir, au sein de la conférence, le point de vue du Gouvernement fédéral sur cette question fort délicate.

Je regrette de n'avoir été prévenu que le mardi 16, et que le délai ait été insuffisant pour que des instructions pussent m'être transmises.

Je chargeai un de mes deux collaborateurs commerciaux d'assister à cette conférence, *à titre purement officieux et sans mandat.* En voici un bref compte-rendu.

La séance eut lieu sous la présidence d'un membre français de la «Commission Interalliée des Réparations».

Etaient présents:

pour la France: M. Simon, Commission des Réparations, M. Cahen, Ministère de la Reconstitution Industrielle, M. le Dr. Col. Le Chartier, Ministère des Travaux Publics, M.X du Ministère des Régions libérées.

pour l'Italie: M. Laviosa, M. Bossi.

pour l'Allemagne: M. Gehr, M. von Le Suire, M.X et deux secrétaires.

M. Cahen traça les grandes lignes de l'opération projetée. Les charbons américains destinés à la Suisse seraient détournés de Rotterdam au Havre et utilisés en France. Celle-ci donnerait en échange à la Suisse un tonnage équivalent prélevé sur les charbons de la Ruhr que l'Allemagne, en vertu du Traité de Paix (§ 2, annexe V. Partie VIII), est tenue de livrer à la France. Un échange analogue serait fait entre l'Italie et la Suisse.

M. von Le Suire exposa le point de vue allemand, qui est le suivant: en échangeant avec la Suisse du charbon destiné à la France en vertu des clauses du Traité de Paix, le Gouvernement français outrepasse ses droits ou plutôt comme un acte commercial qui sort des limites du Traité de Paix; si par cette opération une économie est réalisée, ce qui est certain, l'Allemagne a le droit de participer à cette économie, au même titre que les autres parties, au contrat. Pour l'échange avec l'Italie, cette économie consiste, pour chaque wagon, à réduire le coût du trans-

6. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1551. *Par ce télégramme, le Ministre Dunant priait le Département de l'Economie publique de lui* envoyer urgence éléments nécessaires pour assister utilement conférence.

port de deux fois le trajet Zürich (centre moyen de consommation en Suisse) — Alessandria (centre moyen italien), soit, selon le calcul des experts allemands, 52.— francs suisses par tonne. Pour l'échange avec la France, l'économie serait, très rudimentairement calculé, de 28.— florins par tonne.

De cette économie, l'Allemagne réclame le 50%.

Les délégués français maintiennent leur opinion selon laquelle cet échange du charbon dû par l'Allemagne peut s'effectuer sans le consentement de cette dernière; ils invitent les délégués allemands à faire valoir leurs prétentions par une note adressée à la «Commission des Réparations».

Les délégués italiens réservèrent l'attitude de leur Gouvernement.

Mon collaborateur en fit de même, en exprimant toutefois l'avis personnel que la situation juridique de la Suisse dépendait de la décision de la Commission des Réparations. Si celle-ci, a-t-il dit, estime que la France est libre de disposer comme elle entend du charbon qui lui est dû par l'Allemagne, la Suisse n'a à traiter qu'avec la France et c'est à cette dernière de décider dans quelle mesure l'Allemagne doit bénéficier de l'économie réalisée. Si, au contraire, le consentement de l'Allemagne est nécessaire, la question doit être examinée en commun.

Il fut donc décidé que la délégation allemande exposerait son point de vue à la «Commission des Réparations», au moyen d'une note[7] dont copie serait donnée aux représentants diplomatiques italiens et suisses.

Une nouvelle réunion (Mon collaborateur n'a pas manqué d'insister pour que je sois prévenu suffisamment à l'avance. Une nouvelle séance n'aura, du reste, lieu que dans six à huit semaines.) sera décidée lorsque la Commission aura tranché la question de principe.

C'est avant-hier dimanche que j'ai reçu votre réponse[8] à mon télégramme du 16 courant; la suspension des exportations de charbon américain exclut naturellement, à l'heure actuelle, tout arrangement de cette nature, mais j'estime que si le Gouvernement fédéral a l'intention de recourir ultérieurement à cet échange, il n'est pas inutile, vu la longueur de la procédure engagée, de voir tranchées dès maintenant les questions de principe qu'il soulève.

Je pense que nous n'avons pas à intervenir dans la question soumise à la «Commission des Réparations», à savoir si le consentement de l'Allemagne est nécessaire pour l'opération projetée, mais j'ai néanmoins prié le Ministère des Affaires étrangères de me faire tenir au courant des événements, de façon que le Gouvernement fédéral puisse, le cas échéant, faire valoir son point de vue et sauvegarder ses droits.

---

7. *Reproduite en annexe au présent document.*

8. *Ce télégramme n° 30 du 20 décembre disait:* Angesichts Einstellung amerikanischer Kohlenlieferungen auf unbestimmte Dauer sind Austauschverhandlungen gegenwärtig gegenstandslos. Dagegen machen wir Sie darauf aufmerksam, dass uns Frankreich noch Ruhrkoks schuldet als Gegenleistung beschlagnahmte Givet. Ausserdem schuldet uns Italien noch 11000 Tonnen Ruhrkohle als Ersatz der ihm in Genua ausgelieferten amerikanischen Kohle. Verlangen namentlich unverzügliche Erfüllung dieser beiden Begehren. Kohlengenossenschaft wird gerne an spätern Konferenzen in Paris teilnehmen, wenn es sich um die allgemeine Schweiz. Kohlenversammlung *[!]* handelt. (E 2200 Paris 1/1551).

ANNEXE

Délégation allemande à la Commission des Réparations

Copie

N Paris, 29 décembre 1919

Lors de la conférence du 19 décembre 1919 dans laquelle a été traitée la question d'échange de charbon allemand destiné à l'Italie contre du charbon américain arrivé à Gênes à destination de la Suisse, le point de vue a été défendu du côté allemand que l'Allemagne devait participer aux bénéfices résultant de telles affaires d'échange. A l'encontre de ce point de vue que les pays ayant droit aux fournitures de charbon allemand conformément au Traité de Paix n'avaient pas le droit, il est vrai, de livrer ces charbons à d'autres pays pour en faire du commerce, mais qu'il leur était permis de faire un échange de charbon allemand contre d'autres charbons qui leur sont destinés.

J'ai l'honneur de motiver le point de vue allemand de la manière suivante:

Le Traité de Paix impose à l'Allemagne l'obligation de livrer des quantités déterminées de charbon à la France, à la Belgique, à l'Italie et au Luxembourg. Si, contrairement à cette stipulation, on exige maintenant que les quantités de charbon prévues pour les pays alliés et associés devront être livrées à des pays autres que les pays destinataires, ceci constitue une modification des conditions de paix nécessitant l'assentiment du Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand attache de l'importance à déclarer tout de suite qu'il est absolument disposé à donner son consentement à des modifications diminuant la pénurie internationale des moyens de transport. Mais il croit qu'il n'est que juste de le faire participer aux bénéfices en argent résultant de ces accords intervenus grâce à son appui.

Cette demande est d'autant plus justifiée que les pays en question ont, outre les bénéfices en argent, aussi le grand avantage de la décharge de leurs moyens de transport dont ils profitent seuls.

Je me permets de faire remarquer que l'échange qui se fait entre l'Italie et la Suisse a déjà été l'objet de conférences avant le 19 décembre 1919 aussi bien entre la Commission Interalliée des Charbons et la Deutsche Kohlenkommission à Essen ainsi qu'entre la Délégation allemande de la paix et des Représentants du Gouvernement italien. En aucun cas on n'a contesté le point de vue allemand. En ce qui concerne un échange éventuel entre la France et la Suisse, il n'y a aucun doute que la demande allemande de participer aux bénéfices en argent, ne soit justifiée, un tel échange causant une surcharge de nos moyens de transport de la Ruhr vers le Haut-Rhin, tandis qu'au cas contraire la même quantité de charbon serait acheminée sur Rotterdam pour la plus grande partie par des moyens de transport étrangers.

Pour les raisons expliquées ci-dessus, le Gouvernement allemand se croit donc en droit d'exiger sa participation aux bénéfices résultant de ces accords d'échange par 50% des frais de transport économisés.

Concernant l'évaluation des frais de transport économisés, il y avait accord dans la conférence du 19 décembre 1919 de prendre des centres économiques comme points terminus et de ne pas prendre en considération les transports de répartition jusqu'aux endroits de consommation en vue de simplifier le règlement. Pour l'échange entre l'Italie et la Suisse, il fut convenu de prendre Alessandria pour l'Italie et Zürich pour la Suisse, comme points terminus, en sorte que l'économie des frais de transport pour le charbon américain de Gênes à Alessandria et de Gênes à Zürich, ainsi que pour le charbon allemand de la différence entre les frais de transport de Basel—Zürich et de Basel—Alessandria.

Bergmann

206

E 2200 Wien 10/1

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

L 111 My. Reconnaissance de l'Autriche — Berne, 24 décembre 1919

M. Calonder a quitté la direction du Département politique, et j'ai parlé hier à M. Motta de tout ce que vous avez bien voulu nous écrire au sujet de la reconnaissance de l'Autriche. M. Motta estime que le moment est désormais venu de procéder à cette reconnaissance; il ne désire toutefois pas agir avec une hâte exagérée, et il se propose d'examiner la chose avec le Conseil fédéral les *tout premiers* jours de janvier. Il est à prévoir que la reconnaissance pure et simple sera alors décidée sans autres. M. Motta m'a autorisé à vous écrire ce qui précède, mais simplement de ma part, puisqu'aucune décision officielle n'a encore été prise. Je crois personnellement que vous pouvez compter sur une reconnaissance dans une dizaine de jours[1], mais je ne puis rien vous garantir d'une manière absolue. *[...]*

1. *Cf. n° 217.*

207

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception — Paris, 30. Dezember 1919
T n^os^ 8 et 9 — (*Ankunft:* 31. Dezember)

Da die französische Regierung nicht einzig auf Ihr Aide-Mémoire betr. Beitritt der Schweiz zum Völkerbund[1] antworten will, beschloss sie, die Frage dem Obersten Rat zu unterbreiten, der eine Kommission von Rechtsgelehrten beauftragte, die Antwort vorzubereiten.

Die Auskünfte, die ich über die Meinung dieser Rechtsgelehrten erhalten konnte, fasse ich wie folgt zusammen:

1. Ebensowenig wie man eine Ratifikation der Vereinigten Staaten mit Vorbehalten annehmen wird, will man einen Beitritt mit Vorbehalten.

2. Es ist sehr wahrscheinlich, dass man der Schweiz die Möglichkeit lassen wird, die Frist von 2 Monaten, die mit der Ratifikation des Friedensvertrages mit Österreich oder Bulgarien zu laufen beginnt, zu benützen. Diese Verträge enthalten diese Frist auch, was uns Zeit geben wird, das Referendum zu organisieren.

1. *Cf. n° 180.*

3. Dieses letztere ist für unser Land eine Frage innerer Natur, welche die andern Mächte nicht betrifft.

4. Das Datum des Paktes ist der 28. Juni, der Tag der Unterzeichnung des Friedens mit Deutschland und nicht der 28. April, wie dies sowohl im Aide-Mémoire als auch im Bundesbeschluss angegeben ist.

5. Der Vertrag sieht die vollzogene Ratifikation von 3 Grossmächten vor und nicht von 5. Der Pakt wird zur gleichen Zeit in Kraft treten wie der Friedensvertrag, und der Völkerbund wird von diesem Augenblick an konstituiert sein. Die ersten vorbereitenden Zusammenkünfte werden in Paris stattfinden, um verschiedene Klauseln des Vertrages ausführen zu lassen, dann später, wenn man in Genf zusammentreten will, sollte die Schweiz offiziell und ohne Vorbehalte angenommen haben, d.h. ihr Referendum sollte stattgefunden haben und sie sollte nicht mehr darauf bestehen, die Ratifikation des Vertrages durch die fünfte Grossmacht abzuwarten, was im Vertrag nirgends vorgesehen ist.

6. Der Sitz wird nicht wieder in Frage gestellt und man will kein Provisorium in Brüssel, aber wir haben Interesse daran, unsere Fristen zu regeln.

7. Ohne im allergeringsten unsere fortdauernde Neutralität in Frage zu stellen, scheinen die genannten Rechtsgelehrten gesonnen zu sein, Vorbehalte über unsere Auslegung bezüglich der Kombination der Art. 21 und 435 zu machen. Unsere Interpretation ist einseitig, indem es einzig und allein dem Völkerbund zustehen wird, auszulegen, in welchem Masse sich die aus dem Pakt ergebenden Pflichten (devoirs) mit den Pflichten der Neutralität vertragen. Übrigens, da die Schweiz am Völkerbund teilnehmen wird, wird sie zu jeder Beratung betr. diese Auslegung beigezogen werden.

Der eigentliche Grund ist der, dass man nicht zum voraus eine Verpflichtung durch den Völkerbund zu übernehmen wünscht, dem man vollständige Freiheit lassen will.

Sobald ich weiteres vernehme, werde ich wieder telegraphieren.

208

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

L'Office allemand des Affaires étrangères à la Légation de Suisse à Berlin[1]

Copie
N Nr. II W 14576 Ang. 3 Berlin, 31. Dezember 1919
121033

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der Schweizerischen Gesandtschaft auf das gefällige Promemoria vom 19. d. M.[2] folgendes ergebenst zu erwidern:

Bereits vor Ablauf des Wirtschaftsabkommens vom 1. Juni 1919 hat die Deutsche Regierung durch Vermittlung ihres Gesandten in Bern der Schweizerischen

1. *D'après une lettre du 21 janvier 1920 du Ministre von Planta à la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, la Légation n'a reçu cette note que le 20 janvier 1920.*
2. *Non retrouvé.*

Regierung die Mitteilung machen lassen, dass sie an sich zu einer Verlängerung des Abkommens auf weitere sechs Monate bereit wäre, dass indes die gänzlich veränderten wirtschaftlichen Verhältnisse, insbesondere auf dem Kohlenmarkte, eine Heraufsetzung der Kohlenpreise notwendig mache. Als den der derzeitigen Lage angemessenen Preis hat sie den «Weltmarktpreis» in Vorschlag gebracht.

Als dann Ende November der Herr Gesandte von Planta hier den dringenden Wunsch seiner Regierung äusserte, es möchte das Wirtschaftsabkommen um einen weitern Monat, so wie es ist, verlängert werden[3], hat die Deutsche Regierung unter Hintansetzung gewichtigster Bedenken diesem Wunsche entsprochen. Sie tat dies in der Erwartung, dass auch die Schweiz sich bei den in der Zwischenzeit aufzunehmenden Verhandlungen über die weitere Verlängerung des Wirtschaftsabkommens den für Deutschland aus seiner Wirtschaftslage heraus sich ergebenden Notwendigkeiten, die uns bezüglich der Kohlenpreise gewissermassen in eine Zwangslage versetzen, nicht verschliessen würde. Diese Verhandlungen sind indes zum aufrichtigen Bedauern der Deutschen Regierung ergebnislos verlaufen.

Zu der nunmehr angeregten Verlängerung des Wirtschaftsabkommens, so wie es ist, um einen weiteren Monat, also bis zum 31. Januar 1920, sieht sich die Deutsche Regierung leider ausser Stande.

Der Deutsche Gesandte in Bern ist beauftragt worden, der Schweizerischen Regierung eingehend die Gründe darzulegen, die die Haltung der Deutschen Regierung in dieser Frage notwendig machen. Er ist in Sonderheit beauftragt worden, zu betonen, dass die Deutsche Regierung auf Wunsch der Schweizerischen Regierung jederzeit bereit sein würde, die unterbrochenen Verhandlungen wieder aufzunehmen.

---

3. *Aucune trace de cette démarche n'a été trouvée; en revanche, par télégramme n° 37 du 28 novembre, le Département de l'Economie publique faisait savoir au Ministre von Planta qu'on aurait* mit deutschen Gesandtschaft vereinbart, Abkommen jedenfalls vorläufig bis Ende Dezember zu verlängern, damit gegenseitige Lieferungen nicht unterbrochen werden müssen. *[...]*Bitten Sie, diesen Vorschlag eindringlich zu unterstützen und durchzusetzen, dass Vertragszustand bis Ende Jahres beibehalten bleibt und namentlich Kohlenlieferungen, speziell Braunkohlenbriketts, keinerlei Unterbrechung erfahren *[...]*. (EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22); *sur cette question, cf. aussi n° 178.*

209

E 7800 1/76

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L C.41/III Bruxelles, 31 décembre 1919

Je vous confirme mon télégramme d'hier et vous envoie ci-inclus copie de la réponse de M. Jaspar.[1] Toutes mes démarches auprès de lui et du Ministère des Affaires étrangères se sont heurtées à un *non possumus* absolu pour l'instant. «Vous voyez que nous n'avons pas même réussi à tenir nos engagements ces derniers mois», m'a dit M. Jaspar, «je ne veux rien vous promettre car je serais incapable de tenir ma promesse. La situation est de plus en plus grave, je suis assailli de réclamations de toutes les industries du pays et de l'administration des chemins de fer. Tant que l'Allemagne ne nous enverra pas une tonne de charbon, c'est une nécessité absolue de réserver pour le pays toutes nos ressources.»

M. Jaspar n'a pas ajouté, ce que j'ai appris d'autre part, que la situation économique avec la France était fort tendue. L'article ci-inclus vous l'expliquera en partie. Il y a tous les jours de longues conférences chez l'Ambassadeur de France. M. Loucheur est attendu incessamment et l'on me dit qu'il vient ici pour sauver sa situation fort compromise en France et qu'il lui faut à tout prix un succès, c'est-à-dire du charbon belge. Par conséquent, nous n'avons rien de bon à attendre de sa venue. Il fera tout ce qu'il pourra pour obtenir de la Belgique que celle-ci lui réserve exclusivement son surplus de production. Je dois ajouter que nous avons partout ici d'excellents défenseurs, que nos intérêts seront très bien défendus et que l'on fera tout pour nous envoyer quelque chose, mais un engagement formel, avant que la situation se soit un peu éclaircie, il n'en est pas question.

Comme vous le verrez par la réponse de M. Jaspar, celui-ci, revenant sur ce qu'il m'avait dit il y a 8 jours, n'insiste plus pour le maintien d'un crédit, au cas où nous conclurions un nouvel accord.

Comme je vous l'ai télégraphié, j'espère vivement obtenir que les expéditions de charbon à prendre sur le contingent en retard de novembre et décembre pourront continuer à se faire ces prochaines semaines. J'avais pris la précaution de faire timbrer les licences en mettant comme date extrême le 26 février de sorte que nous sommes à peu près à couvert, à moins de circonstances tout à fait exceptionnelles.

Vous voudrez bien expliquer la situation à la Société Coopérative à laquelle je n'ai pas le temps d'écrire tellement je suis surmené et chargé de travail en cette fin d'année.

---

1. *Reproduite en annexe.*

ANNEXE

Le Ministre belge des Affaires économiques, H. Jaspar, au Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey

Copie
N

Bruxelles, 30 décembre 1919

Vous avez bien voulu faire une nouvelle démarche en vue d'obtenir la prolongation jusqu'au 31 janvier prochain de la Convention avenue avec le Gouvernement suisse en ce qui concerne la fourniture de charbon.

A mon grand regret, il n'est pas possible de consentir pour le moment cette prolongation: la situation du ravitaillement du pays en charbon devient de jour en jour plus critique et les récentes grèves de la région de Charleroi ont considérablement aggravé cette situation.

Quant aux crédits que la Suisse mettait à la disposition de la Belgique, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'en solliciter le renouvellement, même dans le cas où la Belgique pourrait continuer ses fournitures de charbon, nous devrions nous entendre sur d'autres bases.

210

E 2200 Paris 1/1578

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, aux Légations de Suisse

L BH.152

Berne, 31 décembre 1919

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli, pour votre information, le texte d'un rapport que le Conseil fédéral a décidé d'adresser à l'Assemblée fédérale, concernant les principes à suivre par le Gouvernement suisse lors de la conclusion de traités internationaux d'arbitrage.[1]

Ainsi que vous voudrez bien l'observer, le Conseil fédéral veut saisir l'occasion qui se présente du fait que certains traités d'arbitrage conclus par la Suisse notamment avec l'Italie, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis[2], sont arrivés à terme pour inaugurer, en matière d'arbitrage, une politique tendant à établir une obligation plus étendue des parties contractantes et à suppléer ainsi, dans une certaine mesure, aux lacunes du Pacte de la Société des Nations.

Nous vous serions reconnaissants de nous donner connaissance des observations que vous pourrez être amené à faire, à la lecture de ce document, par rapport à la situation spéciale du pays dans lequel vous êtes accrédité. Il va sans dire que des négociations en vue de la conclusion ou du renouvellement des traités d'arbitrage avec les différents pays ne pourront être entamées qu'après la décision de l'Assemblée fédérale, qui devra avoir lieu au mois de février de l'année prochaine.

---

1. *Cf.* FF, 1919, Vol. V, *pp. 809–826.*
2. *Sur les sondages entrepris à ce sujet auprès des gouvernements de ces pays, cf. n° 132.*

211

E 2200 Paris 1/1580

La Conférence de la Paix à la Légation de Suisse à Paris

N Paris, 2 janvier 1920

Par son aide- mémoire du 18 décembre 1919[1], la Légation de Suisse, se référant au Pacte de la Société des Nations que la Légation date au 28 avril 1919, a fait connaître au Gouvernement de la République française que l'Assemblée fédérale suisse s'est décidée le 21 novembre 1919[2] en faveur de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, décision dont le texte a été annexé audit aide-mémoire.

Le Gouvernement suisse ajoute qu'il se réserve de faire parvenir en temps utile au Secrétariat général de la Société des Nations, une déclaration formelle d'accession après le vote populaire, qui est prévu par la Constitution helvétique et qui, selon lui, ne devrait pas nécessairement avoir lieu dans le délai de deux mois visé à l'article 1er du Pacte, par ce motif que la réalisation de la Société des Nations dépendrait de l'accession de tous les Etats, auxquels le Pacte accorde une représentation permanente dans le Conseil de la Société.

Enfin, d'après le Gouvernement suisse, la notification de la décision de l'Assemblée fédérale faite dans le délai de deux mois après l'entrée en vigueur du Traité aurait cette conséquence d'assurer à la Suisse tous les droits d'un Etat invité à accéder comme membre originaire et en même temps de ne pas préjuger de la décision finale adoptée par le peuple suisse dans le référendum requis par la Constitution helvétique.

Le Gouvernement de la République française a fait connaître au Conseil suprême des Puissances alliées et associées l'aide-mémoire de la Légation de Suisse. Le Conseil suprême considère qu'à aucun égard, et ainsi que le Gouvernement suisse le reconnaît d'ailleurs lui-même, cet aide-mémoire ne saurait valoir, comme une déclaration d'accession. Il a l'honneur d'ajouter les observations suivantes:

1. D'après l'article 1er du Pacte, la déclaration d'accession doit être faite sans réserve et dans les deux mois qui suivront la mise en vigueur du Pacte. Une déclaration d'accession qui serait subordonnée au résultat du référendum ne saurait être considérée comme une accession sans réserve. D'autre part, les mesures que le droit constitutionnel suisse exige en pareille matière, concernent la Suisse seule. Pour les autres Puissances intéressées, c'est la déclaration d'accession effectuée en conformité des termes du Traité, qui est uniquement à prendre en considération.

2. La note suisse présente la date du 28 avril 1919 comme date à laquelle le Pacte aurait été adopté.

---

1. *Il s'agit de l'aide-mémoire du Conseil fédéral du 6 décembre, remis à la Conférence de la Paix, le 18 décembre, cf. n° 180.*
2. *Cf. n° 168.*

Il importe de remarquer que le seul texte officiel est celui qui a été signé par les Puissances et auquel la date du 28 avril 1919 ne s'applique pas.

3. La thèse de la note suisse, d'après laquelle la réalisation de la Société des Nations dépendrait de la ratification des cinq Principales Puissances, n'est pas conforme aux clauses finales du Traité, d'après lesquelles celui-ci, dans toutes ses parties, c'est-à-dire y compris la Partie I (Pacte de la Société des Nations) est applicable *erga omnes* en tout ce qui concerne la computation des délais, et entrera dès le dépôt de la ratification des trois des Principales Puissances et de l'Allemagne, en vigueur pour toutes les Puissances qui l'auront ratifié à ce moment.

4. Enfin, l'arrêté du Conseil fédéral, dont le gouvernement suisse a bien voulu joindre une copie à son aide-mémoire, contient, dans son préambule, diverses considérations sur la combinaison entre l'accession de la Confédération helvétique à la Société des Nations et la neutralité perpétuelle de la Suisse, ainsi qu'entre les articles 21 et 435 du Traité.

Le Conseil suprême ne peut que réserver l'examen de cette question.[3]

---

3. *Pour la lettre de voiture du Ministre Dunant, cf. n° 214.*

212

E 2001 (B) 8/31

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

Copie
L Arbeiterschutzkonferenz Bern, 5. Januar 1920

In der Anlage übermitteln wir Ihnen die Kopie der in Washington vereinbarten Konventionen über Arbeiterschutz[1] und eine kurze konfidentielle Aufzeichnung über die erste dieser Konventionen.[2] Sie ersehen daraus, dass durch den Inhalt namentlich dieser 1. Konvention für uns eine erhebliche Schwierigkeit zu entstehen droht. Wir glauben nämlich nicht, dass das Schweizer Parlament und das Schweizer Volk gewillt sind, die nötigen gesetzgeberischen Anordnungen zu treffen, um diese Projekte im Lande durchzuführen. Man hat mit dem 8-Stundentag für die Fabriken gerade genug und wird sich speziell auch in der romanischen Schweiz auf das entschiedenste der Festsetzung der Arbeitszeit für Angestellte und Arbeiter entgegenstellen. Den 8-Stundentag hält man speziell für das Kleingewerbe als unannehmbar und verhängnisvoll. Offen gestanden können

---

1. *Non reproduite, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23. *Sur la Conférence internationale du Travail de Washington, cf. aussi le* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 10 décembre 1920, FF, 1920, vol. V, *pp. 443–588. Les projets de Convention dont il est question figurent en annexe à ce message, p. 551 et ss.*
2. *Reproduite en annexe.*

wir uns gar nicht erklären, wie diese Neuerung in den andern Staaten, welche die Konferenz in Washington beschickt haben, ernstlich ins Auge gefasst, geschweige denn durchgeführt werde.

Sie verstehen, dass nun für uns eine recht schwierige Situation entstanden ist. Bis jetzt stand die Schweiz an der Spitze der Bewegung für die Verkürzung der Arbeitszeit und der Verbesserung der Arbeitsverhältnisse. Wir haben uns aber dabei immer bemüht und bemühen müssen, das praktisch Erreichbare zu verfolgen, und nun legt man uns eine für die Arbeiterschaft nach deren Meinung sehr fortschrittliche und vorteilhafte Lösung vor, von der wir aber befürchten, dass sie nicht realisiert werden könne. Anderseits möchten wir nicht die ersten sein, die gegen dieses Projekt Sturm laufen. Wir bitten Sie also, wohl zu unterscheiden, was wir Ihnen konfidentiell mitteilen und was Sie bei der dortigen Regierung zu vertreten haben.

Bereits am 26. Januar soll nun in Paris der Verwaltungsrat des Internationalen Arbeitsbureau zusammentreten, worin auch die Schweiz einen Sitz hat. Vorerst entstehen nun gewisse Schwierigkeiten im Hinblick auf den Umstand, dass wohl dannzumal der Friede ratifiziert, die Schweiz aber dem Völkerbund noch nicht beigetreten sein wird. Wir berühren diese politisch-rechtliche Frage ein andermal.

Anderseits läge uns nun daran, zu wissen, was eigentlich anlässlich dieser Sitzung in Paris geschehen soll. Unsere Delegierten sind in dem Momente, in dem dieser Brief verfasst wird, noch nicht zurück; wir erwarten sie täglich, sind aber also zur Stunde noch nicht in allen Teilen unterrichtet. Wir bitten Sie nun, zunächst Herrn Fontaine, Directeur du Travail im Arbeitsministerium, zu besuchen, der in Washington zum Präsidenten des Verwaltungsrates des Arbeitsamts gewählt wurde. Der Unterzeichnete kennt ihn, er war seinerzeit Delegierter mit Millerand an der Arbeiterschutzkonferenz in Bern vom Jahre 1913. Herrn Fontaine wollen Sie fragen, welches das Programm dieser Sitzung vom 26. Januar in Paris sei und welche Dinge behandelt werden sollen. Sie wollen einfliessen lassen, ob vielleicht anlässlich dieser Sitzung der Text der in Washington festgesetzten Konventionen noch einmal durchgegangen und revidiert wird oder ob wohl dieser Text als unveränderlich und definitiv festgesetzt betrachtet wird, ferner, ob dieser Text einer im Jahre 1920 einzuberufenden Konferenz nochmals unterbreitet wird, oder wie man sich das formelle Vorgehen denkt. Beiläufig und in recht vorsichtiger Weise dürften Sie auch bemerken, dass diese Konventionen, speziell die erste für den 8-Stundentag, in ihrer Ausdehnung auf das ganze Gewerbe (les métiers) doch recht viel Neues bringen und speziell in kleinstädtischen und landwirtschaftlichen Verhältnissen vielleicht Schwierigkeiten begegnen könnten. Dabei wollen Sie weniger von der Schweiz als von andern Ländern sprechen und in vorsichtiger Weise zu erfahren suchen, wie Herr Fontaine von den Aussichten auf Ratifikation dieses und überhaupt der andern Washingtoner Abkommen denkt.

Weiter wollen Sie zu erfahren suchen, ob die Sitzung vom 26. Januar das Programm für die Konferenz von 1920 festsetzen soll, und was sich Herr Fontaine unter diesem Programm denkt. Sie dürfen ihm vielleicht auch in den Mund legen, dass er ja wohl selbst gegen die Überstürzung sei und die Lösung wohl überlegt werden müsse. Uns würde es natürlich interessieren zu wissen, in welcher Richtung ein Programm für die Konferenz von 1920 liegt.

Soweit die Instruktionen.

Sie werden unsere Tendenz verstehen. Wir würden es eigentlich gerne sehen, wenn man über die Konferenz von Washington im Verwaltungsrate in kleinem Kreise noch einmal reden würde und eventuell diejenigen Änderungen, die sich leicht einführen liessen, vornehmen könnte, die geeignet wären, die unübersteigbaren Hindernisse aus der Welt zu schaffen. Sie wissen, dass wir der Sache des Arbeiterschutzes sehr zugetan sind; aber gerade deshalb müssen wir darauf dringen, dass nicht zu weit gegangen wird und dass nicht unrealisierbare Projekte in den Vordergrund geschoben werden, die tatsächlich die Entwicklung und die Fortschritte hemmen.

Wenn Sie es für angemessen finden, so könnten Sie auch noch Herrn Jourdain, Ministre du Travail, besuchen. Der Unterzeichnete kennt ihn persönlich und bittet Sie, ihm seine Empfehlungen zu überbringen. Herr Jourdain war während des Krieges der hiesigen französischen Botschaft zugeteilt. Ob er schon Gelegenheit hatte, sich mit den pendenten Fragen zu beschäftigen, wissen wir nicht. Aber eine Idee muss er von den Dingen haben. Es würde uns sehr interessieren, etwas zu vernehmen, wie dieser Herr, der von Haus aus Industrieller ist, über die Sache denkt.

Wir legen dieser Angelegenheit und den Auskünften, die wir Sie einzuholen bitten, sehr grosse Bedeutung bei, da die Lösung einer wichtigen sozialpolitischen Frage aufgerollt ist. Überdies müssen wir uns entschliessen, wer die Schweiz im Verwaltungsrate des Arbeitsbureaus vertreten soll. Auch dieser Punkt ist im Hinblick auf unser Verhältnis zum Völkerbund wichtig. Endlich werden Sie verstehen, dass die ganze Strömung für und wider den Völkerbund wesentlich dadurch beeinflusst werden kann, ob diese Arbeiterfragen in wirklich praktischer, einen Erfolg sichernder Weise behandelt werden können.

Wir wären Ihnen sehr dankbar, wenn Sie uns so bald wie möglich Ihre Berichte zukommen lassen wollten.[3] Wir schreiben gleichfalls nach London[4] und lassen auch Herrn Martin in ähnlicher Weise bei Herrn Butler Erkundigungen einziehen.[5]

ANNEXE

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

Konfidentiell *Bern,* 5. Januar 1920

NOTIZ FÜR DIE
GESANDTSCHAFTEN PARIS UND LONDON
ZUR KONVENTION I DER WASHINGTONER KONFERENZ

Die Washingtoner Arbeiterschutzkonferenz hat nicht weniger als 6 internationale Abkommen vorbereitet, von denen die einen als Abkommen, die andern als Empfehlungen gedacht sind. Wir wollen heute nur von dem ersten Abkommen sprechen und dabei das folgende feststellen:

---

3. *Pour la réponse du Ministre Dunant, cf. n° 218.*
4. *Cf.* E 2001 (B) 8/31.
5. *La réponse de l'Attaché commercial de la Légation de Suisse à Londres, H. Martin, coïncide en substance avec la dépêche du Ministre Dunant, reproduite sous n° 218, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23.

Dieses erste Abkommen fixiert die Arbeitszeit in allen industriellen, öffentlichen oder privaten Etablissementen wie für deren Nebenbetriebe, welcher Natur sie immer seien, auf 8 Stunden im Tag und 48 Stunden in der Woche in dem Sinne, dass, wenn an einem Tage weniger als 8 Stunden gearbeitet wird, an den andern Tagen höchstens 1 Stunde zugelegt werden darf, aber so, dass die 48-Stunden-Woche in keinem Fall überschritten wird. Dieses Prinzip entspricht dem schweizerischen Gesetz über die Arbeitszeit in den Fabriken. Was aber neu ist, ist eine ganz gewaltige Ausdehnung auf alle industriellen und gewerblichen Betriebe, Transportbetriebe usw., gleichviel wieviel Arbeiter sie beschäftigen. Nur der Handel und die Landwirtschaft sind ausgenommen. Jeder Schreiner, jeder Schmied, jeder Wagner, der auch nur einen einzigen Arbeiter beschäftigt, selbst wenn er in ländlichen Verhältnissen wohnt, ist inbegriffen. Die Vorschrift bezieht sich auch auf das ganze Personal, also nicht nur auf die Arbeiter, sondern auch auf die Angestellten. Ausgenommen sind nur Vertrauenspersonen. Die Ausnahmen, die in den Art. 3 bis 6 gegeben sind, gehen einerseits ziemlich weit, anderseits helfen sie aber die Härten, die diese Vorschriften für Kleinbetriebe enthalten, in keiner Weise beseitigen. Dies gilt insbesondere auch von Art. 5, wo eben immer wieder die mittlere Arbeitsdauer 48 Stunden nicht überschreiten darf. Auch Art. 6 gibt wohl Staaten, die es nicht genau nehmen, Gelegenheit, in der Grossindustrie beliebige Überzeit zu gestatten und damit die Schweiz, die es mit ihren Pflichten genau nimmt, zu konkurrenzieren; es hilft aber nicht für Kleinbetriebe.

In unserm Lande zeigt sich eine ausgesprochene Abneigung gegen die Ausdehnung des 8-Stunden-Tages und der 48-Stunden-Woche, insbesondere auf kleine Betriebe und überhaupt auf Betriebe, die dem Fabrikgesetz nicht unterstellt sind. Im Baugewerbe, in der Bäckerei, überhaupt in einer ganzen Menge von Betrieben, wird zur Zeit noch weit mehr als 48 Stunden in der Woche gearbeitet. Man macht geltend, dass die Einführung der 48-Stunden-Woche für Betriebe, in denen keine schwere Arbeit verrichtet wird, notwendigerweise zu einer noch stärkeren Reduktion der Arbeitszeit für Betriebe mit intensiver Arbeit führen werde. Jedenfalls ist soviel sicher, dass der Bundesrat es zur Zeit nicht wagen würde und auch gar nicht daran denkt, allgemein die 48-Stunden-Woche für alle Betriebe zu proklamieren. Man ist vielleicht versucht, in der internationalen Festlegung eine Beseitigung grosser Hindernisse zu finden, allein dies trifft nur für die eigentliche Industrie, speziell für die Exportindustrie, zu, die – loyale Durchführung des Abkommens vorausgesetzt – durch eine Konvention davor geschützt wird, dass Konkurrenzländer unter günstigeren Verhältnissen arbeiten können. In kleinen Betrieben handelt es sich aber um die Produktion für den inländischen Konsum, der die ganze Last der Verkürzung der Arbeitszeit tragen muss. Man fürchtet, dass durch solche Kürzungen die Arbeitslust noch mehr gemindert wird, als es leider bis heute schon der Fall ist. Wir haben grosse Zweifel, dass die Behörden, geschweige denn das Volk, solchen Vorschriften ihre Zustimmung geben würden.

213

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 janvier 1920 [1]

2. Beitritt der Schweiz zum Völkerbund

Mündlich

Der Bundespräsident gibt Kenntnis von einem Telegramm der Gesandtschaft in Paris[2], welches die Antwort des Obersten Rates der Ententemächte auf das ihm durch Vermittlung der schweizerischen Gesandtschaften bei den Regie-

1. *Etaient absents: F. Calonder, E. Chuard, J.M. Musy.*
2. *Cf. n° 211.*

rungen der Ententemächte übermittelte Aide-Mémoire[3] des Bundesrates betreffend den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund enthält. Der Originaltext dieser Antwort liegt noch nicht vor.

Nach dem Text des Telegrammes führt der Oberste Rat aus, als Datum des Völkerbundsvertrages habe nicht der 28. April 1919, sondern der 26. Juni 1919 zu gelten, und zum Zustandekommen des Völkerbundes sei nicht der Beitritt der fünf Hauptmächte der Entente erforderlich, vielmehr genüge hiezu die Ratifikation des Friedensvertrages durch drei Ententemächte. Ferner gibt der Oberste Rat der Auffassung Ausdruck, eine Beitrittserklärung der Schweiz unter Vorbehalt des Ergebnisses der Abstimmung des Volkes und der Stände könne nicht als genügend betrachtet werden, um der Schweiz die Stellung als ursprüngliches Mitglied des Völkerbunds zu wahren. Endlich behält sich der Oberste Rat vor, die Erwägungen im Ingress des Bundesbeschlusses über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund, welche Erwägungen die immerwährende Neutralität der Schweiz betreffen, noch zu prüfen.

Mit Rücksicht darauf, dass sich die Presse auf Grund von Mitteilungen, die über die Antwort des Obersten Rates schon in französischen Zeitungen erschienen sind, der Sache sofort bemächtigen wird, stellt der Bundespräsident den *Antrag, sofort durch das politische Departement ein «Mitgeteilt» zu erlassen,* worin ungefähr zu sagen wäre, der Bundesrat habe eine Aide-Mémoire betreffend den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund an die Ententemächte gerichtet und vorläufig von der Antwort des Obersten Rates in Form eines Telegrammes der Gesandtschaft in Paris Kenntnis erhalten; der Bundesrat behalte sich eine weitere Mitteilung nach Eingang des Originaltextes der Antwort des Obersten Rates vor und werde eventuell auf Grund weiterer Verhandlungen, wenn solche nötig sein sollten, zu der Antwort Stellung nehmen.

In der Beratung wird darauf hingewiesen, dass durch die Stellungnahme des Obersten Rates der Beitritt der Schweiz zum Völkerbund in zweifacher Hinsicht erschwert werde. Denn erstens müsse danach die Volksabstimmung, deren Ergebnis vom Obersten Rat als Voraussetzung für die gültige Beitrittserklärung betrachtet werde, innert zwei Monaten nach Ratifizierung des Friendensvertrages mit Deutschland durch drei Ententemächte vorgenommen werden, so dass die Schweiz mit der Volksabstimmung voraussichtlich nicht zuwarten kann, bis Amerika zum Völkerbund Stellung genommen hat, und zweitens scheine der Oberste Rat die Frage der Neutralität der Schweiz im Völkerbund noch nicht als abgeklärt zu betrachten. Solange aber hierüber noch irgendwelche Zweifel walten, könne von einem Beitritt der Schweiz keine Rede sein. In dieser Hinsicht gebe die Antwort des Obersten Rates Gelegenheit, auf Grund neuer Verhandlungen völlige Klarheit zu schaffen, und es dürfe darauf gerechnet werden, dass dies im Sinne des Entgegenkommens geschehe, da namentlich Frankreich nach seinen früheren Versprechungen die Schweiz in diesem Punkte unterstützen werde.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen,* das politische Departement zu einer Mitteilung an die Presse im Sinne seines Antrages zu ermächtigen.

---

3. *Cf. n° 180.*

214

E 2001 (B) 1/82

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta

L 1/19 Paris, 6 janvier 1920

En vous confirmant mes télégrammes 4[1] et 6[2] d'hier, j'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli la copie de la note reçue du Secrétariat général de la Conférence de la Paix, au sujet de l'accession de la Suisse à la Société des Nations.

Revenant sur ce que je vous télégraphiais sous n° 6, je ne crois pas devoir vous dissimuler que, vu l'état actuel de la situation à Washington, il me semble difficile de vouloir attendre la ratification des Etats-Unis; si cette réserve était compréhensible au moment où elle fut formulée, l'automne dernier, au sein de notre Parlement, vous serez certainement d'accord avec moi pour constater que, depuis lors, les Etats européens ayant déjà ratifié, éprouvent quelque ressentiment d'assister aux hésitations de Washington, dont on ne saurait exactement prédire comment et quand elles prendront fin.

Le Traité du 28 juin 1919 va enfin entrer en vigueur d'ici à quelques jours; c'est vous dire que le délai de deux mois pour accéder à la Société des Nations expirera vers le 10 mars. Que va faire la Suisse d'ici là? Le Conseil fédéral estimera-t-il possible de se prévaloir des Traités de Paix avec l'Autriche et avec la Bulgarie, qui contiennent, eux aussi, la clause du délai de deux mois pour accéder au «covenant»? Ou bien avez-vous l'intention de répondre au Conseil suprême? En tout état de cause, il me paraîtrait politique de ne point nous singulariser en insistant sur notre désir d'attendre la ratification — non prévue au Traité — d'une cinquième principale Puissance, et n'oublions pas que nous avons, en Suisse, le siège de la Ligue; or, bien que la question du siège n'ait, à ce que m'affirment des gens documentés, pas été remise sur le tapis, il est évident qu'après s'être réuni les deux ou trois premières fois à Paris, le Conseil de la Ligue tiendra à ne plus rester dans le provisoire .... Pourra-t-il venir en Suisse si notre accession n'est point chose définitivement reconnue par nos cosociétaires? Nous sommes dans une situation fort délicate: s'il ne s'agissait que de la juger au point de vue extérieur, la solution serait facile à préconiser; mais vous vous trouvez vis-à-vis

1° d'une décision déjà prise par l'Assemblée fédérale et

2° d'une consultation de politique intérieure qu'il est hors de ma compétence d'apprécier.

J'ajoute que si vous estimiez utile d'envoyer ici un juriste pour prendre langue avec les jurisconsultes qui ont commis le papier ci-inclus (M. Fromageot et ses complices d'Italie, de Grande-Bretagne et du Japon), il serait préférable de confier cette mission à M. le professeur Charles Borgeaud plutôt qu'à M. Rap-

---

1. *Non reproduits; il s'agit de la transmission télégraphique de la note reproduite sous n° 211.*
2. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1580.

pard; tous deux sont venus à Paris l'an dernier et nous ont rendu de grands services, mais le second a surtout fréquenté les Yankees et «joué la carte américaine»; or, la partie a changé de mains.

215

E 2001 (E) 1969/262/42

Johann Fürst von Liechtenstein au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
N Wien, 6. Januar 1920

Zu meiner hohen Befriedigung hat die eidgenössische Regierung dem Ersuchen meiner Regierung, die Vertretung der Interessen des Fürstentums Liechtenstein und seiner Staatsangehörigen dort zu übernehmen, wo ich keine eigenen diplomatischen Vertretungen errichtet habe oder zu errichten mich veranlasst sehen werde, willfahrt.

Ich fühle mich gedrängt, Ihnen Herr Präsident meinen aufrichtigen Dank für dieses liebenswürdige Entgegenkommen der eidgenössischen Regierung auszusprechen, durch welches das Ansehen, das die Schweiz und ihre diplomatische Vertretung allüberall in so hohem Masse besitzt, auch den Interessen meines Landes zugute kommt.

Ich beehre mich, dem Wunsche Ausdruck zu geben, dass die bestehenden herzlichen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem nachbarlichen Fürstentume sich hiedurch immer freundlicher gestalten und vertiefen.

216

E 2001 (B) 5/5

Le Ministère français des Affaires étrangères à la Légation de Suisse à Paris

N Paris, 7 janvier 1920

Le Ministre des Affaires étrangères a pris connaissance avec le plus grand intérêt de la réponse faite par le Gouvernement fédéral[1] à la note française remise en février à M. Ador[2] et concernant le chemin de fer du Lœtschberg.

Le Gouvernement français note avec satisfaction que le Gouvernement fédéral est disposé à allouer à la Compagnie du Chemin de fer du Loetschberg une subvention supplémentaire importante.

En ce qui concerne les frais entraînés pour la Compagnie par l'établissement de la double voie, le Gouvernement fédéral fait remarquer que ce n'est pas la

1. *Cf. n° 91.*
2. *Cf. DDS 7/1, n° 129.17; cette note a été remise à Ador, à Paris, le 26 janvier 1919; sur cette question, cf. aussi DDS 7/1, n° 175.*

Confédération qui a demandé cet établissement sur la ligne du Lœtschberg; cependant elle a mis à l'octroi de sa subvention des conditions qui ont imposé à la Compagnie des dépenses supplémentaires très élevées.

La modification du contrat de construction de la ligne du Lœtschberg, faite contre le gré des actionnaires et obligataires français, a amené la Compagnie à supporter des dépenses supplémentaires qu'elle a dû couvrir par de nouveaux capitaux, ce qui, par suite, a compromis d'autant le rendement de l'entreprise.

Le Gouvernement français de son côté est aussi disposé, comme il l'a déjà fait savoir au Gouvernement fédéral, à venir financièrement en aide à nouveau, à la Compagnie du Lœtschberg, mais à la condition qu'il soit accordé à cette Compagnie des conventions lui donnant des éléments de recettes suffisants pour assurer son existence et sauvegarder les intérêts des porteurs français engagés dans cette affaire.

En dehors de la réponse favorable du Gouvernement fédéral pour l'octroi d'une nouvelle subvention, le Gouvernement français constate avec regret que sur toutes les autres demandes formulées dans sa note du 25 février 1919,[3] *[!]* le Gouvernement fédéral ne donne pas satisfaction au désir exprimé par lui.

Cependant on ne peut contester que la Compagnie du Lœtschberg, en créant cette grande et nouvelle traversée des Alpes, a doté la Suisse d'une voie ferrée internationale de la plus grande importance et du premier grand réseau électrique, ce qui représente pour la Suisse à l'heure actuelle et pour l'avenir un avantage considérable et doit lui rendre les plus grands services. Un effort devrait donc équitablement être fait pour en tenir compte à la Compagnie.

Si les lois suisses ne permettent pas au Gouvernement fédéral d'accorder une garantie d'intérêt aux grandes Compagnies de chemins de fer des réseaux fédéraux et cantonaux, le Gouvernement fédéral pourrait sans aucun doute consentir à la Compagnie du Lœtschberg, un partage de trafic beaucoup plus large que celui qui est offert dans la réponse qu'il vient d'adresser sur ce sujet. En effet la première convention de partage de trafic consentie à la Compagnie du Lœtschberg par les chemins de fer fédéraux lui a été notoirement défavorable et ne peut être maintenue en vigueur. C'est la raison pour laquelle du reste elle vient d'être dénoncée par la Compagnie du Lœtschberg.

Le Gouvernement français insiste à nouveau et de la manière la plus pressante auprès du Conseil fédéral pour qu'il soit tenu compte plus largement de la nouvelle situation créée dans le monde entier au détriment des Compagnies de chemins de fer par les conditions économiques actuelles et pour qu'une nouvelle convention de partage de trafic soit conclue, de nature à assurer l'existence de la Compagnie du Lœtschberg.

Comme de semblables négociations sont plus difficiles à poursuivre par des échanges de correspondance que par des conversations directes, le Gouvernement français, attachant la plus haute importance au règlement de cette question dans le plus bref délai, se permet d'exprimer le désir que le Gouvernement fédéral veuille bien accepter le principe de la réunion d'une conférence, soit à Berne, soit de préférence à Paris, entre délégués suisses et français désignés par les Gouvernements respectifs.

---

3. *Cf. note 1.*

La réunion de cette conférence pourrait avoir lieu dans la deuxième quinzaine de janvier, à la date que voudra bien faire connaître le Gouvernement fédéral.

Les discussions de cette conférence porteraient sur la situation actuelle de la compagnie, les mesures à prendre en vue de sa réorganisation, la sauvegarde des intérêts français et le maintien de l'entreprise ainsi que ses rapports avec le réseau français.

Dès que le Gouvernement français sera en possession de la réponse du Gouvernement fédéral, il lui fera connaître le choix de ses délégués.[4]

---

4. *Par note du 21 janvier 1920 à l'Ambassade de France à Berne, le Département politique répondit: [...]* Le contenu de cette communication va faire l'objet d'un examen approfondi, dans le délai le plus court possible. Il apparaît toutefois, d'ores et déjà, que cette étude ne pourra pas être terminée avant quelques semaines, en raison notamment de la situation particulière que la législation suisse fait aux Chemins de fer fédéraux.

Tout en devant maintenir, dans leurs grandes lignes, les points de vue exposés dans la note du 25 septembre dernier, le Conseil fédéral se déclare prêt à déférer au désir exprimé par le Gouvernement français de charger une conférence de délégués des deux gouvernements d'examiner ensemble les diverses questions soulevées dans l'échange de notes dont il s'agit. Le Conseil fédéral compte que cette conférence pourra se réunir à Berne dans le courant du mois de mars. (E 2001 (B) 5/5).

217

E 2001 (D)c 1/1920–1923

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, aux Légations de Suisse

Copie
RP 111 My

Berne, 8 janvier 1920

Nous avions adressé, le 13 décembre, à toutes les Puissances prévues comme devant participer à la *Société des Nations* un aide-mémoire[1] exposant le point de vue du Conseil fédéral au sujet du délai dans lequel la Suisse pourra adhérer à la Ligue.

Le Gouvernement français a jugé bon de saisir de cette question le Conseil suprême. Celui-ci a remis notre aide-mémoire à l'examen de quelques juristes dont les noms ne sont pas illustres (M. Fromageot pour la France, M. Pilotti pour l'Italie, M. Malkin pour l'Angleterre et M. Nagaka pour le Japon. L'Amérique n'était pas représentée). Tout cela a eu lieu sans que nous en ayons rien su. A la suite de cet examen, le Secrétariat général de la Conférence de la Paix a adressé à notre Légation à Paris une réponse[2] à notre aide-mémoire, réponse qui ne touche pas seulement à la question du délai. Elle discute en effet la thèse suisse de la ratification par les cinq Puissances principales et réserve le maintien de la neutralité

---

1. *Cf. n° 180.*
2. *Cf. n° 211.*

suisse au sein de la Ligue. Cette réponse a été remise au Conseil fédéral, qui l'examine.

Nous pouvons vous informer confidentiellement que la question de la reconnaissance de l'*Autriche* est arrivée à maturité. Le Conseil fédéral s'en occupera sans doute d'ici à peu de jours et il est probable que la reconnaissance sera décidée.[3]

On a l'habitude, en Europe en général et en Suisse aussi, d'envisager l'Autriche uniquement au point de vue sentimental: on songe aux enfants de Vienne qui meurent de faim, à la nation dépouillée de nombreuses provinces et grevée d'indemnités trop lourdes à payer. Cette triste situation détourne quelque peu l'attention de l'activité du Gouvernement autrichien et cache aux yeux du public l'extrême habileté de la politique de M. Renner. Dès les premiers jours des conférences de St-Germain, celui-ci, par sa bonhomie, sa modestie, son attitude résignée, a su se gagner la sympathie des Puissances de l'Entente: la presse française s'est alors fait l'écho de ces sentiments bienveillants. L'ancienne Légation d'Autriche-Hongrie à Berne a été très frappée de ce succès de Renner auprès de l'Entente; elle se demande à quoi l'attribuer, car le Chancelier autrichien ne lui est pas autrement sympathique.

Dans la question du Vorarlberg, nous avons eu quelques indications sur les méthodes de M. Renner: d'abord les avances apparentes aux Vorarlbergeois et les promesses faites par l'intermédiaire de Fink pour éviter une proclamation d'indépendance imminente; ensuite les mouvements de rébellion autonomiste organisés à Salzbourg et au Tyrol pour impressionner les Puissances; enfin nous venons d'avoir connaissance d'un moyen fort efficace auquel M. Renner a recouru, avec plein succès, pour s'assurer le concours des Anglais dans sa politique vorarlbergeoise: il avait exposé que, étant donné le développement que doit prendre la navigation sur le Rhin, le port de Bregenz deviendrait indispensable à l'Autriche pour maintenir ses communications avec la mer du Nord et l'Océan. Vous voyez l'habileté du Chancelier qui sait découvrir, même pour l'Angleterre, des raisons militant en faveur du maintien de l'union du Vorarlberg avec l'Autriche. Les Anglais ont tout de suite vu la possibilité d'un commerce direct par voie fluviale de Londres à la frontière autrichienne.

Le succès obtenu par M. Renner à Paris pour maintenir en vie l'Autriche n'est jusqu'ici que relatif. En effet, M. Allizé lui-même ne prévoit, pour le moment,

---

3. *A ce sujet, on lit dans le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 9 janvier:* En date du 31 octobre, le Chancelier Renner a adressé au Ministre de Suisse à Vienne une lettre pour demander au Gouvernement fédéral de reconnaître officiellement la République d'Autriche. *[cf. n° 136].*

Bien que le Traité de Saint-Germain ne soit pas encore ratifié et que l'existence de la nouvelle République ne paraisse pas assurée, dans sa forme actuelle, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Espagne et la République Argentine, ainsi que le Saint-Siège ont reconnu la nouvelle République d'Autriche.

Dans ces circonstances, et d'après la proposition du Département politique, il est *décidé:*

de charger le Ministre de Suisse à Vienne de notifier la reconnaissance officielle de la République d'Autriche par le Conseil fédéral. Il serait ajouté qu'à cette occasion, le Conseil fédéral fait des vœux pour la prospérité de l'Autriche et le développement des relations amicales entre les deux pays. (E 1004 1/274 *n°* 79).

qu'un secours immédiat destiné surtout à «empêcher les formes irréparables de la catastrophe». Y arrivera-t-on? Il y a des gens qui en doutent et qui prévoient d'ici à quelques semaines un effondrement de tout et les troubles les plus graves engendrés par le désespoir. Mais si souvent déjà des prédictions analogues ont été démenties par les événements que l'on ose être plus optimiste. Les encouragements du bolchevisme hongrois ayant disparu, la sagesse et la patience sans bornes de la population viennoise peuvent une fois de plus développer une force d'inertie suffisante pour résister à des entraînements dangereux. Mais le péril n'en existe pas moins et serait surtout à craindre si des mouvements révolutionnaires se produisaient dans quelque pays voisin.

La représentation française en Autriche préconise des accords économiques avec les pays voisins: la force des choses tend ainsi à rapprocher les pays que l'on croyait rattachés les uns aux autres par le seul lien de la dynastie commune. La représentation britannique voit l'avenir autrichien plutôt en noir, surtout à cause du problème des transports. Elle cherche le seul remède efficace dans la création d'un service centralisé des transports pour tous les pays de l'ancienne double-monarchie, service qui serait dirigé par l'Entente et aurait son siège à Vienne. Le Président Masaryk aurait été sondé à ce sujet et se serait déclaré d'accord en principe pourvu que le siège de l'organisation fût installé à Prague, mais l'Angleterre considérerait Vienne comme bien mieux située comme centre ferroviaire.

De *Hongrie,* on continue à assurer que la monarchie est inévitable. Le baron Bornemisza, qui part ces jours-ci pour venir représenter officieusement à Berne le Gouvernement de Budapest, dit que les élections vont se faire certainement vers la fin de ce mois et qu'elles seront indubitablement en faveur de la forme monarchique; sur environ 180 mandats, il prévoit que 70 iront aux anciens partis magyars, 70 au nouveau parti des paysans (monarchistes aussi) et 40 aux démocrates et autres qui ne seraient pas tous républicains; les socialistes n'auraient à espérer que quelques mandats à Budapest et dans ses faubourgs industriels. Il est impossible de dire encore qui montera sur le trône. La couronne de St-Etienne — la couronne proprement dite — joue un rôle important en Hongrie et parmi les paysans surtout: est roi celui qui a ceint cette couronne. Le roi Charles est donc pour beaucoup le seul roi possible. Il est probable que la nouvelle assemblée nationale déclarera tout ce qui est survenu depuis la révolution — y compris le régime Carolyi — comme nul et non avenu et reprendra le fil des affaires là où elles en étaient au mois d'octobre 1918 comme si rien n'était survenu depuis lors; le roi Charles ne serait pas replacé sur le trône, il serait censé ne l'avoir jamais quitté. Seulement pour éviter les difficultés du moment, Charles IV (IV en Hongrie) ne reprendrait pas possession du pouvoir mais le déléguerait, selon les anciennes formes de tradition en Hongrie lors des absences du roi, à un «Palatin» qui serait l'archiduc Joseph, né et domicilié en Hongrie, très populaire là-bas et dont le père et le grand-père ont déjà revêtu cette charge. Reste à savoir ce que dira l'Entente et si la nouvelle, d'après laquelle elle s'opposerait à la reprise du pouvoir par les Habsbourg aussi bien que par les Hohenzollern, est exacte.

De source non officielle, nous apprenons que la mission française est disposée à favoriser un rapprochement des marchands français et hongrois. Le commerce de Hongrie est presque entièrement dans les mains des juifs. Bien qu'en principe

une autorisation soit nécessaire pour obtenir des importations de Hongrie en France, une exception générale a été faite déjà pour le bois, les tuiles, l'ardoise, la chaux, le ciment, le fer et l'acier.

De source privée, nous recevons sur la Hongrie les renseignements suivants: tout le monde est d'accord pour le retour à la monarchie, mais on songe à l'archiduc Frédéric, dont la candidature aurait les plus grandes chances de succès. Les anciens fonctionnaires ont presque partout repris leur place et les quelques socialistes qui restent n'ont aucun succès en dehors de Budapest. Le Gouvernement actuel manque d'hommes d'affaires pratiques et le premier soin du futur Gouvernement monarchique devra consister en un remaniement du Ministère dans ce sens. On ne craint plus une immixtion de l'Entente, car celle-ci a perdu son prestige. La France et l'Angleterre sont bien loin et, quant aux Italiens et aux Serbes, on pourra toujours s'entendre avec eux. Ces derniers sont même des alliés éventuels contre les Roumains auxquels va toute la haine du peuple hongrois.

Loin de redouter l'Autriche et l'Allemagne, on espère au contraire un appui secret de ces Puissances. La politique hongroise et la sympathie du peuple tendent toujours plus vers l'Allemagne, ce qui n'est pas désagréable à l'Italie. Et les Tchèques, nous dit notre interlocuteur, ont trop à craindre de leurs difficultés intérieures pour oser entreprendre quoi que ce soit contre la Hongrie. *[...]*[4]

La situation des Allemands en Italie est des plus singulières: depuis des semaines ils arrivent en masse. L'un après l'autre, les hauts fonctionnaires, qui se trouvaient à la tête des établissements allemands à Rome, reprennent leur poste. Le Gouvernement italien favorise activement la reprise des affaires avec l'Allemagne. La presse ne contient plus d'articles hostiles à l'Allemagne, et les Allemands qui rentrent à Rome peuvent avoir l'impression que rien ne s'est passé dans ces quatre années. Cela ne veut pas dire que l'on va leur rendre tous leurs biens. En particulier, la précieuse bibliothèque de l'Institut archéologique allemand menace d'être longtemps encore, entre les deux gouvernements, un sujet de discorde. Mais certainement l'Italie, parmi les pays de l'Entente, est celui où la paix des esprits se fera le plus vite.

Autrefois, les éléments soi-disant avancés étaient pour la France par hostilité contre les grands Empires conservateurs; maintenant, la France étant le boulevard du conservatisme bourgeois, n'a plus du tout le même ascendant sur ces éléments d'extrême gauche. Les catholiques restent hostiles à la France par tradition et les socialistes par politique. D'autre part, l'empressement du Gouvernement italien à faire connaître à l'Allemagne, par l'entremise du Gouvernement fédéral, la désignation de son représentant à Berlin, dès que la paix sera ratifiée, est un fait significatif.

L'Allemagne et ses partisans en Italie bénéficient en ce moment de la mauvaise humeur générale provoquée par le récent discours de M. Clemenceau et par les nouvelles de l'étranger concernant la solution internationale de la question de Fiume. *[...]*[5]

---

4. *Ensuite, le Ministre Lardy parle des élections en France, de la situation en Allemagne et de la réaction française aux événements de Fiume.*

5. *Suivent des passages sur l'Espagne et la Yougoslavie.*

218

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Paris, 10 janvier 1920
T n^os^ 18 et 19 (*Reçu:* 12 janvier)

Zur gefl. Weiterleitung an Herrn Bundesrat Schulthess.[1] Ich hatte mit Fontaine, der gestern aus London zurückgekehrt ist, eine lange Besprechung, in welcher er mir sagte:

1. Die für den 26. Januar in Paris vorgesehene Vereinigung wird sich mit der Organisation des internationalen Bureaus und seines Budgets sowie mit dem Reglement des Verwaltungsrates und der Wahl des endgültigen Direktors, der Albert Thomas sein wird, beschäftigen. Ausserdem wird diese Vereinigung das Programm für die Konferenz betr. die Seeleute einschliesslich Flusschiffahrt festsetzen, die im Juni stattfinden wird; überdies das Programm für die auf Ende Jahres vorgesehene allgemeine Konferenz prüfen. Diese Konferenz wird sehr wahrscheinlich Fragen betr. Ackerbau und Neugestaltung des Verwaltungsrates zwecks Sicherungen von Vertretungen ausser-europäischer Länder zu behandeln haben. Schliesslich wird Schluss der Washingtoner-Sitzung erklärt werden.

2. Es ist unbedingt ausgeschlossen, sei es im Laufe der nächsten Vereinigung oder anlässlich der allgemeinen Konferenz, die in Washington festgelegten Texte zu revidieren, denn dies sind endgültige Texte, welche den verschiedenen Parlamenten tel quel vorgelegt werden müssen. Fontaine hat sich gegenüber William Martin bereits in diesem Sinne ausgesprochen, den er am Mittwoch gesehen hat. Eine Abänderung würde nur in dem Falle geprüft, wenn einige Parlamente die Ratifikation verweigern sollten. Fontaine weist übrigens darauf hin, dass in Washington alle Übereinkünfte und «Recommandations» sozusagen einstimmig angenommen wurden mit Ausnahme derjenigen betr. die Wöchnerinnen, welche 67 gegen 10 Stimmen machte.

3. Sie müssen vor ganz kurzer Zeit von Butler veranlasste telegraphische Mitteilungen aus London betr. das Programm vom 26. Januar erhalten haben.[2] Fontaine fügt bei, dass man, was die Arbeit betrifft so schnell wie möglich nach Genf zu gehen wünscht, um sich dort endgültig einzurichten. Sofort nach der Vereinigung von Ende des Monats in Paris werden die Regierungen die Texte offiziell erhalten, welche, ich wiederhole, keine Abänderungen (amendements) erfahren dürfen.

4. Ich habe versucht, Fontaine sagen zu lassen, dass diese Bedingungen und besonders die erste sehr viele Neuerungen betr. den 8-Stundentag, der in den Handwerken angewendet wird, bringen und vielleicht in gewissen Ländern auf Schwierigkeiten stossen könnten, aber ich habe mich überzeugt, dass Fontaine

---

1. *Il s'agit ici de la réponse à la lettre de Schulthess du 5 janvier, cf. n° 212.*
2. *Cf. notamment la lettre de H. Martin du 12 janvier,* EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23.

am Text nichts zu kritisieren hatte, den er sehr biegsam (souple) und analog dem in Frankreich angewendeten betrachtet.

5. Was die Ratifikation durch die Vereinigten Staaten betrifft, glaubt Fontaine fest daran, angesichts der in Washington von verschiedenen Delegierten eingenommenen Haltung. Er machte mir nicht den Eindruck eines Mannes, der für Aufschieben ist; übrigens macht er darauf aufmerksam, dass laut Artikel 401 des Versailler-Vertrages immer 4 Monate zum voraus aufgeboten werden muss, um Zeit zu Umfragen zu lassen.

219

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 13

Paris, 10 janvier 1920
(*Reçu:* 11 janvier)

Fromageot est tellement timoré et craint de se compromettre vis-à-vis de moi en sorte que je n'ai pas pu arriver à savoir ce que Conseil suprême sousentend exactement lorsqu'il dit dans sa note[1] qu'il réserve question neutralité. Dutasta m'a avoué franchement qu'il ne savait pas non plus, mais qu'il croyait se souvenir qu'au cours de la discussion il fut question du droit de passage. Dutasta va voir Fromageot, se fera expliquer situation et j'ai rendez-vous avec lui demain soir en sorte que je pourrai vous télégraphier de nouveau dimanche.[2] En ce qui concerne délai de 2 mois le Ministre de Suède me dit qu'il suggère à son Gouvernement demander au Conseil suprême interprétation pour savoir si l'on peut se prévaloir du délai contenu dans traité avec Autriche. En Suède, on aimerait beaucoup pouvoir gagner du temps et attendre décision Etats-Unis. D'après les renseignements que je recueille, il semble probable que l'entrée en vigueur demain du Traité[3] avec Allemagne exercera certaine influence sur les esprits à Washington et que ratification américaine interviendra ce mois-ci avec certaines réserves, dont les Alliés déclareraient qu'elles sont interprétatives et ne changent rien au Traité.

---

1. *Cf. n° 211.*
2. *Cf. n° 221.*
3. *Cf. n° 220.*

220

E 2200 Paris 1/1580

Le Président de la Conférence de la Paix, G. Clemenceau, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

N Paris, 10 janvier 1920

Par délégation du Conseil des Principales Puissances, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une copie certifiée conforme du Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919 entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne.

Je suis également chargé d'appeler votre attention sur certaines clauses de ce Traité.

L'article 1er du Traité et l'annexe à la partie I prévoient que la Suisse est invitée à accéder au Pacte de la Société des Nations dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte, c'est-à-dire du Traité.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Traité de Versailles ayant été ratifié par l'Allemagne d'une part, et d'autre part par plusieurs Puissances alliées et associées, parmi lesquelles l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, un premier procès-verbal de dépôt des ratifications a été conformément aux clauses finales dudit Traité, dressé à la date du 10 janvier 1920. Cette date est donc celle de la mise en vigueur et tous délais prévus par ce Traité sont comptés à partir de cette date entre les hautes parties contractantes.

J'ai d'autre part l'honneur de vous informer qu'à la date de ce jour, j'adresse directement comme Président de la Conférence, à son Excellence M. Giuseppe Motta, Président de la Confédération helvétique, un télégramme[1] pour inviter le Gouvernement suisse à accéder au Pacte de la Société des Nations.[2]

---

1. *Non reproduit, cf.* E 2001 (B) 8/4. *Ce télégramme reprend l'essentiel de la note de Clemenceau à Dunant.*

2. *Le même jour, le Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond, notifiait au Président de la Confédération l'entrée en vigueur du Pacte et précisait: [...]* On remarquera qu'aux termes de cette annexe *[au Pacte]*, la Suisse est invitée à devenir membre de la Société des Nations.

J'ai l'honneur d'attirer tout spécialement l'attention de Votre Excellence sur l'article 1er du Pacte; cet article indique, pour l'accession au Pacte, le mode entraînant l'admission dans la Société des Nations, à titre de membre originaire. (E 2001 (B) 1/82).

221

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 25

Paris, 11 janvier 1920
(*Reçu:* 12 janvier)

Nach Rücksprache mit Fromageot[1] und in dessen Gegenwart erklärte mir Dutasta, die Aufregung nicht zu verstehen, die in der schweizerischen Presse durch die Note des Obersten Rates[2] verursacht worden sei, weil niemand die immerwährende Neutralität der Schweiz bestreitet, die durch eine Urkunde bestätigt ist, unter die Frankreich seine Unterschrift gesetzt hat und die es achten will. Jedermann ist mit unserer neutralen Eigenschaft einverstanden, wie man auch im Rahmen des Artikels 21 das französisch-britische Defensiv-Bündnis nicht bestreiten könnte; aber es handelt sich um eine Anwendungsfrage, und da wir eine ganze Reihe von Vorteilen geniessen werden, fragt man sich, welches unsere Verpflichtungen sein werden. Ich bin der Ansicht, dass der Bundesrat auf die Note des Obersten Rates antworten und ihn fragen sollte, seinen Schlussgedanken zu präzisieren. Offenbar handelt es sich um Zweifel (?) hinsichtlich unserer Stellung, um die Zwangsmassregeln gegen einen rechtsbrüchigen Staat zu erleichtern. Ich bin der Ansicht, dass der Bundesrat in seiner Antwort sich mit der bis zum 10. März lautenden Frist begnügen sollte, es sei denn, dass er eine Auslegung der in den Verträgen mit Österreich und Bulgarien gesetzten Frist provozieren wollte. Überdies wäre es zweckmässig, weder auf die besonderen Erwägungen hinsichtlich unseres Referendums noch auf die Ratifikation durch die 5. Grossmacht zu bestehen, sondern einzig und allein sich auf das Terrain des Wortlautes der Verträge zu versteifen, wo wir eine sehr starke Position haben, da es sich für uns um eine Antwort handelt und nicht darum, die Türe zu Verhandlungen zu öffnen. Ich wäre nicht erstaunt, wenn Clinchant beauftragt worden wäre, Sie hinsichtlich der Anerkennung unserer Neutralität zu beruhigen.

---

1. *Cf. n° 219.*
2. *Cf. n° 211.*

222

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 22

Paris, 11 janvier 1920
(Reçu: 12 janvier)

Auf Ihre Nummer 13[1] antwortend teile ich Ihnen mit, dass Wilson die 1. Sitzung des Liga-Rates auf Freitag den 16. Januar einberuft. Es werden daran teilnehmen: Curzon, Bourgeois, Scialoja, Hymans, Venizelos, ein noch nicht bestimmter Brasilianer und die Pariser Botschafter Japans und Spaniens. Die Vereinigten Staaten werden nicht teilnehmen, was der Gipfel des Grotesken ist. Bis jetzt weiss ich betr. die Ankunft von Delegierten neutraler Staaten zum Pariser-Rat nichts, und der niederländische Gesandte, der mich soeben besuchte, hat diesbezüglich ebenfalls keine Kenntnis. Der Generalsekretär der Friedenskonferenz sagt mir, dass der Oberste Rat neben dem Liga-Rat fortbestehen werde, jedoch für andere Aufgaben, z.B. Friedensverträge mit Ungarn und der Türkei, doch wird er sich nicht mehr mit Völkerbundsfragen beschäftigen und wird dem Liga-Rat die denselben betreffenden Geschäfte überweisen.

Meiner Ansicht nach sollte eine event. Antwort des Bundesrates auf die Note vom 2. Januar[2] nur dem obersten Rate gegeben werden und zwar so schnell wie möglich, d.h., so lange Clemenceau noch dessen Präsident ist.

---

1. *Dans ce télégramme, expédié de Berne le 10 janvier, le Département politique demandait au Ministre Dunant: [...]* Veuillez bien nous renseigner sur la date envisagée pour audience du Conseil de la Société des Nations et sur les personnes des représentants des Puissances de la Société ainsi que sur part que prendront les Etats-Unis d'Amérique.

Veuillez en outre vous tenir constamment au courant de l'arrivée des délégations permanentes et spéciales des Etats neutres au Conseil de Paris. Conseil suprême subsistera-t-il à côté du Conseil de la Société et s'occupera-t-il dans ce cas encore des questions de la Ligue pour autant qu'elles intéresseraient les grandes Puissances alliées.

Veuillez nous dire si à votre avis réponse éventuelle Conseil fédéral à note 2 janvier *[cf. n° 211]* devrait être communiquée au Conseil suprême au cas ou celui-ci subsisterait et au Conseil de la Ligue ou bien à tous les deux? (E 2200 Paris 1/1580).

2. *Cf. n° 211.*

223

E 1001 1 Anträge EPD/1920

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, G. Motta

Note du Conseil suprême.
Société des Nations et
neutralité de la Suisse

Berne, 12 janvier 1920

[...][1] Il découle de cette situation que la Suisse, si elle veut en tout état de cause conserver les avantages d'un Etat originaire, doit présenter sa déclaration au plus tard le 10 mars. Or, comme une déclaration sous réserve du vote populaire ne serait point, d'après la thèse du Conseil suprême, à considérer comme juridiquement suffisante, il s'en suit que la Suisse serait tenue à provoquer le vote populaire avant le 10 mars. Le dernier jour utile pour un scrutin populaire serait le dimanche 7 mars. Mais ici surgit une autre difficulté très grave. L'arrêté de l'Assemblée fédérale, en date du 21 novembre[2], ne permet pas au Conseil fédéral d'ordonner le scrutin populaire avant que toutes les cinq grandes Puissances n'aient fait la déclaration d'accession formelle à la Société des Nations. Or, si quatre des grandes Puissances ont déjà fait acte définitif d'accession, la cinquième, les Etats-Unis, non seulement n'a encore pris aucune décision, mais laisse subsister l'incertitude la plus absolue soit sur le temps soit sur le fait lui-même de l'accession.

La Suisse risque ainsi de se trouver dans la situation de pouvoir faire la déclaration d'accession dans le délai de deux mois sur la base du vote de l'Assemblée fédérale, mais de ne pouvoir provoquer le scrutin populaire dans le délai utile et de perdre ainsi les avantages reconnus aux Etats appelés comme membres originaires.

Mais même si les Etats-Unis se décidaient, d'ici à quelques jours, à entrer dans la Société des Nations et que le Conseil fédéral se trouvât ainsi dans la possibilité matérielle d'ordonner le scrutin populaire pour le dimanche 7 mars, il faut admettre que la réserve d'examen formulée par le Conseil suprême au sujet de la neutralité perpétuelle de la Suisse laisserait planer sur le vote populaire un malaise et une incertitude dangereuse. Il n'est point téméraire de dire que ce malaise et cette incertitude donneraient aux adversaires de la Société des Nations en Suisse un argument d'une force décisive. Il nous paraît donc que le Conseil fédéral ne peut pas demeurer sous le coup de la réponse du Conseil suprême et qu'il doit engager immédiatement une action diplomatique des plus énergiques pour rechercher et atteindre un double résultat. Le premier résultat à atteindre est de faire comprendre au Conseil suprême ou, si celui-ci se dissolvait, à son héritier naturel, le Conseil de la Société des Nations, qu'en demandant à la Suisse

---

1. *Dans une première partie, la proposition résume l'aide-mémoire du Conseil fédéral du 6 décembre (cf. n° 180), la note de la Conférence de la Paix du 2 janvier (cf. n° 211) et la note de Clemenceau du 10 janvier (cf. n° 220).*
2. *Cf. n° 168.*

de faire voter le peuple avant le 10 mars, on lui demande une chose politiquement impossible et, dans tous les cas, extrêmement dangereuse à l'issue affirmative du vote. La Suisse doit donc préciser encore une fois son point de vue et sa situation et faire toutes ses réserves. Il ne sera probablement pas possible d'obtenir que le Conseil suprême revienne expressément sur sa thèse et reconnaisse le bien-fondé de la nôtre; ce serait lui demander un désaveu; il suffira, à notre avis, d'avoir une adhésion tacite ou de tolérance à l'opinion suisse. Le deuxième résultat, — de beaucoup le plus important, parce qu'il touche à un point vital, tant pour l'issue du vote populaire que, et avant tout, pour les destinées futures de la Suisse, — le deuxième résultat à atteindre est d'obtenir du Conseil suprême une reconnaissance explicite de la thèse suisse sur la question de la neutralité perpétuelle. Nous avions cru jusqu'à ce jour que les assurances verbales données l'année passée par Wilson, Clemenceau, Poincaré, Lord Robert Cecil et d'autres à nos représentants, Messieurs Ador, Calonder, Huber, Rappard et surtout la teneur et la genèse de l'art. 435 du Traité de Paix négocié dans le but très précis de faire reconnaître notre neutralité comme une institution pleinement compatible avec les dispositions du Pacte de la Ligue des Nations, nous avions cru que les assurances verbales et l'art. 435 avaient dissipé tout doute sur la question de la neutralité. La réserve d'examen formulée par le Conseil suprême nous oblige à insister pour que pleine clarté soit faite. L'opinion publique ne comprendrait pas que cette réserve d'examen ayant été formulée, nous ne fassions pas un effort immédiat et nécessaire pour faire résoudre la réserve dans le sens de notre droit, de notre vœu et de notre intérêt.

Le Département politique est d'avis que l'action diplomatique à engager doit d'abord l'être par écrit et qu'elle doit consister dans l'envoi d'une note ou d'un mémorandum au Conseil suprême. Cette note exposerait encore une fois la thèse suisse tant dans la question du délai des deux mois que, et surtout, dans la question de la neutralité. Elle demanderait que le Conseil suprême reconnaisse expressément notre interprétation des art. 21 et 435 du Traité. Elle serait communiquée en même temps à tous les Etats qui ont reçu communication de l'aide-mémoire du 6 décembre 1919.

Mais la note écrite ne nous paraîtrait pas suffire. L'importance vitale des intérêts en jeu commande l'envoi d'une mission spéciale à Paris. La note déclarerait que nous nous tenons prêts à envoyer des délégués à Paris et nous chargerions notre Ministre à Paris de faire savoir au Président du Conseil suprême qu'il nous serait agréable d'être entendus verbalement. Nous ne pensons pas que dans la phase actuelle de la question il faille songer à envoyer à Paris une délégation dont feraient partie un ou plusieurs membres du Conseil fédéral. Il est vrai que l'année passée le Président de la Confédération, M. Ador, et le Chef du Département politique, M. Calonder, allèrent en mission à Paris et négocièrent avec les représentants des grandes Puissances dans la question de la Ligue et dans celle de notre neutralité. Les questions qu'il s'agirait de tirer maintenant au clair ne sont pas moins importantes et moins délicates que celles qui exigèrent, l'année passée, la présence de membres du Conseil fédéral à Paris. Mais, à part que l'envoi de conseillers fédéraux en mission officielle à l'étranger doit garder, à notre avis, le caractère d'un fait exceptionnel et extraordinaire, il ne nous paraît pas qu'il serait conforme aux intérêts supérieurs de l'Etat et au prestige de son Gouvernement

de déléguer maintenant à Paris soit le Président de la Confédération soit un autre membre du Conseil fédéral au risque, — que nous ne considérons nullement comme probable mais qui n'est point absolument exclu — d'essuyer un échec diplomatique des plus graves.

Nous estimons que le Chef de la mission à nommer est naturellement désigné par les circonstances: c'est M. *Gustave Ador,* ancien Président de la Confédération. Grâce à son prestige, grâce au fait qu'il est parfaitement au courant de toutes les négociations déjà intervenues, il est indiqué comme aucun autre pour présider et diriger la mission dont il s'agit. Nous voudrions lui ajouter comme collaborateurs deux experts juridiques: l'un est également désigné par les circonstances, c'est M. le prof. *Max Huber;* l'autre que nous voudrions proposer, est M. le prof. *Charles Borgeaud* qui est, comme M. Huber, un spécialiste éminent dans toutes les questions touchant à notre neutralité et qui connaît d'ailleurs parfaitement aussi les questions se rattachant à la Société des Nations. *[...]*[3]

---

3. *Sur la base de cette proposition, le Conseil fédéral décidait dans sa séance du 13 janvier:*
1. de transmettre au Conseil suprême ou, si celui-ci avait déjà fait place dans l'intervalle de temps, au Conseil de la Société des Nations, à ce dernier, la note diplomatique ou mémorandum en français dont les textes définitifs, français et allemand, ont la teneur suivante: *[cf. n° 228];*
2. de charger le Département politique de publier l'aide-mémoire du 6 décembre 1919, la note du Conseil suprême et le mémorandum du Conseil fédéral dès que ce dernier aura été remis à sa destination;
3. de communiquer le mémorandum à tous les Etats qui ont reçu communication de l'aide-mémoire du 6 décembre 1919;
4. d'envoyer une mission diplomatique spéciale à Paris, chargée d'exposer les vues du Conseil fédéral sur les différents points à élucider, et de nommer membres de cette mission Messieurs Gustave Ador, ancien Président de la Confédération, et le professeur Max Huber, sous réserve d'une augmentation des membres de la mission. (E 1004 1/274 *n°* 142).

224

E 2001 (B) 8/4

L'Attaché de Presse au Service d'Information de la Société des Nations, W. Martin, au Président de la Confédération, G. Motta

L Londres, 12 janvier 1920

Vous avez eu la bonté, lorsque je vous ai vu à Berne, de me demander la liste exacte des Etats qui ont adhéré à la Société des Nations et de ceux qui ont l'intention d'y adhérer prochainement. Bien que nos renseignements à ce sujet ne soient peut-être pas absolument complets et que chaque jour risque d'en altérer l'exactitude, voici quelle est, à ma connaissance, la situation actuelle.

14 pays ont ratifié le Traité et sont, ipso facto, membres de la Société; ce sont: la Belgique, la Bolivie, le Brésil, l'Empire britannique et ses Dominions, la France, la Grèce, le Guatémala, l'Italie, le Japon, le Pérou, la Pologne, le Siam, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay.

Les autres Etats qui figurent sur la première liste dans l'annexe au Pacte ont signé le Traité mais, à notre connaissance, ne l'ont pas encore ratifié.

Parmi les Etats qui figurent sur la deuxième liste dans l'annexe au Pacte, 4 ont formellement exprimé leur intention d'adhérer à la Société: la République argentine, le 18 juillet; le Paraguay, le 29 octobre; le Chili, le 14 novembre et le Brésil, le 21 novembre. On croit également que la Colombie et l'Espagne ont pris la même décision, mais le Traité n'étant pas encore entré en vigueur, n'ont pas eu l'occasion de réaliser officiellement cette intention.

On peut considérer l'adhésion de la Hollande et du Danemark comme certaine, même si les Etats-Unis refusent d'entrer dans la Ligue. Cette intention résulte des déclarations officielles de leur Gouvernement. La Finlande, St-Marin, le Luxembourg, la Géorgie et l'Islande, de leur côté, qui ne sont pas nommés dans l'annexe au Pacte, ont adressé une demande d'adhésion.

L'adhésion de la Norvège et de la Suède est acquise si les Etats-Unis ratifient; dans le cas contraire, ces deux Etats se réservent de revoir leur attitude. Enfin, nous n'avons pas de renseignements quant au Salvador et au Vénézuela.

Aucun pays n'a refusé expressément d'adhérer à la Société et aucun n'a adhéré sous conditions.[1]

C'est là, M. le Président, les renseignements qu'il m'a été possible de recueillir.

En ce qui concerne l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations, j'ai cru remarquer ici, qu'on avait été surpris de ce que le Gouvernement fédéral, après avoir recueilli, à deux reprises, les assurances officieuses du Secrétariat dans un sens extrêmement favorable à ses vues, n'avait pas cru devoir s'en contenter et avait posé la question officiellement au Conseil suprême. Celui-ci, anxieux de ne pas créer un précédent qui pût s'appliquer à d'autres pays, ne pouvait pas répondre autrement qu'il ne l'a fait, et la Suisse, qui croit être dans l'impossibilité d'organiser son vote populaire dans les deux mois suivant la ratification, aurait dû surtout éviter de créer contre elle une déclaration officielle. Le doute, dans ce cas, nous était extrêmement favorable et l'on n'a pas compris ici que nous cherchions à le dissiper.

Je crois que les experts juridiques de la Société des Nations qui, contrairement à ce qu'on paraît avoir cru à Berne, n'ont pas eu à donner leur opinion sur la réponse du Conseil suprême, n'ont pas changé d'opinion en ce qui les concerne. Ils ne considèrent pas le vote populaire comme une réserve incompatible avec le Pacte. Mais par le fait de la réponse reçue de Paris[2], la question n'est plus intacte et il y aurait un grand danger pour nous à ne pas respecter les délais légaux. Notre seul espoir sera, s'il nous est vraiment impossible de voter avant le 10 mars, de pouvoir compter sur l'appui théorique du Secrétariat de la Société des Nations, à condition toutefois que notre adhésion soit rédigée dans des termes extrêmement

---

1. *Dans une lettre du 8 janvier au Ministre Dinichert, W. Martin précise au sujet des possibilités d'adhésion à la SdN avec des réserves; [...]* il ne semble pas que les Puissances occidentales soient actuellement très disposées à accepter certaines des réserves. Il en résulte que l'adhésion des Etats-Unis est devenue plus improbable, mais que si elle a lieu, elle serait chargée de moins de conditions. *[...]* (E 2001 (B) 8/4).

2. *Cf. n° 211.*

prudents que vous pourriez peut-être, au besoin, soumettre d'avance, à titre officieux, à notre Section juridique.

Mais ce ne serait là qu'un expédient et le vote dans le délai est la seule solution absolument sûre. C'est pourquoi il me paraît, M. le Président, que la prudence exige qu'on évite tout ce qui pourrait prévenir encore notre opinion publique contre les Alliés. Vous savez, comme moi, que la réponse du Conseil suprême ne contient pas, à l'égard de notre neutralité, une véritable réserve et je regrette qu'on l'ait laissé entendre à l'opinion, livrant ainsi des arguments aux adversaires de la Société des Nations.

De même ce serait se leurrer que de croire, comme semblent le dire les Basler Nachrichten et la Gazette de Lausanne, que le délai d'adhésion ne commencera à courir qu'après la signature du Traité de Paix avec la Turquie. Ce délai, bien au contraire, court depuis samedi.

Je conçois parfaitement la difficulté de votre situation. Je crois qu'elle eût pu être évitée, mais il s'agit là de démarches faites avant votre entrée au Département politique et je suis convaincu que vous trouverez le moyen de ramener le Parlement et le peuple suisse, dont on ne vante pas en vain le bon sens, à une appréciation claire de la situation.

225

E 2001 (B) 8/6

Le Professeur W.E. Rappard
au Président de la Confédération, G. Motta

L Genève, 12 janvier 1920

Je viens d'apprendre par M. Parodi, le Genevois qui est Directeur des services de traduction au Secrétariat général de la Société des Nations, les renseignements suivants qu'il m'a autorisé à vous transmettre à titre tout à fait confidentiel.

1. En date du 5 décembre 1919 le Colonel House, au nom du Président Wilson, a écrit au Secrétariat général pour déclarer que le Président ne saurait accepter le transfert du siège de la Société des Nations à Bruxelles, même à titre temporaire.

2. Le Mémorandum du Gouvernement fédéral[1] a naturellement été très mal accueilli au Secrétariat général. On a été particulièrement froissé du passage relatif aux «bases juridiques» du Pacte constituées par la mention des Etats-Unis au nombre des Puissances bénéficiant d'une représentation permanente au sein du Conseil. La question venait, paraît-il, de faire l'objet de pourparlers avec l'Allemagne, ce qui est évidemment pour nous une bien fâcheuse coïncidence.

3. Sur la question du délai dans lequel les neutres seront admis dans la Société en qualité de membres originaires, les représentants français au Secrétariat général sont, paraît-il inébranlables, et leur avis reflèterait fidèlement celui du Gou-

1. *Cf. n° 180.*

vernement français. Toutes les Puissances dont l'accession définitive n'aura pas été signifiée au Secrétariat avant le 11 mars seront privées des avantages afférant à la qualité de membre originaire.

4. Sur la question de la neutralité, réservée dans la note du Conseil suprême, la section juridique du Secrétariat serait favorable à notre thèse. Cela confirme d'ailleurs le renseignement que j'ai rapporté de Londres il y a quinze jours.

5. Il a été décidé que l'Organisation Internationale du Travail, dont M. Albert Thomas est le Directeur, serait très étroitement rattachée au Secrétariat général de la Société des Nations. L'Allemagne serait d'ores et déjà autorisée à contribuer aux frais d'installation de ces services. D'après le sentiment de plus en plus net du Secrétariat, l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations se ferait avant la fin de cette année même. Peut-être la première assemblée qui doit se réunir bientôt après le 10 mars serait-elle déjà appelée à se prononcer sur l'admission de l'Allemagne.

Telles sont les déclarations que M. Parodi vient de me faire. Il est de passage ici et en route pour Paris, où doit avoir lieu le vendredi matin à 10 h.et demie la première séance du Conseil.

Le communiqué inexact du *Bund* au sujet des déclarations que le Colonel House aurait faites à M. Huber et à moi au nom du Président Wilson, me fait penser que les rapports que j'ai eu l'honneur d'adresser à M. le Conseiller fédéral Calonder de Paris au cours des mois de janvier et mai de l'année dernière ne sont pas parvenus intégralement à votre connaissance. Etant à Londres dans la première semaine du mois de mai, je n'ai pas assisté aux pourparlers relatifs à l'article 435, mais j'ai suivi de très près les conversations qui ont eu lieu au sujet de la neutralité, notamment pendant les mois de mars et d'avril. La déclaration très catégorique que le Président Wilson m'avait faite entre quatre yeux le matin du 28 avril est rapportée dans ma lettre de la même date[2], si je ne m'abuse.

---

2. *Cf. DDS 7/1, n° 365.*

226

E 2001 (B) 1/18

Le Chancelier et Secrétaire d'Etat autrichien, K. Renner, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

Copie
N

Wien, 12. Januar 1920

Ich beehre mich, den Empfang der Note vom 10.1.M.Z.B.l.20.6. zu bestätigen, mit welcher Euer Exzellenz die Güte hatten, dem meiner Leitung unterstehenden Staatsamte mitzuteilen, dass der schweizerische Bundesrat in seiner Sitzung vom 9.l.M. den Beschluss gefasst hat, die Republik offiziell anzuerkennen.[1]

---

1. *Cf. n° 217.*

Ich erlaube mir, Euer Exzellenz aus diesem Anlasse meinen verbindlichsten Dank für die werktätige Unterstützung auszusprechen, die Euer Exzellenz der Erreichung dieses Wunsches der österreichischen Regierung haben angedeihen lassen, sowie auch meiner besondern Erkenntlichkeit für die freundlichen Wünsche Ausdruck zu verleihen, die Euer Exzellenz im Namen des Schweizer Bundesrates für das Wohlergehen der Republik Österreich und für die gedeihliche Entwicklung der freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten übermittelt haben.

Ich nehme mir die Freiheit, Euer Exzellenz zu bitten, dem Bundesrat den wärmsten Dank der österreichischen Regierung für die vollzogene Anerkennung und die Versicherung übermitteln zu wollen, dass ich es als eine meiner vornehmsten Aufgaben und Pflichten betrachten werde, die freundnachbarlichen Beziehungen zwischen den beiden Alpenfreistaaten auszubauen und zu festigen.

227

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 janvier 1920[1]

162. Beitritt der Schweiz zum Völkerbund

Mündlich

Bundespräsident Motta teilt mit, der französische Geschäftsträger, Herr Clinchant, sei heute nachmittags um ½ 3 Uhr bei ihm gewesen und habe ihm auf Grund einer aus Paris eingetroffenen Chiffredepesche der französischen Regierung und in deren Namen Mitteilungen gemacht, wonach die Neutralität der Schweiz beim Eintritt in den Völkerbund und damit auch ihr Verhältnis zu Art. 435 des Friedensvertrages in Verbindung mit Art. 21 des Völkerbundspaktes von niemandem in Frage gestellt worden sei, dass sich aber durch die Konstituierung des Völkerbundes insofern eine neue Sachlage ergebe, als es Sache des Rats des Völkerbundes sein werde, die Tragweite der immerwährenden Neutralität der Schweiz gegenüber den ihr aus dem Beitritt zum Völkerbund erwachsenden Verpflichtungen abzugrenzen.

Bundespräsident Motta gibt der Auffassung Ausdruck, diese Mitteilungen seien nicht dazu angetan, eine Änderung der heute vormittags im Bundesrat gefassten Beschlüsse[2] herbeizuführen; sie zeigen deutlich, welche Unklarheit noch über die Voraussetzungen des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund bei dessen Hauptmächten herrsche; die Volksabstimmung über den Beitritt könne nur dann stattfinden, wenn die Tragweite der Neutralität der Schweiz im Rahmen des Völkerbunds vorher völlig abgeklärt sei; hierüber müsse entweder der Oberste Rat der Entente oder der Rat des Völkerbunds ausreichenden Auf-

1. *Etait absent: F. Calonder.*
2. *Cf. nos 223, 228.*

schluss geben und deshalb müsse der Bundesrat die heute vormittags beschlossenen Vorkehren (Absendung einer Note und Entsendung einer Spezialmission nach Paris) aufrecht erhalten.

Auf Grund einer Besprechung mit Prof. Huber stellt der Bundespräsident überdies den Antrag, die Mission nach Paris ausschliesslich aus den Herren alt Bundespräsident Gustav Ador und Prof. Huber zu bestellen.

Aus der Beratung ergibt sich die völlige Übereinstimmung des Rates mit der Auffassung des Bundespräsidenten und es wird daher *beschlossen:*

An dem Beschluss von heute morgen wird festgehalten. Die Mission nach Paris wird bestellt aus den Herren alt Bundespräsident Ador und Prof. Dr. Max Huber.

228

E 2001 (B) 8/4

Le Conseil fédéral aux Signataires des Traités de Paix et aux Etats invités à adhérer à la Société des Nations

N Berne, 14 janvier 1920

Par décision en date du 6 décembre 1919[1], le Conseil fédéral suisse avait arrêté les termes d'un aide-mémoire, à l'intention des Puissances devant faire partie de la Société des Nations, dans lequel il exprimait l'opinion qu'une notification faite sur la base de la décision prise par les Chambres fédérales en faveur de l'accession à la Société devrait avoir l'effet de réserver à la Suisse les droits d'un Etat invité à accéder au Pacte en qualité de membre originaire, alors même que le vote populaire requis par les principes constitutionnels suisses ne pourrait pas avoir lieu dans le délai de deux mois après l'entrée en vigueur du Pacte.

Le Gouvernement de la République française ayant fait connaître cet aide-mémoire au Conseil suprême des Puissances alliées et associées, celui-ci a adressé à la Légation de Suisse à Paris, par l'entremise du Secrétariat général de la Conférence de la Paix, une note, datée du 2 janvier 1920, de la teneur suivante: *[...]*[2]

A la réception de cette communication du Conseil suprême, le Conseil fédéral a cru devoir préciser le point de vue de la Suisse dans un mémorandum dont le texte est annexé à la présente note et qu'il tient à communiquer aux Puissances auxquelles il a eu l'honneur d'adresser son aide-mémoire du 6 décembre dernier.

ANNEXE

Berne, 13 janvier 1920

MÉMORANDUM

En date du 6 décembre 1919, le Conseil fédéral suisse a adressé un aide-mémoire aux signataires des Traités de Paix et aux Etats invités à adhérer à la Société des Nations avec lesquels la Confédé-

1. *Cf. n° 180.*
2. *Cf. n° 211.*

ration entretient des relations diplomatiques permanentes. Le Conseil fédéral y exprimait l'opinion que la Suisse pouvait, par une notification basée sur la décision de l'Assemblée fédérale[3] et effectuée dans le délai de deux mois fixé par l'article 1 du Pacte de la Ligue, se réserver les droits d'un Etat invité à faire partie de la Société comme membre originaire, même si le vote du peuple et des cantons suisses, dicté par les principes de la Constitution fédérale, ne pouvait pas avoir lieu dans ce délai.

Le Gouvernement de la République française ayant fait connaître cet aide-mémoire au Conseil suprême, celui-ci s'en est occupé et a fait parvenir au Conseil fédéral une réponse datée du 2 janvier 1920. En présence de cette réponse, le Conseil fédéral estime devoir préciser et développer son point de vue. Il le croit d'autant plus nécessaire que l'exposé du Conseil suprême touche également à un point — la question de la neutralité — dont l'aide-mémoire ne faisait pas mention et qui est pour la Suisse d'une importance décisive, comme il sera exposé plus loin.

En ce qui concerne le moment et la forme de la déclaration d'accession, le Conseil suprême soutient une interprétation rigoureusement littérale, qui est évidemment exacte. Mais le Conseil fédéral avait été et demeure d'avis qu'il serait conforme à l'esprit du Pacte de la Ligue de tenir compte aussi, dans l'application de cette disposition, des institutions démocratiques de la Suisse. Jamais encore un peuple n'a eu à se prononcer directement sur un traité international d'une pareille envergure. Les électeurs suisses, gardiens jaloux de l'indépendance de leur pays, tiennent à examiner avec soin le projet qui leur est soumis. Le travail qui tend à éclairer le peuple avant le vote ne peut se faire d'une manière utile et efficace que lorsque la mise en vigueur du Traité de Paix aura créé un état de droit bien défini.

Il n'a nullement échappé au Conseil fédéral suisse que le texte qui figure aux articles 1 à 26 du Traité de Paix du 28 juin 1919 est le seul qui fasse autorité; aussi n'a-t-il pas soumis d'autre texte aux Chambres fédérales. La divergence apparente d'opinion entre le Conseil fédéral et le Conseil suprême n'a donc qu'une portée purement théorique. Le Conseil fédéral aime à envisager dans la manifestation unanime de la Conférence de Paris du 28 avril l'acte créateur qui donne corps à la volonté de fonder, sous le nom de Société des Nations, une organisation internationale indépendante. Les Traités de Paix, dans lesquels le Pacte de la Ligue des Nations a été inséré, ne concernent pas directement la Suisse, restée neutre pendant la guerre. C'est la raison qui lui a fait conserver dans l'article 4 du Pacte la désignation nominale des cinq Puissances représentées à titre permanent dans le Conseil au lieu de l'expression «les cinq grandes Puissances alliées et associées» qui se trouve parfaitement à sa place dans le Traité de Paix.

Le Conseil fédéral suisse — pas plus que l'Assemblée fédérale — ne conteste que la disposition finale du Traité de Paix du 28 juin 1919 sur le cours des délais doive s'appliquer aussi à la première partie du Traité (Société des Nations). Il lui semble néanmoins que, jusqu'à l'accession de toutes les cinq grandes Puissances, il manque au Pacte, au point de vue de l'organisation définitive de la Société des Nations, une disposition essentielle. Ce serait, semble-t-il, un fait de la plus grande importance au point de vue politique si l'une des Puissances principales restait à l'écart, ou n'adhérait qu'avec des réserves limitatives, ou retardait son accession au-delà de toute attente.

L'Assemblée fédérale, en prenant sa décision du 21 novembre[3], pouvait espérer que la ratification par toutes les cinq grandes Puissances se produirait assez tôt pour que le vote populaire pût avoir lieu dans le délai de deux mois, ou tout au moins peu de temps après. Si cette attente devait être déçue, les Chambres fédérales seraient appelées à examiner la question de savoir si, malgré le fait que leurs prévisions ne se soient pas réalisées, elles maintiennent leur arrêté ou le modifient. Le Conseil fédéral se rend parfaitement compte que la Suisse, et cela notamment en considération du très grand honneur qui lui a été fait par le choix de Genève comme siège de la Société des Nations, ne peut pas renvoyer à une date indéterminée sa décision au sujet de l'accession à la Société aux termes de l'article 1 du Pacte. Elle fera connaître sa décision définitive aussitôt que sa situation constitutionnelle spéciale le lui permettra.

Enfin, le Conseil suprême a réservé l'examen de la connexion qui existe entre les articles 435 et 21 du Traité de Paix du 28 juin 1919, en ce qui concerne la neutralité permanente de la Suisse, connexion qui est mentionnée dans l'introduction de l'arrêté fédéral du 21 novembre 1919.

---

3. *Cf. n° 168.*

Le Conseil fédéral a pleine confiance dans les sentiments amicaux que les Puissances alliées et associées ont, à maintes reprises, manifesté à son égard et dans les assurances qu'elles ont donné à la Suisse. Il se croit toutefois obligé de déclarer ce qui suit en ce qui concerne la neutralité perpétuelle de la Suisse.

Dans son mémorandum du 8 février[4] et dans son Message du 4 août 1919[5], le Conseil fédéral a exposé les motifs pour lesquels la Suisse doit, même au sein de la Société des Nations, conserver sa neutralité perpétuelle. Il maintient ce point de vue dans son intégrité.

Les Délégués de la Suisse, qui se trouvèrent à Paris au mois d'avril 1919[6], exposèrent à plusieurs personnalités de la conférence les vues de la Suisse dans cette matière. Ils exposèrent notamment, que l'article que la Commission pour la Société des Nations proposait d'insérer dans le Pacte et qui est devenu, dans le texte définitif, l'article 21, pouvait et devait être appliqué tout naturellement à l'Acte du 20 novembre 1815 concernant la neutralité perpétuelle de la Suisse. C'est précisément sur ces entrefaites qu'eurent lieu les négociations au sujet de l'article 435 du Traité de Paix. Cet article est d'une importance décisive. Toutes les Puissances confirment par lui la neutralité perpétuelle de la Suisse et reconnaissent que cette neutralité est un engagement international pour le maintien de la paix, c'est-à-dire un accord non incompatible avec aucune disposition du Pacte de la Ligue. L'identité littérale sur ce point entre les termes de l'article 21 et de l'article 435 du Traité de Paix était voulue et avait donc un but précis. C'est seulement sous la condition de cette double reconnaissance — reconnaissance de la neutralité perpétuelle et reconnaissance de la non incompatibilité de la neutralité avec les dispositions du Pacte de la Ligue, conformément à l'article 21 — que le Conseil fédéral consentit à renoncer, sous réserve de l'approbation des Chambres, à certains droits historiques en Savoie. Toutes les discussions de l'Assemblée fédérale, tant dans la question générale de l'accession de la Suisse à la Société des Nations que dans la question spéciale de l'accord conclu entre le Gouvernement français et le Gouvernement fédéral tel qu'il figure à l'article 435, ont été pénétrées et dominées par ces considérations.

Dans son Message du 4 août 1919 et dans ses déclarations aux Chambres, le Conseil fédéral a exposé d'une manière aussi nette que possible la nature et les effets de la neutralité perpétuelle de la Suisse au sein de la Société des Nations. Il est de son devoir le plus précis d'éclairer, d'abord, le peuple suisse sur la portée des obligations qui découleront pour lui de son entrée dans la Société des Nations. Il tient, en outre à ne pas laisser subsister vis-à-vis des autres Etats un doute quelconque sur la volonté inébranlable de la Suisse de rester neutre. Cette question touche le peuple suisse dans ses fibres les plus intimes. La clarté la plus limpide sur tous les points essentiels est d'ailleurs la première condition d'une consultation populaire.

La neutralité de la Suisse doit rester reconnue dans toutes les guerres, même dans les actions entreprises par la Société des Nations sur la base de l'article 16. Le territoire de la Suisse est et demeure inviolable; elle est prête à tous les sacrifices pour le défendre. Cette inviolabilité est dans l'intérêt supérieur de la Société elle-même. La Suisse ne saurait donc participer à aucune action militaire de la Ligue des Nations, ni admettre un passage ou une préparation d'entreprises militaires quelconques sur son territoire.

Quant à la question des devoirs de solidarité qui résultent pour la Suisse du fait qu'elle sera membre de la Société des Nations, solidarité que la Suisse reconnaît et proclame, le Conseil fédéral s'en est expliqué en détail dans son Message du 4 août 1919 à l'Assemblée fédérale.

Le Conseil suprême ayant abordé, même si ce n'est que sous la forme d'une réserve d'examen ultérieur, la question de la neutralité suisse, le Conseil fédéral se trouve placé dans la nécessité de se renseigner pour savoir si le Conseil suprême ou le Conseil de la Ligue des Nations sont d'accord avec le point de vue suisse dans cette question. Il serait infiniment reconnaissant s'il pouvait obtenir l'assurance que ces Conseils et les Etats qu'ils représentent partagent sa manière de voir. Désireux d'arriver le plus vite possible à une ratification populaire, il ne peut qu'exprimer l'espoir que cette question sera éclaircie sans retard. Il se permettra de faire développer par une mission spé-

---

4. *Cf. DDS 7/1, n° 177.*
5. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*
6. *Cf. DDS 7/1, n^os 334, 361, 369, 375, 380, 382, 387, 388.*

ciale sa manière de voir et il est prêt à collaborer, le cas échéant, à la rédaction de déclarations réciproques.

Le Conseil fédéral saisit cette occasion pour proclamer à nouveau qu'une Société des Nations établie sur la plus large base possible constitue, à ses yeux, une nécessité de la politique internationale et qu'il forme le vœu le plus ardent de contribuer, pour autant que cela dépend de lui, à la création de cette œuvre magnifique et nécessaire. S'il demande instamment que la situation spéciale de la Suisse soit prise en considération en ce qui concerne le délai de la déclaration d'accession définitive et s'il insiste sur la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de la Suisse au sein de la Ligue, il est persuadé de ne rien demander qui puisse, en quoi que ce soit, nuire aux intérêts de la Société des Nations.

Le Conseil fédéral ne croit pas s'écarter de la vérité en affirmant que, dans aucun pays, le peuple et les autorités n'ont voué à cette question un intérêt plus passionné et une étude plus consciencieuse. La politique suisse se nourrit tout entière des idées de paix et de droit qui forment la substance même du nouvel ordre international. Ces constatations suffisent à éliminer toute ombre de malentendu sur le sens général et la portée de la déclaration du Conseil fédéral.

229

E 2001 (B) 8/13

Le Département politique à la Légation des Pays-Bas à Berne

Copie
N Confidentielle Berne, 15 janvier 1920

Par aide-mémoire du 20 décembre 1919[1], la Légation des Pays-Bas a bien voulu faire connaître au Département politique qu'à l'avis du Gouvernement de la Reine, il serait désirable que les Gouvernements scandinaves, néerlandais et suisse entrassent en pourparlers en vue d'adopter un projet uniforme destiné à combler la lacune laissée par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations, en ce qui concerne la création et l'organisation d'une Cour permanente de Justice internationale, et pouvant être soutenu, d'un commun accord, devant le Conseil de la Société. A cet effet, le Gouvernement néerlandais a proposé de réunir, à une date prochaine, une conférence des représentants de ces Gouvernements, qui pourraient délibérer sur la base des projets officiels élaborés tant aux Pays-Bas que dans les pays scandinaves et en Suisse.

Le Département politique est heureux de pouvoir répondre à la Légation Royale que le Conseil fédéral partage entièrement les vues du Gouvernement néerlandais quant à l'opportunité d'entreprendre une action commune en vue de réaliser, dans une forme aussi équitable que possible, la Cour de Justice de la Société des Nations, dont la création est de la plus haute importance pour les Etats invités à accéder au Pacte. Le Gouvernement fédéral est, en conséquence, tout disposé à se faire représenter à la conférence proposée par le Gouvernement de la Reine. Il est, en outre, pleinement d'accord avec la proposition du Gouvernement néerlandais d'informer, en temps utile, le Secrétariat général de la Société des Nations de la convocation et des buts de cette conférence.

---

1. *Cf. n° 201.*

La Légation royale ayant exprimé le désir de connaître si le Gouvernement fédéral estimait que l'Espagne devrait participer à cette conférence, le Conseil fédéral tient à déclarer qu'il n'est aucunement opposé à ce que le Gouvernement espagnol y soit aussi représenté. En raison du fait que l'Espagne est représentée au Conseil de la Société des Nations et probablement aussi dans la Commission chargée par le Secrétariat général de la Société de préparer un projet de Cour internationale, il estime cependant que la participation du Gouvernement espagnol à la conférence projetée ne s'impose pas.

Le Département politique a enfin l'honneur d'accuser réception du projet de règlement de la Cour permanente de Justice élaboré par la Commission néerlandaise pour l'étude de la Société des Nations et que la Légation des Pays-Bas a bien voulu lui faire parvenir par note du 7 janvier dernier.

230

E 2001 (B) 8/5

Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n^os^ 7 et 8

London, 15. Januar 1920
(*Ankunft:* 16. Januar)

Betr. Völkerbund. Zur Ihrer persönlichen Information und in streng konfidentieller Weise gebe ich Ihnen nachstehend ein Resumé über ein von der juristischen Abteilung des Generalsekretariates des Völkerbundes an die englische Regierung übergebenen Memorandums über die schweiz. Neutralität für den Fall, dass an der ersten Sitzung des Executiv-Rates des Völkerbundes diese Frage gestellt werden sollte.

Die Frage, ob die schweiz. Neutralität mit der Eigenschaft eines Völkerbundsmitglieds vereinbar sei, kann nicht unbedingt und allgemein beantwortet werden. Eine wirtschaftliche, politische, finanzielle, moralische und militärische Neutralität kann von den Mitgliedern im Falle eines Krieges zwischen zwei Staaten, wie in Art. 15 des Paktes vorgesehen, bewahrt werden. Im Falle des Art. 16 dagegen könnte eine allgemeine Neutralität in ihren traditionellen Formen nicht zugelassen werden. Anderseits wurden die im Jahre 1815 zugunsten der Schweiz aufgestellten Garantien von allen den Art. 435 des Versailler-Friedens-Vertrages unterzeichnenden Mächten als ein internationales Abkommen zur Aufrechterhaltung des Friedens anerkannt. Diese Garantien bestehen hauptsächlich in der immerwährenden Neutralität der Schweiz und in der Unverletzbarkeit ihres Territoriums. Die unterzeichneten Mächte sind, indem sie Ligamitglieder werden, verpflichtet, die Verpflichtungen auf die sich die schweiz. Neutralität stützt, als mit dem Art. 21 des Paktes übereinstimmend anzuerkennen. Es sollte jedoch näher bezeichnet werden, dass diese internationalen Verpflichtungen nur die militärische Neutralität betreffen können. Es besteht kein Zweifel darüber, selbst im buchstäblichen Sinn des Art. 435, dass die Garantien von 1815 nur die militärische Neutralität und die Unverletzbarkeit des schweiz. Gebietes betreffen. Es könnten tatsächlich gewisse heikle Punkte zu Tage treten, denen aber die

schweiz. Regierung in ihrer Botschaft in zufriedenstellendster Weise selbst vorgebeugt hat (folgt unverständlicher Satz. Wiederholung desselben wurde verlangt)[1]. Im Hinblick auf die den Friedensvertrag von Versailles unterzeichnenden Mächte ist diese Lösung der Frage, die dem Art. 435 des Paktes am besten entsprechende. Es ist wahr, dass die Völkerbundsmitglieder, die den Versailler-Vertrag nicht unterzeichnet haben, durch den Art. 435 nicht gebunden sind, doch ist die Frage von geringer Bedeutung, da alle grossen Mächte und die unmittelbaren Nachbarn der Schweiz Vertragsparteien sind.[2]

---

1. *Le télégramme n° 11 du 16 janvier reprenait la phrase mutilée:* Errichtung der obersten Leitung des Völkerbundes in der Schweiz während eines Krieges, Einrichtung der drahtlosen Telegraphie, u.s.w. (E 2001 (B) 8/5).
2. *Par télégramme n° 9 du 16 janvier (reçu le même jour), le Ministre Carlin poursuivait:*

Es könnten sich einige Differenzen über einen andern Punkt ergeben. Auf Seite 47 der Botschaft /FF, 1919, vol. IV, *pp. 612 ss.*/ behauptet die Schweiz, sie würde im Falle eines Krieges des Völkerbundes die persönlichen und diplomatischen Beziehungen mit dem widerspenstigen Staat aufrechterhalten. Obwohl man an die Nützlichkeit dieser Beziehungen denkt, könnten sie durch die Anerkennung der Neutralität nicht gedeckt werden, welch letztere in beschränktem Sinn aufgefasst werden muss und deren Aufrechterhaltung ein besonderes Abkommen zwischen der Schweiz und den andern Liga-Mitgliedern erfordern wird.

Es wäre vielleicht das beste, entweder auf dem Wege einer Konvention oder durch eine unzweideutige Erklärung der schweizerischen Regierung festzulegen, welches genau die Pflichten der Schweiz im Völkerbund sind.

Wie dem auch sei, scheint uns die schweizerische Neutralität mit den oben erwähnten Einschränkungen keineswegs im Widerspruch zu den Eigenschaften eines Völkerbundsmitgliedes. Schluss des Resumes. (E 2001 (B) 8/5).

231

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16/17 janvier 1920[1]

Beitritt der Schweiz zum Völkerbund

Secret.

Auf Grund des Antrages des politischen Departementes vom 15. Januar 1920[2] und der Beratung werden folgende Instruktionen für die nach Paris zu entsendende Mission, bestehend aus den HH. alt Bundespräsident Ador und Prof. Dr. Max Huber, festgestellt:

Instructions.

I. Il est essentiel d'obtenir une déclaration officielle et écrite confirmant la reconnaissance de la neutralité permanente de la Suisse dans le sens défini par le Mémorandum du 13 janvier.[3] Aucune concession sur ce point n'est possible.

---

1. *Etait absent: F. Calonder.*
2. *Cf. n° 223.*
3. *Cf. n° 228.*

Eventuellement — à la dernière extrémité — on pourrait se contenter d'une déclaration de reconnaissance de la neutralité dite militaire sans faire mention des mesures d'ordre non-militaire.

Le droit de passage doit être expressément exclu en tout cas.

II. Quant au délai de deux mois, il faut s'efforcer d'obtenir l'une des solutions suivantes:

1. prolongation du délai jusqu'au 31 mars, si possible au 15 avril.

2. possibilité d'une accession sans réserve, faite dans le délai de 2 mois par le Conseil fédéral au nom du Parlement Suisse, le droit restant acquis à la Suisse de se retirer immédiatement dans le cas improbable où le vote populaire serait négatif.

III. Les deux questions (neutralité et délai) ne doivent pas être liées. Sans une déclaration confirmant la neutralité, suffisante quant au fond et quant à la forme, la question du délai ne sera pas abordée.

IV. Il faut s'efforcer d'obtenir la confirmation de la reconnaissance de la neutralité:

en première ligne du Conseil suprême (unanime),

éventuellement du Conseil (unanime) de la Société des Nations.

Ce qui est essentiel en tout cas, c'est la reconnaissance de la part des Grandes Puissances représentées dans ces Conseils; on pourrait donc se contenter éventuellement de déclarations individuelles des Grandes Puissances.

V. Si les délégués sont interrogés sur la question de savoir si le Conseil fédéral est prêt à proposer à l'Assemblée fédérale de supprimer la *clause dite américaine* et de faire donc soumettre au vote du peuple et des cantons l'arrêté concernant l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations, même si les Etats-Unis ne seront pas encore membres de la Société, les délégués se tiendront dans la réserve la plus prudente, la question étant pour le moment réglée dans l'arrêté de l'Assemblée fédérale du 21 novembre 1919.[4]

VI. La délégation est autorisée à demander de nouvelles instructions au cas où les assurances qui lui auront été données ne paraîtraient pas suffisamment catégoriques.

---

4. *Cf. n° 168.*

232

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 45

Paris, 16. Januar 1920
(*Ankunft:* 17. Januar)

Nach Schluss der Völkerbundsrats-Sitzung, für die ich eine Einladung erhalten hatte, unterhielt ich mich mit Léon Bourgeois, der Herrn Ador gerne sprechen wird, um die Lage in freundschaftlichem Sinne zu prüfen. Was die Frist anbetrifft, kann Bourgeois nicht verstehen, warum der Bundesrat nicht eine Bei-

trittserklärung geben sollte, selbst wenn man sie annullieren müsste, wenn die Volksabstimmung ein negatives Ergebnis zeitigen sollte. Es werden fortgesetzt Abkommen durch Regierungen unterzeichnet, ohne dass diese letztern Gewissheit über die parlamentarische Ratifikation haben, und der König von Italien ratifizierte den Friedensvertrag allein, bevor er vom Parlament ratifiziert wurde. Was unsere Neutralität betrifft, sagt mir Bourgeois, dass es niemandem einfalle, sie im geringsten zu bestreiten, dass man aber wissen möchte, welche Verpflichtungen die Schweiz übernehmen wird. Nach Ansicht Bourgeois wird Ihr Memorandum beim Obersten Rat bleiben, und der Völkerbundsrat braucht vorläufig keine Kenntnis davon zu haben.

Eric Drummond hat mir gesagt, dass er anfangs nächster Woche noch hier sein werde.

233

E 2300 Wien, Archiv-Nr. 35

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart, au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 3 Vienne, 17 janvier 1920

Le Chancelier et Secrétaire d'Etat a reçu aujourd'hui les chefs de missions. Lorsque j'entrai dans son cabinet, le Dr.Renner me salua avec la phrase:

«Je suis heureux de constater qu'une désagréable difficulté internationale est définitivement écartée, la question du Vorarlberg.»

Je répliquai immédiatement, et sans attendre des développements plus amples et des commentaires qu'il eût pu m'être désagréable d'entendre:

«Cette affaire s'est endormie» et puis je passai à celle de la reconnaissance de la République d'Autriche qui me paraissait, dis-je, d'un bon augure pour les relations des deux pays et le Chancelier n'insista plus sur le Vorarlberg; il m'annonça la prochaine organisation définitive de la représentation diplomatique de la République à Berne. Je crois savoir que son candidat pour le poste de Ministre est toujours encore le baron de Franz (gendre de M. Armand d'Ernst, banquier à Berne), actuellement Ministre à La Haye.

M. Renner passe ensuite à la question de la redevance sur la fortune (Vermögensabgabe), déclarant que pleine satisfaction était donnée par le projet du Ministre des Finances aux revendications des étrangers. Le projet de loi n'a encore paru qu'en résumé dans la presse et cela encore avant d'avoir été approuvé par le Gouvernement; je vous ai envoyé ces coupures de journaux; il faudra attendre le texte complet avant de se prononcer et aussi les modifications qui pourront être apportées au projet au cours de la discussion parlementaire. L'accord est loin d'être fait entre les partis et bien des gens pensent que la loi, qui se rapproche sous différents rapports de la loi allemande, pourrait bien finir par échouer puisque déjà le Ministère n'est pas arrivé à se mettre d'accord sur le projet avant sa présentation à l'Assemblée nationale. M. Renner, cependant, se montre plus optimiste et déclare que l'accord est fait sur la plupart des disposi-

tions de la loi entre les partis coalisés. Je dis au Chancelier que je ne voulais pas encore me prononcer avant d'avoir pu examiner de près l'œuvre du Ministre des Finances et qu'il connaissait le point de vue de mon Gouvernement sur les questions de principe par les notes que j'avais eu l'honneur de lui remettre.[1] Je saisis l'occasion de cette conversation économique pour faire ressortir la situation difficile faite aux neutres qui ont à subir tant de conséquences d'une guerre à laquelle ils sont restés complètement étrangers et pour mettre M. Renner sur la voie des clauses financières du traité de St-Germain et de leur portée à l'égard des Neutres. Je me gardai bien naturellement de lui faire la moindre allusion aux ouvertures qui vous ont été faites par la Légation de Suède au sujet d'une démarche commune ou identique concernant la dette de guerre et les billets de banque se trouvant entre les mains des Neutres; mais je considérai comme utile de provoquer un avis du Chancelier.

Je demandai donc notamment au Chancelier s'il considérait le Traité de St-Germain comme pouvant en quoi que ce soit lier des tiers qui ne sont pas partie au contrat. Mon interlocuteur me déclara sans hésiter que, selon lui, les clauses du Traité ne pouvaient aucunement être opposées aux Neutres; que l'Autriche se verrait peut-être obligée, vis-à-vis de ceux-ci, de se couvrir des dispositions du Traité de Paix étant donnée l'impossibilité matérielle où elle se trouverait d'agir autrement que selon les clauses qui lui ont été imposées; elle invoquerait probablement le cas de force majeure; mais pour les vainqueurs, et dans le cas qui nous occupe, pour les Etats successoraux, la situation ne devrait pas être la même quoiqu'il soit à prévoir qu'ils chercheront, de leur côté, à s'abriter derrière les dispositions du Traité. Il sera difficile aux Neutres, de l'avis de M. Renner, d'obtenir isolément que les Etats successoraux acceptent, même vis-à-vis des Neutres et malgré le bon droit de ceux-ci des conditions plus onéreuses que celles qu'ils ont obtenues à St-Germain. Aussi le Chancelier considère-t-il une action commune des Etats neutres comme indispensable pour empêcher qu'en lieu et place du débiteur auquel ils ont confié leur argent on ne leur offre, pour se satisfaire, qu'un morceau de ce débiteur. Mais M. Renner ne considère pas même une démarche commune des Neutres comme efficace si elle s'adresse directement aux Etats successoraux; il faut qu'ils se décident à un appel aux peuples civilisés, c.à.d. à un congrès au moins européen, congrès qui serait appelé à réviser toutes les clauses inacceptables et inexécutables des Traités de Versailles et de St-Germain comme l'a fait le congrès de Berlin pour le Traité de San Stefano. Par ces observations, le Chancelier m'a semblé mettre le doigt sur les dangers qu'il peut y avoir pour nous à nous lancer dans une démarche collective concernant les clauses du Traité de St-Germain par lesquelles nous nous sentons lésés. Que ferons-nous et nos associés dans l'éventualité probable où les Etats successoraux se refuseraient à admettre notre point de vue et à prendre sur eux des charges que les vainqueurs ont entendu imputer à la seule République d'Autriche? Il ne nous restera qu'à enregistrer une défaite peu glorieuse ou à en appeler à une instance plus élevée qui ne pourrait guère être qu'un congrès. Or, le Conseil fédéral voudrait-il s'exposer à devoir recourir à ce moyen extrême? Que le Chancelier d'Au-

1. *Non reproduites* E 2200 Wien 10/3; *à ce sujet, cf. n° 126.*

triche cherche à nous encourager dans la voie de protestations qui pourraient amener la réunion d'un congrès chargé de réviser les Traités de Paix ce n'est que trop compréhensible et naturel de sa part; pour nous cependant la question se pose différemment. Mon collègue de Suède, avec lequel j'ai pu m'entretenir dans le salon d'attente au sortir de l'audience et qui a connaissance du point de vue et des démarches des gouvernements scandinaves partage entièrement ma manière de voir et estime, comme moi, que la prudence s'impose et que les propositions qui vous ont été faites méritent d'être examinées de très près avant d'être mises à exécution.

Le Chancelier Renner, passant à un autre sujet, m'entretint ensuite d'un projet qui, dit-il, lui tiendrait très à cœur; il a remis à ce sujet à M. Allizé, Ministre de France, un mémoire destiné au Gouvernement français, mais il serait de la plus grande importance que ni les Italiens ni les Allemands n'eussent vent de la chose. Il s'agirait de la création d'une ligne de chemin de fer qui, allant de Coire par l'Ofen-Pass, Mals, Meran et Bozen à Trieste constituerait la voie la plus courte de Paris aux pays des Balkans. L'intérêt de la Suisse à cette voie, qui pourrait lui attirer un trafic important, saute aux yeux selon le Chancelier; de plus, et en cela les intérêts de la Suisse et ceux de la France seraient communs, en cas de conflits belliqueux au nord des Alpes il resterait une communication directe de Paris jusqu'aux Balkans que la guerre n'affecterait pas; en cas d'une guerre à laquelle l'Italie prendrait part, la ligne de l'Arlberg resterait disponible comme jusqu'ici. En quoi ce projet intéresse-t-il si particulièrement le Chancelier? Nous nous trouvons ici de nouveau vis-à-vis d'une de ces finasseries dont M. Renner me semble être assez coutumier. Vous vous rappelez son attitude et son jeu plus ou moins loyal dans diverses phases de la question du Vorarlberg; ses combinaisons tendant à amener la réunion d'un congrès, dont je vous entretenais plus haut, témoignent d'une certaine tendance à la ruse, et le machiavélisme du chef du Ministère autrichien dans la question du chemin de fer n'est pas moins intéressant. Voici son plan: Pour assurer à cette ligne sa véritable importance il faudrait qu'elle fût internationalisée sous tous les rapports, en quelque sorte neutralisée, afin que voyageurs et marchandises puissent circuler librement et sans entraves de douanes. La France (et la Suisse aussi) aurait un intérêt majeur à avoir à sa disposition une ligne vers l'Orient qui ne fût à la merci ni des conditions de l'Italie ni de celles de l'Allemagne. Ce résultat pourrait, à la rigueur, être obtenu, dans une certaine mesure, par l'internationalisation et la neutralisation mentionnées tout à l'heure, mais — et c'est ici que gît le lièvre — des conditions d'indépendance seraient beaucoup mieux garanties *si le pays lui-même, c.à.d. le Tyrol allemand méridional, était neutralisé ou, encore mieux, rendu à l'Autriche* avec toutes les garanties qu'on pourrait d'ailleurs vouloir imposer à cette occasion. Comme vous le voyez, il s'agit d'intéresser la France au sort du Tyrol méridional allemand et d'obtenir notre coopération dans ce sens. Je ne veux pas dire par là que nous ne puissions pas avoir aussi un intérêt matériel à la création de la ligne, mais je laisse à de plus compétents le soin de juger de la question de ce point de vue. De même l'Autriche peut avoir, elle aussi, quelqu'intérêt économique à voir ce chemin de fer se construire étant donné que la ligne de Landeck à Mals doit de toute manière être construite incessamment; elle est même commencée si je ne fais erreur. M. Renner m'a prié de vous entretenir de cette question à titre strictement

confidentiel, mais il trouverait dangereux d'en écrire lui-même ayant déjà été très loin en donnant son mémoire à M. Allizé.

Comme vous l'aurez sans doute vu par les déclarations officielles rendues publiques le Chancelier se déclare satisfait de son voyage à Prague au point de vue politique — par quoi il faut entendre, comme je vous l'ai déjà écrit, qu'il s'est bien entendu avec ses amis socialistes pour s'opposer à toute tentative réactionnaire — tandis qu'au contraire les résultats économiques sont presque nuls, ce qui constitue en soi un danger politique. Mais il se trouve des gens, fort sérieux d'ailleurs, pour critiquer même les arrangements politiques de M. Renner qui, par crainte de la réaction, aurait donné aux Tchèques tout ce dont il disposait, en cas de conflits avec l'étranger; c.à.d. qu'il s'est engagé à appuyer les Tchèques contre les Hongrois, au besoin contre les Polonais. Et que ferait-il, me dit-on, le jour où l'Allemagne entrerait en opposition avec la Tchécoslovaquie? D'autre part le Chancelier ne m'a pas dissimulé les vives appréhensions que lui cause le danger bolchevique. (Vous savez que M. Renner est un socialiste très modéré, mais malheureusement faible et qui ne sait pas résister assez fermement à ses correligionnaires politiques de gauche). Le Chancelier a trouvé ses craintes renforcées par ses impressions de Prague où l'on n'est pas moins inquiet. On se demande en effet si l'armée polonaise sera à même de résister à l'avalanche russe que l'on attend après les victoires des armées de Lénine sur Denikine et Koltschak. Si l'armée polonaise est bousculée et que les Russes lui passent sur le ventre ceux-ci, selon M. Renner, n'attaqueront pas immédiatement l'Allemagne mais se dirigeront vers le Sud et, prenant la vieille route des invasions barbares chercheront leur voie vers l'Ouest après avoir culbuté Hongrois et Roumains. L'Autriche, la Tchécoslovaquie viendront ensuite et les autres après. M. Renner — rappelons-nous il est vrai que c'est un socialiste qui parle — craint qu'en Pologne les bolcheviques ne trouvent un terrain tout préparé étant donné le gouvernement actuel qui s'appuie sur les grands propriétaires terriens, mal vus des Russes même du temps des tsars tandis que le paysan a toujours été soutenu par Pétrograde contre la grande propriété, et a des sentiments plutôt russophiles et se rapprochant de ceux de son frère moscovite. — Le Ministre d'Angleterre, auquel j'ai eu l'occasion de faire part de ces appréhensions, ne m'a pas caché sa propre inquiétude tout en émettant l'avis que l'abolition de la peine de mort en Russie, interprétée par le Dr. Renner comme un signe de l'affermissement du régime Lénine-Trotzky, pourrait bien n'être qu'un bluff à l'adresse de l'Entente.

Le Chancelier, avant de prendre congé, me dit encore qu'il avait formé le projet de rendre visite au Conseil fédéral lorsqu'il se serait rendu à Paris à la fin du mois, mais qu'il avait dû renoncer au voyage en France où le Ministre des Finances se rendrait seul. Il compte fermement pouvoir vous présenter ses hommages plus tard.

Le Ministre de Hongrie que j'ai vu ce matin aussi m'a paru peu satisfait de la situation politique dans son pays. Le Dr. Gratz est, comme je l'ai déjà écrit souvent, un homme très modéré et sensé. Les extrémistes de droite ont donné de fausses espérances au peuple en lui faisant entrevoir des conditions de paix moins défavorables que celles auxquelles il fallait absolument s'attendre; les dures conditions posées en réalité par l'Entente peuvent engendrer une déception dangereuse. D'autre part le parti militaire avec M. Friedrich ne songe qu'à reconqué-

rir les anciennes frontières et attire à lui quantité d'officiers autrichiens et originaires des pays maintenant tchécoslovaques qui ne demandent qu'à se battre n'ayant plus rien à perdre chez eux. Un coup de tête de ce parti n'est pas impossible mais ne pourrait mener, selon mon interlocuteur, qu'à l'anéantissement complet de sa patrie déjà menacée par une invasion russe.

234

E 2200 Washington 11/6

Le Ministre de Suisse à Washington, H. Sulzer, au Sous-Secrétaire d'Etat américain, F.L. Polk

Copie
L

Washington, January 17, 1920

As the last act of my administration, may I take the liberty of submitting the following matter for your kind consideration.

Item 11 on the coupon of the Immigration Service of the U.S. Department of labor, which each person entering or leaving the United States is required to fill in, calls for the race of the person in question. The instructions on the back of this coupon enumerate 26 different races, without mentioning a Swiss race. This omission is, I understand, based on the assumption that, Switzerland being composed of three races, German, French and Italian, a Swiss citizen should register under one of the three categories, according to the language spoken by him. I, together with a great many of my compatriots, have always felt very keenly that this classification is not warranted and consider it unpleasant to be required to register under one of these three categories.

The Swiss cannot accurately be classified under any of the headings given. It is true that we speak three different languages but it is equally true that the languages do not run at all along racial lines. As a Swiss of that part of Switzerland where a German dialect is spoken, I may say that there is a strong feeling against the tendency to be classified as belonging to the German race. We have been separated from Germany for over 600 years and during this time have developed quite different racial features.

The list of races on the above mentioned coupon specifies, amongst others, a Dutch race. Is Holland not exactly in the same position as Switzerland?

If a discrimination regarding the racial deacent of the Swiss is desired, may I not be permitted to suggest that the denominations generally used in Switzerland be adopted. Would it not be possible to establish two Swiss races: The Alemannic Swiss and the Latin Swiss, and, in case of a further division, of the latter, separate it into French and Italian Swiss? Such a division seems, however, hardly desirable.

I should appreciate it very much indeed if you would kindly bring this matter to the attention of the Labor Department with a view to having the list of races adjusted accordingly. I cannot tell you how much the Alemannic Swiss would appre-

ciate such an adjustment which would relieve them of the necessity of registering under a racial category tho which they do not belong.[1]

1. *Par note du 13 février, le Department of State répondait au Ministre Peter:*
With reference to Mr. Sulzer's informal letter of January 17, 1920, in regard to making certain changes in the United States Immigration Regulations concerning the proper designation of the races of people composing the Swiss population, I have the honor to inform you that the Department has received a letter, dated the 4th instant, from the competent authority, stating that the Bureau of Immigration has under consideration certain changes in the laws and regulations, but is awaiting the final outcome of the changes, both physical and political, now under way in European countries, and that in reaching its final conclusions the Bureau will give due consideration to Mr. Sulzer's suggestions with respect to the nomenclature of the races composing the population of that country. (E 2200 Washington 11/6).

235

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 janvier 1920[1]

243. Appel en faveur de l'Arménie

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 19 janvier 1920

En exécution de la décision prise par le Conseil fédéral dans sa séance du 16 décembre dernier[2], le Département politique avait chargé les représentants diplomatiques à Washington, Paris, Londres, Rome et Tokyo d'adresser, en faveur des populations arméniennes, aux Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités un appel rédigé dans le sens du projet présenté par le Département politique.

Après s'être acquittée de cette mission, la Légation de Suisse à Paris a reçu, en date du 7 janvier, une note par laquelle la Direction politique du Ministère des Affaires étrangères lui faisait connaître que le Gouvernement français a hautement apprécié la démarche du Gouvernement de la Confédération et qu'il est lui-même désireux d'assurer aux Arméniens des garanties substantielles au cours des négociations qui règleront le statut futur de l'Orient.

Le Gouvernement britannique a fait également savoir, par une note du 7 janvier à la Légation de Suisse à Londres, que, fidèle aux assurances réitérées des Puissances alliées, il s'emploierait activement, dans la conférence qui va s'ouvrir, à améliorer le sort du peuple arménien et à assurer son indépendance.

Sur la proposition du Département politique il est *décidé:*

Le Conseil fédéral prend acte au procès-verbal des déclarations des Gouvernements français et britannique.

1. *Etait absent: J.M. Musy.*
2. *Non reproduite.*

236

E 2001 (B) 8/6

Les Délégués du Conseil fédéral à Paris, G. Ador et M. Huber, au Président de la Confédération, G. Motta

L Secret Paris, 20 janvier 1920

Nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli, en deux exemplaires, quelques notes qui, à la manière d'une sorte de journal, vous renseigneront sur l'activité de vos délégués durant les deux premiers jours de la mission que vous avez bien voulu leur confier à Paris.

ANNEXE

Lundi, 19 janvier 1920

Arrivés à 10 heures et reçus à la gare par M. Dunant, Ministre de Suisse, nous recevons à 11 heures la visite de M. William Martin, qui nous confirme un télégramme de Londres[1], relatif à l'avis du Secrétariat de la Société des Nations, télégramme dont le texte vous est connu.

A 12 h15, nous voyons M. Dutasta, qui nous recommande de consulter MM. Clemenceau et Jules Cambon particulièrement sur la question de savoir qui a qualité pour nous entendre.

A 4 h 45, nous sommes reçus très amicalement par M. Clemenceau, qui renouvelle les assurances données par lui le 28 avril dernier[2] à M. le Président Ador, au sujet de notre neutralité. La réserve contenue dans la note du 2 janvier[3] ne lui était pas connue. Il s'en montra fort étonné. Il semble qu'il n'ait pas présidé la séance du Conseil dans laquelle furent arrêtés les termes de cette note. Il nous déclare que demain encore (mardi) il présidera le Conseil suprême. MM. Lloyd George et Nitti partiront aussitôt après. M. Clemenceau nous recommande de voir MM. Lloyd George et Nitti, si possible avant la séance du Conseil, afin qu'une réponse puisse nous être donnée séance tenante. Nous avons l'impression qu'il vaut mieux ne pas brusquer les choses, car plusieurs des hommes qui prirent part aux négociations d'avril dernier ne sont plus là ou n'exercent plus les mêmes fonctions (Wilson, Lord Robert Cecil, Clemenceau, Laroche, Dutasta, etc.).

M. Clemenceau fait appeler M. Berthelot, lequel nous dit qu'il a dans ses dossiers des notes relatives à notre mémorandum, pour le cas où le Conseil suprême aurait à discuter ce document. Il nous lit quelques phrases de ses notes. C'est, en somme, une répétition du mémoire du 2 janvier 1920.

M. Berthelot prétend tirer contre nous un «argument écrasant» du paragraphe antépénultième de l'Acte du 20 novembre 1815. Il dit que si dans la note du 2 janvier la question de la neutralité a été réservée, c'est parce qu'il appartient à la Société des Nations elle-même de définir plus exactement le rapport des notions mêmes de neutralité et de Société des Nations. Mais il ne voit pas la possibilité de renoncer au droit de passage. La France, cependant, dit-il, est prête à nous appuyer «politiquement parlant».

Là-dessus, nous voyons M. Jules Cambon, qui est très favorable à la notion de neutralité (non seulement pour la Suisse, mais aussi pour la Belgique), mais qui émet quelques doutes au sujet du droit de passage. Il ne sait pas s'il doit nous conseiller d'aller demain devant le Conseil suprême, mais il penche plutôt pour l'affirmative, car, dit-il, nous pourrons ainsi savoir au moins qui est compétent pour nous entendre.

A 9 heures du soir, conversation avec M. Dunant lequel estime qu'il faut saisir l'occasion d'être

---

1. *Il s'agit vraisemblablement du télégramme publié sous n° 230.*
2. *Cf. DDS 7/1, n^os 365, 369 annexe.*
3. *Cf. n° 211.*

écouté par le Conseil suprême, mais qu'il faut éviter que celui-ci prenne une décision immédiate avant que nous ayons pu poursuivre nos entretiens.

mardi 20 janvier 1920

Avant d'aller au Conseil suprême, nous avons demandé à voir M. Berthelot, Directeur politique au Ministère des Affaires étrangères.

Reçus à 10 heures, nous ne lui avons pas caché notre surprise de l'attitude prise par lui en face de M. Clemenceau et de l'argument invraisemblable qu'il tirait du paragraphe de l'Acte du 20 novembre 1815 relatif au passage accordé, à cette époque, aux armées combattant contre Napoléon Ier. Nous avons fait remarquer que le paragraphe en question avait précisément pour but d'écarter à l'avenir les conclusions que l'on aurait pu tirer, en faveur du droit de libre passage, du fait rappelé ci-dessus. M. Ador a particulièrement insisté sur les conditions dans lesquelles l'article 435 à été inséré dans le Traité de Paix. Il a rappelé que la France, pour s'assurer le désintéressement des autres Puissances dans les affaires de Savoie, avait déclaré qu'elle se chargeait d'obtenir desdites Puissances la reconnaissance de la neutralité suisse dans la forme que revêt la rédaction de l'article 435. Cet arrangement conclu, le Gouvernement et le peuple suisses ont eu la conviction que la neutralité helvétique, avec tous ses effets (y compris l'interdiction de tout passage en armes), était reconnue comme compatible avec le Pacte de la Société.

M. Ador a fait observer aussi que l'accord concernant la neutralité de la Savoie n'a pas encore été ratifié par le Parlement suisse et que, par conséquent, les négociations sur les zones pourraient être momentanément suspendues.

M. Berthelot a persisté à soutenir que la Suisse entrant comme neutre dans la Société, ne pouvait pas se soustraire, le cas échéant, à l'obligation de laisser passer sur son territoire les troupes de la Société; qu'elle ne pouvait pas prétendre aux avantages de celle-ci sans en accepter aussi les charges. M. Ador a répliqué que la Suisse acceptait toutes les obligations compatibles avec sa neutralité et que, même dans ces conditions, elle courait des risques peut-être plus grands que les autres Etats auxquels aucune situation spéciale n'a été consentie. M. Berthelot affirme que la France, au point de vue politique, soutiendrait la Suisse, mais il lui paraît certain que, sur la question du droit de passage, nous allons au-devant d'un échec. Il a ajouté que cette attitude de sympathie et de faveur à l'égard de la Suisse pourrait être abandonnée par la France si la Confédération ajournait toute discussion au sujet des zones. Il n'a pas dissimulé que la France était mécontente du manque de bonne volonté qu'elle estime rencontrer de la part de la Suisse dans le règlement de cette question. Il va sans dire que nous prions le Conseil fédéral de ne pas demander l'ajournement de la discussion relative aux zones franches.

Tout l'entretien a été mené, de notre part, avec beaucoup de fermeté, mais nos déclarations ont été accueillies par M. Berthelot avec réserve et non sans quelque froideur. La conversation fut interrompue par l'ouverture de la séance du Conseil suprême qui devait nous entendre. En effet, M. Clemenceau, fidèle à la promesse faite hier, nous a introduits à la séance du Conseil suprême, à laquelle assistaient avec lui M. Lloyd George, Lord Curzon, MM. Nitti, Matsui, Jules Cambon et quelques autres personnalités appartenant au Ministère des Affaires étrangères et à diverses délégations.

Invité par M. Clemenceau à prendre la parole, M. Ador remercie le Conseil d'avoir fourni à la mission suisse l'occasion de préciser le point de vue du Conseil fédéral. Il fait remarquer que, dans sa réponse du 2 janvier, le Conseil suprême, à propos du préambule de l'Arrêté fédéral du 21 novembre 1919[4], a réservé l'examen de la concordance des articles 21 et 435 du Traité de Versailles. Cette réserve a soulevé dans les sphères fédérales et dans le peuple suisse une émotion d'autant plus intense qu'on avait eu la certitude que la neutralité helvétique ne serait plus remise en question. M. Ador résume les considérations exposées dans le mémorandum du 13 janvier, adressé à toutes les Puissances signataires du Traité. Il insiste avec énergie sur le fait que, le peuple suisse

4. *Cf. n° 168.*

ayant toujours suivi une politique de paix, reste plus que jamais attaché à sa neutralité traditionnelle. Il est donc, dit-il, indispensable qu'aucun doute ne subsiste à ce sujet et qu'une solution nette écarte définitivement le droit de passage. L'orateur résume les raisons ethniques et géographiques qui font de la neutralité une question vitale pour la Suisse. Il comprend qu'on ne puisse lui donner une réponse séance tenante, mais il insiste pour que cette réponse soit faite à bref délai, afin que la Suisse puisse entrer dans la Ligue comme membre originaire. Il affirme la volonté des Autorités et du peuple suisses d'assumer toutes les charges compatibles avec le maintien de la neutralité, notamment les sanctions économiques. La Suisse, dit-il, en défendant l'inviolabilité de son territoire et en continuant à prendre à sa charge, dans l'avenir, des œuvres d'humanité d'un intérêt général, pourra rendre à la Ligue des services précieux comme ceux dont on a bien voulu reconnaître l'importance au cours de la dernière guerre. Ces services, elle ne peut les rendre qu'en demeurant neutre. M. Ador déclare enfin que la délégation se tient à la disposition des membres du Conseil suprême pour toutes explications complémentaires sur les devoirs de la Suisse neutre.

Ses déclarations, écoutées avec la plus grande attention, sont fidèlement traduites en anglais. Sans répondre, M. Clemenceau déclare la séance levée.

En sortant du Conseil, la délégation s'est rencontrée avec Sir Eric Drummond, que le Conseil avait fait appeler. Au cours d'un assez long entretien, Sir Eric nous a déclaré qu'il était chargé de préparer un avis sur la question qui nous occupe. Nous l'avons trouvé très bien disposé et lui avons soumis le texte d'une déclaration preparé à Berne[5]. Il en a pleinement approuvé les trois premiers paragraphes. Il paraît avoir fort bien compris aussi le quatrième, relatif aux sanctions non militaires, mais il a jugé inopportun d'en faire état parce qu'on pourrait en conclure que la Suisse cherche à se dérober à ses obligations. Nous n'avons laissé entre les mains de Sir Eric que la première page de la déclaration rédigée à Berne. Le Secrétaire général de la Ligue nous annonce que la prochaine réunion du Conseil de la Société des Nations aura lieu le 12 ou le 13 février à Londres.

---

5. *Il s'agit probablement du projet de déclaration suivant:*

Les Puissances signataires des Traités de Paix des 28 juin, 10 septembre et 27 novembre 1919 d'une part et la Confédération Suisse d'autre part désirant préciser les effets de la neutralité permanente de la Suisse dans le cas de l'accession ou de l'admission de la Suisse à la Société des Nations déclarent:

La neutralité permanente, librement choisie par la Suisse comme maxime d'Etat, reconnue par l'Acte du 20 novembre 1815 comme étant dans les vrais intérêts de l'Europe entière a été reconnue à nouveau et confirmée par l'art. 435 du Traité de Paix du 28 juin 1919 et par les dispositions analogues des autres Traités de Paix.

Il a été également reconnu par lesdites stipulations des Traités de Paix que la neutralité permanente de la Suisse, notamment l'Acte du 20 novembre 1815, constitue un engagement international pour le maintien de la paix et n'est, par conséquent, incompatible avec aucune disposition du Pacte de la Société des Nations, aux termes de son art. XXI.

La neutralité de la Suisse reste donc reconnue dans toutes les guerres, même dans les actions entreprises par la Société des Nations sur la base de l'article XVI. Le territoire suisse est et demeure inviolable. La Suisse ne participera à aucune action militaire de la Société des Nations et n'admettra aucun passage ni aucune préparation d'entreprises militaires quelconques sur son territoire.

En ce qui concerne les mesures d'ordre non militaire que la Société des Nations pourra prendre (en vertu de l'article XVI) la Suisse y participera comme les autres Etats membres. Si toutefois la Suisse devait constater que l'une ou l'autre des mesures décidées ne pût se concilier avec l'état de paix qu'elle maintiendra en toute circonstance, en sa qualité d'Etat perpétuellement neutre, elle donnerait à la Société des Nations toute garantie que son attitude ne favorisera en rien l'Etat en rupture du Pacte et ne contrecarrera ni affaiblira en rien les mesures prises par la Société des Nations. Les œuvres humanitaires ne sont pas visées par cette disposition. (E 2001 (B) 8/6). *Ces arguments seront repris dans les instructions préparées par le Conseil fédéral à l'intention de ses délégués à Londres, MM. Ador et Huber, cf. n° 243.*

Sur ces entrefaites, M. Berthelot, prenant à part M. Ador, lui dit que le Conseil suprême avait décidé d'écrire à la Société des Nations pour lui recommander de tenir compte dans la plus large mesure des vœux de la Suisse quant au maintien de sa neutralité dans le cadre de la Ligue.

Ayant invité à déjeuner M. André Weiss, jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères, nous avons constaté qu'il avait étudié le Message du Conseil fédéral et qu'il se ralliait complètement à notre thèse.

Nous avons demandé des rendez-vous à M. Lloyd George, à Lord Curzon et à M. Nitti.

237

E 2001 (B) 8/6

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, G. Motta

L Bern, 22. Januar 1920

Aus einem Berichte unserer Delegierten in Paris[1], der gestern zirkulierte, habe ich ersehen, dass Herr Ador die Erklärung abgegeben hat, die Schweiz wolle die wirtschaftlichen Verpflichtungen aus Art. 16 des Völkerbundspaktes übernehmen. Ich möchte nun doch darauf aufmerksam machen, dass hier eine gewisse Diskrepanz besteht, indem speziell Herr Prof. Huber immer die Meinung vertrat, dass wir z.B. gegen die auf unserm Gebiete sich befindlichen und wohnhaften Angehörigen des rechtsbrechenden Staates Massregeln nicht zu treffen hätten, und indem er aus unserer Stellung als Vermittler und als Träger der Rotkreuzidee noch weitere Milderungen der wirtschaftlichen Massnahmen herleitete. Sie wissen auch, dass Amerika in einem Vorbehalt in Beziehung auf den 1. Punkt die gleiche Stellung einnimmt.

Durch die Publikation des Gutachtens Sprecher[2] ist bezüglich der wirtschaftlichen Folgen grosse Unruhe in das Volk getragen worden, und es bestünde ein gewaltiges Interesse daran, es beruhigen zu können. Auf jeden Fall müssen wir klipp und klar sagen können, welche Verpflichtungen auch auf wirtschaftlichem Gebiet wir übernommen haben. Ich verstehe, dass man vielleicht jetzt nicht alle diese Dinge diskutieren kann, aber es könnte wohl, wie ich an einer Sitzung angeregt habe, der Vorbehalt gemacht werden, dass später ein auf gewissen heute schon festzusetzenden Grundsätzen beruhendes Procedere zu vereinbaren wäre.

Wenn ich mir erlaube, Ihnen dies jetzt und schriftlich zu unterbreiten, so geschieht dies, um ganz klar zu sein und ferner, um eine Verständigung unserer Delegation noch möglich zu machen, bevor sie von Paris abreist.[3]

PS. Zu Besprechung jederzeit bereit!

---

1. *Cf. n° 236.*
2. *Cf. n° 24.*
3. *Le même jour, G. Motta répondait:*

Ich danke Ihnen für Ihre heutige Mitteilung in Sachen unserer Mission Ador-Huber in Paris. Ich glaube nicht, dass es möglich sein wird, die Frage der sogenannten «wirtschaftlichen Sanktionen» jetzt vollständig ins Klare zu ziehen. Die Herren Huber und Ador kennen unsere Meinung und haben bestimmte Instruktionen erhalten. Wir dürfen in die beiden Herren volles Ver-

trauen setzen. Sie werden gesehen haben, dass nicht nur Ador vor dem obersten Rate erschienen ist, sondern mit ihm auch Herr Prof. Huber. Bevor der Bundesrat irgend eine neue Instruktion abgehen lässt, muss die weitere Entwicklung und müssen die neuen angekündigten Berichte der Delegierten abgewartet werden. Ich nehme an, dass Sie sich mit dem Vorgehen einverstanden erklären können. (E 2001 (B) 8/6).

238

E 2001 (B) 8/6

Les Délégués du Conseil fédéral à Paris, G. Ador et M. Huber, au Président de la Confédération, G. Motta

L Paris, 23 janvier 1920

Pour faire suite à notre lettre du 20 courant[1], nous avons l'honneur de vous remettre sous ce pli la suite du journal consignant l'activité de notre mission relative à l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations.

ANNEXE 1

Paris, 20–27 janvier 1920

Préparation du rapport au Conseil fédéral, expédié le soir.

Visite de M. Parodi, de Genève, chef de la Section des Procès-verbaux et des Traductions au Secrétariat général de la Société des Nations. Il vient nous faire, de la part de Sir Eric Drummond, les communications suivantes:

Le Conseil suprême a demandé un avis du Secrétariat général, à qui la même demande a été faite par le Gouvernement britannique. Les sept signataires du Traité de Paix représentés au Conseil de la Société des Nations se déclarent liés par l'article 435. L'Espagne paraît aussi disposée à se rallier à cette manière de voir. Quant à la Suisse, elle devra s'entendre avec les autres neutres[2] qui ne sont pas liés par le Traité de Paix. Le Secrétaire ne croit pas qu'on puisse obtenir de la Société des Nations une interprétation détaillée de la neutralité suisse, mais une déclaration conçue à peu près dans ces termes:

«Les articles 435 et 21 du Traité sont en «absolue concordance».[2] La Suisse sera invitée à exposer son point de vue dans la prochaine séance du Conseil de la Société des Nations qui aura lieu le 12 février à Londres.

Nous avons fait remarquer que nous tenons beaucoup à obtenir une constatation que l'inviolabilité du territoire suisse est et demeure assurée en toute circonstance et que, notamment, tout passage est exclu.

M. le Ministre Dunant vient nous dire que, tout à l'heure, au Quai d'Orsay, M. Berthelot lui a dit avoir oublié d'annoncer à M. Ador ce matin que le Conseil suprême avait décidé que le délai de deux mois courrait à partir de la mise en vigueur du dernier Traité de Paix. La proposition en avait été faite par Laroche.

Mercredi, 21 janvier.

M. Parodi fait à 9 h. 30 la communication suivante: Il est plus que probable qu'on mentionne expressément dans la résolution du Conseil de la Société des Nations, conformément au désir que

---

1. *Cf. n° 236.*
2. *Point d'interrogation en marge.*

nous avons exprimé hier soir, aussi bien l'inviolabilité du territoire suisse que l'interdiction de tout droit de passage.

Quant au délai de deux mois, le Secrétariat général admet qu'une déclaration faite par le Conseil fédéral avant le 10 mars, avec mention du vote populaire à intervenir — pourvu que ce ne soit pas fait sous forme de réserve — sera suffisante pour nous assurer la qualité de membre originaire. Si le résultat du vote populaire était négatif, l'accession serait considérée, sans autre, comme non avenue. Parodi ajoute qu'il est peu probable que le Conseil de la Société des Nations accepte l'interprétation du Conseil suprême suivant laquelle l'accession serait encore admise en vertu du dernier Traité.

10 h.15. — M. Dutasta vient à l'hôtel avec son secrétaire pour nous faire, en son nom personnel, la communication suivante, dont, dit-il, nous pouvons faire état:

Après le départ de M. Ador, M. Clemenceau a déclaré que la France attachait la plus grande importance à la neutralité suisse. MM. Lloyd George, Nitti, Matsui et Wallace ont tour à tour confirmé et appuyé cette manière de voir. Les représentants des trois grandes Puissances européennes surtout ont abondé dans ce sens. Il a été décidé d'inviter le Conseil de la Société des Nations à tenir largement compte de cette résolution du Conseil suprême.

Pour faciliter la tâche de la Suisse, le Conseil suprême a décidé que le délai de deux mois ne courra qu'à partir de la mise en vigueur du dernier Traité de Paix. M. Dutasta partage l'opinion de M. Ador que la Suisse aurait intérêt à ne pas retarder trop le vote populaire, afin que la question du siège puisse trouver en temps utile une solution conforme aux désirs du Secrétariat général.

M. Dutasta nous informe qu'on nous donnera une réponse dans deux ou trois jours.

Envoi d'un télégramme au Département politique.

Visite au Secrétariat général. Nous rencontrons M. Anzilotti, l'éminent internationaliste, qui représente l'Italie au Secrétariat et qui s'occupe maintenant spécialement des travaux préparatoires pour l'établissement de la Convention internationale prévue par l'article 14 du Pacte.

Il résulte de la conversation avec Sir Eric Drummond que les communications qui nous ont été faites par M. Parodi ont été trop optimistes. Parodi, que nous voyons en sortant de chez Drummond, émet l'opinion que certains personnages dont les opinions peu favorables à notre neutralité n'ont pas prévalu au Conseil suprême, cherchent à chicaner le Secrétaire général. Drummond est toujours très bien disposé, mais veut en tout cas éviter le reproche de paraître préjuger la décision de son Conseil. Il ne peut pas, pour le moment, nous donner l'assurance que le projet de résolution[3] concernant notre neutralité sera publié d'avance. Mais il nous approuve de chercher à obtenir des Puissances, individuellement, des déclarations officieuses faisant prévoir avec certitude l'acceptation unanime d'une résolution conforme à notre point de vue. Il estime qu'on ne devrait pas se borner aux grandes Puissances ou à quelques-unes d'entre elles, afin de ne froisser aucun Gouvernement.

Sir Eric Drummond part ce soir pour Londres; Nitti ayant quitté Paris hier soir et Lloyd George ce matin, les entrevues demandées à ces hommes d'Etat n'ont pas pu avoir lieu. De même pour Curzon, qui a été pris hier et aujourd'hui par les séances du Conseil suprême.

Le Conseil suprême a eu aujourd'hui sa dernière séance. Il lui sera substitué un Conseil des Ambassadeurs dont les attributions et l'organisation ne sont pas encore fixées.

Visite chez M. Quiñones de Leon, Ambassadeur d'Espagne et représentant de ce pays au Conseil de la Ligue. Nous lui exposons le point de vue suisse et l'intérêt que nous avons à recevoir, si possible avant le Conseil du 12 février, des déclarations officieuses dont nous pourrions faire état. Sans engager son Gouvernement, il déclare être tout à fait disposé à nous aider. Il va passer 48 heures à Madrid et étudiera tous les documents que nous lui avons remis.

Visite chez M. Matsui, Ambassadeur du Japon, représentant japonais au Conseil suprême et au Conseil de la Société des Nations. Il déclare connaître très peu les affaires suisses, mais dit que le Japon est très bien disposé. Il est très prudent dans ses expressions; il est peu probable qu'il consente à nous faire tenir une déclaration. Il paraît certain que le Japon se ralliera aux autres Puissances, qui nous sont favorables.

---

3. *Il s'agit vraisemblablement du document publié en annexe au n° 236.*

Visite chez M. Vénizelos, représentant de la Grèce au Conseil de la Société des Nations. Il abonde dans l'idée que les Etats qui ne sont pas grandes Puissances ne s'opposeront pas à ces dernières. Il déclare partager notre point de vue que, par l'article 435 qui se trouve dans le même acte que l'article 21 du Pacte, une situation à part nous a été faite. Pour lui, la question est jugée et ne fait pas de doute. Il se souvient que, dans la Commission dont il faisait partie, on était d'accord (il cite Wilson et Cecil) pour concéder à la Suisse la neutralité militaire, tandis que dans les mesures économiques tous les Etats membres sont solidaires. Devant probablement retourner en Grèce, il n'est pas sûr d'aller à Londres le 12 février, mais se fera représenter.

Visite chez M. de Martino, Plénipotentiaire d'Italie, remplaçant M. Nitti. Il déclare que Nitti lui a donné comme instruction de soutenir la Suisse autant que possible. Etant donné que le Conseil suprême a renvoyé au Comité des Juristes et de Rédaction l'examen de diverses propositions, entre autres celles concernant la Suisse, il est convenu que M. Huber aura demain une conversation avec M. Ricci-Busatti, représentant de l'Italie dans cette commission.

A 9 h. du soir, le Roi des Belges, qui est pour un jour à Paris et habite aussi l'Hôtel Meurice, a tenu à faire une visite à M. Ador. La conversation n'a pas porté sur des sujets de politique, notamment pas sur la Société des Nations.

Jeudi, 22 janvier.

Visite de M. Huber à M. Ricci-Busatti, Ministre plénipotentiaire, jurisconsulte de la Délégation italienne et son représentant au Comité juridique du Conseil suprême. M. Huber lui expose l'historique de l'art. 435 et la situation politique créée pour la Suisse par la note du 2 janvier. M. Ricci-Busatti partage entièrement le point de vue suisse; il va même jusqu'à considérer comme possible, pour la Suisse neutre, une liberté plus étendue que celle revendiquée par le Message du Conseil fédéral[4]. Il reconnaît que l'art. 435 crée à la Suisse une situation spéciale dans la Société des Nations, et que nos obligations à l'égard de la Société doivent être dominées par les exigences d'une neutralité stricte. Il ne connaît encore ni l'ordre du jour de la séance du Comité d'aujourd'hui, ni la décision du Conseil suprême, dont le Comité juridique sera saisi, mais il nous promet son concours très chaleureux. Il mentionne que la délégation italienne, en rentrant à Paris après sa retraite, en mai 1919, causée par l'affaire de Fiume, a protesté contre les décisions intervenues en son absence, entre autres contre l'art. 435, auquel l'Italie est particulièrement intéressée, mais qu'elle a fini par abandonner sa protestation. Il demande si cette affaire est définitivement réglée entre la Suisse et la France; M. Huber fait remarquer que le Conseil des Etats ne s'est pas encore prononcé, en ajoutant que les doutes qui subsistent sur l'interprétation de cet article pourraient exercer une influence sur l'attitude du Parlement suisse.

M. Ricci reconnaît que les passages de troupes effectués en 1859 et 1917 par le Mont-Cenis violaient la neutralité suisse. M. Huber a combattu cette manière de voir qui — malgré la thèse soutenue par l'E.M.G. suisse — peut bien être défendue.

Visite de M. Dunant et de M. Huber chez M. Fromageot, Jurisconsulte du Ministère des Affaires étrangères et représentant de la France dans le Comité juridique. Comme M. Dunant l'avait prédit, M. Fromageot se dérobe, aussi habilement qu'aimablement, à toute mise en demeure de se prononcer sur la neutralité suisse. Il répète à plusieurs reprises que la neutralité de la Suisse sera rigoureusement respectée, mais que l'on devrait rester sur le terrain des textes des Traités et ne pas entrer dans des détails et des interprétations. Il ne fait point état des thèses de M. Berthelot et il nous paraît peu probable qu'il soit en aucune façon responsable de l'attitude fort peu encourageante que nous avons remarquée chez M. Berthelot.

Visite de MM. Ador et Huber, de 6 à 7 h. du soir, à M. Léon Bourgeois, Président du Conseil de la Société des Nations. M. Bourgeois déclare parler en toute amitié et en toute franchise, mais en son nom personnel, sans vouloir engager ni son Gouvernement, ni le Conseil de la Société des Nations.

Il soutient les mêmes thèses qu'au printemps: que la Société des Nations est une mutualité internationale, que l'on ne doit pas créer des précédents qui seraient de nature à ébranler le système

---

4. *Cf.* FF 1919, vol. IV *pp.* 567–713.

déjà fragile de la Société, que la Suisse ne peut profiter de tous les avantages de la Société sans assumer toutes les charges correspondantes; que la Société étend la garantie d'inviolabilité à tous les pays et que la solidarité est plus efficace que la neutralité.[5] Nous lui opposons avec vigueur la thèse suisse, tant du point de vue de notre situation intérieure qu'à celui de la situation créée par l'art. 435, et faisons ressortir que la Suisse ne demande pas une situation de faveur, mais une distribution équitable des charges. Il reconnaît que la Suisse s'est montrée légitimement habile en s'assurant l'art. 435, mais il émet l'opinion que la reconnaissance de la neutralité ne se référerait qu'au cas ou la Suisse n'entrerait pas dans la Société.[6] Nous lui expliquons que c'est pour écarter pareille interprétation qu'on a constaté qu'il s'agissait, en l'espèce, d'un engagement pour le maintien de la paix.

La préoccupation principale de M. Bourgeois paraît être la crainte que la neutralité suisse ouvre une brèche dans la solidarité qui est à la base de la Société des Nations.

Il promet d'étudier à nouveau la question dans l'esprit le plus bienveillant.

Vendredi, 23 janvier.

De 9 h. à 11 h. conversation de M. Monnet (Français), premier suppléant du Secrétaire général de la Société des Nations, et de M. Mantoux (Français), chef de la section politique du Secrétariat général. M. William Martin, qui a bien voulu préparer cette entrevue, y assiste également.

Ces Messieurs, qui connaissent bien M. Bourgeois, déclarent que ce dernier ne conteste pas la neutralité de la Suisse, mais cherche une formule excluant tout précédent. M. Huber démontre que la Suisse se prévaut d'une situation tout à fait particulière, tant au point de vue historique, stratégique et ethnique qu'au point de vue juridique (Acte de 1815, art. 435). Il croit avoir réussi à détruire l'argument tiré du pénultième paragraphe de l'Acte de 1815.

M. Monnet et M. Mantoux déclarent à maintes reprises que, sur le fond, il n'y a aucune divergence: on reconnaît la neutralité de la Suisse en tant que membre de la Société des Nations, mais il faut trouver une formule dont il soit impossible de tirer un précédent. Cependant, M. Huber est surpris d'apprendre de M. Mantoux, qui a assisté comme traducteur à la séance du Conseil suprême, que la décision de celui-ci, telle qu'elle sera remise à la Société des Nations, ne mentionnera pas qu'on doive tenir compte dans la plus large mesure des vœux de la Suisse. Cependant, M. Mantoux confirme que les membres du Conseil se sont déclarés tous en faveur de la neutralité helvétique.

MM. Monnet et Mantoux comprennent que la Société des Nations a intérêt à voir accéder la Suisse et que, par conséquent, il faut lui donner satisfaction dans une forme pouvant assurer un vote affirmatif du peuple. La déclaration désirée ne peut être donnée que par le Conseil de la Société des Nations et ne pourra donc intervenir que vers le milieu de février. Pour rassurer entretemps l'opinion publique, ces Messieurs estiment que l'on pourrait, par des interviews, faire connaître les dispositions bienveillantes du Conseil suprême et, par une indiscrétion voulue, divulguer, dès qu'il sera rédigé, le projet de résolution soumis au Conseil de la Société.[7] Cette résolution sera probablement préparé par les juristes du Secrétariat général. Ces juristes sont: M. van Hamel (Hollandais), chef, Bate (Anglais) (auteur de la traduction anglaise du Message du 4 août 1919), Kaekenbeeck (Belge), auteur de la consultation favorable dont le résumé nous a été confidentiellement communiqué par la Légation de Suisse à Londres, et un autre Hollandais, M. Kleffens.

M. Huber profite de l'occasion pour déclarer à M. Monnet (lequel, d'après M. Martin, est très influent aussi bien auprès de Bourgeois qu'auprès de Drummond) ce qui suit:

La Suisse demande une déclaration précise, compréhensible aux non-juristes, constatant que la neutralité permanente subsiste en toute éventualité et que le droit de passage est exclu en tout cas. Il remet à M. Monnet le texte préparé à Berne, touchant la neutralité militaire. Il déclare que les instructions du Conseil fédéral sont très formelles à ce sujet.

La discussion porte alors sur les mesures non militaires. M. Huber expose verbalement les

---

5. *Point d'exclamation de Motta en marge.*
6. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*
7. *Cf. note 3.*

grandes lignes de la formule préparée par le Département politique; il exprime avant tout le désir que l'on donne à la Suisse la possibilité de s'exprimer préalablement au sujet de la résolution à présenter au Conseil.

M. Ador, téléphonant à M. Arnavon, secrétaire de M. Dutasta, a insisté pour obtenir le plus tôt possible une réponse écrite du Conseil suprême, ainsi que le texte de la lettre par laquelle l'affaire a été renvoyée à la Société des Nations. M. Arnavon s'excuse du désarroi de ces derniers jours, et promet de s'en occuper immédiatement.

Vendredi, 23 janvier 1920.

Visite de M. Albert Thomas, Directeur désigné du Bureau International du Travail. Il espère que la Suisse ne fera pas trop de réserves au sujet des conventions proposées par la Conférence de Washington. M. Thomas ne quitte pas le Parlement français, il se borne à prendre un congé.

Il croit que, par une propagande féconde, l'Organisation du Travail peut faire beaucoup pour gagner l'opinion publique à la cause de la Société des Nations.

Il déclare approuver le point de vue suisse dans la question de la neutralité, mais on découvre dans ses discours l'influence des idées de Bourgeois, influence propagée par l'association française pour la Société des Nations, dont Bourgeois et Thomas sont précisément les fondateurs. Il nous demande quelle serait notre attitude si, conformément à la doctrine de Bourgeois, une force internationale était créée.

Visite chez le baron de Gaiffier, Ambassadeur de Belgique, qui était directeur politique au Ministère au moment de l'invasion allemande.

Il nous confirme que la Belgique a renoncé à sa neutralité parce que le maintien de cette institution aurait encouragé les Chambres à refuser les sacrifices exigés par les besoins de la défense nationale.

Il n'attache aucune importance[8] à ce que la Belgique possède le siège de la Société des Nations, et semble convaincu que si ce n'était pas Genève, ce ne serait pas Bruxelles, mais Londres, grâce à l'influence croissante de Lord Robert Cecil.

Il paraît connaître assez bien l'attitude prise par la Suisse dans la question de la neutralité, et comprendre notre point de vue.

M. Ador exprime l'espoir que le représentant de la Belgique recevra pour instructions de soutenir la thèse suisse. M. de Gaiffier, qui, au début, nous avait marqué quelque froideur, a fini par se montrer fort bienveillant, mais sans s'engager aucunement.

Visite de MM. Ador, Dunant et Huber à M. Millerand, Président du Conseil. Sans connaître les détails de la question, M. Millerand semble saisir mieux que la plupart de nos interlocuteurs les points essentiels. Il prend continuellement des notes et, après s'être fait exposer la genèse de l'article 435, il constate que la Suisse paraît s'être placée sur un terrain juridique solide et qu'elle pourrait invoquer l'article 21 en faveur de sa neutralité, même si l'article 435 n'existait pas. Il promet d'étudier la question et de donner à la Suisse une réponse propre à satisfaire notre opinion publique.

M. Dutasta, que nous avions invité à dîner ce soir, nous a dit avoir préparé un projet de réponse, dans l'espoir que ce texte, publié en Suisse, sera de nature à calmer toutes nos inquiétudes. Il doit toutefois soumettre son projet à l'approbation des Alliés.

Samedi, 24 janvier 1920.

Visite à M. Da Cunha, Ambassadeur du Brésil et son représentant provisoire au Conseil de la Société des Nations (jusqu'au moment où Ruy Barbosa assumera ces fonctions, ce qui ne se sera pas encore produit en février prochain).

M. Da Cunha, qui a fait de nombreux séjours en Suisse, connaît assez bien la question pour en avoir causé avec Bourgeois. Comme ancien professeur de droit international, il voue à ce problème un intérêt particulier.

M. Huber se rend, dans l'après-midi, à l'Ambassade pour remettre le message, la note verbale et

---

8. *Point d'exclamation de Motta.*

le mémorandum du 13/14 janvier, ainsi que pour exposer à l'Ambassadeur notre situation et nos arguments juridiques. M. Da Cunha se montre très accueillant. Il a déjà télégraphié pour prévenir son Gouvernement.

Nous constatons que la distribution des documents par la voie diplomatique n'assure pas toujours leur remise effective entre les mains des personnes particulièrement intéressées. Nous remettons directement ou faisons remettre par la Légation le Message, la note verbale et le mémorandum à MM. Bourgeois, Matsui, Ricci-Busatti, Vénizelos, Quinones de Leon, Da Cunha, et demandons à Berne de faire parvenir ces pièces, par les Légations de Londres, Washington, Rome et Bruxelles, aux représentants anglais, américain, italien et belge au Conseil de la Société des Nations.

M. Seeholzer, avocat à Zürich, qui se trouve à l'Hôtel Meurice, communique qu'il a eu ce matin une longue conversation avec le Vicomte de Clauzel, secrétaire privé de M. Bourgeois. Il rapporte l'impression qu'on est prêt, du côté français, à accepter toute solution qui pourrait satisfaire l'opinion publique suisse, mais qu'on est désireux de ne pas créer un précédent que d'autres Etats pourraient invoquer.

M. William Martin téléphone que, d'après les renseignements qu'il a pu recueillir, c'est M. Mantoux qui a préparé le projet de réponse dont M. Dutasta nous a parlé hier soir. M. Millerand a dû avoir connaissance de ce projet avant notre visite et il y aurait même apporté quelques retouches. Dans cette réponse, les Alliés affirment qu'ils sont liés par l'art. 435 [et que la neutralité suisse est compatible avec son entrée dans la Société des Nations,][9] puis renvoient l'affaire, pour solution définitive, au Conseil de la Société des Nations. M. Martin a acquis la quasi-certitude que ce sont les juristes de la Société des Nations qui seront appelés à donner un préavis, et qu'il n'y a pas à craindre que M. van Hamel change d'attitude. Il n'est donc pas nécessaire que M. Huber se rende à Londres avant la réunion du Conseil. M. Martin estime que, si la rédaction qu'il a lue n'est pas profondément modifiée, elle doit être de nature à apaiser l'opinion publique suisse.

Visite de MM. Ador et Huber à M. le Président Poincaré. M. Poincaré est entièrement d'accord avec nous sur le maintien de la neutralité helvétique. Il trouve que le seul point qui pourrait donner lieu à des interprétations divergentes est la situation visée par l'art. 16: si la rupture du Pacte équivaut à une déclaration de guerre à teneur de l'art. 16: le neutre qui prendrait des mesures de guerre ne sortirait plus de sa neutralité, étant donné que la rupture du Pacte constitue, à son égard aussi, une agression. Nous faisons alors remarquer que c'est justement cette interprétation que la Suisse a voulu écarter par les articles 435 et 21. M. Poincaré reconnaît qu'il s'agit en effet de créer une situation particulière pour la Suisse. Il ne doute pas qu'on ne trouve une formule satisfaisante.

Visite de M. Ricci-Busatti, qui communique ce qui suit:

Le Comité des juristes a été chargé par le Conseil suprême de donner son préavis sur la question du délai, tandis que la question de la neutralité a été renvoyée au Conseil de la Société des Nations. Bien que des doutes sur le bien-fondé de cette thèse aient été exprimés dans la Commission, le comité a conclu que le délai de deux mois prévu dans chaque Traité où le Pacte se trouve inséré peut être invoqué en se référant indifféremment à l'un ou à l'autre de ces Traités. D'autre part, la Commission estime que les délais ne peuvent plus être prolongés comme tels dans ce moment.

En ce qui concerne la neutralité, la Commission l'a discutée inofficiellement. M. Ricci-Busatti, secondé par l'Anglais et moins nettement par le Japonais, a soutenu la thèse suisse, tandis que M. Fromageot exprimait une opinion différente.[10]

Dimanche, 25 janvier 1920.

Visite de M. Ricci-Busatti. Il nous dit, à titre strictement confidentiel, que la réponse à donner à la Suisse et dont le Comité des juristes a eu connaissance ne contenait — autant qu'il peut s'en souvenir — aucune allusion à l'opinion du Conseil suprême, telle que la faisaient entrevoir les communications verbales de MM. Berthelot et Dutasta. Il s'agirait d'un simple renvoi à la Société des Nations.

---

9. *Les crochets ont été rajoutés par Motta qui a noté en marge:* La phrase entre [...] n'existe pas dans la note signée par Millerand; c'est toujours le *désir* de l'informateur qui *dépasse* un peu les *faits!* M. *Pour le texte de la note en question, cf. annexe 2.*

10. *Remarque manuscrite de Motta en marge:* Toujours les Français! M.

Dans le Comité des juristes, M. Fromageot aurait fait état de la thèse soutenue par M. Berthelot sur la base de la mention du droit de passage dans l'acte du 20 novembre 1815. En outre, il aurait prétendu que, si les engagements visés par l'article 21 ne doivent pas être considérés comme incompatibles avec le Pacte, cela revient à interpréter l'article 435 comme signifiant que l'abandon de la neutralité (aux cas visés par l'article XVI) ne serait pas incompatible avec la notion de neutralité telle qu'elle est reconnue par l'Acte de 1815.[11] Cette interprétation est insoutenable, d'abord au regard de l'art. 20, qui abolit les engagements contraires au Pacte, et auquel l'article 21 apporte une restriction; ensuite, à cause de la genèse même de cet article, confectionné pour maintenir, aux dépens du Pacte, la doctrine de Monroë. M. Fromageot paraît, en outre, craindre que d'autres Etats ne puissent invoquer l'exemple donné par la Suisse (p.ex. le Chili et l'Argentine, pour la neutralisation des détroits de Magellan).

M. Ricci confirme les communications qu'il a faites hier.

Ensuite de ces communications, nous rédigeons la note verbale suivante, que M. Dunant remettra demain au Conseil des Ambassadeurs:

«La délégation suisse, se référant une fois encore aux déclarations qu'elle a eu l'honneur de faire au nom du Conseil fédéral en séance plénière du Conseil suprême, au sujet de la neutralité suisse, prend acte du fait qu'il appartient à la Société des Nations d'interpréter, en l'espèce, les dispositions du Pacte.

Elle exprime le ferme espoir que la réponse qui lui sera donnée sera de nature à décider le Conseil de la Société des Nations à déclarer que la situation exceptionnelle réservée à la Suisse par l'article 435 du Traité de Paix du 28 juin 1919 donne à la Confédération le droit d'entrer dans la Société des Nations comme Etat perpétuellement neutre».

Lundi, le 26 janvier 1920.

Conversation chez M. Dunant entre M. Ador et le Jonkheer Loudon, Ministre des Pays-Bas à Paris.

M. Loudon exprime l'espoir que son Gouvernement sera soutenu par la Suisse dans les démarches qu'il entreprendra en vue d'assurer à La Haye le siège de la Cour de Justice Internationale.

M. Bernhoft, Ministre de Danemark à Paris, dans une conversation avec M. Huber estime que le droit de passage, qui est visé à l'article 16 du Pacte de la Société des Nations, ne pourra guère s'appliquer, en ce qui concerne son pays, au territoire proprement dit, mais que ce droit pourra seulement être invoqué pour un passage par les eaux territoriales. Les pays entourant la Mer Baltique aimeraient beaucoup neutraliser cette mer, tout en admettant que cette neutralité devrait céder devant les entreprises collectives de la Société des Nations.

Départ de M. Ador.

Mardi, le 27 janvier.

Visite de M. Huber au Jonkheer Loudon. La conversation porte sur la question d'une prise de contact plus étroite entre les Gouvernements neutres. M. Huber précise que cette prise de contact n'aurait pas le caractère d'une organisation, mais qu'elle consisterait uniquement à arriver au minimum nécessaire pour faciliter et accélérer les échanges de vues entre les Gouvernements neutres. Il faudrait en tous cas éviter l'impression d'un bloc neutre.

M. Loudon estime que son Gouvernement serait très favorable à une pareille coopération. Il est toutefois de l'avis que, – à l'exeption des cas où il devient nécessaire de convoquer des conférences d'experts – ce contact pourrait être établi plus facilement à un endroit où tous les pays neutres sont représentés, éventuellement à Paris ou à Londres.

M. Loudon paraît d'ailleurs être peu au courant des différentes questions pour la solution desquelles une coopération des Gouvernements neutres pourrait intervenir dès à présent. (Etablissement d'une Cour de Justice Internationale, attitude à adopter à l'égard de la Convention concer-

---

11. *Trois points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*

nant le contrôle du commerce des armes, la question du régime futur des Bureaux Internationaux).

Dans le cours de la conversation, M. Loudon aborde la question de la navigation sur le Rhin; il exprime ses regrets de ce que la Conférence de Paris ait voulu modifier la Convention de 1868 qui, dit-il, est excellente. Il croit toutefois que les Alliés, auxquels le consentement de l'Allemagne est acquis d'avance, aux termes du Traité de Versailles, feront des concessions aux Pays-Bas. Une révision du régime actuel du Rhin devra être acheminée par les Etats représentés dans la Commission instituée par le Traité de Paix.

M. Huber reçoit le texte de la réponse du Conseil suprême, qui est datée du 26 janvier.[12] Le texte intégral de cette réponse est immédiatement communiqué par un télégramme en clair au Département politique et à M. Ador.

M. Huber fait des démarches infructueuses pour rencontrer M. William Martin, auquel il veut expliquer ce que la Suisse attend maintenant du Conseil et du Secrétariat général de la Société des Nations. M. Martin est retenu par les séances du Conseil d'Administration du Travail, auxquelles il doit prendre part en sa qualité de chef du Service de Presse de l'Organisation Permanente du Travail.

Visite de M. Huber chez le Comte Ehrensvärd, Ministre de Suède Paris. Comme il l'a fait ce matin avec M. Loudon, M. Huber expose à M. d'Ehrensvärd les possibilités d'une prise de contact entre les Gouvernements neutres. Le Comte Ehrensvärd déclare approuver vivement cette idée, mais il croit qu'on devrait choisir comme point central pour des conversations de ce genre une capitale neutre, Stockholm, La Haye ou Berne. Il espère vivement qu'une Légation permanente de Suisse sera établie à Stockholm. De cette façon, tous les cinq Etats neutres de l'Europe centrale et septentrionale seraient représentés à Stockholm par des Ministres qui y auraient leur résidence permanente, ce qui ne serait le cas ni pour Berne ni pour La Haye. M. d'Ehrensvärd est convaincu qu'un Ministre de Suisse trouverait un très bon accueil à Stockholm.

En ce qui concerne la question de la coopération des Neutres, M. d'Ehrensvärd estime que, pour le moment, on devrait se borner à resserrer les liens entre la Suisse, les Pays-Bas et les trois Etats Scandinaves, qui ont déjà réalisé parmi eux une certaine organisation. L'Espagne, qui a plutôt la tendance de se rapprocher des Grandes Puissances, n'aurait guère de velléités de se joindre à une action des autres pays neutres, tandis que les Etats neutres de l'Amérique du Sud ont des intérêts trop divergents et que les Etats nouvellement constitués, comme la Finlande, la Pologne, etc.., ne sont pas encore suffisamment consolidés pour suivre une pareille ligne politique. La force des cinq Etats neutres devra consister dans l'homogénéité de ces Etats et dans leurs qualités morales.

Passant à la question de l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations, le Comte Ehrensvärd déclare que la plus grande prudence s'impose, aussi longtemps que la méfiance de certaines Puissances, et notamment de la France, continuera.

Mercredi, le 28 janvier.

Tentatives infructueuses, de la part de M. Dunant et de M. Huber, pour voir M. Léon Bourgeois, qui s'est rendu à Châlons. Ensuite d'une erreur du secrétaire de M. Monnet, ce dernier s'est mis en rapport téléphonique avec M. Huber 1/4 heure avant son départ pour Berne.

M. Huber saisit l'occasion pour exposer ce qui suit à M. Monnet:

Bien que la réponse du Conseil suprême soit plutôt favorable, il est nécessaire que le Gouvernement suisse obtienne une interprétation authentique sur les effets que déploiera la neutralité dans le cadre de la Société des Nations. Une pareille déclaration paraît aussi nécessaire pour apaiser l'opinion publique en Suisse, profondément émue. La Suisse espère que, dans sa prochaine séance, le Conseil de la Société des Nations s'occupera des questions relatives à l'accession de la Suisse et qu'il donnera l'occasion au Conseil fédéral de faire soutenir directement son point de vue.

M. Monnet répond qu'il a le ferme espoir qu'une solution acceptable pour la Suisse sera trouvée. Il déclare que le Gouvernement suisse sera invité incessamment à se faire représenter devant le Conseil de la Société des Nations à Londres. Avant la fin de la conversation, M. Huber ajoute que M. Dunant est au courant de tous les détails des négociations, et que M. Monnet lui-même ou

---

12. *Cf. annexe 2 ci-après.*

M. Martin pourront toujours se mettre en rapport direct avec lui, quand il y aura une communication à faire.

M. Huber écrit à M. Martin pour lui expliquer qu'il n'a pu voir ni M. Bourgeois ni M. Monnet et qu'il serait très désirable que notre Ministre ait l'occasion de s'entretenir avec ces Messieurs.

Avant son départ, M. Huber fait tenir à M. Dunant un exposé détaillé[13] de tous les points qui pourront être abordés au cours de conversations avec M. Monnet et M. Martin. A titre d'information, il communique à notre Ministre la copie d'une note circulaire à adresser aux Puissances[14] de la Société des Nations qu'il se propose de soumettre au Chef du Département politique.

Départ de M. Huber à 7 h. 20 pour Berne.

ANNEXE 2

E 2001 (B) 8/6

Le Président de la Conférence de la Paix, A. Millerand,
au Délégué du Conseil fédéral à Paris, G. Ador

N Paris, 26 janvier 1920

Vous avez bien voulu exposer devant le Conseil suprême à la date du 21 janvier le point de vue du Gouvernement suisse, en ce qui concerne la compatibilité de la neutralité perpétuelle de la Confédération avec son entrée dans la Société des Nations.

Le Conseil suprême, tout en reconnaissant à l'unanimité de ses membres présents qui comptaient parmi eux les chefs des trois gouvernements britannique, français et italien, que les Puissances alliées et associées sont et demeurent liées, en ce qui concerne la neutralité perpétuelle de la Suisse, par l'article 435 du Traité de Versailles, a estimé dans sa dernière séance qu'il appartenait au Conseil de la Société des Nations de se prononcer sur les observations présentées par votre Gouvernement.

---

13. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1580.
14. *Ibidem; il s'agit d'un projet de la note reproduite sous n° 240.*

239

E 2001 (B) 8/6

Le Jurisconsulte du Département politique, M. Huber,
au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
L Paris, 23 Janvier 1920

Mit dem letzten und dem heutigen Kurier beehrten wir uns, Ihnen eine chronologische Aufzeichnung der von uns hier unternommenen Schritte und eingezogenen Erkundigungen zugehen zu lassen.[1] Unter Bezugnahme auf diese Mitteilungen gestatten wir uns, Ihnen nachfolgend unsere Eindrücke zusammenfas-

---

1. *Cf. n^os 236, 238.*

send darzulegen und die für unser bisheriges Vorgehen massgebenden Absichten auseinander zu setzen.

Eine Reihe von Umständen erschwerten in ausserordentlicher, kaum voraussehbarer Weise die Erreichung des durch die Instruktionen[2] des Bundesrates bezeichneten Verhandlungszieles:

Die durch den Wegfall der Candidatur Clemenceau veranlasste Regierungskrisis schaffte nicht nur gegenüber der französischen Regierung eine unsichere Situation, sondern ist auch die Hauptursache für die plötzliche Auflösung des Obersten Rates. Lloyd George war durch die Vorgänge der Präsidentenwahl so unangenehm berührt, dass er – wie uns Clemenceau am Montag vorausgesagt hatte – sofort mit dem Rücktritt Clemenceau's Paris verliess.

Der Generalstreik in Italien bewog Nitti gleichzeitig nach Rom zurückzukehren. Mit der Auflösung des Obersten Rates und der bisherigen Friedenskonferenz sowie mit dem Rücktritt Clemenceaus war auch das Ausscheiden Dutasta's als Generalsekretär der Konferenz gegeben.

Wegen der ersten Sitzung des Völkerbundsrates am 17. Januar war der Generalsekretär, Sir Eric Drummond, von London mit einem Teil der Abteilungschefs des Sekretariates nach Paris gekommen. Der Rechtskonsulent, van Hamel, war aber bereits wieder zurückgekehrt und Drummond verliess schon am Mittwoch Paris, so dass es ebenfalls schwierig war, mit den Völkerbundsorganen zu verkehren. Auch schien uns die Kohaerenz zwischen einzelnen Abteilungen des Sekretariates keine so vollständige, wie sie uns für unsere Verhandlungen erwünscht gewesen wäre.

Wir müssen es indessen als einen günstigen Umstand betrachten, dass der Oberste Rat überhaupt noch bestand, als wir hier eintrafen, einerseits weil er allein authentisch den Sinn seiner Note vom 2. Januar[3] auslegen konnte und sodann, weil er die Gelegenheit bot, dass die Hauptvertreter der im Rat repräsentierten Grossmächte sich selber zur Sache äussern konnten.

Wir stellen fest, dass, was die Form anbetrifft, die Haltung des Rates eine sehr entgegenkommende war. Trotzdem eine Reihe schwieriger und brennender Fragen vor Auflösung des Rates zu behandeln war, wurde Ihre Delegation sehr kurz nach Eröffnung eingeführt und von Clemenceau höflich begrüsst. Die Audienz dauerte etwa 40 Minuten, während welcher wir die volle Aufmerksamkeit des Rates beobachten konnten.

Mit Ausnahme von Berthelot, dem politischen Direktor des auswärtigen Ministeriums, haben alle Personen, mit denen wir gesprochen haben, eine entgegenkommende, z.T. eine direkt zustimmende Haltung eingenommen, ganz besonders der Generalsekretär Sir Eric Drummond, offenbar unter dem Einfluss der hinter ihm stehenden Juristen, sodann die italienische Delegation und endlich heute abend noch Millerand, der die Ansicht äusserte, dass auch ohne Art. 435 die Schweiz sich auf Art. 21 mit ihrer Neutralität berufen könnte.

Die zustimmenden Erklärungen der meisten Persönlichkeiten, die wir gesehen haben, können uns keine genügende Beruhigung geben, weil man den Eindruck

---

2. *Cf. n° 231.*
3. *Cf. n° 211.*

haben muss, dass sie sowohl von den Bestimmungen des Völkerbundsvertrages als noch mehr von den besondern Verhältnissen der schweiz. Neutralität so wenig wissen, dass man von ihnen keine gefestigte, andern Einflüssen unzugängliche Ansicht in der Sache erwarten kann.

Aus diesem Grunde können wir auch nicht zu sehr auf die Ansichten der Mitglieder des Obersten Rates bauen, die nach den mündlichen Mitteilungen von Berthelot, Dutasta und Mantoux uns sehr günstig wären.

Mit Rücksicht auf den Umstand, dass vom Obersten Rat eine authentische Auslegung nicht erlangt werden konnte – eine Brüskierung eines solchen Entscheides wäre in Anbetracht der Unmöglichkeit genügender Vorbereitung mit einem nicht zu verantwortenden Risiko verbunden gewesen –, haben wir versucht, festzustellen, ob nicht entweder eine vorläufige Kundgebung des Völkerbundes jetzt schon erlangt oder statt, bzw. neben einer solchen, individuelle Erklärungen der hauptsächlich in Betracht kommenden Völkerbundsstaaten beigebracht werden könnten.

Der einen und der andern Lösung stehen leider grosse Schwierigkeiten entgegen. Der erstern, weil das wieder in London befindliche Völkerbundssekretariat den Entscheid der im Rat vertretenen Staaten weder präjudizieren kann noch darf. Die zweite Lösung scheint kaum in nützlicher Frist eine Verwirklichung finden zu können, da die betreffenden Regierungen sich kaum leicht zu förmlichen Erklärungen herbeilassen werden, die von uns veröffentlicht werden könnten. Bis wir dies erreicht hätten, würde wohl auch der Zeitpunkt der Völkerbundstagung herangekommen sein.

In der Absicht, die Mächte auf ihre Geneigtheit zu einer Erklärung zu sondieren, haben die Besprechungen mit De Martino, Matsui, Millerand, den Botschaftern von Spanien und Belgien stattgefunden. Besprechungen mit den Vertretern von Grossbritannien und Brasilien sind in Aussicht genommen.

Wenn wir – wie wir seit dem Besuch bei Millerand einige Hoffnung haben – vom Obersten Rat eine einigermassen befriedigende Antwort erhalten, so kann man auf die wenig aussichtsreichen Bemühungen um individuelle Erklärungen einzelner Mächte verzichten.

Wir bedauern lebhaft, dass wir Ihnen noch keine bessern und bestimmteren Nachrichten geben können. Wir vermuten, dass unser langes Schweigen die öffentliche Meinung beunruhigt und der oppositionellen Presse zu scharfen Angriffen Vorwand bietet. Wir sind der Ansicht, dass, wenn der Bundesrat eine amtliche oder nicht amtliche Mitteilung im gegenwärtigen Zeitpunkt für opportun erachtet, diese etwa in der Form erfolgen könnte, wie wir sie in der Beilage redigiert haben.[4]

---

4. *Le 28 janvier, le Département politique adressait à la Presse le communiqué suivant:*

La mission composée de M. Gustave Ador, ancien Président de la Confédération, et de M. le professeur Max Huber, jurisconsulte du Département politique, que le Conseil fédéral avait décidé d'envoyer à Paris pour y développer, devant les instances compétentes, les points de vue indiqués dans le mémorandum du 13 janvier, fut convoquée, le 20 courant, devant le Conseil suprême des Puissances alliées et associées, présidé par M. Georges Clemenceau. M. Ador put y exposer en détail, au nom de la mission, conformément aux instructions précises que celle-ci avait reçues du Conseil fédéral, aussi bien les questions qui se rapportent à la neutralité perpétu-

Wir gehen dabei von der Auffassung aus, dass eine ungeschminkte Darstellung der nicht sehr erfreulichen, aber keineswegs aussichtslosen Lage dem Volk am ehesten Vertrauen einflösst und dass vor allem vermieden werden muss, dass eine auf blosse mündliche Zusicherungen sich stützende optimistischere Auffassung nachträglich wieder sich getäuscht sehen muss.

Hätten wir die Gewissheit, dass wir morgen eine Antwort des Obersten Rates erhielten, so wäre es vorzuziehen, vorläufig nichts mitzuteilen, doch ist der Zeitpunkt, wo wir Positives melden können, ungewiss.

Sofern keine unerwarteten Umstände eintreten oder gegenteilige Weisung von Ihnen kommt, beabsichtigen wir, Montag abend zurückzureisen, umsomehr als anzunehmen ist, dass erst anlässlich der Völkerbundssitzung in London weitere Verhandlungen mit Erfolg aufgenommen werden können.[5]

---

elle de la Suisse que les questions relatives au délai indispensable pour organiser le scrutin populaire concernant l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations.

Comme il résulte de la teneur du mémorandum du 13 janvier et des instructions données aux délégués par le Conseil fédéral, la tâche de ceux-ci était d'obtenir des déclarations écrites ou du Conseil suprême ou du Conseil de la Société des Nations.

Le Conseil suprême, qui se trouvait à la veille de se dissoudre et de faire place à une Conférence des Ambassadeurs des Puissances alliées et associées, ne put donner une réponse immédiate aux demandes des délégués suisses. Ceux-ci profitèrent de leur séjour à Paris pour se mettre en rapport avec plusieurs personnalités faisant partie du Conseil et du Secrétariat général de la Société des Nations ou s'occupant autrement des questions qui intéressent notre pays. L'accueil fait aux déclarations de nos délégués fait espérer que la situation particulière de la Suisse a été comprise et que les demandes du Conseil fédéral obtiendront satisfaction.

Le 26 courant, M. Millerand, Président du nouveau Ministère français et Président de la Conférence de la Paix, a adressé aux délégués suisses, par l'intermédiaire de notre Légation à Paris, la note qui nous a été transmise télégraphiquement dans la journée de hier, et dont nous donnons ci-après la teneur littérale: *[suit le texte reproduit en Annexe 2 du n° 238].*

Il résulte de cette note que les questions posées par le Conseil fédéral ne pourront recevoir leur réponse définitive que par le Conseil de la Société des Nations. Celui-ci est convoqué vers la fin de la première quinzaine de février à Londres.

Le Conseil fédéral, qui considère les questions touchant à la neutralité de la Suisse comme des questions vitales, continue à y vouer l'attention la plus vigilante et prendra les dispositions pour que les raisons de la Suisse soient de nouveau expliquées et soutenues d'une manière efficace devant le Conseil de la Société des Nations. (E 2001 (B) 8/6).

5. *A la fin de la lettre, G. Ador ajoutait de sa main:* Nous sommes très affligés de la démission de M. Calonder. Ador.

240

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 janvier 1920[1]

402. Société des Nations

Département politique (Affaires étrangères)
Proposition du 29 janvier

Le Conseil fédéral, après avoir examiné et modifié en quelques endroits le texte des notes proposées par le Département politique, *décide:*

1. Il sera envoyé au Secrétariat général de la Société des Nations la note ci-annexée.

2. Il sera également envoyé à toutes les Puissances représentées dans le Conseil de la Société des Nations la note contenue dans la communication au Secrétariat susindiqué.

3. La note mentionnée sous le numéro 2 sera également portée à la connaissance de tous les Etats qui sont appelés à être membres originaires de la Société des Nations et avec lesquels la Suisse entretient des relations diplomatiques permanentes.

4. La même note sera transmise, à titre officieux, par l'intermédiaire des Légations suisses, aux personnalités qui siégeront probablement dans le Conseil de la Société des Nations dans sa prochaine réunion à Londres.

5. Le Département politique transmettra à la presse un communiqué concernant les décisions sous chiffres 1 à 4. Le Département politique est en outre chargé de préparer une déclaration qui sera portée à la connaissance de l'Assemblée fédérale, soit par écrit, soit verbalement, et dont le texte sera définitivement fixé par le Conseil fédéral dans sa prochaine séance.

La note est ainsi conçue:

«Le Conseil fédéral suisse a reçu, le 26 courant, une note adressée à M. Ador, ancien Président de la Confédération, par le Conseil suprême au sujet de la neutralité suisse. Vu l'urgence des circonstances, le Conseil fédéral serait très reconnaissant au Conseil de la Société des Nations si celui-ci voulait bien mettre à l'ordre du jour de sa prochaine réunion à Londres les questions qui intéressent particulièrement la Suisse. En même temps, le Conseil fédéral suisse désire savoir si et dans quelles conditions il sera admis à faire développer et soutenir son point de vue dans ces questions. A cet effet, il s'est permis d'adresser d'ores et déjà aux Puissances représentées dans le Conseil de la Société des Nations une note de la teneur suivante:

«Le Conseil fédéral suisse, en se référant à sa note verbale du 14 janvier 1920 et au mémorandum y annexé du jour précédent, a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement..... la réponse que le Conseil suprême a bien voulu

---

1. *Le siège de F. Calonder est vacant depuis sa démission acceptée par le Conseil fédéral le 23 janvier.*

lui faire parvenir en date du 26 courant. Cette réponse a la teneur suivante: *[...]*[2]

Attendu que le délai dans lequel la déclaration d'accession à la Société des Nations peut être faite valablement semble devoir expirer le 10 mars prochain, le Conseil fédéral a fait savoir au Secrétariat général de la Société des Nations qu'il attacherait le plus grand prix à ce que le Conseil de la Société voulût bien inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine réunion de Londres les questions intéressant particulièrement la Suisse dont l'examen a été renvoyé par le Conseil suprême au Conseil de la Société. Le Conseil fédéral suisse a exposé son point de vue en ce qui concerne la neutralité permanente de la Suisse au sein de la Société des Nations dans son mémorandum du 13 janvier 1920.[3] Ce point de vue, il l'avait déjà développé avec plus de détails dans son Message du 4 août 1919[4] à l'Assemblée fédérale, Message qu'il avait également fait remettre à toutes les Puissances. Le Gouvernement de la Confédération suisse a tenu, dès l'origine des discussions sur la Société des Nations, à bien marquer, — et il l'a toujours fait avec une entière franchise — que la Suisse entendait maintenir sa situation d'Etat perpétuellement neutre même dans la nouvelle organisation internationale. Le but essentiel des négociations qui ont abouti à insérer dans le Traité de Versailles l'article 435 a été de réserver à la Suisse une situation spéciale découlant de sa neutralité perpétuelle et compatible avec le Pacte de la Société des Nations conformément à l'article 21 de celui-ci. Ce statut spécial, justifié par la situation unique de la Suisse, n'a suivant la conviction de son peuple une réelle valeur qu'à la condition de déployer ses effets en toute circonstance et par conséquent aussi dans l'état de guerre visé à l'article 16 du Pacte. La notion de neutralité exclut toute participation militaire active de l'Etat neutre et toute tolérance d'entreprises militaires sur son territoire, qui est inviolable; elle exclut notamment tout passage. Le Conseil fédéral attache une importance extrême à une constatation authentique à ce sujet.

Le Gouvernement fédéral est particulièrement heureux de reconnaître l'excellent accueil que ses délégués Messieurs Ador et Huber ont trouvé à Paris dans l'accomplissement de leur mission. Il est également très obligé au Conseil suprême de l'esprit bienveillant qui a inspiré sa réponse du 26 janvier.

Il exprime sa pleine confiance que les Puissances représentées dans le Conseil de la Société des Nations voudront également — ainsi que cela a déjà été exposé et demandé par les délégués du Conseil fédéral, Messieurs Ador et Huber dans leur mission à Paris — entrer dans ses vues et préciser dans une déclaration explicite la situation juridique spéciale de la Suisse dans le cadre de la Ligue.»

---

2. *Suit la note de Millerand, reproduite en annexe au n° 238.*
3. *Cf. n° 228.*
4. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*

241

E 1004 1/273

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 février 1920[1]

442. Société des Nations. Communication aux Chambres

Département politique
Verbal

M. le Président de la Confédération donne connaissance d'un projet de déclaration[2] à lire aux Chambres fédérales su sujet des négociations relatives à l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations.

Il est *décidé:* Le projet de déclaration est approuvé; les bureaux des Chambres seront invités à mettre cette communication à l'ordre du jour de la séance du 3 février.

ANNEXE

DÉCLARATION

faite à l'Assemblée fédérale par le Président de la Confédération, au nom du Conseil fédéral, dans la question concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations.

La question qui concerne *l'accession de la Suisse à la Société des Nations* est entrée, depuis le commencement de cette année, en une phase nouvelle. Le Conseil fédéral, persuadé que la politique d'un pays démocratique doit être inspirée par une entière franchise, a tenu à informer l'opinion publique, par des communiqués officiels aussi précis et aussi complets que possible, de tous les faits qui se rapportent à cette phase nouvelle. Il sait que le peuple suisse suit ces faits avec une vigilance extrême et un intérêt passionné. La réunion du Parlement en session extraordinaire offrirait aux représentants du peuple une occasion naturelle et légitime de demander au Gouvernement fédéral des explications. Celui-ci estime qu'il est de son devoir de prévenir toute interpellation éventuelle et de fournir *spontanément* aux Chambres les informations et les éclaircissements qu'elles pourraient être amenées à lui demander. Aussi le Conseil fédéral a-t-il chargé son Président de vous exposer, dans une déclaration officielle, *l'état exact de la question.* Cette déclaration ne peut vous indiquer aucun fait nouveau; elle vise uniquement à fixer la ligne de conduite que le Conseil fédéral a suivie jusqu'ici, et à définir ses intentions pour l'avenir.

L'Assemblée fédérale a autorisé, par son arrêté du 21 novembre 1919[3], le Conseil fédéral à déclarer en temps utile l'accession de la Suisse au Pacte qui instaure la Société des Nations tel qu'il a été adopté par la Conférence de la Paix. Elle a en même temps ordonné que l'arrêté fût soumis au vote du peuple et des Cantons, mais elle a précisé que ce vote ne pourrait intervenir que lorsque toutes les cinq Grandes Puissances auraient ratifié le Pacte de la Ligue.

L'article premier du Pacte déclare que seront membres originaires de la Société des Nations, entre autres, les Etats nommés dans l'annexe du Pacte qui auront accédé à celui-ci sans aucune réserve par une déclaration déposée au Secrétariat dans les deux mois de l'entrée en vigueur du Pacte et dont notification sera faite aux autres membres de la Société.

---

1. *Le siège de F. Calonder était toujours vacant.*
2. *Reproduite en annexe.*
3. *Cf. n° 168.*

Il était à prévoir qu'il aurait été difficile et même impossible à la Suisse d'organiser le scrutin populaire dans le délai des deux mois fixé par l'article premier du Pacte. La difficulté devenait une impossibilité matérielle et politique dans l'hypothèse où, le délai des deux mois ayant commencé à courir, la condition de l'accession de toutes les Grandes Puissances à la Ligue ne se serait pas encore réalisée. Cette hypothèse est devenue la réalité; tandis que les Grandes Puissances, Empire Britannique, France, Italie et Japon, ont adhéré définitivement au Pacte, les Etats-Unis ne se sont pas encore prononcés. *Le Pacte est entré en vigueur le 10 janvier;*[4] le fait de l'entrée en vigueur a été signifié le même jour à tous les Etats invités comme membres originaires; *le délai utile semblerait donc devoir expirer le 10 mars; or, aux premiers jours de février, l'incertitude règne encore sur les intentions des Etats-Unis.*

La commission du Conseil national avait eu, en quelque sorte, l'intuition de ces complications possibles ou probables et avait suggéré au Conseil fédéral de s'assurer, au moyen d'une demande présentée aux instances compétentes, si, la déclaration d'accession à la Société des Nations étant faite dans le délai des deux mois, la Suisse conserverait le caractère et les avantages de membre originaire même dans l'éventualité où les circonstances l'obligeraient à ordonner le scrutin populaire en dehors du délai.

Le Conseil fédéral fit droit à la suggestion et envoya aux Puissances devant faire partie de la Société des Nations *un aide-mémoire en date du 6 décembre 1919.*[5] Cet aide-mémoire indiquait la question et proposait d'avance de la résoudre dans un sens conforme aux intérêts de la Suisse; il était accompagné, pour plus de clarté, du texte de l'arrêté fédéral du 21 novembre,[6] comme annexe. *L'aide-mémoire se rapportait exclusivement à la question du délai; il ne soulevait ni directement ni indirectement les questions qui se rattachent à la neutralité perpétuelle de l'Etat;* ces questions nous paraissent résolues par la genèse, le sens et le texte littéral de l'art. 435 du Traité de Versailles.

Le Gouvernement de la République française eut l'obligeance de saisir de la question formant l'objet de l'aide-mémoire le Conseil suprême des Puissances alliées et associées. Celui-ci nous fit parvenir sa réponse par une note datée du 2 janvier.[7] Le texte de la note comme le texte de l'aide-mémoire sont connus; ils ont été publiés par nous-mêmes; il suffit donc de résumer la substance de l'acte émanant du Conseil suprême. Cet acte touche *à deux questions distinctes: à celle du délai que le Conseil fédéral avait posée et à celle de la neutralité que le Conseil fédéral considérait comme résolue et qu'il n'avait par conséquent point posée.* L'acte s'explique en outre sur la date et sur l'entrée en vigueur du Pacte.

En ce qui touche au délai, le Conseil suprême fait observer que la déclaration d'accession doit être présentée sans réserve dans les deux mois qui suivront l'entrée en vigueur du Pacte et remarque qu'une déclaration subordonnée au résultat du *référendum* ne saurait être considérée comme une accession sans réserve.

En ce qui concerne la neutralité perpétuelle, le Conseil suprême n'émet aucun avis et se borne à réserver l'examen de la question.

Placé dans cette situation, le Conseil fédéral ne pouvait s'enfermer dans le silence. Son devoir impérieux était de parler et de s'expliquer. Il l'a fait par un *mémorandum* daté du 13 janvier[8] et par l'envoi d'une mission extraordinaire à Paris. La teneur du mémorandum a été livrée à la publicité; la mission a été confiée à M. Gustave Ador, ancien Président de la Confédération, et à M. le Professeur Max Huber, jurisconsulte du Département politique.

Le mémorandum traite brièvement tous les points qui sont soulevés directement ou indirectement dans la note du Conseil suprême.

Le point qui se rapporte à la date du Pacte ne pouvait fournir matière à discussion; l'Assemblée fédérale et le Conseil fédéral avaient choisi la date du 28 avril 1919; le Conseil suprême précise que la date du Pacte est celle du Traité de Paix, c'est-à-dire le 28 juin 1919; ce point reste liquidé.

---

4. *Cf. n° 220.*
5. *Cf. n° 18.*
6. *Cf. n° 168.*
7. *Cf. n° 211.*
8. *Cf. n° 228.*

Le point qui concerne le moment de l'entrée en vigueur du Pacte ne pouvait non plus donner lieu à une véritable divergence: il est incontestable que, d'après la disposition finale du Traité de Paix, le Pacte, qui forme la première partie de ce Traité, entre en vigueur avec le Traité lui-même, c'est-à-dire, dès que trois des Grandes Puissances l'ont ratifié; mais il n'est non moins incontestable que le Pacte crée, comme un des organes principaux de la Ligue, un Conseil où sont représentées les cinq Grandes Puissances et quatre autres Puissances, et que, par conséquent, aussi longtemps que le Conseil ne comprendra pas toutes les Puissances qui y sont appelées, il manquera au Pacte, au point de vue de l'organisation définitive de la Société des Nations, une disposition organique essentielle. Il ne saurait échapper à personne que l'absence des Etats-Unis constitue un fait important, tant sous l'aspect juridique que sous l'aspect politique.

Restent les deux autres points; tandis que, *dans la question du délai,* il s'agit de vues qui, *en apparence,* ce contredisent et qu'il faut chercher à *harmoniser,* dans l'intérêt commun, *dans la question de la neutralité, il ne s'agit pas d'opinions contradictoires, mais de points à fixer, à préciser, à mettre en relief.* La Suisse *est le seul Etat du monde* qui, pour obéir à l'esprit et aux exigences de ses institutions démocratiques, doit procéder à une consultation populaire. Cette constatation nous semble avoir une valeur décisive. *Le vote populaire diffère profondément du vote parlementaire.* Il exige des problèmes posés clairement, nettement, sans possibilité d'équivoques ou de malentendus. *Il doit éviter même les demi-obscurités,* il a besoin de la pleine lumière. C'est en cela que résident toute sa beauté et toute sa valeur morale. *Aussi un vote populaire commande-t-il une propagande prolongée et intense,* avec des délais qui ne soient pas trop courts et des discussions à conduire dans les assemblées publiques et dans la presse. Ce sont les raisons que le Conseil fédéral a sommairement indiquées et qui inspireront, nous l'espérons, aux instances compétentes, une solution en harmonie avec les intérêts en jeu. *Ad impossibilia nemo tenetur.*

La question de notre neutralité perpétuelle a été posée par le Conseil fédéral, en toute franchise, dès la première éclosion des projets qui aboutirent à créer la Société des Nations. *Le point de vue suisse a été expliqué d'abord dans un mémorandum du 7 février 1919.* [9] Ce mémorandum, adressé à la Conférence de la Paix, exposait la nécessité et les raisons de notre neutralité séculaire et indiquait le rôle qui devait lui être réservé à l'avenir. *Le problème a été repris plus en détail dans le Message du 4 août.* [10] Les délégués du Conseil fédéral, qui se trouvaient à Paris au mois d'avril 1919,[11] ont démontré à plusieurs personnalités de la Conférence de la Paix l'impossibilité de concilier notre neutralité perpétuelle avec nos devoirs de solidarité internationale. *L'article 435 du Traité de Paix, négocié avec la France sur ces entrefaites, a tranché la question.* Cet article reconnaît notre neutralité perpétuelle et la place dans la catégorie des engagements internationaux pour le maintien de la paix que l'art. 21 du Pacte de la Ligue considère expressément comme n'étant incompatible avec aucune disposition du Pacte. Il s'agit bien entendu de notre neutralité militaire. Les effets éventuels de cette neutralité sont les suivants: 1°) la Suisse ne participe militairement à aucune guerre, à celles non plus qui sont visées à l'article 16 du Pacte. 2°) La Suisse est inviolable; elle est prête à tous les sacrifices pour défendre l'inviolabilité de son territoire. 3°) La Suisse ne saurait admettre ni un passage ni une préparation quelconque d'entreprises militaires, sur son sol. *S'il devait rester de l'incertitude ou des doutes sur la portée et la signification de notre neutralité militaire, notre peuple en serait, à juste titre, inquiet,* et se refuserait, dans son immense majorité, sans aucune distinction de régions ou de langues, à échanger la neutralité traditionnelle contre une neutralité nouvelle, inconsistante, incertaine ou mal définie.

Les délégués du Conseil fédéral exposèrent à Paris, le 21 janvier[12], devant le Conseil suprême, les demandes du Conseil fédéral, conformément aux instructions écrites qu'ils en avaient reçues.[13] Le Conseil suprême était à la veille de se dissoudre. Il écouta nos délégués avec la plus grande attention et avec la plus grande bienveillance. Il appartint à la Conférence des Ambassadeurs, pré-

---

9. *Cf. DDS 7/1, n° 177.*
10. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *p. 567–713.*
11. *Cf. DDS 7/1, n°s 361, 369, 375, 382, 387.*
12. *Cf. n° 238.*
13. *Cf. n° 231.*

sidée par M. Alexandre Millerand, le nouveau chef du Ministère français, de répondre, au nom du Conseil suprême, par une note datée du *26 janvier.*[14] Cette note a été également publiée. *Elle ne constitue pas, loin de là une déception pour le Conseil fédéral;* elle proclame d'une manière très catégorique que les Représentants des Puissances, parmi lesquels figurent personnellement les Chefs des Gouvernements britannique, français et italien, *sont unanimes à considérer que les Puissances signataires du Traité de Paix sont et demeurent liées par l'art. 435 de ce Traité.* La note ajoute, cependant, que les observations formulées par le Conseil fédéral dans son mémorandum et par l'organe de ses délégués ne pourront trouver leur réponse définitive que par le Conseil de la Société des Nations.

Cette réponse n'était point imprévue. *Le Conseil fédéral savait que la question de compétence était douteuse. Elle est maintenant tranchée en faveur du Conseil de la Société des Nations.* Celui-ci est convoqué à Londres pour une réunion qui durera probablement du 11 au 14 février. Nous avons demandé, par l'intermédiaire du Secrétariat général de la Ligue, que le Conseil voulût bien inscrire à l'ordre du jour de sa réunion les questions qui intéressent la Suisse. Nous avons en même temps insisté, dans une courte note adressée aux Puissances représentées dans le Conseil[15], sur la nécessité *de reconnaître à la Suisse un statut juridique spécial justifié par sa situation unique et exceptionnelle.*

Messieurs Ador et Huber se rendront à Londres[16] pour y défendre nos intérêts en de nouvelles négociations. Ils y seront accompagnés par les vœux ardents de tous les patriotes. *La mission qui leur est confiée est d'une importance extrême; elle engage les destinées futures, la situation internationale et le rôle de la Suisse dans le monde.* Nous avons confiance *dans l'amitié* que nous ont si souvent témoignée toutes les Puissances représentées dans le Conseil de la Société des Nations; nous comptons sur le *bien-fondé de notre cause;* nous nous permettons aussi de penser qu'il n'est indifférent à personne, mais surtout pas à ceux qui, comme nous, attachent tant de prix à la constitution d'un nouvel ordre international, que la vieille démocratie suisse, *dont l'âme tout entière est tournée vers le droit, la justice et la paix entre les hommes,* se voie ouverte ou fermée la porte qui donne accès à la Société des Nations.

L'Assemblée fédérale nous semblerait bien inspirée si *elle s'abstenait de toute discussion* aussi longtemps que nous ne serons pas fixés sur les résultats de la négociation qui va s'ouvrir dans la métropole britannique. Dès que cette négociation sera achevée, nous en rendrons compte soit à l'Assemblée fédérale, si elle sera encore réunie, soit à l'opinion publique. *Si, à ce moment-là, les Etats-Unis n'auront pas encore fait acte d'accession à la Ligue des Nations, nous ne déclarerons pas l'accession de la Suisse sans avoir fourni l'occasion à l'Assemblée fédérale de se prononcer, le cas échéant, en une session extraordinaire.* Nous nous considérons liés à cet égard soit par les déclarations que le Conseil fédéral a déjà faites ici et dans les Commissions parlementaires au mois de novembre, soit par les données générales de la situation politique. *Les propositions que nous aurons à vous soumettre ne pourront pas ne pas être influencées par les résultats des négociations de Londres.* Il est de notre devoir, comme de notre intention, de continuer à traiter cette question, à l'avenir, comme par le passé, *très ouvertement, en plein jour.* C'est par l'application loyale de cette méthode que nous espérons garder votre confiance et celle du peuple.

---

14. *Cf. n° 238.*

15. *Cf. n° 240.*

16. *Au sujet de cette mission, le Conseil fédéral décidait dans sa séance du 2 février:*

«Messieurs Ador et Huber seront envoyés en mission à Londres pour y soutenir devant le Conseil de la Société des Nations les points de vue contenus dans le mémorandum du 13 janvier 1920 et que les deux délégués ont déjà exposés devant le Conseil suprême. Leurs instructions précises seront fixées par le Conseil fédéral dans une prochaine séance. *[...]*
(E 1004 1/274 *n°* 448).

Pour les instructions détaillées, cf. n° 243.

452. Konferenz neutraler Staaten betr. Ausführung von Art. 14 des Völkerbundsvertrages

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 31. Januar 1920

Durch Beschluss vom 13. Januar 1920[17] hat der Bundesrat verfügt, dass sich die Schweiz vertreten lassen solle an der von der niederländischen Regierung auf den 2. Februar nach dem Haag einberufenen und inzwischen auf den 9. gleichen Monats verschobenen Konferenz neutraler Staaten zur Besprechung der Frage der Errichtung eines internationalen Gerichtshofes des Völkerbundes (Art. 14 des Paktes).

Antragsgemäss werden als Delegierte bezeichnet:

1) Herr Minister Dr. G. *Carlin,* schweizerischer Gesandter im Haag;

2) Herr Prof. Dr. Eugen *Huber,* in Bern.

Nach einer Note der niederländischen Regierung[18] werden alle Staaten durch zwei Delegierte vertreten sein, und die voraussichtliche Dauer der Konferenz wird sich nicht über zehn Tage erstrecken.

Was die der Delegation zu erteilenden Instruktionen anbelangt, sollen diese auf folgenden Grundlagen erteilt werden:

1. Die Konferenz soll, wie dies übrigens auch dem Vorschlag der niederländischen Regierung entspricht, sich auf die Organisation des Gerichtes beschränken, nicht aber auf die Frage der Zuständigkeit des Gerichtshofes als einer für die Völkerbundsstaaten zwingenden eintreten. Das letztere würde übrigens bereits einer Revision des Artikels 13 des Völkerbundspaktes gleichkommen.

2. Die Konferenz soll sich auf die Festlegung der massgebenden Grundsätze beschränken und auf unwesentliche Details – namentlich auf die Verfahrensvorschriften – nicht eintreten, da diejenigen der Haager-Übereinkunft von 1907 auch für die neue Institution in der Hauptsache passend sind.

3. Der Grundsatz der Gleichheit der Staaten bei der Besetzung des Gerichts ist strikt zu wahren, soll aber nicht zur Annahme solcher Lösungen führen, durch die die Leistungsfähigkeit des Gerichtes beeinträchtigt wird.

4. Es ist wesentlich, dass das Gericht in seiner jeweiligen Zusammensetzung des Spruchkollegiums die grösstmögliche Unparteilichkeit verbürgt. Das System des Entwurfes der schweizerischen Expertenkommission[19] soll mit Nachdruck vertreten werden.

5. Die Frage, ob auch Privatpersonen, die entweder mit einem fremden Staat oder mit einer andern Privatperson über eine nach internationalem Recht zu beurteilende Frage Streit führen, nach Erschöpfung aller nationalen Instanzen den internationalen Gerichtshof sollen anrufen können, kann grundsätzlich bejaht werden, immerhin mit folgenden Vorbehalten:

---

17. *Non reproduit, cf.* E 1004 1/274 *n°* 139.
18. *Cf. n° 201.*
19. *Cf. DDS 7/1, n° 178.*

a. Die Anrufung des internationalen Gerichtshofes erfolgt nur mit Zustimmung und Vermittlung des Staates, dem der prozessführende Private angehört.

b. Die Anrufung des internationalen Gerichtshofes durch einen Staat gegen Verfügungen und Urteile eines andern Staates setzt einen Spezial- oder Generalkompromiss unter den beteiligten Staaten voraus.

6. Die schweizerischen Delegierten haben dafür einzutreten, dass die Haager Schiedsgerichtsinstitutionen erhalten bleiben. Sofern die Frage des Sitzes des internationalen Gerichtshofes in dem Sinne aufgeworfen wird, dass der Haag für diese Institution in Aussicht genommen wird, so werden sie sich zustimmend verhalten, werden aber die Frage nicht selber aufrollen.

7. Als ordentliche Gerichtssprache mangels besonderer Vereinbarung der Parteien soll das Französisch angenommen werden.

Es wird *beschlossen:* Zustimmung zu den vorgenannten Grundlagen der Instruktionen.

242

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Paris, 5. Februar 1920
T n° 12 (*Ankunft:* 6. Februar)

Der unmittelbare Mitarbeiter von Léon Bourgeois, Clauzel, lässt mir durch einen meiner Mitarbeiter nachstehendes mitteilen:

1. Der Liga-Rat wird Freitag den 13. Februar über die Frage der Schweiz Beschluss fassen. Es wäre deshalb wünschenswert, dass die Herren Ador und Huber am Dienstag in London sein würden und ihre Bemerkungen (observations) schon Mittwoch vorlegen würden, damit der Referent Zeit hat, seinen Bericht zu beendigen.

2. Clauzel glaubt, dass das Ergebnis über die Frage der Neutralität den Wünschen der Schweiz entsprechen wird, aber es wäre nach seiner Meinung wünschenswert, wenn unsere Unterhändler dem Völkerbundsrat nicht eine zu starre und gebieterische Formel vorlegen würden, da letzterer sein möglichstes macht, um uns zufriedenzustellen.[1]

3. Clauzel sagt, dass eine zu grosse Hartnäckigkeit, unsern Beitritt von demjenigen der Vereinigten Staaten abhängig zu machen beim Liga-Rat einen schlechten Eindruck machen könnte.

Anderseits weiss ich, nachdem ich den spanischen Botschafter sowie meinen

1. *Par télégramme n° 15 du 6 février au Département politique, Dunant ajoutait:*
Wie ich aus vertraulicher guter Quelle erfahre, hat Millerand an Bourgeois geschrieben, um ihm klarzulegen, dass die französische Regierung grösstes Interesse darauf legt, dass das schweizerische Begehren durch die Londoner Konferenz gut aufgenommen werde. (E 2001 (B) 8/6).

griechischen und japanischen Kollegen gesehen habe, dass die Frage der Schweiz unter Nummer 8 auf der Tagesordnung von London figuriert und dass der Referent ein Engländer sein wird.

243

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 février 1920[1]

Instruktionen für die Völkerbundsmission.

Antrag des politischen Departementes
vom 6. Februar

Bundespräsident Motta verliest und kommentiert den Instruktionsentwurf. Um deutlich zum Ausdruck zu bringen, dass der Ausschluss des Durchzugsrechts nur eine Seite der im ganzen Umfang anzuerkennenden militärischen Neutralität bilde, wird zu Punkt I beschlossen, am Ende von Abs. 1 zu sagen: «..... à l'Assemblée fédérale du 3 février. Or, le droit de passage ..... en tout cas.» Punkt V wird beanstandet, weil der Bundesrat auch nicht den Schein erwecken dürfe, als ob er ohne vorherige Befragung der eidg. Räte auf die amerikanische Klausel des Bundesbeschlusses verzichtet hätte. Wenn er dies jetzt schon tue und die Volksabstimmung schon bald, also ohne genügende Vorbereitungszeit, stattfinden müsste, dann werde der Völkerbund für lange Jahre begraben. Im gegenwärtigen Augenblick könne der Bundesrat daher nicht zusichern, auf die amerikanische Klausel zurückzukommen, wenn schon dies in einigen Monaten vielleicht möglich wäre. Herr Schulthess behält sich daher, gerade um den Völkerbund für uns zu retten, in dieser Frage seine Stellungnahme vor, wozu er sich umso mehr veranlasst sieht, als ihm auch die Garantie der militärischen Neutralität nicht über jeden Zweifel erhaben scheint, wenn am Sitz des Völkerbunds, in Genf, eine exterritoriale Radiostation errichtet wird und auch die militärischen Organe des Völkerbunds installiert werden. Anderseits wird darauf verwiesen, dass die Stellung der Mission in London äusserst erschwert und auch die für die Stellung der Schweiz im Völkerbund hochwichtige Sitzfrage zu unsern Ungunsten beeinflusst würde, wenn die Delegierten nicht in diesem Punkt einiges Entgegenkommen in Aussicht stellen könnten. Nach Erwägung mehrerer von der Vorlage abweichenden Formulierungen gelangt der Rat dazu, bei Punkt V die Delegierten zum Hinweis auf die vom Bundesrat am 3. Februar 1920 in den eidg. Räten abgegebene Erklärung[2] zu ermächtigen. Die Instruktionen erhalten daher folgenden Wortlaut:

I. Il est essentiel d'obtenir du Conseil de la Société des Nations une déclaration écrite et officielle qui confirme la reconnaissance de la neutralité perpétuelle de

1. *Etait vacant le siège de F. Calonder.*
2. *Cf. n° 241.*

la Suisse dans le sens défini par le *mémorandum* du 13 janvier[3] et par la déclaration du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 3 février. Or, *le droit de passage doit être exclu expressément en tout cas.*[4]

Si la question des rapports entre le siège et la neutralité militaire était posée par la contrepartie au cours des négociations, les délégués feront remarquer que la neutralité militaire devrait être intégrale même vis-à-vis de l'organisation militaire de la Société des Nations.

II. Les délégués du Conseil fédéral s'efforceront d'obtenir une déclaration écrite, conjointe ou séparée sur la question des sanctions d'ordre non militaire. Leur effort visera à faire admettre que la condition d'Etat perpétuellement neutre doit exercer aussi une influence sur la nature et sur les modalités des sanctions d'ordre militaire. En particulier ils chercheront à faire préciser que la *mission humanitaire* de la Suisse en cas de guerre ne doit pas subir des entraves du fait que la Suisse deviendra membre de la Société des Nations.

Les délégués pourront proposer les formules qui leur paraîtront adéquates et opportunes pour atteindre le résultat indiqué.

Il suffira amplement, le cas échéant, que les délégués obtiennent la reconnaissance de principe des thèses et opinions consignées dans le Message du Conseil fédéral du 4 août 1919.[5]

Si les efforts de nos délégués tendant à obtenir des déclarations précises sur la question des sanctions d'ordre non militaire devaient compromettre le résultat de la négociation principale (neutralité militaire), les délégués pourront renoncer à insister sur ce point.

III. Les délégués ne soulèveront pas la question des relations diplomatiques avec l'Etat en rupture de Pacte. Si, cependant, la contrepartie des Nations soulevait elle-même la question, ils déclareront que d'après l'avis du Conseil fédéral, l'état prévu à l'art. 16 du Pacte ne comporte pas nécessairement pour la Suisse la rupture des relations diplomatiques.

IV. Dans la question du délai les délégués s'efforceront d'obtenir ou bien une prolongation pure et simple du délai d'accession au moins jusqu'au 20 avril ou bien une déclaration dans le sens que le vote du peuple et des Cantons n'est point à considérer comme une réserve proprement dite. Dans l'hypothèse de cette dernière solution, il resterait expressément entendu que le vote négatif des cantons ou du peuple délierait *ipso jure* la Suisse de toute obligation quelconque découlant pour elle de l'accession provisoire antérieure déclarée par le Conseil fédéral en vertu de l'arrêté de l'Assemblée fédérale dans le délai des deux mois.

V. Si la contrepartie insistait afin que le vote du peuple et des Cantons fût organisé au plus vite, *sans attendre l'adhésion des Etats-Unis,* les délégués feront d'abord remarquer que cette question est en attendant réglée par l'arrêté du 21 novembre 1919 de l'Assemblée fédérale[6], mais pourront en même temps se réfé-

---

3. *Cf. n° 228.*
4. *Dans cette phrase, seul le mot «Or» a été ajouté au texte initial au cours de son examen par le Conseil fédéral.*
5. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*
6. *Cf. n° 168.*

rer aux déclarations faites par le Conseil fédéral aux Chambres le 3 février 1920.[7]

VI. Les délégués sont autorisés à demander de nouvelles instructions au cas où les assurances offertes dans le cours des négociations ne leur sembleraient pas suffisantes ou dans le cas où il surgirait des difficultés imprévues.

7. *A cet endroit, le texte de la proposition disait:* ... l'arrêté du 21 novembre 1919 de l'Assemblée fédérale, mais pourront ajouter que le Conseil fédéral est prêt à examiner à nouveau la situation et à soumettre le cas échéant des propositions nouvelles à l'Assemblée fédérale. (E 2001 (B) 8/6).

244

E 2001 (B) 8/4

L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique, Ch.L.E. Lardy, aux Légations de Suisse[1]

Copie
RP 152 My. Société des Nations Berne, 9 février 1920

Au moment de l'ouverture des négociations à Londres entre les délégués du Conseil fédéral et le Conseil de la Société des Nations, la situation internationale de la Suisse vis-à-vis de la Ligue est, sommairement exposée, la suivante *[...]*[2]

Les négociations à Londres seront menées en partie avec les mêmes représentants des Puissances avec lesquels nos délégués ont eu l'occasion de s'entretenir à Paris, mais en partie avec d'autres personnalités, pour lesquelles les questions qui intéressent plus spécialement la Suisse sont peut-être nouvelles. C'est ainsi que Lord Curzon, qui représentait la Grande-Bretagne à la réunion du Conseil de la Ligue à Paris sera remplacé par *Mr. Balfour,* qui a été désigné comme rapporteur pour les affaires de la Suisse. Au lieu de M. Matsui, le *vicomte Chinda,* Ambassadeur à Londres, sera le délégué du Japon à la seconde séance du Conseil de la Ligue. Le vicomte Chinda a cependant été informé télégraphiquement sur la ligne à suivre par son collègue à Paris, qui semble acquis à la cause de la Suisse. La *Grèce* aussi sera représentée par un nouveau délégué qui, jusqu'à présent, ne semble pas encore avoir été désigné. Le sénateur *Maggiorino Ferraris* siégera au Conseil pour l'Italie, au lieu de M. Scialoja, qui est rentré à Rome. L'Espagne sera à nouveau représentée par son Ambassadeur à Paris, *M. Quiñones de Leon,* et le Brésil par M. *da Cunha,* qui connaît assez bien la situation de la Suisse. M. da Cunha, qui siège provisoirement au Conseil jusqu'à l'arrivée de M. Ruy Barbosa, le «premier homme du Brésil», paraît être tenu constamment au courant par le Chargé d'Affaires à Berne, M. de Lima, qui semble saisir la nécessité de tenir compte des demandes suisses. L'attitude du délégué belge, *M. Hymans,* sera par-

1. *Remarque manuscrite en tête du document:* Approuvé 12.2.20. Motta.
2. *Suivent des résumés de la mission Ador/Huber à Paris, des démarches faites par le Conseil fédéral auprès des Puissances, de la déclaration du Président de la Confédération à l'Assemblée fédérale et des instructions pour la mission Ador/Huber à Londres.*

ticulièrement intéressante par égard à la politique de la Belgique dans la question du siège de la Société des Nations. La question de savoir si et, le cas échéant, de quelle manière les Etats-Unis prendront part à la deuxième réunion du Conseil n'est pas encore *définitivement* tranchée. Les Etats-Unis n'ayant pas, jusqu'ici, ratifié le Pacte, une représentation officielle paraît désormais exclue. Il y a toutefois lieu de supposer que l'Ambassade des Etats-Unis à Londres, qui devra nécessairement suivre les délibérations de Londres avec une attention particulière, trouvera le moyen de rester en contact avec le Conseil. Le Président du Conseil de la Société des Nations, *M. Léon Bourgeois,* le représentant de la France, est déjà arrivé à Londres, accompagné de M. Clauzel. Le Secrétaire général de la Société des Nations, Sir Eric Drummond, a fixé les délibérations sur les questions intéressant notre pays au mercredi 11 février, dans l'après-midi. D'après des nouvelles de journaux, la décision définitive dans toutes les questions à l'ordre du jour n'interviendra cependant qu'à la fin de la semaine, vers le 14.

En raison des répercussions qu'elle peut exercer sur la politique ou l'opinion publique suisse, l'attitude prise par les différentes Puissances dans les questions posées par la création de la Société des Nations doit être examinée de plus en plus près et avec la plus grande attention. Un examen attentif de ces questions s'impose d'autant plus que la Suisse n'a pas seulement à sauvegarder sa situation particulière traditionnelle dans ses rapports avec la Ligue, mais qu'elle a en jeu le siège de la nouvelle organisation internationale qui lui a été attribué en avril 1919 par la Conférence de Paris, mais qui n'a pas cessé d'exciter les convoitises d'autres pays.

Aux termes mêmes de l'arrêté fédéral du 21 novembre 1919[3], la décision des *Etats-Unis* dans la question de l'accession à la Société des Nations est étroitement liée avec celle de la Suisse, qui ne peut, en vertu de cet arrêté, intervenir définitivement par le vote du peuple qu'après l'accession des cinq Grandes Puissances au Pacte. La décision des Etats-Unis, ajournée de mois en mois, semble cependant, d'après les dernières nouvelles de Washington, devoir être prise à une époque rapprochée, peut-être même au cours du mois de février. La lettre sensationnelle publiée récemment par Lord Edward Grey, et dans laquelle l'Ambassadeur anglais préconise une ratification avec les principales réserves formulées par les Républicains semble avoir contribué beaucoup à préparer la voie d'un compromis, bien qu'elle ait laissé une certaine aigreur dans les milieux des Démocrates. Il dépend de l'attitude du Sénat que les Etats-Unis reprennent la place qu'ils occupaient, dans le développement de la question de la Société des Nations. Pour le moment, il n'existe non seulement aucune représentation des Etats-Unis dans le Conseil et les Commissions de la Société des Nations, mais plusieurs ressortissants américains, parmi lesquels notamment M. *Raymond Fosdick,* se sont même retirés du Secrétariat général de la Société des Nations.

Le désintéressement temporaire des Etats-Unis pour les affaires de l'Europe et les problèmes de la Société des Nations se fait remarquer en Suisse par plusieurs détails. C'est ainsi que les négociations entamées en août 1919[4] avec le

3. *Cf. n° 168.*
4. *Cf. n° 32.*

Colonel House au sujet de l'envoi d'une mission technique américaine en Suisse, qui aurait dû étudier la construction éventuelle d'une station radiotélégraphique de la Ligue, n'ont pas pu être poursuivies, le Gouvernement américain désirant lui-même éviter toute apparence d'activité dans les questions touchant à la Société des Nations. La réserve qui lui est imposée par l'attitude du Sénat a aussi empêché le State Department de soutenir, de quelque manière que ce soit, le Gouvernement suisse lors de ses récentes négociations avec le Conseil suprême. La Suisse, qui, jusqu'à présent, a eu presque exclusivement affaire avec les milieux gouvernementaux démocratiques, devra, à l'avenir, tâcher de prendre contact aussi avec les milieux républicains dont la presse n'a pas toujours été aussi nettement favorable, notamment dans la question du siège.

La campagne menée par la *Belgique* en faveur du transfert du *siège de la Société des Nations* à Bruxelles continue toujours, pour des raisons faciles à comprendre, et mérite constamment toute attention. Des correspondances qui paraissent à tous moments dans la presse étrangère, prouvent que Bruxelles compte, dans tous les pays, des amis très actifs qui n'abandonnent pas l'espoir que les institutions de la Ligue seront en définitive installées dans cette ville. Il semble dès lors naturel que le Gouvernement belge ne reste pas étranger à un mouvement qui est soutenu par l'opinion publique du pays. La décision de la Conférence des différentes associations nationales pour la Société des Nations, qui s'est réunie à la fin de l'année dernière sous la présidence de M. Léon Bourgeois, de fixer le bureau permanent de ces associations à Bruxelles, a certainement contribué à fortifier la position des adversaires du choix de Genève, parmi lesquels se trouvent aussi des membres fort influents du Secrétariat général de la Ligue. La tentative de transférer à Bruxelles, à titre provisoire, les bureaux de la Société des Nations, tentative qui était motivée par l'attitude hésitante de la Suisse, a cependant échoué jusqu'à présent, devant l'attitude déterminée des chefs du Secrétariat général qui, d'autre part, ne paraissent vouloir s'installer à Genève qu'après le vote définitif du peuple suisse. Il convient de noter qu'à côté des Puissances anglo-saxonnes, ce sont maintenant surtout les Etats demeurés neutres pendant la guerre et invités à accéder au Pacte qui se montrent particulièrement intéressés au maintien du choix de Genève. C'est ainsi que la Légation des Pays-Bas à Berne a cru devoir signaler à plusieurs reprises au Département politique les efforts faits par la Belgique pour renverser la décision de la Conférence de Paris.

Dans la question du siège, l'attitude de la *France* fut, du moins au commencement, officiellement en faveur des prétentions de la Belgique, pour laquelle le Gouvernement français était obligé d'avoir des égards spéciaux. Cependant, depuis la décision finale de la Conférence de Paris, la solution donnée à la question du siège ne paraît plus avoir été formellement contestée par aucune des grandes Puissances. Le Gouvernement français ne semble non plus avoir donné de suite au rapport qui avait été présenté par M. Augagneur à la Chambre des Députés, et qui réclamait l'établissement définitif des institutions de la Société des Nations à Bruxelles. Ainsi que la délégation du Conseil fédéral à Paris a eu à nouveau l'occasion de le constater, la *conception de la neutralité suisse* dans le cadre de la Société des Nations n'est encore saisie qu'avec difficulté dans beaucoup de milieux politiques et scientifiques français, qui demeurent sous l'impres-

sion d'une Ligue des Nations rigide qui, en cas de nécessité, applique des sanctions communes aboutissant finalement à l'emploi d'une force collective à laquelle tous les Etats membres doivent participer dans la même mesure. Dès que la question de la Société des Nations fut posée, la France attacha une importance considérable à la question des sanctions; aujourd'hui, le Pacte de la Société des Nations est considéré dans les milieux politiques, en France, comme un des instruments destinés à sauvegarder les Traités de Paix. Le fait que la direction des affaires de la Société des Nations au Ministère français des Affaires Etrangères a institué une section militaire et navale démontre que le Gouvernement français ne veut point ignorer l'éventualité d'une action collective de la Ligue.

En *Grande-Bretagne,* le rôle de la Société des Nations dans un avenir prochain et le caractère des obligations résultant du Pacte pour les membres de la Société des Nations paraissent être envisagés avec moins de rigueur. Comme elle se montre disposée à accepter, du moins en partie, les réserves formulées par le Sénat américain, l'Angleterre semble s'efforcer de tenir compte de la situation spéciale de la Suisse. Elle a notamment fait des ouvertures pour acheminer une solution acceptable à la Suisse dans la question du *délai.* Le fait que ce ne sont pas toujours les mêmes personnes qui représentent le Foreign Office dans les négociations au sujet de la Société des Nations complique peut-être la situation dans une certaine mesure. D'autre part, les hommes politiques qui étaient autrefois à la tête de ces affaires, avant tout Lord Edward Grey et Lord Robert Cecil, conservent toujours une très forte influence sur la politique anglaise dans les questions de la Société des Nations. L'influence de ces personnalités s'exerce notamment par la vaste organisation de la «League of Nations Union» qui est présidée par eux et qui a récemment inauguré sa grande campagne pour populariser l'idée de la Ligue. Le contact de la Suisse avec la «League of Nations Union» (comme avec l'Association française pour la Société des Nations) est établi par le Comité national suisse pour la Société des Nations présidé par MM. Comtesse et Nippold.

Tandis qu'en Angleterre l'opinion publique manifeste le plus vif intérêt à l'égard des problèmes de la Ligue des Nations, ces problèmes rencontrent en *Italie,* en général, une indifférence marquée et un scepticisme guère caché, même dans les milieux officiels. Vis-à-vis de la Suisse, l'attitude officielle de l'Italie a cependant presque constamment été favorable. Ce sont avant tout les juristes italiens, et notamment le jurisconsulte de la Consulta, le professeur *Ricci-Busatti,* qui ont démontré une parfaite compréhension des questions concernant la Suisse. De temps en temps, les journaux italiens ont publié des articles réclamant le choix de Bruxelles comme siège de la Société des Nations, dont plusieurs de la plume de M. *Luzzatti,* qui s'est montré grand adversaire du choix de Genève. En sa qualité de rapporteur de la Chambre sur le Traité de Versailles, M. Luzzatti semble avoir d'abord essayé d'insérer dans son rapport une proposition tendant à faire remplacer Genève par Bruxelles comme siège de la Ligue. Cette proposition ne figure toutefois pas au texte définitif du rapport parlementaire. Récemment, le «Secolo» a saisi l'occasion de la déclaration faite à l'Assemblée fédérale, par M. le Président de la Confédération, pour se prononcer en principe contre le maintien de la neutralité suisse dans le cadre de la Société des Nations.

Comme en Italie, la question de la Ligue des Nations n'occupe au *Japon* que les milieux gouvernementaux, et encore avant tout la délégation japonnaise à la

Conférence de la Paix. Par contre, celle-ci, qui est constamment tenue au courant par la Légation du Japon à Berne, s'est vivement intéressée aux négociations entamées avec la Suisse. En général, la politique des représentants japonais aux Conférences dans les capitales européennes est en entière harmonie avec la politique anglaise, avec une opposition plus marquée contre les réserves formulées par le Sénat américain.

Outre les cinq grandes Puissances de la Société des Nations, les quatre autres Puissances représentées au Conseil devront à l'avenir être considérées plus spécialement dans les relations de la Suisse avec la Ligue. Il est vrai que la politique de quelques-uns de ces Etats vis-à-vis de la Société s'identifiera peut-être, pendant quelque temps, avec l'attitude de leurs représentants. C'est ainsi que le vote de la *Grèce* dépendra vraisemblablement de la décision personnelle de MM. Vénizelos et Politis, qui ont, jusqu'à présent, représenté leur pays à la Conférence de Paris. — De même, il faut s'attendre à ce que l'attitude du *Brésil* dans les questions qui ne touchent pas immédiatement ce pays soit en général déterminée par les vues personnelles de son délégué. D'après une nouvelle qui n'a pas été confirmée par l'Ambassade du Brésil à Paris, le Parlement brésilien aurait statué, par contre-coup aux événements des Etats-Unis, une «interprétation brésilienne du Pacte» qui constituerait certaines réserves au sujet de la doctrine de Monroë. — Le fait que cette doctrine a été expressément consacrée par l'article 21 du Pacte semble avoir aussi eu une certaine répercussion dans la *République argentine;* cependant, l'Argentine a notifié son accession à la Ligue immédiatement après avoir reçu l'invitation formelle par le Président de la Conférence de la Paix, et sans formuler des réserves quelconques.

Parmi les Etats européens demeurés neutres au cours de la guerre, *l'Espagne* a, elle aussi, formellement déclaré son accession au Pacte instauré par la Conférence de Paris, les Cortes ayant accepté pour ainsi dire sans discussion le projet de loi concernant l'entrée dans la Ligue, que le Gouvernement leur avait soumis le 21 juillet 1919 déjà. L'opinion publique espagnole et les cercles officiels ayant, jusqu'à présent, fait preuve d'une indifférence marquée dans les questions que la Société des Nations est appelée à résoudre, il est difficile de prévoir le rôle que l'Espagne adoptera dans le Conseil de la Ligue. A en juger d'après certaines indications, il semblerait toutefois que l'Espagne ait l'intention de sortir de sa réserve et de se rapprocher plutôt du groupe des Grandes Puissances.

245

E 2200 Paris 1/1580

La Légation de Suisse à Paris
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition[1]
T n° 23 Paris, 9 février 1920

Ador communique qu'après avoir reçu vos instructions[2] il estime nécessaire de concentrer tous nos efforts pour faire admettre point de vue exposé dans mémorandum 13 janvier[3] dans note aux Puissances du 30[4] et dans votre déclaration à Assemblée fédérale[5]. Dispositions générales paraissent bonnes mais tout pourrait échouer si voulons faire préciser trop de points. Tient essentiellement à bien vous indiquer sa conviction personnelle.

1. *La minute manuscrite de ce télégramme a été rédigée par Ador lui-même qui le signe.*
2. *Cf. n° 243.*
3. *Cf. n° 228.*
4. *Cf. n° 240.*
5. *Cf. n° 241.*

246

E 2001 (B) 8/6

La Légation de Suisse à Londres
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 38 Londres, 11 février 1920

Reçus par Conseil au complet, présidé par Balfour.[1] Avons exposé fermement question neutralité et droit passage. Longue délibération après notre départ dont ne connaissons pas encore le résultat. Préavis et conclusions Secrétariat favorables qui nous ont été communiqués à titre strictement confidentiel. Prière ne rien publier. Ador.

ANNEXE

COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Mercredi, 11 février 1920, à 3 h.ap.m.- *Présidence:* M.A. *Balfour.*

MM. Ador et Huber sont introduits par Sir Eric Drummond, Secrétaire Général.
M. Balfour donne la parole à M. Ador pour exposer le point de vue du Gouvernement fédéral au sujet de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations.

1. *Un compte-rendu de cet entretien, établi par la délégation suisse, est reproduit en annexe. Pour un autre compte-rendu, cf.* Procès-verbal de la 2ème séance de la 2ème session du Conseil de la Société des Nations. SdN 20/29/3, *pp. 2–8.*

M. Ador exprime tout d'abord sa reconnaissance au Conseil de la Ligue d'avoir bien voulu inscrire à son ordre du jour la question de l'entrée de la Suisse. Il considère comme un grand honneur d'être appelé à présenter à une Assemblée aussi éminente quelques observations sur la manière de voir du Gouvernement fédéral.

Dès le début, le 8 février 1919, le Conseil fédéral a exposé son point de vue au sujet de l'entrée de la Suisse dans la Ligue.[2] Par son Message à l'Assemblée fédérale[3], qui a été communiqué à tous les Gouvernements intéressés, il a développé ses arguments avec tous les détails nécessaires. Il a encore précisé son attitude par son Mémorandum[4] et sa dernière Note verbale du mois de janvier.[5] Il est donc inutile d'y revenir.

La Suisse pourra adhérer à la Ligue comme membre originaire avant le 10 mars prochain. Entretemps l'adhésion pourra être votée par les Chambres fédérales et communiquée à la Ligue. Nous estimons que cette adhésion pourra être considérée comme définitive. Cependant, les institutions démocratiques de la Suisse exigent que la décision de l'Assemblée fédérale soit soumise au vote du peuple et des cantons suisses. Si, comme nous l'espérons, le vote du peuple suisse est affirmatif, rien ne sera changé à la situation acquise par le vote des Chambres. Si, au contraire, ce vote était négatif, la Suisse sortirait de la Ligue dans laquelle elle serait considérée comme n'étant jamais entrée.

M. Ador aborde ensuite la question de la neutralité militaire de la Suisse. Cette neutralité fait partie du droit des gens et est basée sur une tradition séculaire confirmée par les Traités de 1815 et par l'article 435 du Traité de Versailles, signé par les Puissances Alliées et Associées, qui déclare que la neutralité de la Suisse constitue un engagement international dans l'intérêt de la paix. L'article 21 stipule, lui aussi, qu'un tel engagement n'est pas incompatible avec la qualité de membre de la Ligue. Le Conseil suprême, tout en déclarant que la question de la neutralité au sein de la Ligue était réservée, a établi que l'article du Pacte reconnaissant cette neutralité ne pouvait être remis en discussion. Le Conseil des Ambassadeurs, auquel nous nous sommes adressés, nous a répondu que le Conseil de la Ligue devrait prendre lui-même une décision.

Nous reconnaissons que notre point de vue peut paraître incompatible avec la solidarité nécessaire, et qu'en définitive, il s'agit de faire une exception. Cette exception est-elle justifiée?

Oui, cette exception est justifiée par la longue tradition admise par l'histoire, par les Traités de 1815 et par le Traité de Versailles de 1919. Notre neutralité — je ne parle que de la neutralité militaire — est la base particulière et unique de la Suisse. Elle se justifie historiquement, et par des motifs politiques, géographiques et ethniques.

Le peuple suisse a toujours désiré la paix. Nous saluons donc l'avènement de la Société des Nations. Malheureusement il pourra y avoir encore des guerres. La Suisse pourra-t-elle maintenir sa neutralité militaire lorsque des représailles à main armée seront prises contre un membre rebelle? Oui, parce que la Suisse pourra conserver l'intégrité de son territoire grâce à son armée. La Suisse considère en effet que sa neutralité exclut le droit de passage et la mise en œuvre de travaux préparatoires sur son sol. Ce sont pour nous des conditions *sine qua non*. En principe, le droit de passage est destructif de l'idée de neutralité, et celle-ci doit être considérée comme un tout.

Nous acceptons toutes les charges qui résulteront pour nous de notre attitude, charges qui sont bien plus fortes que celles de beaucoup d'autres membres. La Suisse prend d'avance l'engagement de défendre l'intégrité de son territoire. Je le répète, nous comprenons la neutralité militaire de la Suisse comme l'inviolabilité de son territoire. Nous assumons ainsi des charges financières et militaires très lourdes. Nous assisterons la Ligue dans toutes les autres mesures qui n'auront pas un caractère militaire, et c'est ainsi que le Conseil fédéral se solidarisera avec les mesures économiques dans les limites expliquées par son Message.

Si nous ne devions pas consulter le peuple, la question serait bien plus simple. Nous n'aurions qu'à nous expliquer devant le Parlement. Ce sera un spectacle imposant de voir un peuple tout

---

2. *Cf. DDS 7/1, n° 177.*
3. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*
4. *Cf. n° 228.*
5. *Cf. n° 240.*

entier se prononcer sur son entrée dans la Ligue. Il y aura certes des opposants, comme il y en aurait eu partout ailleurs. Chez nous, le parti socialiste, s'appuyant sur des influences étrangères, s'est nettement prononcé contre l'entrée.

Nous avons donc besoin de faire un grand effort, appuyé sur des déclarations nettes. La question doit être posée au peuple clairement et sans arrière-pensée. Or, notre peuple estime que sa neutralité militaire est pour lui une question vitale. C'est pour lui un dogme. C'est là du reste une question de première importance, non seulement pour la Suisse, mais pour l'Europe tout entière.

Il faudrait que nous puissions afficher dans toutes les communes de la Confédération une déclaration si nette et si franche, qu'aucun doute ne puisse subsister dans les esprits. Aidez-nous, Messieurs, si vous croyez qu'il est dans l'intérêt de l'Europe que la Suisse entre dans la Ligue des Nations. Il y a là pour nous une question d'honneur et de loyauté. Le peuple suisse estime que la reconnaissance de sa neutralité est un engagement international reconnu par les articles 435 et 21 du Traité de Versailles.

Nous avions exposé l'année dernière à M. Wilson notre point de vue. Le Président des Etats-Unis nous déclara que le maintien de la neutralité de la Suisse n'était incompatible avec aucun des articles du Pacte. Je suis persuadé que M. Wilson, s'il était présent à cette séance, vous confirmerait les déclarations qu'il nous a faites en sa qualité de Président de la Commission chargée par la Conférence de la Paix d'élaborer le texte du Covenant. Lorsque nous avons négocié avec la France la rédaction de l'article 435, nous nous sommes appuyés sur cette opinion pour y faire insérer les mêmes termes d'engagements internationaux en faveur de la paix.

J'ai voulu me borner à exposer la question dans ses grands traits. En terminant je vous demande une déclaration très nette et très positive.

M. Balfour demande à M. le Professeur Huber s'il a quelque chose à ajouter. M. Huber ayant répondu négativement, M. Balfour, se tournant vers ses collègues, leur demande s'ils ont quelque question à poser. Personne ne prenant la parole, M. Balfour déclare que la question a été très clairement posée par M. Ador, mais qu'il y a un seul point sur lequel il désire l'interroger: «Etant donné votre conception de la neutralité militaire, et dans le cas où Genève serait le siège de la Société, des conseillers militaires pourront-ils être attachés à la Ligue, pourront-ils délibérer entre eux et envoyer leur opinion à leur Gouvernement?» M. Ador répond: «Nous ne considérons pas la présence au siège de la Ligue de conseillers militaires, comme une entrée de troupes sur notre territoire ou comme une opération militaire. Aussi bien qu'elle aura une Section politique, une Section juridique ou une Section économique, la Ligue pourra avoir une Section militaire.»

M. Balfour :«C'est parfaitement clair.»

M. Balfour déclare alors à M. Ador que la Délégation suisse peut se retirer.

247

E 2200 London 32/1

Les Délégués du Conseil fédéral à Londres, G. Ador et M. Huber, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition *Londres,* 13 février 1920
T non numéroté

Nos observations au sujet du texte télégraphié en clair[1] qui devraient être communiquées immédiatement à M. Motta. Situation générale: Conseil animé du désir tenir largement compte des demandes suisses, bien que informations France et Belgique pas entièrement rassurantes au début. Opinion bien arrêtée

1. *Il s'agit de la déclaration de Londres, reproduite en annexe.*

de Balfour et Secrétariat général qu'il faut se borner aux exemptions découlant directement de la notion neutralité et ne pas aborder questions accessoires comme philanthropie et diplomatie, ce qui n'exclut pas ultérieurement solution conforme aux vœux suisses. Négociations: Etant donné que résolution Conseil ne constitue pas accord à signer par nous mais réponse unilatérale n'avons pas jugé opportun demander trop changements et trop affaiblissement idée solidarité d'autant plus que situation militaire réglée selon nos vœux et formule concernant coopération économique mentionnant seulement commerce et finance paraissant acceptable. La suppression de la mention des nationaux de l'Etat rebelle importante. Balfour demanda quelle sera situation conseillers militaires de la Ligue. Ador a répondu qu'une commission militaire analogue aux autres commissions techniques de la Ligue ne constituerait pas présence de troupes. Conclusion: Le Conseil acceptant les déclarations Message et mémorandum bien qu'en s'inspirant du principe de solidarité reconnaît formellement neutralité permanente comme compatible avec Pacte. Question délai réglée dans ce sens que si peuple ne confirme pas dans bref délai accession sera considérée comme nulle et non avenue. Apprenons confidentiellement que résolution a été acceptée unanimement sans qu'on ait fait opposition à notre thèse.

ANNEXE

E 2001 (B) 8/6

SOCIÉTÉ DES NATIONS. L'ACCESSION DE LA SUISSE COMME MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations, réuni à Londres, au Palais de St-James, le 13 février 1920[2]

Le Conseil de la Société des Nations, tout en affirmant le principe que la notion de neutralité des Membres de la Société des Nations n'est pas compatible avec cet autre principe que tous les Membres de la Société auront à agir en commun pour faire respecter ses engagements, reconnaît que la Suisse est dans une situation unique motivée par une tradition de plusieurs siècles, qui a été explicitement incorporée dans le droit des gens; et que les Membres de la Société des Nations, Signataires du Traité de Versailles, ont à bon droit reconnu par l'article 435 que les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et notamment par l'Acte du 20 novembre 1815, constituent des engagements internationaux pour le maintien de la Paix.

Les Membres de la Société des Nations ont le droit de s'attendre à ce que le peuple suisse ne veuille pas s'abstenir s'il s'agit de défendre les hauts principes de la Société. C'est en ce sens que le Conseil de la Société a pris connaissance des déclarations faites par le Gouvernement suisse dans son Message à l'Assemblée fédérale du 4 août 1919[3] et dans son Mémorandum du 13 janvier 1920[4], déclarations qui ont été confirmées par les Délégués suisses à la réunion du Conseil et

---

2. *Est reproduit ici le texte adressé le 25 février 1920 par le Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond, au Président de la Confédération, G. Motta; le texte était accompagné de la note suivante:* The Secretary General of the League of Nations has the honor to inclose two authentic copies — one in English, one in French — of the Resolution passed by the Council of the league on February 13, 1920.

3. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*

4. *Cf. n° 228.*

d'après lesquelles la Suisse reconnaît et proclame les devoirs de solidarité qui résultent pour elle du fait qu'elle sera Membre de la Société des Nations, y compris le devoir de participer aux mesures commerciales et financières demandées par la Société des Nations contre un Etat en rupture du Pacte, et est prête à tous les sacrifices pour défendre elle-même son propre territoire en toutes circonstances, même pendant une action entreprise par la Société des Nations, mais qu'elle ne sera pas tenue de participer à une action militaire ou d'admettre le passage de troupes étrangères ou la préparation d'entreprises militaires sur son territoire.

En acceptant ces déclarations le Conseil reconnaît que la neutralité perpétuelle de la Suisse et la garantie de l'inviolabilité de son territoire telles qu'elles sont acquises au droit des gens, notamment par les Traités et l'Acte de 1815, sont justifiées par les intérêts de la paix générale et, en conséquence, sont compatibles avec le Pacte.

Pour ce qui concerne la déclaration d'accession à faire par le Gouvernement suisse, le Conseil de la Société des Nations, ayant en vue la constitution tout à fait particulière de la Confédération suisse, est d'avis que la notification basée sur la décision de l'Assemblée fédérale et effectuée dans le délai de deux mois à partir du 10 janvier 1920, date de l'entrée en vigueur du Pacte de la Société des Nations, pourra être acceptée par les autres Membres de la Société comme la déclaration exigée par l'article I pour l'admission comme Membre originaire, à condition que la confirmation de cette déclaration par le peuple et les cantons suisses soit effectuée dans le plus bref délai possible.[5]

---

5. *En bas des deux copies française et anglaise, le Secrétaire général de la Société des Nations a ajouté à la main:* I certify that the above is an authentic copy of the Resolution passed by the Council of the League at its meeting in London on 13th February 1920. Eric Drummond, Secretary General.

248

London 2200 32/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique à la Légation de Suisse à Londres

Copie de réception
T n° 40

Berne, 13 février 1920
(*Reçu:* 13 février)

Pour Délégation. Les Chambres fédérales ont été convoquées aujourd'hui à une session extraordinaire fixée au 25 février. Demain seront nommées deux nouvelles commissions. Le résultat des négociations de Londres est attendu avec confiance par l'opinion publique qui se montre calme. La nouvelle de Genève selon laquelle le Conseil de la Ligue des Nations consentirait à fixer votation populaire après le 10 mars, si les Chambres se décidaient à renoncer à la clause américaine, est répandue par la presse entière avec de rares commentaires. Une certaine presse suit attentivement l'attitude hésitante des Etats-Unis, considérant qu'elle réduit les dangers d'une non-participation de la Suisse à la Ligue des Nations. Les grands journaux de la Suisse romande réfutent avec énergie un article de «L'Homme Libre» du 10 février contre la neutralité et le Comité Usteri continue très prudemment sa campagne en faveur de l'entrée. Jusqu'à ce que les négociations de Londres soient terminées, les nouveaux comités qui s'étaient formés récemment contre l'accession de la Suisse ont pris la résolution de n'entreprendre aucune action. Nous sommes informés télégraphiquement par la Léga-

tion de Washington que la proposition Lodge pour la ratification du Traité de Paix interviendra peut-être sous peu mais qu'il subsiste un doute quant à l'approbation présidentielle. La nouvelle démarche du Président Wilson est accueillie avec mauvaise humeur par les milieux alliés.

249

E 2300 Rom, Archiv-Nr. 20

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 7 Rome, 13 février 1920

[...]

La nouvelle de négociations entre la France et les Yougoslaves, derrière le dos de l'Italie, vient d'être démentie par le *«Temps»*. L'opinion reste cependant très alarmée. On est toujours prêt ici à attribuer à la France les desseins les plus noirs et la guerre a rendu les esprits encore plus ombrageux et susceptibles. Je note, une fois de plus, que c'est en Suisse que les Yougoslaves répandent leurs nouvelles alarmantes.

De toute façon, l'opinion italienne éclairée se rend bien compte que la question de l'Adriatique sera pour l'Italie longtemps encore un sujet de préoccupations et peut-être le germe d'une guerre future. C'est pourquoi la neutralité suisse ne peut être que dans les vœux de l'Italie. Si un jour ou l'autre les Yougoslaves trouvaient un appui chez d'autres Puissances, il est de toute utilité pour l'Italie de pouvoir compter sur la neutralité de la Suisse. Etant donné la tournure que prend la question de l'Adriatique, la neutralité de la Suisse, au sein de la Ligue des Nations, est infiniment plus utile à l'Italie que la participation armée de notre pays dans cette même Ligue.

Tous les démentis ne serviront pas à rassurer l'opinion italienne qui reste convaincue que des négociations ont eu lieu à l'insu de l'Italie. Le *«Giornale d'Italia»* écrit: «Il reste à observer avec amertume que le Gouvernement d'une grande Nation alliée ait pu se prêter à des négociations de ce genre derrière le dos de l'Italie.»

La *«Tribuna»* écrit: «La politique de la France après la guerre a été déterminée par deux sentiments: défiance envers l'Italie et peur de l'Allemagne ... M. Clemenceau a négocié un pacte secret en vue d'une future guerre contre l'Italie ... La France remplace l'Autriche dans l'Adriatique entre Croates et Slovènes contre l'Italie qui l'a sauvée de la ruine extrême.»

L'*«Idea Nazionale»* s'exprime ainsi: «La réalité est que le France et la Yougoslavie préparaient, discutaient, perfectionnaient une alliance militaire. Cette alliance devait être dirigée contre l'Italie, en vue d'une guerre contre l'Italie, pour faire la guerre à l'Italie.»

Tel est le langage des plus grands journaux de Rome, vous devinez quel est

celui des autres feuilles. La presse continuera à entretenir le public dans l'idée d'une trahison française.

Ces circonstances paraissent favorables à la reprise des relations avec l'Allemagne. Cependant, je note que l'attitude des Autorités à l'égard des biens allemands en Italie est toujours aussi sévère. Les séquestres continuent de façon impitoyable.

Dans ces conditions, on croit de moins en moins ici au succès de la Ligue des Nations. On n'y a, du reste, jamais cru. A la Consulta on reconnaît que dans aucun pays la question n'a été aussi mûrement étudiée qu'en Suisse, mais on considère notre travail comme inutile. Comme je vous l'ai toujours dit, ce n'est pas d'ici que partira jamais un projet de nouvelle organisation pacifique de l'Europe, et cela pour des raisons nombreuses et diverses. Cela ne veut pas dire que le projet ne doive pas aboutir et que les petits Etats, surtout, ne doivent pas y travailler de tout leur cœur. *[...]* [1]

Je viens de voir M. Luzzatti, ancien Président du Conseil. Il n'admet pas les démentis du Gouvernement français; il est convaincu que les projets yougoslaves ont été discutés et il considère ce simple fait comme un acte gravement inamical à l'égard de l'Italie. Il en était indigné et ses jugements ne me paraissaient pas plus modérés que ceux des journaux.

J'avais été consulter cet homme éminent sur la situation financière. Il m'a paru très noir au sujet de la crise italienne. Quand je lui ai parlé des difficultés que la hausse de notre change créait à notre industrie, il m'a répondu que ce n'était rien en comparaison de toutes les difficultés qui s'imposaient chaque jour davantage aux pays dont la valeur monétaire est dépréciée.

1. *Suit un passage sur les nombreuses missions militaires étrangères en Italie.*

250

E 2200 London 32/1

Les Délégués du Conseil fédéral à Londres, G. Ador et M. Huber, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition Londres, 14 février 1920
T n° 44

Promulgation résolution[1] hier soir 4.50 h. en séance publique. Balfour rapportait brièvement. Après avoir mentionné très aimablement le discours de M. Ador il dit qu'il a été toujours l'espoir des auteurs du Pacte que la Suisse sera membre originaire et qu'on est heureux d'avoir trouvé une solution permettant l'admission de la Suisse avec sa neutralité, la Suisse ayant accepté des conditions qui sans faire formellement partie du Pacte correspondent en substance à son esprit. La

1. *Cf. n° 247, annexe.*

résolution fut adoptée unanimement.[2] Avons reçu hier soir à dîner haut personnel du Secrétariat. Visite chez ambassadeur américain qui partage entièrement notre point de vue concernant neutralité. Nous lui avons exprimé notre regret de l'absence momentanée des Etats-Unis et de l'importance que la Suisse attache à leur concours. Il croit que la ratification aura lieu au courant de ce mois. Prière de ne pas mentionner notre informateur. Espérons trouver demain à Paris télégramme nous informant sur l'impression du Conseil fédéral. Ador et Huber.[3]

ANNEXE

E 2001 (B) 8/6

Les Délégués du Conseil fédéral à Londres, G. Ador et M. Huber, au Président de la Confédération, G. Motta

R *Londres, 15 février 1920*[4]

JOURNAL DE LA MISSION A LONDRES

le 9 février 1920.

Télégramme de M. Ador au Département politique:[5]
Arrivée de MM. Ador et Huber à Londres à 21 h.

le 10 février 1920.

M. Parodi nous communique officieusement un exemplaire des préavis du Secrétariat général[6] sur les questions qui intéressent la Suisse et qui se trouvent à l'ordre du jour de la session du Conseil de la Société des Nations. Ces préavis, suivis de projets de résolutions, sont destinés aux seuls membres du Conseil.

Visite chez *M. Balfour,* accompagnés par M. Paravicini, Ministre de Suisse. M. Balfour croit que si l'on se place à un point de vue juridique étroit, la reconnaissance de la neutralité dans le sein de la Société est difficile, mais du point de vue large de l'homme d'Etat, la situation spéciale de la Suisse paraît être justifiée (if one takes into consideration the broad statesmanlike issues). Il espère que des points de détail et d'importance secondaire ne viendront pas rendre difficile l'entente qui est désirée de toute part, et notamment par son Gouvernement. Quant aux œuvres humanitaires, il ne s'est pas encore formé une opinion précise à leur sujet, mais il constate que la solidarité avec la Société des Nations est nécessaire pour les mesures d'ordre économique. Il nous explique que le Conseil nous entendra puis discutera en notre absence sur le rapport qu'il présentera lui-même au Conseil. M. Balfour a accueilli très cordialement les représentants de la Suisse.

Visite chez *Sir Eric Drummond.* Sir Eric nous recommande de ne pas faire état de la communication toute personnelle des rapports du Secrétariat au Conseil. Il s'exprime d'une façon analogue à celle de M. Balfour, nous laissant l'impression qu'il croit à la possibilité d'une solution satisfaisante. Il abonde dans l'opinion de M. Balfour, à savoir, qu'il faut éviter d'aborder d'autres questions que celle de la neutralité militaire pour laquelle la Suisse se trouve sur un terrain très solide.

---

2. *Pour l'ensemble des interventions, cf.* Compte-rendu in extenso de la 6e séance de la 2e session du Conseil de la Société des Nations. SdN 20/33/2, *pp.* 20–24.
3. *Sur leur mission à Londres, MM. Ador et Huber ont rédigé le journal, reproduit en annexe.*
4. *Texte non daté. En tête, note manuscrite de Motta:* En circulation. Strictement confidentiel. 27. II. 20. Motta.
5. *Cf. n° 245.*
6. *Non retrouvé.*

(Acte de 1815, art. 435 et caractère de la neutralité suisse comme principe du droit des gens généralement reconnu). Sir Eric est d'avis que la résolution à adopter par le Conseil ne lie que les Etats y représentés, mais il ne doute pas que les autres Etats membres – en général peu importants en ce qui concerne cette question spéciale – ne manqueront pas de se rallier à la manière de voir du Conseil. Ayant abordé devant lui la question du rôle humanitaire spécial de la Suisse, il nous déclare craindre que cela ne crée un précédent qui pourrait être invoqué par d'autres Etats ayant eu une activité semblable. Il estime qu'on trouvera, cas échéant, le moyen d'assurer cette activité, à l'avenir aussi, mais il croit qu'on ne devrait pas soulever ce point maintenant et laisser plutôt la décision à l'Assemblée de la Société.

Il prévoit qu'après la discussion du rapport au sein du Conseil, ce dernier chargera ses juristes de rédiger une résolution et de nous la soumettre afin qu'elle soit adoptée, si possible, avec notre collaboration.

Télégramme chiffré à Berne par la Légation.[7]

Visite de M. Huber chez *M. Parodi.* M. Parodi montre à M. Huber les propositions faites au Conseil au sujet de l'établissement de la Cour Internationale. Le Comité préparatoire sera composé de savants appartenant aux pays représentés au Conseil, auxquels on adjoindra un Hollandais (Loder) et un Norvégien (Gram). M. Parodi déclare que l'opinion qu'il estime être maintenant unanime dans le sens des conclusions du Secrétariat au sujet de la neutralité, a rencontré une forte opposition du côté français.

Visite de M. Huber chez *M. van Hamel,* Chef de la Section juridique du Secrétariat général. M. van Hamel, justement occupé par l'étude de l'ouvrage de Schweizer sur l'histoire de la neutralité suisse, déclare que plus il approfondit cette question, plus il est sous l'impression que notre neutralité est quelque chose de tout à fait particulier dans la politique internationale. Il reconnaît que neutralité et passage s'excluent l'un l'autre, mais estime que la Suisse, pour faire un geste agréable aux adeptes de l'idée de la Société des Nations, pourrait admettre, que, dans certains cas, elle pourrait offrir spontanément le passage.[8] Il envisage l'éventualité dans laquelle un Etat devrait être considéré comme ennemi de la civilisation humaine. M. Huber lui fait remarquer qu'il serait très dangereux de vouloir prévoir un cas aussi exceptionnel. Du moment que la Suisse serait attaquée ou directement menacée, et désirerait obtenir du secours, la question de la neutralité et, par conséquent, celle du passage, prendraient un autre aspect.

Conversation de M. Huber avec *MM. Ricci-Busatti* et *Anzilotti.* Ces Messieurs confirment les communications de M. Parodi, au sujet des études préparatoires pour la Cour de Justice. Le projet de la Commission sera examiné par le Conseil et soumis ensuite à l'Assemblée pour décision. Déjà avant ce moment, les Etats invités à accéder, mais non représentés au Conseil, pourraient se prononcer sur le projet.

Des intrigues ont été fomentées contre l'établissement du siège à Genève, intrigues appuyées sur l'argument que Genève ne disposerait pas d'assez de place pour loger les bureaux et le personnel du Secrétariat général, ainsi que les Délégués, lors de la réunion de l'Assemblée. Il a été question d'un transfert à Vienne, le Gouvernement autrichien ayant offert la «Hofburg».[9] L'Italie s'y opposerait. La situation de Genève a été beaucoup fortifiée par le fait que les milieux ouvriers désirent l'admission de l'Allemagne et, par conséquent, ne veulent pas voir fixer le siège dans un ancien pays belligérant.

Etude des rapports présentés par le Secrétariat au Conseil.

le 11 février 1920.

Longue discussion entre *MM. Huber et van Hamel* au sujet des projets de résolution. M. Huber remercie M. van Hamel de l'esprit très bienveillant et de la grande compréhension du point de vue suisse avec lesquels ces projets ont été rédigés.

---

7. *Non reproduit.*
8. *Point d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*
9. *Point d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*

1. *Question du délai.* A la demande de M. Huber qu'il soit constaté, conformément aux considérants, qu'en cas de vote négatif, la déclaration à faire avant le 10 mars soit considérée comme nulle et non avenue, M. van Hamel fait observer que la formule rédigée par lui correspond à cette demande: la déclaration du Conseil fédéral sera admise, à la condition toutefois qu'elle soit confirmée par le peuple et les cantons dans le plus bref délai. Si cette condition ne se réalise pas, la déclaration tombe ipso jure.

2. *Question de la neutralité. M. van Hamel* est d'accord que l'on cite comme déclaration du Gouvernement suisse le Message[10] et les Mémoranda des 13[11] et 30[12] janvier. Il est disposé à supprimer les quatre derniers mots de la dernière phrase du deuxième paragraphe de la résolution «demandée par la Société des Nations contre un Etat en rupture de Pacte *et contre ses nationaux*». Il partage la manière de voir du Message et interprète l'expression «nationaux, nationals» dans le sens de «habitants». M. *Pawley Bate,* qui est également présent, dit que le terme «nationals» n'est pas clair, certainement pas dans le Pacte, mais qu'il vise plutôt les personnes attachées à un Etat par le droit de cité que par la résidence. Il cite une explication que fit Wilson devant la Commission sénatoriale et où ce dernier emploie, en interprétant l'article 16, alinéa 1, le terme de «citizens», mais évidemment dans le sens de personnes résidant dans un pays déterminé.

M. van Hamel est disposé de donner à la résolution la forme d'un acte déclaratoire, d'une reconnaissance. Il abonde dans le sens que les Etats représentés au Conseil sont liés par leurs plénipotentiaires, mais qu'il serait difficile d'obtenir un acte signé par eux.

Il maintient son opinion qu'on devrait reconnaître à la Suisse le droit de sortir éventuellement de sa neutralité et d'accorder le passage – thèse soutenue du reste souvent en Suisse, notamment par W. Burckhardt et non contestée par le Conseil fédéral avant la guerre mondiale. *M. Huber* reconnaît qu'en cas de violation de la neutralité suisse par un belligérant, la Suisse serait déliée de ses devoirs d'Etat neutre et qu'on peut concevoir des cas absolument extraordinaires où la Suisse devrait s'allier pour parer à un danger commun (p.ex. au cas d'une insurrection[13] bolcheviste), mais qu'il est très dangereux de vouloir viser pareille situation. La neutralité doit inspirer confiance; elle suppose donc que le neutre n'envisage en aucun cas la rupture de sa neutralité au détriment d'un Etat qui respecte cette neutralité et son existence nationale.

Pour la Suisse, ce maintien de sa neutralité est une question d'honneur, une question de la foi dans les traités.

M. Huber ayant demandé de quelle façon l'application de l'article 15 du Pacte pourrait amener des situations peu compatibles avec la neutralité, *M. van Hamel* ne peut donner aucune réponse, mais reconnaît que la neutralité sera un droit acquis de la Suisse au sein de la Société et que, par conséquent, le Conseil et l'Assemblée devront la respecter et ne pourront passer outre.

3. *La question des forces aériennes* n'a pas été abordée, étant donné que personne ne veut la préjuger en ce moment.

4. En ce qui concerne les *œuvres humanitaires, M. van Hamel* estime que la Suisse ne peut réclamer une situation particulière en se basant sur sa neutralité, mais que probablement la Société des Nations chargera la Suisse de maintenir à ce sujet les rapports avec l'Etat en rupture de Pacte et éventuellement aussi les rapports diplomatiques. Afin de ne rien préjuger, ni pour ni contre, on a passé sous silence dans le projet les rapports qui ne rentrent ni dans le domaine militaire, ni dans les domaines commercial et financier.

La Délégation suisse est convoquée pour 3 h. 30 à St-James Palace pour présenter ses observations au tractandum N° 1 de la session (Questions concernant l'accession de la Suisse). Elle s'y rend accompagnée de M.L. Boissier, Attaché de Légation.

Immédiatement après l'arrivée des membres du Conseil, la Délégation est introduite. Sont présents: *M. Balfour,* Président, ayant à sa droite *M. Bourgeois* (France), *M. Matsui* (Japon), *M. da*

---

10. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*
11. *Cf. n° 228.*
12. *Cf. n° 240.*
13. *Correction manuscrite:* invasion.

Cunha (Brésil), *M. Caclamanos* (Grèce), et à sa gauche, *Sir Eric Drummond, M. Maggiorino Ferraris* (Italie), *M. Hymans* (Belgique), *M. Quiñones de Leon* (Espagne).

La Délégation suisse prend place à la même table que les membres du Conseil, en face du Président.

Les membres du Conseil sont accompagnés de délégués adjoints et de secrétaires (M. Bourgeois par M. Clauzel et le Colonel Henry, Chefs des Sections politique et militaire de la Division française de la Société des Nations; M. Ferraris par M. Ricci-Busatti; M. Hymans par M. H. Rolin). Assistent en outre la plupart des sous-secrétaires et chefs de division du Secrétariat général (Monnet, Anzilotti, Mantoux, van Hamel).

M. Balfour ouvre la discussion en disant: «May now the Swiss Delegates consent to state their case?»

M. Ador prend ensuite la parole. (Voir compte-rendu de son discours)[14].

La Délégation, après s'être retirée, attend ¼ h. dans le salon d'attente. Il semble que MM. Balfour et Hymans parlent le plus longuement.

M. Clauzel déclare aux Délégués que M. Bourgeois a été très impressionné et convaincu par la précision et la justesse des observations présentées par M. Ador.

A 9.30 h. du soir, conférence de *MM. Ador* et *Huber* avec *M. van Hamel* qui nous communique le texte de la résolution tel qu'il a été rédigé par Bourgeois après la séance. Ce nouveau texte ne diffère de l'ancien que par une autre disposition des phrases et quelques modifications de pure rédaction. Cette nouvelle rédaction a sourtout l'avantage de ne plus viser en rien le cas dans lequel la Suisse pourrait éventuellement sortir de sa neutralité. La Suisse *«n'est pas tenue»*, et non pas: «elle refuse d'accorder le passage».

M. Balfour aurait ouvert la discussion en appuyant fortement le point de vue suisse. M. Bourgeois s'est ensuite rallié à cette manière de voir ainsi que les autres membres.
Examen du nouveau texte par la Délégation.

le 12 février 1920.

Conformément à la décision prise la veille au soir, *M. Huber* se rend à St-James Palace pour proposer à M. van Hamel quelques suggestions de la Délégation suisse et pour se prononcer sur quelques propositions faites par M. van Hamel.

1. La résolution sera précédée d'un préambule faisant mention des Etats représentés et de leurs plénipotentiaires. Ceci est conforme aux désirs de la Suisse.

2. Deuxième alinéa de la résolution : «tradition de plusieurs siècles», proposé par M. van Hamel: adopté.

3. La proposition est faite par M. Huber de dire à l'alinéa 2 :«aux mesures commerciales et financières», au lieu de «toute mesure». M. Huber fait remarquer que cette dernière rédaction est trop rigide, étant donné qu'une mesure économique peut revêtir un caractère d'hostilité (p.ex.les biens de l'Etat en rupture de Pacte seraient considérés comme de bonne prise en vertu du droit de la guerre). M. van Hamel se rallie à cette manière de voir.

4. Il est suggéré d'ajouter après «se défendre»: les mots «elle-même», afin de bien faire ressortir que notre défense est notre propre affaire. M. van Hamel reconnaît que toute la dernière partie du deuxième alinéa est dominée par les mots :«même pendant une action de la Société des Nations».

5. Dans le dernier alinéa le mot «militaire» dans l'expression «neutralité perpétuelle» est supprimé à la demande de M. Huber. La notion de neutralité militaire n'existe pas en droit international; elle laisse supposer qu'il y a d'autres «neutralités» dont la violation pourrait être éventuellement reprochée à la Suisse. La formule, telle qu'elle est contenue dans le dernier alinéa, après la suppression du mot «militaire» implique que l'attitude qui résulte pour la Suisse de la déclaration du Conseil est considérée comme correspondant à la notion de neutralité. Cette interprétation est donnée par M. van Hamel à la suggestion de M. Huber qu'il pourrait y avoir intérêt à ce que la déclaration empêche tout Etat en rupture du Pacte de reprocher à la Suisse une attitude non neutre.

---

14. *Cf. n° 246, annexe.*

M. Huber fait observer que, bien que le texte soumis à la Délégation suisse fasse preuve de la part des Puissances d'une grande bienveillance et d'une grande compréhension et puisse ainsi donner satisfaction, il revêt tout de même le caractère d'un acte unilatéral du Conseil, répondant à une demande de la Suisse, adressée au Conseil Suprême et renvoyée par celui-ci au Conseil de la Société des Nations. Il ne s'agit donc pas d'un accord à signer par deux parties. M. van Hamel reconnaît ce point de vue.

M. van Hamel touche en passant la question de la clause dite «américaine» et exprime l'espoir que la Suisse laissera tomber cette clause. Sans prendre d'engagement à ce sujet, M. Huber répond qu'étant donné que la résolution relative au délai repose sur la condition d'un vote populaire assez prochain, il est exclu qu'on fasse dépendre la décision définitive d'un fait aussi incertain que la ratification des Etats-Unis.

Déjeuner chez *Lord Bryce* avec l'Ambassadeur des Etats-Unis, *M. Davis.*

A midi, M. Parodi communique que le Conseil a adopté le texte proposé par le Secrétariat général en tenant compte de toutes nos suggestions.

Préparation de la traduction allemande de la résolution.

le 13 février 1920.

Préparation des télégrammes pour Berne. Un télégramme chiffré contient les observations de la Délégation.[15] Visite de *MM. Ador et Huber* chez *M. Davis,* Ambassadeur des Etats-Unis, pour lui exprimer leur regret de l'absence momentanée de l'Amérique dans le Conseil et leur espoir qu'elle y siégera bientôt et qu'elle se ralliera alors à la décision du Conseil. M. Davis dit qu'il partage entièrement le point de vue suisse et déclare qu'une idée qui fait partie du patrimoine intellectuel et moral d'un peuple doit être respectée. Il croit que la ratification du Traité par les Etats-Unis aura lieu au courant de ce mois.

Séance publique du Conseil de la Société dans la grande salle des rois de St-James Palace.

Institution d'une *Commission d'experts* pour l'établissement de la Cour visée par l'article XIV du Pacte. Sont représentés, outre l'Espagne, les Etats neutre suivants: Pays-Bas, Norvège et Argentine. Dans le discours par lequel il introduit ce tractandum, M. Balfour insiste sur le fait qu'il attache un grand prix à la collaboration des neutres.

M. Quiñones de Leon présente un rapport sur la question du transit.

A 3 ½ h. de l'après-midi, reprise de la séance.

Rapportent M. Caclamanos sur la question de la Sarre, M. Matsui sur la question de protection des minorités en Pologne, M. Hymans sur Danzig et enfin M. Balfour sur la question suisse.

Ci-dessous le discours du Délégué britannique, tel qu'il a été rapporté par le «Times». Pour autant que nous nous en souvenons le discours est fidèlement rapporté.[16] Il est à remarquer que M. Balfour a plus ou moins improvisé son rapport, tandis que les autres membres donnaient lecture de rapports préparés d'avance:

«Mr. Balfour referring to the admission of Switzerland as an original member of the League, explained that although there were technical difficulties in the way, it was the intention of the framers of the Covenant that it was in the highest interests of the League of Nations and its future working that Switzerland should be what Switzerland desired to be — namely, an original member of the League. Those difficulties were of two counts. One touched upon the date of admission. A nation which desired to be accounted an original member must give in its adhesion within two months of the signing of the Treaty, in other words, by March 20.[17] The difficulty in that case was that the referendum required by the Swiss Constitution for dealing with matters of that sort might not be absolutely concluded by that date, although the representative body in Switzerland, the Federal Council, had quite distinctly and explicitely stated on behalf of those they represented that Switzerland desired to be a member of the League /Council/.

---

15. *Cf. n° 247.*
16. *Pour une autre version de cette intervention, cf. n° 250, note 2.*
17. *Corrigé en marge:* 10!

The other difficulty arose from the fact that the League of Nations had quite explicitly stated that the centuries-old neutrality of Switzerland was in the interests of peace, and was therefore in conformity with the interest which it was the special business of the League of Nations to guard. On the other hand, complete neutrality in everything economic and military was clearly inconsistent with the position of a member of the League, and therefore at first sight there appeared to be some difficulty in connexion with that. They were, however, clearly of opinion that Switzerland was prepared to accept conditions which would bring her within the conditions laid down substantially, if not formally, in the Covenant. Therefore on that count also, as well as on the first count, they were of opinion that the difficulties which might conceivably be raised against the inclusion of Switzerland should be overruled by the Council and they had overruled them accordingly.»

Enfin M. Balfour a annoncé que le Conseil de la Société convoquera une conférence pour étudier les moyens propres à remédier à l'état défavorable des changes.

Après la séance, les représentants de la presse suisse, MM. Thélin et Weibel, sont reçus à l'hôtel.

Le soir, la Délégation et M. Paravicini ont reçu à dîner quelques membres du Secrétariat général et quelques personnalités qui ont accompagné les membres du Conseil. Sir Eric Drummond était empêché par un engagement antérieur. Les personnes suivantes ont pris part au dîner: Anzilotti, Sir Herbert Ames, MM. Mantoux, van Hamel, Colban, Martin, Bate, van Kleffens, Parodi, Clauzel (Délégation française), Rolin (Délégation belge), Dr. Seeholzer.

M. Mantoux a entretenu M. Huber de son désir de confier l'étude des questions allemandes à un Suisse allemand. Il est question du Professeur Fleiner.

M. Parodi suggère que le Conseil fédéral ou le Gouvernement genevois invite le Secrétariat général à passer par Genève en se rendant, au commencement d'avril, à Rome. Il pourrait être mis à sa disposition deux voitures de Paris à Rome. En arrivant le matin à Genève et en repartant le soir, le Secrétariat général aurait le temps d'accepter l'hospitalité des Autorités suisses qui leur feraient visiter la ville de Genève.

le 14 février 1920.

Visite d'une dizaine de journalistes anglais, introduits par M. Lätt, secrétaire du groupe londonien de la Nouvelle Société Helvétique. Après un exposé général des rapports anglo-suisses et des traits principaux de la résolution prise par le Conseil de la Société des Nations, M. Huber répond à des questions, posées en partie d'avance et par écrit, concernant particulièrement la neutralité dite militaire, sa raison d'être et ses effets.

Visite de M. Huber chez M. van Hamel, pour lui exposer le point de vue soutenu devant la Commission du Transit par M. Vallotton[18], et concernant:

1. la composition de la Commission permanente d'experts,
2. les garanties à donner au commerce des Etats neutres, en temps de guerre.

En ce qui concerne le premier point, M. van Hamel fait observer que, d'après la dernière formule proposée par le secrétariat de la Commission, il ne s'agirait plus d'une représentation des Etats par une rotation en périodes de quatre ans, mais de l'élection immédiate de *personnes* faisant partie de la Conférence générale en qualité de représentants d'Etats. M. van Hamel estime que, de cette façon, il serait possible d'assurer la continuité dans les travaux de la Commission, ainsi que sa compétence.

Quant à la liberté de transit en temps de guerre, M. van Hamel est de l'avis que la Société des Nations devrait considérer la guerre comme une situation tout à fait anormale qu'on ne devrait pas chercher à régler d'avance. L'insertion de principes généraux concernant la liberté de transit en temps de guerre dans une convention générale présenterait du reste peu d'avantages, à en juger d'après les expériences de la dernière guerre. Si l'application de la convention est laissée aux Etats individuels, chaque Etat fera ce que bon lui semble; si, au contraire, la Société des Nations devait s'y mêler, tout dépendrait de son influence et de son autorité politique. Si pareille autorité politique existe, il ne sera pas nécessaire de fixer quelques règles générales. Ce qui paraît nécessaire est l'intervention de la Société dans chaque cas particulier, avec des mesures qui devront être adaptées

---

18. *Pour les travaux de cette commission et les rapports du délégué suisse, cf.* E 8170 (D) 7/5/30.

à la situation spéciale. Aussi une réglementation détaillée ne pourrait-elle rien garantir si le Conseil de la Société des Nations ne devait pas jouir de l'autorité nécessaire. Quant à la liberté de transit qui découle du principe de l'entraide mutuelle exprimée à l'article XVI, alinéa 3, du Pacte de la Société des Nations, le Conseil de la Société des Nations trouvera probablement une solution prochaine dans un règlement à établir au sujet de l'application des sanctions économiques.

Déjeuner chez Madame Paravicini, avec Lord Bryce, Lord Robert Cecil, M. Matsui, M. Hymans et M. Maggiorino Ferraris.

A cinq heures du soir, M. Ador reçoit une délégation de la Colonie suisse à Londres. M. Ador se rend ensuite à une invitation de Lord Curzon, à laquelle assistent le Prince de Galles, les Chefs des Gouvernements alliés actuellement à Londres et les Ambassadeurs des Puissances.

le 15 février.

Départ de la Délégation de Londres.

251

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 février 1920

641. Wahrung finanzieller Interessen in Österreich-Ungarn[1]

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 5. Februar 1920

Die schwedische Gesandtschaft überreichte dem politischen Departement ein Aide-Mémoire, worin der Bundesrat angefragt wird, ob er bereit wäre, sich einem Schritte der drei skandinavischen Staaten anzuschliessen, der darin bestünde, dass an alle Sukzessionsstaaten des ehemaligen Österreich-Ungarn und an diejenigen Staaten, denen Gebiet der Doppelmonarchie zugeteilt wurde, eine Note gerichtet würde, die auch den Entente-Mächten mitgeteilt werden soll. Diese Note wendet sich dagegen, dass der Friedensvertrag Österreich und Ungarn allein verantwortlich erklärt für die Kriegsschulden und die Banknoten, deren Inhaber nicht den Gebieten der ehemaligen Monarchie angehören, unter Ausschluss einer Haftung aller übrigen Sukzessionsstaaten. Die Note erklärt alle Sukzessionsstaaten als haftbar für alle Schulden der Monarchie, solange nicht eine befriedigende Regelung erfolgt sein wird. Schliesslich schlägt sie die Einberufung einer Konferenz der interessierten Staaten zur Regelung dieser Frage vor.

Das politische Departement ist in der von der schwedischen Gesandtschaft aufgeworfenen Frage bereits im Jahre 1919 gegenüber dem Liquidationsministerium, das die in Auflösung begriffene Doppelmonarchie vertrat[2], vorstellig

---

1. *Sur la question de la défense des intérêts financiers suisses dans les territoires de l'ancienne monarchie danubienne (et dans d'autres pays), la documentation est si abondante qu'il n'a pas été possible, dans le cadre de cette publication, de donner à cette question une place en rapport avec son importance pour la diplomatie suisse; voir à ce sujet surtout* E 2001 (B) 2/51–54, E 2200 Wien 11/2, E 6001 (A)/1–3, E 2001 (B) 9/1–8.
2. *Par note (non reproduite) du 1er juillet 1920, cf.* E 2200 Wien 10/4.

geworden und hat geltend gemacht, die Schweiz betrachte sämtliche Nachfolgestaaten als solidarisch haftbar für alle in der Schweiz zirkulierenden österreichisch-ungarischen Noten. Diese Demarche wurde anfangs Juli mit einer Note an sämtliche Sukzessionsstaaten unterstützt, worin festgestellt wurde, dass die Schweiz sämtliche Sukzessionsstaaten überhaupt für die Schulden der Doppelmonarchie als solidarisch haftbar betrachte. Eine Antwort erteilten weder das Liquidationsministerium noch die Sukzessionsstaaten. Praktisch stellten sich die Sukzessionsstaaten in den behandelten Einzelfragen auf den Standpunkt des Friedensvertrages.

Ebenfalls anfangs Juli entsandte das Departement eine Delegation bestehend aus den Herren von Haller, Köchlin und Gautier nach Paris, um über die beabsichtigte Regelung der finanziellen Fragen im Friedensvertrag von St.Germain Erkundigungen einzuziehen.[3] Als nach Bekanntwerden der Friedensbedingungen die Benachteiligung der Neutralen offenkundig wurde, richtete der Bundesrat am 13. August an den Präsidenten der Friedenskonferenz eine Note[4], in welcher er verlangte, dass die finanziellen Klauseln nicht in den Friedensvertrag selbst aufgenommen, sondern einer Kommission überwiesen werden sollten, in welcher die Schweiz auch ihre Rechte geltend machen könnte. Denn nach den Bestimmungen des Friedensvertrages disponieren die Siegermächte derart über sämtliche Mittel der Doppelmonarchie, dass für die übrigen Gläubiger kaum noch etwas übrigbleibt, zum mindesten aber greifen sie tief in deren Rechte und Interessen ein.

Die Reparationskommission, welcher im Friedensvertrag ausserordentlich wichtige Funktionen für die Verteilung der Schulden zugewiesen sind, und deren Stellung um so wichtiger wird, als sich mehr und mehr zeigt, dass die finanziellen Klauseln des Friedensvertrages undurchführbar sind und daher neu geregelt werden müssen, ist ein Organ der Ententestaaten. Nach Art. 179 des Vertrages von St.Germain bildet die allgemeine Reparationskommission in Paris eine besondere Sektion für die österreichischen Angelegenheiten. Die Kommission ist an keine bestimmten formellen Regeln gebunden, sie hat sich nur von der Gerechtigkeit, Billigkeit und dem guten Glauben leiten zu lassen (Annexe II, § 11). Sie wird möglicherweise dazu kommen, allmählich eine völlige Neuregelung der finanziellen Klauseln in Anpassung an die praktischen Möglichkeiten zu treffen.

Das politische Departement ist, nach Einholung der Ansicht der schweizerischen Gesandtschaft in Wien, der Ansicht, dass die von der schwedischen Gesandtschaft angeregte Kollektivdemarche bei den Sukzessionsstaaten zu keinem Resultate führen wird, und da die Schweiz den Standpunkt, welchen die nordischen Staaten einnehmen wollen, bereits wiederholt kundgegeben hat, ist es wohl zwecklos, die gleiche Demarche zugunsten eines wohl nicht durchzusetzenden Prinzips zu wiederholen. Es sollte umso mehr davon Abstand genommen werden, weil die Neutralen sich praktisch doch den Bestimmungen des Friedensvertrages in gewissem Masse werden anpassen müssen, und in diesem Falle ist

---

3. *Pour le compte-rendu de cette mission, cf. n° 17.*
4. *Cf. n° 41.*

eine allzu starke Betonung des gegenteiligen Prinzips nicht förderlich. Von einer Teilnahme an der beabsichtigten Demarche bei den Sukzessionsstaaten ist daher abzusehen.

Andererseits sollte angesichts der grossen in Frage stehenden Interessen etwas geschehen, um bei der Reparationskommission in Paris auch den schweizerischen Interessen Gehör zu verschaffen, so wie es in der Note vom 13. August vorbehalten war. Über die formellen Bedenken sollte man angesichts des Umstandes, dass der Friedensvertrag auch über die Interessen der Neutralen verfügt und einfach den ganzen Schuldner zugunsten einer Gläubigertruppe in Anspruch nimmt, hinwegkommen können. Die Schweiz allein wird allerdings nicht viel Aussicht haben, berücksichtigt zu werden. Daher sollte eine gemeinsame Demarche aller Neutralen bei den Entente-Mächten ins Auge gefasst werden.

Auf Grund dieser Erwägungen wird *beschlossen:*

Der schwedischen Gesandtschaft ist zu antworten, die Schweiz stehe dem beabsichtigten Schritt der nordischen Staaten mit Sympathie gegenüber, könne sich aber demselben nicht anschliessen, da sie ihn bereits zweimal unternommen und keine Aussicht auf Erfolg bestehe. Dagegen schlage die Schweiz eine Konferenz der Neutralen vor, in welcher geprüft werden soll, ob nicht eine gemeinsame Demarche der Neutralen in Paris zu unternehmen sei, um eine Vertretung ihrer Interessen bei der Reparationskommission oder bei allfälligen anderen Kommissionen, welche über die finanziellen Mittel Österreich-Ungarns verfügen sollen, zu erlangen.

252

E 7800 1/76

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie Bern, 18. Februar 1920

DIE SCHWEIZ. KOHLENVERSORGUNG

Der bedrohliche Stand unserer Kohlenversorgung und die damit verbundene Gefährdung unserer Volkswirtschaft veranlassen uns, Ihnen im Nachfolgenden über diese Frage etwas eingehender Bericht zu erstatten.

I. Allgemeines.

Die geographische Lage unseres Landes verweist uns in bezug auf die Kohlenversorgung auf die nächstliegenden Kohlen produzierenden Gebiete, auf die Saar und auf die Ruhr. Vom Saargebiet aus ist die Schweiz auf dem Bahnwege leicht erreichbar. Es stellt unser nächstgelegenes, wichtigstes Kohlenversorgungsgebiet dar. Das Ruhrbecken ist in verkehrsgeographischer Hinsicht insofern günstig gelegen, als es mit der Schweiz durch die Rheinwasserstrasse ver-

bunden ist. Unter normalen Verhältnissen hat deshalb unser Land etwa 80—90% der von ihm benötigten Kohlen aus den beiden genannten Gebieten bezogen.

Aus Frankreich erhielt die Schweiz vor dem Kriege etwa 10% ihres Kohlenbedarfes, aus Belgien etwa 6%. Alle übrigen Länder, mit Einschluss Englands spielten für die Versorgung der Schweiz mit Kohle eine ganz untergeordnete Rolle.

Während des Krieges war bekanntlich die schweizerische Kohlenversorgung noch mehr als in normalen Zeiten auf Deutschland angewiesen, welches sowohl über die Ruhr als über die Saar als auch über Belgien verfügte. Seit Abschluss des Waffenstillstandes haben sich die Verhältnisse von Grund aus geändert, indem die Produktion der beiden letztgenannten Kohlenreviere der deutschen Verfügungsgewalt entzogen wurden und das Ruhrgebiet viel stärker als vorher für die deutsche Inlandsversorgung in Anspruch genommen werden musste und überdies noch gewaltige Mengen an Frankreich, Belgien und Italien abzugeben hatte.

Diese veränderten Verhältnisse bedingten eine vollständige Neuorientierung für die schweiz. Kohlenversorgung. Mit ihrer Durchführung wurde die im März vergangenen Jahres auf unsere Veranlassung hin gegründete schweiz. Kohlengenossenschaft in Basel beauftragt. Ihr gelang es, nach Überwindung zahlloser Schwierigkeiten, die ihr übertragene Aufgabe für das Jahr 1919 in relativ befriedigender Weise zu lösen. Durch vertragliche Vereinbarungen mit Frankreich und Belgien wurde der Bezug von monatlich 60'000 Tonnen Saarkohlen und durchschnittlich ca. 50'000 Tonnen belgischer Kohlen gesichert. Ein 6 monatlicher Vertrag mit Deutschland sollte uns den monatlichen Bezug von 60'000 Tonnen Ruhrkohlen ermöglichen. Neu angeknüpfte Beziehungen mit England hatten ebenfalls insofern Erfolg, als monatlich ca. 25'000 Tonnen englischer Kohlen eingeführt werden konnten. Wenn auch gegenüber diesen vertraglichen Vereinbarungen die effektiven Einfuhren zum Teil stark zurückblieben, so konnte der Ausfall zum grossen Teil gedeckt werden durch die rechtzeitig in Amerika vorgenommenen sehr bedeutenden Abschlüsse. Es gelang derart, in den letzten Monaten des vergangenen Jahres recht bedeutende Mengen einzuführen, so im Oktober 142'000 Tonnen, im November 165'000 Tonnen, im Dezember 225'000 Tonnen.

Die Kohlenverträge mit Belgien, Frankreich und Deutschland sind Ende Dezember 1919 abgelaufen. Sie konnten trotz aller Bemühungen bis heute nicht erneuert werden. Wir stehen allerdings gegenwärtig in Verhandlung mit Frankreich und hoffen, uns für weitere 6 Monate ein Monatsquantum von 20'000 Tonnen Saarkohlen sichern zu können. Aus Belgien lauten die Nachrichten ausserordentlich ungünstig. Es besteht für die nächste Zukunft sozusagen keine Möglichkeit, aus diesem Lande auch nur minime Kohlenquantitäten beziehen zu können. Was Deutschland anbelangt, so ist die dortige Kohlennot nur zu gut bekannt. Im Dezember gepflogene Verhandlungen führten zu keinem Resultat, indem einerseits ausserordentlich übersetzte Preise gefordert wurden, ohne dass anderseits irgendwelche Garantie für eine effektive Lieferung übernommen werden wollte. Wir erwarten zwar in den nächsten Tagen neuerdings eine deutsche Delegation, um mit ihr die Verhandlungen wieder aufzunehmen. Auf jeden Fall kann es sich aber nur um sehr geringe Kohlenmengen handeln, und es darf füglich bezweifelt werden, ob Deutschland in der Lage ist, auch wenn wir einen

neuen Vertrag mit ihm schliessen, nennenswerte Mengen an uns abzugeben. Im allerbesten Falle können wir monatlich mit 20—30'000 Tonnen rechnen.

II. Stand der Vorräte.

Wie bereits gesagt, haben uns die verhältnismässig reichlichen Zufuhren in den letzten Monaten des vergangenen Jahres glücklicherweise in die Lage versetzt, gewisse Vorräte anzulegen. Sie betrugen Anfangs Februar:

120 000 Tonnen für die Gaswerke
100 000 Tonnen für die Transportanstalten (SBB inbegriffen)
30 000 Tonnen für den Hausbrandkonsum
100 000 Tonnen für die Industrie
Total 350 000 Tonnen

In normalen Zeiten betrug der monatliche Verbrauch ca. 330'000 Tonnen, gegenwärtig muss er mit mindestens 200'000 Tonnen eingesetzt werden. Die Eingänge im Monat Januar machen bloss noch etwa die Hälfte dieses Quantums aus, woraus sich ohne weiteres ergibt, dass schon seit einiger Zeit von den Vorräten gezehrt werden muss, wodurch diese sich rapid vermindern. Sie reichen für die einzelnen Verbraucher-Kategorien nur noch für ganz kurze Zeit, nämlich für die Transportanstalten für 2 ½ Monate, bei den Gaswerken für höchstens 4 Monate, bei der Industrie für kaum 2 Monate und beim Hausbrand für 2—3 Wochen.

III. Sicherung und Aussicht für die Zukunft.

Aus dem oben unter I. Gesagten ergibt sich die sehr beunruhigende Tatsache, dass unsere nächstliegenden Versorgungsgebiete, Saar, Ruhr und Belgien, für die schweizerische Kohlenversorgung in den nächsten Monaten fast gänzlich versagen. Aus Belgien ist nichts zu erwarten, aus der Saar und der Ruhr zusammen monatlich im allerbesten Falle etwa 50'000 Tonnen, d.h. ungefähr ¼ dessen, was wir zur Aufrechterhaltung unserer Volkswirtschaft unbedingt notwendig haben. Die übrigens ¾ müssen, sollen wir nicht einer Katastrophe mit unabsehbaren Folgen entgegengehen, anderweitig gedeckt werden. In Betracht kommen dabei einzig England und Amerika, zwei Produktionsgebiete, die, wie oben erwähnt, in normalen Zeiten für unsere Kohlenversorgung ausser Betracht fielen und die, ihrer geographischen Lage wegen, ausserordentlich hohe Preise fordern sowie eine sehr lange Transportdauer und grosse Transportrisiken mit sich bringen. Trotzdem sind wir auf sie heute schlechterdings angewiesen. Die Verhältnisse liegen dabei folgendermassen:

a. England: Die schweiz. Kohlengenossenschaft hat für das laufende Jahr erhebliche Mengen englische Kohlen gekauft. Das gleiche ist geschehen von seiten der schweiz. Bundesbahnen sowie der schweiz. Gaswerke. Total sind in England über 800'000 Tonnen für die Schweiz gekauft worden. Es bestände auch die Möglichkeit, diesen Ankauf, wenn auch zu fortwährend stark steigenden Preisen, zu vermehren. Die hauptsächlichsten Schwierigkeiten bestehen aber darin, die gekaufte Ware in die Schweiz zu bringen. So hätten beispielsweise nach den getroffenen Abmachungen im Monat Januar 50'000 Tonnen für die Schweiz

abtransportiert werden sollen, während in Wirklichkeit nur 12'000 Tonnen, d.h. nicht einmal ¼, zum Abtransport gebracht werden konnte. Dieses Missverhältnis erklärt sich namentlich daraus, dass die englischen Behörden in zahlreichen Fällen Weisung gegeben haben, Schiffe mit für die Schweiz bestimmten Kohlen, die zur Abfahrt bereit lagen, zurückzuhalten, nach andern englischen Häfen zu disponieren und dort für englische Zwecke in Anspruch zu nehmen.

Allerdings ist in der englischen Kohlen-Bewirtschaftungs-Politik seit Dezember letzten Jahres insofern eine Änderung eingetreten, als die Tätigkeit der centralen Kohlenbehörden aufgehört hat, die Kontingentierung der neutralen Staaten aufgehoben worden ist und die Ausfuhr grundsätzlich freisteht. Es bestehen aber immer noch lokale Kohlenversorgungsbehörden, die für die interne Kohlenversorgung verantwortlich sind und die offenbar ihre Direktiven nach wie vor von der englischen Regierung erhalten. Es scheint, dass bei einigen dieser lokalen Behörden die Absicht besteht, ihrerseits wiederum eine Kontingentierung des Auslandes vorzunehmen, und zwar nach Massgabe der entsprechenden Bezüge in der Vorkriegszeit. Sollte diese Absicht zur Durchführung gelangen, so würde dies für die Schweiz eine fast vollständige Ausschaltung als Empfänger englischer Kohlen bedeuten, da sie, wie gesagt, in normalen Zeiten sozusagen keine englischen Kohlen bezogen hat.

Es besteht also die begründete Befürchtung, dass die Schweiz nur einen Teil der in England gekauften Kohlen effektiv wird beziehen können, wenn nicht die englischen Behörden mit allem Nachdruck auf die ausserordentlich schwierige Lage der Schweiz hingewiesen werden und unsern Wünschen in vollem Umfange Rechnung tragen. Allein, selbst im günstigsten Falle, d.h. wenn das volle Quantum von 800'000 Tonnen eingeführt werden könnte, so wäre der schweizerische Minimaljahres-Bedarf von 2,4 Millionen Tonnen in Verbindung mit den zu erwartenden Eingängen aus dem Saar- und Ruhrgebiet nur zum Teil, d.h. nur mit etwa 1,3 Millionen Tonnen gedeckt. Wie sich die Verhältnisse gestalten würden, wenn infolge wirtschaftlicher oder sozialer Erschütterungen in England, beispielsweise eines neuen englischen Grubenarbeiterstreiks, die Ausfuhr englischer Kohlen vollständig gesperrt würde, ist kaum auszudenken.

Wir sagten, dass im günstigsten Falle, nach Berücksichtigung der aus Deutschland, Frankreich und England zu erwartenden Lieferungen, noch ein Defizit von mindestens einer Million Tonnen zu decken bleibt. Hiefür kann einzig und allein Amerika in Frage kommen.

b. Amerika: Im vergangenen Jahre konnte die Schweiz so ziemlich diejenigen Mengen amerikanischer Kohlen kaufen und zum Abtransport bringen, auf die sie unter Berücksichtigung der enormen Preise angewiesen war und die von Genua, Rotterdam und Antwerpen aus in unser Land transportiert werden konnten. Die Ausfuhrbewilligungen wurden durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Washington ohne sonderliche Schwierigkeiten erwirkt. Seit dem grossen amerikanischen Grubenarbeiterstreik, welcher am 1. November 1919 ausgebrochen ist, haben sich leider auch hier die Verhältnisse zu unsern Ungunsten gründlich geändert. Die amerikanische Regierung erliess ein sozusagen lückenloses Ausfuhrverbot, so dass seit dem 1. November 1919 nur noch einzelne wenige Dampfer mit Kohlen für die Schweiz abgegangen sind. Die ziem-

lich bedeutenden Mengen amerikanischer Kohlen, welche in den Monaten Dezember und Januar eingetroffen sind, gelangten selbstverständlich vor Ausbruch des Streiks zur Verschiffung. Heute befinden sich insgesamt nur noch 35'000 Tonnen amerikanischer Kohlen für die Schweiz unterwegs, zum Teil auf dem Meer, zum Teil zwischen den Meerhäfen und unserer Grenze. Infolge des durch den Streik bewirkten, gewaltigen Produktionsausfalles und offenbar mit Rücksicht auf eine nicht unmögliche Wiederholung des Streiks im Frühjahr ist die amerikanische Regierung in der Erteilung neuer Ausfuhrbewilligungen ausserordentlich zurückhaltend. Dies trifft namentlich zu für die von uns in erster Linie benötigten Dampf- und Gaskohlen.

Die Situation in Amerika ist heute noch sehr unabgeklärt. Die Schweiz sollte, um leben zu können, im Jahre 1920 ungefähr eine Million Tonnen erhalten. Ob und eventuell in welchem Masse es gelingen wird, diese Mengen zu kaufen, und für sie Ausfuhrbewilligungen zu erhalten, wissen wir heute nicht.

Aus dem Gesagten erhellt mit erschreckender Deutlichkeit, wie schwierig sich die Aussichten für die schweizerische Kohlenversorgung gestalten und in welch enormem Masse wir auf England und Amerika angewiesen sind. Wir halten dafür, dass der Bundesrat angesichts dieser Situation nichts unterlassen darf, um auf diplomatischem Wege die Regierungen dieser beiden Staaten auf unsere Situation eindringlich aufmerksam zu machen und an sie mit allem Nachdruck das Ersuchen zu richten, den schweizerischen Wünschen mit Bezug auf Kohlenlieferungen weitgehend Rechnung zu tragen. Ganz besonders scheint uns eine solche Intervention dringlich mit Bezug auf England, da die Schweiz das grösste Interesse hat, in möglichst grossem Umfange an Stelle von amerikanischen Kohlen englische Ware zu beziehen. Es liegt wohl auf der Hand, dass nicht nur die bedeutend billigeren englischen Preise, sondern auch die kürzere Transportdauer und die weniger grossen Transportrisiken hiefür sprechen. Wir schliessen unsere Ausführungen mit dem *Antrage:*

Der Bundesrat wolle von vorstehendem Berichte in genehmigendem Sinne Kenntnis nehmen und das Volkswirtschaftsdepartement ermächtigen, im skizzierten Sinne bei den Regierungen von Grossbritannien und der Vereinigten Staaten von Nordamerika vorstellig zu werden.[1]

---

1. *Cette proposition a été acceptée par décision du Conseil fédéral, le 27 février, cf.* E 1004 1/274 *n°* 790.

253

E 2001 (B) 8/6

Le Président de la Confédération, G. Motta,
au Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond

Copie
L

Berne, 20 février 1920[1]

Au nom du Conseil fédéral suisse, j'ai l'honneur de vous faire part de la très heureuse impression qu'a produite dans toute la Suisse la nouvelle de la décision prise par le Conseil de la Société des Nations[2], décision qui confirme formellement la reconnaissance de la neutralité séculaire de la Suisse et la déclare compatible avec la participation à la Société des Nations. La déclaration que le Conseil de la Société des Nations, réuni à Londres, a bien voulu faire, en date du 13 février, a été lue le lendemain à l'Assemblée fédérale suisse, avant l'interruption de la session parlementaire, et y a été accueillie avec des signes de vive approbation.

J'ai, en outre, l'honneur de vous faire connaître que le Conseil fédéral a décidé de proposer aux Chambres fédérales, qui se réuniront à nouveau le 25 de ce mois, de modifier leur arrêté du 21 novembre 1919[3] en supprimant la clause qui renvoie le vote du peuple et des cantons jusqu'à l'entrée des cinq principales Puissances dans la Société des Nations.

Le Secrétariat général de la Société ayant bien voulu remettre aux délégués suisses plusieurs copies en français et en anglais de la déclaration du Conseil de la Société des Nations, je vous serais très reconnaissant de consentir à communiquer au Gouvernement suisse un texte certifié conforme et authentique[4] de ce document d'importance historique pour la Suisse, afin qu'il puisse être déposé dans les archives de la Confédération.

---

1. *Cette lettre n'est pas datée; en revanche, une dépêche du 20 février 1920 au Ministre de Suisse à Londres, Ch. Paravicini, dit:*

   Nous avons l'honneur de vous communiquer sous ce pli, pour votre information, le texte d'un télégramme que nous avons adressé en date d'aujourd'hui au Secrétaire général de la Société des Nations pour lui donner connaissance de la décision prise par le Conseil fédéral au sujet de la «clause américaine» de l'arrêté fédéral du 21 novembre 1919. (E 2200 London 32/1)

2. *Cf. n° 247.*
3. *Cf. n° 168.*
4. *Cf. n° 247.*

254

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert

L P/S. 3318/6.2 Vertraulich[1] Berlin, 23. Februar 1920

Ich nehme Bezug auf mein Schreiben vom 16.d.M.[2] durch welches ich Ihnen die Mitteilung machte, dass der Staatskommissär für die öffentliche Ordnung mir geschrieben habe, es sei ihm in Zukunft nicht mehr möglich, die Geheimberichte über die politischen und polizeilichen Zustände an mich gelangen zu lassen. Ich habe daraufhin dem Staatskommissär geantwortet, dass ich die Verfügung wohl verstehen könne, aber nichtsdestoweniger bedauern müsse, weil diese Berichte in hohem Masse geeignet seien, mich als Vertreter eines benachbarten und neutralen Staates in kompetenter Weise über die innerpolitischen Zustände Deutschlands aufzuklären. Ich fügte bei, dass nach meiner persönlichen Ansicht auch die deutschen Behörden ein Interesse daran haben, dass die Aufklärung der Vertreter anderer Staaten über diese politischen Verhältnisse in richtiger Weise erfolge.

Auf diesen Brief hin hat mich der Staatskommissär persönlich besucht, um mir zu erklären, dass er durchaus keinen Anstand nehme, diese Geheimberichte an mich persönlich gelangen zu lassen, wenn ich mich verpflichten könne, von dieser Tatsache und von dem Inhalte der Berichte keine Mitteilungen zu machen an die diplomatischen Vertreter anderer Staaten in Berlin. Diese Bedingung wird von seiten des Staatskommissärs deshalb gestellt, weil er den anderen diplomatischen Vertretern gegenüber unbedingt an dem Standpunkte festhalten will, dass die Berichte nicht bekanntgegeben werden dürfen.

Angesichts der grossen Bedeutung, welche der Inhalt dieser Berichte für meine politische Information hat und in Anerkennung des wirklich sehr freundlichen Entgegenkommens, das der Herr Staatskommissär mir persönlich erweisen will, habe ich mich bereit erklärt, die Bedingung anzunehmen, sofern mir gestattet werde, in meinen politischen Berichten an den Bundesrat auf den Inhalt der Geheimberichte abzustellen. Der Herr Staatskommissär hat sich damit einverstanden erklärt, in der Voraussetzung, dass in Bern die Sache entsprechend vertraulich behandelt werde.

Ich werde in Zukunft, wenn ich diese Berichte wirklich erhalte und von dem Inhalte derselben in meinen politischen Berichten Gebrauch mache, jeweilen die Formel gebrauchen: «*Aus bekannter Quelle erfahre ich*». Diese Worte mögen den Lesern der politischen Berichte andeuten, dass es sich um einen Auszug aus dem Inhalte der Geheimberichte des Staatskommissärs für die Aufrechterhaltung der öffentlichen Ordnung handle.

---

1. *Le Département politique a classé cette lettre de «secret». En tête du document, Dinichert a noté:* Herrn v. Segesser zur Kenntnis im Hinblick auf die Verwendung solcher Mitteilungen in unsern politischen Briefen. Hernach zu den *[... un mot illisible ...]* Akten. 25.2.20. D.
2. *Non reproduit.*

255

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 24 février 1920[1]

727. Regelung der Rheinschiffahrt

Mündlich

Bundesrat Chuard teilt mit, dass laut einem Bericht der Gesandtschaft in Bruxelles Frankreich gegenwärtig einen starken Druck auf Belgien ausübe, um es für das von Frankreich präconisierte System des Rheinseitenkanals zu gewinnen, weshalb es wünschenswert wäre, eine Delegation nach Belgien zu entsenden, um an massgebender Stelle die schweizerische Auffassung auseinanderzusetzen.[2] Diese müsse angesichts der Subventionierung der Rheinhafenanlagen in Basel offenbar zugunsten der Rheinschiffahrt auf dem offenen, entsprechend zu regulierenden Rhein gedeutet werden. Bundesrat Chuard teilt mit, er habe den Direktor der Abteilung für Wasserwirtschaft, Dr. Carl Mutzner in Bern, und Herrn Stauffacher in Basel, Präsidenten des Vereins für die Schiffahrt auf dem Oberrhein, als Delegierte bezeichnet.

Der Rat ist mit diesem Vorgehen einverstanden.

In der Beratung wird darauf hingewiesen, dass, angesichts der Schwierigkeiten, mit denen bei dem Gefälle[3] zwischen Basel und Strassburg die Schiffahrt auf dem offenen Rhein rechnen müsse, die zudem kaum je für das ganze Jahr ohne Unterbrechung gesichert werden könne, auch gewiegte Techniker dem Seitenkanalsystem zuneigen, das allerdings voraussichtlich in staatsrechtlicher und ökonomischer Beziehung für die Schweiz Nachteile mit sich bringen würde, namentlich auch, weil die Rheinhafenanlage in Basel mit dem von Frankreich geplanten Seitenkanal kaum in rechte Verbindung gebracht werden könnte. Aus diesen Erwägungen empfehle sich jedenfalls etwelche Vorsicht bei der Darlegung der schweizerischen Auffassung, da doch nicht ausgeschlossen sei, dass die Schweiz sich, wenn genügende Sicherheiten zu erlangen wären, auch mit dem Rheinseitenkanalsystem abfinden könnte.[4]

---

1. *Etaient absents: G. Motta, H. Häberlin.*
2. *Pour la lettre de F. Barbey du 11. 2. 1920, cf.* E 8170 (D) 7/5/30.
3. *Sur une copie de cette décision, le Chef du Service des Eaux, C. Mutzner, a noté:* Das «starke Gefälle» ist von Koechlin zum Schlagwort gemacht worden und manche Schweizer fangen es bedauerlicherweise unbesehen auf. M. (E 8170 (D) 7/5/30).
4. *Remarque manuscrite sur la copie, vraisemblablement de Mutzner:* (nein).

256

E 7800 1/76

Aide-Mémoire du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Bern, 25. Februar 1920

NOTIZ

Mit dem englischen Gesandten habe ich am 24. Februar eingehend über die Kohlenversorgung Rücksprache genommen und ihn dringend gebeten, bei seiner Regierung zu intervenieren, damit uns die nötigen Ausfuhrbewilligungen für den Bezug von Kohle aus England gegeben werden. Herr Russel versprach, sein möglichstes zu tun und uns in jeder Beziehung lebhaft zu unterstützen. Er erklärte sich durch unsere Darlegungen überzeugt.[1]

1. *A cette occasion, le Chef du Département de l'Economie publique a remis au Ministre britannique un aide-mémoire qui reprend l'essentiel des arguments de la proposition reproduite sous n° 251. Pour le texte de cet aide-mémoire, cf.* E 7800 1/76.

D'après une lettre de P. Dinichert à E. Schulthess du 10 mars, le Chargé d'Affaires britannique à Berne, C.R. Craigie, fit savoir au Département politique que le Gouvernement britannique n'intervient plus dans l'attribution de stocks de charbon anglais exportable, et qu'il n'est, par conséquent, pas en mesure de nous assurer une quantité de charbon déterminée. Aucune mesure n'a été prise par le Gouvernement britannique en vue de réduire l'exportation destinée à la Suisse. S'il est exact que des bateaux ont, parfois, dans le but de satisfaire à des besoins locaux impérieux, été détournés du trafic avec l'étranger pour être affectés au cabotage, jamais, par contre, aucune disposition ne fut prise à cet égard qui pût porter un préjudice quelconque à la Suisse, en favorisant un autre pays.

Mr. Craigie s'est déclaré prêt à attirer l'attention du Gouvernement britannique sur la situation toute spéciale dans laquelle se trouve la Suisse pour son approvisionnement en charbon. Il a ajouté qu'il suffirait de signaler à la Légation tel cas particulier, où son intervention nous parût utile, pour qu'elle entreprît des démarches auprès du Gouvernement anglais. (E 7800 1/76).

257

E 2200 London 31/1

La Légation de Suisse à Londres à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition Londres, 25 février 1920
T n° 49

Votre 43.[1] Apprends confidentiellement au Foreign Office que arrangement satisfaisant a été signé sujet rapatriement Anglais en Russie par Litvinoff et

1. *Non reproduit.*

O'Grady.[2] Texte sera publié prochainement. Accord contient stipulation que Gouvernement britannique consent prêter toute aide pour transport par mer citoyens suisses, hollandais, danois, belges à rapatrier de Russie ainsi que pour Russes à rapatrier de ces pays à condition que Gouvernements intéressés donnent leur assentiment préalable.

2. *Sur cette question, cf. nos 158, 261.*

258

J.I.1. 1/3

Aide-mémoire du Département politique[1]

Copie Berne, 26 février 1920

L'ADMISSION DES ETATS CENTRAUX DANS LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Les hommes d'Etat dirigeants des Grandes Puissances de la Société des Nations sont unanimes à reconnaître la nécessité d'élargir les bases de la Société des Nations, en admettant, dans la Ligue, les Etats européens qui n'en font pas encore partie. Ce n'était que sur la *date* d'une pareille admission que des divergences de vues se manifestaient entre les représentants des différents pays. Tandis que les cercles politiques *français* se montraient au début nettement adversaires d'une admission prochaine, notamment de l'Allemagne, il s'éleva bientôt des voix, dans les milieux *anglo-saxons,* qui proclamèrent l'intérêt urgent de la Société des Nations même à recevoir une garantie de plus par l'entrée des pays exclus au début.

En *Angleterre,* ce sont notamment les principaux promoteurs de la «League of Nations Union», *Lord Edward Grey* et *Lord Robert Cecil,* qui réclament ouvertement l'universalité de la Société des Nations dans le plus bref délai possible. Il est intéressant de noter que le commentaire officiel du Pacte de la Société des Nations présenté au Parlement anglais déclare expressément que la disposition de l'article 4 II du Pacte, concernant une augmentation éventuelle des sièges dans le Conseil de la Société des Nations, vise la représentation de l'Allemagne et de la Russie dans l'organe suprême de la Société des Nations. Lors d'une entrevue avec le délégué suisse, M. Rappard, *Lord Robert Cecil* a déclaré, le 19 décembre 1919[2], d'une manière très catégorique, que, à son avis, il était indispensable que l'Allemagne fût admise par la *première* réunion de l'Assemblée de la Société, qui devait avoir lieu dans le courant du premier semestre de l'année 1920. A cette occasion, Lord Robert Cecil déclara en outre que, selon lui, l'attitude hésitante

1. *Ce document non signé fait partie d'un dossier préparé pour Motta en vue de la première assemblée de la Société des Nations.*
2. *Cf. n° 203.*

des Etats-Unis ne retarderait pas l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue, mais tendrait au contraire plutôt à hâter son admission. Lord Cecil a d'ailleurs très récemment exprimé en public ces déclarations, dans une interview accordée à un correspondant de la presse scandinave, au cours de laquelle il émit l'avis que l'Allemagne et la Russie pourraient être admises, lors de la première session de l'Assemblée qui, d'après lui, aurait lieu dans *deux mois environ.* La manière de voir de Lord Robert Cecil, qui est considéré comme un des auteurs politiques du Pacte adopté par la Conférence de Paris, est partagée par d'autres hommes d'Etat influents en Angleterre, qui, en différentes occasions, ont exprimé des opinions semblables.

Parmi les autres Grandes Puissances, le *Japon* paraît se rallier complètement à la politique anglaise dans la question de l'admission de l'Allemagne dans la Société des Nations. C'est ainsi que le représentant diplomatique japonais à Berlin a fait connaître au Gouvernement allemand que le Japon s'efforçait d'obtenir l'admission prochaine de l'Allemagne dans la Ligue.

Aux *Etats-Unis,* la question de l'admission de l'Allemagne, qui ne parut jamais douteuse en principe, ne semble pas avoir soulevé de fortes discussions; les débats au Sénat américain ont porté toujours presque exclusivement sur les termes des dispositions du Pacte et sur le contre-coup de celles-ci sur le continent américain. Néanmoins, le principe de l'universalité de la Société des Nations, proclamé par le Président Wilson, trouvera, selon toutes probabilités, un fort soutien dans le peuple des Etats-Unis.

En *Italie,* cette question spéciale, comme d'ailleurs la politique de la Société des Nations en général, n'a pas encore attiré l'attention de beaucoup de milieux. D'après les tendances actuelles de la politique italienne, on est cependant amené à croire que si la question de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations devait se poser à bref délai, l'attitude de l'Italie ne serait point négative.

L'opposition de la *France* à une admission prochaine de l'Allemagne paraît, à l'heure qu'il est, encore assez marquée. Cependant, d'après une déclaration faite en décembre dernier à M. Rappard par M. *Comert,* le chef du service des informations de la Société des Nations, il y aurait en France une atténuation très rapide de la répugnance éprouvée au commencement contre l'entrée de l'Allemagne dans la Ligue. A la même époque, Lord Robert Cecil exprimait l'avis que l'Allemagne pourrait être admise malgré l'opposition de la France, si celle-ci devait se produire. (La condition requise est la majorité des deux tiers de l'Assemblée.) L'opposition d'une Grande Puissance, même si elle était seule, exclurait cependant l'augmentation du nombre de sièges au Conseil de la Société et l'attribution de ceux-ci aux Puissances qui sont appelées à les occuper un jour.

Le premier pas vers l'admission des Etats centraux comme membres de la Société des Nations a été fait par la participation de représentants de ces pays à l'Organisation du Travail créée avec la Société des Nations. Déjà, lors de la première Conférence Internationale du Travail à Washington, les Gouvernements allemand et autrichien avaient été invités à désigner leurs délégués qui, cependant, ne peuvent plus participer aux travaux de la Conférence. Lors de la réunion du Conseil d'Administration du Travail à Paris, en janvier 1920, l'Allemagne fut représentée avec tous les droits d'un Etat membre, par ses délégués *Leymann* (comme représentant officiel) et *Legien* (représentant des organisations

ouvrières allemandes). L'importance de cette représentation consiste dans le fait que l'Allemagne, tout en ne faisant pas encore partie de la Société des Nations même, fut appelée à participer à une organisation qualifiée de la Ligue, et à siéger dans une conférence à laquelle n'étaient représentés que les Etats qui sont au tout premier plan, au point de vue industriel. La participation des Etats centraux aux institutions créées par la Société des Nations pour le règlement du travail avait toujours été considérée comme devant frayer le chemin à une pleine collaboration de ces Etats à la Ligue.

L'admission de l'*Autriche,* qui n'est aussi qu'une question de temps, fut, pendant quelque temps, considérée par les milieux de la Conférence de la Paix comme encore plus imminente que celle de l'Allemagne.

Il peut enfin présenter un certain intérêt de constater quelle est *l'attitude des Etats centraux* eux-mêmes *vis-à-vis d'une participation des pays neutres* à la Société des Nations. Or, il ressort très nettement de communications réitérées du Ministre de Suisse à Berlin qu'une adhésion des Etats neutres à la Ligue est considérée comme très favorable et est même souhaitée par le Gouvernement allemand. Le Gouvernement qui, sur ce point, est soutenu par tous les partis, sauf ceux de l'extrême gauche et de l'extrême droite, désire vivement l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations dans le plus bref délai possible, et fonde ses espoirs en grande partie sur la collaboration des Etats demeurés neutres au cours de la guerre. C'est ainsi que le Gouvernement de Berlin s'est vu amener à déclarer, dans un communiqué officieux en date du 14 novembre 1919, que loin de vouloir entraver l'accession de la Suisse à la Société des Nations il était convaincu de la nécessité de développer la Société des Nations existante avec l'aide des Gouvernements qui n'avaient pas encore adhéré au Pacte.

259

E 2001 (B) 8/13

Les Délégués du Conseil fédéral à la Conférence des Neutres à La Haye, G. Carlin et E. Huber, au Chef du Département politique, G. Motta

L La Haye, 27 février 1920

Die Unterzeichneten haben die Ehre mitzuteilen, dass die Verhandlungen über die Herstellung eines gemeinsamen Entwurfs der fünf neutralen Staaten betreffend die Organisation eines internationalen Gerichtshofes heute zum glücklichen Abschluss gekommen sind und dass die Delegierten das Schlussprotokoll unterzeichnet haben, wonach der Entwurf als das Ergebnis der Beratungen der Konferenz durch die niederländische Regierung dem Generalsekretär des Völkerbunds zugestellt werden soll.[1]

---

1. *Pour les documents mentionnés dans ce texte, cf. les dossiers in* E 2001 (B) 8/13. *Pour les instructions de la Délégation suisse, cf. n° 241.*

Der Entwurf ist von einem «Mémoire» begleitet, das über die geäusserten Auffassungen und das Ergebnis der Beratungen Aufschluss gibt.

Wie das Schlussprotokoll hervorhebt, ist der Entwurf weder für die Regierungen noch für deren Delegierte bindend.

Über den Verlauf der Verhandlungen, die vom 16. Februar bis heute gedauert haben, sind Sie von uns in bezug auf die wichtigeren Fragen und Zwischenfälle fortlaufend unterrichtet worden.

Weitern Aufschluss wollen Sie den beiliegenden Sitzungsprotokollen entnehmen.

Wir können, wie uns scheint, vom internationalen und speziell vom schweizerischen Standpunkt aus, mit dem Ergebnis der Konferenz zufrieden sein. Die Aufgabe, womöglich einen einheitlichen Entwurf zu vereinbaren, ist von uns, namentlich im Verein mit den niederländischen Delegierten, nachdrücklichst verfolgt worden.

Die in dem schweizerischen Entwurf aufgestellten Lösungen der verschiedenen Fragen fanden im Anfang der Konferenz nicht den wünschenswerten Anklang, woran der Umstand mit schuld gewesen sein mag, dass die von der holländischen Regierung aufgestellte Übersicht der Fragen und ihrer Beantwortungen, die der Konferenz bei ihren Beratungen als Grundlage gedient hat und wovon wir ein Exemplar hier beilegen, den schweizerischen Auffassungen und Vorschlägen nicht genügende Aufmerksamkeit geschenkt hatte.

Im Verlauf der Beratungen ist alsdann eine Wendung eingetreten und wir konstatieren mit Genugtuung, dass der Inhalt des schweizerischen Entwurfs in den Hauptfragen von der Konferenz zum Inhalt des gemeinschaftlichen Entwurfs erhoben worden ist. So insbesondere in betreff der Gleichberechtigung aller Staaten des Völkerbunds bei der Bestellung des Gerichtshofes sowie in bezug auf die Auswahl der Kandidaten für die Richterämter durch jeden Staat, zum Teil aus eignen Angehörigen und zum Teil aus Angehörigen der anderen Staaten.

Wir fügen bei, dass einige Delegierte in wichtigeren Einzelfragen, wie z.B. in betreff der Wahl der Richter auf Lebenszeit oder auf eine Amtsdauer, gegenüber der Mehrheit der Konferenz Vorbehalte gemacht haben, die als Varianten bei den bezüglichen Artikeln des einheitlichen Entwurfs vermerkt sind. Von den schweizerischen Delegierten sind solche Varianten nicht angebracht worden.

Wie wir im Lauf der Konferenz erfuhren, soll die vom Völkerbundsrat bestellte Kommission zur Ausarbeitung eines entsprechenden Entwurfs Mitte April in London zusammentreten. Der Präsident Loder, der dieser Kommission angehört, erklärte sich bereit, den Entwurf der Konferenz ins Englische übersetzen zu lassen. Von diesem Entwurf in französischer Sprache sollen wir, zu Ihrer und unserer Verfügung, fünfzig gedruckte Exemplare erhalten.

260

EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113

Le Directeur de la Banque Nationale Suisse, R. de Haller,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Crédit international
en faveur de l'Autriche

Paris, 27 février 1920

J'ai eu hier un long entretien avec quelques membres américains et anglais de la Commission des réparations.

Du côté anglais étaient présents:

Sir William *Good,* de la Commission économique,

Sir John *Breadbury,* Chef de la délégation anglaise dans la Commission des réparations, membre de ladite,

Mr. *Levick,* membre de ladite;

du côté américain:

Mr. *Kent,* membre de la Commission des réparations.

Un autre membre.

Le Congrès américain n'a pas encore voté le crédit de 50.000.000 de $ dont dépend l'opération internationale projetée. Si celle-ci est mise sur pied, la Commission des réparations reconnaîtra que cette avance constitue une créance en I^er^ rang sur l'Autriche, qui passera avant toute créance que la Commission des réparations pourrait imposer à l'Autriche.

Les avances déjà consenties par les Alliés pour le ravitaillement, et qui s'élèvent à 50.000.000 de $ environ, seraient jointes aux avances nouvelles et l'hypothèque déjà donnée sur les forêts serait en faveur de l'ensemble, donc en faveur des sommes déjà avancées et de celles à avancer encore qui formeraient ainsi une seule créance.

On demande à la Suisse de faire *[!]* une somme de 25.000.000 (Fr. suisses), dont une partie pourrait être employée autrement qu'en achats en Suisse, cela à cause de notre change; par exemple l'Autriche pourrait payer en francs suisses des céréales à acheter en Serbie ou en Roumanie, etc. On considérerait aussi comme avances les transports sur chemins de fer fédéraux que la Suisse pourrait effectuer.

Comme produits qui figuraient sur la liste que la Suisse pourrait fournir, j'ai relevé:

le lait condensé, du fromage, du bétail, et comme matières premières du plomb et de la soie brute: comme j'ai exprimé quelque surprise concernant ces deux derniers postes, on m'a répondu qu'il y avait probablement des stocks à liquider.

J'ai fait ressortir que nous avons déjà fait sous formes diverses de gros efforts en faveur de l'Autriche, d'une part par des transports à prix réduits et d'autre part par la vente d'approvisionnements alimentaires à crédit et cela sans garanties spéciales, que le montant était de 10.000.000 de francs environ et j'ai demandé si ces 10.000.000 pourraient être comptés dans l'avance globale comme celle déjà faite par les Américains. Cette proposition serait acceptée sous réserve de l'importance de la somme encore à fournir.

J'ai aussi fait accepter l'idée de former un Comité de surveillance international pour l'emploi des fonds. Ce Comité devrait indiquer à chaque pays bailleur de fonds les montants à mettre à la disposition de l'Autriche et leur emploi, en respectant les conditions mises par les pays pour leur participation à l'avance; de cette façon on aurait une certaine garantie que la proportion est gardée entre les pays, soit dans leur mise à contribution, soit dans leur remboursement. Chaque pays bailleur de fonds aurait droit à être représenté dans le Comité.

Tandis que les Anglais estiment que, si l'Autriche se remet à travailler, le problème pour l'Allemagne sera un problème purement bancaire sans l'intervention des Etats, les Américains partagent ma manière de voir: c'est qu'un jour il faudra faire un effort commun en faveur de l'Allemagne avec le concours des Etats. Mais que ce soit sous la forme d'avances d'Etats, ou privées, les membres présents de la Commission des réparations admettent comme inévitable que la Commission devra affecter aux garanties de ces avances certains actifs qui lui sont réservés.

J'attache une très grande importance à cet échange de vues et je considère que le fait d'obtenir des garanties spéciales et le caractère de créances de premier rang avec administration internationale, et plus seulement entre Alliés, constitue un principe extrêmement important, non seulement en vue de l'opération projetée vis-à-vis de l'Autriche, mais des opérations futures éventuelles vis-à-vis de l'Allemagne.

Dans ces conditions, je considère que nous devons élever le montant de notre participation et le porter à 20.000.000 de fr. au moins et alors obtenir que les 10.000.000 déjà avancés rentrent dans l'opération, ce qui porterait notre participation totale dans le pool international à 30.000.000 de fr. mais alors garantis comme dit ci-dessus.

Je vous demande, M. le Conseiller fédéral, de me faire savoir:

1. pour quel montant nous pourrions livrer vraisemblablement du bétail, du lait condensé, du fromage,

2. de la soie brute, du plomb;

3. le montant maximum de l'avance nouvelle; et je considère 20.000.000 de fr. comme un minimum;

4. la proportion maximum de l'avance à employer en Suisse, et là aussi il faut tenir compte du change et de l'avantage que nous pourrions retirer si l'Autriche achetait contre argent suisse en Roumanie et en Serbie, en vue de nos relations avec ces deux pays.

Mardi j'aurai une nouvelle conférence, Mr. *Taylor* arrivant dimanche soir d'Amérique.

Je vous serais très reconnaissant de me télégraphier pour lundi soir ou mardi matin.[1]

---

1. *Dans sa séance du 1er mars, le Conseil fédéral a délibéré à ce sujet:*

Die Ententestaaten planen eine Hilfsaktion zugunsten Österreichs; die Vereinigten Staaten wollen zu diesem Zweck ein Darlehen von 50 Millionen Dollars, England die Hälfte dieses Betrages, vorschiessen, und andere Staaten, darunter auch die Schweiz, sollen sich beteiligen. Zur Sicherstellung ist dabei vorgesehen, dass die Beiträge der Staaten an diese Hilfsaktion in erster Linie aus der von Österreich den Ententestaaten für ihre Forderungen eingeräumten

Hypothek auf die österreichischen Wälder zurückbezahlt werden sollen. Überdies bekäme jeder Staat, der sich an der Aktion beteiligt, einen Vertreter in der betreffenden Schuldentilgungskommission. Nach dem neuesten Bericht des Herrn Direktor von Haller aus Paris haben die Vereinigten Staaten über ihre Beteiligung an dieser Hilfsaktion noch nicht Beschluss gefasst. Die bisherigen Leistungen der Schweiz könnten auf den Beitrag an diese Hilfsaktion mit demselben Privileg angerechnet werden, sofern sie einen weitern ansehnlichen Beitrag leiste, der zu diesem Zweck nach Ansicht des Herrn von Haller auf Fr. 20.000.000 anzusetzen wäre.

Bundesrat Schulthess glaubt, die Schweiz könne aus Gründen der Menschlichkeit ihre Teilnahme an diesem Werk nicht versagen, das übrigens, wenn es, wie vorgesehen, den Betrag von ½ Millionen *[!]* Franken erreichen sollte, auch einen günstigen Einfluss auf die österreichische Valuta ausüben könnte.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen:*

Das Volkswirtschaftsdepartement wird ermächtigt, Herrn von Haller wissen zu lassen, dass der Bundesrat bereit wäre, sich an der Hilfsaktion für Österreich zu beteiligen, sofern er hiezu von den Ententestaaten offiziell eingeladen würde und sofern die Ententemächte die von ihnen vorgesehenen Beiträge leisten und auch andere neutrale Staaten mitwirken. Auf den Beitrag der Schweiz wären, unter Einräumung der für die Beiträge der Ententestaaten in Aussicht genommenen Sicherheiten, anzurechnen die bisherigen Lebensmittellieferungen an Österreich, Tirol und Vorarlberg im Betrage von ungefähr 10 Millionen Franken sowie der Österreich zur Rheinregulierung gewährte Vorschuss von 1,6 Millionen Franken. Der Höchstbetrag der Beitragsleistung der Schweiz, unter Einrechnung der vorgenannten Posten, könnte auf 25 Millionen Franken angesetzt werden, wobei vorausgesetzt wäre, dass der Schweiz gestattet würde, die Kosten eventueller Warentransporte auf Schweizergebiet auf ihrem Beitrag anzurechnen. Auch lege die Schweiz Gewicht darauf, einen grösseren Teil ihres noch zu leistenden Beitrages in Waren (kondensierte Milch, Käse, Vieh) zu liefern. (E 1004 1/274 *n°* 809).

261

E 2200 London 31/1

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert

Copie
L

London, 28. Februar 1920

Ich beehre mich, Ihnen mein Telegramm von heute (Nr.51)[1] zu bestätigen, mit welchem ich Ihnen von dem Ergebnis meiner Unterredung mit Mr. O'Grady in Kürze Kenntnis gab.

Mr. O'Grady macht einen guten Eindruck. Er ist Irländer von Geburt, und seine Art zu sprechen lässt zeitweise nach irischer Art die gewünschte Klarheit vermissen. Es ist nicht immer leicht zu verstehen, was er sagen will. Immerhin war ich von meiner Unterredung mit ihm befriedigt.

Ich wiederhole hier die in meinem Telegramm bereits angegebenen einzelnen Punkte, die bei der Rapatriierung der Russen in der Schweiz und der Schweizer in Russland ins Auge zu fassen wären:

---

1. *Non reproduit; sur cette question cf. aussi n^os 158, 257.*

1. Litvinoff ist damit einverstanden, dass die «gegenseitige Rapatriierung» bei der erstmöglichen Gelegenheit in Angriff genommen wird. Irgendwelche Bedingungen kann er jedoch hiebei nicht eingehen. Unter Bedingungen versteht er, soviel ich den Äusserungen O'Grady's entnommen habe, spezielle Abmachungen betreffend Anzahl und etwa auch Gesinnung der zu Rapatriierenden; ausserdem vielleicht Bedingungen, welche die Soviet-Regierung zu irgendwelchen Vergünstigungen oder Konzessionen, die Schweizern oder schweizerischen Interessen zugestanden werden könnten, verpflichten sollten. Hiedurch will Litvinoff, wie es scheint, hauptsächlich gewisse Einwirkungen der Entente auf die schweizerische Regierung vermeiden; er scheint nämlich den Verdacht zu haben, dass der Oberste Rat auf die schweizerische Regierung einwirken könnte, um in Verbindung mit der Rapatriierung der russischen Soviets gewisse Konzessionen zu erzwingen. Eine solche Befürchtung ist natürlich ganz unbegründet.

2. Die gegenseitige Rapatriierung würde in beiden Ländern zu gleicher Zeit beginnen. Die Schweizer würden von Russland abreisen können, sobald die russische Regierung den Beweis hat, dass den Russen in der Schweiz keinerlei Schwierigkeiten und alle wünschbaren Erleichterungen gemacht werden. Am ehesten werden die Russen von der Schweiz aus in einen belgischen oder holländischen Hafen transportiert, von wo aus sie nach Russland zurückkehren. Da die Belgier und Holländer mit den Soviets ein gleiches Abkommen treffen wie wir, so könnten wir uns eventuell mit den einen oder den anderen in Verbindung setzen, um gemeinsame Rücktransporte der Russen zu bewerkstelligen.

Wie bereits gemeldet, übernimmt die englische Regierung gerne die Aufgabe, die Auswechselung per Meer nach Kräften zu erleichtern, das heisst, wenn ihre Mitwirkung erwünscht und von Nutzen ist. Wenn wir uns also mit den Belgiern oder Holländern verständigen können, ohne dass eine Mithilfe für den Transport von England nötig erscheint, so ist man hier gerne bereit, auf eine solche Mitwirkung zu verzichten.

3. Die Schweizer würden via Finnland und wahrscheinlich Schweden und Dänemark, oder Dänemark direkt je nachdem, zurücktransportiert werden. O'Grady nimmt an, dass sich die schweizerische Regierung in diesem Falle wohl am besten mit der dänischen Regierung verständigt, da ein Rücktransport via Kopenhagen wahrscheinlich das Einfachste sein wird. Die Russen ihrerseits werden auf der Heimreise nicht durch Finnland passieren, da die finnische Regierung dagegen Einwendung erhebt, sondern sie werden im baltischen Meere irgendwo an der russischen Küste ausgeschifft werden und von dort ins Innere des Landes weiter transportiert.

4. Mr. O'Grady sprach mir von einer Nahrungsmittel-, Kleider- und Medikamentensendung. Die anderen Länder, wie Italien, Belgien, Holland, auch England, senden, wie es scheint, diese Produkte an ihre Landsleute in Russland, um deren nötigsten Bedarf zu decken. Diese sämtlichen Sendungen sollen zusammen verladen und nach Russland verbracht werden. Nun ist aber bis zur Abreise O'Grady's von Kopenhagen (ungefähr 20. Februar) eine solche Sendung von der Schweiz nicht eingetroffen, was, wie er sagte, unseren Konsul beunruhigt. Ob das Schiff, das diese Sendung nach Russland verbringen soll, die schweizerische Sendung abwartet oder ob eine solche Sendung von uns überhaupt in Aussicht genommen ist, ist mir nicht bekannt. Zu bemerken ist, dass Litvinoff die Erlaub-

nis erhalten hat, für seine eigenen Leute einen ebenso grossen Betrag an gleichartigen Produkten einzuführen. Wenn also die obengenannten Länder ihre Kollektivsendung abschliessen, so muss dem Herrn Litvinoff die Tonnenzahl der Sendung mitgeteilt werden, damit er seine eigene Sendung darnach einrichten kann. Unser Konsul in Kopenhagen sollte also, wenn eine schweizerische Sendung in Aussicht genommen oder bereits abgegangen ist, in die Lage versetzt werden, von dem Umfang dieser Sendung gegebenenorts Kenntnis zu geben.

5. Mr. O'Grady meint, dass unter allen Umständen die britischen Staatsangehörigen Russland zuerst verlassen werden. Eine Ordnung für die übrigen Länder ist nicht in Aussicht genommen. Diejenigen, die am ersten bereit sind, werden, soviel ich verstehen konnte, am ersten abreisen. Laut der mir gewordenen Auskunft, werden die Engländer den Transport ihrer Leute mit Umsicht und in praktischster Weise organisieren. Die nachfolgenden Transporte unserer Schweizer könne dann von den bereits getroffenen Anordnungen profitieren und die schon vorhandene Organisation benützen.

Über seine Verhandlungen sprach sich O'Grady mit grosser Befriedigung aus und scheint davon überzeugt zu sein, dass er seine Sache sehr gut gemacht hat. Ich glaubte richtig zu tun, ihm meinen Dank dafür auszusprechen, dass er sich auch für unsere Landsleute verwendet hatte. Von Litvinoff sagt O'Grady, dass er anfangs sozusagen unnahbar gewesen sei und dass er das grösste Misstrauen gegen alles, was irgendwie mit einer westlichen Regierung in Zusammenhang steht, gezeigt hat. Jedoch gelang es O'Grady, ihn zu überzeugen, dass die Verhandlungen erst gemeint seien, und bei Abschluss habe er den Eindruck gehabt, dass mit den Leuten erfolgreiche Besprechungen nicht ausgeschlossen sind, wenn man sie richtig angreift. O'Grady ist kein Bolschewiki; er ist ein normaler Sozialist, weder gemässigt noch extrem. Einige Leute behaupten, er sei selber englischerseits nicht die ausschlaggebende Persönlichkeit gewesen, sondern dass diese Rolle einem gewissen Herrn Nathan, Jude, zugefallen sei, der wegen seiner mehr extremen Tendenz es für gut gehalten habe, sich etwas hinter O'Grady zu verstecken. O'Grady hält die neu eingeleitete Politik gegenüber Russland, welche die Möglichkeit der Wiedereröffnung von Handelsverbindungen in Aussicht stellt, für geeignet, weniger verzweifelte Verhältnisse herbeizuführen und mit der Zeit die Lage in Russland wieder erträglich zu gestalten. Er sagt, er sei sicher, dass, wenn die englische Regierung ihm gestatten würde, weiterhin mit Litvinoff zu verhandeln, er ohne Zweifel nützliche Arbeit leisten könnte. Ob dies jedoch in der Absicht der Regierung liegt, weiss er vorläufig nicht. Nach seiner Meinung ist die Ansicht des höchsten Rates, Russland durch die Möglichkeit einer ökonomischen Hilfe wieder lebensfähig zu machen, richtig. Sobald sich Russland wieder auf eine gewisse Stufe der «Zivilisation» wird heraufgearbeitet haben, so wird es auch möglich sein, nach und nach normale Beziehungen mit ihm in Gang zu bringen. Es wird sich dann auch eine Form der innern Verwaltung Russlands von selbst herausbilden, die es den anderen Regierungen ermöglichen wird, das Land wieder in die Gemeinschaft der Völker einzulassen.

Von der Mentalität der jetzigen Diktatoren des russischen Reiches sprechend, hob O'Grady immer wieder hervor, dass sie ihr tiefeingewürzeltes Misstrauen gegenüber Westeuropa nicht verbergen können. Übrigens scheint er sich im Klaren darüber zu sein, dass diese jüdischen Diktatoren keine aufrichtigen Leute

sind und in der Wahl ihrer Mittel keine Skrupel haben. Ich verhehlte nicht, dass auch wir mit der in die Schweiz eingelassenen Soviet-Mission meist schlechte Erfahrungen gemacht haben.
[...][2]

2. *Ensuite, le Ministre Paravicini parle du projet d'une mission de la Société des Nations en Russie.*

262

E 7800 1/16

Aide-mémoire du Département de l'Economie publique[1]

Copie
Vertraulich. Verhandlungen mit Deutschland wegen Kohlenlieferungen

Bern, 1. März 1920

NOTIZ

Heute besuchte mich Herr Dr. Köcher, Legationsrat der deutschen Gesandtschaft in Bern, um mir, gestützt auf einen telegraphischen Auftrag der deutschen Regierung, folgende Mitteilungen zu machen:

Die Aufnahme neuer Verhandlungen mit Deutschland betreffend Abschluss eines Kohlenvertrages sei vor Mitte März unmöglich. Der Grund liege darin, dass die Entente bei der deutschen Regierung gegen das deutsch-holländische Abkommen Einsprache erhoben und dessen Durchführung, als im Widerspruch mit dem Friedensvertrag stehend, untersagt habe. Gegenwärtig seien nun zwischen Holland und Frankreich Verhandlungen im Gange, da Holland die Initiative ergriffen habe, bei der Entente auf Fallenlassen dieser Einsprache zu dringen. Man hofft in Berlin, diese Schritte Hollands würden von Erfolg begleitet sein. Deutschland selber habe sich in dieser Angelegenheit nicht an die Entente gewendet. Es könne aber, nachdem dieser Einspruch erfolgt sei und noch zu Recht bestehe, nicht Verhandlungen mit einem andern neutralen Lande anknüpfen, da es sonst die Stimmung der Entente noch mehr reizen und das Resultat der holländischen Demarche präjudizieren würde. Die Aufnahme der Verhandlungen könne also erst erfolgen, wenn die Entente ihren Einspruch habe fallen lassen. Dieses Resultat sei aber nicht vor Mitte dieses Monats zu erwarten.

Herr Dr. Köcher liess durchblicken, es wäre vielleicht angezeigt, wenn die Schweiz in ähnlicher Weise wie Holland mit Paris Fühlung nehmen und ebenfalls dahin arbeiten würde, dass die Entente grundsätzlich die Zustimmung gibt, dass Deutschland an neutrale Staaten Kohlen liefere.

1. *Ce document est signé par W. Stucki, ancien Secrétaire général du Département de l'Economie publique.*

Da nach diesen Mitteilungen nicht damit gerechnet werden kann, dass ein neuer Vertrag mit Deutschland vor dem 1. April in Kraft tritt, so scheint mir nun doch der Moment gekommen zu sein, dass die Kohlengenossenschaft ihre neuen Preislisten publiziere. Die Nachteile der Ungewissheit über die Kohlenpreise dürften diejenigen der Publikation beim heutigen Stand der Dinge wahrscheinlich überbieten.

263

E 2200 London 31/1

Aide-mémoire du Département politique

Copie Bern, 2. März 1920

BERICHT

Welche Schritte sind seit der Interpellation Schmid (2. Oktober 1919)[1] *geschehen, um die Schweizer aus Russland nach der Schweiz zu befördern?*

Obschon immer noch keine direkte Verständigung mit den Schweizerkolonien in Moskau und Petersburg erreicht werden konnte, wurden die vorbereitenden Arbeiten für die Festlegung der Strecke, welche der Heimtransport nehmen sollte, im vollen Umfange fortgesetzt. Die Route über Finnland—Schweden—Deutschland musste schliesslich als die beste und sicherste aufgenommen */!/* werden, nachdem aus den Verhandlungen mit Polen und Deutschland hervorging, dass die Überführung des Transportes durch die russisch-polnisch-deutsche Grenze auf unüberwindliche Schwierigkeiten (Fehlen einer Demarkationslinie, Zerstörung der Bahnstrecken auf grosse Entfernungen, kriegerische Massnahmen) stossen würde.

Schweden und Deutschland haben sich für die Übernahme des Transportes bereit erklärt, während Finnland vorerst Bedingungen stellte, die für uns unerfüllbar waren (Forderung, bei der Sovietregierung zu erwirken, dass mit dem Heimtransport der Schweizer auch 1000 finnische Kriegsgefangene freigegeben würden). Wir hatten uns deshalb entschlossen, einen besonderen Delegierten (Herrn Prof. Töndury) nach Helsingfors zu beordern, um mit der finnischen Regierung diesbezgl. zu verhandeln. Diese Mission ist erfolgreich gewesen, indem die finnische Regierung ihre Forderung fallen liess und uns mitteilen wollte, zu welchem Zeitpunkte die Schweizer die russisch-finnische Grenze passieren könnten. (Diese Mitteilung ist durch unser Aboer Konsulat am 6. Dez. 19 telegraphisch hier eingetroffen.)

---

1. *Voici le texte de cette interpellation:*

Le Conseil fédéral sait-il que 200 Suisses environ qui étaient restés en Russie ont été arrêtés à Pétrograde et à Moscou par le Gouvernement des soviets et que celui-ci a confisqué les biens que nos compatriotes ont laissés en Russie?

Quelles mesures le Conseil fédéral a-t-il prises ou compte-t-il prendre pour protéger les Suisses en Russie et leurs biens? (Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale suisse, 1919, IV, *p. 18*).

Der Delegierte hatte sich auf seiner Rückreise mit unserem Konsul in Kopenhagen in Verbindung gesetzt und ihm Instruktionen gegeben, mit dem Vertreter des Dänischen Roten Kreuzes in Moskau, Herrn Dr. Martini, über seine eventuelle Mithilfe bei der Rapatriierung der Schweizer zu sprechen, da er ihn selbst nicht treffen konnte.

Mit Brief vom 25. Nov. 19 berichtet der Konsul, dass das Dänische Rote Kreuz bereit sei, über den Stand des Heimtransportes in Moskau Erkundigungen einzuziehen. Gleichzeitig drücke Dr. Martini Zweifel aus, dass von der Sovietregierung gegenwärtig irgendwelche bindende Zusage zu erhalten sein werde, dass sie jedenfalls vorerst das Resultat der in diesen Tagen in Kopenhagen stattfindenden Konferenz zwischen dem Vertreter der englischen Regierung, O'Grady, und dem Vertreter der Sovietregierung, Litwinoff, wegen des Gefangenenaustausches abwarten werde. Der Konsul suchte daraufhin O'Grady auf, der sich bereit erklärte, wegen der Schweizer in Russland mit Litwinoff zu verhandeln, falls er von seiner Regierung dazu ermächtigt werde. Der Konsul teilte uns dies durch Telegramm von 23. Nov. 19 mit, worauf wir uns am gleichen Tage telegraphisch an unsere Gesandtschaft in London wandten[2] mit der Bitte, bei der englischen Regierung zu erwirken, dass sie O'Grady ermächtige, mit Litwinoff wegen des Heimtransportes der Schweizer zu verhandeln. In einer Note vom 1. Dez. 19 an die Gesandtschaft[3] teilt die englische Regierung mit, dass sie O'Grady zur Verhandlung ermächtigt habe, dass jedoch die Besprechung der englischen Angelegenheiten mit Litwinoff die Priorität hätten und von den Verhandlungen wegen des Heimtransportes der Schweizer ganz unabhängig gemacht werden müssten.

Inzwischen sandten wir auf Grund der am 6. Dez. 19 aus Finnland eingelaufenen Nachricht über die Passierbarkeit der finnisch-russischen Grenze und den früheren durch Vermittlung von Dr. Bagotzky mit der Sovietregierung getroffenen Vereinbarung (Austausch der in der Schweiz befindlichen Russen gegen die Schweizer in Russland sobald es die Grenzverhältnisse gestatten) über die Gesandtschaft in Berlin, bezw. das Konsulat in Kopenhagen ein Telegramm an die Sovietregierung, resp. den Vertrauensmann der Schweizerkolonie in Moskau, Mörikofer, in welchem wir auf die nunmehrige Durchführbarkeit der Austauschtransporte hinwiesen und uns bereit erklärten, den Russentransport finanziell zu unterstützen, da Dr. Bagotzky immer noch ohne Geldmittel sei.

Am 15. Dez. 19 verhandelten wir mit Frau Dr. Bagotzky wegen der bevorstehenden Organisation des Russentransportes. Frau Bagotzky erklärte sich bereit, alle nötigen Vorbereitungen in Angriff zu nehmen und durch Vermittlung des Russischen Roten Kreuzes unsere Schritte betr. Heimtransportes der Schweizer bei Litwinoff zu unterstützen und ihn zu ersuchen, dessen Bewilligung bei der Sovietregierung zu empfehlen. Das Angebot, die finanziellen Bedürfnisse des Russ. Roten Kreuzes durch eine Anleihe von einer Million Franken zu befriedigen bei Auszahlung des Gegenwertes an Schweizer in Russland, wurde unsererseits glatt abgelehnt unter Hinweis auf das Telegramm an die Sovietregierung, dass wir die finanzielle Hilfe für das Zustandekommen des Russentransportes in

---

2. *Cf. n° 158.*
3. *Ibidem.*

Form von Vorschüssen an das Russ. Rote Kreuz übernehmen würden. (Weitere Gründe über die Ablehnung im Memorandum von Herrn Dr. Thurnheer vom 15. Dez.)

Am 23. Dez. 19 berichtet der Konsul in Kopenhagen, dass er am 19., nachdem O'Grady die Verhandlungen mit Litwinoff unterbrochen hatte, mit letzterem persönlich wegen des Heimtransportes gesprochen habe. Das Resultat dieser Besprechung ist folgendes (Telegramm vom 20. Dez.): Litwinoff betonte, dass eine sofortige Heimsendung der Schweizer aus militärischen Gründen nicht stattfinden könne. Sobald die militärischen Verhältnisse es gestatten, stünde einer Heimreise der Schweizer nichts mehr im Wege. Gleichzeitig bot Litwinoff an, einen gleichen Vertrag bezg. des Heimtransportes mit uns abzuschliessen, wie er ihn vor kurzem mit der Dänischen Regierung abgeschlossen habe. Dieser Vertrag, den der Konsul in Kopie übermittelt, sichert den gegenseitigen Austausch zu, sobald es die militärischen Verhältnisse gestatten und die erforderliche Tonnage zur Verfügung steht. Bis zu diesem Zeitpunkte sollen gegenseitig Kredite zwecks Unterhalt der beidseitigen Staatsangehörigen eröffnet werden.

Ein bestimmter Termin für den Austausch ist nicht angegeben, und hängt somit das Zustandekommen desselben ganz vom Gutdünken der Sovietregierung, bezw. Litwinoff, ab. Im Vertrag ist ferner festgelegt, dass die Frauen, Kinder und ev. Kranke dänischer Nationalität bei der ersten sich bietenden Möglichkeit zurückkehren können, spätestens in dem Momente, wo überhaupt Ausländer Russland verlassen können. Der Vertrag trägt somit dem dringenden Bedürfnis einer sofortigen Rapatriierung in keiner Weise Rechnung.

Am 28. Dez. 1919 erhalten wir durch das Konsulat in Kopenhagen als Antwort auf unser Telegramm vom 6. Dez. an die Sovietregierung ein Radio von Mörikofer, datiert vom 24. Dez., in welchem er mitteilt, dass der vierte Heimtransport organisiert wird und am 28. Januar 1920 an der russisch-finnischen Grenze eintrifft, woselbst der Austausch gegen die Russen aus der Schweiz erfolgen müsse. Am 29. Dez. trifft über Konsulat Kopenhagen ein weiteres Radio von Mörikofer aus Moskau hier ein, in welchem M. mitteilt, dass die Sovietregierung vorschlägt, ihm eine gewisse Summe von Zarenrubel zur Dekkung der für Unterstützungszwecke und Organisation des Russentransportes vorgeschossenen Summen und für zukünftige Unterstützung an notleidende Russen in der Schweiz mitzugeben.

Auf beide Telegramme antworten wir am 7. *Januar*[4] 1920 über Kopenhagen an Mörikofer und die Sovietregierung, dass wir die Arbeiten gemeinsam mit Dr. Bagotzky so weit fördern, dass die Abfahrt des Russentransportes am 28. Januar garantiert erfolgen könne, sobald aus Finnland die Ankunft der ersten hundert Schweizer gemeldet sei. Wir erklären uns ferner einverstanden, kranken Russen, die nicht reisen können, Vorschüsse zu gewähren unter Garantieerklärung der Sovietregierung, dass kranken Schweizern in Russland Gegenrecht gehalten werde. Wir raten von der Übersendung von Rubelnoten durch Mörikofer wegen des niedrigen Kurses und der Schwierigkeit, sie zu wechseln, ab und empfehlen, andere Valuta mitzugeben. Gleichzeitig geben wir dem Konsul in

---

4. *Le texte original porte par erreur:* Februar.

Kopenhagen Weisung, sich bei weiteren Besprechungen mit Litwinoff an den Inhalt dieses Telegrammes zu halten.

In Erwartung eines Bestätigungstelegrammes aus Moskau, dass die Angelegenheit des Heimtransportes nunmehr in Ordnung sei und die beiden Transporte am 28. Januar abgehen würden, sind von unserer Seite die organisatorischen und technischen Arbeiten mit aller Energie fortgesetzt worden, während Dr. Bagotzky der Sache auf einmal wenig Interesse mehr entgegenbrachte und immer wieder darauf hinwies, dass er seine Arbeit für den Russentransport erst dann im vollen Umfange aufnehmen könne, wenn das Bestätigungstelegramm aus Moskau eingetroffen sei.

Am 24. Januar *[meldete]* Dr. Bagotzky uns, dass er Nachricht aus Kopenhagen erhalten habe, laut welcher der Heimtransport der Russen gegenwärtig nicht stattfinden könne. Litwinoff sei namentlich gegen einen Transport durch Finnland, was einer Auslieferung der Russen an letzteres gleichkäme.

Am 2. Februar erhalten wir vom Konsul in Kopenhagen ein Schreiben, in welchem er mitteilt, dass Litwinoff gegen den Versuch, seine Landsleute durch den Transport über Finnland der Gefahr einer Auslieferung auszusetzen, aufs schärfste protestiere und auf ev. Gegenmassregeln für die Schweizer in Russland hinweise. Litwinoff mache ferner darauf aufmerksam, dass er von der Sovietregierung beauftragt sei, alle weiteren Verhandlungen bezgl. der Transporte allein zu führen. (Von dieser Tatsache wurden wir von der Sovietregierung durch ein über Kopenhagen geleitetes Radio informiert, welches am 28. Jan. hier antraf). Ferner teilt der Konsul mit, dass Litwinoff nichts gegen eine Überführung des Russentransportes durch Estland einzuwenden habe. Über den eventuellen Zeitpunkt der Heimreise der Schweizer habe sich L. geäussert, dass er vielleicht im Laufe eines Monats eintreten könnte, da dann wahrscheinlich die meisten Ausländer Russland verlassen könnten.

Es ist daraus ersichtlich, dass Litwinoff die gesamten Verhandlungen in seine Hände bekommen wollte und dass wir in bezug auf die Ausreise der Schweizer keinerlei Vergünstigung gegenüber anderen Staaten erhalten würden. Infolgedessen mussten wir zuwarten, bis die Verhandlungen zwischen O'Grady und Litwinoff zu einem Abschluss gekommen sein würden.

Am 16. Februar meldeten die Zeitungen, dass zwischen Litwinoff und O'Grady eine Übereinkunft zustandegekommen sei, nach welcher die Engländer freigegeben seien und heimkehren dürften. Da gleichzeitig auch ein Gefangenenaustausch zwischen Polen und Russland angefangen hat und somit das Argument einer Vergünstigung für die Schweizer wegfällt, haben wir am 19. Februar dem Konsul in Kopenhagen geschrieben, er solle sich mit Litwinoff in Verbindung setzen, um zu erfahren, ob nunmehr der Heimtransport der Schweizer stattfinden könne. Wir wären sogar eventuell bereit, den Russentransport durch Estland gehen zu lassen.

Gleichzeitig haben wir uns an die Gesandtschaft in London gewandt, um Näheres über den zwischen der englischen und der Sovietregierung abgeschlossenen Vertrag zu erfahren.[5]

---

5. *Cf. n^os 257, 261.*

Die Antwort vom Konsulat in Kopenhagen ist noch ausstehend, dagegen haben wir am 24. ds. vom Aboer Konsulat ein Telegramm erhalten, welches besagt, dass die Passierung der früheren estnisch-russischen Front, also der Strecke, die Litwinoff für den Durchgang des Russentransportes vorgeschlagen hatte, gegenwärtig noch mit grossen Schwierigkeiten und Gefahren verbunden sei. Ausserdem müssten wir mit der litauischen, lettischen und estnischen Regierung in Verhandlungen wegen der Durchreise-Erlaubnis treten, was wiederum eine erhebliche Verzögerung für das Zustandekommen der Austauschtransporte mit sich bringen würde, falls die Soviet-Regierung auf dem früheren Verlangen besteht, dass die Russen in der Schweiz zu gleicher Zeit abreisen müssen wie die Schweizer aus Russland und dass erstere nicht über Finnland transportiert werden dürfen.

Nachtrag:

Wie aus dem vorliegenden Bericht ersichtlich, hatten wir uns am 19. Februar telegraphisch an unsere Gesandtschaft in London gewandt, um über die zwischen O'Grady und Litwinoff getroffenen Vereinbarungen Näheres zu erfahren. Die Antwort der Gesandtschaft vom 28. Februar[6] lautete, dass ein befriedigendes Übereinkommen zur Heimschaffung der Engländer aus Russland unterschrieben sei und dass die Angehörigen der Schweiz, Belgiens, Hollands und Dänemarks ebenfalls mit englischer Hilfe rapatriiert werden könnten. Am 1. März erhielten wir ein ergänzendes Telegramm aus London, in welchem die Bestimmungen, unter welchen die Heimtransporte der Schweizer aus Russland und der Russen aus der Schweiz zu erfolgen haben, näher angegeben sind. Der Transport der Schweizer soll über Finnland, derjenige der Russen über Belgien oder Holland erfolgen; die englische Regierung bietet uns ihre weitgehende Unterstützung an.

Auf Grund dieses Telegrammes haben wir unsere Vertretungen in London, Brüssel und Im Haag angewiesen, mit den Regierungen zu verhandeln, damit die endliche Durchführung des Heimtransportes der Schweizer aus Russland in möglichst kurzer Zeit stattfinden könne.

---

6. *Cf. n° 261.*

264

E 2001 (B) 8/21

Le Département politique à la Légation de Grande-Bretagne à Berne

Copie
N

Berne, 3 mars 1920

Par note du 13 novembre 1919[1], la Légation de Grande-Bretagne a bien voulu communiquer au Département politique le texte de la Convention relative au

---

1. *Cf. n° 149.*

contrôle du commerce des armes et des munitions qui a été signée à St-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919 et à laquelle tous les Etats faisant partie de la Société des Nations seront ultérieurement invités à accéder. En donnant connaissance de cet important document, la Légation a fait observer qu'en vertu de l'obligation statuée dans le Protocole annexé à la Convention, le Gouvernement britannique estimait devoir appliquer les dispositions de cet accord même avant sa ratification par les Puissances signataires. Ce Gouvernement a en conséquence bien voulu informer le Conseil fédéral qu'il ne serait plus en mesure d'accorder des autorisations d'exportations d'armes et de munitions du territoire de la Grande-Bretagne à moins que le Gouvernement du pays de destination ne lui eût donné d'avance la garantie qu'il notifierait son accession à la Convention aussitôt qu'il y aurait été invité et que, avant cela même, il en observerait les dispositions.

En remerciant la Légation de son obligeante communication, le Département politique a l'honneur de lui faire connaître que le Conseil fédéral voue une attention particulière à l'examen de la Convention conclue par les Puissances alliées et associées en vue de parer au danger que présenterait inévitablement une dispersion du matériel de guerre accumulé au cours des dernières années et d'exercer, dans certaines régions, une surveillance plus stricte sur le commerce des armes et des munitions. Le Conseil fédéral tient tout spécialement à déclarer qu'il a pris acte avec la plus vive satisfaction du désir des Puissances contractantes de mettre en œuvre aussitôt que possible, en les complétant sur certains points, les dispositions relatives au désarmement établies par le Pacte de la Société des Nations.

N'ayant pas participé à l'élaboration de la Convention, le Gouvernement suisse ne peut cependant mesurer exactement les conséquences qu'aurait pour certaines industries nationales l'application de quelques-unes des dispositions de la Convention dont la portée ne ressort pas à première vue du texte même de l'accord. Dans la conviction que le Gouvernement britannique voudra bien lui prêter, en cette occasion encore, son obligeant concours, le Département politique voudrait se réserver d'ores et déjà de lui demander, le cas échéant, quelques précisions sur la manière dans laquelle les Puissances signataires de la Convention comptent appliquer certaines clauses notamment relatives à la défense d'exportation.

Quant à l'accession définitive de la Suisse à la Convention du 10 septembre 1919, le Département politique se permet d'attirer l'attention de la Légation de Grande-Bretagne sur le fait qu'en vertu de la Constitution fédérale suisse, la conclusion de traités ainsi que l'accession à des Conventions internationales est de la compétence de l'Assemblée fédérale et que le Conseil fédéral n'est, en conséquence, pas en mesure de préjuger la décision parlementaire par une déclaration préalable. Une décision des Chambres fédérales à ce sujet ne pourrait, en tout cas, intervenir qu'après la solution complète et définitive de la question principale concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations, à laquelle la Convention de Saint-Germain est étroitement liée. Le Département politique tient cependant à renouveler l'assurance qu'il ne perdra pas de vue le développement de l'importante question auquel il s'intéresse très vivement.

265

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

L'Attaché de Presse au Service d'Information de la Société des Nations, W. Martin, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L WM/ED Londres, 3 mars 1920

Avant la dernière session du Conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail, vous avez bien voulu me demander mon avis au sujet de l'opportunité de poser à ce conseil la question du siège du Bureau International du Travail. M. Rüfenacht, de son côté m'a consulté sur le même sujet à diverses reprises pendant son séjour à Paris. Il lui avait semblé, à lui et à moi, que la question n'était pas mûre et qu'il n'y avait pas lieu de faire une proposition ferme.

Je tiens maintenant à vous mettre au courant du développement nouveau de la situation afin de vous permettre de prendre vos décisions en conséquence.

Les chefs de l'Organisation du Bureau du Travail désirent en installer le siège à Genève aussi vite que possible. S'il ne dépendait que d'eux, ils prendraient dès maintenant, sans attendre le résultat du référendum, les mesures préparatoires nécessaires; mais comme le Traité de Paix prévoit que le Bureau du Travail aura son siège au siège de la Société des Nations, ils sont obligés de s'entendre avec le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci, pour diverses raisons préfère ajourner tous préparatifs jusqu'après le vote populaire. Les installations matérielles prendront certainement un temps assez long: il se pourrait que la venue de la Société des Nations en soit sérieusement retardée. Or dans le monde entier, les ouvriers marquent de l'impatience à sentir le Bureau du Travail dans un pays allié, l'Allemagne faisant partie de cette organisation internationale et étant représentée au Conseil administratif. Les syndicats ouvriers, même en France, marquent un vif désir de voir le Bureau installé en pays neutre: la situation nous est donc très favorable. Dans ces conditions, il me paraît extrêmement opportun — et je puis vous dire à titre tout à fait personnel que c'est également l'avis du Président du Conseil d'administration et du Directeur du Bureau — que votre délégué au Conseil d'administration pose nettement et franchement la question du siège, et qu'il fasse la proposition ferme de commencer dès maintenant les préparatifs d'installation, notamment les réparations immobilières et les commandes d'ameublement; il aura certainement l'oreille du Conseil d'administration qui est presque tout entier acquis à ces vues, et sa proposition sera agréable à M. Albert Thomas et à M. Arthur Fontaine, parce qu'elle fortifiera leur position dans les discussions qu'ils ont avec le Secrétaire général. Je ne vois dans cette question que des avantages et aucun inconvénient à prendre une initiative. J'ajoute que la situation serait meilleure encore si votre délégué pouvait annoncer que le Gouvernement fédéral est disposé à faciliter l'installation du Bureau, notamment au point de vue de l'ameublement, qui cause quelque souci, et surtout en assurant des logements si besoin aux membres du Secrétariat. Je crois également que, dans la mesure compatible avec les nécessités de la campagne

électorale, il serait préférable que la presse ne se montrât pas pessimiste sur le résultat du vote, toute manifestation de doute ayant pour effet de paralyser les mesures préparatoires et de retarder peut-être de plusieurs mois notre installation définitive.

Il va sans dire, M. le Président, que je reste à votre disposition dans toute la mesure où vous croirez devoir user de moi et *[...]*

266

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 mars 1920

862. Interpellation Belmont[1]

Mündlich

Auf Grund der Beratung ergibt sich als übereinstimmende Meinung des Rates, die Interpellation *Belmont* betreffend Aufnahme der Verbindungen mit Sovietrussland sei in dem Sinne zu beantworten, dass der Bundesrat die Bestrebungen anderer Länder zur Anknüpfung wirtschaftlicher Beziehungen zu Sovietrussland mit aller Aufmerksamkeit verfolge und auch der Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen zwischen schweizerischen Firmen und Russland kein Hindernis in den Weg legen werde, sobald die technischen Voraussetzungen dafür gegeben sind, die heute infolge der Transportschwierigkeiten und der Valuta-Frage noch fehlen. Angesichts der völligen Unabgeklärtheit der innern Verhältnisse Russlands und seiner staatsrechtlichen Konstruktion könne vorläufig von einer offiziellen Anerkennung der Sovietrepublik nicht wohl die Rede sein. Diese und die Zulassung einer russischen Gesandtschaft nach der Schweiz wäre nur unter der Voraussetzung möglich, dass der russische Staat bereit wäre, für die Schäden, die den Schweizern in Russland zugefügt worden sind, die Haftung zu übernehmen, und wenn sich die Gesandtschaft der Sovietrepublik den Regeln des internationalen Rechts fügen, also vor allem sich der bolschewistischen Propaganda in der Schweiz enthalten wollte.

---

1. *Voici le texte de cette interpellation du 2 février:*

Considérant la déclaration par laquelle le Conseil fédéral a communiqué à la Conférence des Puissances alliées, à Paris, qu'il n'entretenait aucun rapport économique ou politique avec la République russe, le soussigné adresse au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Le Conseil fédéral est-il prêt aujourd'hui à reprendre les relations économiques et diplomatiques avec la Russie?

2. Le Conseil fédéral a-t-il déjà fait des démarches dans ce sens? A-t-il notamment procédé à des études et préparé des mesures commerciales en vue de reprendre les relations avec l'Etat russe? Dans ce cas, quelles sont ces mesures? Le Conseil fédéral serait-il prêt à envoyer à Moscou une délégation économique pour rétablir le trafic avec la Russie?

3. Le Conseil fédéral sait-il qu'il s'est fondé en Suisse des organisations commerciales en vue de rétablir et d'entretenir des relations avec la Russie?

4. Le Conseil fédéral est-il disposé à reconnaître la République russe des soviets et le Gouvernement russe, à faire représenter la Suisse à Moscou par une Légation et à recevoir et accréditer une Légation russe en Suisse? (Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale, 1920, I, *p. 17*).

267

E 1001 1/EPD Anträge 1920

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, G. Motta

Notifikation des Beitritts zum Völkerbund und Festsetzung des Abstimmungsdatums. Drucksachen für die Stimmberechtigten

Bern, 5. März 1920

Nachdem die eidg. Räte heute, also am 5. März, den Beitritt zum Völkerbund, unter Weglassung der sog. Amerika-Klausel, mit Vorbehalt der Genehmigung durch Volk und Stände, beschlossen haben, liegt es dem Bundesrat ob, die zur Wahrung ursprünglicher Mitgliedschaft erforderliche Notifikation gemäss Art. 1 des Völkerbundsvertrages vor dem 10. März an das Generalsekretariat in London zu richten und den Zeitpunkt der Volksabstimmung festzusetzen und die den Stimmberechtigten auszuhändigenden Drucksachen zu bestimmen.

1. Nachdem die Londoner Erklärung vom 13. Februar[1] die Frage der Neutralität und das Verhältnis von Notifikation und Volksabstimmung in einer die Schweiz befriedigenden Weise geordnet hat, kann die Beitrittserklärung in sehr einfacher Form erfolgen. Es erscheint inopportun, durch neue Interpretationen zur Antwort des Völkerbundsrates allenfalls Anlass zu neuen Zweifeln oder Meinungsverschiedenheiten zu geben.

Da keine Form für die in Artikel 1, Absatz 1, erwähnte Erklärung vorgeschrieben ist, könnte eine telegraphische Mitteilung genügen. In Anbetracht aber der Bedeutung des Aktes und in Berücksichtigung des Umstandes, dass für die Ratifikation des Friedensvertrages nur die aussereuropäischen Staaten telegraphisch ihre Erklärung durch ihre diplomatischen Vertreter abgeben können, erscheint es angezeigt, eine vom Bundespräsidenten und vom Bundeskanzler unterzeichnete Erklärung durch Spezialkurier nach London zu senden, wo sie vom schweizerischen Gesandten beim Generalsekretariat des Völkerbundes niedergelegt würde. Diese Erklärung kommt, vorbehaltlich der Zustimmung von Volk und Ständen, einer Vertragsratifikation gleich.

2. Was den Zeitpunkt der Volksabstimmung anbelangt, so ist in der Londoner Erklärung zwar keine bestimmte Frist angegeben noch sind von den schweizerischen Delegierten bindende Zusicherungen gemacht worden, doch ergibt sich aus dem Wortlaut und aus den Verhandlungen, dass jede nicht unvermeidliche Hinausschiebung unterbleiben sollte. Dies ist umso notwendiger, als das Sekreta-

1. *Cf. n° 247, annexe.*

riat auf Verlegung des Sitzes von London weg drängt und eine unerwartet lange Hinausschiebung den gegen Genf gerichteten Intriguen neue Nahrung geben und damit die Abstimmungschancen unter Umständen verschlechtern könnte.

Da die Herstellung und Verteilung der für die Stimmberechtigten bestimmten Drucksachen nicht vor 15. März erfolgen kann, ist der früheste Zeitpunkt für die Abstimmung Sonntag, 18. April. Auf diesen Tag sind aber in einzelnen Kantonen, insbesondere in Zürich, Wahlen und Abstimmungen angesetzt. Am letzten Sonntag im April und am ersten des Mai finden die Landsgemeinden statt. Überdies tagt die Bundesversammlung voraussichtlich vom 19. bis 30. April, während welcher Zeit die Mitglieder der Räte sich nicht mit der Propaganda in der Völkerbundssache befassen können. Es können somit nur der 9. oder 16. Mai in Betracht kommen; nur der letztere aber bietet die Möglichkeit der Aufklärung der Stimmberechtigten während zwei der Abstimmung unmittelbar vorausgehenden Sonntagen. Die Gründe für die Festsetzung der Abstimmung auf den 16. Mai sind dem Generalsekretariat durch ein Aide-Mémoire mitzuteilen.

3. Was endlich die Drucksachen anbelangt, so sollten ausser dem eigentlichen Stimmzettel und dem Text des Bundesbeschlusses vom 5. März 1920 folgende ausgeteilt werden:

1. Der vollständige Text des Völkerbundsvertrages. Dies ist unerlässlich, da der Vertrag den materiellen Inhalt des Bundesbeschlusses bildet. Eine Kürzung des Textes geht nicht an, da dies als eine willkürliche Neuerung betrachtet würde und zu Missdeutungen Anlass böte.

2. Die Londoner Erklärung vom 13. Februar 1920, unter Weglassung der Namen der Staatenvertreter, jedoch unter Nennung der vertretenen Staaten in einer Fussnote.

An sich wünschenswert wäre auch die Aufnahme des schweizerischen Memorandums vom 13. Januar 1920[2], da in diesem der schweizerische Standpunkt scharf betont ist und die Londoner Erklärung die Antwort darauf bildet; doch ist zu fürchten, dass zu viel Urkunden das Interesse des Bürgers eher ablenken. Eventuell könnte nur der auf die Neutralität bezügliche Teil des Memorandums aufgenommen werden (ca. 2 Seiten).

Von der Aufnahme des Abkommens über die Ständige Arbeitsorganisation ist abzusehen, da die Ratifikation dieser Übereinkunft in die Zuständigkeit der Räte fällt und da dieser Text zu umfangreich und zu kompliziert ist.

Was endlich die Beigabe einer erläuternden Botschaft anbelangt, so empfiehlt es sich, von einer solchen abzusehen, da die Räte, von denen der Antrag an das Volk und die Stände ausgeht, keinen dahingehenden Beschluss gefasst haben. Es wäre dieses auch eine Abweichung von den bisherigen Gepflogenheiten, die unter Umständen die Opposition provozieren könnte. Dagegen behält sich das politische Departement vor, den Erlass einer bundesrätlichen Proklamation in einem späteren Zeitpunkt gegebenenfalls zu beantragen.[3]

---

2. *Cf. n° 228.*

3. *Dans sa séance du 5 mars, le Conseil fédéral décidait:*
Gemäss dem Antrag des politischen Departements wird beschlossen:

ANNEXE

Copie

Berne, 6 mars 1920

AIDE-MÉMOIRE

Par notification en date d'aujourd'hui, le Conseil fédéral suisse a fait connaître au Secrétaire général de la Société des Nations l'accession de la Suisse à la Société conformément à l'article 1 du Pacte.

Le Gouvernement fédéral a eu l'honneur de communiquer en même temps que le vote du peuple et des cantons qui doit intervenir aux termes du chiffre 2 de l'arrêté fédéral du 5 mars, est fixé au dimanche 16 mai 1920.

En établissant cette date, le Conseil fédéral s'est inspiré de la déclaration contenue dans la Résolution prise le 13 février dernier par le Conseil de la Société, en vertu de laquelle la confirmation par le peuple et les cantons de la décision des Chambres suisses doit être effectuée «dans le plus bref délai possible». Le 16 mai 1920 représente, en effet, la date la plus prochaine à laquelle il soit possible, pour des raisons d'ordre technique, de fixer le vote du peuple suisse sur une question d'une pareille importance. Les lois fédérales suisses prescrivent, d'une manière formelle, qu'un vote populaire ne peut avoir lieu que trente jours après la distribution aux citoyens suisses des documents relatifs au vote. D'autre part, la préparation de ces documents et leur répartition entre 900 000 citoyens exigent toujours pour être complètement terminée, un laps de temps d'à peu près cinq semaines, de sorte que la date choisie par le Conseil fédéral doit être considérée comme étant à la limite de ce qui est pratiquement réalisable.

Mais, même à part ces considérations d'ordre technique, il paraît impossible pour des raisons qui s'expliquent par le caractère fédéraliste qui est à la base de la Constitution suisse, de fixer le vote à une date plus rapprochée. Les jours du 18 et du 25 avril ont été réservés, dans différents cantons, pour des votes cantonaux et pour des élections importantes dont la coïncidence avec le vote sur l'arrêté fédéral concernant l'accession à la Société des Nations ne pourrait guère avoir des résultats favorables. Dans d'autres cantons, le dernier dimanche d'avril et le premier dimanche du mois de mai sont désignés par une tradition séculaire pour l'assemblée du peuple dans les «Landsgemeinden», auxquelles ne peuvent être traitées que des questions rentrant dans la compétence des cantons. Enfin, l'Assemblée fédérale suisse, réunie à nouveau entre le19 et le 30 avril 1920, empêcherait les députés de parler à leurs électeurs sur la question de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations à l'époque décisive de la campagne populaire. Aussi du point de vue de la propagande à faire, le Conseil fédéral est donc de l'avis que la date du 16 mai est celle qui paraît tout indiquée par les circonstances.

En conséquence de tout ceci, le Gouvernement fédéral estime — et il ne doute pas que le Secré-

---

1. Die Erklärung betreffend Beitritt zum Völkerbund wird in folgender Form abgegeben: «Le Conseil fédéral suisse, en se référant à la note que M. Clemenceau, Président de la Conférence de la Paix, lui a adressée en date du 10 janvier 1920, ainsi qu'aux notes échangées entre le Conseil suprême et le Conseil fédéral et, notamment, à la résolution du Conseil de la Société des Nations en date du 13 février 1920, déclare que la Suisse accède à la Société des Nations, conformément à l'article premier du Pacte.

Le vote du Peuple et des Cantons sur l'arrêté fédéral du 5 mars 1920 ci-annexé est fixé au 16 mai de cette année.»

2. Die Volksabstimmung über den Beitritt zum Völkerbund wird auf den 16. Mai 1920 festgesetzt.

3. Ausser dem Stimmzettel und dem Text des Bundesbeschlusses sind den Stimmberechtigten auszuteilen der Text des Völkerbundsvertrages und die Londoner Erklärung. (E 1004 1/274 *n° 865)*

Cette notification était accompagnée de l'aide-mémoire reproduit en annexe.

tariat général ne veuille partager son opinion — qu'en fixant le vote du peuple et des cantons suisses à la première date pouvant être pratiquement envisagée, il a agi conformément à la lettre et à l'esprit de la Résolution prise le 13 février à Londres par le Conseil de la Société des Nations.

268

E 2001 (D) c 1 / 1920–1923

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
RP AJ

Berne, 5 mars 1920

Pour faire suite à notre dépêche politique du 26 février[1], nous avons l'honneur de vous communiquer les renseignements suivants:

Suisse.

Le Conseil national a voté avant-hier, par 115 voix contre 55, la suppression des «clauses américaines» concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations. Le Conseil des Etats discute encore.[2]

---

1. *Non reproduite.*
2. *Voici le texte de l'arrêté fédéral approuvé par les Chambres:*

Arrêté fédéral
confirmant
et modifiant l'arrêté fédéral du 21 novembre 1919
concernant l'accession de la Suisse à la Société des
Nations, du 5 mars 1920.

L'Assemblée fédérale
de la
Confédération Suisse

après avoir pris connaissance du Message complémentaire du Conseil fédéral en date du 17 février 1920:

décrète

I. L'arrêté fédéral du 21 novembre 1919 concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations est confirmé avec la modification que le chiffre II de l'arrêté ne contiendra plus que la disposition relative au vote du peuple et des cantons sans mention des cinq Grandes Puissances.

II. L'arrêté fédéral concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations aura la teneur suivante:

L'Assemblée fédérale
de la
Confédération suisse,

Après avoir pris connaissance d'un Message du Conseil fédéral en date du 4 août 1919 et d'un Message complémentaire en date du 17 février 1920;

Constatant que la neutralité perpétuelle de la Suisse, reconnue notamment par l'Acte du 20

France.

La grève des cheminots a cessé la nuit du 1er au 2 mars, peu après avoir été proclamée «grève générale». Désapprouvée par la C.G.T. et d'autres grandes organisations ouvrières, réprouvée par l'opinion publique, son échec était certain; mais elle n'en est pas moins pour la France un événement déplorable et lourd de conséquences, surtout en ce moment, en pleine période d'emprunt, de tension des changes, de crise des transports et d'embouteillage des lignes. Elle a cruellement frappé les régions libérées. Il y a un fait inquiétant à retenir: en 1910, Briand avait brisé une première grève des cheminots par leur mobilisation; cette fois, une partie des cheminots, atteints d'un ordre de mobilisation, n'y ont pas donné suite.

Quant aux rapports entre le Gouvernement et la nouvelle Chambre, M. Dunant signale un revirement favorable à M. Steeg, Ministre de l'Intérieur. Ses adversaires ont reconnu que la présence de cet homme rompu aux affaires est indispensable au Ministère Millerand actuel, qui compte tant d'hommes nouveaux.

Il est tout à fait curieux d'observer la rivalité Briand-Barthou, qui se dessine nettement — déjà — en vue de la future crise ministérielle. Le premier fait cercle dans les couloirs et y retient ses adhérents par le charme de sa parole nonchalante; le second, voulant profiter du prestige que lui confère sa situation de Président de la Commission des Affaires extérieures, a déposé une interpellation, mais Briand lui a coupé l'herbe sous le pied en intervenant brillamment dans le débat sur l'incorporation de la classe 1920; et les initiés de sourire de l'astuce qui préside à cette course au maroquin.

---

novembre 1815, est envisagée par l'article 435 du Traité de Paix conclu, le 28 juin 1919, entre les Puissances alliées et associées et l'Allemagne comme un engagement international pour le maintien de la paix et que la neutralité perpétuelle de la Suisse doit, conformément à l'article XXI du Pacte de la Société des Nations, être considérée comme n'étant incompatible avec aucune des dispositions dudit Pacte, ainsi que le Conseil de la Société des Nations l'a solennellement reconnu dans sa déclaration de Londres en date du 13 février 1920;

Espérant que la Société des Nations actuelle s'élargira dans un avenir non éloigné de manière à devenir universelle,

décrète:

I. La Suisse accède au Pacte de la Société des Nations du 28 avril/28 juin 1919.

Les dispositions de la Constitution fédérale concernant la promulgation des lois fédérales sont applicables à la ratification des amendements apportés audit Pacte et à l'approbation des conventions de tout genre qui sont en rapport avec la Société des Nations.

Les décisions relatives à la dénonciation du Pacte ou à la sortie de la Société des Nations doivent être soumises au vote du peuple et des cantons.

L'article 121 de la Constitution fédérale concernant l'initiative populaire est aussi applicable aux décisions relatives à la dénonciation du Pacte ou à la sortie de la Société.

II. Le présent arrêté fédéral sera soumis au vote du peuple et des cantons.

III. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ainsi arrêté par le Conseil national.

Berne, le 3 mars 1920.

Allemagne, Russie, Pologne.

[...][3]

Il paraît que le Gouvernement de Pétrograde désirerait envoyer en Suisse une «mission commerciale»; aucune ouverture ne nous a encore été faite à ce sujet.

Suivant des renseignements de source militaire allemande, particulièrement qualifiée pour juger la situation sur le front oriental, les Allemands ont évacué complètement les provinces baltiques non par ordre du Gouvernement, mais uniquement parce qu'ils étaient privés de vivres et de munitions, et, au surplus, attaqués dans le dos par les Esthoniens. La grande erreur des Allemands serait d'avoir perdu du temps en négociant et en signant la paix de Brest-Litowsk, au lieu d'anéantir — ce qui aurait été facile à ce moment — les quelques «nids» bolchevistes et de rétablir aussi l'ordre en Russie. La population aurait volontiers accueilli les Allemands comme libérateurs.

Cet officier estime que la «Reichswehr» est actuellement assez forte pour tenir l'armée rouge à distance du territoire allemand, mais il craint fort une débâcle de l'armée polonaise, et prévoit que des combats entre Allemands et Russes aux frontières déclencheraient la révolution en Allemagne.

Il estime que, si l'armée rouge le *veut, elle peut* arriver jusqu'aux confins de l'Allemagne; l'Esthonie se rallierait probablement aux Russes; les Lithuaniens, trop faibles et au surplus menacés par les Esthoniens et les Polonais, seraient écrasés; quant à ces derniers, leurs cadres français, d'ailleurs très capables, ne sauraient les entraîner au combat. Toujours selon le même informateur, les Russes auraient pour but de guerre le rétablissement des frontières de 1914. Ce but atteint, ils ne s'occuperaient plus que de rétablir l'ordre et la vie économique à l'intérieur. On doute toutefois à Berlin que le Gouvernement des Soviets lui-même partage cette idée de son état-major et qu'il se contenterait d'avoir atteint ce but patriotique.

Les représentants de la Pologne à Rome, par contre, ne pensent pas que le Gouvernement des Soviets réclamera les anciens Etats non russes: Pologne, provinces baltiques, Finlande. Lénine et Trotsky, après avoir établi par la force l'unité de l'ancien empire russe d'Arkhangelsk à Odessa, écrasé l'armée de Koltchak, saisi les sommes énormes et le matériel que l'Entente avait mis à la disposition de cet amiral, aspirent à la paix. Mais cette paix ne sera pas sans sacrifices et humiliation pour la Pologne. Le Ministre de Finlande pense, lui aussi, que le Gouvernement bolchevique reconnaîtra l'indépendance de la Finlande. Celle-ci ne serait, toutefois, pas en mesure de résiter à l'armée rouge.

L'opinion publique à Berlin espère que la paix russo-polonaise interviendra à temps pour conjurer le péril d'une invasion de l'Allemagne. Quant aux Polonais, ils ne cèdent qu'abandonnés par leurs alliés; la population est lasse de la guerre, et le pays épuisé.

La situation reste, comme vous le voyez, très incertaine. Même les milieux alliés de Berlin se plaignent d'être mal et insuffisamment renseignés sur ce qui se passe en Russie et en Pologne.

Avant son départ, Radek a conféré avec l'ancien conseiller d'Etat bâlois Hermann Blocher, Karl Moor et le conseiller national Huggler.

---

3. *A été supprimé un passage sur les relations de l'Allemagne avec la Russie.*

L'ancien chancelier Bethmann vient de publier un article dans la «Deutsche Allgemeine Zeitung» dont il résulte, entre autres, qu'en juin 1917 l'Allemagne s'était déclarée prête à faire la paix:

1. en reconnaissant l'entière indépendance de la Belgique, et
2. en offrant certaines concessions territoriales en Alsace-Lorraine.

Le chancelier et l'empereur auraient été d'accord sur cette question. Erzberger aurait empêché la réalisation du projet.

Bavière.

Suivant des renseignements de Vienne, la France cherche à attiser en Bavière la haine traditionnelle de ce pays contre les Prussiens, mais sans succès, car il ne lui pardonne pas d'avoir inscrit le prince-héritier Rupprecht sur la «liste des coupables». Les tendances centralisatrices des socialistes de Berlin indisposent bien plus les Bavarois contre la Prusse qu'une propagande française intéressée.

Il paraît que les Wittelsbach travaillent énergiquement à la réunion de la Bavière avec les Alpenländer autrichiens. Seule une combinaison de ce genre pourrait peut-être détacher la Bavière de l'empire allemand.

Autriche.

Le Ministre d'Autriche à Berlin déclare que le nombre des ennemis de l'incorporation de ce pays à l'Allemagne est aujourd'hui minime — comme l'a d'ailleurs montré la conférence de Salzbourg. — On estime en Autriche que c'est le seul moyen de tirer le pays des calamités économiques dans lesquelles il se débat. M. Hartmann ajoute qu'une révision éventuelle des Traités de Versailles et de St-Germain porterait en premier lieu sur cette question. C'est à l'occasion de cette révision que la question du *Vorarlberg* reviendra certainement à l'ordre du jour.

M. Bourcart apprend, de source diplomatique italienne, que la France aurait travaillé d'abord à la restauration des Habsbourg, puis à la Confédération danubienne et, se rendant compte de l'insuccès de ces démarches, finit par s'intéresser à la combinaison Wittelsbach, dont nous venons de parler. Elle est ainsi revenue à la politique de Richelieu, mais va, suivant notre informateur italien, au-devant d'un nouvel échec.

L'Italie ne songe pas à se dessaisir du Tyrol allemand, qui est une province de haute importance stratégique. Elle ne serait pas absolument opposée à un rapprochement austro-hongrois, mais ne consentirait jamais à l'établissement du «corridor» entre les deux Etats slaves, dont nous avons souvent parlé. C'est probablement pour ce motif que l'Italie suit d'un mauvais œil les intrigues que M. Renner trame avec le cabinet de Prague.

Les représentants italiens et anglais à Vienne sont très préoccupés de la Russie. Ils voient le grand danger d'une paix avec les Soviets, car les wagons de marchandises contiendraient des brochures révolutionnaires, et les commis-voyageurs seraient en réalité des agitateurs bolchevistes.

Il est intéressant de noter que l'ambassadeur de M. Sazonov à Rome désigne

Berlin comme le centre actuel de la propagande bolcheviste en Europe, tandis que, selon d'autres, ce serait Vienne.
[...][4]

P.S. Suivant des renseignements de Bruxelles, la propagande bolcheviste multiplie ses efforts en Hollande, pour essayer de déborder sur les pays voisins. La grève des cheminots, en France, était son œuvre. On est convaincu, en Belgique, que l'Allemagne cherche à prendre en mains la restauration économique de la Russie. L'Entente cherche de son côté à tirer des matières premières de ce pays, pour se libérer de la sujétion économique à l'égard de l'Amérique.

P.S. En ce moment, le Conseil des Etats vient de voter, par 33 voix contre 5, l'accession de la Suisse à la Société des Nations.

---

4. *Suivent des informations sur l'Italie et la Roumanie.*

269

E 2200 Paris 1/1613

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L n° 1043. Kohlenversorgung Bern, 7. März 1920

Über die Verhandlungen mit Frankreich, durch die uns im Monat höchstens 20'000 Tonnen Saarkohlen verschafft werden, sind Sie in anderm Zusammenhange unterrichtet worden. Von Belgien ist zur Zeit nichts zu holen, in London und Washington unternehmen wir energische Schritte, um Ausfuhrbewilligungen zu erhalten. Naturgemäss richtet sich unser Blick wieder auf Deutschland, unsern alten Kohlenlieferanten, um dorther etwas Kohle zu erhalten. Verhandlungen, die hätten stattfinden sollen, sind zum zweiten Male verschoben worden und sollen nun in ungefähr 14 Tagen beginnen. Allein, wie hier verlautet, hat die Entente, resp. Frankreich, gegen ein Abkommen, das Deutschland mit Holland abschliessen wollte, wonach das letztere ca. 50'000 Tonnen im Monat erhalten hätte, Einspruch erhoben mit der Begründung, dass sämtliche disponible Kohle an Frankreich zu liefern sei.

Selbstverständlich möchte Deutschland nun nicht riskieren, dass ein Gleiches geschehe, wenn es mit uns in Unterhandlungen eintritt, und auch wir möchten sicher sein, dass keine solche Schwierigkeiten entstehen.

Nun scheint uns, es liege eigentlich im wohlverstandenen Interesse nicht nur Deutschlands und der Schweiz, sondern auch der Entente, dass diese einer bescheidenen Kohlenlieferung Deutschlands nach der Schweiz keine Schwierigkeiten in den Weg legt. Schliesslich muss ja Deutschland auch gelebt haben. Wie soll es bezahlen, wenn es nichts exportieren und verkaufen kann? Durch eine kleine Kohlenlieferung nach der Schweiz wird ein Ansporn gegeben für die Koh-

lenausbeute und diese indirekt gefördert. Knebelt man Deutschland vollständig, so wird es schliesslich auch gegenüber Frankreich einfach zu einer passiven Resistenz getrieben, mit der kein Mensch, nicht einmal Marschall Foch, fertig wird.

Wir bitten Sie, bei der französischen Regierung vorzusprechen, ihr unsere ganze Kohlenmisere zu schildern und sie speziell darauf hinzuweisen, dass das Saargebiet uns vor dem Kriege 60'000 bis 70'000 Tonnen Kohle im Monat geliefert habe, während es jetzt kaum 20'000 seien, und dass die Schweiz auch ein Recht darauf habe, atmen und existieren zu können. Deshalb werde es kaum in der Absicht der französischen Regierung liegen, uns zu verhindern, aus unseren früheren Bezugsgebieten, nämlich der Ruhr, uns gewisse Kohlenmengen zu verschaffen. Die Schweiz gedenke daher Verhandlungen mit Deutschland über diese Lieferungen aufzunehmen und zähle darauf, dass Frankreich unsere Bestrebungen unterstützt und in keinem Falle durchquert oder gar bekämpft und verhindert. Denn die Schweiz, wollen Sie beifügen, könne doch nicht nur auf England und Amerika angewiesen sein, die eigentlich gar nicht ihre natürlichen Kohlenlieferanten seien. Auch entstehe durch ausschliesslichen Bezug aus Amerika und England eine weitere Belastung des Frachtenmarktes. Die Verhandlungen mit Deutschland dürften sich um ein Quantum von ca. 50'000 Tonnen pro Monat bewegen, was für Frankreich nicht in Betracht komme. Für uns aber ist diese Kohle absolut notwendig, weil es sich gerade um den Bezug bestimmter Qualitäten handelt, die aus England und Amerika kaum oder gar nicht erhältlich sind. Speziell verursacht der Bezug von Koks, weil er leichter ist als die Kohle, zur See ungeheure Frachten. Es gehört eigentlich zu den ersten Pflichten Frankreichs, das uns mit dem Saargebiete im Stiche lässt, dass es uns nicht auch noch von der Ruhr abschneidet.

Von den weitern obstehenden Bemerkungen wollen Sie natürlich nur den Gebrauch machen, den Sie für gut halten. Wir haben diese mehr für Sie und *vertraulich* angebracht.

Wir bitten Sie, diese Angelegenheit, die für uns sehr wichtig ist, mit tunlichster Beschleunigung und mit gewohnter Sicherheit zu erledigen.[1]

---

1. *Pour les démarches faites par Dunant, cf. n° 287.*

270

E 2200 London 32/2

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini

L AE. La Société des Nations et la Russie

Berne, 8 mars 1920

Au cours des derniers débats parlementaires au sujet de l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations, nous avons eu à nouveau l'occasion de constater le très grand intérêt que les socialistes adversaires de l'accession portent à la situation particulière de la Russie vis-à-vis de la Société des Nations. Or, il est fort intéres-

sant de noter, à ce propos, la nouvelle politique inaugurée envers le Gouvernement des Soviets par la Société des Nations, qui agit en quelque sorte comme mandataire des Puissances.

Sous ce pli, vous voudrez bien trouver un sommaire exposé du développement du mouvement en faveur d'une action de la Société des Nations en Russie. Depuis, le Conseil de la Société des Nations a décidé, comme vous le savez, de se réunir le 12 mars prochain pour nommer la Commission d'enquête qui devra se rendre en Russie.

Vu l'influence point négligeable que l'attitude de la Russie à l'égard de la Société des Nations peut exercer sur une partie du peuple suisse, nous vous serions reconnaissants de vous renseigner, de temps à autre, auprès du Secrétariat général de la Ligue sur le cours des négociations qui semblent devoir s'ouvrir prochainement avec la Russie.

ANNEXE

Copie *Berne,* 26 février 1920

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET LA RUSSIE.

La situation particulièrement complexe et difficile dans laquelle les Puissances occidentales se trouvent à l'égard de la Russie actuelle a fait naître l'idée, d'abord dans les milieux socialistes anglais, de chercher, dans la Société des Nations, le moyen d'arriver à un rapprochement avec le peuple russe, et de sauvegarder les intérêts considérables de toute l'Europe en Russie. Dans sa réunion à Londres, qui a eu lieu en décembre 1919, sous la présidence de *Henderson,* le Comité central de l'Internationale adopta ensuite une résolution demandant à la fois la convocation de l'Assemblée de la Société des Nations et un rapprochement entre la Russie et le reste de l'Europe.

A peu près en même temps, Lord Robert *Cecil* déclara à la Chambre des Communes anglaise, en faisant allusion à la politique des Puissances envers la Russie, et aux difficultés d'entamer des négociations avec le Gouvernement des Soviets, que la seule possibilité d'une solution du problème russe paraissait consister dans une action entreprise par la Société des Nations, aussitôt que celle-ci serait constituée.

Le mouvement en faveur d'une action de la Société des Nations pour un examen approfondi des questions de la Russie se dessina avec plus de vigueur à la Conférence de l'Organisation du Travail, réunie à Paris en janvier 1920. Lors de la dernière séance du Bureau International, le représentant du Gouvernement polonais, M. Sokal, déposa une motion, tendant à la constitution d'une commission d'enquête pour étudier les conditions du travail en Russie et autres questions analogues. Sur la proposition de M. Albert *Thomas,* cette motion, soutenue avec énergie par le délégué français *Jouhaux,* a été renvoyée au Conseil d'Administration de l'Organisation du Travail, qui doit entrer en rapports avec la Société des Nations sur les possibilités de réalisation pratique. Enfin, dans son discours électoral tenu à Paisley, le 31 janvier 1920, M. *Asquith,* en esquissant les premières tâches de la Société des Nations, fit, entre autres, allusion à la politique commerciale à suivre envers la Russie.

Il y a lieu d'observer cependant que, dans toutes ces propositions, il s'agit uniquement de la sauvegarde des intérêts directs ou indirects de l'étranger en Russie, et non de la participation de la Russie elle-même à la Société. Sur ce dernier point, une solution ne pourra probablement intervenir que lorsque la situation du ou des Gouvernements russes sera davantage élucidée. Il est toutefois à noter que, aux termes du Pacte de la Société des Nations, ne peuvent être admis dans la Ligue que des Etats «qui se gouvernent librement» (Etats de «self government»). Dans une interview parue vers le milieu de février dans la presse scandinave, Lord Robert Cecil a pourtant déclaré que l'admission de la Russie pourrait déjà être votée par l'Assemblée de la Société des Nations lors de sa première réunion, qui aurait lieu dans deux mois environ. La Conférence de Bruxelles des Asso-

ciations nationales pour la Société des Nations paraît même avoir adopté le point de vue très contestable que la Russie *reconstituée* serait tout de suite admise dans la Société des Nations sans être soumise à aucun vote ni examen.

271

E 2001 (B) 1/26

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique

Copie
AJ. Anerkennung Armeniens Bern, 9. März 1920

Am 7. Januar hat die Delegation der Armenischen Republik bei der Friedenskonferenz durch Vermittlung unserer Gesandtschaft in Paris den Wunsch ausgesprochen, mit der Schweiz «de facto» Beziehungen anknüpfen zu können[1], dies ohne Präjudiz für die endgültige Anerkennung dieses neuen Staates. Bereits am 29. Oktober 1918[2] hatte der Bundesrat sich bereit erklärt, eine armenische Abordnung zu empfangen, sich aber gleichzeitig die Anerkennung vorbehalten.

Wir haben uns seither über die in Paris und London tätigen Delegationen erkundigt.

In Paris bestanden zwei solche Delegationen: 1. diejenige des ehemals russischen Armenien am Kaukasus, welches Frankreich «de facto» anerkannt hat; 2. diejenige des türkischen Armenien, an deren Spitze der Führer der nationalen Bewegung, Boghos Nubar Pascha, steht; mit letzterer wird nur unverbindlich verhandelt. Über diese Pariser Delegationen gibt das Ministerium des Äussern günstige Auskunft.

Seither haben sich beide Delegationen unter Nubar Pascha und dem armenischen Patriarchen von Konstantinopel in London mit der bereits dort tätigen Delegation verschmolzen.

In England, wie übrigens in der Schweiz, herrschte immer, und besonders gegenwärtig, wo die Armenierverfolgungen seitens der Türkei wieder einsetzen, lebhaftes Interesse und Sympathie für dies Volk. Die armenischen Vertreter sind in London gerne gesehen.

In den letzten Tagen hat England namens der Alliierten den Türken eröffnet, dass ihnen Konstantinopel belassen werde, die Entente sich aber vorbehalte, falls das Benehmen des türkischen Volkes zu Klagen Anlass geben sollte, auf diese Entscheidung zurückzukommen. Diese Drohung betrifft, wie wir aus London vernehmen, in erster Linie die Armenierverfolgungen.

Während England den grossarmenischen Aspirationen, die vom Kaukasus quer durch Kleinasien ans Mittelmeer (Alexandrette) reichen, unter gewissen Vorbehalten fördert, will Frankreich nur ein viel kleineres Armenien schaffen, das für die Wahrung der Selbständigkeit des Landes kaum ausreichen dürfte. So

---

1. Pour le T n° 9 de Dunant, expédié de Paris le 7. 1. 1920, faisant état de cette démarche, cf. E 2001 (B) 1/26.

2. *Cf.* E 1004 1/269 *n°* 3130.

scheint man in Paris nur die vollständige Unabhängigkeit des ehemals russischen Armenien anzustreben, dem ein nur formell autonomes Cilicien (in welchem neuerdings Armenierverfolgungen seitens der Türken begonnen haben) unter französischer Verwaltung angegliedert würde. Dieser Tendenz gegenüber, die Lloyd George zu unterstützen scheint, wollen im englischen Unterhause Lord Robert Cecil, der Erzbischof von Canterbury, Lord Bryce und andere angesehene Führer Cilicien dem selbständigen Armenien vollständig einverleiben.

Nachdem Frankreich, England und neulich auch Japan Armenien «de facto» anerkannt haben, glauben wir, dass die Schweiz dem Wunsche der armenischen Delegation entsprechen kann, und stellen deshalb den *Antrag:*

der Bundesrat wolle sich grundsätzlich bereit erklären, einen «de facto» Vertreter der armenischen Republik zu empfangen.[3]

---

3. *Cette proposition a été acceptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 19 mars 1920, cf.* E 1004 1/273 *n°* 1035.

272

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Président de la Confédération, G. Motta

L Confidentielle — Rome, 9 mars 1920

Un catholique suisse, de passage à Rome, me dit que l'opposition à la Société des Nations est extrêmement forte dans le clergé de la Suisse centrale. Les masses rurales, me dit-il, déjà hostiles par tempérament à cet accord international, sont persuadées, en outre, que le St-Siège est hostile à la Ligue et que le devoir de tout bon catholique est de voter non le 16 mai prochain. Cette opposition, me dit-il, est également forte dans un canton comme St-Gall dont les députés au Conseil national se sont prononcés en grande majorité en faveur de l'adhésion de la Suisse.

Il serait hautement désirable que les masses catholiques fussent exactement renseignées sur la pensée du St-Siège qui n'a témoigné jusqu'ici que des sentiments bienveillants à l'égard de la Société des Nations. Il suffirait d'un mot du St-Siège pour dissiper le malentendu et les préventions qui peuvent compromettre le résultat de la prochaine votation. Je ne puis, malheureusement, rien faire ici dans ce sens, car nos amis de la Garde Suisse ne sont pas, je le crains, suffisamment convaincus de la justesse de notre cause pour que nous puissions leur demander une démarche quelconque. D'autre part, je ne puis moi-même, vous le comprendrez, entreprendre aucune démarche directe auprès de qui que ce soit. Je suis convaincu, en revanche, que votre action, M. le Président, serait seule efficace: il suffirait de provoquer un article, par exemple dans «L'Osservatore Romano», rappelant que le St-Siège n'a jamais combattu le projet en question,

mais qu'il lui a donné au contraire, et récemment encore, sa haute et entière approbation.

Ma suggestion est peut-être inutile. J'ai toutefois jugé de mon devoir de vous écrire.

273

E 6001 (A)/30

La Légation britannique à Berne[1]
au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
N

Berne, March 10th, 1920

Acting on the instructions of my Government, I have the honour to draw Your Excellency's attention to a scheme which is now being elaborated by His Majesty's Government and the Government of the United States for the provision of credits for Central Europe.

On the 12th of February last the Chancellor of the British Exchequer informed Parliament that, in view of the great urgency of this matter, and despite the difficulties of the financial situation of the United Kingdom in regard to foreign exchange, His Majesty's Government had informed the United States Government that over and above the £ 12,500,000 voted already that year for relief, His Majesty's Government were prepared to contribute a further sum for European relief-credits not exceeding half the sum contributed by the United States and not exceeding in all £ 10.000.000. Mr. Chamberlain went on to say that the Canadian Government had intimated to His Majesty's Government their desire to make a similar contribution. He added that the British Government were confident that other Governments both allied and neutral would also cooperate in like measure to meet what might truly be called the desperate needs of certain parts of Europe. The Chancellor of the Exchequer also emphasised the view of His Majesty's Government, a view which it is understood is shared by the United States Government, that it is essential that the conditions governing the grant of such relief-credits should include a provision ensuring the utilisation of the credits for the purposes of stimulating the production and the unfettered interchange of fundamental commodities between the various countries in need of assistance with a view to the early restoration in those countries of self-supporting economic life.

I have been instructed to express to Your Excellency my Government's earnest trust that in view of the present grave emergency the Swiss Government will see their way to associate themselves with the above action. In such event I should be grateful if Your Excellency would *inform me at an early date* whether the Swiss Government would be prepared to appoint a delegate to attend the *conference* which it is proposed to hold in the near future at *Paris* to discuss the neces-

1. *Cette note est signée:* For the Minister, R.C. Craigie.

sary machinery for the administration of credits such as those of which the United States Government and His Majesty's Government now propose the provision.

274

E 7800 1/76

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Londres, 12 mars 1920

En me référant à votre lettre du 23 février[1], Ref. Kohlenversorgung, relative au ravitaillement de la Suisse en charbon, j'ai l'honneur de vous confirmer mes télégrammes des 27 février et 11 mars.[2]

Je n'ai pas manqué de faire personnellement une démarche au Ministère des Affaires étrangères, dans le sens des instructions contenues dans votre lettre précitée et j'ai, au cours de cette visite, remis votre Aide-Mémoire du 20 février[3], en le développant et en l'appuyant de mon mieux.

Ma communication télégraphique vous aura appris que la réception avait été très cordiale, mais que l'on ne m'avait pas caché les grandes difficultés de l'heure présente.

Je saisis cette occasion pour ajouter que mon collaborateur, M. Martin, a eu en mains, depuis quinze mois, le dossier relatif aux charbons pour la Suisse, et j'ai dès lors l'honneur de vous envoyer sous ce pli la copie d'un rapport[4] qu'il m'adresse, accompagnée des quatre annexes[5] visées dans ce document. *[...]*

ANNEXE

R Londres, 12 mars 1920

Vous avez bien voulu me charger de vous donner un aperçu succinct des démarches entreprises par la Division commerciale de la Légation en faveur du ravitaillement de la Suisse en charbons. J'ai dès lors l'honneur de porter ce qui suit à votre connaissance:

1. Au cours du printemps dernier, la Société coopérative des Charbons à Bâle a envoyé à Londres un délégué spécial, qui resta pendant deux mois environ, puis quitta dans le courant de juin.

---

1. *Dans cette lettre, le Chef du Département de l'Economie publique chargeait la Légation de Suisse à Londres d'intervenir auprès du Gouvernement britannique dans le sens de la proposition reproduite sous n° 251, tandis que le Conseil fédéral ne donna suite à cette proposition que le 27 février.*
2. *Non reproduits.*
3. *Il s'agit de l'aide-mémoire remis simultanément à la Légation britannique à Berne, cf. n° 256, note 1.*
4. *Reproduit en annexe.*
5. *Non reproduites.*

2. A mon retour de Suisse en juillet, je rendis visite à Mr. Guiterman, Chef de l'Import Branch du Coal Mines Department, pour lui demander de donner aux exportateurs pour la Suisse autant de licences que possible. Comme en ce moment il insistait pour que le charbon soit expédié directement aux consommateurs et non concentré exclusivement aux mains de la Coopérative des Charbons, l'échange de vues dura plusieurs semaines et ce n'est que le 20 août que nous arrivâmes à un arrangement, qui consistait à donner trimestriellement pour 45.000 tonnes de licences, soit 15.000 tonnes par mois environ. L'arrangement expirait au 15 novembre 1919. Une partie du combustible ne pût être expédié, soit qu'il éclata diverses grèves (mines et chemins de fer), soit qu'il y eût des difficultés pour l'obtention de frêt.

3. Le 20 novembre 1919, Mr. Guiterman accorda pour le trimestre à venir 68.000 tonnes de licences.

4. Dans l'intervalle, le Gouvernement anglais décida de renoncer à l'allocation de charbon par pays, mais de confier la surveillance des mines à des comités locaux, dont le devoir était de réserver une quantité suffisante pour les besoins industriels, maritimes et domestiques du Royaume, le reste de la production devant être mis sur le marché libre.

Comme on pouvait s'y attendre, les prix montèrent et le Ministry of Shipping ordonna à maintes reprises à des bateaux chargés, destinés à l'étranger, de se rendre dans un port anglais pour décharger leur cargaison, destinée à être réexpédiée dans des districts où le charbon manquait.

La situation s'aggrava récemment par le fait des difficultés de transport terrestre de la mine au port, ou de la mine aux centres industriels. Il s'en suivit une désorganisation dans le service des navires, si bien qu'il y avait à la fin de février 500 bateaux vides, attendant leur tour de charger, dans le Canal de Bristol.

5. Sous l'ancien arrangement, la Suisse importa d'Angleterre en décembre 1919: 35.569 tonnes de charbon, coke et briquettes.

Sous le nouvel arrangement, elle importa d'Angleterre en janvier 1920: 12.381 tonnes et en février: 22.421 tonnes.

Si je suis bien informé, les contrats placés en Angleterre à fin février 1920 étaient:

a. Pour la Société coopérative des Charbons à Bâle environ 700.000 tonnes,

b. pour l'Association suisse des Usines à Gaz à Zurich 170.000 tonnes,

c. pour les C.F.F. 108.000 tonnes,

soit environ un million de tonnes, ce qui suppose une expédition de 80.000 tonnes par mois.

Il y a lieu de remarquer que le combustible non exporté à temps ne peut être reporté sur les mois à venir, la marchandise étant déficitaire.

6. A l'occasion de la visite de MM. Gerber et Buri, directeurs de la Société coopérative Suisse des Charbons à Bâle, je rendis avec ces deux messieurs visite à Mr. Guiterman, en date du 26 février. Vous voudrez bien trouver sous ce pli un mémorandum que j'ai dressé à la suite de cette visite et où les difficultés de la situation sont exposées.

Je note en passant qu'il est entendu que la conversation avait une allure de confiance personnelle et que les paroles de Mr. Guiterman ne doivent pas être citées dans la correspondance ou des conversations avec les exportateurs.

7. Nous fîmes ensuite une visite à Sir Joseph Maclay, Minister of Shipping et j'ai dressé de cette démarche un mémorandum également inclus.

Il résulte de ces deux visites que les exportateurs ont eu une tendance à trop vendre en regard des quantités disponibles, que la situation charbonnière est difficile à l'intérieur et que la désorganisation partielle des transports nuit également à l'exportation.

8. Toutefois, ces deux fonctionnaires nous assurèrent de leur bienveillance et promirent de venir en aide à la Suisse autant que possible.

Cette aide prit une forme tangible en ce qui concerne le Minister of Shipping, attendu que par deux fois en l'espace d'un mois ce Ministère nous rendit le bateau «City», affrêté pour des briquettes destinées aux C.F.F. et que le Gouvernement avait réquisitionné.

En date du 1er mars, je posai par écrit à Mr. Guiterman la question de savoir si, comme on me le rapportait, il y avait une interdiction complète d'exportation. Mr. Guiterman me répondit en date du 2 mars la lettre ci-incluse en copie, en me transmettant un avis aux exportateurs, également annexé.

Au cours de ces derniers jours, la situation empira, non pas en raison d'une diminution sensible de la production, mais parce que les mineurs insistent pour obtenir la nationalisation des mines et menacent constamment de faire grève pour arriver à leur but.

Le Gouvernement se vit dès lors obligé d'arrêter pour ainsi dire l'exportation, afin de se créer des stocks. Cette attitude de prudence me paraît être la raison principale des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons. Heureusement que la grève n'a pas éclaté, le congrès des syndicats ayant estimé que les mineurs devaient réaliser leurs buts non par une action directe, mais par la voie parlementaire.

Le seul danger est que les mineurs du Pays de Galles et du Northumberland, qui travaillent spécialement pour l'exportation, sont très excités et qu'il ne serait pas impossible qu'ils n'obéissent pas aux décisions du Congrès.

Selon mes informations d'hier, la situation est plus qu'incertaine et les exportations, même pour la France et l'Italie, ont été suspendues.

On m'informe que ce serait se laisser aller à une illusion que d'espérer, pour plusieurs semaines, une amélioration de la situation actuelle.

275

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 mars 1920[1]

988. Guthaben des Bundes im Ausland

Mündlich

Der Vorsteher des Finanzdepartements führt aus, dass sich im Portefeuille der Eidgenossenschaft seit langer Zeit eine ziemliche Anzahl ausländischer Werte befinden und dass der Bund bei verschiedenen Banken in Frankreich, Deutschland und Österreich Guthaben besitzt, die den Gegenwert der eingelösten Coupons der vorerwähnten Wertschriften darstellen. Diese Guthaben betragen in Frankreich ca. 600,000 Franken, in Deutschland ungefähr 2 Millionen Mark und in Österreich und Ungarn ungefähr 2,8 Millionen Kronen. Es frägt sich nun, was mit diesen Guthaben geschehen soll. Der Vorsteher des Finanzdepartements schlägt vor, das Guthaben in Frankreich vorläufig einfach stehen zu lassen, da dort eher eine Besserung der Valuta zu erwarten sei, und mit den Guthaben in Österreich und Ungarn wegen des gegenwärtigen tiefen Valutastandes ebenso zu verfahren, dagegen das Markguthaben zum Ankauf von Hypothekartiteln zu verwenden, weil diese Anlage die meiste Sicherheit für die Werterhaltung biete.

Der Rat stimmt diesen Vorschlägen zu.

---

1. *Etaient absents: E. Schulthess, R. Haab.*

276

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 19 Berlin, 14. März 1920

Ich habe Sie, so gut es ging, telegraphisch[1] über die Ereignisse der letzten Tage auf dem laufenden gehalten, obwohl ich mir sagen musste, dass Sie wahrscheinlich durch die Meldungen aus dem übrigen Teil von Deutschland rascher und zuverlässiger über die Gesamtlage unterrichtet werden als ich.

Die Lage hier in Berlin erscheint mir als eine sehr ernste, weil die hiesigen Truppen geschlossen auf Seite der neuen Regierung stehen und weil sie geführt werden von General Lüttwitz, einem Manne, der allgemeines Ansehen geniesst und über eine rücksichtslose Energie verfügt. Er hat im Gespräche mit Unterstaatssekretär v. Haniel das harte Wort gesprochen: «Wir werden, wenn nötig, den roten Terror durch den weissen zu brechen wissen.» Man muss sich also von dieser Seite auf Massnahmen von äusserster Kraft gefasst machen, wenn die alte Regierung nicht nachgibt, und dazu ist wenig Aussicht vorhanden und liegt wohl auch keine Veranlassung vor, denn es zeigt sich immer mehr, dass Süd- und wohl auch Mitteldeutschland zur alten Regierung stehen und dass die Arbeiterschaft zum äussersten Widerstand entschlossen ist, weil sie die sozialen Errungenschaften der Revolution gefährdet glaubt. Unter diesen Umständen sind blutige Kämpfe, wie sie in Frankfurt bereits stattgefunden haben, beinahe unvermeidlich. Hier in Berlin scheint die Bevölkerung eher auf Seite der neuen Regierung zu stehen, wenn auch ohne eigentliche Begeisterung, aber die organisierten Arbeiter sind sofort in den Streik getreten, der bis morgen (Montag) allgemein werden soll. Welches die Wirkungen des Generalstreiks sein werden, ist nicht vorauszusehen. Die neue Regierung glaubt über genügend Kräfte zu verfügen, um mit Hilfe der Einwohnerwehr die sog. technische Nothilfe für die lebensnotwendigen Betriebe aufrechterhalten zu können.

Durch diese Vorgänge ist der Gegensatz zwischen Unabhängigen und Mehrheitssozialisten in den Hintergrund gedrängt und die Gefahr geschaffen worden, dass die besonnenen Elemente der Arbeiterschaft nach links umfallen. Darin liegt augenblicklich die grösste politische Gefahr, die sich aus diesem Putsch ergeben kann.

Ich war gestern sofort auf dem Pressebureau der neuen Reichsleitung, wo man mir Auskünfte gab, die sich in der Folge als unzutreffend herausgestellt haben. Heute früh bin ich dorthin zurückgekehrt und fand die Stimmung schon wesentlich gedrückter, denn die Nachrichten aus dem übrigen Deutschland scheinen die gehegten Erwartungen nicht zu erfüllen.

Das Stadtbild von Berlin bietet augenblicklich nichts Beunruhigendes: Die Truppen patrouillieren überall und haben auch an allen wichtigen Plätzen und

---

1. *Non reproduits.*

Verkehrspunkten Maschinengewehre aufgestellt. Diese Gegenden sehen aus wie ein Feldlager, die Truppe verhält sich aber durchaus diszipliniert. Der Verkehr ist an vielen Punkten kontrolliert und nur an wenigen gesperrt. Die Wachen ziehen überall mit klingendem Spiel und im Paradeschritt auf, ganz wie in der Zeit vor der Novemberrevolution. Die Strassenbeleuchtung ist auf ein Minimum reduziert.

Auf allen öffentlichen Gebäuden wehen die alten Banner mit dem Reichsadler, und das Publikum begrüsst im allgemeinen diese Abzeichen mit Sympathie. Der Strassen- und Untergrundbahnverkehr ruht vollständig.

Der Putsch kam der alten Regierung und dem weiteren Publikum völlig unerwartet. Nach Mitteilungen, die mir aus Kreisen der neuen Regierung geworden sind, war das Ereignis erst für Anfang April geplant. Da jedoch die alte Regierung im Laufe des 12. März Wind bekam von der Sache und energische Gegenmassregeln angeordnet hatte, musste von Seite der Gegenrevolutionäre rasch gehandelt werden. So entschloss man sich, in der Nacht vom 12. auf den 13. der Regierung ein Ultimatum zu stellen, das morgens halb vier Uhr dem Reichskanzler zugestellt wurde und die Aufforderung enthielt, entweder die sofortige Neuwahl des Reichstages und die Wahl des Reichspräsidenten durch das Volk zuzusichern oder abzudanken. Die Regierung hielt um 4 Uhr Sitzung und beschloss, das Ultimatum abzulehnen. Darauf rückten sofort die revolutionären Truppen in die Regierungsgebäude ein, und die Mitglieder der Regierung verliessen fluchtartig ihre Wohnung und Berlin. Nur der Vizekanzler Schiffer blieb zurück und wurde in Schutzhaft genommen. Die alte Regierung fuhr in Automobilen nach Dresden und erliess dort sofort eine Proklamation gegen «die Militärdiktatur in Berlin». Der Wortlaut dieser Proklamation ist hier nicht bekannt geworden. Hinsichtlich des weiteren Verlaufs der Ereignisse darf ich auf meine telegraphischen Berichte verweisen.

Aus den bisherigen Kundgebungen der neuen Regierung, welche ich hier beilege und die alle in die Form von Flugblättern gekleidet sind, welche durch Truppen in Autos und durch Flieger abgeworfen werden, geht hervor, dass man die Bewegung nicht als eine monarchische gelten lassen will, sondern als Protest hinstellt gegen den Versuch der bisherigen Regierung und ihrer parlamentarischen Mehrheit, die Wahlen in den Reichstag ad calendas graecas zu verschieben und die Verfassung im Sinne der Wahl des Präsidenten durch das Parlament zu revidieren. Ich muss dahingestellt sein lassen, ob wirklich nur dieser eine Zweck beabsichtigt ist, aber das scheint mir festzustehen, dass die unmittelbare Veranlassung für den Putsch die obigen Massnahmen der Regierung gebildet haben. Ich habe diese undemokratischen Tendenzen immer als einen grossen politischen Fehler und als einen Beweis für die Schwäche der politischen Stellung der alten Regierung betrachtet und erblicke in diesem Versuche der bisher regierenden Partei eine Verletzung der geltenden Verfassung, welche den «Rechtsradikalen» wenigstens den Schein des Rechts verschafft hat.

Alle ruhig denkenden Leute beklagen das Vorkommnis, weil sie sich sagen müssen, dass dadurch das Land in schwere und nutzlose Kämpfe gestürzt wird, welche letzten Endes den Untergang des Reiches herbeiführen können und die im besten Falle die wirtschaftliche Krisis in bedrohlicher Weise verschärfen werden.

Ein dauernder Erfolg der neuen Regierung scheint kaum denkbar, weil sie nicht über die nötigen Machtmittel verfügt, um die Widerstände zu überwinden, welche ihr aus der Arbeiterschaft und grossen Teilen des Reiches entstanden sind. Zu diesen inneren Schwierigkeiten gesellt sich der zweifellos erfolgende Einspruch der Entente. Und endlich stärkt dieses Ereignis ganz gewiss die Loslösungsbestrebungen, über welche ich in früheren Berichten gesprochen habe. Es wird sich zunächst der Gegensatz zwischen Preussen und den übrigen Ländern verschärfen, und die Franzosen werden sich diese Gelegenheit nicht entgehen lassen, um ihren Traum der Zerstückelung Deutschlands zu verwirklichen.[2]

Man mag die Sache ansehen wie man will, so wird man immer zu dem Schlusse kommen müssen, dass Deutschland von einem neuen, schweren Unglück betroffen worden ist, dessen Folgen nur traurige sein können.

Ich lege hier noch die Morgennummer der «Vossischen Zeitung» vom 13.crt. bei, welche unter dem ersten Eindruck der amtlichen Erklärungen der alten Regierung geschrieben worden ist und die nur zu deutlich die Angst dieses «demokratischen» Organs um die politische Macht und das eigene Leben erkennen lässt. Wenn wahr ist, was mir von verschiedenen Seiten berichtet wird, dass die Gärung unter den Truppen und in der Bevölkerung einen starken antisemitischen Einschlag hat, dann erklärt sich die Angst der Vossischen ohne weiteres, denn sie steht bekanntlich unter ausschliesslich und ausgesprochen jüdischer Leitung.

Bemerkenswert ist, dass die führenden Männer der *Rechts*parteien der augenblicklichen Bewegung ganz ferne stehen wollen und den Putsch entschieden verurteilen. Deshalb ist es dem neuen Reichskanzler bisher nicht gelungen, seine Ministerliste vollständig zu machen. Unterstaatssekretär v.Haniel versicherte mich heute, dass die Deutsche Volkspartei sich ausdrücklich von der Bewegung losgesagt habe und dass selbst die Deutschnationalen offiziell nicht in dem Ding sein wollen.

Ich hätte Ihnen noch zu berichten über den Ausgang des Prozesses *Erzberger*, aber dieses Ereignis tritt gegenüber der Revolution so vollständig in den Hintergrund, dass ich wohl besser tue, darüber zu schweigen. Nur das eine möchte ich sagen: Erzberger wird ja wohl vorübergehend aus der Reihe der Papabili für einen Ministerposten ausscheiden, aber er wird ganz gewiss seinen Einfluss im Parlamente und in den Kulissen des politischen Lebens beibehalten und eines schönen Tages wieder ganz auf der Oberfläche auftauchen; ihm konnte kein besserer Dienst erwiesen werden als dieser Putsch, der sich unmittelbar nach der Veröffentlichung des Urteils «*gegen*» Helfferich ereignet hat. *[...]*[3]

---

2. *Sur les réactions françaises dans cette affaire, le Ministre Dunant télégraphiait (n° 11) le 15 mars:* Au Quai d'Orsay on évite de se prononcer sur la portée des événements d'Allemagne voulant attendre de voir ce que fera Assemblée nationale à Stuttgart. On insiste très catégoriquement sur le désir principal de la France de voir Allemagne exécuter clauses du Traité de Paix. (E 2300 Paris, Archiv-Nr. 73).

3. *A été supprimé un passage sur des voies de fait entre des officiers de l'armée d'occupation et des Allemands.*

277

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta

L 20.I.C.3 Rome, 15 mars 1920

J'ai lu avec le plus grand intérêt l'exposé sommaire de la situation générale de la Suisse vis-à-vis de la Société des Nations que vous m'avez fait l'honneur de me remettre par votre lettre du 13 février.[1]

En ce qui concerne la campagne menée par les adversaires du Siège de Genève, j'ai lieu de croire qu'ils ne désarmeront pas et qu'ils comptent encore sur un vote négatif du peuple suisse le 16 mai.

Quant à ceux qui reprochent à la Suisse de vouloir, par le maintien de sa neutralité, se soustraire aux obligations volontairement acceptées par les autres membres de la Ligue, il est certain qu'ils trouvent un appui auprès de nombreux Suisses romands, surtout à Paris. Je remarque que le Colonel Feyler et M. Philippe Godet expriment cette manière de voir dans la «Gazette de Lausanne». Le premier nous donne en exemple les autres neutres tels que les Scandinaves et la Hollande. Il nous affirme que tous sont prêts à collaborer sans réserves, à l'exécution des mesures décrétées par la Ligue des Nations, et que si demain la Ligue décide une action militaire contre n'importe quelle Puissance, ces neutres marcheront joyeusement pour la défense du droit. Or, je ne crois pas que cela soit entièrement exact: le Ministre du Danemark à Rome m'affirme que son pays, d'accord avec les autres Scandinaves, a décidé de ne prêter le concours de ses troupes que si le Danemark et les autres Scandinaves se trouvaient directement intéressés dans le conflit. Par exemple, si la Ligue devait intervenir dans les Balkans le Danemark ne se considérerait pas comme tenu de mettre ses forces militaires à la disposition du Conseil suprême. Le Ministre de Suède que j'ai interpellé sur ce point, ne connaissait pas les réserves dont m'a parlé son collègue du Danemark.

Vous êtes, sans doute, déjà fixé sur ce point. Il est d'une extrême importance. Si réellement le Danemark, qui a tiré de la guerre européenne des avantages territoriaux, n'adhère à la Ligue des Nations qu'avec les réserves mentionnées plus haut, nous sommes d'autant plus fondés à maintenir notre neutralité, tout en nous engageant à défendre de toutes nos forces l'intégrité de notre territoire. *[...]*

---

1. *Il s'agit sans doute du rapport reproduit sous n° 244.*

278

E 2001 (B) 1/1

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse

Copie
RPSI n° 1. G

Bern, 16. März 1920

Im Februar ist in Bern neuerdings eine Konferenz zusammengetreten zur Beratung der Frage des *Abbaues und der Neu-Organisation des Grenzschutzes.* Wie in den früheren Konferenzen ist eine grundsätzliche Aufhebung des Grenzschutzes von niemandem verlangt worden. Das politische Departement hat den Standpunkt eingenommen, dass es aus innerpolitischen Gründen begrüssenswert wäre, wenn eine Aufhebung des Grenzschutzes eintreten könnte, dass es aber auf der Beibehaltung eines Grenzschutzes bestehen müsse, weil man für die nächsten Zeiten doch mit der Möglichkeit kritischer Ereignisse zu rechnen habe. Die Konferenz kam zu dem Schlusse, dass das Militärdepartement bereit sei, sofort die nötigen Vorkehren zum *Abbau der Sperrzonen* und zu der in Aussicht genommenen *Reduktion der Bewachungsmannschaften* um *800 Mann* zu treffen, ferner seien alsbald weitere noch nötige Feststellungen und Untersuchungen durchzuführen, um die spätere Umorganisation seinerzeit auf sicherer Grundlage rasch durchführen zu können. Der Bundesrat hat beschlossen, das Grenzdetachement Nordostschweiz sei zu beauftragen, in Verbindung mit der Kreiszolldirektion II einen *Plan* betreffend *Abbau* und *Neuorganisation* des *Grenzschutzes,* insbesondere im Gebiete des Kantons Schaffhausen, beförderlichst den beteiligten Departementen zu Handen des Bundesrates vorzulegen.
[...]

Die *bolschewistischen Umtriebe* in der Schweiz werden durch eifrige und planmässige Organisationsarbeit, die auf eine grosse Frühjahrsbewegung hindeutet, gefördert. Es sprechen aber noch keine Anzeichen dafür, dass sich eine der gewerkschaftlichen Bewegungen zu einer grösseren politischen Aktion auswachsen könnte. Mit Befriedigung darf konstatiert werden, dass der Gegensatz zwischen dem gesunden Egoismus des Arbeiters und den revolutionären Theorien in mancher Hinsicht greifbar zu Tage tritt. Die sozialistische Führerschaft scheint etwas bekümmert zu sein, weil ihr nicht alles blindlings folgen will und weil eine ökonomische Besserstellung einem grossen Teil der Masse wertvoller ist als politischer Umsturz.

Wir wissen, dass auf einer jüngsten Konferenz schweizerischer Bierbrauereibesitzer und Vertreter der Arbeiter des Brauereigewerbes, wo die Frage des Tarifvertrages, der Lohnerhöhung etc. erörtert wurde, eine durchaus versöhnliche Stimmung herrschte. Die Arbeiter am grünen Tisch haben einen ganz anderen Ton angeschlagen als ihre für die breite Masse bestimmte politische Tagespresse.

Das Organ der Typographengewerkschaft charakterisiert in bezeichnender Weise die beiden Strömungen, die sich zur Zeit in der Sozialdemokratie geltend machen: «Die Auffassung der ‹Gemässigten› tendiert dahin, auch die Arbeiterschaft solle ihr möglichstes versuchen, damit wir wieder die sogenannten norma-

len Zeiten bekommen, indem der Streik, vor allem der politische Streik, nach Möglichkeit vermieden wird, also demzufolge die Proleten in ihren Forderungen etwas bescheidener sein sollten, um so das Wirtschaftsleben vor weiteren Erschütterungen zu bewahren. Die ‹Radikalen› hingegen sind daran interessiert, dass zwar nicht etwa die Lebensmittelversorgung unnötigerweise verhindert wird, dass aber im übrigen das jetzige Wirtschaftssystem zerstört werden soll, weil dann notwendigerweise ein anderes, das sozialistische Wirtschaftsprinzip, kommen muss.»

Die *bolschewistische Propaganda* in der Schweiz unterhält regsten Kontakt mit dem Ausland. Die Sendboten fahren hin und her und kennen weder Grenz- noch Passschwierigkeiten. Der bernische Stadtrat *Karl Moor,* der seit Monaten in Berlin sitzt, scheint den verschiedensten Besuchern beiderlei Geschlechtes jeweilen bequemes Absteigequartier zu verschaffen. Wir wissen aus zuverlässiger Quelle, dass Enver Pascha vor drei Wochen mit Moor in seinem Berliner Hotel zusammentraf, und wir glauben bestätigen zu können, dass Enver Pascha beabsichtigte, mit einem Flugzeug nach Russland zu fliegen, um von dort mit Unterstützung der Sovietregierung den keimenden Brand in Afghanistan zu schüren. Enver Pascha musste unterwegs infolge eines Motordefektes in der Ukraine landen und seine ungehinderte Rückkehr nach Berlin, wo er unter einem Decknamen wohnt, soll er ausschliesslich den Bemühungen Moors verdanken. Auch Rosa Grimm hat anlässlich ihrer Rückkehr von der geheimen internationalen kommunistischen Konferenz in Amsterdam beim Genossen Moor vorgesprochen.

Die Bundesanwaltschaft hat bis heute noch keine Spur der Urheber des *Bombenattentates* gegen das amerikanische Konsulat in *Zürich* gefunden. Verschiedene Verhaftete konnten ihr Alibi nachweisen. Da es sich aber nach der Vermutung der Bundesanwaltschaft um eine Bombe mit Zeitzünder handelt, dürfte es den Attentätern nicht schwer gewesen sein, sich ein ausgiebiges Alibi zu beschaffen. Das Volksrecht benützt diesen Bombenanschlag, um dem Bürgertum die Fingierung von kommunistischen Anschlägen zu unterschieben. Es schreibt:

«Auch wir dürfen Vermutungen haben und sie aussprechen. Und die gehen dahin, dass es sich um eine Mache handelt, eine Mache, die dem Bürgertum den Anlass und den Vorwand geben soll zu weiteren reaktionären Massnahmen aller Art. In dieser Vermutung werden wir insofern bestärkt, als es sich bei der Bombe um einen Zeitzünder bester Konstruktion handeln soll, von welcher Sorte nicht der erste beste einige Stücke in der Kommode aufbewahrt, die man nicht selbst fabrizieren und auch nicht im Laden kaufen kann. Es liegt etwas in der Luft. Wir haben mitgeteilt, welche vorsorglichen Massnahmen bereits getroffen wurden für den Fall einer Aktion der Eisenbahner. Man kennt die ungeheure Reaktion, die in der Stadt Zürich immer schärfer zum Ausdruck kommt. Es musste etwas geschehen, um noch rigoroser wüten zu können.»

Am 28. März ist in Yverdon ein *kommunistischer Kongress* der dritten Internationale *für die romanische Schweiz* vorgesehen. Organisator desselben ist der bekannte bolschewistische Pfarrer Humbert-Droz. Zum Kongress sind eingeladen alle Sektionen, die mehrheitlich der dritten Internationale zuneigen, ferner alle kommunistischen Gruppen, alle vereinzelten Genossen, die Anhänger der dritten Internationale sind, ferner die sozialistischen Jugendorganisationen und

kommunistischen Studentenverbindungen. Im Aufruf heisst es: «Die Stunde ist gekommen für die Konzentration aller unserer Propaganda- und Aktionsanstrengungen. Wir rechnen auf eine starke Anteilnahme.»

In der Ziegelhütte von Boscherina (bei Mendrisio) ist ein *Betriebsrat* eingesetzt worden. Die Anerkennung wurde durch einen eintägigen Streik erreicht, der wegen Lohnaufbesserung inszeniert wurde. Der Betriebsrat besteht aus sechs Arbeitern der Fabrik und befasst sich mit allen Fragen, welche die Direktion und die Arbeiterorganisation betreffen. Nötigenfalls erhält er von der Arbeitskammer Unterstützung. Das Tessiner sozial. Parteiorgan bucht diese Organisation mit grosser Genugtuung und empfiehlt sie auch den in einer Bewegung stehenden Arbeitern der Papierfabrik Tenero bei Locarno.

Bei der Beratung der in der letzten Session der Bundesversammlung eingebrachten (aber nicht zur Beantwortung gelangten) Interpellation Belmont[1] betreffend die *Aufnahme der Verbindungen mit Sovietrussland* war der Bundesrat der übereinstimmenden Meinung, dass er die Bestrebungen anderer Länder zur Anknüpfung wirtschaftlicher Beziehungen zu Sovietrussland mit aller Aufmerksamkeit verfolge und auch der Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen zwischen schweizerischen Firmen und Russland kein Hindernis in den Weg legen werde. Angesichts der völligen Unabgeklärtheit der innern Verhältnisse Russlands und seiner staatsrechtlichen Konstruktion könne vorläufig von einer offiziellen Anerkennung der Sovietrepublik nicht wohl die Rede sein. Diese und die Zulassung einer russischen Gesandtschaft nach der Schweiz wäre nur unter der Voraussetzung möglich, dass der russische Staat bereit wäre, für die Schäden, die den Schweizern in Russland zugefügt worden sind, die Haftung zu übernehmen, und wenn sich die Gesandtschaft der Soviet-Republik den Regeln des internationalen Rechts fügen, also vor allem sich der bolschewistischen Propaganda in der Schweiz enthalten wollte.

1. *Sur cette question, cf. n° 266.*

279

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L n° 1182. Hilfsaktion in Zentraleuropa — Bern, 17. März 1920

In Beantwortung Ihrer Zuschrift vom 11. März, mit welcher Sie uns die Kopie einer Note der Englischen Regierung über die Hilfsaktion in Zentraleuropa übermittelt haben[1], und unter Bezugnahme auf unsere soeben stattgefundene telephonische Besprechung beehren wir uns, Ihnen in der Angelegenheit die folgenden Mitteilungen zu machen:

1. *Cf. n° 273.*

In Ausführung des Bundesratsbeschlusses vom 1. März[2] sollte unseres Erachtens ein Delegierter an die geplanten Verhandlungen in Paris entsendet werden. Wir sind vollständig mit Ihnen einverstanden darüber, dass diese Mission Herrn von Haller übertragen wird. Er ist bereits auf dem laufenden und hat soeben die Sache noch mit uns besprochen. Es könnte somit der englischen und amerikanischen Gesandtschaft von Ihnen aus mit Beförderung eröffnet werden, dass wir grundsätzlich bereit sind, an der Hilfsaktion mitzuwirken, und die Konferenz in Paris beschicken werden.

Über unsere Pläne sind die massgebenden Herren von der englischen und amerikanischen Seite im wesentlichen bereits aufgeklärt. Wir würden also wohl dabei bleiben, dass wir im ganzen mit 25 Millionen partizipieren, wovon bereits 10 Millionen Österreich vorgeschossen resp. kreditiert worden sind, und zwar für die Lebensmittelversorgung Österreichs und dann speziell des Tirols und des Vorarlbergs. Dazutreten weitere 15 Millionen, auf welche — wie bekannt — auf Anregung des Herrn Bundesrat Chuard 1,6 Millionen Vorschuss für die Rheinregulierung verrechnet werden sollen. Sodann wäre der Wunsch auszusprechen, dass eine Million verwendet würde für die Rapatriierung der in Sibirien in Kriegsgefangenschaft sich befindlichen Österreicher, sodass rund 12½ Millionen für Lebensmittel- und Warenankäufe übrigblieben. Diese Summe hätten wir also bar zur Verfügung zu stellen. Sie würde im wesentlichen oder wohl ganz für Ankäufe in der Schweiz verwendet werden. Die Natur der einzukaufenden Waren wird sich nach den österreichischen Wünschen und Bedürfnissen richten. Wir möchten aber nur darauf aufmerksam machen, dass der Einkauf ein rationeller sein muss, und zu diesem Zwecke wird es sich empfehlen, dass er durch das Ernährungsamt erfolgt, um so mehr als die Alliierten speziell wünschen, dass wir die Versorgung Österreichs in Milchprodukten übernehmen.[3]

---

2. *Cf. n° 260, note 1.*

3. *Dans une note remise le 16 mars 1920 au Département politique, la Légation des Etats-Unis à Berne faisait savoir au Conseil fédéral:* In view of the fact that various countries of Central Europe are in most urgent need of assistance, the United States Grain Corporation will supply immediately on credit from stores already at the ports 200.000 tons of wheat flour to Austria, 100.000 tons to Poland, in addition to 10.000 tons already promised, of which 20.000 tons have been shipped, 15.000 tons to Hungary, and 25.000 tons to Czechoslovakia. The British Government will arrange for the transportation of this flour as promptly as possible. Since it is clear, however, that in a comprehensive plan for the relief and rehabilitation of Central Europe, provision should be made for milk products, fats, and raw materials, the United States Government has learned with satisfaction that Switzerland has offered to advance Fifteen Millions Francs for the purchase of cattle, milk and cheese. If such an advance were made, the Austrian milk problem would be solved for some months to come, and the United States Government, therefore, hopes that the Swiss Government will give favorable consideration to such an advance.

The terrible conditions in Central Europe are already so well understood in Switzerland that there is no reason for the United States Government to point them out, except to urge that such conditions promote political chaos and consequently disrupt economic relations and also menace the world with epidemies of diseases, thereby creating a situation which is as dangerous to one nation as to another.

In bringing this situation to the attention of neutral governments, the Government of the United States is urging them to extend credits either for food necessary to prevent famine or for raw

Was nun die ganze Organisation der Kredite, die Erreichung und Verteilung der Sicherheiten usw. betrifft, so ist es unseres Erachtens zur Stunde nicht möglich, darüber nähere Instruktionen zu geben. Unser Delegierter wird dafür zu sorgen haben, dass unsere Guthaben in gleicher Weise behandelt werden wie die Guthaben anderer Staaten, und dass im ganzen möglichst weitgehende und gute Sicherheiten erreicht werden. Wie wir schon Herrn von Haller seinerzeit nach Paris telegraphierten, ist die Frage noch nicht gelöst, ob der Bundesrat die Erteilung des Kredites auf sich nehmen oder der Bundesversammlung unterbreiten soll. Wir glauben indessen, dass mit Rücksicht auf die Dringlichkeit der Angelegenheit und auf den humanitären Zweck der Bundesrat die volle Verantwortung übernehmen sollte. Dabei fällt auch in Betracht, dass wir das denkbar grösste Interesse an der Wiederaufrichtung unserer Nachbarstaaten haben.

---

materials necessary for the revival of industry, thereby assuming a share in the humanitarian work of rehabilitation. In order to avoid waste and duplication of effort, the suggestion has been made that representatives be sent to Paris by the Governments participating to act in an advisory capacity. It is felt that the Swiss Government will appreciate the fact that it is necessary to have a comprehensive plan and to act promptly. (EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30).

280

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Président de la Confédération, G. Motta

L Confidentielle Rome, 17 mars 1920

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre personnelle du 9 courant.[1]

J'apprends que le Colonel Pfyffer, de Lucerne, a été reçu au Vatican par Mgr. Tedeschini et lui a exposé la situation de l'opinion publique dans la Suisse catholique à l'égard de la Société des Nations. Mgr. Tedeschini a déclaré à son interlocuteur que le St-Siège approuvait entièrement la Ligue des Nations et qu'il n'hésiterait pas à y entrer si on le lui proposait. Il a autorisé le Colonel P. à faire état de ses déclarations. Celui-ci, qui est un partisan convaincu de la Ligue, doit rentrer en Suisse prochainement et communiquera à ses coreligionnaires lucernois les impressions qu'il rapporte de Rome.

Je crois néanmoins qu'une déclaration publiée dans un organe du Vatican, ou des explications venues directement du St-Siège à l'adresse du clergé suisse auraient un effet plus général. En effet, de toutes parts on me dit que les catholiques de la Suisse allemande sont résolument contraires au projet qui leur sera soumis le 16 mai.[2]

---

1. *Cf. n° 272.*
2. *Point d'interrogation de Motta en marge de cette phrase.*

P.S.

Le Colonel Pfyffer veut bien me communiquer le résumé de sa conversation avec Mgr. Tedeschini que je m'empresse de vous remettre ci-inclus sur feuille à part.[3]

ANNEXE

RESULTAT DER BESPRECHUNG MIT MGR. TEDESCHINI VOM 16. III. 20.

a. Der hl. Vater bedauert, dass der Vatikan nicht in den Völkerbund eingeladen worden ist; er anerkennt, dass die vom Völkerbund gesteckten Ziele auf christlicher Basis ruhen und das Wohl der allgemeinen Menschheit verfolgen.
b. Auf die Bemerkung, es werde in schweizerischen katholischen Kreisen vielfach behauptet, der Vatikan sei *anti Völkerbund,* antwortete der Mgr. spontan, dem sei absolut nicht so, der beste Beweis sei, dass der hl. Vater die Beiseiteschiebung des Vatikans bedaure.
c. Auf die Frage, ob der Vatikan eine nachträgliche Einladung zum Eintritt in den Völkerbund annehmen würde, glaubte der Mgr. dies bejahen zu dürfen.
d. Mgr. Tedeschini empfiehlt des bestimmtesten den Eintritt der Schweiz von allgemeinen Gesichtspunkten aus:

   Die Neutralen und ganz besonders die Schweiz seien befähigt und haben die Aufgabe, eine beschwichtigende, vermittelnde Rolle zwischen den Siegern und den Besiegten zu spielen, zufolge der objektiven Stellung, Entgegenarbeiten gegen den Hass der Völker, Aufrechterhaltung der christlichen Grundsätze, Pflege der Liebe und der Versöhnung. Spezielle Pflicht der Neutralen im Bunde sei, dafür zu sorgen, dass durch die Aufnahme aller Völker in den Bund derselbe möglichst bald zum *wahren* Völkerbund werde, denn nur dann können die von ihm gesteckten Ziele erreicht werden.
e. Die katholische Schweiz könne ganz besonders beitragen, dass auch der Vatikan in eine ihm gebührende Stellung zum Völkerbund komme.
f. Zum Schlusse meinte der Mgr., vous savez que les absents ont tort!
g. Das Gespenst der Freimaurerei, mit dem, wie ich ihm sagte, in katholischen Kreisen operiert wird, schätzt der Mgr. wenig ein. Und sollen sie (die Freimaurerei) wirklich eine preponderante Rolle spielen, so wäre das eher *ein Grund,* dass das katholische Element im Völkerbund möglichst zahlreich vertreten sei.

Konklusion:

Mein Eindruck ist, dass Mgr. Tedeschini vom christlichen und katholischen Standpunkte aus auf der Seite des Völkerbundes steht und des entschiedensten ratet, in denselben einzutreten.

---

3. *Reproduit en annexe.*

281

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Berlin, 17 mars 1920, 16 h 30
T n° 75 (*Ankunft:* 19. März)

Haniel teilt mir soeben mit, dass Kapp abgedankt habe und dass General Lüttwitz tatsächlich die Gewalt übernommen habe, hinter welchem Ludendorff stehen soll. Zwischen dem Diktator einerseits und Minister Schiffer und Parteiführern anderseits wird augenblicklich verhandelt, und es wird für heute eine Einigung zugunsten der alten Regierung erwartet, mit Front gegen den Spartakismus, der eine Regierung Cohn-Däumig gebildet haben soll. Die aus dem Osten eintreffenden Nachrichten lauten sehr bedrohlich und haben bewiesen, dass die Vorgänge in Berlin den Ausgangspunkt der Offensive der russischen Bolschewiki Armee gegen Polen gebildet hat. Die Gefahr, die immer mehr in den Vordergrund tritt, erfordert um jeden Preis eine Verständigung.[1]

1. *Le même jour, A. von Planta télégraphiait à Berne:* Der dänische Minister bestätigt mir, dass der englische Geschäftsträger energisch interveniert hat, damit die alte und neue Regierung zu einem Einvernehmen gegen den Spartakus gelangen. Der Chef der englischen Militärmission hat privatim vorgeschlagen, dass alle Missionschefs gemeinschaftlich im gleichen Sinne Schritte unternehmen. Ich habe mich dazu nicht ablehnend verhalten, glaube aber, dass eine getrennte Aktion, die den persönlichen Beziehungen nützlich sein würde, den Zweck besser erfüllen würde. Ich handle in diesem Sinne. Die Bildung einer kommunistischen Regierung mit Däumig, Goldschmidt, Cohn und Bayer bestätigt sich. In bezug auf den Generalstreik sind keine Änderungen eingetreten. (E 2300 Berlin 21/1).

282

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess,
au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini

Copie
L n° 1246
Kohlenversorgung Bern, 22. März 1920

Die im Berichte des Herrn Martin vom 12. März[1] enthaltenen Mitteilungen sind keineswegs befriedigend. Wir müssen sie unter solchen Umständen von neuem auf die eminente Bedeutung der Kohlenbezüge aufmerksam machen. Von ihnen hängt schliesslich alles ab, der Gang der Industrie, der Betrieb der Verkehrsanstalten und im Endeffekt der soziale Friede, Ruhe und Ordnung.

1. *Cf. n° 274,* annexe.

Nun sind die Kohlensendungen aus England sowohl wie aus Amerika fortgesetzt ungenügend, und wir müssen daher darauf halten, dass Sie, zumal da andere Staaten es zweifellos auch tun, Ihre Schritte bei der dortigen Regierung immer und immer wieder erneuern und dass Sie alles tun, was möglich ist, um die Hindernisse, die der Ausfuhr entgegenstehen, zu überwinden.

Wir anerkennen gerne, dass Herr Martin sich in dieser Angelegenheit alle Mühe gegeben hat, und er soll selbstverständlich seine Bestrebungen auch fortsetzen. Allein wir müssen darauf halten, dass auch Sie, Herr Minister, persönlich beim Ministerium sich sehr intensiv bemühen. Es steht nicht eine gewöhnliche Handelsreklamation in Frage, sondern es handelt sich um ein Geschäft von grösster Bedeutung. Kein anderes, das Ihnen heute anvertraut ist, kann wichtiger sein oder auch nur gleich wichtig. Die englische Regierung darf nicht im Zweifel darüber gelassen werden, in welcher Lage wir uns befinden, zumal als die Kohlenzufuhren durchaus ungenügend sind und unsere Vorräte täglich zurückgehen, und dass wir auf ihre Unterstützung zählen müssen.

Machen Sie beim Ministerium nur geltend, dass die Schweiz unter allen Umständen darauf halten müsse, ihren Verkehr und die Arbeit ihrer Industrie aufrecht zu erhalten, und dass dies auch politisch viel wichtiger sei als alle andern denkbaren Massregeln.

Wir können Sie also gar nicht genug auf die kapitale Wichtigkeit des Auftrages hinweisen und Sie bitten, für dessen Besorgung alle Energie aufzuwenden. Sie können sich selbst denken, in welche Lage wir alle kämen, wenn man einstmals geltend machen könnte, es sei nicht alles, was irgend möglich ist, getan worden. Man darf sich in solchen Dingen vor einem Refus nicht abschrecken lassen und man muss immer und immer wieder darauf zurückkommen. Das kann Ihnen angesichts der Wichtigkeit der Frage von der dortigen Regierung auch nicht verübelt werden.

Wir zählen also auf Ihre intensive Tätigkeit.

283

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Berlin, 22. März 1920, 17 h 20
T n° 91 (*Ankunft:* 23. März)

Heute haben wir dem Reichskanzler Bauer einen offiziellen Besuch abgestattet, um ihn zur raschen Niederwerfung des Militärputsches zu beglückwünschen und um ihm unsere besten Wünsche für den endgültigen Sieg der Demokratie auszusprechen. Der Reichskanzler schien sehr erfreut und beauftragte mich, auch Ihnen für diesen Beweis freundlicher Gesinnung zu danken. Die Gesamtlage wird von ihm keineswegs als verzweifelt beurteilt, wohl aber als sehr ernst. Im Ruhrgebiet steht es sehr schlimm, wo eine rote Armee in der Stärke von 20.000 Mann gebildet wurde, welche die Reichswehr verdrängte. Es wurde dort

eine kommunistische Regierung errichtet. Es soll versucht werden, wenn möglich ohne Blutvergiessen, durch Minister Giesberts Wandel zu schaffen. Auch in Thüringen wurde eine Räte-Regierung eingesetzt. In Sachsen ist die Lage ebenfalls noch sehr gefährlich. Die Regierung hat in Stettin nach schweren Kämpfen die Oberhand behalten. Die Bauern haben in Mecklenburg und Pommern die Grossgrundbesitzer verjagt, und sie schicken sich an, den Grundbesitz zu verteilen.[1] Seit Abgang unseres letzten Telegramms hat sich die Lage in Berlin entschieden gebessert. Der Reichskanzler ist der Meinung, dass die Gefahr hier beseitigt sei. Nächsten Mittwoch wird die Nationalversammlung hier zusammentreten und soll über eine Verständigung mit den Arbeitern entscheiden. Vom englischen General Malcolm wird die Lage eher optimistisch beurteilt. Über die Niederwerfung des Militarismus, was in England einen vorzüglichen Eindruck machen wird, hat er seine Freude ausgedrückt.

1. *Dans un rapport du même jour aux Légations suisses, le Département politique donnait les informations suivantes sur la situation à la frontière sud de l'Allemagne: [...]* Sogar im Süden Deutschlands, den doch der militärische Staatsstreich in Berlin der Regierung Ebert nicht entfremdet hatte, suchen Arbeiterräte die Gewalt an sich zu reissen. Grenzstädte wie Singen und Konstanz sind dabei hervorragend beteiligt, und die kommunistischen Rüstungen dicht unserer ganzen Grenze entlang mahnen zum Aufsehen. In Lörrach wurde bei einem Demonstrationszug auf mitgetragenen Tafeln der Anschluss an Russland verlangt; ein Unabhängiger forderte zur Diktatur des Proletariates auf, und Meldungen aus Lörrach stellen den direkten Zusammenhang dieser Erscheinung mit der Proklamation des Generalstreikes fest.

Da in Süddeutschland ein entschlossenes Zusammengehen aller Nicht-Bolschewisten fehlt, wächst auch dort der Einfluss der entschlossensten Gruppe der Spartakisten, wodurch unsere Grenze mehr denn je vom Feuerbrand der Weltrevolution bedroht wird. Die heutige Kräfteverteilung dürfte aber im Stande sein, einem unmittelbaren Überborden der Bewegung, wenn auch nicht mühelos, Schach zu halten. (E 2200 Paris 1/1581).

284

E 2200 London 32/1

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

L AE Confidentiel — Berne, 22 mars 1920
Société des Nations

Lors de la deuxième réunion du Conseil de la Société des Nations tenue à Londres vers la moitié de février dernier, nos délégués, MM. Ador et Huber, apprirent par M. Parodi que le Secrétariat général apprécierait hautement une invitation adressée par le Conseil fédéral à Sir Eric Drummond de visiter Genève en se rendant à la session du Conseil de la Société à Rome. Par télégramme du 18 de ce mois[1], notre Légation à Paris nous a à nouveau suggéré l'idée de faire parvenir une pareille invitation aux représentants de la Société des Nations réunis à Paris.

1. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1580.

Le Conseil fédéral a cependant estimé que la situation politique intérieure du pays ne lui permettait pas de prendre l'initiative d'une démarche de ce genre qui produirait inévitablement un contre-coup dans l'opinion publique du pays. Afin d'éviter que les auteurs de l'idée très sympathique en elle-même ne soient en quelque sorte froissés par une attitude qu'ils pourraient interpréter comme une marque d'indifférence à l'égard de la Société des Nations et du choix du siège de la Ligue, nous attacherions grand prix à ce que vous voulussiez bien exposer, pour autant que l'occasion se présente, les motifs qui obligent le Conseil fédéral à ne pas sortir de sa réserve. Ces motifs, qui sont exclusivement d'ordre intérieur, se basent sur la constatation que le peuple est extrêmement jaloux de tout acte émanant du Gouvernement qui pourrait préjuger, de quelque manière que ce soit, la décision définitive qu'il est appelé à prendre. C'est donc uniquement dans l'intérêt du résultat final du vote populaire que le Conseil fédéral croit devoir s'abstenir de toute action qui pourrait soulever contre lui une partie de l'opinion publique.

Nous nous en remettons à vous pour faire comprendre à M. Parodi — et, le cas échéant, à d'autres porte-parole de la proposition dont il s'agit — pour quelle raison nous sommes obligés d'adopter une attitude très réservée même à l'égard d'une idée qui nous serait en d'autres circonstances particulièrement sympathique.

285

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 mars 1920

Rückkauf der in französischem Besitz befindlichen Obligationen der Berner Alpenbahn-Gesellschaft (Bern-Lötschberg-Simplon)[1]

Geheim

Post- und Eisenbahndepartement
Antrag vom 18. März 1920

Mit Eingabe vom 10. März 1920 an das Post- und Eisenbahndepartement regte die Berner Alpenbahn-Gesellschaft (B.L.S.) an, den gegenwärtigen Tiefstand der französischen Valuta zu benützen, um die in französischen Händen befindlichen Obligationen der B.L.S. im Gesamtbetrage von rund Fr. 44,5 Millionen zurückzukaufen, und ersuchte um die Hilfe des Bundes zur Durchführung dieser Operation, welche geeignet wäre, die finanzielle Sanierung des notleidenden Unternehmens zu erleichtern und es von dem starken französischen Einfluss zu befreien. Die Bahngesellschaft glaubt, das Geschäft liesse sich zu folgenden Bedingungen vollziehen: Kaufpreis der Obligationen zu pari, aber in französischen Franken, unter Verzicht der Obligationäre auf die ausstehenden fünf Jahreszinse. Zum Kurs von 41 gerechnet, würde dies einen Aufwand von 18,245,000 Schweizer Franken erheischen. Die Gesellschaft nimmt dabei in Aussicht, dass die Kantonalbank von Bern als Käufer aufzutreten hätte, die aber,

1. *Sur la question du Lötschberg, cf. aussi n^os 91, 216 et DDS 7/1 n^os 129.17, 175.*

da sie nicht über genügende Mittel verfügt, von seiten des Bundes in irgend einer Form unterstützt werden müsste.

In seinem, das Für und Wider sowie die verschiedenen Modalitäten der Durchführung des Geschäfts erwägenden Bericht vom 18. März 1920 kommt das Post- und Eisenbahndepartement zu dem Schlusse, die vorgenannten Obligationen seien direkt durch den Bund anzukaufen.

Aus der Beratung ergibt sich Übereinstimmung darüber, dass der Rückkauf der Obligationen nicht nur von geschäftlichen, sondern auch von politischen Gesichtspunkten aus geboten erscheine. Obgleich dieses Geschäft die dereinstige Entscheidung der Frage des Rückkaufes der B.L.S. durch den Bund bis zu einem gewissen Grade beeinflussen wird, herrscht auch darin Übereinstimmung, dass der Bund selbst das Geschäft machen solle.

Was die Bedingungen des Geschäftes anbelangt, so wird in der Beratung betont, dass der den französischen Obligationen-Inhabern anzubietende Kaufpreis jedenfalls den seinerzeitigen Emissionskurs der Anleihen nicht übersteigen sollte. Gegenüber der an und für sich berechtigten Überlegung, der Börsenwert der Obligationen müsse gegenwärtig auf wesentlich weniger als Fr. 400 französischer Währung angesetzt werden, weshalb es sich nicht rechtfertige, einen wesentlich höheren Kaufpreis anzubieten, wird geltend gemacht, die Bedeutung des Geschäfts liege nicht so sehr in einem möglichst geringen Kaufpreis, als darin, dass es gelinge, möglichst viele der in französischem Besitz befindlichen Obligationen zu erwerben, was nur mit einem Kaufpreis zu erreichen sei, der den französischen Gläubigern genügend Anreiz biete, auf die Transaktion überhaupt einzutreten. Überdies würde das Geschäft bei allzu niedrigem Angebot auch Gefahr laufen, am Widerstand politischer Einflüsse zu scheitern.

Die Entscheidung der weitern Frage, ob den zu den Verhandlungen nach Paris zu entsendenden Delegierten der B.L.S. (voraussichtlich die HH. Hirter und Kunz) noch ein Delegierter des Bundes beizugeben sei, wird der Verständigung zwischen dem Finanz- und dem Eisenbahndepartement überlassen, wobei hervorgehoben wird, es gehe nicht wohl an, die Beteiligung des Bundes an der Operation bei den Verhandlungen gänzlich zu verschleiern.

Mit Rücksicht darauf, dass das ganze Geschäft infolge der Rückwirkung auf die Börse unmöglich würde, wenn die Öffentlichkeit vor Abschluss der Verhandlungen davon Kenntnis bekäme, ist der Rat einstimmig der Meinung, er müsse die Transaktion, trotzdem zu ihrer Durchführung die Aufnahme eines Anleihens kaum zu umgehen sein wird, vorläufig auf seine Verantwortung nehmen und später von den eidgen. Räten genehmigen lassen.

Auf Grund dieser Erwägungen wird *beschlossen:*

Die in französischem Besitz befindlichen Obligationen der Berner Alpenbahn-Gesellschaft (B.L.S.) im Betrage von rund Franken 44,500,000 sind durch den Bund anzukaufen.

Mit der Durchführung dieses Beschlusses wird das eidg. Finanzdepartement beauftragt.

Die nach Paris zu entsendenden Delegierten sind dahin zu instruieren, dass sie die Obligationen au mieux zu erwerben suchen sollen, jedenfalls aber keinen höhern als den Pari-Kurs der Obligationen in französischen Franken anbieten dürfen.

Das Finanzdepartement und das Post- und Eisenbahndepartement werden sich über die Entsendung eines Delegierten des Bundes zu den Verhandlungen in Paris verständigen.

286

E 2001 (D) c 1/1920–1923

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse

RP AJ Berne, 24 mars 1920

Depuis le départ de notre dépêche du 17 mars[1], le Département a reçu une série de renseignements que nous avons l'honneur de vous communiquer ci-après.

Autriche.

Les événements de Berlin ont provoqué à Vienne un grand cortège de démonstrations socialistes. On y a acclamé la république des Conseils et les héros communistes. Le prolétariat entendait par là protester contre la loi militaire votée depuis par l'Assemblée nationale. Toute la presse viennoise fraternise sur le terrain de la juiverie contre le «Junkertum antisémite prussien». La presse de droite se montre réservée.

Le 18 mars, le Gouvernement saluait avec sympathie une légère évolution de l'Allemagne vers la gauche, mais pas vers l'extrême gauche, car la recrudescence du mouvement spartacien ne manquerait pas de contaminer les milieux révolutionnaires autrichiens, qui ont commencé immédiatement à s'agiter çà et là.

La tournure que prennent depuis lors les événements d'Allemagne justifient entièrement l'inquiétude du Gouvernement autrichien.

[...][2]

France.

La presse française et la presse suisse s'occupent des difficultés que la France rencontre en *Alsace-Lorraine.* La France paraît avoir fait fausse route au début, en envoyant dans cette province des fonctionnaires absolument étrangers au pays et, par conséquent, étrangers aux traditions séculaires de l'Alsace, à son caractère tout à fait différent de celui de la France et des Français. L'administration d'Alsace-Lorraine se bornait à transmettre des dossiers à Paris. Cette situation intolérable engagea d'abord les partis «Union populaire républicaine» puis le

1. *Non reproduit.*
2. *Ont été supprimées des informations sur l'Espagne, le Maroc, la Roumanie et les Républiques de La Plata.*

parti démocratique républicain d'Alsace d'inscrire le *régionalisme* en tête de leurs programmes, de sorte que la discussion est ouverte entre Paris et Strasbourg. *[...]*

La *crise industrielle* s'aggrave en *France* par suite de la désorganisation continue des transports et de la pénurie de combustible; cette pénurie est rendue plus inquiétante par les grèves du Pas-de-Calais et les événements qui se déroulent dans le bassin de la Sarre. Les grèves vont toujours se multipliant, bien que les plus récentes n'aient apporté aucun avantage aux ouvriers grévistes.

Dans l'industrie, beaucoup de gens envisagent l'avenir sans appréhension. Cela tient en partie, me dit-on, à ce que les grosses entreprises métallurgiques, ayant réalisé durant la guerre des bénéfices énormes, les ont affectés à la rénovation de leur outillage, à la construction d'usines nouvelles et surtout à des achats d'établissements rivaux en Lorraine, dans la Sarre et dans les provinces rhénanes.

Allemagne.

Comme nous vous l'avons déjà écrit, le Gouvernement Kapp-Lüttwitz a capitulé «sans conditions» après avoir obtenu d'Ebert qu'il soit procédé prochainement aux élections générales et présidentielles et au remaniement du ministère. Ces concessions furent accordées sous la menace des Spartaciens agités par la crainte d'une «terreur blanche» avec laquelle Kapp avait l'intention de répondre, le cas échéant, à la «terreur rouge». Des poursuites sont ouvertes contre les «Hochverräter», mais on peut se demander si le Gouvernement Ebert osera les faire condamner. *[...]*[3]

A Paris, on commence à comprendre ce danger *[d'une révolution bolchevique]*, mais on ne pense qu'à obtenir l'exécution du Traité de Paix et à mettre à cet effet un terme aux dissensions entre Alliés.

M. Dutasta n'hésite pas à déclarer que, dans ces derniers temps, la France a fait des faux pas à l'égard de l'Allemagne, et qu'elle aurait mieux fait de moins prodiguer de coups d'épingle.

Selon M. Paléologue, on ne paraît toutefois guère disposé à appliquer les mesures prévues par les articles 43 et 44 du Traité de Versailles, à cause des grandes et incalculables complications que l'occupation de la Ruhr pourrait entraîner en ce moment.

Un consul scandinave arrivé de Moscou à Paris après un pénible voyage à travers l'Allemagne a constaté certaines analogies avec la Russie bolcheviste, mais estime que les communistes n'y ont ni le pouvoir ni les moyens des Soviets russes. Les succès seraient purement locaux; la réaction des paysans et des bourgeois plus forte. *[...]*[3]

Le Conseil des Ambassadeurs, avec le maréchal Foch, réuni à Paris, examine la situation créée par la crise allemande.

En tout cas, les conséquences politiques et économiques du malheureux coup d'Etat Kapp sont encore incalculables. On ne peut espérer qu'il n'aura pas de répercussions sur les pays limitrophes de l'Allemagne.

---

3. *Suivent des informations reprises des rapports et des télégrammes du Ministre von Planta sur le putsch Kapp-Lüttwitz.*

287

EVD KW Zentrale 1914–1919/24–25

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L n° 463. Ravitaillement en Charbon Paris, 26 mars 1920

En date du 16 de ce mois[1], j'ai eu l'honneur de vous faire part des démarches que j'avais entreprises conformément au désir exprimé par votre office du 7 mars[2] et par lesquelles j'ai exposé au Gouvernement français la nécessité où se trouve actuellement la Suisse de suppléer au déficit de ses importations en charbon en s'adressant à l'Allemagne.

J'ai l'honneur de vous informer, en réponse à votre office du 22 mars[3], reçu ce matin, que j'ai eu l'occasion, hier, d'entretenir M. Seydoux de cette question. Le Gouvernement français serait, en principe, opposé aux engagements que pourrait prendre l'Allemagne vis-à-vis de pays autres que ceux visés par le Traité de Paix, parce que, le charbon étant un moyen de réparation et l'Allemagne n'ayant déjà pas accompli toutes ses obligations sous ce rapport, tous engagements pris par elle en faveur de pays tiers diminueraient d'autant la possibilité d'une réparation intégrale.

C'est en raison des considérations ci-dessus que le Gouvernement français a mis le veto à l'accord envisagé par la Hollande. Cette affaire serait, au surplus, en voie d'arrangement, la Hollande ayant, par un procédé certes ingénieux, offert de ravitailler en vivres les mines d'où elle compte tirer le charbon.

En ce qui concerne l'accord envisagé par la Suisse, M. Seydoux a déclaré que le Gouvernement français espérait que la chose serait possible, et qu'en transmettant mon court exposé[4] à la Commission des Réparations, présidée par M. R. Poincaré, dont cette question dépend, il avait ajouté un préavis favorable. J'espère, en conséquence, être prochainement en mesure de vous confirmer l'attitude favorable du Gouvernement français à l'égard de l'arrangement projeté par le Gouvernement fédéral.

---

1. *Non reproduit.*
2. *Cf. n° 269.*
3. *Non reproduit, cf.* E 2200 Paris 1/1613.
4. *Non reproduit; cet exposé reprend l'essentiel de la lettre reproduite sous n° 269, cf.* E 2200 Paris 1/1613.

288

E 2001 (B) 1/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
RPSI n° 3. G

Bern, 27. März 1920

Der Bundesrat hat das Volkswirtschaftsdepartement durch seine Beschlüsse vom 16. Dezember 1919 und 20. Februar 1920 ermächtigt[1], die erforderlichen Schritte zu tun, um eine provisorische Verlängerung des *Handelsvertrages* mit *Deutschland* sowie desjenigen mit der österreichisch-ungarischen Monarchie von 1906 mit Bezug auf jeden der drei Staaten *Österreich, Ungarn* und *Tschechoslowakien* zu vereinbaren. Diese Verhandlungen sind nunmehr zum Abschlusse gelangt.

Der Handelsvertrag mit Deutschland ist durch Notenaustausch vom 15. März in dem Sinne verlängert worden, dass er jederzeit auf drei Monate gekündigt werden kann.

Der von der Schweiz auf den 6. März 1920 gekündete Handelsvertrag mit Österreich-Ungarn wurde durch Notenaustausch mit Ungarn vom 21./25. Februar, mit Österreich vom 6. März und mit der Tschechoslowakei ebenfalls vom 6. März um drei Monate, d.h. bis 6. Juni, verlängert. Wenn der Vertrag nicht spätestens einen Monat vor diesem Termin gekündigt wird, bleibt er noch für drei fernere Monate in Kraft und so weiter.

[...]

Der Bundesrat hat den eidgenössischen Räten betreffend die *Errichtung neuer schweizerischer Gesandtschaften*[2] im Auslande die Annahme seines Vorschlages empfohlen, in Stockholm, Warschau, Brüssel, Prag, Belgrad und Athen Gesandtschaften zu errichten und dafür die erforderlichen Kredite zu gewähren. Wenn der Bundesrat die Kompetenz zur Errichtung neuer diplomatischer und konsularischer Vertretungen für sich beansprucht, so liegt es ihm, wie bereits in der Budgetberatung in der Februarsession hervorgehoben wurde, ferne, einen Konflikt mit den eidgenössischen Räten heraufzubeschwören; er glaubt aber am besten Einsicht in die Bedürfnisse für neue Gesandtschaften und Konsulate zu haben, namentlich im gegenwärtigen Augenblick, wo die politischen Verhältnisse ungemein unbeständig sind, und wo es gilt, den berechtigten Interessen der Schweizer im In- und Auslande nachzukommen.

Im Gegensatz zum Standpunkt des Bundesrates hat die jüngst zusammengetretene ständerätliche Kommission den Mehrheitsbeschluss gefasst, es seien vorläufig nur in Brüssel, Stockholm und Warschau selbständige Gesandtschaften zu errichten, und prinzipiell seien die vom Bundesrat heute vorgesehenen Geschäftsträgerposten durch Gesandte zu besetzen. Die Errichtung dieser vorgesehenen Posten habe aber nicht auf dem Budgetwege, bzw. auf dem Wege des

---

1. *Non reproduits.*
2. *Cf.* FF, 1919, vol. V, *pp. 1019–1042.*

Nachtragskreditbegehrens, sondern durch einen *dringlichen Bundesbeschluss* zu erfolgen. Es mag auf den ersten Augenblick gleichgültig erscheinen, auf welchem Wege diese Errichtungen vorgenommen werden, doch darf man die Möglichkeit nicht ausser acht lassen, dass die Dringlichkeit eines Bundesbeschlusses von den Räten abgelehnt und ihm die Referendumsklausel beigefügt wird. Mit dieser Wahrscheinlichkeit muss sogar gerechnet werden, was wenig Aussicht für eine befriedigende und rasche Erledigung der hier in Betracht fallenden Fragen bietet.

Was die *zukünftige* Regelung der Errichtung neuer diplomatischer und berufskonsularischer Vertretungen anbetrifft, hat die ständerätliche Kommission den weiteren Beschluss gefasst, der Bundesrat möge eine Vorlage einbringen, die diese Neu-Errichtungen durch Gesetz ordnet, damit einmal die verfassungsmässigen Kompetenzen vom Bundesrat, Räten und Volk festgelegt werden.

Der Bundesrat dürfte keinen Anstand nehmen, eine solche Vorlage einzubringen; er gedenkt auch fernerhin, an seinem Standpunkt festzuhalten, der ja den Räten durch die allfällige Verweigerung der nachgesuchten Kredite stets das Vetorecht sichert. Die Ausnahmefälle, in denen es keiner Kredite bedürfte, fallen hier kaum ins Gewicht.

Die ständerätliche Kommission wird voraussichtlich am 13. April noch einmal zusammentreten, währenddem die nationalrätliche Kommission ihre auf den 12. April vorgesehene Sitzung bis auf den Termin verschoben hat, an dem ihr die endgültige Stellungnahme der ständerätlichen Kommission vorliegt.

Wir haben vernommen, dass in den letzten Tagen ein sehr reger Verkehr zwischen den deutschen und schweizerischen *Kommunisten* besteht. Der zürcherische Kommunist Herzog war jüngst in Stuttgart, und eine grosse Anzahl deutscher und ungarischer Kommunisten, die sich bisher in der Schweiz versteckt hielten, sind in der letzten Woche über die Grenze nach Deutschland gegangen.

Dr. Rudolf *Steiner*, der bekannte Apostel für die «Dreigliederung des sozialen Organismus», soll vor einiger Zeit den Jungburschen in Basel mit grossem Beifall einen Vortrag gehalten haben.

Der bekannte Sozialdemokrat *Küng* hat sich im Januar d.J. in Berlin aufgehalten und dort verschiedentlich Versammlungen von Unabhängigen und Kommunisten besucht. Er ist beobachtet worden, wie er direkt nach einem Besuch beim Reichspräsidenten Ebert sich in eine Kommunistenversammlung in der Luisenstrasse begab.

Der hiesige französische Militärattaché hat sich in einer von ihm gesuchten Unterredung mit dem Organisator und Leiter der *schweizerischen Bürgerwehren* in sehr pessimistischer Weise über die Zustände in Frankreich ausgesprochen. Der Eisenbahnerstreik, den er als rein politisch-revolutionär bezeichnet, scheint der Regierung die bolschewistische Gefahr in greifbare drohende Nähe gerückt zu haben. Frankreich will eine unseren Bürgerwehren ähnliche Organisation schaffen. Der Militärattaché hat das ihm zur Verfügung gestellte Material bereits in umfangreicher Weise bearbeitet und den Leiter der Bürgerwehren ersucht, sich zu mündlichen Besprechungen nach Paris zu begeben, welcher Einladung auch Folge geleistet werden soll. Der französische Militärattaché äusserte dabei, seine Regierung habe endlich die Notwendigkeit eingesehen, dass dem Vordringen der bolschewistischen Welle nur eine geschlossene Front Widerstand leisten

könne, die auch an den Grenzpfählen Deutschlands nicht Halt machen dürfe. Die Leitung der schweizerischen Bürgerwehren hat von Anfang an versucht, ihre Organisation auf dieser Basis aufzubauen und dem internationalen Nachrichtendienst besondere Aufmerksamkeit zu schenken, was ihr in mancher Hinsicht auch glücklich gelungen ist.

Der Kampf in der Öffentlichkeit um die *Vorlage betreffend den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund* beginnt in der letzten Zeit sehr lebhafte Formen anzunehmen. Nachdem unmittelbar nach dem Entscheid der Bundesversammlung vom 5. März die Aufklärungskampagne mit Energie eingesetzt hat, ist in den nächsten Wochen die endgültige offizielle Stellungnahme sämtlicher politischen Parteien zu gewärtigen. Besondere Bedeutung kommt gegenwärtig der Stellungnahme der *Delegiertenversammlung des schweizerischen Bauernverbandes* zu, die Freitag, den 26. März, in Bern zusammentrat und an der die Bundesräte Schulthess und Chuard über die Völkerbundsfrage referierten. Der Verbandsvorstand unter der Führung von Professor Laur beantragte der Delegiertenversammlung Zustimmung zur Beitrittserklärung. In der Versammlung meldeten sich nur ganz vereinzelte Gegner zum Wort. Mit 214 gegen 4 Stimmen wurde dem Antrag des Vorstandes beigestimmt, welches Resultat sein Echo bei der schweizerischen Bauernsame sicher nicht verfehlen wird. Auf die Haltung der Bauernschaft, bei der wohl die Entscheidung beim kommenden Abstimmungskampfe liegt, dürfte die entschiedene Stellungnahme zahlreicher Führer, insbesondere auch von den neu ins Parlament gewählten Vertretern, von Wirkung sein; sie ist anlässlich der letzten Session der Bundesversammlung und namentlich auch in der nationalrätlichen Völkerbundskommission im Sinne des Beitritts bereits zur Geltung gekommen. Nachdem vor kurzem der Vorstand der *Grütlipartei* durch einstimmig gefassten Beschluss den Angehörigen der sozialdemokratischen Volkspartei empfohlen hat, für den Beitritt zu stimmen, ist nunmehr nur noch die sozialistische Partei als solche gegen den Antrag des Bundesrates. Sie ist jedoch die einzige Gruppe, die mit relativ geschlossenen Reihen kämpft, wenn auch sie, namentlich in den romanischen Kantonen nicht durchwegs einhellig ist, wie eine jüngst im waadtländischen Grossen Rat gefasste Abstimmung zeigt, wo von 10 Sozialdemokraten nur 5 gegen den Beitritt stimmten.

Die Propaganda zugunsten des Beitrittes der Schweiz zum Völkerbund ist in dem von Ständerat Usteri präsidierten schweizerischen Aktionskomitee für den Völkerbund zentralisiert, nachdem das von Herrn alt-Bundesrat Comtesse präsidierte «Komitee für Aufklärung über den Völkerbund» auf eine gesonderte Aktion im Inland verzichtet hat. Die Führung des Aktionskomitees liegt in den Händen eines leitenden Ausschusses, es besteht ausser dem Präsidenten aus den Herren Nationalrat Baumberger, J. Syz, den Professoren Bovet, Fleiner, Egger, Stadtpräsident Nägeli, Dr. Schneller und Regierungsrat Tobler. In allen Kantonen suchte der Ausschuss besondere kantonale Aktionskomitees ins Leben zu rufen, was ihm bis jetzt in den meisten (wenigstens den grösseren) Kantonen gelungen ist. Daneben werden u.a. besondere Vortragskurse abgehalten und in vielen Ortschaften, zur Zeit hauptsächlich auf dem Lande, allgemeine Versammlungen veranstaltet, an denen Befürworter und Gegner der Völkerbundsvorlage als Referenten auftreten. Die schwierige Aufgabe, den verschiedenen Schichten

des Volkes das komplizierte Problem auseinanderzusetzen — neben dem Text des Bundesbeschlusses vom 5. März werden laut Bundesratsbeschluss den Stimmberechtigten auch der gesamte Wortlaut des Völkerbundsvertrages sowie der Londoner Deklaration vom 13. Februar ausgestellt — sucht das Komitee u.a. in der Weise zu lösen, dass es allen Kreisen angepasste Broschüren herausgibt. In dieser Hinsicht sind namentlich die kürzlich erschienenen Schriften von Nationalrat Baumberger, Professor Laur und S. Zurlinden zu erwähnen.

Gegenüber dem Aktionskomitee hat sich in den letzten Wochen ein schweizerisches Komitee *gegen den Eintritt der Schweiz in den Völkerbund* gebildet, das bis zur Stunde namentlich in Zürich (unter dem Vorsitz von Dr. Eugen Curti-Forrer) tätig zu sein scheint und die bürgerlichen Gegner der Völkerbundsvorlage zu einer gemeinsamen Aktion gruppieren will. Das Resultat des Abstimmungskampfes, der bei der Intensität, mit der er geführt wird, dem Bundesrat in der aktiven Völkerbundspolitik eine grosse Reserve auferlegt, mag letzten Endes in nicht unwesentlichem Masse von der allgemeinen politischen Situation und der Haltung der Grossmächte im Moment der Abstimmung beeinflusst sein, welche Faktoren, wie die Erfahrungen der letzten Wochen beweisen, automatisch auf die Stimmungen im Lande zurückwirken.

[...]

289

E 2200 Wien 11/2

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Vienne, 27 mars 1920

En vous confirmant mon télégramme d'hier et mes rapports antérieurs concernant l'affaire du directeur Zweifel à Neunkirchen[1] j'ai l'honneur de vous informer que, à l'exception d'une seule arrestation les mesures prises pour faire droit à nos réclamations se réduisent à très peu de chose. On a bien envoyé 30 gendarmes à Neunkirchen, mais cette force est insuffisante pour effectuer les arrestations nombreuses demandées par le juge d'instruction. Aussi ce dernier a-t-il interrompu son travail, faute de recevoir l'appui réclamé par lui du pouvoir exécutif. Dans ces circonstances j'ai cru bien faire en relevant vis-à-vis du Secrétaire d'Etat pour l'Alimentation le contraste existant entre sa demande d'une avance à faire par nous de 500 wagons de céréales et le peu d'empressement que met le Gouvernement à punir les fauteurs de désordre de Neunkirchen. M. Loewenfeld-Russ s'est montré très peu édifié de la faiblesse de ses collègues socialistes du ministère vis-à-vis des électeurs de M. Renner et m'a promis de relever la chose.

M. Ippen, le délégué du Chancelier au Département des Affaires étrangères, m'avait déclaré il y a quelques jours, presque les larmes aux yeux et en reconnais-

1. *Pour un résumé de cette affaire, cf. n° 297.*

sant le bien-fondé de nos réclamations, qu'il avait fait tout ce qui dépendait de lui mais sans arriver à aucun résultat, son autorité étant presque nulle; j'ai cru cependant, avant de m'adresser au Président de l'Assemblée nationale, devoir recourir encore une fois au Chancelier d'Etat lui-même. M. Renner m'a reçu ce matin, et je ne lui ai pas dissimulé mon désappointement de ce qu'aucune mesure sérieuse n'ait été prise pour punir les coupables de Neunkirchen. Le Chancelier m'assura que par tous les moyens de persuasion possibles il avait cherché à calmer les ouvriers de Neunkirchen et de Ternitz; il aurait obtenu la démission (pas la destitution) de l'adjoint au Maire (Vice-Bürgermeister) Rohowetz qui a procédé aux perquisitions illégales chez Madame Zweifel, mais il fit valoir qu'on ne pouvait pas, sans risquer d'amener une regrettable effusion de sang, procéder à des arrestations en masse il releva aussi la situation particulièrement difficile créée par les événements d'Allemagne. A ce dernier argument, j'ai répondu en faisant remarquer que l'attentat contre Zweifel datait du 3 mars tandis que les troupes de Lüttwitz étaient entrées à Berlin le 13. Le Chancelier voulut bien reconnaître qu'on n'avait peut-être pas fait tout ce qu'on aurait pu faire et il croit qu'on aurait peut-être pu arrêter les 5 ou 6 principaux meneurs en procédant avec précaution et sans éclat; il m'avoua du reste aussi que le Secrétaire d'Etat pour l'Alimentation avait rendu compte de mes observations au Conseil des Ministres tenu hier soir.

Je déclarai à M. Renner, qu'il me paraissait indispensable que l'on procédât sans plus tarder à l'arrestation des meneurs avec ou sans éclat, mais que j'espérais recevoir d'ici quelques jours l'avis de l'exécution des ordres qu'il voudrait bien donner.

Il faut absolument que nous arrivions à un résultat sans quoi le prestige de la Suisse en souffrira sensiblement et nos compatriotes ne se sentiront plus protégés par leur Gouvernement. Je vous ai déjà écrit que, dans la même région industrielle, nous avons plusieurs Suisses directeurs de fabriques qui sont venus solliciter ma protection et qui suivent avec anxiété les résultats de nos démarches.

Les missions étrangères, celles de l'Entente (l'américaine et l'anglaise notamment) aussi bien que les neutres s'intéressent également à l'affaire de même que le public en général; hier encore M. Mataja, ancien Secrétaire d'Etat, en faisait le sujet d'un discours. Mais pour obtenir quoi que ce soit d'un Gouvernement aussi faible et si plein d'égards pour les éléments d'extrême gauche il faut pouvoir user d'arguments pratiques; c'est pourquoi je dois prier instamment le Conseil fédéral de m'autoriser, en cas de besoin, à faire entrevoir le refus des céréales demandées, ou l'interruption des envois lorsqu'ils auront commencé, le refus des crédits que l'Entente nous engage à accorder à l'Autriche ou encore l'interruption des envois de secours (Liebesgaben) ou la cessation de l'hospitalisation des enfants en Suisse. Je demande à être appuyé par mon Gouvernement et à pouvoir parler le seul langage que comprennent les Gouvernants actuels de l'Autriche; mais, en même temps, je devrais être laissé libre de faire usage de menaces ou d'y renoncer ou encore de les réserver selon les besoins du moment et de la cause.[2]

---

2. *Par lettre du 31 mars 1920 au Ministre de Suisse à Vienne, le Département politique définissait sa position:* In der Angelegenheit der Misshandlung des Direktors *Zweifel* in Neunkirchen beehren wir uns, Ihnen nachstehend den Wortlaut unseres heutigen Telegrammes zu bestätigen:

«Bundesrat muss mit Befremden feststellen, dass österreichische Regierung ihre wiederhol-

29 mars. Par mon télégramme de ce jour répondant au vôtre (N° 45) du 27 de ce mois[3] vous aurez vu que mes allusions faites au Secrétaire d'Etat Loewenfeld-Russ ont déjà eu un léger effet sur le Gouvernement. Je n'ai malheureusement pas pu voir le Secrétaire d'Etat à la Justice, M. Ramek, Chrétien social, parti en vacances et ai dû me contenter de conférer ce matin avec son Sous-Secrétaire d'Etat socialiste Dr. Eisler qui m'a parlé dans le même sens que le Dr. Renner, c.-à-d. dans le sens du communiqué officiel que vous trouverez, sous ce pli avec le discours de M. Mataja, dans la «Reichspost» d'hier sous le titre «Die Herrschaft des Faustrechts in Österreich».

M. Eisler m'a assuré que tout serait mis en mouvement en vue de la punition des coupables; 38 personnes seraient sur la liste des prévenus et l'audition des témoins et des inculpés se déroulerait sans difficultés et sans qu'il soit besoin de

---

ten, bestimmten Versprechungen in Angelegenheit Direktors Zweifel nicht ein/*ge*/löst hat. Nach Monatsfrist befinden sich Rädelsführer des schamlosen Attentats stets unbehelligt auf freiem Fuss. Diese Sachlage hält Bundesrat für unannehmbar, und trotz eines Widerstrebens, gegenüber einem Lande, das freundschaftlichste Beziehungen mit der Schweiz verbinden, Gegenmassnahmen anzuwenden, muss er zu seinem grössten Bedauern Möglichkeit ins Auge fassen, sich von im Gange befindlicher finanzieller Hilfsaktion für Österreich zurückzuziehen. Bereits hatte Bundesrat amerikanischer und englischer Regierung seine grundsätzliche Bereitwilligkeit ausgesprochen, mit ihnen und weiteren Staaten an solcher allgemeiner Hilfsaktion teilzunehmen. Vorgängig offizieller Konferenz werden vorläufige diesbezügliche Besprechungen nächste Woche in Paris stattfinden. Schweizerischer Delegierter, Generaldirektor Nationalbank, von Haller, wird Auftrag erhalten, auf veränderte Sachlage hinzuweisen und andern Regierungsvertretern bedauerliche Umstände auseinander zu setzen, die Bundesrat zwingen würden, auf ursprünglich zugesagte Mitwirkung an Hilfsaktion zurückzukommen, wenn nicht in kürzester Frist Hauptschuldige Mordanschlages auf Schweizerbürger Zweifel festgenommen und Strafgerichten überwiesen werden. Bundesrat beauftragt Sie, Österreichischer Regierung Vorstehendes unverzüglich zu eröffnen.»

Wie Sie daraus ersehen, hält nunmehr der Bundesrat die heutige Sachlage für unannehmbar und ist fest entschlossen, Gegenmassnahmen anzuwenden, wenn die österreichische Regierung, bezw. Staatskanzler Renner, die gegebenen bestimmten Versprechungen in dieser Angelegenheit nicht einlöst. Diese Gegenmassnahmen würden darin bestehen, dass sich die Schweiz von der bereits im Gange sich befindlichen allgemeinen finanziellen Hilfsaktion für Österreich zurückzieht. Die Vorbereitungen und Einzelheiten dieser Hilfsaktion wurden in unseren politischen Berichten Nr. 1 und 2 vom 16. und 22. März d.J. erörtert, auf die wir hier zu verweisen uns gestatten.

Herr Generaldirektor von Haller begibt sich nächste Woche nach Paris. Er hat von uns die Weisung erhalten, sich wohl an den vorbereitenden Besprechungen zu beteiligen, die anderen Regierungsvertreter indessen auf die veränderte Sachlage aufmerksam zu machen und sie von der bestimmten Absicht des Bundesrates in Kenntnis zu setzen, auf die ursprünglich zugesagte Mitwirkung an der Hilfsaktion zu verzichten, wenn uns nicht ohne weiteren Verzug die verlangte Satisfaktion zuteil würde.

Wir hoffen, dass diese Instruktionen an Herrn von Haller, die durchaus keine leeren Drohungen sind, und von denen Sie wohl inzwischen Herrn Renner Kenntnis gaben, auf den Staatskanzler einen Eindruck auszuüben vermögen. Die Aussicht, dass die peinliche Angelegenheit Zweifel und das ganze Verhalten der österreichischen Regierung *vor den verschiedenen Regierungsvertretern* in Paris erörtert wird, und die Möglichkeit eines Rücktrittes der Schweiz von der geplanten Hilfsaktion, dürfte wie keine andere Massnahme geeignet sein, die österreichische Regierung zu bestimmen, endlich die Schritte zu tun, die ihr ein ehrliches Rechtsbewusstsein und politische Klugheit längst schon vorschrieben. *[...].* (E 2200 Wien 11/2)

3. *Non reproduits.*

procéder à des arrestations préventives; le grand nombre des personnes compromises serait toutefois de nature à faire durer la procédure. Le procureur de la République n'aurait plus insisté pour que l'on procédât à des arrestations parce que, comme le dit le communiqué, les inculpés ne pourraient pas, dans les circonstances actuelles, se soustraire à une arrestation par la fuite. Reste à savoir ce qui en est de ces assertions.

En effet, l'avocat de Zweifel, Dr. Wolf avec lequel je viens de téléphoner, me dit que le juge d'instruction considère comme par le passé, des arrestations comme nécessaires pour empêcher la collusion des témoins et inculpés qui se ferait déjà sentir; le procureur aurait renoncé à des arrestations uniquement parce qu'il aurait vu qu'on ne lui en fournirait pas les moyens. Si la «fuite» des inculpés, surtout à l'étranger, est peut-être difficile dans les temps actuels, rien n'est plus aisé pour un ouvrier que de «disparaître» en passant p.ex. dans un autre établissement avec de faux papiers. Bref l'avocat n'est nullement tranquillisé par les explications du Gouvernement. Je regrette infiniment que le Secrétaire d'Etat à la Justice soit déjà parti en vacances car c'est le seul membre du Gouvernement intéressé à l'affaire qui ne soit pas socialiste et qui en conséquence, n'ait pas la tendance de disculper des électeurs.

Je vous serais très réconnaissant de me faire savoir si je dois insister, coûte que coûte, sur l'arrestation préventive tout au moins des principaux meneurs. On m'oppose toujours le danger qu'il y aurait à faire naître de nouveaux troubles, on parle d'effusion de sang etc. mais, d'autre part, ne devons-nous pas craindre qu'on ne cherche qu'à gagner du temps et à faire oublier l'incident? La politique de partis joue malheureusement un certain rôle dans l'affaire et complique les choses. Pour ma part j'estime que nous devrions insister sur l'arrestation des meneurs, au moins cinq à six peut-être; mais nous devons, dans ce cas, prévoir la possibilité de quelque résistance à la force armée et au besoin des coups de fusil et pour ma part je tiens à être couvert dans ce cas. D'autre part, pour obtenir que pareille mesure soit prise, il faut, je le répète, que je puisse exercer une certaine pression.

A titre confidentiel je vous dirai encore que, en réservant ma démarche auprès du Président Seitz pour la dernière extrémité, j'ai agi après m'être consulté avec mon vieil ami le baron Flotow qui liquide le Ministère austro-hongrois des Affaires étrangères. Il lui paraissait plus correct, et je me suis rallié à sa manière de voir, de tenter toutes les démarches possibles auprès du Département des Affaires étrangères avant d'en appeler au Chef de l'Etat et il ne faut pas qu'on puisse nous faire le moindre reproche quant à la forme, car les socialistes ne seraient que trop empressés de se saisir du plus insignifiant faux-pas de notre part. Comme dans votre télégramme N° 45 du 27[4] vous vous montrez surpris (etwas erstaunt) de ce que je ne vous aie pas encore fait rapport sur l'audience que je comptais demander au Président je dois faire remarquer que le Préfet de police pensant, lui aussi, qu'il est un peu tard pour user de violence (voir mon rapport du 18 mars)[4] et votre télégramme N° 40 du 13[4] ne me laissant aucune arme pour exercer une pression, j'ai préféré, après mûre réflexion être économe de mon influence, la persuasion étant le seul moyen d'action qui me reste.

4. *Non reproduits.*

En dehors des correspondances télégraphiques, en grande partie officieuses, nos journaux n'ont pas, je crois, parlé de l'affaire Zweifel, je n'ai au moins vu aucun article rédactionnel. Ne serait-il pas utile d'inspirer quelques articles dans la presse des différents partis et des trois langues. Si un journal socialiste pouvait être amené à critiquer l'attitude de ses coreligionnaires politiques ce serait parfait, mais cela vous est-il possible? Il est dans tous les cas intéressant de constater l'influence que peut avoir une agence télégraphique étrangère pour faire apparaître un incident sous le jour qui convient à ses inspirateurs.

290

E 2001 (E) 1969/262/1

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L Confidentielle Vienne, 27 mars 1920

Je viens d'avoir la visite de M. Alfred Topolanski, Conseiller de Gouvernement, docteur en médecine et privat-docent, chargé par le Prince régnant de Liechtenstein de s'informer des chances que pourrait avoir un projet tendant à introduire le système monétaire suisse et la création d'une banque dans la principauté et notamment d'obtenir, à cet effet, le concours soit de la Banque nationale suisse soit d'une banque privée; telle que p.ex. la Banque commerciale de Bâle.

Il peut paraître singulier que le Prince se serve d'un médecin pour me faire pareille commission, mais le Dr. Topolanski m'a expliqué que son mandant, qui ne dispose que d'un personnel très restreint, ne désirait pas, pour le moment et pour certaines raisons, charger son représentant à Berne de prendre les renseignements en question et que, d'autre part, son envoyé près du Gouvernement autrichien, prince Edouard de Liechtenstein, s'était un peu trop engagé déjà vis-à-vis de banques autrichiennes pour pouvoir être employé avec utilité dans cette négociation au moins dans son état actuel. Il faut vous dire que le prince régnant, vieux garçon âgé de 80 ans, est un peu un original, très timide et qui, durant sa longue vie, n'a pas eu à suivre de très près les affaires de l'Etat. Depuis la révolution autrichienne tout est changé et il faut, bon gré mal gré, que le souverain s'occupe activement du bonheur de ses sujets. Le prince ne demande d'ailleurs qu'à faire dans ce but tout ce qui est en son pouvoir et c'est précisément pour cela qu'il s'adresse à moi dans cette affaire. Je crois que le prince Jean I[er] craint un peu son ministre et cousin le prince Edouard qui, par ses manières assez brusques et auto-

1. *Remarques manuscrites en tête et en marge du document:* S'il se crée une banque au Liechtenstein, je vois de bon œil que le capital suisse s'y intéresse. Par contre, la Banque nationale ne pourrait que, me semble-t-il, s'occuper d'organiser le nouveau système monétaire. Il serait cependant utile de la contacter. 1.4.20. M.*[otta]; et* M. Zumbach. Ecrire à M. de Haller (prés.) de la Banque nationale, en vue d'avoir son avis (d'entente avec M. Peter). 1.4.20. D*[inichert]*.

ritaires l'intimide et cherche parfois à lui imposer ses volontés. C'est ainsi que le prince Edouard — c'est une supposition de ma part — semble avoir été plus loin, dans ses négociations avec des banques autrichiennes en vue de la réorganisation du système monétaire du Liechtenstein que le Prince régnant ne le désirait, ce dernier préférant chercher un appui auprès de la Suisse. Le prince Edouard, ancien fonctionnaire autrichien, a peut-être un peu la tendance à ménager sa situation dans ce pays et à se faire des amis dans le monde financier (aussi une simple supposition de ma part d'ailleurs). Comme le prince Edouard tend à jouer et joue un peu le rôle de Ministre des Affaires étrangères, le Prince régnant ne désire sans doute pas davantage charger dès maintenant le Dr. Beck du sondage qu'il m'a prié de faire de crainte que la chose ne passe par les mains du prince Edouard. C'est du moins ainsi que je m'explique les choses.

J'ai été invité, l'autre jour, à déjeuner chez le Prince régnant — honneur rare que n'ont pas eu même certains membres de sa famille — et j'ai, à ce que me dit un de ses neveux — eu la chance de gagner sa confiance. Tout ceci pour vous expliquer comment un médecin et moi sommes amenés à nous occuper de l'affaire en question.

Quant au fond de l'affaire, le Dr. Topolanski m'a dit ne pas avoir d'autres instructions que de s'informer en première ligne si la Banque nationale pourrait, selon ses statuts, s'occuper de la réorganisation du système monétaire du Liechtenstein et de la création d'une banque à Vaduz qui remplirait, dans la principauté, un rôle analogue au sien. La caisse d'épargne existante pourrait, selon le docteur, former la base de l'institution à fonder. Mon interlocuteur n'a pas su me dire si l'on songerait aussi à entrer dans l'Union latine; en général il réserve toutes les questions de fond aux négociations ultérieures; il fait remarquer cependant que le prince est déjà trop engagé vis-à-vis de la Anglo-Österreichische Bank d'une part et un groupe hollandais d'autre part pour les éliminer complètement; il faudrait les intéresser pour ¼ ou ½ dans la banque à créer, les ¾ ou la moitié restants étant réservés à la Suisse. Le prince s'est entouré d'ailleurs d'un comité consultatif qui examine avec lui ces questions.

En vous priant de vouloir bien me mettre en mesure de répondre à la question qui m'a été posée, je me permets d'insister sur le caractère *strictement confidentiel* des renseignements de nature personnelle que je viens de vous donner.

291

E 1004 1/274

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 mars 1920[1]

1179. Zusammengehen der neutralen Staaten

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 23. März[2]

Der Bundesrat hat am 11. Dezember 1919[3] von einer Anregung des politischen Departements betreffend Anknüpfung regelmässigerer und intensiverer diplomatischer Beziehungen mit andern während des Krieges neutral gebliebenen Staaten, namentlich den Niederlanden und den skandinavischen Staaten, Kenntnis genommen und die Angelegenheit der Delegation für Auswärtiges zum Vorbericht überwiesen.[4]

Zweck des gedachten Zusammengehens mit den genannten Ländern ist in erster Linie derjenige gegenseitiger Mitteilung der von ihnen zu unternehmenden Schritte in Angelegenheiten, in denen sie gleiche oder ähnliche Interessen im Verhältnis zu den übrigen Staaten haben. Der Umstand, dass die bisherigen Kriegführenden auch jetzt noch in manchen Beziehungen sich in einem Gegensatz zu den früheren Neutralen befinden, namentlich in ihrer Politik gegenüber ihren ehemaligen Gegnern, lässt es wünschbar erscheinen, dass die Neutralen wenn möglich eine übereinstimmende Haltung einnehmen, damit nicht der einzelne sich durch eine zu stark reservierte Haltung gegenüber den früheren Kriegführenden isoliere oder aber durch zu weitgehendes Entgegenkommen die übrigen Neutralen in eine schiefe Lage bringe. Die gegenseitige Fühlungnahme unter den bisherigen Neutralen ist um so wichtiger, als im Völkerbund die früher alliierten und assoziierten Mächte an Zahl und Bedeutung weit überwiegen und vorderhand dem Völkerbund voraussichtlich eine Richtung geben, die nicht in allen Beziehungen übereinstimmt mit derjenigen einer versöhnlichen und ausgleichenden neutralen Politik.

Auch innerhalb des Völkerbundes werden die bisherigen Neutralen nur durch eine einheitliche Haltung irgendwelchen Einfluss gewinnen können. Die von den

---

1. *Etaient absents: K. Scheurer, J.M. Musy.*
2. *Cette proposition a été rédigée par M. Huber; pour la version manuscrite et le dossier de cette question, cf.* E 2001 (B) 8/24.
3. *Sur cette question, cf. aussi DDS 7/1, n^os 19, 53, 59, 139, 152.*
4. *Dans le compte-rendu de la séance du 22 mars 1920 de la Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères, on lit:* Au sujet de *l'entente entre les puissances neutres,* M. Huber lit un mémoire et ajoute quelques mots sur la communication verbale très confidentielle faite à M. Carlin par le Ministre de Suède à La Haye. M. Motta insiste sur l'opportunité d'une entente entre certains neutres (Etats du Nord, Pays-Bas, Suisse) au sujet de certaines questions relatives à la Société des Nations, telle celle de la représentation des Etats scandinaves au Conseil. — Il y a aussi la question de l'accession de l'Allemagne et de l'Autriche. — Faudrait-il agir?

   On constate un accord de principe, mais l'on admet qu'il est trop tôt pour passer à l'action. (E 9500. 183).

Niederlanden nach dem Haag einberufene Konferenz zur Besprechung der bereits aktuellen Frage des durch den Völkerbund zu errichtenden internationalen Gerichtshofes[5] ist ein erstes praktisches Beispiel solchen Vorgehens. Sie hat auch in dem gemeinsamen Entwurf der fünf beteiligten Staaten ein positives Ergebnis gezeitigt. Aber noch andere Fragen der Völkerbundspolitik lassen eine Aussprache unter den bisherigen Neutralen wünschbar erscheinen. So wird wohl die für die Nicht-Grossmächte äusserst wichtige und delikate Frage der Vertretung im Rat schon anlässlich der ersten Versammlung der Völkerbundsstaaten eine Lösung finden müssen. Weitere Punkte von grosser Bedeutung sind das Verhältnis zu den Zentralmächten und Russland sowie die Ordnung der Befugnisse der Versammlung und die Modalitäten der in Art. 16 des Paktes vorgesehenen wirtschaftlichen Zwangsmittel.

Fragen internationaler Natur, in denen das politische Departement in den letzten Monaten das Bedürfnis nach Fühlungnahme mit den Neutralen empfand, wären — abgesehen von der Frage des Beitrittes zum Völkerbund — folgende Angelegenheiten: Wiederinkraftsetzung von während des Krieges suspendierten internationalen Organisationen unter vorläufigem Ausschluss der zum Beitritt in den Völkerbund nicht eingeladenen Staaten (z.B. Association du Froid), Unterstellung bestehender internationaler Ämter unter den Völkerbund (Hygiene-Amt), Vertrag über die Kontrolle des Waffenhandels, Vertretung der neutralen Staaten bei den sogenannten Reparationskommissionen, speziell derjenigen für Österreich.

Das Interesse an einem solchen Zusammengehen besteht auch für den Fall, dass die Schweiz dem Völkerbund nicht beitritt.

Was die *Form* eines solchen Zusammengehens anbelangt, so kann es sich nur um eine ganz lose Verbindung, nicht um irgend etwas einer ständigen Organisation Ähnliches handeln, und es soll auch der Eindruck vermieden werden, als handle es sich um einen neutralen Block. Dagegen hat die Erfahrung gezeigt, dass durch einzelne Anfragen, z.B. von Bern aus durch unsere Gesandtschaften oder durch die fremden hier beglaubigten Gesandtschaften, eine genügend rasche Auskunftserteilung nicht erzielt werden kann und dass auf solche Weise ein gegenseitiger Meinungsaustausch nicht erreichbar ist. Ein solcher setzt voraus, dass die Anfragen und Mitteilungen durch eine Zentralstelle gehen. Als solche können am ehesten die diplomatischen Vertreter der neutralen Staaten, bezw. der auswärtigen Minister in Bern, im Haag oder in Stockholm in Betracht kommen; allenfalls auch die diplomatischen Vertreter dieser Staaten in Paris oder London.

Allerdings sind — im Gegensatz zu Paris und London — zurzeit in keiner der Hauptstädte der in Betracht kommenden Staaten diese sämtlich durch Gesandte vertreten; indessen fehlt in Stockholm nur noch der ständige schweizerische Gesandte.

Dadurch, dass die Vertreter an einem einzelnen bestimmten Platze regelmässig mit der Aufgabe der gegenseitigen Fühlungnahme unter den Neutralen betraut wären, könnte ihre Wirksamkeit über diejenige einer blossen Vermittlung von Anfragen und Antworten herausgehen.

---

5. *Sur cette question, cf. nos 201, 204, 229, 241, 259, 301, 376, 355.*

Der Kreis der für diese gegenseitige Fühlungnahme auszuwählenden Staaten sollte nicht zu weit gezogen werden. Die ausser-europäischen bisherigen Neutralen haben von den unsrigen im allgemeinen zu verschiedene Interessen, und Spanien, das sich dermalen namentlich an die Grossmächte der bisherigen Entente anlehnt, hat sich auch während des Krieges gegenüber allen Bestrebungen für ein Zusammengehen unter den Neutralen sehr reserviert verhalten. Die Schweiz, die Niederlande und die skandinavischen Staaten stehen sich sozial und kulturell besonders nah; diese Homogenität bildet die Grundlage eines erspriesslichen Zusammenarbeitens. Auch sind nur aus den letztgenannten Staaten Anregungen im Sinne gegenseitiger Fühlungnahme uns bekannt geworden, und zwar auch wieder in allerletzter Zeit.

Auf Grund dieser Erwägungen wird *beschlossen:*

Durch die schweizerischen Gesandtschaften im Haag und in Stockholm, sowie durch die dänische und die norwegische Gesandtschaft in Bern sind den Regierungen dieser vier Staaten Eröffnungen im Sinne vorstehender Ausführungen zu machen.[6]

---

6. *Pour la suite de cette affaire, cf. n° 301.*

292

E 2001 (B) 14/6

Le Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin,
au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L 7.20.Confidentiel. Navigation sur le Rhin — La Haye, 3 avril 1920

En me référant à votre dépêche du 24 mars[1] dernier, j'ai l'honneur de vous informer que j'eus l'occasion de parler avant-hier, jeudi, à M. van Karnebeek, de l'attitude des Pays-Bas à l'égard du règlement de la navigation sur le Rhin.

Avant de pouvoir procéder à la constitution de la Commission centrale dont parle l'article 355 du Traité de Versailles et à la révision de la Convention de Mannheim du 17 octobre 1868, qui fait l'objet des dispositions de l'article 354 dudit Traité, les conditions de l'adhésion des Pays-Bas aux articles du Traité concernant la navigation sur le Rhin doivent avoir été réglées. Or, M. van Karnebeek m'a dit, à titre confidentiel, mais avec la dernière énergie, que les Pays-Bas n'accepteraient *jamais* la position d'infériorité que leur assignait l'article 355 dans la Commission centrale. Il n'est aucun Etat qui soit plus intéressé à la navigation sur le Rhin que les Pays-Bas et ceux-ci n'entendent pas se voir réduits à deux voix; ils en demandent au moins autant que la France ou l'Allemagne et le Ministre des Affaires étrangères m'a déclaré que le Gouvernement néerlandais ne céderait pas sur ce point, même au risque de faire échouer la constitution de la

---

1. *Non reproduite.*

Commission. Il s'agit là, selon M. van Karnebeek, non seulement d'une question d'intérêt, mais aussi de dignité nationale.

Dans ces circonstances, M. van Karnebeek ne prévoit pas que les modalités de l'adhésion des Pays-Bas aux articles du Traité concernant le Rhin seront d'un règlement facile, bien que les sphères officielles françaises paraissent comprendre l'attitude des Pays-Bas. La principale difficulté proviendrait du fait qu'en accordant aux Pays-Bas une représentation plus forte que celle stipulée par l'article 355, le Traité de Paix subirait une modification, quoique légère, et que la France craint de voir se créer ainsi un précédent qui pourrait être invoqué en faveur d'autres altérations du Traité, auquel la France se cramponne de toutes ses forces.

Cependant, ajouta M. van Karnebeek, il ne serait pas impossible que l'affaire pût être réglée, de manière à ce que la Commission fût à même de se réunir vers la fin du mois de mai pour procéder à la révision de la Convention de Mannheim.

Quant aux points que les Pays-Bas désireraient voir modifier dans cette Convention, M. van Karnebeek m'a fait remarquer qu'ils étaient d'ordre plutôt technique et qu'il n'avait pas de doute qu'on s'entendrait sans grosses difficultés, à condition, il va sans dire, que préalablement une toute autre position que celle prévue à l'article 355 soit faite aux Pays-Bas dans la Commission centrale. Ce que ressent M. van Karnebeek comme une injustice tout à fait flagrante, c'est que, d'après l'article 355, les Pays-Bas, sans avoir été consultés le moins du monde, n'auraient pas une représentation plus forte dans la Commission que la Grande-Bretagne, l'Italie ou la Belgique, surtout l'Italie qui, en somme, n'a rien du tout à voir dans la navigation sur le Rhin.

Selon votre désir, je tâcherai de vous tenir au courant du développement que les choses prendront dans une affaire qui est d'une si haute importance pour la Suisse.

293

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Aide-Mémoire du Département politique[1]

Bern, 7. April 1920

NOTIZ FÜR HERRN MINISTER DINICHERT

Herr Oberst Wildbolz wollte Ihnen oder Herrn Motta über seine *Eindrücke in Berlin* referieren, wo er sich während des jüngsten Putsches[2] aufhielt.

Seine Wahrnehmungen lassen sich dahin zusammenfassen, dass er die Lage sehr verworren ansieht, dass er aber die *pessimistischen* Auffassungen der Berliner Gesandtschaft und besonders des Herrn v. Planta «mit Bezug auf das Vordringen des *Bolschewismus*» nicht zu teilen vermag.

---

1. *Cet aide-mémoire est signé:* E*[gger]*.
2. *Sur le putsch Kapp-Lüttwitz cf. n*os *276, 281, 283.*

Die Verhandlungen über den Austausch russischer und deutscher Kriegsgefangener gehen erfreulich vorwärts; in den getroffenen Abmachungen sieht Oberst W. bereits die Präliminarien einer förmlichen, in naher Zukunft liegenden Verständigung zwischen Deutschland und Russland.

Oberst W. reist morgen nach Berlin zurück und ist auf telefonischen Anruf zu weiterm Referat oder zur Entgegennahme von Aufträgen an die Gesandtschaft gerne bereit.

294

J.I. 1.1/20

Le Président de la Confédération, G. Motta, au Conseiller national H. Walther

L Vertraulich Bern, 7. April 1920

Ich bekenne mich dankend zum Empfange Ihres werten Schreibens vom 3. dieses Monats.[1]

Ich hatte heute eine vertrauliche Besprechung mit *Mons. Maglione* betreffend Völkerbund. Es sei mir gestattet, Ihnen darüber in Kürze zu referieren.

Mons. Maglione ist darüber *peinlich überrascht,* dass man *[une ligne illisible, probablement: es gewagt hat, seine Äusserungen nun]* gegen den Eintritt der Schweiz in den Völkerbund anzurufen.

Der *Heilige Stuhl* kann und darf eine *politische* Empfehlung nicht erlassen. Ein solcher Schritt könnte zu leicht als *Einmischung in die Politik* der Schweiz gedeutet werden. Es genügt, wenn der Heilige Stuhl erklärt (und *das* erklärt Mons. Maglione amtlich), dass für die *Schweizer Katholiken kein sittlicher oder religiöser Grund besteht, der sie bestimmen könnte, gegen den Eintritt der Schweiz zu stimmen.* Der Schweizer Katholik ist daher, *als solcher,* absolut frei. Mons. Maglione *persönlich* ist der Meinung, dass die Schweizer Katholiken *einen grossen Fehler* begehen würden, wenn sie gegen den Völkerbund Stellung nehmen würden. Ganz besonders wäre es, vom katholischen Interesse aus, zu bedauern, wenn die Katholiken durch ihre Haltung den Eintritt der Schweiz vereiteln würden. Mons. Maglione hat sich *nie* gegen den Völkerbund ausgesprochen. Er glaubte bis jetzt, dass seine Stellung ihm Reserven auferlege. Nachdem nun aber ihm Meinungen zugeschoben worden sind, die mit seinen wirklichen Meinungen im Widerspruch stehen, glaubt er *persönlich* aus der Reserve treten zu dürfen.

Mons. Maglione wird heute oder morgen einen Brief an Mons. Savoy in Freiburg, der ihn angefragt hat, erlassen. Mons. Savoy wird vom Briefe Herrn Nationalrat Perrier Mitteilung machen.

Ich hoffe, dass die falschen Behauptungen der Gegner des Völkerbundes verstummen werden.

---

1. *Dans cette lettre non reproduite, Walther traite de la position du Comité central du Parti catholique conservateur à l'égard de la SdN et de la position du Pape. Cf.* J.I.1.1/5.

295

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 25 Berlin, 7. April 1920

[...][1] Damit komme ich auf die Hauptfrage, welche heute die öffentliche Meinung ganz Deutschlands aufs tiefste bewegt, den Einmarsch der Franzosen in Frankfurt, Hanau, Darmstadt und anderen Städten. Die Erbitterung und Empörung ist hier ebenso allgemein als selbstverständlich. Wenn es etwas geben könnte, was im deutschen Volke wieder eine nationale Einigung und Begeisterung herbeiführen würde, so wäre es wohl dieser Gewaltschritt der französischen Regierung. Die Erbitterung ist umso grösser, als sie gepaart ist mit dem Gefühle der völligen Wehr- und Machtlosigkeit. Diese Vorgänge sind Wasser auf die Mühle der Gegner der Unterzeichnung des Friedensvertrages und sie scheinen den Befürchtungen Recht zu geben, welche mir Bethmann-Hollweg seinerzeit äusserte: Frankreich wird uns nicht zu Atem kommen lassen, bevor es sein wirkliches Kriegsziel erreicht hat, und es wird jeden wirklichen oder scheinbaren Verstoss gegen den Wortlaut des Friedensvertrages benützen, um Repressalien zu ergreifen, welche den Auftakt bilden werden zu späteren endgültigen Massnahmen. So sprach Bethmann vor ungefähr zwei Monaten, und heute — wer wollte bestreiten, dass ihm die neuesten Ereignisse wenigstens scheinbar Recht geben? Die Gegner der Unterzeichnung sagen heute wieder, was sie früher gepredigt haben: Durch die Unterzeichnung haben wir uns kampf- und machtlos, auf Gnade und Ungnade, in die Hand unserer Feinde begeben, die jederzeit aus dem Friedensinstrument die Waffen für unsere völlige Vernichtung schöpfen können. Hätten wir die Unterzeichnung verweigert, so wären uns wenigstens noch etwelche äussere und namentlich innere Machtmittel geblieben, um dem Schlimmsten zu begegnen, und wir hätten dadurch die Feinde genötigt, mit uns zu reden. Ich habe den Standpunkt der Gegner der Unterzeichner früher nicht verstanden, heute sehe ich die Sache doch in einem etwas anderen Lichte.

Am meisten enttäuscht hat hier die Tatsache, dass Amerika, England und Italien den Einmarsch haben geschehen lassen: denn es ist niemand im Zweifel darüber, dass die Franzosen den Schritt nicht gewagt hätten, ohne der Zustimmung der Alliierten sicher zu sein.[2] Diese Enttäuschung wirkt natürlich nicht nur politisch, sondern auch wirtschaftlich: Man hatte gehofft, dass England Frankreich mitziehen werde in dem Bestreben, Deutschland vor dem wirtschaftlichen Untergang zu retten, und man sieht nun, dass auch das eine Illusion war.

Über die Frage, ob der *Buchstabe* des Vertrages den Franzosen Recht gibt, kann man vielleicht verschiedener Meinung sein. Hier in Deutschland gibt es wohl nur einen Menschen, welcher den französischen Standpunkt als formell

---

1. *Dans la première partie du rapport, le Ministre von Planta parle des conséquences du putsch de Kapp-Lüttwitz.*
2. *Point d'exclamation et point d'interrogation de Motta en marge de cette phrase.*

berechtigt anerkennt, und das ist Georg Bernhard von der «Vossischen». Allgemein schliesst man sich hier dem Standpunkt des Reichswehrministers Gessler an, der mir gesagt hat, dass tatsächlich die *Zahl* der Truppen, die ins Ruhrgebiet einmarschiert seien, die Höchstziffer nicht erreiche, welche im Augustabkommen festgelegt sei. Die Zahl der Einheiten (20 Bataillone) sei freilich um etwas überschritten, aber das rühre nur daher, dass die Einheiten numerisch ganz wesentlich schwächer seien, als bisher angenommen worden. Die deutsche Regierung habe keinen Mann und kein Pferd mehr nach dem Ruhrgebiet gesandt, als sie für *unerlässlich* halte, um rasch und ohne viel Blutvergiessen Ordnung und Sicherheit in dem unglücklichen Lande wieder herzustellen, und sie habe immer wieder versichert, dass diese Truppen unverzüglich wieder zurückgezogen werden sollen, sobald die Ordnung wieder hergestellt und die Entwaffnung der roten Banden durchgeführt sei. Wenn man, wie gesagt, darüber streiten kann, ob der Buchstabe des Vertrages das Vorgehen der Franzosen rechtfertigt, so kann doch kein ruhig Urteilender darüber im Zweifel sein, dass die Massnahme sachlich so ungerechtfertigt und so unglücklich als möglich sei, sofern man nämlich den Standpunkt vertritt, dass der Friedensvertrag im Sinne einer allmählichen Versöhnung und im Geiste der Wiederherstellung normaler Verhältnisse auf der armen Welt verstanden werden solle. Ich habe von einer Mehrzahl von Personen, die im Ruhrgebiet waren, gehört, dass die dort herrschenden Zustände im *allgemeinen* europäischen Interesse einer raschen und energischen Bekämpfung bedürfen und dass deren Beseitigung nicht möglich sei auf dem Wege, den die Franzosen in zynischer Weise vorgeschlagen haben, nämlich auf demjenigen der Unterhandlung mit den Arbeitern. Der Kampf geht eben gar nicht gegen die Arbeiter oder gar gegen Arbeiterinteressen, sondern er geht gegen Mörder und Räuber, mit denen überhaupt nicht zu unterhandeln ist. Auch der Reichswehrminister bestätigt durchaus diese Ansicht und versichert nachdrücklich, dass die jetzige Regierung, in welcher Sozialisten das massgebende Wort sprechen, doch bei keinem klarsehenden Menschen dem Verdachte ausgesetzt sein könne, als wolle sie die Arbeiterschaft vor den Kopf stossen.

Das alles ist ja ganz klar, und gerade deshalb muss man sich sagen, dass der Vorstoss der Franzosen nicht nur dem Zwecke dienen kann, «Pfänder» zu schaffen für die Erfüllung derjenigen Bestimmungen des Friedensvertrages, welche jetzt verletzt sein sollen. Auf dem Reichswehrministerium ist man auch der Meinung, dass die Besetzung der jetzt frisch okkupierten Städte nicht so bald wieder aufgehoben werde, weil selbst im Falle des Rückzuges der deutschen Truppen andere Vorwände gefunden werden dürften, um die Notwendigkeit der Fortsetzung des Pfandverhältnisses zu begründen. Von anderer Seite wird mir gesagt, dass die französische Regierung durchaus falsch unterrichtet sei über die tatsächlichen Verhältnisse in Deutschland, weil ihre militärischen Vertreter auf Mitteilungen von unabhängiger Seite abstellen.

Sie haben den Protest der deutschen Regierung gelesen, der Ihnen genau die Auffassung und die Absichten der hiesigen Regierung auseinandersetzt: Es fällt natürlich niemand ein, der Gewalt die Gewalt entgegenzusetzen, weil man seine Machtlosigkeit nur zu deutlich fühlt.

Ganz zweifellos hat dieser französische Streich der Sache der Verständigung und der Wiederaufrichtung Deutschlands einen schweren Stoss versetzt: Es ist

nun wieder an die Stelle der Hoffnung und eines gewissen Mutes das Gefühl der Resignation, der Mutlosigkeit und der Erbitterung getreten. Was daraus werden wird, lässt sich nicht sagen, aber man braucht wahrlich nicht Schwarzseher zu sein, um diese weitere Folge des letzten Putsches als eines der grössten Unglücke zu bezeichnen, welches Deutschland und Europa in diesem Augenblicke widerfahren konnte. *[...]*[3]

Für die Gesandtschaft entsteht die interessante Situation, dass nun auch der Sitz des Konsulates Frankfurt in das besetzte Gebiet und damit unter den eidgenössischen diplomatischen Vertreter bei der hohen Kommission fällt. Da nach dem Beschlusse des Bundesrates auch der Generalkonsul im besetzten Gebiete von der Gesandtschaft losgelöst und dem Departement direkt unterstellt ist, muss ich natürlich für die Dauer der Besetzung Frankfurts den Verkehr mit dem dortigen Konsulat einstellen.

Letzter Tage erhielt ich von dem abtretenden und dem neu ernannten Minister des Auswärtigen in Schweden die amtlichen Briefe, durch welche sich die Herren verabschieden, bezw. einführen, unter den üblichen Versicherungen der Fortsetzung der freundschaftlichen Beziehungen. Gleichzeitig bringt mir der eingegangene eidgenössische Staatskalender die Kunde, dass ich auch in Schweden bevollmächtigter Minister und ausserordentlicher Gesandter sei. Diesen beiden Tatsachen gegenüber muss ich feststellen, dass mir niemals eine bezügliche Mitteilung zugegangen ist und dass ich auch niemals beim König von Schweden akkreditiert worden bin. Vielmehr wurde mir vor einem halben Jahr gelegentlich mündlich mitgeteilt, dass im Hinblick auf die baldige Errichtung einer Gesandtschaft in Stockholm davon abgesehen werde, mich bei der schwedischen Regierung zu akkreditieren. Infolgedessen habe ich mich rein nur als Briefträger betrachten müssen, der die sehr wenig zahlreichen Geschäfte zu empfangen und weiterzugeben hatte. Ich sage dies an diesem Orte, weil ich die Tatsache zu erklären habe, dass in meinen politischen Berichten niemals von Schweden und dortigen politischen und wirtschaftlichen Zuständen die Rede war. Hätte ich gewusst, dass man mich als akkreditierten Minister betrachtet und der Öffentlichkeit als solchen bekanntgibt, so hätte ich versucht, etwelche Fühlung zu nehmen mit Schweden, um mich über dortige Verhältnisse zu unterrichten. So, wie die Dinge für mich lagen, hatte ich dazu wirklich keine Veranlassung.

Nachschrift. Herr Haguenin, dem die Ereignisse im Westen unangenehm sind, weil sie seine Politik der Verständigung durchkreuzen, erklärt mit aller Bestimmtheit, dass die französischen Truppen die neu besetzten Gebiete sofort verlassen werden, nachdem die deutschen Truppen aus der neutralen Zone zurückgezogen sein werden. Auf die Einwendung, dass wohl die Absicht oder doch der Wunsch bestehe, die Besetzung dauernd zu gestalten, antwortete er: Dazu würde die Einwilligung der Alliierten nicht erhältlich sein. Diese Bemerkung ist deshalb interessant, weil sie vermuten lässt, dass für die jetzige Massnahme diese Zustimmung gegeben worden ist.

Wie richtig die Annahme ist, dass die französische Meinung wesentlich beeinflusst sei durch die Nachrichten, die aus deutscher unabhängiger Quelle stam-

---

3. *Suit un résumé d'articles de presse.*

men, beweist der Ton, den die «Freiheit», das Organ des linken Flügels der Unabhängigen, seit zwei Tagen anschlägt, indem sie sich zur restlosen Verteidigerin des französischen Einmarsches aufwirft. Ob diese Haltung den Unabhängigen Vorteil bringen wird für die Wahlen, scheint mir doch sehr fraglich.

296

E 2300 Moskau, Archiv-Nr. 3

Aide-Mémoire de l'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer[1].

AL Bern, 7. April 1920

Herr Frick, Delegierter des Internationalen Roten Kreuzes, macht mir die Mitteilung, dass er dieser Tage wegen der Organisation des Heimtransportes von Russen aus Deutschland und Deutschen aus Russland sich nach Berlin und Reval begebe. Ich benütze die Gelegenheit, um mit ihm allgemein über die Lage in Russland zu sprechen. Er ist der Ansicht, dass der russische Staatskörper innerlich total verfault sei, dass sich zur Zeit aus denjenigen bolschewistischen Kreisen, die es verstanden hatten, in kurzer Zeit sich ein grosses Vermögen auf diese und jene Art zu verschaffen, eine Art bürgerliche Schicht kristallisiert. Lenin und die ihn umgebenden Spitzen der Bolschewiki hält er nach wie vor für konsequente Verfolger ihrer Theorien, der ganze Unterbau aber versage. In keinem Lande wütet die ruchloseste Spekulation so sehr wie zur Zeit in Russland. Die Juden schwimmen natürlich hier oben auf. Eine Änderung der Verhältnisse sei nur dann zu erwarten, wenn entweder die gegenwärtige Regierung, und vor allen Dingen deren Unterbeamtenapparat, gestürzt werde, oder wenn der Fäulnisprozess noch derart weitergehe, dass sich die massgebenden Kreise nur noch dadurch zu helfen wissen, dass sie ausländischen Interessenten alle möglichen Konzessionen abtreten, so dass sich nach und nach von aussen in den kranken Körper hinein gesunde Organisationen einschieben. Ein erspriessliches Arbeiten dieser letzteren sei allerdings nur dann denkbar, wenn sie mit entsprechendem Schutz resp. Gewalt verbunden. Die getroffenen Institutionen müssten in der Lage sein, sich durch eigene Truppen oder Polizei zu schützen und ihrem Willen Nachachtung zu verschaffen. Ich teile Frick mit, dass wir bereits ziemlich umfassende Vorbereitungen für eine derartige Arbeitsmethode getroffen. Er begrüsst dies, hält aber den Zeitpunkt zu deren Realisierung noch für verfrüht, allerdings müsste man auch sehr vorsichtig sein, um nicht zu spät zu kommen. Russland sei momentan allerdings noch nicht in der Lage, uns irgendwelche Kompensation für Warenlieferungen etc. zu geben. Getreide sei von den Bauern nur das allernotwendigste angebaut, in den Minen werde nicht viel gearbeitet, so dass man nicht hoffen könne, gleich am Anfang viel aus dem Lande herauszuholen. Er ist

---

1. *En tête du document, Thurnheer a noté de sa main:* Herrn Dinichert zur Einsicht unterbreitet. 7.IV. W.Th.

der Ansicht, dass aus diesem Grunde die von mir angeregte Entsendung eines Beobachterpostens nach Russland in Gestalt des Vertreters des Schweizerischen Roten Kreuzes sehr nützlich wäre. Er rät, diese Entsendung bald vorzunehmen, da es nicht ausgeschlossen sei, dass die Bolschewikiregierung Dr. Bagotzky demnächst aus Bern zurückziehe und dann die Anwesenheit Bagotzkys in der Schweiz nicht mehr oder nur schwieriger als Vorwand für die Entsendung eines Schweizers nach Russland benutzt werden könnte. Frick lässt im übrigen durchblicken, dass er hofft, demnächst einen Auftrag zu erhalten, der ihn persönlich nach Russland bringe.

297

E 2001 (B) 1/1

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
RPSI n° 5.G

Bern, 8. April 1920

Über den gegenwärtigen Stand der *Zonenfrage* können wir Ihnen mitteilen:

Mündliche Unterhandlungen haben zwischen schweizerischen und französischen Delegierten vom 27. bis zum 31. Januar 1920 in Paris stattgefunden. Es handelte sich dabei um die Ausarbeitung der durch den letzten Abschnitt des Artikels 435 des Versailler-Vertrages vorgesehenen Neuordnung der freien Zonen von Hochsavoyen und des Pays de Gex. Die Verhandlungen mussten unterbrochen werden, um den beidseitigen Regierungen Gelegenheit zu einem neuen Studium der Frage zu geben. Der kurze Gedankenaustausch in Paris hat unzweideutig gezeigt, dass zwischen dem französischen und schweizerischen Entwurf zur Zeit unüberbrückbare Meinungsverschiedenheiten bestehen. Der *französische Entwurf* sieht die Beseitigung der durch die Verträge von 1815 und die Volksabstimmung von 1860 geschaffenen Zonen vor, wobei den Grenznachbarn gewisse Zugeständnisse in der Anwendung der für die anderen Grenzen bestehenden Zollbestimmungen gemacht werden sollten. Der *schweizerische Entwurf* möchte die bisherige Regelung beibehalten, sieht aber vor, dass der Bevölkerung der Zonen weitgehende Rechte zugestanden würden, damit sie die gleichen Vorteile geniessen, wie sie der Schweiz durch ihre Verträge eingeräumt werden.

Seit anfangs Februar ist die Lage vom internationalen Standpunkt aus unverändert geblieben.

In französischen parlamentarischen Kreisen, und besonders in Savoyen, ist die Zonenfrage andauernd Gegenstand lebhaftester Erörterungen. Die *Zollkommission der französischen Abgeordnetenkammer* hat kürzlich an die Regierung die Aufforderung gerichtet, sie möge an dem ersten Entwurfe festhalten.

Das schweizerische Volkswirtschaftsdepartement befasst sich zur Zeit mit einer neuen technischen Prüfung der Fragen, die sich aus den mündlichen Verhandlungen in Paris ergaben.

Es wird zweifellos notwendig sein, vor Aufnahme der unterbrochenen Unterhandlungen neuerdings die Kommission zusammentreten zu lassen, in der die beteiligten Kreise und Kantone vertreten sind.

Vor wenigen Tagen ist nun aus Paris die Meldung eingetroffen, die *Zollkommission des Senates* habe unter dem Vorsitz von Jean Morel «einstimmig» folgende Motion angenommen: Die Kommission ist im Hinblick auf Art. 435 des Versailler Vertrages der Ansicht, dass diese Vereinbarung endgültig das Régime des Vertrages vom 1815 aufhebt und Frankreich das Recht gibt, seine Zollgrenze an die politische Grenze hinauszurücken. Sie stellt ferner fest, dass eine französisch-schweizerische Konferenz sich in der Zwischenzeit in Paris mit der Festlegung des in diesem Artikel vorgesehenen Abkommens befasste, jedoch ihre Verhandlungen vor der Erreichung eines endgültigen Ergebnisses abbrechen musste. Die Kommission verlangt daher von der Regierung: 1. Die Verhandlungen mit der schweizerischen Regierung möchten so bald als möglich wieder aufgenommen werden. 2. Sie möge ihre Zustimmung nicht in einer Abmachung geben, die nicht die Verlegung unserer Rechte in Ain und Hochsavoyen an die geographische Grenze Frankreichs, zwecks Sicherung der wirtschaftlichen Einigkeit Frankreichs als notwendige Folge seiner politischen Einheit, vorsieht. 3. Sie möge die Prinzipien einer freundschaftlichen Verständigung auf dem Boden der gerechten Gegenseitigkeit in den Handelsbeziehungen der beiden Länder und ihrer Grenzgebiete festlegen. 4. Sie möge die Modalitäten des künftigen Régimes im Sinne des Wohlwollens und der Versöhnlichkeit zugunsten der Bevölkerung der gegenwärtigen Freizone feststellen, um so in gerechter Weise den Traditionen, Gewohnheiten und Interessen dieser Bevölkerung gerecht zu werden.

Diese Motion mahnt uns ganz besonders zum Aufsehen, da in der Zollkommission des Senates Herr *David* sitzt, der seit langem den französischen Standpunkt mit einer temperamentvollen Hartnäckigkeit ohne gleichen verteidigt, und der persönlich die Bewegung in der Zonenfrage bei den beteiligten Bevölkerungskreisen in Hochsavoyen leitet.[1]

Abschnitt 2 des Artikels 435 des Friedensvertrages sagt, dass es «Sache Frankreichs und der Schweiz ist, im Wege der Einigung untereinander die Rechtslage dieser Gebiete so zu regeln, wie beide Länder es für zweckmässig erachten».

Unter dem Vorwand, es werde in dem gleichen Artikel erklärt, «dass die Bestimmungen des Vertrages von 1815 und der sonstigen Zusatzakte durch die Verhältnisse überholt sind», stellt sich die Senatskommission kurzerhand auf den Standpunkt, Artikel 435 hebe das Régime von 1815 auf und räume Frankreich unzweideutig das Recht ein, seine Zollgrenze an die politische Grenze hinauszurücken.

Gegen eine solche Auffassung haben wir von Anfang an lebhaft protestiert, und wir zweifeln nicht daran, dass wir mit unserem Standpunkt durchdringen würden, wenn diese ganze Frage vor dem Völkerbundsrat oder der Generalversammlung des Völkerbundes zur Diskussion käme.

---

1. *Sur les activités de F. David, cf. DDS 7/1, nos 10, 105, 129.1, 375.*

Die Motion der französischen Senatskommission lässt uns auch heute nicht aus unserer zurückhaltenden Stellung heraustreten. Wir warten die Aufforderung Frankreichs ab, uns an neuen offiziellen Verhandlungen zu beteiligen.
[...][2]

Wie Sie bereits aus der Presse erfahren haben, ist am 3. März 1920 der Spinnereidirektor Jost *Zweifel*[3] von Schwanden (Glarus) von einer Arbeiterschar in Neunkirchen (Niederösterreich) schwer misshandelt worden. Den Anlass hiezu bot eine Lohndifferenz des Direktors mit einem Arbeiter, bei der es am 1. März zu Tätlichkeiten zwischen beiden kam.

Durch amtliche Protokolle ist es unzweideutig festgestellt, dass der Arbeiter Herrn Zweifel provozierte und ihn auch zuerst tätlich angriff, und dass die ganze Sache durch die Kommunisten von langer Hand vorbereitet war.

Die Vorfälle in Neunkirchen waren so schwerwiegend, dass unsere Gesandtschaft in Wien das Staatsamt für Äusseres unverzüglich ersuchte, eine sofortige strenge Untersuchung zu veranlassen, die Schuldigen zu verhaften und gegebenenfalls strenge zu bestrafen und sie zur Gutmachung des dem misshandelten Fabrikdirektor zugefügten Schadens heranzuziehen.

Staatskanzler Renner sprach Herrn Minister Bourcart am 5. März persönlich zu Handen des Bundesrates das Bedauern der österreichischen Regierung aus und stellte eine strenge Untersuchung des Vorfalles und ein unerbittliches strafgerichtliches Vorgehen in Aussicht.

Die Versprechungen des Staatskanzlers zeigten sich in der Folge als ganz haltlos. Herr Renner schlug eine Verzögerungstaktik ein, mit der wir uns nicht befriedigt erklären konnten. Seine Rücksichten auf die politische Gärung (in Wahrheit auf seine Wählerschaft und auf seine Partei) und die angeblich geringen Machtmittel der Regierung führten dazu, dass auch nach Monatsfrist die Rädelsführer des schamlosen Attentates sich unbehelligt auf freiem Fuss befanden. Die «amtliche Untersuchung», über die vom W.K.B.[4] in tendenziöser Weise gefärbte Berichte in die Presse gelangten, stellte sich als eine inhaltslose Komödie vor, von der ein befriedigendes Resultat nicht erhofft werden konnte.

Diese Sachlage hielt der Bundesrat für unannehmbar, und trotz des Widerstrebens, gegenüber einem Lande, das freundschaftliche Beziehungen mit der Schweiz verbinden, Gegenmassregeln anzuwenden, wurde unsere Gesandtschaft in Wien beauftragt, der österreichischen Regierung mitzuteilen, dass sich die Schweiz von der im Gange befindlichen finanziellen Hilfsaktion für Österreich (siehe unsere Berichte Nr. 1 und 2 vom 16. und 22. März) zurückziehen werde, wenn nicht in kürzester Frist die Hauptschuldigen des Mordanschlages auf Direktor Zweifel festgenommen und den Strafgerichten überwiesen würden. Herr Generaldirektor von Haller hat von uns die Weisung erhalten, sich wohl an den vorbereitenden Besprechungen in Paris zu beteiligen, die andern Regierungsvertreter indessen auf die veränderte Sachlage aufmerksam zu machen und sie von der bestimmten Absicht des Bundesrates in Kenntnis zu setzen, auf die

---

2. *Suivent des passages sur divers mouvements révolutionnaires en Europe.*
3. *Sur cette question, cf. aussi n° 289.*
4. Wienerkorrespondenzbureau.

ursprünglich zugesagte Mitwirkung an der Hilfsaktion zu verzichten, wenn uns nicht ohne weiteren Verzug die verlangte Satisfaktion zuteil würde.

Wir nahmen an, dass die Aussicht, die peinliche Angelegenheit Zweifel und das ganze Verhalten der österreichischen Regierung vor den verschiedenen Regierungsvertretern in Paris zu erörtern und die Möglichkeit eines Rücktrittes der Schweiz von der geplanten Hilfsaktion wie keine andere Massnahme geeignet sein dürfte, die österreichische Regierung zu bestimmen, endlich die Schritte zu tun, die ihr ein ehrliches Rechtsbewusstsein und politische Klugheit längst schon vorschrieben.

In dieser Meinung hatten wir uns nicht getäuscht: am 6. April sind in Neunkirchen endlich Verhaftungen vorgenommen worden. Diese Massregel rief bei den dortigen Arbeitern grosse Erregung hervor. Sie forderten die sofortige Freilassung ihrer Genossen und drohten mit gewaltsamer Befreiung. Eine Arbeiterdeputation begab sich nach Wien. Obschon die Situation als ernst bezeichnet werden muss, ist zu hoffen, die Arbeiterschaft werde zur Einsicht gelangen, dass die Justiz ohne Beeinflussung und ohne Vorurteil ihres Amtes walten muss.

Man wird uns auf jeden Fall von keiner Seite mit dem Vorwurf begegnen können, wir hätten durch eine überstürzte Drohung die Zwangslage der österreichischen Regierung ausgenützt und dadurch voreilig die freundschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Staaten gefährdet. Durch den Gang der Ereignisse steht heute die Tatsache fest, dass wir ohne scharfe Gegenmassregel keine Genugtuung erlangen können.

298

E 2300 Paris, Archiv-Nr. 73

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. Schreiber, au Chef du Département politique, G. Motta

RP 1/20 Paris, 9 avril 1920

Au sujet des événements de la Ruhr, il vous intéressera sans doute de connaître une opinion française, mais qui mérite d'être prise en considération parce qu'elle résume les impressions concordantes de plusieurs personnes arrivant des provinces rhénanes où elles se sont trouvées récemment en contact étroit avec M. Paul Tirard, Haut Commissaire du Gouvernement de la République.

L'avis de ces informateurs reflète évidemment celui du personnel administratif français, civil et militaire, installé en Rhénanie.

Tous s'accordent à nier le péril bolcheviste par lequel le Gouvernement de Berlin prétend justifier l'action de la «Reichswehr» dans le bassin minier. Ils en donnent comme preuve le fait qu'à Essen, par exemple, les ouvriers n'ont jamais cessé le travail. La population ouvrière de toute la région ne serait aucunement bolcheviste, mais elle aurait pour le militarisme prussien une haine solide, accrue par le complot de Kapp et Lüttwitz. Ces dispositions auraient donné naissance dans certains milieux à des mouvements séparatistes, jugés alarmants à Berlin, mouvements que pourraient expliquer dans une certaine mesure le voisinage des territoires occupés et le désir de participer aux avantages économiques concédés

à ces territoires. Le Cabinet Müller aurait lui-même donné le signal des désordres de la Ruhr à des agents provocateurs[1], chargés de fournir à la «Reichswehr» un prétexte d'intervention.

Cette version, qui s'accorde de tous points avec une interview du Général Degoutte, publiée hier par l'agence Havas, amène naturellement cette question: «Quel intérêt le gouvernement allemand pourrait-il avoir à susciter lui-même des troubles dans la Ruhr?» A cela, les informateurs français dont je vous rapporte les propos répondent comme suit: «Quel intérêt? Mais il est multiple: d'abord réprimer, sous couleur de bolchevisme, un mécontentement réel des populations de la Ruhr, mécontentement qui pourrait conduire à des résultats préjudiciables peut-être à l'unité du Reich, mais non certes au bien de la France et de l'Europe. Ensuite éluder les dispositions des articles 42 à 44 du Traité de Versailles qui interdisent toute opération militaire dans la zone dite neutre et, par là même, ébranler l'autorité du Traité tout entier. Enfin et surtout, fournir aux puissances alliées une nouvelle occasion de discorde, exploiter cette discorde par une action diplomatique et par une campagne d'opinion en mettant à profit la défiance qui se fait jour chez les Anglo-Saxons à l'égard du «militarisme français» et surtout la terreur que le bolchevisme inspire aux Américains. La manœuvre a été très habilement exécutée. Berlin n'a pas négligé d'en déclencher la phase décisive un samedi, pour obliger la France à une riposte immédiate et la mettre ainsi en mauvaise posture vis-à-vis de l'Angleterre dont les ministres, fidèles à la coutume britannique du «week-end» ne peuvent pas être atteints le dimanche. Le coup a d'ailleurs fort bien réussi puisque nous avons dû agir seuls et que le Cabinet de St-James affecte de se montrer froissé que nous ne l'ayons pas consulté au préalable.»

Cette dernière remarque paraît assez judicieuse quand on constate la froideur marquée avec laquelle le Gouvernement de M. Lloyd George accueille l'action de la France dans la Ruhr. Les Français semblent d'ailleurs se consoler de cette froideur en déclarant que l'opinion anglaise, telle que l'exprime la majorité des journaux d'Outre-Manche, approuve leur attitude. La nouvelle, annoncée ce matin, d'une coopération de la Belgique aux mesures militaires françaises a favorablement impressionné le public français, j'entends le grand public, qui ne laissait pas de redouter les conséquences possibles des décisions du Gouvernement et de l'isolement dans lequel ces décisions paraissent laisser la France.

Ce que l'on entend dire dans les milieux qui suivent de plus près les événements donne parfois l'impression que les Français sont toujours hypnotisés par un «péril allemand» dont la situation actuelle de l'Allemagne permet de contester l'existence, et que cette fascination fausse leur jugement. Aux remarques qu'on leur fait à ce propos, ils ne manquent pas de répondre: «Certes, nous n'ignorons pas que l'Allemagne vaincue est, pour le moment du moins, incapable de reprendre les armes contre nous. Nous n'avons pas peur de l'Allemagne, mais nous ne croyons pas à la parole des Allemands. Nous constatons chaque jour depuis l'armistice qu'ils cherchent à éluder leurs obligations, qu'ils ne nous ont rien donné de ce qu'ils nous doivent, qu'ils interprètent toutes les concessions

1. *Point d'interrogation de Motta en marge de cette phrase.*

comme des faiblesses et qu'ils ne sont sensibles qu'aux arguments de force. Nous sommes donc obligés de recourir à ces arguments en face d'adversaires qui ne nous ont jamais donné le moindre gage de leur sincérité. Comment voulez-vous que nous ajoutions foi à leurs assurances de bonne volonté? Ils se disent républicains et ils n'ont pas même prononcé la déchéance de la maison de Hohenzollern. Ils se proclament pacifistes et ils refusent de désarmer. Ils modifient peut-être le personnel de leur administration intérieure mais ils conservent, à la Wilhelmstrasse, le personnel et les méthodes diplomatiques de l'Empire. Si, en présence de ces faits, nos Alliés font acte de crédulité, tant pis pour eux; nous sommes bien sûrs que les faits se chargeront de démontrer que nous n'avons pas tort.»

299

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L L.a.5. Kohlenversorgung[1] London, 10. April 1920

Ich beehre mich, Ihnen mein gestriges Telegramm Nr. 93[2] zu bestätigen.

Wie Sie daraus ersehen haben, ist nunmehr endlich ein gewisser Erfolg unserer Bemühungen zu verzeichnen, indem die Frage der Kohlenversorgung dem Ministerrat vorgelegt wird. Mit Lord Curzon selber konnte ich die Sache nie besprechen; er hat in den letzten zwei Monaten sozusagen niemanden empfangen, ausser hie und da einen alliierten Botschafter; gegenwärtig ist er überdies krank. Ich brachte daher unsere Lage bei dem derzeitigen Stellvertreter des Staatssekretärs, Sir Eyre Crowe, zur Sprache. Aus meiner Unterredung will ich Nachstehendes hervorheben:

«Eine Note des Auswärtigen Amtes vom 1. April[3] wiederholt, dass die Regierung keine Interventionsbefugnis hat. Ich bemerkte, dass diese Antwort jeweilen auf meine verschiedenen mündlichen und schriftlichen Vorstellungen erteilt wurde, dass meine Regierung aber immerhin erwarten könne, in irgendeiner Weise die Unterstützung der britischen Behörden zu erhalten.

Da im Parlament der Vertreter des Handelsministeriums am 31. März von «Priorität zugunsten von alliierten Ländern» sprach, war anzunehmen, dass die Regierung trotz allem über gewisse Mittel zur Einwirkung verfügen muss.

(Sir E. Crowe *bestritt* die Richtigkeit der im Unterhaus gemachten Bemerkung). Ferner hat Mr. Craigie, als er dem politischen Departement eine Kopie der Antwort auf das Memorandum des Volkswirtschaftsdepartementes[4] vom 20. Februar übergab, ausdrücklich beigefügt, dass jeder Spezialfall gerne von der

1. *Sur cette question, cf. n° 282.*
2. *Non reproduit.*
3. *Reproduite en annexe 1.*
4. *Sur cette question, cf. n^os 251, 256.*

britischen Gesandtschaft aufgenommen werde, trotzdem in besagter Antwort die Unmöglichkeit der Intervention ebenfalls festgestellt wird. Solche Spezialfälle habe ich wiederholt beim Foreign Office zur Sprache gebracht, aber ohne dass irgendein Versuch gemacht worden wäre, mir zu helfen.

Mit der beständigen Antwort, dass der Regierung keine Mittel zur Intervention zur Verfügung stehen, können wir uns wohl kaum länger abfinden. Wenn die gegenwärtigen Vorschriften wirklich keinerlei offizielle Beihülfe gestatten, so müssen wir dringendst ersuchen, zu erwägen, *ob diese Vorschriften nicht abgeändert werden können.* Da es sich hiebei, wie schon bei Anlass früherer Unterredungen eindringlichst hervorgehoben, sozusagen um eine Existenzfrage für die Schweiz handelt, so gäbe ich der Hoffnung Ausdruck, es werde in Bälde unserem Ansuchen entgegengekommen werden.» (Indem ich das in Abschrift beiliegende Aide-Mémoire[5] übergab, machte ich wiederum mit Nachdruck die Argumente geltend, die in Ihrem Schreiben vom 22. März enthalten sind.)

Wie schon eingangs erwähnt, wird nun Sir Eyre Crowe die ganze Kohlenfrage dem Ministerrat zu neuer Beratung vorlegen. Wann dies geschehen kann, ist vorläufig nicht vorauszusehen, nicht so sehr wegen der Abwesenheit des Premiers, als wegen der grossen Arbeitsanhäufung. Ich erhielt aber die Zusage, dass es sobald als möglich geschehen werde, und ersuchte um spezielle Hervorhebung der schlimmen Lage unseres Landes.

Sir E. Crowe konnte seinerseits nicht genug auf die schwierigen Verhältnisse in England selbst hinweisen: Diese seien der Grund, weshalb von der Kohlenkontrolle, sei es nun der «Controller» in London oder die Distriktkontrollen in der Provinz, keine Beihülfe zu erwarten ist. Ausserdem befänden sich einzelne überseeische Besitzungen, vor allem Ägypten, in einer geradezu verzweifelten Kohlenlage. Ebenso dringende Ansuchen um Versorgung würden auch von Frankreich, Italien und Griechenland gestellt, um nur die am meisten kohlenbedürftigen Länder zu nennen.

Ich behalte mir vor, über das Ergebnis weiterer bereits unternommener und auf nächste Tage angesetzter Schritte im Laufe der kommenden Woche zu berichten.

ANNEXE 1

E 7800 1/76

Le Secrétaire d'Etat britannique, Ch. Tufton, au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini

Copie
N 188354/2150 London, 1st April 1920

With reference to the Note No. L.a.5.[6], which you were so good as to communicate to me on 26th March, requesting that His Majesty's Government should facilitate the shipment of British coal for Switzerland, I have the honour to inform you that the export of coal from the United Kingdom being now free from control, subject only to the reservation of essential home supplies, His

5. *Reproduit en annexe 2.*
6. *Non retrouvée.*

Majesty's Government regret that they have no means of intervening in the particular case of the steamship «Soissons», or any other vessels.

ANNEXE 2

E 7800 1/76

Copie
L.a.5.

Londres, 9 avril 1920

AIDE-MÉMOIRE

Par note du 6 mars dernier, remise personnellement à M. Tufton, M. Paravicini a attiré l'attention du Gouvernement de Sa Majesté sur la situation extrêmement grave dans laquelle se trouve la Suisse, en raison d'une disette aiguë de charbon. Cette note était accompagnée d'un Aide-Mémoire du 20 février[7], dans lequel le Département suisse de l'Economie publique, d'ordre du Conseil fédéral, exposait à la Légation de Sa Majesté, à Berne, l'état du ravitaillement de la Suisse en charbon, qui causait au Gouvernement suisse les plus vives inquiétudes.

2. La Légation n'a point encore reçu de réponse à cette communication qui revêtait cependant un caractère d'extrême urgence.

3. En outre, à l'occasion de difficultés éprouvées par 3 vapeurs se trouvant à Swansea pour le compte du Gouvernement suisse, la Légation a fait appel aux bons offices de Lord Curzon de Kedleston par notes verbales des 26 et 27 mars. La réponse du Foreign Office, en date du 1er avril, déclare que l'exportation de charbon étant libre de contrôle, il n'a pas à disposition de moyens d'intervention. Toutefois, la Légation croit devoir inférer d'une déclaration faite le 31 mars à la Chambre des Communes, par M. Bridgeman, Secrétaire parlementaire du Board of Trade, qu'il existe encore des priorités spéciales dont certains pays sont admis à bénéficier.

M. Paravicini croit dès lors être autorisé à conclure de cette réponse qu'il subsiste cependant encore des moyens d'intervention du Gouvernement britannique en faveur de pays mis en détresse.

4. La pénurie de combustible met en danger la vie publique suisse dans son ensemble. Elle est telle qu'elle entraînera fatalement, à une brève échéance, s'il n'y est pas remédié sans retard, une paralysie des moyens de transport et la fermeture d'usines indispensables à la vie nationale. Si la Suisse devait être acculée à cette situation, des troubles ouvriers risqueraient de menacer l'ordre public.

---

7. *Cf. n° 251.*

300

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 27

Berlin, 12. April 1920

Nach Abfassung meines Berichtes vom 9./10. l.Mts.[1] war ich zu Herrn Haguenin zu Tisch geladen und habe dort interessante Mitteilungen erhalten über den französischen Standpunkt. Die Art der Einladung und die Zusammensetzung

---

1. *Non reproduit.*

der Gäste zeigte mir sofort, dass es sich darum handle, mich über den französischen Standpunkt und den Eindruck der hiesigen französischen Kreise über die Tagesfrage der Besetzung deutschen Gebietes durch die Franzosen zu orientieren. Ich war der einzige neutrale Diplomat und mit mir waren geladen: Der französische General Walch (ein geb. Elsässer), der französische Botschaftsrat — diese beiden Herren sassen rechts und links von mir —, der französische Konsul, der italienische und der belgische Geschäftsträger. Ich gebe Ihnen diese Einzelheiten, weil sie Ihnen zeigen, wie das Ganze gedacht und geplant war. Die Beiziehung des Grafen Aldrovandi könnte etwas erstaunen, wenn man nicht wüsste, dass dieser Diplomat persönlich ganz im Fahrwasser Frankreichs segelt.

Das Gespräch wurde denn auch sofort auf die zu behandelnde Frage geleitet, und dabei hatte es namentlich der französische General Walch übernommen, mich «aufzuklären». Ich gebe Ihnen nachstehend möglichst genau dasjenige wieder, was mir der General sagte und was die Diplomaten bestätigten, wobei ich bemerke, dass Aldrovandi sich kaum an der Aussprache beteiligte:

Nach Walch hat Frankreich nicht nur nicht die Absicht, weitere Gebiete Deutschlands zu besetzen oder gar zu annektieren, sondern es wünscht aufrichtig, sobald als möglich selbst mit der *Abrüstung* zu beginnen. «Nous en avons peut-être plus besoin que les Allemands et nous ne demandons pas mieux que de désarmer dans le plus bref délai, mais ce n'est pas à nous de commencer.» Nach der ganz bestimmten Behauptung meiner französischen Gewährsleute hat Deutschland tatsächlich noch lange nicht in dem Masse abgerüstet, in dem es nach dem Friedensvertrag hätte abrüsten müssen. «Ils nous trompent et ne nous disent pas la vérité», tönte es immer wieder aus den Worten der Herren. Als ich einwendete, dass die Mitglieder der Regierung, mit denen ich zu sprechen Gelegenheit hätte, den Eindruck machen, vom besten Willen beseelt zu sein, stimmten die Herren zu, fügten aber bei, dass die Regierung machtlos sei gegenüber der Militärpartei, die tatsächlich noch immer die Macht in Händen habe. In der Zusammensetzung des Generalstabes sei überhaupt noch nichts geändert worden, auch die meisten höheren Kommandos liegen noch in den Händen von Offizieren des alten Regime, und die Offiziere der Reichswehr seien beinahe durchweg Nationalisten, die nichts anderes träumen und hoffen als den Revanchekrieg. Diese Leute suchen die Kontrollkommissionen der Entente auf alle mögliche Weise zu hintergehen, aber es gelinge ihnen nicht, über die Wirklichkeit hinwegzutäuschen, und diese Wirklichkeit bestehe eben darin, dass in Deutschland noch massenhaft Waffen und Munition versteckt seien und dass *viel* mehr Truppen unter den Waffen oder auf Pikett gehalten werden, als den Deutschen gestattet sei.

Solange diese Militärs am Ruder bleiben, werde es keine Ruhe geben: Deutschland soll — so meinte der französische General — uns endlich einmal zeigen, dass es wirklich und loyal den Frieden will und dass es sein möglichstes tun wird, um den Friedensvertrag von Versailles auszuführen, dann wird Frankreich viel rascher als man anzunehmen geneigt ist, sein Verhalten ändern. Weiter wurde mir gesagt, dass die Zustände im Ruhrgebiet tendenziös schlimmer geschildert werden, als sie tatsächlich seien, und dass dies nur geschehe, um der Militärpartei den Vorwand zu geben, grössere Truppenmengen dorthin zu verbringen, die ganz anderen Zwecken dienen sollen als der Wiederherstellung der

Ordnung. Die Herren meinten weiter, dass die unheilvolle Tätigkeit der Militärpartei dazu führen werde, dass eines schönen Morgens die deutsche Regierung neuerdings vor einem Putsch stehe, der besser vorbereitet sein und seine Spitze sofort gegen Frankreich richten werde.

Das alles ist ja nicht neu und wird von der deutschen Regierung in allen Tonarten bestritten, aber ich habe doch geglaubt, darüber berichten zu sollen, weil mir Walch den Eindruck eines ruhigen und vernünftigen Mannes gemacht hat, von dem mir Haguenin übrigens zum voraus gesagt hatte: «C'est de beaucoup le plus raisonnable de nos militaires.» Walch versicherte mich übrigens wiederholt: Was ich Ihnen hier mitteile, entspricht meiner festen Überzeugung, die ich Ihnen unter Einsetzung meiner Offiziersehre aufrichtig geschildert habe, und diese meine Überzeugung stützt sich auf Beobachtungen und Feststellungen, die ich mit eigenen Augen gemacht habe. Zur Unterstützung seiner Ansicht zitierte er die Tatsache, dass in Ostpreussen allein *mindestens* drei Divisionen in voller Kriegsstärke und Ausrüstung liegen, während das zulässige Maximum des ganzen Bestandes der deutschen Armee kaum auf 6 Divisionen angenommen werden dürfe.

Der Gesamteindruck, den ich aus dieser Besprechung gewonnen habe und den ich Ihnen weitergebe, weil ich weiss, dass ich damit den Absichten entspreche, um deretwillen ich zur Besprechung geladen wurde, lässt sich wie folgt zusammenfassen: Die in Berlin wirkenden französischen Offiziere und Diplomaten anerkennen den guten Willen der jetzigen Regierung, den Friedensvertrag nach Möglichkeit zu erfüllen und zu diesem Zwecke nach Massgabe der Vorschriften des Vertrages abzurüsten. Dieser gleiche ehrliche Wille besteht aber nach Ansicht der Genannten nicht bei den militärischen Stellen, von welchen die Abrüstung heute tatsächlich noch abhängt. Frankreich muss mit der Möglichkeit rechnen, dass diese Stellen über kurz oder lang zu einem Schlage gegen Frankreich ausholen, und solange diese Gefahr besteht, darf keine französische Regierung um Haarbreite von den Bestimmungen des Friedensvertrages abweichen, ja, sie darf den Deutschen keinerlei Erleichterung gewähren. Deshalb war es notwendig, durch die Besetzung von Frankfurt und anderer Städte zu beweisen, dass Frankreich nicht gesonnen sei, sich die Früchte des Friedens, die hauptsächlich in einer Sicherung vor neuen Angriffen bestehen sollen, aus der Hand winden zu lassen. Das alles werde anders werden, sobald Deutschland ehrlich und ernstlich die Konsequenzen aus dem *Geiste* des Versailler Friedens ziehe.

Dieses Raisonnement ist ja gewiss verständlich und sogar verständig, aber es hilft nicht über den Zweifel hinweg, ob nicht der Fehler in den Prämissen stecke: Ist es wirklich wahr, dass in Deutschland noch eine Partei besteht, welche jetzt schon auf die Revanche hinarbeitet, und wenn ja, entsteht aus der Existenz einer solchen Partei eine ernsthafte Gefahr für Frankreich, welche die schwerwiegenden Massnahmen rechtfertigen konnte, die Frankreich ergriffen hat? Ich habe den Eindruck gewonnen, dass die Franzosen, die mit mir sprachen, wirklich an diese Gefahr glauben und dass *sie* in gutem Glauben in diesem Sinne nach Paris berichtet haben, aber ich kann mich nicht davon überzeugen, dass diese Gefahr wirklich bestehe. Wenn man sich vor Augen hält, wie gross die Erschöpfung des deutschen Volkes und wie intensiv der Wunsch nach Ruhe und Erholung ist, so muss man sich sagen, dass die übergrosse Mehrheit dieses Volkes schlechterdings

nichts wissen will von neuen kriegerischen Abenteuern und dass namentlich die gesamte Arbeiterschaft, welche ja jetzt tatsächlich die Regierung in Deutschland führt, sich mit allen Mitteln gegen jeden Versuch einer Revanche wenden würde. Abgesehen von allem anderen fehlt es den Deutschen an Geld, Waffen und namentlich an Menschen, mit denen sie einen neuen Krieg führen könnten. Ich habe versucht, diese Zweifel in meinem Gespräche wenigstens anzudeuten; selbstredend durfte ich diesen Versuch nur in der allerschüchternsten Form unternehmen und musste vor allem die Meinung hinterlassen, dass ich keinen Zweifel setze in die Richtigkeit der mir dargelegten Tatsachen. Die Franzosen sind jetzt, was übrigens mehr als begreiflich ist, überaus empfindlich und bestrebt, sich aus der Isolierung herauszubringen, in welche sie mehr und mehr getrieben worden sind.

Ich muss übrigens beifügen, dass mir von italienischer Seite bestätigt worden ist, dass die deutschen Militärbehörden vor keinen Mitteln zurückschrecken, um die Ententekommissionen hinters Licht zu führen und dadurch die Abgabe des Kriegsmateriales zu hintertreiben.

Reichskanzler Müller, dem ich schon vor der Besprechung bei Haguenin von dem Verdachte gesprochen hatte, dass Waffen und Munition beiseite geschafft worden seien, bestritt diese Möglichkeit gar nicht, versicherte aber, dass die Regierung schon lange dabei sei, solche Verstecke ausfindig zu machen, weil sie selbst das allergrösste Interesse habe an der Aufhebung solcher Waffenlager, die gegebenenfalls den Bolschewisten dienen würden. Die Durchführung dieser Erforschung sei aber ausserordentlich schwer. Übrigens, meinte der Reichskanzler, ist es geradezu lächerlich, aus der Möglichkeit der Existenz solcher Lager auf eine Gefahr für Frankreich schliessen zu wollen: Was wollten wir auch in der Verfassung, in welcher sich unser Volk befindet, mit diesen Waffen in einem Kampfe gegen Frankreich und seine Verbündeten erreichen?

Mit der besonderen Bitte um *streng vertrauliche* Behandlung glaube ich angesichts des immer offenkundiger werdenden Gegensatzes zwischen Frankreich und England mitteilen zu sollen, dass nach meinen persönlichen Feststellungen dieser Gegensatz zwischen den hiesigen Vertretern der beiden Länder, insbesondere zwischen den zahlreichen militärischen Kommissionen, schon seit Wochen in sehr auffälliger Weise besteht und sich zusehends verschärft. Die Franzosen und Italiener beschweren sich in der bittersten Weise über den «brutalen Egoismus», mit welchem die Engländer die Interessen ihrer Verbündeten behandeln, sobald Englands Interesse befriedigt sei. Ein Offizier, der diesen Kommissionen angehört, hat sich einem meiner Freunde gegenüber dahin geäussert, dass der Hass der Franzosen und Italiener gegen die Engländer einen Grad erreicht habe, der ein Zusammenarbeiten beinahe nicht mehr möglich mache. Ein mir befreundeter italienischer Offizier versicherte mich gestern, dass in dem Verhalten der hiesigen Engländer gegen die Deutschen seit ungefähr drei bis vier Wochen eine vollständige Änderung eingetreten sei, welche nur durch entsprechende Weisungen aus London erklärt werden könne: Während es früher die Engländer gewesen seien, die immer mit der grössten Härte und Rücksichtslosigkeit gegen die Deutschen vorgegangen seien, sei nunmehr ein vollständiger Umschwung eingetreten, indem die Engländer bei den Beratungen in den Kommissionen immer die Partei der Deutschen ergreifen.

Da diese Erscheinung sich deckt mit den neuesten Meldungen über die Haltung der englischen Regierung gegenüber der französischen Politik im Verhältnis zu Deutschland, scheint mir darin ein Beweis dafür zu liegen, dass es sich dabei nicht um eine lokale Erscheinung, sondern um ein politisches System handelt, welches grösste Beobachtung verdient.

301

E 2001 (B) 8/24

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin

L AE. Confidentielle et personnelle.
Société des Nations. Coopération des Etats neutres.

Berne, 12 avril 1920

Par votre lettre du 9 mars[1] vous avez bien voulu nous donner connaissance d'une démarche que le premier délégué suédois à la dernière conférence des Etats neutres à La Haye, M. le Baron Marks de Wurtemberg, avait faite auprès de vous sur l'ordre de son Gouvernement en vue d'amener un échange de vues permanent entre les Gouvernements scandinaves, néerlandais et suisse au sujet de la révision éventuelle de certaines dispositions du Pacte de la Société des Nations. Ainsi que vous le savez, cette démarche n'est pas la première qui a été faite dans ce sens au cours des dernières années par les Gouvernements scandinaves. L'idée de réunir les représentants des Etats demeurés neutres pendant la guerre à une conférence pour la sauvegarde des intérêts communs avait été notamment émise par les Gouvernements de Danemark, de Norvège et de Suède en 1917 et ensuite en été 1918, où cependant les circonstances n'étaient pas favorables à une action de ce genre.

Si avant et pendant les négociations qui ont abouti à la création du Pacte de la Ligue il n'a pas paru opportun pour le Gouvernement suisse d'entrer en un contact permanent avec d'autres Etats qui aurait pu éveiller l'impression d'un «bloc neutre», le moment semble en effet être venu maintenant, où une attitude prise de concert par les Gouvernements scandinaves, néerlandais et suisse à l'égard de nombreux problèmes concernant la Société des Nations, pourrait avoir de fort heureux résultats.

Le Conseil fédéral avait en conséquence considéré, depuis la fin de l'année dernière déjà[2], l'opportunité d'une démarche auprès des autres pays neutres européens en vue d'amener une collaboration plus étroite avec ces Etats dans les questions que pose l'établissement de la Société des Nations. La conférence convoquée à La Haye en février dernier par le Gouvernement des Pays-Bas pour discuter la question de la Cour de Justice de la Ligue a démontré la possibilité de

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. n° 291.*

l'utilité d'une pareille collaboration. A en juger d'après les résultats de cette conférence et d'après la communication qui vous a été faite par le premier délégué suédois, il semble très probable que les Gouvernements scandinaves et néerlandais accueilleront favorablement une proposition de notre part tendant à établir un échange de vues continuel au sujet de la politique de l'après-guerre inaugurée par la Société des Nations.

Dans ces circonstances, le Conseil fédéral a décidé de ne plus différer son initiative d'une coopération avec les autres Gouvernements neutres de l'Europe qui ne sont pas représentés dans le Conseil de la Société.

Sous ce pli, nous avons l'honneur de vous remettre pour votre information, le texte de l'aide-mémoire[3] que nous avons adressé à ces Gouvernements et qui vient d'être remis au Ministre des Pays-Bas à Berne par M. le Président de la Confédération. Ce document sera également communiqué au Gouvernement suédois par l'entremise du Ministre de Suède à Berne. Nous vous laissons cependant le soin d'en faire connaître le contenu directement à M. Marks de Wurtemberg si cela vous paraît indiqué. A toutes fins utiles, nous avons l'honneur d'ajouter que la liste de desiderata pour la révision du Pacte qui vous avait été remise par le Baron Marks a été communiquée officiellement à tous les membres de la Société des Nations par le Secrétariat général de la Ligue.

Pour votre information personnelle, nous avons l'honneur de vous signaler enfin plusieurs questions qui pourraient être traitées avec avantage d'un commun accord entre les Gouvernements intéressés. Ce sont pour le moment entre autres la question du contrôle par la Société des Nations des bureaux internationaux existants et créés sur la base de conventions universelles; ensuite la question de la représentation des pays neutres et non représentés au Conseil dans les commissions de réparations (notamment dans celle pour l'Autriche) et dans différentes commissions à désigner par la Société des Nations et enfin l'attitude à prendre par les Gouvernements de ces pays à l'égard de nouvelles conventions conclues sous les auspices de la Ligue, par exemple celle relative au contrôle du commerce des armes et des munitions. Nous nous réservons de vous exposer prochainement, dans un rapport spécial, l'état de ces différentes questions.[4]

ANNEXE

Copie
AE.Confidentiel

Berne, 8 avril 1920

AIDE-MÉMOIRE
ADRESSÉ AUX GOUVERNEMENTS NEUTRES

La constitution définitive de la Société des Nations, à laquelle les Etats demeurés neutres au cours de la dernière guerre, viennent de déclarer leur accession, met les Etats membres de la

3. *Reproduit en annexe.*

4. *Une lettre analogue été adressée au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière; en outre, le Département politique envoyait le 16 avril une circulaire aux Légations de Suisse à Paris, Londres, Madrid, Washington, Bruxelles, Tokyo, Buenos-Aires et Bucarest résumant assez fidèlement le contenu de la lettre ci-dessus.*

Société en présence de nombreux problèmes de la plus haute importance qui se multiplieront encore dans la mesure où l'action de la Ligue tendra à devenir plus universelle. S'il est naturel que ces problèmes ne soient pas toujours envisagés de la même manière par les différentes Puissances membres de la Société des Nations, il est, d'autre part, incontestable que les vues des Etats qui se sont tenus à l'écart de la lutte concorderont en général lorsqu'il s'agira d'appliquer ou de compléter les dispositions du Pacte issu de la guerre.

Le Conseil fédéral suisse estime donc, et il est heureux de constater que les Gouvernements de plusieurs Etats neutres semblent partager cet avis — le moment venu où une collaboration plus étroite entre ces Etats pourrait avoir les plus heureux résultats aussi bien pour le développement de la politique générale de reconstruction inaugurée par la Société des Nations que pour la sauvegarde des intérêts particuliers des pays qui auraient resserré les liens naturels existant entre eux.

Une certaine coopération des Etats de l'Europe centrale et septentrionale qui n'ont pas participé à la guerre mondiale ne pourrait notamment manquer d'avoir de salutaires effets pour la solution de questions d'ordre général dans le cadre même de la Société des Nations. Une action commune assurerait en effet à ces Etats, qui jusqu'à présent n'ont pas de représentation au Conseil de la Société, la possibilité de faire valoir leur point de vue avec plus de force. La Conférence convoquée par le Gouvernement néerlandais à La Haye, en février dernier, pour discuter la question de l'organisation de la Cour Permanente de la Société des Nations marque le premier pas important dans cette nouvelle voie. Le fait que cette conférence a abouti à l'élaboration d'un projet commun, qui a pu être transmis officiellement au Secrétariat général de la Société des Nations, est de bon augure pour l'entente réalisable, dans l'intérêt général, entre des pays qui présentent une si grande analogie dans leur structure sociale et dans leur vie intellectuelle. La Société des Nations aurait à résoudre, dès à présent, de nombreux autres problèmes d'une importance égale, sinon plus considérable, et les Etats neutres sont en droit de participer à cette tâche dans la mesure qui correspond à leurs traditions et à leur rôle moral dans le monde. Un échange de vues intervenu en temps utile au sujet de ces questions ne pourrait que donner plus de poids aux thèses que les Gouvernements de ces Etats voudraient soutenir devant la Société des Nations.

A côté des problèmes d'ordre général qui se posent dans le cadre de la Société des Nations, les intérêts particuliers des Etats européens qui n'ont pas été mêlés à la lutte mériteront souvent d'être examinés d'un commun accord par les Gouvernements de ces Etats. Le fait que les anciens belligérants forment la très grande majorité des Etats membres de la Société des Nations et que la Ligue en doit ressentir le contre-coup naturel paraît rendre désirable qu'en vue de mieux sauvegarder leurs propres intérêts, les Gouvernements neutres adoptent, autant que possible, une attitude semblable à l'égard des autres membres de la Société. En maintenant un contact permanent entre eux, ces Gouvernements éviteront qu'une action séparée puisse ou bien les isoler ou bien entraîner des conséquences contraires à l'intérêt général.

S'inspirant de toutes ces considérations, le Conseil fédéral suisse a l'honneur de s'adresser aux Gouvernements de Suède, de Danemark, de Norvège, des Pays-Bas en vue de connaître s'ils seraient disposés à établir un échange de vues permanent au sujet des questions relatives à l'action de la Société des Nations ou ayant trait à la politique européenne de l'après-guerre.

Un pareil échange de vues pourrait, de l'avis du Gouvernement fédéral suisse, être assuré de la manière la plus efficace et la plus rapide par la centralisation de toutes les communications dans une seule instance permanente, à constituer, selon la proposition du Conseil fédéral, par la réunion des représentants diplomatiques des Gouvernements susnommés accrédités dans une capitale européenne, de préférence dans une capitale neutre où tous ces Gouvernements entretiennent des Légations.

Si, comme il se plaît à croire, les Gouvernements de Suède, de Danemark, de Norvège et des Pays-Bas veulent bien réserver un accueil favorable à sa proposition de principe, le Conseil fédéral suisse se permettra de leur soumettre des suggestions plus détaillées sur les meilleurs moyens de réaliser la coopération envisagée. Il aura notamment soin de leur communiquer une liste des questions qui semblent réclamer une attention immédiate et plus particulière de la part des Etats demeurés neutres pendant la guerre. En vue de pouvoir remettre, le cas échéant, l'examen définitif de certaines de ces questions jusqu'au moment où elles seraient traitées en commun, le Conseil

fédéral attacherait un grand prix à connaître, aussitôt que faire se pourra, la manière de voir des Gouvernements auxquels il a l'honneur de s'adresser.[5]

5. *Pour les réponses des gouvernements neutres, cf. nos 354, 389, 394.*

302

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 avril 1920[1]

Die Lage in Deutschland

Geheim

Der Bundespräsident weist auf die Berichte hin, die, von verschiedenen Seiten aus Deutschland kommend, die dortige Lage als äusserst gespannt erscheinen lassen und namentlich betonen, dass die Erfüllung der französischen Forderung, wonach die Einwohnerwehren aufzulösen wären, das Bürgertum wehrlos den Angriffen der Spartakisten und Kommunisten ausliefern würde. Der Bundespräsident führt aus, er wäre bereit, wenn der Rat damit einverstanden ist, dem französischen Botschafter, der ihn heute besucht, die Lage in Deutschland zu schildern unter Hervorhebung der Gefahren, die der Schweiz, und übrigens auch Frankreich, aus der Nachbarschaft eines bolschewistischen Deutschlands erwachsen müssten. Dabei könnte er auch darauf hinweisen, dass die von Frankreich geforderte Massnahme diese Gefahren erhöhe.

In der Beratung wird der Gedanke, in Paris, London und Rom durch offizielle Noten im Sinne der Ausführungen des Präsidenten vorstellig zu werden, als unzeitgemäss und bei der gegenwärtigen Spannung zwischen den Ententestaaten inopportun, abgelehnt, dagegen der Vorschlag des Präsidenten in der Meinung gebilligt, dass eventuell nach der Unterredung des Präsidenten mit dem Botschafter die Frage offizieller Schritte in London, Paris und Rom neuerdings zu prüfen wäre. Ebenso findet die Anregung die Billigung des Rates, dass der Bundespräsident in ähnlicher Weise, wie mit dem französischen Botschafter, auch mit den Gesandten von England und Italien Rücksprache nehmen solle.

1. *Etait absent: K. Scheurer.*

303

E 2001 (B) 8/10

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière[1]

Copie
L AE. Confidentielle.
Société des Nations. Session du Conseil à Rome Berne, 15 avril 1920

Nous avons l'honneur de vous accuser réception, avec nos remerciements, de votre lettre du 26 mars dernier[2] relative à la prochaine réunion du Conseil de la Ligue à Rome ainsi que de vos précédentes communications au sujet de la Société des Nations.

Pour votre information personnelle, nous vous remettons sous ce pli la liste des questions à l'ordre du jour[2] de la session de Rome du Conseil, que nous avons reçue à titre confidentiel par l'entremise de notre Légation à Londres.

Ainsi que vous voudrez bien le voir de par ce texte, plusieurs des affaires qui devront être traitées à cette session sont d'une grande importance générale et pourront aussi avoir une portée pratique considérable pour notre pays.

1. La première question à l'ordre du jour de la session de Rome a trait à *l'accession* de *nouveaux Etats* à la Ligue et à la *convocation de l'Assemblée.* En ce qui concerne le premier de ces deux points, il est à prévoir que le Conseil se bornera à prendre acte de l'adhésion des treize Etats invités à accéder au Pacte. Un intérêt plus grand s'attache à la question de la convocation de la première session de l'Assemblée de la Société des Nations.

Comme vous le savez, l'art. III al. 2 du Pacte déclare que l'Assemblée «se réunit au siège de la Société ou en tel autre lieu qui pourra être désigné.» Si l'Assemblée ne devait pas se réunir avant l'automne prochain, ainsi qu'il semblerait d'après une déclaration faite par le délégué anglais lors de la dernière séance du Conseil à Paris, nous aurions tout intérêt à ce que la réunion constitutive de l'Assemblée fût convoquée à Genève. Cependant, il serait préférable que le Conseil ne prît pas une décision définitive au sujet du lieu de réunion de l'Assemblée, avant que la Suisse ne soit définitivement entrée dans la Société des Nations. Le délégué de Grèce, qui sera probablement désigné ou bien dans la personne de M. Politis ou du Ministre grec à Rome, a été chargé de préparer un rapport sur cette question. Vous aurez en conséquence peut-être l'occasion d'apprendre avant ou pendant la séance du Conseil, par les milieux de la Légation de Grèce, certains détails sur les propositions formulées. En tout cas, nous le considérions comme défavorable si le Conseil voulait essayer de préjuger en quelque sorte la question très délicate de *l'organisation de l'Assemblée.*

2. En revanche, la question de *l'organisation du Secrétariat,* qui fera l'objet d'un rapport du représentant britannique, ne semble pas devoir réclamer un intérêt aussi considérable de notre part. Dans sa séance de Rome, le Conseil ne s'oc-

---

1. *Cette lettre a été aussi envoyée, légèrement modifiée selon le destinataire, aux autres légations de Suisse à l'étranger.*
2. *Non reproduite.*

cupera vraisemblablement pas de l'installation des services de la Ligue à Genève, mais se bornera à confirmer les nominations provisoires du personnel.

3. Une des questions les plus importantes parmi celles inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil est celle relative au *budget de la Société des Nations* et à la *répartition* des *frais* entre les membres de la Ligue. Vous savez que l'article 6 du Pacte met à la base du système financier de la Ligue la proportion établie pour le Bureau international de l'Union postale universelle. Il est cependant évident que ce règlement — qui obligerait les petits pays à contribuer une somme hors de proportion avec celle payée par les Etats avec une grande population — devra être révisé à la première occasion. Ici encore, la solution définitive du problème devrait être laissée, de notre avis, à la première Assemblée de la Société des Nations. Le délégué espagnol qui est chargé du rapport sur les questions financières de la Société des Nations, devra aborder aussi la question de l'*unité monétaire* dans laquelle le second budget de la Ligue sera calculé. Du moment que les services de la Société seront installés à Genève il nous semble tout naturel que le franc suisse soit choisi comme base monétaire. Il semble cependant y avoir une tendance à établir aussi les futurs budgets du Secrétariat général en livres anglaises.

4. Le Conseil de la Société des Nations, réuni à Rome, devra ensuite procéder au choix de la *Commission permanente* à constituer en vertu de l'article 9 du Pacte pour l'examen des *questions militaires, navales et aériennes*. Nous n'avons pas encore reçu des indications sur la composition probable de cette Commission, dans laquelle nous n'avons pas demandé d'être représentés directement, vu surtout le rôle passif que nous avons revendiqué dans toutes les opérations militaires de la Ligue. Il est cependant intéressant à noter que la Suède qui a estimé que les Etats neutres avaient le droit d'être représentés dans cette commission, fait des démarches en vue d'y envoyer un délégué suédois. Ainsi que notre Légation à Madrid nous informe à titre confidentiel, le Gouvernement espagnol est disposé à appuyer cette demande. Du point de vue suisse il est aussi à souhaiter que les Puissances tiendront compte du désir du Gouvernement suédois. Si, en effet, une coopération avec les Etats scandinaves et les Pays-Bas dans les questions relatives à la Société des Nations devait se réaliser dans la forme proposée par le Conseil fédéral (v. notre rapport sur la S.d.N. du 12 avril dernier)[3], une représentation de la Suède dans la commission militaire de la Ligue aurait des avantages directs aussi pour la Suisse, qui aurait toujours la possibilité de faire valoir son point de vue auprès des autres Etats neutres.

5. Le représentant de France, M. Léon Bourgeois, soumettra au Conseil un rapport sur la question *de l'admission de nouveaux Etats* dans la Société des Nations et donnera connaissance de la demande de quatre Etats de faire partie de la Ligue. Nous avons des raisons pour admettre que deux de ces Etats sont Monaco, dont la demande d'admission est soutenue par la France, et le Luxembourg. Il est en outre possible que la question de l'admission de l'Autriche, qui s'est déjà posée à plusieurs reprises, sera à nouveau soulevée à cette occasion. Nous avons naturellement tout intérêt à suivre attentivement toutes les tendances de donner un caractère plus universel à la Société des Nations.

---

3. *Cf. n° 301, surtout note 4.*

6. En poursuivant son rapport présenté à la dernière session à Paris, le *délégué italien* fera des propositions au sujet du rapatriement des prisonniers de guerre en Sibérie; enfin le représentant de la Belgique proposera l'institution d'une *Commission* de *statistique* sous les auspices de la Société des Nations, tandis que les délégués du Brésil et du Japon examineront les mesures à prendre pour combattre la traite des femmes et des enfants et pour poursuivre l'œuvre de la Conférence internationale ouvrière de Washington.

En vous signalant la liste des affaires importantes qui devront trouver une solution, du moins provisoire, à la réunion du Conseil de la Société des Nations à Rome, nous vous prions de bien vouloir suivre attentivement le développement général de ces questions. Nous vous serions particulièrement reconnaissants de nous faire connaître vos impressions au sujet des questions qui ont un intérêt direct pour notre pays, telles avant tout la question de la convocation de l'Assemblée de la Société, la question de la répartition des frais du Secrétariat général entre les Etats membres de la Ligue et enfin la question de l'admission de nouveaux Etats. De notre côté, nous ne manquerons pas de vous tenir au courant des faits nouveaux qui pourront se présenter avant et pendant la prochaine réunion du Conseil.[4]

4. *A ce sujet, cf. aussi n° 306.*

304

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Président du «Schweizerischer Vaterländischer Verband», E. Bircher, au Secrétaire de Légation au Département politique, K. Egger[1]

L Aarau, 16. April 1920

Mein lieber Freund,

die Situation muss nach unseren Nachrichten in Deutschland mit Rücksicht auf Auflösung der Einwohnerwehren als sehr ernst betrachtet werden. Das von mir angesagte Bündnis Spartacus-Kapp-Lüttwitz tritt in Erscheinung. Wir schikken nun zwei Delegationen nach Stuttgart und München zum Studium der Lage und zwar aus welschen Herrn bestehend und möchte ich Dich bitten, diesen dann eine spezielle Empfehlung vom politischen Departement für das Überschreiten der Grenze zu verschaffen. Eine spezielle Mitteilung an das politische Departement wird noch ergehen.

Freundl. Gruss
Bircher[2]

1. *Remarque en tête du document:* «Sehr geehrter Herr Doktor! Wir bitten Sie um gefl. Weiterleitung des beiliegenden Schreibens an den hohen Bundesrat.

Für das Sekretariat des S.V.V.
[signature illisible, vraisemblablement Dr. V. Sonderegger]

2. *Note manuscrite en bas de la page:* Diese Mitteilungen sind vom S.V.V., mit dessen Nachrichtendienst ich in Kontakt stehe, am 19. April 1920 direkt bei mir eingegangen. E*[gger]*.

ANNEXE

Le «Schweizerischer Vaterländischer Verband» au Conseil fédéral

L^3 Aarau, 15. April 1920

Nicht ohne Sorge blicken wir über die Nordgrenze unseres Landes. Die Berichte unserer draussen wohnenden Schweizer lauten immer pessimistischer, diejenigen unserer Vertrauensmänner, die wir im Dezember nach Berlin, im März nach Stuttgart, im April nach München gesandt haben, haben übereinstimmend die Kunde gebracht, dass die Lage zum äussersten gespannt, die Gefahr eines vollkommenen Zusammenbruches und der Errichtung der Räterepublik in unmittelbare Nähe gerückt sei.

Dass dies durch eine Entwaffnung der Einwohnerwehren nicht nur erleichtert, sondern die Revolutionäre dadurch geradezu ermuntert würden, ist jedem, der mit den dortigen Verhältnissen auch nur oberflächlich vertraut ist, eine selbstverständliche Sache.

Speziell aus Bayern, wo sich unser Spezialbearbeiter für Auslandsfragen anfangs April aufhielt, kommt der trostlose Bericht, dass dort, trotz der momentan festesten Position des Bürgertums, die Situation sich ganz bedeutend verschlimmert hat, und dass jetzt schon weite bürgerliche Kreise sich mit dem Gedanken tragen, bei einer Abgabe der Waffen sich dem Bolschewismus anzuschliessen, um so wenigstens das bisschen Leben zu erhalten.

Noch schlimmer steht es in Stuttgart, wo die ganze Macht des Bürgertums sich auf ein paar Studentenbataillone concentriert, während der Bauernstand ganz apathisch der Sache gegenübersteht.

Da Baden zum grossen Teil in der neutralen Zone liegt, so ist die Gefahr noch grösser, da in dieser ja gar keine Schutzmassnahmen getroffen werden können.

Von Osten droht die Offensive gegen Polen, die technisch nach Urteil militärischer Sachverständiger nicht vor Beginn der Sommermonate, mit Rücksicht auf die Strassen, durchgeführt werden kann. Aber auch in Polen wie in den andern Randstaaten macht sich unter dem Drucke der wirtschaftlichen Lage ein deutlicher Zersetzungsprozess geltend. Von Deutschösterreich ganz zu schweigen, das sich ja nur noch knapp über Wasser halten kann.

Dass diese äussern Verhältnisse nicht ganz spurlos an uns vorbeigehen, ist verständlich. Überall sind die Gegner unseres Staates eifriger denn je an der Minierarbeit. Wir haben alle sichern Beweise, dass bei einem nächstmaligen Putsch in Form eines Generalstreikes weite Teile des Post- und Telegraphenpersonals mitmachen werden.

Sichere Anhaltspunkte sind vorhanden, dass fast täglich Handwaffen und Munition in die Schweiz eingeschmuggelt werden. Ein reger Gedankenaustausch mit ausländischen Bolschewisten findet statt.

Die Erfolge, die den Hetzern und Wühlern bei den Entscheidungen der kantonalen und eidg. Einigungsämter sozusagen ausnahmslos beschieden sind, bringen keineswegs Beruhigung, sondern stacheln zu weitern Forderungen an.

Die Lage muss auch für uns als furchtbar ernst angesehen werden. Was es aber für unser Land bedeuten würde, wenn Deutschland vollständig ins bolschewistische Fahrwasser hinein geraten sollte, ist kaum abzusehen. Es erscheint uns fraglich, ob sich unsere zum Teil zersetzte Armee auch mit Hilfe von Bürgerwehren einer Invasion von Norden, bei Unruhen im Lande, erwehren könnte.

Keine Sympathie zu irgend einem Volke leitet uns, sondern die Sorge um unseres Landes eigene Existenz lässt uns an Sie, geehrte Herren Bundesräte, herantreten. Wir können uns des Eindruckes nicht erwehren, dass weite Kreise unserer noch vaterländischen Bevölkerung die Gefahr noch nicht erkannt haben, und dass man selbst in militärischen Kreisen, unter vielen Truppenoffizieren, mit einer gefährlichen Apathie den schweren Zeitverhältnissen gegenübersteht.

Gegen die gewaltige und überaus geschickte Organisation und Agitation des Bolschewismus

---

3. *Cette lettre est signée:* Für die Leitung des S.V.V.: Der Präsident: Dr. Eugen Bircher, Der Sekretär: Ch. Giovanoli.

kann nur eine internationale Abwehr heute noch helfen, das aber muss in kürzester Zeit geschehen. Wir haben alle Anzeichen dafür, dass neutrale Staaten wie Holland und Dänemark sofort zu einer Aktion bereit wären, wir glauben aber auch, dass Amerika, aber auch England und Italien, die Schwierigkeit der Lage erkannt haben und sich sicher auch beteiligen werden. Wir hegen auch die vollendete Überzeugung, dass in Kürze Frankreich einsieht, dass die Stunde höchster Gefahr für ganz Europa nahegerückt ist.

Es wird dies um so eher zu erkennen vermögen, wenn von neutraler, objektiver Stelle aus, auf Grund absolut zuverlässiger Berichte, es selbst die objektiven Tatsachen kennen lernt.

Wir werden daher neuerdings Vertrauensleute, und wir hoffen zuversichtlich aus der Westschweiz, an die gefährdeten Orte zur Orientierung schicken, und es wäre sehr erwünscht, wenn der Bundesrat dies von offizieller Stelle aus auch täte.

Wir zweifeln nicht daran, dass andere neutrale Staaten wie Dänemark, Holland, Schweden auf Aufforderung hin ähnlich vorgehen würden, und dass dadurch das objektive Material zu Handen einer internationalen Konferenz oder des Völkerbundes zusammenkommen wird, dass dann erkannt wird, wie sehr die Gefahr für die ganze europäische Kulturwelt, eine besonders grosse für die Schweiz, eine unmittelbare geworden ist.

Die Überzeugung wird sich dann auch Bahn brechen, dass eine sofortige Entwaffnung der staatserhaltenden Elemente in Deutschland, der sogenannten Einwohnerwehren, uns zuerst, dann auch das andere Europa, der bolschewistischen Welle preisgibt.

Wir hoffen zuversichtlich, dass es möglich sein wird, in unserem Lande alle Kräfte zusammenzufassen, damit das ehrwürdige weisse Kreuz im roten Feld unsern Nachkommen erhalten bleibe.

305

E 2001 (B) 8/15

La Légation de Suisse à Londres à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Londres, 16 avril 1920
T n° 97

Le Secrétariat général de la Société des Nations nous remet aujourd'hui, d'urgence, l'invitation suivante, adressée au Gouvernement suisse, de nommer des délégués à la Conférence financière de Bruxelles:

«Le Conseil de la Société des Nations vous informe qu'il a invité les pays suivants à envoyer des délégués à la Conférence financière: l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hollande, les Indes, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Grande-Bretagne, l'Etat Serbe-Croate-Slovène, la Suède, la Suisse et la Tchécoslovaquie. Les autres membres de la Société des Nations seront invités à envoyer au Conseil, aussitôt que possible, les propositions qu'ils désireraient voir étudier par la Conférence. En outre, le Conseil fait part de son initiative au Gouvernement américain en le priant de se faire représenter à la Conférence ou d'associer les Etats-Unis à ses travaux. Le Conseil pourra inviter des Etats non compris dans la liste précédente, à communiquer à la Conférence tous les renseignements utiles sur leur situation financière et économique. Il décidera aussi dans quelles conditions ces pays pourront être entendus. Le Conseil prie le Gouvernement fédéral

d'envoyer à la Conférence trois délégués au maximum. Il ajoute qu'il serait utile que les délégués fussent choisis parmi les personnes les plus compétentes en matière des finances publiques et des banques et en matière économique générale. Le Conseil demande que les noms des délégués suisses soient notifiés au Secrétariat général. Le Conseil désignera le Président de la Conférence et fournira le personnel nécessaire pour le Secrétariat. La Conférence aura lieu à Bruxelles, au milieu du mois de mai environ. Pour faciliter la préparation de la Conférence, le Conseil propose que le Gouvernement suisse communique, le plus tôt possible, toutes les suggestions relatives à l'étude des difficultés financières actuelles qu'il désire voir soumettre à la Conférence, ainsi qu'un rapport indiquant, éventuellement, les mesures qu'il a prises pour porter remède à la situation. Le Conseil propose que les dépenses nécessitées par l'organisation de la Conférence financière soient à la charge de la Société des Nations et que les frais et les indemnités des délégations soient supportés par leurs Gouvernements respectifs.

306

E 2001 (B) 8/10

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière

Copie
L AE. Personnelle Berne, 19 avril 1920

Par notre lettre du 15 avril[1], nous avons eu l'honneur de vous signaler la liste des affaires inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil de la Société des Nations à Rome, en attirant votre attention plus spécialement sur les questions qui ont un intérêt pratique considérable pour notre pays, telles avant tout la question de la convocation de l'assemblée de la Société des Nations et la question de la répartition des frais du Secrétariat général entre les Etats membres de la Ligue.

A cette occasion, nous ne voudrions pas manquer de vous informer, à titre personnel, que M. Tittoni a fait savoir à M. le Président de la Confédération par le Ministre d'Italie à Berne qu'il serait disposé à appuyer dans le Conseil les vœux que le Gouvernement fédéral pourrait formuler. Il est vrai qu'en faisant cette très courtoise offre, M. Tittoni a peut-être envisagé plutôt l'hypothèse — qui semble écartée jusqu'au 16 mai — que la situation particulière de la Suisse vis-à-vis de la Société des Nations devait à nouveau faire l'objet d'une discussion au sein du Conseil. Cependant, la grande importance des deux questions que nous vous signalons plus spécialement, semble justifier une démarche de notre part auprès du Ministère des Affaires étrangères italien.

Pour autant qu'une occasion devrait se présenter, nous vous serions en conséquence reconnaissants d'attirer l'attention de M. Tittoni:

---

1. *Cf. n° 303.*

1. Sur le fait que la proportion établie par la Convention postale universelle pour la répartition des frais entre les Etats contractants, proportion qui a été adoptée par le Pacte pour les frais du Secrétariat général de la Société des Nations, imposerait des charges beaucoup trop considérables aux pays avec une petite population, du moment qu'il s'agira de très grands budgets. En effet, la Suisse qui, en vertu de cette proportion, devrait contribuer 15 unités, aurait à supporter des charges beaucoup plus lourdes que celles acceptées par l'Italie par exemple, dont la contribution ne s'élèverait qu'à 25 unités. Dans ces circonstances, vous voudriez bien faire remarquer que toute décision de principe sur les futurs budgets de la Ligue devrait être laissée à l'Assemblée.

2. Ensuite il serait fort utile de faire comprendre à M.Tittoni qu'il pourrait présenter de graves désavantages de préjuger en quelque sorte, lors de la réunion du Conseil à Rome, la question très délicate de l'organisation de l'Assemblée. Sur ce point, nous nous permettons de nous référer à notre lettre du 15 de ce mois.

Il va sans dire que la situation exceptionnelle, dans laquelle nous nous trouvons vis-à-vis de la Société des Nations, avant le jour du vote populaire, nous oblige à observer une très prudente réserve en émettant des suggestions concernant l'activité générale de la Ligue. Dans ces circonstances, nous nous en remettons entièrement à vous pour apprécier si et dans quelle mesure vous voudrez bien faire part à M. Tittoni de nos impressions. Peut-être le jugerez-vous utile de donner à vos observations le caractère de suggestions plutôt personnelles.

Quant à la question de l'admission de nouveaux Etats dans la Société des Nations, que nous vous avons également signalée dans notre lettre du 15 avril[2], il ne nous paraît pas indiqué de la soulever à cette occasion. D'après des renseignements que nous venons de recevoir, il semble, en effet, que les Etats dont l'admission sera discutée au cours de la prochaine réunion du Conseil à Rome, ne sont, pour le moment, que le Luxembourg, la République de St-Marin, la Géorgie et l'Islande.

---

2. *Cf. n° 303.*

307

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 avril 1920

1398. Création de nouvelles légations[1]

Département politique
Verbal

La commission du Conseil des Etats chargée de l'examen du projet de création de nouvelles légations a arrêté des propositions aux termes desquelles l'ensemble

---

1. *Sur cette question cf. aussi:* Exposé du Conseil fédéral à l'Assemblée du 11 décembre 1919, FF 1919, vol. V, *pp. 1019–1042.*

de la question devrait être réglé pour l'avenir par une loi. Elle n'admet pas que la création de nouvelles légations soit de la compétence du Conseil fédéral, mais entend qu'elle soit décidée par la voie d'un arrêté fédéral. Elle reconnaît que, de cinq légations que le Conseil fédéral voulait créer, celles de Bruxelles, Stockholm et Varsovie doivent être créées immédiatement par un arrêté fédéral, avec clause référendaire, mais non celles de Belgrade et de Prague, moins urgentes.

M. le Président de la Confédération demande l'autorisation de déclarer que le Conseil fédéral étudiera volontiers la question de la promulgation d'une loi sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et se rallie au surplus aux propositions de la commission.

Quant à la situation résultant actuellement des décisions de la commission, il fait observer qu'à teneur du règlement consulaire, le Conseil fédéral est compétent pour créer des consulats. Si les Chambres ne consentent pas à la création immédiate de légations à Belgrade et Prague, le Conseil fédéral doit se réserver d'instituer dans ces villes, ainsi qu'à Constantinople, des consulats généraux qui formeraient le noyau d'une future et éventuelle représentation diplomatique.

Dans la discussion, M. le Conseiller fédéral Häberlin émet des doutes sur l'opportunité et l'utilité de régler par une loi la question de la représentation diplomatique, et demande au représentant du Conseil fédéral d'être très réservé dans ses déclarations sur ce point.

Il est pris acte de ces communications, avec approbation.

308

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 avril 1920

Rapports avec la Russie

Département politique
Verbal

M. le Président Motta rappelle le débat qui a eu lieu hier et aujourd'hui au Conseil national sur les interpellations Belmont et Maunoir[1] et les déclarations qu'il a faites à cette occasion. L'orateur s'est placé au point de vue que des relations économiques impliqueraient des relations politiques, que la situation politique en Russie n'est nullement éclaircie et que tant qu'elle ne l'est pas, il nous est impossible de songer à une reprise des relations.

D'un article récemment publié dans le *Temps*, et qui paraît basé sur des informations sûres, il résulte que les coopératives, avec lesquelles les Gouvernements alliés inclineraient à renouer des relations économiques, s'identifient en fait avec le Gouvernement des Soviets, que la Russie n'est pas en mesure d'exporter des produits quelconques, mais qu'en revanche elle a un urgent besoin de certains

1. *Cf. n° 266.*

articles manufacturés, qu'au besoin le Gouvernement des Soviets serait disposé à payer en or; qu'enfin le régime de la Terreur paraît avoir dépassé son point culminant et que les paysans se sont ralliés, du moins en apparence, à la dictature des Soviets, qui leur a donné des terres.

Toutes ces informations ne peuvent que confirmer le Conseil fédéral dans son attitude, telle qu'elle a été définie par M. le Président au Conseil national.

Des missions anglaise et française se sont rencontrées récemment à Copenhague avec une mission russe ayant à sa tête Krassine, un ingénieur, homme cultivé, capable et raisonnable, dit-on, ainsi que Finkelstein dit Litvinoff, Noguine et de nombreux experts. L'objet des délibérations est la reprise des relations économiques.

Hier, le Ministre d'Italie a communiqué à M. Motta une dépêche de M. Nitti[2], disant que Krassine a prié le Gouvernement italien d'interposer ses bons offices auprès du Conseil fédéral pour obtenir de celui-ci qu'il autorise la mission russe à séjourner quelque temps en Suisse pour y poursuivre les négociations avec les missions alliées.

La Délégation des Affaires étrangères, qui a examiné la question, propose de répondre que le Conseil fédéral serait disposé à accorder l'autorisation demandée, pourvu que ce fût le vœu des Alliés. En outre, l'autorisation devrait être subordonnée à certaines conditions, notamment que le Conseil fédéral désignât la ville où auraient lieu les négociations, que les noms des personnes faisant partie de la mission russe lui fussent préalablement communiqués, que la durée du séjour soit limitée et qu'enfin la mission s'abstienne de toute propagande bolcheviste.[3]

Au cas où il ne serait pas établi que l'autorisation répond au vœu des Alliés ou du moins d'un d'entre eux, le Conseil fédéral se réserverait d'examiner à nouveau la question.

Ces communications et les propositions de la Délégation des Affaires étrangères sont approuvées.[4]

ANNEXE

Copie Berne, 21 avril 1920

Le Conseil fédéral est prêt à autoriser le chef de la Délégation commerciale russe, Krassine, à venir en Suisse si tel est le désir des Alliés qui entendent traiter avec lui de la question de la reprise du trafic avec la Russie.

Le Conseil fédéral se réserve d'indiquer, le moment venu, la ville de Suisse où il conviendrait que Krassine séjournât et le nombre de personnes l'accompagnant qui ne devrait pas être dépassé. Il serait entendu aussi que Krassine et les membres de sa mission auraient à s'abstenir en Suisse de toute activité autre que celle concernant la reprise de relations économiques avec la Russie.

---

2. *Non reproduit, cf.* E 2015/3.
3. *Dans cette affaire, le Département politique a adressé au Ministre d'Italie à Berne la déclaration reproduite en annexe.*
4. *Remarque manuscrite en tête du document:* Notice remise au Ministre d'Italie, M. Orsini. 21.4.20. D*[inichert]*

309

E 2001 (D) c 1/1920–1923

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse

Copie
RP AJ

Berne, 20 avril 1920

Pour faire suite à notre lettre du 14 de ce mois[1], nous avons l'honneur de vous communiquer les renseignements suivants:

Vorarlberg

Un des délégués du Vorarlberg, de passage à Berne, nous déclare que plus que jamais son pays a les regards tournés vers la Suisse, d'où il espère le salut et la liberté. Il nous confirme que beaucoup d'anciens adversaires se rallient aujourd'hui à la cause suisse.

Les Vorarlbergeois suivent avec une inquiétude croissante le mouvement unioniste toujours plus accentué dans le Tyrol et en Autriche. Ils craignent que, si l'Autriche ou du moins le Tyrol passe à l'Allemagne, le Vorarlberg ne lui soit incorporé de force. Pour la Suisse, le péril allemand grandit donc de jour en jour sur notre frontière orientale.

L'ancien Secrétaire d'Etat, Mataja, chef influent des chrétiens-sociaux autrichiens, vient de déclarer à un des collaborateurs de M. Bourcart: «Sie (die Schweizer) erhalten Vorarlberg, dafür brauchen Sie keinen Finger zu rühren, das fällt Ihnen zu wie eine reife Frucht.» Bien que nous ne croyons pas à une solution aussi facile, ce langage d'un homme d'Etat autrichien est important à retenir et constitue certainement un encouragement pour les amis de l'incorporation du Vorarlberg des deux côtés du Rhin. Avant tout, le Vorarlberg devrait déclarer son indépendance, puis demander à être reçu dans la Confédération comme «zugewandter Ort».

[...][2]

Etats-Unis d'Amérique

Comme la majorité du Sénat se montre de plus en plus hostile envers la politique présidentielle et la Ligue des Nations, il est évident que cette situation ne peut durer indéfiniment. M. Peter pense que les Etats-Unis seront appelés prochainement à envisager la négociation de nouveaux traités (séparés) pour tenir compte des circonstances nouvelles créées par la guerre et le Traité de Paix.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Ont été supprimés des passages sur le Portugal et l'Argentine.*

Autriche.

A propos du voyage du Chancelier Renner à Rome, M. Bourcart nous écrit qu'il était projeté, comme d'ailleurs une visite à Belgrade, qui n'a pas encore eu lieu. L'invitation de l'Italie a trouvé M. Renner en Styrie, où il essayait de calmer les grévistes. A Rome, on a discuté, à côté de questions économiques, celles du Tyrol et de l'union de l'Autriche à l'Allemagne. Il paraît que le Gouvernement tyrolien et les partis politiques de ce pays traitent aussi à ce sujet avec l'Italie. Les journaux parlent de faire une province du Trentin italien et d'unir tout le Tyrol allemand au sud et au nord du Brenner en un Etat formellement autonome, sous protectorat italien. La réalisation de ce projet installerait les Italiens à Innsbruck et leur donnerait une frontière commune avec l'Allemagne, ce qu'ils désirent ardemment. Cette solution éventuelle nous préoccupe, car elle compliquerait pour le moins nos communications avec l'Orient.

Notons qu'à Rome le Chancelier autrichien a parlé des sections de secours de tous les voisins, en omettant intentionnellement les Suisses.

Dans une conversation, l'ancien secrétaire d'Etat Mataja, mentionné plus haut, a déclaré que l'union de l'Autriche à l'Allemagne est inévitable, vu qu'on ne peut faire une Autriche homogène et que la coalition menace de se désagréger. Mais l'Allemagne se montre froide, elle craint évidemment d'endosser les charges imposées à l'Autriche par le Traité de St-Germain et estime que le moment n'est pas encore venu. L'Italie ne serait pas hostile à l'union, l'Angleterre non plus; seule la France (qui est pourtant la moins intéressée) s'y oppose, mais elle est actuellement isolée et semble fatiguer ses grandes alliées.

Le commerce français et anglais a cherché à rétablir l'industrie autrichienne par des envois de matières premières. A Londres, un puissant consortium anglais s'est constitué à cet effet, mais veut imposer des conditions d'autant plus onéreuses qu'elles seraient valables pour 20 ans. Les fournisseurs resteraient propriétaires des matières premières jusqu'au moment où leur manipulation en Autriche serait terminée, mais se réservent le contrôle des prix et des exportations qui ne sont autorisées que vers des pays dont le change est élevé, ce qui exclut les anciens et lucratifs marchés d'Orient et des Balkans. Ces conditions, qui risquent de réduire l'industrie à l'esclavage, engagent les industriels à la résistance et à chercher un appui ailleurs, entre autres en Suisses.

[...][3]

Grande-Bretagne

M. Paravicini attire notre attention sur le fait que l'incident franco-anglais est heureusement liquidé par une manifestation de solidarité alliée contre l'Allemagne, mais que, cette fois-ci, l'initiative part de Londres; si elle a une autre forme que celle prise par la France à Pâques, elle a cependant le même esprit et les mêmes buts. A Berlin, cette démarche portera le cachet d'une manifestation collective, c'est-à-dire prendra la forme que l'Angleterre vient précisément d'exiger pour tout acte de ce genre en connexion avec le Traité de Versailles.

---

3. *Suivent des informations sur la Hongrie, la Pologne, les relations entre la Russie et les Etats baltes et sur l'Allemagne.*

Mais, à considérer les choses au point de vue ententiste interne, le fait essentiel est que la proposition émane de M. Lloyd George et non pas de M. Millerand. N'y a-t-il pas là un indice, ne pouvant guère passer inaperçu, que l'Angleterre, qui se considère certainement comme la Puissance dirigeante de l'Entente, veut par cette attitude établir une fois de plus, d'une façon habilement masquée, son hégémonie au sein du Conseil des Alliés; elle ne voudrait pas que sur ce point il puisse exister des malentendus. Et ceux qui ont vu dans la protestation anglaise, lors de l'occupation de Francfort, avant tout une manifestation d'amour-propre britannique n'ont certainement pas été loin de la vérité. L'Entente est donc rétablie, l'hégémonie de la Grande-Bretagne accentuée, et tout le monde, y compris la France, satisfait.

Personne en Angleterre ne doute que c'est le Gouvernement de Londres qui doit avoir la première place partout où il s'agit de questions vitales pour l'Europe.

Les questions principales à l'ordre du jour sont le Traité avec la Turquie et l'application du Traité de Versailles à la question de l'approvisionnement en charbon. Cette dernière a aujourd'hui une importance qui dépasse le domaine économique et elle cause à tous les Gouvernements les plus vives alarmes. Depuis les fortes restrictions de l'exportation américaine et l'effondrement de l'exportation allemande, tout le monde adresse des supplications fébriles au Gouvernement britannique. Nous faisons nous-mêmes, depuis des semaines, des démarches pressantes et il est permis d'espérer que l'étude de la crise du charbon par la Conférence de San Remo sera de nature à porter un remède à cette situation inquiétante.

310

EVD KW Zentrale 1914–1918/22–23

Le Foreign Office britannique à la Légation de Suisse à Londres

Copie
N n° 190853/2150 London, April 20th 1920

I have had under consideration the note No. L.a.5. which you addressed to me on April 9th.[1] in regard to the Coal requirements of Switzerland.

1. I need not emphasize to you the serious situation as regards coal supplies in the United Kingdom and I do not doubt that you realise fully the difficulties encountered by His Majesty's Government in securing that the essential requirements of domestic uses, of the bunkering stations and a few of the British Overseas possessions — notably Egypt — are met with sufficient regularity to avoid undue delays to navigation or the stoppage of essential services in the nature of railways, gas, water or electricity undertakings etc. etc.

2. His Majesty's Government have endeavoured to avoid the creation of the elaborate organisation which would be required if they were to undertake to allo-

1. *Cf. n° 299, annexe 2.*

cate to the various countries eager to purchase United Kingdom Coal, a proportion of the exportable surplus, and it was for this reason that it was decided some months ago to re-establish here the open market for coal.

3. Under existing arrangements it is still possible at times to expedite the acquisition by certain purchasing countries of small quantities of coal, but such facilities can only be made use of to a very limited extent and in practice have not hitherto proved of any great service to the single allied country which has happened to enjoy them. The situation is constantly kept under review, and it may in the future be necessary to resort to other methods of distribution, but it is impossible to devise any method which would give satisfaction when the world supply of coal is so notoriously in arrear of the world demand.

4. The attitude of His Majesty's Government in this question should not, I venture to think, have come as a surprise to the Swiss or to any other Government which observed neutrality in the late war, because, foreseeing the situation which might possibly arise, my predecessor so far back as in Juli 1918 addressed a communication to all neutral Governments, including the Swiss Government[2], informing them that His Majesty's Government did not anticipate that they would be able to re-establish immediatly after the cessation of hostilities that equality of trade conditions which it had always been their endeavour in the past to maintain. His Majesty's Government indicated moreover, that it might be necessary to devise, for the benefit of their Allies, special measures for during the period of reconstruction.

---

2. *Cf. DDS 6, n° 436.*

311

E 7800 1/76

Aide-Mémoire de la Légation de Suisse à Paris[1]

Copie Paris, 21 avril 1920

RÉSUMÉ DE MON ENTREVUE DU 20 AVRIL AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1. Mon interlocuteur était M. Delenda, consul de France, qui s'occupe, à la Sous-Direction des Relations commerciales, exclusivement de la question du charbon (liaison avec l'Office national du Charbon au Ministère des Travaux publics, avec la Commission des Réparations etc.).

2. Le point de vue français, tel que le comprend M. Delenda, est le suivant: le Gouvernement allemand est loin d'avoir exécuté les clauses du Traité relatives aux livraisons de charbon. Pratiquement, la France est, pour le moment, l'exclusive bénéficiaire du tonnage livré par l'Allemagne en vertu du Traité. Le contin-

---

1. *Remarque dactylographiée en tête du document:* Reçu de M. Jouvet *[attaché commercial à la Légation de Suisse à Paris].* 27.IV.

gent mensuel dû par cette dernière à récemment été, une fois encore, notablement réduit; il n'atteint pas le 50 % de la quantité prévue lors de la signature du Traité. La France estime donc avoir un droit de priorité sur tous les charbons livrés par l'Allemagne et cela jusqu'à concurrence du tonnage dû mensuellement par cette dernière (ceci suffirait, selon M. Delenda, à expliquer les réquisitions).

3. Le 19 avril, la Commission des Réparations a décidé d'envisager favorablement l'accord germano-hollandais relatif à des livraisons de charbon à la Hollande. Cette décision revêt, selon M. Delenda, un caractère de principe et peut s'appliquer sans aucun doute à l'accord que le Gouvernement fédéral se propose de conclure avec le Gouvernement allemand. Le Gouvernement français n'en conserve pas moins son droit de priorité vis-à-vis des livraisons effectuées par l'Allemagne. L'exécution intégrale, par cette dernière, des obligations qui lui incombent en vertu des derniers arrangements relatifs aux réparations agit donc comme condition suspensive en ce sens que le Gouvernement français se réserve le droit, au cas où les livraisons par l'Allemagne n'atteindraient pas le chiffre arrêté, de ne pas reconnaître des accords conclus par des neutres, à son préjudice.

4. M. Delenda conclut que la Suisse se trouve être au bénéfice de la décision de principe prise par la Commission des Réparations, mais qu'il ne serait pas inutile, pour le Gouvernement fédéral de s'entendre avec le Gouvernement français pour obtenir de ce dernier qu'il reconnaisse, même en cas d'inexécution partielle, de la part de l'Allemagne, des engagements pris en sa faveur, la validité de l'accord conclu entre le Gouvernement suisse et allemand. La Hollande aurait procédé de cette façon et serait maintenant à l'abri de toute contestation de la part, soit de la Commission des Réparations, soit du Gouvernement français.

312

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini, au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L Londres, 22 avril 1920

Il m'est parvenu ces jours derniers, de divers côtés, les échos d'une nouvelle recrudescence des efforts d'un certain milieu, autour du Secrétariat général de la Ligue des Nations, en vue d'empêcher le transfert du siège à Genève.

J'ai saisi hier l'occasion d'en causer à Sir Herbert Ames, directeur des finances de la Société des Nations. Comme vous le savez, Sir Herbert est canadien et le partisan le plus fervent de Genève au sein de la Ligue. Il m'a confirmé qu'en effet quelques-uns de ces Messieurs déployaient une activité défavorable à Genève. Personnellement, il ne croit pas que leurs efforts aboutissent, mais il dit qu'il y a certainement lieu de ne pas rester indifférent. Sir Eric Drummond lui-même ne manifesterait ni dans un sens ni dans un autre, mais au dire de mon compatriote,

1. *Remarque manuscrite en tête du document:* En circulation (à considérer comme très confidentiel). 24.4.20. Motta.

M. William Martin, il ne serait, tout au moins, pas pressé d'élire domicile au bord du Rhône. C'est l'un surtout de ses collaborateurs français qui travaillerait constamment, d'abord en faveur de l'ajournement du transfert, puis contre le choix de Genève comme lieu du transfert.

Sir Herbert Ames m'assure que si l'Amérique faisait partie de la Ligue, la question ne se poserait même pas. Mais, dans les circonstances actuelles, il existe en effet des tendances très prononcées en faveur d'un changement, non seulement au sein du Secrétariat général mais dans le Conseil. Je crois cependant pouvoir conclure de ce que j'entends que l'Angleterre, l'Italie et le Japon restent partisans de Genève et que l'opposition émane de la France et de la Belgique.

Voici, d'après Sir Herbert, les raisons qu'avancent les adversaires d'un transfert à Genève:

1. La situation politique de la Ligue n'est pas encore assez fortement établie pour que cette dernière puisse, sans inconvénient, s'établir dans un endroit où elle se trouverait plus ou moins hors de contact direct avec les principaux Gouvernements. A Londres, le Secrétariat peut à chaque instant s'adresser au Gouvernement britannique et communiquer avec ceux de France et d'Italie par leurs ambassadeurs. A Genève ce sera bien plus difficile et plus long.

2. On fait grand cas de la vie chère à Genève.[2] Les petits employés auront de la peine à tourner, surtout si l'on considère le cours du change. En outre, on prétend que les logements sont à des prix fantastiques et l'on va même jusqu'à alléguer qu'il se prépare à Genève une spéculation en vue de profiter le plus possible de la nouvelle administration.

3. Les communications ferroviaires avec Genève sont insuffisantes. Les formalités de passeport et les délais à la frontière empêchent un trafic rapide, par ex. avec Paris.

En ce qui concerne les points 2 et 3, Sir Herbert croit qu'il devrait être possible à la Suisse de prendre dès à présent des mesures de nature à rassurer les intéressés. Je sais que le Gouvernement genevois, averti, s'efforce actuellement déjà de remédier à ce qu'il y a de vrai dans la question de la cherté de la vie; je crois que c'est M. le Conseiller d'Etat Gignoux qui s'occupe plus spécialement de cette affaire. Je suis certain que les Autorités genevoises ne négligeront rien de ce qui pourrait être utile à la cause.

Relativement aux facilités de communication, M. Henri Martin a écrit, il y a peu, à M. Dinichert et en a reçu réponse.

La question du transfert du Secrétariat général sera très probablement traitée dans la prochaine session du Conseil de la Ligue à Rome, qui s'ouvre le 14 mai et durera jusqu'au 21 ou 22. Sir Herbert est d'avis que le Conseil fédéral devrait, dans le plus bref délai possible, informer le Secrétariat général des résultats du référendum du 16 mai. Il serait désirable que la nouvelle parvienne sans le moindre retard; il ne serait peut-être même pas nécessaire d'attendre le résultat définitif, on pourrait télégraphier dès que les données reçues assurent l'acceptation.[3] Si

---

2. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*
3. *Deux points d'exclamation de Motta en marge de cette phrase.*

le peuple suisse se déclare pour l'accession, il est fort probable qu'à la suite de cette détermination, le Conseil adopte une décision en faveur de Genève.

M. Albert Thomas désirerait transférer son bureau à Genève dès le mois de juin, c'est-à-dire immédiatement après la Conférence de Gênes. Il a déjà pris ses arrangements à cet effet. Quant au transfert du Secrétariat général lui-même, ses fonctionnaires me donnent des indications contradictoires. L'un me dit que Sir Eric Drummond voudrait partir en août, un autre en octobre et un troisième vers la fin de l'année ou plus tard encore.

On fait aussi allusion à la possibilité d'un transfert provisoire dans une autre ville, ce qui serait naturellement fâcheux pour nous, mais Sir Herbert Ames n'a pas l'air de croire à une pareille éventualité.

J'ajoute encore que Sir Herbert passera un ou deux jours à Genève entre les conférences de Rome et de Bruxelles.

Je me permets, M. le Président, de vous faire part de ce qui précède, à toutes fins utiles; personnellement, j'ai l'impression qu'il n'y a pas lieu, malgré l'activité déployée par les adversaires de Genève, de s'inquiéter.

C'est dans ce sens que j'ai pris la liberté de m'adresser à vous personnellement, estimant qu'au moment décisif de notre campagne en faveur de l'accession, il est inopportun de faire officiellement allusion au fait que la question du siège à Genève pourrait être mise en discussion.

313

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin, au Chef du Département politique, G. Motta

L 30/19. Confidentielle — La Haye, 22 avril 1920

J'ai l'honneur de vous accuser réception, avec remerciements, de votre dépêche du 12 avril courant.[1]

Selon votre autorisation, je vais communiquer une copie de l'aide-mémoire confidentiel qui accompagnait votre dite lettre au Baron Marks de Wurtemberg.

J'ai eu l'occasion de parler avant-hier, mardi, à titre tout à fait personnel, à M. van Karnebeek du contenu de votre aide-mémoire.

En principe, le Ministre des Affaires étrangères s'est montré favorablement disposé à l'égard de votre proposition, dont il comprend toute l'utilité. Mais il n'a pas pu insister assez sur la nécessité de procéder avec la plus grande prudence, afin qu'il ne soit pas éveillé, dans les cercles alliés, l'idée d'une «Conspiration des Neutres».

Comme vous, M. van Karnebeek estime qu'il y aurait lieu d'inaugurer un constant échange d'idées entre la Suisse, les Pays-Bas et les Pays scandinaves au sujet de l'attitude à prendre vis-à-vis de la Société des Nations. Toutefois et pour

1. *Cf. n° 301.*

éviter que cet échange d'idées ait lieu toujours dans la même capitale d'un des pays neutres intéressés, il semblerait préférable, à première vue, à M. van Karnebeek qu'on alternât entre ces différentes capitales. De cette manière, il ne pourrait pas être dit que telle capitale est le siège permanent d'une «Conspiration».

J'ai fait remarquer à M. van Karnebeek que le système suggéré par vous du choix d'une *seule capitale* présenterait l'avantage de saisir de ces questions délicates un nombre beaucoup plus restreint de personnes que s'il y avait changement périodique du siège des pourparlers. Il offrirait aussi l'avantage de permettre au petit nombre d'initiés d'être mieux renseigné que s'il fallait recommencer à mettre au courant les Ministres des Etats neutres dans les capitales qui seraient successivement désignées. Nous n'avons insisté ni l'un ni l'autre.

Ma conversation avec M. van Karnebeek a été tout à fait informelle. Il n'avait pas encore reçu communication de votre aide-mémoire daté du 8 avril 1920.[2] Il m'a semblé cependant opportun de sonder le Ministre, puisque j'avais l'occasion de le voir, sur l'accueil que trouverait probablement auprès du Gouvernement néerlandais votre initiative.

---

2. *Cf. n° 301, annexe.*

314

E 2200 Wien 11/1

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch.D. Bourcart

L P.4 Berne, 23 avril 1920

Par votre lettre du 27 mars dernier,[1] vous avez bien voulu nous informer que le Prince régnant de Liechtenstein désirait savoir si la Banque nationale suisse pourrait, le cas échéant, s'occuper de l'introduction d'un nouveau régime monétaire dans la Principauté et de la création d'une banque à Vaduz.

La Direction générale de la Banque nationale, pressentie à ce sujet par nos soins, a dû constater, au cours d'une de ses récentes séances, que la loi sur la Banque nationale ne lui permettait pas de coopérer à la réorganisation du système monétaire d'un autre Etat, ni de s'intéresser ou de participer à la fondation d'une banque d'émission à l'étranger.

D'autre part, nous apprenons et croyons devoir ajouter, pour votre information, que la Banque commerciale de Bâle aurait décliné une proposition analogue de l'Anglo-österreichische Bank, toute satisfaction n'ayant pu être donnée quant au groupe appelé à fournir le capital.[2]

---

1. *Cf. n° 290.*
2. *Remarque manuscrite de Bourcart en marge:* Communiqué à Topolanski. 10 Mai 1920.

315

E 8170 (D) 7 5/30

Le Délégué du Conseil fédéral à la Commission d'Etude de la Liberté des Communications et de Transit, J. Vallotton, au Chef du Département de l'Intérieur, E. Chuard

L Navigation du Rhin

Lausanne, 24 avril 1920

Voici quelques-uns des motifs pour lesquels je suis d'avis d'entrer en conversation avec les Alliés.

La Suisse peut choisir actuellement entre deux tactiques: celle de l'attente passive des événements ou celle de l'initiative diplomatique; ou pour mieux dire, elle pourrait peut-être garder le silence jusqu'au jour où la Commission centrale du Rhin sera convoquée conformément à l'art. 354 du Traité de Versailles, pour établir le statut juridique du Rhin; ou au contraire elle peut *agir* et *agir* de manière à ce que la bataille — car c'en est une — s'engage entr'elle et les adversaires de sa navigation, au moment et sur le terrain choisis par elle. Or nous pouvons espérer, par ce qui se passe actuellement entre les Puissances de l'Entente, que l'entente (avec un petit e) ne se maintiendra pas entr'elles et qu'elles ne soutiendront pas en tous points les prétentions de la France, basées sur ce Traité de Versailles. Toutefois, la Grande-Bretagne et la Belgique, par exemple, éprouveront quelque embarras à nous soutenir dans les séances officielles de la Commission centrale, auxquelles prendront part les Allemands, s'il arrive que les Allemands nous soutiennent contre les Français, par exemple, lorsque nous critiquerons et battrons en brèche certains articles du Traité de Versailles[1]. A plus forte raison encore les Français, par souci de leur prestige, tant vis-à-vis des Allemands que vis-à-vis des Alsaciens, se montreront-ils plus intransigeants dans la Commission du Rhin, en présence des Allemands et des Hollandais, que dans une négociations confidentielle à laquelle ne prendraient part que leurs alliés et eux-mêmes, d'une part, et les Suisses d'autre part.

Toute notre tactique doit avoir, je le crois, les buts suivants:

1. Retarder indéfiniment la réalisation du projet de canalisation, accumuler les objections de toutes natures, diviser si possible les Alliés et même les Français entre eux sur ce sujet[2], tout en aidant à la reconstitution de la France par d'autres moyens; (aide financière, fourniture de force électrique pendant x ans, etc.)

2. Pousser au contraire de toutes nos forces au développement de la navigation sur le Rhin libre, aménagé, débarrassé de tout obstacle, de et pour Bâle et en amont de Bâle.[3]

3. Réserver expressément, à l'encontre du Traité même, notre liberté d'action en amont de Bâle, mais

---

1. *Remarque manuscrite, de Mutzner, en marge:* combattre le canal latéral ne veut pas dire battre une brèche au Traité de Paix.
2. *Point d'interrogation en marge, probablement de Mutzner.*
3. *En marge des points 2 et 3, le Conseiller fédéral Chuard a placé un point d'interrogation.*

4. Exiger de l'Allemagne, dans une négociation séparée, sa collaboration effective, sincère, à l'utilisation du Rhin entre Bâle et Constance.[4]

La pétition de l'Association de Navigation de Bâle au Conseil fédéral tendant à ce que la Suisse s'entende immédiatement avec les autres Etats pour faire à ses frais le dragage du Rhin dès Strasbourg me paraît fournir le prétexte pour entamer la conversation avec la France et ses alliés, le Conseil fédéral pouvant laisser entendre que cette question la plus urgente n'est cependant pas la seule au sujet de laquelle une conversation amicale devrait avoir lieu sans attendre la conclusion des négociations avec les Pays-Bas ni la discussion juridique du futur acte de navigation du Rhin.

Le Conseil fédéral affirmerait en même temps les droits acquis de la Suisse antérieurs au Traité de Versailles, droits qui, bien que précédemment litigieux avec l'Allemagne, ne sont plus contestables aujourd'hui.

Le seul point délicat est celui de savoir quelle attitude il convient de prendre vis-à-vis des Pays-Bas.[5] Il me semble que, de même que ceux-ci ne nous ont pas demandé notre avis au sujet de leurs revendications[6], nous pourrions, sans blesser les Pays-Bas, leur faire part de nos démarches, — qu'ils ont intérêt à soutenir[7] — et leur expliquer que nous poursuivons le but de les aider, etc., mais traiter en leur absence.

Une conversation préalable, confidentielle, avec les Alliés, aurait l'avantage de nous permettre de leur exposer ouvertement, en l'absence des Allemands, nos craintes de dangers militaires du côté allemand, nos craintes de conflits économiques et politiques avec la France, tous arguments qui, présentés en Commission centrale du Rhin, pourraient engager au contraire les Allemands à voter en faveur du projet de canalisation, contre nous. Si les Alliés ne donnent pas suite à nos ouvertures amicales et discrètes, ou si, après discussion, ils ne parvenaient pas à décider les Français à s'entendre avec nous dès maintenant[8], nous pourrons, sans arrière-pensée, abandonner au besoin tous ménagements contraires à notre intérêt, dans les occasions fréquentes peut-être, où les Alliés et surtout les Français, auraient besoin de nous sur le Rhin et ailleurs.

Nous pourrions entre autres nous livrer au jeu facile d'une opposition à certaines dispositions du Traité de Paix, réclamer des modifications à celui-ci[9], faire porter à l'avenir tout notre effort du côté du Pô[10], faire obstacle au projet d'élévation du niveau du Lac Léman, etc., refuser toute aide financière, jusqu'à ce que la France modifie son attitude; tout cela, on peut le faire sentir et d'ailleurs les Français éclairés s'en rendront compte.

---

4. *Ici, P. Mutzner a ajouté de sa main:* (cela leur conviendra sans que la Suisse l'exige).
5. *Remarque manuscrite de Mutzner:* dans des conversations avec la France, les Pays-Bas ne jouiraient pas d'autre rôle que la Belgique etc.
6. *Note marginale de Mutzner:* ? La Suisse ne pouvait guère exiger cela.
7. *Remarque manuscrite de Mutzner en marge:* mais pas un si grand intérêt comme la Suisse.
8. *Note marginale de Mutzner:* ici M. Val.*[lotton]* parle des négociations avec toute l'Entente, tandis qu'oralement il ne parlait que de la France. Des négociations *avec l'Entente entière* me semblent nuisibles; on donnerait à ces puissances seulement l'occasion de s'entendre.
9. *Remarque manuscrite de Mutzner:* pourquoi??? impossible!
10. *Remarque manuscrite de Mutzner:* le Pô ne vaut pas beaucoup du point de vue politique parce qu'il est en même temps utilisable ou non utilisable *que les chemins de fer* italiens.

Ce n'est ici qu'une esquisse des nombreux motifs qui m'engagent à conseiller une conversation préalable, confidentielle, avec les principaux délégués alliés au moins, MM. Claveille et Charguéraud (France), Général Mance (Grande-Bretagne), Hostie (Belgique), un délégué italien (M. Ferraris ou le Commandant Po) pour arriver à une entente préalable sur la question des travaux urgents, tels que dragage, enlèvement des obstacles, étude et exécution d'un plan d'aménagement (Regulierung).

Il faudrait me permettre aujourd'hui d'aviser le Général Mance que je l'entretiendrai à nouveau de questions relatives au Rhin lorsque nous nous rencontrerons à Paris le 10 mai[11]. Si je parviens à lui faire partager nos vues sur la question de fond, la délégation française sera probablement amenée à donner une suite à cette conversation. Quant à l'utilité d'une conversation préalable, le général Mance paraissait partager mes vues, lorsque je le vis à Paris.

En résumé nous avons, vis-à-vis de la France même, quelque chose à offrir: notre appui financier[12] et nos forces hydrauliques du Léman et de l'Aar. Réclamons sans crainte ce dont nous avons besoin: l'amélioration de nos transports, et avant tout le dragage et l'aménagement du cours naturel du Rhin.

A quoi servirait d'aider financièrement des Etats qui, volontairement ou par leur négligence, ne feraient rien pour nous faciliter l'existence, à nous-mêmes[13]?

---

11. *Remarque marginale:* Sauf erreur M. Vallotton fait partie d'une commission d'étude à Paris. Il semble se croire chargé d'une mission plus étendue? Ch*[uard]*.
12. *Souligné par Chuard qui mit aussi un point d'exclamation en marge de cette phrase.*
13. *Remarque manuscrite de Mutzner:* personne n'en a l'intention.

316

EVD KW Zentrale 1914–1918/115–116

Aide-mémoire du Département des Finances et des Douanes

Copie Bern, 26. April 1920

PROTOKOLL ÜBER DIE VERHANDLUNGEN DER ENGERN EXPERTENKOMMISSION FÜR DIE VALUTAFRAGEN[1]

Herr Bundesrat Musy: Der Bundesrat ist von den Völkerbundsbehörden eingeladen worden, die Schweiz durch Delegierte an der internationalen Valutakonferenz vertreten zu lassen, die im Mai in Brüssel stattfinden wird. Der Gegen-

---

1. *Membres de la commission:*
Herr Bundesrat *Musy*, Vorsteher des Eidg. Finanzdepartementes, Vorsitzender,
Herr Bundesrat *Schulthess*, Vorsteher des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes,
Herr P. *Appia*, Direktor der Banque de Dépôts et de Crédit, Genf,
Herr M. *Blau*, Direktor der eidg. Steuerverwaltung, Bern,
Herr L. *Dubois*, Delegierter des Verwaltungsrates des schweiz. Bankvereins, Basel,

stand, der dort behandelt werden soll und die Massnahmen, die zur Behebung der Valutakrisis vorgeschlagen werden, greifen tief in das Wirtschaftsleben und in die Finanzlage unseres Landes ein. Es erschien deshalb dem eidg. Finanzdepartement geboten, gemeinsam mit dem eidg. Volkswirtschaftsdepartement Sachverständige aller Wirtschaftszweige zu einer Konferenz einzuladen, um sie darüber zu konsultieren, wie die Valutakrisis und ihre Wirkungen durch innere oder internationale Massnahmen bekämpft werden können, und welche Rolle bei einer internationalen Aktion unser Land übernehmen kann und soll. Das Ergebnis der Beratungen ist bestimmt, dem Bundesrat eine Wegleitung zur Instruktion der Delegierten für die Brüsseler Konferenz zu geben.

Um die Beratungen der grossen Konferenz fruchtbar zu gestalten, ist es nötig, ihnen ein bestimmtes Programm zugrunde zu legen. Die heutige Sitzung hat den Zweck, das Programm festzusetzen.

Herr Dr. J. Frey: Wenn die grosse Konferenz Nützliches leisten soll, darf sich die Diskussion nicht mit dem internationalen Valutaproblem in seiner Gesamtheit befassen, sondern nur mit seinen Wirkungen auf die Schweiz. Die Vertreter des Exportes, des Importes und der ausländischen Kapitalinteressen sollen jeder die Wirkungen der Valutakrisis auf dem Gebiet darstellen, auf welchem er spezielle Sachkenntnis besitzt. Nach Feststellung der gegenwärtigen Lage kommen folgende Punkte für die Diskussion in Betracht:

1. Kann und wie kann den schädlichen Wirkungen der Entwertung der Währungen unserer Nachbarländer entgegengewirkt werden?
2. Welche Haltung soll unser Staat gegenüber den sich in den valutaschwachen Ländern geltend machenden Devaluationsbestrebungen einnehmen?
3. Was kann man in der Schweiz zur Hebung der ausländischen Wechselkurse tun, insbesondere, wie können die grossen Summen ausländischer Banknoten in der Schweiz und der schweizerischen Bankguthaben im Ausland fixiert werden?
4. Sollen dem Ausland weitere Anleihen zugestanden werden?
5. Wie kann eine Konsolidierung der an das Ausland bereits gewährten Vorschüsse herbeigeführt werden?
6. Soll die Schweiz bei einer internationalen Regelung des Devisenverkehrs mitwirken?
7. Welche Stellung soll die Schweiz gegenüber internationalen Vorkehrungen zur Bekämpfung der Steuerflucht einnehmen?

Neue Vorschüsse an das Ausland sollten vorläufig unterbleiben. Die Lage unseres Kapitalmarktes ist derart, dass wir zunächst uns selber helfen müssen. Dagegen wäre eine Konsolidierung der bereits gewährten Vorschüsse wün-

---

Herr Dr. J. *Frey*, Präsident des Verwaltungsrates der schweiz. Kreditanstalt, Zürich,
Herr H. *Heer*, Fabrikant, Bellikon,
Herr *Hirter*, Präsident des Bankrates der schweiz. Nationalbank, Bern
Herr Dr. A. *Jöhr*, Direktor der schweiz. Kreditanstalt, Zürich,
Herr Dr. J. *Landmann*, Professor der Nationalökonomie, Basel.
Herr Nationalrat Dr. A. *Frey*, Präsident des schweiz. Handels- und Industrievereins, Aarau, ist an der Teilnahme verhindert.
Protokollführer: Herr P. *Amstutz*.

schenswert. Man sollte versuchen, unsere Forderungen in ausländischer Währung in Frankendarleihen umzuwandeln. Dafür könnten grosse Zugeständnisse inbezug auf die Rückzahlungstermine und die Verzinsung gemacht werden. Eine internationale Regelung des Devisenverkehrs dürfte die Stabilisierung der Kurse günstig beeinflussen und die Mitwirkung der Schweiz wäre deshalb nicht ohne weiteres von der Hand zu weisen. Auch bei der Bekämpfung der Steuerflucht stehen grosse Interessen der Allgemeinheit in Frage, die trotz unseres gegenwärtigen Vorteils vielleicht Beachtung verdienen.

Es sollte geprüft werden, ob nicht von uns den bedrängten Ländern ein Programm für die Sanierung der Valuta durch Anleihensmassnahmen vorgelegt werden kann. Unsere gute bisherige Währungspolitik schafft uns Anspruch auf Gehör. Ohne Valutakredite, durch welche die Zahlung der Lebensmittel und Rohstoffe sichergestellt wird, ist etwas Positives nicht zu erreichen. Ein internationaler Clearing muss eingreifen.

Soferne der Völkerbund seinerseits ein Programm aufgestellt hat, müsste natürlich dieses die Diskussionsbasis bilden.

Herr Bundesrat Musy: Ein Programm für die Brüsseler Konferenz liegt noch nicht vor. Aus den eingegangenen Akten ergibt sich lediglich, dass vorgängig der Diskussion eine Übersicht über die Finanzlage aller Staaten gegeben werden soll, ferner über die Notenzirkulation, den Stand der Valuta und die Handelsbilanz jedes Landes.

Bei Diskussion der Darleihensgewährung an das Ausland muss auf die gespannte Lage unseres Kapitalmarktes Rücksicht genommen werden. Allein die Eidgenossenschaft hat bis Ende des laufenden Jahres einen ungedeckten Kapitalbedarf von 400 Millionen Franken. Davon werden 100 Millionen zur Einlösung kurzfristiger Obligationen dienen, der Rest ist neuer Bedarf. Dazu kommen die grossen Bedürfnisse der Kantone, Gemeinden und Privatunternehmungen. Im Ausland findet der Bund zu annehmbaren Bedingungen zurzeit keinen Kredit. Der Versuch, ein Anleihen von 100 Millionen Franken in Amerika zu kontrahieren, ist missglückt.

Herr Dr. J. Frey: Nach jüngsten Berichten soll noch vor der Brüsseler Konferenz eine Konferenz der Ententestaaten stattfinden zur Feststellung der Kriegsentschädigungsforderungen an Deutschland. Das Ergebnis dürfte für die Weltfinanzlage von einer Bedeutung sein, die es fraglich erscheinen lässt, ob es einen Sinn hat, vorher das Valuta- und Finanzproblem überhaupt zu diskutieren.

Herr Hirter spricht sich ausschliesslich über die bisherige Stellungnahme der Nationalbank zur Währungsfrage aus. Diese hat stets die Politik befolgt, unsere Valuta vor Entwertung zu schützen und den Rat abgelehnt, in der Schweiz die Inflation künstlich zu steigern und dadurch unsere Währung mit der der Nachbarländer auszugleichen. Die Nationalbank gedenkt sich nicht auf Abenteuer einzulassen und erst mitzuwirken, sobald ein nach allen Richtungen wohl abgewogenes Projekt zur Behebung der Valutakrisis vorliegt.

Herr Dubois: Es muss zunächst hervorgehoben werden, dass, absolut gesprochen, die Schweizervaluta keineswegs überwertig ist. Im Gegenteil: Auch der Schweizerfranken hat gelitten und das Gold macht ihm gegenüber zurzeit bis 20% Aufgeld. Auch wir leiden an einer Übersättigung des Verkehrs mit Zahlungsmitteln. Und die Entwicklung ist noch keineswegs abgeschlossen. Die Kapitalbildung hält mit dem Kapitalbedarf auch bei uns nicht mehr Schritt. Wenn der Bund aber nicht neugebildetes Kapital leihen kann, so wird er sich an die Notenbank wenden und trotz allen guten Willens wird es dieser nicht gelingen, die Zunahme der Inflation und damit die weitere Entwertung unserer eigenen Valuta abzuwehren. Um irrige Auffassungen des Auslandes zu zerstreuen, werden unsere Delegierten in Brüssel mit Nachdruck auf diese Verhältnisse hinweisen müssen.

Die Steigerung der Inflation in unserm Land, die von gewisser Seite als wünschenswert hingestellt wird, würde allerdings einem Ausgleich mit den Währungen unserer Nachbarländer zustreben und wenigstens vorübergehend auf den Export anregend wirken. Damit wäre aber eine revolutionäre Steigerung aller Inlandspreise verbunden mit unabsehbaren Folgen.

Wichtiger als eine Hebung der ausländischen Wechselkurse wäre deren Stabilisierung. Nur wenn auf Grund fester Kurse sich die Lebenskosten, Arbeitslöhne u.s.w. wieder festigen, wird eine sichere Kalkulation und werden geordnete Produktionsverhältnisse wieder möglich. In dieser Richtung kann eine internationale Konferenz allerdings nichts bewirken. Die einzelnen Staaten müssen, jeder für sich, für den Ausgleich der Handelsbilanz sorgen. Die Konsolidierung der schweizerischen Valutakredite an das Ausland könnte einen nennenswerten Einfluss nicht ausüben und es erscheint deshalb zweckmässig, unsere Freiheit in der Verfügung über die Auslandsguthaben zu wahren. Auch im internationalen Devisenverkehr ist für uns die Freiheit wertvoller als die Beteiligung an einer Weltdevisenzentrale.

Wenn die Schweiz sich an der Brüsseler Konferenz beteiligen will, so muss sie sich ganz bescheiden verhalten. Sie wird dort Ländern gegenüber stehen, die so schwer zu tragen haben, dass unsere Kräfte keine spürbare Hilfe spenden können. Die Delegierten müssen auf unsere Kleinheit hinweisen und auf die Mühe, die wir haben, die Valutaentwertung im eigenen Lande zu bekämpfen.

Herr Dr. Jöhr: Es ist fraglich, ob die Zeit schon da ist, die zu fruchtbarer Diskussion der internationalen Valutafragen geeignet ist. Bevor sich die sozialen und politischen Verhältnisse der am stärksten betroffenen Staaten konsolidiert haben und eine Basis für den Wiederaufbau abgeben ist es wohl der ganzen Welt nicht möglich, zu helfen. Wenn Amerika sich reserviert verhält, so hat die Schweiz bei ihrer Kleinheit jedenfalls allen Grund, ihr gutes Geld nicht in einen bodenlosen Schlund zu werfen. Abnahme der Kapitalbildung bei enormem eigenem Kapitalbedarf machen es uns unmöglich, Kapital an das Ausland abzugeben. Unsere eigene bedrängte Lage muss in Brüssel an das hellste Licht gestellt werden.

Herr Bundesrat Schulthess: Es ist soeben ein Aktenstück vom Sekretariat des Völkerbundes eingegangen, mit welchem zuhanden der Brüsseler Konferenz detaillierte Auskünfte über die finanzielle Lage unseres Staates und die Lei-

stungsfähigkeit unserer Volkswirtschaft verlangt wird.[2] Diese Messung der Finanzkraft eröffnet eine unerfreuliche Perspektive auf die Zumutungen, die beabsichtigt werden.

Wir werden uns schon an der internationalen Hilfsaktion in Österreich mit einem Vorschusse von 25 Millionen Franken beteiligen müssen. Eine ähnliche Hilfsaktion für Deutschland wird wahrscheinlich folgen. Wenn die Enquête über die Finanzlage der Staaten die Richtlinien für die Beteiligung an solchen Hilfsaktionen abgeben sollen, werden wir uns in Brüssel sehr reserviert verhalten müssen. Vorbesprechungen über die Valutafrage im Schosse einer grossen Konferenz haben unter diesen Umständen keinen Sinn. Wir können in Brüssel doch nicht führen, sondern müssen zunächst sehen, wo man uns hinführen will. Wir müssen dafür sorgen, dass unsere Handelsbilanz und unsere Finanzlage jedenfalls nicht günstiger dargestellt werden als sie in Wirklichkeit sind.

Herr Appia: Die Wechselkurse sind nur ein Symptom, eine Folgeerscheinung der wirtschaftlichen Verhältnisse. Wenn sie verbessert werden sollen, so müssen die valutaschwachen Länder veranlasst werden, mehr zu exportieren und weniger zu importieren, mehr zu produzieren und weniger zu verbrauchen. Eine Besserung kann nur langsam eintreten und in dem Masse, wie die während des Krieges zerstörten Kapitalien wieder erzeugt werden. Die Auffassung, dass die Spekulation die Schuld am Sinken der Kurse trage, ist falsch. Sie hat im Gegenteil verlangsamend eingewirkt.

Herr Professor Landmann: Eine grosse Kommission von der vorgesehenen Zusammensetzung würde wohl kaum ein praktisches Ergebnis zeitigen. Sie würde viel Tatsachenmaterial über die Wirkungen der Valutakrisis zusammentragen, aber nichts, was dem Sachverständigen prinzipiell neu wäre. Was not tut, praktische Vorschläge für Sanierungsmassnahmen, wären von ihr nicht zu erwarten.

Es ist richtig, dass die Wechselkurse nur ein Symptom sind, eine Projektion der politischen und wirtschaftlichen Lage. Die Voraussetzungen guter Wechselkurse ist gute Wirtschaftspolitik. Die Wirtschaftspolitik besteht aber aus Massnahmen, die jeder Staat für sich selbst durchsetzen muss gegen politische Gruppen und wirtschaftliche Einzelinteressen. Hier kann nicht der Völkerbund helfen, sondern nur die nationale Energie jedes Landes. Solange sich die valutaschwachen Staaten nicht wirtschaftlich und politisch konsolidiert haben, schwebt die Diskussion über die Sanierung der Devisenmärkte in der Luft.

Die Krankheit der Wirtschaftskörper führt mit Notwendigkeit zu einer von Quartal zu Quartal steigenden in Anspruchnahme der Notenpresse, und solange dieser Zustand währt, ist jede Diskussion über Massnahmen zur Hebung der Wechselkurse akademisch.

Von praktischer Bedeutung sind nur die internationalen Massnahmen zur *Stabilisierung* der Wechselkurse. Diese sind aber für die Diskussion in einer grossen Versammlung nicht geeignet.

---

2. *Cf. n° 324.*

Es wird der internationale Ausbau der Devisenzentralen vorgeschlagen. Es war wahrscheinlich ein grosser Vorteil, dass die Schweiz über den Krieg ohne eine solche ausgekommen ist. Jedenfalls aber ist heute nicht die Zeit, eine solche einzuführen. Diese Institution ist ein Kind der Kriegswirtschaftspolitik und praktisch nur solange möglich, als die ganze Wareneinfuhr und Warenausfuhr staatlich beaufsichtigt ist. Der Devisenverkehr bildet die Oberschicht des Warenverkehrs und muss frei sein, solange der Warenverkehr frei ist. Heute kann aber nicht wohl die Rede sein von einer Rückkehr zu generellen Ein- und Ausfuhrbewilligungen.

Die Frage einer internationalen Übereinkunft über die Steuerflucht in grossem Kreise zu besprechen, wäre gefährlich.

Alle diese Dinge gehören zu den kleinen Mitteln. Im Zentrum der Diskussion wird die Frage der Kredite stehen. Alle valutaschwachen Länder hoffen, die Brüsseler Konferenz werde Vorschüsse erschliessen. Kreditgewährung ist nur in zwei Formen möglich, entweder aus dem Kapitalmarkt oder aus dem Geldmarkt. Der schweizerische Kapitalmarkt ist heute nicht in dem Masse leistungsfähig, um über die Bedürfnisse des Landes hinaus Kapital an das Ausland abgeben zu können. Es bliebe also nur die Kreditgewährung aus dem Geldmarkt. Die meisten der vorliegenden Projekte gehen darauf aus, diesen zugunsten der valutaschwachen Länder auszunützen.

Soll sich die Schweiz an einem Übereinkommen beteiligen, das zweifellos ein Anschwellen der Zirkulation zur Folge hat? Die grosse Kommission würde antworten: Nein! Es kann sich aber gar nicht um ja oder nein handeln. Da nirgends die Geneigtheit besteht, aus dem Kapitalmarkt Mittel zur Verfügung zu stellen, und da die valutaschwachen Länder auch heute noch den Neutralen gegenüber die Starken sind, wird schliesslich die Frage sich nur noch darum drehen können, in welchem Masse die Schweiz sich beteiligen wird. Heute ist zweifellos der Augenblick noch nicht gekommen, darüber zu befinden, und wenn er gekommen ist, wird der Gegenstand sich nur für die Diskussion in einem kleinen Kreis von Sachverständigen eignen.

Herr Bundesrat Schulthess: Die bisherigen Voten vertreten sehr stark den Standpunkt der Bankwelt. Dieser ist aber nicht der einzige von dem aus dem vorliegenden Problem näher getreten werden muss. Wenn der ständige Rückgang der Valuten die Gefahr der Beschäftigungslosigkeit unserer Industrie und einer Arbeitslosigkeit in grossem Umfange heraufbeschwört, so dürfen wir nicht untätig zusehen und auch vor schweren Leistungen nicht zurückschrecken.

Es wurde heute von verschiedenen Seiten richtig gesagt, die Sanierung der Valutaverhältnisse sei eine Sache der Innenpolitik der betroffenen Länder. Die blossen Ratschläge, mehr zu arbeiten und zu exportieren, helfen aber einem Lande nicht, in welchem die Unterernährung und der Rohstoffmangel Grund der ungenügenden Betätigung sind. Es muss etwas geschen, und wenn auf dem Wege der Kreditgewährung etwas Praktisches geschaffen werden kann, so darf die Schweiz ihre Mitwirkung nicht versagen. Sie muss sich aber hüten, Aktionen zugunsten einzelner Länder zu machen und sich dadurch finanziell einseitig an das Schicksal derselben zu ketten.

Herr Heer: Es ist unwahrscheinlich, dass die Brüsseler Konferenz als solche ein positives Resultat zeitigen wird. Aber im Anschluss an dieselbe dürfte ein engerer Ausschuss Beschlüsse fassen, durch welche auch die Schweiz zu Leistungen herangezogen wird. Unsere Delegierten sollten jedenfalls dahin instruiert werden, Postulaten, die auf Kreditgewährung gerichtet sind nur unter der Bedingung zuzustimmen, dass gleichzeitig internationale Grundlagen für die Handelsbeziehungen im Sinne von Art. 23, lit. o des Völkerbundes geschaffen werden.

Herr Bundesrat Musy: Wir sind von Industriellen bestürmt worden, Massnahmen zur Behebung der Valutakrisis zu treffen. Man erklärte uns, der Export werde durch den Stand der Wechselkurse verunmöglicht. Wenn es nicht möglich sei, die ausländischen Währungen im Sinne einer Besserung ihres Kursstandes zu beeinflussen, so müsse der Ausgleich durch eine Verschlechterung unserer Valuta gesucht werden. Die vorgesehene grosse Valutakonferenz sollte vor allem auch in dieser Frage eine Aussprache der Interessierten ermöglichen. Durch die heutige Besprechung ist die Frage schon abgeklärt worden. Alle Mitglieder sind darin einig, dass wir den Stand unserer Valuta hüten müssen.

Herr Bundesrat Schulthess: Die heutigen Beratungen haben ergeben, dass es nicht angezeigt erscheint, eine grosse Konferenz über das Valutaproblem zu veranlassen. Der Bundesrat wird unter diesen Umständen zur Information der Delegierten einfach ein Dossier mit den Gutachten einiger speziell Sachverständiger anlegen lassen.[3]

---

3. *Pour la collection de ces expertises, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/115–116.

317

E 2200 London 32/3

Le Président du Reich allemand, F. Ebert, au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
L

Berlin, 26. April 1920

Nachdem zwischen dem Deutschen Reiche einerseits und Frankreich sowie Grossbritannien andererseits die diplomatischen Beziehungen wiederhergestellt sind und demgemäss die Schweizerischen Gesandtschaften in Paris und London aufgehört haben, die deutschen Interessen in Frankreich und Grossbritannien wahrzunehmen, drängt es mich, Ihnen Herr Präsident, und der Schweizerischen Eidgenossenschaft meinen und der deutschen Regierung wärmsten Dank auszusprechen für die bereitwillige Übernahme und Ausübung des Schutzes der Deutschen in diesen Ländern. Das ganze deutsche Volk ist sich in diesen Gefühlen der Dankbarkeit einig und ist sich dessen bewusst, welcher schweren, verantwortungsvollen Aufgabe sich die Schweiz unterzogen und welche ausserordentliche Mühewaltung damit für alle daran beteiligten Stellen verbunden war. Die Ver-

dienste, die sich die Schweizerische Regierung bei der Erfüllung dieser Aufgabe im Geiste edler Menschlichkeit und in wahrhaft neutraler Gesinnung erworben hat, werden glanzvoll in der Geschichte der Völker fortleben.

Insbesondere gebührt auch der Ausdruck des Dankes den beiden Schweizerischen Gesandtschaften in Paris und London, wie allen ihren Mitgliedern; ihre hingebungsvolle Arbeit im deutschen Interesse und namentlich ihr aufopferndes Bemühen, den schwergeprüften deutschen Kriegs- und Zivilgefangenen ihr hartes Los zu erleichtern, wird im deutschen Volke nicht vergessen werden.

Ebenso hat die hiesige Schweizerische Gesandtschaft durch die Vermittlung des Verkehrs mit ihren Schwesterbehörden in Paris und London sich um das Wohl Tausender verdient gemacht. Die von allen ihren Leitern und Mitgliedern stets bewiesene selbstlose Hilfsbereitschaft und ihr verständnisvolles Zusammenwirken mit den beteiligten deutschen Behörden, hat den Schutz der deutschen Interessen im Ausland in vorbildlicher Weise gefördert.

318

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 avril 1920

1494. Rhein-Zentralkommission

Politisches Departement. Antrag vom 26. April 1920.
Departement des Innern. Antrag vom 24. April 1920

Laut einem Berichte des Herrn James Vallotton,[1] eines der Delegierten der Schweiz an den Verhandlungen der internationalen Kommission für Fragen des Transites, der Schiffahrt usw. in Paris, wird eine erste Zusammenkunft der Mitglieder der Rhein-Zentralkommission voraussichtlich auf den 3. Mai nach Strassburg einberufen. Eine offizielle Einladung zur Teilnahme an den Verhandlungen ist bis jetzt nicht eingelangt. Als Verhandlungsgegenstand ist einzig die Kontrolle der richtigen Anwendung der Bestimmungen des Friedensvertrages über den Hafen von Kehl (Art. 65 des Vertrages von Versailles) vorgesehen.

Das politische Departement hält es für dringend geboten, dass die schweizerischen Delegierten in der Rhein-Zentralkommission dieser ersten Zusammenkunft beiwohnen, weil voraussichtlich die französischen Delegierten bei diesem Anlass versuchen werden, für das Rhein-Seitenkanalprojekt Stimmung zu machen, weshalb der gegenteilige schweizerische Standpunkt auch geltend gemacht werden sollte, und sodann, weil die Schweiz das grösste Interesse daran habe, dass der Hafen von Kehl ihr für den rechtsrheinischen Abtransport ihrer Warenbezüge geöffnet werde. In dieser Richtung sind von der «Fero» beim Direktor der Häfen von Strassburg und Kehl und durch die schweizerische Gesandtschaft in Paris bei der französischen Regierung Schritte getan worden,

1. *Cf. n° 315.*

die den Erfolg hatten, dass die französische Regierung mit Note des Ministeriums des Auswärtigen vom 30. Oktober 1919[2] den freien Abtransport von Kohlen aus dem Saargebiet vom Kehler Hafen über die rechtsrheinischen Linien gestattete.

Das Departement hält den Augenblick für die Veröffentlichung der Namen der schweizerischen Delegierten in der Rhein-Zentralkommission für gekommen und unterbreitet dem Bundesrat Vorschläge für die Instruktionen, die den Delegierten für die kommende erste Zusammenkunft der Kommission zu geben wären.

Im Hinblick auf die ganz aussergewöhnliche Wichtigkeit der Rheinfrage für die Schweiz hält es das Departement des Innern für geboten, den schweizerischen Delegierten in der Rhein-Zentralkommission, nach dem Beispiel anderer Staaten, Experten mit besondern Fachkenntnissen beizugeben, und schlägt zu diesem Zwecke die Herren Dr. Mutzner in Bern und Werner Stauffacher in Basel vor. Überdies wünscht das Departement, dass der englische Staatsangehörige, Herr Palliser, der bis anhin Vertreter der S.S.S. in London war und der Schweiz infolge seiner guten Verbindungen mit massgebenden Persönlichkeiten in England und Belgien auch in andern Angelegenheiten gute Dienste geleistet hat, der Gesandtschaft in London als Experte für die Rheinfrage beigegeben werde.

In der Beratung betont der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, bei den in Aussicht stehenden Beratungen über den Kehler Hafen sei für die Schweiz die wichtigste Frage die, dass ihr gestattet werde, für den Abtransport der in Mannheim oder Kehl anlangenden Güter alle Bahnverbindungen, namentlich auch die rechtsrheinischen, auszunützen. Es sei also dringend nötig, dass ein mit allen Transportfragen aufs Genaueste vertrauter Mann an den Verhandlungen teilnehme, um diese Forderung durchzusetzen, da insbesondere auch für den Fall einer Betriebsunterbrechung auf den elsässischen Bahnen vorgesorgt werden müsse. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements schlägt vor, der schweizerischen Delegation als besondern Transportsachverständigen Herrn Matter, Stellvertreter des Oberbetriebschefs bei den Schweizerischen Bundesbahnen, beizugeben.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen:*

1. Die Ernennung des Herrn Dr. Miescher, Regierungsrat in Basel, als ersten Delegierten, und des Herrn Dr. James Vallotton, Advokat in Lausanne, als zweiten Delegierten der Schweiz in die Rhein-Zentralkommission ist zu veröffentlichen.

2. Die Delegierten werden beauftragt, der ersten Zusammenkunft der Zentralkommission, die voraussichtlich anfangs Mai, zum Zwecke der Kontrolle der richtigen Durchführung der Friedensbestimmungen über den Kehler Hafen, stattfinden wird, beizuwohnen.

3. Sie sollen zu verhindern suchen, dass sich die Kommission auf prinzipielle Fragen, die den Kehler Hafen nicht berühren, wie beispielsweise die Frage des Rhein-Seitenkanals, irgendwie einlässt.

4. Die Öffnung des Kehler Hafens für den vollständig freien Abtransport

---

2. *Non reproduite, cf.* E 2200 Paris 1/1551.

schweizerischer Waren über die dort anschliessenden Bahnen, namentlich auch über die rechtsrheinischen, soll verlangt werden.

5. Für die Rheinschiffahrtsfrage werden den obgenannten Delegierten als ständige Experten beigegeben die Herren Dr. C. Mutzner, Direktor des eidgenössischen Amts für Wasserwirtschaft in Bern, und Werner Stauffacher, Präsident der Vereinigung für die Schiffahrt auf dem Ober-Rhein, in Basel.

Die Genannten werden dem Departement des Innern unterstellt. Die vorbereitenden Beratungen, an denen sich auch das Politische Departement beteiligen wird, finden unter dem Vorsitz des Vorstehers des Departements des Innern statt.

Der Delegation in die Rhein-Zentralkommission wird für die in Aussicht stehenden Verhandlungen über den Kehler Hafen als Sonderexperte für die Transportfragen beigegeben: Herr Matter, Stellvertreter des Oberbetriebschefs der S.B.B. in Bern.

6. Als Experte für die Rheinschiffahrtsfrage wird der schweizerischen Gesandtschaft in London beigegeben:

Herr Palliser, bisher Vertreter der S.S.S., in London.

7. Über die Frage der Entschädigung der Delegierten und Experten bei der Rhein-Zentralkommission und des der Gesandtschaft in London beigegebenen Experten wird spätere Beschlussfassung vorbehalten.

8. Die Kosten der Delegation gehen zu Lasten des Politischen Departements (Rubrik eidg. Repräsentanten und Kommissarien).

319

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 mai 1920

1528. Einreise eines Handelsagenten der russischen Genossenschaften

Mündlich

Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements teilt mit, ein Komitee, bestehend aus den HH. Nationalrat Schmidheiny, Dr. Denzler, Direktor der Lokomotivfabrik Winterthur, E. Marti, Direktor der Automobilfabrik Berna, Ch. Tissot, Direktor einer Uhrenfabrik in Locle, H. Terrisse, Chemiker in Genf und F. Conod, Direktor der A.G. des ateliers Piccard, Pictet et Cie. habe sich an ihn mit dem Ersuchen gewandt[1], es möchten die nötigen Anordnungen getroffen werden, um einem Handelsagenten der russischen Genossenschaften die Einreise in die Schweiz zu ermöglichen. Als solcher sei der in Kopenhagen weilende Stephan Bratmann, ein von der eidg. technischen Hochschule diplomierter Ingenieur, ausersehen, der sich jeder politischen Propaganda enthalten würde. Das Komitee würde ihn empfangen, um ihm alle nötigen Mitteilungen über die Mög-

1. *Non reproduit, cf.* E 21, Archiv-Nr. 11874.

lichkeit der Lieferung schweizer. Industrieprodukte zu geben. Als Sicherheit für allfällige, von ihm aufzugebende Bestellungen würde er Platin oder Gold mitbringen, das ihm an der Grenze abgenommen und bei der Nationalbank hinterlegt würde. Der Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, unterstützt vom Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements, gibt der Meinung Ausdruck, man könne es wohl wagen, diesem einzelnen Agenten die Einreise zu gestatten[2].

Der Rat stimmt dieser Auffassung zu und ermächtigt den Vorsteher des Justiz- und Polizeidepartements, die nötigen Vorkehren zu treffen, um dem Handelsagenten der russischen Genossenschaften Stephan Bratmann, zurzeit in Kopenhagen, die Einreise in die Schweiz zu einem kurzbemessenen Aufenthalt zu ermöglichen[3].

---

2. *Par lettre (sténogramme) du 7 mai 1920 à F. Conod, le Chef de la Division de la Police du Département de Justice et Police, E. Delaquis précisait:*
Im Auftrage von BR Häberlin beehre ich mich, Ihnen in Beantwortung des Schreibens v. 30.4. mitzuteilen, dass der BR geneigt ist, der Einreisebewilligung für H. B. näherzutreten, unter dem Vorbehalt, dass die Wertgegenstände, die er mit sich bringt, am Grenzübertrittsort, in ... Basel von einem Delegierten der Nationalbank in Empfang genommen und bei der Nationalbank deponiert werden. Bevor weitere Massnahmen angeordnet werden, bitten wir Sie aber um Ihre Ansicht, wie viel Zeit Sie zu den Verhandlungen benötigen und ob diese auf Basel beschränkt werden können. (E 21, Archiv-Nr. 11874).
3. *D'après les archives consultées, cette visite est restée à l'état de projet; voir encore à ce sujet la lettre qu'adresse le 9 août 1920, S. Bagotzky, représentant de la Croix-Rouge russe en Suisse, au Chef du Département politique:* Die Kommission des russischen Roten Kreuzes in der Schweiz wurde auf telegraphischem Wege vom Vertreter der russischen Sowjetregierung, Herrn Litvinoff (z.Z.Kopenhagen), benachrichtigt, dass russischerseits die Absicht bestehe einen Handelsagenten nach der Schweiz zu senden. Herr Ing.Stephan Bratmann, der sich gegenwärtig in Reval aufhält, hat Auftrag in dieser Eigenschaft zu wirken, vorausgesetzt, dass die Schweizer Regierung ihr Einverständnis dazu gibt.

Der Unterzeichnete wurde ermächtigt, sich bei den Schweizerbehörden um die notwendige Einreisebewilligung zu bemühen und wendet sich an Sie mit dem höflichen Gesuch, ihn über die Stellungnahme des Bundesrates in dieser Sache zu unterrichten.

Wir bemühen uns gleichzeitig beim Justiz- und Polizeidepartement um die Einreisebewilligung für Herrn Bratmann. (E 2015/3).
Sur cette question cf. aussi nos 390, 396, 397.

320

E 2001 (B) 1/97

Le Consul de Suisse à Copenhague, F.B. Cloëtta, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

L Kopenhagen, 6. Mai 1920

In höflicher Beantwortung Ihrer geehrten Zuschrift vom 23. April[1] beehre ich mich, Ihnen hierdurch folgendes mitzuteilen.

---

1. *Cette lettre, envoyée également au Consulat de Suisse à Stockholm, disait:* Die dänische Regierung hat zu wiederholten Malen Vertretern der Sowjetregierung das Gastrecht zwecks

Wenn auch die dänische Regierung wiederholt Vertretern der Sowjetregierung das Gastrecht zwecks Verhandlungen hier in Kopenhagen gewährt hat, dann ist es - soweit ich bei gut informierter Stelle in Erfahrung gebracht habe - nicht aus freiem Willen, sondern lediglich auf ausdrücklichen Wunsche von seiten Englands geschehen.

Die Erfahrungen, welche Dänemark mit diesen ihm unerwünschten Gästen gemacht hat, sollen nicht die besten gewesen sein, indem man meint festgestellt zu haben, dass sie das Gastrecht zu Propaganda ausgenützt haben. Dies soll besonders der Fall gewesen sein mit Herrn Litvinoff, der im November hierherkam, um mit den Engländern zu verhandeln. Trotzdem die Voraussetzungen für das ihm erwiesene Gastrecht, Enthaltung von einer jeglichen Propaganda war, soll er, der sich frei bewegen kann und ungehindert Besuche empfangen darf, eine ganz energische Propaganda gemacht habe. Man meint auch, dass er für Propagandazwecke mehrere Millionen Rubel nach Dänemark mitgebracht hat. Herr Litvinoff hat öfters versucht, mit der dänischen Regierung direkt in Verbindung zu kommen, seine diesbezüglichen Schritte sind aber bis jetzt erfolglos gewesen, da die Regierung mit ihm nicht direkt zu verkehren wünscht.

Sollte ich später näheres über die Vertreter Sowjetrusslands hier in Dänemark erfahren, werde ich mir erlauben, Sie zu benachrichtigen.

Verhandlungen in Kopenhagen gewährt. Wir wären Ihnen sehr verbunden, wenn Sie uns umgehend einen möglichst genauen Bericht über die Erfahrungen, die Dänemark mit seinen Gästen machte, zukommen lassen wollten. Wir wünschen also nicht orientiert zu werden über die Verhandlungen selbst, sondern darüber, ob sich die Vertreter Sowjetrusslands dem Entgegenkommen Dänemarks würdig erwiesen und nicht durch politische Propaganda etc. das Gastrecht ausnützten.

Wir bitten Sie, diese Anfrage als streng vertrauliche zu betrachten. (E 2001 (B) 1/97).
Pour la réponse du Consulat de Suisse à Stockholm, cf. n° 343.

321

E 2200 Wien 11/1

Le Chef du Département politique, G. Motta, au Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart

L AJ. Personnelle Berne, 6 mai 1920

Votre lettre du 30 avril[1], par laquelle vous nous entretenez de votre situation à l'égard de la Hongrie, a retenu toute notre attention.

Nous avons l'honneur de vous informer qu'il s'agit en l'espèce d'une situation «sui generis», dont l'origine remonte à l'époque où la Double-Monarchie subsis-

---

1. *Dans cette lettre, Bourcart écrivait: [...]* En Hongrie je suis accrédité encore de fait et, pour le moment, tant que la paix n'aura pas été signée ou tout au moins tant que le Gouvernement hongrois n'aura pas sollicité lui-même sa reconnaissance officielle il n'y a, me semble-t-il, pas de raison de modifier cet état de choses qui, en pratique, ne donne lieu à aucune plainte. Si la Légation austro-hongroise en liquidation dirigée par le Baron de Vaux venait à être supprimée la situation

tait encore et où vous étiez accrédité auprès de l'Empereur d'Autriche, Roi Apostolique de Hongrie.

Les événements ont supprimé l'Autriche-Hongrie.

Le 3 novembre 1918, le Conseil fédéral vous avait autorisé à entrer en relations *de fait* avec l'Autriche allemande, la Bohême et la Yougoslavie. Ni en novembre 1918, ni dans notre dépêche du 27 février[2], il n'a été question de la Hongrie. Nous ignorons pourquoi en 1918 on n'y a pas pensé; mais, depuis lors, le régime Bela Kun nous a forcé de rompre toutes relations officielles directes avec ce pays. Elles n'ont pas pu être reprises après sa chute.

Vous êtes néanmoins resté en rapport officiel, mais *indirect,* avec la Hongrie, par l'intermédiaire du Ministère I. et R. des Affaires étrangères en liquidation, au même titre que nous, à Berne, avec la Légation en liquidation, dirigée par le Baron de Vaux. Aussi, sous tous les régimes qui se sont succédés à Budapest, notre Consulat général en cette capitale a-t-il entretenu des rapports assez normaux avec les autorités hongroises.

Quant à vos relations *de fait* avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche, elles ont, comme nous vous l'avons écrit le 27 février, cessé automatiquement dès la reconnaissance officielle de ces deux Républiques par la Suisse et l'arrivée à Berne de leurs représentants diplomatiques, munis de lettres de créance régulières.

En présence du fait que vos rapports officiels et indirects avec la Hongrie n'ont jamais cessé, il semble, à première vue, qu'en principe vous pourriez faire le voyage officieux à Budapest auquel vous songez, d'autant plus que la Hongrie entretient ici un représentant de fait; mais il nous paraît que des considérations d'ordre politique et personnel doivent déconseiller ce voyage, bien qu'il nous procurerait certainement des renseignements intéressants.

En effet, l'absence d'une reconnaissance officielle de la Hongrie par la Suisse mise à part, la nouvelle parue aujourd'hui, à teneur de laquelle les Alliés entendent n'apporter *aucune* modification aux frontières fixées par le Traité de Saint-Germain, peut entraîner le refus des Hongrois de ratifier le Traité, ce qui risque de provoquer de sérieuses complications.

Même si les Magyars cèdent momentanément à la force, ce sera simplement partie remise à l'égard des voisins, auxquels le Traité de St-Germain adjuge des territoires hongrois.

Dans cette éventualité, votre voyage à Budapest risquerait de troubler vos rap-

---

deviendrait, il est vrai, plus délicate, mais ces derniers temps je n'ai pas entendu qu'il en fût question.

D'autre part, pour être à même de juger les affaires de Hongrie en pleine connaissance de cause, pour me rendre compte de l'esprit qui règne dans ce pays, des tendances qu'il poursuit, des possibilités qu'il offre pour l'avenir notamment aussi au point de vue économique, il serait bon, je crois, que je prisse contact avec les membres du Gouvernement et le Gouverneur Horthy lui-même. Jusqu'ici le voyage de Vienne à Budapest était entouré de grandes difficultés; il est actuellement faisable. Dans ces circonstances, je viens vous prier de me faire savoir si vous seriez d'accord que je me rendisse à Budapest pour 3 à 4 jours, à titre tout à fait officieux, cela va sans dire, mais avec l'intention cependant d'entrer dans une certaine mesure en rapports avec les cercles dirigeants. Si vous étiez d'accord, je vous prierais de me donner encore les instructions spéciales que vous jugeriez utiles. *[...]* (E 2200 Wien 11/1).

2. *Non reproduite.*

ports avec Vienne, comme d'autre part, le Gouvernement hongrois pourrait prendre ombrage de la visite, même officieuse, d'un ministre accrédité auprès d'un pays ayant annexé des territoires de la Couronne de St-Etienne.

Dans ces conditions, nous vous prions d'examiner, s'il n'est pas préférable, d'ajourner votre voyage jusqu'au moment où la situation sera plus facile à juger qu'actuellement.

322

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 mai 1920[1]

1559. Aufruf für den Völkerbund

Politisches Departement.
Antrag vom 6. Mai 1920

Mit Rücksicht auf die grosse Bedeutung der Abstimmung vom 16. Mai über den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund wird auf Antrag des Bundespräsidenten *beschlossen:*

1. Vor der Abstimmung ist der im Entwurf vorliegende Aufruf[2], dessen Text der Rat sofort bis auf einige redaktionelle Punkte bereinigt, zu erlassen.
2. Für die Unterzeichnung ist die gewöhnliche Form, Unterschrift des Bundespräsidenten und des Kanzlers, zu wählen.
3. Vom offiziellen Anschlag des Aufrufes wird Umgang genommen in der Meinung, dass es eventuell dem Aktionskomitee für den Völkerbund unbenommen sein soll, den Aufruf in Plakatform anzuschlagen[3].
4. Der Aufruf ist sämtlichen Zeitungen zur Veröffentlichung am Mittwoch kommender Woche zuzustellen. Er wird überdies im Bundesblatt veröffentlicht.

ANNEXE

AUFRUF DES BUNDESRATES AN DAS SCHWEIZERVOLK FÜR DEN BEITRITT DER SCHWEIZ ZUM VÖLKERBUND.

Getreue, liebe Eidgenossen!

Am 16. Mai habt Ihr über den Beschluss, den die Bundesversammlung zugunsten des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund gefasst hat, zu entscheiden.

Seit Einführung der Volksrechte hat kaum jemals eine Volksabstimmung grössere Bedeutung gehabt als die bevorstehende. Ihr habt das letzte Wort. In Euren Händen ruht das Geschick des Landes.

---

1. *Etait absent: R. Haab.*
2. *Reproduit en annexe.*
3. *Dans sa séance du 8 mai 1920, le Conseil fédéral modifiait sa décision sur ce point:* Der Aufruf des Bundesrates an das Schweizervolk für den Beitritt der Schweiz zum Völkerbund ist in Plakatform in sämtlichen Gemeinden öffentlich anzuschlagen. (E 1004 1/275 *n°* 1595).

Alle Mitglieder des Bundesrates haben vor zahlreichen Volksversammlungen ihre Überzeugung kundgegeben. Sie glaubten damit eine unabweisliche Pflicht ihres Amtes zu erfüllen, insbesondere aber auch im wahren Interesse des Volkes selber zu handeln.

Durch seine Stellung und seine Vertrautheit mit der Führung der Staatsgeschäfte ist der Bundesrat am besten in der Lage, die Folgen und Rückwirkungen des Ergebnisses der Volksabstimmung genau zu ermessen. Er erklärt aus tiefster Überzeugung, dass ein *ablehnender Entscheid des Volkes dem Gedeihen der Schweiz, der Eintracht im Lande und dem Ansehen unserer Heimat im Ausland einen nicht wieder gut zu machenden Schaden zufügen würde.* Durchdrungen vom Gefühl seiner Verantwortung und gestützt auf das grosse, ihm während all der letzten schweren Zeiten entgegengebrachte Vertrauen, richtet der Bundesrat an Euch vor der Abstimmung ein *letztes* Wort.

Der *Völkerbund will allmählig alle Staaten der Welt* vereinigen. Schon jetzt umfasst er vier Fünftel der Menschheit. Bald wird die Stunde des Beitrittes auch für diejenigen schlagen, die ihm heute noch nicht angehören. *Alle europäischen Staaten, die während des Weltkrieges neutral blieben, sind ihm beigetreten.*

Der Völkerbund bezweckt den Schutz der *Arbeit,* er sichert dem *Handel* und *Verkehr* seiner Mitglieder untereinander eine *gerechte Berücksichtigung,* er will die Entwicklung des *Völkerrechts* fördern. Er wird eine *schrittweise Abrüstung* anbahnen und Streitigkeiten zwischen Staaten durch Schiedsgerichtsbarkeit und friedliche Vermittlung beizulegen suchen. Vor allem aber wird er das Entstehen bewaffneter Konflikte verhindern oder erschweren, *indem er dem Willen zum Krieg entgegentritt* und damit den Urquell der rohen Gewalt abzugraben sucht.

Die Kraft der *Schweiz* liegt in ihrem Staatsgedanken und in den Freundschaften, die ihr die Welt entgegenbringt. Sie vermag nicht, ihr Dasein in gewollter Vereinsamung zu fristen.

Die Schweiz, deren eigenstes Streben auf das brüderliche Zusammenwirken aller Menschen an den höchsten Aufgaben des Lebens und der Kultur gerichtet ist, *kann ihre Mitarbeit nicht versagen, wenn die Menschheit einen grossangelegten Versuch unternimmt, der Welt Gerechtigkeit und Frieden zu bringen.*

Unsere *Neutralität* ist durch die Londoner Erklärung des Völkerbundsrates *anerkannt*[4]. *Wir müssen gegen niemanden die Waffen ergreifen. Der Schweizerboden ist als unverletzlich erklärt. Jeder Durchzug von Truppen durch unser Gebiet bleibt verwehrt.* Der Völkerbund wird auch ohne uns bestehen. Treten wir ihm bei, so werden wir mit der Teilnahme an den wirtschaftlichen Massnahmen gegen einen bundesbrüchigen Staat nur die freiwillig übernommene Pflicht internationaler Solidarität erfüllen; bleiben wir ihm fern, so werden auch wir von diesen Massnahmen in Mitleidenschaft gezogen, und damit werden die Erfahrungen bestätigt, die wir in der letzten Kriegszeit gemacht haben.

Genf ist zum *Sitz* des Völkerbundes auserkoren. Das ist ein wertvolles Zeichen des Vertrauens und des Ansehens, deren die Schweiz bei den Völkerbundsstaaten geniesst.

Ein den Beitritt zum Völkerbund *ablehnender Entscheid würde unsern Handel, unsere Industrie und unsere Landwirtschaft aufs schwerste gefährden.* Keiner der Männer, die bei den wirtschaftlichen Verhandlungen der letzten Jahre mitgewirkt haben, vermag sich dieser Befürchtung zu entziehen. Diese Befürchtung ist nicht die Folge irgendwelcher Drohungen, sie entspringt der klaren Erkenntnis des ehernen Zwangs der wirtschaftlichen Weltlage.

Der Beitritt zum Völkerbund *schmälert unsere Unabhängigkeit in keiner Weise, er festigt sie im Gegenteil.* Er führt nicht zu einer Verleugnung unserer altüberlieferten neutralen Friedenspolitik; er wird uns vielmehr gestatten, sie in vollkommeneren Bahnen weiterzuverfolgen. Die Grundidee des Völkerbundes erscheint als eine Fortsetzung des schweizerischen Staatsgedankens, als dessen Anerkennung und Krönung im Kreis der Nationen. Der Beitritt bringt keineswegs die Gefahr, dass sich fremder Einfluss bei uns stärker geltend machen könnte; der Anschluss an die neue Völkergemeinschaft gibt uns im Gegenteil eine sichere Waffe zu seiner Abwehr in die Hand.

Wir mischen uns nicht in fremde Händel, wir erfüllen mit dem Beitritt zum Völkerbund lediglich unsere geschichtliche Aufgabe. Wir treten den Bedingungen der Friedensverträge zwischen Sie-

---

4. *Cf. n° 247, annexe.*

gern und Besiegten in keiner Weise bei. Wir wollen eingedenk sein der Ratschläge, die uns der selige Niklaus von Flüe, eine der reinsten Gestalten unserer Geschichte, hinterlassen hat. Ihr unvergänglicher Wert kann sich aber nicht in einer Politik unfruchtbarer Zurückhaltung offenbaren, die vor dem Gang der Geschichte nicht zu bestehen vermöchte, sondern einzig in der Verwirklichung des christlichen Gedankens der Liebe und Versöhnung auch im Leben der Völker.

In dieser Überzeugung empfehlen wir Euch, getreue, liebe Eidgenossen, mit uns dem Machtschutz des Allerhöchsten.

323

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L J l.A.T

Berne, 11 Mai 1920

Comme vous le savez, notre Département a depuis longtemps chargé nos représentants diplomatiques à Paris, Bruxelles et Rome d'engager avec les Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités des négociations tendant à obtenir que les sinistrés de guerre de nationalité suisse soient admis au bénéfice des lois française, belge et italienne relatives à la réparation des dommages de guerre. Ces trois dernières lois, se fondant sur le principe de la solidarité nationale, ne s'appliquent, en effet, qu'aux seuls nationaux de chacun des Etats en cause. Mais elles prévoient que les avantages offerts exclusivement à la population indigène pourront être concédés, par voie d'accord, aux ressortissants alliés ou neutres.

Si nous arrivions à conclure un semblable accord, un prompt et efficace remède serait apporté à la situation extrêmement précaire dans laquelle se trouvent la plupart de nos compatriotes qui ont subi des dommages de guerre en France, en Belgique et en Italie. Ces derniers toucheraient immédiatement des avances à valoir sur les réparations qui leur sont dues et qui leur seraient intégralement versées en même temps qu'à leurs compagnons d'infortune de nationalité française, belge et italienne. A l'aide de ces fonds, ils pourraient relever leurs maisons détruites, réédifier leurs usines ou leurs ateliers actuellement en ruines, acheter un fonds de commerce et reprendre ainsi une activité à laquelle la guerre a mis brusquement fin. Ils ne seraient pas réduits à vivre d'expédients pour ne pas être à la merci de la misère.

La Suisse ne pouvait rester étrangère à tant d'infortunes. Elle a un intérêt moral très puissant à ne pas abandonner à leur triste sort ces malheureuses victimes de la guerre. Aussi c'est mû par cet intérêt que le Conseil fédéral a décidé de mettre à la disposition des Légations à Paris, Bruxelles et Rome quelques fonds destinés à secourir, dans une certaine mesure, ceux de nos compatriotes qui ont été le plus durement éprouvés par les hostilités. Il ne pouvait pas faire davantage. Notre pays ne peut, en effet, prendre sur lui de réparer les dommages subis par nos compatriotes à l'étranger. Ce soin, nous dirons même cette obligation, incombe avant tout à l'Etat sur le territoire duquel le préjudice a été causé. Ce dernier a un intérêt économique et fiscal à ne pas faire, en cette matière, de dis-

tinction entre ses propres nationaux et les étrangers établis sur son territoire, abstraction faite des ressortissants des Etats précédemment en guerre avec lui. Les Suisses à l'étranger contribuent, en effet, par leur activité à la prospérité économique du pays qu'ils habitent. Ils payent l'impôt sur leur travail et sur leur fortune. Il serait donc profondément injuste qu'ils ne soient pas mis au bénéfice des mêmes privilèges que ceux qui sont concédés aux indigènes. A dire vrai, la Suisse n'est pas directement intéressée à la réparation des dommages subis par ses compatriotes à raison d'événements de guerre, les pertes éprouvées n'atteignant non pas son économie nationale, mais bien celle de l'Etat où elles se sont produites. Cela est si évident que les théoriciens du droit naturel comme de grands jurisconsultes du XVIII[e] siècle ont fait un devoir à l'Etat en guerre de réparer, la paix signée, les dommages causés sur son territoire sans égard à la nationalité des lésés. Si l'on s'en tient à cette doctrine, qui est inspirée par le pur bon sens, une loi sur la réparation des dommages de guerre relève bien du droit commun et ne saurait être rangée, comme le prétend ouvertement le Gouvernement belge par exemple, parmi des lois d'exception. Dans ce cas, le traitement national devrait être accordé à nos compatriotes par le simple jeu des traités d'établissement.

Ces arguments extrêmement solides n'ont toutefois pas eu raison de l'indifférence ou plutôt de la sourde résistance que nous avons rencontrée tant à Paris qu'à Bruxelles et à Rome. En effet, les négociations pour le succès desquelles nos représentants se sont dépensés sans compter n'ont abouti jusqu'ici à aucun résultat positif. Aujord'hui, elles sont arrivées pour ainsi dire à point mort, aucun des Etats en cause ne se souciant de majorer encore, en entrant dans nos vues, le chiffre des réparations déjà énorme qu'il se propose de réclamer à l'Allemagne sans nous demander, en échange, des compensations suffisantes.

Devant une telle attitude, notre ligne de conduite était toute tracée. Nous devions faire observer qu'en réparant les dommages subis sur son territoire, la France aussi bien que la Belgique ou l'Italie ne ferait qu'acte de réciprocité, la Suisse ayant réparé les dommages causés sur son territoire par des événements de guerre sans faire intervenir, lors du payement des indemnités, la notion de nationalité. D'autre part, il convenait de relever que les dépenses considérables faites par notre pays en faveur des victimes de la guerre pouvaient être considérées comme des compensations au moins adéquates au traitement que nous demandons en faveur de nos compatriotes.

Malheureusement, il est à craindre qu'aucun des Gouvernements intéressés ne se rende à cette argumentation, qui est cependant très convaincante. L'objection que la France, l'Italie et la Belgique se trouvent actuellement dans une situation financière trop précaire pour que notre thèse triomphe peut être aisément réfutée. Il n'est guère douteux que les difficultés financières auxquelles ces trois pays sont aux prises ne s'accroîtraient nullement si les Suisses étaient également dédommagés de leurs pertes. Celles-ci ne constituent, en effet, qu'une infime partie du préjudice dont ils demandent réparation à l'Allemagne.

Pour prévenir l'échec de ces laborieuses négociations, il est tout naturel que nous songions à renforcer encore la position déjà très forte qui est la nôtre. Il serait possible d'y arriver en traitant le problème de la réparation des dommages conjointement avec une autre question dans laquelle la Suisse pourrait être appelée à concéder des avantages à l'un ou l'autre des Gouvernements en cause. Nous

pourrions alors mettre à profit la situation pour obtenir ce que nous n'avons pu obtenir en nous plaçant sur le seul terrain juridique. Il ne nous resterait plus qu'à saisir la première occasion propice qui se présenterait pour faire valoir, à l'aide d'un simple «do ut des», le droit indiscutable de nos compatriotes à être indemnisés de leurs dommages au même titre que la population dont, en temps de paix comme en temps de guerre, ils ont partagé le sort.

En ce qui concerne l'Italie, nous nous sommes demandé si ce projet ne pourrait être mis à exécution lors des pourparlers à propos de l'admission des ouvriers de la Péninsule au bénéfice de notre législation sociale. Nous vous serions infiniment obligés de bien vouloir nous faire part de votre avis dans le rapport que nous vous avions demandé par lettre du 25 mars 1920[1].

A notre sens, une démarche de ce genre ne risquerait pas d'être fraîchement accueillie de la part du Gouvernement italien. Celui-ci a un intérêt très grand à ce que la situation des ouvriers italiens en Suisse soit régularisée et il comprendrait sans aucun doute combien nous serions fondés à faire ressortir, à cette occasion, l'intérêt moral qu'a la Suisse à ne pas laisser ses compatriotes victimes de dommages de guerres privés de la possibilité d'obtenir, par des moyens légaux, l'indemnité équitable à laquelle ils ont droit. D'ailleurs, la même question s'est déjà posée lors des négociations entre les Cabinets de Paris et de Rome au sujet de l'emploi de la main-d'œuvre italienne en France. Preuve en soit l'article ci-joint qui a paru dans le «Messagero» du 28 avril et qui nous a été communiqué par la Légation de Suisse à Rome.

Ajoutons qu'une entente avec le Gouvernement italien ne paraîtrait pas devoir rencontrer des difficultés bien sérieuses. Le montant total des dommages de guerre en Italie qui ont été annoncés par des citoyens suisses, jusqu'au 31 mars dernier, tant au Département qu'à la Légation à Rome, s'élève, en effet, à une centaine de mille francs. Ce chiffre ne serait pas de nature à compromettre en quelque mesure que ce soit l'élaboration de l'accord qui, le cas échéant, pourrait être conclu avec les Autorités royales en vue de sauvegarder les intérêts des ouvriers italiens employés en Suisse[2].

---

1. *Non reproduite.*
2. *Pour la réponse de Schulthess, cf. n° 341.*

324

E 2001 (B) 8/15

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

L AE. Société des Nations.
Conférence financière
et du change

Berne, 11 mai 1920

Sous ce pli nous avons l'honneur de vous retourner le formulaire[1] que vous avez bien voulu nous transmettre récemment de la part du Secrétariat général de la Société des Nations, en vous priant d'y indiquer les chiffres permettant de connaître la situation financière de la Suisse[2].

Les indications nécessaires sur la situation budgétaire des années 1919 et 1920 ainsi que sur le montant de la dette nationale en 1913 et en 1919 nous ont été fournies par le Département des Finances, qui toutefois n'a pas été en mesure, de donner immédiatement des renseignements précis sur les budgets et les dettes des *Cantons*. Les chiffres concernant la situation financière des cantons étant d'autre part indispensables pour juger exactement la situation de la Suisse, nous vous serions obligés d'attirer l'attention du Secrétariat général sur cette lacune dans le formulaire. Espérons d'ailleurs pouvoir compléter bientôt nos indications sur ce point.

Les chiffres concernant le montant des prêts consentis aux Gouvernements étrangers et le commerce extérieur de la Suisse nous ont été communiqués par le Département de l'Economie publique. En ce qui concerne le commerce extérieur, le calcul des valeurs pour l'importation et l'exportation a dû être fait par trimestres.

Enfin, la Banque Nationale a communiqué les statistiques monétaires désirées du 31 décembre 1913 (date la plus rapprochée au 30 juin 1914) et du 31 décembre 1919.

En ce qui concerne le sixième point relevé dans le questionnaire du Secrétariat général (Textes des lois et décrets en vigueur réglementant les opérations du change), nous ne sommes pas en mesure de faire des communications quelconques, le Conseil fédéral n'ayant jamais essayé de réglementer le change extérieur. Les seules décisions pouvant être d'un certain intérêt pour le Secrétariat général de la Société des Nations sont les décisions du Conseil fédéral au sujet de la défense de l'exportation d'or et de billets de banques. En ce qui concerne ces décisions nous nous permettons de nous référer à la lettre que le Département de l'Economie publique vous a adressée en date du 9 avril dernier. Pour ne pas laisser subsister des doutes sur l'attitude prise par le Gouvernement fédéral, il serait peut-être utile de communiquer aussi au Secrétariat général de la Ligue l'article de la «Financial Times» du 20 avril dernier[3].

---

1. *Reproduite en annexe 1.*
2. *Reproduite en annexe 2.*
3. *Pour la réponse non reproduite de Paravicini, cf.* E 2001 B (8)/15.

ANNEXE 1

Copie

SOCIÉTÉ DES NATIONS. CONFÉRENCE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Questionnaire

1. Situation budgétaire de l'année financière 1919 (ou 1919/20) et prévisions budgétaires pour l'année 1920 (ou 1920/21), et, le cas échéant, court résumé des derniers exposés publics du Ministère des Finances.

2. Montant de la dette nationale au 31 décembre 1913, et au 31 décembre 1919 (ou dates les plus rapprochées) sous les rubriques suivantes:

a. Dette intérieure consolidée.

b. Dette intérieure non consolidée.

c. Dette extérieure.

3. Montant des prêts consentis aux Gouvernements étrangers et aux Colonies.

4. Relevé du commerce extérieur pour chaque mois de l'année 1919; et pour l'année entière, indiquant les valeurs pour les pays d'origine et les pays destinataires les plus importants, ainsi que la valeur et le poids des principaux articles d'importation et d'exportation.

5. Statistiques donnant au 30 juin 1914, et à la date la plus récente possible:

a. Encaisse or et argent du pays entre les mains du Gouvernement et de la Banque centrale.

b. Circulation des billets émis à l'intérieur du pays et des billets de banque. (S'il existe une circulation considérable de billets étrangers, prière d'en faire mention dans une note au bas de la page).

c. Dépôts en Banque, en indiquant séparément ceux de la Banque centrale.

6. Texte des lois et décrets en vigueur réglementant les opérations de change.

ANNEXE 2

Le Gouvernement suisse au Secrétariat général de la Société des Nations

Copie

I. *Relevé budgétaire.*

Budget pour l'année financière 1919.

1. Confédération (compris les chemins de fer fédéraux.)

Recettes *		*Dépenses* **	
Impôts directs	—	Dépenses ordinaires & extraordinaires	Fr. 290 291 000.—
Impôts indirects	Fr. 78 302 000.—	Service de la dette	Fr. 97 444 000.—
Autres sources de revenu	Fr. 208 677 000.—	Pertes d'exploitation des chemins de fer fédéraux (1919)	Fr. 30 844 000.—
Total	Fr. 286 979 000.—	Pertes d'exploitation des institutions écon. de guerre (1919)	Fr. 131 000 000.—
		Frais de mobilisation (1919)	Fr. 144 200 000.—
		Total	Fr. 693 779 000.—

* *Impôt spécial:* Impôt fédéral sur les bénéfices de guerre. Rendement en 1919 = Fr. 215 000 000.

** Dans ce poste ne sont pas compris les frais de mobilisation de la période de 1914 à 1918, s'élevant à Fr. 1 076 480 000.

2. Cantons.

Recettes		*Dépenses*	
Impôts directs	Fr. 101 638 000.—	Dépenses ordinaires & extra-ordinaires	Fr. 312 451 000.—
Impôts indirects	Fr. 45 842 000.—		
Autres sources de revenu	Fr. 132 396 000.—	Service de la dette	Fr. 43 375 000.—
Total	Fr. 279 876 000.—	Total	Fr. 355 826 000.—

3. Total (Confédération et Cantons).

Recettes		*Dépenses*	
Impôts directs	Fr. 101 638 000.—	Dépenses ordinaires & extra-ordinaires	Fr. 602 742 000.—
Impôts indirects	Fr. 124 144 000.—	Service de la dette	Fr. 140 819 000.—
Autre sources de revenu	Fr. 341 073 000.—	Pertes d'exploitation des chemins de fer féd.	Fr. 30 844 000.—
		Pertes d'exploitation des institutions écon. de guerre	Fr. 131 000 000.—
Total	Fr. 566 855 000.—	Frais de mobilisation (1919)	Fr. 144 200 000.—
		Total	Fr. 1049 605 000.—

Dans les chiffres ci-dessus la situation des villes et communes n'est pas prise en considération. Il est établi que le déficit budgétaire pour 1919 des villes faisant partie de l'association des villes suisses atteint la somme de fr. 100 000 000.— en chiffre rond.

Prévisions budgétaires pour l'année 1920.
1. Confédération (y compris les chemins de fer fédéraux.)

Recettes		*Dépenses*	
Impôts directs*	—	Dépenses ordinaires & extra-ordinaires	Fr. 334 265 000.—
Impôts indirects	Fr. 86 276 000.—	Service de la dette	Fr. 90 385 000.—
Autres sources de revenu	Fr. 195 124 000.—	Pertes d'exploitation des chemins de fer féd. (1920)	Fr. 47 216 000.—
		Frais de mobilisation (1920)	Fr. 25 000 000.—
		Pertes d'exploitation des institutions écon. de guerre (1920)	Fr. 107 200 000.—
Total	Fr. 281 400 000.—	Total	Fr. 604 066 000.—

* *Impôt spécial:* Impôt fédéral sur les bénéfices de guerre. Rendement prévu pour l'année 1920 90—100 millions de francs.

2. Cantons.

La situation budgétaire des cantons pour l'année financière 1920 n'est pas encore connue dans ses détails. Une enquête se fait et le résultat sera communiqué plus tard. Le déficit total des budgets cantonaux est évalué à 100 millions de francs.

II. Dette nationale.

1. Confédération.

a. Administration générale.

	31 décembre 1913	31 décembre 1919
Dette consolidée	Fr. 146 270 000.—	Fr. 1 381 536 000.—
Dette non consolidée	—	Fr. 360 000 000.—
Dette totale	Fr. 146 270 000.—	Fr. 1 741 536 000.—

b. Chemins de fer fédéraux.

	31 décembre 1913	31 décembre 1919
Dette consolidée	Fr. 1 194 425 000.—	Fr. 1 742 445 000.—
Dette non consolidée	Fr. 69 648 000.—	Fr. 216 202 000.—
Dette totale	Fr. 1 564 073 000.—	Fr. 1 958 647 000.—

2. Cantons.

	31 décembre 1913	31 décembre 1919
Dette consolidée	Fr. 787 999 000.—	Fr. 1 122 407 000.—
Dette non consolidée	Fr. 70 679 000.—	Fr. 125 000 000.—
Dette totale	Fr. 858 678 000.—	Fr. 1 247 407 000.—

3. Total (Confédération et Cantons).

	31 décembre 1913	31 décembre 1919
Dette consolidée	Fr. 2 428 694 000.—	Fr. 4 246 388 000.—
Dette non consolidée	Fr. 140 327 000.—	Fr. 701 202 000.—
Dette totale	Fr. 2 569 021 000.—	Fr. 4 947 590 000.—

Dans les chiffres indiqués ci-dessus n'est pas comprise la dette publique des communes. En 1918 la dette publique des villes faisant partie de l'association des villes suisses s'élevait a 700 millions de francs environ.

III. Prêts.

a) Prêts à des Gouvernements étrangers	31 décembre 1913: — — —
Prêts à des Gouvernements étrangers	31 décembre 1919: Fr. 354 490 000.— (Solde au 31 mars 1920)
b) Prêts aux Colonies	— — —

En outre: Fr. 14 812 000.— pour livraison de denrées alimentaires faites à crédit à l'Autriche, au Tyrol et au Vorarlberg.

IV. *COMMERCE EXTERIEUR.*

(Commerce spécial, c'est-à-dire importations pour la consommation intérieure et exportations de produits du pays.)

a. Par mois et pour toute l'année 1919.

1919.	Valeur* Importation	Exportation	Excédents des importations sur les exportations Excédents des exportations sur les importations
	en Millions de Francs		en Millions de Francs
	Par trimestre		*Par trimestre*
Janvier Février Mars	579	461	+118
Avril Mai Juin	962	753	+209
Juillet Août Septembre	995	1069	− 74
Octobre Novembre Décembre	997	1015	− 18
Total	3533	3298	+235

b. Total pour l'année 1919.

Principaux pays d'origine	Valeur des importations	Principaux pays destinataires	Valeur des exportations
Allemagne	482,838	Allemagne	698,339
Autriche	69,168	Autriche	242,027
France	406,938	France	501,571
Italie	273,038	Italie	230,624
Belgique	93,596	Belgique	85,876
Pays-Bas	18,708	Pays-Bas	115,876
Grande-Bretagne	362,996	Grande-Bretagne	347,068
Russie	2,942	Russie	120,520
Suède	24,915	Suède	150,365
Norvège	1,851	Norvège	53,108
Danemark	47,656	Danemark	108,992
Espagne	213,013	Espagne	68,745
Roumanie	0,852	Roumanie	73,806
Turquie d'Europe	1,514	Turquie d'Europe	41,049
Inde Britannique	34,986	Inde Britannique	31,614
Inde Néerlandaise	149,390	Inde Néerlandaise	10,606
Japon	61,572	Japon	30,500

* Valeur en francs suisses, marchandise rendue à la frontière suisse, les frais de douanes non compris. Toutes les valeurs, tant à l'importation qu'à l'exportation, sont déclarées.

Principaux pays d'origine	Valeur des importations	Principaux pays destinataires	Valeur des exportations
Amérique du Nord Britannique (Canada)	6,001	Amérique du Nord Britannique (Canada)	30,452
Etats-Unis de l'Amérique du Nord	787,886	Etats-Unis de l'Amérique du Nord	182,800
Brésil	47,722	Brésil	15,951
République Argentine	198,274	République Argentine	27,741
Confédération Australienne	14,095	Confédération Australienne	10,740

c. Total pour l'année 1919.

Principaux articles d'importation	Valeur en millions de frs.	Poids en tonnes métriques	Principaux articles d'exportation	Valeur en millions de frs.	Poids en tonnes métriques
Céréales	505,53	667,648	Fruits et légumes	23,74	114,896
Denrées coloniales	279,64	169,595	Chocolat et Cacao	114,68	18,555
Produits alimentaires de provenance animale	184,91	41,395	Produits alimentaires de provenance animale	41,32	22,158
Autre produits alimentaires	64,19	78,348	Comestibles fins, etc.	18,11	11,830
Tabac	79,44	12,893	Autres produits alimentaires	13,72	8,407
Boissons	145,96	146,660	Tabac	44,49	3,197
Engrais et déchets	14,62	105,024	Boissons	13,29	13,658
Cuirs et peaux, etc.	58,26	3,309	Animaux	22,02	6,000
Semences, plantes	60,42	90,616	Cuirs et peaux,		
Bois	57,69	270,483	ouvrages en cuir,		
Papiers	69,08	35,985	chaussures	84,91	3,918
Coton	373,41	41,976	Bois	108,51	296,247
Soie	266,51	5,835	Papiers, matière		
Laine	144,04	8,001	fibreuse, chiffon	36,50	22,986
Autres matieres			Coton	783,85	25,101
textiles et confections	121,07	14,187	Soie	702,79	6,857
Matières minérales	307,25	1949,802	Laine	85,88	2,439
Verre	21,31	14,165	Autres matières		
Fer	197,26	238,003	textiles, confections	165,70	4,757
Cuivre	51,09	12,912	Matières minérales	35,62	176,219
Autres métaux	32,99	11,004	Verre	11,66	11,045
Métaux précieux			Fer	61,69	42,756
non monnayés	45,51	209	Cuivre	12,56	4,019
Machines, etc.	62,44	26,878	Aluminium	33,49	6,121
Véhicules	41,26	8,812	Autres métaux	1,79	1,063
Instruments et			Métaux précieux,		
appareils	33,72	2,057	non monnayés	12,22	9
Objets pharmaceu-			Machines, etc.	224,41	50,977
tiques, drogueries,			Véhicules	23,12	3,340
substances et produits			Horloges et montres;		
chimiques, couleurs,			pièces détachées		
graisses, huiles	221,14	167,092	d'horlogerie et de		
Autres articles	924,65	22,557	montres	315,04	1,761

Principaux articles d'importation	Valeur en millions de frs.	Poids en tonnes métriques	Principaux articles d'exportation	Valeur en millions de frs.	Poids en tonnes métriques
			Instruments et appareils	42,25	2,907
			Objets pharmaceutiques, drogueries, substances et produits chimiques, couleurs, graisses, huiles	232,80	62,516
			Autres articles	31,93	36,375
Total	3533,39	4145,446	Total	3298,09	960,087

V. *STATISTIQUES MONETAIRES.*

Réserve d'or et d'argent	31 décembre 1913 Francs	31 décembre 1919 Francs
a. Encaisse or entre les mains:		
1. du Gouvernement	12500.—	5600.—
2. de la Banque Centrale	169955452.—	516992155.—
Total:	169967952.—	516997755.—
b. Encaisse d'argent entre les mains:		
1. du Gouvernement	8200000.—	14484500.—
2. de la Banque Centrale	20836045.—	73648645.—
Total:	29036045.—	88133145.—
Total or et argent	199003997.—	605130900.—
Billets en circulation		
1. Billets de l'Etat	—	115105.—
2. Billets de la Banque Nationale	313821300.—	1036122990.—
3. Billets des anciennes Banques d'émission	4400350.—	2023200.—
4. Billets de la Caisse de Prêts de la Confédération	—	22538450.—
Circulation globale des billets	318221650.—	1060799745.—

Dépôts en Banque	31 décembre 1913	31 décembre 1918
1. A la Banque Centrale	58930000.—	175309000.—
2. Dans les autres Banques	3665252000.—*	6290803000.—
Total:	3724182000.—	6466112000.—

		Fin 1918
* Avoirs en comptes chèques et de virements	319 548 000.—	698 986 000.—
Avoirs en comptes courants créanciers	1 218 421 000.—	2 819 496 000.—
Avoirs en comptes dépôts	356 663 000.—	465 684 000.—
Avoirs en comptes d'épargne	1 770 620 000.—	2 306 637 000.—
	3 665 252 000.—	6 290 803 000.—

325

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 mai 1920

1644. Beitritt der Schweiz zum Völkerbund

Politisches Departement (Auswärtiges).
Antrag vom 17. Mai 1920

Am 5. März 1920[1] hat der Bundesrat unter Bezugnahme auf seinen Notenwechsel mit dem Obersten Rat und namentlich auf die Londoner Erklärung des Völkerbundsrates vom 13. Februar 1920[2] dem Generalsekretariat des Völkerbundes die gemäss Art. 1 des Völkerbundsvertrages erforderliche Beitrittserklärung übermittelt. Gleichzeitig teilte der Bundesrat mit, dass die Abstimmung von Volk und Ständen über den Bundesbeschluss vom 5. März auf den 16. Mai 1920 angesetzt sei.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Der im Entwurf vorgelegte Wortlaut einer offiziellen Mitteilung an den Generalsekretär des Völkerbundes wird genehmigt.

Er lautet:

«Le Conseil fédéral suisse, en se référant à sa déclaration en date du 5 mars 1920, a l'honneur de faire connaître au Secrétariat général de la Société des Nations que par le vote du 16 mai 1920 la majorité du Peuple et des Cantons suisses a confirmé l'accession de la Suisse à la Société des Nations[3].

Berne, le 18 mai 1920.

CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE.»

---

1. *Cf. n° 267, note 3.*
2. *Cf. n° 247, annexe.*
3. *Le peuple suisse s'est prononcé par 416 870 oui et 323 719 non tandis que onze Cantons et demi ont accepté l'adhésion à la SdN contre dix Cantons et demi qui l'ont refusée.*

326

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta

L LC. 3 Rome, 18 mai 1920

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 15 mai[1] et mes télégrammes d'aujourd'hui, N° 74, 75, 76 et 77[2].

Dimanche après-midi avait lieu la séance de l'Institut international d'Agriculture en l'honneur de la Société des Nations. M. Albert Thomas, qui nous a fait une conférence très intéressante, m'a dit qu'il comptait établir à Genève l'Office international du Travail dont il est le Président, mais il m'a laissé entendre que naturellement ce serait à condition que le siège de la Société des Nations fût établi dans cette ville.

Je fus informé à cette même occasion par d'autres personnes qu'un travail intense se produisait au sein de la Ligue contre Genève[3]. Je m'en sentis fort troublé d'autant plus que j'avais de grandes appréhensions au sujet du résultat du vote populaire.

J'ai appris le résultat de ce vote le lundi matin en téléphonant à l'Agence Stefani. Votre télégramme, dont je vous remercie, m'est arrivé le soir même à 10 heures. Je partais à ce moment pour l'Ambassade de France où avait lieu une grande réception en l'honneur des délégués. J'arrivai à l'Ambassade au moment où M. Tittoni, qui y avait dîné, en sortait. M. Tittoni vint vers moi et me fit les confidences que je vous ai télégraphiées. Il m'encouragea à en parler le soir même avec M. Sforza qui se trouvait à l'Ambassade, et avec lequel j'ai eu un entretien d'une demi-heure. M. Sforza se montrait indigné des prétextes allégués par les partisans de Bruxelles. Les Belges avaient toujours plaidé pour cette ville, mais ils étaient cette fois-ci appuyés par les Anglais qui voyaient dans le maintien provisoire des bureaux de la Société à Londres et dans leur transfert subséquent à Bruxelles le moyen de garder la haute main sur la direction de la Ligue. M. Sforza estimait qu'après les promesses qui nous avaient été faites, ce serait un véritable affront à notre égard que de décider le transfert du siège dans un autre pays. Il s'est servi de termes très vifs tels que «manœuvres» et «actes de déshonneur». J'ai tout de suite compris au langage de MM. Tittoni et Sforza que l'Italie attachait le plus grand prix à maintenir le siège en Suisse, non loin de sa frontière et le plus loin possible des influences de Londres et de Paris. M. Sforza, dont la femme est belge, ne m'a rien dit contre la Belgique. C'est à Paris et surtout à Londres qu'il place le centre de ces intrigues. Il pensait que nous pouvions rapidement déjouer ces manœuvres en prenant une initiative, c'est-à-dire en offrant immé-

1. *Non reproduite.*
2. *Note manuscrite en marge:* fehlen.
3. *Pour les délibérations au sein du Conseil de la Société des Nations à Rome, cf.* Procès-verbal de la 5e session du Conseil de la Société des Nations, 1920, *pp. 2 ss.*

diatement, à titre gratuit, un immeuble qui pourrait servir même provisoirement aux bureaux et aux assemblées de la Société et cela de façon à enlever à nos adversaires leur principal argument qui consiste à effrayer les représentants des Etats en leur montrant les frais énormes d'une installation à Genève alors que la Belgique mettait d'amples locaux à titre gratuit à la disposition de la Société[4].

Je n'ai pas manqué de lui rappeler les offres faites dans ce sens par le Conseil fédéral et le refus de la Commission de la Société des Nations; j'ai ajouté, comme vous pouvez le penser, que cela produirait un effet désastreux sur le peuple suisse au lendemain de la campagne menée par nos Autorités et par les partisans de la Ligue en faveur de l'adhésion de la Suisse, que de lui enlever le siège qui lui avait été promis.

Dans la soirée j'ai encore causé avec l'Ambassadeur du Japon à Paris, M. Matsui, le plus intelligent des Japonais que j'aie rencontrés et que je sais sympathique à notre cause, mais je n'en ai tiré aucune déclaration.

Ce matin, je me suis rendu au palais Chigi où siège la Société des Nations et j'ai fait demander à M. Tittoni s'il pouvait me recevoir. Celui-ci m'a fait répondre par son Conseiller juridique qu'il présidait une discussion des plus importantes et qu'il ne pouvait pas sortir. Je lui ai fait remettre la lettre dont vous trouverez une copie ci-inclus[5] par laquelle je lui notifiais la ratification du peuple suisse, suivant les instructions que vous m'aviez données.

Un ami, qui m'a constamment tenu au courant de tout ce qui s'est passé au sein du Conseil, m'a informé ce matin même que le Conseil venait de télégraphier à M. Wilson pour lui demander de convoquer, suivant les termes du Pacte constitutif, la première assemblée de la Société des Nations, mais dans ce télégramme on demande à M. Wilson de convoquer cette assemblée à Bruxelles. Vous saisissez la gravité de cette démarche. En convoquant à Bruxelles la première assemblée de la Ligue, on lie le nom de Bruxelles à l'acte constitutif de la Ligue. On donne au Gouvernement belge l'occasion de mettre d'amples et somptueux locaux à la disposition de la Société et l'on facilite ainsi le transfert définitif du siège de la Ligue en Belgique au mépris des promesses qui nous ont été faites.

J'ai cru donc bien faire, en sortant du palais Chigi, de me rendre chez l'Ambassadeur des Etats-Unis et de lui parler en toute franchise. L'Ambassadeur n'est plus notre excellent ami, M. Page, mais un nouveau venu, M. Underwood Johnson qui m'a écouté, toutefois, avec la plus grande bienveillance. Je lui ai rappelé

---

4. *Il semble que le Ministre d'Italie à Berne, L. Orsini, fit une démarche analogue auprès du Département politique; il existe en effet dans les actes du Département politique une notice dactylographiée, sans signature, qui a la teneur suivante:*
Communication du comte Sforza à M. Orsini en date du 16 Mai 1920: A la réunion de Rome a aussi surgi l'intention anglaise de maintenir effectivement le siège de la Ligue des Nations à Londres. Aux instances de M. Tittoni pour qu'on décide une date pour le transfert du Secrétariat à Genève, Sir Eric Drummond a objecté que le Gouvernement suisse ne donne aucune aide à l'acquisition de locaux et que les adaptations nécessaires occasionneraient une dépense de 12 millions. Ce chiffre a naturellement épouvanté. Nous continuons à travailler pour Genève, mais il faut que le Gouvernement suisse nous aide. Je vous prie d'en faire part à M. Motta et à M. Ador et de voir s'ils ne pourraient pas faciliter l'installation prochaine du Secrétariat de la Ligue à Genève. (E 2001 (B) 8/8).

5. *Non reproduite.*

que nous n'avions jamais intrigué pour obtenir le siège de la Société des Nations, mais que le choix de Genève était dû à l'initiative du Président des Etats-Unis et que nous ne pouvions pas admettre que les Puissances annulassent sans autre une décision que nous considérions comme acquise.

Sur ma demande l'Ambassadeur m'a promis de télégraphier aujourd'hui même à son Gouvernement pour lui demander de ne pas répondre au télégramme du Conseil de la Société des Nations avant d'avoir entendu le représentant de la Confédération suisse.

J'ajoute que le télégramme du Conseil de la Société des Nations à M. Wilson a été envoyé par les soins de l'Ambassade des Etats-Unis. Les deux télégrammes se suivront donc à quelques heures de distance.

Après vous avoir informé télégraphiquement de cette démarche, je vous ai encore télégraphié pour vous demander s'il ne conviendrait pas de prier M. Rappard d'exposer la situation à M. Hoover ou à quelque autre personne de confiance de l'entourage du Président, pour le cas où l'état de maladie de M. Wilson l'empêcherait de prendre lui-même une décision. Si je vous ai indiqué le nom de M. Rappard, c'est que je le sais particulièrement lié, comme vous le savez, avec plusieurs hommes d'Etat américains.

J'ai reçu une nouvelle preuve des machinations qui s'opèrent contre nous au sein du Conseil. Ce matin le Conseil a voté la résolution suivante proposée par M. Balfour et appuyée par M. Tittoni:

«Le Secrétariat général est autorisé à rester à son siège provisoire de Londres jusqu'à ce que la date du transfert de la Société des Nations ait été fixée par l'Assemblée générale.»

Cette résolution a été modifiée *après son adoption* dans les termes suivants:

«Le Secrétariat général est autorisé à rester à Londres où il a actuellement son siège provisoire, et la date du transfert au siège permanent sera fixée par le Conseil, *après que l'assemblée aura délibéré à ce sujet.*»

Vous notez la différence entre ces deux textes. Le 1er ne parle que de *la date du transfert* de la Société des Nations qui doit être fixée par l'Assemblée générale. le second laisse entendre que l'Assemblée générale devra délibérer également sur *le lieu où sera transféré* le siège permanent.

Inutile d'insister sur l'incorrection de ce procédé.

J'ajoute encore les renseignements suivants: Les Belges n'ont pas cessé de travailler en faveur de Bruxelles et nous ne pouvons pas leur en vouloir. Ils ont trouvé un précieux appui dans la personne de M. Monnet, secrétaire du Conseil, Français, ancien marchand de cognac, homme d'affaires fort habile. M. Léon Bourgeois, délégué de la France, et que j'ai vu hier assez longuement, ne nous est point hostile, mais il a reçu de son Gouvernement, à n'en pas douter, l'instruction de soutenir la Belgique qui a beaucoup de griefs contre ses Alliés. Les Anglais, c'est-à-dire M. Balfour, délégué, et Sir Eric Drummond, Secrétaire général, agissent dans le même esprit. Le second semble marquer par son attitude qu'il a compris l'incorrection dont on menace de faire preuve à notre égard. Personnellement, il paraît animé de très bons sentiments pour nous, ce qui n'est pas le cas de M. Monnet. Le délégué de la Grèce, M. Coromilas, Ministre de Grèce à Rome, — qui est avec le Brésil, l'Espagne, et la Belgique un des quatre pays appelés à figurer dans le Conseil — a été sans doute travaillé dans le même sens. C'est lui

qui a présenté le rapport sur la question. Les délégués du Brésil et de l'Espagne n'ont pas fait d'opposition.

Au cours des débats, M. Tittoni a fait la déclaration suivante qui m'a été rapportée textuellement par mon informateur.

«Si la Société des Nations devenait un instrument de domination franco-anglais, nous n'aurions plus qu'à en sortir.»

Cette manière de voir sera certainement celle des Scandinaves, de la Hollande et très probablement aussi de la Pologne, mais ces Etats ne figurent pas au Conseil.

P.S. Rome, le 19 mai 1920.

Ce matin a eu lieu au Capitole la séance publique de clôture. M. Tittoni, président, a communiqué en termes aimables, mais sans commentaires, la nouvelle de la ratification par le peuple suisse de l'accession de notre pays à la Ligue des Nations. Le nom de Genève n'a pas été prononcé une seule fois. La résolution touchant la prochaine assemblée a été lue dans les termes du texte N° 2 (voir plus haut).

M. Bourgeois a annoncé que M. Ador avait été nommé président de la Conférence financière de Bruxelles.

P.S. du 19 mai.

Conformément à ce que je vous ai télégraphié par mon télégramme N° 78, j'ai recueilli, après avoir rédigé cette note, un nouveau renseignement que je vous donne de façon absolument confidentielle et qui est de nature à modifier quelque peu ce que je vous ai écrit et télégraphié hier, en ce sens que le Conseil de la Société des Nations dans son télégramme à Wilson n'a pas fait mention du nom de la ville de Bruxelles au sujet de l'assemblée qui doit avoir lieu en novembre. Par contre, le Conseil a chargé l'Ambassadeur de Grande-Bretagne d'informer Washington qu'on désirait que l'assemblée eût lieu à Bruxelles; d'après une décision d'aujourd'hui dudit Conseil, sa prochaine session devrait se tenir le 27 juillet à St-Sébastien et la suivante à fin septembre à Bruxelles. Le Conseil tiendrait sa troisième session avant l'assemblée dans la localité qui aura été désignée pour celle-ci. Aucune mention n'a été faite du nom de Genève[6].

---

6. *Pour une version plus complète, voir n° 333.*

327

E 2001 (B) 8/6

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Paris, 18 mai 1920

Il m'a été possible de me procurer encore un exemplaire, dans les trois langues originales (français, anglais et italien), des conditions de paix imposées par les Alliés à la Turquie. J'ai l'honneur de vous envoyer ce document sous ce pli en vous faisant remarquer qu'il s'agit d'une épreuve, car le texte ne deviendra naturellement définitif qu'après la signature.

Vous me permettrez de relever le fait que, contrairement à mon attente, je ne trouve aucune disposition relative à la reconnaissance de notre neutralité. Vous savez que lors de l'étude des conditions de paix à imposer à la Bulgarie, j'avais demandé à M. Clemenceau, alors Président du Conseil suprême, une clause y relative dans les Traités de Paix qui restaient encore à conclure et M. Clemenceau m'avait répondu par une note dont je vous avais envoyé copie et qui me donnait l'assurance qu'il en serait tenu compte pour la Bulgarie[1]. D'autre part, on m'a affirmé que dans la rédaction du Traité de Paix avec la Hongrie, l'article 435 du Traité de Paix avec l'Allemagne serait reproduit. Reste donc le Traité avec la Turquie. Désirez-vous que je demande une insertion concernant la reconnaissance des garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et, notamment, l'Acte du 20 novembre 1815?[2] Comme les zones n'intéressent nullement le grand Turc, on pourrait simplement reproduire les trois premières lignes de l'article 435, jusqu'au mot «constatent»[3].

---

1. *Cf. n° 143.*
2. *Par lettre du 25 mai, le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique répondit: [...]* nous vous prions de faire une nouvelle démarche, dans le sens que vous nous indiquiez. Nous sommes d'accord avec vous que, pour ne pas charger le traité turc avec les dispositions très explicites concernant la question de Savoie et des zones franches qui n'ont rien à faire avec la Turquie, il conviendrait de faire insérer la formule que nous vous avions déjà proposée pour le Traité avec la Bulgarie.

   L'article concernant la neutralité suisse aurait donc la teneur suivante:

   «Les Hautes Parties contractantes reconnaissent les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et notamment l'Acte du 20 novembre 1815, garanties qui constituent des engagements internationaux pour le maintien de la Paix.»

   Il nous paraîtrait indiqué qu'à l'occasion de cette démarche vous voulussiez bien rappeler l'engagement qu'on a pris envers nous d'insérer un article correspondant à l'article 375 de Saint-Germain dans le Traité de Paix avec la Hongrie. (E 2001 (B) 8/6). *Pour le texte de la note remise par Dunant à la Conférence de la Paix, cf. n° 345.*
3. *Pour la teneur de l'article 435, cf. DDS 7/1, n° 387.*

328

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Ministre de Roumanie à Berne, G. Derussi,
au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
N n° 1.575 Berne, 19 mai 1920

Mon Gouvernement me charge de recourir à la bienveillance coutumière du Gouvernement fédéral dans la question suivante:

Votre Excellence n'ignore pas les dévastations que la guerre et l'occupation étrangère ont infligées à la Roumanie. Les traces s'en font très fortement sentir actuellement encore dans certains services publics qui ont été désorganisés, tels les Télégraphes et Téléphones dont l'outillage a été en grande partie enlevé ou détruit. Pour remettre de l'ordre, le plus tôt possible, dans ces administrations, la Roumanie a fait appel à l'industrie étrangère et la Suisse est un des pays qui a reçu et doit recevoir encore de nombreuses commandes de matériel.

La seule question qui s'oppose à la réalisation de ces commandes dont bénéficierait l'industrie suisse, réside dans la difficulté de paiement, le cours actuel du leu roumain décuplant le prix de ce matériel par rapport au franc suisse. Mon Gouvernement m'a donc chargé d'examiner les possibilités d'obtenir un crédit garanti par lui et qui servirait exclusivement à couvrir les fournitures contractées en Suisse. Je suis autorisé à conclure dans ce sens un emprunt, avance ou telle autre opération pour une somme allant jusqu'à dix millions de francs suisses.[1]

La première démarche consiste à soumettre ce qui précède à votre Excellence en la priant de vouloir bien saisir de la question le Gouvernement fédéral et me faire savoir si en principe les Départements respectifs, pour leur part donnent leur assentiment à cette opération. Une fois cette réponse de principe obtenue, je m'adresserais aux institutions financières les mieux à même de consentir une telle affaire.

Vu l'intérêt que présente cette question pour l'industrie suisse qui bénéficierait totalement de l'avance consentie, j'ose espérer que le Gouvernement fédéral, dans son désir de donner à la Roumanie un nouveau gage de son amitié, examinera ma démarche dans un esprit favorable, et, dans cet espoir, je vous prie, M. le Président, d'agréer, les assurances de ma plus haute considération[2].

---

1. *Sur la question des crédits, cf. aussi nos 30, 34, 148, 350. Voir aussi DDS 7/1, nos 247, 371, 398, 421, 455.*
2. *Pour la réponse à cette demande, cf. 350.*

329

E 13 (B) / 279

La Légation de Suisse à Paris au Ministère français des Affaires étrangères

Copie
N GG. 1120 Paris, 19 mai 1920

Par décret rendu en date du 23 avril et publié au Journal officiel du 28 avril, le Gouvernement de la République, dans le but de limiter au strict nécessaire les achats à l'étranger, a prohibé l'importation en France de près de deux cents articles de luxe ou de produits jugés non indispensables.

Le marché français, que les événements de guerre ont forcément rendu très restreint au cours des dernières années, se trouve donc de nouveau fermé à un nombre considérable d'industries suisses à un moment où le taux élevé du change suisse rend précisément difficile le maintien des relations d'affaires et semble en particulier écarter tout danger d'un surcroît d'importation de produits d'origine suisse.

Le Gouvernement fédéral, qui a jusqu'ici maintenu ouvertes les frontières suisses malgré l'impossibilité qu'il y a pour l'industrie nationale de concurrencer les produits de même nature importés de pays dont le change est bas, se préoccupe naturellement de la situation créée par le décret du 23 avril à plusieurs branches importantes de la Suisse industrielle, notamment les soieries, les chocolats, la grosse horlogerie, la bijouterie, les tresses pour chapellerie, etc.

Toutes ces industries, qui reprenaient progressivement leurs relations commerciales avec la France voient non seulement ce débouché leur devenir subitement inaccessible, mais sont actuellement dans l'impossibilité de livrer des marchandises commandées souvent depuis plusieurs mois et déjà travaillées en vue de leur exportation.

Tout en exprimant le désir qu'éprouve le Gouvernement fédéral de trouver un terrain d'entente qui puisse concilier d'une part les nécessités auxquelles le Gouvernement de la République doit faire face, et d'autre part le maintien des rapports commerciaux entre les deux pays, la Légation est chargée par son Gouvernement et a l'honneur de formuler dès à présent le vœu très pressant que l'importation en France de toutes les marchandises ayant fait l'objet d'une commande antérieure à la date de la publication du décret soit autorisée.

En exprimant le vif espoir de voir favorablement accueillie la requête qu'elle est chargée de formuler, la Légation se permet d'attirer la bienveillante attention du Ministère sur l'urgence particulière que revêt cette question, notamment en ce qui concerne les marchandises expédiées avant que la liste des articles prohibés fût connue en Suisse, et qui sont actuellement en souffrance à la frontière[1].

---

1. *Dans sa lettre de voiture au Conseiller fédéral Schulthess, datée du 21 mai, le Ministre Dunant commente cette note:*

[...] Peut-être trouverez-vous, à première vue, un peu conciliant le ton de cette note, mais j'espère que vous serez de mon avis qu'il n'était pas indiqué, vu les assurances qui m'avaient été

données quant au résultat de cette première démarche, d'employer un langage plus vigoureux et qui aurait pu compromettre le résultat de mon intervention. J'ajoute qu'il m'était difficile de faire plus que les autres Puissances et que la note remise par le Japon, en particulier, est excessivement amène. (E 13 (B)/279).

Pour la suite de cette affaire, cf. n^os 335, 356.

330

EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113

Le Directeur de la Banque Nationale Suisse, R. de Haller, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Avances aux pays du centre de l'Europe, spécialement l'Autriche

Berne, 19 mai 1920

Pour répondre à votre désir j'ai l'honneur de vous résumer par la présente le cours des négociations et l'état actuel de la situation en ce qui concerne les avances à consentir aux pays du centre de l'Europe, exclusivement l'Allemagne, pour leur ravitaillement et leur restauration économique.

L'initiative a été prise dans le courant du mois de mars par les Gouvernements anglais et américain; des négociations officieuses ont permis de constater que l'idée d'un secours international était accueillie favorablement, en sorte qu'une conférence officielle internationale a été convoquée, à Paris le 20 avril dernier et jours suivants sous la présidence d'un délégué du Gouvernement anglais Sir John Breadbury, chef de la délégation anglaise à la Commission des Réparations.

A cette conférence les pays suivants étaient représentés officiellement:

Argentine, Belgique, Canada, Danemark, France, Hollande, Norvège, Suède, Suisse, Angleterre, Amérique.

Dans ces conférences, il a été établi que les Gouvernements de tous les pays représentés étaient d'accord pour participer à une action de secours de caractère international en ouvrant des crédits dans le but exclusif du ravitaillement et de la fourniture de matières premières afin de seconder le retour au travail et de mettre peu à peu les bénéficiaires à même de subvenir à leurs besoins par le produit de leur travail et de leurs exportations.

Chaque délégué a indiqué le montant total des avances envisagées par son Gouvernement, et dans des grandes lignes, de quelle façon les crédits devraient être employés, chaque pays restant maître de fixer la destination de ces avances.

J'ai indiqué dans mon rapport du 23 avril[1] au Département politique, dont vous avez également reçu directement une copie, les montants de ces crédits envisagés soit:

Amérique 113 millions de $
Angleterre 10 millions de £

---

1. *Non reproduit.*

Argentine	35 millions de francs (100 millions pesetas papiers)
Italie	100 millions de lires
Danemark	12 millions de Cr. danoises
Hollande	43 millions de fl., dont déjà accordés 12,758 à l'Autriche, 17,800 à la Pologne
Norvège	17 millions de Cr. norvég.
Suisse	25 millions de francs suisses, dont 10 déjà accordés à l'Autriche.

La Suède, la France, la Belgique, le Canada n'ont pas encore fixé le montant de leur apport mais ont donné leur accord; des pourparlers sont en cours avec l'Espagne et le Japon. Le Danemark, la Norvège et l'Argentine doivent faire ratifier l'ouverture de ces crédits par leur parlement.

La répartition de ces avances entre les différents pays bénéficiaires se fera suivant la nature des produits livrables et les besoins immédiats; une liste des besoins de chaque pays est déjà établie. Chaque pays prêteur pourra donc destiner l'emploi de ses avances suivant ses produits disponibles.

Garanties.

Toutes les avances consenties à l'Autriche depuis l'armistice, à titre de secours réel, seront placées sur le même pied et auront un droit de priorité sur toutes réparations, les Puissances alliées et associées rendent en faveur de la masse *[!]* les gages pris pour leurs avances (forêts, salines).

Les titres ou reconnaissances de dettes concernant les avances déjà données seront échangés contre un nouveau titre remboursable dans cinq ans, portant intérêt à 6% payable semestriellement établi dans la valuta du pays prêteur.

Ce titre sera contresigné par la Commission des réparations.

Le payement des intérêts et les remboursements seront répartis proportionnellement entre tous les prêteurs.

La question si les avances de même nature qui pourraient être accordées dans l'avenir en plus de celles envisagées[2] pourront être assimilées à ces dernières, n'est pas encore résolue. (Voir rapport de la Légation de Paris du 14 mai a.c.)[3]

Avances à d'autres pays que l'Autriche.

La question des garanties spéciales éventuelles à demander à ces pays fait encore l'objet des discussions. Ce point n'intéresse pas directement la Suisse qui ne participe qu'aux crédits en faveur de l'Autriche.

Organisation.

La conférence des délégués a constitué un comité permanent sous la dénomination de *Comité international pour les crédits de relèvements économiques* où les alliés sont représentés par des membres de la Commission des réparations, et les autres pays par des délégués en général choisis dans le personnel de leur légation à Paris.

---

2. *Point d'interrogation, vraisemblablement de Schulthess, en marge de cette ligne.*
3. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/13–14.

Ce Comité doit être le lien entre les pays prêteurs entre eux et les pays emprunteurs; il est l'organe de renseignements pour les gouvernements sur le développement de toute l'opération, il enregistre toutes les avances, comme tous les payements d'intérêts et de remboursement; il est le lien entre les pays prêteurs et la Commission des Réparations en ce qui concerne les avances à l'Autriche.

Pour subvenir aux frais du bureau, composé d'un secrétaire général et de quelques employés, il sera déduit des avances 1‰, c.à.d. que le coût des marchandises devra être majoré de 1‰, et cette provision sera versée par le pays prêteur au Comité de Paris après s'être entendu avec celui-ci sur le mode de versement. Ces frais seront donc mis indirectement à la charge des pays emprunteurs (voir procès-verbal, séance du 22 avril 1920 du comité international pour les crédits de relèvements économiques[4].) La France fournira gratuitement les locaux nécessaires aux bureaux.

Dans le cas où un solde restait disponible après liquidation du bureau, il serait réparti entre les pays prêteurs au prorata de leurs avances.

Situation spéciale de l'Amérique.

Comme je l'ai déjà indiqué dans mon rapport du 23 avril dernier, l'Amérique a une situation à part, elle n'est pas représentée dans le Comité international constitué, mais reste en contact avec lui et aucune décision de principe n'a été prise ou ne sera prise sans entendre son opinion, elle est le plus gros bailleur de fonds, elle à donc les plus gros intérêts engagés, elle prend une situation semblable à celle qu'elle a vis-à-vis de la Commission des Réparations, dans la conférence de San Remo, etc.

Situation actuelle.

1. D'après le rapport de notre Légation à Paris du 14 mai a.c.[5] on peut considérer comme acquis l'accord de la Commission des Réparations pour reconnaître un droit de priorité, avant toutes réparations, en faveur des avances déjà consenties ou envisagées actuellement en faveur de l'Autriche.

2. L'Autriche ne pouvant nous restituer en nature les livraisons de farines, etc. faites les mois derniers, demande que ces livraisons soient portées à compte de l'avance de 15 millions envisagée.

J'estime que la Suisse peut /y/ consentir avec l'accord du Comité international à Paris.

3. L'Autriche demande l'envoi de lait condensé à valoir sur le solde de l'avance.

J'estime que la Suisse peut donner son consentement.

4. La Suisse devra réserver 1 million pour la contribution à l'avance concernant le rapatriement des prisonniers en Sibérie.

Cette proposition étant encore à l'étude (§ 15, procès-verbal, 2e séance du 27 avril, Comité international.)

5. La Suisse doit déduire également la provision de 1‰ du montant total des avances pour établir le solde encore disponible à employer en marchandises.

---

4. *On trouve les procès-verbaux de la conférence in:* EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113.
5. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/13–14.

Documents à dispositions.

Tous les renseignements sont contenus dans les deux procès-verbaux de *la conférence internationale* des 21 et 22 avril derniers.

Dans les trois procès-verbaux des séances du *Comité international pour les crédits de relèvement économique* les 22, 27 et 29 avril et leurs annexes.

331

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Chef du Département politique, G. Motta

L Rome, 19 mai 1920

Je me réfère à ma lettre d'hier[1], concernant l'attitude du Conseil de la Société des Nations en ce qui a trait à la Suisse. Je tiens à ajouter ici d'autres détails sur cette première session du Conseil[2].

Ses débuts sont difficiles, comme il fallait s'y attendre, et pas toujours édifiants. Le grand public qui lit les communiqués de la presse et les nobles discours prononcés par les hommes éminents qui composent le Conseil, n'a sous les yeux qu'une façade d'un édifice qui paraît splendide. Si l'on pénètre à l'intérieur, on découvre des détails moins admirables. Toutes sortes d'intrigues et de compétitions se produisent dans les coulisses et semblent menacer l'édifice dans ses fondements. Après tout, cela n'a rien de surprenant et nous ne devons pas nous laisser décourager. Suivant les mots de l'Evangile, «le monde est dans le tremblement parce qu'il est dans l'enfantement». Il me paraît même que dans ces quelques jours l'œuvre s'est affermie. Peu à peu elle confondra les plus sceptiques. Aujourd'hui MM. Tittoni et Bourgeois ont prononcé l'un et l'autre des discours admirables dont nous aurions pu, nous autres Suisses, souscrire chaque terme. L'idée que la Société des Nations doit être ouverte à tous les Etats et qu'à cette seule condition elle répond à son but et aux vœux de la masse, s'est affirmée avec éloquence et nul n'oserait plus faire entendre sur ce point une voix discordante.

Ce qu'on peut redouter peut-être dans le développement de l'organisme qui vient d'être créé, c'est la prédominance des intérêts matériels. Il faudra lutter ferme contre la tendance des grands Etats et des grandes associations financières et industrielles de transformer la Ligue en un trust d'affaires.

D'autre part il est certain que l'Angleterre, comme je vous le disais dans une autre lettre, cherche à accaparer la direction de l'œuvre entière. La Pologne s'émeut de voir un Anglais, Sir Reginald Tower, qui remplit les fonctions quasi directoriales à Danzig[3]. C'est aussi un Anglais, le Général Mance, qui est à la tête de la Commission du Rhin, laquelle aura un premier Congrès important après

1. *Cf. n° 326.*
2. *Cf.* Procès-verbal de la 5e session du Conseil de la Société des Nations, 1920 *pp. 2 ss.*
3. *Remarque manuscrite de Dinichert en marge de cette phrase:* nous recevons les échos de cela.

l'assemblée de novembre[4]. Le Général Mance, me dit-on, est tout à fait favorable à la Suisse[5].

L'Italie, de son côté, s'alarme de la mainmise de l'Angleterre, non seulement sur les débouchés de la Méditerranée, mais sur la mer Noire.

Anglais et Italiens dénoncent l'action envahissante de la France dans le bassin de la Sarre, où M. Rault, délégué français, tend à créer une organisation toute française. Ils relèvent en même temps que les Belges ne sont allés à Francfort que sur la promesse de la France de leur donner les Chemins de Fer luxembourgeois.

On s'étonne aussi de l'insistance des Anglais à faire traduire dans leur langue les moindres paroles prononcées au cours des séances où la discussion se poursuit en français, suivant les traditions.

Je n'ai pas à revenir sur les décisions du Conseil dont vous aurez eu connaissance par les Agences. Je note toutefois qu'en ce qui concerne la lutte contre le typhus en Pologne, on avait proposé de faire appel à des contributions d'argent des divers Etats. On a dû renoncer à cette mesure et se borner à des contributions volontaires. C'est là un premier signe des difficultés certaines auxquelles se heurtera la Société des Nations dans la réalisation de son œuvre. Elle aura besoin, pour vivre et pour agir, de moyens financiers qu'il lui sera difficile de se procurer, vu l'opposition des Parlements. C'est ce qui paraît préoccuper vivement M. Tittoni. (Celui-ci m'a prié de passer chez lui demain matin.)

J'attire votre attention sur l'importance qu'il y a pour nous à être représentés dans le personnel du Secrétariat et si possible dans les Commissions de rédaction. L'action de ces organes obscurs est de toute utilité et parfois même décisive.

J'ai pu causer avec M. Destrée, délégué de la Belgique et membre du Gouvernement. Il m'a paru fort découragé. Il regrettait, m'a-t-il dit, tous les espoirs qu'il nourrissait au temps de la guerre et qui se trouvent déçus. Le thème était délicat et je n'ai pas pu obtenir de lui d'autres précisions.

J'ai vu en même que lui le Cardinal Mercier, venu à Rome pour la canonisation de Jeanne d'Arc. Il m'a parlé avec reconnaissance de la Suisse, du bien qu'elle avait fait pendant la guerre et de l'accueil qu'on lui avait réservé sur notre sol pendant la guerre. «J'étais heureux, m'a-t-il dit, de respirer chez vous un air de liberté.» Je crois devoir vous rapporter ces paroles bien qu'elles n'aient rien à voir avec la Société des Nations.

En résumé, malgré les paroles décourageantes de Destrée et l'incident relatif au siège de la Société, je suis plus que jamais convaincu que c'était pour notre pays une nécessité absolue d'adhérer à la Ligue. En entendant développer ce matin par MM. Tittoni et Bourgeois son admirable programme, je me demandais quelle figure notre pays aurait fait dans le monde s'il avait refusé de collaborer à cette œuvre immense.

---

4. *Remarque manuscrite de Dinichert en marge de cette phrase:* ? le Président est un Français.
5. *Remarque manuscrite de Dinichert en marge de cette phrase:* c'est exact.

332

E 2001 (B) 8/8

L'Attaché de Presse au Service d'Information du Secrétariat général de la Société des Nations, W. Martin, au Chef du Département politique, G. Motta

L Londres, 20 mai 1920

A mon retour à Londres, où je rentrais plein de joie et de fierté du vote du peuple suisse, auquel vous avez pris une si grande part, j'apprends la désignation de Bruxelles comme siège de l'Assemblée. J'étais allé à Berne exprès pour vous l'annoncer, et malgré les promesses que vous avait faites M. Scialoja, je ne me sentais pas rassuré. Les faits, hélas, me donnent raison.

Je considère cette désignation comme un fait très grave pour notre pays. On nous donnera toutes les assurances que nous voudrons sur le siège *définitif* à Genève. Mais l'Assemblée verra se développer toutes les intrigues franco-belges contre Genève, qui viennent d'obtenir un premier succès. Le Gouvernement fédéral a promis à notre peuple qu'il travaillerait dans le sein de la Ligue, en faveur de l'universalité. Il se doit de protester contre une décision qui vise manifestement à dénaturer le sens de cette évolution.

Bien qu'il soit fort tard, il nous reste un moyen: c'est le Président Wilson qui convoque l'Assemblée. Le Conseil lui a simplement adressé une prière. Il n'est nullement certain qu'il s'y rende, et il nous reste une chance, en agissant directement sur lui, de réparer ce qui a été manqué à Rome.

333

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Chef du Département politique, G. Motta

L Urgent Rome, 20 mai 1920

J'ai l'honneur de faire suite à mon rapport du 19[1] et à mon télégramme N° 78.[2]

J'ai eu ce matin un long entretien avec M. Tittoni président du Sénat et qui a présidé cette session du Conseil de la Société des Nations. M. Tittoni m'a confirmé les indications qu'il m'avait données auxquelles il a ajouté certains

---

1. *Cf. n° 331.*
2. *Ce télégramme, expédié de Rome le 19 mai disait:* Je suis informé *très confidentiellement* que le télégramme du Conseil de la Société des Nations au Président Wilson ne mentionne pas le nom Bruxelles pour la première Assemblée mais l'Ambassade anglaise a été chargée de faire connaître à Washington que le lieu désiré était Bruxelles. Le Conseil de la Société a décidé aujourd'hui que sa prochaine session aurait lieu à Saint-Sébastien le 27 juillet et la session sui-

détails que je connaissais déjà en partie par un informateur spécial. Il m'a répété que l'Italie tenait tout particulièrement au maintien du siège de la Société des Nations à Genève et cela pour deux raisons; pour l'indépendance même de la Société des Nations et parce que Genève est à 7 heures de Milan (ancien horaire!) tandis que Bruxelles exige tout un voyage avec arrêt obligatoire à Paris et offre aussi un climat moins clément que celui du lac Léman.

Vous pouvez, m'a dit M. Tittoni réduire à néant le complot qui se prépare contre Genève:

1. en agissant à Washington;

2. en agissant auprès des Etats *qui tiennent comme vous et comme nous* à l'indépendance de la Société, c'est-à-dire les Scandinaves, la Hollande, la Pologne, la Tchécoslovaquie. Ce sont ces Etats qui doivent avoir leur mot à dire dans les affaires d'Europe et contrebalancer les forces que l'Angleterre cherche dans ses dominions et dans les pays d'outre-mer, en particulier dans les républiques sud-américaines: il est absurde de penser que ce sont ces pays qui viendraient faire la loi en Europe alors que nous ne pouvons pas intervenir en Amérique en vertu de la doctrine de Monroë;

3. en offrant à la S.D.N. un immeuble qui serait mis à sa disposition au plus tôt et qu'elle pourrait compléter et agrandir à ses frais avec le temps. L'essentiel est d'enlever aux partisans de Bruxelles un des principaux arguments dont Sir Eric Drummond a fait état dans la discussion.

Sur le 1er point, j'ai dit à M. Tittoni que nous avions pris toutes les mesures pour informer Washington et que j'en avais parlé moi-même à l'Ambassadeur des Etats-Unis (je ne lui ai pas dit que la dépêche envoyée par celui-ci, sur ma demande, avant-hier était partie, comme il me l'a dit hier soir, avant le télégramme du Conseil de la S.D.N.; il était inutile de lui donner ce détail).

Sur le second point, j'ai dit à M. Tittoni que je savais que la Norvège n'était entrée dans la Ligue des Nations que parce que le siège en était fixé dans un pays neutre. Je crois que nous pouvons compter sur l'appui de ces Etats auprès desquels nous devons agir sans retard. Je me réserve de voir à ce propos les représentants de ces pays à Rome et de leur parler très ouvertement.

Sur le troisième point, j'ai rappelé, comme je l'avais fait au comte Sforza, les termes du Message du Conseil fédéral page 51, texte français. M. Tittoni ignorait ce passage. «Si je l'avais connu, m'a-t-il dit, j'en aurais parlé à Sir Eric Drummond». Je me suis empressé d'envoyer aujourd'hui même le texte du Message à M. Tittoni, qui du reste l'avait déjà reçu par notre entremise.

---

vante à Bruxelles fin septembre. La troisième et dernière session du Conseil avant la première Assemblée aurait lieu dans la ville où se tiendra celle-ci. Le nom de Genève n'a pas été mentionné. (E 2001 (B) 8/8). *L'information du Ministre Wagnière était incomplète; dans ses délibérations, le Conseil de la Société des Nations évoque en effet Bruxelles, (cf.* Procès-verbal de la 5ème session du Conseil de la Société des Nations, 1920, pp. 2, 32) *et le texte du télégramme envoyé au Président Wilson qui a été approuvé par le Conseil, le 19 mai 1920, mentionne la ville de Bruxelles en ces termes: [...]* Le Conseil est d'avis qu'il serait désirable eu égard à toutes les circonstances, que l'Assemblée se réunisse dans une ville d'Europe. Il souhaite vivement se mettre d'accord avec vous sur la question du choix de cette ville, et il a été unanime, en attendant, à exprimer le désir que vous veuillez examiner si, sans préjudice du lieu des sessions ultérieures, Bruxelles ne devrait pas être choisi pour cette réunion. *Ibid., p. 200.*

M. Tittoni estime en outre qu'il faudrait immédiatement agir auprès de M. Bourgeois qui est reparti hier soir pour Paris. Il a vivement insisté sur ce point. Il m'a parlé à ce propos de M. Ador qui est en relation avec M. Bourgeois.

Tel fut en résumé mon entretien avec M. Tittoni.

Ne pensez-vous pas qu'il conviendrait que le Conseil fédéral, en se basant sur l'article 7, du Pacte, demandât au Conseil de la S.D.N. quand il comptait venir à Genève afin de prendre toutes les dispositions nécessaires. La question devrait figurer à la prochaine session du Conseil à Londres dans un mois.[3]

Aux détails que je vous donnais hier, j'ajoute encore les suivants:

La manœuvre contre Genève a provoqué dans le personnel administratif du Conseil une vive indignation. M. Colban, Norvégien, directeur de la Commission administrative, M. Van Hamel, Hollandais, directeur de la Section légale, Sir Herbert Ames, Canadien, ont exprimé leur indignation. Ce dernier s'est servi de ces termes: «I am disgusted».

J'apprends encore que le Cardinal Mercier, durant son séjour à Rome, a fortement travaillé pour Bruxelles. La voix de cet homme illustre est très écoutée dans les milieux du Vatican.

---

3. *Point d'interrogation en marge.*

334

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 38 Berlin, 20. Mai 1920

Es war mir leider in den letzten Tagen nicht möglich, mit offiziellen Persönlichkeiten Deutschlands über den Ausgang der Abstimmung in der Schweiz betreffend den *Beitritt zum Völkerbund* Rücksprache zu nehmen, aber ich weiss durch Besprechungen mit Personen, welche führenden Männern der Regierung nahestehen und mit Angehörigen der Deutschen Liga für den Völkerbund, dass man an jenen Stellen aufrichtig erfreut ist über den Beitritt der Schweiz. Die Ansichten, die hier herrschen, scheinen mir in der beiliegenden Drahtmeldung der offiziösen «Deutschen Allgemeinen Zeitung» richtig zum Ausdruck gebracht zu sein: Man freut sich über den Beitritt der Schweiz um des Grundsatzes willen, der durch die Abstimmung zum ersten Mal eine plebiszitäre Sanktion erhalten hat, und man freut sich namentlich um Deutschlands willen, weil die Ansicht doch stark verbreitet ist, dass eine Revision des Friedensvertrages nur auf dem Wege über den Völkerbund erreicht werden könne, dem auch die bisherigen Neutralen angehören, und endlich begrüsst man die Stellungnahme der Schweiz, weil man den jetzigen Völkerbund, so schlecht und einseitig er auch sein mag, doch als Grundlage betrachtet, auf welcher besseres aufgebaut werden

kann. Man freut sich aber nicht minder aufrichtig über die starke Opposition, welche in der verwerfenden Minderheit zum Ausdruck gekommen ist und erblickt darin den erhobenen Warnfinger, welcher die führenden Staaten im Völkerbund daran erinnern soll, dass die jetzige Form des Bundes den Empfindungen der Neutralen doch nicht gerecht werde.

Anlässlich eines Empfanges, welchen die hier anwesenden Vertreter des *Internationalen Roten Kreuzes* am Dienstagabend gegeben haben und zu welchem alle Teilnehmer an der Konferenz geladen waren, von welcher ich in meinem letzten Brief schrieb[1], konnte ich das grosse Interesse feststellen, das allgemein der Abstimmung in der Schweiz entgegengebracht worden ist. Der norwegische Forscher Fritjof Nansen, der ebenfalls zugegen war, sprach mir seine besondere Freude aus.

Die Herren des Roten Kreuzes hatten mich als Vertreter der Schweiz ebenfalls zu dem Empfang geladen, und so bot sich mir die Gelegenheit, mit Herrn *Kopp,* Vertreter der Soviet-Regierung und gleichzeitig Führer der *deutschen* Soldatenräte in Russland, bekannt zu werden. Ich sprach Herrn Kopp natürlich von unserem Schweizertransport und von dem Befremden, das wir empfinden wegen der Verspätung der Ankunft des Zuges in Narwa. Kopp tat dergleichen, als ob er von der Sache so gut wie gar nichts wisse und meinte, die Schweizer werden zweifellos herausgelassen werden, sobald der Zug mit den Russen in Russland eingetroffen sein werde. Er fügte bei: «So viel ich weiss, sind die Russen bisher nicht über *Libau* hinausgekommen».

Die Herren des Roten Kreuzes sind sehr befriedigt von dem Ergebnis der Sitzungen, welche in den letzten Tagen stattgefunden haben und an welchen in der Hauptsache folgende Länder offiziell beteiligt waren: Deutschland, Soviet-Russland, Österreich, Ungarn, Tschechoslowakei, Jugoslavien, d.h. also: diejenigen Länder, welche jetzt noch Gefangene in Russland bzw. in Deutschland haben. Von deutscher Seite haben offizielle Vertreter des Auswärtigen Amtes mitgewirkt, und am Empfange von Dienstag ist der Minister des Auswärtigen auch erschienen. Die Verhandlungen sind geleitet worden durch Nansen als Vertreter des Völkerbundes.

[...][2]

---

1. *Dans ce rapport politique non reproduit du 17 mai 1920 le ministre de Suisse donnait quelques informations sur la conférence convoquée à Berlin pour traîter du rapatriement des prisonniers de guerre.*
2. *Suivent des informations sur les mouvements révolutionnaires en Allemagne, la situation en Turquie et sur le bolchevisme aux Etats-Unis.*

335

E 13 (B) / 279

Aide-Mémoire du Secrétariat général du Département de l'Economie publique, W. Bleuler

Copie *Bern*, 20. Mai 1920

NOTIZ BETREFFEND DIE NEUEN FRANZÖSISCHEN EINFUHRVERBOTE[1]

Wie mir Herr Dr. Eichmann heute mündlich mitteilte, soll die Stellungnahme der Schweiz gegenüber den neuen französischen Einfuhrverboten demnächst in einer Konferenz mit den Interessenten besprochen werden, nachdem die Verhandlungen zwischen unserer Gesandtschaft in Paris und den französischen Behörden ergeben haben, dass letztere bereit sind, auf Grund von noch zu treffenden Vereinbarungen gewisse Quantitäten der verbotenen Waren, namentlich der Seidenwaren, zur Einfuhr zuzulassen.

Es dürften bei der Behandlung dieser Frage unter anderm folgende Tatsachen und Gesichtspunkte in Betracht kommen:

1. Gemäss Art. 22 der Handelsübereinkunft von 1906 ist Frankreich berechtigt, Einfuhrverbote zu erlassen, sofern diese Verbote nicht nur gegenüber der Schweiz, sondern auch gegenüber den andern Staaten angewendet werden. Da die neuen französischen Verbote allgemeine Gültigkeit haben, liegt seitens Frankreichs keine direkte Vertragsverletzung vor.

2. Die Schweiz hat im I. Quartal 1920 bereits für 25 Millionen Franken Seidenwaren nach Frankreich exportiert, also, auch nach der Menge berechnet, mindestens ebensoviel wie vor dem Kriege in einem ganzen Jahr. Mit Rücksicht auf diesen Umstand und im Hinblick auf die gewaltige Passivität der französischen Handelsbilanz und den niedrigen Stand des französischen Kurses erscheint die französische Massnahme einigermassen verständlich.

3. Gegen die von den Interessenten (Zürcher Seidenindustrie-Gesellschaft und Genfer Handelskammer) vorgeschlagenen Repressalien – schweizerisches Einfuhrverbot für französische Seidenwaren und eventuell andere französische Waren – bestehen nach meinem Dafürhalten sehr ernste Bedenken. In erster Linie ist zu sagen, dass die Schweiz an der Verbesserung des französischen Kurses selber ein wesentliches Interesse hat und es von diesem Gesichtspunkte aus nicht ihre Aufgabe sein kann, sich französischen Massnahmen gegenüber, welche eine Verbesserung des Kurses anstreben, a priori schroff ablehnend zu verhalten. Dabei bleibe dahingestellt, ob Einfuhrverbote ein taugliches Mittel zur Erreichung dieses Zweckes sind oder nicht. Dass die französischen Einfuhrverbote die schweizerischen Exportinteressen in hohem Masse schädigen und dass infolgedessen auf eine Aufhebung bezw. Milderung derselben hingewirkt werden muss, steht allerdings ausser Frage. Es soll hier zunächst lediglich geprüft werden, ob schweizerische Einfuhrverbote als Gegenmassnahme tatsächlich in Aussicht zu nehmen sind oder ob ein anderer Weg eingeschlagen werden soll.

1. *Sur cette question, cf. aussi n^os 329, 356.*

4. Gegen den Erlass von Einfuhrverboten sprechen meines Erachtens folgende Erwägungen:

a. Ein Einfuhrverbot auf französische Seidenwaren wäre durch die wirtschaftlichen Verhältnisse der Schweiz an sich nicht begründet, sondern es hätte den Charakter einer reinen Repressalie. Die Verhandlungen mit Frankreich würden dadurch einen wenig freundschaftlichen Charakter erhalten.

b. Ein solches Verbot würde mit unserer bisherigen Stellungnahme in der Frage der Einfuhrbeschränkungen in Widerspruch stehen und könnte auch unsere künftigen wirtschaftspolitischen Verhandlungen präjudizieren.

c. wir wären gezwungen, das Einfuhrverbot nicht nur gegenüber Frankreich, sondern auch gegenüber andern Ländern zu handhaben, was nicht in unserer Absicht liegt und zu Schwierigkeiten Anlass gäbe, beispielsweise in unsern Beziehungen zu Italien.

d. Man würde uns in Frankreich entgegenhalten, dass wir gegenüber Massnahmen, welche Frankreich zum Zwecke der Verbesserung seiner Valuta trifft, mit Repressalien antworten, während wir uns mit den deutschen Einfuhrverboten stillschweigend abfinden.

e. Es ist nicht ausgeschlossen, dass Frankreich auf ein schweizerisches Einfuhrverbot für Seidenwaren wiederum mit andern Einfuhrverboten antworten würde (z.B. Schuhe, Maschinen), und es bestünde also die Gefahr, dass wir durch ein solches Einfuhrverbot Industrien, welche gegenwärtig ihre Produkte noch frei in Frankreich einführen können, schädigen, ohne der Seidenindustrie wesentlich zu nützen, abgesehen von den prinzipiellen Nachteilen einer derartigen Retorsionspolitik.

5. Unter diesen Umständen dürfte es doch wohl richtiger sein, von Repressalien einstweilen abzusehen und eine Verständigung zu suchen, sofern Frankreich vernünftige Konzessionen macht und letztere nicht an übertriebene Gegenforderungen knüpft.

6. Laut Mitteilung der Vertreter der Seidenindustrie liegen gegenwärtig noch unerledigte Aufträge im Betrage von 25 Millionen Franken vor. Das beste wäre natürlich, wenn Frankreich dazu gebracht werden könnte, diese Quantitäten noch zur Einfuhr zuzulassen. Sollte dies nicht möglich sein, so könnten wir uns wohl auch mit einem geringeren Betrage, z.B. 10—15 Millionen, lieferbar beispielsweise bis Ende Juli, begnügen. Es könnte dann wenigstens ein Teil der bestellten Waren in der nächsten Zeit abgeliefert werden. Dies würde gegenüber der Festsetzung von Monatskontingenten, wie sie von Frankreich wahrscheinlich vorgeschlagen werden, schon eine erhebliche Erleichterung bedeuten, namentlich deshalb, weil die Seidenpreise infolge der zu erwartenden guten Ernte wahrscheinlich sinken werden und es unsern Exporteuren vor allem daran gelegen sein muss, die bereits bestellten, verhältnismässig teuren Waren sobald wie möglich abliefern zu können, bevor die französischen Klienten ihre Aufträge annullieren.

Da in Frankreich eine grosse Nachfrage nach schweizerischen Seidenwaren vorhanden ist und die französischen Importeure infolge dessen auf möglichste Erleichterung der Einfuhr dringen, scheint mir die Wahrscheinlichkeit, in der angedeuteten Weise zu einer annehmbaren Verständigung zu gelangen, vorhanden zu sein.

336

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 mai 1920[1]

Sitz des Völkerbundes

Geheim Mündlich

Vizepräsident Schulthess gibt dem Rat Kenntnis von einer Reihe von Telegrammen und einem Schreiben des Gesandten Wagnière in Rom[2], aus denen hervorgeht, dass anlässlich der Tagung des Völkerbundsrats in Rom von belgischer Seite lebhaft daran gearbeitet wurde, die Verlegung des Sitzes des Völkerbunds nach Brüssel zu erwirken, wo die belgische Regierung ein grosses Gebäude zu diesem Zweck unentgeltlich zur Verfügung stellen würde. Da diese Bemühungen von England und Frankreich unterstützt werden, so besteht die grosse Gefahr, dass der Sitz des Völkerbunds der Schweiz entgeht. Das ergibt sich aus den Beschlüssen des Völkerbundsrats, wonach der provisorische Sitz des Völkerbunds in London bleiben soll, bis der Rat die Verlegung anordnet, nachdem die Völkerbundsversammlung über den definitiven Sitz entschieden haben wird, und wonach die nächste Tagung des Rats nicht, wie ursprünglich erwartet wurde, in Genf sondern in San Sebastian, die übernächste in Brüssel und die folgende an demjenigen Ort stattfinden wird, den die Völkerbundsversammlung als definitiven Sitz bezeichnen wird. Der Rat hat überdies England beauftragt, den Präsidenten Wilson aufzufordern, die erste Völkerbundsversammlung einzuberufen, wobei England einfliessen lassen soll, dass Brüssel als Versammlungsort erwünscht wäre. Von Genf war bei diesen Verhandlungen überhaupt nicht die Rede und es wurde auch anlässlich des ohne jeden Kommentar in der Versammlung des Völkerbundsrats verkündeten Beitritts der Schweiz mit keiner Silbe erwähnt. Die italienischen Delegierten im Völkerbundsrat, mit denen der Gesandte in Rom Rücksprache nahm und die in der Verlegung des Sitzes nach Brüssel vor allem das Bestreben erblicken, den Völkerbund dauernd möglichst stark unter französisch-englischem Einfluss zu halten, sprachen sich dahin aus, die Schweiz würde gut tun, so rasch als möglich die belgischen Bemühungen durch Anerbieten eines geeigneten Gebäudes in Genf für den Sitz des Völkerbundes auszugleichen.

Die Beratung spiegelt den überaus peinlichen Eindruck, den diese Nachrichten machen. Sie werden angesichts der der Schweiz früher gemachten Versprechungen auch von einem grossen Teil der Bevölkerung geradezu als beleidigender Vertrauensbruch empfunden werden und der Sache des Völkerbunds schweren Schaden bringen. Die allgemeine Meinung geht dahin, der BR müsse zur Wahrung der Würde und des Ansehens des Landes und seiner selbst Schritte tun, um der Schweiz den Sitz zu erhalten. Dies auch deshalb, weil, nur wenn der Sitz in

---

1. *Etaient absents: G. Motta, J.M. Musy.*
2. *Cf. n^os 326, 331,333.*

Genf ist, die Schweiz hoffen kann, einen spürbaren Einfluss auf den Völkerbund auszuüben. Die Aufwendung von 12 bis 15 Millionen für die Erstellung eines Gebäudes zur Unterbringung der Institutionen des Völkerbunds in Genf sei für die Gesamtheit der Völkerbundsstaaten eine Kleinigkeit, die Schweiz allein könne daran kaum denken, schon weil ein derartiges Kreditbegehren in den Räten einer unerfreulichen Erörterung rufen müsste. Genf sollte in dieser Hinsicht vorangehen. Sofern es erklären sollte, es müsse auf die Mithilfe des Bundes rechnen können, so wäre das nicht ohne weiteres abzulehnen. Auch wenn Genf in der Lage wäre, ohne starke Belastung des Bundes ein Völkerbundsgebäude zur Verfügung zu stellen, werde übrigens die Unterbringung der Völkerbundsorgane in Genf bei der dort herrschenden Wohnungsnot auf grosse Schwierigkeiten stossen und die Mithilfe des Bundes erfordern.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen:*

1. Der Bundesrat ist grundsätzlich der Meinung, es müsse alles, was möglich erscheint, getan werden, um der Schweiz den Sitz des Völkerbunds zu erhalten.

2. Das politische Departement wird beauftragt, eine Delegation des Genfer Staatsrats sowie Herrn A. BR. Ador auf morgen zu einer Konferenz mit der Delegation für auswärtige Angelegenheiten nach Bern einzuladen.

3. Es wird in Aussicht genommen, die Gesandtschaften in Paris, London und Rom, eventuell die Vertreter der Schweiz in allen dem Völkerbund angehörenden Ländern sowie in Washington zu gegebener Zeit zu veranlassen, bei den Regierungen, bei denen sie akkreditiert sind, vorstellig zu werden, indem sie dem Erstaunen des BRs darüber Ausdruck geben, dass bei den letzten Verhandlungen des Völkerbundsrats Genf als Sitz des Völkerbunds nicht erwähnt worden sei und darauf hinweisen, dass der BR auf die Durchführung des Beschlusses, wonach Genf der Sitz des Völkerbunds sein soll, rechne und aus diesem Grund verlangen müsse, dass die erste Tagung der Völkerbundsversammlung in Genf stattfinde.

4. Über eine durch das politische Departement an die Presse zu richtende Mitteilung über den Gegenstand der heutigen Verhandlung wird sich Vizepräsident Schulthess nach telephonischer Rücksprache mit Bundespräsident Motta schlüssig machen.

337

E 2001 (B) 8/8

L'ancien Conseiller fédéral, G. Ador,
au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
L

Paris, *25 mai 1920*

Mon cher Président,

Je vous confirme le télégramme que j'ai prié la Légation de vous envoyer.[1]

M. Bourgeois m'a paru tout à fait sincère quand il m'a assuré que jamais dans le Conseil de la S.d.N. on n'avait envisagé la possibilité d'une révision du Pacte et le

1. *Non reproduit.*

transfert du siège à Bruxelles. Le Conseil, en tout cas, ne soulèvera pas la question à l'Assemblée générale de *[novembre]* mais il n'est point impossible que quelqu'un la soulève. Il ne le croit pourtant pas.

Il m'a expliqué que tout avait été arrangé avant la session de Rome. Dès l'origine il avait été décidé que le Conseil se réunirait dans les pays dont font partie ses membres.

La Suisse ne s'étant pas définitivement prononcée avant le 16 mai, il ne pouvait être question de Genève et quand le résultat du vote a été connu à Rome, il était trop tard pour revenir sur les engagements pris envers Bruxelles. Telles sont, suivant M.B., les raisons qui ont fait choisir Bruxelles, mais il a ajouté que nous n'avions pas lieu de nous inquiéter — rien n'étant compromis ni préjugé concernant le siège, qui reste acquis à Genève.

Je ne lui ai pas caché l'effet déplorable que produirait en Suisse — après le 16 mai, une décision contraire — ni l'impression pénible que j'avais ressentie en apprenant les décisions de Rome.

J'aime à croire que M.B. a été sincère et que mes inquiétudes n'étaient pas fondées.

M. Monnet, le second de Sir Drummond, que j'ai également vu, m'a parlé dans le même sens, tout en estimant que le Secrétariat devait rester encore quelques mois à Londres. Suivant lui, ce sont surtout des considérations pratiques qui ont fait choisir Bruxelles pour l'assemblée. Meilleurs locaux, siège d'ambassades et de légations permettant aux délégués de communiquer avec leurs Gouvernements par télégrammes chiffrés, meilleure organisation d'un service de publicité, etc. J'ai réfuté tous ces arguments qui n'ont pas grande valeur.

Je pars demain pour Londres et verrai Balfour et Sir Eric Drummond.

Ici tout est désorganisé ensuite de l'accident du Président Deschanel.

M. Monnet prépare le travail de la Conférence financière. Je crains d'avoir accepté une tâche très lourde[2] et de devoir passer plusieurs jours à Bruxelles avant la Conférence pour étudier tous les dossiers. Si la Conférence de Spa est maintenue au 21 juin, on ne prévoit pas que la Conférence puisse se réunir avant le 10 juillet.

Bien cordialement à vous

G. Ador.

---

2. *G. Ador était Président de la Conférence internationale de Bruxelles.*

338

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 28

London, 25. Mai 1920
(*Ankunft:* 26. Mai)

Ihr Telegramm 98.[1] Danke für die Mitteilung. Alle meine Bemühungen Drummond zu sehen, der soeben von Paris angekommen ist, waren vergeblich. Ich habe jedoch ein Rendez-vous für morgen nachmittag verabreden können. Ich habe heute seinen Sekretär und Sir Herbert Ames gesehen und glaube schon jetzt auf Ihre 3 Fragen antworten zu können:

1. Der Rat wird sich Ende Juli in San Sebastian, Ende September in Brüssel versammeln.

2. Wilson wurde durch ein Telegramm von Rom eingeladen, die Versammlung im November einzuberufen. Der Name Brüssel ist im endgültigen Text des Telegramms nicht erwähnt. Der englische Botschafter soll jedoch beauftragt sein, dem Präsidenten diese Stadt vorzuschlagen.

3. Die Frage der Verlegung des Sekretariates wird der Versammlung vorgelegt werden, wenn ich auch nicht erfahren konnte, in welcher Form. Wie man mir mitteilt, ist der Wortlaut dieses Vorschlages noch nicht festgesetzt. Das Sekretariat hofft, heute abend seinen Bericht über die Sitzung in Rom beenden zu können.

Ich hatte eine Unterredung mit Albert Thomas, der grosse Geschicklichkeit und Tätigkeit von seiten der Gegner Genfs feststellt. Thomas ist der Ansicht, dass die schweizerische Regierung unverzüglich handeln sollte und eine offene Diskussion veranlassen sollte, indem sie mit äusserstem Nachdruck Artikel 7, ihren Kampf zugunsten des Völkerbundes, die Volksabstimmung und das Recht des Bundesrates geltend macht, zu wissen, was sich vorbereitet. Was ihn anbetrifft, wird er deutlich die Frage in bezug auf die Verlegung der Arbeitsbureaux aufwerfen, indem er Partei für Genf nimmt, aber er wünscht die Versicherung zu haben, dass die schweizerische Regierung in diesem Sinne energisch handeln wird. Ich habe ihm geantwortet, ohne Détails anzugeben, dass er auf eine Aktion des Bundesrates rechnen könne. Thomas glaubt, dass Gefahr im Verzug ist.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir zu meiner persönlichen Information mitteilen wollten, ob Sie bei Präsident Wilson eine Demarche unternommen haben.

---

1. *Ce télégramme chargeait le Ministre Paravicini de se renseigner à Londres sur les questions dont on lit les réponses ci-après, cf.* E 2200 London 32/1.

339

E 2001 (B) 8/23

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini

L AE. Confidentiel
Société des Nations

Berne, 25 mai 1920

Par votre dépêche du 3 mai,[1] vous avez bien voulu attirer notre attention sur les débats qui ont eu lieu le 29 avril dernier, dans la Chambre des Communes anglaise, sur la politique générale de la Société des Nations. Nous avons remarqué avec un intérêt particulier la déclaration faite par Lord Robert Cecil, suivant laquelle le Conseil de la Société des Nations aurait dû entreprendre une action plus énergique lors du conflit franco-allemand qui s'était dessiné sur le territoire de la Ruhr.

A propos de ce conflit, nous avons l'honneur de vous transmettre, pour votre information, le texte d'un mémorandum[2] adressé à Sir Eric Drummond par la Ligue allemande de la Société des Nations et dont les conclusions nous paraissent être exactes.

Nous vous serions reconnaissants de vous renseigner, à l'occasion et à titre tout à fait officieux, auprès du Secrétariat général de la Société des Nations, sur la suite que les autorités de la Ligue ont cru devoir donner à la requête en question. Ainsi que notre Légation à Berlin nous l'a fait connaître, le Secrétariat général de la Société des Nations ne semble pas avoir communiqué, jusqu'à présent, une réponse quelconque.[3]

Il va sans dire qu'en marquant notre intérêt aux tentatives de donner une action aussi étendue que possible aux organes de la Société des Nations, nous ne voulons, en aucune façon, intervenir dans les conflits politiques entre les Puissances.

---

1. *Non reproduite.*
2. *Non reproduit, cf.* E 2200 London 32/3.
3. *Par lettre du 12 juin 1920, Paravicini transmit la réponse que lui a fournie le Secrétaire général de la Société des Nations:*
[...]
Sir Eric sagte mir, dass hierauf eine einfache Empfangsbestätigung erfolgt sei; zu irgendwelcher weiteren Rückäusserung gegenüber der deutschen Liga für Völkerbund habe kein Anlass vorgelegen, schon aus dem Grunde nicht, weil die Note selber eine Antwort in materieller Hinsicht nicht erfordere. (E 2001 (B) 8/23). *D'après la lettre du 9 août 1920 de Paravicini à Dinichert, la note de protestation du Gouvernement allemand, datée du 8 avril, à la Conférence alliée des Ambassadeurs est restée sans réponse de la part de la Société des Nations, parce qu'elle a été remise* lediglich zur Kenntnisnahme *(ibidem).*

340

E 2001 (B) 8/8

La Légation de Suisse à Londres à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception
T n° 30

Londres, 26 mai 1920
(*Reçu:* 27 mai)

Je confirme mon télégramme numéro 28,[1] M. Ador vous fait savoir ce qui suit: «J'ai eu une entrevue avec M. Thomas ce matin. Il maintient sa volonté d'installer l'Office Travail à Genève et il a adressé à ce sujet un long rapport au Conseil de l'Office Travail qui se réunit huit jours à Gênes. Il compte absolument sur l'appui très énergique des Délégués suisses. Il est toujours inquiet sur influence agissant dans les coulisses contraire aux décisions office. J'ai vu cet après-midi avec Ministre Paravicini Sir Eric Drummond[2] qui déclare nettement avoir assisté à toutes séances officielles et officieuses à Rome et que, jamais, il n'a été question de transférer le siège et le Secrétariat à Bruxelles. La résolution votée est la suivante:

«Que le Secrétariat soit autorisé à rester à Londres où son siège provisoire est actuellement établi et que la date du transfert au siège permanent soit fixée par le Conseil après que l'assemblée aura pu délibérer à ce sujet.» Fin de la résolution.

D'après lui la réunion de l'Assemblée générale à Bruxelles est uniquement un témoignage de politesse envers la Belgique à laquelle on n'avait pas accordé le siège de la Ligue. Ce choix ne préjudicie en rien pour l'avenir. Drummond personnellement ne désire nullement transférer Secrétariat à Bruxelles, l'installation prochaine du Secrétariat à Genève lui paraît impossible en vue des préparations concernant les travaux de l'assemblée, il prévoit en tout cas maintien du Secrétariat à Londres jusqu'en janvier. D'après texte du télégramme envoyé à Président Wilson que nous a communiqué Drummond,[3] le Conseil unanime a effectivement recommandé la ville de Bruxelles. Pour le communiqué officiel que vous projetez de faire à Secrétariat selon votre télégramme Numéro 98 adressé à Ministre Paravicini, vous pouvez vous baser sur ces renseignements. Prière ne pas mentionner que Drummond affirme ne pas désirer aller à Bruxelles dans communiqué éventuel à la presse.

---

1. *Cf. n° 338.*
2. *La notice de Drummond sur cet entretien est reproduite en annexe.*
3. *Cf. n° 333, note 2.*

ANNEXE

LEAGUE OF NATIONS.

SEAT OF THE LEAGUE AND OF THE FIRST MEETING OF THE ASSEMBLY.

Note, by the Secretary General of an interview with M. Ador and the Swiss Minister in London on 26th May, 1920.

I interviewed M. Ador, and the Swiss Minister, this afternoon. M. Ador raised the question of the choice of Brussels for the Assembly and that of San Sebastian for the next meeting of the Council. He also mentioned a rumour which had reached him that the Secretariat was to be transferred to Brussels before the Assembly meeting. He expatiated at some length on the grievance which he said the Swiss would justly feel if they were now deprived of the Seat of the League, and especially emphasised the fact that the Swiss Government had made great play of this point during the recent campaign preceeding the referendum; that, if the choice of Geneva were revoked, the Government would find themselves in a very difficult position towards the Swiss people who would feel that they had been deliberately tricked.

I took the points one by one, and explained to him that the question of the Permanent Seat of the League had not been discussed by the Council even in their private meetings; that it had been assumed that Geneva was to be the permanent seat as stated in the Covenant, though I reminded him that this could be changed by a decision of the Council. In this connexion he raised the point as to whether such a change would have to be effected by unanimity or by a majority. I told him that this was a legal question on which I did not feel capable of expressing an opinion.

I then gave him the reasons which had led to Brussels being unanimously put forward for the place of meeting for the first Assembly. I laid stress on the fact that as Brussels had not been chosen for the permanent seat, Belgium was certainly entitled to have some compensatory advantage, and I felt sure that this had been particularly in the minds of all the members of the Council when they put forward Brussels. I also told him of the material advantages, such as communications, accommodation, the existence of Embassies and Legations in the town which at present made Brussels a peculiarly suitable choice. I gave him a copy of the telegram to President Wilson.

As regards the transfer of the Secretariat of the League to Brussels I explained to him that this had never been suggested, and gave to him a copy of the resolution passed by the Council authorising the Secretariat to remain in London till the Assembly; and added that, for my part, I entirely agreed with this procedure and that I could not undertake the responsibility of making arrangements for the Assembly and simultaneously transfer the Secretariat to another home.

Monsieur Ador and the Swiss minister seemed quite satisfied with my explanations, especially as the resolution passed by the Council mentioned the *date* of transfer and did not call in question the place.

341

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, G. Motta

L 95/B Bern, 26. Mai 1920

Wir empfingen Ihr Schreiben vom 11.ds. (B 51.352. J l.A.T.),[1] mit welchem Sie uns davon Kenntnis geben, dass die Verhandlungen mit Frankreich, Belgien und Italien betreffend die Behandlung der durch den Krieg geschädigten Schweizerbürger bis jetzt resultatlos verlaufen sind, indem die Regierungen der genannten Länder es ablehnen, die Sinistrés schweizerischer Nationalität hinsichtlich der Entschädigungen den eigenen Staatsangehörigen gleichzustellen. Sie werfen die Frage auf, ob es, was speziell Italien anbetrifft, nicht angezeigt wäre, diese Frage im Zusammenhang mit den Verhandlungen über den Abschluss einer Arbeitsübereinkunft weiter zu verfolgen, wobei als Kompensation für die Gleichstellung der italienischen Staatsangehörigen in der Sozialversicherung zu verlangen wäre, dass die Schweizerbürger, welche in Italien durch den Krieg zu Schaden gekommen sind, gleich behandelt werden wie die Kriegsgeschädigten italienischer Nationalität.

Wir sind mit Ihnen der Auffassung, dass alle Möglichkeiten, die berechtigten Interessen der kriegsgeschädigten Schweizer wirksam zu vertreten, geprüft werden müssen. Ob es sich empfiehlt, diese Frage mit den Verhandlungen betreffend die Arbeitsübereinkunft mit Italien zu verbinden, erscheint uns indessen zweifelhaft. Es bestehen unseres Erachtens gegen eine solche Lösung namentlich insofern Bedenken, als es sich bei der Entschädigungsfrage unsererseits um einen Rechtsanspruch handelt, während die Wohltaten der schweizerischen Sozialgesetzgebung grundsätzlich nur dann auch den ausländischen Arbeitern eingeräumt werden können, wenn das Ausland in der Lage ist, materiell Gegenrecht zu halten. Dazu kommt, dass eine Vereinbarung mit Italien im Sinne Ihrer Anregung unsere Ansprüche gegenüber Frankreich und Belgien präjudizieren würde, was umso unerwünschter wäre, als die Interessen der kriegsgeschädigten Schweizer in diesen Ländern viel grösser sind als in Italien. Wie wir Ihrem Schreiben entnehmen, beläuft sich der Totalbetrag der Kriegsschäden in Italien, die bis zum 31. März von Schweizerbürgern angemeldet worden sind, nur auf etwa 100000 Franken, also auf eine relativ recht unbedeutende Summe, sowohl im Vergleich zu den Leistungen, welche sich für die Schweiz auf dem Gebiete der Sozialversicherung durch die Gleichstellung der italienischen und der schweizerischen Staatsangehörigen ergeben würden, als auch im Vergleich zu den Forderungen aus Kriegsschäden gegenüber Frankreich und Belgien.

Immerhin möchten wir Ihnen vorschlagen, diese Angelegenheit an der Konferenz, die wir mit unserm Schreiben vom 19.ds. angeregt haben, zu besprechen.

Wir möchten auch noch darauf hinweisen, dass es sich bei dem Zugeständnis, das Italien in der Arbeiterfrage gemacht werden müsste, um eine dauernde Kon-

1. *Cf. n° 323.*

zession handeln würde, deren Wert auf mindestens jährlich 700000 Franken geschätzt werden muss. Werden nun, wie es wahrscheinlich ist, die Entschädigungen der Unfallversicherungsanstalt erhöht, so steigt diese Summe. Die Schweiz würde also viel besser tun, die Geschädigten aus ihrer eigenen Tasche zu bezahlen, statt Italien ein solches Zugeständnis zu machen. Aber wir finden überhaupt, dass zwei so verschiedene Gebiete nicht miteinander verknüpft werden sollten, zumal es sich eben hier um einen einmaligen Fall handelt, während das Zugeständnis ein dauerndes wäre. Dazu kommt nun noch, wie bereits berührt, dass mit einer Konzession bei Belgien und Frankreich nichts erwirkt werden könnte, da die in Betracht fallenden Arbeiter dieser Länder keine hohe Zahl erreicht.

342

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mai 1920[1]

1753. Sitz des Völkerbundes

Politisches Departement
Antrag vom 27. Mai 1920

Bundespräsident Motta gibt nach einem Überblick über den derzeitigen Stand der Frage des Völkerbundssitzes der Meinung Ausdruck, der Bundesrat habe ein grosses Interesse daran, die Frage so bald als möglich zur Abklärung zu bringen. Der Rat teilt diese Auffassung. Gemäss dem Antrag des politischen Departements wird daher beschlossen:

1. Die als Anlage I hier beigefügte, in der Beratung textlich bereinigte Note[2] ist an das Generalsekretariat des Völkerbundes abzusenden.

2. Sämtlichen dem Völkerbunde angehörenden Staaten ist die unter 1 erwähnte Note mitzuteilen.

3. Die als Anlage 2 hier im Entwurf beigelegte Note[3] ist an den Präsidenten Wilson zu richten unter gleichzeitiger Bekanntgabe der an den Völkerbund abgehenden Note. Der Vorsteher des politischen Departements wird ermächtigt, allfällig noch nötig erscheinende Änderungen am Text der an den Präsidenten Wilson zu richtenden Note vorzunehmen.

4. Der Text der Note sub Ziffer 1 ist nächste Woche zu veröffentlichen.

ANNEXE 1

Le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de faire connaître au Conseil de la Société des Nations, lors de sa dernière réunion à Rome, que le Peuple suisse, à la majorité des électeurs et des cantons, venait de ratifier l'arrêté des Chambres fédérales concernant l'accession de la Suisse à la Société des Nations.

---

1. *Etait absent: R. Haab.*
2. *Reproduite en annexe 1.*
3. *Reproduite en annexe 2.*

Le Conseil fédéral se croyait fondé à admettre que cette décision du Peuple suisse amènerait le Conseil de la Société à s'occuper immédiatement de fixer la date à laquelle le transfert des institutions de la Société à Genève, désignée dans le Pacte comme siège de la Société, pourrait avoir lieu. Aussi, l'absence de toute précision à ce sujet a-t-elle été pour le Conseil fédéral et pour le peuple suisse une surprise en même temps qu'une déception.

Le Conseil fédéral a appris, d'autre part, que les prochaines réunions du Conseil de la Société se tiendraient ailleurs qu'à Genève. Il a appris, en outre, qu'il serait question de faire convoquer la première Assemblée des Etats, non pas à Genève, siège de la Société, mais à Bruxelles.

Il ne peut entrer dans l'esprit du Gouvernement suisse de contester à Bruxelles et à la vaillante Nation belge les titres nombreux qu'elles possèdent pour aspirer à l'honneur de recevoir les premières assises internationales, mais il est trop naturel que le Gouvernement suisse attache un prix particulier à constater ici, de la manière la plus expresse, que cette réunion de la première Assemblée des Etats en dehors du siège de la Ligue consacré dans le Pacte ne saurait impliquer un préjudice quelconque au détriment ni de la Suisse en général ni de Genève en particulier.

La Suisse n'a point pris, en son temps, l'initiative de réclamer le siège; elle n'a jamais non plus élevé la prétention d'avoir chez elle toutes les institutions internationales qui dépendront de la Société. Elle avait été informée, en son temps, que, dans les milieux de la Conférence de la Paix, on envisageait avec faveur l'idée d'établir le siège de la Société des Nations en territoire suisse, au berceau de la Croix-Rouge. Le Conseil fédéral fut alors très heureux de faire savoir aux Présidents de la Conférence et de la Commission spéciale pour la Société des Nations que la Suisse considérerait comme un honneur insigne d'offrir son hospitalité à la Société des Nations. Le choix de Genève et l'incorporation de ce choix dans le Pacte lui-même ont rempli le Peuple suisse d'une satisfaction d'autant plus profonde qu'il y a vu un acte inspiré et dicté par des considérations politiques d'un ordre supérieur parfaitement conformes à ses idées et à ses aspirations concernant le développement ultérieur de la Société. C'est dans ces conditions non équivoques que le vote du Peuple suisse, manifestation solennelle et unique de la volonté immédiate d'une Nation en faveur des principes de la Société, est intervenu.

Le Conseil fédéral serait donc très reconnaissant d'être fixé prochainement au sujet de la date où le transfert effectif du siège à Genève pourra se faire. Le canton et la ville de Genève feront certainement tout leur possible en vue de faciliter l'installation de la Société des Nations.

ANNEXE 2

A la Légation de Suisse à Washington

Veuillez remettre la note suivante au Président Wilson:

Le Conseil fédéral suisse adresse au Secrétariat général de la Société des Nations et communique aux Etats Membres la note ci-annexée. Connaissant le grand intérêt que M. le Président des Etats-Unis a porté à la question du siège de la Ligue, et sûr des sentiments particulièrement amicaux de la grande République américaine pour la Suisse, le Conseil fédéral tient à porter la note à la connaissance de M. le Président des Etats-Unis. Le Peuple suisse s'étant déclaré franchement, et en conformité avec ses institutions démocratiques, en faveur de la Société des Nations, ne saurait comprendre qu'au lendemain de sa décision, l'art. 7 du Pacte ne devrait pas être immédiatement mis en exécution, mais que la question du siège, clairement résolue aux termes de cet article, pourrait former l'objet de nouvelles délibérations.

Le Peuple et le Gouvernement suisses attachent le plus grand prix aux principes élevés qui ont déterminé les auteurs du Pacte à établir le siège à Genève, et ils espèrent, dans l'intérêt de la Société des Nations même, que ces principes ne seront jamais abandonnés ou affaiblis.[4]

---

4. *Le texte télégraphié le 29 mai à Washington avait la teneur suivante:*

[...] Convaincu des sentiments particulièrement amicaux de la grande République américaine pour la Suisse et connaissant le grand intérêt que le Président des Etats-Unis a porté à la question du siège de la Ligue, le Conseil fédéral tient à lui communiquer cette note. Le Peuple suisse

ne saurait comprendre qu'au lendemain de son vote favorable à l'acession de la Suisse à la Société des Nations, la question du siège, clairement résolue par l'article 7 du Pacte, fut de nouveau remise en question. Le Peuple et le Gouvernement suisses attachent le plus grand prix aux raisons politiques d'ordre supérieur qui ont dicté aux auteurs du Pacte le choix de Genève et ils espèrent que la Ligue, dans son propre intérêt, demeurera *[fidèle]* à cette ligne de conduite. (E 2001 (B) 8/8).

343

E 2001 (B) 1/97

Le Gérant intérimaire du Consulat de Suisse à Stockholm, W. Uddenberg, au Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert

L WU/DN Stockholm, 29. Mai 1920

Ich beehre mich, Ihnen den Empfang Ihrer werten Zuschrift vom 23. vor. Mts.[1] betreffend die Erfahrungen, die Schweden mit Vertretern der russischen Sovjet-Regierung gemacht hat, hierdurch zu bestätigen.

Ich habe mich diesbezüglich an den Generalsekretär des Kgl. Ministeriums des Auswärtigen, Kammerherr *Boström,* gewandt, welcher dabei zuerst erwähnte, dass, seitdem die hiesige russische Sovjet-Legation seinerzeit von Schweden ausgewiesen wurde, kein einziger Vertreter der Sovjet-Regierung in Schweden gewesen ist. Hingegen ist kürzlich, wie Ihnen ohne Zweifel bekannt ist, eine Handelsdelegation, mit dem russischen Handelsminister Krassin an der Spitze, hier im ganzen etwa 8 Tage gewesen. Die Schwedische Regierung hat aber diese Delegation nur als Vertreter des russischen Centrosojus angesehen und mit derselben als solcher verhandelt. Herr Boström erwähnte, dass es ihm bekannt war, dass diese Delegation während ihres Aufenthaltes hier mit den schwedischen Bolschewiken in Verbindung gestanden hatte. Was dabei vorgekommen war, war ihm nicht bekannt. Er schien aber nicht zu glauben, dass irgendwelche nennenswerte politische Propaganda seitens der Mitglieder der russischen Delegation vorgekommen sei. Herr Boström fügte hinzu: «Unsere schwedischen Bolscheviki verstehen so gut selbst politische Propaganda zu treiben, dass ich kaum glaube, dass sie in der Hinsicht von diesen Russen beeinflusst werden können.»

Obgleich Sie in Ihrer werten Zuschrift schreiben, dass Sie über die Verhandlungen selbst nicht orientiert zu werden wünschen, so gestatte ich mir doch, Ihnen gleichzeitig einige Mitteilungen über das Resultat der Verhandlungen zwischen der Schwedischen Regierung und der Delegation von Krassin zu machen.

Ich habe diese Mitteilungen teils durch eine Veröffentlichung des Königl.Ministerium des Auswärtigen teils auch durch mein oben erwähntes Gespräch mit dessen Generalsekretär, Herr Boström, erhalten.

Die in der Presse veröffentlichten Mitteilungen, dass geschäftliche Übereinkommen, welche mit der russischen Handelsdelegation getroffen worden sind, dem Gutheissen mehrerer offizieller Instanzen unterworfen waren, ist unrichtig.

---

1. *Cf. n° 320, note 1.*

Derartige vorkommende Vereinbarungen werden von schwedischer Seite von Privatpersonen getroffen und werden nicht dem Gutheissen der Behörden unterstellt. Es ist doch selbstverständlich, dass in dem Masse, wie eine Vereinbarung von der Beschaffenheit ist, dass dieselbe Gesetze und Verordnungen berührt oder sonst so abgefasst ist, dass vom politischen Gesichtspunkt aus keine Sicherung für den Erwerbsbetrieb vorhanden ist, von zuständiger Seite Anmerkungen gemacht werden müssen. Im übrigen hat der Privat-Industrielle oder Kaufmann auf eigenes Risiko hin zu handeln.

Anlässlich dessen, dass dem Anschein nach in gewissem Umfange eine Handelsverbindung mit dem Centrosojus aufgenommen werden soll, kann man erwarten, dass unter gewissen, von Herrn Krassin als Vertreter des Centrosojus angenommenen Voraussetzungen — dass die Personenwahl geprüft wird und jeglicher Betrieb oder Unterstützung politischer Propaganda ausgeschlossen sind — eine kleinere Vertretung des Centrosojus nach hier kommt unter der Bedingung, dass der schwedischen Delegation, die event. nach Russland gesandt werden könnte und welche in solchem Falle vom schwedischen Allgemeinen Exportverein auserwählt werden soll, u.a. volle Reziprozität bewilligt wird.

Von schwedischer Seite wurde in diesem Zusammenhang betont, dass dieses Übereinkommen in keiner Weise das Verhältnis der schwedischen Regierung zur russischen Sovjetregierung berührt, somit auch nicht die Forderungen oder die Schadenersatzansprüche des schwedischen Staates oder schwedischer Staatsangehöriger, hinsichtlich welcher infolgedessen die schwedischen Rechtsansprüche nach wie vor in ihrer ganzen Ausstreckung geltend gemacht werden.

Die Vertretung des russischen Centrosojus, welche nach Schweden entsandt werden sollte, würde unter anderm das Recht erhalten, zweimal wöchentlich einen Kurier nach Russland abzusenden und auch solche von Russland zu empfangen. Jeder solcher Kurier darf höchstens drei /3/ Kg. versiegeltes Gepäck mitführen und wird *nicht* als diplomatischer Kurier angesehen. Herr Boström sagte, dass dieses Übereinkommen ausschliesslich aus dem Grunde zu Stande gekommen sei, um der Vertretung des Centrosojus zu ermöglichen, ihre Geschäftskorrespondenz geheim zu halten.

344

E 2001 (B) 8/8

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey,
au Chef du Département politique, G. Motta

L L.2/5. Confidentiel. Bruxelles, 31 mai 1920
Très urgent

Vous confirmant mon télégramme de ce jour[1] au Département politique, je m'empresse de vous informer que j'ai donc remis aujourd'hui à midi personnellement à M. Hymans, la note du Conseil fédéral au Conseil de la Société des

1. *Non reproduit.*

Nations.[2] M. Hymans, qui dans toute cette affaire de la compétition de Genève et de Bruxelles a été toujours avec moi d'une correction parfaite, a pris connaissance sous mes yeux du texte et m'a dit ensuite: «Je puis vous dire, M. Barbey, que la délégation belge n'a fait à Rome aucune démarche quelconque pour réclamer la réunion de novembre à Bruxelles. Mais je dois ajouter, a-t-il repris un peu plus tard, que si votre Gouvernement tentait maintenant de faire revenir le Conseil de la décision prise pour l'*Assemblée générale* de novembre, ce geste serait très mal interprété ici, où la décision prise a causé une vive satisfaction. Je vous le dis catégoriquement, une tentative de ce genre serait extrêmement malheureuse.»

J'ai alors touché deux mots à M. Hymans de la situation délicate où nous nous trouvons en Suisse et en particulier à Genève, vis-à-vis de notre peuple, après la désignation publique qui avait été prise. Mais il n'a rien ajouté et j'ai préféré ne pas insister. D'ailleurs, il paraissait fort préoccupé au sortir d'un conseil de cabinet où l'on avait discuté la question de Hollande, qui passe par une phase très critique.

J'ai tenu à vous faire part immédiatement de cet entretien et de l'opinion de M. Hymans qui, je le répète, a toujours été fort objectif dans cette question et à l'opinion duquel nous devons prêter une grande attention, me semble-t-il.

---

2. *Cf. n° 342.*

345

E 2200 Paris 1/1580

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Président de la Conférence de la Paix, A. Millerand

Copie
L

Paris, 31 mai 1920

Par note du 9 novembre 1919,[1] adressée à votre prédécesseur, j'avais, au nom de mon Gouvernement, exprimé le désir que, dans les Traités de Paix à conclure encore, un article fût inséré, confirmant la reconnaissance des garanties stipulées en faveur de la Suisse en 1815.

Le lendemain, Son Excellence M. Clemenceau m'avait répondu[2] que la suggestion du Conseil fédéral suisse avait été accueillie par le Conseil suprême et que le Traité de Paix avec la Bulgarie contiendrait un article identique aux articles 435 du Traité de Versailles et 375 du Traité de Saint-Germain.

Le projet de Traité avec la Turquie ne renfermant pas de disposition relative à la reconnaissance de la neutralité suisse, j'ai, conformément aux instructions du Gouvernement fédéral,[3] l'honneur de demander que mention en soit encore

---

1. *Cf. n° 143.*
2. *Cf. n° 143, note l.*
3. *Cf. n° 327, note 2.*

faite, tout comme ce fut le cas pour la Bulgarie. Si, ainsi que je me plais à espérer, cette proposition rencontre un accueil favorable, il semblerait au Conseil fédéral suisse superflu de reprendre tout le texte, y compris les dispositions concernant la question de Savoie et les zones franches; en effet, pour ne point charger inutilement le Traité avec la Turquie, on pourrait s'en tenir à la première phrase de l'article 435 du Traité de Versailles et insérer une formule de la teneur suivante: «Les Hautes Parties contractantes reconnaissent les garanties stipulées en faveur de la Suisse par les Traités de 1815 et notamment l'acte du 20 novembre 1915, garanties qui constituent des engagements internationaux pour le maintien de la Paix.»

Votre Excellence m'obligerait beaucoup en soumettant à la Conférence des Ambassadeurs ce désir du Conseil fédéral suisse et en consentant à me tenir informé de la décision qui interviendra.[4]

---

4. *Bien que le Gouvernement britannique, opposé d'abord avec l'Italie à l'insertion de cet article dans le Traité de Sèvres, ait déclaré dans sa note du 21 juin: [...]* that His Majesty's Government will not oppose the inclusion of such a clause, although its insertion would appear to be unnecessary in view of the fact that Turkey was not a party to the Treaty of Vienna (E 2001 (B) 8/6) *et bien que la Consultà ait télégraphié le 9 août à la Délégation italienne à Paris de ne faire* aucune objection *[...]* à l'insertion demandée par le Conseil fédéral (E 2001 (B) 8/6), *le Quai d'Orsay fit savoir à la Légation de Suisse à Paris, le 18 août 1920: [...]*

J'ai le regret de vous faire connaître qu'il n'a pas été possible de donner satisfaction à ce désir. Le Gouvernement français était des plus favorables à l'insertion de la clause dont il s'agit, qui toutefois n'a pas paru indispensable à certaines autres délégations alliées. L'unanimité étant de rigueur pour l'inscription de l'article sur la neutralité suisse, la date de la signature du Traité est arrivée sans que cet assentiment unanime se soit produit. (E 2001 (B) 8/6).

Dans sa lettre du 20 août au Département politique, le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris expliquait les raisons de cet échec: [...] D'après certaines indications recueillies au Ministère des Affaires étrangères, l'opposition serait venue surtout de l'Italie et de l'Angleterre. L'intention de plusieurs délégations aurait été de considérer la Turquie comme un Etat d'ordre secondaire à tenir sous tutelle. L'insertion dans le Traité de la Turquie de la reconnaissance de la neutralité suisse aurait été considérée comme sans intérêt pour nous, et cela aurait donné plus d'importance qu'on ne voulait à la Turquie. (E 2001 (B) 8/6).

En revanche, le Ministre d'Italie à Berne, L. Orsini, déclarait le 25 août au Ministre Dinichert:

En me référant à notre récent entretien, je regrette de vous informer que les instructions données par le Gt. du Roi à l'Ambassadeur d'Italie à Paris pour obtenir l'insertion dans le Traité de Paix avec la Turquie d'un article analogue à l'art. 435 du Traité de Versailles, n'ont pas eu le succès espéré, car elles sont arrivées à Paris trop tard.

Le Comte Bonin, notre Ambassadeur à Paris vient en effet de faire savoir à la Consultà que le Comité de Rédaction n'a pu insérer dans le Traité de Sèvres la disposition dont il s'agit en défaut d'une décision conforme du Conseil suprême et dans l'impossibilité de la provoquer à temps. (E 2001 (B) 8/6).

346

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 juin 1920[1]

1828. Abordnung der Schweizer Delegierten in die Rheinzentralkommission. Instruktionen für die Delegierten.

Politisches Departement (Auswärtiges).
Antrag vom 21. Mai 1920.
Antrag vom 27. Mai 1920.

Departement des Innern.
Mitbericht vom 2. Juni 1920.

Die schweizerische Gesandtschaft in Paris übermittelt eine Note des Präsidenten der Friedenskonferenz in Paris, Herrn Millerand, vom 15. Mai ds. Js.[2] Die Schweiz wird darin offiziell in Kenntnis gesetzt, dass ihr auf Grund von Art. 355 des Friedensvertrages von Versailles das Recht zustehe, zwei Vertreter in die Rhein-Zentralkommission abzuordnen, und sie wird eingeladen, die Ernennung dieser Vertreter vorzunehmen. Zugleich macht Herr Millerand die Mitteilung, dass die nächste Zusammenkunft der Zentralkommission auf den 21. Juni festgesetzt worden sei, und äussert im Namen der alliierten Mächte den Wunsch, die vom Bundesrat ernannten Delegierten möchten vor Zusammentritt der Kommission nach Paris abgeordnet werden, zum Zwecke der Fühlungnahme mit den alliierten Mächten.

Das politische Departement ist der Ansicht, dass dem Wunsche der alliierten Mächte entsprochen werden sollte.

Auf Grund der Vorlagen wird *beschlossen:*

A. Die schweizerischen Delegierten in die Rheinzentralkommission sind zum Zwecke der Fühlungnahme mit den Delegierten der allierten Mächte nach Paris abzuordnen.

B. Die schweizer. Gesandtschaft in Paris ist zu beauftragen, dem Präsidenten der Friedenskonferenz, Herrn Millerand, den Empfang seiner Note zu bestätigen und ihm die Ernennung der schweizerischen Delegierten mitzuteilen. Gleichzeitig soll Herr Millerand davon in Kenntnis gesetzt werden, dass die Schweiz bereit sei, die ernannten Vertreter zum Zwecke der Fühlungnahme mit den alliierten Mächten über die Rheinfrage nach Paris abzuordnen und dass der Bundesrat Herrn Millerand ersuche, ihm einen für diese Vorbesprechungen geeigneten Zeitpunkt vorzuschlagen.

C. Herr Miescher und Herr Vallotton werden in teilweiser Abänderung des Bundesratsbeschlusses vom 30. April ds. Js.[3] als schweizerische Delegierte in die Rhein-Zentralkommission einander gleichgestellt.

---

1. *Etait absent: E. Schulthess.*
2. *Non reproduite.*
3. *Non reproduit; dans ce procès-verbal, J. Vallotton avait été désigné en tant que «deuxième délégué» (cf.* E 1004 1/275 *n°* 1494); *aussi J. Vallotton fit-il opposition et demanda qu'il soit mis au même rang que le Conseiller d'Etat bâlois, Miescher; cf.* E 8170 (D) 7/5/30.

Die schweizerischen Delegierten werden ermächtigt, nicht bloss mit den alliierten Mächten zusammen, sondern auch mit den einzelnen Vertretern derselben, sowie der neutralen Staaten in persönliche Fühlung zu treten.

Sollte zwecks Auskunftserteilung an die schweizer. Delegierten oder zwecks persönlicher Fühlungnahme mit den Delegierten der andern Länder die Anwesenheit der Experten Direktor Mutzner und Direktor Stauffacher wünschenswert oder notwendig werden, so sind das politische Departement und das Departement des Innern ermächtigt, die beiden Experten Mutzner und Stauffacher sogleich nach Paris abzuordnen. Das politische Departement wird die Pässe für die beiden Herren vorsorglicherweise bereitstellen. Dasselbe gilt für den der Gesandtschaft in London zugeteilten Experten für die Rheinschiffahrtsfrage, Herrn Palliser, den das Departement des Innern hievon sofort in Kenntnis setzen wird, damit sein Pass ebenfalls vorbereitet wird.

D. Die Delegierten erhalten folgende Instruktionen:

1. Die Schweiz hält fest an dem ihr durch den Pariser- und Wienervertrag von 1814/15 und das allgemeine Völkerrecht garantierten Recht des freien unverbauten Rheines.

2. Diese Rechte, die nicht nur im Interesse der Schweiz, sondern von allen schiffahrttreibenden Nationen liegen, können durch keinerlei Mehrheitsbeschluss der Rhein-Zentralkommission wegdekretiert werden. Die schweizerischen Delegierten geben vor Beginn der ersten Sitzung der Kommission in diesem Sinne eine Erklärung ab und verweisen speziell auf Art. 116 der Wienerschlussakte, in dem festgestellt wird, dass Änderungen an den Schiffahrtsverhältnissen auf dem Rhein, wie sie durch den Wienervertrag und die in Aussicht genommene spätere Übereinkunft geschaffen werden, nur mit Zustimmung *aller* Uferstaaten erfolgen könne.

3. Die Schweiz verlangt, dass der von der internationalen Studienkommission in Paris ausgearbeitete Entwurf einer allgemeinen Schiffahrtskonvention als Grundlage der Revision der Schiffahrtsakte von 1868 genommen werde, soweit derselbe keine für die freie Schiffahrt nachteiligen Bestimmungen enthält.

Die in der Akte von 1868 in Art. 28 festgestellte Pflicht der Rheinuferstaaten, «innerhalb der Grenzen ihres Gebietes das Fahrwasser des Rheins und die vorhandenen Leinpfade in guten Stand zu setzen und darin zu erhalten», die auch im Pariser Entwurf vom 30. März 1920, Art. 9 wiederum betont wird, soll in Zukunft strenger nachgelebt werden. Insbesondere soll unverzüglich mit den Regulierungsarbeiten auf der Strecke Basel—Strassburg begonnen werden.

4. Von den schweizerischen Delegierten ist die Frage des dauernden Verzichts Frankreichs auf den Rhein-Seitenkanal und einer Kompensation hiefür in Form von Lieferung elektrischer Energie aus der Schweiz nach Frankreich *nicht* aufzuwerfen. Falls aber Frankreich diese Frage aufwerfen sollte, so haben die schweizer. Delegierten folgende Haltung einzunehmen:

a. Da die Schweiz auf Grund der Verträge von 1814 und 1815 das Recht auf die freie, ungehinderte Rheinschiffahrt besitzt, kann eine Verpflichtung zu irgend einer Kompensation *nicht* bestehen.

b. Falls die Schweiz durch eine Gegenleistung den endgültigen Verzicht Frankreichs auf Wasserkraftnutzung unterhalb Basels (Seitenkanal wie auch Stromkanalisierung) erreichen kann, soll eine *nach der Zeit befristete* und nach

der Menge begrenzte Ausfuhr nicht ohne weiteres von der Hand gewiesen werden. Die Delegierten sollen ausführen, dass die Schweiz der jetzigen schwierigen Lage Frankreichs volles Verständnis entgegenbringt und gerne bereit ist, *vorübergehend* auszuhelfen. Dabei sollte von Frankreich wenn immer möglich die Zusage erwirkt werden, als Gegenleistung für die Ausfuhr elektrischer Energie Kohlen zu liefern, indem geltend gemacht werden muss, dass die Schweiz eben an Kohlen Mangel leidet. Es ist von den schweizerischen Delegierten darauf hinzuweisen, dass Frankreich selber mit seinen (nach französischen Angaben) rund zehn Millionen Pferdekräften bei Mittelwasser (Pyrenäen, Alpen, Zentralmassiv) recht reichlich versehen ist und sich beispielsweise pro Einwohner viel besser stellt als England, Holland usw., dass die Schweiz mit Wasserkräften allerdings gut ausgestattet, dagegen mit Bezug auf Rohmaterialien, Bodenprodukte und Schiffahrt zufolge der geographischen Verhältnisse *weit* hinter den hauptsächlichsten europäischen Staaten und insbesondere hinter Frankreich zurücksteht. Auch vom Standpunkt der Billigkeit geht es nicht an, nur einzelne Faktoren in Parallele zu stellen.

Die Ausfuhr kann nur im Rahmen der eidgen. Wasserrechtsgesetzgebung zugestanden werden.

c. *Eine unbefristete Ausfuhrerlaubnis kann unter keinen Umständen in Betracht kommen.* Der Bundesrat wäre hiezu nicht kompetent, und selbst bei einer allfälligen Zustimmung durch die Bundesversammlung würde zweifellos vom Volk das Referendum ergriffen und eine so weit gehende Bindung abgelehnt werden. Allenfalls wird auch bis dahin die Staatsvertragsinitiative[4] in zustimmendem Sinne erledigt sein. Falls Frankreich den Gedanken einer unbefristenen Ausfuhr aufwerfen sollte, haben die Delegierten nachdrücklich darauf hinzuweisen, dass dies nur durch Volksentscheid bewilligt werden könnte und dass eine Zustimmung keinesfalls zu erwarten ist.

d. Als Frist für die Dauer der Ausfuhrbewilligung könnten 20—30 Jahre in Vorschlag gebracht werden. Quantität (Menge an Sommerkraft und allenfalls etwas Winterkraft) und Preis müssen späterer Prüfung vorbehalten werden. Sie hängen unter anderm vom Fortschritt des Ausbaues der schweizer. Wasserkräfte ab, der so rasch fortschreitet, als es die Geldbeschaffung ermöglicht.

5. Die Delegierten haben sich in Paris mit Bezug auf die *sofortige Aufnahme von Baggerungen* wenn möglich zunächst mit den Vertretern der einzelnen Länder persönlich ins Einvernehmen zu setzen, und wenn die Aussichten einigermassen günstig erscheinen, die Angelegenheit zunächst Frankreich allein vorzubringen. Mindestens ist anzustreben, dass Frankreich der Schweiz und Baden freie Hand gibt für die Durchführung der Baggerarbeiten.

---

4. *Cf.* FF, 1920, vol. IV, *p. 495 et ss et* FF, 1921, vol. I, *p. 433 et ss. Cette initiative a été acceptée par le peuple par 398 538 voix contre 160 004, et par 20 cantons contre 2, le 30 janvier 1921.*

347

E 2001 (B) 8/8

Le Chef du Département politique, G. Motta, à l'Ambassadeur de France à Berne, H. Allizé

Copie
L Y

Berne, 5 juin 1920

Mon cher Ambassadeur,

Je tiens à vous remercier tout particulièrement de votre lettre d'avant-hier[1] par laquelle vous me remettez la réponse[2] que M. Millerand, Président du Conseil des Ministres, a donnée aux communications que vous avez bien voulu lui faire au sujet de la question du transfert du siège de la Société des Nations à Genève.

Cette question nous tient, en effet, très à cœur. Je suis heureux de constater que la réponse de M. Millerand est de nature à dissiper en grande partie nos appréhensions.

Cependant, vous me permettrez de vous dire, avec cette franchise qui est le privilège et la condition de toute véritable amitié, quel est le point que j'aimerais voir tiré définitivement au clair.

D'après la réponse de M. Millerand, il ne serait aucunement question de modifier l'article 7 du Pacte. Cela signifie que le siège de Genève est et demeure assuré. La réunion des Etats à Bruxelles n'aurait qu'à fixer *la date* du transfert.

Or, il paraît évident que — le siège de Genève demeurant incontesté et incontestable — la question de *la date* du transfert ne peut avoir qu'une importance relativement secondaire. On ne comprend pas, dès lors, que cette date doive être fixée par l'Assemblée des Etats, tandis que l'ordre naturel des choses devrait placer cette mesure dans les mains du Conseil de la Société des Nations et de son organe d'exécution, le Secrétariat général.

Je ne pense pas qu'il soit utile d'attendre l'Assemblée des Etats pour prendre une décision au sujet de la date et, en tout état de cause, je pense qu'il est nécessaire de bien établir d'avance, sans aucune possibilité d'équivoque, que l'Assemblée, si même elle était appelée à se prononcer sur la date, n'aurait plus, à cette occasion, à revenir, pour quelque raison que ce fût, sur la question du lieu, définitivement résolue par le Pacte.

Si ces précisions, — qui sont d'ailleurs dans la ligne de la réponse de M. Millerand et qui correspondent, je crois, à l'esprit bienveillant de cette réponse, — étaient données, je ne doute pas que notre opinion publique serait tout à fait rassurée.

ANNEXE

Aucune proposition n'a été soumise à la récente séance du Conseil *[au sujet]* du Siège de la Société des Nations, qui vient de se tenir à Rome. Le Conseil n'a envisagé aucune modification au Pacte, pas plus en ce qui concerne l'article 7 que tout autre article et c'est du reste ce que M. Léon Bourgeois a eu l'occasion de déclarer à M. Ador à son retour d'Italie. Le Conseil n'avait qu'à se préoccuper du

1. *Non reproduite.*
2. *Reproduite en annexe.*

lieu de la réunion pour la convocation de la première assemblée. Il a pensé que dans les circonstances actuelles, et surtout pour des raisons d'ordre matériel, Bruxelles semblait la ville la plus favorable et il a suggéré ce choix au Président Wilson à qui l'initiative de la convocation appartient en vertu de l'article 5 du Pacte. Mais pas plus que les choix successifs de Paris, de Londres et de Rome pour les réunions du Conseil, cette désignation de Bruxelles n'est pas de nature à préjuger du siège définitif de la Société. Le Conseil a décidé d'autre part que ce serait à cette première assemblée de fixer la date du transfert du Secrétariat général provisoirement maintenu à Londres.

Ces explications sont de nature, je l'espère, à calmer les appréhensions du Conseil fédéral.

348

E 2001 (B) 8/9

Déclaration du Directeur du Bureau International du Travail, A. Thomas, au Conseil d'Administration, lors de la séance du 8 juin 1920[1]

TRANSFERT À GENÈVE

Sur un point grave encore, nous avons à solliciter un avis ferme du Conseil d'Administration.

Tous les Membres du Conseil se souviennent de la décision par laquelle, dans la session de mars, nous avons été autorisés à prendre une option pour la location de la propriété *Thudichum* à Genève. Munis de cette autorisation du Conseil, nous avons signé avec M. Thudichum le contrat en vertu duquel, le 10 juin prochain, nous devons ou prendre à bail pour trois ans la propriété de la Châtelaine ou payer 12,500 francs d'indemnité de dédit.

Le Conseil se souvient que nous avons tenu ainsi à ne pas nous laisser devancer par la Ligue des Croix-Rouges qui désirait faire cette location et que, d'autre part, nous avons dû nous ménager une possibilité de dédit, en particulier pour le cas où la Suisse n'aurait pas voté en faveur de son adhésion à la Société des Nations.

Le référendum populaire a eu lieu en Suisse le 16 mai. Le vote a été favorable à l'adhésion de la Confédération à la Société des Nations. Le Directeur aurait donc pu, en vertu même des pouvoirs qui lui étaient conférés par le Conseil, lever l'option dès le 17 mai.

Mais c'est ici que survient une complication grave.

Déjà, au lendemain de votre session de mars, dans une correspondance officieuse, le Secrétaire général de la Société des Nations, qui était cependant au jour le jour, au courant de nos négociations, s'était déclaré surpris que le Bureau International du Travail se fût engagé au point de signer un contrat de location, même avec faculté de dédit.

---

1. *En tête du document, G. Motta a noté de sa main:* Affaires étrangères. Cette copie d'un extrait de rapport m'a été donnée par M. le Cons. féd. Scheurer (remplaç. au Dép. de l'Economie publique). 31.6.20. Motta.

De cette correspondance, il résultait que le Secrétariat permanent et peut-être un certain nombre de Membres du Conseil exécutif de la Société des Nations, sans le proclamer publiquement, avaient l'intention de ne pas établir le siège de la Société des Nations à Genève, et de l'établir, semblait-il à Bruxelles.

Les entretiens que le Directeur a pu avoir à Rome avec M. Léon Bourgeois et avec M. Balfour sur ce sujet lui ont montré que cette intention existait bien en dépit des interviews solennelles données à la presse.

En outre, il a été déclaré au Directeur[2] que la fixation à Bruxelles de l'Assemblée générale de la Société des Nations au mois de novembre préjugerait en faveur de cette ville du siège même de la Société des Nations.

Certes, c'est au Conseil exécutif de la Société qu'il appartient en dernier ressort de décider du grave problème politique soulevé par cette question du siège de la Société.

Le sort du Bureau dépend cependant de telle manière de la solution adoptée que nous ne croyons pas sortir de notre rôle en signalant les graves inconvénients que peut avoir le renoncement au choix de Genève.

Les raisons que font valoir ceux qui souhaitent l'établissement de la Société des Nations à Bruxelles ne sont pas les raisons sentimentales ou les raisons de justice si nobles et si fortes qu'on faisait valoir naguère en faveur de Bruxelles. On fait valoir aujourd'hui la nécessité d'être en contact avec les grands centres politiques de Paris et de Londres.[3] On fait valoir les facilités plus grandes de communications, le meilleur agencement des lignes télégraphiques et téléphoniques, les services de presse plus complets, etc. ...Arguments à coup sûr discutables.

On peut se demander si la Société des Nations a raison de vouloir se confiner dans l'atmosphère du Conseil suprême et si, pour son avenir même, elle n'a pas à affirmer sa vie en dehors même et au-dessus des Gouvernements de l'Entente.

D'autre part, on peut se demander si ce changement du siège n'indisposera pas un certain nombre de Puissances qui avaient vu dans la fixation à Genève la preuve d'une entière volonté d'impartialité. On peut se demander encore si, après avoir commis sans doute une injustice à l'égard de la Belgique en donnant la préférence à la Suisse, on n'en commettra pas une nouvelle maintenant à l'égard de Genève et de toute cette Suisse romande qui a, par le référendum populaire du 16 mai, donné à la Société des Nations l'adhésion la plus solennelle et la plus complète qu'aucun autre peuple ne lui a jamais donné.

Enfin et surtout, en dépit de toutes les combinaisons nouvelles, à échéances incertaines, un seul point demeure fixe, une seule règle demeure pour ceux qui ont la charge d'accomplir sans délai la volonté des Etats contractants, c'est le texte du Traité. C'est en se conformant à ce texte que l'on peut éviter les incertitudes, sinon les aventures.

Avant même toutes considérations politiques, nous croyons devoir attirer l'attention du Conseil sur des questions matérielles qui sont essentielles pour l'avenir du Bureau.

C'est en novembre que l'Assemblée générale de la Société des Nations doit se réunir. En admettant que tout aille au mieux, il faudra encore plusieurs mois pour

---

2. *Remarque manuscrite de Motta en marge de cette phrase:* par qui?
3. *Point d'exclamation de Motta en marge.*

que le Secrétariat de la Société des Nations et le Bureau puissent s'installer à Bruxelles.

La Société des Nations, qui n'éprouve pas le besoin urgent de développer ses services comme nous avons besoin de développer les nôtres, qui sont prévus et dont la tâche est urgente, jouit en ce moment d'un immeuble où elle pourra rester aussi longtemps qu'elle siègera à Londres. *Les locaux qui ont été mis à notre disposition par l'Administration des Travaux Publics anglais doivent être évacués à la fin du mois.* Nous serons donc en toute hypothèse contraints déjà à un déménagement dans Londres.

Bien plus, nous sommes dans l'impossibilité de développer à l'heure actuelle nos services. Nos collaborateurs sont entassés les uns sur les autres dans des conditions déplorables pour le travail. Nous ne parlons même pas de la dispersion de notre monde en deux locaux séparés, ce qui a nui souvent au bon rendement.

Ajoutons que notre personnel, à qui nous avons pu dire, sur la foi du Traité, que nous irions un jour prochain à Genève et qui est venu à Londres en s'installant *provisoirement* avec l'espérance d'un établissement définitif quelques mois ou quelques semaines plus tard, se trouve à l'heure actuelle inquiet, préoccupé de cet avenir, bref plus ou moins démoralisé, et cela au moment même où nous devons lui demander un effort intense.

Nous comprenons mieux que quiconque l'intérêt qu'il y a, en dehors même des textes du Traité qui nous en fait une obligation, à ce que le Bureau et la Société des Nations soient dans une même ville et participent à la même vie. C'est par leur association qu'ils peuvent être forts. Une séparation définitive des deux organisations serait proprement néfaste.

Mais nous déclarons tout net ne pouvoir sacrifier l'avenir même du Bureau et sa vie aux hésitations ou aux combinaisons du Secrétariat de la Société des Nations ou du Conseil exécutif.

Au pis aller même, si d'ici un an la Société des Nations, décidant dans la plénitude de son pouvoir, devait fixer le siège commun à Bruxelles, nous croyons de l'intérêt du Bureau qu'il s'établisse actuellement à Genève au moins pour la durée du bail Thudichum. C'est pour lui le seul moyen de se développer, de créer l'homogénéité de son personnel, de réduire les petites rivalités qui peuvent naître entre personnel d'origine différente et d'assurer enfin le fonctionnement de tous ses services.

Rappelons encore que nous avions prévu que le transfert pourrait s'accomplir pendant que la plus grande partie du personnel serait à Gênes, — qu'ainsi serait évité pour l'ensemble du Bureau beaucoup de perte de temps, — que toutes les dispositions matérielles ont été prises, que nous ne sommes assurés de rien dans l'éventualité contraire, naguère encore imprévue.

Enfin et surtout une majorité en faveur du changement du siège n'est pleinement assurée ni au Conseil exécutif de la Société des Nations, ni surtout à l'Assemblée générale.

Dans quelle position ridicule se trouverait le Bureau si, après avoir abandonné son option, privé par la Ligue des Croix-Rouges ou par une autre Société des locaux qu'il croyait avoir à disposition, il était obligé d'attendre la création, la location ou même la construction d'un bâtiment certainement moins avantageux?

Notre option expire le 10 juin. Loin de pouvoir obtenir une prolongation du délai, nous avons été au contraire pressés tous les jours de télégrammes insistants de M. Thudichum.

Nous avons tenus à être couverts dans cette décision, dont nous ne nous dissimulons pas l'importance, par un vote du Conseil d'Administration. Nous lui proposons d'adopter la Résolution suivante:

«Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail,

considérant qu'il serait grave pour l'avenir du Bureau International de continuer à vivre dans des conditions provisoires et précaires qui ne lui permettraient pas de satisfaire d'urgence à toutes les tâches qui lui ont été tracées par le Traité de Versailles et la Conférence de Washington,

décide, en attendant une décision définitive de la Société des Nations, d'établir le siège du Bureau à Genève comme il est inscrit au Traité de Paix, et de lever l'option prévue dans le contrat passé avec M. Thudichum.»

Nous avons soumis au Comité du Budget les dispositions de détail que nous avons prises à l'occasion du départ en Suisse: indemnités de déplacement pour le personnel, frais de déménagement, etc.

Notre transfert à Genève, s'il est approuvé par vous, nous obligera à prendre avant la Société des Nations, un certain nombre d'initiatives, au lieu d'être couverts, comme nous l'avons été souvent, par les décisions antérieures de la Société.

La plus importante est celle qui touche les salaires.

Il nous paraît impossible de procéder immédiatement à une révision de tous les salaires. La seule méthode équitable nous semble d'établir les salaires du Bureau en francs suisses à raison de 25 francs par livre sterling, en dehors même des fluctuations du change.

Si, comme il paraît, la vie est à Genève plus chère qu'en Angleterre, peut-être faudra-t-il prévoir en outre une indemnité de cherté de vie, en attendant une révision d'ensemble des salaires.

C'est, en tout cas, sur le principe de la transformation des livres sterling en francs au pair que nous vous demandons de prononcer. Ce sera le point de départ de nos calculs ultérieurs.

349

E 2001 (B) 8/8

La Légation de Suisse à Rome à la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Copie de réception Rome, 9 juin 1920
T n° 90 (*Reçu:* 10 juin)

La déclaration faite par Millerand concernant le siège de la Société des Nations est d'après l'opinion de Tittoni sans valeur aussi longtemps que Bour-

1. *Note manuscrite de Dinichert en tête du document:* M. Rüegger. Quelle est cette déclaration? 10.6.20. D.; *il s'agit sans doute de la déclaration reproduite en annexe au n° 347.*

geois, comme délégué français dans le Conseil de la Société, ne l'a pas confirmée. Il serait utile de recevoir de Bourgeois une déclaration identique.[2]

2. *Par note du 14 juin 1920, L. Bourgeois fit transmettre par le Quai d'Orsay au Ministre Dunant une déclaration disant qu'à la session du Conseil à Rome* il n'a nullement été question *[...]* d'une modification à l'article 7 du Pacte, relatif au siège de la Société *et que* le Gouvernement de la République reste attaché au texte du Pacte qu'il a signé. (E 2001 (B) 8/8).

350

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Département de l'Economie publique à la Légation de Roumanie à Berne

Copie
N n° 2431. P.94/GB

Berne, 9 juin 1920

Par note du 19 mai, N°.1575,[1] la Légation royale de Roumanie à Berne a bien voulu faire part au Département politique fédéral du désir du Gouvernement roumain de se procurer en Suisse un crédit allant jusqu'à 10 millions de francs et devant servir exclusivement à l'acquisition de marchandises suisses. Tout en manifestant l'intention de s'adresser, pour obtenir ce crédit, à des institutions financières privées, la Légation a demandé au Gouvernement fédéral de lui faire savoir s'il pourrait donner son assentiment de principe à l'opération projetée.

Le Département fédéral de l'Economie publique n'a pas manqué d'examiner la question et a l'honneur de communiquer ce qui suit à la Légation de Roumanie:

Le marché monétaire suisse accuse actuellement une grande tension; en outre, les banques suisses ont leurs capitaux immobilisés pour une forte part. Dans ces conditions, il n'est guère probable que ces banques soient en mesure aujourd'hui d'entrer dans les vues du Gouvernement roumain.

Par contre, il serait peut-être possible de réaliser le projet dont il s'agit, en envisageant la voie d'un échange de marchandises. Comme contre-valeur des produits dont il ferait l'acquisition en Suisse, le Gouvernement roumain livrerait à celle-ci des marchandises roumaines, telles que du pétrole, de la benzine, des céréales, des matières fourragères, etc. Au cas où la Légation royale serait disposée à donner suite à cette suggestion, elle voudra bien se mettre en relations avec la Société coopérative suisse pour le développement du commerce extérieur, Berne (Rue de l'Hôpital 9) aux fins de négocier avec elle les conditions d'un échange de ce genre.

1. *Cf. n° 328.*

351

E 2200 Paris 1/1581

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant

L AE. La Société des Nations et le Liechtenstein

Berne, 9 juin 1920

Ainsi que vous le savez, la Principauté de Liechtenstein a commencé à soulever, déjà en automne 1919, la question de son admission dans la Société des Nations aux termes de l'article 1, al. 2 du Pacte. La Suisse ayant assumé la représentation diplomatique des intérêts de la Principauté, il est à prévoir que nous serons sollicités officiellement, dans un avenir rapproché, de transmettre la demande d'admission du Liechtenstein aux instances compétentes de la Société des Nations.

Dans ces circonstances, nous croyons devoir étudier de près les cas analogues qui se sont présentés dernièrement, où certaines Puissances ont secondé les démarches faites par les Gouvernements de petits pays ou d'Etats nouvellement constitués en vue de faciliter leur entrée dans la Société. Parmi ces cas, il convient notamment de relever la demande d'admission de la Principauté de Monaco qui a été soutenue, dès l'été 1919, par le Gouvernement français. En outre, la Géorgie, l'Estonie, l'Islande, le Luxembourg, la République de Saint-Marin et la République Ukrainienne ont demandé au Secrétariat général d'être admis dans la Ligue.

Dans sa dernière réunion à Rome, le Conseil de la Société des Nations s'est occupé de la question de l'admission de ces Etats[1], question qui ne peut du reste être tranchée, aux termes du Pacte, que par décision prise par l'Assemblée de la Société à une majorité de deux tiers. Le Conseil de la Ligue paraît avoir décidé, en attendant, de charger la nouvelle Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes de procéder à l'étude d'un règlement concernant les forces militaires de ces Etats.

Sur la base de ces indications, nous vous serions reconnaissants de vous procurer tous renseignements utiles sur les démarches préliminaires qui ont fait l'objet des délibérations à la dernière réunion du Conseil de la Ligue. Il nous serait particulièrement précieux d'avoir certaines précisions sur la forme dans laquelle la demande d'admission du Monaco a été présentée et sur l'attitude du Gouvernement français dans cette question.

Vu le caractère tout à fait officieux des démarches faites jusqu'à présent par les représentants du Liechtenstein, nous vous prions toutefois de ne pas faire allusion à la demande qui sera peut-être formulée par la Principauté.[2]

---

1. *Cf.* Procès-verbal de la 5ème session du Conseil de la Société des Nations, 1920, *p. 14 et p. 144.*
2. *Par lettre du 25 juin, le Ministre Dunant répondait:*

[...] Il résulte des renseignements obtenus jusqu'ici qu'en ce qui concerne la Géorgie, l'Estonie, etc., qui ne sont point encore reconnus, leur demande d'admission ne sera prise en considération que lorsque leur situation politique internationale aura été fixée de jure; ainsi que vous

l'indiquez vous-même, les forces militaires de ces futurs Etats doivent être examinées par une commission consultative spéciale qui, une fois ou l'autre, se mettra au travail; il semble que tout cela soit encore assez vague.

Par contre, le Luxembourg et la République de Saint-Marin auraient fait leur demande directement au Secrétaire général de la Société des Nations, en vertu de l'article, 1, alinéa 2, du Pacte, et cette demande figurera à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale.

Quant à Monaco, le cas est un peu spécial et voici pourquoi: L'article 436 du Traité de Paix de Versailles stipule en effet que «les hautes parties contractantes reconnaissent avoir pris connaissance et donner acte du Traité signé par le Gouvernement de la République française, le 17 Juillet 1918, avec S.A.S. le Prince de Monaco et définissant les rapports de la France et de la Principauté.» *[...]*

Je crois savoir qu'une des stipulations de cet accord franco-monégasque prévoit que le Gouvernement princier ne fera pas de convention politique sans s'être assuré le concours de la France (c'est l'esprit et non pas la lettre du Traité); et, en exécution de cet arrangement, la France aurait, en effet, servi de parrain pour présenter la requête de Monaco à la Société des Nations, laquelle statuera lors de son assemblée générale.

Vous voyez, M. le Président, qu'il n'y a pas similitude entre le Liechtenstein dont nous assurons la représentation diplomatique et le Monaco, qui a ses agents diplomatiques mais est lié par un contrat spécial à la France; j'estime dès lors que si le Liechtenstein désire être admis dans la Société des Nations, il peut fort bien s'adresser directement au Secrétaire général, tout comme l'ont fait le Luxembourg et Saint-Marin. (E 2200 Paris 1/1581).

352

E 2200 Paris 1/1582

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Paris, 11 juin 1920

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous rendre visite, le 26 avril, je m'étais permis de vous signaler la difficulté que j'éprouve à mener vers leur solution différentes affaires — très importantes pour nous —, parce que de réitérées démarches de ma part restent sans réponse du Gouvernement français. Depuis lors, six semaines ont passé et cette situation est loin de s'être améliorée. Je tiens à relever qu'au Quai d'Orsay je ne rencontre que des amis — dont quelques-uns furent même des camarades de jeunesse, et tous me réservent un accueil sympathique; mais lorsque l'affaire dont je les entretiens doit être transmise à un autre Ministère — et c'est souvent le cas — ou même à deux dicastères différents de l'administration française, je peux attendre vainement pendant des mois; le Quai d'Orsay a beau recharger par écrit ou par téléphone: on dirait qu'entre les Ministères de solides cloisons étanches ont été établies.

Et c'est ainsi que, pour bien des questions pendantes, je suis bloqué, tandis que pour d'autres je me trouve vis-à-vis d'une mentalité nouvelle, résultat de la guerre, et contre laquelle il est fort difficile de s'élever utilement. Remarquez, M. le Président, qu'il n'y a pas mauvais vouloir à l'égard de notre pays; les représentants d'autres Etats, voire même alliés, font non sans mélancolie la même constatation que moi: l'administration française traverse une crise, les fonctionnaires capables sont archi-occupés par les problèmes soulevés au Parlement ou

aux conférences de San-Remo, Folkestone et Bruxelles; les incapables n'osent pas prendre de responsabilité et se complaisent à laisser fermé un dossier qui les effraie; enfin, le nationalisme provoqué par la victoire se fait partout sentir.

Il y a là de quoi décourager les moins intentionnés; car c'est navrant de constater que les petits résultats obtenus parfois, ne sont en aucune proportion avec l'intensité et la persévérance de l'effort donné; et puis, que d'heures vainement employées pour des courses inutiles, alors que, pendant le même temps, j'aurais pu faire autre chose pour mon pays, par exemple des visites politiques.

Parmi les affaires qui «traînent» lamentablement ou me donnent du souci, vous me permettez de vous signaler:

a. dommages de guerre subis par nos compatriotes fixés dans les régions dévastées; vous savez par votre Service du contentieux que, jusqu'ici, je ne suis parvenu à rien du tout; je ne sais plus que faire, me trouvant vis-à-vis d'un Ministère absolument muet.

b. Aluminium Neuhausen; l'affaire paraissait devoir s'arranger directement entre la Société et le Parquet général d'Aix, lorsque ce dernier a émis des prétentions qui ont été, ces jours-ci, l'objet de conversations à votre Département avec M. le Conseiller national Maunoir; j'espère que le nouveau sacrifice consenti par Neuhausen vous vaudra d'arriver à un accord.

c. douanes françaises à Bâle; que de fois n'ai-je pas écrit au Ministère, ou n'ai-je pas relancé personnellement le directeur compétent du Quai d'Orsay! Pas la moindre réponse.

d. expulsion de France des jeunes gens qui ont opté pour la Suisse, en vertu de la faculté que leur laissait la législation française, ce fut une grande injustice contre laquelle je me suis fréquemment élevé; récemment, j'ai encore essuyé un refus pour le jeune Pierre Althaus, sans indication de motifs, toutefois, on me laisse entrevoir une prochaine solution favorable.

e. expulsion, sans motifs, d'un grand nombre de nos compatriotes; plusieurs d'entre eux ont enfin pu rentrer et nous travaillons activement en faveur des autres dont quelques-uns ont été l'objet de procédés inadmissibles; nos dossiers ne contiennent pas moins de six mille lettres à ce sujet; j'espère qu'à force de démarches, rappels et recharges, nous arriverons à vaincre la passivité ou la résistance des fonctionnaires, pour liquider enfin les cas encore pendants.

f. séquestres recte spoliations Schwabacher et Nathaei.

g. décret français prohibant les importations en France de certains articles dits de «luxe»; par note du 19 mai,[1] j'ai demandé au Gouvernement français que les marchandises commandées avant la publication au «Journal Officiel» dudit décret puissent entrer; depuis lors, je n'ai pas fait moins de quatre démarches verbales, car les intérêts suisses sont considérables, étant donné que, seule, notre industrie des soies semble avoir pour une quarantaine de millions de commandes en cours d'exécution. Pas encore de réponse.

h. zones franches; je ne connais point vos dernières intentions et j'ignore si, maintenant acquis le vote du 16 mai, vous avez le projet d'essayer une reprise de la conversation avec la délégation française; mais les positions sont si nettement

1. *Cf. n° 329.*

prises des deux côtés que je n'entrevois pas l'aurea mediocritas dont parlait Horace. Faudra-t-il soumettre la question à l'arbitrage ou à la Société des Nations?

A cette énumération peu réjouissante que j'avais à cœur de vous faire une fois, viennent s'ajouter les innombrables affaires d'intérêt secondaire qui, elles aussi, attendent trop longtemps leur solution, par exemple des demandes de rapatriement d'aliénés français tombés à la charge de l'assistance publique en Suisse, etc.etc. Et vous comprendrez aisément, M. le Président, qu'il n'est point toujours facile à votre Légation de Paris de «rendre» tout ce qu'on est en droit d'attendre d'elle; en ce qui nous concerne, le travail me semble bien à jour et je ne peux que rendre hommage au dévouement et à l'activité intelligente avec lesquels mes collaborateurs m'entourent.

353

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L Personnelle. Exportation de Charbon belge pour la Suisse — Bruxelles, 15 juin 1920

Vous n'ignorez pas que nous touchons à la terminaison de l'apurement des licences d'exportation de charbon auxquelles nous donnait droit notre accord avec la Belgique conclu au mois d'octobre dernier et venu à échéance le 31 décembre 1919.

A diverses reprises j'ai eu, ces derniers mois, l'occasion de vous exposer les raisons multiples qui s'opposaient à la continuation d'envois de charbon belge en Suisse, c'est-à-dire les besoins grandissants et urgents des chemins de fer et de l'industrie belges, en second lieu les engagements pris par la Belgique à l'égard de la France et de l'Italie. Vous savez que la France avait conclu un accord pour 100.000 tonnes par mois avec la Belgique, sur lequel elle n'en a obtenu que la moitié environ, mais comme elle fournit du minerai à la Belgique, elle a là un article de compensation péremptoire. D'autre part, l'Italie qui a également un accord avec la Belgique, contre des compensations importantes, protestait en voyant la Belgique fournir du charbon à la Suisse et n'en pas recevoir elle-même.

Il faut reconnaître que le Gouvernement belge s'est évertué à exécuter loyalement son ancien accord avec nous en apurant peu à peu ses licences et vous aurez constaté que nous avons reçu chaque mois depuis le 1er janvier 1920 du charbon belge, parfois une quantité qui a dépassé 15.000 tonnes.

Voyant approcher le terme de ces apurements, je ne cessais de harceler le Ministre pour l'amener à nous continuer les expéditions. Chaque fois, M. Jaspar me répondait que cela lui était absolument impossible vu l'état actuel, qu'il serait renversé s'il autorisait des exportations à l'étranger alors que la population et l'industrie belge étaient dans le besoin et que s'il autorisait des exportations pour la France et la Hollande, c'est que la première fournissait à la Belgique du minerai, la seconde du poisson.

Il y a 15 jours, M. Jaspar a quitté le Ministère des Affaires économiques pour aller à l'Intérieur et a été remplacé par M. de Wouters d'Oplinter. J'ai profité de ce changement pour reprendre mes démarches. Il y a 10 jours, j'ai présenté une longue note[1] au Ministre en lui résumant toute l'affaire et lui exposant les besoins de notre pays et en demandant avec beaucoup d'insistance une continuation des licences. M. de Wouters m'a reçu deux fois, et m'a dit que vu les conséquences économiques et politiques de la question (engagements avec la France et l'Italie) il soumettrait la chose au Conseil des Ministres. Je me suis alors rendu hier chez deux des principaux ministres que je sais intéressés à la question et bien disposés pour nous, le Premier Ministre, M. Delacroix, M. Wouters, Ministre du Travail et du Ravitaillement (M. Hymans, Ministre des Affaires étrangères nous est également acquis), et sans pouvoir encore vous donner une réponse positive, je crois pouvoir vous annoncer que nous obtiendrons pour commencer un modeste contingent, 10.000 tonnes peut-être, qui ira en augmentant, au fur et à mesure que les importations de charbon allemand et la production intérieure du pays augmenteront. Mais, la Belgique entend naturellement obtenir la réciproque si elle nous vient en aide. Je ne sais encore si elle exigera la continuation du crédit financier prévu par l'accord du mois d'octobre 1919 qui pouvait s'élever à 38 millions ce qui est loin d'avoir été utilisé; l'accord prévovait que sa durée était limitée à un an et demi, donc il est encore en vigueur.

Un des arguments qui a fait le plus d'impression sur les ministres, c'est le fait que les Chemins de fer fédéraux ont consenti certains sacrifices pour faire décharger à Anvers les charbons américains et anglais qu'ils importaient. Vous vous rappelez, qu'il y a 10 mois, la Hollande s'était émue d'un article, pourtant fort anodin, de notre accord qui spécifiait une certaine préférence donnée à Anvers.[2] Or, j'estime que si nous voulons continuer à être aidés par la Belgique pour le charbon, il est absolument indispensable que nous continuions de notre côté — et les Chemins de fer fédéraux ont prouvé que la chose était possible — à lui donner une certaine satisfaction du côté d'Anvers, en y faisant aborder certaines cargaisons de denrées monopolisées. C'est à prendre ou à laisser. Le charbon américain nous revient à un prix fantastique, le charbon belge est meilleur marché, plus rapproché; voulons-nous en obtenir, il faut consentir à donner à la Belgique la satisfaction qu'elle réclame. J'ajoute qu'il me paraît fort aisé, pour éviter toute réclamation de la Hollande, de ne pas faire de cette question d'Anvers l'objet d'un article, (au cas où nous conclurons un nouvel accord, ce dont je ne suis pas sûr) et que je réussirai à faire accepter par la Belgique un engagement d'honneur, sous forme de lettre échangée, dans lequel il sera spécifié qu'au cas où la Belgique enverra du charbon à la Suisse, celle-ci s'efforcera, comme elle l'a déjà fait jusqu'à maintenant, de favoriser le port d'Anvers. Ainsi on évitera toute publication et toute réclamation justifiée de la Hollande. Si celle-ci nous fournissait une matière première indispensable à la vie économique de notre pays, je présume qu'elle pourrait compter sur une compensation analogue de notre part.

Telles sont les premiers renseignements que je suis heureux de pouvoir vous

---

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. n^os 84, 151, 177, 187, 193.*

communiquer en attendant de plus amples précisions. Il ne faut pas oublier une chose: c'est que chaque fois que la Belgique nous donne des licences d'exportation de charbon, elle s'attire des réclamations de la France et de l'Italie qui lui reprochent de ne pas tenir ses engagements à leur égard, en leur fournissant les quantités promises par accords solennels, de telle sorte que le Gouvernement belge s'est trouvé plusieurs fois ces derniers temps extrêmement embarrassé.

Au cas où ses bonnes dispositions persisteront, je prévois qu'il sera nécessaire qu'un représentant de la Coopérative des charbons (je préfèrerais M. Dubois) et un représentant des Chemins de fer fédéraux (M. Konrad, par exemple, qui a très bien su manœuvrer ici jusqu'à présent) vinssent ici pour conclure le nouvel arrangement et les marchés. Je vous tiendrai au courant de tout ce que j'apprendrai de nouveau à ce sujet. Je vous serais extrêmement obligé d'informer les intéressés de ces perspectives nouvelles, plus réjouissantes que les précédentes, et en même temps de me faire parvenir le plus vite possible vos instructions.

J'avais pensé que puisque vous viendrez à Bruxelles pour la Conférence Financière Internationale, il serait tout indiqué que vous discutiez de la chose avec le Ministre des Affaires économiques, mais si les choses se précipitent, il serait peut-être possible d'avoir sans tarder une réponse satisfaisante de la Belgique, ce qui nous permettrait d'éviter une interruption des transports.[3]

---

3. *Par lettre personnelle du 21 juin, le Conseiller fédéral Schulthess répondit:* Presqu'en même temps que votre lettre arrivait une demande de l'Italie qui désire également obtenir des promesses de la Suisse quant à l'utilisation des ports d'Italie, spécialement de Gênes. D'autre part, vous savez que la France aussi est très jalouse des relations de transit qui peuvent s'établir entre la Suisse et d'autres pays. Il me semble donc qu'il ne peut être question d'une promesse à donner à la Belgique relativement aux transports par le port d'Anvers.

Par contre, il serait peut-être possible de faire passer par ce port belge des quantités importantes de charbon. J'ai discuté la question avec M. le Président Motta, qui partage complètement ma manière de voir. M. Stucki vous entretiendra de vive voix d'une combinaison que nous avons envisagée.

Je vous remercie vivement des efforts que vous ne cessez d'accomplir pour améliorer notre ravitaillement en charbon, qui est, et malheureusement restera peut-être longtemps encore, un de nos soucis constants. (EVD KW Zentrale 1914—1918/21+22).

354

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Rome, 17 juin 1920

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 3 mai,[1] concernant une collaboration plus étroite entre un certain nombre d'Etats neutres.

Ma démarche auprès du Ministre de Norvège n'a pas eu l'heureux résultat que

---

1. *Non reproduite.*

j'en attendais. Je vous remets copie de l'aide-mémoire[2] qui m'a été apporté aujourd'hui même par mon collègue de Norvège.

Dans ma conversation du 27 avril avec le Ministre de Norvège, j'avais indiqué un certain nombre de questions qui auraient pu, à titre d'exemple, être traitées avec avantage d'un commun accord entre les Gouvernements neutres intéressés, mais sans en faire l'objet d'une note. M. Scheel m'a informé qu'il avait mentionné ces questions au Gouvernement de Christiania et que celui-ci lui avait exprimé l'avis que ces questions «s'adapteraient difficilement à un traitement spécial par un groupe d'Etats restés neutres pendant la guerre». Je regrette que la Norvège ait si mal compris l'intérêt de notre suggestion, d'autant plus que d'après M. Scheel elle n'a dû se décider qu'après avoir pris l'avis des deux autres Etats scandinaves. Il y a lieu de penser que les premiers débats de l'Assemblée de la Société des Nations démontreront à nos amis scandinaves que nous avions vu juste et que notre proposition méritait d'être immédiatement adoptée.

ANNEXE

Copie Rome, 16 juin 1920

AIDE-MÉMOIRE.

Le Gouvernement norvégien a eu l'honneur de recevoir l'aide-mémoire[3] par lequel le Conseil fédéral suisse a bien voulu lui demander si le Gouvernement norvégien serait disposé à établir avec les Gouvernements suisse, de Danemark, des Pays-Bas et de Suède un échange de vues permanent au sujet des questions relatives à l'action de la Société des Nations ou ayant trait à la politique européenne de l'après-guerre.

Le Gouvernement norvégien, en exprimant ses meilleurs remerciements de cette communication, se rend compte du fait que des questions peuvent se présenter sur lesquelles des discussions communes entre les Etats demeurés neutres pendant la guerre mondiale auraient une grande importance, et il sera tout disposé à participer, le cas échéant, à de telles discussions.

Le Gouvernement norvégien qui a collaboré avec les Gouvernements danois et suédois au sujet de telles questions désire cependant faire observer dans cette relation qu'il a l'intention de continuer cette collaboration dans la même étendue que par le passé.

D'un autre côté, le Gouvernement norvégien croit devoir relever comme son point de vue que si la coopération proposée par le Conseil fédéral suisse envisageait l'établissement d'une instance permanente pour les Etats ci-devant neutres, il n'est pas sans avoir certains doutes quant à la réalisation d'un tel projet. En effet le Gouvernement norvégien est enclin à croire qu'il serait utile que le contraste entre les belligérants antérieurs et les Etats restés neutres durant la guerre mondiale ne soit plus maintenu après la conclusion de la paix et il lui semble que l'établissement d'une telle instance permanente pourrait amener la formation de groupements politiques particuliers au sein de la Société des Nations, ce qu'il y aurait lieu d'éviter à l'avis du Gouvernement norvégien.

---

2. *Reproduit en annexe.*
3. *Cf. n^os 291, 301.*

355

E 2001 (B) 8/13

Le Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin, au Chef du Département politique, G. Motta

L La Haye, 17 juin 1920

[...][1] J'eus l'occasion de parler assez longuement à M. Bourgeois, qui avait connaissance du projet uniforme des cinq Etats neutres[2] et qui me dit en être partisan, surtout quant au mode d'élection des juges, ce que je considère comme le point capital de notre projet, car s'il est permis à des influences politiques de se faire valoir dans l'élection des juges, la Cour de Justice projetée perd toute valeur et il serait préférable de n'en pas avoir du tout et de rester sur le terrain de l'arbitrage international. C'est ce que comprennent parfaitement MM. Loder (Pays-Bas) et M. Hagerup (Norvège). Nous pouvons compter sur eux pour la défense des principes qui se trouvent consignés dans le projet uniforme.

D'après les échanges de vues que j'ai eus également avec Lord Phillimore (Grande-Bretagne) et M. Elihu Root (Etats-Unis d'Amérique), je crois pouvoir admettre qu'ils appuieront aussi notre projet, tandis que le délégué italien, M. Busatti et surtout le délégué français M. de Lapradelle qui, au dernier moment, a remplacé le Professeur Weiss dans le Comité, insisteront certainement sur la prépondérance des grandes Puissances, même dans le Tribunal à constituer. M. de La Pradelle, notamment, est considéré ici comme étant encore beaucoup trop sous l'impression de la guerre pour pourvoir apporter l'impartialité voulue dans les questions qu'aura à trancher le Comité.

Les tendances de MM. Adatci (Japon), Altamira (Espagne) et Fernandez (Brésil) sont trop peu connues pour pouvoir se former, dès à présent, un jugement sur l'attitude qu'ils prendront à la Conférence.

A noter dans le discours de M. Bourgeois le passage d'après lequel le Conseil de la Société des Nations serait disposé à examiner avec bienveillance les propositions que le Comité pourrait lui soumettre, le cas échéant, pour étendre les compétences de la Cour au-delà de celles que lui attribue le Pacte. Cette déclaration a été retenue avec la plus vive satisfaction par les partisans du projet uniforme qui, ainsi que vous le savez, donnent à la Cour des compétences plus étendues que celles prévues par le Pacte. C'est une déclaration dont M. Loder m'a dit qu'il ne manquerait pas de se prévaloir au cours des débats du Comité.
[...][3]

---

1. *Dans la première partie de la lettre, le Ministre Carlin parle de la première séance du Comité désigné par le Conseil de la Société des Nations pour élaborer un projet d'organisation d'une Cour Permanente de Justice Internationale (cf.* JO, 1920, n° 2, *p. 33 - 38).*
2. *Cf. n^os 201, 204, 229, 241, 259.*
3. *Suivent des résumés d'articles de presse.*

356

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 juin 1920

2012. Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zum Heiligen Stuhl

Mündlich

Der Antrag, die diplomatischen Beziehungen zum Heiligen Stuhl wieder aufzunehmen, ist von Bundespräsident Motta schon in der Sitzung vom 11. Juni 1920 zur Diskussion gestellt worden.[1] Der Antragsteller fasst heute die Begründung kurz folgendermassen zusammen:

Im Jahr 1915 betraute der Papst ganz ausnahmsweise einen Laien, den Grafen Santucci, mit der diplomatischen Mission, beim Bundesrat die Internierung von Kriegsgefangenen in der Schweiz anzuregen. Die Anregung wurde vom Bundesrat aufgenommen und der Papst entsandte in der Folge, um die Durchführung der Internierung zu erleichtern, einen Delegierten in der Person des Monsignore Marchetti, dem im Jahre 1918 Monsignore Maglione folgte. Beide Delegierten hatten, wie bekannt, die weitere Aufgabe, die infolge des Krieges gestörte Verbindung zwischen dem deutschen und dem österreichisch-ungarischen Episkopat und dem Heiligen Stuhl zu unterhalten. Die päpstlichen Delegierten sind nie offiziell anerkannt worden, doch wurde ihnen de facto die Stellung diplomatischer Vertreter eingeräumt. Die Beziehungen zu den päpstlichen Delegierten und damit zum Vatikan gestalteten sich in der Kriegszeit durchaus erfreulich, und es ist ohne Zweifel der Wunsch des Heiligen Stuhles, diese de facto bestehenden Beziehungen in offizielle umgewandelt zu sehen. Der Heilige Stuhl kann aber aus begreiflichen Gründen eine dahinzielende offizielle Anfrage an den Bundesrat nur richten, wenn er von vorneherein sicher ist, dass seine Anfrage günstig aufgenommen wird. Die Frage der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zum Vatikan ist in der Delegation für Auswärtige Angelegenheiten schon mehrfach erörtert worden. Herr Ador sprach sich für die sofortige Aufnahme aus und Herr Calonder stimmte grundsätzlich zu. Doch überwog die Ansicht, es sei besser, die Lösung dieser Frage allmählig heranreifen zu lassen, und ihre Entscheidung wurde zuletzt noch mit Rücksicht auf die Völkerbundsabstimmung verschoben. Nunmehr drängt aber die Angelegenheit zur Entscheidung. Das Internierungswerk ist beendigt und damit der bisher vornehmlichste Grund für die Anwesenheit eines päpstlichen Delegierten in der Schweiz dahingefallen. Sicherem Vernehmen nach ist Monsignore Maglione als Nuntius in Columbien in Aussicht genommen. So lange ein päpstlicher Delegierter da ist, handelt es sich nur um die Umwandlung schon bestehender tatsächlicher Beziehungen in offizielle, was leichter zu bewerkstelligen ist als die Neuanknüpfung

---

1. *Les délibérations du 11 juin n'ont été insérées ni dans la collection régulière des procès-verbaux ni dans la collection dite secrète. Le texte d'une proposition relative à cette question fait aussi défaut.*

offizieller Beziehungen, nachdem die tatsächlichen unterbrochen worden sind. Der Vorstand der katholisch-konservativen Fraktion der Bundesversammlung ist am 9. dieses Monats mit dem dringenden Wunsche an den Bundespräsidenten gelangt, die offiziellen Beziehungen zum Vatikan möchten wieder aufgenommen werden. Die Angelegenheit ist auch im Vorstand der radikal-demokratischen Fraktion besprochen worden und dort auf keinen Widerstand gestossen. Auf Grund vertraulicher Besprechungen, die der Bundespräsident mit dem ehemaligen italienischen Gesandten, Paulucci, und mit dem jetzigen Gesandten, Orsini, gepflogen hat, darf auch mit Sicherheit angenommen werden, dass die Regierung Italiens, wo in jüngster Zeit die katholische Volkspartei sogar zur Teilnahme am Ministerium zugezogen worden ist, der Wiederaufnahme offizieller Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Vatikan sicherlich keine Schwierigkeiten bereiten, vielmehr sie nicht ungern sehen wird.

Nachdem die Schweiz in den Völkerbund eingetreten ist, hat sie ein weltpolitisches Interesse an engern Beziehungen zum Vatikan, der wie sie in den Kriegsjahren eine Politik strengster Neutralität befolgt hat und dessen Stellungnahme zu den Weltproblemen sich mit denjenigen der Schweiz in vielen Fällen decken oder doch eng berühren wird, so dass die Aktion des Heiligen Stuhles voraussichtlich diejenige der Schweiz zumeist in glücklicher Weise ergänzen wird. Mit der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zum Heiligen Stuhl schliesst sich die Schweiz den übrigen Staaten Europas an, die heute alle, mit Ausnahme der skandinavischen Staaten, wo sich die Katholiken in verschwindender Minderzahl befinden, solche Beziehungen unterhalten.

Der Bundespräsident gibt der Überzeugung Ausdruck, dass die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen mit dem Heiligen Stuhl, die von den Katholiken der Schweiz gewünscht wird und die geeignet wäre, einige der letzten Spuren vergangener religiöser Streitigkeiten zum Verschwinden zu bringen, für die Schweiz als Ganzes nur Vorteile im Gefolge haben könne.

Demgemäss ersucht der Bundespräsident den Rat um die Ermächtigung, den päpstlichen Delegierten, Monsignore Maglione, wissen zu lassen, dass der Bundesrat geneigt wäre, einem vom Vatikan ausgehenden Wunsch nach Wiederherstellung der diplomatischen Beziehungen zwischen der Schweiz und dem Heiligen Stuhl zu willfahren.

Dabei wäre wohl verstanden, dass jetzt und in Zukunft die Entsendung eines schweizerischen diplomatischen Vertreters zum Vatikan nicht in Betracht falle.

In der Beratung wird von protestantischen Mitgliedern des Rates einerseits hervorgehoben, soweit die Angelegenheit religiösen Charakter habe, sei auch von der protestantischen Schweiz kein Widerspruch zu erwarten; dennoch werde, bei der Schwierigkeit, in dieser Sache die religiöse von der politischen Seite zu trennen, in manchen Kreisen der Bevölkerung ein gewisses Missbehagen, die Befürchtung von starker politischer Betätigung eines päpstlichen Gesandten zutage treten und die Erwartung auslösen, dass der Bundesrat allfälligen Übergriffen wehren werde. Immerhin sei zu hoffen, dass sich diese Schwierigkeiten heutzutage ohne Mühe überwinden lassen. Anderseits wird betont, es sei nötig, mit der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen zum Heiligen Stuhl die Zeiten kulturkämpferischer Misshelligkeiten zu einem Abschluss zu bringen, was angesichts der Haltung des Heiligen Stuhls in den letzten Jahren

vertrauensvoll getan werden könne. Der Rat stimmt sonach einhellig dem Antrag des politischen Departements zu und fasst folgenden *Beschluss:*

1. Das politische Departement ist ermächtigt, den offiziösen Delegierten des Heiligen Stuhles in Bern, Monsignore Maglione, wissen zu lassen, dass, nachdem dem Bundesrat der Wunsch des Heiligen Stuhles nach Umwandlung seiner gegenwärtigen offiziösen Vertretung bei der schweizerischen Regierung in eine offizielle diplomatische Vertretung bekannt geworden, der Verwirklichung dieses Wunsches von Seiten des Bundesrates nichts entgegenstehe, wobei es aber die Meinung habe, dass diese Umwandlung der Beziehungen sich vollziehe, ohne dass die Schweiz Gegenrecht halte.

2. Der Vorsteher des politischen Departements wird diesen Beschluss dem Monsignore Maglione mündlich eröffnen. Das politische Departement wird überdies eine Mitteilung über diese Angelegenheit vorbereiten, die der Presse am nächsten Montag, den 21. Juni 1920, zuzustellen ist.

2038. Französisches Einfuhrverbot

Volkswirtschaftsdepartement (Handel).
Antrag vom 11. Juni 1920

Die Einfuhr in Frankreich, die im Juli vorigen Jahres mit einigen Ausnahmen freigegeben wurde, ist am 23. April infolge des Sinkens der französischen Währung und der ungünstigen Handelsbilanz durch ein neues Verbot für sogenannte Luxuswaren eingeschränkt worden. Die schweizerischen Artikel, die davon hauptsächlich betroffen werden, sind Uhren, Stickereien und Seidenwaren. Gemäss einem Abkommen vom 10. März ist die Einfuhr der zwei erstgenannten Artikel noch bis Ende Juli dieses Jahres im Rahmen bestimmter Kontingente gesichert. Für Seidenwaren und eine Anzahl anderer Artikel kam das Verbot sofort nach der Promulgation in vollem Umfange in Anwendung. Der grösste Schaden dieser Massregel liegt darin, dass die grossen Bestellungen, die sich für Seidenwaren auf ca. 25 Millionen Franken belaufen, nicht mehr ausgeführt werden können.

Das Volkswirtschaftsdepartement ist deshalb von den beteiligten Industrien dringend ersucht worden, einzuschreiten und nötigenfalls ein Gegenverbot für französische Seiden- und Konfektionswaren etc. zu veranlassen.

Wie in mehreren Konferenzen mit den Interessenten klargelegt wurde, kann auf diesem letzten Wege nicht wohl vorgegangen werden. Das Verbot ist nämlich an sich nicht vertragswidrig. Nach dem Handelsvertrag, Artikel 22, ist es den beiden Parteien unbenommen, Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbote zu erlassen, wenn diese auf die Waren aller Länder angewendet werden. Im vorliegenden Falle traf dies anfänglich zu. Ein schweizerisches Gegenverbot hätte sich daher nicht auf französische Waren beschränken dürfen, sondern auch auf die Einfuhr aus Deutschland, Italien u.s.w. erstrecken müssen. Dadurch wären aber Konflikte mit diesen Ländern entstanden, weil nach den bezüglichen Verträgen, im Gegensatz zu demjenigen mit Frankreich, Verbote, auch wenn sie allgemein sind, nur als Kriegsmassregeln erlassen werden dürfen. Das Departement musste sich deshalb zunächst damit begnügen, die Gesandtschaft in Paris zu veranlassen,

aus Billigkeitsgründen gegen das Verbot Vorstellungen zu erheben und zu verlangen, dass die Ausführung der schon erteilten Bestellungen noch gestattet werde.

Eine bezügliche Note[2] war überreicht, als das Gerücht entstand, dass das Verbot auf italienische Waren nicht angewendet werde, weil sich die italienische Regierung auf ein Abkommen vom Jahre 1917 berufe, nach welchem sich Frankreich und Italien gegenseitig freie Zulassung verschiedener Artikel, worunter namentlich Seidenwaren, zugesichert hatten. Ein Bericht aus Rom bestätigte dies insoweit, als die französische Regierung die Berechtigung der bezüglichen italienischen Ansprüche anerkennt. Sie habe jedoch zunächst eine Verständigung über die im erwähnten Abkommen vorgesehene Kontingentierung verlangt. Bis dahin bleibe die Einfuhr der betreffenden Artikel auch aus Italien sistiert. Eine Differenzierung unserer Ausfuhr findet also augenblicklich noch nicht statt.

Unter diesen Umständen wurde unsere Gesandtschaft immerhin ersucht, vorderhand die Meistbegünstigungsklausel unseres Handelsvertrages (Artikel 4) anzurufen, und für den Fall, dass die italienischen Waren oder diejenigen eines andern Landes zugelassen werden sollten, zu verlangen, dass diese Vergünstigung analog sofort auch auf schweizerische Waren angewendet werde.

Der Erfolg ist abzuwarten. Laut Berichten aus Paris hat sich unterdessen die französische Regierung ernstlich mit der Frage einer allgemeinen Sistierung des Verbots für schon bestellte Waren befasst. Zwischen dem Handels- und dem Finanzminister sollen in dieser Hinsicht grundsätzliche Differenzen bestehen. Ein Beschluss, der den schweizerischen Forderungen, die auf das nachdrücklichste auch von den französischen Importeuren verfochten werden, einigermassen Rechnung trägt, soll jedoch nahe bevorstehen.

Gemäss dem Antrage des Volkswirtschaftsdepartements wird *beschlossen:*

Von vorstehendem Bericht wird am Protokoll Vormerkung genommen.

---

2. *Cf. n° 329.*

357

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 juin 1920

2055. Internat. Konferenz vom 12. – 17. April 1920 in Genf zur Wahrung der Interessen in Russland

Politisches Departement (Auswärtiges).
Antrag vom 5. Juni 1920.

Der Bundesrat ermächtigte mit Beschluss vom 7. August 1919[1] die schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft für Russland in Genf, sich an den

---

1. *Non reproduit, cf.* E 1004 1/272 *n°* 2784.

Verhandlungen der von den skandinavischen Regierungen eingesetzten Kommission für die Prüfung der Forderungen in Russland zu beteiligen. Diese Kommission besammelte sich Ende September zu einer Konferenz in Kopenhagen. Die Delegierten konnten aber wegen Verkehrsschwierigkeiten nicht rechtzeitig eintreffen und daher reisten der Präsident der Genossenschaft, Herr Professor Töndury, und der Vizepräsident, Herr Juillard, im November nach den skandinavischen Ländern, wo sie mit den betreffenden Landesorganisationen Fühlung nahmen. In der Folge lud die schweizerische Genossenschaft die genannten Organisationen zu einer Konferenz nach Genf ein mit dem Zwecke, gemeinsame Grundsätze für die Klassierung und Geltendmachung der russischen Forderungen aufzustellen. In erster Linie handelte es sich darum, die Richtlinien für die Haftbarmachung des russischen Staats oder seiner Rechtsnachfolger zu fixieren, sowohl grundsätzlich als insbesondere hinsichtlich der Staatsanleihen, der Banknoten und anderer Staatsschulden, ferner in bezug auf die Revolutions- und Kriegsschäden, aber auch in bezug auf andere Forderungen. Ferner sollten gemeinsame Grundsätze für die Bezifferung der entstandenen Schäden gefunden werden. Man ging dabei von der Ansicht aus, dass nur dann eine aussichtsreiche Diskussion mit Russland oder seinen Rechtsnachfolgern möglich sein werde, wenn sie wenigstens von den hauptsächlich beteiligten neutralen Staaten nach wohlbegründeten und einheitlichen Gesichtspunkten aufgenommen werde.

An der Konferenz, welche sich am 12. April in Genf besammelte, waren folgende Länder vertreten: Dänemark, die Niederlande, Norwegen, Schweden und die Schweiz. Die Liste der Delegierten findet sich in Beilage 1[2] des Berichtes des politischen Departements.

Die Verhandlungen, die vom 13. – 17. April dauerten, führten nach einlässlicher Diskussion zur einstimmigen Aufstellung und Annahme der Grundsätze, welche als Beilage 2 dem Berichte des politischen Departements beigegeben sind.[3] Jede Delegation soll sie ihrer Regierung zur Genehmigung empfehlen. Über das weitere Vorgehen zur Geltendmachung der Forderungen wurden keine Beschlüsse gefasst, indem es den einzelnen Regierungen überlassen blieb, sich zu entscheiden, ob sie zu gegebener Zeit allein vorgehen oder, was vielleicht angezeigt ist, zwecks gemeinsamer Aktion mit den übrigen Konferenz-Staaten in Verbindung treten wollen.[4]

Das politische Departement, nach Prüfung der aufgestellten Grundsätze, die auch Herrn Professor Huber vorgelegt wurden, und die sich auf den Boden des allgemein anerkannten Völkerrechts stellen, geht von der Ansicht aus, dass es wichtig ist, die Ansprüche an Russland auf eine einstimmig von den neutralen Staaten angenommene Basis zu stellen.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Der Bundesrat nimmt von diesen Grundsätzen genehmigend Kenntnis und beauftragt das politische Departement, die Frage der Geltendmachung der russi-

---

2. *Non reproduit.*
3. *Reproduit en annexe.*
4. *Pour l'abondante documentation sur cette Conférence de Genève, cf.* E 2001 (B) 1/45.

schen Forderungen gemeinsam mit der Hilfs- und Kreditorengenossenschaft und eventuell mit den neutralen Staaten weiter zu verfolgen, und zu gegebener Zeit wieder Bericht und Antrag zu erstatten.

ANNEXE

E 2001 (B) 1/45

Copie Genf, 17. April 1920

Die unterzeichneten Delegationen der Regierungen, Regierungskommissionen und Vereinigungen für die Wahrung der respektiven Interessen in Russland von *Dänemark, den Niederlanden, Norwegen, Schweden und der Schweiz,* ausgehend von der Überzeugung, dass es von grösster Bedeutung ist, dass die betreffenden Länder ihre Forderungen in Russland in der gleichen Weise aufstellen und in gemeinsamem Einverständnis vertreten, haben sich in der Konferenz, welche vom 12. bis 17. April 1920 in Genf stattfand, auf folgende

Grundsätze

für die Begründung und die Berechnung der in Frage kommenden Forderungen geeinigt. Sie werden dieselben den von ihnen vertretenen Regierungen, Regierungskommissionen und Vereinigungen zur Annahme und zur Geltendmachung bei Anlass etwaiger Verhandlungen betreffend die Aufnahme von Beziehungen zu Russland empfehlen.

Im folgenden werden die oben genannten Länder und ihre Angehörigen der Kürze halber als *Neutrale* bezeichnet.

A. Grundsätze für die Wiedergutmachung.

I. Unverletzlichkeit der Gesandtschaften und Konsulate.

Russland ist verpflichtet, für allen Schaden aufzukommen, welcher einem neutralen Staate oder einem seiner Staatsangehörigen dadurch erwachsen ist, dass seine Gesandtschafts- oder Konsulatsräume verletzt wurden.

II. Prinzip der Sukzession.

Russland ist verpflichtet, alle von seinen verschiedenen Regierungen und Verwaltungen eingegangenen Verträge und Verpflichtungen irgendwelcher Art als für sich verbindlich anzuerkennen.

Demnach hat Russland insbesondere volle Wiedergutmachung zu leisten für

1. Alle titulierten öffentlichen Schulden in russischer oder ausländischer Währung und unter Anerkennung der Goldklausel. So z.B.:

a. Staatsanleihen,

b. Städteanleihen,

c. Anleihen der russischen Staatsbahnen,

d. vom Staate garantierte Anleihen privater Eisenbahn-Unternehmungen u.s.w.

2. Alle nicht titulierten Ansprüche. So z.B.:

a. an Neutrale erteilte Konzessionen irgendwelcher Art.

b. Forderungen an die russische Staatsbank und die öffentlichen Sparkassen.

c. Forderungen an irgendeine öffentliche Verwaltung oder Behörde wie Zoll-, Hafenbehörde, Eisenbahnverwaltungen usw.

d. Forderungen aus öffentlich-rechtlichen Pensionen, Renten, Anstellungsverträgen usw.

e. Forderungen aus Lieferungen an eine Regierung oder Verwaltung.

f. Forderungen aus Kriegs- und andern Requisitionen usw., sofern sie vom Staate oder öffentlichen Verwaltungen vorgenommen wurden (Zivil- und Militärverwaltungen) u.s.w.

III. Kommunisierung.

Russland ist verpflichtet zur Wiedergutmachung der durch Kommunisierung, Nationalisierung usw. verletzten Güter, Rechte und Interessen neutraler Staaten und Staatsangehöriger. Unter diese Bestimmung fallen z.B.:

1. Kommunisierung, Nationalisierung usw. neutraler Güter und Unternehmungen in Russland, beispielsweise:

a. Bank-, Versicherungs- und andere Finanzinstitute.

b. Unternehmungen der Industrie, des Handels, von Verkehr und Transport.

c. Städtischer und ländlicher Grundbesitz.

d. Bewegliches Eigentum aller Art. u.s.w.

Als neutral gelten alle Unternehmungen mit mehrheitlich neutralem Kapital.

2. Kommunisierung, Nationalisierung usw. von nicht als neutral geltenden, russischen oder ausländischen Gütern und Unternehmungen, soweit dabei neutrale Rechte und Interessen in Frage kommen, wie z.B.:

a. Forderungen aus Beteiligungen an kommunisierten oder nationalisierten Unternehmungen wie Aktien, Gesellschaftsanteile und Beteiligungen irgendwelcher Form.

b. Gläubigerrechte wie:

Forderungen an Banken und Finanzinstitute für offene, geschlossene und Tresordepositen, Kontokorrent-Guthaben, Wechsel, Checks, Bankanweisungen oder andere Verpflichtungen irgendwelcher Art; für abhanden gekommene Wertpapiere, Geld, Edelmetalle, Juwelen usw. Forderungen an andere kommunisierte oder nationalisierte Unternehmungen der Industrie, des Handels, von Verkehr und Transport. u.s.w.

IV. Andere Rechtsverletzungen.

Russland ist verpflichtet, in allen denjenigen Fällen Schadenersatz zu leisten, wo unter Verletzung anerkannter Grundsätze des Völkerrechtes oder internationaler Verträge ein Neutraler zu Schaden kam.

Hierunter fallen bezügliche Verordnungen, Verfügungen, Erlasse oder Massnahmen irgendwelcher Art von staatlichen oder sonstigen öffentlichen Organen oder der militärischen Gewalt.

Zu den öffentlichen Organen zählen insbesondere alle Soldaten-, Arbeiter- und Bauernräte und alle Soviets überhaupt.

Schadenersatz ist auch dann zu leisten, wenn zufolge des Versagens der Organe der öffentlichen Ordnung in der Wahrung der Güter, Rechte und Interessen Neutraler ein Schaden eingetreten ist.

Unter diese Bestimmungen fallen z.B.:

1. Forderungen für Ersatz des Schadens zufolge von Konfiskationen, Evakuationen, Kontributionen, Requisitionen, Beschlagnahmungen aller Art, erzwungenen Geschäftsbetrieb usw.

2. Forderungen für Ersatz des Schadens, der Neutralen dadurch erwachsen ist, dass ihre Schuldner zufolge solcher Anordnungen usw. zahlungsunfähig wurden.

3. Forderungen für Ersatz des Schadens zufolge von Freiheitsberaubungen, Hinrichtungen usw.

4. Forderungen für Ersatz des Schadens durch Diebstahl, Raub, Plünderung, Brandstiftung, Misshandlung, Mord usw.

B. Berechnung der Wiedergutmachung.

Für die Berechnung der gemäss Abschnitt A zu stellenden Forderungen gelten folgende Grundsätze:

I.

Wenn immer möglich, ist volle Restitution zu gewähren. Sie umfasst:

Rückgabe des betreffenden Objektes, bzw. bei börsenmässig gehandelten Waren, Rückgabe eines gleichen Quantums in gleicher Qualität, es sei denn, dass der Berechtigte die Rückgabe aus sachlichen Gründen ablehnt. Ferner, bei Staats- und anderen Anleihen, Konzessionen und dergl.,

Wiederherstellung aller zur Zeit der Emission oder der Verleihung ausbedungenen allgemeinen und besonderen Garantien und Verpflichtungen.

Bleibt neben der Restitution noch ein weiterer Schaden, so ist dieser in vollem Umfange zu ersetzen.

Endlich sind zu ersetzen alle entgangenen Früchte, wie Zinsen, Dividenden und Erträgnisse überhaupt.

II.

Ist die Restitution unmöglich oder wird sie vom Berechtigten aus sachlichen Gründen abgelehnt, so ist volle Entschädigung für Kapital und Früchte zu leisten, auf der Grundlage des Wertes, den ein Objekt hatte, als dem Eigentümer die Verfügungsgewalt entzogen wurde.

Dieser Grundentschädigung sind beizufügen Zinsen zu 6 % jährlich bis zur Ersatzleistung oder die entgangenen Dividenden oder sonstige Erträgnisse.

Ist der Wert zur Zeit des Entzuges der freien Verfügungsgewalt nicht feststellbar, dann gilt der letzte vor jenem Zeitpunkt feststellbare Wert. Es wird festgesetzt, dass der letzte feststellbare Wert des Rubels sein mittlerer Goldwert in der Periode vom 1. Juli bis 23. Oktober 1917 (alten Stils) ist.

In bezug auf die gegenwärtig noch in Zirkulation befindlichen Noten und Geldsorten aller Art ist Russland verpflichtet, deren Rechtsgültigkeit anzuerkennen.

Für die Delegation von Dänemark:

sig. J. Koch

Für die Delegation der Niederlande:

sig. Treub

Für die Delegation von Norwegen:

sig. D.H. Christiansen

Für die Delegation von Schweden:

sig. P. von Adlercreutz

Für die Delegation der Schweiz:

sig. Töndury.

358

E 2200 London 32/1

Le Secrétaire général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, W. E. Rappard, au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini

L Genève, 24 juin 1920

Mon cher Ami,

merci mille fois de votre aimable lettre du 18 juin qui m'est parvenue en même temps qu'un très aimable mot de Madame Paravicini.

Je vous envoie ci-inclus la copie d'une lettre que je viens de recevoir du Colonel House[1] avec ma réponse[2] que je me permets de vous prier de bien vouloir lui faire parvenir le plus rapidement possible[3] après en avoir pris connaissance vous-même. Merci d'avance.

---

1. *Reproduite en annexe 1.*
2. *Reproduite en annexe 2.*
3. *Remarque manuscrite de Paravicini en bas de la page:* Transmis au Colonel House. 30.VI.1920.

ANNEXE 1

Copie On Board s.S. Lapland, June 20, 1920

Dear Professor Rappard,

Your letter of May twentieth[4] came just as we were leaving America and I have waited until we were on shipboard to answer.

I have kept in fairly close touch with your work through Mr. Davison and others and I want to congratulate you not only for what you have done but what your great organization promises for the future.

I have read with much concern that there is a strong movement to substitute Brussels or some other place for Geneva as the seat of the League of Nations. I shall make some inquiry when I get to London and try to find how much there is in the rumor. In my opinion, it would be a great mistake to make the change for the reasons for selecting Geneva are just as potent now as they were last year.

If you will write me upon receipt of this letter telling what you know about this, I will in turn be able to let you know what I find in London.

With all good wishes, I am, dear Professor Rappard,

your very sincere,

E.M.House.

ANNEXE 2

Copie *Geneva, June 24th, 1920*

Dear Colonel House,

Your letter of June 20th written on board the Lapland, has just reached me and I hasten to reply. As you do not mention any addresses, I take it for granted that I may get in touch with you, thanks to the kindness of the American Embassy.

I am deeply grateful to you for the continued interest you are good enough to show in the question of the seat of the League of Nations. We have naturally all shared your concern about the movement for substituting Brussels or some other place for Geneva, but I have the impression that the most critical moment in the discussion is now over. This ist, briefly stated, the situation as I see it:

The Belgians have naturally not been able to get over their disappointment, but on the whole I have reason to believe that the real and most effective influences that are still working against Geneva emanate from Paris rather than from Brussels. The French Government has repeatedly assured ours that it did not intend to suggest a change in the provisions of the Covenant, but our mutual experiences in Paris have made us very cautious in this respect. I think, therefore, that we will always have to count on the hidden but none the less very persistent opposition of France.

The Italian Government seems sincerely favorable to Geneva, which the general opposition to France and geographical considerations combine in making entirely plausible. As for the other Governments, I believe that they view the matter with comparative indifference. Our friend, Lord Robert Cecil is more convinced than ever that Geneva should be the seat of the League. In fact he told me a fortnight ago, that, in view of all the reasons which seemed to favor Geneva a year ago, he thought that today the matter should not even be raised in as much as it would imply something like a «breach of faith» towards the Swiss people who had devoted on the assumption that they would have the seat of the League of Nations. As you know however, Cecil is no longer a member of the Government and is in fact perhaps its most dangerous foe. From all I can gather, Balfour is *[mildly]* in favor of Geneva, but does not seem ready to fight for it if a serious conflict should arise over the question. As for the Prime Minister, I do not believe that he has ever expressed an opinion on the question.

---

4. *Non retrouvée.*

In the Secretariat of the League of Nations, the opinions are very much divided. The majority of the directors favor Geneva. The small but very influential group of Frenchmen however who surround Monnet, are extremely active in favor of Brussels. Their alleged reasons are the following:

1. Since the withdrawal of the United States, the real political basis of the League of Nations is in London and in Paris. In as much as neither of these capitals can be the permanent seat of the League, Brussels being situated on the summit of the triangle of which the line London-Paris is the base, would be the most convenient stop. As all the Governments are but too inclined to forget the League of Nations alltogether, it is well to make it as convenient for them as possible to confer with its officials. Therefore, it is in the interest of the League to settle there where meetings can most easily be arranged.

2. The League of Nations must, at any cost, avoid losing touch with the Governments, Brussels, being a capital and having several rather important embassies and legations, is more favorable that Geneva in the matter of official communication.

These are the two main reasons put forward very frankly by Monnet, Mantoux and Comert, of the Secretariat. I have no cause to doubt their sincerity, but I believe that, more or less unconsciously perhaps, these gentlemen are defending the point of view of their Government by reasons which are not the true ones. I am personally convinced that Monsieur Léon Bourgeois, in spite of all polite assurances, is behind the French delegation of the Secretariat.

As for Sir Eric Drummond, I have every reason to believe that he really wishes to come to Geneva. However, he is very strongly under the influence of the French and particularly of Monnet who rather terrorizes him by repeating that the Secretariat would be quite lost of sight if it decided to settle in the remote spot at the end of the Lake of Geneva. Drummond, as you know, is extremely cautious and desirous of avoiding any conflict. He told me recently that he was but awaiting the decision of the Assembly to move to Geneva. He has not wished to come before as he did not feel assured of the support of the Council and as he is concerned over the financial support which the Governments are very slow in lending the Secretariat. As far as I can judge, a vote taken at present in the Assembly would strongly favor Geneva and I am therefore not over anxious about the final outcome.

It is obvious that the Swiss and the Geneva Governments will do all in their power to facilitate the moving of the seat to Geneva. In as much as they were assured, that the coming of the League would entail no financial consequences for them and as public opinion in Switzerland has rather been brought to believe so in the course of the very heated popular campaign, the authorities are obviously anxious to avoid making any positive financial offer unless and until it should become clear that it was absolutely necessary in order to attract the seat to Geneva.

Thanking you again very warmly for your letter and hoping to have the great privilege of seeing you soon here in Geneva or at any other place that might better suit your convenience, I am, dear Colonel House,

Yours very sincerely,
Wm. R. Rappard.
Secretary General.

359

E 2001 (B) 14/6

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Jurisconsulte du Département politique, M. Huber

Copie
L Q

Bern, 24. Juni 1920

Meine telephonischen Mitteilungen von heute morgen ergänzend, erlaube ich mir, Ihnen über den Bericht von Herrn Vallotton[1] folgendes auszuführen:

1. Wie vorgesehen war, traten die schweizerischen Delegierten mit den Vertretern der Alliierten Montagmorgen vor Beginn der Konferenz zu einer Spezialsitzung zusammen. Die schweizerischen Delegierten glaubten, die Alliierten darauf hinweisen zu müssen, dass sie nur deshalb an dieser ersten Konferenz teilnehmen würden, weil die Schweiz wünsche, bei der Wiederaufnahme der Rhein-Transporte aktiv mitzuwirken, die Lösung von Rechtsfragen würde sie späteren Vereinbarungen vorbehalten. Dagegen haben die Franzosen unverzüglich Front gemacht und betont, der Friedensvertrag sei à prendre ou à laisser. Herr Vallotton hat dann speziell darauf hingewiesen, dass ja die definitive Form des Friedensvertrages, wenigstens der auf den Rhein bezüglichen Bestimmungen, noch gar nicht bekannt sei, weil ja die Verhandlungen mit Holland gegenwärtig noch schwebend seien. Man könne aber unmöglich der Schweiz zumuten, etwas zuzustimmen, was noch gar nicht bekannt sei. Schliesslich einigte man sich darauf, den gegenseitigen Standpunkt in Briefform niederzulegen und diese Briefe ins Protokoll aufzunehmen.[2] Es wurde vereinbart, dass die schweizerischen Delegierten ad audiendum der ersten Sitzung beiwohnen würden.

Eine Kopie des Briefes unserer Delegierten[2] hat mir Herr Vallotton übergeben; ich lege sie Ihnen bei. Im Brief von Herrn Claveille,[2] den Herr Vallotton nicht zur Hand hatte, soll ausgeführt sein, die Schweiz hätte es im Antwortschreiben auf die Einladungsnote von Herrn Millerand auch nicht notwendig gefunden, irgendwelche Vorbehalte für die Teilnahme an der ersten Sitzung zu machen. Herr Vallotton antwortete darauf, dass in dem Einladungsschreiben von Herrn Millerand eine Fühlungnahme mit den Delegierten der Alliierten vorgesehen gewesen sei, und dass bei dieser Vor-Konferenz, die nicht durch unsere Schuld nach Strassburg verschoben worden sei, unsere Rechtslage in Ruhe hätte geklärt werden können.

Mit einem zweiten Schreiben unserer Delegation, das ich Ihnen ebenfalls beilege, wurde das vom Wasserwirtschaftsamt ausgearbeitete Aide-Mémoire[3] über den Stand der Baggerungsarbeiten im Rhein, eingebracht. Herr Claveille soll sich zuerst geweigert haben, das Memorandum entgegenzunehmen, weil er dahinter irgendeinen Vorstoss gegen die französischen Kanal-Projekte witterte («Méthode d'outre-Rhin»). Erst der Hinweis unserer Delegierten darauf, dass er

---

1. *Reproduit en annexe.*
2. *Ibidem.*
3. *Non reproduits.*

als Präsident der Konferenz die Pflicht hätte, die Anregung aufzunehmen, habe ihn schliesslich bewogen nachzugeben. Die Engländer wie auch die Belgier hätten uns in unserem Begehren lebhaft unterstützt. Immerhin seien sie stutzig geworden, als sie sahen, dass die Franzosen die ganze Frage auf das Terrain der Annahme oder Nicht-Annahme der Bestimmungen des Friedensvertrages brachten.

Über das weitere Vorgehen sieht Herr Vallotton zwei Möglichkeiten:

1. Der Bundesrat beschliesst, auf seinem bisherigen Standpunkt zu verharren. Wir anerkennen danach die Bestimmungen des Friedensvertrages nur insoweit, als sie nicht gegen unsere eigenen Rechte verstossen. Damit wäre verbunden, dass wir vorläufig auf ein Mitwirken in der Zentralkommission zu verzichten hätten. Nach der Meinung von Herrn Vallotton wäre diese Situation nicht unerträglich. Die Zentralkommission sei verpflichtet, die Konventionen von 1860 soweit aufrecht zu erhalten, als sie nicht mit den Bestimmungen der vom «Comité permanent» ausgearbeiteten generellen Konvention in Widerspruch stünde. Die Revision der Konvention hätte in Anlehnung an die generelle Konvention zu geschehen. Damit seien eigentlich unsere Rechte auf den freien Rhein schon gesichert. Unsere Eigenschaft als Rhein-Uferstaat könne unmöglich bestritten werden; sie gäbe uns aber alle wünschbaren Rechtstitel zur Durchsetzung unserer Forderungen auf den absolut freien Rhein.

Man würde so einesteils die Entwicklung der Dinge abwarten, anderseits aber nicht unterlassen, mit allen in der Zentralkommission vertretenen Staaten in engen Kontakt zu treten. Speziell von den belgischen und niederländischen Delegierten sollte eine schriftliche Erklärung verlangt werden darüber, dass sie unsere Forderungen des freien Rheins (unter Ausschluss jeglichen Kanals) und der sofort beginnenden Regulierungsarbeiten am Rhein unterstützen würden. Dagegen würden wir uns verpflichten:

a. Den Anspruch Belgiens auf die Besetzung des Generalsekretariates zu unterstützen. Wir würden das tun mit dem Hinweis darauf, dass unseres Erachtens die Komposition der Zentralkommission doch nur eine vorläufige sein könne. Auch die Frage des Präsidiums der Kommission müsse unbedingt später (nach ungefähr 10 Jahren) wieder aufgerollt werden. Uns könne es zum mindesten gleichgültig sein, meint Herr Vallotton, ob das Sekretariat durch Frankreich oder durch Belgien besetzt werde. Wenn wir aber die Delegierten Belgiens für unsere Sache gewinnen wollten, müssten wir Ihnen unbedingt in dieser Frage entgegenkommen.

b. Der Erhöhung der Mitgliederzahl der niederländischen Delegation von 2 auf 3 beizupflichten. Die Holländer könnten wir speziell darauf hinweisen, dass wir uns freiwillig auf ihren Standpunkt gestellt hätten, wonach der Friedensvertrag die Neutralen nicht binden könne.

2. Der Bundesrat kann aber auch einen andern Weg einschlagen. Er kann den Bestimmungen des Friedensvertrages zustimmen, sich aber vorbehalten, einige derselben zusammen mit den Alliierten später noch zu besprechen.

[...]

ANNEXE 1

E 8170 (D) 7/5/31

Les Délégués du Conseil fédéral à la Commission centrale du Rhin, R. Miescher, et J. Vallotton au Chef du Département politique, G. Motta

Copie

R Basel und Lausanne, 24. Juni 1920

Die unterzeichneten schweizerischen Delegierten beehren sich, Ihnen über die erste Tagung der Rhein-Zentralkommission vom 21. und 22. Juni zu berichten:

Wie Ihnen bekannt, war die Kommission auf den 21. Juni vorm. 10 Uhr nach Strassburg einberufen. Die Schweizerischen Delegierten waren ausserdem gemäss einem Schreiben des Präsidenten der Friedenskonferenz, da die gewünschten Besprechungen mit den Vertretern der alliierten Mächte in Paris nicht mehr hatten stattfinden können, zu einer Vorbesprechung auf 9 Uhr 30 des gleichen Tages eingeladen worden. An dieser Vorbesprechung, an welcher neben den französischen, belgischen, italienischen und englischen Delegierten auch der Präsident der Kommission als Vorsitzender teilnahm, machten wir die Mitteilung, dass wir gemäss einer Instruktion des hohen Bundesrates bei Eröffnung der Sitzung gewisse Rechtsvorbehalte zu machen hätten, dass wir es für korrekt hielten, diese Vorbehalte nur vor allen Delegierten vorzubringen, also erst in der Kommission, dass wir aber den alliierten Vertretern gegenüber aus Loyalität unsere Absichten vorerst kundtun wollten.

Diese Erklärung ist sofort bei allen Anwesenden[4] auf den allerheftigsten Widerstand gestossen und hat zur Deklaration des Präsidenten geführt, er werde eine solche Äusserung in keiner Weise zulassen. Die Verhandlungen wurden unterbrochen, damit die offizielle Begrüssung durch den Generalkommissär für Elsass-Lothringen stattfinden konnte.

Nach derselben wurden die Verhandlungen mit einzelnen Delegierten fortgesetzt. Wir erhielten folgendes Schreiben vom Präsidenten der Kommission:

«Ce matin, au cours des conversations engagées entre vous et les délégués des Puissances alliées représentées à la Commission centrale du Rhin, la question s'est posée de savoir dans quelles conditions vous comptiez prendre part aux délibérations de la Commission.

Il avait paru aux représentants des Gouvernements Alliés, d'après la lettre adressée le 8 juin[5] par M. le Ministre de Suisse à Paris au Président de la Conférence de la Paix que votre désignation comme membres de la commission n'impliquait aucune réserve.

Les délégués alliés ont été heureux d'entrer en rapport avec vous; mais ils ont été unanimes à penser, en présence de vos déclarations, que la question devait être nettement élucidée avant la séance de cet après-midi.

Deux hypothèses doivent être envisagées:

1. Vous pourrez assister à la séance, en tant que membres de la Commission, c'est-à-dire que par là, vous aurez accepté, non seulement toutes les stipulations concernant le Rhin qui sont insérées dans le Traité de Versailles du 28 juin 1919, traité en vertu duquel vous avez été priés par M. le Président de la Conférence de la Paix d'entrer dans la Commission centrale du Rhin, mais encore vous adhérerez par avance à l'accord à intervenir avec les Pays-Bas, par application de l'article 354 dudit traité;

2. Vous pourrez, si vous le désirez, assister aux délibérations de la Commission, tous droits réservés, mais sans pouvoir prendre part à ses délibérations ou présenter des motions ou déclarations qui, en aucun cas, ne pourraient être reçues.

---

4. *Annotation manuscrite en bas de la page:* Mr. Fromageot était parti pour Boulogne. D'après nos souvenirs, l'attitude des alliés de la France prouva clairement qu'ils ne se solidarisaient avec les délégués français que par *nécessité* et à *contre*-cœur, pour faire honneur à leur signature. J. Vallotton.

5. *Non reproduite, cf.* E 2200 Paris 1/1615.

Je vous serais obligé, en attendant que la situation soit réglée d'une manière définitive, ce qui ne manquera pas de se réaliser par les conversations qui auront lieu ultérieurement, de me faire connaître en laquelle de ces deux qualités vous comptez assister à la séance de cet après-midi.

signé Claveille.»

Auf Grund der Instruktionen des Bundesrates vom 4. Juni 1920[6] waren wir keineswegs berechtigt, die erste in diesem Schreiben vorgesehene Erklärung abzugeben; die Abgabe einer Erklärung im Sinne der Instruktion aber wäre entweder nicht zugelassen worden oder hätte zu sehr unliebsamen Auseinandersetzungen geführt. Wir haben deshalb, obwohl wir uns bewusst waren, dass Herr Claveille als Präsident der Kommission wohl kaum zuständig war, uns den oben mitgeteilten Brief zu schreiben, folgendes geantwortet:

«Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre de ce matin faisant suite à la conversation engagée conformément à l'invitation de M. le Président de la Conférence de la Paix.

La lettre adressée le 8 juin par M. le Ministre de Suisse à Paris n'avait pas paru devoir contenir aucune réserve, l'invitation même adressée à la Suisse impliquant la nécessité d'une conversation préalable au sujet de certaines questions.

En vertu des instructions du Conseil fédéral suisse, il ne nous est pas possible de répondre aujourd'hui d'une manière affirmative à la proposition que vous nous faites l'honneur de nous adresser sous chiffre N°.1.

En revanche nous croyons qu'il peut être utile, et conforme à l'intérêt général, que nous assistions aux délibérations de la Commission, tous droits réservés.

Pour éviter tout malentendu, il nous serait agréable de voir figurer au procès-verbal de la séance la déclaration ci-après:

Les délégués de la Confédération suisse déclarent qu'ils ont répondu avec plaisir à la convocation qui leur a été adressée. Ils tiennent à manifester leur désir de collaboration par leur présence et prient qu'il leur soit donné acte au procès-verbal, de leur déclaration que la Confédération suisse fait toutes réserves de droit.

Nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir, au début de la séance, si vous êtes d'accord avec ce qui précède.»

Nachdem nachmittags die Sitzung aufgenommen war, hat der Präsident in Anwesenheit der ganzen Kommission das Schreiben vorgelesen; das Schreiben ist zu Protokoll genommen worden, und zugleich ist erklärt worden, dass uns wegen der Vorbehalte die Rechte als Mitglieder nicht zugesprochen werden könnten, dass uns aber gestattet sei, den Verhandlungen beizuwohnen.

Die Schweiz wäre also noch nicht Mitglied der Rhein-Zentralkommission.

Es ist nun dringliche Aufgabe, unsere Stellung zu klären; wir müssen mit den alliierten Mächten verhandeln, um zu irgend einer klaren Situation zu kommen. Die Niederlande waren in der Kommission nicht anwesend, weil die Verhandlungen über die Stellung der Niederlande zur Zentralkommission, wie sie im Friedensvertrag festgestellt worden ist, noch nicht vollständig abgeschlossen sind. Nicht ausser acht zu lassen ist, dass, sobald die schweizerischen Vertreter gegenüber Bestimmungen des Friedensvertrages Vorbehalte machen wollten, sie auf die, trotz allen Nuancen in der Auffassung, geschlossene Gegnerschaft der alliierten Vertreter gestossen sind.

Die von uns vorbereitete Erklärung,[7] die wir also nicht vorbringen konnten, legen wir zu Ihrer Information bei. *[...]*

Wir wiederholen, dass, bevor wir auf eine für unsere Ziele erspriessliche Arbeit rechnen können, unsere Stellung zunächst geklärt werden muss und bitten den Bundesrat, die notwendigen Schritte mit Beschleunigung einleiten zu wollen.

---

6. *Cf. n° 346.*
7. *Reproduite en annexe 2.*

ANNEXE 2

Copie Strasbourg, 21 juin 1920

AIDE-MEMOIRE PRÉSENTÉ PAR LES DÉLÉGUÉS DE LA SUISSE À LA COMMISSION CENTRALE DU RHIN

1. Par sa note du 15 mai à M. le Ministre de la Confédération suisse à Paris, son Exc. M. Millerand, en sa qualité de Président de la Conférence de la Paix, a prié le Gouvernement de la Confédération de désigner les deux délégués chargés de représenter la Confédération à la Commission centrale du Rhin, en nous invitant à prendre part à la première réunion de ce jour.

2. Par l'envoi de ses délégués, la Confédération suisse a tenu à marquer non seulement la revendication de ses droits d'Etat riverain du Rhin, mais surtout à affirmer son sincère désir de collaborer à la reprise et au développement du trafic fluvial, *sans préjuger par leur présence de la solution des questions juridiques, non résolues jusqu'ici.*

Les délégués suisses soussignés, pour éviter tout malentendu, tiennent à marquer que leur participation à cette réunion, et notamment à l'examen de la *Convention particulière entre la France et l'Allemagne relative au port de Kehl* et, cas échéant, à la désignation du Directeur des ports de Strasbourg et de Kehl, ne devra pas pouvoir faire l'objet d'une déduction juridique quelconque; en particulier elle ne pourra être invoquée comme une renonciation de la Suisse à ses droits; l'examen ou l'approbation de cette convention ne pourront être invoqués contre elle, par exemple, comme la reconnaissance d'un fait ou d'un droit dont la Suisse serait obligée de tenir compte en vue de l'adoption, l'application ou l'interprétation des règles ou usages de droit international constituant le régime du Rhin.

En résumé la participation de la Suisse à la présente réunion ne pourra être invoquée contre cet Etat, à quel titre que ce soit.

3. La Confédération suisse, certaine de rencontrer auprès de tous les Etats intéressés à la navigation du Rhin, et de leurs représentants, un même désir de contribuer au rétablissement immédiat des communications, juge superflu de rappeler ici ses *droits d'Etat riverain, droits indépendants de sa participation à la Commission,* et consacrés notamment dans les Traités de Paris du 30 mai 1814 et de Vienne du 9 juin 1815; aucun changement ne peut être apporté à ces droits sans son consentement, le règlement lui-même ne pouvant, d'après l'art. CXVI de 1815 etc. être «changé que du consentement de tous les Etats riverains» qui «auront soin de pourvoir à son exécution d'une manière convenable et adaptée aux circonstances et aux localités.»

4. Les délégués de la Suisse se bornent pour aujourd'hui à joindre à leurs réserves de droit *un extrait de la note remise par eux en mars 1919*[8] à la majorité des Puissances représentées aujourd'hui à Strasbourg, en constatant que les demandes formulées par eux à cette époque ont reçu ou recevront satisfaction quant aux demandes 1 et 2 de cette note.

5. La Confédération suisse a le ferme espoir que les Etats intéressés à la navigation du Rhin s'entendront entre autres pour assurer à cette navigation un régime de nature à répondre aux revendications ou demandes formulées dans la note de mars 1919 annexée à la présente déclaration et qui n'ont pas encore reçu satisfaction.

6. Il est notamment très regrettable que les Etats riverains entre Strasbourg et Bâle aient omis de procéder aux *travaux d'entretien même les plus indispensables,* tels que le *dragage* et la *régularisation du cours du Rhin,* qui leur étaient expressément imposés par les Traités et notamment par l'art. CXIII de l'Acte final de Vienne du 9 juin 1815 et par l'art. 28 de l'Acte de navigation de 1868 etc.

Les délégués suisses ont le devoir d'attirer d'ores et déjà l'attention de la Commission sur l'urgence des *dragages.*

Ils déposent une note spéciale à ce sujet.[9]

---

8. *Cf. DDS 7/1, n° 269.*
9. *Non reproduite.*

360

EVD KW Zentrale 1914–1918/115–116

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L AE. Vertraulich. Völkerbund. Finanzkonferenz in Brüssel Bern, 25. Juni 1920

Wir hatten vor kurzem Gelegenheit, Ihnen von einem Schreiben unserer Gesandtschaft in Rom vom 12. Juni[1] über eine Unterredung mit dem ersten Delegierten Italiens an der Brüsseler Finanzkonferenz, Senator Maggiorino Ferraris, Kenntnis zu geben.

Dieser Tage hatte nun Herr Minister Wagnière eine neue Besprechung mit dem Vorsitzenden der italienischen Delegation. Wie Sie aus dem in Abschrift beiliegenden Bericht unseres Gesandten vom 18. ds.[2] ersehen wollen, kommt Herr Maggiorino Ferraris, der sein Land bereits mehrfach im Rat des Völkerbundes vertreten hat, mit Vorliebe auf den Gedanken zurück, dass die Schweiz der Sitz eines internationalen «Clearing-House» werden sollte.

Falls Sie es für angezeigt halten sollten, dass Senator Maggiorino Ferraris über irgendwelche Vorarbeiten und Vorschläge von schweizerischer Seite bereits vor Beginn der Konferenz unterrichtet werden sollte, wären wir Ihnen für eine gelegentliche Mitteilung verbunden.

ANNEXE

Copie

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre du 12 juin.

M. le Sénateur Maggiorino *Ferraris* m'a donné d'autres détails sur la proposition qu'il compte faire à la Conférence de Bruxelles. L'indemnité allemande serait déposée sous forme de bons du trésor auprès de la Ligue des Nations. On créerait des obligations pour une somme équivalente. Ces obligations seraient réparties entre les Etats de l'Entente, lesquels émettraient un titre unique garanti par tous les Etats belligérants. Ce serait le premier principe d'une Chambre de compensations (clearing-house) internationale (voir à ce propos le discours de M. *Luzzatti* «La Camera di compensazioni internazionale per attenuare il cambio» «dans la «Nuova Antologia» du 16 mai 1916).

M. Maggiorino Ferraris croit au succès de son initiative et il estime que la Suisse devrait dès maintenant se mettre sur les rangs pour avoir chez elle la caisse centrale. La Belgique et la Hollande la réclameront certainement. M. Ferraris revient toujours sur l'idée que la Suisse est appelée à jouer un rôle important dans ces relations financières internationales et qu'elle devrait charger, dès maintenant, une Commission d'étudier tout spécialement les questions qui vont être soulevées.

Ces détails sont appelés à compléter ce que je vous écrivais dans ma lettre rappelée ci-dessus.

---

1. *Non reproduite, cf.* E 2001 (B) 8/15.
2. *Reproduite en annexe.*

361

E 1004 1/275

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 juin 1920

2118. Négociations avec la France au sujet des zones franches

Département politique (Affaires étrangères).
Proposition du 25 juin 1920.

Par décision du 18 juin 1920[1], le Conseil fédéral a autorisé le Département politique à faire connaître au Gouvernement français que la Suisse était prête à reprendre les négociations au sujet du régime des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex à la date la plus rapprochée et que le Gouvernement de la Confédération avait désigné dans ce but comme ses délégués, à côté de M. Dunant, Ministre de Suisse à Paris:

M. Cramer, Conseiller de Légation,
M. Gignoux, Conseiller d'Etat de Genève, et
M. Mégevand, secrétaire de la Chambre de Commerce de Genève.

Le 24 juin, une conférence présidée par le Chef du Département politique et à laquelle ont pris part les délégués prénommés ainsi que M. le Conseiller fédéral Schulthess, M. le Dr. Eichmann, Chef de la division du commerce, MM. les Conseillers nationaux Frey, Rochaix et Gottret et M. le Ministre Dinichert, a examiné l'état de la situation en vue des instructions à donner à la délégation suisse.

La discussion a fait ressortir que le but principal des négociations est d'éloigner à tout prix la ligne douanière de la frontière politique de Genève et ceci aussi bien pour des raisons économiques que pour des motifs politiques et moraux. Il a été unanimement reconnu qu'il y avait lieu de mettre tout en œuvre pour atteindre ce but et que le Gouvernement suisse pouvait même aller jusqu'à concéder à terme aux ressortissants des petites zones des avantages semblables à ceux qui se trouvent définis dans l'Acte additionnel (article 2)[2] annexé au projet suisse de janvier dernier. Cette concession n'aurait toutefois sa raison d'être que si le Gouvernement français garantit à la Suisse la liberté pleine et entière d'exporter ses produits dans la zone sur la base du régime institué en 1815/16. Il paraît cependant à craindre que, même en faisant à la France des concessions pour le maintien de droits imprescriptibles, les délégués ne parviennent pas à la conclusion d'un accord. Il ne leur resterait donc d'autre alternative que de suspendre les négociations, tout en faisant connaître que la Suisse réserve expressément tous les droits qui lui ont été garantis sans limitation de durée par les Traités antérieurs.

---

1. *Non reproduit, cf.* E 1004 1/274 *n°* 2011.
2. *Non reproduit. Il s'agit du* Projet d'une Convention réglant les relations commerciales entre les zones franches et la Suisse, *élaboré en été 1919 par une commission d'experts, cf.* E 2/1667.

En cas d'échec, le Conseil fédéral aura donc à examiner l'attitude à adopter à l'égard du Gouvernement français et à se prononcer notamment sur l'opportunité d'une proposition d'arbitrage.

Sur la proposition du Département politique il est *décidé:*

de donner aux délégués suisses à la Conférence franco-suisse des zones les instructions suivantes:

A. Ils feront ressortir les avantages qu'apporterait aux populations, tant française que suisse, le projet présenté en janvier par la délégation du Conseil fédéral. Ils mettront tout en œuvre pour amener les délégués français à entrer en négociations sur ce projet. S'ils y parviennent, ils agiront dans la limite des instructions qu'ils ont reçues au mois de janvier dernier[3].

B. En cas de refus, ils insisteront de la façon la plus ferme pour le maintien:

a. de la zone du Pays de Gex, instituée par le Traité de Paris, du 20 novembre 1815;

b. de la petite zone sarde découlant du Traité de Turin, du 16 mars 1816 (article 3);

c. de la petite zone de St-Gingolph, instituée en application du Traité de Turin (article 3), par le Manifeste de la Chambre royale des Comtes de Sardaigne, du 9 septembre 1829,

la Suisse ayant des droits imprescriptibles sur ces territoires.

1. A cet effet, les délégués indiqueront d'emblée que la Suisse est prête à maintenir, en faveur des ressortissants des petites zones, des avantages semblables à ceux que la France était parvenue à obtenir par les Conventions postérieures à la constitution unilatérale de la zone d'annexion de 1860. Si les délégués français acceptent de négocier sur cette base, les délégués suisses sont autorisés à élaborer avec eux un projet de convention reprenant les dispositions de la Convention du 14 juin 1881, du Règlement de 1906 concernant le Pays de Gex et de l'Arrêté de 1908 applicable à la Haute-Savoie et au Pays de Gex, en en assouplissant les modalités. Ils ne signeront pas cette Convention sans référer au Conseil fédéral.

2. Au cas où les délégués français admettraient de négocier sur le maintien des petites zones, mais ne considéreraient pas les concessions, basées sur le régime de 1881 amélioré, comme suffisamment libérales, les délégués suisses sont autorisés à aller jusqu'à la concession maximum envisagée à l'article 2 de l'Acte additionnel.

3. Il est bien entendu que ces concessions ne seront accordées que si le Gouvernement français s'engage à garantir à la Suisse le droit d'importer librement et sans contrôle dans les zones de 1815, 1816 et 1829 n'importe quel de ses produits et s'engage à ne prendre en aucun cas quelque mesure que ce soit qui pourrait entraver le ravitaillement de Genève.

Subsidiairement, les délégués exprimeront au Gouvernement français le désir très vif du Conseil fédéral de voir étendre ces facilités accordées aux populations des petites zones aux parties de l'ancienne zone d'annexion de Savoie que la France serait disposée à joindre à la petite zone sarde.

C. La Convention envisagée serait conclue pour une durée de cinq ans, étant

---

3. *Pour ces instructions, cf. n° 185.*

bien convenu qu'en cas de dénonciation de cette Convention par l'une des deux parties en cause, les droits permanents de la Suisse consacrés par les Traités de Paris et de Turin, ainsi que par le Manifeste de la Chambre royale des Comtes de Sardaigne, de 1829, demeureraient acquis à la Suisse.

D. Au cas où les délégués français se refuseraient à entrer en matière sur l'une quelconque des propositions ci-dessus rappelées, les délégués suisses suspendront les négociations après avoir réservé formellement les droits de la Confédération sur les territoires assujettis tels qu'ils résultent des Traités antérieurs. Ils pourront donner à entendre aux délégués français qu'au cas où ces droits entreraient en discussion, le Conseil fédéral aurait à envisager l'éventualité d'un arbitrage[4].

---

4. *Pour un résumé de la question des zones franches et des négociations franco-suisses, cf.* Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 10 octobre 1921, FF 1921, vol. IV, *pp. 523–633.*

362

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/1

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 50 Berlin, 30. Juni/1. Juli 1920

Das diplomatische und bis zu einem gewissen Grade auch das politische Ereignis des Tages bildet die plötzliche Ankunft des neuen *Nuntius,* Monsignore *Pacelli,* der heute oder morgen sein Beglaubigungsschreiben dem Reichspräsidenten überreichen soll, und der schon auf Donnerstagabend eine Anzahl Diplomaten zu sich zum Diner geladen hat. Die Gesichtspunkte, nach welchen die Auswahl für diese Einladung erfolgte, bilden natürlich den Gegenstand des allgemeinen Interesses der diplomatischen Kreise. Ich weiss nicht, ob ich die Ladung, die mir zugegangen ist, auf Rechnung der neu zu errichtenden Nuntiatur in Bern oder auf meine früheren persönlichen Beziehungen zum Vatikan zu setzen habe. Wichtiger als diese Frage ist aber der andere Zweck der so unvermittelt eingesetzten Aktion des Nuntius; offenbar soll auf diesem kürzesten und einfachsten Wege die Frage wegen des Dekanates gelöst und durch die Anciennität bewirkt werden, dass der apostolische Nuntius ohne weiteres der Doyen des diplomatischen Korps sein wird. Diese Lösung liegt nicht nur im Interesse des Vatikans, der darauf hält, den Doyen zu stellen und der keinen Einbruch in das hergebrachte Protokoll riskieren will, sondern sie entspricht auch den Wünschen des deutschen Auswärtigen Amtes, welches auf diesem Wege die Abmachungen der Alliierten durchkreuzt, die bekanntlich dahin gingen, dass der französische Botschafter Doyen in Berlin werden solle. Wie man sich bei den Alliierten zu diesem kleinen Staatsstreich stellen, ob man gute Miene zum bösen Spiel machen oder wieder einen Teil von Deutschland besetzen wird, um den Willen des obersten Rates durchzusetzen, bleibt abzuwarten. Für die Unbeteiligten wirkt dieser Wettlauf nach dem Dekanate überaus erheiternd, und es ist den Deutschen zu

gönnen, dass die Vatikanische Vigilanz ihnen einen vorläufigen Erfolg gebracht hat in einer Frage, in welcher zwar keine Weltinteressen auf dem Spiele stunden, deren andere Lösung aber doch der deutschen Regierung mancherlei Widerwärtigkeiten hätte bringen können. Herr Laurent, der neue französische Botschafter, hätte morgen in Berlin ankommen sollen – ob er nun seine Abreise nicht verschieben wird, nachdem sein Konkurrent als Erster durchs Ziel gegangen ist, bleibt abzuwarten. Anlässlich eines Empfanges beim französischen Geschäftsträger, an dem ich gestern abend teilgenommen habe, meinte Herr de Marcilly «de cette façon la question du décanat sera tranchée d'une manière très simple.» Diese Bemerkung würde darauf schliessen lassen, dass die französische Diplomatie bereit wäre, die Priorität des Nuntius als fait accompli anzuerkennen und die Konsequenzen daraus zu ziehen.
[...][1]

1. *Suivent des informations sur le nouveau «Reichstag», les perspectives de la Conférence de Spa et sur la situation intérieure en Allemagne.*

363

E 2001 (B) 1/97

L'Attaché commercial de la Légation de Suisse à Londres, H. Martin, au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

L Londres, 1er juillet 1920

En me référant à la lettre du Département politique du 22 juin, Ref. D.3.R.-Al.[1], à la Légation, je me suis rendu cet après-midi chez Mr.W. Donald, Chef de la Section anglo-russe du Département «of Overseas Trade».

Il m'a dit qu'en ce qui concerne Krassine, ce dernier était arrivé à Londres ayant pour instructions de ne reconnaître aucune dette des Gouvernements du Tsar et de Kerensky, soit qu'il s'agisse de prêts faits à ces Gouvernements, ainsi que des fournitures leur ayant été faites, soit des emprunts émis par ceux-ci, soit des réparations pour dommages causés à des industries ou commerces étrangers établis en Russie, soit pour des dépôts en banque dont des étrangers sont les propriétaires.

1. *Cette lettre disait:* Anlässlich der Konferenz der neutralen Staaten in Genf hat man sich dort hinsichtlich der eventuellen Wiederaufnahme von Handelsbeziehungen mit Sovietrussland auf gewisse Vorbedingungen geeinigt, denen sich bei einer erweiterten Konferenz in Paris auch Vertreter russischer Interessen in England und Frankreich angeschlossen haben. Wie wir hören, soll nun für die Finanzkonferenz des Völkerbundes in Brüssel vorgesehen sein, auch die russischen Angelegenheiten zur Sprache zu bringen. Dabei wird es Frankreich hauptsächlich darauf ankommen, für die Staatsschulden Sicherheiten zu erlangen. Die Schweiz ist selbstverständlich hieran ebenfalls interessiert. Es stehen ca. 60 Millionen in Frage. Immerhin ist dieser Betrag im Verhältnis zu allen andern schweizerischen Anlagen, deren Gesamtheit ca. 1 Milliarde beträgt, relativ bescheiden und es liegt uns deshalb sehr daran, dass bezüglich dieser Letztern mindestens Gleichstellung mit den Staatsschulden erreicht werde. Wir geben Ihnen von Vorstehendem Kenntnis, damit Sie, falls sich hierfür Gelegenheit bieten sollte, in diesem Sinne wirken (E 2001 (B) 1/97).

Comme le Gouvernement britannique est d'avis que cette question doit être élucidée avant la reprise des relations commerciales officielles, Krassine repart pour Moscou demain matin 2 juillet, afin d'aller chercher de nouvelles instructions et d'exposer le résultat de son séjour à Londres.

Pour hâter son voyage, il sera transporté en Russie par un navire de guerre anglais. Les autres délégués russes restent à Londres pour le moment, mais sans avoir le pouvoir d'engager le Gouvernement des Soviets.

Mr. Donald m'a dit qu'il n'était pas défendu à des firmes du Royaume-Uni d'approcher la délégation russe pour tenter de renouer des relations commerciales avec elle. Mais il m'a dit qu'en fait, il ne s'était guère fait d'affaires, attendu qu'elles devraient se conclure sans la protection spéciale du Gouvernement anglais et sous l'entière responsabilité des firmes qui se laisseraient aller à les entreprendre. En outre, s'il est exact qu'il existe des matières premières en Russie, il n'est non moins vrai, selon les informations du Gouvernement britannique, que ces produits se trouvent dans des contrées où le pouvoir bolcheviste a de la peine à les atteindre; à cela, il y a lieu d'ajouter les grandes difficultés de transport.

Les seules affaires qui paraissent avoir été faites sont de petites ventes de médicaments destinés à la Russie. Mr. Donald ne croit pas non plus qu'il se soit fait de grosses affaires entre les Soviets et la Suède.

Je suis allé ensuite à la Section financière de la Société des Nations, où le fait que je dois me rendre prochainement à la Conférence Internationale du Change à Bruxelles m'assure une entrée permanente.

On m'a asuré là de la façon la plus formelle que la question des créances sur la Russie ne figurait nullement à l'ordre du jour.

On a cependant ajouté qu'il ne serait pas mauvais, qu'à toutes fins utiles, la délégation suisse apportait avec elle des statistiques et des données précises, relatives aux créances suisses, pour le cas, assez peu probable du reste, où la question viendrait sur le tapis, d'une façon ou d'une autre, bien que n'étant pas prévue.

364

E 2001 (B) 8/10

La Division des Affaires étrangères du Département politique aux Légations de Suisse

Copie
L AE

Bern, 1. Juli 1920

Wie Ihnen bekannt ist, wird die Versammlung des Völkerbundes zum ersten Mal im November dieses Jahres zusammentreten. Mit Schreiben vom 8. Juni[1] hat nun der Generalsekretär des Völkerbundes die vorläufigen Traktanden dieser ersten Sitzung mitgeteilt und gleichzeitig wissen lassen, dass Anträge der Mitgliedstaaten nebst den erforderlichen Dokumenten bis spätestens 15. Juli dem

1. *Non reproduite.*

Generalsekretariat zugestellt werden müssen. Zu Ihrer Orientierung beehren wir uns, Ihnen beiliegend diese provisorische Tagesordnung zu übermitteln.

Inzwischen sind durch den schwedischen Gesandten vier die Revision bezw. Ergänzung des Völkerbundspaktes berührende Anträge, teils der drei nordischen Staaten gemeinsam teils Schwedens allein, mitgeteilt worden. Die schwedischen Anträge zu den Artikeln 3, 4, 13 und 16 des Paktes, deren Text diesem Brief beigelegt ist[2], entsprechen den vom Bundesrat in der Botschaft vom 4. August 1919[3] geäusserten Wünschen und können daher zum grössten Teil von der Schweiz grundsätzlich unterstützt werden[4].

Am 3. Juli findet eine Konferenz der drei nordischen Staaten zur Besprechung dieser Vorschläge statt. Die Niederlande und die Schweiz werden ersucht, ihre Ansicht zu diesen Anträgen bekannt zu geben, die wahrscheinlich an der Versammlung des Völkerbundes von den fünf europäischen Neutralen, die im Rat nicht vertreten sind, unterstützt werden können.

Die *Traktandenliste* der Versammlung ist bereits ausserordentlich gross. Sie erwähnt u.a. einen *Geschäftsbericht des Völkerbundsrates an die Versammlung,* in dem unter anderm über die Bedingungen des Beitritts der Schweiz zum Völkerbund Bericht erstattet werden soll. Es könnte sich fragen, ob die Schweiz einen die Londoner Erklärung des Rates vom 13. Februar 1920[5] ausdrücklich bestätigenden Beschluss herbeiführen sollte. Mit Rücksicht auf die Möglichkeit, dass dies Anlass zur Aufrollung von für uns sehr heiklen Fragen bieten könnte, erscheint es opportun, es bei einer stillschweigenden Genehmigung des Beschlusses des Rates bewenden zu lassen, um so mehr, als alle für uns vom Standpunkt der Neutralität wichtigen Glieder des Völkerbundes dem Rat angehören und jedenfalls durch die Londoner Erklärung gebunden sind.

---

2. *Non reproduites, cf.* SdN. Actes de la première assemblée. Séance des Commissions, vol I, *p. 68 ss.*

3. *Cf.* FF, 1919, vol. IV, *pp. 567–713.*

4. *Dans sa séance du 2 juillet 1920, le Conseil fédéral décidait à ce sujet:*

1. Die Schweiz wird keine besondern Traktanden für die erste Session der Völkerbundsversammlung anmelden. Dagegen wird das politische Departement in einer Note an das Generalsekretariat den Standpunkt vertreten, dass sich der Bundesrat vorbehalte, auch nach dem 15. Juli noch Anträge zu bereits auf der Traktandenliste stehenden Geschäften zu stellen. Gleichzeitig ist in dieser Note dem Wunsch Ausdruck zu geben, dass den Staaten des Völkerbundes in Zukunft eine längere Frist zur Anmeldung von der Versammlung vorzulegenden Geschäften möge eingeräumt werden.

2. Der schwedischen Regierung ist zu antworten, dass der Bundesrat geneigt sei, die Vorschläge der nordischen Staaten, bzw. Schwedens, betreffend Revision der Art. 3, 4 und 16 des Paktes in der Versammlung grundsätzlich zu unterstützen, dass er aber der Meinung sei, dass diese Anträge nicht auch im Namen der Schweiz einzubringen wären, weil dermalen keine Zeit mehr für eine gemeinsame Beratung gemeinsamer Vorschläge vorhanden sei. In bezug auf den Antrag betr. Art. 13 des Paktes behält sich der Bundesrat seine Stellungnahme vor.

3. Das politische Departement wird beauftragt, zunächst mit den Niederlanden und Schweden in einen Gedankenaustausch zu treten über die Frage der Stellung der Völkerbundsversammlung zum Budget und über die Frage der Lastenverteilung im Völkerbund.

4. Der Regierung von Liechtenstein ist mitzuteilen, dass Traktanden für die erste Völkerbundsversammlung bis zum 15. Juli anzumelden seien, und dass diese Frist vermutlich auch für Anmeldungen zur Aufnahme von Staaten gelte (E 1004 1/276 *n°* 2185).

5. *Cf. n° 247.*

Im Geschäftsbericht an die Versammlung wird auch die Frage der Einsetzung der in Art. 9 des Völkerbundsvertrages vorgesehenen *Kommission zum Studium militärischer, maritimer und aviatischer Fragen* berührt. Anlässlich seiner Sitzung vom 19. Mai 1920 hat der Rat des Völkerbundes die Einsetzung dieser Kommission beschlossen, in der die Schweiz keine Vertretung verlangt hat. Es ist jedoch davon die Rede, Schweden zur Vertretung der neutralen Interessen einen Sitz in dieser Kommission einzuräumen, was auch für uns eine vorteilhafte Lösung darstellen würde. Mit der abschliessenden Prüfung dieser Frage sowie ähnlicher mit dem Völkerbund zusammenhängender Probleme ist gegenwärtig das Militärdepartement beschäftigt.

Ein im Geschäftsbericht des Rates enthaltener Punkt, der besonders zu Kontroversen Anlass geben könnte, betrifft das *Budget des Völkerbundes.* Es wird darauf hinzuwirken sein, dass das Budgetrecht in Übereinstimmung mit aller konstitutionellen Praxis für die Versammlung vindiziert werde.

Im Zusammenhang mit dieser im Bericht des Rates erwähnten Frage steht das besondere Traktandum der *Kosten-Vorteilung im Völkerbund.* Art. 7 des Paktes bestimmt, dass die Kosten nach dem für die Ausgaben des Weltpostvereins angenommenen Massstabe verteilt werden sollen. Diese Bestimmung hat wohl deshalb Aufnahme gefunden, weil man sich auf einen anderen Verteilungsmodus nicht rasch genug einigen konnte. Es ist aber offensichtlich, dass das für den Weltpostverein angenommene System, welches beispielsweise der Schweiz eine unverhältnismässig höhere Beitragspflicht aufbürdet als den Grossmächten, nicht dauernd beibehalten werden kann, um so mehr, als sich jeder Staat nach Belieben in eine höhere oder tiefere Beitragsklasse einreihen kann. Beim Völkerbund handelt es sich, ungleich allen andern Unionen, um bedeutende Beitragsleistungen, die für die Schweiz allein den Gesamtausgaben des Weltpostvereins mindestens gleichkommen. Der Rat des Völkerbundes hat denn auch schon in seiner Sitzung vom 19. Mai 1920 das Generalsekretariat beauftragt, die Unterlagen für eine gerechtere Lastenverteilung zu beschaffen und sich zu diesem Zwecke auch an die Brüsseler Finanzkonferenz zu wenden. Es ist aber angezeigt, jetzt schon dieser wichtigen und heiklen Frage alle Aufmerksamkeit zu schenken und mit andern Staaten, die sich in einer ähnlichen Lage wie die Schweiz befinden, in einen Gedankenaustausch zu treten. Wir möchten es Ihrem Ermessen anheimstellen, bei Gelegenheit die Ansichten der Regierung, bei der Sie akkreditiert sind, über diesen Punkt zu sondieren. Zu Ihrer Orientierung fügen wir bei, dass sich die Beitragskosten der Schweiz bis zum 30. Juni 1920 auf etwas über Fr. 200 000.— belaufen werden.

Ein weiteres, äusserst wichtiges Traktandum betrifft die Wahl der *nicht ständigen Mitglieder des Völkerbundsrates.* Der Art. 4 des Paktes in seiner jetzigen Fassung lässt der Versammlung in bezug auf die Besetzung der vier nicht den Grossmächten vorbehaltenen Sitze im Rat, die provisorisch Spanien, Belgien, Brasilien und Griechenland zugewiesen worden sind, alle Freiheit. Es ist von Wichtigkeit, dass jetzt, d.h. anlässlich der ersten Wahl der vier Staaten, ein für die gegenwärtig nicht vertretenen Länder annehmbarer Modus vereinbart wird. Nach Art. 4 sind die vier genannten Staaten im Rat vertreten bis zur erstmaligen Bezeichnung von vier Staaten durch die Versammlung. Ein Vorschlag, der von den nordischen Staaten formuliert wurde, geht dahin, dass die Versammlung

jährlich einen Staat auf die Dauer von vier Jahren in den Rat delegiert, wobei der gleiche Staat nach Ablauf der vierjährigen Periode nicht sofort wiederwählbar ist. Die Wahl würde mit einfacher Mehrheit erfolgen. Damit die Kontinuität der Vertretung der Versammlung im Rat gewahrt bleibt, soll jedes Jahr nur eine der vier Vertretungen ernannt werden. Dieser Antrag der nordischen Staaten sichert einerseits der Vertretung der kleinen Mächte die erforderliche Kontinuität und macht andererseits eine dauernde Bevorzugung einzelner unmöglich. Die Schweiz wird daher voraussichtlich den Antrag der nordischen Staaten sehr wohl unterstützen können.

An der ersten Session der Versammlung soll ferner die für die Schweiz äusserst wichtige Frage der *wirtschaftlichen Sanktionen des Völkerbundes* zur Erörterung gelangen. Zu diesem Traktandum, das die Ausführung des Art. 16 des Völkerbundsvertrages betrifft, liegen noch keine Vorschläge des Rates vor. Es wäre von besonderem Interesse, zu erfahren, in welcher Richtung sich die Vorschläge der einzelnen Mächte zu diesem Punkt bewegen werden. In dieses Gebiet fällt ein Revisionsvorschlag der nordischen Staaten zu Art. 16, welcher die Möglichkeit eröffnen will, die Handhabung der wirtschaftlichen Sanktionen zu mildern, indem einzelnen Staaten in Ausnahmefällen vom Rat die Bewilligung erteilt werden kann, in gewissem Umfange die Beziehungen mit einem bundesbrüchigen Staat aufrechtzuerhalten. In den Verhandlungen der Versammlung über Art. 16 kann möglicherweise die Aufrechterhaltung der durch die Tätigkeit des Roten Kreuzes und ähnlicher humanitärer Institutionen bedingten Beziehungen anerkannt werden.

Eines der wichtigsten Traktanden der ersten Versammlung des Völkerbundes betrifft die Frage der *Aufnahme neuer Staaten.* Zurzeit liegen Aufnahmegesuche von Estland, der Ukraine und Lettland vor. Daneben wird auch über die Aufnahme von Marino, Monaco und andern kleinen Staaten verhandelt werden. Vertraulich teilen wir Ihnen mit, dass wir uns gegenwärtig mit der Frage der Übermittlung des Aufnahmegesuches von *Liechtenstein* beschäftigen. Die Frage der Aufnahme der Zentralmächte wird jedenfalls zur Diskussion gestellt werden, wenn uns auch hierüber keine weiteren Mitteilungen vorliegen.

In der Versammlung des Völkerbundes sollen ferner auch die noch ausstehenden *Vorschläge der gegenwärtig im Haag tagenden Expertenkommission* für den internationalen Gerichtshof und die *Beschlüsse der Brüsseler Finanzkonferenz* Gegenstand von Verhandlungen bilden. Ferner wird auch die Versammlung ihr *Geschäftsreglement* festzustellen haben. Zu diesem Thema gehört der schwedische Antrag auf Revision des Art. 3 des Paktes, wonach sich die Versammlung stets am 2. Montag im September versammeln und ausserdem jederzeit auf Verlangen von zehn Mitgliedstaaten am Sitz des Völkerbundes zusammenberufen werden muss. Die Autorität und Unabhängigkeit der Versammlung wird durch die Sicherung ihrer Periodizität und des Selbstbesammlungsrechtes wesentlich erhöht. Die Anregung Schwedens verdient daher nachdrücklichste Unterstützung. Es ist jedoch nicht sicher, ob Norwegen und Dänemark sich auch auf den schwedischen Vorschlag einigen, und ob auch die Niederlande sich auf den Boden dieses Vorschlages stellen werden.

Das *Verhältnis der politischen Völkerbundsorgane zu den einzelnen technischen Organisationen des Völkerbundes* soll ebenfalls zur Sprache kommen. Als

wichtige Organe neben dem Rat und der Versammlung sollen, wie Ihnen bekannt ist, für spezielle Aufgaben wie Transitfragen, sanitäre Fragen usw. besondere Instanzen ins Leben gerufen werden. In seiner Sitzung vom 19. Mai 1920 hat der Rat, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die Versammlung, beschlossen, dass diese Organisationen intern autonom sein sollen, dass sie dagegen in ihrem Verkehr mit den einzelnen Staaten der Kontrolle des Rates unterstehen. Gegen die Kontrollmassnahmen des Rates kann in jedem Fall an die Versammlung rekuriert werden, sofern nicht der Rat die Angelegenheit seinerseits vor die Versammlung bringt. Dieser Vorschlag dürfte zu keinen Gegenvorschlägen Anlass bieten.

In die Kategorie der erwähnten permanenten Spezialinstanzen gehört namentlich das projektierte *Transitamt,* über das wir Ihnen bei früherer Gelegenheit berichtet haben. Besondere Bedeutung wird auch dem *Hygiene-Amt* des Völkerbundes zukommen, dessen Errichtung vom Rat des Völkerbundes grundsätzlich am 13. Februar d.J. beschlossen wurde, und dessen Organisationsplan aus den Verhandlungen der bereits tagenden Hygiene-Konferenz hervorgehen soll. Die Akten des Völkerbundes zur Bekämpfung von Krankheiten gemäss den Artikeln 23f und 25 des Paktes hat bereits in verheissungsvoller Weise eingesetzt. In seinen Sitzungen in Paris und Rom hat sich der Völkerbundsrat mit der Bekämpfung der Typhus-Epidemie in Polen beschäftigt und auch über Massnahmen gegen die Austreibung von Krankheiten in Mitteleuropa beraten.

Ein weiteres vom Völkerbund zu schaffendes internationales Amt wird die Durchführung des am 10. September 1919 in St-Germain zwischen den alliierten und assoziierten Mächten abgeschlossenen *Vertrages betreffend die Kontrolle des Handels mit Waffen und Munition* zu überwachen haben. Dieser Vertrag, der ebenfalls an der Versammlung fakultativ zur Diskussion gestellt wird, bezweckt, einerseits die Grundsätze der früheren Kongo-Akte über die Kontrolle des Waffenhandels in wenig zivilisierten Gebieten auf nahezu die Gesamtheit des afrikanischen Kontinents sowie auf das Rote Meer, Persien usw. auszudehnen und andererseits sämtliche Kontrahenten zu verpflichten, den Export sehr weiter Kategorien von Waffen und Munition aus dem Vertragsgebiet zu untersagen. Als Ziel dieser Konvention ist das Bestreben angeführt, durch Verhinderung der Zerstreuung des während der Kriegsjahre angesammelten Kriegsmaterials den ersten Schritt auf dem Wege der allgemeinen Abrüstung zu machen. Die Schweiz und die andern neutralen Staaten wurden bereits zu Ende des vorigen Jahres eingeladen, dieser Konvention beizutreten. Die französische und englische Regierung gaben dem Bundesrat bekannt, dass sie schon von Anfang an, bereits *vor* Ratifikation der Konvention, den Export von Kriegsmaterial nach der Schweiz von einer Erklärung der schweizerischen Regierung abhängig machen würden, dass die Schweiz der Konvention später beitreten werde. Eine endgültige Antwort wurde auf diese Démarche weder vom Bundesrat noch von den meisten anderen neutralen Regierungen erteilt. Nur die niederländische Regierung gab, mit Rücksicht auf die Notwendigkeit, Kriegsmaterial zu importieren, die gewünschte Erklärung ab. Es wäre von Wert, die Haltung aller neutralen Staaten zu dieser Frage weiterzuverfolgen.

Die Erörterung dieser Konvention an der Versammlung dürfte wohl Anlass bieten, um gegen das Verfahren Verwahrung einzulegen, wonach eine kleinere

Anzahl von Staaten Konventionen abschliesst über Gegenstände, die zum Aufgabenkreis des Völkerbundes gehören, und auf diese Weise Angelegenheiten, bei denen alle Völkerbundsmitglieder mitzuwirken berufen wären, präjudiziert.

Der gleiche Standpunkt wird bei Behandlung des Traktandum der *Revision* der *Kongo-Akte und der Brüsseler Antisklaverei-Akte* einzunehmen sein. Diese beiden Verträge sollen durch eine neue, ebenfalls am 10. September 1918 in Saint-Germain unterzeichnete Konvention ersetzt werden, welche die in den Kongo-Akten verwirklichte allgemeine Verkehrsfreiheit räumlich zwar ausdehnen, jedoch ihre Anwendung auf einen engeren Kreis von Kontrahenten beschränken will. Die Schweiz wird hier Schritte unternehmen müssen.

Neben den erwähnten Traktanden figurieren endlich die Bekämpfung des *Branntweinhandels in Afrika,* des *Opiumhandels* und des *Mädchenhandels* auf der Traktandenliste der ersten Sitzung der Versammlung. Was den letzten der erwähnten Punkte anbetrifft, so hat der Rat des Völkerbundes am 19. Mai 1920 beschlossen, vorläufig beim Generalsekretariat einen ständigen Beamten zu halten, welcher alle auf Unterdrückung des Mädchenhandels bezüglichen Massnahmen verfolgt. Es ist nichts darüber gesagt, in welcher Weise sich die Versammlung mit dem Gegenstand zu befassen haben wird.

Indem wir Ihnen die vorstehenden Bemerkungen über einzelne wichtigere Traktanden der ersten Versammlung des Völkerbundes übermitteln, möchten wir Sie bitten, soweit sich hierzu die Möglichkeit ergibt, uns über die Stellungnahme der Regierung, bei der Sie akkreditiert sind, zu den verschiedenen aufgeworfenen Fragen zu benachrichtigen. Wir möchten Sie namentlich ersuchen, uns bekannt zu geben, ob diese Regierung weitere Postulate zur Diskussion zu stellen beabsichtigt.

365

E 2200 London 32/1

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L Société des Nations. Londres, 2 juillet 1920
Siège

Je sors de chez Sir Eric Drummond auquel j'ai remis la liste des délégués suisses à la Conférence financière de Bruxelles, liste que vous avez bien voulu me communiquer par votre télégramme n° 21 arrivé ce matin[1].

J'ai saisi cette occasion pour lui dire qu'il nous intéresserait beaucoup de savoir si le Président Wilson a déjà répondu à la demande du Conseil de la Société au sujet de la convocation de l'Assemblée générale. Sir Eric m'a appris qu'en effet un télégramme du Président Wilson était parvenu hier et qu'à teneur de cette communication le Président se déclarait prêt à convoquer l'Assemblée,

1. *Non reproduit.*

mais qu'il exprimait des doutes sur l'endroit où la session devrait avoir lieu en manifestant son étonnement que ce doive être Bruxelles et non pas Genève.

Le Secrétaire général s'empressa de me dire que cette réponse le met quelque peu dans l'embarras. Il était mentionné notamment, dans le message du Président, que le Gouvernement suisse avait fait des démarches[2] auprès de lui pour que Genève, et non pas Bruxelles, soit désignée. Sir Eric craint que cette tentative fasse une mauvaise impression auprès des membres du Conseil. Il lui est difficile de comprendre que le Gouvernement suisse ait cru devoir formuler un recours alors qu'il s'agit d'une décision prise à l'unanimité par le Conseil de la Société. Il avait pourtant expliqué clairement à M. Ador les raisons pour lesquelles on avait choisi Bruxelles, ceci d'ailleurs sans aucun préjudice pour Genève à qui appartient le siège définitif. Il communiquera le texte du télégramme de Washington aux membres du Conseil et il ne lui paraît pas impossible que l'attitude de la Suisse dans cette affaire soit l'objet de certaines observations fâcheuses. Il est évident, continua-t-il, que la Suisse ne peut pas réclamer formellement cette première Assemblée, puisque, au cas où l'Amérique aurait adhéré à la Société, il était prévu qu'elle aurait lieu à Washington. Si donc ce n'est pas Washington, ce peut être n'importe quel autre endroit. Il comprend fort bien que la Suisse tienne au siège qui, d'après le Pacte, lui revient, mais il dit que la Suisse risque d'affaiblir sa situation aux yeux des membres du Conseil si elle revendique des choses auxquelles elle n'a pas plus de droit que n'importe quel autre membre de la Société. En général, il croit qu'on aurait pu, en Suisse, envisager avec plus de calme la décision du Conseil de Rome et il lui paraît surtout déplorable qu'on y insiste sur l'argument du siège qui aurait été le facteur presque principal du vote favorable du peuple suisse.

J'ai répondu que je n'avais pas connaissance d'une pareille démarche de mon Gouvernement à Washington et que je n'avais pas abordé ce sujet lors du passage à Londres de mon collègue M. Peter. J'ai ajouté que j'étais persuadé, si cette intervention s'est faite, ainsi qu'il paraît ressortir de ce qu'il me dit, qu'elle avait sans doute eu lieu avant l'entrevue de M. Ador au Secrétariat général et que je croyais savoir qu'après les explications satisfaisantes qi'il avait reçues de Sir Eric Drummond, M. Ador lui-même était d'avis qu'il n'y avait pas lieu que le Gouvernement suisse entreprenne d'autres démarches et qu'avec la remise du mémorandum[3] — dont Sir Eric reconnaît l'opportunité —, le point de vue de la Suisse était établi de façon suffisamment claire. Quant à l'argument du siège par rapport au référendum, j'ai dit qu'en effet, la presse y avait insisté d'une façon malheureuse, d'autant plus que cette question n'avait décidément pas influencé le vote ni des partisans, ni des adversaires de la Société des Nations. J'ai ajouté: il est indiscutable que la proposition du Conseil de convoquer l'assemblée générale à Bruxelles a causé une grande nervosité en Suisse, surtout à Genève et dans la Suisse française et qu'à la suite de cet état d'esprit, on fut peut-être porté à exagérer l'importance de cette décision. Il est tout naturel que le Gouvernement et le peuple suisses tiennent fort à ce que le siège de la Société soit à Genève, mais, d'autre

2. *Pour le texte de la démarche suisse auprès de Wilson, cf. n° 342, note 2.*

3. *Il s'agit de la note communiquée au Secrétariat et aux membres de la SdN à la suite d'une décision du Conseil fédéral du 28 mai, cf. 342.*

part, je crois savoir que le Conseil fédéral, après avoir dit son mot, compte laisser suivre à cette affaire son cours normal.

Dans le cas où vous désireriez faire parvenir à Sir Eric des éclaircissements sur votre démarche au Président Wilson, vous voudrez bien me donner des instructions[4].

Il y a lieu d'ajouter que Sir Eric Drummond a paru manifester quelque inquiétude sur l'éventualité de voir se rouvrir la question du siège définitif comme suite aux objections formulées par le Président concernant le lieu de réunion de l'Assemblée, question qui paraissait être résolue conformément aux vœux de la Suisse. Une telle éventualité ne saurait avoir, d'après lui, que des conséquences fâcheuses.

---

4. *Par télégramme n° 27 du 8 juillet, le Département politique répondait à Paravicini:*
[...] Il est important de dissiper immédiatement l'impression inexacte de Sir Eric Drummond que le Conseil fédéral Suisse aurait fait des démarches à Washington pour contrecarrer la décision du Conseil de la Ligue. Dans seule communication concernant le siège remise à membres de la Société des Nations et à Washington, le Conseil fédéral suisse déclara expressément qu'il était convaincu de *[ne pas]* contester à Bruxelles les titres pour recevoir la première assemblée et demanda uniquement que la réunion hors de la Suisse ne préjudiciât les droits de Genève comme siège. Vu l'impossibilité pour Ministre Peter de voir Président Wilson cette copie fut transmise par brève note datée du 1er juin répétant que le peuple suisse s'étant déclaré franchement en faveur de la Société des Nations ne saurait comprendre qu'au lendemain de sa décision article 7 du Pacte ne devrait pas être mis à exécution. Cette note ne fit aucune allusion à la convocation de la première assemblée ailleurs qu'à Genève. La réponse du Gouvernement américain datée du 15 juin accuse réception de la copie remise par notre Légation en ajoutant uniquement que notre communication adressée à la Société des Nations recevra «the most respectful consideration» du Président Wilson. Cette note ne fut ni précédée ni suivie par aucune démarche verbale. Pour ne laisser subsister aucun malentendu télégraphions aujourd'hui à notre Légation à Washington pour rappeler à Président Wilson la déclaration contenue dans la note du 28 mai que le Gouvernement suisse ne songe pas de contester à Bruxelles les titres à la première assemblée. Nous déclarons à Président Wilson qu'aujourd'hui encore le Conseil fédéral suisse n'a rien à objecter à la convocation de la première assemblée ailleurs que Genève, étant convaincu qu'aucun argument ne pourra en être tiré contre l'établissement du siège permanent à Genève. Précisions suivent par écrit.

Le suivant pour votre information. Avant la décision prise par le Conseil fédéral suisse le 28 mai au sujet de la communication à adresser à la Société des Nations notre Ministre à Rome eut de sa propre initiative des entrevues avec l'ambassadeur des Etats-Unis auquel il semble avoir exprimé le désir de voir réunir la première assemblée à Genève. Il est possible que cette démarche qui s'explique par les circonstances dans lesquelles était intervenue la décision du Conseil de la Ligue à Rome ne faisant aucune mention de la ville de Genève, est à la base de la déclaration du Président Wilson. La décision du Conseil fédéral suisse du 28 mai ayant clairement défini le point de vue suisse quant à la convocation de l'assemblée, nous n'avons plus attaché d'importance à cette démarche antérieure au 25 mai qui nous semblait annullée par la décision et la note du Conseil fédéral suisse subséquentes. Pour expliquer complètement la situation et la réponse du Président Wilson, vous pouvez, si vous l'estimez utile, faire allusion à ce fait à Sir Eric Drummond. Il est très important de ne froisser aucunement les Américains qui sont animés des meilleurs sentiments envers la Suisse et d'empêcher que nous ne soyons mis en opposition avec Président Wilson par vos explications qui sans doute seront rapportées au Conseil de la Ligue par Drummond (E 2001 (B) 8/8).

366

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini, au Président de la Confédération, G. Motta

L Strictement confidentiel. Londres, 5 juillet 1920
Société des Nations. Siège.

Pour faire suite à ma lettre du 2 juillet[1] concernant ma conversation avec Sir Eric Drummond, j'ai l'honneur de vous donner les renseignements complémentaires suivants:

De source strictement personnelle et confidentielle, il me revient que Sir Eric Drummond a fait de notre conversation une note pour les actes, tel qu'il a l'habitude de la faire après chaque entrevue. Le résumé rend, dans une forme raccourcie, assez exactement le contenu de ma lettre du 2 juillet; je relèverai cependant qu'il y dit, d'après mon information, que «sur l'ordre de mon Gouvernement» je venais lui demander si la réponse du Président Wilson était arrivée, alors que je donnais à ma démarche un caractère moins formel. Il faut dire que j'avais connaissance de l'arrivée du télégramme et que, pour couvrir ma source, j'ai fait comprendre qu'on s'intéresse à Berne de savoir où en est la question. Ensuite, la notice de Sir Eric Drummond terminerait en ces mots: «The Swiss Minister replied that he entirely agreed with all I said», ce qui est un résumé un peu sommaire de ma réponse que vous connaissez. Il y serait mentionné, en outre, que je ne savais pas la démarche de Washington et que, selon moi, celle-ci n'aura certainement pas été faite *après* la visite de M. Ador.

Voici ce que j'apprends sur la réponse du Président Wilson: Le Président se déclare d'abord disposé à convoquer l'assemblée. Il ne cache cependant pas sa surprise de ce que Genève n'ait pas été proposée comme lieu de réunion. Ceci pour quatre raisons: 1. le Pacte prévoit Genève comme siège permanent, 2. la Suisse demande que l'assemblée se réunisse à Genève, 3. la Suisse considérerait le choix de toute autre ville comme «invidious» (froissant), en raison de la récente accession, 4. l'accession de la Suisse peut avoir été influencée («might have been influenced») par le fait que Genève doit en être le siège. Le Président manifesterait ensuite son étonnement de ce que Bruxelles ait été proposée à Rome à l'*unanimité,* alors que l'Ambassadeur d'Italie aux Etats-Unis aurait fait savoir à Washington que l'Italie préfèrerait Genève.

Je vous serais infiniment reconnaissant, M. le Président, de considérer ces renseignements comme *absolument confidentiels;* la moindre allusion à cet égard mettrait mon informateur dans le plus grand embarras et arrêterait probablement la source de mon information. De plus, en ce qui concerne l'attitude de l'Ambassadeur d'Italie à Washington, vous serez certainement d'accord que toute indication à ce sujet doit être évitée, car M. Tittoni, lorsqu'il arrivera à Londres pour la session du 9 juillet, recevra certainement quelques observations peu agréables de la part des autres membres du Conseil au sujet de ce passage du télégramme.

---

1. *Cf. n° 365.*

367

E 2200 London 32/1

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini, au Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond

Copie
L

London, July 9th, 1920

I really did not want to trouble you to-night, as I know how terribly busy you are just now. The communication, however, which I have to make being urgent, I think I might just as well convey it to you, as briefly as possible, by writing, as to-morrow again you will be full up from morning till night and it seems doubtful whether I can see you.

It is about our recent conversation concerning the answer of President Wilson regarding the convocation of the Assembly. The Federal Council wish me to give you the clearest possible assurance about their attitude in the matter, so that no misunderstanding should subsist. They attach the greatest importance that this should be done at once, and wish me to say:

1. In no way and at no time have They taken any steps to counteract against a convocation of the Assembly to another city than Geneva.

2. President Wilson has received through the Swiss Legation in Washington a copy of the Memorandum remitted to you on the 29th[1] of May, in the same way as such copies have been handed to the other Governments. The covering note of the Swiss Minister in the United States does not say a word about the Assembly, but merely repeats that the Swiss Government and People trust that the question of the seat remains definitely settled by the Covenant.

3. The Memorandum itself clearly states that it does not enter the head of the Federal Council to impair in any way the convocation of the Assembly to Brussels, as long as that decision does not imply any prejudice as to the seat itself. This point of view of my Government has never changed and is to-day exactly as it was then.

4. In consequence of the communication you were good enough to make to me on the 2nd instant, the Federal Council have once more instructed the Swiss Legation at Washington to declare to President Wilson that They do not think of contesting to Brussels the privilege of the First Assembly, as They are entirely satisfied about such a convocation not prejudicing in any way the question of the permanent seat.

I shall be delighted to give you verbally any further information, whenever you wish to see me.

---

1. *Cf. n° 342.*

368

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini, à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie de réception Londres, 10 juillet 1920
T n° 69 (*Reçu:* 11 juillet)

Votre télégramme 27[1]. Le 9 juillet au soir ai fait la communication à M. Drummond. Bourgeois, le Président du Conseil de la Société des Nations ayant informé M. Ador que Wilson vient de convoquer assemblée à Genève et non à Bruxelles pour le 15 novembre, celui-ci a profité pour faire déclaration dans sens vos télégrammes devant Conseil réuni qui a été reçu avec grande satisfaction. Ambassadeur belge a vivement remercié. Il nous paraît indiqué faire éviter en Suisse tout commentaire de presse dans cas où Etats-Unis publieraient nouvelle.

1. *Cf. n° 365, note 3.*

369

E 2200 London 32/1

L'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer, au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

L AE. Société des Nations. Berne, 10 juillet 1920
Siège

Par notre télégramme n° 27 du 8.VII.[1] nous vous avons communiqué les éléments des explications à donner à Sir Eric Drummond en présence de la situation nouvelle dont vous nous aviez fait part par vos lettres IC IB 20 du 2 et du 5 juillet[2] et par votre télégramme n° 64 du 7 juillet[3]. Notre télégramme n° 28[4] vous a ensuite donné le texte complet de la note que notre Légation à Washington a adressée, en date du 1er juin, au Gouvernement américain[5].

Pour compléter vos actes, nous vous transmettons enfin sous ce pli le texte de la note adressée le 15 juin à notre Légation à Washington[6] par le Secrétaire d'Etat américain Colby pour accuser réception de notre communication concernant le siège de la Société des Nations, ainsi qu'une transcription de notre dernière note au Président Wilson[5].

1. *Cf. n° 365, note 3.*
2. *Cf. nos 365, 366.*
3. *Non reproduit.*
4. Non reproduit, cf. E 2001 (B) 8/8.
5. *Cf. n° 342, note 2.*
6. *Non reproduite.*

Les indications que nous vous avons télégraphiées[7] vous auront permis de prouver à Sir Eric Drummond que ses vues concernant l'attitude du Gouvernement suisse dans la question de la convocation de la première assemblée étaient dénuées de tout fondement. Il est, en effet, d'une très grande importance de ne pas laisser subsister l'impression de Sir Eric Drummond — impression qui ne manquerait pas de se communiquer aux représentants des Puissances — que la Suisse aurait tenté une action à Washington à l'encontre du vœu exprimé par le Conseil dans sa réunion à Rome. Le Conseil fédéral a certainement été surpris d'une manière peu agréable qu'au lendemain du vote populaire en faveur de l'accession de la Suisse à la Société, le Secrétariat général et le Conseil de la Société des Nations n'ont trouvé aucune parole au sujet de l'installation des services de la Société au siège désigné par le Pacte. Cette surprise a d'ailleurs été partagée par plusieurs hauts fonctionnaires de la Société, tels M. Colban, M. van Hamel et Sir Herbert Ames qui, d'après les renseignements qui nous sont parvenus de Rome, n'ont pas caché leur indignation de ce qu'ils considéraient comme le résultat des manœuvres répétées contre Genève. Néanmoins, et malgré le fait que la convocation de la première Assemblée à Bruxelles fut regardée, dans certains milieux de la Société des Nations même, comme le premier pas vers le transfert du siège dans la capitale belge, le Conseil fédéral s'est borné à constater «que la réunion de la première assemblée des Etats en dehors du siège de la Ligue consacré dans le Pacte ne saurait impliquer un préjudice quelconque au détriment de la Suisse». Il a même déclaré «qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit du Gouvernement suisse de contester à Bruxelles et à la nation belge les titres nombreux qu'elles possèdent pour aspirer à l'honneur de recevoir les premières assises internationales». En répétant expressément dans une nouvelle déclaration adressée au Président Wilson[7] qu'il n'avait aucune objection à la convocation de la réunion constitutive de l'Assemblée en dehors de la Suisse, le Gouvernement suisse a donné la preuve la plus convaincante de son désir de n'entraver d'aucune manière les dispositions prises par le Conseil de la Ligue, et en même temps de sa confiance que le transfert des services de la Société à Genève serait, en fin de compte, loyalement exécuté. Nous pouvons espérer que l'attitude franche et nette du Conseil fédéral ne restera pas sans répercussion sur les opinions du Conseil et du Secrétariat général de la Ligue dans la question du siège. Il est à noter que jusqu'à ce jour la note adressée en date du 28 mai au Secrétariat général n'a pas reçu de réponse.

Le télégramme par lequel le Président Wilson a répondu à l'invitation de convoquer la 1ère assemblée le 15 novembre à Bruxelles nous a sans doute mis, à un moment donné, dans une situation fort embarrassante, vu surtout les excellents sentiments dont le Gouvernement américain fait preuve à notre égard. Nous vous avons déjà signalé le très grand intérêt que nous avons à ce que les Américains soient froissés le moins possible par les déclarations que nous sommes contraints a faire au Secrétariat général de la Société des Nations. En vue de pouvoir donner, le cas échéant, des explications utiles à Washington, nous vous serions donc obligés de nous rapporter, si possible, les termes exacts dont Sir Eric Drummond s'est servi vis-à-vis du Conseil de la Société sur l'intermezzo américain.

7. *Non reproduit, cf.* E 2001 (B) 8/8.

Ainsi que vous le savez, il est possible qu'une démarche personnelle faite par M. Wagnière *avant* la décision du Conseil fédéral peut avoir donné lieu à la déclaration erronée du Gouvernement américain que la Suisse aurait sollicité la convocation de la 1ère assemblée à Genève. Au moment de la surprise causée par la décision du Conseil de la Société, notre Ministre à Rome s'est rendu chez l'Ambassadeur des Etats-Unis[8], M. Underwood Johnson et lui a parlé en toute franchise des menées qui eurent lieu incontestablement contre Genève. Dans une entrevue antérieure au 26 Mai[9], M. Wagnière semble avoir expliqué à l'Ambassadeur qu'il serait désirable que la 1ère Assemblée eût lieu dans la ville désignée par le Pacte pour être le siège permanent de la Ligue. Nous ignorons si et dans quels termes l'Ambassadeur a rapporté cette entrevue à son Gouvernement, mais nous avons prié M. Wagnière de se procurer, si possible, des précisions à ce sujet. Nous n'avons pas cru devoir attribuer de l'importance à cette démarche antérieure au 28 mai, que nous avons considérée comme effacée par les déclarations précises de la note adressée par le Conseil fédéral au Secrétariat général et communiquée à tous les Etats de la Société, ainsi qu'au Gouvernement des Etats-Unis. La note du Gouvernement américain, du 15 juin, ne fait aucune allusion à une autre démarche que la manifestation du Conseil fédéral du 28 mai.

Le dernier incident survenu dans la question du siège aura sans doute donné une nouvelle vigueur à la campagne des adversaires de Genève qui n'auront pas manqué de répéter les arguments qu'ils ont déjà allégués contre le choix de cette ville. A ce propos, il peut être utile de constater que les Autorités fédérales et

---

8. *Le Ministre Wagnière agissait sur l'instruction donnée par le Département politique dans son T n° 62 du 29 mai:* Veuillez informer confidentiellement l'Ambassadeur américain que en outre de la note à la Société des Nations nous chargeons notre Légation à Washington d'adresser au Président Wilson une note disant notamment que nous lui faisons cette communication convaincus des sentiments amicaux des Etats-Unis pour la Suisse et connaissant le grand intérêt du Président pour la question du siège. Nous ajoutons que le peuple suisse, après son vote, ne comprendrait pas la remise en question du siège qui est consacré par le Pacte et attache un grand prix aux raisons d'ordre supérieur qui dictèrent le choix de la ville de Genève et auxquelles, dans son propre intérêt, la Ligue doit rester fidèle (E 2001 (B) 8/8).

9. *Sur cette entrevue, Wagnière rapportait dans sa lettre du 26 mai:*

[...] Conformément à vos instructions je me suis rendu chez l'Ambassadeur des Etats-Unis pour lui donner confidentiellement connaissance des décisions du Conseil fédéral.

L'Ambassadeur a cru devoir me rassurer en m'affirmant que la demande du Conseil de la Ligue des Nations concernant la convocation de la prochaine Assemblée à Bruxelles, ne préjudicierait en rien la question du siège régulier de la Ligue. L'Ambassadeur ne paraissait pas distinguer très clairement entre le Conseil et l'Assemblée. Il estime que les sessions du Conseil ayant eu lieu tour à tour dans les principales villes de l'Entente, il était naturel d'en fixer une aussi à Bruxelles et s'étonnait que nous nous y opposions. Je lui ai expliqué que nous ne nous opposions nullement au choix de Bruxelles pour des sessions du Conseil ou pour d'autres conférences provoquées par la S. d. N., mais que nous tenions à ce que la première Assemblée eût lieu dans la ville désignée par le Pacte pour être le siège permanent de la Ligue. *[...]* (E 2001 (B) 8/8).

Les instructions en question, transmises à Rome par T. n° 58 du 22 mai disaient: [...] Angesichts Ihrer Demarche beim amerikanischen Botschafter wollen Sie ihm von vorstehendem sehr vertraulich Kenntnis geben. Es ist von Wichtigkeit, dass die amerikanische Regierung sofort benachrichtigt wird, aber wir halten darauf, jeden direkten Schritt zu vermeiden, der uns in Washington in Gegensatz mit der Bitte des Völkerbundsrates bringen könnte (E 2001 (B) 8/8).

cantonales ont déjà fait de nombreuses démarches en vue de faciliter, autant que possible, les conditions de l'installation et du fonctionnement des institutions de la Société a Genève.

Par notre lettre B.56/417/7, du 30 juin[10], nous vous avons donné connaissance du projet de l'établissement de communications ferroviaires spéciales entre Londres, Paris et Genève, qui a été élaboré sur l'initiative du Département des Chemins de fer.

Vous savez d'autre part que le Conseil d'Etat du Canton de Genève s'est posé la tâche de faciliter autant que possible les conditions de vie du personnel de la Société qui résidera à Genève et qu'il a pris, dès à présent, des mesures pour empêcher que les régisseurs de la ville n'abusent de la situation créée par l'afflux d'un grand nombre de fonctionnaires de la Ligue.

L'Etat de Genève considère en outre la possibilité de mettre des locaux à la disposition de la Société des Nations. Nous espérons pouvoir vous donner bientôt des précisions sur ce projet, dont la réalisation ne manquerait certainement pas de vaincre une grande partie de l'opposition qui existe encore à l'égard du siège à Genève. A l'heure qu'il est, il serait cependant prématuré de faire des déclarations sur ce point au Secrétariat général de la Société.

10. *Non reproduite.*

370

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Secrétariat général du Département de l'Economie publique

L Kohlenabkommen — Berlin, 12. Juli 1920

Ich danke sehr für Ihre Mitteilungen vom 9. laufenden Mts.[1] betreffend das neue Kohlenabkommen[2] mit Deutschland und habe mich gefreut, daraus ersehen zu können, dass es Ihnen gelungen ist, eine zweifellos sehr annehmbare Verständigung zu erzielen.

Das grosse Bedenken besteht wohl nur darin, dass es infolge des Ganges der Verhandlungen in Spa zweifelhaft geworden ist, ob die Deutschen in der Lage sein werden, die im Abkommen vorgesehenen Kohlenmengen zu liefern. Die Ansichten über die Möglichkeit für Deutschland, in Zukunft noch Kohlen an neutrale Staaten abzugeben, sind hier sehr pessimistisch. Man fürchtet, dass dasjenige, was den Deutschen nicht zwangsweise durch die Entente abgenommen werden wird, unbedingt notwendig sein werde für die unabweislichen Bedürfnisse des Inlandes. Ganz besonders bedenklich ist die Wahrscheinlichkeit, dass infolge des Diktates von Spa die Produktion neuerdings zurückgehen wird, indem die deutsche Arbeiterschaft es ablehnen wird, für die Interessen der Entente zu arbeiten.

1. *Non reproduit.*
2. *Pour le contenu de cet accord, cf. n° 380.*

371

E 1004 1/276

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 juillet 1920[1]

2321. Hilfsaktion zugunsten Österreiches

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 9. Juli 1920

1. Am 14. Juni beschloss der Bundesrat[2], die Frage betreffend die Teilnahme der Schweiz an der internationalen Hülfsaktion für Österreich im Höchstbetrage von 25 Millionen Franken der Bundesversammlung zur Genehmigung zu unterbreiten. Unterdessen wurde das Volkswirtschaftsdepartement in Verbindung mit dem eidg. Ernährungsamt ermächtigt, Verhandlungen mit Österreich über neue Lieferungen weiterzuführen.

2. Mit Botschaft vom 17. Juni an die Bundesversammlung[3] beantragte der Bundesrat, er möchte ermächtigt werden, sich an der internationalen Kreditaktion zugunsten Zentraleuropas mit einer Summe von im Maximum 25 Millionen Franken zu beteiligen.

Entgegen der Annahme des Bundesrates wurde es nicht mehr möglich, das Geschäft in der Junisession der eidgenössischen Räte erledigen zu lassen. Aus einem Zuwarten bis zur Herbstsession hätten sich aber, speziell mit Rücksicht auf die in Aussicht genommenen Lebensmittel-Lieferungen an Österreich, sehr grosse Nachteile ergeben; insbesondere benötigte auch Österreich einen Teil der Lebensmittel sofort.

3. Das eidg. Ernährungsamt beantragte mit Eingabe vom 24. Juni an den Bundesrat: Der zwischen dem eidg. Ernährungsamt und der österreichischen Republik abgeschlossene Vertrag vom 16. Juni 1920[4] betreffend den nach internationalen Vereinbarungen seitens der Schweiz zu bewilligenden Kredit von 25 Millionen Franken und die damit verbundenen Warenlieferungen aus der Schweiz wird genehmigt. Die aus früheren Lieferungen resultierende Schuld Österreichs im Betrage von Fr. 11361636.05 wird mit Rücksicht auf die Umwandlung der für diesen Betrag bestehenden einfachen Schuldverpflichtung in eine fundierte Schuld auf rund 11 Millionen Fr. herabgesetzt; überdies wird auf die bis 31. August 1920 aus dieser Schuld resultierenden Zinsen verzichtet. Dem von österreichischer Seite gestellten Begehren auf eine weitere Reduktion der alten Schuld kann nicht entsprochen werden.

Der Bundesrat *beschloss:*

Grundsätzlich wird der Antrag angenommen. Die Ausführung desselben soll aber erst erfolgen, wenn die beiden parlamentarischen Kommissionen ihre

---

1. *Etaient absents: G. Motta, K. Scheurer, H. Häberlin.*
Assistait: J. Käppeli, Directeur de l'Office fédéral de l'Alimentation.
2. *Cf.* E 1004 1/275 *n°* 1961.
3. *Cf.* FF, 1920, vol. III, *pp. 731–736.*
4. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30.

Zustimmung erteilt haben. Nach Paris ist mitzuteilen, dass die Schweiz an der Hülfsaktion sich beteiligt, in der Voraussetzung, dass die übrigen Staaten ihre Anteilnahme zusichern. Es soll aber erklärt werden, dass später keine weiteren Lebensmittellieferungen erfolgen werden.

4. Die Sitzung der beiden vereinigten Kommissionen fand am 8. Juli unter dem Vorsitz des Präsidenten der ständerätlichen Kommission, Herrn Ständerat Messmer, St. Gallen, statt. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements und Herr Generaldirektor von Haller, der frühere schweizer. Delegierte in Paris in dieser Angelegenheit, nahmen an der Sitzung teil und gaben die gewünschten Aufklärungen. Speziell wurde auch dem Wunsche des Bundesrates Ausdruck gegeben, er möchte bei zustimmendem Beschluss durch die beiden Kommissionen ermächtigt werden, den abgeschlossenen Vertrag mit Österreich sofort zur Ausführung zu bringen, so dass die Bundesversammlung in der September-Session die nachträgliche Ratifikation auszusprechen hätte.

Die beiden Kommissionen beschlossen nachher in gesonderten Tagungen je mit allen gegen 1 Stimme, der Kreditaktion zugunsten Österreichs zuzustimmen, in dem Sinne, dass die Summe von 25 Millionen das Maximum der schweizerischen Beteiligung darstelle und dass davon die Summe von 1 Million für den Heimtransport der Kriegsgefangenen in Russland in Reserve zu stellen sei, bis diese Frage definitif gelöst werde. Die Kommissionen erklärten sich ausdrücklich damit einverstanden, dass der Bundesrat nunmehr sofort den abgeschlossenen Vertrag mit Österreich zur Ausführung bringen könne.

Antragsgemäss werden das Volkswirtschaftsdepartement und das eidg. Ernährungsamt ermächtigt, die Kreditaktion zugunsten Österreichs weiterzuführen und insbesondere den mit der österreichischen Republik vereinbarten Vertrag zur Ausführung zu bringen. Gemäss Art. 11 dieses Vertrages soll vom Gesamtbetrag von 25 Millionen Franken 1 Million reserviert werden für den Heimtransport der Kriegsgefangenen aus Russland, so dass die Lieferungen an Österreich auf höchstens 24 Millionen ansteigen würden.

372

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini, à l'Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique, W. Thurnheer

L Confidentielle. Londres, 14 juillet 1920
Société des Nations.
Siège

J'ai l'honneur de vous accuser réception et de vous remercier de votre dépêche du 10 juillet[1] par laquelle vous avez bien voulu me donner des renseignements détaillés sur les circonstances dans lesquelles votre Légation à Washington à

1. *Cf. n° 369.*

remis au Président Wilson le mémoire du Conseil fédéral concernant le siège de la Société des Nations[2].

Je viens de vous adresser mon télégramme n°.72[3] qui vous aura apporté des nouvelles sur le dernier échange de télégrammes entre le Conseil de la Société et le Président Wilson. Dans sa séance de lundi dernier, le Conseil a, en effet, expédié au Président des Etats-Unis un télégramme dans lequel, selon les informations que j'ai reçues à titre strictement confidentiel, il était dit que la Suisse, tout en désirant vivement que le siège permanent soit à Genève, ne voit elle-même aucun inconvénient à ce que Bruxelles ait l'honneur d'une première Assemblée générale[4];que le peuple belge serait profondément déçu si cette Assemblée ne se tenait pas dans sa capitale et que le Conseil unanime désire que l'Assemblée se tienne à Bruxelles.

Mercredi l'Ambassadeur des Etats-Unis a remis à Sir Eric Drummond le texte d'une dépêche télégraphique de son Président. Ce télégramme déclarait que M. Wilson, «accédant à la requête du Conseil» convoquait l'Assemblée pour le 15 novembre, à 11 h. du matin, à Genève. Dans la lettre d'accompagnement de M. Davis, il était expressément mentionné que le Président compte sur une convocation, sans délai, de chacun des membres de la Société.

D'après mon informateur, le Secrétaire général se serait abstenu de satisfaire à ce désir du Président *en alléguant* que ce télégramme s'était croisé avec le télégramme du Conseil et que, dès lors, la convocation à Genève ne pouvait être considérée comme définitive. Avant de lancer les invitations, il a l'intention de soumettre à nouveau toute la question au Conseil, lors de sa prochaine réunion à St-Sébastien.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire par mon télégramme susmentionné, il me semble que toute cette phase n'a rien d'inquiétant pour nous et qu'il n'y a pas lieu de bouger. Pour autant que nous connaissons le Président Wilson, il n'est pas probable qu'il change d'avis, et dans ce cas, le Conseil n'aurait qu'à se soumettre. Ce qui est déplaisant, c'est l'attitude — toujours supposé que je sois bien informé — du Secrétaire général qui, malgré toutes les assurances qu'il nous a données, paraîtrait s'obstiner dans sa résistance contre Genève[5]. Il est sans doute sous l'influence de certains de ses subordonnés qui *ne veulent pas* aller à Genève. Il m'a même été rapporté que l'un de ceux-ci aurait dit à un de mes compatriotes qu'au fond il ne se plaindrait pas que l'Assemblée générale se tienne finalement à Genève, car cela mettrait à l'évidence que la Ville du Léman n'est pas l'endroit qu'il faut pour le siège. Je ne doute pas un moment que les faits ne manqueront pas de détruire pleinement ce malveillant espoir.

---

2. *Cf. n° 342.*

3. *Non reproduit.*

4. *Remarque manuscrite de Dinichert en marge:* ceci est juste. *Pour la séance du Conseil de la SdN, le 12 juillet, cf.* Procès-verbal de la 7e session du Conseil de la Société des Nations, 1920, *p. 28; le texte du télégramme adressé le même jour à Wilson est reproduit p. 74.*

5. *Remarque marginale de Dinichert;* C'est ce que M. Rappard p. ex. conteste, malgré l'évidence.

373

E 2001 (B) 8/24

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

Copie
L AE. Confidentielle.
Société des Nations.
Liechtenstein

Berne, 19 juillet 1920

Nous avons l'honneur de vous accuser réception, avec nos remerciements, de votre dépêche n° I, C.19 du 26 juin[1], par laquelle vous avez bien voulu nous faire connaître le résultat de votre entrevue avec M. Mantoux au sujet de la forme usuelle pour les demandes d'admission dans la Société des Nations.

Sur la base des indications que vous avez bien voulu nous donner, et suivant le modèle des demandes d'admission présentées par d'autres Etats, nous avons donné les renseignements nécessaires au Gouvernement du Liechtenstein qui désire vivement être admis dans la Société par décision de la première Assemblée de la Ligue.

Sous ce pli vous voudrez bien trouver le texte authentique[2] de la déclaration que le Gouvernement de la Principauté nous prie de faire parvenir au Secrétariat général de la Société des Nations. Une déclaration en due forme, signée par le Gouvernement même, vous parviendra par un prochain courrier.

Par notre télégramme n° 36 du 15[3], nous vous avions déjà prié d'annoncer à Sir Eric Drummond la démarche que nous ferions au nom de la Principauté dont nous avons assumé la représentation diplomatique à l'étranger. Nous avons cru devoir aviser, au plus tôt, le Secrétariat général de la demande du Liechtenstein, comme Sir Eric Drummond avait exprimé le désir d'avoir connaissance vers le milieu du mois de juillet des questions que la Suisse désirerait mettre sur l'ordre du jour de la première Assemblée.

En remettant la déclaration ci-annexée au Secrétariat général de la Société, nous vous serions obligés de faire remarquer dans une note explicative que la

---

1. *Dans cette lettre, le Ministre Paravicini écrivait:*

[...] M. Mantoux m'a dit que la demande d'accession est faite par une note du Ministère des Affaires étrangères de l'Etat intéressé au Secrétaire général de la Société des Nations. Il n'y a pas une formule spéciale pour cette demande. Cependant, il est désirable de se référer, dans cette première communication déjà, à l'alinéa 2 de l'article I, du Pacte, et de constater que l'Etat dont il s'agit est prêt «à donner des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et d'accepter le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses arrangements militaires, navals et aériens».

M. Mantoux a dit que, puisque c'est l'Assemblée générale qui décide de l'admission, la représentation de chaque Etat sera, à cette occasion, en mesure d'appuyer la requête. Des cas où le Gouvernement d'une Puissance aurait secondé la pétition de l'un des petits Etats mentionnés dans votre dépêche ne lui étaient pas connus. Cependant, il fera des recherches à ce sujet, et me donnera prochainement une réponse à cette question (E 2001 (B) 8/23).

2. *Reproduit en annexe 1.*
3. *Non reproduit, cf.* E 2200 London 32/2.

Suisse se charge de cette transmission du fait qu'elle a assumé, d'une manière générale, la représentation du Liechtenstein dans tous les pays où la Principauté n'a pas d'agents diplomatiques.

Vous aurez peut-être l'occasion de revenir, au cours d'une conversation avec Sir Eric Drummond, sur le fait que notre action dans cette affaire a uniquement le caractère d'une simple transmission.

Pour votre information personnelle, nous ajoutons que le Liechtenstein aurait vivement désiré de bénéficier, dans la Société des Nations, de la même situation privilégiée que la Suisse, c'est-à-dire de pouvoir maintenir, dans le cadre de la Ligue, son régime de neutralité.

Sur notre conseil, le Gouvernement du Liechtenstein a cependant renoncé, pour le moment, du moins, à formuler une pareille demande, qui — comme le prouve à nouveau l'exemple du Luxembourg — aurait eu très peu de chances d'être prise en considération. Le fait de transmettre la demande de la Principauté de conserver sa neutralité nous aurait aussi mis dans une situation embarrassante vis-à-vis du Conseil de la Société qui, dans sa déclaration de Londres du 13 février[4], a formellement déclaré que «la Suisse est dans une situation unique motivée par une tradition de plusieurs siècles qui a été explicitement incorporée dans le droit des gens». D'autre part nous avons aussi un intérêt à ce que, en pratique, notre petit voisin ne puisse pas être entraîné en des aventures militaires. Comme le représentant du Liechtenstein à Berne nous l'a expliqué, non sans raison, la neutralité même de la Suisse et la défense d'un passage par le territoire suisse pour les troupes de secours que la Ligue pourrait envoyer, constituerait un danger pour la Principauté si celle-ci était attaquée, par exemple, par l'Autriche. Il y a cependant lieu d'admettre qu'un cas pareil ne se produirait guère.

Ce que le Gouvernement du Liechtenstein désire maintenant avant tout, c'est d'être admis dans la Société des Nations sans être soumis à un long examen portant sur l'échelle de ses forces militaires. La Principauté espère qu'elle sera traitée, sous ce point de vue, sur le même pied que la République de St-Marin et le Monaco et qu'en aucun cas la Ligue ne réclamera d'elle une participation active dans les opérations militaires de la Société des Nations. Sans insister, vous trouverez peut-être l'occasion de souligner dans vos conversations avec Sir Eric Drummond, l'importance minime du Liechtenstein quant au point de vue militaire.

A toutes fins utiles, nous vous remettons, sous ce pli, la note par laquelle la Légation de Liechtenstein à Berne nous prie de transmettre à la Société des Nations la demande d'admission de son Gouvernement[5]. Ainsi que vous le verrez, le Liechtenstein se réserve de demander plus tard, si une décision devait se présenter, la reconnaissance de sa neutralité par la Société des Nations. Il va sans dire que nous serions avertis à temps d'une pareille démarche. Pour le moment nous vous serions cependant reconnaissants, dans notre propre intérêt, ainsi que dans celui d'une admission rapide du Liechtenstein, de ne pas faire allusion aux velléités de la Principauté de maintenir, aussi en droit, son régime actuel de neutralité.

---

4. *Cf. n° 247.*
5. *Reproduite en annexe 2.*

ANNEXE 1

Copie Berne, 14 juillet 1920

En se référant à l'article 1er, al.2. du Pacte de la Société des Nations, en vertu duquel tout Etat qui se gouverne librement peut devenir membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein a l'honneur d'adresser à la Société des Nations sa demande d'être admise au nombre des membres de la Société.

Le Gouvernement princier du Liechtenstein, qui est demeuré neutre au cours de la dernière guerre et a donné toute garantie de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, désire vivement collaborer, dans la mesure de ses forces, à l'œuvre de paix entreprise par la Société des Nations. Il se permet, en conséquence, de prier le Conseil de la Société de bien vouloir transmettre sa demande d'admission à l'Assemblée de la Société des Nations.

En ce qui touche le règlement concernant les forces et armements militaires, navals et aériens, le Gouvernement princier se permet d'observer que, depuis l'année 1866, la Principauté ne possède plus de contigents militaires. Il peut donc admettre qu'il a déjà réalisé, dans la plus large mesure possible, toutes obligations que la Société pourrait être amenée à statuer.

ANNEXE 2

Copie Berne, 14 juillet 1920

Au nom du Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein, la Légation princière à Berne a l'honneur de prier le Département politique suisse de bien vouloir transmettre, par l'intermédiaire de sa Légation à Londres, au Secrétariat de la Société des Nations la note ci-jointe, par laquelle le Gouvernement princier demande au Conseil de la Société des Nations l'admission de la Principauté comme membre de la Société des Nations.

Le Gouvernement princier se réserve en outre, de recourir, cas échéant, aux bons offices du Gouvernement fédéral pour faire connaître ultérieurement à la Société des Nations le désir de la Principauté de maintenir aussi dans le cadre de la Société, le régime actuel de sa neutralité traditionnelle.

La Légation saisit cette occasion pour renouveler au Département politique l'expression de sa plus haute considération.

374

E 7800 3/16

Le Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond, au Président de la Confédération, G. Motta

Copie
N Londres, 20 juillet 1920

Le Secrétaire général de la Société des Nations présente ses compliments au Gouvernement helvétique et a l'honneur de lui transmettre la convocation du Président des Etats-Unis d'Amérique, aux termes de laquelle la première réunion de l'Assemblée aura lieu à Genève, le 15 novembre 1920 à 11 heures:

«En réponse à la demande du Conseil de la Société des Nations[1], m'invitant à convoquer l'Assemblée de la Société des Nations, et conformément aux disposi-

1. *Pour le texte complet de cette demande, cf.* Procès-verbal de la 5ème session du Conseil de la Société des Nations, *p. 200; pour un extrait, cf. nº 333, note 2.*

tions de l'Article 5 du Pacte de la Société des Nations, j'ai l'honneur de convoquer l'Assemblée de la Société dans la ville de Genève, Siège de la Société, le quinze novembre 1920 à onze heures.

Woodrow Wilson»

375

E 2001 (B) 8/8

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Chef du Département politique, G. Motta

L Rome, 23 juillet 1920

M'inspirant des instructions[1] que vous me donnez, je me suis rendu en premier lieu à la Consultà où j'ai eu une assez longue conversation avec M. le Comm. Pagliano.

J'ai commencé par lui parler de la Conférence du Rhin au sujet de laquelle il n'a rien su me dire de nouveau, après quoi j'ai fait allusion à la nouvelle publiée ces jours-ci dans les journaux de la convocation de l'Assemblée de la Société des Nations à Genève pour le mois d'octobre prochain (ou novembre).

Cette information qui m'avait été donnée à moi-même par M. Tittoni lui avait échappé et il en a même paru assez surpris. Il a prétendu que la note du Conseil

---

1. *Ces instructions communiquées dans la lettre du 12 juillet, disaient: [...]* Ce qui est maintenant de la plus grande importance, c'est d'agir en sorte que le Gouvernement américain, qui a fait preuve des meilleurs sentiments à notre égard, soit froissé le moins possible par les déclarations que nous sommes obligés de faire au Secrétariat général de la Société des Nations. Dans ce but, nous avons prié notre Ministre à Londres de persuader Sir Eric Drummond de ne pas mettre nos déclarations en opposition trop apparente avec celles du Président. Pour la même raison, nous vous serions reconnaissants de vous mettre à nouveau en rapport avec l'Ambassadeur des Etats-Unis à Rome, auprès duquel vous avez déjà fait plusieurs démarches personnelles, pour lui expliquer en toute clarté notre situation et notre point de vue.

Une démarche de ce genre auprès de M. Underwood Johnson nous paraît d'autant plus nécessaire, que les entrevues que vous avez eues avec lui avant que le Conseil fédéral ait arrêté les termes de sa note du 28 mai, ont peut-être indirectement donné lieu aux déclarations du Président Wilson sur l'action du Gouvernement suisse. M. Underwood Johnson consentira sans doute à vous dire si les termes dans lesquels il a rapporté le résultat de vos conversations avec lui expliquent ces déclarations. En tout cas, nous vous prions d'exposer à l'Ambassadeur américain qu'après la manifestation du Conseil fédéral du 28 mai, dans laquelle le Gouvernement suisse renonça expressément à réclamer la convocation de la première assemblée à Genève, il ne nous a pas paru nécessaire de revenir sur les démarches individuelles qui avaient été faites *avant* cette décision du Conseil fédéral. Il nous semblait en effet que la déclaration précise, faite le 28 mai, devait sans autres modifier la portée des démarches qui auraient pu être faites antérieurement dans un sens différent.

Dans le moment actuel, des explications bienveillantes de la part de l'Ambassadeur américain à Rome à son Gouvernement ne pourraient avoir que des effets favorables pour nous. Aussi ne doutons-nous pas que M. Underwood Johnson, qui s'est très courtoisement mis plusieurs fois déjà à votre disposition, voudra encore une fois renseigner son Gouvernement sur la situation exacte de la Suisse. *[...]* (E 2001 (B) 8/8).

fédéral suivant laquelle celui-ci ne s'opposait pas à la convocation de l'Assemblée à Bruxelles, à condition que le siège fût maintenu à Genève, aurait eu pour résultat d'affaiblir la situation de la Suisse et de fortifier les partisans de Bruxelles. «Nous avons défendu Genève, m'a-t-il dit, plus que vous ne l'avez fait vous-mêmes et le Comte Sforza est aussi d'avis que si le siège de la S.D.N. est maintenu dans une ville de Suisse, c'est grâce à l'action de l'Italie.» Je lui ai répliqué immédiatement en lui rappelant que le représentant de l'Italie au sein du Conseil n'avait pas protesté contre la désignation de Bruxelles pour la prochaine Assemblée ce qui avait pu faire croire à M. Wilson que toutes les nations représentées au Conseil étaient unanimes sur ce point. (Je ne lui ai pas dit, naturellement, ce que je savais de la démarche de l'Ambassadeur d'Italie aux Etats-Unis.) Il m'a répondu qu'il fallait distinguer entre le représentant de l'Italie au sein du Conseil et le Gouvernement italien, que celui-ci avait insisté à Washington pour le respect de l'article du Pacte qui désigne Genève comme siège de la Société des Nations. Quant au vote du Conseil de la S.d.N. à Rome, on lui avait donné au sein du Secrétariat une forme qui n'était pas tout à fait celle que M. Tittoni avait approuvée.

Je me réfère à ce propos à ce que je vous écrivais à l'époque.

A mon tour je lui ai fait observer qu'il était difficile au Président Wilson de faire cette distinction subtile. Je saisis l'occasion de lui exposer notre point de vue et les raisons pour lesquelles nous n'avions pas voulu heurter de front une décision du Conseil de la Ligue et surtout froisser la Belgique par une attitude trop intransigeante en ce qui concernait la réunion de la prochaine Assemblée. L'essentiel pour nous était d'obtenir que la promesse qui nous avait été faite, touchant le siège définitif de la S.d.N., fût respectée. Du reste, maintenant la question me paraît tranchée puisque la prochaine Assemblée est convoquée à Genève. *[...]*

376

E 2001 (B) 8/24

Le Département politique à la Légation de Suède à Berne

Copie
N AE

Berne, 24 juillet 1920

Par communication en date du 19 juin[1], la Légation de Suède a eu l'obligeance de donner connaissance au Département politique des propositions que la Commission gouvernementale suédoise pour l'étude des questions de la Société des Nations avait formulées en vue de la révision des articles 3, 4, 13 et 16 du Pacte de la Société des Nations.[2] La Légation royale a bien voulu faire connaître en même temps que ces propositions seraient examinées dans une conférence commune des délégués des Gouvernements suédois, danois et norvégien.

---

1. *Non retrouvée.*
2. *Pour le projet d'amendements au pacte, cf.* SdN. Actes de la première assemblée. Séance des Commissions, vol. I, *pp. 68 ss.*

En confirmant les déclarations qui ont déjà été faites verbalement à Son Excellence M. de Adlercreutz, le Département politique a l'honneur de faire savoir à la Légation de Suède que le Conseil fédéral a examiné avec un vif intérêt les propositions de la Commission suédoise qui ont, en principe, son entière approbation.

Le Gouvernement fédéral est notamment pleinement disposé à soutenir les amendements relatifs aux articles 3 et 4 du Pacte. Il approuve également la tendance qui se manifeste dans la proposition de faire une adjonction à l'article 16 du Pacte. Le Conseil fédéral croit cependant devoir se réserver son attitude définitive à l'égard de ce projet de modification jusqu'au moment où il aura pu examiner les propositions qui seront faites par le Conseil de la Société des Nations à la première réunion de l'Assemblée au sujet de l'application des sanctions économiques dans la Ligue. Il n'hésite toutefois pas à reconnaître, d'ores et déjà, le bienfondé et même la nécessité d'une disposition qui admet des exceptions au système très rigoureux prévu par l'alinéa 1er de l'article 16.

Quant à la modification que la Commission gouvernementale suédoise propose d'apporter au texte de l'article 13, le Conseil fédéral tient à déclarer qu'il considère avec beaucoup de sympathie tout renforcement des principes juridiques qui sont à la base du Pacte de la Société des Nations. Il se permet de rappeler qu'il a déjà fait des propositions dans cet ordre d'idées lors de la conférence avec les Etats neutres, qui a eu lieu à Paris en mars 1919.[3] Si malgré cette attitude bien arrêtée, le Conseil fédéral estime devoir se réserver sa décision à l'égard de l'amendement proposé, c'est parce que, d'une part il ne peut pas se rendre compte de la portée juridique d'une simple suppression des mots «en général», et que, d'autre part, il ne pourrait consentir à accepter l'arbitrage obligatoire si la composition de la Cour compétente pour juger les différends n'était pas établie en même temps d'une manière qui donnerait toute satisfaction.

En se déclarant en principe d'accord avec les amendements proposés par la commission gouvernementale suédoise et notamment avec ceux relatifs aux articles 3, 4, et 16, le Conseil fédéral part cependant de l'idée que ces propositions ne seront pas formulées au nom de la Suisse aussi, le temps étant malheureusement trop court pour un examen approfondi des textes proposés, et notamment pour une discussion en commun avec les Gouvernements qui ont l'intention de mettre ces projets de révision à l'ordre du jour de la première Assemblée.[4]

---

3. *Cf. DDS 7/1, nº 306.*
4. *Des notes analogues ont été adressées aux Gouvernements de Norvège et du Danemark.*

377

E 2001 (B) 8/24

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de suisse à La Haye, G. Carlin

L AE. Confidentielle. Société des Nations. Coopérations des Etats neutres

Berne, 26 juillet 1920

Nous avons l'honneur de vous remercier des communications que vous avez bien voulu nous faire dans votre rapport politique du 1er juillet[1] et dans votre rapport sur la Société des Nations, du 9[2], au sujet de la suite donnée à notre proposition d'établir une collaboration plus étroite entre la Suisse, les Pays-Bas et les Etats scandinaves, dans toutes les questions relatives à l'action de la Ligue, ou ayant trait à la politique européenne de l'après-guerre.

C'est avec une vive satisfaction que nous constatons que M. van Karnebeek approuve l'initiative du Conseil fédéral et qu'il ne cesse de s'occuper des moyens d'aider à la réalisation de nos propositions. Cette satisfaction est d'autant plus grande que nos suggestions n'ont pas eu, de la part de tous les Etats neutres, l'accueil que nous pouvions espérer.

A titre confidentiel, nous avons l'honneur de vous communiquer, sous ce pli, le texte de la réponse reçue du Gouvernement de Christiania[3], qui ne paraît pas se rendre compte de l'intérêt urgent d'une collaboration entre les petits Etats européens, unis par des traditions semblables et par les expériences communes de la dernière guerre. Ainsi que vous le verrez par cette communication, qui nous est parvenue par notre Légation à Rome, le Cabinet norvégien reconnaît «qu'il se rend compte du fait que des questions peuvent se présenter sur lesquelles des discussions communes entre les Etats demeurés neutres pendant la guerre mondiale auraient une grande importance», et il déclare même «qu'il sera tout disposé à participer, le cas échéant, à de telles discussions». D'autre part, le Gouvernement norvégien désire faire remarquer qu'il a l'intention de continuer la collaboration qui l'a uni jusqu'à présent aux Gouvernements danois et suédois dans la même étendue que par le passé», et il ajoute que l'établissement d'une instance permanente pour les Etats ci-devant neutres pourrait amener la formation de groupements politiques particuliers au sein de la Société des Nations, ce qui porterait un préjudice à la Ligue.

Nous pouvons admettre que la Norvège n'a pas consulté les autres Etats scandinaves avant de nous faire parvenir cette réponse. Il est vrai qu'aucune communication ne nous est parvenue jusqu'à présent du Gouvernement de Copenhague, et que la Suède non plus n'a pas encore répondu d'une manière officielle à la proposition du Conseil fédéral.[4] Cependant, les manifestations officieuses auxquelles nos suggestions ont donné lieu, de la part de la Suède, entre autres,

---

1. *Non reproduit, cf.* E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 2.
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. n° 354.*
4. *Pour la réponse de la Suède, cf. n° 394 et pour celle de la Hollande, cf. n° 389.*

notamment, les déclarations qui vous ont été faites par le Baron Marks de Wurttemberg, témoignent de l'intérêt sympathique avec lequel le Ministère des Affaires étrangères de Stockholm a accueilli l'initiative suisse. La collaboration de la Suède nous paraît donc être assurée en principe, aussi bien que celle des Pays-Bas. Notre ligne de conduite future pourra, dans ces circonstances, viser avant tout un échange de vues rapide avec ces deux Puissances, en laissant au Gouvernement de Stockholm le soin de consulter, le cas échéant, les Ministères de Copenhague et de Christiania. Le contact si désirable entre Berne, La Haye et Stockholm est d'ailleurs déjà en train de se réaliser d'une manière heureuse dans plusieurs cas d'une portée pratique.

Pour répondre au désir de M. van Karnebeek, qui s'est montré soucieux de connaître les vues des Gouvernements scandinaves à l'égard de notre proposition, nous vous serions obligés de lui expliquer verbalement, et sans trop insister sur la réponse défavorable du Gouvernement norvégien, la situation, telle que nous venons de vous l'exposer. Nous vous prions en outre de répéter formellement au Ministre des Affaires étrangères néerlandais que notre suggestion de créer une instance permanente pour la discussion des questions d'un intérêt commun n'est pas absolument liée avec notre proposition de principe, qui vise uniquement une coopération plus étroite entre les Etats neutres, quels que soient les moyens par lesquels une pareille collaboration peut être assurée en pratique. Si le Gouvernement des Pays-Bas estime qu'une autre solution présenterait de plus grands avantages, nous sommes entièrement disposés à l'examiner. La seule chose qui nous paraisse nécessaire, c'est que des représentants des Etats intéressés, qui connaissent à fond les questions à traiter, et qui ne changeraient pas trop fréquemment, puissent se réunir de temps à autre pour fixer une ligne d'action commune de leurs Gouvernements.

En ce qui concerne plus particulièrement les communications qui vous ont été faites par M. van Karnebeek, au sujet des projets de modification du Pacte de la Société des Nations élaborés par le Gouvernement suédois, nous avons l'honneur de vous remettre, sous ce pli, le texte de la réponse que nous venons d'adresser à la Légation de Suède, à Berne[5], dans la même question. Par notre lettre sur la Société des Nations, du 1er juillet[6], vous connaissez notre point de vue de principe à l'égard de ces propositions suédoises, qui ont été présentées sous une forme à peu près analogue par les Gouvernements de Danemark et de Norvège.

Pour votre information, nous avons l'honneur d'ajouter que différentes opinions ont été exprimées, dans les trois Comités scandinaves, au sujet du moment de la réunion de l'Assemblée de la Société des Nations. Le Comité suédois propose que l'article 3 fixe la réunion de l'Assemblée à une époque prescrite dans le Pacte même, tandis que les Comités norvégiens et danois préfèrent que ce moment soit fixé dans un programme organique annexé au Pacte. Nous avons fait savoir aux Légations de Danemark et de Norvège que la proposition suédoise nous paraissait donner une plus grande garantie pour la stabilité et une complète indépendance d'action de l'Assemblée.

---

5. *Cf. n° 376.*
6. *Cf. n° 364.*

Comme notre réponse au Gouvernement suédois est sans doute de nature à intéresser aussi le Gouvernement néerlandais, nous vous autorisons à en donner connaissance au Ministère des Affaires étrangères de La Haye, en ajoutant aussi les raisons pour lesquelles les propositions suédoises nous paraissent préférables à celles formulées par les comités danois et norvégien.

378

E 2200 London 32/4

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini[1]

L AL Bern, 27. Juli 1920

Es ist das stete Bestreben sowohl der schweizerischen Hilfs- und Kreditorengenossenschaft in Genf als auch des politischen Departements, nichts zu unterlassen, was der Wahrung unserer Interessen in Russland dienlich sein könnte. Neulich schrieb uns dementsprechend Herr Professor Töndury wie folgt:

«Ich benütze die Gelegenheit, um nochmals darauf hinzuweisen, dass auch wir das grösste Interesse daran haben, dass die Brüsseler Konferenz in irgendeiner Weise, sei es auch nur dadurch, dass sie auf die Notwendigkeit einer internationalen Regelung der russischen Entschädigungs- und Handelsfrage hinweise, sich mit dieser Frage beschäftige. Wir haben bereits in unserer Eingabe vom 4. März betont, dass unseres Erachtens die Schweiz alles Interesse daran habe, sich mit den andern Mächten zu verständigen, damit sie von den Besprechungen, die in London mit den Russen stattfinden sollten, nicht ausgeschlossen sei. Wir haben auch darauf hingewiesen, dass die Schweiz ein gutes Recht habe, ihre Mitbeteiligung zu verlangen, da sie auf Verlangen der Entente seinerzeit die Handelsbeziehungen zu Russland abbrach. Nachdem es uns nun inzwischen gelungen ist, die Interessentenvertretungen von 10 neutralen und alliierten Ländern für unsere Thesen zu gewinnen, haben wir ein doppeltes Interesse daran, dass nunmehr auch die Regierungen für ein ähnliches Vorgehen gewonnen werden. Wenn die schweizerische Regierung nicht von sich aus an die übrigen Regierungen gelangen will, so ist die Brüsseler Finanzkonferenz die einzige Instanz, welche die Regierungen auf die Notwendigkeit eines internationalen Zusammengehens aufmerksam machen kann. Sie ist hiezu legitimiert als Organ des Völkerbundes und auch deswegen, weil eine Lösung der ihr übertragenen Aufgaben kaum möglich erscheint, wenn nicht gleichzeitig auch das russische Problem in Angriff genommen wird. Wir wären dem Bundesrat daher ausserordentlich dankbar, wenn er die schweizerischen Delegierten an der Finanzkonferenz in Brüssel ermächtigen wollte, einen eventuellen französischen Antrag an die Konferenz, sich mit der russischen Frage zu beschäftigen, zu unterstützen. Sollten die Franzosen einen

1. *Remarque manuscrite de Paravicini en tête du document:* M. Preiswerk, m'en parler avec dossier. P.

derartigen Antrag nicht einbringen, so läge es, glauben wir, durchaus in unserem Interesse, wenn die schweizerische Delegation selbst die Konferenz auf die Notwendigkeit aufmerksam machen würde, den europäischen Regierungen ein geschlossenes Vorgehen in den Verhandlungen mit Russland und die gleichzeitige Berücksichtigung sowohl der Entschädigungsforderungen wie auch der neuen Handelsbeziehungen im Sinne unserer Eingabe vom 29. Juni zu empfehlen.»

Dass die Schweiz direkt mit ihren Anregungen an die interessierten Regierungen gelange, halten wir für unzweckmässig. Wir sind vielmehr der Ansicht, dass unser kleines Land sich nicht an die Spitze einer Initiative von so grosser Tragweite stellen sollte, da immerhin mit der Möglichkeit eines Misserfolges gerechnet werden muss und ein solcher, je nach der Entwicklung der politischen Verhältnisse in Russland, einer Initiantin ohne grosse politische und wirtschaftliche Macht sehr zum Schaden gereichen könnte. Andererseits wollen wir aber auch nicht untätig beiseite stehen, den Anschluss für die Geltendmachung unserer Interessen verpassen und uns damit von seiten der Geschädigten einem spätern Vorwurf mangelnder Initiative aussetzen.

Die Schweizerische Hilfs- und Kreditorengenossenschaft regt dann die Geltendmachung unserer Wünsche auf der Brüsseler Konferenz an; nun ist aber die Behandlung der russischen Frage auf deren Traktandenliste gar nicht vorgesehen. Es wird also für uns kaum möglich sein, eine Diskussion dieser Frage auf der Konferenz, die verschoben worden ist, zu verlangen. Sollte wider Erwarten und entsprechend der Vermutung verschiedener Interessenten Russland seinerzeit doch besprochen werden, so sind unsere Delegierten immer in der Lage, unsere Stellungnahme zur Geltung zu bringen. Der Bundesrat hat sich mit den Beschlüssen der Genfer Konferenz[2] betreffend allfällige Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen mit Russland einverstanden erklärt. Es ist ferner beabsichtigt, *eventuell* Herrn Professor Töndury als Berater unserer Delegierten an den Konferenzort zu entsenden. Endlich werden wir das Völkerbundssekretariat ersuchen, uns jedenfalls zu verständigen, falls von irgend einer Institution des Völkerbundes das russische Thema in Diskussion gestellt werden sollte.

Nun besteht aber immer noch die Möglichkeit, dass auf einer andern Konferenz, an der wir vielleicht nicht vertreten sind, die russische Angelegenheit geprüft wird. Wenn wir dann nicht gleich unsere Auffassung zur Geltung bringen können, laufen wir Gefahr, dass die Beschlüsse dieser Konferenz unsere spätern Verwendungen erschweren. So ist denkbar, dass bei Verhandlungen ohne allgemeine Maximen einzelne Staaten (zugunsten der Forderungen aus Staatspapieren) Forderungen aus andern Titeln in den Hintergrund schieben. Damit wäre für uns eine ungünstige Situation geschaffen, da unser Wunsch dahin geht, dass die Forderungen zum mindesten alle als gleichberechtigt behandelt werden. Wir haben alles Interesse, dass sich die Staaten auf die allgemeinen Prinzipien der Genfer und spätern Pariser Konferenz einigen, denn sonst steht zu befürchten, dass sich die Grossstaaten mit Russland unter der Hand verständigen und wir hernach als quantité négligeable in die Ecke gedrückt werden.

---

2. *Cf. n° 357.*

Um derartigen Eventualitäten möglichst zu begegnen, haben wir beschlossen, wie folgt vorzugehen: Die Konferenz von San Remo hatte seinerzeit betreffend die Wiederaufnahme von Handelsbeziehungen mit Russland verschiedene Beschlüsse gefasst, die der Conseil Suprême économique Ihrer Gesandtschaft mit Brief vom 11. Mai 1920 zur Kenntnis brachte und gleichzeitig mitteilte, dass das permanente Sekretariat des vorerwähnten Rates zur Entgegennahme allfälliger Wünsche und Anregungen bereit sei. In Entsprechung dieser Aufforderung wollen Sie nunmehr dem Sekretariat eine Kopie der Genfer Beschlüsse übermitteln mit der Bitte, diese jeder Konferenz, die sich mit der Wiederaufnahme der Beziehungen zu Russland befasst, zur vertraulichen Kenntnisnahme zu übergeben. Weiterhin ersuchen wir Sie, das permanente Comité zu Handen zukünftiger vorerwähnter Konferenzen wissen zu lassen, dass die Schweiz gerne bereit ist, der Konferenz ein von der Schweizerischen Hilfs- und Kreditorengenossenschaft entworfenes Projekt betreffend Entschädigung fremder Interessen in Russland zur Kenntnis zu bringen, um so mit ihrem Rate bei der Lösung der für das Ausland und Russland gleich wichtigen Frage mitzuhelfen; des weitern wären wir selbstverständlich auch jederzeit bereit, auf Fragen, die durch die Prüfung der Genfer Beschlüsse oder des vorerwähnten Projektes veranlasst werden, sachkundige Aufschlüsse von der Schweizerischen Hilfs- und Kreditorengenossenschaft einzuholen und zu übermitteln.

379

E 2300 Den Haag, Archiv-Nr. 2

Le Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 11 La Haye, 30 juillet 1920

Avant de partir pour la Suisse, faisant usage du congé que vous avez bien voulu m'accorder, j'ai encore tenu à voir M. van Karnebeek, Ministre des Affaires étrangères. Il m'a reçu ce matin et a tenu à me faire connaître ses vues définitives au sujet *d'une entente à établir entre la Suisse, les Pays-Bas et les Etats scandinaves* quant aux questions ayant trait à la Société des Nations.

Ainsi que je vous l'ai déjà écrit, M. van Karnebeek approuve tout à fait, en principe, la proposition faite par le Conseil fédéral. Il estime, toutefois, que pour éviter d'éveiller des méfiances, il y aurait lieu de procéder cas par cas, en se servant des personnes qui paraîtraient le plus indiquées et en choisissant, chaque fois, le lieu le plus approprié. Selon lui, il ne faudrait donc pas centraliser l'échange de vues à créer toujours au même endroit, mais tenir compte des circonstances. C'est ainsi, par exemple, que pour discuter en commun certains points placés à l'ordre du jour de la première réunion de l'Assemblée générale de la Société des Nations, il serait nécessaire d'avoir recours à l'avis d'experts spéciaux, qui n'auraient pas à s'occuper du côté politique de l'affaire. Telle est l'idée

de M. van Karnebeek, que je me réserve de vous exposer plus en détails lorsque j'aurai, très prochainement, l'honneur de vous faire visite à Berne. *[...]*[1]

M. van Karnebeek a saisi l'occasion pour me présenter ses vives félicitations de ce que Genève ait été désignée comme lieu de réunion de la première session de l'Assemblée générale. Il est heureux que les intrigues qui avaient été tramées pour priver Genève du droit qui lui revenait d'après le Pacte, n'aient pas abouti, grâce à la fermeté du Président Wilson.

Le Ministre des Affaires étrangères m'avoua qu'il avait été fort inquiet à ce sujet, à la suite des conversations qu'il avait eues avec M. Léon Bourgeois lors de la séance d'ouverture du Comité international pour l'élaboration d'une Cour Permanente de Justice Internationale. M. Bourgeois se serait alors déclaré franchement opposé au choix de Genève.

M. van Karnebeek se demande si l'Assemblée générale pourra réellement se réunir le 15 novembre déjà. Sera-t-il possible de préparer à temps, surtout pour l'examen des pays lointains, comme par exemple le Japon, les questions qui figurent à l'ordre du jour? Il importe, pour le bon renom même de l'Assemblée, qu'elle n'aborde que des questions étudiées à fond. *[...]*[2]

---

1. *Suit un passage sur la position hollandaise au sujet de l'ordre du jour de la première Assemblée de la Société des Nations.*
2. *Le passage supprimé énumère une série de rapports spéciaux du Ministre Carlin, dont un sur l'élaboration d'un projet d'une Cour Permanente de Justice Internationale à La Haye.*

380

E 1004 1/276

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 2 août 1920

2516. Kohlenabkommen mit Deutschland[1]

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 2. August 1920

Am 31. Dezember 1919 ist das Wirtschaftsabkommen zwischen der Schweiz und Deutschland, welches am 2. Juni 1919 in Bern abgeschlossen worden war, zu Ende gegangen, ohne dass es möglich gewesen wäre, eine Verlängerung oder Erneuerung zustande zu bringen. Die Kohlenlieferungen des offiziellen deutschen Lieferanten, des Kohlenkontors, haben denn auch seit Beginn dieses Jahres aufgehört. Diejenigen Quantitäten an Ruhrkohle, die trotzdem im Verlaufe der letzten Monate in die Schweiz eingeführt werden konnten, stehen vollständig ausserhalb von Abmachungen, ähnlich den frühern Wirtschaftsabkommen mit Deutschland. Es handelt sich dabei um die Lieferungen der Zeche «Präsident», welche gestützt auf ein von der deutschen Regierung genehmigtes Abkommen

---

1. *Sur cette question, cf. aussi n° 370 et* FF. 1920, vol. IV, *p. 643 ss.*

mit einer Schweizergruppe die Hälfte der Mehrproduktion, die infolge der finanziellen Beihülfe dieser Schweizergruppe erzielt werden konnte, nach unserm Lande exportieren kann. Diesem Vertrag hat die Schweiz in den letzten 6 Monaten nicht unwesentliche Mengen von Ruhrkohle und insbesondere von Ruhrkoks zu verdanken, die ihr ausserordentlich gute Dienste geleistet haben. Dieser Vertrag steht vollständig ausserhalb des Rahmens der deutsch-schweizerischen Wirtschaftsabkommen, und das Volkswirtschaftsdepartement hat denn auch eine vor Beginn der letzten offiziellen Verhandlungen von deutscher Seite anher gerichtete Zumutung, die «Präsident-Lieferungen» in das offizielle deutsche Kontingent einzubeziehen, zurückgewiesen. Die deutsche Regierung hat dieses Begehren alsdann fallen gelassen, und der «Präsident-Vertrag» läuft neben dem nun abgeschlossenen offiziellen Abkommen weiter. Er wird der Schweiz noch auf längere Zeit hinaus monatlich 15—20 000 Tonnen Kohlen und Koks aus dem Ruhrgebiet verschaffen.

Wie bereits gesagt, bestand also ein offizielles Abkommen mit der deutschen Regierung seit anfangs dieses Jahres nicht mehr, und es hat der offizielle deutsche Lieferant, das Kohlenkontor, denn auch in dieser Zeit nichts geliefert. Die Verhandlungen, welche schon im Dezember letzten Jahres und dann wiederum im Frühling dieses Jahres beidseitig geführt wurden, zeitigten infolge der übersetzten deutschen Preisforderungen keine Einigung. Es wurde deutscherseits der sogen. Weltmarktpreis gefordert, d.h. derjenige Preis, den die Schweiz für die von ihr aus England und Amerika importierten Kohlen franko Schweizergrenze bezahlen muss. Abgesehen davon, dass aus grundsätzlichen Erwägungen ein solcher Weltmarktpreis nicht akzeptiert werden konnte, führten auch die auf dieser Basis von deutscher Seite aufgestellten Berechnungen zu Ansätzen, die schweizerischerseits nie hätten verantwortet werden können.

Nach vielfacher, durch die deutschen inner- und ausserpolitischen Verhältnisse bedingter Verzögerung ist dann anfangs Juli eine neue deutsche Delegation in Bern eingetroffen, um über ein neues Abkommen zu verhandeln. Die zwar mühsamen und schwierigen, aber beiderseits von gutem Willen getragenen Verhandlungen haben schliesslich zu einem Abkommen geführt, das am 9. Juli 1920 in Bern unterzeichnet wurde und dessen Ratifikation das Volkswirtschaftsdepartement empfiehlt. Es hat in der Hauptsache folgenden Inhalt:

1. Mengen. Deutschland erteilt Ausfuhrbewilligungen für monatlich 15—20,000 Tonnen Kohlen und Koks aus dem Ruhrgebiet und für monatlich 15,000 Tonnen linksrheinischer Braunkohlen-Briketts. Diese Mengen mögen an und für sich, namentlich verglichen mit denjenigen, die uns Deutschland vor und während des Krieges geliefert hat, als gering erscheinen. Allein es ist von deutscher Seite immer und immer wieder betont worden, dass man dieses Mal den grössten Wert darauf lege, nur solche Mengen zu versprechen, die dann auch mit einiger Sicherheit wirklich geliefert werden können. Angesichts der gegenwärtigen Kohlenlage Deutschlands stellten diese Mengen aber das Maximum dessen dar, was mit gutem Gewissen versprochen werden könne. Diese Mengen und Qualitäten sind für unser Land von sehr grosser Bedeutung: Da die Versorgung unserer Transportanstalten, der Gaswerke und eines Teiles der Industrie durch andere Provenienzen ziemlich gedeckt werden konnte, so handelte es sich bei diesem Abkommen mit Deutschland vor allem aus darum, auch unsere Hausbrandver-

sorgung, die infolge Wegfalls der französischen und belgischen Lieferungen sozusagen ausschliesslich auf Deutschland angewiesen ist, sicherzustellen. Dies ist durch dieses Abkommen im Bereiche des Möglichen geschehen, insbesondere sind die versprochenen Braunkohlenbriketts für unsere Hausbrandversorgung unumgänglich notwendig.

2. Preise. Ohne uns auf den deutscherseits immer noch festgehaltenen Begriff «Weltmarktpreis» festzulegen, haben wir, nicht mit Begriffen, sondern mit nackten Zahlen rechnend, schliesslich eine Einigung erzielen können. Es wurden folgende Preise festgestellt: Für Förderkohle Fr. 140, für Stück- und Nusskohle Fr. 160, für Braunkohlenbriketts Fr. 105. Diese Preise verstehen sich für je 10 Tonnen franko Eisenbahnwagen ab Grube. Sie erhöhen sich also um die ungefähr Fr. 30 betragende Fracht von der Grube bis zur Schweizergrenze und bleiben damit unter den Einstandspreisen von englischen und amerikanischen Kohlen. Besondere Schwierigkeiten bot die Festsetzung der Kokspreise. Abgesehen davon, dass Koks in andern Ländern gegenwärtig überhaupt kaum zu beschaffen ist, steht der Ruhrkoks qualitativ bedeutend über allen andern Provenienzen. Wir mussten deshalb hier relativ hohe Preise bewilligen, Preise, die jedoch ganz bedeutend unter denjenigen stehen, die beispielsweise für englischen und amerikanischen Koks, falls man solchen ausnahmsweise überhaupt bekommt, stehen. Die Lösung wurde schliesslich in der Weise gefunden, dass eine Preisstaffelung vereinbart wurde, und zwar in dem Sinne, dass wir für die ersten Lieferungen einen niedrigen Preis und für die ein Minimalquantum übersteigenden Mengen einen höheren Preis bezahlen. Dadurch haben wir auf deutscher Seite einen Stimulus geschaffen, uns möglichst viel Koks zu liefern, was in hohem Masse unsern Interessen entspricht. Die Preisstaffelung gestaltet sich wie folgt: Ausgehend von einem Durchschnittspreis von Fr. 184 ab Grube bezahlen wir für die ersten 20,000 Tonnen, die wir auf Grund des Abkommens erhalten, Fr. 184 minus Fr. 16 = Fr. 168, für die zweiten 20,000 Tonnen den Mittelpreis von Fr. 184 und für alles, was über 40,000 Tonnen Koks geliefert wird, Fr. 184 plus Fr. 16 = Fr. 200 per Tonne.

3. Formelles. Wie im letzten Wirtschaftsabkommen vom 2. Juni 1919 ist auch im neuen Vertrag vom 9. Juli 1920 nur der Rahmen für die notwendigen privatrechtlichen Lieferungsverträge enthalten. Es entspricht dies einem von uns schon früher geäusserten Wunsche, da die Liefergarantien grösser sind, wenn der Verkäufer privatrechtlich zur Lieferung der Ware verpflichtet ist, als wenn es sich bloss um die staatliche Zusicherung von Ausfuhrbewilligungen handelt. Die oben erwähnten Preise, wie auch die übrigen Lieferungsbedingungen, sind deshalb wohl in den offiziellen Verhandlungen festgelegt, aber nicht im Wirtschaftsabkommen selber fixiert worden. Auf Grund des letztern wurden vielmehr zwischen der Kohlengenossenschaft als Käuferin und dem Kohlenkontor, sowie dem Braunkohlensyndikat als Verkäuferin besondere Lieferungsverträge abgeschlossen, die vom Verwaltungsrat der Kohlengenossenschaft bereits ratifiziert worden sind.

4. Gegenleistungen der Schweiz. Im Gegensatz zu den frühern Wirtschaftsabkommen mit Deutschland hat die Schweiz keine sogen. «Kompensationen» zu liefern. Das Abkommen enthält in dieser Beziehung lediglich den Passus: «Die Schweiz erteilt Ausfuhrbewilligungen für Frischmilch; Belieferung nach Mög-

lichkeit im bisherigen Umfang.» Es ist dies eine die Schweiz nicht drückende Verbindlichkeit betreffend Milchlieferung an die süddeutschen Grenzgebiete, wie sie seit einer Reihe von Jahren üblich ist. Das eidg. Ernährungsamt hat sich mit dieser sehr weit gefassten Klausel ohne weiteres einverstanden erklärt.

5. Dauer des Abkommens. Die deutschen Vertreter wollten sich vorderhand nur auf 3 Monate binden. Es ist uns schliesslich gelungen, das Abkommen auf 6 Monate abzuschliessen. Es läuft vom 15. Juli 1920 bis zum 15. Januar 1921. Beide Teile haben das Recht, mit zweimonatlicher Frist jederzeit zu kündigen.

6. Ratifikation. Das Abkommen ist unterzeichnet worden unter Vorbehalt der Ratifikation durch die beidseitigen Regierungen.

Antragsgemäss wird das vorgelegte Abkommen genehmigt, und es wird das *Volkswirtschaftsdepartement ermächtigt, die deutsche Gesandtschaft in Bern hievon zu verständigen.*

381

E 2200 Paris 1/1618

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. Schreiber, au Chef du Département politique, G. Motta

L Confidentielle Paris, 3 août 1920

Ainsi que je vous l'ai télégraphié hier, M. Millerand m'avait fait demander d'aller le voir ce matin. Je me suis donc rendu au Quai d'Orsay et j'ai été reçu par M. Millerand, à l'issue du Conseil des Ministres. Il m'a déclaré tout de suite qu'il s'agissait des zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie; il tenait à m'en parler avant de partir en congé cet après-midi même. Il m'a fait alors un discours avec préambule et en quatre points, dont je veux m'efforcer de vous rendre, aussi fidèlement que possible, le sens.

Dans le préambule, M. Millerand m'a fait la déclaration obligée de l'amitié qu'éprouvait pour la Suisse la France, le Gouvernement français et lui-même en particulier; amitié qui ne doit pas être un vain mot et, à cause de cela même, il importe, pense-t-il, que nous arrivions à régler la question des zones dans le plus bref délai:

1. M. Millerand part de ce principe que la Suisse n'a pas été partie aux Traités de 1815, ni d'ailleurs au Traité de Versailles, pour en venir à affirmer que la France a les mains libres en ce qui concerne les zones. A ses yeux, les stipulations y relatives des Traités de 1815 sont caduques, elles n'existent plus.

On a à la vérité annexé à l'article 435 du Traité de Versailles, les déclarations du Conseil fédéral, sur la façon dont il entend interpréter cet article 435, mais ce sont là des déclarations unilatérales qui exposent un point de vue auquel la France n'a pas adhéré; elles ne lient donc pas la France.

2. M. Millerand affirme alors que son Gouvernement, se prévalant de cette liberté, veut faire l'unité économique sur tout son territoire et ne veut plus des servitudes que constituaient les zones franches. Il entend donc établir le cordon douanier à la frontière et, en l'établissant, il usera de son droit absolu.

3. Il espère bien y arriver, d'accord avec le Gouvernement fédéral. Il y tient, et pour cela, il est prêt à accorder de larges concessions, non seulement en tenant compte de la situation géographique et économique de Genève, dans ses rapports avec les populations voisines, mais encore en réglant, dans le sens le plus amical, toute une série de questions intéressant la Suisse en général, ou d'autres parties de la Suisse: gares internationales de Bâle, de Pontarlier, etc. Si, a-t-il ajouté, la Suisse craint que les accords, qui pourraient intervenir en ce qui concerne spécialement les rapports économiques avec la zone, soient précaires, en d'autres termes, si la Suisse craint que les engagements qui seraient pris maintenant par la France, risquent d'être dénoncés en 3—6 ou 9 ans, et qu'elle ait remplacé ainsi un ancien régime stable par un régime instable, il est prêt à conclure un Traité de longue durée, de très longue durée ou même illimité.

4. Mais, si la Suisse ne donnait pas son consentement à l'établissement du cordon douanier à la frontière, la France prendrait, de sa seule autorité, les mesures qu'elle juge nécessaires et qu'elle juge être en droit de prendre pour assurer l'unité de son territoire. Mais M. Millerand ajoute qu'aucune de ces mesures ne sera prise au moins avant un mois.

C'est donc une mise en demeure d'accéder avant un mois à l'établissement du cordon douanier à la frontière, et de présenter des demandes en vue de l'établissement d'un règlement nouveau des rapports économiques avec la zone. Il y a en plus une promesse: si nous accédons sur ce point spécial, le Gouvernement français est prêt à nous faire toute une série de concessions économiques, non seulement en ce qui regarde les intérêts de Genève, mais en ce qui concerne des questions pendantes de façon générale entre la Suisse et la France.

Je ne puis vous rendre le ton et la forme du discours de M. Millerand qui est tout le temps resté extrêmement courtois et qui a beaucoup insisté sur les meilleures dispositions qu'il était prêt à montrer, dès que nous aurions cédé sur ce point principal: établissement du cordon douanier à la frontière.

Je n'avais aucune qualité, ni d'ailleurs aucune instruction pour discuter les affirmations nettes de M. Millerand. Je n'ai donc pu que lui répondre que je vous transmettrais, le plus fidèlement possible, ce qu'il venait de me dire, tout en prenant acte de son désir d'arriver à une entente et de sa promesse de faire de larges concessions dans les diverses questions actuellement pendantes entre la Suisse et la France, même autres que la question des zones, si le Conseil fédéral estimait devoir accéder à l'établissement du cordon douanier français à la frontière.

M. Millerand s'est presque excusé d'avoir dû me convoquer pour me faire ces déclarations, mais il y est poussé par la nécessité d'arriver à une solution qui tienne compte de la volonté du Parlement et du pays, d'être débarrassé de ce qu'il appelle une servitude sur une partie de son territoire, et l'entretien a pris fin.

Je ne crois pas devoir ajouter un commentaire et je n'ai, me semble-t-il, pas qualité pour cela.

382

E 2200 London 32/4

Mémorandum de la Légation de Suisse à Londres

Copie *Londres,* 7 août 1920

MÉMORANDUM SUR LA VISITE À LA SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ PERMANENT DU CONSEIL SUPRÊME ÉCONOMIQUE[1]

Vu le Secrétaire, M. de Boissière. Je le remercie tout d'abord pour les documents que son prédécesseur, M. Frédérix a envoyé à la Légation en date des 11 mai et 14 juin.[2]

Je lui déclare que le Gouvernement fédéral est tout à fait disposé à assister le Comité permanent dans la solution des questions russes, et à ce sujet je lui transmets une copie des conclusions de la Conférence de Genève du 17 avril[3] en le priant de soumettre ce document à toute conférence qui pourrait s'occuper de la question russe.

Je lui signale qu'en Suisse les intérêts russes sont concentrés dans l'Association de Secours Mutuels des Intérêts suisses en Russie qui a été créée sous les auspices du gouvernement fédéral. Cette association, qui comprend des experts, a étudié la question russe à fond et la Légation se met volontiers à la disposition du Comité permanent pour transmettre à l'Association les questions qu'il pourrait avoir à poser.

M. de Boissière promet d'accéder à mes désirs et de faire soumettre le document remis à toute conférence qui pourrait avoir lieu pour discuter les questions russes. Il me dit que le Comité permanent avec son siège à Londres s'est fait une spécialité d'étudier la question de la reprise des relations commerciales entre la Russie et le reste du monde. Pour le moment aucune décision n'a été prise et depuis le retour de Krassine et de Kameneff le Comité s'est borné à faire des enquêtes. Il n'est pas à prévoir qu'on arrive à une décision, les négociations ayant été suspendues.

Il m'assure que dès que le Comité permanent serait arrivé à un accord, les Alliés et les Neutres en seraient informés; depuis la communication du 18 juin, aucun rapport n'a été distribué.

M. de Boissière me dit que la question intéresse surtout la section britannique et il estime qu'il pourrait être avantageux de soumettre le document au Secrétaire de la section britannique dont M. James est le Chef.

---

1. *Ce texte est signé:* W. Preiswerk.
2. *Non reproduits.*
3. *Cf. n° 357.*

383

E 2001 (B) 8/9

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Conseil d'Etat de Genève

Copie
L AE

Berne, 10 août 1920

Nous avons eu l'honneur de recevoir la lettre du 6 août[1] par laquelle vous avez bien voulu nous donner une nouvelle preuve de la sollicitude que vous vouez à la tâche d'offrir un digne accueil à la Société des Nations et nous vous en remercions.

Nous tenons en premier lieu à vous confirmer la nouvelle, déjà publiée par la presse, que le Président des Etats-Unis a convoqué la première Assemblée de la Société des Nations pour le 15 novembre prochain à 11 heures du matin au siège de la Société à Genève. Nous avons cru devoir attendre pour vous faire à ce sujet une communication officielle et vous inviter à envisager les dispositions à prendre pour recevoir l'Assemblée de la Société, que cette décision soit devenue définitive. Vous n'ignorez pas, en effet, que dans sa réunion du mois de mai à Rome, le Conseil de la Société des Nations avait suggéré au Président des Etats-Unis de convoquer l'Assemblée à Bruxelles et qu'une certaine incertitude a régné sur ce point jusqu'à la récente réunion de Saint-Sébastien.

Le choix de Genève comme lieu de réunion de la 1ère assemblée n'étant plus en discussion, il nous paraît du devoir des Autorités suisses de faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour faciliter les préparatifs de l'Assemblée constitutive des Etats de la Société des Nations. Nous avons donc prié le Secrétariat général de la Société, en même temps que nous lui exprimions la satisfaction que nous avait causé la convocation à Genève de l'Assemblée, de nous informer, aussitôt que possible, de ses désirs au sujet des mesures à prendre pour loger les délégués et pourvoir aux locaux nécessaires aux réunions.

Il nous paraît conforme à notre droit constitutionnel que les rapports entre la Suisse et la Société des Nations ne s'établissent officiellement que par l'intermédiaire du Conseil fédéral, mais il va sans dire que nous ne manquerons pas de vous donner connaissance des desiderata du Secrétariat général de la Société des Nations et que nous serons heureux d'examiner avec vous et de transmettre au Secrétariat les observations que vous jugerez opportun de formuler.

En ce qui concerne l'organisation des mesures d'ordre général et de police qui devront être prises, avant et pendant l'Assemblée, nous estimons que seule une étroite collaboration des Autorités fédérales et cantonales, agissant de concert avec le Secrétariat général, pourra assurer un fonctionnement parfait de la Conférence. Nous nous réservons de vous faire, plus tard, des communications détaillées sur cette question, comme sur d'autres. Il va de soi qu'en attendant nous vous serons toujours reconnaissants de nous faire part de vos vues au sujet de tous les points en rapport avec la préparation de l'Assemblée.

---

1. *Non reproduite.*

Outre la réunion de la 1ère Assemblée des Etats à Genève, un second fait réclame, dès aujourd'hui, toute l'attention du Gouvernement fédéral comme du Gouvernement de Genève. Nous sommes heureux de pouvoir vous faire connaître, pour le moment encore à titre confidentiel, que, dans la séance qu'il a tenue à Saint-Sébastien le 5 août, le Conseil de la Société des Nations a autorisé le Secrétariat général à faire dès maintenant toutes les démarches nécessaires pour assurer le transfert des institutions de la Société à Genève, dans les trois mois qui suivront la clôture de la première session de l'Assemblée. Il sera donc bientôt nécessaire de fixer dans quelles conditions un immeuble approprié pourrait être offert à la Société des Nations pour l'installation de ses services administratifs.

Les communications que vous avez déjà consenti à nous faire à ce sujet nous ont vivement intéressés. Il est hors de doute que la position de Genève comme siège de la Société des Nations serait de beaucoup renforcée par l'offre d'un immeuble et nous savons, d'autre part, que dans les milieux de la Société qui sont les plus favorables à la Suisse, un geste de ce genre est attendu et considéré comme nécessaire. Il n'appartiendrait toutefois qu'au Conseil fédéral et à l'Assemblée fédérale de résoudre la question de savoir si la Confédération pourrait éventuellement participer au sacrifice financier qu'une offre semblable nécessiterait.

En tout cas, nous considérons comme important de donner au Secrétariat général de la Société des Nations des preuves aussi nombreuses que possible de l'intention des Autorités fédérales et cantonales de faciliter son installation à Genève et d'accorder à ses membres de multiples avantages. Il est donc indiqué que vous nous fassiez connaître, de temps à autre, les mesures que le canton et la ville de Genève prendront dans ce sens. Nous serons toujours heureux de transmettre ces renseignements à la Société des Nations, par l'entremise de la Légation de Suisse à Londres, qui a été chargée de maintenir provisoirement le contact permanent avec la Société.[2]

---

2. *Par lettre du 31 août, le Gouvernement du Canton de Genève répondit: [...]* Aujourd'hui nous avons le plaisir de vous faire savoir que nous venons de recevoir l'avis télégraphique de l'arrivée du Délégué de la Société qui a reçu les pleins pouvoirs pour signer l'acte d'achat de l'Hôtel National. Toutes les propositions qui avaient été présentées au Conseil de la Société des Nations par les membres du Secrétariat avec lesquels nous avions conférés les 9 et 10 ct. ont été agréées par lui.

Il en ressort que la Société des Nations achète elle-même et à ses frais l'Hôtel National pour y établir ses divers services et que des options lui ont été accordées sur les propriétés voisines en vue des agrandissements et extensions futures.

Le sacrifice financier que nous avions envisagé d'accord avec le Conseil fédéral devient donc inutile.

Par contre le Secrétariat a demandé à l'Etat de Genève de se charger de lui fournir les locaux utiles à l'Assemblée plénière de novembre et décembre prochains et de les aménager.

Nous avons répondu favorablement comptant sur l'aide financière de la Confédération et de la Ville de Genève.

Le Conseil d'Etat s'est donc assuré, à des conditions favorables la jouissance, dans ce but, pour les mois de novembre et décembre, de la Salle de la Réformation, d'une partie de l'Hôtel Victoria contigu et de l'immeuble de la Société Piccard Pictet à la rue du Mont-Blanc N° 3.

Les membres du Secrétariat se sont montrés enchantés et absolument satisfaits de l'offre que nous leur avons faite de ces divers locaux, et d'accord avec eux, nous allons incessamment en commencer l'aménagement. (E 2001 (B) 8/9).

384

EVD KW Zentrale 1914–1918/25–26

Le Département de l'Economie publique aux Consulats et Vice-consulats de Suisse

Copie
Circulaire

Bern, 10. August 1920

Wir beehren uns, Ihnen mitzuteilen, dass die Schweizerische Genossenschaft für Warenaustausch, welche durch die konstituierende Generalversammlung vom 12. Juni 1919 auf private Initiative schweizerischer Handels- und Industrieverbände hin gegründet worden ist, in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 11. Mai 1920 eine Statutenänderung vorgenommen und ihre Bezeichnung abgeändert hat in «Schweizerische Genossenschaft zur Förderung des Aussenhandels» (Société coopérative suisse pour le développement du commerce extérieur). Der Bundesrat hat den hier beiliegenden Statuten[1] am 18. Mai 1920 die zu ihrer Wirksamkeit erforderliche Genehmigung erteilt und gleichzeitig beschlossen, dass sich der Bund an der Genossenschaft mit einem Kapital von Fr. 500'000.– beteiligt. Die Genossenschaft, deren Sitz in Bern ist, hat den Zweck, während der Dauer der durch den Krieg geschaffenen ausserordentlichen Verhältnisse unter Aufsicht und mit Unterstützung der Bundesbehörden den schweizerischen Aussenhandel zu fördern. Sie wird sich zur Erreichung dieses Zweckes vorwiegend folgenden Aufgaben widmen:

a. Schaffung eines wirtschaftlichen Informationsdienstes;
b. Führung von Verhandlungen kommerzieller Natur mit ausländischen Behörden und wirtschaftlichen Organisationen;
c. Vermittlung oder Abschluss von Warenaustauschgeschäften;
d. Organisation und Führung von Warenzügen;
e. Verwertung schweizerischer Guthaben im Ausland;
f. Beteiligung an Unternehmungen zur Förderung des Exportes.

Während die Genossenschaft sich bei der Lösung der unter b bis f erwähnten Aufgaben bis auf weiteres auf den Verkehr mit den valutaschwachen Ländern des europäischen Ostens beschränkt, wird der wirtschaftliche Informationsdienst das ganze Gebiet des schweizerischen Aussenhandels umfassen. Die Organisation dieses Dienstes ist unter grundsätzlicher Verständigung mit der Handelsabteilung unseres Departementes erfolgt; ferner ist eine zweckmässige Arbeitsteilung mit dem schweizerischen Nachweisbureau für Bezug und Absatz von Waren in Zürich sowie dem Bureau industriel suisse in Lausanne in die Wege geleitet worden. Der Informationsdienst der Genossenschaft wird sich vor allem mit der Herausgabe eines geeigneten Informationsblattes für die inländischen Kaufleute sowie mit der zweckmässigen Weitergabe spezieller und vertraulicher Informationen befassen, dagegen wird der Nachweis von Geschäftsverbindungen und Vertretungen den beiden andern Institutionen überlassen bleiben. *[...]*[2]

1. *Non reproduits.*
2. *A été supprimée la liste des membres du Conseil d'administration de la société.*

In Anbetracht des Zweckes und des halbamtlichen Charakters der Schweizerischen Genossenschaft zur Förderung des Aussenhandels ersuchen wir Sie, dieser Genossenschaft und ihren Organen Ihre volle Unterstützung angedeihen zu lassen, so oft sie genötigt sein sollten, im Rahmen ihrer Tätigkeit Ihre Hilfe anzurufen oder Sie um Informationen zu bitten.

385

E 1004 1/276

CONSEIL FÉDÉRAL
Décision présidentielle du 11 août 1920

2580. Beitrag der Schweiz an die Kosten des Völkerbundes. Nachtragskredit

Politisches Departement (Auswärtiges). Antrag vom 10. Juli 1920.
Finanzdepartement. Mitbericht vom 24. Juli 1920

Der Generalsekretär des Völkerbundes, Sir Eric Drummond, hat unterm 10. Juni abhin an das politische Departement eine Note[1] gerichtet, aus der sich folgendes ergibt:

Nachdem die Schweizerische Eidgenossenschaft ursprüngliches Mitglied des Völkerbundes geworden ist, ist sie gemäss Art. 6 des Völkerbundsvertrages an die Kosten des Sekretariates beitragspflichtig.

Die vorzusehenden Ausgaben umfassen die Übersiedlungskosten und die Besoldungen des Personals, die Ausgaben für Miete geeigneter Lokalitäten, die schon erlaufenen Ausgaben für die Arbeiterschutzkonferenz in Washington und diejenigen für das internationale Arbeitsamt, die Ausgaben für die in Aussicht stehende Finanzkonferenz, für administrative Kommissionen und für die Durchführung anderer, vom Völkerbund übernommener Aufgaben. Man nimmt an, dass für die Vorperiode der Organisation und zur Deckung der finanziellen Bedürfnisse bis zur Aufstellung eines zweiten Voranschlages, nach welchem dann die Zahlungen zu erfolgen haben, ein Betrag von mindestens 250,000 Pfund Sterling erforderlich sein wird.

Gemäss Art. 6 des Völkerbundsvertrages sollen diese Ausgaben unter die Mitglieder des Völkerbundes nach den gleichen Grundsätzen verteilt werden, wie sie für die Verteilung der Ausgaben des internationalen Bureaus des Weltpostvereins gelten. Danach ist die Schweiz in die dritte Klasse mit 15 Einheiten einzureihen, und der zu ihren Lasten fallende Anteil beträgt 9,740 Pfund Sterling.

Mehrere Regierungen haben ihren Kostenanteil bereits bezahlt, und wenn die schweizerische Regierung ihren Beitrag in der nächsten Zukunft anweisen könnte, so würde dies sehr begrüsst werden, da das Generalsekretariat für seine laufenden Ausgaben einer gewissen Summe bedarf.

---

1. *Non reproduite.*

Der Voranschlag für die Organisationsperiode ist dem Völkerbundsrat unterbreitet worden, welcher ihn in seiner fünften, in Rom abgehaltenen Session genehmigt hat.[2] Dieser Voranschlag liegt der Note des Generalsekretärs bei.

Gehörig geprüfte Rechnungsaufstellungen über die Ausgaben, welche vom Völkerbundssekretariat oder auf seine Rechnung gemacht werden, sollen zu gegebener Zeit allen beteiligten Staaten zugestellt werden.

Mit dem Eintritt der Schweiz in den Völkerbund hat sie auch die damit verbundenen finanziellen Verpflichtungen übernommen, und da ihr der Rang eines ursprünglichen Mitgliedes zukommt, so hat sie auch an alle Kosten beizutragen, die vom Beginn der Wirksamkeit des Völkerbundes an gemacht worden sind.

Da nach Art. 6 des Völkerbundsvertrages die Beitragsleistung auf Grund des für die Kosten des internationalen Bureaus des Weltpostvereins festgesetzten Verteilungsmodus stattfindet, so steht die Schweiz in der dritten Staatenklasse mit 15 Beitragseinheiten. Die Schweiz ist in dieser Klasse mit Staaten wie z.B. Brasilien, Rumänien, Schweden, die sowohl hinsichtlich der Bevölkerungszahl wie der territorialen Ausdehnung die Schweiz weit übertreffen, eingereiht, während z.B. Dänemark, Norwegen und Portugal in der vierten mit 10 Einheiten und Staaten wie Argentinien, Griechenland und Serbien sogar erst in der fünften Klasse mit 5 Einheiten rangieren. Es dürfte einer spätern Verständigung vorbehalten bleiben, hier eine gerechtere Verteilung an die Stelle des jetzigen Modus zu setzen. Für heute unterliegt es keinem Zweifel, dass die Schweiz nach dem jetzt geltenden Verhältnis dem Völkerbund beitragspflichtig ist.

Ein Kontrollorgan, das die Finanzgebarung des Völkerbundssekretariates zu überwachen hat, wird vom Völkerbundsrat noch bestimmt werden müssen, wenn er diese Kontrolle nicht selbst ausüben will. Für heute kann es sich wohl nur darum handeln, dass auch die Schweiz ihrerseits und ohne die Vorlage weiterer dokumentarischer Grundlagen zu verlangen, den betreffenden Vorschuss leistet.

Im eidgenössischen Voranschlag ist kein Ausgabeposten eingestellt, aus welchem die der Schweiz aus ihrer Mitgliedschaft im Völkerbund entstehenden Ausgaben bezahlt werden könnten. Die Bedeutung dieser Ausgaben und der Umstand, dass sie hinfort im eidg. Voranschlag ständig wiederkehren werden, rechtfertigt es, ihnen darin eine besondere Position einzuräumen, wie dies für die Beiträge der Fall ist, welche die Schweiz an eine Anzahl anderer internationaler Unionen zu bezahlen hat. Es ist daher in den Voranschlag des politischen Departementes, Abteilung für Auswärtiges, unter lit. d., Verschiedenes, ein neuer Kredit Nr. 30: «Kosten des Völkerbundes» einzuführen, aus welchem in Zukunft nicht nur der Beitrag der Schweiz an die Kosten der Organe des Völkerbundes, sondern auch die Kosten für das vom Bundesrat angeordnete Studium von den Völkerbund betreffenden Fragen, die Kosten seiner Delegation in die Völkerbundsversammlung sowie allfällige Repräsentationskosten usw. zu bezahlen wären.

Endlich wären die eidg. Räte durch ein Schreiben an ihre Finanzkommissionen unter Mitteilung der vorstehenden Ausführungen zu ersuchen, in das in der

---

2. *Cf.* Procès-verbal de la 5ème session du Conseil de la Société des Nations, 1920, *pp. 38–40 et pp. 248–267.*

Septembersession zur Beratung gelangende Nachtragskreditbegehren I. Serie pro 1920 und als Gegenwert des an den Generalsekretär des Völkerbundes zu bezahlenden Vorschusses von £ 9740 die Summe von Fr. 220,000 aufzunehmen.

Gestützt auf das Vorstehende und in Erwägung, dass der vom Finanzdepartement vorgeschlagene Zusatzantrag, der die Herbeiführung einer gerechteren Verteilung der Kosten des Völkerbundes bezweckt, überholt erscheint, da das Sekretariat des Völkerbundes von sich aus schon Schritte in dieser Richtung unternommen hat, welche Schritte natürlich schweizerischerseits unterstützt werden, wird *beschlossen:*

1. Das politische Departement wird ermächtigt, an den Generalsekretär des Völkerbundes als Vorschuss der Schweiz auf die bereits ergangenen und bis zur Aufstellung eines nächsten Budgets noch erlaufenden Kosten des Völkerbundes die Summe von 9740 Pfund Sterling auszubezahlen und diese Ausgabe auf einen neuen Kredit III. A.I.d.30, Kosten des Völkerbundes, zu verbuchen.

2. Die eidg. Räte werden ersucht, in das Nachtragskreditbegehren I. Serie pro 1920 den notwendigen Kredit von Fr. 220,000 aufzunehmen.

386

E 1004 1/276

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 août 1920[1]

2630. Demande d'agrément pour Monseigneur Maglione en qualité de nonce pontifical

Département politique (Affaires étrangères).
Proposition du 14 août 1920

Le Conseil fédéral avait décidé, dans sa séance du 18 juin écoulé[2], de faire savoir à Monseigneur Maglione, délégué du Saint-Siège à Berne, — sur la demande officieuse que celui-ci avait formulée verbalement auprès du Chef du Département politique — que le Conseil fédéral aurait admis avec satisfaction la reprise des relations diplomatiques officielles entre la Suisse et le Saint-Siège, en posant toutefois la condition expresse que la Suisse, comme elle n'avait pratiqué la réciprocité dans le passé, n'aurait pas pu la pratiquer dans l'avenir.

Le Chef du Département fit la communication dont il avait été chargé à Monseigneur Maglione le lendemain du jour où le Conseil fédéral avait pris sa décision, c'est-à-dire le 19 juin. Monseigneur Maglione admit sans difficultés d'aucune sorte la condition posée à la reprise des relations diplomatiques et remercia chaleureusement au nom du Saint-Siège.

---

1. *Etaient absents: R. Haab, E. Chuard, J.M. Musy.*
2. *Cf. n° 356.*

Son Eminence, le Cardinal Secrétaire d'Etat, Monseigneur Gasparri, a fait présenter au Département politique, toujours par Monseigneur Maglione, le 9 du mois courant, une note[3] du premier août par laquelle le Saint-Siège annonce au Conseil fédéral qu'il a décrété la création d'une nonciature en Suisse et qu'il aurait l'intention de nommer au poste de nonce Monseigneur Luigi Maglione, pour lequel il sollicite l'agrément d'usage. Il est tout à fait naturel et conforme aux usages diplomatiques que le Saint-Siège, ayant d'abord sondé le Conseil fédéral sur la question de la création d'une nonciature en Suisse, n'ait pas présenté une deuxième demande formelle, mais ait simplement fait savoir au Conseil fédéral la décision qu'il avait prise. Celui qui accrédite un agent diplomatique auprès d'un Etat s'informe d'abord officieusement auprès de celui-ci pour savoir si la mesure projetée est considérée comme agréable, mais ne peut pas laisser officiellement supposer que l'acte dont il s'agit revêtirait le caractère d'une concession gracieuse.

Les termes dans lesquels la note du Saint-Siège est conçue sont très amicaux et très honorables pour la Suisse. Il convient d'y répondre sur le même ton.

Quant à la personne de Monseigneur Maglione, le Département politique estime que son choix est heureux. Monseigneur Maglione, qui se trouve à Berne comme agent officieux depuis 1918, est un esprit cultivé et un caractère bienveillant. Il a donné maintes preuves de la sympathie efficace qu'il porte à notre pays. Il a été professeur de diplomatie à *l'Académie des Nobles* à Rome et il a occupé des fonctions délicates dans la Commission des Affaires politiques extraordinaires qui dépend de la Secrétairerie d'Etat. Il jouit de la confiance de Benoît XV. Il est originaire de la région napolitaine. On peut admettre qu'il sera un nonce prudent, avisé et conciliant, qui aura à cœur de justifier les espoirs que le Conseil fédéral a mis dans la reprise des relations diplomatiques et qui cherchera à dissiper les quelques craintes qui se sont mêlées aux espoirs.

Le siège de la nonciature sera à Berne, ce que le Département politique considère comme utile pour souligner le caractère avant tout diplomatique que la nonciature doit avoir.

D'après la proposition du Département politique il est *décidé:*

d'accorder à Monseigneur Luigi *Maglione* l'agrément demandé et d'autoriser le Département politique à répondre à la note du premier août du Cardinal Gasparri par la note suivante:

«Eminenza,

È cosa grata al Consiglio federale svizzero l'accusare ricevuta, per mezzo de sottoscritto dipartimento, della nota in data 1° agosto, mediante la quale Vostra Eminenza gli ha comunicato che Sua Santità il Romano Pontefice ha deciso di dare alla Nazione Elvetica un attestato di pontifica considerazione col creare presso di essa una speciale Rappresentanza col titolo e grado di Nunziatura Apostolica.

In pari tempo Vostra Eminenza significa al Consiglio federale, e per esso al suo Presidente, che Sua Santità Benedetto XV è venuta nella determinazione di nominare il primo titolare della Nunziatura Apostolica a Berna nella persona

---

3. *Non reproduite.*

dell'Illustrissimo Monsignor Luigi Maglione, già attualemente rappresentante officioso e provvisorio della Santa Sede presso il Governo svizzero, e domanda se questa nomina sia accetta al Consiglio federale.

Il Consiglio federale è stato sensibilissimo alle vive e lusinghiere espressioni di simpatia verso il popolo elvetico e verso lui, delle quali la nota di Vostra Eminenza è ripiena.

Come già s'onorò di far sapere al Delegato provvisorio della Santa Sede quando questi, a titolo officioso e confidenziale, s'informò del pensiero del Governo svizzero in punto alla ripresa delle relazioni diplomatiche, il Consiglio federale, pur non essendo in grado come al praticato antico, di usare la reciprocità, sarà oltremodo lieto di continuare a collaborare con la Santa Sede a svolgere quelle opere di civiltà e d'umanità che riuscirono benefiche durante il procelloso periodo della guerra e che così bene rispondono ai fini superiori d'ambedue le parti.

Il Consiglio federale dà ben volontiere il proprio gradimento alla nomina dell'Illustrissimo Monsignor Luigi Maglione che ha imparato a conoscere come prelato dotto, zelante e prudente e sta certo ch'Egli svolgerà la sua missione per il bene morale e materiale tanto della Santa Sede quanto della Svizzera.

Il dipartimento sottoscritto si vale del fortunato incontro per presentare a Vostra Eminenza i sensi della più alta stima e della più distinta considerazione.»

387

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 août 1920[1]

Errichtung einer Nuntiatur in Bern

Geheim

In der Beratung über die Erteilung des Agrément für Monsignore Maglione als päpstlichen Nuntius in Bern wird auf das in der Presse erhobene Bedenken hingewiesen, dass nämlich die Errichtung der Nuntiatur eine Beeinträchtigung der jetzigen Stellung der schweizerischen Bischöfe zur Folge haben könne, wenn dem Nuntius die Jurisdiction über den schweizer. Clerus eingeräumt würde, ein Bedenken, das auch in katholischen Kreisen laut geworden sei. Demgegenüber wird geltend gemacht, dass derartige Befugnisse nach dem neuen Codex juris canonici mit der Nuntiatur nicht ohne weiteres verbunden seien, sondern dem Nuntius, wenn er auch eine gewisse Aufsicht über die katholische Kirche des Landes, bei dem er akkreditiert ist, ohne Zweifel ausüben könne, nur kraft besonderer Vollmachterteilung durch den Heiligen Stuhl zukomme. Der Schweizerische Episkopat hege jedenfalls in dieser Richtung keinerlei Befürch-

1. *Etaient absents: R. Haab, E. Chuard, J.M. Musy.*

tungen. Auf eine dahinzielende Anregung hin erklärt sich der Bundespräsident bereit, dem Monsignore Maglione mündlich zu erklären, es wäre zu wünschen, dass der Heilige Stuhl seinem Vertreter bei der Eidgenossenschaft keinerlei Vollmachten erteile, die in irgendeiner Weise die Unabhängigkeit der schweizerischen Bischöfe einschränken könnten.

Ferner wird der Wunsch ausgesprochen, der Bundespräsident möchte den Nuntius darauf aufmerksam machen, dass er ein etwas schwieriges Terrain betrete und gut tun werde, keine Politik des Eingreifens in unsere innern Angelegenheiten zu treiben und durch grosse Zurückhaltung alles zu vermeiden, was zu Misshelligkeiten zwischen Katholiken und Protestanten oder unter den Katholiken selbst Anlass geben könnte. Der Nuntius müsse ein Träger des Friedens und der Versöhnung sein, wenn er sich bei uns halten wolle.

Es wird auch betont, der Nuntius müsse sich dessen bewusst sein, dass er, wenn in den nächsten Jahren, wie zu erwarten, die Revision der Kirchenartikel der Bundesverfassung zur Sprache komme, alles vermeiden sollte, was den Anschein erwecken könnte, der Heilige Stuhl suche in diesen Fragen einen bestimmenden Einfluss geltend zu machen. Wenn etwas derartiges bekannt würde, so ginge ein gewaltiger Sturm los, und die Lösung dieser Fragen, die bei ruhiger Entwicklung der Dinge etappenweise wohl möglich erscheine, würde ausserordentlich erschwert.

Der Bundespräsident erklärt sich bereit, mit Monsignore Maglione im Sinne dieser Anregungen und Wünsche Rücksprache zu nehmen.

Schliesslich wird bemerkt, es wäre wünschbar, dass die Öffentlichkeit in geeigneter Form über diese Rücksprache informiert werden könnte.

388

EVD KW Zentrale 1914–1918/29–30

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Chef du Département politique, G. Motta

Copie
L n° 3292 Zonenfrage Bern, 18. August 1920

Mit Schreiben vom 9. August[1] übermitteln Sie uns den Bericht unseres Geschäftsträgers[2] in Paris über ein Gespräch mit Herrn Ministerpräsident Millerand in der Zonenfrage und bitten uns, die Frage zu prüfen, ob es möglich sei, das Zonenregime durch ein anderes langfristiges oder unbeschränktes Regime zu ersetzen, welches indessen zuliesse, dass Frankreich den Zollkordon an die politische Grenze verlegt.

Nach eingehender Besprechung mit dem Chef der Handelsabteilung, Herrn Dr. Eichmann, der der Kommission angehört, beehren wir uns, Ihnen im nachfolgenden unsere Meinung mitzuteilen:

---

1. *Non reproduite.*
2. *Cf. n° 381.*

I. Frankreich ist zweifellos berechtigt, in bezug auf die grosse savoyardische Zone das bisherige Regime zu ändern, und wir haben keinen Rechtstitel darauf, dass an Stelle des früheren Abkommens für die sogenannte grosse savoyardische Zone ein neues Abkommen auf bisheriger Basis abgeschlossen werde. Anders liegen die Dinge für das Pays de Gex, die kleine sardische Zone und die kleine Zone bei St. Gingolph. Wir wollen hier nicht definitiv Stellung zu der Frage nehmen, ob die Schweiz auf Grund vertraglicher Rechte einen Schiedsspruch anrufen solle oder nicht. Der Unterzeichnete hat schon Gelegenheit gehabt, auf die Schwierigkeiten aufmerksam zu machen, die sich speziell aus der Tatsache ergeben, dass das in Verbindung mit Art. 435 des Versailler Friedensvertrages abgeschlossene Abkommen heute schon zu Meinungsverschiedenheiten Anlass gibt, obwohl es von der Schweiz noch nicht einmal parlamentarisch endgültig genehmigt worden ist, geschweige denn dass unsere Ratifikation in Paris notifiziert worden wäre. Kann nun eine Ratifikation erfolgen, um nachher gleich das Begehren um Bestellung eines Schiedsgerichtes über die Auslegung des Vertrages zu stellen? Hierüber wird sich in erster Linie das politische Departement Rechenschaft zu geben haben, und der Bundesrat hat dann seinen Entschluss zu fassen.

II. Soviel ist heute sicher, dass Frankreich nur ein Abkommen schliessen will, durch welches seitens der Schweiz anerkannt wird, dass der Zollkordon an die politische Grenze verlegt wird. Ja noch mehr, die französische Regierung ist der Ansicht, dass sie von sich aus berechtigt sei, diese Massregel zu treffen. Sie wird also, auch wenn kein Abkommen zustande kommt, ohne Zweifel den Zollkordon an die Grenze verlegen. Im letztern Falle wären zweifellos die nötigen Verwahrungen anzubringen oder eventuell, wie oben erwähnt, ein Schiedsspruch anzurufen.

Welches müssten im erstern Falle, d.h. Diskussion eines Abkommens auf der Grundlage der Verlegung des Zollkordons an die Grenze, die Richtlinien eines Abkommens sein?

Die französische Regierung hat mit Note vom 26. April 1919 ein Projekt eingereicht[3], auf das wir der Kürze halber einfach verweisen. Herr Millerand hat in dem Gespräch mit Herrn Schreiber von weitgehenden Konzessionen gesprochen. «Non seulement en tenant compte de la situation géographique et économique de Genève dans ses rapports avec la population voisine, mais encore en réglant dans le sens le plus amical toute une série de questions intéressant la Suisse en général ou d'autres parties de la Suisse, gares internationales de Bâle, de Pontarlier etc.» Herr Millerand wäre auch bereit, einen solchen Vertrag auf lange Dauer, eventuell auf unbeschränkte Dauer, abzuschliessen.

Wir möchten nun vorerst der Meinung Ausdruck geben, dass von einer Verbindung der Zonenfrage mit andern Dingen wie Bahnhof Basel, Pontarlier usw. entschieden abgesehen werden sollte. Ebenso könnten wir uns nicht entschliessen, eine Konvention von unbeschränkter Dauer zu befürworten, da wir uns erfahrungsgemäss an solche Verpflichtungen halten müssen, während die grös-

3. *Non reproduit, cf.* E 2 Archiv-Nr. 1646. *Ce projet a été publié in:* Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Mémoire présenté au nom du Gouvernement de la République française, Paris (Imprimerie nationale 1928), *pp. 126 ss. Voir aussi DDS 7/1, n° 367.*

seren Nachbarn eher die Möglichkeit haben, sich ihren Pflichten zu entziehen. Wir erinnern auch an die Kritik, die gerade von Genf aus gegenüber den ewigen Verpflichtungen im Gotthardvertrage erhoben worden ist. Materiell ist für uns entscheidend, dass die wirtschaftliche Entwicklung nicht auf alle Zeiten hinaus überblickt werden kann, und daraus folgt, dass auch die Schweiz die Möglichkeit haben muss, nach Ablauf einer gewissen Zeitspanne das Abkommen aufzuheben.

Sieht man von diesen beiden Punkten ab, so hat Herr Millerand Herrn Schreiber über das, was Frankreich tun und zugestehen will, eigentlich gar nichts gesagt, denn über den Begriff «de larges concessions» kann man sehr verschiedener Ansicht sein.

III. Wir möchten daher die Frage aufwerfen, ob es nicht angemessen wäre, nachdem Frankreich unsere Propositionen[4] zurückgewiesen hat, anderseits aber «de larges concessions» in Aussicht stellt, die französische Regierung zu ersuchen, sie möchte uns nähere Auskunft darüber geben, was sie darunter versteht. Man könnte in einer Note erklären, die Schweiz stehe auf dem Boden der bestehenden Verträge, sie wahre sich ihre Rechte hieraus, sei aber angesichts der Erklärung des Herrn Millerand vom Wunsche beseelt, auch ihrerseits das mögliche zu tun, um zu einer Übereinkunft zu kommen, und sie möchte deshalb bitten, ihr mitzuteilen, welche Konzessionen Frankreich dem schweizerischen Standpunkte zu machen geneigt sei. Daraufhin würde dann der Bundesrat in der Lage sein, sich zu entschliessen, ob er auf seinen Rechtsstandpunkt verzichtend zu Verhandlungen auf einer andern Basis sich bereit erklären könnte. Für uns ist es ziemlich schwierig, positive Vorschläge zu machen. Unter anderm könnte eine Aufrechterhaltung der bisherigen Propositionen in Betracht kommen mit der Modifikation, dass der Zollcordon an die Grenze gebracht würde, dass aber anderseits die Schweiz ohne Beschränkung auf Kontigente nach den Zonengebieten exportieren könnte. Dieses System würde wohl Frankreich nötigen, einen zweiten Zollcordon an der bisherigen Zonengrenze aufrecht zu erhalten. Dies würde aber gerade dem Gedanken der Zollgebietseinheit Frankreichs widersprechen und würde zweifellos nicht akzeptiert. Wir finden aber auch, dass es nun, nach der Rückweisung unserer Vorschläge, Sache Frankreichs sei, positive Propositionen zu machen, da ja zweifellos das französische Projekt vom 26. April 1919 nicht als eine befriedigende Grundlage der Diskussionen angesehen werden kann.

IV. Rein intern möchten wir noch eine Bemerkung anschliessen über die uns möglich erscheinenden Lösungen.

Unseres Erachtens könnte ein Abkommen nicht angenommen werden, welches für den Export der Schweiz nach den französischen Zonen einen Unterschied zwischen schweizerischen Waren machen würde, m.a.W., es könnte nicht zugegeben werden, dass beispielsweise Waren nur nach den Zonen ausgeführt werden dürfen, wenn sie aus dem Kanton Genf oder aus den Grenzkantonen, also Genf, Waadt und Wallis, stammen. In einer solchen Beschränkung läge auch

---

4. *Il s'agit du* Projet de convention, remis à l'Ambassade de France le 15 octobre 1919, *cf.* Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Annexes au premier mémoire du Gouvernement suisse, août 1928, *p. 209ss.*

ein grosses Hindernis für den genferischen Handel. Gewisse Industrien bestehen in diesen Kantonen nicht, deren Produkte bis jetzt schon nach den Zonen ausgeführt worden sind, beispielsweise Schuhe, gewisse Maschinen, Textilwaren usw. Trotzdem hat gerade der genferische Handel ein Interesse, diese Dinge nach wie vor nach der Zone liefern zu können. Es wäre aber auch rein undenkbar, eine zuverlässige und billige Kontrolle durchführen zu können. Die kleine Schweiz muss darauf halten, namentlich im Hinblick auf ihre sprachliche Trennung, dass nicht ein Teil ihres Gebietes in ein solches Sonderverhältnis zu einem Nachbarstaat gebracht wird, welches indirekt eine Zurücksetzung des übrigen Teiles der Schweiz bedeuten würde. Wir sind auch überzeugt davon, dass ein Abkommen auf solcher Grundlage in den Kammern auf grossen Widerstand stossen würde.

Eine zweite Frage, die sofort auftaucht, ist diejenige der Kontingentierung. Der Vorsteher der Handelsabteilung macht auf Grund seiner Erfahrungen ganz speziell darauf aufmerksam, wie schwierig, ja unmöglich es wäre, die Ausfuhrmengen aus der Schweiz nach den Zonen zu kontigentieren. Auf wen müssen die Kontingente verteilt werden, da an dem Exporte für gewisse Dinge hauptsächlich der Genfer Handel, aber vielfach auch manche Branchen der schweizerischen Industrie interessiert sind? Wie sollen aus den Zonen noch Bestellungen erfolgen können, wie Abschlüsse möglich sein, wenn die Gewissheit nicht besteht, dass die Kontingente nicht erschöpft sind und die Einfuhr zulässig ist? Die Inkonvenienz könnte natürlich durch hohe Kontingente vermindert werden, aber solche werden kaum erhältlich sein, und Schwierigkeiten der Verteilung würden trotzdem entstehen. Möglich scheinen solche Kontingente eher für gewisse Arten von Lebensmitteln, die in kleinern Mengen die Zollstationen des Kantons Genf passieren würden, aber diese Art des Exportes nach den Zonen fällt für uns eben nicht in Betracht, da Genf das Konsum- und nicht Produktionsgebiet für solche Waren ist. Aus der Ablehnung der Kontingentierung folgt, wie oben schon angedeutet, nicht von unserm, aber vom französischen Standpunkte aus, die Notwendigkeit eines zweiten Zollcordons, den Frankreich sicherlich ablehnen wird.

Einfacher liegen die Dinge für den Import aus den Zonen nach Genf. Hier kann man auf der historischen Grundlage bleiben, dass die Produkte, vornehmlich die landwirtschaftlichen Produkte, der Zonen nach Genf eingeführt werden dürfen, anderseits aber auch ohne Not keinen französischen Ausfuhrverboten unterliegen dürfen. Diese Seite der Frage kann nach unserer Ansicht zur Befriedigung Genfs in der Hauptsache autonom durch uns erledigt werden, indem wir Zollfreiheit für die Produkte der savoyardischen Landwirtschaft und der des Pays de Gex einräumen. Es bleibt dann noch die Frage des Ausfuhrverbotes aus Frankreich. In dieser Beziehung enthält aber auch der Vertrag von Turin einen Vorbehalt, wonach die Ausfuhr nur im Falle von «disette» verboten werden kann. Den gleichen Schutz wird im wesentlichen eine allgemeine Bestimmung des Handelsvertrages für das gesamte französische Gebiet, der auch für diesen Grenzverkehr zur Anwendung käme, bieten. Deswegen brauchte aber nicht speziell ein Zonenübereinkommen angestrebt zu werden.

Die Dinge liegen also so, dass entweder ein neues Abkommen zustande kommt, oder dass Frankreich seinen Zollcordon auch sonst an die Grenze verlegt. Im letztern Falle werden wir den Konsumenteninteressen Genfs, was die Bodenprodukte der umgebenden französischen Gebiete betrifft, im wesentli-

chen auf autonomem Wege gerecht werden können. Anders verhält es sich mit den Interessen des genferischen Handels, der dann wohl dadurch Schaden erleiden könnte, dass Frankreich seine Grenzzölle an der genferischen Grenze erhebt, und mit dem Genfer Handel würden darunter auch viele Branchen der schweizerischen Industrie leiden, da im ganzen Industrieprodukte im Werte von ca. 25 Millionen Franken im Jahr in normalen Zeiten aus der Schweiz nach den Zonen exportiert worden sind. Das gleiche Quantum dieser Waren würde wohl heute den doppelten Wert ausmachen.

Wollen wir auch diesen Interessen, die immerhin wiederum im wesentlichen in Genf liegen, sei es, dass es sich um genferische Produkte handelt, sei es, dass der genferische Handel als Vermittler auftritt, gerecht werden, so müsste ein Abkommen angestrebt werden. Ein solches hätte indessen nur dann einen Wert, wenn keine Kontingentierung gefordert oder hohe Kontingente zugestanden würden, und der Vorteil dürfte nicht mit Opfern erkauft werden, die in einer Scheidung des schweizerischen Zollgebietes im Hinblick auf den Export nach der Zone liegen. Es ist doch auch zu beachten, dass die Erhebung der Grenzzölle kaum auf eine Unterdrückung des gesamten Exportes nach der Zone herausläuft; ein Teil der Waren wird weiter ausgeführt werden könnem und eben die französischen Zölle zu tragen haben. Einzelne Positionen, allerdings keine wichtigen, sind ja zollfrei oder nur mässig belastet.

Wir gelangen also zum Schlusse, dass an ein Abkommen, welches die bisherigen Verträge ersetzen würde, die Anforderung gestellt werden müsste, dass:

1. *alle* Waren schweizerischen Ursprunges (dieser Begriff wäre noch näher zu umschreiben), ohne Rücksicht auf ihren Herstellungsort in der Schweiz, für den Export nach der Zone gleich behandelt werden müssten. Diese Forderung liegt, wie bereits ausgeführt, auch im Interesse des genferischen Handels, der durch ein gegenteiliges Verfahren in seinen Absatzmöglichkeiten gewaltig beschränkt würde.

2. Es müsste der freie Export so organisiert werden, dass Handel und Industrie in ihrer Bewegungsfreiheit nicht behindert würden.

3. Anderseits würden wir für Zonenprodukte, insbesondere für solche der Landwirtschaft, die gleichen Vergünstigungen zu gewähren haben, wobei immerhin beispielsweise für Weine naturgemäss eine Kontigentierung gefordert würde.

Wir müssen uns vorbehalten, diese letztern Meinungsäusserungen noch mit Sachverständigen und Interessenten zu besprechen und darauf zurückzukommen. Wir wollten indessen mit unserer Antwort nicht zögern, weil wir davon ausgehen, dass man zunächst Frankreich bitten sollte, die Konzessionen, die es machen will, näher zu bezeichnen. Erst dann dürfte der Moment gekommen sein, auch unsererseits mit Propositionen heranzutreten. Dabei ist es selbstverständlich, dass der zollfreie Import aus den Zonen nach der Schweiz unsere allgemeinen wirtschaftlichen Interessen nicht verletzen und nicht geeignet sein darf, unsere Position gegenüber Frankreich zu schwächen.

Wir werden prüfen, ob es uns möglich sein wird, nach Besprechung mit Sachverständigen, Vorschläge auf der neuen Basis aufzustellen, welche den schweizerischen Interessen entsprechen, und werden Sie darüber verständigen.

Gleichzeitig mit dem Schritte, der im Hinblick auf die in Aussicht gestellten

Konzessionen Frankreichs zu tun wäre, sollte auch der Wunsch ausgesprochen werden, dass nicht nach Ablauf eines Monats, also mit 1. September, der französische Zollcordon an die Grenze verlegt werde.

389

E 2001 (B) 8/24

La Légation des Pays-Bas à Berne au Département politique

N n° 5988 Berne, 19 août 1920

En me référant à l'aide-mémoire confidentiel du 18 avril dernier[1], B. 56/41/7, A.E., j'ai l'honneur, par ordre de mon Gouvernement, de faire connaître ci-dessous à votre Excellence le point de vue de mon Gouvernement à l'égard de la coopération proposée des Pays-Bas avec la Suisse et les Etats scandinaves.

Le Gouvernement de la Reine est d'avis que la collaboration des Etats susvisés en ce qui concerne les questions relatives à la Société des Nations sera utile à condition que l'échange de vues se fasse de telle facon qu'il ne puisse donner lieu à une certaine méfiance ou à des soupçons d'une formation de bloc séparé. D'après l'avis de mon Gouvernement, la difficulté existe dans le fait qu'il faudra trouver une forme dans laquelle cet échange de vues devrait se faire. Les soi-disant conférences fixes ou incidentes dont le public sera au courant ne semblent pas utiles. Mon Gouvernement croit qu'un échange de vues entre les représentants diplomatiques des Puissances respectives sera plutôt indiqué. Cependant dans le cas où on s'entendrait à cet effet sur le choix d'une ville déterminée (Berne, Stockholm ou La Haye) le danger existe que l'échange de vues prenne une forme trop concrète. Si par contre le contact pourrait avoir lieu d'une façon moins apparente par des entrevues qui pourraient avoir lieu tantôt à Berne tantôt à La Haye etc. le désavantage se fera ressentir que chaque fois d'autres personnes y seront mêlées ce qui ne paraîtra pas profitable au caractère confidentiel de cet échange de vues.

Afin de pouvoir éliminer autant que possible les difficultés susvisées mon Gouvernement croit qu'il serait plus opportun de se mettre d'accord chaque fois qu'une collaboration semblerait désirable au sujet de la manière dont l'échange de vues devrait se faire en tenant compte du caractère spécial de la matière en cause.

C'est dans cet ordre d'idées que le Ministre des Affaires étrangères à La Haye se propose de délibérer en temps utile avec le Ministre de Suisse à La Haye sur la question de savoir quels sujets, se trouvant sur l'ordre du jour de la réunion du 15 novembre prochain de l'Assemblée de la Société des Nations, pourront être examinés au préalable par la Suisse et les Pays-Bas éventuellement avec la collaboration des Etats scandinaves.

---

1. *Cf. n° 301.*

A cette occasion il pourrait être constaté en même temps si la présence de techniciens à cette délibération serait désirable tandis qu'on pourrait fixer, le cas échéant, la ville où ces entrevues auront lieu.

M. Carlin qui a eu un entretien à ce sujet peu de temps avant son départ en congé avec le Jonkheer van Karnebeek pouvait s'accorder avec cette solution dont il renseignerait son Gouvernement à son arrivée à Berne.

390

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 août 1920[1]

Beziehungen zu Russland

Geheim Mündlich

Der Bundespräsident führt aus, der Bundesrat werde sich in absehbarer Zeit über die Frage der Aufnahme der Beziehungen zu Russland schlüssig machen müssen. Folgende Tatsachen drängen dazu:

Von Dr. Bagotzky, der an der Spitze des russischen Roten Kreuzes in der Schweiz steht, ist eine offiziöse Anfrage eingegangen, ob der Bundesrat gewillt sei, dem Ingenieur Stefan Bratman die Einreise in die Schweiz zu gestatten, wo der Genannte sich als Handelsagent Russlands betätigen soll.[2] Bratman gehörte der seinerzeit aus der Schweiz entfernten Sovietmission an.

Der frühere Direktor der Nationalbank, von Haller, hat sodann dem politischen Departement mitgeteilt, eine Basler chemische Fabrik könnte über Reval Waren nach Russland liefern, für welche eine Zahlung von 3 Millionen in Gold in Aussicht gestellt sei. Die Bestellung der Ware ging aus von der russischen Handelsorganisation in London, mit welcher dort jedermann gegen Zahlung in Gold Geschäfte abschliesse. Von Haller frägt an, ob das Gold in die Schweiz eingeführt werden dürfe.

In Basel treffen seit einiger Zeit bei der Post Kartenschlüsse aus Russland ein. Der Oberpostdirektor hat sich telegraphisch bei der Postverwaltung Schwedens und Norwegens erkundigt, ob auch die direkte Kartenschlussverbindung aus der Schweiz nach Russland möglich sei und frägt an, ob die postalischen Verbindungen mit Russland wieder aufgenommen werden sollen.

Der Bundespräsident gibt der Meinung Ausdruck, angesichts der gegenwärtigen kritischen Weltlage sollte der Bundesrat mit einer Beschlussfassung eher noch zuwarten. Was die Einfuhr russischen Goldes anbelange, so könne wohl angenommen werden, dieses Gold stamme von den durch die Sovietregierung angeordneten Konfiskationen her, die nach unseren Begriffen verbrecherischen

---

1. *Etait absents: E. Schulthess, R. Haab, E. Chuard.*
2. *Sur cette question, cf. nos 319, 392, 396, 397.*

Charakter tragen. Immerhin scheine es fraglich, ob die Schweiz vom Prinzip der Nichtintervention aus sich einfach auf den Standpunkt stellen könne, Russland sei als Verbrecherstaat zu betrachten.

In der Beratung wird die Wichtigkeit Russlands als Absatzgebiet für unsere Landesprodukte betont und darauf hingewiesen, dass die Aufnahme von Beziehungen zu Russland, wie sie übrigens von England und Italien allerdings unter starkem Druck der dortigen Arbeiterorganisationen angestrebt werde, auch im Interesse unserer Russlandschweizer wünschbar erscheine, von denen eine ganze Anzahl nur auf den Augenblick warte, wo sie unter einigermassen gesicherten Bedingungen nach Russland zurückkehren können.

Der Rat ist daher der Meinung, die vorläufig rein tatsächliche Wiederanknüpfung der postalischen Verbindungen sollte, wenn sich dazu Gelegenheit bietet, nicht versäumt werden, und beauftragt den Präsidenten, den Oberpostdirektor in diesem Sinne zu instruieren.

Im übrigen werde die Wiederaufnahme der Beziehungen zur Sovietregierung in Russland an gewisse Voraussetzungen gebunden werden müssen, so an die grundsätzliche Anerkennung der Verpflichtung zur Wiedergutmachung des Schadens, der Schweizern in Russland auf verbrecherische Weise zugefügt wurde. Auch werden bestimmte Garantien dafür verlangt werden müssen, dass mit der Vertretung der Sovietregierung in der Schweiz, auch wenn nur eine Handelsagentur in Betracht falle, nicht wieder der gleiche Missbrauch getrieben werde wie seinerzeit mit der Sovietmission. Auch die Frage der Rückerstattung der von der Schweiz für die notleidenden Russen auf ihrem Gebiet gemachten Aufwendungen wäre in diesem Zusammenhang zu behandeln. All dies, wie auch die Frage der Goldeinfuhr aus Russland im Zusammenhang mit dem Geschäft der Basler Fabrik, erscheine heute noch nicht spruchreif.

Der Presse könne vom Vorliegen der offiziösen Anfrage wegen Zulassung des Ingenieurs Bratmann als Handelsagent mit dem Beifügen Mitteilung gemacht werden, der Bundesrat habe noch keinen Beschluss gefasst. Es werde so möglich sein, Kenntnis davon zu bekommen, welche Stellung die öffentliche Meinung zu dieser Frage einnehme.[3]

---

3. *Au sujet des relations avec la Russie, cf. aussi n° 392.*

391

EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Paris, H. Schreiber,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L urgent. Rapatriement des prisonniers de guerre — Paris, 20 août 1920

La Commission Internationale des Crédits de Relèvement se préoccupe de savoir quels sont les pays qui, à l'heure actuelle, sont prêts à verser leur cote-part respective prévue par le programme Nansen. Comme je vous l'ai annoncé, la

Suède et le Danemark sont disposés à avancer les sommes promises par eux, dès que la Trésorerie britannique aura, de son côté, versé la moitié de sa contribution totale. La Norvège est prête à faire son avance immédiatement et sans condition. La France et l'Italie sont d'accord en principe, mais les sommes prévues pour ces pays ne seront disponibles qu'une fois la ratification parlementaire intervenue.

L'incident soulevé par l'accord secret conclu entre l'Autriche et le Gouvernement des Soviets étant clos à la satisfaction de tout le monde, plus rien ne s'oppose, comme je le disais précédemment, à ce que la C.I.C.R.E. comprenne dans son activité l'exécution du programme de rapatriement. L'approche de l'automne exige que tous les fonds disponibles soient dans le plus bref délai mis à la disposition de la Commission. Comme l'a déclaré M. Nansen à la Commission, retarder plus longtemps l'œuvre de rapatriement serait non seulement renoncer à profiter des occasions de fret qui se présentent, mais surtout rendre impossible l'exécution du plan de rapatriement par la Baltique (dont les ports sont bloqués en hiver) et provoquer ainsi la mort de milliers de malheureux qu'un nouvel hiver n'épargnerait certainement pas.

Mon collaborateur M. Jouvet, qui remplace M. de Stoutz comme délégué à la Commission, a cru pouvoir déclarer à M. Gorvin, Secrétaire général, que, dans ces conditions, le Gouvernement fédéral serait sans doute disposé à mettre à la disposition de la Commission le million que la Suisse avait déclaré imputer sur les 25 millions qui constituent le total de nos crédits à l'Autriche. Les commissions des Chambres ayant autorisé le Conseil fédéral à poursuivre l'exécution du contrat passé avec l'Autriche et relatif à l'envoi de denrées alimentaires, je pense qu'il sera possible de recourir à la même voie accélérée pour que la contribution promise par la Suisse pour le rapatriement des prisonniers de guerre puisse dans le plus bref délai possible être mise à la disposition de la Commission des crédits.

La question, comme vous le voyez, est extrêmement urgente et je vous serais très obligé de bien vouloir m'envoyer par télégramme des instructions me permettant de renseigner la Commission sur la possibibilté d'une utilisation immédiate du crédit promis par la Suisse.[1]

---

1. *Par lettre du 24 août, le Conseiller fédéral Schulthess répondit qu'il ne serait pas possible au Gouvernement fédéral [...]* den Betrag sofort zur Verfügung der Kommission zu halten. Wohl haben die Kommissionen der beiden eidgenössischen Räte den Bundesrat ermächtigt, die Hülfsaktion für Österreich vorläufig fortzusetzen, aber dies geschah einzig wegen der absoluten Dringlichkeit der Lieferung von Lebensmitteln. Wenn nun auch, wie aus Ihren Berichten hervorgeht, die sofortige Organisation der Heimschaffung der Kriegsgefangenen sehr dringlich ist, so wird es doch möglich sein, diese Aktion einzuleiten, auch wenn der von der Schweiz in Aussicht gestellte Betrag noch nicht einbezahlt ist.

Wir halten dafür, dass nach der Diskussion in den beiden Kommissionen eine sofortige Bereitstellung der bewilligten Summe nicht möglich ist, sondern dass damit zugewartet werden muss, bis die Bundesversammlung die ganze Kreditoperation genehmigt hat.

Wir ersuchen Sie deshalb, der C.I.C.R.E. mitzuteilen, dass die Schweiz den von ihr in Aussicht gestellten Betrag von 1 Million Franken erst nach Ratifikation der ganzen Kreditoperation durch die Bundesversammlung zur Verfügung stellen kann. Die Angelegenheit wird in der am 20. September beginnenden Session zur Verhandlung kommen (EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113).

Le 27 septembre, l'Assemblée fédérale décida [...] sich an der internationalen Kreditaktion

zugunsten Zentral-Europas mit einer Summe von Maximum 25 Millionen Franken zu beteiligen, mit der ausdrücklichen Erklärung, *dass die Schweiz sich an keinen weitern derartigen Kreditaktionen beteiligen könne.* (EVD KW Zentrale 1914–1918/112–113).

392

E 2015/3

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, à l'Association de Secours mutuel et de Protection des Intérêts suisses en Russie (Secrusse) et au «Vorort» de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie

Copie
L AL

Bern, 26. August 1920

Neuerdings ist von russischer Seite die Frage der Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen zwischen der Schweiz und Russland aufgerollt und im Zusammenhang damit das Gesuch gestellt worden, die schweizerische Regierung möchte die Einreise eines Handelsdelegierten der Sovietregierung gestatten.[1]

Bevor wir diese Anregung vom politischen Standpunkt aus einer nähern Prüfung unterziehen, möchten wir gerne wissen, wie sich die schweizerischen Handels- und Industriekreise überhaupt zu einer Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen mit Russland unter den gegenwärtigen Verhältnissen stellen und in welcher Form Ihnen dieselbe wünschenswert erscheint. Wir erlauben uns deshalb, Ihnen insbesondere nachstehende Fragen zur Erwägung und Rückäusserung zu unterbreiten.

1. Besteht allgemein ein dringendes Bedürfnis für die Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen? Wenn nicht, wer ist an der Wiederaufnahme von Handelsbeziehungen besonders interessiert?

2. Glauben Sie den schweizerischen Handels- und Industriekreisen, abgesehen von politischen Erwägungen, die intensive Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen empfehlen zu können und erachten Sie diese für wünschenswert?

3. Sind Sie der Ansicht, dass die Wiederaufnahme jetzt oder erst später nach besserer Abklärung der Verhältnisse zu erfolgen hat?

4. Erachten Sie es für die Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen als unbedingt notwendig, dass ein russischer offizieller Handelsdelegierter nach der Schweiz komme? Welche andere Formen der Wiederaufnahme scheinen Ihnen eventuell möglich und praktisch?

Indem wir Sie ersuchen, uns seinerzeit Ihre Ansicht in vorerwähnter Angelegenheit mitteilen zu wollen, sprechen wir Ihnen jetzt schon für Ihre Bemühungen unsern verbindlichsten Dank aus.[2]

---

1. *Cf. n° 390.*
2. *La réponse de la Secrusse est reproduite dans l'annexe 1, celle du Vorort dans l'annexe 2.*

ANNEXE 1

E 2001 (B) 1/97

L'Association de Secours mutuel et de Protection des Intérêts suisses en Russie au Département politique

Copie Genève, 15 octobre 1920

RÉSUMÉ[3] DES BERICHTES AN DAS EIDG. POLITISCHE DEPARTEMENT (vom 15.10.20) BETR. WIEDERAUFNAHME DER HANDELSBEZIEHUNGEN MIT RUSSLAND

I. Ganz allgemein gesprochen, besteht ein Bedürfnis nach Wiederherstellung normalen Geschäftsverkehrs mit Russland. Es wird am intensivsten von Russland selbst empfunden. Von den europäischen Staaten sind Deutschland und England am meisten interessiert. Die Schweiz dagegen hatte vor dem Krieg nur einen verhältnismässig kleinen direkten Handel mit Russland, so dass hier nur einzelne, speziell auf den Verkehr mit Russland eingestellte Firmen sowie die nach Beschäftigung suchenden Russlandschweizer an der Frage direkt interessiert sind.

II. Infolge des Fehlens eines allgemeinen direkten Interesses in der Schweiz liegen für die Behörden keine zwingenden Gründe vor, sich über die bestehenden politischen Bedenken hinwegzusetzen. Es kann auch nicht die Verantwortung zugemutet werden, in irgendeiner Weise private Schritte zu empfehlen oder auch nur zu begünstigen, weil sie nicht in der Lage sind, den mit Russland oder russischen Vertretern im Ausland event. verkehrenden Schweizern irgendwelchen Rechtsschutz zu gewähren, und weil die Begünstigung der Annahme von Goldzahlungen zu berechtigten Einsprachen des In- und Auslandes führen würde.

III. Der Zeitpunkt für die Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen ist erst dann gekommen, wenn nach Abklärung der Verhältnisse der Staat in der Lage ist, einen effektiven Rechtsschutz zu gewähren, und vor allem auch die Frage des Schadenersatzes für die notleidenden Schweizerinteressen in Russland gelöst worden ist. Wir sind nach wie vor der Meinung, dass eine befriedigende Lösung dieser Angelegenheit nur auf dem Wege eines internationalen Abkommens, und nicht durch Einzelverhandlungen mit Soviet-Russland, erreicht werden kann.

IV. Ob in diesem Zeitpunkt die Zulassung eines russischen Handelsagenten opportun erscheine oder nicht, wird von den dannzumaligen Verhältnissen und dem Inhalt des zu schliessenden Abkommens abhängen. An sich wäre eine schweizerische Verkaufszentrale in Russland erwünschter als eine russische Einkaufsstelle in der Schweiz.

E 2001 (B) 1/97

ANNEXE 2

Le «Vorort» de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie au Chef du Département politique, G. Motta

Urgent Zürich, 21. Oktober 1920

[...][4]

Zusammenfassend kann daher die Stellungnahme der Sektionen etwa wie folgt skizziert werden:

---

3. *On trouve le rapport original in:* E 2001 (B) 1/92; *ce résumé a été rédigé par le Président et le Vice-président de la Secrusse, H. Töndury et R. Juillard.*

4. *La première partie du rapport expose les résultats détaillés d'une enquête parmi les membres de l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie.*

1. Vom rein grundsätzlichen Standpunkt aus und von der Erwägung ausgehend, dass unter den heutigen wirtschaftlichen Verhältnissen Europas und der Welt überhaupt der dauernde Ausschluss eines Produzenten und eines Absatzgebietes von der Potenz Russlands für die gesamte Weltwirtschaft von grösstem Nachteil ist, stimmt die Mehrzahl der Sektionen darin überein, dass eine Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen mit Russland an sich wünschbar wäre.

2. Hinsichtlich der Frage der praktischen Verwirklichung dieses Postulats geht eine beträchtliche Mehrzahl der Sektionen darin einig, dass zurzeit die Voraussetzungen dazu noch fehlen und dass daher Zuwarten einstweilen am Platze sei.

3. Die Zulassung eines offiziellen russischen Handelsvertreters im gegenwärtigen Zeitpunkt wird mit überwiegender Mehrheit abgelehnt, vor allem deshalb, weil die positiven Voraussetzungen für einen Handelsverkehr mit Russland zurzeit noch fehlen und dieselben durch das blosse Erscheinen eines solchen Delegierten nicht geschaffen wären und überdies die Zulassung eines solchen Vertreters Gefahren mit sich brächte, die es kaum rechtfertigen würden, den Versuch zu wagen. Die Sektionen bemerken ausdrücklich, dass diese Stellungnahme eine gelegentliche Anknüpfung von Handelsbeziehungen durch Private auf privatem Weg keineswegs ausschliesst.

II.

Der Vorort gestattet sich, diesen sich aus seiner Umfrage bei den Sektionen ergebenen Feststellungen noch folgende Ausführungen beizufügen:

1. Die grundsätzliche Wünschbarkeit einer Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen mit Russland als ein von allen politischen Erwägungen losgelöstes Problem dürfte für jeden objektivwirtschaftlich Denkenden keinem Zweifel unterliegen. Dass die schweizerische Volkswirtschaft insbesondere an der Wiedererschliessung Russlands in hohem Mass interssiert ist, ist ebensowenig zu bestreiten.

2. Der Kampf der Meinungen beginnt aber bei der Frage, ob schon *jetzt* die wirtschaftlichen Beziehungen mit Russland wieder aufzunehmen seien oder erst in einem spätern, noch zu bestimmenden Zeitpunkt. Entschliesst man sich für die erstere Möglichkeit, so bleibt noch die weitere Frage zu entscheiden, ob diese Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen auf dem dem Bundesrat von russischer Seite nahegelegten oder auf einem andern Weg erfolgen soll, d.h. in concreto, ob einem *offiziellen* russischen Handelsdelegierten der Eintritt in die Schweiz in dieser Eigenschaft gestattet werden soll.

3. Bis jetzt pflegte die Aufnahme von Handelsbeziehungen mit einem Staat, bzw. mit dessen Angehörigen, nicht an einen bestimmten Akt staatlicher Politik geknüpft zu sein, sondern blieb der Entschliessung der einzelnen Privatwirtschaften anheimgestellt. Die Betätigung des Staates bestand nicht in der effektiven Herbeiführung oder Ermöglichung eines Handelsverkehrs, sondern vielmehr in der Förderung eines schon bestehenden und von privater Seite herbeigeführten Handelsverkehrs. Eine formelle Gestattung des Handels zwischen Angehörigen zweier Staaten ist nur da denkbar, wo der Handel bisher von Gesetzes wegen verboten war, wie das z.B. zwischen Kriegführenden der Fall ist. Als völkerrechtlicher Ausnahmezustand muss ein Handelsverbot ausdrücklich durch autonome Massnahmen der betreffenden Staaten begründet werden. Das ist aber nicht das Verhältnis zwischen der Schweiz und der russischen Soviet-Republik. Der blosse Abbruch der diplomatischen Beziehungen an sich ist noch lange kein Verbot des friedlichen Handelsverkehrs zwischen den Angehörigen zweier Staaten. Wenn daher heute dennoch von einer *Wieder*aufnahme des Handels mit Russland gesprochen werden kann, so hat dies seinen Grund nicht in den rechtlichen, sondern in den durch die Politik der Soviet-Regierung herbeigeführten tatsächlichen Verhältnissen. Diese Tatsache ist auch festgehalten in der Antwort des Bundesrates auf die Note des französischen Ministerpräsidenten vom Mai 1919[5], wodurch die Schweiz eingeladen wurde, sich an der Blockade Soviet-Russlands ebenfalls zu beteiligen. Eine ausdrückliche Zustimmung zu jener Note wäre allerdings einem staatlichen Verbot des Handels mit Russland gleichgekommen. Der Bundesrat hat sich aber damals auf den Standpunkt gestellt, dass sich ein solches Verbot erüb-

---

5. *Il s'agit sans doute de la note de Clemenceau du 7 octobre 1919, cf. n° 103.*

rige im Hinblick auf den Umstand, dass ein Handelsverkehr der Schweiz mit Russland tatsächlich nicht bestehe.[6]

Dieser Zustand ergab sich aus der ganzen Politik der russischen Soviet-Regierung. Ein Ansuchen von dieser Seite an den Bundesrat, den Handel mit Russland – in einer bestimmten Form – wieder aufzunehmen, geht daher an der Tatsache vorbei, dass die in Russland absichtlich herbeigeführten Zustände schweizerischen Firmen jeden weitern Handel mit jenem Land verunmöglicht haben und dass, solange dieser Zustand andauert, die schweizerische Regierung eine Wiederbelebung des Handels mit Russland einseitig gar nicht ermöglichen könnte.

Wird also von der russischen Anfrage nur die Wiederaufnahme des privaten schweizerischen Handels mit Russland ins Auge gefasst, so braucht es schweizerischerseits keinerlei Regierungsmassnahme, um dies zu ermöglichen. Ob er aber wirklich ermöglicht werden kann, hängt u.E. nicht von der schweizerischen, sondern einzig von der russischen Regierung selbst ab. Tatsächlich sind denn auch schon bis jetzt einzelne Abschlüsse von Geschäften in der Schweiz erfolgt, ohne dass sich der Bundesrat irgendwie damit zu befassen gehabt hätte.[7]

4. Grundsätzlich anders liegt aber der Fall, wenn die Soviet-Regierung von der Schweiz etwa erwarten sollte, dass, in besonderer Würdigung der von ihr in Russland herbeigeführten Zustände und in Anpassung an dieselben, der schweizerische Handel mit Russland durch *Massnahmen* des *Bundesrates* ins Leben gerufen und gefördert werden sollte. Ein solches Eingreifen des Bundesrates in die Betätigung des privaten Handels mit dem Ausland ist *grundsätzlich* abzulehnen und das ganz besonders dann, wenn ein solches Eingreifen den offenbaren Zweck haben sollte, den durch die internen Massnahmen einer fremden Regierung auf dem üblichen Weg unmöglich gewordenen Güteraustausch auf irgendeine Weise wieder ins Leben zu rufen. Wir sehen dabei ganz ab von der Frage, ob nicht eine Zusage schweizerischerseits auf ein solches Ansinnen einer Anerkennung der Soviet-Regierung und sogar einer gewissen Billigung der von ihr in Russland geschaffenen Zustände gleichkäme. Es will uns scheinen, der Fall Russlands insbesondere sei kaum geeignet, das erste Beispiel eines solchen Eingreifens des Staates in die Gestaltung der privaten Handelsbeziehungen mit dem Ausland zu bilden. Ein bezügliches Ansuchen Russlands qualifiziert sich als ein Novum und muss schon allein unter Hinweis auf die bisherige Politik der Bundesbehörden in dergleichen Angelegenheiten grundsätzlich abgelehnt werden.

5. Nun die Frage der Zulassung eines offiziellen Handelsvertreters der Soviet-Regierung.

So wie die Verhältnisse in Russland heute liegen, kann man sich von der Tätigkeit eines solchen offiziellen Vertreters, soweit sie der Wiederbelebung des Handels dienen soll, kaum viel versprechen; denn, wie schon gesagt, liegen die Schwierigkeiten, die den Handel mit Russland zum Stillstand gebracht haben, nicht etwa im Fehlen eines solchen Vertreters in der Schweiz, sondern in den Verhältnissen in Russland selbst. Wenn ein Verkehr mit Russland russischerseits in Wirklichkeit angestrebt werden soll, so scheint uns ein offizieller Handelsvertreter – und dessen Anerkennung als solchen schweizerischerseits – durchaus keine Notwendigkeit zu sein, da in der Schweiz die Entschliessung, mit Russland Handel zu treiben, ganz im Belieben der einzelnen Firma liegt. Eine Veranlassung zu irgendwelcher Stellungnahme seitens der schweizerischen Regierung liegt nicht vor, es sei denn, dass der Handel mit Russland von der Schweiz ausdrücklich verboten werden soll, was indessen wohl kaum beabsichtigt sein dürfte.

Die Zulassung eines offiziellen Handelsdelegierten der russischen Soviet-Regierung scheint uns somit weder durch die Bedürfnisse des Handels selbst noch durch die Stellung, welche die schweizerische Regierung in solchen Angelegenheiten bisher stets eingenommen hat, erforderlich zu sein. Wenn Russland Bestellungen in der Schweiz wirklich zu machen gedenkt oder Rohstoffe anzubieten hat, so wird ihm das durch die Verweigerung der Anerkennung eines offiziellen Handelsdelegierten schweizerischerseits durchaus nicht verunmöglicht, da für die Belebung des priva-

---

6. *Pour la prise de position du Conseil fédéral, cf. n° 121.*

7. *Note originale du document:* So meldet z.B. die Aargauische Handelskammer, dass eine aargauische Firma durch Vermittlung einer Handelsgesellschaft in Kopenhagen einen bedeutenden Auftrag nach Russland erhalten habe. Des weitern ist in der «Times» vom 27. Sept. 1920 zu lesen, dass die Mission Krassins in London bei schweizerischen Firmen chemische und pharmazeutische Artikel bestellt habe.

ten Handels, soweit die Voraussetzungen dafür wirklich vorliegen, andere Möglichkeiten geboten sind, die die schweizerische Regierung aus der Sache lassen würden.

Von allen übrigen Erwägungen, die allenfalls für eine ablehnende Stellungnahme den Ausschlag geben könnten, wollen wir hier, da solche Erwägungen politischer Natur wären, absehen.

6. Unsere Auffassung, dass es jeder einzelnen schweizerischen Firma freisteht, auf eigene Gefahr mit Russland Handel zu treiben, dass dieser Handel einer staatlichen Bewilligung schweizerischerseits nicht bedürfe, dass daher jede staatliche Einmischung, z.B. in Form der Anerkennung eines offiziellen russischen Handelsdelegierten, praktisch überflüssig sei, hat naturgemäss zur Folge, dass wir auch einer *offiziellen* schweizerischen Mission nach Russland ablehnend gegenüberstehen. Sollte eine rein *private* Abordnung schweizerischer Interessenten Russland zu besuchen wünschen, so stehen einem solchen Versuch schweizerischerseits wohl kaum ernstliche Bedenken entgegen, obwohl mit ziemlicher Sicherheit vorauszusehen ist, dass die Soviet-Regierung an einem solchen Vorschlag kaum praktisches Interesse haben dürfte.

7. Lehnt man die Zulassung eines offiziellen russischen Delegierten in der Schweiz ab, so bleibt noch die Frage, ob nicht der betreffenden Persönlichkeit in ihrer *privaten* Eigenschaft, ohne Anerkennung ihrer offiziellen Stellung, der Zutritt dennoch gestattet werden soll. Wir wollen hier die Frage nicht prüfen, ob die bewusste Zulassung einer zum offiziellen bolschewistischen Agenten auserkorenen Persönlichkeit vom innerpolitischen und fremdenpolizeilichen Gesichtspunkt aus gerechtfertigt werden könnte, haben aber doch das sehr bestimmte Empfinden, dass auch dieser Weg nicht gangbar ist, ganz abgesehen von der Möglichkeit, dass sich implicite daraus doch eine Anerkennung der russischen Regierung ergeben könnte.

8. Bei der Behandlung der Frage der Zulassung eines offiziellen Handelsvertreters der Soviet-Regierung wird aus Kreisen, welche der Zulassung eines solchen Vertreters günstig gesinnt sind, in der Regel auf das Beispiel der Mission Kameneffs und Krassins in England verwiesen, u.E. aber zu Unrecht. England, wie die Schweiz, hat seinerzeit die Soviet-Gesandtschaft ausgewiesen und hat bis heute die diplomatischen Beziehungen mit Russland nicht wieder aufgenommen. Formell stellt sich der Aufenthalt der russischen Delegation in London als eine Reise nach England dar, die zum Zweck unternommen wurde, mit der englischen Regierung über bestimmte Streitfragen zu verhandeln. Es handelt sich dabei um Fragen, die für die Schweiz nicht bestehen, so vor allem um den Schutz der englischen Interessen vor der bolschewistischen Agitation im Osten und die Befreiung der noch in der Gewalt der Soviets befindlichen englischen Kriegsgefangenen. Diesen Forderungen Englands gegenüber ist die formelle Gestattung der Handelsbeziehungen mit Russland seitens der englischen Regierung mehr als Kompensationsobjekt gedacht, und es besteht denn auch auf seiten Englands nicht die geringste Absicht, ein Handelsabkommen mit Russland zu treffen, ohne dass seinen Forderungen im vollen Umfang vorher schon Genüge geleistet worden wäre. Der Hinweis auf die russische Delegation in London und die Verhandlungen mit der englischen Regierung sind somit nicht massgebend, weil die Voraussetzungen dort andere sind als für die Schweiz, indem irgendeine Veranlassung, mit Russland in Besprechungen einzutreten, für die Schweiz vollständig fehlt. Zudem ist zu bemerken, dass es allem Anschein nach Krassin bis jetzt nicht gelungen ist, den regulären Handel zwischen Russland und England wieder zu beleben.

9. Die einzige Erwägung, die auf den ersten Blick für die Wiederaufnahme der Handelsbeziehungen mit Russland durch einen bewussten Akt der schweizerischen Regierung zu sprechen scheint, ist die Möglichkeit, dass auf diese Weise von der Soviet-Regierung eine ausdrückliche Anerkennung der schweizerischen Guthaben in Russland erlangt werden könnte. Eine solche Anerkennung fordert z.B. auch die englische Regierung in ihrer Note an Russland vom 30. Juni 1920 als eine der Voraussetzungen aller Handelsbeziehungen mit Russland, und in dem von englischer Seite aufgestellten Vertragsentwurf ist dementsprechend eine bezügliche Bestimmung auch enthalten. Merkwürdigerweise ist dabei allerdings von der frühern russischen Staatsschuld nicht die Rede.

Wir wollen auch hier von der Frage absehen, ob die Entgegennahme einer solchen Erklärung der Soviet-Regierung nicht eine Anerkennung derselben einschliessen würde, da wir glauben, dass Gründe sachlicher Natur allein schon genügen, um zur Überzeugung zu gelangen, dass einer solchen Erklärung russischerseits nur ein sehr problematischer Wert zukommen kann. Es steht nämlich ausser allem Zweifel, dass unter den gegenwärtigen Verhältnissen die Soviet-Regierung nicht

gewillt und wohl auch nicht in der Lage ist, mehr als eine blosse Erklärung abzugeben. Die englische Regierung hat denn auch in ihrer Note vom 30. Juni 1920 ausdrücklich auf eine sofortige Bezahlung der anzuerkennenden Schulden verzichtet. Man hat also nur das leere Wort der Soviet-Regierung ohne jede Sicherheit. Durch den Abschluss weiterer Verträge, in welchen auch andern Staaten diese Anerkennung zugesprochen wird, erhöht sich die Sicherheit, die hinter diesen russischen Versprechungen steht, für den einzelnen Kontrahenten nicht, während die russische Regierung ihrerseits als Kompensation *sofort* in den Genuss der von der Gegenseite gemachten Konzessionen tritt. Bei der schliesslichen Begleichung der Schulden durch Russland wird aber besonders die Einschätzung der wirtschaftlichen und militärischen Machtmittel der einzelnen Gläubiger für die Soviet-Regierung massgebend sein, so dass die Schweiz trotz der formalen Anerkennung der Schulden voraussichtlich leer ausgehen müsste.

Dagegen scheint uns, dass, wenn es, entsprechend den geäusserten Absichten, der Soviet-Regierung gelingen sollte, den Handel mit der Schweiz wieder zu beleben, jede einzelne Firma, die um Lieferung nach Russland angegangen wird, die Möglichkeit hat, durch die Verweigerung der Annahme von Bestellungen die Sicherstellung oder Bezahlung früherer Guthaben zu erzwingen. Wenn es sich russischerseits wirklich um die ehrliche Absicht handeln sollte, mit der Schweiz in Handelsbeziehungen zu treten, so wird sich auf diesem Wege ein wertvollerer Druck ausüben lassen, als er nur im Verhältnis von Regierung zu Regierung möglich wäre.

10. Es bleibt nun noch die Frage des russischen Goldes. Jede staatliche Einmischung in die Wiederaufnahme des Handels mit Russland könnte den Staat direkt oder indirekt mit russischem Gold in Beziehung bringen, was aus naheliegenden Gründen unter allen Umständen vermieden werden sollte. Wenn sich einzelne Firmen den mit diesem Zahlungsmittel verbundenen Gefahren auszusetzen entschliessen, so ist das ihre eigene Sache und berührt die Regierung in keiner Weise. Die schwedischen Erfahrungen sind in dieser Beziehung beachtenswert. Es scheint, dass es den schwedischen Firmen insbesondere nicht gelungen ist, das russische Gold auf dem einzigen freien Goldmarkt der Welt, Amerika, zu veräussern, da vom «Federal Reserve Board» die Annahme russischen Goldes verweigert worden ist. Eine ähnliche Stellung scheint auch die Bank von England einzunehmen. Es besteht also die sehr grosse Gefahr, dass auch bei Zahlung in Gold absolute Sicherheit nicht gewährleistet ist, ein Umstand, den jede einzelne Firma in ihren Erwägungen gehörig zu würdigen haben wird.

11. Es hat uns in diesen Ausführungen fern gelegen, uns in dieser wirtschaftlich so wichtigen Angelegenheit von einer objektiven Einschätzung der tatsächlichen Verhältnisse durch Erwägungen politischer Natur ablenken zu lassen. Wir legten vielmehr Wert darauf, aus der Beurteilung der Lage selbst zu einem Schluss zu kommen. Dennoch können wir am Ende unserer Ausführungen einen Hinweis darauf nicht unterlassen, dass eben die Frage der russischen Handelsbeziehungen überhaupt nur deshalb zu einer Frage werden konnte, weil die von der Soviet-Regierung in Russland herbeigeführten Zustände allen Begriffen des Rechts, auf die sich der Rechtsstaat stützt, hohnsprechen. Über diese Tatsache kann es eine Selbsttäuschung nicht geben, und es macht deshalb einen etwas sonderbaren Eindruck, wenn die englische Regierung, um die Würde des Rechtsstaates im Verkehr mit Soviet-Russland zu wahren, eine reservatio mentalis in dem Sinn in den Vertragsentwurf aufnimmt, dass der Vertrag abgeschlossen werden sollte «without prejudice to the view which either of the parties may hold as to the legal status of the other».

Da für die schweizerische Regierung aber eine ähnliche Zwangslage, sich mit der Soviet-Regierung auszusprechen, nicht besteht, und da der Betätigung schweizerischer Firmen im Verkehr mit Russland schweizerischerseits rechtliche oder staatliche Hindernisse nicht entgegenstehen, haben wir die sehr bestimmte Meinung, diese Betätigung sollte sich ohne jede staatliche Einmischung schweizerischerseits überlassen bleiben. Das schliesst allerdings nicht aus, dass der Bundesrat die weitere Entwicklung genau verfolgt und darüber wacht, dass bei einer Veränderung der Voraussetzungen die Angelegenheit neuerdings geprüft werde.

Diese Stellungnahme schliesst auch rein private Aktionen schweizerischer Interessenten keinesfalls aus und lässt überhaupt – soweit neue Verhältnisse nicht eine andere Ordnung erfordern – der Auswirkung der privaten Initiative freie Bahn. Ganz unmassgeblich halten wir sogar dafür, dass selbst der erfolgreichste Abschluss des Vertrags, über den zurzeit zwischen England und Russland verhandelt wird, kaum vermöchte, die schweizerischen Interessen in Russland ernsthaft

zu schädigen, da faktisch – und auch rechtlich – England durch den Abschluss jenes Vertrages in Handelsangelegenheiten Russland nicht näher gerückt würde, als es die Schweiz heute schon ist.

12. Zum Schluss gestatten wir uns noch beizufügen, dass wir auch die Schweizerische Bankiervereinigung in der Angelegenheit begrüsst haben und beehren uns, Ihnen eine Abschrift dieser Vernehmlassung zuzustellen.[7]

Wir haben Wert darauf gelegt, Ihnen bei diesem Anlass genauen Aufschluss über die Stellungnahme jeder einzelnen Sektion zu jeder einzelnen der gestellten Fragen zu erteilen, um Ihnen so zu ermöglichen, die Stimmen pro und contra nicht nur zu zählen, sondern auch zu wägen. Da die Sektionsantworten infolge der konzisen Fragenstellung etwas knapp ausgefallen sind, hielt sich der Vorort verpflichtet, in seinen eigenen Bemerkungen einige weitere Fragen zu streifen, die in Ihrem Schreiben vom 26. August 1920 nicht direkt gestellt waren.

---

7. *Par lettre confidentielle du 29 septembre au Vorort, l'Association des Représentants de la Banque en Suisse s'exprimait ainsi:*

[...] Der Ausschuss ist der Meinung, dass bei der Unsicherheit irgendwelcher durch das gegenwärtige Sowietregime versprochener Garantien der Handelsverkehr mit Russland nicht empfohlen werden darf und dass daher die Aufnahme offizieller Beziehungen zwischen der Schweiz und Russland nicht verantwortet werden kann. *[...]* (E 2001 (B) 1/97).

393

E 2001 (B) 1/97

Le Conseiller national, R. Grimm,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L

Bern, 26. August 1920

Unter Bezugnahme auf unsere Unterredungen vom 24. und 26. August kann ich Ihnen mitteilen, dass für den Export nach Sovietrussland in erster Linie folgende Artikel in Frage kämen:

Metallindustrie: Lokomotiven in möglichst grosser Zahl und so rasch als möglich lieferbar; Eisenbahnwagons und Ersatzteile; Turbinenanlagen und Elektromaschinen; Werkzeugmaschinen in beschränktem Umfange.

Landwirtschaftliche Maschinen und Geräte: Pflüge, Motorpflüge; Sensen; Sicheln; Rechen; Graswendmaschinen etc.

Feinmechanik: Chirurgische Instrumente aller Art; Einrichtungen für Operationssäle; Uhren erst später lieferbar.

Chemische Industrie: Medikamente in grössern Quantitäten; Sanitätsartikel, Verbandstoffe, Watte, diverse getränkte Gazen; Desinfektionsmittel; Farbstoffe; vornehmlich Anilinfarben; Seifen.

Textilwaren: Leibwäsche; Trikotagen; Manufakturwaren erst später lieferbar.

Vorläufig steht für die Durchführung dieser Lieferungen ein Kredit bis zu hundert Millionen in Gold zur Verfügung. Die für die einzelnen Artikel auszuwerfenden Goldbeträge werden bestimmt durch das dringliche Bedürfnis einerseits und durch die Konkurrenzfähigkeit der entsprechenden Industriegruppen hinsichtlich der Weltmarktpreise.

Vorausgesetzt für die Erteilung der Aufträge ist die Ausfolgung der nach Ihrer heutigen Mitteilung noch in Kowno liegenden, vom Rat der Volkskommissäre auf Fritz Platten ausgestellten Vollmacht, unterschrieben von Lenin, Tschitscherin und Krassin. Dabei bestätige ich, dass den Schweizer Behörden ein Kontrollrecht über die Verwendung der Goldbeträge ausdrücklich eingeräumt würde und zur Durchführung der Transaktionen eine in der Hauptsache aus Schweizern bestehende Handelsgesellschaft vorgesehen ist.

394

E 2001 (B) 8/24

Le Ministre de Suède à Berne, P. de Adlercreutz, au Département politique

N Confidentiel Berne, 26 août 1920

Par lettre du 12 avril de cette année[1] le Département politique fédéral a bien voulu me faire parvenir, pour être transmis à mon Gouvernement, le texte d'un aide-mémoire que le Conseil fédéral avait décidé d'adresser au Gouvernement du Roi au sujet d'un échange de vues entre les pays neutres dans les questions relatives à la Société des Nations. En réponse à cette communication j'ai été chargé et j'ai l'honneur de remettre à votre Excellence l'aide-mémoire ci-joint.

ANNEXE

AIDE-MÉMOIRE

Dans un aide-mémoire, transmis au Ministre du Roi à Berne, le Conseil fédéral suisse a bien voulu développer certaines considérations à l'égard des questions relatives à la politique européenne de l'après-guerre et tout spécialement au sujet de la solution des problèmes qui se posent dans le cadre de la Société des Nations.

Estimant, que les vues des Etats restés neutres pendant la guerre concorderont en général, lorsqu'il s'agira de trouver une solution aux questions susvisées, le Conseil fédéral a bien voulu inviter le Gouvernement du Roi à donner son opinion sur la question de savoir si une collaboration plus étroite ne pouvait avantageusement être établie entre les Etats qui se sont tenus à l'écart de la lutte.

Le Gouvernement du Roi s'est fait un devoir de vouer une attention toute particulière à l'examen de cette aimable proposition. Il s'associe entièrement aux considérations si bien mises en relief par le Conseil fédéral au sujet de l'unanimité certaine des Etats neutres vis-à-vis de la très grande majorité des questions dont il s'agit.

Le Gouvernement royal, à ce propos, est heureux de faire observer qu'il a lui-même servi d'interprète de l'idée d'une coopération des puissances neutres. Continuellement animé du même désir, il est tout disposé à entrer, le cas échéant, dans un échange de vues avec les Gouvernements de Suisse, des Pays-Bas, de Norvège et de Danemark au sujet des questions relatives à l'action de la Société des Nations ou ayant trait à la politique de l'après-guerre, qui semblent d'un intérêt particulier.

---

1. *Cf. n° 301.*

Le Gouvernement du Roi croit devoir ajouter que, par cette attitude, il n'entend toutefois en aucune façon préjudicier la collaboration déjà établie avec les Gouvernements de Danemark et de Norvège. De même, il tient à exprimer l'opinion que la manière à sauvegarder les intérêts des Etats neutres ne devait pas entraîner la formation d'un groupement politique au sein de la Société des Nations. Le Gouvernement du Roi se sent convaincu que cette opinion sera partagée par le Conseil fédéral.

395

EVD KW Zentrale 1914–1918/83–84

Aide-Mémoire du Chef de la Division du Commerce du Département de l'Economie publique, A. Eichmann

Copie
Handelsabkommen mit Ungarn — Bern, 30. August 1920

Der im Bericht der Genossenschaft zur Förderung des Aussenhandels vom 25.ds.[1] erwähnte Wunsch der ungarischen Regierung, dass ein «direktes provisorisches Handelsabkommen» anstelle des provisorisch verlängerten Handelsvertrags mit Österreich-Ungarn vom Jahre 1906 abgeschlossen werden möchte, gibt uns vorläufig zu der Bemerkung Anlass, dass der Abschluss eines solchen Vertrags, der sich natürlich auch auf die Zölle erstrecken müsste, viel zu lange dauern würde, um damit die zurzeit beabsichtigten Abmachungen über einen Warenaustausch verbinden zu können. Wir schliessen uns durchaus der Ansicht an, dass solche Abmachungen getroffen werden können, ohne sofort in Unterhandlungen über einen allgemeinen Handelsvertrag einzutreten. Im Prinzip wird man nicht umhin können, der ungarischen Regierung durch eine allgemein gehaltene Versicherung entgegenzukommen, etwa des Inhalts, dass wir ihrem Wunsche volles Verständnis entgegenbringen, zurzeit aber den Eintritt in förmliche Unterhandlungen noch für etwas verfrüht erachten.

Vom Standpunkt unseres Handels aus betrachtet, ist es ein grosser Vorteil, wenn der alte Vertrag, der mit Österreich, Ungarn und der Tschechoslowakei separat verlängert worden ist, noch eine Zeitlang in Kraft erhalten werden kann, denn in neuen Verträgen werden zum grossen Teil viel höhere Zölle akzeptiert werden müssen. Sodann könnten wir übrigens nicht wohl mit Ungarn allein unterhandeln, weil manche Zollansätze, die vereinbart werden müssen, mehr oder weniger auch die andern Staaten interessieren. Die Vertragserneuerung mit allen wichtigeren Ländern muss ungefähr gleichzeitig stattfinden. Die ungarische Regierung könnte sich umgekehrt auch nicht auf Zölle uns allein gegenüber festlegen. Wahrscheinlich hat man sich in Budapest diese eigenartigen Schwierigkeiten noch nicht vergegenwärtigt.

In der Presse hat man davon gelesen, dass in Paris der Plan einer Donau-Föderation zur Verhinderung eines Anschlusses Österreichs an Deutschland genährt werde. Auch in dieser Hinsicht ist eine gewisse Klärung wünschenswert, bevor man sich auf separate Unterhandlungen einlässt.

---

1. *Non reproduit, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/83–84.

Die ungarische Regierung wünscht, durch letztere ihre politische Anerkennung zu fördern. In dieser Hinsicht ist indirekt gewissermassen bereits ein erster Schritt durch die separate Verlängerung des Handelsvertrags, die dieses Frühjahr mit dem de facto Vertreter Ungarns in Bern vereinbart worden ist, geschehen. Vor der Ratifikation des Friedensvertrags werden wir aber den Mächten durch eine förmliche Anerkennung Ungarns nicht wohl vorgreifen können.

396

E 2015/3

Aide-Mémoire du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess[1]

Copie
Geheim

Bern, 1. September 1920

NOTIZ

Die Herren Nationalrat Grobet und Conod teilen mir mündlich mit, dass sich die Ateliers Piccard-Pictet in Genf in sehr schwieriger Situation befinden; insbesondere bleiben aber auch die Aufträge aus. Die Herren glauben, dass solche aus Russland erhältlich wären und bitten dringend, das Einreisegesuch Bratmann zu bewilligen, und zwar solange es noch Zeit sei, bevor dieser Delegierte der russischen Regierung seine Aufträge im Ausland plaziert habe. Herr Conod fügte speziell bei, ich wiederhole es der Kuriosität halber, dass Herr Maunoir, der wiederholt Schritte bei Herrn Bundespräsident Motta gegen die Zulassung Bratmanns getan haben soll, andern Sinnes geworden sei und nun ebenfalls für die Einreise eintrete.[2]

Die Lage der Ateliers Piccard-Pictet ist sehr schwierig. Eine Betriebseinstellung würde 1400 Arbeiter brotlos machen und überdies die Möglichkeit der Weitergabe von Bestellungen seitens Piccard-Pictet an andere Industrien gefährden. Die Lage ist dem Chef des politischen Departements übrigens bekannt. Conod behauptet, Bratmann zu kennen, und glaubt, dass von diesem absolut nichts zu fürchten sei.

Bei diesem Anlasse erinnere ich das politische Departement an meine Zuschrift in ähnlicher Angelegenheit und die Übermittlung des Briefes des Herrn Nationalrat Grimm.[3] Mündlich wurde mir angekündigt, mein Departement werde seitens des politischen Departements ersucht, über die Einreise

---

1. *Une copie de cette notice a été remise au Chef du Département politique, G. Motta, qui a noté en tête du document:* In dieser Sache ist grösste Zurückhaltung wohl immer noch am Platze. 9.9.20. M.
2. *Remarque manuscrite de Motta en marge:* Ich erlaube mir die grössten Zweifel über diese Behauptung des Herrn Conod. M.
3. *Cf. n° 393.*

Bratmann das Gutachten des Handels- und Industrievereins einzuholen.[4] Ich habe aber noch keinen bezüglichen Brief erhalten und sollte nun doch einige Angaben über Bratmann, d.h. was er nach seiner Darstellung[5] in der Schweiz tun wird, bekommen.

P.S. Heute morgen war Nationalrat de Rabours hier, um sich nach der Angelegenheit Bratmann zu erkundigen. Er scheint mir nun ebenfalls eher dahin zu neigen, dass die Einreisebewilligung zu erteilen sei.

---

4. *Note marginale de Motta:* Wir haben direkt angefragt. M.; *cf. n° 392.*
5. *Remarque manuscrite de Motta en marge:* Wir besitzen keine Darstellung von Herrn Bratmann. M.

397

E 2001 (B) 1/97

Aide-Mémoire de l'Adjoint du Département politique, W. Thurnheer

AL *Bern,* 2. September 1920

MEMORANDUM

Das Volkskommissariat für Auswärtige Angelegenheiten in Moskau richtet durch Vermittlung des bolschewistischen Gesandten Goukowsky in Reval das Gesuch an den schweizerischen Bundesrat, er möchte Dr. Schlowsky die Einreise in die Schweiz für 2 Wochen gestatten. Als Reisezweck wird bezeichnet: Erledigung gewisser, das Rote Kreuz betreffender Fragen sowie einiger persönlicher Angelegenheiten. Schlowsky ist der bekannte ehemalige Legationsrat der bolschewistischen Gesandtschaft, die auf Weisung des Bundesrates, da sie sich entgegen den Versprechungen des Chefs, intensiv politischer Propaganda widmete, plötzlich die Schweiz verlassen musste. Da Berzine aus Gesundheitsrücksichten die meiste Zeit in den Bergen sich aufhielt, war Schlowsky der eigentliche Leiter der Gesandtschaft. Er pflegte in allen Fragen auf dem Departemente vorzusprechen, Berzine sah man sozusagen nie. Schlowsky ist ein kleiner, schlauer Jude mit Spitzbart, ca. 45 Jahre alt, der ursprünglich sehr primitiv bolschewikihaft gekleidet vorsprach, zusehends eleganter wurde und Bern seinerzeit genau wieder im ursprünglichen Anzug verliess. Die beiden Reisezwecke, die er vorgibt, mögen wahr sein, da Bagotzky, der Chef des Soviet-Roten-Kreuzes in Bern, in der Tat verschiedene Fragen pekuniärer Natur mit seiner Regierung zu besprechen hat. Letzterer teilte mir erst kürzlich mit, dass er zu diesem Zwecke eine Reise nach Kopenhagen zu machen wünscht, um dort mit Litwinov Rücksprache zu nehmen. Was die personellen Geschäfte anbetrifft, ist darauf hinzuweisen, dass Frau Schlowsky und deren Kinder sich in der Schweiz befinden. Die Reisezwecke dürften aber nur einen Vorwand bilden, um nach der Schweiz zu kommen und sich dann hier mit andern Fragen zu befassen, wozu jedenfalls neben andern eine

intensive Fühlungnahme mit schweizerischen sozialistischen Kreisen gehört. Dass Schlowsky jedenfalls auch noch andere Absichten verfolgt, ergibt sich aus einer vertraulichen Mitteilung, die Jakubovitch, die rechte Hand Karachans im Auswärtigen Amte in Moskau, dem Rechtskonsulenten des ehemaligen schweizerischen Konsulats in Moskau, Dr. Wehrlin, machte. Nach dieser soll Schlowsky für alle Fälle mit Vollmachten für Verhandlungen mit der schweizerischen Regierung ausgerüstet sein.

Wir haben es somit bereits mit 3 Delegierten der Sovietregierung zu tun: Platten, Bratmann und Schlowsky, davon sitzt der erste hinter Schloss und Riegel. Bevor an einen der beiden letzteren eine Einreisebewilligung zwecks Wiederaufnahme von Handelsbeziehungen etc. erteilt wird, sollte festgestellt werden, ob überhaupt die Wiederaufnahme dieser Beziehungen wünschenswert ist. Von dieser Überlegung ausgehend, ist vorläufig Bratmann die Bewilligung zur Einreise nicht erteilt worden, desgleichen wäre auch das Einreisegesuch Schlowskys schon aus diesem Grunde abzulehnen. Dazu kommt aber noch des weitern, dass unserer Ansicht nach der Bundesrat unmöglich einem so prominenten Mitglied derjenigen Mission, die er seinerzeit aus dem Lande ausgewiesen hat, schon nach 2 Jahren die Bewilligung zur Einreise wieder erteilen kann, da die gleichen Gründe, die damals für die Ausweisung massgebend waren, auch heute noch fortbestehen. Denn man darf nicht annehmen, dass ein Mann von 45 Jahren innerhalb zweier Jahre seinen Charakter vollständig ändert, seine politische Gesinnung ja vielleicht eher, aber auch dies dürfte nicht der Fall sein, wurde doch Schlowsky von seiner Regierung während dieser Zeit mit wichtigen Vertrauensposten bedacht. Er war Kommissär der Moskauer Regierung in Petersburg und späterhin in gleicher Eigenschaft in Nord-Russland.

Innerpolitisch würde eine solche Bewilligung jedenfalls grosses Aufsehen erregen und auch im Ausland nicht unbeachtet bleiben. Ist doch die Tatsache, dass die schweizerische Regierung sich genötigt sah, die Soviet-Mission auszuweisen, seinerzeit im englischen Parlamente besprochen und in einer wichtigen englischen Note betreffend Russland ausdrücklich erwähnt worden.

Es wäre unserer Ansicht nach das Telegramm an den Bundesrat wie folgt zu beantworten:

Goukowsky Reval.

Bedauern Einreise Schlowskys zur Zeit nicht bewilligen zu können. Bagotzky Vertreter Ihres Roten Kreuzes Schweiz begibt sich dieser Tage zwecks Regelung Rotkreuzfragen nach Kopenhagen. Ausreise Familie Schlowsky aus Schweiz wird auf Ansuchen jederzeit bewilligt.

398

E 7800 1/76

Aide-mémoire du Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie Bern, 8. September 1920

AUFZEICHNUNG

Die Herren *Dubois* und *Joerin,* Präsident und Vizepräsident der schweiz. Kohlengenossenschaft, besuchen mich und stellen fest, dass sich zurzeit bedeutende Kohlenvorräte — 700'000 bis 800'000 Tonnen — im Lande befänden. Die Bahnen seien für 6—7 Monate, die Gaswerke für ca. 5 Monate versorgt und die Industrie, die Kohle zugeteilt erhalte, nehme sie nicht einmal mehr ab. Es gelte nunmehr, sich zu entschliessen, welche Vorbereitungen für die nächste Kampagne getroffen werden solle und ob die Kohlengenossenschaft liquidiert werden könne oder ihren Betrieb fortsetzen solle.

Herr Dubois führt aus, dass er in der Frage zurzeit keine bestimmte Stellung einnehme; er halte nur darauf, festzulegen, wie die Verhältnisse liegen, und darauf hinzuweisen, dass vielerorts — in Handelskreisen — die Liquidation der Kohlengenossenschaft gewünscht und der Meinung Ausdruck gegeben werde, dass ohne die Kohlengenossenschaft die Kohle billiger beschafft werden könnte. Dabei bittet Herr Dubois schliesslich, ihn auf Ende des laufenden Geschäftsjahres als Präsident der Kohlengenossenschaft zu entlassen, da er allzu stark in Anspruch genommen sei.

Herr Joerin führt noch aus, dass an eine sofortige Aufhebung der Kohlengenossenschaft nicht wohl gedacht werden könne. Dagegen lohne es sich zu prüfen, ob die Kohlen europäischer Provenienz nicht freigegeben werden könnten, so dass nur für die amerikanische Kohle die Genossenschaft in die Lücke zu treten hätte. Denn diese Ankäufe könne nach seiner Überzeugung der Privathandel nicht riskieren. Er macht dann ferner auch geltend, dass es nicht mehr angemessen erscheine, in Amerika langfristige Verträge abzuschliessen wie bisher, da diese erfahrungsgemäss, wenn es den amerikanischen Verkäufern nicht passe, von ihnen doch nicht gehalten würden, sondern bloss in einzelnen Fällen bestimmte Quantitäten zu kaufen und auch die Frachtabschlüsse im Moment des Bedürfnisses zu treffen. So glaube die Kohlengenossenschaft billiger durchkommen zu können.

Ich mache die Herren darauf aufmerksam, dass nach meiner Überzeugung die Weltlage nicht konsolidiert genug sei, um auf die Kohlengenossenschaft verzichten zu können. Speziell lasse sich gar nicht absehen, wie die Verhältnisse sich in Deutschland entwickeln und ob auf deutsche Kohle gezählt werden könne. Gäbe man sie aber frei und könnten wirklich Kohlen aus Deutschland geliefert werden, so wäre vielleicht zu erwarten, dass bestimmte Deutschland genehme, wohl namentlich auch deutsche Handelsfirmen, eine Vorzugsstellung bekommen könnten. Es wäre aber auch denkbar, dass infolge politischer Vorgänge das

Ruhrgebiet von Frankreich besetzt würde. Geschähe dies oder würden auch nur andere Landesstriche Deutschlands besetzt, durch die die deutschen Kohlentransporte nach der Schweiz zu rollen hätten, so entstünden neue Transportschwierigkeiten. Auch die Besetzung würde die Kohlenproduktion vielleicht eher ungünstiger beeinflussen, und auf Lieferungen könnte mit Sicherheit nicht gezählt werden. Ähnlich stehe es mit Frankreich. Auch dort wäre zu befürchten, dass vielleicht einzelne Firmen oder Käufer bevorzugt würden. Was schliesslich England betreffe, so wäre es doch höchst kompliziert, wenn die Transporte, sei es über Antwerpen, Rotterdam oder Genua, für die verschiedensten Adressaten gesichert werden müssten: für die Bundesbahnen, Gaswerke, Vereinigungen von Industriellen, Händlerfirmen usw. Daraus müssten neue Komplikationen entstehen, und die Sicherheit und Regelmässigkeit der Transporte würden leiden. Endlich käme die Kohlengenossenschaft in eine schwierige Situation, wenn sie teure amerikanische Kohle herbeitransportieren müsste, während der Privatinitiative die vielleicht billigere europäische überlassen würde. Ebenso entstünden Friktionen und Schwierigkeiten, wenn die Preisverhältnisse umgekehrt lägen.

Alles in allem genommen habe die Kohlengenossenschaft niemanden geschädigt, keine Gewinne erzielt und die Waren nicht verteuert, sei eine private Organisation, die nach meiner Überzeugung dem schweizerischen Kohlenhandel sogar grosse Dienste geleistet und ihn wahrscheinlich vor der Überfremdung gerettet habe. Ohne dem Entscheid des Bundesrates vorgreifen zu wollen, glaube ich nicht, dass ich die Verantwortlichkeit für die Aufhebung der Kohlengenossenschaft übernehmen könnte. Die Kohlenversorgung des Landes ist eine gute; wir verdanken sie der Kohlengenossenschaft; warum nun in so unsichern Verhältnissen etwas ändern? Getreide- und Benzinmonopol bestehen ebenfalls noch.

Schliesslich ersuchte ich Herrn Dubois dringend, nicht auf seiner Demission als Präsident zu beharren, da wir ihn in jeder Beziehung noch notwendig hätten. Seine Autorität und seine grossen Erfahrungen habe die Kohlengenossenschaft noch absolut notwendig.

Herr Dubois hat auf die Entlassungsankündigung nicht ausdrücklich verzichtet. Ich hoffe bestimmt, dass er sich bewegen lassen wird, dabei zu bleiben, weil die Demission den Eindruck erwecken könnte, dass sie der Aufhebung der Kohlengenossenschaft gleichkomme. Die Frage des Weiterbestehens der Kohlengenossenschaft soll demnächst im Ausschuss und im Verwaltungsrat behandelt werden.

399

E 2001 (B) 1/5

Le Chef de l'Office central de la Police des Etrangers, H. Rothmund, au Chef de la Division des Affaires Etrangères du Département politique, P. Dinichert

L Confidentiel. S.1328/Mat.229/Mat. 162 Berne, 11 septembre 1920

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 20 août 1920, N° A.43/5 D.[1], ainsi que de la coupure de la «Neue Zürcher Zeitung» et de la copie d'un article de la «Preussische Zeitung» qu'elle contenait. Ces pièces ont eu toute notre attention.

La question de l'entrée en Suisse des Juifs d'Orient nous préoccupe depuis longtemps et nous avons déjà pris à la fin de l'année dernière des mesures y relatives, à la suite de remarques que nous avait adressées M. le Dr. Frey, de la Police des étrangers de Zurich, en date du 15 novembre 1919. Le 19 novembre de la même année, nous avons envoyé aux Légations de Suisse à Berlin et à Vienne, ainsi qu'au Consulat général de Belgrade et au Consulat de Varsovie, des lettres[2] les invitant à être particulièrement attentifs dans l'octroi de visas aux Israélites

---

1. *Cette lettre confidentielle disait: [...]* Vous aurez lu sans doute les articles parus dernièrement dans divers journaux suisses à l'occasion de la proposition qui a été faite par le Conseil communal de Zurich au Conseil municipal de cette ville, en vue de prendre de nouvelles mesures, aux fins de limiter la grande affluence d'Israélites, de Juifs des pays de l'Est spécialement, qui sont venus s'établir à Zurich. Nous vous faisons tenir, à toutes fins utiles, l'article ci-joint de la «Nouvelle Gazette de Zurich», résumant cette dernière question, ainsi que la copie d'un article récent de la «Preussische Zeitung», faisant part des débats auxquels l'émigration des Juifs de l'Est en Allemagne a donné lieu au Reichstag. (E 2001 (B) 1/5a). *Dans le projet de cette lettre, daté du 16 août, figuraient les phrases suivantes qui ont été biffées probablement par Motta:* Ces différentes communications nous ont fortifié dans l'opinion que l'élément juif est, d'une manière générale, plus nuisible qu'utile à notre pays et nous estimons que le moment est venu d'étudier les moyens qui pourront paraître opportuns, aux fins de soumettre à un contrôle particulièrement sévère l'entrée des Juifs en Suisse.

Nous soumettons donc la question à un nouvel et bienveillant examen de votre part et apprécierions particulièrement de savoir ce que vous en pensez. (E 21, Archiv-Nr. 10563).

2. *Une version légèrement modifiée de ces lettres a été adressée également aux Gouvernements des Cantons. Voici le texte envoyé à la Légation de Suisse à Vienne:* Es wird uns mitgeteilt, dass, nachdem die polnische Regierung sich gefestigt hat, die polnischen Juden beschlossen haben, aus Polen nach der Schweiz und nach Amerika auszuwandern. Da die Einreise in beide genannten Länder auf Schwierigkeiten stösst, haben sich die Auswanderer-Comités mit den hier ansässigen Juden in brieflichen Verkehr gesetzt, um Mittel und Wege ausfindig zu machen, unter welchen Vorwänden am sichersten die Einreise in die Schweiz möglich ist, welche Begründungen von den schweizerischen Behörden als stichhaltig angenommen werden und welche Kantone am leichtesten die Einreisebewilligungen erteilen.

Wir gestatten uns, Sie auf das Obenangeführte aufmerksam zu machen, und empfehlen Ihnen, ganz besonders vorsichtig bei der Entgegennahme von derartigen Einreisegesuchen zu sein und diesen uns äusserst unerwünschten Elementen den Weg in die Schweiz zu sperren. *[...]* (E 21, Archiv-Nr. 10563).

polonais, galiciens, roumains. Nous vous remettons ci-inclus copie de l'une d'elles. Une circulaire conçue dans le même sens a été envoyée aux Cantons le lendemain 20 novembre. Ci-joint, copie de cette circulaire.

Ainsi, le désir exprimé par le Département politique fédéral, dans sa lettre du 20 août, a déjà été réalisé. Dans ces conditions, il ne nous paraît pas indiqué de procéder à une recharge pour le moment.

400

E 1004 1/276

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 septembre 1920

2915. Strassburger-Verhandlungen der Rhein-Zentralkommission. Neue Instruktionen der schweizerischen Delegierten.

Politisches Departement (Auswärtiges).
Antrag vom 9. September 1920

Der Bundesrat hatte in seiner Sitzung vom 4. Juni[1] beschlossen, es sei Herrn Millerand, dem Präsidenten der Friedenskonferenz, in Beantwortung seiner Note vom 15. Mai[2] dieses Jahres durch die schweizerische Gesandtschaft in Paris mitzuteilen, dass die Schweiz bereit sei, ihre Delegierten in der Rhein-Zentralkommission zur Fühlungnahme mit den Vertretern der alliierten Mächte nach Paris abzuordnen. In der gleichen Sitzung hat der Bundesrat auf Grund eines Antrages des politischen Departements und eines Mitberichtes des Departements des Innern die grundlegenden Instruktionen für die schweizerischen Delegierten festgesetzt. Im Antrag des politischen Departements war speziell ausgeführt worden, dass die Rechte der Schweiz auf den freien Rhein schon im Pariser- und Wienervertrag von 1814/15 anerkannt worden seien. Die Schweiz sei unzweifelhaft Rheinuferstaat, und als solcher hätte sie auf Grund der genannten Verträge schon bisher das Recht gehabt, in der Rhein-Zentralkommission vertreten zu sein. Wenn daher der Friedensvertrag ihr in Art. 355 das Recht auf Vertretung in dieser Kommission zuspreche, so haben diese Bestimmungen mehr *deklaratorische* Bedeutung. Die Schweiz dürfe Gebrauch machen von diesem im Friedensvertrage anerkannten Recht, ohne damit den übrigen Bestimmungen des Vertrages zuzustimmen. Ziffer 1 und 2 der vom Bundesrat genehmigten Instruktionen lauten:

«1. Die Schweiz hält fest an dem ihr durch den Pariser- und Wienervertrag von 1814/15 und das allgemeine Völkerrecht garantierten Recht des freien unverbauten Rheins.

---

1. *Cf. n° 346.*
2. *Non reproduite, cf.* E 2200 Paris 1/1615.

2. Diese Rechte, die nicht nur im Interesse der Schweiz, sondern von allen Schiffahrt treibenden Nationen liegen, können durch keinerlei Mehrheitsbeschluss der Rhein-Zentralkommission wegdekretiert werden. Die schweizerischen Delegierten geben vor Beginn der ersten Sitzung der Kommission in diesem Sinne eine Erklärung ab und verweisen speziell auf Art. 116 der Wiener-Schlussakte, indem festgesetzt wird, dass Änderungen an den Schiffahrtsverhältnissen auf dem Rhein, wie sie durch den Wiener-Vertrag und die in Aussicht genommene spätere Übereinkunft geschaffen wurden, nur mit Zustimmung aller Uferstaaten erfolgen können.»

Die eingangs erwähnte Fühlungnahme in Paris konnte nicht stattfinden, da einige der hauptsächlichsten Delegierten der alliierten Mächte von Paris abwesend waren. Dagegen kam man überein, vor Beginn der offiziellen Konferenz in Strassburg, am 21. Juni, zu einer kurzen Besprechung zusammenzutreten.

Aus dem Bericht der schweizerischen Delegierten[3] über den Verlauf der Sitzung in Strassburg geht hervor, dass sie in dieser Vorbesprechung, an welcher neben den französischen, belgischen, italienischen und englischen Delegierten auch der Präsident der Kommission, als Vorsitzender, teilnahm, die Mitteilung machten, sie hätten auf Grund einer Instruktion des Bundesrates bei Eröffnung der Sitzung gewisse Rechtsvorbehalte zu machen, die sie aus Loyalität den alliierten Vertretern gegenüber zunächst kundgeben wollten.

Diese Erklärung stiess auf den heftigsten Widerstand der alliierten Delegierten, welche verlangten, dass die Schweiz den Bestimmungen des Friedensvertrages vorbehaltslos zuzustimmen habe, wenn sie den Verhandlungen beizuwohnen wünsche.

Die beiden Standpunkte wurden gegenseitig in einem Schreiben ausgeführt, das zu Protokoll genommen wurde. Im Schreiben des Präsidenten der Kommission, Herrn Claveille, wird darauf hingewiesen, dass die Reserven der Schweiz schon anlässlich der Beantwortung der Note von Herrn Millerand hätten angebracht werden müssen. Die Mitwirkung der schweizerischen Delegierten an den Verhandlungen der Rhein-Zentralkommission könne nur stattfinden, wenn sie die Bestimmungen des Friedensvertrages in aller Form anerkennen würden. Die schweizerische Delegation antwortete, dass die Schweiz keinen Anlass gehabt habe, in ihrer Antwort auf die Note des Präsidenten der Friedenskonferenz ihren Rechtsstandpunkt darzulegen, weil ja in dieser Note eine Vorbesprechung zwischen den schweizerischen Delegierten und den Vertretern der alliierten Mächte in Paris vorgesehen war und in eben dieser Vorbesprechung eine Aussprache über die rechtliche Stellung der Schweiz in der Zentralkommission hätte stattfinden können. Den Bestimmungen des Friedensvertrages könnten sie auf Grund ihrer Instruktionen nicht beipflichten.

Schliesslich einigte man sich dahin, dass die schweizerischen Delegierten den Verhandlungen ad audiendum folgen würden. Die endgültige Regelung des Rechtsstandpunktes der Schweiz wurde späteren Verhandlungen vorbehalten. Das vom eidgenössischen Amt für Wasserwirtschaft ausgearbeitete Aide-Mémoire über den heutigen Stand der Rhein-Baggerungsarbeiten wurde vom

---

3. *Cf. n° 359, annexe 1.*

Präsidenten der Zentralkommission den übrigen Mitgliedern zur Kenntnis gebracht. Inoffiziell wurde vereinbart, dass demnächst, im Beisein von Herrn Direktor Mutzner, von je einem Vertreter Frankreichs und Badens ein Augenschein über den Zustand des Rheins vorgenommen werde.

Wenn auch die Stimmung der alliierten Vertreter derart gereizt war, dass die Situation erforderte, die angekündigten Rechtsvorbehalte gänzlich zu unterdrücken, so erweckte doch vielleicht gerade diese Zurückhaltung der schweizerischen Delegierten den Argwohn der alliierten Delegierten. Herr Minister Dunant bemerkt denn auch in einem Schreiben an das politische Departement vom 17. Juli, ein Belgier, der an der Sitzung in Strassburg teilgenommen habe, hätte ihm gegenüber betont, die Alliierten hätten nicht verstanden, warum die angekündigten Vorbehalte schliesslich in der Vorbesprechung nicht geltend gemacht wurden. Sie hätten befürchtet, die schweizerische Delegation könnte in Gegenwart der Deutschen in eine Kritik des Friedensvertrages eintreten.

Wie die Dinge heute stehen, scheint es dringend geboten, die Stellung der schweizerischen Delegierten zu klären und die Schwierigkeiten vor dem nächsten Zusammentritt der Zentralkommission im Oktober dieses Jahres zu beheben.

Aus dem Bericht der Delegierten geht hervor, dass unter den alliierten Vertretern in der Zentralkommission vor allem die französische Delegation darauf drang, die Schweiz hätte die Bestimmungen des Friedensvertrages tels quels zu genehmigen. Die Bedenken der Schweiz richten sich in der Tat speziell gegen das Frankreich durch den Friedensvertrag eingeräumte Recht zum Bau eines Kanals im Elsass und zur Entnahme von Wasser aus dem Rhein. Dass die Alliierten Frankreichs dieses in der Geltendmachung seiner Rechte aus dem Friedensvertrag unterstützen würden, war zu erwarten. Es ist aber anzunehmen, dass, wenn mit Frankreich eine Verständigung möglich wäre, die andern in der Zentralkommission vertretenen Staaten der Schweiz keine Schwierigkeiten machen würden. Allenfalls wären auch mit diesen Verhandlungen zu führen. Die Zentralkommission selber ist jedenfalls ungeeignet als Forum für die Behandlung dieser Fragen, da diese Kommission eine wesentlich technische Kommission ist und sich deshalb weigern wird, die rechtlichen Grundlagen, auf denen sie beruht, irgendwie zu diskutieren.

Verschiedene Arten des Vorgehens, um mit der französischen Regierung direkt ins Benehmen zu treten, kommen dabei in Betracht:

1. Der Bundesrat hat die Möglichkeit, sich weiterhin auf den Boden der Expertise des Wasserwirtschaftsamtes, die diese Kanalprojekte als in jeder Hinsicht unannehmbar bezeichnet, zu stellen. Eine Verständigung mit Frankreich auf dieser Basis dürfte kaum möglich sein, und es bleibt dann kaum etwas anderes übrig, als bei den beteiligten Staaten eine Rechtsverwahrung im Sinne der Instruktionen der schweizerischen Delegierten vom 4. Juni dieses Jahres einzulegen. Höchstwahrscheinlich würde die Schweiz damit von der Mitgliedschaft in der Zentralkommission auf vorläufig unabsehbare Zeit ausgeschlossen. Dagegen würde sie die unbeschränkte Freiheit erhalten, auf Grund der Verträge von 1815/68 gegen die Verletzung ihrer Rechte zu protestieren. Es ist denkbar, aber keineswegs sicher, dass die Schweiz in dieser Haltung unterstützt würde durch die Niederlande und vielleicht auch durch Schweden, das allerdings in der Zentralkommission nicht vertreten ist, aber als Signatarstaat der Wiener-Kongress-

akte von 1815 ein unmittelbares Recht auf den freien Rhein geltend machen könnte. Möglich, dass auch die deutsche Delegation die schweizerischen Ansprüche vertreten würde.

Auf starke Opposition dagegen würde diese Stellungnahme vor allem bei denjenigen schweizerischen Kreisen stossen, die bestrebt sind, mit Frankreich möglichst freundschaftlich zu verkehren, sowie bei denjenigen Technikern, welche die Inferiorität und Unannehmbarkeit des Kanals bezweifeln.

In rechtlicher Hinsicht ist zu diesem Vorgehen folgendes zu bemerken:

Wenn die Schweiz vorläufig von der Zentralkommission ausgeschlossen bliebe, so hätte sie insoweit Gewähr, dass ihre Interessen in der Rheinfrage (Verkehrsfreiheit, Gleichberechtigung mit andern Staaten) gewahrt würden, als die Rhein-Zentralkommission auf Grund von Art. 354 des Versailler-Vertrages verpflichtet ist, die neu zu schaffende Rheinkonvention der bereits im Entwurf vorliegenden, in sehr liberalem Sinne verfassten «convention générale internationale sur la navigation» (Pariser Entwurf vom März dieses Jahres) anzupassen.

Eine Instanz, an die sich die Schweiz eventuell zur Wahrung ihrer Rechte wenden könnte, besteht aber vorläufig noch nicht. Wenn die von der Pariser Expertenkommission in dem «projet de règlement d'organisation» und der erwähnten «Convention générale» vorgesehene spezielle Organisation für Verkehrsfragen vom Völkerbund verwirklicht werden wird, hätte sich die Schweiz in erster Linie an das «Comité permanent des communications et du transit» zu wenden. Würde ein von diesem Komitee versuchter Vergleich von den Parteien nicht angenommen, so könnte an den Internationalen Gerichtshof des Völkerbundes appelliert werden, der nach erneuter Vermittlung zu entscheiden hätte, zu welchen Massnahmen die obsiegende Partei berechtigt wäre. Ob aber die Schweiz vor diesen Instanzen die Aufnahme in die Rheinzentralkommission durchsetzen könnte, scheint sehr fraglich zu sein, da die dem Entscheid zu Grunde liegende allgemeine Konvention keine Normen über die Zusammensetzung internationaler Flusskommissionen aufstellt.

Solange die besondere Jurisdiction des Völkerbundes für Verkehrsangelegenheiten nicht besteht, kommt die ordentliche internationale Gerichtsbarkeit in Betracht. Demnach könnte die Schweiz, da sie zurzeit mit den wenigsten in der Zentralkommission vertretenen Staaten Schiedsverträge hat, nur auf Grund von Art. 13 des Völkerbundspaktes eine schiedsgerichtliche Beurteilung der Rechtsfrage (Umfang der der Schweiz unabhängig vom Friedensvertrag zustehenden Rechte als Rhein-Uferstaat) beantragen. Wenn aber die übrigen in der Rhein-Zentralkommission vertretenen Staaten auf die schiedsgerichtliche Behandlung nicht eintreten wollen — und eine förmliche Rechtspflicht liegt ihnen nicht ob —, so bleibt nur die Berufung an die Völkerbundsversammlung gemäss Art. 15 des Paktes übrig, da der Rat nach seiner Zusammensetzung von vornherein als befangen zu betrachten wäre. Einen vollstreckbaren Entscheid kann aber die Versammlung nicht fällen.

2. Eine andere Möglichkeit wäre, zu versuchen, auf der Basis der Zusammenziehung von Rhein- und Rhonefrage mit Frankreich zu einem Kompromiss zu kommen. Da aber das Problem des Ausbaues der Rhone noch keineswegs abgeklärt ist, und sowohl der Kanton Genf wie der Kanton Waadt Bedenken gegen die Hebung des Genfersee-Niveaus (die von den Franzosen als «conditio sine

qua non» für ihre Beteiligung am Ausbau der Rhone gestellt wurde) äussern, dürfte die Verquickung der beiden Fragen in nützlicher Frist zu keinem Resultate führen.

3. Es kann daher heute nur eine dritte Art des Vorgehens gewählt werden. Danach würde die schweizerische Gesandtschaft in Paris zunächst versuchen, der französischen Regierung klar zu machen, dass die schweizerischen Delegierten in Strassburg keineswegs beabsichtigten, die Bestimmungen des Friedensvertrages als solche anzufechten. Die Rechtsvorbehalte, die die schweizerischen Delegierten angedeutet hatten, die sie aber gar nicht bekanntgeben konnten, hätten nur die Bedeutung gehabt, einzelne auf den Rhein bezügliche Bestimmungen des Vertrages von Versailles klarzustellen. Vor allen Dingen hege die Schweiz Befürchtungen, dass ein Seitenkanal, der eventuell auf Grund von Art. 358 des Vertrages zur Ausführung kommen könnte, das Recht der Schweiz auf freie und ungehinderte Befahrung des Rheins wesentlich beeinträchtigen könnte. Andererseits würde die Schweiz ihre Opposition gegen den Bau eines Rhein-Seitenkanals keineswegs fortsetzen, wenn wirklich nachgewiesen werden könnte, dass die Schiffahrtsinteressen der Schweiz dadurch nicht Schaden leiden würden. Sie müsste aber die Gewissheit haben, dass diese Frage vor Inangriffnahme des Baues des Kanals abgeklärt würde, und dass die Rheinkommission über die Ausführbarkeit dieses Kanals zu entscheiden hätte. Die Schweiz würde sich vorbehalten, in einer Note an die französische Regierung diesen ihren Rechtsstandpunkt noch eingehender auseinanderzusetzen.

Mit dieser Art des Vorgehens dürfte es am ehesten möglich sein, der schweizerischen Delegation wiederum den Zutritt zur Zentralkommission mit dem Recht der vollen Ausübung der Mitgliedschaftsrechte zu verschaffen. Deren Aufgabe wäre es dann, innerhalb der Kommission, deren übrige Mitglieder von der Undurchführbarkeit der französischen Kanalprojekte zu überzeugen. Vorausgesetzt, dass die schweizerische These, wonach die Zentralkommission nicht nur ein Kontrollrecht, sondern das Entscheidungsrecht darüber habe, ob die Kanalprojekte die freie Schiffahrt noch zulassen, anerkannt würde, wäre so die Möglichkeit vorhanden, den Bau des Kanals trotz formeller Zustimmung zu Artikel 358 zu verhindern.

In Anbetracht der Wichtigkeit der in Frage stehenden Verhandlungen würde es das politische Departement begrüssen, wenn vor Beginn derselben noch eine Aussprache mit der eidgenössischen Schiffahrtskommission sowie mit den schweizerischen Delegierten und Experten in der Zentralkommission stattfinden würde. Sollte aus einer solchen Besprechung, die vom Departement des Innern anzuordnen wäre, hervorgehen, dass in weiten Kreisen gegen das vom Departement vorgeschlagene Vorgehen Bedenken geäussert würden, so würde das politische Departement eventuell mit neuen Vorschlägen an den Bundesrat gelangen.

In der Beratung wird allgemein anerkannt, dass die Schweiz alle Anstrengungen machen müsse, um in der Rhein-Zentralkommission vertreten zu sein, was allein ihr die Möglichkeit bieten wird, für den Fall, dass der Grundsatz der absolut freien Schiffahrt auf dem Rhein zu Fall käme, wenigstens bei der praktischen Ausgestaltung der die freie Schiffahrt beeinträchtigenden Vorkehren die Interessen der Schweiz nach Möglichkeit zu wahren.

Ferner ist der Rat darüber einig, dass, wenn immer möglich, der Bau eines Rheinseitenkanals verhindert werden sollte, weil durch seine Erstellung statt Basel Strassburg zum Endhafen der Schiffahrt auf dem Oberrhein würde, weil durch ihn die Elektrizitätsausfuhr aus der Schweiz nach Frankreich schwer gefährdet und die Schiffahrt gänzlich unter den Einfluss Frankreichs gestellt würde. Die Anlage von Werken zur Elektrizitätsgewinnung am Rhein selbst zwischen Strassburg und Basel könnte dagegen kaum verhindert werden, und es wäre nicht unmöglich, dass bei entsprechender Ausgestaltung dieser Werke die Bergfahrt auf dem Rhein kaum erschwert, vielleicht sogar erleichtert würde. Zu prüfen sei, wie weit das natürliche Bedürfnis Frankreichs nach Kraftgewinnung aus dem Rhein mit den Interessen der Schiffahrt vereinbar sei.

Jedenfalls müsse der Rechtsstandpunkt der Schweiz, der gegenüber aus dem Versailler Vertrag keine bindenden Ansprüche abgeleitet werden können, kräftig betont werden.

Die zunächst gegen die Konsultierung der Rheinschiffahrtskommission erhobenen Bedenken werden fallen gelassen in Erwägung der Notwendigkeit, die in ihr vertretenen Kreise der schweizerischen Schiffahrtsinteressenten soweit wie möglich davon zu überzeugen, dass das vom Bundesrat in Aussicht genommene Vorgehen unter den gegebenen Umständen das praktisch einzig Mögliche und Erfolgversprechende sei, und damit innerpolitische Widerstände von vornherein mindestens einzudämmen.

Auf Grund der Beratung wird *beschlossen:*

1. Das Departement des Innern wird ersucht, die eidg. Schiffahrtskommission sowie die schweizerischen Delegierten und Experten in der Zentralkommission zu einer Besprechung der Rheinfrage einzuladen.

2. Der unter Ziffer 3 ausgeführten Art des Vorgehens wird als Diskussionsgrundlage zugestimmt. Sollte sich jedoch die überwiegende Mehrheit der Kommission gegen dieses Vorgehen aussprechen, so wäre vom politischen Departement dem Bundesrat ein neuer Antrag zu unterbreiten.

3. Herr Minister Dunant ist zu beauftragen, die entsprechenden Verhandlungen mit der französischen Regierung zu führen.

4. Für den Fall, dass Herr Minister Dunant aus diesen Verhandlungen den Eindruck gewinnen würde, die französische Regierung hätte nichts dagegen einzuwenden, wenn die Schweiz ihren Rechtsstandpunkt noch schriftlich fixieren würde, so wäre ihr die beiliegende Note, definitive Redaktion vorbehalten, zu überreichen.

ANNEXE[4]

E 2200 Paris 1/1615

Copie

Le Conseil fédéral suisse a pris acte avec une grande satisfaction du fait que le Traité de Versailles, à son article 355, a reconnu le droit de la Suisse à être représentée dans la Commission cen-

4. *Est reproduite ici la version qui a été remise par Dunant* le 18 novembre à 11 h ¾ aux A.E. chez le Directeur politique, Peretti. *Par rapport au texte adopté par le Conseil fédéral, cette version comporte de légères modifications que le Ministre Dunant a apportées à la suite de ses entretiens au Quai d'Orsay. Cf.* E 2200 Paris 1/1615.

trale du Rhin. La Suisse, qui est incontestablement un Etat riverain aux termes de l'Acte du Congrès de Vienne, avait déjà revendiqué, en cette qualité, ce droit bien avant la Conférence de la Paix.

Les délégués suisses dans la Commission centrale, au cours d'une conversation officieuse qui eut lieu au mois de juin dernier à Strasbourg, avant la première réunion de la Commission, ont cependant annoncé aux délégués des Puissances alliées qu'ils croyaient devoir formuler certaines réserves de droit au sujet des nouvelles stipulations concernant la navigation du Rhin. Les délégués des Puissances alliées n'ont pas admis que ces réserves fussent recevables dans la Commission du Rhin. Les délégués suisses n'ont, par conséquent, pu prendre part à la première séance que ad audendium. Il s'agit maintenant d'expliquer les réserves en question.

La Suisse est d'avis que les traités de 1814/15, complétés par la Convention de Mannheim de 1868, ont reconnu la libre navigation dans le lit naturel du Rhin depuis Bâle jusqu'à la pleine mer. Le Rhin est et demeure la seule voie naturellement navigable qui relie la Suisse à la mer. La liberté la plus complète de navigation sur cette voie fluviale constitue donc et constituera toujours pour la Suisse un intérêt vital. Au moment où le Pacte de la Société des Nations et les Traités de Paix ont consacré le principe du libre transit et celui du libre accès à la mer, la Suisse ne pourrait comprendre que l'on songeât à limiter, en fait, l'application de ces principes.

Il est possible de concevoir des formes d'utilisation de l'eau fluviale sans que les intérêts de la navigation libre et son développement en soient compromis ou lésés. Mais la question de savoir si une voie navigable artificielle qui ne compromettrait, ni ne léserait d'aucune manière la liberté de la navigation, est d'une réalisation pratique possible, doit demeurer entièrement réservée. Les experts consultés jusqu'ici par le Conseil fédéral sont actuellement d'avis que la construction d'une voie navigable artificielle ne saurait assurer à la libre navigation le développement que celle-ci pourrait prendre et prendrait sans aucun doute dans le lit régularisé du Rhin.

Le Conseil fédéral estime que, pour apprécier le degré de navigabilité d'une voie d'eau artificielle éventuelle, il faudra prendre comme point de comparaison le degré de navigabilité qui existerait si l'on avait procédé ou si l'on procédait, conformément aux stipulations de la Convention de 1868, aux travaux de régularisation du fleuve, aussi entre Strasbourg et Bâle. En tout état de cause, il doit être bien entendu que, au cas où une voie navigable artificielle viendrait à être exécutée, la navigation resterait, comme elle l'est actuellement, libre de tout prélèvement de taxes pour le passage des bateaux et, s'il y a lieu, aussi pour le passage par les écluses. Le Conseil fédéral tient, en outre, à ce qu'il soit nettement établi, dès maintenant, qu'une voie d'eau artificielle, substituée au lit du Rhin, serait soumise au contrôle de la Commission centrale. Le caractère international du Rhin libre et conventionnel devrait en effet subsister intact sur tout le parcours du fleuve.

Le Conseil fédéral examinera très volontiers, de concert avec les Gouvernements des autres Etats intéressés, les projets que le Gouvernement français pourrait être amené à soumettre à la Commission centrale du Rhin; il part du point de vue que conformément aux dispositions de l'article 358 du Traité de Versailles, la Commission aura toute liberté de discuter ces projets et de se prononcer à leur égard avant tout commencement d'exécution.

Quelle que soit la solution que l'avenir réserve à la question d'une voie navigable artificielle, la Suisse tient à déclarer qu'elle attache le plus grand prix à la régularisation prochaine du Rhin entre Strasbourg et Bâle. Cet aménagement du fleuve, à la différence de la construction d'une voie artificielle, qui ne pourrait être réalisée que dans un laps de temps considérable et par étapes successives, n'exigerait qu'un temps relativement court et des dépenses relativement modestes. Il présenterait dans tous les cas les plus grands avantages pour le développement d'une navigation indispensable à un pays dépourvu de toute autre voie naturelle d'accès à la mer, chose commune à tous les peuples et à tous les Etats.

401

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 septembre 1920

Zusammenkunft mit dem franz. Ministerpräsidenten Millerand in Lausanne am 15. September 1920

Geheim Mündlich

Der Bundespräsident erstattet Bericht über die Zusammenkunft mit dem französischen Ministerpräsidenten Millerand in Lausanne, die am 15. ds.Mts. stattfand, und insbesondere über die Unterredung, welche von 16 Uhr 40 Minuten bis 18 Uhr 50 Minuten dauerte. Es nahmen daran teil, die HH. Bundespräsident Motta, Vizepräsident Schulthess, Bundesrat Chuard, Minister Dunant und Minister Dinichert, Botschafter Allizé, Berthelot vom franz. Ministerium des Auswärtigen und Massigli, Sekretär der Botschafterkonferenz in Paris. Der Letztgenannte hat Notizen über die ganze Unterredung aufgenommen.[1]

Der Ton der Unterredung war bei aller Herzlichkeit auf beiden Seiten sehr bestimmt, und die Erörterung aller Fragen war durchaus loyal und anscheinend frei von allen Hintergedanken. Der französische Ministerpräsident macht den Eindruck eines etwas autoritären Mannes, der ohne Umschweife scharf denkt und spricht und rasch auf das Ziel losgeht, dabei aber aufrichtig und wohlwollend ist.

Die an Millerand gerichtete Frage, ob er von seinem Besuch beim Vorsteher des internationalen Arbeitsamtes, Albert Thomas, in Genf befriedigt sei, gab dem Vizepräsidenten *Schulthess* Gelegenheit, darauf aufmerksam zu machen, dass der Ratifikation einiger der von der Arbeitskonferenz in Washington ausgearbeiteten Abkommen gewisse Bedenken entgegenstehen. Millerand gab der Auffassung Ausdruck, er werde diesen Schwierigkeiten durch ein règlement d'administration begegnen können, wogegen Vizepräsident *Schulthess* bemerkte, dieser Ausweg des Legiferierens ohne Anwendung des so geschaffenen Rechtes sei für unsere Verhältnisse nicht möglich und widerspräche der in unserm Staatsleben herrschenden Auffassung wonach eine international festgelegte Verpflichtung auch streng durchzuführen sei.

Auf die Bemerkung des *Bundespräsidenten* hin, man werde ihm in Genf gewiss von der *Zonenfrage* gesprochen haben, präzisierte *Millerand* seinen früher schon in dieser Frage bekannt gegebenen Standpunkt neuerdings dahin, dass der Art. 435 des Versailler Vertrages gar keinen andern Sinn haben könne als den, die territoriale Beschränkung Frankreichs zu beseitigen, die im gegenwärtigen Verlauf der Zollgrenze im Innern des Landes an der Grenze der Freizonen liege. Die genannte Bestimmung gebe Frankreich unzweifelhaft einen rechtli-

1. *Non reproduites, cf.* E 2200 Paris 1/1581.

chen Anspruch darauf, die Zollgrenze an die politische Grenze vorzuschieben. Aber, ganz abgesehen von der Rechtsfrage, dürfe man Frankreich nicht zumuten, weiterhin Beschränkungen zu dulden, die ihm im Gefolge des Zusammenbruches nach den napoleonischen Kriegen auferlegt worden und die durch seinen Sieg im Weltkrieg unhaltbar geworden seien.

Demgegenüber weist *Bundespräsident* Motta darauf hin, dass unsere Auffassung von der Tragweite des Art. 435 des Versailler Vertrages mit der eben geäusserten nicht übereinstimme und dass die Konsequenz einer Meinungsverschiedenheit über die Interpretaton dieser Bestimmung für uns eigentlich die wäre, den Art. 435 nicht zu ratifizieren. Im übrigen sei zuzugeben, dass die Schweiz keinen Rechtsanspruch auf den Fortbestand der grossen savoyardischen Zone besitze und sich daher jeder Einmischung in dieser Beziehung enthalten müsse, während anderseits die Zone von Gex auf Edikte französischer Könige zurückgehe und die kleine savoyardische Zone auf einem Abkommen beruhe, das zwischen Sardinien und den andern Staaten zugunsten der Schweiz abgeschlossen und von Frankreich als Nachfolgestaat Sardiniens übernommen worden sei, so dass hiebei tatsächlich nicht von einer einem besiegten Staat auferlegten Beschränkung die Rede sein könne.

Millerand antwortete: Sie vergessen die ganze Revolution; was die Könige gemacht haben, gilt danach nicht mehr; erklärte sich aber bereit, die gegenwärtige wirtschaftliche Situation Genfs zu konsolidieren, jedoch unter der Voraussetzung der Vorschiebung des Zollkordons an die politische Grenze.

Dies gab Anlass zur Hervorhebumg der beiden Seiten des Zonenproblems. Die Verpflegung Genfs sicherzustellen, werde der Schweiz nicht schwer fallen, da sie es ja in der Hand habe, die in dieser Hinsicht nötigen Erleichterungen für die Einfuhr aus den Zonen festzusetzen. Schwieriger werde sich, bei Vorschiebung des Zollkordons, die Ausfuhr der für die Bewohner der Zonen nötigen Produkte regeln lassen, die diese Leute jetzt in Genf beziehen. Die Zonenbewohner bringen gegenwärtig ihre Produkte in Genf zu Markte. Aus dem Erlös kaufen sie in Genf gewisse Bedarfsartikel, die sie sodann zollfrei in die Zone hinübernehmen können. Dieser für beide Teile vorteilhafte Warenaustausch sollte auch in Zukunft möglich sein.

Hier ersuchte der *Botschafter* um Darlegung der Verhandlungen, die er in dieser Angelegenheit mit dem Volkswirtschaftsdepartement geführt hat und die darin gipfelten, dass wir Frankreich ersuchen, zu prüfen, ob und auf welche Weise es möglich wäre, trotz Vorschiebung des Zollkordons die wirtschaftlichen Interessen Genf zu wahren, und wonach wir uns damit einverstanden erklären, dass Frankreich offiziös einen wohlwollenden Sachverständigen nach Bern entsendet, der diese Frage im Verein mit den schweizerischen Sachverständigen untersuchen soll.

Millerand erklärte hierauf (und das ist wohl das hauptsächliche Resultat dieser Unterredung): Über die grundsätzliche Frage kennen Sie meine Meinung; ich verlange nicht, dass Sie sie teilen; aber über das Verfahren, das zu einer befriedigenden Lösung führen kann, wollen wir uns gerne einigen. *Ich bin bereit, noch bis Ende des Jahres* (mit der Vorschiebung des Zollkordons) *zuzuwarten.*

Das ist für den Bundesrat wichtig, weil wir so Zeit vor uns haben, um die öffentliche Meinung auf die Lösung der Zonenfrage vorzubereiten, und weil

damit die Gefahr bestehender Schwierigkeiten mit Frankreich während der Zeit der Völkerbundsversammlung in Genf beseitigt wird.

In der Frage der Zollgrenze wird Frankreich also nicht nachgeben, und es ist zuzugeben, dass es begreiflich erscheint, wenn Frankreich den Zwang abschütteln will, die Zollgrenze teilweise im Innern des Landes zu haben. Im übrigen glaubt Frankreich offenbar aufrichtig an die Möglichkeit, durch ein Abkommen eine Lösung zu finden, die Genf und der Schweiz ungefähr die gleichen Vorteile gewährt wie der gegenwärtige Zustand.

Hervorzuheben ist noch, das *Berthelot* bei der Erörterung der Zonenfrage intervenierte, um folgendes zu erklären: Über die von schweizer. Seite aufgestellte Behauptung, der frühere Minister Pichon habe Herrn Ador seinerzeit das Versprechen gegeben, es werde am gegenwärtigen Zonenregime vor dem Abschluss eines neuen Abkommens nichts geändert werden, habe er (Berthelot) Herrn Pichon interpelliert und dieser habe in Abrede gestellt, dass er Herrn Ador gegenüber eine solche Zusicherung abgegeben habe.

Die Erörterung ging nun auf die *Rheinfrage* über. *Millerand* erklärte: Um den Schweizern zu zeigen, dass wir ihnen nicht nur mit Worten, sondern auch mit Taten wohlwollen, sind wir bereit, die hängigen Fragen in aller Freundschaft zu besprechen. Dann kam er zunächst auf die Zollabfertigung in St. Ludwig (oder Basel) und in Pontarlier (oder Verrières) zu sprechen. Bundespräsident Motta führte aus, wir verlangen im Interesse des gegenseitigen Verkehrs, dass die Zollabfertigung im Verkehr mit dem Elsass nach wie vor in Basel stattfinde, womit Frankreich so gut wie uns gedient sei, und machte darauf aufmerksam, dass die Zollabfertigung in Verrières einem seit langem bestehenden Zustand entspreche, weshalb die Verlegung der Zollabfertigung nach Pontarlier längst konsolidierte Interessen verletzen würde, während zugunsten der Zollabfertigung in St. Ludwig solche Gründe nicht angerufen werden können. Millerand schien bereit, in bezug auf die Zollabfertigung in Basel nachzugeben.

Über die Rheinfrage äusserte *Millerand* sodann, er glaube, es sei sehr leicht, sich hierüber vollständig zu einigen, und er wisse nicht, inwiefern in dieser Frage sich die französischen und die schweizerischen Interessen widersprächen.

Bundespräsident Motta setzte dann unter scharfer Betonung des Umstandes, dass es sich noch nicht um eine definitive Stellungnahme handle, den bisherigen Standpunkt des Bundesrates in dieser Frage auseinander. Er hob hervor, dass die Schweiz in der Rheinzentralkommission vertreten sein müsse, und anerkannte das Entgegenkommen, das darin lag, dass dieses Recht, das der Schweiz kraft des Völkerrechts schon zustand, im Versailler Vertrag ausdrücklich anerkannt wurde. Sodann wurden die Bedenken der Schweiz gegen den Rheinseitenkanal hervorgehoben, dessen Erstellung allerdings theoretisch ohne Beeinträchtigung unserer Schiffahrtsinteressen denkbar sei, während die praktische Durchführung unter völliger Wahrung unserer Interessen Schwierigkeiten bieten werde. Jedenfalls müsste es der Rheinzentralkommission ermöglicht werden, die Seitenkanalprojekte daraufhin zu prüfen, ob sie eine Beeinträchtigung der Schiffahrt herbeiführen, und zwar müsste diese Prüfung vorgenommen werden können, bevor mit den Arbeiten am Kanal begonnen wird.

Millerand führte hierauf aus, das Recht Frankreichs, einen Seitenkanal zu erstellen, sei sonnenklar, der Versailler Vertrag lasse keine andere Deutung zu.

Die Benützung eines Seitenkanals sei aber überdies für die Schiffahrt und damit auch für die Schweiz viel günstiger als die Benützung des Rheinbettes. Frankreich sei auch bereit, der Schweiz für die Benützung des Seitenkanals hinsichtlich der Freiheit der Schiffahrt und der Gebühren Bedingungen einzuräumen, die ihr dieselben Vorteile sichern wie die Schiffahrt auf dem Rheinbett. Er wies dann noch darauf hin, dass Deutschland seinerzeit einen Rheinseitenkanal erstellt habe, ohne dass die Schweiz dagegen Einspruch erhoben hätte.

Gegenüber dem Hinweis auf die Abhängigkeit der Schweiz von der Zufuhr aller möglichen Rohstoffe und Produkte aus andern Ländern und ihr daheriges Lebensinteresse an einer freien Verbindung mit dem Meer betonte Millerand neuerdings, der Seitenkanal biete der Schiffahrt grössere Erleichterungen als der offene Rhein.

Zusammenfassend gibt der Bundespräsident der Auffassung Ausdruck, dass es, wenn die schweiz. Schiffahrtskommission und die übrigen Interessentenkreise von der Richtigkeit des in der letzten Sitzung erörterten Vorgehens des Bundesrates in der Rheinfrage überzeugt werden könne, durch Absendung der damals im Entwurf vorgelegten Note an Frankreich gelingen werde, die Vertretung in der Rheinzentralkommission wieder zu erlangen, wobei ihr überdies die nötige Bewegungsfreiheit gewahrt bleiben werde.

Der *Botschafter* kam sodann auf die *Fremdenfrage* zu sprechen und drückte den Wunsch aus, die Schweiz möchte in der Zulassung Fremder etwas weitherziger sein. Der Bundespräsident nahm diesen Wunsch entgegen, wies aber gleichzeitig auf die Bedeutung des Überfremdungsproblems für die Schweiz hin, die einen höhern Prozentsatz an Fremden (15 %) als jedes andere Land und überdies eine derart ungleichmässige Verteilung der Ausländer auf das Land aufweise, dass die Fremden in gewissen Städten 40 % bis 50 % der Bevölkerung ausmachen. Das lasse es begreiflich erscheinen, dass die Schweiz auch im Hinblick auf die Wohnungsnot und die Arbeitslosigkeit in der Zulassung Fremder eine gewisse Zurückhaltung beobachten müsse. Im übrigen beweise gerade die grosse Zahl von Ausländern in der Schweiz, dass wir in dieser Hinsicht nicht engherzig seien.

Millerand anerkannte die Berechtigung dieser Erwägungen und erklärte, die grosse Zahl von Fremden in der Schweiz könne aber auch für ihre Nachbarn unangenehm werden, wenn sich darunter unerwünschte Elemente befinden. Er entschuldigt sich, dass er in diesem Zusammenhang auf die Frage der *bolschewistischen Gefahr* eingehe, und erklärte, er tue dies, ohne sich irgendwie einmischen oder einen Druck ausüben zu wollen. Allein es könne Frankreich nicht gleichgültig sein, denken zu müssen, dass die Sovietregierung eventuell in der Schweiz anerkannt würde und dass ein diplomatischer oder auch nur ein Handelsagent der Bolschewisten in der Schweiz empfangen würde. Denn diese Leute würden doch lediglich der Propaganda wegen entsandt. Gegen die Aufnahme von Handelsbeziehungen mit Russland durch Privatpersonen sei nichts einzuwenden, es bedürfe hiezu aber keiner Handelsagentur der Sovietregierung.

Der *Bundespräsident* führte dann aus, der Bundesrat habe der öffentlichen Meinung Gelegenheit gegeben, zu dieser Frage Stellung zu nehmen. Sie sei geteilt. Überdies habe der Bundesrat die Russlandschweizergenossenschaft und den Handels- und Industrieverein um eine Äusserung in dieser Angelegenheit

ersucht.[2] Nach Eingang der Antworten müsse er prüfen, ob nicht die Handelsinteressen so gross seien, dass man über gewisse, der Zulassung einer Handelsagentur der Sovietregierung entgegenstehende Bedenken hinweggehen könne. Aus seinen Besprechungen mit Giolitti und Lloyd George[3] habe sich ergeben, dass die grossen Staaten in bezug auf diese Frage nicht einig gehen, so dass der Bundesrat sich seine volle Freiheit wahren müsse. Wenn vorauszusehen wäre, dass der Bolschewismus dem Absterben nahe sei, worauf die unentschiedene Haltung in der Grundbesitzfrage hinzudeuten scheine, so würde der Bundesrat natürlich nichts tun, um das Ansehen dieses Regimes zu stützen. Angesichts der heutigen völligen Abhängigkeit der Schweiz von Amerika in bezug auf die Getreidelieferungen müsse aber der Bundesrat das Problem der Zufuhren aus Russland scharf im Auge behalten.

Millerand gab hierauf die Meinung kund, der nächste Winter werde für die Herrschaft der Sovietregierung sehr gefährlich werden; das Bestreben nach Anknüpfung von Handelsbeziehungen mit dem Ausland diene nur dem Zweck, durch Hebung des äussern Prestiges den Niedergang des Ansehens der Sovietmacht im Innern zu verschleiern und die Stellung der Führer zu festigen.

Der *Bundespräsident* wies dann auf die Schwierigkeiten hin, auf die Schweizer stossen, die während des Krieges für die Schweiz optierten, wenn sie nach Frankreich zurückkehren wollen.

Millerand erklärte, man werde prinzipiell in Zukunft keine Schwierigkeiten machen, aber den einzelnen Fall genau prüfen.

Auch die *Kohlenfrage* wurde berührt, indem Vizepräsident *Schulthess* anregte, Frankreich möchte doch in der Bewilligung von Kohlenausfuhr aus Deutschland nach der Schweiz nicht allzu zurückhaltend sein, da diese Ausfuhr die finanzielle Situation Deutschlands zu kräftigen geeignet sei, was auch Frankreich dienlich wäre.

Millerand schien geneigt zu sein, diese Frage sehr wohlwollend zu prüfen.

Als *Bundespräsident Motta* auf die Beunruhigung anspielte, die eine Zeit lang sich der Schweiz wegen des *Sitzes des Völkerbundes* bemächtigt hatte, erklärte

---

2. *Cf. n° 392.*

3. *Il semble qu'il n'existe pas de notices sur ces entrevues qui ne devaient avoir* aucun caractère d'apprêt (E 1004 1/276 *n°* 2777). *En revanche, la lettre politique du 25 août 1920 adressée par le Département politique aux Légations de Suisse résume ces entrevues ainsi:* Les journaux suisses vous ont tenu au courant de l'entrevue entre M. Lloyd George et M. Giolitti, à Lucerne. Le Premier-Ministre britannique prolonge encore son séjour en Suisse. Quant à M. Giolitti, il a manifesté le désir de se rencontrer avec M. le Président de la Confédération. A son retour en Italie qui, par suite de l'interruption de trafic due à des inondations au Tessin, a dû s'effectuer par le Lötschberg, M. Giolitti s'est arrêté, pendant un quart d'heure, en gare de Berne, où M. Motta est allé le saluer. La presse suisse, en particulier le «Bund», donne, à ce propos, des renseignements assez détaillés. En dehors des compliments d'usage, M. Giolitti s'est félicité des excellents rapports qui règnent actuellement entre la Suisse et l'Italie, et il a déclaré que, vu la communauté des intérêts, son pays a toujours appuyé et appuyera aussi, dans l'avenir, la Confédération, dans sa politique de neutralité et dans la question du siège de la Société des Nations. Quant à la politique générale, le Président du Conseil a déclaré qu'on n'entendrait jamais de sa bouche que des paroles d'apaisement et de pacification. Il est resté muet sur les arrangements pris avec son collègue anglais. *[...]* (E 2001 (D) c 1).

Millerand, die Schweiz könne in dieser Beziehung nunmehr vollkommen beruhigt sein.

Hinsichtlich der *Aufnahme Deutschlands in den Völkerbund* erklärte *Millerand,* Deutschland müsse zuerst wirkliche Beweise seines Willens, den Versailler Vertrag zu erfüllen, geben. Sei dies geschehen, dann sei auch er der Meinung, dass Deutschland in den Völkerbund aufgenommen werden sollte. Und als *Bundespräsident Motta* bemerkte, die Lage in Deutschland sei sehr schlecht, und es erscheine als Pflicht aller, die gegenwärtige deutsche Regierung zu unterstützen, weil sie weder revanchebegierig noch imperialistisch gesinnt sei, gab *Millerand* dies zu, wies aber gleichzeitig darauf hin, dass mindestens in einem grossen Teil der deutschen öffentlichen Meinung immer noch der Gedanke der Rache gehegt werde.

Botschaft und Nuntiatur. Frage des Vortritts.

Der *Botschafter* hatte sich vor kurzem dahin geäussert, er persönlich wolle in dieser Frage keine Schwierigkeiten machen und dem Nuntius die Préséance zugestehen, wenn seine Regierung einverstanden sei. Nunmehr hat er die Nachricht erhalten, die franz. Regierung stehe auf dem Standpunkt, die Préséance der Nuntien sei nur für katholische Länder festgesetzt worden, was also für die paritätische Schweiz nicht gelte. Daher richte sie sich in der Schweiz nach der Zeit der Beglaubigung des Botschafters und des Nuntius. Derjenige der früher beglaubigt worden sei, habe auch den Vortritt.

Bundespräsident Motta stellte sich auf den Standpunkt, dass die beiden an der Frage zunächst Beteiligten, Frankreich und Vatikan, sich über die Lösung verständigen sollten. Wenn nicht, so müsste der Bundesrat die Frage, die in der Völkerrechtswissenschaft bestritten sei, genau prüfen. Als Minister Dinichert einwarf, es wäre sehr interessant zu wissen, welche Lösung die Frage in Frankreich selbst finden werde, war *Millerand* einen Augenblick stutzig, sagte dann aber, Frankreich sei, trotz der Trennung von Kirche und Staat, ein katholisches Land, so dass die Entscheidung der Frage in Frankreich für die Schweiz keine Bedeutung habe. *Bundespräsident Motta schloss die Erörterung dieser Frage, indem er seinen Standpunkt mit den Worten unterstrich: «Mon vœu va à l'entente». Damit war die eigentliche Besprechung zu Ende. Beim Dîner wurden noch kleinere Fragen erörtert. Der Bundespräsident weist noch auf den Satz aus dem Toast Millerands hin, dass er das Gefühl habe, es lasse sich selbst da, wo die Auffassungen sich kreuzen oder aufeinander stossen, eine beide Interessen befriedigende Lösung finden.*

Der Abschied am Bahnhof, wohin die Delegation des Bundesrates den franz. Ministerpräsidenten begleitete, war sehr herzlich, und sowohl Millerand als die Mitglieder des Bundesrates wurden von der Volksmenge lebhaft begrüsst.

Vizepräsident Schulthess fügt diesem Bericht noch folgendes bei:

Nach der Haltung Millerands sei die Vorschiebung des franz. Zollkordons an die politische Grenze unvermeidlich. Man müsse also suchen, in der Besprechung mit dem französischen Sachverständigen zu einer die Interessen Genfs bestmöglich wahrenden Lösung zu gelangen. Von einer weitgehenden Reziprozität, wie sie vom Bundesrat bis anhin in Aussicht genommen worden sei, könne jetzt allerdings um so weniger mehr die Rede sein, als Millerand ausdrücklich die Industrialisierung Hochsavoyens und den Ausbau seiner Wasserkräfte als haupt-

sächlichen Grund für die Aufhebung der Freizonen genannt habe. Es sei nur zu begrüssen, dass das Reziprozitätsangebot der Schweiz von Frankreich abgelehnt worden sei.

In der Rheinfrage hält Frankreich strikte am Seitenkanalprojekt fest, und Millerand fügte bei, dass der Kanal so rasch wie möglich gebaut werden soll.

Nun erhebe sich die Frage, ob der Bundesrat in den künftigen Verhandlungen über die Zonen seinen bisher verfochtenen Rechtsstandpunkt aufgeben, und ob er durch Absendung der in der letzten Sitzung vom politischen Departement vorgelegten Note[4] auch in der Rheinfrage den Rechtsstandpunkt fallen lassen und den Versailler Vertrag tatsächlich für die Schweiz anerkennen soll. Die Konsequenz hieraus wäre in der Rheinfrage das Postulat, dass der Seitenkanal internationalisiert werden sollte, da mit der Ableitung des Wassers der Rhein als Grenz- und Schiffahrtsfluss seine Bedeutung einbüsst und ganz französisch wird. Gibt der Bundesrat von sich aus den Rechtsstandpunkt auf, so wird man ihn der Schwäche zeihen, wenn schon ein vernünftiges Abkommen in der Zonenfrage dem Festhalten des Rechtsstandpunktes bei der Bedeutungslosigkeit der beiden kleinen Zonen tatsächlich vorzuziehen sei, und obgleich der Verlust der Schifffahrt auf dem Rhein zwischen Strassburg und Basel mit Rücksicht auf den schlechten Zustand des Rheinbettes nicht allzu tragisch genommen werden dürfe. Es wäre gut, wenn die beiden Fragen in der Bundesversammlung zur Sprache gebracht werden könnten, die sich den Erwägungen des Bundesrates kaum verschliessen würde.

Auch *Bundesrat Chuard* ist der Meinung, die Zonenfrage sollte zur Aufklärung der öffentlichen Meinung in den Räten zur Sprache gebracht werden. Das Wesentliche sei für uns nicht der formelle Rechtsstandpunkt, sondern die Erhaltung der gegenwärtigen wirtschaftlichen Vorteile Genfs, soweit dies immer möglich ist. Dagegen werde es nicht angehen, die Rheinfrage vor der Bundesversammlung anzuschneiden. Bundesrat Chuard verspricht sich viel von der Intervention der schweizer. Delegierten in der Rheinzentralkommission, wo sie mit den belgischen, holländischen und englischen Delegierten zusammenarbeiten und etwas erreichen, jedenfalls aber Zeit gewinnen können. Eine vorzeitige Erörterung in den Räten würde unsere Delegierten verdächtig machen und sie eventuell ihrer Handlungsfreiheit berauben.

Bundesrat Scheurer führt aus, für ihn sei das Bedauerlichste, dass in den beiden grossen Fragen, die den Rat beschäftigen, der Schweiz Rechte entwunden werden, ohne dass sie bei den Abmachungen, auf denen diese Beschränkungen ihrer Rechtsstellung beruhen, auch nur gehört worden sei. Das kleine Land werde einfach von der Macht erdrückt, und die Siegerstärke setze sich unbedenklich über alle Verträge hinweg. Die Auswirkung dieses reinen Machtstandpunktes auch gegenüber der Schweiz werde in einem grossen Teil der Bevölkerung nur schwer ertragen werden, und die Haltung Frankreichs lasse im Volksempfinden auf lange Zeit einen Stachel zurück.

Bundespräsident Motta gibt zu, dass wir eine Verletzung unserer Rechte als kleiner Staat wesentlich schärfer empfinden, was zum Teil allerdings auch darauf

---

4. *Cf. n°. 400.*

zurückzuführen sei, dass wir ein wesentlich historisch eingestelltes Volks sind, das geneigt sei, jede Beeinträchtigung des geschichtlich Gewordenen zu überschätzen. Das zeige sich deutlich in der Frage des Verzichts auf die Neutralisierung Savoyens, die nach der weitüberwiegenden Auffassung der Einsichtigen eigentlich bedeutungslos sei und dennoch im Volksbewusstsein hoch eingeschätzt werde, seit von ihrer Aufgabe die Rede sei.

Schliesslich sei Art. 435 des Friedensvertrages denn doch auf Grund einer Verständigung mit der Schweiz zustande gekommen, und die jetzige bevorzugte Stellung der Schweiz im Völkerbund sei eines Opfers wohl wert.

Eine Regelung der Rheinfrage im Friedensvertrag mit Deutschland sei doch gar nicht zu umgehen gewesen. Der Anspruch der Schweiz auf den freien Rhein sei, wie Bundesrat Schulthess hervorhebt, schliesslich nirgends verbrieft und versiegelt, und auch eine öffentlich rechtliche Servitut könne das Eigentum am öffentlichen Gewässer in seiner wichtigsten Auswirkung, als welche heutzutage die Kraftgewinnung erscheine, nicht zunichte machen. Es wäre falsch, den beiden Fragen eine allzugrosse Bedeutung beizumessen, und es sei Pflicht des Bundesrates, den in dieser Beziehung auftretenden Übertreibungen entgegenzutreten.

Auf die Bemerkung von *Vizepräsident Schulthess,* der Rheinseitenkanal könnte vielleicht dadurch verhindert werden, dass man die Kosten seiner Erstellung und der daraus zu gewinnenden Kraft genau berechnete und dabei zu dem Schlusse käme, es wäre für Frankreich vorteilhafter, die nötige Energie aus der Schweiz zu beziehen, weist *Bundesrat Haab* darauf hin, dass Frankreich hierauf kaum eingehen würde, weil es die Kanalkraft für den Betrieb seiner Eisenbahnen benötige, deren Kraftquelle es natürlich nicht ins Ausland verlegen könne. Überdies aber dürfte die Schweiz kaum in der Lage sein, auf die Dauer die von Frankreich benötigte Kraftmenge zu liefern.

Einmütig ist der Rat in der Verurteilung des Vorgehens des *Staatsrates Gignoux* von Genf, der mit Millerand die Zonenfrage vor seiner Zusammenkunft mit der Delegation des Bundesrates besprach und darüber in der *Suisse* ein Mitgeteilt erscheinen liess, worin er gewissermassen die Richtlinien festlegte, an die sich die Verhandlungen des Bundesrates halten sollten. Wenn es auch nicht angehe, die Haltung Gignouxs in einem Brief an den Staatsrat von Genf zu rügen, so müsse man doch dem Genannten persönlich, anlässlich der nächsten Session der eidg. Räte, das Ungehörige seines Vorgehens begreiflich machen und könne hierüber eventuell auch in der Diskussion über die Zonenfrage einen Tadel einfliessen lassen.

Gegenüber der Bemerkung von Bundesrat Scheurer, das für den Bundesrat beschämende Verhalten Gignouxs zeige die Schwäche der innerpolitischen Stellung des Bundesrates und dass diese Schwäche im Ausland wohlbekannt sei, wirft Bundespräsident Motta ein, das treffe nun doch gerade bei der Zonenfrage nicht zu, wo Genf nicht für die Eidgenossenschaft, wohl aber der Bund für Genf kämpfe und das Ziel für Bund und Genf materiell das Gleiche sei. Das Ausland könne also in dieser Frage nicht den Kanton gegen den Bund oder den Bund gegen den Kanton ausspielen.

402

E 1004 1/277

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 septembre 1920

3024. Internationale Finanzkonferenz Bruxelles

Volkswirtschaftsdepartement
Antrag vom 8. September 1920

I.

Der Bundesrat bestellte in seiner Sitzung vom 29. Juni als Delegierte der Schweiz an der Internationalen Finanzkonferenz in Brüssel die Herren Nationalrat Dr. Alfr. *Frey*, Zürich,

R. de *Haller*, früher Genraldirektor der Schweizerischen Nationalbank, Bern,

Henri *Heer*, Präsident der Genossenschaft zur Förderung des Aussenhandels, Bellikon.

Die Instruktionen sollten vom Volkswirtschaftsdepartement in Verbindung mit den Finanzdepartement aufgestellt werden.

II.

Samstag, 10. Juli und Dienstag, 7. September[1] fanden unter dem Vorsitz des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements und im Beisein des Vorstehers des Finanzdepartements Konferenzen mit den Delegierten statt, um auf Grundlage eines vom Volkswirtschaftsdepartement vorgelegten Situationsberichtes und der publizierten Materialien über die Frage des Vorgehens Richtlinien aufzustellen und dem Bundesrat Instruktionen vorzuschlagen.

III.

Die Schweiz hat bis jetzt zuhanden des Generalsekretariates des Völkerbundes 2 Fragebogen beantwortet[2], die sich vor allem auf die finanzielle Situation und auf die Gestaltung des Aussenhandels beziehen. Laut Programm der Konferenz ist vorgesehen, dass die Delegierten jedes Landes in einem, 15 Minuten nicht übersteigenden Referat die finanzielle und ökonomische Lage ihres Staates zur Kenntnis der Konferenz bringen und dass dieses Exposé zugleich noch schriftlich eingereicht werden soll. Die Ausfertigung dieses Exposé wurde dem Volkswirtschaftsdepartement übertragen, das dabei vom Finanzdepartement unterstützt wurde. Die Schrift soll in knapper Weise die gespannte finanzielle und ökonomische Lage der Schweiz illustrieren, so dass damit zugleich die Reserve begründet ist, die unser Land sich in bezug auf jede internationale Hilfsaktion auferlegen muss.[3]

---

1. *Pour les procès-verbaux de ces délibérations, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/115–116.
2. *Cf. n° 324.*
3. *Cet exposé est reproduit en annexe.*

IV.

Über das weitere Vorgehen an der Konferenz in Brüssel war man übereinstimmend der Ansicht, dass die ganze Konferenz vorwiegend orientierenden und konsultativen Charakter haben werde. Das Programm sieht vor, dass die Konferenz u.a. über folgende Gegenstände debattieren wird:

Staatsfinanzen,
Geldumlauf und Wechselkurse,
internationaler Handel,
internationale Anleihen.

Dabei ist vorgesehen, dass einzelne Fragen an Kommissionen gewiesen werden, die ihre Anträge noch während der Dauer der Konferenz dem Plenum vorlegen sollen. Die gefassten Resolutionen werden den Charakter von Gutachten einer Art internationaler Expertenkommission an die Regierungen haben.

Von den verschiedenen Fragen ist von grosser Wichtigkeit diejenige einer internationalen Kreditoperation. Doch ist die Art und eventuelle Tragweite einer solchen noch zu wenig abgeklärt, als dass die Konferenz irgendwie dazu endgültig Stellung nehmen könnte. Bei einer Diskussion über dieses Thema hat die schweizerische Delegation die schwierige finanzielle und ökonomische Lage unseres Landes zu betonen. Die Schweiz erachtet es als unmöglich, sich bei einer derartigen Operation irgendwie von staatswegen zu verpflichten.

Antragsgemäss wird *beschlossen:*

Der Bundesrat gibt der schweizerischen Delegation für die internationale Finanzkonferenz in Brüssel folgende Instruktionen:

1. Die schweizerische Delegation wird im Sinne des beigelegten Memorials die Konferenz über die gespannte finanzielle und ökonomische Lage der Schweiz aufklären.

2. Die Delegation wird sich an den Arbeiten der Konferenz und der Spezialkommissionen beteiligen. Dabei hat sie grundsätzlich in bezug auf jede internationale Kreditoperation, mit der uns ein Opfer zugemutet wird, alle Vorbehalte zu machen.

3. Die Delegation tritt dafür ein, dass wichtige Fragen, vor allem diejenige einer allfälligen internationalen Finanzoperation, den einzelnen Staaten unterbreitet werden.

ANNEXE

SUISSE

EXPOSÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
PAR LA DÉLÉGATION

I.

La vie économique de la Suisse est très étroitement liée à la vie économique mondiale. En effet, la Suisse doit importer une grande partie des denrées alimentaires et matières fourragères essentielles; elle est dépourvue des principales matières premières, auxiliaires et semi-ouvrées (charbon, engrais chimiques, minerais, coton, soie, laine, chanvre, lin, fèves de cacao, etc.), et elle possède cependant une industrie relativement très développée. Aussi la Suisse devait-elle être durement éprouvée par une guerre mondiale de plusieurs années, même sans y avoir été mêlée directement, et cela d'autant plus que n'ayant pas d'accès direct à la mer, elle se trouvait entièrement

dépendante des Etats belligérants qui, dans de nombreux cas, lui prescrivirent unilatéralement les prix des marchandises.

La *population* suisse, d'après le dernier recensement de 1910, a son champ d'activité pour environ 60% dans l'industrie, le commerce et les transports et pour 30% dans l'agriculture. Depuis lors, la proportion s'est encore modifiée en faveur de l'industrie.

La Suisse a subi dans sa vie économique, au cours des cinq dernières années, de fortes perturbations qui se sont manifestées dans l'industrie, dans le commerce, dans les finances publiques et privées et dans le mouvement des prix.

II.

Augmentation des Prix

La puissance d'achat de l'argent a fortement diminué en Suisse. D'après les chiffres-index, le coût de la vie est actuellement environ deux fois et demi ce qu'il était en 1914 (juin 1914: 100; décembre 1919: 243).

Les conséquences sont les mêmes que dans d'autres pays: l'augmentation des salaires et des traitements. Comme ceux-ci doivent être payés en monnaie suisse, dont le cours est élevé, ils constituent une lourde charge pour l'industrie suisse d'exportation; d'autre part, ce relèvement des salaires et des traitements a pour effet d'augmenter encore le renchérissement de la vie.

III.

Commerce et Industrie

La balance commerciale de la Suisse accusait avant la guerre un solde passif de plus d'un demi-milliard de francs (1913: 550 millions de francs), compensé, dans la balance internationale des paiements, par les recettes provenant du tourisme, des transports et des placements à l'étranger. Pendant la guerre, la situation s'est modifiée à tel point que la balance commerciale a accusé en 1916 un excédent d'exportation de 70 millions. Depuis le rétablissement de conditions quelque peu normales, la balance commerciale a repris son aspect antérieur, avec un solde passif de 240 millions de francs en 1919, mais sans trouver une compensation, dans la balance internationale des paiements, par les recettes mentionnées ci-dessus.

La guerre a gravement compromis la production industrielle de la Suisse. La situation toujours plus déplorable des *changes* est venue aggraver encore les difficultés dues au manque de matières premières et à leur cherté excessive. Bien loin de se relever après la conclusion de la paix, comme on l'espérait généralement, les changes des Etats belligérants ont subi une dépréciation croissante, phénomène qui amena pour l'industrie suisse de nouvelles difficultés. En effet, la Suisse a été submergée de produits étrangers à bas prix, créant sur son propre marché une concurrence redoutable aux produits indigènes, naturellement plus chers. La Suisse ne bénéficie que partiellement des avantages que le cours favorable de son change semblerait devoir lui fournir pour les achats des matières premières dans les pays à change déprécié. Elle supporte par contre tous les désavantages de la concurrence des articles à bon marché.

Pour le charbon et le fer, par exemple, la Suisse doit payer des prix supérieurs à ceux payés par l'industrie étrangère, prix auxquels il faut encore ajouter des frais de transport considérables, car les centres de production les plus rapprochés de la Suisse ne peuvent presque plus rien livrer.

La Suisse n'ayant pas de matières premières, son industrie d'exportation a dû se développer dans les branches où le travail représente une proportion importante dans la valeur totale du produit (horlogerie, broderies, soieries, machines, etc.). Déjà pendant la guerre, l'exportation des produits suisses a rencontré les plus grands obstacles; depuis la conclusion de la paix, cet état de choses s'est encore aggravé; l'exportation suisse est en partie entravée par des interdictions d'importation, parfois contraires aux conventions commerciales et qui lui font perdre ses débouchés naturels.

IV.

Situation Financière

La situation financière de la Suisse a été tout à fait déséquilibrée par la guerre. Etant entourée de pays belligérants, la Suisse a dû mettre sur pied pendant longtemps la totalité de ses forces militaires et, ensuite, d'importants contigents de troupes. Les *dépenses de mobilisation* atteignaient à la

fin de l'année 1919 la somme de 1¼ milliard de francs; à ces dépenses, il faut ajouter celles découlant des répercussions directes et indirectes de la guerre. Tandis qu'en 1913, les recettes et les dépenses de la Confédération se balançaient à peu près, pour 1919 le déficit est de 400 millions environ. A ce montant viennent s'ajouter les déficits des 25 cantons, qui sont autonomes en matière financière. Pour 1919, ils accusent dans leur ensemble un déficit de 80 millions de francs.

La dette publique de la Confédération, qui n'était encore en 1913 que de 1¾ milliard de francs, atteignait à la fin de 1919 la somme de 3¾ milliards de francs. Il faut tenir compte en outre de la dette des cantons, qui était à la fin de 1919 de 1¼ milliard contre 800 millions environ à la fin de 1913. La dette totale de la Confédération et des cantons est en conséquence de 5 milliards de francs à la fin de l'année 1919 (Les *dettes* de la Confédération et des cantons se montent, par tête de population, à 1,320 francs; le chiffre de fr. 907.98 signalé dans le rapport IV, page 22, n'a trait qu'à la dette de la Confédération.) A cette somme il faut encore ajouter la dette des communes, laquelle est sensiblement supérieure à celle des cantons.

En ce qui concerne les impôts, il y a lieu d'observer que la Confédération ne perçoit pas d'impôts directs, à part la taxe militaire, l'impôt de guerre et l'impôt sur les bénéfices de guerre. L'impôt de guerre a produit 100 millions de francs jusqu'à maintenant et l'impôt sur les bénéfices de guerre ½ milliard.

En temps normaux, une grande partie des dépenses de la Confédération est couverte par le produit des droits de douane, qui n'ont fourni pendant la guerre qu'une somme réduite en raison du ralentissement forcé du commerce. Ces droits n'ont atteint en 1918 que la moitié du montant pour 1913.

Les impôts directs sont par contre très élevés dans les cantons et les communes. Ils atteignent, déjà en 1919, le 20 à 30% des revenus des fortunes moyennes. Ces taux subiront dans les années prochaines des aggravations sensibles, car les cantons et les communes n'ont pas encore pu équilibrer leurs budgets. Il faut donc compter dans l'avenir avec des taux qui atteindront le 30 à 40% si ce n'est plus, des revenus des fortunes moyennes ou des fortunes plus considérables. (Les impôts fédéraux et cantonaux pour 1920 représentent, par tête de population:

Impôts directs	fr. 52 environ
Impôts indirects	fr. 35 environ
En tout	fr. 87 environ

Les chiffres de fr. 24.5 et 21.2 mentionnés dans le rapport IV, page 12, ne concernent que les impôts fédéraux. Pour subvenir intégralement aux besoins financiers *actuels*, le montant total de l'impôt susdésigné, soit 87 francs par tête de population, devrait être à peu près doublé.)

La hausse des prix des marchandises et la nécessité de faire face aux besoins financiers engendrés par la guerre ont également entraîné en Suisse un accroissement de la *circulation fiduciaire;* de 272 millions en moyenne en 1913, elle a passé à 909 millions en moyenne en 1919; la couverture métallique légale de 40% a pu être maintenue.

Le marché suisse des capitaux a dû satisfaire pendant la guerre à des exigences considérables: la Confédération, les cantons et les communes ont eu recours aux emprunts pour subvenir à leurs besoins financiers courants; l'industrie a dû, par des augmentations de capital et par l'émission d'obligations, renforcer les fonds de roulement pour pouvoir financer ses stocks et parer à l'immobilisation de capitaux résultant de l'obligation d'accorder aux acheteurs étrangers des sursis de paiements. Le marché suisse des capitaux a dû, en plus, absorber les obligations suisses (Confédération, cantons, villes), vendues en masse pour compte étranger et qui, en raison du cours élevé du franc suisse, pouvaient être réalisées par leurs possesseurs étrangers sans perte de capital. On estime que ces ventes dépassent ½ milliard de francs.

Il faut, en outre, mentionner les *crédits en francs suisses* consentis à des pays étrangers. La nécessité d'approvisionner le pays en matières premières et d'assurer l'exportation des produits suisses dans les divers pays belligérants, ont contraint la Suisse à procéder à ces opérations financières par l'entremise de banques et de sociétés financières, auxquelles la Confédération dut s'intéresser. Ces avances à l'étranger, qui ont largement contribué à absorber les capitaux, atteignent encore actuellement environ 300 millions de francs.

Les besoins de capitaux se font aujourd'hui sentir d'une manière pressante; pour l'année courante, la Confédération et les cantons doivent trouver quelques centaines de millions auxquels viennent s'ajouter les besoins des communes, de l'industrie et des établissements hypothécaires.

La *fortune* mobilière suisse a subi de grosses pertes du fait de la guerre, et cela non seulement en raison de l'énorme baisse des cours de tous les titres, baisse qui atteint en moyenne 40%, vis-à-vis de 1914, sur les obligations, mais aussi ensuite des pertes effectives dans un certain nombre d'entreprises. L'hôtellerie et les entreprises de transport ont particulièrement souffert et les perspectives d'avenir sont très défavorables.

A tout cela s'ajoutent encore pour la Suisse les pertes subies sur les *capitaux placés à l'étranger.* La Suisse était avant la guerre un exportateur de capitaux; elle possède des valeurs étrangères sous forme d'actions, d'obligations et de rentes d'Etat, de participations de l'industrie suisse à des entreprises étrangères, de prêts hypothécaires accordés dans d'autres pays et de comptes-courants créanciers.

D'après des appréciations solidement fondées, les pertes éprouvées par la fortune publique suisse dépassent de beaucoup la somme des capitaux qui ont été nouvellement constitués depuis le début de la guerre.

V.

La situation financière et économique de la Suisse peut, en résumé, être caractérisée de la manière suivante:

La Confédération, les cantons et les communes ont contracté pendant les cinq dernières années des *dettes* si lourdes et leurs dépenses sont tellement importantes, qu'il faut en arriver, pour maintenir l'équilibre financier et amortir les dettes, à lever des impôts dont les taux ne sauraient guère être dépassés.

La *formation de nouveaux* capitaux a diminué et ne répond plus aux besoins financiers. Il en résulte une situation extrêmement tendue du marché des capitaux, qui aura peine à fournir dans les prochaines années les sommes nécessaires aux besoins publics et privés. Des emprunts à l'étranger dans les pays riches en capitaux sont devenus pour la Suisse aussi une nécessité et ne peuvent être conclus qu'au prix de très gros sacrifices.

Cet affaiblissement de la situation financière est encore aggravé par un sérieux danger *économique,* qui réside, pour la Suisse, dans l'obligation d'acheter à l'étranger, à des prix difficilement abordables et supérieurs à ceux qui sont pratiqués dans d'autres pays, toutes les matières premières nécessaires à son industrie. Aux prix élevés de ces marchandises s'ajoutent encore les frais considérables de transport, en sorte que le producteur suisse, même en se contentant d'un gain modéré, n'écoule que très difficilement ses produits à l'étranger, cela en raison du cours élevé du change suisse. A ces difficultés déjà grandes viennent s'ajouter les interdictions d'importation ou la fixation de contingents. Il est donc certain que les industries suisses d'exportation, soumises à des conditions si défavorables, ne pourront plus maintenir leur pleine activité. Or, l'industrie constituant le principal facteur économique de la Suisse, il est évident que la situation est particulièrement grave.

403

J.I.6. 1/3

Le Directeur du Bureau International du Travail, A. Thomas,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

L AT/GD. Personnelle Genève, 21 septembre 1920

Cher Monsieur Schulthess,

Vous m'avez témoigné dans nos diverses rencontres une sympathie si cordiale, que je me permets de vous écrire cette lettre confidentielle, en vous exprimant, sans réserve, les sentiments que j'ai éprouvés ces jours-ci à la lecture de la note publiée par les journaux suisses, sur les Conventions de *Washington,* et sur la conversation que vous avez eue avec M. *Millerand.*[1]

Je connaissais cette conversation; je n'en avais pas fait état; je n'en avais même pas parlé à mes collaborateurs immédiats.

J'ai été, on ne peut plus surpris de voir cette note, d'allure à demi officielle, parlant publiquement des difficultés que la Suisse pouvait avoir à ratifier les Conventions de *Washington,* et plus particulièrement la Convention des 8 heures.

Déjà, dans nos conversations antérieures, je vous ai dit à quel point je comprenais vos difficultés; déjà, je vous ai dit à bien des reprises, ma volonté de vous aider à les surmonter, mais j'ai toujours pensé que c'était à un homme soucieux du progrès de législation internationale de travail que je parlais, et à un homme qui se passionnait, comme moi-même, pour l'institution dans le monde de conditions uniformes de travail, où la classe ouvrière trouverait l'amélioration de son sort et où les Etats industriels, soucieux de progrès social, trouveraient également une garantie contre les concurrences illicites.

Je ne crois pas me tromper, je crois que voulez cela comme moi-même; mais je suis obligé, dès lors, de vous marquer le danger que peuvent présenter des notes comme celles qui ont été communiquées aux journaux.

Nous ne pouvons nous dissimuler qu'à l'heure actuelle, si la propagande bolcheviste se développe avec succès dans beaucoup de pays, si en particulier en France, les éléments ouvriers les plus modérés et les plus soucieux d'action positive, sont débordés par les éléments violents, cela tient, en grande partie, à l'effort de réaction universel que l'on pousse contre la législation sociale existante.

Non seulement aucun progrès nouveau ne s'annonce dans les différents pays, mais on a le sentiment que les conquêtes obtenues sont remises en question.

Or, je disais publiquement à M. *Motta,* l'intérêt que j'attache aux institutions démocratiques et à la vie des pays démocratiques.

Elles ont le gros intérêt de mettre en pleine lumière tous les problèmes qui se posent, et d'en rendre conscients tous les citoyens d'un Etat.

---

1. *Cf. n° 401.*

Mais c'est aussi, pour les périodes difficiles, un inconvénient ou un danger. Le référendum sur les 8 heures dans les chemins de fer aura un retentissement international que vous ne pouvez pas vous dissimuler. Il peut constituer un coup grave pour la journée de 8 h. à laquelle, peut-être officiellement un jour, des Conférences internationales peuvent introduire des modifications, mais que les adversaires du progrès social condamnent en bloc et sur laquelle ils se proposent, à n'en pas douter, de revenir.

Or, lorsqu'on voit un Gouvernement, comme le Gouvernement démocratique de Suisse, saisir l'occasion du passage d'un autre Chef de Gouvernement pour dire publiquement ses réserves, lorsqu'on le voit solliciter en quelque manière l'appui moral du Chef d'un Gouvernement voisin, on peut avoir quelque doute et quelque appréhension sur ses véritables intentions en ce qui concerne la législation internationale du travail.

Je vous le répète, je vous parle d'homme à homme, en toute franchise, comme vous le ferez vous-même. Cette lettre n'est en aucune manière destinée à la publicité, bien que le jeu même des institutions démocratiques doive, semble-t-il, contraindre le Bureau à répondre par d'autres notes ou d'autres exposés, à ceux que vous pouvez faire.

Je n'ai, en aucune manière, cette intention, mais j'estime que nous nous devons l'un à l'autre des explications loyales, et j'estime surtout, étant donné l'identité de nos sentiments profonds, que nous devons chercher à nous aider pour surmonter toutes les difficultés.

Je compte vous voir très prochainement et vous demander en toute cordialité, d'examiner comment, dans la pratique quotidienne, nous pouvons ainsi nous aider.[2]

A vous très cordialement.

P.S.— Est-ce que l'on doit publier un compte-rendu des réunions des 13 et 14 septembre? Si oui, vous comprenez combien je souhaiterais l'avoir, puisque ce compte-rendu doit me permettre de mieux comprendre encore les sentiments et les intérêts dont vous avez à tenir compte.

---

2. *Pour la réponse de Schulthess, cf. n° 405.*

404

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta, au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L P/M. Betrifft Kohlenlieferung aus Zeche Präsident — Berlin, 23. September 1920

Da Herr Dr. Stucki inzwischen in Bern eingetroffen und Ihnen über den Inhalt unserer Aussprache mit Herrn Ministerialdirektor von Simson mündlich Mitteilung gemacht haben wird, kann ich davon absehen, Ihnen darüber zu schreiben.

Dagegen habe ich Bericht zu erstatten über dasjenige, was seit der Abreise des Herrn Stucki in dieser wichtigen Frage, die sich leider immer mehr kompliziert, gegangen ist. Heute früh telephonierte uns der zuständige Referent des Auswärtigen Amtes, dass es gestern «nach langen Bemühungen» gelungen sei, die Zustimmung des Reichswirtschaftsministeriums zu erwirken zu der uneingeschränkten Belieferung der im Vertrage mit der A.-G. Becker[1] vorgesehenen Kohlenmengen für die Monate September—Oktober, unter Anrechnung der erfolgten Vorlieferungen. Diese Bewilligung sei erteilt worden unter ausdrücklicher Wahrung des bisher eingenommenen Rechtsstandpunktes und in der Meinung, dass vor Ablauf dieser beiden Monate eine grundsätzliche Entscheidung zu treffen sei, die dann für die Zukunft massgebend sein solle. Es wurde ferner mitgeteilt, dass dem Reichskohlenkommissär unverzüglich entsprechende Weisungen erteilt worden seien. Ich habe dem Politischen Departement zu ihren Handen diesen Bescheid telegraphisch übermittelt und will hoffen, dass nun wenigstens diese Zusage durch den Kohlenkommissär ausgeführt werde.

Sodann war ich heute beim Reichsminister des Auswärtigen, Dr. Simons, habe ihm ein Memorial hinterlassen, von welchem Durchschlag hier beiliegt[2] und gleichzeitig mündlich nochmals unsern Standpunkt mit allem Nachdruck auseinandergesetzt. Herr Simons antwortete mir ungefähr folgendes: «Sie wissen, dass ich mich um alle Fragen, welche die Schweiz betreffen, ganz besonders interessiere und können sich deshalb denken, dass ich den vorliegenden Fall nicht nur selbst geprüft habe, sondern auch alles tun werde, was in meiner Macht liegt, um die berechtigten Ansprüche der Schweiz zu schützen. Ich muss Ihnen ganz offen bekennen, dass ich die Genehmigung dieses Vertrages durch die zuständigen Ministerien nicht nur für einen grossen Fehler, sondern für ein Unglück halte, aber diese Überlegung wird mich niemals dazu führen, einer Entscheidung zuzustimmen, durch welche wirklich erworbene Rechte der Schweiz verletzt werden. Wenn sich bei genauer und objektiver Prüfung herausstellen sollte, dass der Schweiz die abgabenfreie und uneingeschränkte Lieferung von 50% der Förderung zugesagt ist, so werde ich unbedingt darauf bestehen, dass diese Verpflichtung erfüllt werde. Und Sie dürfen sich weiter darauf verlassen, dass ich bei Prüfung der Frage, ob eine solche Verpflichtung zugestanden, bezw. genehmigt worden ist, mit dem grössten Wohlwollen für den schweizerischen Standpunkt vorgehen werde.»

Eine neue, vielleicht unüberwindliche Schwierigkeit liegt aber in dem gestrigen Beschluss des Kabinettes, durch welchen der Reichswirtschaftsminister beauftragt worden ist, «auf der nun vorliegenden Grundlage des Berichtes der Sozialisierungskommission umgehend den Entwurf eines Gesetzes über die *Sozialisierung des Bergbaues* vorzulegen.» «Wie sich der Beckersche Vertrag» — so führte Dr. Simons wörtlich aus — «in das System des sozialisierten Bergbaues einfügen lässt, ist mir noch vollständig unklar». Der Minister sprach dann davon, dass eventuell eine Ablösung durch Entschädigung erfolgen müsse, oder dass man den Beckerschen Privatvertrag ersetzen müsse durch einen eigentlichen

1. *Sur cette question, cf. n° 412 et* E 1004 1/276, *n°* 2734.
2. *Reproduit en annexe.*

Staatsvertrag. Er bat mich aber, diese Andeutungen vorläufig als seine rein persönliche Meinung, «als einen ersten Eindruck», zu betrachten, für den er sich keineswegs einsetzen könne.

Sie ersehen aus dem Vorstehenden, dass die Schwierigkeiten, die sich aus dem Becker Vertrag ergeben, sich fortwährend vermehren. Ich muss nun vorerst gewärtigen, welchen Bescheid man uns geben wird auf die Frage wegen des Vertragsinhaltes.

Dr. Simons sprach sich ganz entrüstet über die Tatsache aus, dass die früheren Ministerien Hand geboten hätten für den Abschluss eines solchen Vertrages auf die Dauer von mindestens fünfzig Jahren! Ich muss gestehen, dass ich diese Entrüstung einigermassen verstehen kann, wenn es wahr sein sollte, dass die Continentale Handelsaktiengesellschaft im letzten Geschäftsjahre über 120 Millionen Mark verdient hat, während ihr Einsatz nur 50 Millionen betrug, und wenn man bedenkt, dass ein ähnliches Verhältnis noch auf Jahre hinaus bestehen *kann*, so muss man anerkennen, dass zwischen dem ursprünglichen Risiko und dem feststehenden Gewinn kein ganz normales Verhältnis besteht. Natürlich hat dieses Missverhältnis seinen unmittelbaren Grund nicht in den Bestimmungen des Vertrages, sondern in dem Stand der deutschen Valuta. Aber das ändert nichts an der Tatsache.

Ich habe aus den Besprechungen mit dem Minister wenigstens die Überzeugung gewonnen, dass die Rücksicht auf diesen etwas abnormalen Gewinn für ihn kein Grund sein wird, dem Vertrage eine Auslegung zu geben, die dem Inhalte und der Entstehungsgeschichte desselben nicht entspricht.

ANNEXE

AUFZEICHNUNG

Der Inhalt der Besprechung, welche in der Frage des Vertrages der Stahlwerke Becker A.-G. mit der Continentalen Handelsaktiengesellschaft in Zürich am 21. September mit Herrn Ministerialdirektor von Simson stattgefunden hat, gibt Anlass zu folgenden Ausführungen:

Vorab ist festzuhalten, dass erstmals mit Note der Deutschen Gesandtschaft in Bern vom 8. Oktober 1919[3] und später bei zahlreichen mündlichen Verhandlungen in Berlin und Bern die schweizerische Regierung dahin unterrichtet wurde, dass die Genehmigung des Vertrages sichergestellt sei. Immer und immer wieder wurde erklärt, es werde die einmal erteilte Genehmigung aufrecht erhalten und der Vertrag in loyaler Weise durchgeführt. Niemals ist dabei irgendein Vorbehalt gemacht worden, dass mit Rücksicht auf die Kohlenlieferungen an die Entente an der Grundidee des Vertrages, die Hälfte der Mehrproduktion erhalte die Schweiz zu Selbstkosten, irgendetwas geändert werde. Noch viel weniger wurde jemals auch nur von der Möglichkeit einer besondern Ausfuhrabgabe gesprochen. Diese Zusicherungen hat die Schweizerische Regierung noch vor kurzem verschiedenen Interessenten zur Kenntnis gebracht und diese veranlasst, für den weitern Ausbau der beiden Zechen neue, erhebliche Geldmittel zur Verfügung zu stellen[4].

Herr Ministerialdirektor von Simson hat vorzüglich zwei Einwände geltend gemacht, die dahin zusammengefasst werden können, dass einmal der Schlusspassus der Genehmigungsklausel grundsätzlich eine Beteiligung der Zechen an den Ententelieferungen vorsehe, zum zweiten, dass nach seiner Auffassung das Reich niemals auf die Ausfuhrabgabe habe verzichten können und wollen.

---

3. *Non retrouvée.*
4. *Cf.* E 1004 1/276 *n° 2734.*

Zum ersten Einwand darf bemerkt werden, dass der fragliche Passus der Genehmigungsurkunde durchaus nicht genereller, vielmehr höchst spezieller Natur ist und sich auf Verhältnisse bezieht, die heute längst überholt sind. Hätte man grundsätzlich mit Rücksicht auf die Ententelieferungen eine Verminderung der für die Schweiz bestimmten Kohlenmengen vorbehalten wollen, so wäre dies ohne Zweifel ausdrücklich gesagt worden. Gerade aus der Tatsache, dass die Schweizer Menge für den Fall, dass die deutsche Kohlenproduktion eine gewisse Höhe nicht erreiche, ohne Rücksicht auf die Lieferungen an die Entente bestimmt worden ist, geht hervor, dass grundsätzlich für diese Lieferungen ausschliesslich die Deutschland reservierten fünfzig Prozent herangezogen werden sollen.

Zum zweiten Einwand bezüglich der Ausfuhrabgaben kann gewiss angenommen werden, dass nach den gesetzlichen Bestimmungen die Ausfuhr von Kohle nicht ohne Entgelt vorgenommen werden darf. Ein solcher Entgelt liegt aber zweifellos in der schweizerischen Kapitalbeteiligung, die, wie in der Genehmigungsurkunde selbst und vor allem in dem Briefe des Herrn Reichswirtschaftsministers an das Stahlwerk Becker vom 2. August 1919 bestätigt wird, überhaupt die Kohle erst zu Tage gefördert hat, für welche jetzt urplötzlich noch eine besondere Ausfuhrabgabe gefordert werden soll. Es ist festzustellen, dass beim Abschluss des Vertrages auf Schweizerseite zweifellos die Meinung bestanden hat, dass keine besondere Ausfuhrabgabe zu bezahlen sei. Dies ergibt sich aus den damaligen Verhandlungen und allen vorliegenden Akten und wird durch die Überlegung bestätigt, dass eine Kapitalinvestierung bei den damaligen Risiken selbstverständlich Aussicht auf grosse Gewinnmöglichkeit zur Voraussetzung gehabt haben muss. Wenn jetzt eine genügende Gewinnchance darin erblickt wird, dass überhaupt Kohle zugesichert wurde, und dass die Differenz zwischen Inlandspreis und Selbstkosten den weiteren Entgelt darstelle, so muss doch bemerkt werden, dass die Frage, ob Kohle überhaupt zu bekommen sei, nie in Diskussion gestanden hat, denn zu hohen Preisen war für die Schweiz Kohle jederzeit und von überall her erhältlich. Der Unterschied zwischen Selbstkosten und Inlandspreis aber ist zu gering, als dass er einen auch nur einigermassen genügenden Anreiz zum Vertragsschluss hätte bieten können. Allein auch deutscherseits ist nach Aussage aller Beteiligten bei den Verhandlungen und bei der Erteilung der Genehmigung niemals ein Wort gefallen, das den Schluss gerechtfertigt hätte, man beabsichtige, noch eine besondere Ausfuhrabgabe zu verlangen. Entscheidend für die ganze Frage aber wird die Tatsache, dass ein Jahr lang faktisch keine Ausfuhrabgabe verlangt wurde und der Herr Reichskohlenkommissar, der bekanntermassen dem Vertrag nie günstig gesinnt war, auf die Beträge verzichtet hat. Es war übereinstimmender Wille der Parteien, dass gegen Bezahlung der Selbstkosten die Ausfuhr erteilt und an keine weiteren Bedingungen geknüpft werden sollte.

Wenn weiterhin staatsrechtliche Bedenken gegen die Zulässigkeit eines Verzichts auf eine besondere Ausfuhrabgabe aufgetaucht sind, so ist dies eine interne Frage, über die man schweizerischerseits kein Urteil abzugeben hat. Gestützt auf die offiziellen Erklärungen der deutschen Behörden musste die Schweiz annehmen, dass die Genehmigung von zuständiger Stelle erfolgt sei und hatte keinen Anlass, die Frage der Kompetenz selber zu prüfen.

Endlich darf der Ansicht entgegen getreten werden, es bestehe keine genügende Gegenleistung der Schweiz für den Verzicht auf die grossen Beträge der Kohlenausfuhrabgabe. Die herangezogenen Zahlen, die hierorts nicht nachgeprüft werden können, sind doch einzig und allein auf die bedauerliche Entwicklung der Valutaverhältnisse zurückzuführen, auf Verhältnisse also, die vom Willen aller Beteiligten vollkommen unabhängig sind und können für die Beurteilung des Vertrages schlechterdings nicht in Betracht kommen. Vom Augenblick an, in dem die deutsche Mark steigen wird, verringern sich die heute zweifellos grossen Gewinne des schweizerischen Vertragskontrahenten automatisch mit jeder neuen Aufwärtsbewegung und können im Verlauf der fünfzigjährigen Vertragsdauer auf Summen herabsinken, bei denen von übermässiger Leistung deutscherseits keine Rede mehr sein kann.

Zum Schlusse muss, abgesehen von diesen mehr rechtlichen Erwägungen, ausdrücklich darauf hingewiesen werden, dass eine Abänderung des Vertrages für die Schweiz von den schwersten Folgen sein müsste. An seiner Durchführung ist die Volkswirtschaft der ganzen Schweiz interessiert, und dieser Umstand zwingt die Schweizer Regierung, an ihrem Standpunkte mit allem Nachdrucke festzuhalten.

405

J.I.6. 1/3

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Directeur du Bureau International du Travail, A. Thomas

Copie
L 95/GB. Personnelle Berne, 23 septembre 1920

J'ai bien reçu votre lettre du 21 septembre[1]. Je vous avoue que son contenu m'a quelque peu surpris. Jamais je n'ai fait mystère de mon attitude vis-à-vis des conventions de Washington. C'est ainsi que, dès le début, j'ai déclaré aux représentants des socialistes suisses qu'à mon vif regret la première convention rencontrerait difficilement l'approbation de la Suisse, pour les motifs que je vous ai déjà exposés. Les efforts tentés en vue d'arriver à un examen du projet en seconde lecture, examen à l'occasion duquel on aurait pu éliminer certaines aspérités donnant particulièrement lieu à des difficultés, ont échoué. La possibilité de modifications futures auxquelles vous faites allusion ne sera pas de nature à dissiper les craintes qui se manifestent au Conseil fédéral, au Parlement et dans le peuple suisse.

Ainsi que j'ai eu l'occasion de vous le déclarer après la conférence tenue à Zurich les 13 et 14 septembre avec les représentants des associations patronales et ouvrières, je proposerai au Conseil fédéral l'adhésion à tous les projets de convention discutés lors de cette réunion, à l'exception de celui concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement. Sans pouvoir, en ce moment, accepter tel quel le texte de ce projet, nous nous efforcerons d'en réaliser l'idée générale. La conférence de Zurich a fait l'objet d'une brève communication aux journaux; je vous en adresse une copie sous ce pli.

Lorsqu'au cours de l'entretien avec M. Millerand[2], l'on vint à parler de la législation internationale du travail, je considérai comme un devoir de politesse de lui signaler, attendu qu'il a joué un rôle si éminent dans ce domaine et que j'ai eu l'occasion de collaborer avec lui[3], les grandes difficultés auxquelles se heurte la Suisse pour ériger en loi nationale le projet de convention, tel qu'il a été adopté, relatif à la journée de huit heures et à la semaine de quarante-huit heures. Je n'ai nullement sollicité l'appui moral de M. Millerand, mais la conversation s'étant portée sur le droit international du travail, il n'eût pas été compréhensible que mes collègues et moi passassent complètement sous silence l'attitude de la Suisse.

Je n'ai relaté à aucun journaliste cette partie de la conversation. Aucune note officielle, ni officieuse, n'a paru à ce sujet. Les renseignements relatifs à l'entretien dont il s'agit ont été donnés par un article de journal, qui repose sur des indiscrétions; vous savez qu'il n'est pas facile de les empêcher.

Vous pouvez être certain que, comme par le passé, je ferai tout ce qui dépend de moi pour promouvoir la législation sociale sur le terrain national et internatio-

---

1. *Cf. n° 403.*
2. *Cf. n° 401.*
3. *Cf. DDS 7/1, n°s 32, 43, 84.*

nal, malgré les sérieuses difficultés que je rencontre. Mais vous comprendrez certainement que le Gouvernement suisse, comme celui de tout autre pays, doit se ménager la faculté de faire des réserves vis-à-vis des projets qui lui sont soumis et de ne pas tenir secrète son attitude.

Comme vous, ce n'est pas sans inquiétude que je vois arriver la votation populaire du 31 octobre[4]. Si vous considérez que même en cas d'adoption de la loi sur la durée du travail dans les entreprises de transport, la première convention de Washington en nécessiterait immédiatement la revision dans le sens d'une aggravation, vous conviendrez que la décision de la Suisse n'est pas facile.

Je vous parle, moi aussi, à titre purement personnel et en toute franchise. Je désire sincèrement et de tout cœur pouvoir travailler avec vous en parfaite harmonie. Un entretien prochain permettra sans doute de dissiper les malentendus.

Dans cette attente, je reste, cher Monsieur, très cordialement à vous.

4. *Votation sur la loi fédérale concernant la durée du travail dans l'exploitation des chemins de fer et autres entreprises de transport et de communications. Cf.* FF 1920, vol. V, *p. 161.*

406

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, G. Motta

RP n° 58 Berlin, 24. September 1920

Ich bin erst seit wenigen Tagen wieder in Berlin und hatte während dieser Zeit mit der Übernahme der Geschäfte so viel zu tun, dass es mir nicht möglich war, mit politischen und diplomatischen Persönlichkeiten Fühlung zu nehmen und mich dadurch über die allgemeine Situation zu unterrichten, die in einem politischen Bericht zu besprechen wäre. Unter diesen Umständen muss ich mich heute auf die Mitteilung einiger weniger Tatsachen beschränken, die mir Interesse zu bieten scheinen.

Wegen der Schwierigkeiten, die sich für die Durchführung des Kohlenlieferungsvertrages mit der A.G. Stahlwerke Becker ergeben und über welche ich einen besonderen Bericht erstattet habe[1], musste ich gestern beim Reichsminister des Auswärtigen, *Simons,* vorsprechen. Im Laufe des Gesprächs nahm der Minister Veranlassung, erneut darauf hinzuweisen, dass er ein gemeinsames Vorgehen von Deutschland und der Schweiz zur *Anknüpfung von Handelsbeziehungen mit Russland* begrüssen würde. Nach Herrn Simons sind nur die Deutschen und Schweizer, auf Grund der früher bestandenen wirtschaftlichen Beziehungen, in der Lage, erfolgreich mit Russland Handel zu treiben, bezw. sich in Russland wirtschaftlich zu betätigen. Engländer und Franzosen kennen das Land und seine Gepflogenheiten nicht genügend, um etwas Nennenswertes zu errei-

1. *Cf. n° 404.*

chen. Italien gebe sich die grösste Mühe, mit Russland «ins Geschäft» zu kommen, weil es sich nur auf diesem Wege aus der wirtschaftlichen Umarmung seiner Verbündeten befreien könne. Dieses Bestreben führe dazu, dass Italien sich intensiv bemühe, in Russland mit Deutschland *gemeinsame* Wirtschaftspolitik zu treiben. Deutschland sei bereit, auf eine solch gemeinsame Aktion einzugehen und denke sich die Sache so, dass die Handelsverhältnisse nach Art und Menge zwischen den beteiligten Ländern kontingentiert würden. Der Minister meinte nun, die Schweiz sollte sich auch an einer solchen «Entente» zu gemeinsamer wirtschaftlicher Durchdringung des Ostens beteiligen. Herr Simons behielt sich vor, diese Frage gelegentlich weiter mit mir zu besprechen und ersuchte mich, bis dahin seine Mitteilungen als durchaus vertrauliche und inoffizielle zu behandeln. In diesem Sinne gebe ich das Vorstehende wieder und bitte, keinerlei weiteren Gebrauch davon zu machen. Mein erster Eindruck geht dahin, dass die Schweiz aus einer solchen Verständigung mit Deutschland und Italien nur Vorteile ziehen könnte, indem dadurch die Entwicklung der wirtschaftlichen Beziehungen zum voraus in bestimmte und ruhige Bahnen geleitet werden könnte. Zudem scheint es mir fraglos, dass Deutschland in Zukunft der stärkste Konkurrent sein wird auf dem russischen Markt.

In diesem Zusammenhange teile ich mit, dass der hiesige Vertreter von Sowjetrussland mir durch einen Journalisten erklären liess, dass er «empört»[2] sei über die Behandlung, die man seinem Freunde und Sendboten Schloufki, alias Schlockowsky[3], habe zuteil werden lassen. Er und die Sowjetregierung werden Repressalien ergreifen, indem sie die Einreise von Schweizern zur Anknüpfung von Handelsbeziehungen mit Russland schlechthin untersagen. Wenn man sich auch über diesen allerhöchsten Zorn und die daraus resultierende Drohung nicht über Gebühr aufzuregen braucht, so muss man doch anerkennen, dass ein gewisser Grund zur Unzufriedenheit vorliegt. Dem betreffenden Schloufki wurde durch die Gesandtschaft auf ausdrückliche Weisung von Bern der Pass visiert; an der Grenze angekommen, wurde der Mann zurückgesandt und nachträglich hierher Weisung erteilt, den Pass nicht zu visieren[4].

Das Ereignis des Tages bildet hier die Kabinettsitzung vom 22.1.Mts., in welcher endlich bestimmte und feste Richtlinien für die *Finanzpolitik des Reiches* aufgestellt worden sind und gleichzeitig der grundsätzliche Beschluss gefasst wurde, den Reichsminister zu beauftragen, «auf der nun vorliegenden Grundlage des Berichtes der Sozialisierungskommission umgehend den Entwurf eines Gesetzes über die *Sozialisierung des Bergbaues* vorzulegen». Minister Simons bestätigte mir gestern, dass das Kabinett einstimmig gewesen sei bei diesem Beschluss und dass die Parteien, welche hinter der jetzigen Regierung stehen, mit Einschluss der Mehrheitssozialisten dem Beschlusse grundsätzlich beipflichten. Demgegenüber wird heute aus Ulm gemeldet, dass der Parteitag der Demokraten grosse Bedenken geäussert habe gegenüber dem Berichte der Sozialisie-

---

2. *Point d'exclamation de Motta en marge.*
3. *Correction manuscrite de Motta:* Schlowsky.
4. *Remarque marginale de Motta:* Das ist ganz unrichtig. Der Betreffende hatte kein Rückreisevisum! Ferner hatte er behauptet, für *private* Zwecke kommen zu wollen, während er einen *diplomatischen* Pass hatte. M.

rungskommission. Wortführer dieser Opposition war der demokratische Führer von Siemens. Auch in der Presse kündigt sich schon eine scharfe Opposition gegen die Thesen der Sozialisierungskommission an. Den Bericht dieser Kommission habe ich Ihnen mit letztem Kurier zugehen lassen. Zweifellos wird die Regierung ihre Vorlage in nächster Zeit dem Reichswirtschaftsrat zugehen lassen, der in erster Linie berufen ist, sein Gutachten abzugeben. Es steht aber zu erwarten, dass schon in dieser Instanz die Gegensätze scharf aufeinander platzen werden, und es lässt sich deshalb heute noch gar nicht voraussehen, wie die schliessliche Gesetzesvorlage aussehen und wie lange es gehen wird, bis eine endgültige Lösung gefunden werden kann.

Von viel unmittelbarerer Wirkung sind die Ausführungen des Finanzministers über die *Finanzlage des Reiches*. Es gehört zu den Spezialitäten aller Finanzminister, die Finanzlage etwas schwarz zu malen und man macht diesen Vorwurf Herrn Wirth in ganz besonderem Masse. Aber die nackten Zahlen, die er dem letzten Ministerrat vorgelegt hat, erscheinen auch ohne jeden Kommentar entsetzlich genug, und sie rechtfertigen gewiss das Wort des Ministers, dass die finanzielle Lage Deutschlands «*mehr* als ernst» sei. Es genügt, sich vor Augen zu halten, dass nach den Erklärungen des Ministers die Gesamtschuld des Reiches zur Zeit über 280 Milliarden beträgt und dass in dieser Ziffer noch kein Pfennig eingesetzt ist für die Leistungen des Reiches, die als Wiedergutmachung im Sinne des Friedensvertrages an die einzelnen Ententestaaten bestimmt worden sind.

Nicht minder erschreckend lauten die Ziffern des Voranschlages für das laufende Jahr, welcher einen gesamten *Fehlbetrag* von 55,7 Milliarden aufweist.

Ich erlaube mir, Ihnen beiliegend die amtliche Meldung über die Kabinettssitzung vom 22.l.Mts. zu überreichen und möchte Ihre Aufmerksamkeit besonders auf die Tatsache lenken, dass die Forderung für Entschädigung an Reichsangehörige infolge des Krieges sich auf 131 Milliarden beläuft. In dieser Summe sind enthalten: 17 Milliarden für die Abtretung der deutschen Handelsflotte, 90 Milliarden für die Ablösung des konfiszierten deutschen Eigentums in früherem Feindesland und 10 ½ Milliarden für das abgelieferte Kriegsgerät. Die hier genannten Ziffern bedeuten eine direkte Leistung Deutschlands an die bisherigen Feinde, die im Grunde genommen nichts anderes ist, als eine Kriegsentschädigung, welcher man den Charakter der Wiedergutmachung bewirkter Schäden verliehen hat und die man viel zu wenig in Betracht zieht, wenn man sich Rechenschaft geben will über die Höhe der Leistungen an seine Kriegsgegner, welche Deutschland durch den Vertrag von Versailles auferlegt worden sind.

Wenn man sich die Zahlen, welche der Finanzminister nunmehr enthüllt hat, vor Augen hält und sich die Frage vorlegt, ob die vorgesehenen Massnahmen genügen können, um das auf abschüssiger Ebene gleitende Staatsschiff noch zu retten, wird man zum mindesten ernste Zweifel hegen müssen.

Der Staatskommissar für die öffentliche Ordnung hat mich kurz nach meiner Ankunft besucht und bei diesem Anlasse die Meinung ausgesprochen, dass im Laufe dieses Winters zweifellos Putschversuche der Linksradikalen zu gewärtigen seien, die ihren Nährboden haben werden in der schlechten Ernährung und in der Kälte, aber er ist überzeugt, dass es nicht zu einem geschlossenen und namentlich nicht zu einem erfolgreichen Aufstand kommen werde.

Von anderer Seite höre ich, dass in den Kreisen der kommunistischen und

unabhängigen Arbeiterschaft eine starke Revolutionsmüdigkeit Platz ergriffen habe. Diese Depression wird natürlich ganz wesentlich gefördert durch die immer deutlicher zutage tretenden Gegensätze unter den linksradikalen Parteien wegen der Frage des Beitrittes zur dritten Internationale. Dass sich aus diesen Gegensätzen eine Spaltung ergeben wird, die dazu führen muss, dass ein guter Teil der Unabhängigen zu den Kommunisten übergehen wird, scheint zweifellos. Weniger klar ist das Schicksal des rechten Flügels, der naturgemäss Anschluss suchen wird bei den Mehrheitssozialisten. Da fragt man sich, ob dieser Anschluss eine Rechtsmauserung der übertretenden Unabhängigen zur Voraussetzung haben müsste, oder ob diese Verbindung den linken Flügel der Mehrheitssozialisten derart stärken wird, dass die Gesamtpartei mehr nach links abschwenkt. Ich habe den Eindruck, dass letztere Evolution die wahrscheinlichere sei und ziehe daraus den Schluss, dass vorderhand von einem Eintritt der Mehrheitssozialisten in die Regierung nicht die Rede sein werde. *[...]*

407

E 2001 (B) 2/14

CONSEIL FÉDÉRAL
Proposition du Chef du Département politique, G. Motta

Copie
AJ. Anerkennung des Königsreichs Ungarn — Bern, 27. September 1920

Am 19. Januar 1919[1] haben Sie beschlossen, einen de facto Vertreter der damaligen ungarischen Regierung (Karolyi), und am 19. Dezember 1919[2] einen solchen der Regierung des Admirals Horthy zu empfangen. Der Bevollmächtigte der letzteren, Baron Bornemisza, weilt seither in Bern.

Tatsächlich wurden aber unsere offiziellen Beziehungen mit Ungarn nie unterbrochen, sondern sie sind mittelbar aufrecht erhalten geblieben. Die schweizerische Gesandtschaft in Wien, welche bis im Herbst 1918 bei der Doppelmonarchie beglaubigt war, hat selbst unter der Regierung Karolyi und der Sovietregierung Bela Kuns durch Vermittlung des gemeinsamen Ministeriums des Äussern in Liquidation unseren amtlichen Verkehr mit dem Budapester Kabinett unterhalten. Ferner vertritt die hiesige österreichisch-ungarische Gesandtschaft in Liquidation, welche immer noch besteht, z.Z. Ungarn offiziell in Bern.

Unser Generalkonsulat in Budapest hat mit sämtlichen Regierungen, welche sich in Ungarn seit 1918 abgelöst haben, ununterbrochen Beziehungen unterhalten und auch den ihm anvertrauten Schutz der französischen, italienischen, rumänischen und türkischen Interessen ungestört ausüben können. Endlich haben wir mit dem ungarischen de facto Vertreter am 21./25. Februar 1920 die

1. *Cf.* E 1004 1/270, *n°* 167.
2. *Cf.* E 1004 1/273, *n°* 4352.

Verlängerung des gekündigten, seinerzeit mit der ehemaligen Doppelmonarchie geschlossenen Handelsvertrages vereinbart.

Ende Februar 1920 verfügte die ungarische Nationalversammlung die «Wiederherstellung der Verfassung» und regelte die einstweilige Ausübung der staatlichen Obergewalt, indem sie in der Person des Admirals Horthy einen «Reichsverweser» ernannte und mit «der verfassungsmässigen Ausübung der in der königlichen Gewalt enthaltenen Rechte» unter gewissen, durch das neue Verfassungsgesetz festgelegten Einschränkungen betraute.

Am 1. Juni d.Js. notifizierte uns der ungarische Bevollmächtigte, dass durch Gesetz I von 1920 die Nationalversammlung verfügt habe, die vergangenen Ereignisse (d. h. die Karolyi- und die Sovietregierung) hätten an der Verfassung Ungarns nichts geändert, und die Staatsform sei «das Königreich» geblieben.

Diese Massnahmen entsprechen vollkommen dem bekannten Traditionalismus Ungarns in staatsrechtlichen Fragen, welcher, verbunden mit einem ausgeprägten Nationalstolz und dem energischen Charakter der Magyaren heute die feste Basis und die Kraft dieses territorial stark reduzierten Königreiches bildet.

Der Friedensvertrag von Trianon wurde am 4. Juni 1920 unterzeichnet. Nach übereinstimmenden Berichten unserer Gesandtschaften, den mündlichen Äusserungen des französischen Botschafters und des ungarischen Vertreters, Baron Bornemisza, liegt aber dessen Ratifizierung durch Ungarn noch in unbestimmter Ferne; der Chef der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Liquidation in Bern, Baron de Vaux, glaubt sogar, dass diese Ratifikation überhaupt nicht stattfinden werde.

Baron Bornemisza erläuterte anlässlich eines Besuches auf dem Departement die Lage, indem er sagte, dass das gemäss Verfassung bestehende Magnatenhaus aus innerpolitischen Opportunitätsgründen nicht einberufen werden könne. Die Nationalversammlung (Abgeordnetenhaus), in welcher das bäuerliche Element überwiegt, wolle aber vom Vertrage von Trianon bisher nichts wissen. Die Regierung beabsichtigte immerhin die Ratifizierung herbeizuführen, wenn die politische Lage es einmal gestatte.

Der Heilige Stuhl, Spanien und Italien haben in Ungarn bereits offizielle diplomatische Vertretungen errichtet. Seine Anerkennung durch Finnland erfolgte am 21. ds.Mts.

Bei unserem Generalkonsulate in Budapest hat die ungarische Regierung offiziös wissen lassen, wie grossen Wert sie auf eine baldige Anerkennung durch die Schweiz und die Wiederherstellung unmittelbarer diplomatischer Beziehungen legt. Es wurde betont, dass die traditionellen Sympathien zwischen beiden Ländern, politische und wirtschaftliche Interessen dies wünschbar machen lassen. Auch würde die Herstellung normaler Beziehungen für Ungarn in der gegenwärtigen Valutakrise eine bedeutende Erleichterung bedeuten, da es zur Zeit sämtliche Kosten der hiesigen österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Liquidation allein tragen muss.

Die Regierung des Admirals Horthy erweist sich als stabil und in jeder Beziehung vertrauenswürdig. Bereits stehen die Bundesbehörden mit ihr über wichtige Handels- und eisenbahnpolitische Fragen in Unterhandlung.

Unter diesen Umständen könnte ein weiteres Zuwarten mit der offiziellen Anerkennung der dermaligen Regierung Ungarns die ausgezeichneten politi-

schen und wirtschaftlichen Beziehungen, welche die Schweiz immer mit diesem Lande unterhielt, zu unserem Schaden beeinträchtigen. Wir stellen deshalb den *Antrag:*

Der Bundesrat wolle die derzeitige Regierung Ungarns offiziell anerkennen und die unmittelbaren diplomatischen Beziehungen mit derselben wieder aufnehmen[3].

---

3. *Cette proposition a été acceptée par décision du 9 octobre 1920, cf.* E 1004 1/277, *n°* 3229.

408

E 2001 (B) 1/1

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, aux Légations de Suisse

Copie
RPSI n° 36. G. Vertraulich Bern, 30. September 1920

In einem sehr interessanten Bericht über die Verhältnisse in der englischen Arbeiterschaft hat unsere Londoner Gesandtschaft den Wunsch ausgedrückt, über einige Punkte der schweizerischen Arbeiterbewegung näheren Aufschluss zu erhalten.

Wir begrüssen solche Anregungen, die auf Grund unserer Berichte einen Gedankenaustausch ermöglichen, sehr.

Da die aufgeworfenen Fragen von allgemeinem Interesse sind, beantworten wir sie im Rahmen des üblichen Berichtes.

Es betrifft insbesondere die Zusammenhänge zwischen der schweizerischen Sozialdemokratie und dem Ausland und die bürgerlichen Abwehrorganisationen in der Schweiz.

Zusammenhänge zwischen der schweizerischen Sozialdemokratie und dem Ausland: Ein wesentliches Charakteristikum unserer schweizerischen Sozialdemokratie, von deren linkem Flügel sich die kleine kommunistische Partei kaum prinzipiell unterscheidet, ist der, dass sie nicht nur in ihrer Taktik, sondern *in ihrer ganzen grundsätzlichen Stellungnahme ausländischen Einflüssen vollständig unterliegt,* wie sie ihnen übrigens schon immer ausgesetzt war. Diese Tatsache ist bei der Bedeutung unseres Landes als Asyl für politisch Verfolgte vor und während des Krieges ja leicht erklärlich. Zwischen Einheimischen, naturalisierten und nicht naturalisierten Ausländern wird innerhalb der sozialistischen Gewerkschaften ein Unterschied schon lange nicht mehr gemacht. Aber auch in der politischen Partei sind sogar nicht naturalisierte Ausländer immer wieder zu entscheidendem Einfluss gelangt, wenn sie auch naturgemäss keine offiziellen Führerstellen bekleiden konnten. Ausländischem Einfluss ist es zuzuschreiben, dass auch unsere gemässigteren sozialistischen Führer sich von der zweiten Internationalen losgesagt haben, trotzdem s.Zt. Gustav Müller den Austritt aus der-

selben als Blamage bezeichnete. Sogar die Führung in der welschen Sozialdemokratie ist zum Teil in links stehende Hände übergegangen.

Es ist erklärlich, dass die Verbindung gerade mit dem revolutionären *Russland* bei uns sofort hergestellt war. Wenn aus der Schweiz nur die kommunistische Partei und der linke Flügel der Sozialdemokratie, nicht aber die offizielle sozialdemokratische Partei, am Moskauer Kongress vertreten war, so bestehen trotzdem offensichtlich auch Verbindungen zwischen Russland und der Geschäftsleitung der schweizerischen sozialdemokratischen Partei oder wenigstens einiger Führer in derselben. Wie sehr anderseits auch *französische* Einflüsse wirksam sind, geht daraus hervor, dass nach dem Abdruck der Erklärung Cachins und Frossards in der «Sentinelle» das «Zürcher Volksrecht» die Schwenkung der welschen Sozialisten zur 3. Internationalen als nahe bevorstehend bezeichnete, die bis heute allerdings nur zu einem ganz geringen Teile vollzogen worden ist. Auch mit *Italien* sind die Beziehungen schon immer sehr rege gewesen. Die italienischen Sozialistengruppen in der Schweiz sind immer in direktem Verkehr mit der schweizerischen Partei gestanden. Auch in der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung sind heute noch italienische Führer tätig. Auch mit Italien stehen also nicht nur die Kommunisten in Verbindung, wenn auch nur deren Vertreter den Kommunistenkongress in Mailand besucht haben. Dass unsere Kommunisten und linke Sozialdemokraten mit dem westeuropäischen Sekretariat der 3. Internationalen in *Berlin*, hinter dem bekanntlich der russische Handelsbevollmächtigte Viktor Kopp steht, rege Beziehungen unterhalten, ist selbstverständlich. Ebenso selbstverständlich bestehen Verbindungen mit den deutschen Kommunisten und einem Teil der Unabhängigen, obschon in letzter Zeit die deutsche U.S.P. von radikaler Schweizerseite mit Vorliebe als kleinbürgerliche Partei abgelehnt wird. Auch mit *deutschösterreichischen, tschechoslowakischen* und *ungarischen* Linksparteien scheinen dauernde Beziehungen aufrechterhalten zu werden, wie aus gelegentlicher Mitarbeit sozialistischer Journalisten dieser Länder in unserer sozialdemokratischen Presse hervorgeht.

Ob mit der *englischen* Arbeiterbewegung weitere als die selbstverständlichen allgemeinen Beziehungen gepflogen werden, ist uns nicht bekannt. Die Feststellung dürfte aber interessieren, dass in letzter Zeit der sowjetistische englische «Daily Herald» plötzlich auch in Schweizerkiosken aufgetaucht ist, wo er früher nicht zu sehen war. Der Plan, denselben, in die verschiedenen Hauptsprachen übersetzt, in ganz Europa massenhaft zu verbreiten, soll nach zuverlässiger Meldung bestanden haben. Es wäre deshalb wünschenswert, wenn direkte Beziehungen schweizerischer Sozialisten mit irgendwelchen englischen Parteigruppen einwandfrei aufgewiesen werden könnten. Es liessen sich ganz besonders dann wertvolle Schlüsse ziehen, wenn extremistische Schweizer mit scheinbar gemässigten Engländern oder umgekehrt in Verkehr ständen.

Ganz sicher ist, dass die Entwicklung der *englischen Arbeiterbewegung für die Entwicklung auf dem Kontinent und in der Schweiz im besonderen von sehr grosser Bedeutung sein wird.* Ein erfolgreich durchgeführter englischer Kohlenarbeiterstreik wird auch dann die Zuversicht unserer Linksradikalen mächtig heben, wenn er nicht im extremistischen Fahrwasser durchgeführt worden ist und in erster Linie nur wirtschaftliche Interessen verfolgt hat. Denn auch bei uns wird vorläufig noch auf längere Zeit hinaus – wenn nicht Vorgänge in den Nachbar-

staaten den Prozess beschleunigen – jede radikale Aktion in Streiks bestehen, denen vorwiegend wirtschaftliche Ziele untergeschoben werden. Dass in der Schweiz heute schon eine Parallelaktion zu einer ev. englischen Aktion geplant wäre, scheint nicht wahrscheinlich. Setzt aber die englische Aktion ein und scheint sie in ihrem Verlaufe erfolgreich zu werden, so ist mit dem Ausbruch verschiedenster Streiks auch auf dem Kontinent zu rechnen. Dann würde es wohl auch bei uns wieder zu Streikhandlungen kommen. Denn seit November 1918 sind grosse Streikbewegungen immer wie eine Welle über verschiedene Länder nacheinander gegangen. Würde bei uns zeitlich diese Welle etwa noch zusammentreffen mit der Ablehnung des Arbeitszeitgesetzes für die Transportanstalten durch die Volksabstimmung, so wären die günstigsten Vorbedingungen geschaffen. Die Vermutung ist nicht von der Hand zu weisen, dass in einem solchen Fall *unsere schweizerische Arbeiterschaft ihren Führern Folge leisten würde,* gleichviel, ob diese sich zur radikalsten oder einer gemässigteren Richtung bekennen. Letzten Endes sind die wirklich ausschlaggebenden Führer – Greulich, Gustav Müller etc. gehören kaum mehr zu diesen – alle radikal. Sie haben sich nur noch nicht geeinigt auf die zu befolgende Taktik.

Im Gegensatz zur dargestellten Mentalität des englischen Arbeiters hat der *schweizerische Arbeiter* besonderes *Vertrauen zu einem Führer,* der aus seinen eigenen Kreisen hervorgegangen ist. Konvertierte Akademiker zum Beispiel begegnen oft jahrelangem Misstrauen.

Der schweizerische *Arbeiter* wird durch seine *Presse,* die er eifrig liest, erzogen. Er weiss, dass mit einer kleinen Lohnerhöhung keine prinzipielle Lösung erzielt worden ist. Er ist darauf eingestellt, dass die Entwicklung in der Schweiz abhängig ist von den Vorgängen im Ausland, dass innen- und aussenpolitische Entwicklung nicht zu trennen sind. Der Kampf geht gegen das System, wie die sozialistische Presse täglich hervorhebt. Unsere führende sozialdemokratische Presse ist durchgehend radikal, auch die «Berner Tagwacht», obschon sie zu einer gemässigten Taktik übergegangen ist. Auch bei der kleineren Presse konnte in den letzten Monaten ein Abschwenken von der gemässigten zur extremen Richtung öfter festgestellt werden. Ob unsere sozialdemokratische Presse heute *von Russland aus finanziell unterstützt* wird, ist schwer zu entscheiden. Die Aufdeckung solcher Unterstützungen würde im Bürgertum natürlich einige Aufregung hervorrufen, vielleicht auch unter einem Teil der gedankenlosen Mitläufer der Sozialdemokratie. Der gut erzogene, klassenbewusste Sozialdemokrat, ganz besonders der halbintellektuelle Angestellte, würde darin wohl kaum etwas Ungebührliches, sondern nur einen Akt schöner internationaler Solidarität sehen.

Gewiss war auch bei uns die *Kriegsteuerung, die wirtschaftliche Not* das treibende Moment, das viele der Sozialdemokratie in die Arme getrieben hat. Auch unter den Bundesangestellten ist wohl aus manch einem verärgerten Bürgerlichen ein Gegner des herrschenden Systems geworden. Natürlich ist das letzte Ziel immer und überall materielle Besserstellung. Wir möchten aber nicht behaupten, dass diese Leute, nachdem ihre Wünsche erfüllt und sie vielleicht auch zur Einsicht gekommen sind, dass die schlechterdings erreichbare Grenze erreicht ist, endgültig den bürgerlichen Parteien verloren seien.

Bürgerliche Abwehrorganisationen in der Schweiz. Als Folge des November-

Generalstreiks 1918 sind in allen grösseren Städten, vielerorts auch auf dem Lande *Bürgerwehren* gegründet worden, die sich im Frühling 1918[1] zum *Schweizerischen Vaterländischen Verbande* (Vereinigte schweizerische Bürgerwehren) zusammengeschlossen haben. Dieser Verband trägt föderativen Charakter. Seine Landesleitung in Aarau, als deren Organ ein ständiges Sekretariat errichtet worden ist, hat sich bestrebt, im ganzen Lande die Bildung und den Ausbau von Bürgerwehren und ihre Zusammenfassung in kantonale Verbände zu fördern. Diese Bürgerwehrorganisationen zerfallen hauptsächlich in zwei grosse Unterabteilungen, von denen je nach den örtlichen Verhältnissen die eine oder die andere intensiver ausgebaut worden ist, je nachdem eine ausgewählte Ordnungstruppe für die betreffende Stadt durch die Militärbehörden zusammengestellt wurde oder nicht.

Die eigentlichen Bürgerwehren setzen sich zusammen aus waffentragenden Freiwilligen, militärisch Eingeteilten (die während ihres Dienstes bei der Bürgerwehr nicht zu ihren militärischen Einheiten einzurücken haben) und nicht militärisch eingeteilten Waffenfähigen. Die Bürgerwehr versieht den Ordnungsdienst bis zum Eintreffen regulärer Truppen und untersteht dem militärischen Ordnungskommando. Die Bewaffnung und Versorgung mit Munition ist nicht überall einheitlich durchgeführt. Einige kantonale Regierungen haben diese Organisationen behördlich anerkannt, andere Regierungen können sich dazu erst entschliessen im Momente des öffentlichen Rechtsbruches durch die Gegenpartei.

Von ebenso grosser Bedeutung ist der Ausbau der zweiten Abteilung der Bürgerwehren, des *technischen Hilfsdienstes*, des Werkdienstes (W.-D.), der im Moment des Generalstreikes die lebenswichtigsten Betriebe weiterzuführen hat: Gas, Elektrizität, Wasserversorgung, Lebensmittelversorgung, Verkehrswesen, Spitäler, öffentliche Kehrichtabfuhr, nicht zu vergessen Presse- und Nachrichtendienst (für die Fortführung des Eisenbahnbetriebes ist eine behördliche Organisation vorgesehen). Diese Organisation ist seit dem Auguststreik 1919 besonders in Basel gut ausgebaut worden. Aber auch in Genf, Zürich, St. Gallen, in letzter Zeit in Bern neben vielen kleineren Orten sind die Vorbereitungen für den Einsatz des W.-D. getroffen. Ein technischer Sekretär (Dipl.Ing.) des S.V.V. befasst sich ausschliesslich mit dem weiteren Ausbau des W.-D. im ganzen Lande. Die Freiwilligen müssen zum voraus den einzelnen Betrieben zugeteilt werden, für die sie sich ihrer Berufsausbildung nach besonders eignen, für qualifizierte Arbeitskräfte muss eventuell ein militärischer Dispens vorbereitet werden etc. etc.

Dass nach dem ersten Schrecken im November 1918 und August 1919 das Interesse an diesen Bürgerwehrorganisationen vielerorts wieder erlahmte, ist eine normale Erscheinung. Die Hauptsache ist der Ausbau der Kader, die Mitgliedschaft eines absolut zuverlässigen Kernes, der wohl an den meisten Orten vorhanden ist. Im Momente des Generalstreiks werden in den verschiedenen Bezirken aller grösseren Städte im ganzen Lande herum Werbebureaux errichtet, denen sofort eine Menge bis dahin Unentschlossener zuströmen wird. Dass

---

1. *Lire 1919. Formellement, le* Schweizerischer Vaterländischer Verband/Fédération patriotique suisse *a été fondé le 5 avril 1919 à Olten.*

ein grosser Teil des Bürgertums, wenn es nicht hin und wieder etwas aufgerüttelt wird, nur seinem Tagesinteresse lebt, ist eine Erscheinung, die wir nicht nur in der Schweiz konstatieren müssen.

Neben diesen technisch-organisatorischen Dingen hat sich der Schweizerische Vaterländische Verband noch ein ausgedehntes weiteres Arbeitsfeld geschaffen. Er befasst sich mit allgemein schweizerischen Fragen, die nicht ausschliesslich parteipolitischen Charakter tragen, stellt sie seinen Sektionen zur Diskussion oder lässt sie durch Vorträge von Herren des Sekretariates oder Fachleuten in den einzelnen Sektionen oder an schweizerischen Tagungen zur Diskussion bringen.

Ein Presse- und Nachrichtensekretariat studiert die Entwicklung der revolutionären Bewegung in der Schweiz und im Auslande und stellt seine Beobachtungen in einem wöchentlich erscheinenden Situationsbericht den Mitgliedern und Behörden zur Verfügung oder gibt Meldungen, die nicht für einen breiteren Kreis berechnet sind, an zuständige Amtsstellen weiter. Durch Reisen im Ausland haben Herren der Leitung und des Sekretariates einen regelmässigen Nachrichtenaustausch mit ähnlichen Organisationen in Deutschland, Frankreich, Italien, Belgien, Holland und Deutsch-Österreich eingeleitet und suchen mit weiteren in Verbindung zu treten. An verschiedenen Orten hält der Verband auch eigene Korrespondenten. Mit zwei englischen Organisationen hat der Verband durch Vermittlung des britischen Generalkonsuls in Zürich die Verbindung angeknüpft. Ein Vertrauensmann des Verbandes sucht gegenwärtig mit einer derselben, der British Empire Union (346 Strand London W.C. 2.), den Nachrichtenaustausch zu einem dauernden zu gestalten. Es wäre natürlich sehr wertvoll, über diese Empire Union sowie auch über weitere bestehende englische Abwehrorganisationen von kompetenter Schweizerseite ein Urteil erhalten zu können. Aus diesem Nachrichtendienst des S.V.V. ist dann bei seiner Leitung der Plan entstanden, mit Beteiligung der Organisationen der verschiedenen Länder in der Schweiz eine *Internationale Nachrichtenzentrale* zu errichten. Es ist Aussicht vorhanden, wenigstens einige Organisationen in nächster Zeit zu einer vorberatenden Konferenz zur Konstituierung dieser Nachrichtenzentrale in die Schweiz einladen zu können. Die Beteiligung englischer Kreise wäre sehr wünschenswert.

Die Presse- und Nachrichtenabteilung steht in enger Fühlung mit dem Bureau der schweizerischen Mittelpresse, stellt aber auch der führenden Presse gelegentlich Informationsmaterial zur Verfügung.

Für einen eventuellen Generalstreik sind zur Sicherung des Nachrichtendienstes innerhalb der ganzen Schweiz Vertrauensleute bezeichnet, deren Meldungen, wenn Telephon und Telegraph versagen, durch Autos gesammelt und den einzelnen Presseausschüssen an den verschiedenen Orten zur Verbreitung zugestellt werden sollen.

Ein Sekretariat in Genf sichert den dauernden Kontakt und die Zusammenarbeit mit den welschen Sektionen des Verbandes.

Dass auch der Propaganda bolschewistischer Richtung eine Gegenpropaganda entgegengesetzt wird, versteht sich von selbst. Diese muss sachlich geleitet werden und darf sich nicht in den naiven Bahnen bewegen, in denen z.B. die Reconstruction Society in England sie treibt.

Der S.V.V. und die schweizerischen Bürgerwehren sind heute wohl imstande,

zusammen mit einer Auswahl zuverlässiger Bataillone die Ordnung im eigenen Lande aufrechtzuerhalten. Wie sich die Verhältnisse gestalten würden, wenn die Nachbarländer in den Zustand der akuten Revolution treten, ist schwieriger zu sagen. Die Armee wäre dann an die Grenze gebunden. Im Innern müsste mit allen Mitteln die Sabotierung der Etappe und der lebenswichtigsten Betriebe verhindert werden. In diesem Falle würde nur rücksichtsloses Vorgehen gegen die extremistischen Führer dem Lande die Ruhe und Ordnung bewahren.

In grossen Umrissen beginnt sich der Verlauf des *Kampfes um die dritte Internationale* abzuzeichnen. Die Schärfe der Moskauer Bedingungen hat das vorjährige Bild der Kräfteverteilung geändert. Wir können folgende *Gruppen* feststellen: 1. die Kommunistische Partei, für vorbehaltlose Annahme der Bedingungen. Sie ist bereits aufgenommen in Moskau; ihr Vertreter war Willy Herzog. 2. Die Parteilinke, vertreten durch die 54 Oltner, für die Annahme der Bedingungen, aber mit gewissen Vorbehalten; sie verlangen eine Interpretation. Einzelne Vertreter dieser Gruppe sind aber auch für vorbehaltlose Annahme. 3. Die grundsätzlichen Anhänger der 3. Internationalen, die durch die Bedingungen kopfscheu gemacht wurden und jetzt noch den Gang weiterer Verhandlungen abwarten. Zu ihnen dürfte Grimm zu zählen sein. In dieser Gruppe dürften sich Leute befinden, die letztes Jahr den Eintritt bekämpften, neben solchen, die damals dafür eintraten. 4. Die Gegner des Beitrittes vom letzten Jahre. Die Mitglieder des Parteivorstandes sind auf Gruppe 3 und 4 verteilt.

Voraussichtlich wird nun der Kampf um den Anschluss an Moskau gegenüber dem Kampf um die Bedingungen überhaupt in den Hintergrund treten.

Sehr unangenehm berührt von dieser Sachlage sind die überzeugten Parteigänger Moskaus, weil sie ihren Anhang schwinden sehen, während umgekehrt Gruppe 1 – samt einigen Leuten von Gruppe 2 – und dann wieder die ganz Rechtsstehenden, sie, weil Klärung und Ausscheidung bringend, begrüssen.

Regierungsrat Schneider in Basel macht nun einen grossangelegten Versuch, die Gegensätze zu überbrücken. Er hat umfangreiche Thesen ausgearbeitet, die er von der sozialdemokratischen Partei wie vom Moskauer Exekutivkomitee will genehmigen lassen. Hauptziel ist ihm die Vermeidung einer Spaltung. Zu diesem Zweck muss er nach links wie nach rechts Konzessionen machen. Für ihn persönlich bedeutet das eine gewisse Abschwächung seines Extremismus. Dass ihm am meisten an der Verhütung der Spaltung gelegen, ist erklärlich, weil er in Basel Führer und Amtsinhaber ist. Schneider glaubt, seine etwas die Schärfe der Bedingungen abschwächende Interpretation werde in Moskau Gehör finden, wenn erwiesen ist, dass die nämliche Interpretation «die schweizerische Arbeiterschaft» hinter sich hat. Er rechnet mit der Abbröckelung von Rechtsstehenden, Reformisten etc., schätzt den Verlust aber nicht höher ein als die s.Zt. durch die Abspaltung der Grütlianer erwachsene Einbusse. Dagegen stelle der grosse verbleibende Stock dann eine richtige revolutionäre Masse dar. Auch den Namenswechsel mutet Schneider der Partei zu; sie dürfe sich kommunistische nennen, da Marx und Engels dies schon getan hätten.

Den Plan Schneiders nun sucht die «*Kommunistische Partei* der Schweiz» (K.P.S.) zu durchkreuzen. Sie will eine Spaltung und glaubt dadurch zu ermöglichen, dass die Parteilinke mit ihr fusioniert.

Zur Gewinnung von Anhang will die K.P.S. in der soz. Partei, ganz besonders

aber in den Gewerkschaften, ansetzen. Ihre Taktik erhellt aus folgenden Mitteilungen, die wir ihrem Organ, dem «Bieler Vorwärts», entnehmen. Ein Artikel «Zum Schweiz. Gewerkschaftskongress» sagt im Anschluss an die früher publizierten Anträge der Zürcher (Austritt aus dem Amsterdamer Gewerkschaftsbund und Eintritt in die Moskauer Gewerkschaftszentrale):

«Die Hauptaufgabe, das Hauptgewicht liegt in den einzelnen Verbänden, und nur die Schaffung von kommunistischen *Gewerkschaftsfraktionen,* deren Aktivität, wird diesem Antrag Realität geben können. Bis heute haben dies noch nicht alle kommunistischen Genossen begriffen. Das Bestreben der Linkssozialisten auf Schaffung einer schweizerischen Unionsföderation hat in letzter Zeit nachgelassen. Der Versuch zur Schaffung einer Einheitsorganisation zeitigte verschiedene Projekte. Überall zerfallen alle diese Pläne zu nichts, die Halbheiten und Schwächen vermochten bis heute nie den starren zentralisierten Machtapparat des Gewerkschaftsbundes zu brechen.

Das Ziel, dem Gewerkschaftsbunde die Leitung bei Massenaktionen aus der Hand zu reissen, scheiterte immer und immer wieder. Die Notwendigkeit der Zusammenfassung der revolutionären Kräfte wird je länger je mehr zur Tageslosung. Die Stellung der K.P.S. zu den Unionsföderationen wurde am westschweizerischen Kongress der K.P.S. wie folgt festgelegt und als Antrag zuhanden des Zentralvorstandes der K.P.S. eingereicht:

Unser Parteiprogramm, in Vereinbarung mit dem Programm der III. Internationalen, verpflichtet uns zu vermehrter Arbeit auf gewerkschaftlichem Gebiet und speziell für den kommenden schweizerischen Gewerkschaftskongress. Die Schaffung von revolutionären Fraktionen innerhalb der Gewerkschaften macht es nötig, dass wir versuchen, mit den Linkssozialisten (L. S.) zusammenzuarbeiten. Wie diese aber gesinnt sind, lässt schliessen, dass sie nach wie vor unsere *Propaganda für die Räte* bekämpfen werden. Mit den L.S. sind wir darin einig, dass die Macht der Zentralinstanzen, des Gewerkschaftsbundes, gebrochen werden, dass das Schwergewicht bei Entscheidungen über Aktionen innerhalb des organisierten Proletariats liegen muss.

In der Propaganda fest am Rätesystem haltend, müssen wir in der Praxis dasjenige tun, was die Form der proletarischen Massenorganisation dem Rätesystem näher bringt.»

Im Ausland beschäftigt die Anschlussfrage mit den Moskauer-Bedingungen die sozialistischen Parteien ebenfalls sehr stark. Die deutschen U.-Sozialisten sind selbst gespalten. Wie in der Schweiz will ein Teil die Bedingungen annehmen, ein anderer Teil nicht, und täglich laufen bei den sozialistischen Blättern der *Schweiz* Einzelanmeldungen über die Stellungnahme von Parteisektionen ein, die zeigen, dass auch in Deutschland der Kampf ein sehr scharfer ist. Ein Teil der U.-S. gleitet bereits zu der Kommunistischen Partei über.

Die extremen Blätter der Schweiz, «Volksrecht» und «Vorwärts», registrieren hauptsächlich Meldungen von anschlussfreundlichen Parteien, während die «Tagwacht» ihren Lesern vornehmlich die deutschen Gesinnungsgenossen ihrer Richtung bekannt gibt.

Für die Schweiz ist es nicht unwichtig, dass in *Baden* die Stimmung mehr für Anschluss an Moskau ist. In *Bayern* hat sich vorläufig der Landesvorstand der U.-S. mehrheitlich gegen Annahme der Bedingungen ausgesprochen.

409

E 2200 Wien 11/1

Le Ministre de Suisse à Vienne, Ch. D. Bourcart,
à la Division des Affaires étrangères du Département politique

Copie d'expédition
T n° 24 Vienne, 6 octobre 1920, 18 h.

Ministère Affaires étrangères vient de faire démarche verbale auprès de moi pour sonder si, au cas où Conférence des Ambassadeurs demanderait à Suisse d'envoyer troupes en Carinthie pour maintenir ordre pendant élections, le Conseil fédéral accéderait à ce désir. Une démarche semblable de la Conférence serait paraît-il éventuellement possible. Elections devraient avoir lieu 10 octobre mais pourraient être renvoyées au 16. On m'indique un bataillon comme suffisant pour maintenir ordre, mais je dois faire remarquer que troupes yougoslaves sont probablement en force à la frontière. Tout en réservant décision du Conseil fédéral ai fait remarquer grandes difficultés que rencontrerait pareil projet et impossibilité matérielle pour le 10 octobre[1].

1. *Par télégramme* n° 97 *du 7 octobre (reçu le 9), le Département politique faisait savoir à Bourcart qu'il serait* absolument impossible accepter mission vu difficultés tout genre aussi matérielles. (E 2200 Wien 11/1).

410

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L P/Spp. Betrifft Kohlenvertrag
Zeche «Präsident» Berlin, 7. Oktober 1920

Ich schrieb Ihnen gestern[1], dass ich beim Minister des Auswärtigen um eine Audienz nachgesucht habe zwecks Bekanntgabe des Auftrages, den Sie mir durch Ihr Schreiben vom 4. Oktober a.c.[2] erteilt hatten. Der Besuch war auf gestern abend 4 Uhr angesetzt, konnte aber leider nicht ausgeführt werden, weil der Minister in dem Augenblick, in welchem wir die Aussprache beginnen wollten, dringlich zu einer Kabinettssitzung berufen worden ist. So wurde ich denn an Herrn Staatssekretär *Boyé* gewiesen und habe dort im Sinne des bundesrätlichen Beschlusses mit grösstmöglichstem Nachdruck gesprochen.

1. *Non reproduite, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22.
2. *Non retrouvée.*

Herr Boyé erklärte mir gleich, dass er meine Mitteilungen nur ad referendum entgegennehmen könne und solle und dass er sich aus diesem Grunde auch jeder eigenen Meinungsäusserung zu enthalten habe. Immerhin leitete er seine Ausführungen mit der sehr bestimmt gehaltenen Erklärung ein, dass die deutsche Regierung unter allen Umständen Verpflichtungen, die einmal – gleichgültig ob mit Recht oder Unrecht – übernommen worden seien, erfüllen oder dann eine Lösung zu finden suchen werde, mit welcher sich auch die Schweiz einverstanden erklären könne. Und am Schlusse unserer längeren Aussprache betonte er nachdrücklich, wie grosses Gewicht die deutsche Regierung darauf lege, die Beziehungen zur Schweiz nicht zu trüben und gerade diesem Lande gegenüber nicht in den Verdacht der mangelnden Vertragstreue zu geraten.

Aus den vorsichtigen Äusserungen des Staatssekretärs habe ich nicht den Eindruck gewonnen, dass er persönlich den vorgeschlagenen Weg der Kürzung der Vertragsdauer für gangbar halte und zwar namentlich deshalb nicht, weil dadurch die grosse Gefahr des Präjudizes gegenüber der Entente nicht beseitigt werde. Herr Boyé machte nämlich darauf aufmerksam, dass neuestens die Franzosen die Meistbegünstigungsklausel des Friedensvertrages dahin auslegen, dass jeder Vorteil, der den Angehörigen eines andern Landes gewährt werde, auch den Franzosen zugutekommen müsse, die sich in ähnlicher Lage befinden. So leite Frankreich aus dem bekannten Kreditabkommen mit Holland, das bekanntlich noch nicht ratifiziert ist, den Anspruch ab, dass Franzosen, die auf deutschem Gebiete Kohlenwerke besitzen, diese Kohle unter gleichen Bedingungen ausführen dürfen, wie solche den holländischen Besitzern einer Grube in Deutschland durch das geplante Kreditabkommen zugestanden worden seien. Dieser Standpunkt sei natürlich für Deutschland völlig unannehmbar und werde voraussichtlich dazu führen, dass das Abkommen mit Holland ins Wasser falle. Alle Bemühungen der Holländer, in Paris Entgegenkommen zu finden, seien bisher vergeblich gewesen. Nun fürchtet die deutsche Regierung, dass die Franzosen, die ja bekanntlich das Recht beanspruchen, den Friedensvertrag einseitig nach ihrem Gutdünken auszulegen, aus der Fortsetzung der privilegierten Lieferungen an die Schweiz die gleichen Rechte für Frankreich, d.h. für die Werke von Franzosen in Deutschland, ableiten werden, wie sie durch den Präsidentvertrag der Contag eingeräumt sind. Diese Befürchtung ist durch die Meldung verstärkt worden, dass die Stahlwerke Becker im Begriff seien, französisches Kapital in ihr Unternehmen einzufügen. Dass Deutschland dieses Bestreben nicht gerne sieht, ist selbstverständlich, und dass durch diese Haltung der Becker die ohnehin schon bestehende starke Animosität der Behörden und Konkurrenten gegen Becker verschärft wird, kann nicht wundern. Man wirft den Becker vor, die deutschen Interessen ihren Privatinteressen geopfert zu haben und ist überzeugt davon, dass die Kapitalbeschaffung aus der Schweiz und die Gründung der Continentalen Handelsgesellschaft nur erfolgt sei, um in der Schweiz das Geld zu verdienen, auf welches man scheinbar bei der Abgabe ab Werk zum Selbstkostenpreis verzichtet hatte. Kurzum, die Stimmung gegenüber Becker ist nicht gut, und es scheint mir deshalb wahrscheinlich, dass eine Lösung in der Richtung gesucht werden wird, dass man Becker belastet, ohne die schweizerischen Interessen zu beeinträchtigen. Wie das erreicht werden soll, ist freilich noch nicht klar. Boyé sagte mir auch, dass die Beckersche Mähr, nach welcher seinerzeit das

Kapital für die Rekonstruktion des Unternehmens in Deutschland nicht hätte gefunden werden können, durchaus unzutreffend sei — ganz im Gegenteil wären zahlreiche Leute am Rhein gerne bereit gewesen, das Geld zu beschaffen. Ich antwortete darauf: Gewiss, die Herren Stinnes und Consorten, aber dabei hätte Becker seine Selbständigkeit opfern müssen.

Aus den Bemerkungen des Staatssekretärs habe ich weiter geschlossen, dass doch die Frage der *Kohlenausfuhr-Abgaben* den hauptsächlichen Stein des Anstosses bildet. Er rechnete mir nochmals vor, dass der Verzicht auf die Abgaben in *jetziger* Höhe jährlich einen Verlust von über 60 Millionen Mark für den Fiscus bedeute, ohne Berücksichtigung der entgehenden Mehrsteuer infolge Herabsetzung des Gewinnes der Stahlwerke Becker. Dieser Jahresverlust würde sogar bei der verkürzten Dauer des Vertrages von 20 Jahren mit Zinsen einen Gesamtbetrag von mindestens zwei Milliarden Mark ausmachen. Ziehe man weiter in Betracht, dass die Abgabe aller Voraussicht nach mit der Zeit erhöht werden müsse, so vermehre sich der Verlust des Fiscus weiter. Ich entgegnete natürlich, dass ich nicht nur eine Erhöhung der Abgabe für völlig ausgeschlossen halte, sondern überzeugt sei, dass der Weltmarktpreis in Bälde sinken werde, was automatisch zu einer Herabsetzung der Ausfuhrabgabe führen müsse. Den ganz gleichen Effekt müsste auch das Steigen der deutschen Valuta haben.

Im übrigen bestätigte mir Boyé, dass die Frage, ob durch die Genehmigung des Becker Vertrages ein Verzicht auf die Erhebung von Ausfuhrabgaben ausgesprochen werden wollte, den Gegenstand eingehender und «durchaus objektiver» Prüfung bilde. Diese Prüfung sei noch nicht abgeschlossen, und er könne mir deshalb gar nichts sagen über das voraussichtliche Ergebnis. Ich habe neuerdings darauf hingewiesen, dass die Schweiz in guten Treuen dem Vertrage zugestimmt und ihre ganze Kohlenversorgung darauf eingestellt habe. Und ganz besondere habe ich hervorgehoben, dass es sich keineswegs um Privatinteressen der Continentalen Handelsgesellschaft in Zürich (die man hier nur als eine Filiale der Becker ansieht), sondern um ein grosses Interesse der ganzen schweizerischen Kohlenwirtschaft handle.

Ich glaube doch, bei diesem Anlass darauf hinweisen zu sollen, dass es meines Erachtens nicht gerechtfertigt wäre, wenn man der deutschen Regierung Illoyalität oder Wortbrüchigkeit vorwerfen wollte, weil sie Zweifel darüber hegt, ob durch jene Genehmigung des Beckervertrages auf die Erhebung der Ausfuhrabgabe für quasi ewige Zeiten verzichtet werden wollte und konnte. Selbstverständlich werde ich diesen Zweifel den deutschen Behörden gegenüber niemals durchblicken lassen, aber ich halte es für meine Pflicht, Ihnen gegenüber diese Ansicht offen zum Ausdruck zu bringen.

Man ist hier an *massgebender* Stelle durchaus der Ansicht, die ja auch der Gesandte Müller in Bern vertritt, dass der einmal genehmigte Vertrag loyal ausgeführt werden oder dann durch eine Abmachung ersetzt werden müsse, mit welcher die schweizerische Regierung sich einverstanden erklären könne. Dasjenige, was in dem Konventikel gesprochen worden sein soll, über welches die Stahlwerke Becker Herrn Stucki Aufzeichnungen eines Unverantwortlichen zugestellt haben, ist nicht die Auffassung der Regierung und entspricht überhaupt wahrscheinlich nicht den Tatsachen. Dagegen bedeutet doch die Anerkennung der Pflicht zu loyaler Erfüllung noch nicht die weitere Pflicht, dem Vertrage

eine *Auslegung* zu geben, welche zwar der Ansicht der Gegenpartei entspricht, die aber nicht mit Sicherheit aus dem *Wortlaut* des Vertrages gefolgert werden muss. Ich bin der Meinung, dass die heutigen Vertreter der Regierung, die an den Verhandlungen über Abschluss des Vertrages nicht teilgenommen haben und denen nur der *Wortlaut* des Vertrages und des Genehmigungsbeschlusses vorliegt, in guten Treuen die Meinung haben können, dass ein Verzicht auf die Erhebung der Abgaben nicht ausgesprochen werden wollte und tatsächlich auch nicht ausgesprochen worden ist.

Nach allgemeinen Rechtsregeln muss doch ein Verzicht, um als rechtsverbindlich anerkannt zu werden, ausdrücklich ausgesprochen sein. Im Vertrage und im Genehmigungsbeschlusse findet sich aber nicht nur kein Wort von einem solchen Verzichte, sondern es ist im Gegenteil im Genehmigungsbeschluss der Vorbehalt gemacht, dass «gesetzliche Bestimmungen dadurch nicht berührt werden sollen», und in § 3 des Vertrages ist gesagt, dass zu den Selbstkosten zu rechnen seien: «Die Steuern und *andern* öffentlichen Abgaben».

Ist es nun wirklich so ganz aus der Luft gegriffen, wenn aus diesem Wortlaut des massgebenden Vertrages und angesichts des Fehlens eines ausdrücklichen Verzichtes, der Leser des Vertrages zu dem Schlusse kommt, dass die Ausfuhrabgaben zu entrichten seien? Ich weiss wohl, dass unsere Unterhändler, d.h. die Vertreter der A.G. Stahlwerk Becker, mit welchen ich mich durchaus nicht solidarisieren möchte, der festen Überzeugung sind, dass die stillschweigende Meinung beider Teile bei Abschluss der Verhandlungen dahin gegangen sei, dass keine Ausfuhrabgaben erhoben werden dürfen. Und ich halte auch dafür, dass aus der Tatsache des bisherigen *tatsächlichen* Verzichtes auf die Erhebung der Abgaben ein starkes Argument für die Annahme abgeleitet werden könne, dass die damaligen Unterhändler der deutschen Regierung auch der Meinung waren, es solle auf die Erhebung der Abgaben verzichtet werden. Diese Punkte sollen nun durch die Untersuchung geklärt werden. Ich fürchte aber sehr, dass es schwer halten wird, den Nachweis zu leisten, dass der Genehmigungsbeschluss, *der von den Ministerien selbst ausgegangen ist,* im vollen Bewusstsein des Willens gefasst worden sei, auf die Erhebung von Ausfuhrabgaben auf alle Zeit zu verzichten.

Das alles sage ich Ihnen nur, weil es meine Pflicht als Hüter der guten Beziehungen zwischen beiden Ländern ist, alles zu tun, was in meinem Können liegt, um Missstimmungen zu vermeiden. Im übrigen werde ich selbstverständlich unentwegt an dem Standpunkte festhalten, welcher bisher der unsrige war, und ich werde mir alle Mühe geben, demselben zum Siege zu verhelfen. Ich hoffe aber anderseits, dass gegebenenfalls die vorstehenden Überlegungen den Bundesrat dazu führen werden, die Haltung der deutschen Regierung zu verstehen und allfälligen Vorschlägen zu einer Lösung auf anderer Grundlage mit Wohlwollen zu begegnen. Ich habe die bestimmte Überzeugung, dass die Regierung das Mögliche tun wird, um den berechtigten Wünschen der schweizerischen Behörden entgegenzukommen[3].

---

3. *Pour la réponse de Schulthess, cf. n° 414, voir aussi n° 412.*

Vorderhand kann ich nun in der Sache keine Schritte mehr tun, sondern muss zuwarten bis man mir das Ergebnis der Prüfung eröffnen wird.

Die Herren des Stahlwerkes Becker haben sich auf morgen bei mir angesagt.

Durchschlag dieses Berichtes geht gleichzeitig an das politische Departement.

411

E 2001 (B) 8/10

Le jurisconsulte du Département politique, M. Huber, au Président de la confédération, G. Motta

L Persönlich Wyden b. Ossingen, 8. Oktober 1920

Wie Sie sich erinnern, meldete ich Ihnen im August von Paris aus,[1] dass der amtierende VBRatspräsident die VBVersammlung eröffnen werde und dass, wie schon in Rom bestimmt, die der Versammlung unmittelbar vorausgehende Ratssitzung in Brüssel stattfinden solle. Ich schloss daraus, dass man vielleicht durch die Präsidentschaft der Versammlung Belgien für den Verlust des Sitzes von Versammlung und Sekretariat entschädigen wolle.

Die in den letzten Tagen von Herrn Paravicini und Herrn de Montenach jr. eingetroffenen Meldungen scheinen diese Vermutung zu bestätigen. Ich kann die Befürchtung nicht unterdrücken, dass der Vorsitz der Versammlung, der nach der Überlieferung Ihnen zukommt, von Belgien ebenfalls mit Nachdruck für seinen Vertreter beansprucht wird, und dass es dabei von allen unterstützt wird, die s.Z. für Brüssel als Sitz stimmten.

Allerdings haben Sie, abgesehen von Ihren persönlichen Rechtstiteln und den Präzedenzfällen, für sich die wichtige Tatsache, dass die Versammlung nur ungern einem Staate den Vorsitz einräumen wird, der als Ratsstaat bereits an dem Übergewicht des Rates partizipiert. Anderseits wird es schwer sein, den provisorischen Präsidenten – zumal wenn es ein Belgier ist – durch einen andern zu ersetzen.

Sofern wir nicht der Zustimmung der vier Grossmächte für den Vorrang des ersten schweizerischen Vertreters sicher sind, könnte ein Ausweg aus der Schwierigkeit vielleicht so gefunden werden, dass Hymans als 1. Vicepräsident die Zusicherung erhielte, einen wesentlichen Teil der Präsidialgeschäfte führen zu können, sodass Sie mehr in die reservierte Stelle eines empfangenden Staatsoberhauptes als Bundespräsident zurücktreten würden, oder aber die Schweiz würde zum voraus «par un beau geste» zugunsten Belgiens verzichten. In beiden Fällen hätten Sie den Vorteil, von den sehr absorbierenden Präsidialgeschäften etwas entlastet oder ganz frei zu werden, wodurch Sie mehr Zeit für die Delegation und das Departement behielten.

Auf keinen Fall sollte man es darauf ankommen lassen, dass der erste schweizerische Vertreter mit den Chefs der übrigen Delegationen *in Genf* auf eine Linie

1. *Non reproduite.*

zu stehen käme. Wollen Sie meine freimütige Meinungsäusserung entschuldigen. Ich glaube, dass die Zeit drängt und ein uns nachteiliges fait accompli verhütet werden muss.

In bezug auf die Angelegenheit Exterritorialität der VBOrgane teile ich völlig die Auffassung, die Herr BRat Häberlin in seinem letzten Schreiben an Sie vertritt. Die konferenzielle Behandlung des Gegenstandes sollte sobald als möglich an Hand genommen werden.

412

E 1004 1/277

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 9 octobre 1920[1]

3248. Zeche «Präsident»

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 30. September 1920

Mit Antrag vom 18. August dieses Jahres[2] hat das Volkswirtschaftsdepartement eingehend über den Vertrag berichtet, welchen die Stahlwerk Becker A.G. in Willich mit der Continentalen Handels-A.G. in Zürich über Kohlenlieferungen aus den Zechen «Vereinigte Präsident» und «Herbeder Steinkohlenbergwerke» an die Schweiz abgeschlossen hat. Der erwähnte Vertrag ist von der deutschen Regierung auf die Dauer von 50 (nicht von 10, wie es in dem Antrage des Volkswirtschaftsdepartements vom 18. August irrtümlich heisst) Jahren genehmigt worden. Der Bundesrat hat am 24. August 1920 seine Zustimmung dazu gegeben, dass die Absicht schweizerischer Kohleninteressenten, durch weitere finanzielle Beteiligung die Produktion der beiden Zechen zu fördern, begrüsst und unterstützt werde und dass diesen Interessenten in Form eines erhöhten Kohlenkontingentes für ihr Vorgehen eine Art Prämie zugesichert werde.

Das Volkswirtschaftsdepartement hat in diesem Sinne mit den Interessenten erfolgreich verhandelt. Entgegen ihrer bisherigen Stellungnahme und im Widerspruch mit den öfters gemachten Zusicherungen hat nun plötzlich die deutsche Regierung der weitern Durchführung des Vertrages, d.h. der Erteilung weiterer Ausfuhrbewilligungen für Kohle und Koks aus den beiden genannten Zechen, Schwierigkeiten bereitet. Die schweizerische Gesandtschaft in Berlin hat gegen den Versuch einer derartigen Rechtsverletzung sofort energisch protestiert.[3] Im Verlaufe der Verhandlungen, die von der Gesandtschaft und einem Vertreter des Volkswirtschaftsdepartements mit den zuständigen deutschen Stellen geführt worden sind, konnte vorläufig nur erreicht werden, dass für die Monate

---

1. *Etait absent: J.-M. Musy.*
2. *Non reproduite, cf.* E 1004 1/276, *n°* 2734.
3. *Cf. n° 404.*

September und Oktober die volle Erfüllung des Vertrages zugesagt wurde. Eine definitive und restlose Anerkennung für die Zukunft war dagegen bis jetzt nicht zu erreichen.

Während sich die deutsche Regierung anfänglich auf den Standpunkt stellte, die Genehmigung des Vertrages durch die deutsche Regierung und damit der Vertrag selbst seien überhaupt nicht verbindlich, macht sie nun namentlich zwei Einwendungen geltend. Zunächst wird versucht, einen erheblichen Teil der der Schweiz zukommenden Kohlenmengen für Lieferungen Deutschlands an die Entente wegzunehmen. Sodann wird noch eine besondere Ausfuhrabgabe an das Deutsche Reich verlangt und zwar in einer Höhe, die die Durchführung des Vertrages vollkommen illusorisch macht. Beide Einwendungen sind, auch nach der Auffassung der deutschen Gesandtschaft in Bern, durchaus unbegründet. Sie widersprechen der Entstehungsgeschichte des Vertrages, dem Wortlaut und dem Sinn der erteilten Genehmigung durch die Regierung und auch der tatsächlich während eines Jahres erfolgten Abwicklung des Vertrages. Diese Einwendungen sind ohne Zweifel darauf zurückzuführen, dass die heute in Berlin massgebenden Stellen zur Überzeugung gekommen sind, der Vertrag hätte nie genehmigt werden sollen und sei für die deutschen Interessen sehr ungünstig.

Wenn auch der schweizerische Rechtsstandpunkt zweifellos einwandfrei ist, dass ein einmal geschlossener, resp. genehmigter Vertrag unter allen Umständen gehalten und durchgeführt werden muss, so lässt sich doch auch die deutsche Auffassung einigermassen begreifen, weshalb das Volkswirtschaftsdepartement versuchte, ihr im Rahmen des Möglichen Rechnung zu tragen.

Als besonders drückend wird es empfunden, dass der Vertrag auf eine Dauer von 50 Jahren abgeschlossen und genehmigt wurde und dass mit Rücksicht auf die im Vertrag enthaltene Verlängerungsklausel die deutschen Verpflichtungen eigentlich von unbegrenzter Dauer sind. Um in dieser Hinsicht der deutschen Auffassung eine erhebliche Konzession machen zu können, haben die Interessenten auf die Verlängerungsklausel über 50 Jahre hinaus verzichtet und der Herabsetzung der Vertragsdauer von 50 auf 20 Jahre zugestimmt, beides unter der Bedingung, dass von der deutschen Regierung die einwandfreie und vollständige Erfüllung des derartig in seiner Dauer stark reduzierten Vertrages garantiert werde.

Sodann macht es in Deutschland einen unangenehmen Eindruck, dass aus dem Vertrag für die kontinentale Handels-A.G. in Zürich ganz erhebliche Gewinne resultieren, da sie für die Kohle nur die Selbstkosten der Zechen in Mark zu bezahlen hat, während sie sie in der Schweiz zu höheren Preisen in Franken absetzen kann. Nun ist aber darauf hinzuweisen, dass diese Gewinne, wenigstens bis jetzt, zum grössten Teil nicht von der Continentalen Handels-A.G., sondern von der Schweizer. Kohlengenossenschaft gemacht worden sind und damit der Allgemeinheit, d.h. den sämtlichen Schweizer. Kohlenkonsumenten, zugute kamen. Immerhin hat das Volkswirtschaftsdepartement die Gelegenheit benützt, um für diese Interessen der Allgemeinheit von der Contag ein weiteres Opfer zu verlangen, indem es sich die Zusicherung geben liess, dass die Contag diejenigen Kohlenmengen, auf die gemäss den bestehenden Verträgen die schweizerischen Bundesbahnen Anspruch erheben können, zu den Selbstkosten mit einer ganz bescheidenen Vermittlungsprovision abgebe. Sie verzichtet

also zugunsten der Bundesbahnen für diese Lieferungen auf den ihr vertraglich zustehenden Gewinn.

Bei dieser Sachlage hat die Schweiz nicht nur das Interesse, die Kohle überhaupt zu erhalten. Die Erfüllung des Vertrages ist vielmehr auch insofern von ganz gewaltiger Bedeutung, als dadurch die Monopolstellung des deutschen Kohlensyndikates gebrochen wird, die Schweiz, d.h. zunächst die Kohlengenossenschaft und später die Bundesbahnen, Kohle und Koks hochwertiger Provenienz zu ausserordentlich billigen Preisen erhält und dadurch die Preiskonkurrenz auf dem Weltmarkte und insbesondere auf dem deutschen Markte günstig beeinflussen kann.

Es liegt deshalb auf der Hand, dass sich die Schweiz der deutschen Regierung gegenüber mit allem Nachdruck für die Durchführung des abgeschlossenen und genehmigten Vertrages einsetzen muss. Dies kann und darf um so mehr und um so energischer geschehen, als es gelungen ist, die deutschen und schweizerischen Privatinteressenten zum Verzicht auf wichtige ihnen vertraglich zustehende Rechte zu bewegen und dadurch den deutschen Staatsinteressen einen sehr bedeutenden Dienst zu leisten.

In Zustimmung zum Antrage des Volkswirtschaftsdepartements wird *beschlossen:*

Der Bundesrat nimmt von den vorstehenden Ausführungen in genehmigendem Sinne Kenntnis und beauftragt durch das Volkswirtschaftsdepartement die schweizer. Gesandtschaft in Berlin, der deutschen Regierung von der durch die Vertragskontrahenten genehmigten bedeutenden Verkürzung der Vertragsdauer Mitteilung zu machen, dagegen aber die ausdrückliche und bestimmte Erklärung zu verlangen, dass der weitern hemmungslosen und loyalen Durchführung des Vertrages keine Schwierigkeiten mehr gemacht werden. Die Gesandtschaft hat darauf hinzuweisen, dass der Bundesrat, nachdem er in loyalster Weise den deutschen Interessen gerecht geworden ist, mit Bestimmtheit erwartet, dass nun alle Schwierigkeiten endgültig beseitigt seien und er ein Beharren auf dem bisherigen deutschen Standpunkte als eine bedauerliche Unfreundlichkeit auffassen müsste.

413

E 2001 (B) 8/10

Le Chef du Département politique, G. Motta,
au Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant[1]

Copie
L Y. Personnelle

Berne, 11 octobre 1920

Comme vous l'avez appris sans doute par la presse, le Conseil fédéral a nommé ses délégués à l'Assemblée de la Société des Nations qui se réunira à Genève le 15 novembre prochain. Ce sont MM. Gustave Ador, Paul Usteri et le soussigné.

---

1. *La même lettre, à l'exception du P.S., a été adressée aux Ministres de Suisse à Londres, Rome, Madrid et Bruxelles.*

Il importe au Conseil fédéral d'être informé exactement sur les intentions des Puissances représentées dans le Conseil de la Société des Nations au sujet de la présidence de l'Assemblée de Genève.

Il s'agit d'élucider deux points:

1. Le Président de la Confédération se trouve être parmi les délégués. Il sera donc nécessairement à Genève au moment de l'ouverture de l'Assemblée. Il semble conforme aux règles élémentaires de la courtoisie qu'il salue l'Assemblée au nom de la Suisse. Mais quand cet acte doit-il se produire?

Il paraît que la première séance — jusqu'à l'élection du Président et des Vice-Présidents — sera présidée par le Président du Conseil de la Société des Nations en fonctions. Ce Président sera, suivant toute probabilité, M. Hymans, ancien Ministre des Affaires étrangères de Belgique, car la dernière réunion du Conseil avant l'Assemblée aura lieu à Bruxelles le 20 octobre.

Dans ces conditions, le Président de la Confédération doit-il attendre que l'Assemblée soit déclarée ouverte par le Président du Conseil ou doit-il saluer lui-même *d'abord* l'Assemblée, pour prier ensuite le Président du Conseil de bien vouloir procéder à l'ouverture légale et à la direction de l'Assemblée?

Il n'est point besoin d'insister sur le fait qu'à notre avis, *le Chef de l'Etat se trouvant à Genève au moment où l'Assemblée se réunit, c'est le deuxième procédé qui est le plus courtois, mais aussi celui qui est plus conforme à la dignité de la Suisse.*

2. La première séance serait, comme nous venons de dire, dirigée par le Président du Conseil en fonctions. Dans cette séance ou dans la séance suivante, l'Assemblée procédera à la désignation de son Président permanent et de ses Vice-Présidents.

Celui qui signe cette lettre ne tient *personnellement* en aucune manière à être nommé Président.

Mais la question dépasse de beaucoup sa personne.

Il y a d'abord un intérêt général à ce que le Président de l'Assemblée ne soit pas nécessairement pris parmi les représentants des Puissances ayant leur siège dans le Conseil. Il faut, en effet, éviter que l'Assemblée ne tombe trop dans la dépendance du Conseil.

Il y a ensuite, pour la Suisse, une question de prestige. L'Assemblée se réunit pour la première fois; cette réunion se fait au siège; ce siège est en Suisse. Ces raisons militent toutes très nettement dans le sens que le *Premier Président* devrait être donné par la Suisse.

Nous vous prions de vous mettre en rapport, *de la manière la plus discrète et prudente,* avec le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité et avec la personne qui représente la France dans le Conseil de la Société des Nations pour la sonder au sujet de leurs intentions. Si le résultat de ce sondage devait être douteux, vous tâcherez de faire comprendre que le vœu de la Suisse est légitime et conforme aux règles traditionnelles pour autant que celles-ci seraient applicables à l'organisme nouveau qu'est la Société des Nations.

Si l'on vous objectait que la réunion de l'Assemblée se fait, non pas en Suisse comme Etat, mais simplement au siège de la Société, c'est-à-dire «en lieu jouissant de l'exterritorialité», vous combattrez avec énergie cette conception que nous considérons comme fausse et contraire à l'esprit du Pacte.

Il nous serait agréable d'avoir vos informations au plus tôt.[2]

P.S. Nous vous serions reconnaissants de vous adresser en outre, à titre personnel, à l'Ambassadeur du Brésil à Paris, M. da Cunha, qui représente son pays dans le Conseil de la Société des Nations, ainsi qu'à l'Ambassadeur du Japon et au Ministre de Grèce en France, en vue de les mettre au courant de notre désir avant la prochaine réunion du Conseil.

2. *Pour la réponse de Wagnière cf. n° 429, de Paravicini cf. n° 421, de Dunant cf. n° 419, de Barbey cf. n° 418 et de Mengotti cf.* E 2001 (B) 8/10.

414

EVD KW Zentrale 1914–1918/21–22

Le Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess, au Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta

Copie
L Kohlenvertrag
Zeche «Präsident»

Bern, 13. Oktober 1920

Wir verdanken Ihnen Ihre Zuschrift vom 7. Oktober[1] und haben mit grossem Interesse von Ihren Ausführungen Kenntnis genommen. Leider ist Herr Stucki einige Tage im Militärdienst abwesend, so dass der Unterzeichnete die Angelegenheit mit ihm nicht besprechen konnte. Er wird nicht verfehlen, sich den Vertrag vorlegen zu lassen, um sich selbst ein Bild über die Ausführungsmöglichkeiten zu machen und die verschiedenen Auffassungen objektiv nachprüfen zu können.

Wie Sie schon aus der Initiative schliessen können, die der Unterzeichnete ergriffen hat, um zu einer Verkürzung des Vertrages zu gelangen,[2] so hatten wir selbst das Gefühl, dass die deutsche Regierung sich in einer etwas heiklen Situation befindet und dass ihrer Stellungnahme nicht jede Berechtigung von vorneherein abgesprochen werden kann. Wir wollten ihr durch diese Änderungen, die wir den Interessenten gleichsam aufgezwungen haben, die Lösung erleichtern und fanden, dass das grösste Bedenken in der unabsehbar langen Dauer des Vertrages liege. Nunmehr glauben wir aber doch, auch ein Recht auf Berücksichtigung zu haben. Sie berühren den schwierigsten Punkt der Angelegenheit. Das deutsche Kohlensyndikat macht die Schwierigkeiten, um in der Preisgestaltung gegenüber der Schweiz freie Hand zu bekommen. Die rücksichtslose Haltung dieser Herren zwingt nun gerade auch uns, den Vertrag nicht preiszugeben.

Im übrigen stehen die Dinge so, dass wir Deutschland gerne Kohle zu vernünftigen Bedingungen abkaufen. Wenn aber das Kohlensyndikat die Preise zu stark hinaufschraubt, so werden wir uns eben anderweitig zu decken suchen. In kürzerer Zeit werden sich vermutlich andere Kohlenproduzenten lebhaft um unsere Kundschaft bewerben. Das mag man in Berlin auch berücksichtigen.

1. *Cf. n° 410.*
2. *Cf. n° 412.*

415

E 2001 (B) 14/6

Le Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Dinichert, au Ministre de Suisse à La Haye, G. Carlin

Copie
L Q

Bern, 13. Oktober 1920

[...] Wir sind mit der holländischen Regierung der Ansicht, dass gewisse Bestimmungen des Versailler-Vertrages, insbesondere Art. 355, der die Zusammensetzung der neuen Zentralkommission regelt, darauf hinweisen, dass in die revidierte Rhein-Convention keine dem Art. 46 der Mannheimer-Convention entsprechende Bestimmung aufgenommen werden soll. Es wäre nun aber wertvoll zu wissen, wie Holland sich zur zukünftigen Regelung der Frage stellt. Es ist nicht ausgeschlossen, dass schon in absehbarer Zeit der Zentralkommission ein Entwurf einer neuen Rhein-Convention vorgelegt werden wird. Für den Fall, dass bis zu diesem Zeitpunkt die Kanalfrage nicht geregelt sein sollte, würde die Neuregelung der Bestimmung über die Art und Weise der Beschlussfassung der Kommission für uns doppelte Bedeutung gewinnen. Wenn wir auch Anlass haben anzunehmen, es werde uns gelingen, in der Zentralkommission die Mehrheit der Delegierten von der Undurchführbarkeit der französischen Kanalpläne zu überzeugen, sind Überraschungen immerhin nicht ausgeschlossen. Fragen, die Lebensinteressen von Staaten betreffen, sollten auch in Zukunft nicht durch Mehrheitsbeschluss einer Kommission entschieden werden können. Wir wären Ihnen äusserst verbunden, wenn Sie weiterhin der Frage Ihre Aufmerksamkeit widmen würden und uns gelegentlich über die Stellungnahme der holländischen Regierung eingehender orientieren wollten.

Sehr wertvoll wäre es uns auch zu erfahren, ob Holland voraussichtlich an der nächsten Sitzung der Zentralkommission, deren Datum noch unbestimmt ist, teilnehmen werde. Es ist kaum anzunehmen, dass die Zentralkommission in Abwesenheit sowohl der niederländischen als der schweizerischen Delegation Beschlüsse von grösserer Tragweite fassen wird. Nicht ausgeschlossen dagegen scheint uns zu sein, dass Frankreich der Zentralkommission seine Kanalpläne zur Genehmigung vorlegen wird, solange die rechtliche Situation der Schweizerischen Delegierten noch nicht endgültig geregelt ist. Auch wenn, wie Sie in Ihrem Schreiben vom 29. Juli[1] ausführen, die Projekte zuerst einer Subkommission zur Prüfung unterbreitet würden, könnte unseres Erachtens die Abwesenheit der schweizerischen Delegierten unserer Sache sehr gefährlich werden. Wir möchten Sie daher bitten, der niederländischen Regierung nahezulegen, ihre Delegierten eventuell dahin zu instruieren, eine Erklärung abzugeben, dass die französischen Kanalpläne nur in Anwesenheit sämtlicher Delegierter zur Prüfung und Beschlussfassung entgegengenommen werden dürften.[2] *[...]*

---

1. *Non reproduite.*
2. *Par lettre du 22 octobre, le Ministre Carlin répondit:* que le Gouvernement néerlandais défen-

drait, lors de la revision de l'Acte de Mannheim, le système de l'unanimité, tel qu'il existe jusqu'ici aux termes de l'article 46 de cet acte. Le Ministre des Affaires étrangères a ajouté qu'il savait que le Gouvernement britannique se placerait sur le même terrain de l'unanimité. C'est avec la plus vive satisfaction que je vous donne connaissance de ces faits, car les Pays-Bas ont, en leur qualité de signataires de l'Acte de Mannheim, une position beaucoup plus forte que nous, qui sommes étrangers à cet arrangement, et la Commission ne se risquera certainement pas à prendre une décision contraire aux désirs de la Grande-Bretagne.

2. En ce qui concerne la question que vous me posez à l'alinéa 3 de votre dépêche du 13 octobre, M. van Karnebeek ignore quand la prochaine session de la Commission Centrale du Rhin aura lieu; il ne sait pas non plus, dès à présent, si les Pays-Bas y prendront part. Cela dépendra de la solution que trouveront leurs protestations contre la proposition de confier le Secrétariat permanent de la commission à la Belgique ou à la France. M. van Karnebeek a insisté, une fois de plus, sur l'importance capitale qu'il ajoutait à ce que le Secrétariat ne soit pas confié en permanence au même Etat, qui ne manquerait pas de faire de cette institution une arme politique qui risquerait de reléguer au deuxième plan la Commission elle-même. Le Ministre estime que nous avons un intérêt, peut-être encore plus grand que les Pays-Bas, à ce que le Secrétariat reste l'instrument de la commission, c'est-à-dire alterne, tous les quatre ou cinq ans par exemple, entre les différents Etats membres de la Commission.

Selon votre désir, je n'ai pas manqué de suggérer à M. van Karnebeek de donner éventuellement aux délégués néerlandais l'instruction de demander que le projet du canal français ne soit admis à la discussion de la Commission qu'en présence de tous ses membres. Le Ministre n'a pas voulu me donner de promesse formelle à ce sujet; il a fait remarquer que le cas que vous craignez ne se présentera certainement pas, puisque les délégués suisses seront toujours libres de prendre part aux sessions de la Commission. (E 2001 (B) 14/6).

416

E 2300 Berlin, Archiv-Nr. 21/2

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département de l'Economie publique, E. Schulthess

Copie
L P/Spp. Zeche «Präsident» Berlin, 15. Oktober 1920

Ich bestätige mein letztes Schreiben vom 13.l.Mts.[1] in Sachen des Kohlenlieferungsvertrages aus Zeche «Präsident» und bin heute in der Lage, Mitteilungen zu machen über eine weitere recht «temperamentvolle» Aussprache, die sich gestern zwischen Herrn Ministerialdirektor v. Simson und mir abgespielt hat. Ich war hingegangen, um den Nachweis zu leisten, dass die Continentale Handelsgesellschaft bisher überhaupt keinen Gewinn erzielt habe auf den Lieferungen aus Präsident. Herr v. Simson antwortete mir darauf: Das mag wohl sein, ändert aber nichts an der Tatsache, dass der deutsche Fiscus um ungezählte Millionen gebracht wird, wenn es bei dem Beckervertrag verbleiben muss. Dieser Fall wird aber, so fuhr Simson wörtlich fort, wohl nicht eintreten, nachdem das Gutachten des Reichsjustizministeriums dahin lautet, dass

1. ein Verzicht auf die Erhebung von Ausfuhrabgaben weder aus dem Vertrage selbst noch aus dem Genehmigungsbeschluss abgeleitet werden könne;

---

1. *Non reproduite.*

2. der im Genehmigungsbeschluss enthaltene Vorbehalt, dass «gesetzliche Bestimmungen hierdurch nicht berührt werden», selbstverständlich nicht nur auf damals schon bestehende Gesetze, sondern auch auf künftig zu erlassende Verfügungen gesetzlicher Art bezogen werden müsse;

3. durch das Gesetz vom 20. Dezember 1919 die Erhebung von Abgaben auf ausgeführten Kohlen vorgeschrieben sei;

4. ein Verzicht auf die Anwendung oder den Erlass von Gesetzen zweifellos nicht durch einzelne Ministerien und vor allem nicht in der Form der Zustimmung zu einer privatrechtlichen Abmachung ausgesprochen werden könne.

Angesichts dieses sehr bestimmten Gutachtens des Justizministeriums scheint es Herrn v. Simson nicht mehr zweifelhaft, dass die deutsche Regierung grundsätzlich an dem Standpunkt festhalten werde, dass durch die Genehmigung des Becker-Vertrages seitens einzelner Ministerien erstens kein Staatsvertrag abgeschlossen und zweitens kein gültiger und gewollter Verzicht auf die Erhebung von Ausfuhrabgaben ausgesprochen worden sei.

Ich habe Herrn v. Simson kein Hehl daraus gemacht, dass ich dieser ganzen Argumentation weder juristisch noch politisch zu folgen vermöge und dass für uns nur die Tatsache in Betracht falle, dass drei deutsche Ministerien ihr Wort verpfändet und wiederholt bestätigt haben und dass nun dieses Wort nicht eingelöst werden wolle. Ich suchte auch nachzuweisen, dass die juristischen Deductionen des Justizministeriums nichts weniger als concludent seien und verwies in bestimmter Weise auf die Tatsache, dass weder die Behörden noch die öffentliche Meinung in der Schweiz sich von der Überzeugung werden abbringen lassen, dass von deutscher Seite eine vertragliche Bindung unberücksichtigt gelassen werde. Herr v. Simson war natürlich etwas aufgebracht über meine Auffassung, die er des bestimmtesten ablehnte.

Schliesslich machte ich ihn darauf aufmerksam, dass mir der Reichskanzler in einer unmittelbar vorher stattgehabten Besprechung erklärt hatte, die deutsche Regierung lege das allergrösste Gewicht darauf, der schweizerischen Regierung gegenüber nicht unfreundlich zu erscheinen, worauf Simson antwortete: Ganz gewiss sind wir alle von diesem Wunsche beseelt und suchen gerade deshalb nach einem Ausweg, der es uns möglich machen soll, die unerträglichen Fesseln und Bindungen dieses Vertrages zu sprengen und doch der Schweiz zukommen zu lassen, was ihr gebührt. Er beeilte sich aber beizufügen: Immerhin mit dem Vorbehalte, dass die übermässigen Vorteile aus diesem Vertrage auf ein für Deutschland annehmbares Mass gebracht werden. Ich antwortete, dass wir uns selbstredend nur für unsere eigene Haut wehren; wenn die deutsche Regierung die deutsche Firma Becker vergewaltigen wolle, so sei das ihre Sache. Deshalb halte ich persönlich dafür, dass sich der Bundesrat wohl zufrieden geben würde, wenn der schweizerischen Volkswirtschaft die Vorteile, die ihr durch den Becker-Vertrag zugesichert seien, auf anderem Wege zugeführt werden; die Schwierigkeit werde darin bestehen, dass man sich über den Umfang dieser Vorteile einige und dass ein Weg gefunden werde, der sicher zu diesem Ziele führen müsse. Simson bestätigte diese Schwierigkeit, sprach dann noch von «dem unkorrekten Verhalten der Stahlwerke Becker» und bezeichnete die Behauptung, dass das Geld für die Rekonstruktion der Zeche Präsident nur in der Schweiz zu finden gewesen sei, als eine Unwahrheit, indem die benachbarten Zechen mit Vergnügen bereit

gewesen wären, das nötige Geld zu beschaffen, worauf ich antwortete: Das glaube ich wohl, aber Sie kennen ja das ebenso derbe als wahre Wort: Nur die allergrössten Kälber wählen ihre Metzger selber!

Schliesslich sagte mir Simson: Sie haben davon gesprochen, dass man es in der Schweiz als Unfreundlichkeit empfinden würde, wenn der Vertrag Becker nicht anerkannt und eingehalten würde; darf ich dem entgegenhalten, dass gewiss auch die deutsche Regierung berechtigt wäre, es als Unfreundlichkeit zu empfinden, wenn die Schweiz ihr nicht behülflich sein wollte, sich aus einer Lage zu befreien, die sie als rechtlich, wirtschaftlich und politisch unerträglich und unhaltbar betrachtet.

Sie ersehen aus dieser Aussprache, dass die deutsche Regierung um jeden Preis den bestehenden Vertrag aus der Welt schaffen will, um ihn durch eine neue Abmachung von Staat zu Staat zu ersetzen, und dass sie nach einem gangbaren Wege sucht, um der Schweiz die Vorteile hinsichtlich der Kohlenlieferung, welche sich aus dem Vertrage ergeben, mehr oder weniger zu sichern. Ich halte dafür, dass wir keinen Grund haben, einer Lösung in diesem Sinne grundsätzlich ablehnend gegenüber zu treten. Immerhin wird es taktisch richtig sein, wenn wir vorderhand an unserem primären Standpunkte festhalten, wobei ich persönlich freilich die Ansicht vertrete, dass der Protest nach aussen von dem dringenden Wunsche nach innen beseelt sein sollte, zu einer Lösung zu kommen, wie sie die deutsche Regierung in Aussicht zu nehmen scheint. Wir würden auf diesem Wege vielleicht keine so glänzende, aber eine viel gesichertere und dauerhaftere Stellung erhalten.

Am Schlusse unserer Aussprache bemerkte ich Herrn v. Simson, es scheine mir, das Kohlensyndikat und der Herr Kohlenkommissär betrachten die Stellung nunmehr als sturmreif und bringen deshalb ihre letzten Reserven ins Gefecht, denen wir entsprechend begegnen müssten. Simson versicherte mich, dass dieses Mal die Offensive wirklich nicht vom Kohlenkommissär ausgehe, sondern dass er, Simson allein, die Verantwortung dafür übernehmen müsse, und er tue dies im vollen Bewusstsein der unangenehmen Konsequenzen, weil er nun einmal vollständig davon überzeugt sei, dass sich der Vertrag mit den höchsten Interessen des Staates nicht vertrage.

Interessant war für mich die Tatsache, dass Reichskanzler Fehrenbach, dem ich auch von der Sache sprach, unter anderem bemerkte: Es zeigen sich eben bei Behandlung dieser Frage auch starke *innerpolitische* Schwierigkeiten, welche mit der Tatsache zusammenhängen, dass der frühere Finanzminister Erzberger sich in besonders intensiver Weise für die Genehmigung des Vertrages eingesetzt habe. Daraus geht hervor, dass man die Lösung des Rätsels in den Fäden sucht, welche zwischen der Leitung des Stahlwerks Becker und dem früheren Finanzminister Erzberger gesponnen worden worden sein sollen. Man rührt damit an die Vorgänge, welche im Prozesse Erzberger/Helfferich nur teilweise ihre Aufklärung gefunden haben. Es scheint sich wirklich alles gegen diesen Beckervertrag verschworen zu haben!

Nächste Woche wollen die Becker-Herren den bekannten Reichstagsabgeordneten Hue für ihre Sache in Bewegung setzen, er soll auch zu mir kommen.

Schliesslich hat mir Simson erklärt, dass er sich dafür einsetzen werde, dass die unbehinderte Kohlenlieferung nach Vertrag weiter für den Monat November

und wenn nötig auch für Dezember zugestanden werde, da die Verhandlungen «zweifellos länger gehen werden, als wir voraussehen konnten».

417

E 2001 (B) 8/23

Le Ministre de Suisse à Berlin, A. von Planta,
au Chef du Département politique, G. Motta

L Völkerbund Berlin, 15. Oktober 1920

Ich konnte die in Ihrem vertraulichen Schreiben vom 7. l.Mts.[1] gestellten Fragen betreffend den Beitritt Deutschlands zum Völkerbund gestern mit dem Reichsminister des Auswärtigen besprechen und habe dabei folgende Auskunft erhalten:

Die Deutsche Regierung wird sich vorderhand nicht selbst um den Eintritt, bezw. die Zulassung zum Völkerbund bewerben, weil sie überzeugt ist, dass ein solcher Schritt nicht Erfolg haben würde und namentlich deshalb nicht, weil sie befürchtet, dass ein solcher Schritt den Feinden Deutschlands, vor allem den Franzosen, den willkommenen Anlass bieten würde, um neuerdings über Deutschland herzufallen und ihm alle möglichen Verstösse wegen dem Versailler Vertrag, Unehrlichkeit und alles mögliche andere vorzuwerfen. Solchen Anwürfen gegenüber ist Deutschland in seiner jetzigen Lage wehrlos und es zieht deshalb vor, jeden Versuch einer Annäherung zu unterlassen. Wenn dagegen von anderer Seite der Antrag gestellt werden sollte, Deutschland in den Völkerbund aufzunehmen, und wenn dieser Antrag wider Erwarten die nötige Mehrheit erhalten sollte, so würde «Deutschland gerne und dankend beitreten». Freilich müsste es auch in diesem Falle im Hinblick auf die augenblickliche Lage im Osten einen Vorbehalt machen. Herr Simons und mit ihm die deutsche Regierung rechnet mit der Wahrscheinlichkeit, dass es in absehbarer Zeit zu einem «Executionskriege» der Völkerbundsstaaten gegen Russland kommen werde; er

---

1. *Cette lettre contenait le passage suivant:*

[...] Mit Hinblick auf die vom Schweizervolk wie vom Bundesrat stets als Postulat aufgestellte Universalität des Völkerbundes wäre es für uns von höchstem Interesse, über die Absichten der deutschen Regierung Zuverlässiges zu erfahren. Nach Pressemeldungen zu urteilen sind diese Absichten keineswegs ungeteilte. So ist auf dem Kongress der deutschen Friedensgesellschaft, der letzthin in Braunschweig getagt hat, von seiten des Vertreters des Auswärtigen Amtes, v. Prittwitz, folgende Äusserung gefallen: «Für Deutschland liege keine Veranlassung vor, sich zur Aufnahme in den Völkerbund zu drängen, so lange in der Nähe seiner Grenzen noch Krieg geführt werde». Begründet wurde diese ablehnende Haltung mit der Erklärung, dass Deutschland bis jetzt in seinen Berufungen an den Völkerbund, z.B. in der Frage von Eupen und Malmédy, trübe Erfahrungen gemacht habe.

Es wäre für uns natürlich von grösstem Interesse zu erfahren, in wie weit diese Auffassung in Kreisen der deutschen Regierung verbreitet ist. Wir wären Ihnen daher dankbar, uns von den Eindrücken Mitteilung zu machen, die Sie aus *persönlichen* Besprechungen zu dieser Frage gewinnen können. (E 2001 (B) 8/23).

erblickt in dem russisch-polnischen Frieden nur das Vorspiel zu einer solchen Execution, welche virtuell schon eingeleitet sei durch die Anerkennung Wrangels seitens der französischen Regierung. Für den Fall, dass es zu einer solchen Execution kommen und Deutschland dannzumal schon zum Völkerbund gehören sollte, müsste es den Vorbehalt machen, dass es nicht gezwungen werden könne, an dieser Massnahme teilzunehmen, sondern dass ihm die Möglichkeit gelassen werde, seine Neutralität beizubehalten. Jede Beteiligung Deutschlands an einem Kriege gegen Russland würde unter heutigen Verhältnissen in Deutschland den Bürgerkrieg auslösen und dazu könne sich die Regierung natürlich nicht drängen lassen.

Allgemein sprach sich der Minister dahin aus, dass die deutsche Regierung ganz auf dem schweizerischen Standpunkte stehe, nach welchem der Völkerbund erst dann Aussicht auf Erfolg habe, wenn alle grossen Staaten, namentlich die Vereinigten Staaten und Russland, demselben angehören, dass aber der Bund auch in der jetzigen Form besser sei als nichts und dass in ihm wenigstens ein Organ geschaffen sei, welches an seiner eigenen Vervollkommnung arbeiten könne.

Ich hoffe die vorstehenden Mitteilungen genügen zu Ihrer Orientierung und stehe für allfällig weiter gewünschte Auskunft, bezw. Erkundigung, selbstverständlich zur Verfügung.

418

E 2001 (B) 8/10

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles, F. Barbey,
au Chef du Département politique, G. Motta

L L.2/5. Personnelle — Bruxelles, 15 octobre 1920

Par votre lettre du 11 octobre[1] vous avez bien voulu m'entretenir de la prochaine assemblée de la Société des Nations qui se réunira à Genève le 15 novembre et vous m'avez prié de prendre des informations discrètes dans les milieux officiels belges sur deux points, à savoir à qui il appartiendrait d'inaugurer la première séance, et quelles seraient les chances de la Suisse de se voir attribuer la présidence régulière de l'Assemblée.

Une réponse un peu complète me paraît difficile à vous fournir immédiatement, c'est-à-dire avant la prochaine réunion du Conseil de la Société ici le 20 octobre, au cours de laquelle les divers délégués des Etats pourront envisager la question et procéder à un échange de vues préalable.

Néanmoins, je me suis immédiatement préoccupé de chercher à vous renseigner en allant voir une personnalité qui n'est plus officielle mais qui a trop souvent représenté la Belgique ces derniers mois dans les Conférences de la Paix et au Conseil de la Société pour ne pas jouer encore un rôle prépondérant dans la

1. *Cf. n° 413.*

délégation belge qui ira à Genève. Je veux parler de M. Hymans avec lequel j'entretiens des rapports assez intimes et que j'ai sondé avec toute la discrétion désirable.

1. *Inauguration de l'Assemblée.* «Assurément, dit M. Hymans, il serait conforme aux traditions internationales que ce fut le chef de l'Etat du pays qui reçoit l'Assemblée qui la salue en premier lieu. Mais représentez-vous que tant que l'Assemblée n'aura pas été constituée avec un président provisoire, elle n'est pas censée former un corps, elle est en quelque sorte amorphe.

Voyez ce qui s'est passé à la Conférence financière. C'est M. Ador qui a prononcé les premiers mots, qui a salué les Souverains et le Gouvernement belge, qui les a remerciés et c'est après lui que le Premier Ministre s'est levé pour souhaiter la bienvenue à la Conférence.»[2]

M. Hymans m'a dit qu'il sonderait ses collègues du Conseil dès leur arrivée et qu'il me communiquerait leurs sentiments là-dessus. Il a ajouté qu'à son avis, ce serait au Secrétariat général de la Société à arrêter le protocole définitif de la première réunion de l'Assemblée, après entente avec le Gouvernement suisse.

2. *Présidence régulière de l'Assemblée.* Ce point me paraît infiniment plus délicat. Quand je l'ai touché d'une façon très générale à mon interlocuteur en parlant de l'intérêt qu'il y aurait pour l'autorité de l'Assemblée, pour l'étendue des discussions et pour la portée de ses résolutions à fortifier son indépendance vis-à-vis du Conseil, M. Hymans m'a dit que c'était la première fois qu'il entendait émettre un tel avis, ou plutôt que c'était la seconde fois, car M. Ador lui avait exprimé la même opinion l'autre jour à Bruxelles, ce qui l'avait frappé. «Mais», a-t-il ajouté, «je ne sache pas du tout qu'elle réponde à un sentiment plus général». Deux éventualités, à l'entendre, se présenteront: ou l'Assemblée confirmera son président provisoire ou elle en élira un de son choix après une lutte qui pourra être assez vive.[3] «Personne ne m'a parlé directement du premier cas, a ajouté M. Hymans, mais vous savez que la presse l'a mentionné.» Et du ton et du regard qui accompagnaient ces mots, je ne crois pas beaucoup me tromper en pensant que mon interlocuteur ne repoussait pas cette éventualité. Il n'a pas relevé une allusion que je faisais à la position toute particulière de la Suisse dans cette réunion de Genève et l'entretien a passé à un autre objet.

Vous comprendrez qu'en présence de cette vague compétition que je crois avoir devinée, il ne m'était pas possible, il était trop délicat de pousser les choses plus loin pour l'instant avec mon interlocuteur.[4] Dès que les deux autres délégués belges seront nommés, — et je souhaite que ce soient MM. Carton de Wiart et Destrée de préférence à MM. La Fontaine et Descamps, — je prendrai contact avec eux pour les sonder et leur exposer discrètement le vœu de la Suisse. Je ne pense pas que leur nomination se fasse avant le retour du Roi dans douze-quinze jours.

---

2. *Remarque marginale de Motta:* J'ai considéré dès le premier moment qu'il y avait eu là une grave erreur de forme. M.
3. *Note manuscrite de Motta en marge:* Cela est impossible.
4. *Remarque marginale de Motta:* Parfaitement. M.

419

E 2001 (B) 8/10

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant, à la Division des Affaires étrangères du Département politique[1]

Copie de réception
T n° 58

Paris, 18 octobre 1920
(*Reçu:* 20 octobre)

Ihr persönlicher Brief vom 11. Oktober.[2] Vorsitz der Generalversammlung des Völkerbundes. Bourgeois sagt mir, dass es durchaus normal ist, dass Sie die Sitzung im Namen des Bundesrates feierlich eröffnen, um die Delegierten willkommen zu heissen. Dann würde der belgische Delegierte den Vorsitz übernehmen und die Versammlung auffordern, sich zu konstituieren. Es ist sehr wahrscheinlich, dass in diesem Augenblick die Sitzung aufgehoben würde, um Unterredungen hinter den Kulissen zu ermöglichen zur Bestellung des Bureaus. Bourgeois hat mir erklärt, er habe noch nicht über die tatsächliche Präsidentschaft nachgedacht und er sagt, dass die Zusammenkunft des Völkerbundsrates übermorgen in Bruxelles sicherlich die Prüfung verschiedener Formfragen betreffend Genf zur Folge haben werde. Persönlich war er auf den ersten Blick der Meinung, dass es natürlicher scheine, dass, da die Schweiz schon den Sitz habe, ein anderer Staat den Präsidenten stelle, um jeden Gedanken an Kumulierung zu vermeiden und dem Wunsch Ausdruck zu geben, die verschiedenen beteiligten Staaten zu berücksichtigen, denn es handelt sich nicht um einen Postkongress oder eine andere ähnliche internatonale Konferenz, sondern um die Zusammenkunft einer Gesellschaft, deren meiste Mitglieder irgendeine Ehrenstelle davontragen müssen. Es ist, ich wiederhole es, die erste Meinung von Léon Bourgeois. Am Quai d'Orsay, wo ich diskret sondierte, antwortete man mir, dass man keine Meinung darüber habe und der Generalversammlung volle Freiheit lasse. Der soeben neuernannte japanische Botschafter ist letzte Woche angekommen und hat keine Besuche gemacht. Der griechische Minister ist gegenwärtig in Athen. Der brasilianische Botschafter hat keine vorgefasste Meinung und wartet auf das, was in Bruxelles verhandelt wird, aber von unserer Unterredung habe ich den Eindruck bekommen, dass er mehr für eine Verteilung der Ehrenstellen ist. Der spanische Botschafter hat den Eindruck, dass, da Belgien den Sitz nicht erlangen konnte, es sehr auf den Vorsitz hält. Es ist jedoch nichts abgeschlossen, und er wird mich über das, was in Bruxelles vorgeht, auf dem laufenden halten. Er fügt hinzu, dass der Präsident in Genf erst am zweiten Tage der Zusammenkunft wird bezeichnet werden und dass er die Frage des «Prestiges» der Schweiz versteht.

Es scheint, dass entgegen der früher verbreiteten Meinung jedes der Mitglie-

---

1. *En tête du document, Motta a écrit de sa main:* Un voyage de M. Dunant à Bruxelles *n'est pas opportun.* Il n'est donc pas indiqué de prier M. Dunant de s'y rendre. Je ne pense pas non plus qu'il faille donner des instructions à M. Ador. 20.10.20. M.
2. *Cf. n° 413.*

der des Rates zugleich einer der drei Delegierten seines Landes in Genf sein wird. Die beiden Franzosen, die Bourgeois begleiten, sind noch nicht bezeichnet.

Da Herr Ador dieser Tage in Bruxelles sein muss, nehme ich an, dass Sie es für angezeigt halten, ihn zu bitten, einigermassen auf die Mitglieder des Völkerbundsrates zugunsten Ihrer Präsidentschaft einzuwirken. Wenn Sie jedoch wünschen, mich ebenfalls zu diesem Zwecke nach Bruxelles zu entsenden, währenddem ich dort gleicherweise akkreditiert bin, so stehe ich zu Ihrer Verfügung.

420

E 1005 2/1

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 19 octobre 1920[1]

Zonenfrage. Instruktionen für die Besprechung mit den französischen Sachverständigen

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 14. Oktober mit
Ergänzung vom 19. Oktober 1920

Das Volkswirtschaftsdepartement legt die den schweizerischen Delegierten zur Besprechung mit den französischen Sachverständigen zu erteilenden Instruktionen vor, wie sie an der Fachkonferenz vom 13. Oktober 1920 bereinigt wurden, die unter dem Vorsitz des Vorstehers des Volkswirtschaftsdepartements tagte, und an welcher im Beisein des Vorstehers des politischen Departements Vertreter Genfs, des politischen Departements, des Volkswirtschaftsdepartements, sowie Vertreter von Handel und Landwirtschaft teilnahmen.

Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements betont, dass diese Instruktionen nur als Leitsätze für diesen bestimmten Anlass zu gelten haben, die nicht unter allen Umständen festgehalten werden müssen. Er weist darauf hin, dass es schwer sei, sich über die Stimmung, die in Genf in bezug auf die Zonenfrage herrsche, Rechenschaft zu geben. Zurzeit betonen die Genfer, die an der Konferenz teilnahmen, viel weniger die wirtschaftliche Seite der Frage als die Aufrechterhaltung der kleinen Zonen, die zu einer Angelegenheit der Eigenliebe Genfs geworden zu sein scheine. Komme man auf der in den Instruktionen festgelegten Grundlage zu keiner annehmbaren Einigung und tauche das Begehren nach einer schiedsgerichtlichen Behandlung der Sache neuerdings auf, so müsse man sich doch darüber klar sein, dass ausschliesslich die Frage nach dem Fortbestand der Verträge von 1815/16 und damit nach dem Fortbestand der kleinen Zonen dem Schiedsspruch unterstellt werden könne, niemals aber die Neuregelung der Beziehungen zu Frankreich nach Art. 435 des Versailler Vertrags im ganzen. Der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements hält auch die Meinung, es werde

---

1. *Etait absent: J.-M. Musy.*

anlässlich der Völkerbundsversammlung möglich sein, die britischen Vertreter zu einer Verwendung zugunsten der Schweiz bei Frankreich in der Zonenfrage zu gewinnen, für unbegründet. Wenn eine annehmbare Einigung mit Frankreich auf der Basis der Instruktionen nicht möglich sei, so werde man der Sache unter Protest gegen die Vorschiebung des französischen Zollkordons an die politische Grenze ihren Lauf lassen müssen, was letzten Endes immer noch einem ungünstigen Abkommen mit Frankreich vorzuziehen wäre, das den Genfern fortgesetzt Anlass zur Unzufriedenheit gäbe. Die Frage, auf welche Dauer ein Abkommen mit Frankreich abzuschliessen sei, wenn es zu einer Einigung komme, lasse sich vorläufig nicht wohl beantworten, da sie natürlich davon abhänge, welche Konzessionen Frankreich namentlich hinsichtlich unseres Exports nach den Zonen machen werde.

Schliesslich macht der Vorsteher des Volkswirtschaftsdepartements noch darauf aufmerksam, dass die Zonenfrage Ende dieser Woche im Genfer Grossen Rat zur Sprache kommen soll und bezeichnet es als wünschenswert, diese Debatte zu verschieben, bis die Genfer durch die Bundesbehörde Bericht über das Resultat der Besprechung mit den französischen Sachverständigen erhalten haben.

Der Bundespräsident sichert zu, dass er diese Frage im Auge behalten und bei Genf eine Verschiebung der Beratung über die Zonenfrage anregen werde, wenn sich zeigen sollte, dass eine solche Debatte für die Behandlung der ganzen Angelegenheit gefährlich wäre.

Der Rat genehmigte hierauf die vom Volkswirtschaftsdepartement vorgelegten Instruktionen. Sie lauten:

1. Die Diskussionen mit den französischen Delegierten haben nicht den Charakter von offiziellen Verhandlungen, sondern von offiziösen Besprechungen, durch welche festgestellt werden soll, ob eine Lösung auf dem Boden des französischen Systems (Zollkordon an der Grenze) möglich ist. Die Besprechungen sind möglichst formlos zu gestalten.

2. Die schweizerischen Delegierten werden zunächst den französischen Delegierten und durch diese der französischen Regierung dafür danken, dass die Besprechung in Bern ermöglicht wurde. Sie werden darauf hinweisen, dass sie im Auftrag der schweizerischen Regierung bereit seien, unter Vorbehalt des von der Schweiz bisher vertretenen Rechtsstandpunktes, mit den französischen Delegierten zu untersuchen, ob, und wenn ja, welche Lösung auf dem Boden der französischen Vorschläge gefunden werden könne. Dabei sollen die schweizerischen Delegierten erklären, dass sie von den Versicherungen ausgehen, die die französische Regierung wiederholt abgegeben hat und die auch Herr Millerand, der nunmehrige Präsident der französischen Republik, bestätige,[2] wonach die Interessen Genfs gewahrt bleiben und seine bisherige ökonomische Situation aufrecht erhalten werden sollen. Die schweizerischen Delegierten werden betonen, dass Frankreich, um zu dem gewollten Ziele zu gelangen, weitgehende Konzessionen in Aussicht gestellt habe und dass sie dankbar wären, wenn die französischen Delegierten nun ihre Vorschläge über die Ausgestaltung der Verhältnisse machen wollten.

---

2. *Cf. n° 401.*

3. Nach Kenntnisnahme der französischen Vorschläge und bei der weiteren Besprechung der Angelegenheit sollen die schweizerischen Delegierten zu erfahren suchen, wie sich die französische Regierung zu den von der Schweiz als unumgänglich notwendig erachteten Konzessionen stellt. Im einzelnen sind diese Punkte folgende:

a. Der französische Abkommens-Entwurf vom März 1919[3] ist nicht annehmbar.

b. Die Versetzung der französischen Zoll-Linie an die politische Grenze bedeutet seitens der Schweiz eine so grosse Konzession, dass Frankreich als Kompensation dafür die Einfuhr im kleinen Markt- und Grenzverkehr für alle Waren ohne Ursprungszeugnisse, ohne Kontingentierung und ohne Unterschied der Nationalität zollfrei und unter Befreiung der Innenabgaben gestatten soll auf allen Strassen, die von den Kantonen Genf, Wallis und Waadt nach den Zonen und nach dem Pays de Gex führen.

c. Alle Bewohner der Schweiz und der Zonen sollen diese Erleichterungen ohne Unterschied der Nationalität geniessen.

d. Frankreich verzichtet darauf, den Markt- und Grenzverkehr durch Einfuhrverbote zu behindern (mit Ausnahme der in den Handelsverträgen vorgesehenen Fälle).

e. Befreiung der Kontrolle für den Touristenverkehr.

f. Frankreich gewährt für den Handelsverkehr freie Einfuhr in die Zonen für alle Waren schweizerischen Ursprungs, die aus den drei Grenzkantonen kommen, bei allen Zollbureaux ohne Begrenzung der Qualität. Kontingente könnten eventuell angenommen werden für eine Gruppe von Waren, die die Schweiz in grosser Menge produziert (Mehl, Bier, Mineralwasser, Backsteine, Dachziegel, Schuhwaren, Maschinen, Gewebe, Schokolade, Zuckerwaren u.s.w.).

g. Ursprungszeugnisse wären auszustellen gemäss Bundesratsbeschluss vom Jahre 1918.

h. Eventuell wäre in Aussicht zu nehmen die Erhebung reduzierter Zollsätze auf den Import gewisser Waren nach Frankreich.

i. Frankreich sichert die Möglichkeit des Transitverkehrs über die Lagerhäuser von Genf und Lausanne für Waren, die den französischen Zoll schon bezahlt haben.

k. Frankreich verpflichtet sich, die Ernten der Grenzbesitzer (propriétaires frontaliers) nicht mit Ausfuhrverboten zu belegen (Waren gemäss Konvention von 1882).

l. Es soll versucht werden, die Grenzzone von 10 auf 15 km. zu erweitern.

m. Für die Einfuhr aus der Zone nach der Schweiz ist mit gewissen Einschränkungen der bisherige Zustand in Aussicht zu nehmen.

---

3. *Il s'agit sans doute du projet français, communiqué au Département politique par note du 26 avril 1919; cf.* Affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du pays de Gex, Mémoire présenté au nom du Gouvernement de la République française, Paris, Imprimerie nationale 1928, *pp. 127 ss.*

421

E 2001 (B) 8/10

Aide-Mémoire du Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

ENTREVUE DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION AVEC MONSIEUR PARAVICINI, LE 20 OCTOBRE 1920

M. le Président de la Confédération charge M. Paravicini de saisir la première occasion pour s'exprimer vis-à-vis de Sir Eric Drummond au sujet de la présidence de l'Assemblée générale dans le sens suivant:[1]

1. Selon les usages généralement adoptés dans de pareilles occasions, le Président de la Confédération tient à adresser à l'Assemblée, dès sa réunion, une allocution de bienvenue. Il s'agit là d'une question de protocole qui devra être fixée à l'avance. M. Motta est d'avis que cette allocution devrait constituer le premier acte de la réunion. Ce serait donc lui qui parlerait en tout premier lieu, dès que les représentants aient pris leur place dans la salle de la Réformation. Après son discours, le Président de la dernière session du Conseil prendrait, selon les projets du Secrétariat général, la présidence jusqu'à l'élection du Bureau définitif.

2. M. Paravicini saisira cette occasion pour dire à Sir Eric Drummond incidemment que le Gouvernement suisse, sur la base de certaines indications, a des raisons pour penser qu'il pourrait y avoir autour de la nomination du Président définitif certaines divergences de vues, même certaines compétitions qui seraient de nature à donner une impression de dissension au sein de l'Assemblée dès le lendemain de sa réunion. Il se demande, dans l'intérêt de la Société elle-même, s'il n'y aurait pas lieu d'envisager la possibilité de donner dès à présent une certaine allure aux préparatifs de l'Assemblée, aux fins d'éviter de pareilles complications. Il s'agit là d'une pure suggestion faite dans l'esprit d'aller au-devant de rivalités qui pourraient préjudicier défavorablement l'opinion publique. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement suisse tient à déclarer expressément que cette suggestion est faite uniquement dans le désir d'éviter toute friction et qu'elle n'a rien à voir avec le choix de la personne qui devra être élue comme Président définitif.

M. le Président, après avoir pris connaissance de ce qui précède, se déclare d'accord avec le premier point. Quant au deuxième point, M. Motta désire qu'on n'insiste pas sur la rumeur au sujet de «luttes» qui aurait été communiquée au Département politique, mais qu'on mentionne simplement que c'est dans la nature des choses que certaines compétitions puissent se manifester, compétitions qu'il y a lieu d'éviter. Il tient surtout à ce que la personne du Présient de la Confédération reste absolument en dehors de toute discussion. Que son élection se fasse ou ne se fasse pas, il doit ne pas y avoir de tiraillements, ceci pour éviter toute impression en Suisse qui ne manquerait pas d'être des plus pénibles.

---

1. *Cf. la lettre de Paravicini à Drummond reproduite en annexe.*

ANNEXE

E 2200 London 32/2

Le Ministre de Suisse à Londres, Ch. R. Paravicini,
au Secrétaire général de la Société des Nations, E. Drummond

Copie
L

London, October 25th 1920

I spent a few days last week in Switzerland and on the occasion of an audience I had with him, the President of the Confederation, M. Motta, asked me to speak to you, should an opportunity arise, about a question of protocole in connection with the opening of the Assembly of the League.

As you are going straight from Brussels to Geneva, allow me to write to you about it.

M. Motta is a Member of the Swiss Delegation to the Assembly in his capacity of Chef du Département politique, that is Minister for Foreign Affairs, but as you know, he is at the same time President of the Confederation and, as such, desirous to welcome the Assembly on their first meeting on Swiss soil. Now I think it is generally admitted that an allocution de bienvenue by the Head of the State or the Prime Minister of the country in which the Assembly takes place is entirely in accordance with the international usages followed on such occasions. The question is at what moment would M. Motta have to deliver his speech. He is himself of opinion that his address should be the very first act of the Assembly and he should therefore rise to speak as soon as the Representatives of the various States have taken their seats in the Salle de la Réformation. After having delivered his speech he would himself take his seat in the Assembly and the chair would then be taken by the provisional President who would immediately proceed with the business of the day as arranged by the Secretary general. The point of view that the Swiss President's speech should be placed at the head of the Ordre du jour of the first sitting is generally shared at the Palais fédéral in Berne and in our conversation, M. Motta expressed the hope that matters could be arranged accordingly without inconvenience to the preparations already made or to be made for the opening ceremony. The reason why he directed me to speak to you about it is that he is anxious to be informed in due time before the meeting that arrangements in the sense of his wishes could be agreed upon; this in order to avoid any possible discussion of formalities at the last hour. Would you be so kind as to write or to speak to M. Dinichert in this matter on your arrival in Switzerland and settle it with him.

M. Motta in the course of the conversation also alluded to the election of the President of the Assembly. He seemed to be somewhat *[surprised]* by the idea that certain currents might originate amongst the Assembly in favour of the one or the other delegate as a candidate to the Presidency. Divergencies of view on this question at such a meeting seemed to him to be not altogether unlikely and it may quite be within possibility that certain competitions might lead to an election contest somewhat inconsistent with the spirit of the League itself. M. Motta personally, in the very interest of this first Assembly, would regret it if in this respect their first vote would give the impression of something like disunion. He thinks that such a contest would be an unfortunate presage in the eyes of public opinion and that therefore it would be no doubt in the general interest of the League if by a previous entente of some sort the ground could be prepared for a smooth solution of the presidential election. I asked M. Motta his views in case the Assembly would consider the election of a delegate from one of the countries not represented in the Council for instance our own. He said that the Assembly who is of course entirely free to choose its own President might have reasons to recur to such a solution. But in that case, he would certainly more than ever deplore it if the election should be complicated by competitions. It would certainly make an unfavourable impression in Switzerland, should its President be drawn into what might appear to be a struggle, quite a part from the subsequent result. He was very emphatic about it, that in any case, i.e. whether he should be elected or not, his person should not be drawn into a discussion likely to be unpleasant by the very fact that it arises. Although M. Motta's utterances in this respect where personal and confidential, I have obtained permission to mention them privately to you for your information.[2]

---

2. *On n'a pas retrouvé de réponse de Drummond bien qu'il écrive dans une lettre du 5 novembre à Paravicini: [...]* I discussed however the point which you raised about the procedure as to the

opening of the Assembly, with the Swiss Minister in Brussels, and explained to him the views which we held on the subject.

I attach a copy of a letter which I have just written to M. Dinichert, which will explain to you the conclusions we have arrived at.

As regards the election of the President for the Assembly, I do not feel that it would be in any way possible to influence the Assembly in any given direction on this very delicate subject. The Representatives must, to my mind, maintain an absolutely unfettered freedom of choice. I quite foresee the dangers which you mention, but I think they must be faced. /.../ (E 2200 London 32/2).

D'après une lettre du 10 décembre de Paravicini à Dinichert, Drummond a oublié de joindre à sa lettre une copie de cette réponse (ibidem) *qui manque également dans les actes du Département politique et de la Légation de Suisse à Bruxelles. Répondant à la lettre de Paravicini du 10 décembre, Dinichert explique la lacune ainsi:* Nous n'avons pas manqué de faire rechercher, parmi nos actes, la lettre à laquelle vous faites allusion, sans toutefois en trouver trace. La question dont il s'agit a naturellement fait l'objet d'un échange de vues verbal, à l'occasion de la première session de l'Assemblée. Il paraît cependant probable que Sir Eric Drummond n'a pas envoyé en définitive la communication dont il cite la teneur en vous écrivant. (E 2001 (B) 8/10).

422

E 1004 1/277

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 octobre 1920
3401. Erneuerung von Schiedsverträgen

Politisches Departement (Auswärtiges)
Antrag vom 16. Oktober 1920

Der Nationalrat und der Ständerat haben mit Beschluss vom 9. Juni, resp. 7. Oktober dieses Jahres ihre Zustimmung zu dem Antrag des Bundesrates betreffend internationale Schiedsverträge (Bericht vom 11. Dezember 1919)[1] erklärt. Es wäre demgemäss der Zeitpunkt gekommen, um die Verhandlungen für den Abschluss von Schiedsverträgen aufzunehmen, speziell mit denjenigen Staaten, mit denen Abkommen bestanden haben, welche seither abgelaufen sind.

Inzwischen hat der Rat des Völkerbundes den Mitgliedern des Völkerbundes den Entwurf einer Übereinkunft betreffend den in Artikel 14 des Paktes vorgesehenen internationalen Gerichtshof mitgeteilt.[2] Dieser Entwurf, der von einer Expertenkommission des Rates aufgestellt wurde, ist von diesem zwar noch nicht formell genehmigt, der Gegenstand steht aber auf der Traktandenliste der am 20. Oktober in Brüssel stattfindenden Session. Voraussichtlich wird der Rat die Vorlage unverändert an die Versammlung weiterleiten, die darüber zu entscheiden hat (Ziffer 10, Traktanden-Liste). Der genannte Entwurf bezweckt nicht nur

---

1. *Cf.* FF, 1919, vol. V, *pp. 809—826; ce message résume l'histoire et la portée de la juridiction arbitrale pour la Suisse.*
2. *Cf.* J. O. SdN. n° 6, septembre 1920, *pp. 359—365.*

die Organisation des Gerichtshofes, sondern auch dessen Ausstattung mit weitgehenden Kompetenzen. Würde der Entwurf, woran allerdings zu zweifeln ist, in der gegenwärtigen Form angenommen, so würde damit die obligatorische Schiedsgerichtsbarkeit in sehr weitem Umfange zwischen den Mitgliedern des Völkerbundes begründet und Sonderverträge würden völlig gegenstandslos.

Der ersten Völkerbundsversammlung liegt ferner ein norwegischer Antrag vor, der die Schaffung von internationalen Untersuchungs- und Vergleichungskommissionen bezweckt, ähnlich denjenigen, welche vom Bundesrat in seinem Bericht vom 11. Dezember 1919 vorgesehen sind.

Unter diesen Umständen erscheint es angezeigt, mit der Aufnahme von Verhandlungen zum Abschluss neuer Schiedsverträge sowohl mit Völkerbundsstaaten als mit Staaten, die dem Völkerbund nicht angehören, zuzuwarten, bis die Frage der Schiedsgerichtsbarkeit innerhalb des Völkerbundes abgeklärt ist.

Demgemäss wird *beschlossen:*

Die Verhandlungen über die Erneuerung, bezw. den Abschluss neuer Schiedsverträge werden verschoben, bis die Frage der Zuständigkeit des internationalen Gerichtshofes des Völkerbundes entschieden ist.

423

E 2001 (B) 8/7

PROTOKOLL DER KOMMISSION ZUR BESPRECHUNG DER TRAKTANDEN DER ERSTEN VÖLKERBUNDSVERSAMMLUNG[1]

Dienstag, den 26. Oktober 1920, 3 – 6 Uhr
Mittwoch, den 27. Oktober 1920, 9–12, 3–4½ Uhr

Anwesend die Herren Bundespräsident Motta, Bundesrat Schulthess, Bundesrat Haab, alt Bundespräsident Ador, Ständerat Usteri, Minister Dinichert, Professor Eugen Huber, Professor Max Huber.

Die Versammlung wird begrüsst vom Vorsitzenden, Herrn Bundespräsident Motta.

Traktandum 1: Reglement und Kompetenzen der Völkerbundsversammlung.
a. Präsidium der Versammlung.

Herr Ador: Der Präsident der Eidgenossenschaft wird dem Usus entsprechend die Versammlung eröffnen müssen. Ich glaube nicht an die Möglichkeit, dass ein Mitglied des Rates zum Präsidenten gewählt werden wird. Die Versammlung würde dadurch ihre absolute Unabhängigkeit und Selbständigkeit preisgeben. Es ist nicht ausgeschlossen, dass sich Herr Hymans als Vertreter Belgiens im Rate in dieser Eigenschaft ersetzen lassen wird durch ein anderes Mitglied der Delegation, sei es durch Carton de Wiart oder durch Baron Descamps. Offizielle Schritte der Schweiz für die Präsidentschaft halte ich nicht für zweckmässig.

---

1. *Ces instructions ont été adoptées (avec quelques modifications) dans la séance du Conseil fédéral du 12 novembre (proposition du 10 novembre), cf.* E 1004 1/277 *n°* 3556.

Herr Motta: Es wäre unklug, irgendwelche Prätention für die Präsidentschaft zu erheben. Immerhin dürfte der Präsident der Eidgenossenschaft von der Präsidentschaft nicht zurückstehen, wenn sie ihm angetragen würde. Die grossen und die kleinen Staaten werden vielleicht unter sich nicht einig werden, so dass unter Umständen die Wahl des Bundespräsidenten als erstem Delegierten des Empfangsstaates sich von selbst ergibt.

Die Frage, wer die Versammlung zu eröffnen haben wird, dürfte nicht zweifelhaft sein. Der Bundespräsident wird die Versammlung eröffnen müssen und nachher den Präsidenten des Rates bitten, die Präsidentschaft ad interim zu übernehmen.

Unter allen Umständen muss vermieden werden, dass der Präsident der Eidgenossenschaft in irgendwelche Wahlmachenschaften hineingezogen wird. Sobald ersichtlich ist, dass seine Aussichten für die Wahl gering sind, würde es zweckmässig sein, eine Erklärung abzugeben, dass der Bundespräsident zurückstehe.

Herr Schulthess: Die Schweiz dürfte m.E. durchblicken lassen, dass nach internationalen Gepflogenheiten der Schweiz die Ehre der Präsidentschaft zukommt. Es ist zu erwarten, dass die Gegner des Völkerbundes aus der Nichtwahl des Bundespräsidenten zum Präsidenten der Versammlung Kapital schlagen werden, von einer «Beiseiteschiebung» der Schweiz sprechen werden. Dies sollte wenn möglich verhindert werden.

Herr Eugen Huber: Wäre es nicht möglich, dass man der Versammlung die Wahl eines Ehrenpräsidenten nahelegen würde? Mit der Wahl von Herrn Motta zum Ehrenpräsidenten würde ein allzu starkes Abweichen von der Tradition vermieden.

Herr Max Huber: Dieser Gedanke ist, soviel ich mich erinnere, schon am Kongress im Haag praktisch zum Ausdruck gekommen.

Herr Motta: Der Vorschlag von Herrn Eugen Huber muss ernstlich geprüft werden. Ich habe mich gefragt, ob es nicht zweckmässig wäre, wenn bei der Eröffnung der Versammlung noch ein oder zwei weitere Mitglieder des Bundesrates zur Begrüssung anwesend wären. Damit würde noch deutlicher zum Ausdruck gebracht, dass die Anwesenheit des Bundespräsidenten einen Höflichkeitsakt bedeutet, dass die Schweiz damit der grossen historischen Bedeutung der ersten Völkerbundsversammlung Rechnung tragen wollte.

Herr Ador: Der Vorschlag von Herrn Eugen Huber scheint mir ebenfalls sehr zweckmässig zu sein.

Herr Schulthess: Ich möchte eher raten, diesen Vorschlag mit Vorsicht aufzunehmen. Die Ernennung von Herrn Motta zum Ehrenpräsidenten würde einer Beiseiteschiebung gleichkommen, da der Ehrenpräsident keine Funktion von irgendwelcher Bedeutung auszuüben haben wird. Auf alle Fälle sollte nicht von der «Ehrenpräsidentschaft» gesprochen werden, solange noch Aussicht auf die ordentliche Präsidentschaft vorhanden ist. Allzu grosse Bescheidenheit der Schweiz wäre nicht am Platze. Belgien wird unsere legitimen Ansprüche sicherlich verstehen und sich auch mit der Vize-Präsidentschaft begnügen.

Herr Usteri: Die Ernennung des Bundespräsidenten zum «Ehrenpräsidenten» wäre nach der Auffassung der deutschen Schweiz eine sehr mässige «Ehrung» der Schweiz. Die Stellung von Herrn Motta während der Versammlung wäre

unhaltbar. Wie sollte er als Ehrenpräsident zugleich Sprecher der schweizerischen Delegation sein können?

Eine gewisse Unabhängigkeitsbewegung der Nicht-Ratsmitglieder der Versammlung wird sich in der Präsidentschaftsfrage von selbst geltend machen.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation hat demnach in der Präsidentschaftsfrage der Entwicklung nicht vorzugreifen. Der Bundespräsident wird die Versammlung eröffnen und die weitere Entwicklung der Dinge abwarten.[2]

b. Reglement der Versammlung.

Herr Motta: Dem Reglement kann m.E. in seiner gegenwärtigen Form von der Schweiz zugestimmt werden. Man wird vermeiden müssen, in weniger wichtigen Fragen einen eigenen Standpunkt geltend zu machen.

Herr Usteri: Es geht aus dem Pakte nicht klar hervor, ob die Ratsmitglieder in der Versammlung auch Stimmen haben werden.

Herr Max Huber: Es wird das Bestreben des Rates sein, einen merklichen politischen Einfluss auf den Gang der Geschäfte auszuüben. Es ist möglich, dass Mitglieder des Rates zugleich Delegierte sein werden.

Herr Motta: Zusammenfassend: Das Reglement gibt der schweizerischen Delegation zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

c. Verteilung der Kompetenzen zwischen Völkerbunds-Rat und -Versammlung.

Herr Max Huber: Das System des Paktes ist ausserordentlich klug ausgedacht. Man hat heute noch viel zu wenig Erfahrung, um schon eine Ausscheidung der Kompetenzen vornehmen zu können. Hingegen scheint mir anfechtbar zu sein, dass bloss der Rat das Recht haben sollte, bei Kompetenz-Konflikten eine Vermittlungs-Kommission zu ernennen.

Herr Motta: Die schweizerische Delegation wird sich also mit der gegenwärtigen Kompetenzabgrenzung einverstanden erklären, wird aber verlangen, dass auch der Versammlung das Recht zustehe, die Einsetzung einer paritätischen Vermittlungskommission zu beantragen.

Traktandum 2: Stellungnahme zum Bericht über die Tätigkeit des Rates und zum Bericht über die Arbeiten des Generalsekretariates.

a. Resolution vom 13. Februar betreffend die schweizerische Neutralität.

Herr Motta: Das beste wird sein, die schweizerische Delegation wirke dahin,

---

2. *Le procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du 12 novembre ajoute:* Die Delegation wird ermächtigt, sofern sich dies auf Grund der Erkundigungen an Ort und Stelle als taktisch richtig erweist, den belgischen Vertreter Hymans als Präsidenten der Völkerbundsversammlung vorzuschlagen. (E 1004 1/277 *n°* 3556).

dass der Beschluss des Rates von der Versammlung ohne weitere Diskussion zur Kenntnis genommen werde.

Keine abweichende Meinung.

b. Beschlüsse des Rates betreffend das Generalsekretariat und den Völkerbundssitz in Genf.

Stellungnahme in gleichem Sinne.

c. Spezielle Fragen, beispielsweise Mandate, Typhus in Polen, Abgrenzung einzelner Territorien.

Herr Max Huber: Die Schweiz tut gut daran, nur da in die Debatte einzugreifen, wo sie spezielles Interesse daran hat.

Nur auf das folgende sollte in Genf hingewiesen werden:

Es widerspricht der Idee der Mandats-Kontrollkommission, dass darin nur die Staaten vertreten seien, die selbst die Interessenten sind. Das Mandatsystem, wie es vorliegt, ist eine Komödie. Hinter den Kulissen sollte dahin gewirkt werden, dass andere neutrale Staaten, beispielsweise Holland, und zwar nicht nur, wie jetzt vorgeschlagen, vom Völkerbundsrat bezeichnete holländische Privatpersonen, zur Kontrolle zugezogen werden. Sehr wertvoll wäre es, wenn Amerika sich in der Kommission vertreten liesse.

Herr Motta: Die Delegation soll also dahin wirken, dass in der Mandats-Kontrollkommission möglichst viele Nicht-Mandatstaaten Vertretung erhalten werden. Darüber hinaus mischt sie sich aber in diese Fragen, die teilweise nur eine Sanktion des alten Regimes bilden, nicht ein.

Traktandum 3: Ernennung der nicht ständigen Mitglieder des Rates.

Herr Max Huber: Meines Erachtens ist dieses Traktandum eines der wichtigsten der Versammlung. Bewährt sich die Versammlung hier, so hat sie sich schon in weitem Masse gerechtfertigt.

Von allen erdenklichen Systemen der Ernennung der nicht ständigen Ratsmitglieder ist das der nordischen Staaten das beste. Es ist davon die Rede gewesen, der Schweiz eine Vertretung im Rate zu gewähren. Ich halte aber dafür, dass die Schweiz gut tun wird, in der Hinsicht sehr zurückhaltend zu sein.

Der Vorschlag der nordischen Staaten, die Versammlung *jährlich* an bestimmtem Datum abzuhalten, scheint mir nicht unbedenklich zu sein. Allzu häufige Zusammenkünfte können dem Ansehen der Versammlung gefährlich werden.

Herr Motta: Was den Turnus und die Wahlbedingungen der nicht ständigen Ratsmitglieder anbetrifft, halte ich den nordischen Vorschlag ebenfalls für zweckmässig. In bezug auf die Zusammenkünfte der Versammlung bin ich mit Herrn Max Huber der Ansicht, dass es eher gefährlich wäre, diese in zu kleinen

Zeiträumen vorzusehen. Vielleicht könnte der schwedische Vorschlag in der Weise geändert werden, dass gesagt würde, die Versammlung finde wenigstens alle 2 Jahre statt.

Herr Eugen Huber: Ich bin der Ansicht, es müsse vor allem dafür gesorgt werden, der Versammlung möglichst viele Kompetenzen zu sichern. Jährliche Zusammenkünfte würden deren Bedeutung heben. Immerhin dürfte auch ein zweijährliches Zusammentreten genügen.

Herr Dinichert: Es sind 2 Tendenzen auseinanderzuhalten: Die eine möchte der Versammlung möglichst viele Kompetenzen zuschieben, die andere nicht. Zwischen dem schwedischen Vorschlag, der die Versammlung für *alle* Fragen kompetent erklären will, und dem Vorschlag von Balfour scheint mir ein Gegensatz zu bestehen. Wir werden in erster Linie schlüssig werden müssen, ob wir der Versammlung möglichst viele Kompetenzen geben wollen oder nicht. Würde sich die Versammlung nur alle 2 Jahre oder nach unbestimmten Zeitperioden versammeln, so könnte sie sich dementsprechend nur mit wenigen Fragen befassen.

Herr Max Huber: Die Versammlung wird mehr Ansehen erlangen, wenn sie nur in den Fällen in Funktion tritt, wo sie zu positiven Resultaten gelangen kann. Die politischen Konflikte im Sinne von Art. 11, 15 und 17 werden unter Umständen ein sofortiges Eingreifen verlangen. Eine Einberufung der Versammlung wäre in solchen Fällen unmöglich. Jede Partei kann dagegen, wenn das Mediationsverfahren nach Art. 15 anhängig gemacht worden ist, verlangen, dass der Fall vor die Versammlung gebracht werde, dann muss die Versammlung zusammentreten, und zwar wegen der Frist von 6 Monaten, unverzüglich in ausserordentlicher Session. Die periodisch zu erledigenden Geschäfte Budget etc. könnten auch alle 2 Jahre behandelt werden. Die zweijährige Periode würde zur Stärkung der Autorität der Versammlung beitragen. Die nicht im Rate vertretenen Staaten werden am ehesten Einfluss auf die Geschäfte des Völkerbundes gewinnen, wenn sie danach trachten, in den sie interessierenden technischen Organen des Völkerbundes vertreten zu sein, wo fachliche Tüchtigkeit gegenüber der rein politischen Macht des vertretenen Staates ausschlaggebend sein kann.

Herr Ador: Bei allen wichtigen Fragen wird der Rat ein Interesse haben, die Versammlung zu begrüssen. Jährliche Versammlungen scheinen deshalb nicht zu viel zu sein.

Herr Schulthess: Das häufige Zusammentreten der Versammlung trägt nur scheinbar zur Demokratisierung des Völkerbundes bei. Es wird schwer sein, in einer so verschiedenartig zusammengesetzten Versammlung positive Arbeit zu leisten.

Herr Usteri: Ein mehr persönliches Moment kommt dazu: Es wird Personen, die in öffentlicher Stellung sind, fast unmöglich sein, jedes Jahr an die Versammlung zu ziehen.

Herr Dinichert: Der Pakt sieht vor, dass sich der Rat mindestens einmal im Jahr versammle. In Wirklichkeit ist er aber viel häufiger zusammengetreten. Bei der Versammlung wird es ähnlich sein. Wenn diese mindestens alle 2 Jahre zusammentreten müsste, so wären vielleicht ihre Zusammenkünfte in Wirklichkeit häufiger.

Herr Max Huber: Wenn jährliche «ordentliche» Versammlungen stattfinden,

wird es dagegen kaum möglich sein, zwischenhinein noch Versammlungen einzuberufen.

Herr Schulthess: Wenn gesagt wird, die Versammlungen haben auf alle Fälle *[alle]* 2 Jahre stattzufinden, so hat das den Sinn, dass von jeder ausserordentlichen Versammlung an wiederum der Zeitraum von 2 Jahren laufen würde.

Herr Max Huber: Die periodischen Versammlungen sollten zur festgesetzten Zeit immer stattfinden. Das ist wegen der Vorbereitungsarbeiten und wegen des Budgets nötig.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerischen Delegierten werden dem nordischen Vorschlag betreffend den Turnus und die Wahlbedingungen der nicht ständigen Ratsmitglieder zustimmen. Sie unterstützen auch den Vorschlag der Festsetzung von bestimmten Perioden für die Zusammenkünfte der Versammlung, werden aber dahin wirken, dass nicht zu kurze Perioden vorgesehen werden. Detailsfragen bleiben ihrem Ermessen vorbehalten.

Traktandum 4: Aufnahme von neuen Mitgliedern in den Völkerbund.

a. Aufnahmegesuche, die ohne Bedingungen gestellt worden sind: Estland, Ukraine, Lettland, Georgien, Finnland.

b. Aufnahmegesuche von Staaten, die sich in einer besondern Lage befinden und welche wenigstens teilweise ihre Neutralität aufrecht zu erhalten wünschen: Luxemburg, San Marino, Monaco, Island.

c. Das von der Schweiz seinerzeit weitergeleitete Aufnahmegesuch von Liechtenstein.

Herr Max Huber: Die Aufnahme von neuen Staaten in den Völkerbund kommt einer Kollektivanerkennung derselben gleich. Bei einzelnen der unter a aufgeführten Staaten ist es aber fraglich, ob sie politisch schon so gefestigt seien, dass sie aufgenommen und damit anerkannt werden könnten. Die Vorarbeiten des Generalsekretariates lassen in der Beziehung sehr zu wünschen übrig. Über die politischen Verhältnisse der einzelnen Staaten wird gar nichts gesagt. Finnland ist seit 1918/19 von den meisten Staaten anerkannt; seiner Aufnahme stehen jedenfalls keine Hindernisse entgegen.

Die unter b erwähnten Staaten sind Zwergstaaten, die in irgendwelcher Abhängigkeit zu andern Staaten stehen. Wir haben kein Interesse daran, dass die Neutralität, die der Schweiz nur in Anerkennung ihrer einzigartigen Lage gewährt worden ist, auch andern Staaten zuerkannt werde.

In bezug auf die Neutralität von Liechtenstein werden wir sehr vorsichtig sein müssen. In einer eventuellen Verletzung der Neutralität von Liechtenstein könnte leicht auch eine Verletzung der schweizerischen Neutralität erblickt werden. Umgekehrt könnte unter Umständen der Völkerbund Liechtenstein wegen der schweizerischen Neutralität nicht zu Hilfe kommen.

Herr Usteri: Es wäre dem Publikum schwer verständlich, wenn wir uns einerseits für Liechtenstein in verschiedenen Richtungen bemühen würden, andererseits uns weigern würden, dessen Wünsche zu vertreten.

Herr Dinichert: Artikel 1 des Paktes sieht vor, dass alle konstituierten Staaten

unter gewissen Voraussetzungen in den Völkerbund aufgenommen werden können. Die Frage ist also vor allem die, ob ein Staat konstituiert sei oder nicht.

Luxemburg, San Marino, Monaco, Liechtenstein sind als Staaten völkerrechtlich anerkannt. Deren Kleinheit darf für uns kein Grund sein, ihre Aufnahme zu verweigern. Auf alle Fälle sollte die Schweiz sich in diesen Fragen grosse Reserve auferlegen.

Herr Max Huber: Monaco, San Marino, usw. waren immer nach aussen vertreten durch andere Staaten. Ein Ausweg wäre der, dass man sie in den Völkerbund aufnehmen würde, ohne ihnen eine Vertretung in der Versammlung zu gewähren.

Herr Motta: Zusammenfassend: Für die Staaten unter a mit Ausnahme Finnlands wäre es wünschbar, wenn das Generalsekretariat vor der endgültigen Stellungnahme der schweizerischen Delegation entsprechend Art. 1 des Paktes mehr Aufschlüsse erteilen würde. Die schweizerische Delegation tritt grundsätzlich nicht für die Aufnahme der unter b genannten Staaten, mit Ausnahme von Luxemburg, ein. Es soll von ihr versucht werden, zu verhindern, dass bei der Aufnahme von Luxemburg dessen Neutralität berührt werde.

Bei Liechtenstein wird die Delegation zunächst die Stellungnahme der übrigen Staaten zu erfahren suchen.

d. Aufnahme der Zentralstaaten.

Herr Max Huber: Wenn Deutschland in den Völkerbund aufgenommen wird, so bedeutet das seine Rehabilitation als europäische Grossmacht. Als Grossmacht müsste aber Deutschland auch eine Vertretung im Rate erhalten, und in diesem Falle wäre eine Änderung des Paktes nicht zu umgehen.

Herr Ador: Man ist in Frankreich der Ansicht, dass die in Artikel 1 des Paktes geforderten «garanties de bonne foi» bei Deutschland noch nicht vorhanden seien.

Herr Usteri: Es muss auch bei Deutschland untersucht werden, ob die von Artikel 1 geforderten Voraussetzungen erfüllt seien. Es liegt im Interesse Deutschlands, dass die Frage seiner Aufnahme nicht zu früh gestellt werde.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation steht grundsätzlich einem Aufnahmegesuch Deutschlands sympathisch gegenüber. Sie betrachtet es aber auch hier als wünschbar, dass vom Generalsekretariat hinsichtlich der in Art. 1 des Paktes festgestellten Bedingungen Bericht erstattet werde.

Traktandum 5: Internationaler Gerichtshof.

Herr Max Huber: Es ist ausserordentlich bedauerlich, dass der Rat bis jetzt noch nicht endgültig zum Projekte Stellung genommen hat. Würde es sich nicht um eine so wichtige Neuerung handeln, so sollte das Traktandum eigentlich auf die nächste Versammlung zurückgewiesen werden.

Der Pakt ist ganz politisch orientiert, alles Justizmässige hat man im Gegensatz zu den Bestrebungen der Haager Konferenzen von 1899/1907 in zweite Linie

gestellt. Um so überraschender ist es, dass die internationale Juristenkommission dem internationalen Gerichtshof so ausserordentlich weitgehende Kompetenzen übertragen will.

Die Hauptgedanken des Entwurfs sind kurz folgende:

1. Es soll ein permanentes Gericht geschaffen werden. Damit hofft man, Kontinuität in der Rechtsprechung zu erhalten.

2. Der internationale Gerichtshof soll etwas gänzlich anderes sein als ein Schiedsgericht, dem angeblich mehr eine politisch vermittelnde Funktion als eine rein richterliche zukommen soll. Er soll *nur* Recht sprechen.

3. Für alle diejenigen Fälle, die nach Artikel 13 des Paktes «généralement» zur Schiedssprechung sich eignen, will das Projekt Einlassungspflicht postulieren. Die Grundsätze der Zivilgerichtsbarkeit werden auf das internationale Leben übertragen, wobei man meines Erachtens weit über Sinn und Wortlaut von Artikel 13 hinausgeht.

Der internationale Gerichtshof muss geschaffen werden. Eine Reihe von internationalen Konventionen des Völkerbundes sehen denselben vor. Nach dem jetzt vorliegenden Entwurf könnte aber ein beliebiger Staat X den Staat Y vor das Gericht zitieren. Um den Entwurf für alle Staaten annehmbar zu machen, werden die Zuständigkeitsbestimmungen desselben gestrichen werden müssen.

Das Haager Projekt ist seinerzeit gescheitert, weil hauptsächlich die kleinen Staaten auf dem Prinzip der absoluten Gleichheit der Staaten bei der Wahl der Richter beharrten. Die Kommission hat eine Mittellösung gefunden, für die Wahl der Richter ist nach dem vorliegenden Entwurf sowohl die Mehrheit der Völkerbundsversammlung als diejenige des Rates erforderlich.

Wirklich permanent wird nur der Präsident sein. Im Gegensatz zu den früheren Entwürfen sind aber die Richter immerhin auf 9 Jahre fest vorausbezeichnet.

Herr Eugen Huber: Die Konferenz der «Neutralen» hat nicht ohne Mühe den Entwurf vom Februar ausgearbeitet. Der Hauptpunkt war die Frage der Kompetenz. Wir hatten Instruktion, dieselbe in den Verhandlungen nicht zu berühren, stiessen aber bei einzelnen der übrigen Vertreter auf Opposition. Da der Entwurf ans Generalsekretariat überwiesen werden sollte, ohne Bindung der einzelnen Staaten, sahen wir schliesslich keine Bedenken, bei der Kompetenzregelung mitzuwirken.

Nach der Ansicht von Loder sollten die Richter in eine über die Politik erhabene Stellung gesetzt werden. Als Wahlbehörde ist daher nur die Versammlung vorgesehen worden.

Was für eine Vorlage sollen die schweizerischen Delegierten in Genf vertreten? Die richtige Lösung wird die sein, dass sich dieselben mit den Delegierten der neutralen nordischen Staaten in Beziehung setzen werden, um sich über diejenigen Punkte des Entwurfs der Neutralen zu einigen, die gemeinsam befürwortet werden könnten. Wo eine Einigung nicht möglich sein wird, wird die schweizerische Delegation nach bestem Ermessen Stellung beziehen müssen. Vor allen Dingen müssen wir suchen, die Schaffung des Gerichtshofes zu ermöglichen. Kann man sich in bezug auf die Kompetenzfrage nicht einigen, so bleibt nichts anderes übrig, als in diesem Punkte auf den Pakt zu verweisen.

Herr Motta: Wir sind übereinstimmend der Ansicht, dass alles getan werden

müsse, um die Schaffung des Gerichtshofes zu sichern. Der vorgesehene Wahlmodus der Richter scheint mir befriedigend zu sein. Die Regelung der Kompetenzfrage halte ich ebenfalls für verfrüht. Ein solcher Schritt wird noch Jahrzehnte zu seiner Verwirklichung erfordern.

Herr Ador: Ich bin der Ansicht, dass absolut ein Schritt über die bisherige Schiedsgerichtsbarkeit hinaus gemacht werden sollte. Ich bin einverstanden damit, dass der Pakt für die Kompetenzfrage die Grundlage bilden soll, darüber hinaus glaube ich aber, dass Artikel 21 des neutralen Entwurfs als massgebend bezeichnet werden dürfte.

Herr Max Huber: Auf der Haager Konferenz von 1907 hat die Schweiz einen Vermittlungsvorschlag gemacht: Damals hätte jeder Staat erklären können, in welchem Umfange er die Einlassungspflicht auf Grund eines bestimmten Schemas annehme. Soweit die Erklärungen von je 2 Staaten sich gedeckt hätten, wäre die gegenseitige Einlassungspflicht begründet gewesen.

Herr Usteri: Wurde an der neutralen Konferenz die Frage der Ehrenklausel nicht geprüft?

Herr Eugen Huber: Die Frage ist eingehend geprüft worden. Artikel 21 macht allerdings nicht den Vorbehalt der Lebensinteressen, wohl aber können dieselben in einem Separatvertrag vorgesehen werden. Das Gericht hätte dann zu prüfen, ob ein Fall unter die Ehrenklausel falle oder nicht.

Herr Motta: Es hat sich erst jüngst wieder gezeigt, dass im Parlament grosse Opposition vorhanden ist, Verträge abzuschliessen, ohne den Vorbehalt der Lebensinteressen.

Herr Ador: Die Opposition im Parlament ist vielleicht verbunden mit der Vorstellung, die man sich von den Schiedsgerichten macht. Ein Gericht, das zusammengesetzt wäre aus ersten Kräften, würde ganz anderes Ansehen geniessen im Volk.

Herr Max Huber: Es entsteht die Frage, was für eine Haltung die Schweiz einnehmen soll, wenn die Kompetenzfrage, die vom Rat möglicherweise ausgeschaltet wird, von anderer Seite wieder aufgenommen wird. Wenn alle Staaten die im Entwurf vorgesehene Bindung annehmen, können wir ihr natürlich auch beistimmen. Wir müssen die Dinge an uns herankommen lassen.

Herr Motta: Sollen wir für den Fall, dass eine Strömung zugunsten weiterer Kompetenz entsteht, dieselbe unterstützen?

Herr Eugen Huber: Ein alter schweizerischer Ausspruch heisst: «Wenn andere vorangehen, folgen wir nach, und wenn andere nicht vorangehen, gehen wir voran.»

Herr Dinichert: Wir müssen vermeiden, wie anlässlich der Haager Konferenz, Vorschläge zum Gebrauch der andern zu machen, Vorschläge, die letzten Endes von der Schweiz nicht unterstützt werden.

Herr Max Huber: Es geht aus dem Pakt nicht klar hervor, wie das Projekt angenommen werden soll, wie der Beschluss zustande komme. Müssen die Staaten ratifizieren oder kann die Versammlung endgültig beschliessen? Wenn das Projekt von der Versammlung in Genf angenommen werden soll ohne Ratifikationsvorbehalt, so ist es ratsam, dasselbe mit nichts zu belasten, was nicht absolut notwendig ist. Das Bessere könnte sonst dem Guten verhängnisvoll werden. Die Idee war schon auf der zweiten Friedenskonferenz die: wenn der Internationale

Gerichtshof einmal funktioniert, werden ihm durch das Vertrauen der Staaten nach und nach ohne weiteres Rechtsfälle zugewiesen werden, es braucht dann gar keine generelle Einlassungspflicht. Gemäss Artikel 14 kann der Gerichtshof nur organisiert werden. Kompetenzbestimmungen, die über Artikel 14 hinausgehen, fordern entweder eine Abänderung des Paktes oder aber ein Konkordat unter den Staaten.

Herr Schulthess: Der Kredit des Schweizervolkes an den Völkerbund ist begrenzt. Über den Pakt hinauszugehen wäre daher äusserst gefährlich. Wenn solche über die Bestimmungen des Paktes hinausgehende Vorschriften geschaffen werden sollen, so muss dies auf dem ordentlichen Weg der Revision geschehen.

Herr Eugen Huber: Die Versammlung kann m.E. durch einstimmigen Beschluss die Kompetenzen des Gerichts feststellen. Eine andere Frage ist die, ob den Parteien die Einlassungspflicht auferlegt werden könne oder nicht.

Herr Ador: Die Versammlung scheint mir auf alle Fälle die Möglichkeit zu haben, eine authentische Interpretation des Paktes vorzunehmen.

Herr Motta: Eine generelle Einlassungspflicht vorzusehen, würde m.E. gegen den Geist des Paktes verstossen. Daraus aber die Konsequenz abzuleiten, dass es nicht gestattet sei, gewisse Kompetenznormen im Statut des Gerichts festzustellen, scheint mir zu weit gegangen.

Herr Usteri: Besteht nicht die Möglichkeit, dass der Gerichtshof schon anlässlich der nächsten Versammlung besetzt werden muss?

Herr Max Huber: Ich halte das für ausgeschlossen, schon wegen des komplizierten Nominationsverfahrens.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation soll:

1. mit allen Kräften die Schaffung des internationalen Gerichtshofes zu fördern suchen;

2. in bezug auf die Organisation soll sie die Ideen des Entwurfs vertreten;

3. in bezug auf die Kompetenzfrage wird sie eine abwartende Stellung einnehmen. Wenn eine ziemlich grosse Strömung[3] für die Erweiterung der Kompetenz vorhanden ist, soll sie dieselbe unterstützen. Die Frage, ob spezielle Konkordate zwischen den einzelnen Staaten abgeschlossen werden sollen, bleibt daher vorbehalten.

Die Entwürfe der skandinavischen Staaten.

Herr Max Huber: Das Streichen des Wortes «généralement» in Artikel 13, nach dem Vorschlag der nordischen Staaten, würde eine Revision des Paktes erfordern. Es wäre aber bedenklich, in der ersten Versammlung schon mit der Revision des Paktes zu beginnen. Sollte damit die obligatorische Gerichtsbarkeit eingeschmuggelt werden, so wäre das zudem ein illoyales Verfahren.

Die Grundsätze des nordischen Zusatzantrages sind zu begrüssen. Sie decken sich im allgemeinen mit schweizerischen Gedanken. Leider aber ist der Entwurf

3. *A cet endroit, le procès-verbal du Conseil fédéral dit:* sehr starke Strömung.

sehr unklar. Unzweckmässig scheint mir zu sein, dass das Vergleichsverfahren nur dann stattfinden soll, wenn der Gerichtshof sich inkompetent erklärt. Die Tendenz sollte eher dahin gehen, etwas *nicht* zum Prozess kommen zu lassen. Der richtige Instanzenzug wäre der:

1. Diplomatische Verhandlungen.
2. Vermittlungskommission.
3. Justiz — wenn diese sich für unzuständig erklärt.
4. Weiterzug an die politischen Instanzen.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation wird dem Streichungsantrag der nordischen Staaten zu Artikel 13 nicht zustimmen.[4]

In bezug auf den norwegischen Zusatzantrag zu den Artikeln 12, 13 und 15 des Paktes wird sie sich darauf beschränken, Wünsche zu äussern für die zukünftige Ausgestaltung des Paktes.

Traktandum 6: Finanzen, Budget und Verteilung der Kosten des Völkerbundes.

a. Verteilung der Kosten.

Herr Ador: Der Bundesrat kann sich m.E. schon jetzt an den Weltpostverein wenden und ihm die Revision des Weltpostvertrages, entsprechend den Beschlüssen der Spezialkommission der Finanzkonferenz, nahelegen. Ich werde an Herrn Bourgeois schreiben, dass sich der Bundesrat in der Angelegenheit als offiziell begrüsst betrachte und den Weltpostverein einlade zur Revision. Es wäre sehr zu begrüssen, wenn während der Zeit, wo der Kongress in Madrid tagt, die Sache noch geregelt werden könnte.

Zustimmung.[5]

b. Budgetrecht.

Herr Max Huber: Meines Erachtens sollten wir uns verständigen mit den übrigen Vertretern, um das Budgetrecht der Versammlung zu sichern.

Zustimmung.

c. Höhe des Budgets.

Herr Motta: Sowohl die Schweiz als auch der Kanton Genf haben ein Interesse daran, dass die Gehälter der Völkerbundsbeamten herabgesetzt werden. Die schweizerische Delegation wird dahingehende Anträge an der Völkerbundsversammlung unterstützen.

---

4. *Modification du procès-verbal du Conseil fédéral: [...]* hält den Streichungsantrag *[...]* für unzweckmässig.

5. *Le procès-verbal du Conseil fédéral retient:* Die Delegation wird den im Rahmen der Vorschläge der Finanzkonferenz von der Schweiz angeregten Entwurf einer Neuklassierung der Staaten für die Verteilung der Kosten des Völkerbundes unterstützen.

Die Frage wird gegenwärtig von der Nationalbank geprüft, ob es sich nicht empfehlen würde, für die Abrechnung des Völkerbundes an Stelle des Goldfrankens den Schweizerfranken als Basis zu nehmen.[6] Die Stellungnahme der schweizerischen Delegation in dieser Frage wird von der Antwort der Nationalbank abhängen.

Zustimmung.

Traktandum 7: Anwendung der wirtschaftlichen Waffe. Vorschläge der skandinavischen Staaten.

Herr Max Huber: Es muss mit der äussersten Energie gegen Versuche Stellung genommen werden, in den Pakt Dinge hineinzuschmuggeln, die nicht darin stehen, wie das beim Bericht des Generalsekretariates der Fall ist. Artikel 16 zählt enumerativ die Fälle auf, in welchen die Sanktion des Bundes, an der alle Mitglieder mitzuwirken haben, eintreten soll. Darüber hinaus anerkennen wir die Pflicht zur Teilnahme an Sanktionen nicht. Dazu bedarf es im Einzelfalle der Mitsprache und Zustimmung aller zur Mitwirkung eingeladenen Staaten im Rate (Art. 3, Abs. 4). Die Schweiz hat das grösste Interesse daran, in der vorgesehenen Blockadekommission vertreten zu sein. Ich erinnere an die verschiedenen Auslegungsmöglichkeiten des ersten Alineas von Artikel 16. Wir müssen darauf dringen, dass dem Ausdruck «nationaux»der Sinn des entsprechenden englischen Ausdrucks «nationals», d.h. Bewohner, nicht Angehörige des bundesbrüchigen Staates, beigelegt werde. Sonst würden wir im Kriegsfalle eine verhängnisvolle Differenzierung der schweizerischen Einwohner riskieren.

Herr Motta: Unsere These wird sein müssen: Wir anerkennen die Sanktion der Blockade nur für den Fall, wo ein Staat gegen einen andern Staat zum Kriege schreitet, und zwar unter Verletzung des Paktes.

Herr Ador: Ich halte dafür, wir sollten den Vorschlag von Tittoni im Gegensatz zu demjenigen des Generalsekretariates unterstützen.

Herr Motta: Wir müssen uns Rechenschaft über die Gefahr geben, die darin besteht, dass der Völkerbund bloss Prinzipien verkündet, dieselben aber nicht verteidigen kann. Die Idee einer internationalen Armee von Bourgeois ist für uns unannehmbar. Dagegen wäre zu prüfen, in welcher Weise dem Vorschlage Tittonis, eine Kommission zu schaffen, die die Ausführung der Blockade innerhalb des Rahmens von Artikel 16 zu prüfen hätte, zugestimmt werden könnte.

Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation stimmt grundsätzlich dem nordischen Zusatzantrag zu Artikel 16 zu, wird sich aber mit Rücksicht auf ihre bereits reduzierten Sanktionspflichten in der Frage zurückhalten.

Der Schaffung einer Blockadekommission wird ebenfalls zugestimmt. Die schweizerische Delegation wird aber die grössten Anstrengungen machen, um der Schweiz darin eine Vertretung zu sichern.

Herr Max Huber: Die Haager Konvention über die Neutralität im Landkrieg steht in gewissen Punkten im Widerspruch zu den Bestimmungen des Pakts. Es

---

6. *Ce point n'est pas abordé dans le procès-verbal du Conseil fédéral.*

muss deshalb die Frage aufgeworfen werden, ob es sich nicht empfehlen würde, die Konvention zu kündigen.

Beschluss: Es wird besser vermieden werden, heute Fragen aufzuwerfen, die unsere Neutralität berühren.[7]

Traktandum 8. Schaffung eines ständigen Organismus für Verbindungs- und Transitfragen.

Herr Max Huber: Die Versammlung wird nur formell darüber sich aussprechen müssen, ob sie der Schaffung der Organe für Transitfragen zustimmt.

Herr Haab: Wir werden eigentlich mit der Entwicklung der vorgesehenen Organisation depossediert. Eine Reihe von internationalen Konventionen, bei denen die Schweiz geschäftführender Staat ist, werden dahinfallen. Ein Teil derselben wird mit der Zeit auf das «Comité permanent» übertragen werden.

Herr Haas, der Sekretär für Transitfragen im Generalsekretariat, sprach letzte Woche bei mir vor und betonte die Wichtigkeit einer Vertretung der Schweiz im «Comité permanent». Dazu aber meinte er, es sei nötig, dass ich an der Konferenz in Barcelona teilnehmen werde. Ich erwiderte ihm sofort, dass dies ausgeschlossen sei.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die schweizerische Delegation nimmt grundsätzlich für die Vereinfachung der internationalen Organisationen Stellung. Es sollen nicht zu bereits bestehenden Organisationen neue gefügt werden, die nicht absolut nötig sind. Gegen den vorgesehenen Organismus für Transitfragen wird dagegen nicht Stellung bezogen.

Traktandum 9: Schaffung eines ständigen Organs für Hygienefragen.

Herr Max Huber: Herr Dr. Carrière kommt in seinem Bericht zum Schluss, dass es nicht zweckmässig wäre, gegen das vorgesehene Projekt Stellung zu nehmen.

Herr Schulthess: Das Verhältnis zwischen der bestehenden Hygieneorganisation und der noch zu schaffenden ist vorläufig unklar. Der Völkerbund sollte sich nicht auf alles Mögliche stürzen. Seine Aufgabe wäre vor allem die Friedenssicherung.

Herr Motta: Zusammenfassend: Die Delegation wird die gleiche grundsätzliche Haltung wie bei Traktandum 8 einnehmen. Opposition gegen das Projekt der Hygieneorganisation wird sie ebenfalls nicht machen.

Traktandum 10: Statistische Kommission.

Herr Max Huber: Das Schweizerische Statistische Amt befürwortet die

---

7. *Le procès-verbal du Conseil fédéral ne prend pas position sur cette question.*

Zustimmung zum vorliegenden Projekt. Ein Grund zu abweichender Haltung liegt nicht vor.

Zustimmung.

Traktandum 11: Kampf gegen den Mädchenhandel.

Keine besondern Bemerkungen.

Zustimmung zum vorliegenden Projekt.

424

E 2001 (B) 8/23

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Chef du Département politique, G. Motta

L Personnelle — Rome, 26 octobre 1920

J'ai l'honneur de vous confirmer ma lettre personnelle du 18 octobre.[1]

M. Tittoni, dont on m'avait annoncé le retour pour le 25 octobre, n'est pas encore à Rome et l'on ne sait pas chez lui quand il rentrera. Je n'ai donc pas pu jusqu'ici l'entretenir de la question de la présidence de la prochaine Assemblée. Je ne manquerai pas, du reste, de le voir dès son retour.

La question de l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations préoccupe vivement les milieux intéressés.

J'en ai parlé hier avec le Comm. Ricci-Busatti qui a été attaché à la Délégation italienne à Paris en qualité de conseiller juridique pendant toute la durée de la Conférence. Il paraissait croire que l'entrée de l'Allemagne, comme de tout nouvel Etat, ne pouvait avoir lieu que moyennant l'approbation unanime du Conseil. Mais en relisant l'article premier du Traité de Versailles, je vois que tout Etat qui se gouverne librement peut devenir membre de la Société, si son admission est prononcée par les $^2/_3$ de l'Assemblée; le Conseil n'est donc pas à lui seul compétent.

Or, j'apprends de source certaine que la France est décidée à se retirer de la Société des Nations si l'Assemblée venait à voter l'admission de l'Allemagne. La sortie de la France pourrait entraîner la ruine de tout l'édifice. Il est donc à souhaiter que la question de l'accession de l'Allemagne ne soit pas posée en ce moment-ci. D'ici à un an il peut se passer beaucoup de choses. Les sentiments du peuple français peuvent se modifier ou s'atténuer et il sera plus facile de lui faire admettre une association qu'il réprouve maintenant avec indignation. J'ai recueilli également cette impression dans d'autres milieux italiens ou neutres.

---

1. *Non reproduite.* E 2001 (B) 8/10.

425

E 1004 1/277

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 2 novembre 1920

3490. Internat. Finanzkonferenz in Brüssel

Volkswirtschaftsdepartement.
Antrag vom 25. Oktober

Mit Beschluss vom 20. September genehmigte der Bundesrat die Instruktionen für die schweizerische Delegation[1], die aus den Herren Nationalrat Dr. A. Frey, Zürich, R. de Haller, Genf, und Henri Heer, Bellikon, bestand.

Die Konferenz dauerte vom 23. September bis 8. Oktober und behandelte in einer Reihe von Plenar- und Kommissionssitzungen die ihr vom Organisationskomitee vorgelegten Programmpunkte.

Die 8 schriftlichen Berichte der Delegation sind dem Bundesrate jeweilen sofort nach Eintreffen zugestellt worden, und die dieselben begleitenden Materialien wurden separat in Zirkulation gesetzt.[2] Sämtliche Mitglieder der schweizerischen Delegation wurden in Brüssel in Spezialkommissionen berufen: Herr Alfred Frey in die Kommission zur Begutachtung der Fragen des internationalen Handels, Herr de Haller in diejenige für Währungsfragen und Herr Henri Heer in die Kommission für internationale Kredite. Die beiden letztern Delegierten waren zugleich Mitglieder der Redaktionsausschüsse der betreffenden Kommissionen.

Das Resultat der Konferenz wurde niedergelegt in einer Reihe von Empfehlungen an den Völkerbundsrat. Sie bringen in den Hauptzügen folgendes:

Die Kommission für die *Staatsfinanzen* hat mit Nachdruck alle die Grundsätze betont, die vor dem Kriege ausser Diskussion standen: Konsolidierung der schwebenden Schuld, Gleichgewicht des Budgets, Deckung der Defizite durch Steuern, Anleihensaufnahme nur aus den Ersparnissen der Volkswirtschaft, Verminderung der Rüstungsausgaben.

Die Resolutionen der Kommission für *Währungsfragen* verlangen in erster Linie, dass der Inflation Einhalt geboten werde. Zu dem Zweck erachtet sie die Herstellung des Budgetgleichgewichts im Staatshaushalt als ein unerlässliches Erfordernis, da die Kreierung schwebender Staatsschulden die Inflation fördert. Sie fordert des fernern Einschränkung der Kredite auf wirtschaftlich notwendige Zwecke. Sie erachtet eine langsame Deflation als wünschbar und stellt die Goldwährung als erstrebenswertes Ziel hin. Die Gesundung der Währung setzt nach ihr eine Freigabe des internationalen Handels voraus.

Bekanntlich hat der Völkerbundsrat der Konferenz eine eigentliche Diskussion und Beschlussfassung in den Angelegenheiten des *internationalen Handels*

---

1. *Cf. n° 402.*
2. *Pour la documentation sur la Conférence, cf.* EVD KW Zentrale 1914–1918/115–116, E 7800 3/88 *et* JO n° 7, octobre 1920, *pp. 414 – 440.*

untersagt. Die Beschlüsse dieser Kommission sind denn auch als blosse «Wünsche» bezeichnet und ziemlich allgemein gehalten. Wenn darin der freie Handel als wünschbar hingestellt wird, so ist damit nicht der eigentliche Freihandel, wie ihn England kennt, gemeint. Immerhin ist darunter verstanden eine Befreiung des internationalen Handels von den hemmenden Kriegsmassnahmen. Durch Verwirklichung dieses Grundsatzes wäre für die Schweiz mit ihrem regen internationalen Güteraustausch und ihren wichtigen Exportindustrien unendlich viel gewonnen.

Die Kommission für die *internationalen Kredite* fordert, dass dafür nur Mittel aus den wirklichen Ersparnissen der kreditgebenden Länder in Betracht kommen können. Jede andere Kreditgewährung würde neuerdings die Inflation verschärfen. Kredite von Staat zu Staat werden im allgemeinen abgelehnt. Zur Prüfung der Einzelheiten des Projektes Ter Meulen, das die Kommission in den Vordergrund stellt, sowie auch zur Prüfung des Projektes de Lacroix empfiehlt sie die Einsetzung eines besondern Komitees aus Fachleuten. Das Projekt de Lacroix geht vom Gedanken aus, die Produktion in den verschiedenen Ländern durch einen international organisierten Tauschhandel zu fördern. Zur Abwicklung dieses Waren-Clearings soll ein Institut International d'Emission geschaffen werden, das in allen beteiligten Ländern Filialen zu eröffnen hätte. Es würde seine Unterstützung nur solchen Geschäften leihen, die unzweifelhaft wirtschaftlich gerechtfertigt sind. Die Ausgleichung der Spitzen des Warenhandels zwischen je zwei Ländern hätte durch Gold-Zertifikate dieses Instituts zu geschehen, die von allen Staaten zum Nominalwert an Zahlung zu nehmen wären.

Das Projekt Ter Meulen geht vom Grundsatze aus, dass die erforderlichen Kredite auf geschäftlicher Basis beschafft werden sollten, also in direktem Verkehr zwischen Exporteur und Importeur. Die Mitwirkung aussenstehender Instanzen käme nur subsidiär in Betracht für den Fall, dass der Importeur seinen Pflichten nicht nachkommt. Es wird also, unter grundsätzlicher Beibehaltung der geschäftlichen Basis, für die Beschaffung des Kredites subsidiär anstelle einer Garantieleistung durch den Importeur aus eigenen Mitteln eine solche des importierenden Staates bestellt, wobei es Sache des importierenden Staates ist, sich gegenüber dem einzelnen Importeur selbst zu decken.

Sämtliche Resolutionen wurden von der Konferenz einstimmig gutgeheissen und gehen somit vor den Völkerbundsrat.

Das Resultat der internationalen Finanzkonferenz war somit das erwartete. Sie hatte in erster Linie informatorischen Charakter und musste ihre Aufgaben naturgemäss darauf beschränken, zuhanden des Völkerbundes eine Reihe von wirtschaftlichen Wahrheiten zu formulieren, die nun vielleicht, weil von einer Weltkonferenz ausgesprochen, in ihrer Wirkung doch nicht unterschätzt werden dürften.

In Anbetracht dieser Natur der Verhandlungen konnten sich die schweizerischen Delegierten an den Arbeiten der Konferenz ohne Einschränkung beteiligen, und man darf mit Genugtuung feststellen, dass sie dies taten unter Verfechtung der Grundsätze, die für das Gedeihen der schweizerischen Volkswirtschaft eine absolute Notwendigkeit darstellen.

Es wird *beschlossen:*

1. Von den Berichten der Delegation wird in zustimmendem Sinne Kenntnis genommen.

2. Den Delegierten, Herren Nationalrat Dr. A. Frey, R. de Haller, Henri Heer und dem Sekretär der Delegation, Herrn Dr. O. Hulftegger, wird durch die Bundeskanzlei ihre Tätigkeit gemäss den vorgelegten Schreibensentwürfen bestens verdankt.

426

E 2001 (B) 14/5

La Division des Affaires étrangères du Département politique au Ministre de Suisse à Londres, Ch.R. Paravicini

Copie
L Q

Bern, 3. November 1920

Der britische Gesandte in Bern überreichte uns letzte Woche *streng* vertraulich eine Aide-mémoire seiner Regierung zur Rheinfrage.[1] Die britische Regierung äussert sich darin zu verschiedenen Punkten, die seinerzeit in unserer Besprechung mit dem britischen Geschäftsträger, Herrn Snow, berührt worden waren.

Wenn die britische Regierung einerseits die übereinstimmenden Interessen Englands und der Schweiz am Ausbau des Rheins anzuerkennen scheint, so weicht andererseits, wie Sie aus der beigelegten Kopie des Aide-mémoire ersehen werden, deren Auffassung von der Art und Weise der Wahrung dieser Interessen weitgehend vom schweizerischen Standpunkt ab. Herr Minister Dinichert hatte bereits Gelegenheit, den britischen Gesandten, Herrn Russell, bei der Übergabe des Aide-mémoire auf diese Divergenzen aufmerksam zu machen.[2] Da es uns aber von grösster Wichtigkeit zu sein scheint, die englische Regierung möglichst präzis über unseren Standpunkt aufzuklären, beehren wir uns, an Sie zu gelangen mit der Bitte, der britischen Regierung unter Bezugnahme auf ihr Aide-mémoire, aber ganz offiziös, folgendes auseinanderzusetzen:

1. Der Bundesrat ist mit der britischen Regierung der Ansicht, dass Art. 46 der Mannheimer-Konvention noch in Kraft besteht. Im Gegensatz zur Auffassung dieser Regierung glaubt er aber, dass dieser Artikel auch gegenüber den Bestimmungen des Versailler-Vertrages, speziell gegenüber Art. 358 desselben, volle Wirksamkeit haben werde. Es ist nicht einzusehen, warum in Beschlüssen, die für die Zukunft der Rheinschiffahrt ausschlaggebend sein werden, wie diejenigen, die von der Zentralkommission auf Grund von Art. 358 des Versailler-Vertrages gefasst werden, der Ratifikationsvorbehalt von Art. 46 keine Geltung haben sollte. Die Bestimmungen des Versailler-Vertrages äussern sich nicht über die Art und Weise der Beschlussfassung der Zentralkommission. Art. 354, Al. 1 des Vertrages bestimmt dagegen ausdrücklich, dass die Mannheimer-Konven-

1. *Reproduit en annexe 1.*
2. *Une notice sur cette entrevue est reproduite en annexe 2.*

tion für die Regelung der Rheinschiffahrt massgebend sei, soweit der Versailler-Vertrag nichts Abweichendes bestimme.

2. Wenn die Schweiz einerseits nichts dagegen einzuwenden hat, dass die französischen Kanalpläne von der Zentralkommission dahin geprüft werden, ob sie keinen nachteiligen Einfluss auf die Schiffahrtsmöglichkeiten ausüben, so muss sie andererseits verlangen, dass als Masstab für diese Beurteilung nicht die *heute* bestehenden Möglichkeiten gewählt werden, sondern die Möglichkeiten, die für die Schiffahrt vorhanden wären, wenn das Rheinbett entsprechend den Bestimmungen der Mannheimer-Konvention, speziell dessen Art. 28, in guten Stand gesetzt sein wird. Auf diesen Punkt ist *ganz besonderes* Gewicht zu legen. Es scheint uns für das Schicksal des Rheins von ausschlaggebender Bedeutung zu sein.

3. Der Bundesrat ist, wie schon ausgeführt, mit der englischen Regierung der Ansicht, dass sich die Interessen der beiden Regierungen am Ausbau des Rheins decken. Diese Interessen können aber, nach seiner Auffassung, nur in der oben bezeichneten Weise zweckmässig vertreten werden.

Wie wir Ihnen mit unserem Schreiben vom 15. Oktober[3] mitgeteilt haben, werden gegenwärtig von unserer Gesandtschaft in Paris in der Rheinfrage Verhandlungen geführt, wobei erreicht werden soll, unseren Delegierten in der Zentralkommission, unter den Ihnen bekannten Voraussetzungen, die definitive Aufnahme in diese Kommission zu sichern. Herr Dunant wird, sofern er aus den zunächst mündlich zu führenden Verhandlungen den Eindruck gewinnt, die französische Regierung hätte nichts dagegen einzuwenden, wenn unser Standpunkt auch noch schriftlich, in Form einer Note, fixiert würde, den Text einer solchen Note der französischen Regierung überreichen.[4] Derselbe wird gleichzeitig auch den übrigen in der Zentralkommission vertretenen Staaten zur Kenntnis gebracht werden. Zu *Ihrer* Orientierung beehren wir uns, Ihnen schon jetzt den provisorischen Entwurf dieser Note zukommen zu lassen. Wir bitten Sie, bei Ihren Schritten auf den Inhalt derselben Bezug zu nehmen, *ohne* die Note ausdrücklich zu erwähnen.

ANNEXE 1

Most confidential — Berne, October 27, 1920

AIDE-MÉMOIRE[5]

The British Legation have received certain information from their Government regarding the interpretation the latter put on the clauses in the Versailles Treaty relating to the Rhine.

The British Government are of opinion that, in principle, the decisions of the Central Commission of the Rhine are not binding without the approval of the governments represented on the Commission. This appears to them clear from the text of article XLVI of the Convention of Mannheim, which reads:

---

3. *Non reproduit.*
4. *Cf. n° 400.*
5. *Remarque manuscrite de Dinichert en tête du document:* Vom englischen Gesandten persönlich übergeben. 28.10.20. D.

«Ces résolutions ne seront toutefois obligatoires qu'après avoir été approuvées par les Gouvernements.»

This, however, is a general stipulation only, and His Majesty's Government do not regard it as applicable in respect of the rights which have been accorded to France by article 358 of the Treaty of Versailles. Those rights, as appears from the subsequent article of the Treaty, are absolute, and the intervention of the Commission, in this connection, is only admissible to the extent of ensuring that the facilities afforded to navigation by the works which France is entitled to carry out are not less than the facilities which actually exist. In this connection, however, the British Government lay special emphasis on the fact that they intend firmly to insist upon the effective operation of the clause of article 358 destined to preserve the navigability of the waterways, even though such resistance should — a result which may well ensue — make it impossible, for technical reasons, for the French interests to carry out their schemes.

As regards the interpretation of the clause of article 358 just mentioned, the British Government are of opinion that there can be no doubt that this clause should be read in the following sense, viz., that if France should construct the lateral canal or canals provided for in paragraph 1 (a) of the article, the facilities afforded to navigation by these canals must not be less than those now afforded by the river. There is no stipulation, in this event, that the facilities afforded by the river shall be maintained: such an interpretation is contrary to common sense, since the withdrawal of water to a lateral canal for power purposes would be bound to affect the main bed of the river at certain seasons, and to this extent the alternatives mentioned in the clause of the article must therefore be regarded as mutually exclusive ones.

In conclusion the British Government have expressed the earnest hope that the Swiss Government will not delay any longer the participation of the Swiss representatives in the deliberations of the Commission, where their presence would be as much in the interest of Switzerland as it would be welcome to the British Government.

ANNEXE 2

Copie

AIDE-MÉMOIRE DER BRITISCHEN GESANDTSCHAFT VOM 27. OKTOBER 1920, BETR. DEN RHEIN

Herr Minister Dinichert wies den britischen Gesandten, der ihm das Aide-mémoire persönlich überreichte, mündlich darauf hin:

1. dass es von der Schweiz allerdings begrüsst würde, wenn die britische Regierung den Art. 46 der Mannheimer-Konvention ebenfalls als noch zu Recht bestehend betrachte, dass sie aber gerade deshalb so grossen Wert auf die Aufrechterhaltung des Prinzips von Art. 46 lege, um dasselbe ev. auch gegenüber den, im Zusammenhang mit Art. 358 des Versailler Vertrages zu fassenden Beschlüssen der Zentralkommission geltend machen zu können,

2. dass die Schweiz der Ansicht sei, der von Frankreich eventuell zu konstruierende Kanal müsste nicht nur die Möglichkeiten der Schiffahrt sichern, wie sie *gegenwärtig* vorhanden sind, sondern diejenigen, die ein im Sinne der Mannheimer-Konvention in gutem Stand gehaltenes Flussbett offerieren würde,

3. dass die Schweiz vollständig die Ansicht der britischen Regierung teile, die schweizerischen Interessen in der Rheinfrage würden sich mit den britischen decken, dass sie dieselben aber im oben angedeuteten Sinne zu wahren glauben müsse.

Der britische Gesandte wird diese Bemerkungen seiner Regierung mitteilen und uns seinerseits deren Antwort wieder zur Kenntnis bringen.

427

E 2001 (B) 14/5

Le Ministre de Suisse à Paris, A. Dunant,
au Chef du Département politique, G. Motta[1]

L Rhin

Paris, 9 novembre 1920

En possession de votre télégramme N° 45 et de votre lettre du 4 courant[2], j'ai fait deux nouvelles démarches en vue de savoir si la présentation au Gouvernement français de la note dont vous m'avez remis le texte[3] serait un obstacle à la rentrée des délégués suisses dans la Commission centrale du Rhin.

Chez M. Berthelot, je me suis trouvé vis-à-vis d'un homme qui m'a donné très nettement à entendre que du moment où il existe un Traité de Versailles, la Suisse doit dire carrément si, oui ou non, elle en accepte la teneur en ce qui concerne tous les articles relatifs au Rhin; il ne semble pas possible à M. Berthelot que la Suisse prenne dans ledit Traité les clauses qui lui conviennent tandis qu'elle fera des réserves au sujet de certaines stipulations qui ne seraient pas de son gré. Le Traité prévoit le canal latéral: il est donc exclu — selon M. Berthelot — que l'on revienne sur cette question.[4] Les démarches faites autrefois par notre pays auprès de l'Allemagne afin de faire partie de la Convention de Mannheim n'ont pas abouti; les Alliés ont, en 1919, tenu compte des désiderata de la Suisse et lui ont donné l'accès réclamé dans la Commission centrale du Rhin; à nous de décider ce que nous voulons faire. Comme je rendais mon interlocuteur attentif au fait que, par deux fois, le Conseil fédéral avait, en 1903 et 1918, formulé toutes réserves auprès du Cabinet de Berlin contre des travaux éventuels qui nuiraient à la libre navigation sur le Rhin, M. Berthelot en prit note, mais parût moins frappé de cette mise au point que je ne l'eusse espéré. Sur ma demande si, à titre personnel et particulier, je pourrais lui remettre un *projet* de note, quitte à ne la déposer réellement et officiellement que lorsque je connaîtrais le *projet* éventuel de la réponse française, M. Berthelot me répondit qu'il ne voyait pas d'inconvénient à cette manière de procéder.

Au Ministère des Travaux Publics, j'ai revu — et très longuement — M. Charguéraud dont vous n'ignorez pas la situation fort importante; c'est le grand manitou en matière de navigation fluviale et il connaît à fond notre point de vue qu'il était superflu de lui exposer une fois de plus. M. Charguéraud, auquel j'ai de nouveau donné *verbalement* connaissance du projet de votre note, m'a répété ce qu'il m'avait déjà dit l'autre jour: «Le dernier alinéa ne marchera pas; quant au reste il n'y a, vu les termes extra-prudents dont on se sert, pas de motifs à ne pas se déclarer d'accord; mais cela provoquera sûrement des malentendus lorsqu'il s'agira

---

1. *En tête du document, Motta a noté de sa main:* Je parlerai de la chose à M. Dunant à Genève. 11.11.20. M.
2. *Non reproduits, cf.* E 2200 Paris 1/1615.
3. *Cf. n° 400.*
4. *Point d'exclamation de Motta en marge.*

d'interpréter; avant tout il faut rechercher l'esprit qui est entre les lignes.» Et M. Charguéraud a ajouté que la France veut le canal stipulé au Traité de Paix tandis que la Suisse met tout en œuvre pour la libre navigation sur le fleuve; et c'est cette divergence complète d'opinions qui resterait à la base de notes dont les rédactions paraîtraient donner satisfaction. On peut être amené à conclure que par le cinquième alinéa de son projet de note, où le Conseil fédéral prévoit le «cas où une voie navigable artificielle viendrait à être exécutée» la Suisse envisage déjà la possibilité de ne plus faire opposition au canal latéral; mais M. Charguéraud se demande si c'est bien là l'interprétation que la France peut donner à cette phrase. A l'alinéa suivant, il est parlé de la «liberté» qu'aura la commission de discuter *les projets;* c'est entendu, mais pas *le* projet; la commission se trouvera en présence du projet de canal latéral et elle aura à examiner, à critiquer, à corriger non pas le principe du canal lui-même, mais les diverses modalités de construction ou telle amélioration à apporter aux vannes, ou tel agrandissement à faire aux écluses, bien qu'elles soient prévues à 170 mètres. Encore là, M. Charguéraud pose un point d'interrogation: est-ce bien la même interprétation que celle du Conseil fédéral? On se trouve vis-à-vis du texte formel des articles 354 et suivants qui ne sauraient être «interprétés» de deux manières différentes; — d'après M. Charguéraud — un cas analogue à celui de l'article 65 qui prévoit la nomination et la révocation par la Commission du Rhin du Directeur des ports de Kehl et Strasbourg, étant bien entendu que ledit Directeur *devra* être de nationalité française. Pas plus que la délégation suisse ne pourrait proposer la nomination d'un directeur — si compétent fût-il — qui ne serait pas français, pas plus elle ne saurait s'occuper, au sein de la commission, d'un projet qui ne fût pas le canal prévu au Traité et déjà accepté par les signataires du Traité. Quant à la possibilité de remettre, d'une manière qui ne nous lie aucunement, notre *projet* de note, M. Charguéraud n'y voit point d'inconvénient.

Faut-il le faire? Je vous avoue que j'ai encore des hésitations, car je sens qu'on veut nous acculer à la reconnaissance tale quale du Traité de Versailles; notre note aura beau n'être qu'un projet, nous n'en aurons pas moins abattu notre jeu et nous serons liés par ce que nous y disons; ou bien entrevoyez-vous la possibilité de tenir compte de telle ou telle modification que demanderait le projet éventuel de réponse française. Dans votre lettre du 4 courant vous me recommandez instamment de ne pas «lâcher» la note avant d'être certain qu'elle ne sera point, aux yeux du Gouvernement français, un empêchement à l'entrée de nos délégués à la Commission centrale; or, j'aimerais mieux attendre encore quelque peu; il paraît que, pour le Danube, les choses ne marchent pas tout seul et qu'il y a encore plus de difficultés que pour le Rhin; la Commission du Danube poursuivra bientôt ses travaux à Vienne; ensuite viendra la période électorale pour le renouvellement d'un tiers du Sénat; M. Claveille disparaîtra dans son Département, car il est soumis à réélection; il est donc fort probable que la Commission du Rhin ne se réunira pas avant le 20 janvier; nous avons du temps devant nous et qui sait s'il ne vaut pas mieux ne pas brusquer les choses. Pardonnez-moi d'être trop prudent, mais pour rien au monde je ne voudrais aller de l'avant sur un terrain aussi peu sûr, sans votre assentiment. Ou bien estimez-vous que nous puissions risquer le dépôt, à titre personnel, du *projet* de votre note?

Comme j'aurai l'honneur de dîner avec vous, Monsieur le Président, dimanche

soir chez M. Ador, vous estimerez peut-être opportun d'attendre jusque là pour vous entretenir avec moi de cette question.

Je tiens à ne point terminer ce rapport sans vous dire que M. Charguéraud m'a renouvelé sa précédente déclaration (qui cadre avec celle de M. Millerand à Lausanne) à savoir que, sur le canal latéral, la navigation sera aussi libre que sur le Rhin; il a ajouté: «ah! si je pouvais avoir pendant deux heures vos techniciens à mon bureau je suis certain qu'ils reconnaîtraient l'excellence de notre projet et que les objections suisses tomberaient.»[5]

5. *Remarque manuscrite de Chuard en marge de ce passage:* Nous avons désigné des experts techniques (Collet, Gelpke, Mutzner). Ce serait p.e. le moment utile de les envoyer à Paris? Ch.

428

J.I.1 1/5

Le Jurisconsulte du Département politique, M. Huber, au Président de la Confédération, G. Motta

Minute
L

Ossingen, 10. November 1920

Herr Rüegger hat mir den vorläufigen Text Ihrer Rede zur Eröffnung der VB-Versammlung[1] zugesandt.

Ich bin überzeugt, dass die Rede einen tiefen Eindruck machen wird, und sie hebt den Ton der ganzen Verhandlungen von vornherein auf ein Niveau, das sonst an internationalen Konferenzen nicht erreicht wird. Die offiziellen Reden an den Haager Konferenzen waren geist- und seelenlos, denn diejenigen, die sie hielten, spotteten innerlich über die an der Konferenz angestrebten Ziele.

Wenn ich eine Bemerkung machen darf, so wäre es die: der Gedanke, dass der Völkerbund vor allem die Mission des geistigen und materiellen Wiederaufbaus der Gemeinschaft aller Völker hat, tritt im Verhältnis zu den übrigen Partien der Rede, wenigstens an äusserem Umfang, zurück. Und doch ist dies für die grosse Mehrzahl der Schweizer, die nicht überhaupt gegen den VB sind, die Hauptsache. Sie ist es aber auch für die aufrichtigen Anhänger im Ausland. Gewiss werden an der Unterstreichung dieses Gedankens gewisse Kreise Anstoss nehmen, aber viele werden erwarten, dass die Schweiz den Gedanken des resoluten Abbaues der Kriegsstimmung entschieden vertrete. Der Umstand, dass nur von Russland, nicht aber ausdrücklich von Deutschland die Rede ist, könnte für oberflächliche Leser den Eindruck erwecken, dass man dem vitalen Problem des Verhältnisses des VB zu den Zentralmächten aus dem Wege gehe.

Dass der Anlass benutzt wird, Belgien die verdiente Ehre auch von seiten der Schweiz zu geben, ist sehr glücklich; nur einzelne Ausdrücke, z.B. betr. König Albert, würden – finde ich – in der deutschen Übersetzung und in der deutschen

1. *Pour le texte de ce discours, cf. n° 431.*

Schweiz einen Ton zu hoch klingen. Aus den gleichen psychologischen, innerpolitischen Erwägungen hätte ich Ihnen einige weitere Abschwächungen empfohlen. Wie mir Herr Rüegger sagt, haben Sie aber gerade diese Stelle selber schon abgetönt.

Entschuldigen Sie meine Freiheit, mich ungebeten zu Ihrer Rede zu äussern; ich glaubte aber doch, es tun zu dürfen.

429

E 2001 (B) 8/10

Le Ministre de Suisse à Rome, G. Wagnière, au Président de la Confédération, G. Motta[1]

L Personnelle — Rome, 11 novembre 1920

Comme je vous l'ai mandé dans mon télégramme N° 52[2], j'ai eu ce matin une longue conversation avec M. Tittoni qui est rentré plus tard qu'on ne l'avait annoncé et que je n'ai pas pu aller voir ces jours derniers ayant été absorbé par l'Assemblée de l'Institut International d'Agriculture.

Sur un des points soulevés par votre lettre du 11 octobre[3], M. Tittoni m'a tenu un tout autre langage que le Comte Sforza.[4] M. Tittoni, comme M. Sforza, considère comme un honneur pour l'Assemblée d'être reçue à Genève par le Président de la Confédération qui serait appelé ainsi à en présider la séance d'ouverture. En revanche, il doit reconnaître, après en avoir longuement conféré avec ses collègues du Conseil de la S.d.N. que le Président de la Confédération ne devrait pas être appelé à présider l'Assemblée et que même sa présence au cours des débats présenterait des inconvénients. Plusieurs Etats, m'a-t-il dit, sont représentés par de simples fonctionnaires ce qui créerait une inégalité trop sensible au point de vue du rang des délégués. En outre, après les expériences faites à Paris avec M. Wilson, la présence d'un chef d'Etat, indépendamment de sa personne, rencontrerait quelque opposition, principalement dans les milieux alliés.

Mon premier mouvement, a dit M. Tittoni, aurait été de proposer moi-même que le Président de la Confédération fût appelé à présider l'Assemblée, mais après en avoir conféré avec mes collègues j'ai dû reconnaître la justesse de leur raisonnement. Et j'aurais été malvenu pour insister après avoir déjà dû rompre

---

1. *En tête du document, G. Motta a noté:* L'opinion de M. Tittoni est certainement erronée en ce qui concerne ma participation à l'Assemblée. Quant à la question de la *Présidence* je m'expliquerai avec lui. L'attitude de M. Tittoni s'explique à mes yeux parfaitement. 13.11.20. M. *Voir aussi n° 431, note 1.*
2. *Non reproduit.*
3. *Cf. n° 413.*
4. *Le 18 octobre, Wagnière télégraphiait (n° 42) à Motta:* Sforza anerkennt, dass Herr Bundespräsident nicht nur die Eröffnungsrede halten soll, sondern auch die erste Session präsidieren soll. Er wird in diesem Sinne Tittoni sprechen, welchen ich ebenfalls sehen werde. (E 2001 (B) 8/10).

des lances afin d'obtenir que le siège de la Société des Nations fût maintenu à Genève.

M. Tittoni croit savoir que vous serez à Genève samedi et m'a demandé de pouvoir être reçu par vous afin de vous exposer sa manière de voir.

430

E 1004 1/277

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 novembre 1920[1]
3555. Verteilung der Kosten des Völkerbundes

Politisches Departement (Auswärtiges).
Antrag vom 11. November 1920

Gemäss Art. 6 des Völkerbundspaktes werden die Kosten des Generalsekretariates von den Gliedstaaten des Völkerbundes in dem Verhältnis getragen, wie es im Ausführungsreglement der Konvention des Weltpostvereins festgestellt ist. Die in Artikel 38, § 5, dieses Reglements vorgesehene Klassifizierung der Staaten ist eine ziemlich willkürliche, da es bisher den einzelnen Staaten freigestellt war, in welche Klasse sie eingeteilt zu werden wünschten. Solange es sich nur um die Verteilung von Ausgaben im Betrage von Fr. 125,000 (resp. 160,000 im letzten Jahre) handelte, haben viele Mitgliedstaaten, u.a. auch die Schweiz, die Mehrkosten nicht gescheut, um in eine hohe Klasse eingeteilt zu werden. Teuer kam aber die Ehre zu stehen, als es sich darum handelte, einen der Klasse entsprechenden Beitrag an die Völkerbundskosten zu bezahlen. Das Budget des Völkerbundes für 1921 sieht Ausgaben im Betrage von ungefähr 30 Millionen Goldfranken vor, wovon beispielsweise auf die Schweiz 900,000 Fr., also ungefähr $^1/_{30}$, fallen würden. Der Wunsch nach einem gerechteren, der wirklichen Zahlungsfähigkeit der einzelnen Staaten angepassten Verteilungssystem war deshalb unter den Völkerbundsstaaten ein ziemlich allgemeiner.

In seiner Sitzung von Rom beschloss denn auch der Völkerbundsrat, es sei von der Finanzkonferenz ein Ausschuss von Experten zu bestimmen, der zu prüfen hätte, nach welchen Grundsätzen die Verteilung der Kosten geregelt werden könnte. Infolge der Verschiebung der Finanzkonferenz wurde später der Präsident der Finanzkonferenz, Herr Ador, vom Rat gebeten, die Ernennung dieser Expertenkommission selbst vorzunehmen.

In den Verhandlungen dieser Kommission, an denen Herr Alfred Georg aus Genf als schweizerischer Experte teilnahm, wurden von vorneherein die Schwierigkeiten betont, die mit einer allfälligen Änderung des Paktes, resp. dessen Art. 6, verbunden wären. Herr Georg wurde beauftragt, den Bundesrat in seiner Eigenschaft als geschäftsführender Staat des Weltpostvereins offiziös anzufragen, ob er eine Änderung des Ausführungsreglements der Konvention des Weltpostvereins, im Sinne einer Neuklassierung der Staaten, für möglich halte.

---

1. *Etait absent: J.-M. Musy.*

Nachdem der Bundesrat dies bejaht und seine guten Dienste in dieser Angelegenheit angeboten hatte, beriet die Kommission die Neuklassierung der Staaten und kam zum Schlusse, es seien bei der Neueinteilung der Völkerbundsmitglieder als Klassierungsfaktoren einzig die Einnahmen dieser Staaten von 1913 sowie deren Bevölkerungszahl zu berücksichtigen. Die Frage des Verhältnisses der beiden Elemente zueinander wurde von der Kommission offen gelassen, dagegen wurde in der Resolution ausgeführt, dass es zweckmässig wäre, die Anzahl der Klassen, wie sie der Weltpostverein vorsieht, beizubehalten, und dass eine auf den beiden genannten Faktoren sich aufbauende Neueinteilung nur provisorischen Charakter haben sollte. Für den Fall der Ernennung einer ständigen internationalen Finanzkommission hätte diese ein auf noch gründlicherer wissenschaftlicher Basis aufgebautes System der Klassierung auszuarbeiten.

Die zur Besprechung des Vorgehens in der Angelegenheit vom politischen Departement einberufene interdepartementale Konferenz, an der ausser den Vertretern des politischen Departements, des Volkswirtschaftsdepartements, des Finanzdepartements und des Postdepartements auch die Herren Dr. Alfred Georg aus Genf und Henrioud vom Weltpostverein teilnahmen, war übereinstimmend der Ansicht, dass die von der Völkerbundskommission vorgeschlagene Basis der Neuklassierung eine gerechte Verteilung der Kosten des Völkerbundes weit eher ermögliche als die gegenwärtig bestehende, ziemlich willkürliche Einteilung derselben, und dass deshalb die betreffende Resolution beförderlichst dem Weltpostverein zur Kenntnis zu bringen sei. Man war ferner übereinstimmend der Ansicht, dass die Angelegenheit dem gegenwärtig in Madrid tagenden Kongress des Weltpostvereins unterbreitet werden müsse, und dass es sehr zu begrüssen wäre, wenn derselbe noch vor seiner Vertagung die Revision des erwähnten Art. 38, § 5, vornehmen könnte. Andererseits gab man sich Rechenschaft darüber, dass es für den Kongress eine fast unmögliche Aufgabe wäre, in so kurzer Zeit zu einer Lösung des Problems zu kommen, wenn ihm nicht ein auf der Basis der von der Völkerbundskommission vorgeschlagenen Elemente aufgebautes Projekt vorgelegt würde.

Die interdepartementale Konferenz beschloss daher, es sei ein solches Projekt von der Schweiz, an Hand der ihr zur Verfügung stehenden Angaben über die Einnahmen und Bevölkerungszahl der einzelnen Staaten, auszuführen. Auf Wunsch der Konferenz unterzogen sich die Herren Dr. Georg Ney, Direktor des eidgenössischen Statistischen Amtes, und Dr. Wetter, Generalsekretär des Volkswirtschaftsdepartements, dieser Aufgabe, und in einer zweiten interdepartementalen Konferenz konnte von den von diesen Herren ausgearbeiteten Zusammenstellungen Kenntnis genommen werden.

Die genannten Herren schlagen übereinstimmend vor, es sei zur Berechnung der für die Verteilung der Völkerbundskosten in Zukunft massgebenden Indexziffern 1 Millionstel der Bevölkerungszahl und ein Millionstel der Einnahmen der verschiedenen Staaten im Jahre 1913, *berechnet in £*, in Betracht zu ziehen.

Die Grundlagen der Berechnung sind in verschiedenen Listen[2] aufgezeichnet. Liste 1 zeigt die verschiedenen der Postunion angehörenden Staaten mit ihrer

---

2. *Non reproduites.*

Bevölkerungszahl und ihren Einnahmen pro 1913 in £. Liste 2 enthält die Indexziffern der verschiedenen Staaten. Liste 3 deren Neuklassierung. Liste 4 gibt eine Übersicht über die Anteile der verschiedenen Mitgliedschaften des Völkerbundes an die auf 30 Millionen Franken vorgesehenen Ausgaben von 1921.

Wenn die Schweiz auf dieser Liste 3 in der Klasse 5 figuriert, so bedarf das hier einer besondern Erklärung. Wäre deren Indexziffer in gleicher Weise berechnet worden wie bei den übrigen Staaten, so hätte sie in die sechste statt in die fünfte Klasse eingeordnet werden müssen. Als Einnahmen sind bei allen Staaten nur die Einnahmen der Zentralstaaten, ohne Berücksichtigung derjenigen der Provinzen und Kantone, in Betracht gezogen worden. Die Schweiz scheint aber in dieser Hinsicht eine einzigartige Stellung einzunehmen. Die Kantone besitzen eine ausgedehntere Finanzhoheit als die Provinzen anderer Staaten. Die Einnahmenziffern der Schweiz als solche sind daher relativ sehr niedrig. Dieser Umstand und auch die Überlegung, dass die Schweiz es ihrem Ansehen schuldig sei, nicht in einer zu tiefen Klasse eingereiht zu werden, hat die interdepartementale Konferenz bewogen, vorzuschlagen, es sei zur Berechnung der Indexziffer der Schweiz nicht deren Einnahmeziffer von 1913, sondern diejenige von 1920 zu berücksichtigen. Auf diese Art und Weise erhielt sie ihren Platz in der fünften Klasse, zusammen mit Ländern wie Dänemark, Norwegen und Schweden, und würde bei einem Budget von 30 Millionen rund 420,000 Franken beizusteuern haben.

Der Direktor des Internationalen Bureaus des Weltpostvereins ist durch ein Schreiben des politischen Departements in der Angelegenheit bereits eingehend orientiert worden. Ein auf der Basis der von der Völkerbundskommission bezeichneten Elemente ausgearbeiteter Entwurf ist ihm in Aussicht gestellt worden. Bei der Übermittlung desselben würde vielleicht zweckmässig darauf hingewiesen werden, dass es nicht nur in hohem Masse wünschbar wäre, wenn der Kongress noch vor seiner Auflösung die Neuklassierung vornehmen würde, sondern dass es im Interesse einer möglichst baldigen gerechten Verteilung der Völkerbundskosten liegen würde, wenn der Kongress zugleich beschliessen würde, die neue Bestimmung sofort in Kraft treten zu lassen.

Herr Ador als Vertreter des Völkerbundsrates wird in Beantwortung seines Schreibens vom 28. Oktober von den Schritten des Bundesrates benachrichtigt werden. Ferner dürfte es zweckmässig sein, dass die schweizerischen Delegierten an der Völkerbundsversammlung dem Generalsekretariat vom Vorgehen des Bundesrates mündlich Mitteilung machen. Das Generalsekretariat wäre sodann in der Lage, den Vertretern der übrigen Völkerbundsstaaten die Notwendigkeit der Ausübung eines Druckes ihrer Regierungen auf die Vertreter in Madrid im Sinne einer Beschleunigung der Neuklassierung nahezulegen.

Gemäss dem Antrag des politischen Departements wird *beschlossen:*

1. Der von der interdepartementalen Konferenz vorgeschlagene Entwurf einer Neuklassierung der Staaten in Hinsicht auf deren Beitragsleistung an die Völkerbundskosten wird genehmigt.

2. Dieser Entwurf ist dem Internationalen Bureau des Weltpostvereins zuhanden des Kongresses zu unterbreiten.

3. An Herrn Ador, als Vertreter des Völkerbundsrates, ist das im Entwurf vorgelegte Antwortschreiben zu richten.

4. Die schweizerische Delegation an die Völkerbundsversammlung hat dem Generalsekretariat vom Vorgehen des Bundesrates in der Angelegenheit Mitteilung zu machen und dasselbe auf die Wünschbarkeit der Ausübung eines Druckes der Regierungen der Völkerbundsstaaten auf deren Vertreter in Madrid im Sinne der Beschleunigung der Neuklassierung der Staaten aufmerksam zu machen.

431

E 2001 (3) 8/10

Discours du Président de la Confédération, G. Motta, à l'inauguration de la première Assemblée de la Société des Nations[1]

Genève, 15 novembre 1920

Mesdames, Messieurs,

Au nom du peuple suisse et de son Gouvernement, je souhaite, en ma qualité de Président de la Confédération, la bienvenue la plus cordiale à cette illustre Assemblée, convoquée et réunie pour la première fois au siège statutaire de la Société des Nations.

Si je ne cherche pas à voiler l'émotion qui m'étreint dans cet instant, c'est que je m'efforce de mesurer par la pensée la grandeur et la portée incomparables de l'événement qui s'accomplit sur le sol de mon pays. Très grand est l'honneur qui en rejaillit sur la Suisse et je me sens confus du privilège que mes fonctions me confèrent, de vous adresser, avant tout autre, la parole en son nom.

Je saisis, tout d'abord, cette occasion unique pour exprimer à la Conférence de la Paix notre gratitude ineffaçable d'avoir bien voulu désigner la ville de Genève comme siège du grand organisme international qu'elle a institué.

Nous avons su que la Conférence avait hésité dans son choix entre Bruxelles et Genève. Si les raisons déterminantes de choisir n'avaient été que le récent éclat de la gloire et la noblesse du sacrifice, la cause belge n'aurait pu éveiller le moindre geste de compétition. Le nom de la Belgique rayonne d'une lumière qui ne s'éteindra plus; Albert Ier, le roi héroïque, nous apparaît comme une des figures les plus hautes et les plus pures de l'histoire; le peuple belge vivra dans la conscience de la postérité comme un peuple martyr. *(Applaudissements.)*

Je remplis un devoir qui m'est cher et qui tire de cette réunion solennelle son entière signification, si, premier magistrat d'un pays resté neutre pendant la grande guerre, je proclame ici que l'exemple de fidélité aux engagements internationaux et aux lois de l'honneur que la Belgique a scellé dans le sang, demeurera gravé dans la mémoire des hommes aussi longtemps qu'ils conserveront intacts l'idée de la justice et le culte du droit.

Je tiens en outre à remercier le Conseil de la Société — auquel je m'honore de rendre hommage dans les personnalités éminentes qui le composent —, d'avoir

---

1. *C'est le Belge Paul Hymans qui préside la 1ère Assemblée. Cf.* SdN. J.O. 1ère Assemblée, 1920, *pp. 24—29 qui contient le texte complet du discours de Motta en français et en anglais. Pour un avis sur le contenu de ce discours, cf. n° 428.*

rendu possible, par sa déclaration, faite à Londres le 13 février 1920, l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations.

La neutralité perpétuelle de la Confédération, que les récents Traités ont, à plus d'un siècle de distance, reconnue à nouveau, a été ainsi consacrée comme une partie intégrante du droit des gens, comme la résultante d'une situation exceptionnelle et unique et comme un des principes salutaires qui contribuent à maintenir la paix. La politique suisse est fondée depuis quatre siècles sur l'idée de la neutralité perpétuelle. Lorsque, en 1914, se déchaîna la conflagration générale, la Suisse ne pouvait hésiter: rester neutre, c'était pour elle respecter ses obligations internationales les plus claires et suivre la droite ligne de sa mission pacifique.

Par un bonheur qui, eu égard à sa petitesse et à sa situation géographique au centre de la mêlée, sembla tenir du prodige, la Suisse garda sa neutralité jusqu'au bout. Si, pour être Membre de la Société des Nations, le peuple suisse avait dû renoncer à la neutralité armée qu'il considérait à juste titre et considère encore comme un bouclier, il se serait trouvé aux prises avec le plus douloureux des dilemmes: ou désavouer ses traditions et renier son génie propre, ou être à jamais exclu de l'ordre international nouveau.

Le Conseil de la Société des Nations, magistrature auguste qui interprétait, sans doute, la volonté et la sympathie des autres peuples, a épargné au peuple suisse ce cruel dilemme. Que le Conseil reçoive ici l'écho renouvelé de notre reconnaissance.

Je vous demande enfin, Mesdames et Messieurs, la permission d'envoyer un remerciement non moins cordial à M. le Président Wilson pour avoir, par un geste amical et spontané, convoqué la première Assemblée des Nations au siège de la Société stipulé par le Pacte.

J'ajoute à ce remerciement un espoir qui est davantage encore un vœu très ardent: le vœu que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ne tardent plus longtemps à venir occuper leur place légitime dans la Société! *(Vifs applaudissements.)*

Le pays, qui constitue à lui seul un monde pourvu de toute l'abondance de la terre; — la glorieuse démocratie qui a fondu en elle comme dans un immense creuset toutes les races pour leur imposer une langue et une discipline communes, — le peuple que sillonnent tous les éclairs de l'idéalisme et que soulèvent toutes les vagues du progrès matériel, — l'Etat qui a jeté le poids décisif de ses ressources et de ses armées dans les balances qui ont fixé les destinées nouvelles des continents et de l'Europe en particulier, — la patrie de George Washington, patriarche de la liberté et d'Abraham Lincoln, confesseur et martyr de la fraternité, ne peut pas, ne voudra pas se dérober pour toujours à l'appel des Nations qui, tout en demeurant indépendantes et souveraines, se proposent de travailler ensemble à la paix et à la prospérité du genre humain.

Quelle tâche, en effet, que celle de l'humanité, au lendemain du cataclysme de fer et de feu qui l'a atteinte jusque dans ses œuvres vives! Nous chercherions en vain, dans les époques de l'histoire, une tragédie comparable à celle dont nous avons été les acteurs ou les spectateurs. La chute gigantesque, mais très lente, de l'Empire romain n'en donnerait elle-même qu'une image bien pâle et bien imparfaite.

Jamais le courage, la volonté de l'immolation, l'amour de la patrie, le génie de l'organisation militaire n'ont atteint de tels sommets. L'héroïsme a dépassé toutes les bornes que l'imagination, alimentée par les récits antérieurs, avait dressées jusqu'alors. Dans ce sens, la guerre a fait vraiment éclater toute la royale grandeur de l'homme, maître et victime de la nature. Mais jamais aussi le choc des armées n'a été si formidable, jamais la terre n'a bu tant de sang et tant de larmes; jamais l'œuvre de la destruction n'a été plus funèbre et plus acharnée.

Certes, la guerre n'a pas seulement détruit. Elle a aidé des peuples à réaliser leur unité nationale. Elle a réparé des injustices. Elle a brisé des chaînes. Elle a été parfois le levain des résurrections. Mais était-elle vraiment le seul et unique moyen d'atteindre à ces résultats? Entre ses résultats et ses ravages y a-t-il eu une proportion tolérable?

Il y eut des moments où nous tous nous nous sommes demandé si les conquêtes supérieures de la civilisation — la loi de l'amour, la vertu de la pitié, le sens du droit, les liens de la solidarité, les arts de la beauté, — n'allaient pas sombrer et disparaître pour toujours dans la catastrophe.

C'est dans ces conditions que l'idée de la Société des Nations — idée déjà ancienne, mais qui semblait errer dans les espaces fantastiques des utopies — devait se poser avec une vigueur jusqu'alors inconnue à tous les cœurs généreux et à tous les esprits clairvoyants. L'expérience avait démontré que de tous les fléaux qui tourmentent notre espèce, le pire était la guerre, fatale aux vaincus, mais terrible aussi aux vainqueurs. Des guerres futures se profilaient déjà dans le lointain, plus funestes encore et plus ténébreuses. Il fallait donc, à tout prix, les rendre impossibles ou moins fréquentes. Tel devait être le but principal de la Société des Nations.

Je m'incline avec le respect et la gratitude qui sont dûs aux bienfaiteurs de l'humanité, devant tous ceux qui, précurseurs, philosophes, hommes d'Etat, philanthropes, hommes et femmes travaillant dans les églises, dans les parlements, dans les sociétés de la paix, dans les congrès internationaux, n'ayant jamais désespéré, ont fait descendre la noble idée de la région des rêves dans celle de la réalité vivante.

Je m'incline également devant le cortège émouvant des femmes en pleurs qui, transfigurées par leur sacrifice et grandies par la conscience nouvelle de leurs devoirs et de leurs droits politiques, ont tendu, par-dessus les tombeaux, les bras vers leurs compagnons, les suppliant pour que la force cesse d'être brutale et ne soit plus que la servante nécessaire du droit.

Le jour où la Société des Nations a pris corps, un événement s'est accompli dont les effets influeront à jamais sur l'évolution des Etats. Les lacunes évidentes et les imperfections inévitables du premier Pacte ne sauraient modifier en rien ce jugement. Le geste du semeur n'est jamais tout à fait stérile. Même si, — et je m'excuse de formuler cette impossible hypothèse — ce premier édifice que tant d'Etats ont bâti était voué à l'écroulement, les fondements en subsisteraient et ses ruines elles-mêmes appelleraient en leur langage les nouveaux artisans des reconstructions nécessaires.

Parmi les millions de soldats que la guerre a fauchés, même dans les pays neutres, les élites morales étaient innombrables. Elles se sont sacrifiées pour leurs patries, elles sont tombées aussi pour l'humanité. Elles avaient dans les yeux la

vision d'une grande famille humaine d'où la violence serait bannie et où la justice aurait régné en souveraine. Au moment suprême où elles ont entendu l'appel mystérieux d'en-haut, elles ont fondu dans une harmonie parfaite l'idée de l'Humanité et l'idée de la Patrie. Je vous salue, héros de toutes les patries, héros connus et héros inconnus, héros à l'esprit cultivé et héros à l'esprit humble, vous dont les corps reposent sous les Arcs de Triomphe, dans les cathédrales, et au sein des terres maternelles et des terres étrangères, je vous salue avec une tendresse infinie, avec une émotion que je ne puis contenir, ô divines semences des moissons futures, ô témoins des temps nouveaux! *(Applaudissements prolongés.)*

La Société des Nations vivra. Maintenant déjà, il nous serait difficile d'imaginer qu'elle n'existe pas, mais il serait puéril de lui demander des miracles. Les individus sont impatients parce qu'ils sont éphémères. Les collectivités évoluent lentement parce que leur durée est sans limite.

Les Traités de Paix seraient en partie inexécutables si la Société des Nations n'existait pas. Les sanctions matérielles à sa portée sont peut-être et pour longtemps d'une efficacité douteuse; elle dispose cependant d'ores et déjà de cette force morale pénétrante qui s'appelle la conscience internationale. Elle agira par la coercition aussi, mais elle dominera sourtout par l'esprit. Si la première Assemblée ne se dissout pas sans avoir institué la Cour Permanente de Justice Internationale, elle aura largement ouvert une maîtresse voie à la solution des conflits entre les Etats.

Plus la Société des Nations sera universelle, plus elle possédera de gages d'autorité et d'impartialité. Les vainqueurs ne pourront renoncer pour toujours à la collaboration des vaincus. Cette collaboration des uns avec les autres répond à une nécessité vitale. Les haines sont une malédiction. Les peuples sont très grands lorsqu'ils le sont par la générosité ou par le repentir. Je faillirais à mon devoir d'interprète, quoique indigne, de la pensée suisse, si je n'avais le courage de le proclamer dans cette enceinte.

Les solidarités morales, économiques et financières survivent à tous les désastres, malgré toutes les colères, même les plus saintes et les plus légitimes. Cette première Assemblée, qui aura déjà à examiner l'admission de nouveaux Etats, aura l'occasion et la tâche de préparer les voies qui rapprocheront la Société des Nations de son idéal d'universalité et par là de réconciliation et de paix définitives.

Le jour viendra — je l'appelle de mes vœux — où la Russie elle-même, guérie de son ivresse et libérée de sa misère, cherchera dans la Société des Nations l'entraide, l'ordre et la sécurité indispensables à sa reconstitution.

La Société n'est pas une alliance de gouvernements. Elle est une association des peuples. C'est pour cela qu'elle a placé dans la sphère de ses préoccupations capitales la question du désarmement, celle des communications, du transit, du commerce, celle de l'hygiène, celle de la reconstruction financière et surtout la question du travail. Il est impossible que les Etats continuent à plier sous le fardeau écrasant des dépenses militaires; s'il en était autrement, les douleurs de la guerre n'auraient rien enseigné. Les Etats n'élèveront plus entre eux des barrières trop hautes. Tous les pays auront libre accès à la mer. Ceux qui produisent les matières premières, particulièrement les métaux et le charbon, n'exploiteront pas leurs richesses comme des monopoles. La Conférence financière de

Bruxelles a indiqué les remèdes capables de guérir les plaies des finances publiques; mais l'écart entre les théories et leur application ne sera pas, hélas! réduit de sitôt. Les conditions du travail demeureront régies par les nécessités de la production, mais elles respecteront néanmoins dans le travailleur sa dignité et son droit sacré au bonheur individuel et familial.

L'observateur, même superficiel, constate que la structure de la société humaine a déjà subi les transformations les plus profondes. La fraternité des tranchées n'a pas seulement dissous le fanatisme déchirant des pensées contraires, elle a dissous en même temps l'orgueil misérable et glacé qui divisait les classes; elle s'est enracinée dans les champs et se prolonge dans les ateliers. Les couches nouvelles, les plus nombreuses et par conséquent les moins préparées, aspirent à mettre leur emprise sur la direction des Etats. La liberté politique n'est plus seulement un idéal individuel, mais un moyen puissant de diminuer dans la lutte pour la vie les inégalités initiales, si ce n'est de réaliser l'égalité permanente des conditions qui, elle, est condamnée, pour le bien même de l'humanité, à n'être qu'une folle chimère. La démocratie apparaît comme l'obstacle le plus solide à la violence, au désordre et aux dictatures des minorités, mais elle ne remplit sa fonction essentielle d'éducatrice et de pacificatrice que parce qu'elle ouvre et élargit les voies aux aspirations collectives les plus généreuses et aux évolutions sociales les plus hardies. C'est par ce trait, et je dirai même par cette parenté morale que la démocratie est l'alliée de la Société des Nations.

Ne désirons pas que les démocraties restent immobiles et silencieuses. Leur silence serait trompeur, leur immobilité serait la stagnation. Que les démocraties soient bénies même quand elles grondent, car elles tendent à s'élever. Si elles témoignent peut-être encore de quelque méfiance à l'égard de la nouvelle organisation internationale, elles n'en sont pas moins notre commun espoir. Il y a un siècle, la Sainte Alliance avait cru pouvoir les brider; la Société des Nations les regarde comme ses collaboratrices nécessaires. La plus vieille démocratie du monde, qui, seule, a voulu n'entrer dans la Société des Nations que par la voie du plébiscite, salue, par ma bouche, toutes les autres, grandes et petites, d'un élan joyeux et d'un cœur fraternel.

(Nouveaux applaudissements.)

Je souhaite, Mesdames et Messieurs, que votre séjour à Genève vous soit agréable. La Suisse est un pays simple; elle tient à le rester. Genève ne peut vous offrir dans cette saison les splendeurs de sa nature et le sourire innombrable de son lac. Elle est, par son histoire et par son génie, de toutes les cités suisses celle qui nourrit le plus vivement la passion des idées et celle qui se tourne le plus nettement vers les préoccupations de la vie internationale. C'est par ce caractère qu'elle était prédestinée à devenir le berceau de la Croix-Rouge. Le Secrétariat de la Société auquel j'adresse également l'expression la plus cordiale de notre sympathie, s'y trouvera à son aise. L'opinion publique secondera son effort.

Je forme des vœux pour que les délibérations de l'Assemblée soient toujours inspirées par le désir de la compréhension mutuelle et de l'entente amicale. L'attention du monde est concentrée sur cette Assemblée; elle ne sera point déçue.

La correspondance officielle entre le Conseil fédéral et les Gouvernements des Cantons suisses, permettez-moi d'achever sur cette citation, se termine toujours par cette formule vénérable que nous avons héritée de nos pères:

«Nous vous recommandons, ainsi que nous, fidèles et chers confédéres, à la protection du Tout-Puissant.»

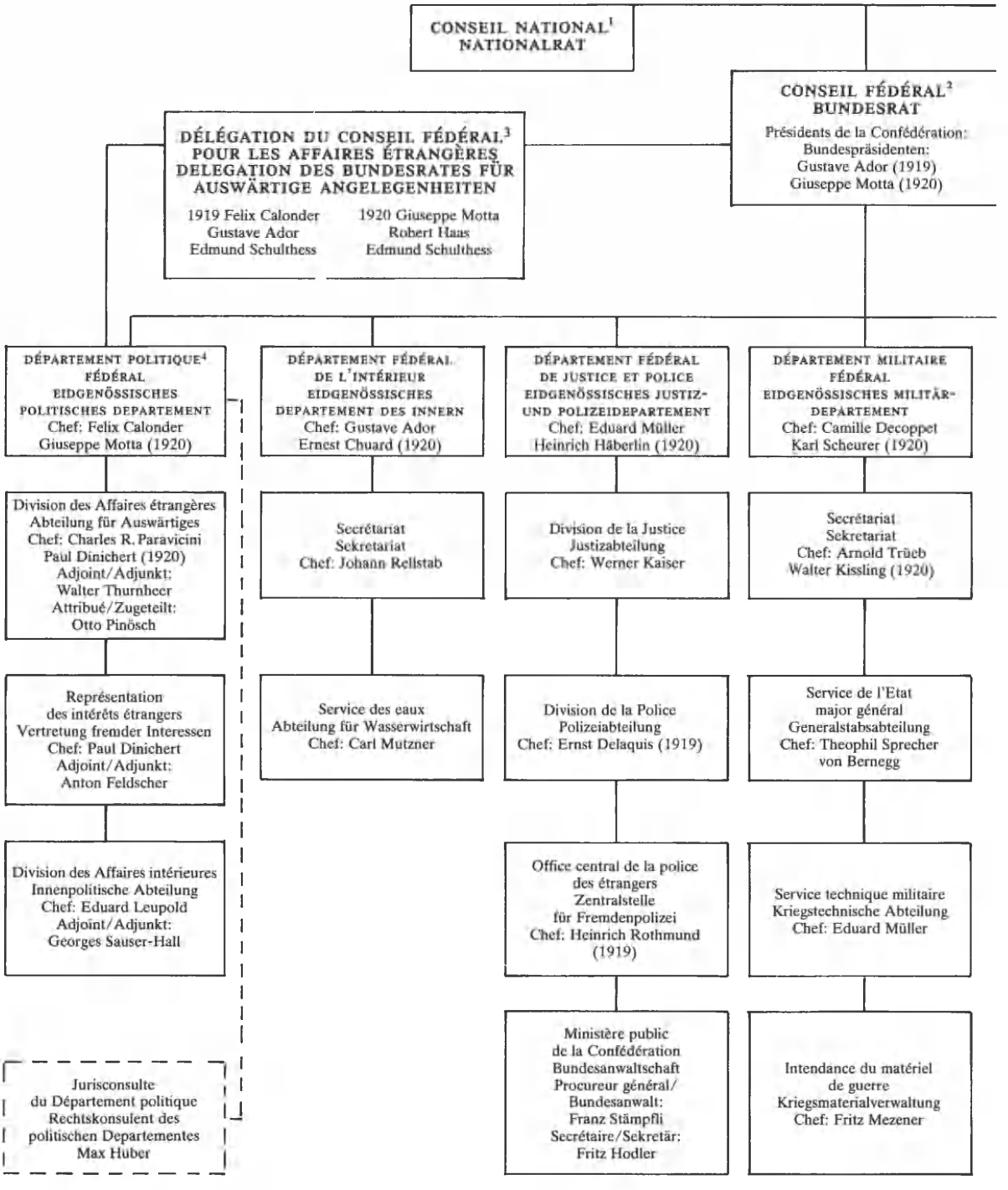
La Société des Nations vivra parce qu'elle doit être une œuvre de solidarité et d'amour. Représentants illustres de civilisations, de races et de langues diverses, personnages éminents accourus de tous les points du globe, disciples éclairés de toutes les philosophies et croyants sincères de toutes les religions, laissez-moi placer la Cité nouvelle sous la garde de Celui que le Dante a nommé dans le vers sublime qui achève et résume son poème sacré:

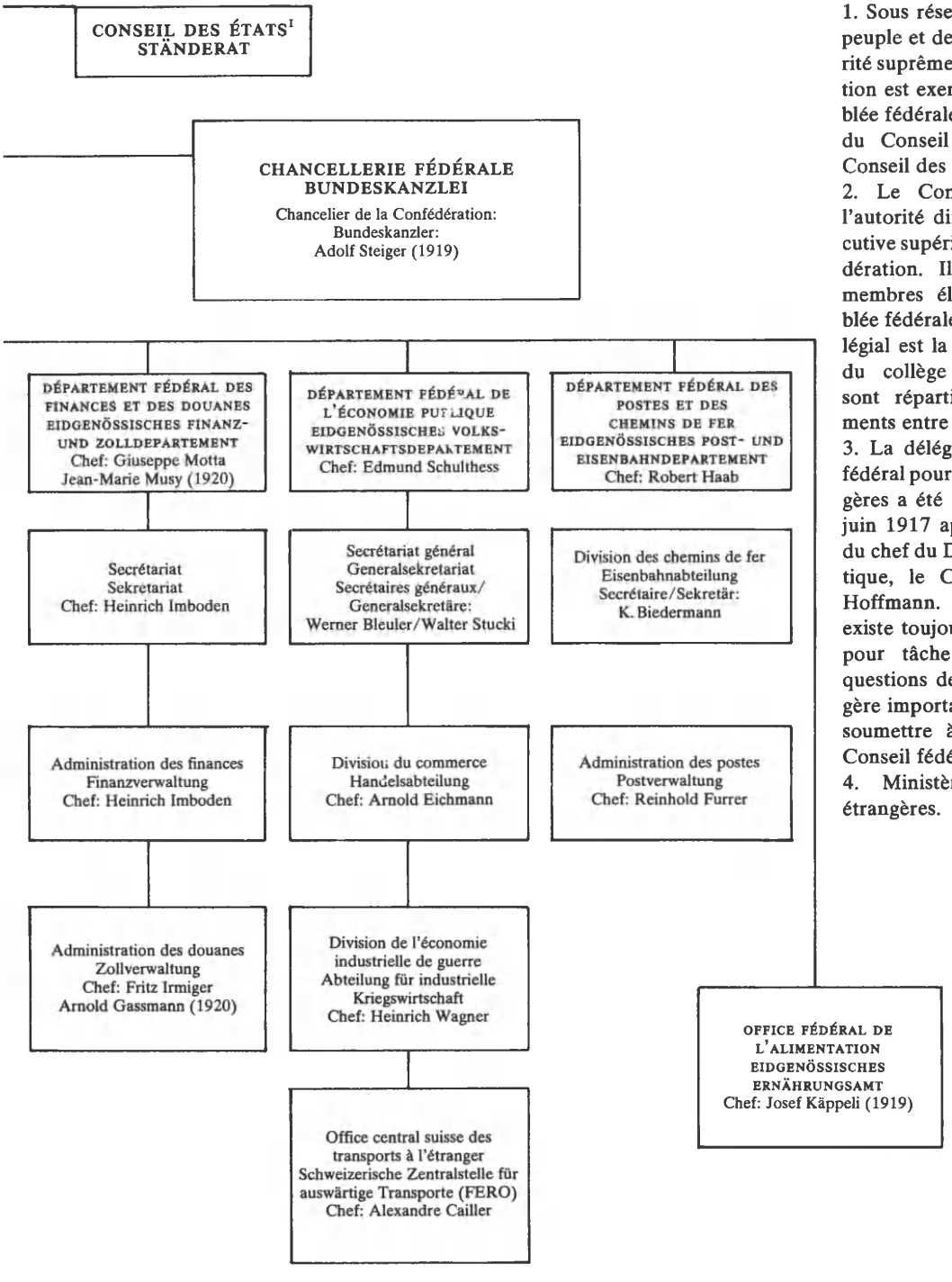
«L'Amor che muove il sole e l'altre stelle.»

L'Amour qui meut le soleil et les autres étoiles. *(Applaudissements prolongés et unanimes).*

VII. ANNEXES

VII.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES 1919—1920





1. Sous réserve des droits du peuple et des cantons, l'autorité suprême de la Confédération est exercée par l'Assemblée fédérale, qui se compose du Conseil national et du Conseil des Etats.
2. Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale et exécutive supérieure de la Confédération. Il comprend sept membres élus par l'Assemblée fédérale. Le système collégial est la règle. Les tâches du collège gouvernemental sont réparties par départements entre ses membres.
3. La délégation du Conseil fédéral pour les affaires étrangères a été créée au mois de juin 1917 après la démission du chef du Département politique, le Conseiller fédéral Hoffmann. Cet organe, qui existe toujours, a notamment pour tâche d'examiner les questions de politique étrangère importantes avant de les soumettre à la décision du Conseil fédéral.
4. Ministère des affaires étrangères.

VII.2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1918—1919

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
			EUROPE		
1. Allemagne	Berlin	Alfred von Planta (1919)		Brême, Düsseldorf, Francfort, Hambourg, Königsberg, Leipzig, Mannheim, Munich, Stuttgart	
2. Autriche	Vienne	Charles D. Bourcart			
3. Belgique	Bruxelles (1919)	Alphonse Dunant (Paris)	Frédéric Barbey	Anvers, Bruxelles	
4. Bulgarie				Sofia	
5. Danemark				Copenhague	
6. Espagne	Madrid	Alfred Mengotti		Barcelona, Sevilla	
7. Finlande				Abo	
8. France et Algérie	Paris	Alphonse Dunant		Alger, Besançon, Béziers (Hérault), Bordeaux, Dijon, Havre, Lille, Lyon, Marseille, Nancy, Nantes, Nice	
9. Grande-Bretagne et possessions britanniques	Londres	Gaston Carlin Charles R. Paravicini (1920)		Adelaïde, Auckland, Bombay, Brisbane, Capetown, Colombo, Glasgow, Hull, Johannesburg, Liverpool, Manchester, Melbourne, Montreal, Singapore, Sydney, Toronto, Vancouver, Winnipeg	
10. Grèce				Athènes, Patras	
11. Hongrie				Budapest	
12. Italie	Rome	Georges Wagnière		Florence, Gênes, Livourne, Milan, Naples, Palerme, Turin, Venise	
13. Monaco				Nice	
14. Norvège				Christiania	
15. Pays-Bas et possessions néerlandaises	La Haye	Paul Ritter Gaston Carlin (1920)		Amsterdam, Batavia, Langkat (Sumatra) Rotterdam	

16. Pologne				Varsovie
17. Portugal	Lisbonne (1919)	Alfred Mengotti (Madrid)		Lisbonne, Porto
18. Roumanie	Bucarest	Gustave Boissier		Bucarest, Galatz
19. Russie	Petrograd	vacant		Kiew, Moscou, Odessa, Riga, Tiflis
20. San Marino				Florence
21. Serbie				Belgrad
22. Suède	Berlin	Alfred von Planta		Malmö, Stockholm
23. Tchécoslovaquie				Prague

AMÉRIQUE

1. Argentine	Buenos Aires	Arthur de Pury		Bahia Blanca, Concepcion del Uruguay, Córdoba, Corrientes, Mendoza, Paraná, Rosario de Santa Fé, Santa Fé, Tucuman
2. Brésil	Rio de Janeiro		Albert Gertsch	Bahia, Pará, Pernambuco, Rio Grande do Sul, São Paulo
3. Bolivie				Oruro
4. Canada, cf. Grande-Bretagne				
5. Chili	Buenos-Aires	Arthur de Pury		Santiago de Chile, Valdivia, Valparaiso
6. Colombie				Bogotá
7. Costa Rica				San José
8. Cuba				La Havane
9. Equateur				Guayaquil
10. Etats-Unis d'Amérique	Washington	Marc Peter		Chicago, Cincinnati, Denver, Galveston, Manila, New Orleans, New York, Philadelphia, Portland, San Francisco, Seattle, St. Louis, St. Paul
11. Guatémala				Guatémala
12. Mexique				Guadalajara, Mexico, Tampico

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
13. Panama				Panama	
14. Paraguay	Buenos-Aires	Arthur de Pury		Asunción	
15. Pérou				Lima	
16. Salvador				San Salvador	
17. Uruguay	Buenos-Aires	Arthur de Pury		Montevideo, Nueva Helvecia, Paysandú	
18. Venezuela				Carácas	
ASIE					
1. Indes néerlandaises, cf. Pays-Bas					
2. Indes Orientales, cf. Grande-Bretagne					
3. Indo-Chine, cf. Grande-Bretagne					
4. Japon	Tokio	Ferdinand von Salis		Yokohama	
5. Philippines, cf. Etats-Unis d'Amérique					
AFRIQUE					
1. Egypte					Alexandria
2. Possessions britanniques, cf. Grande-Bretagne					
3. Possession française de l'Algérie, cf. France					
AUSTRALIE					
1. Australie, cf. Grande-Bretagne					

VII.3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
1. Allemagne	Berne	Adolf Müller (1919)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lugano, Schaffhouse, St-Gall, Zurich	
2. Autriche--Hongrie	Berne	Freiherr Léon de Vaux (1919)			
3. Autriche	Berne	Friedrich Johann Seidler (1920)		Zurich	
4. Belgique	Berne	Fernand Peltzer		Bâle, Berne, Genève, Lugano, Lucerne, Neuchâtel, Zurich	
5. Bulgarie	Berne	Ivan Guéchoff (1919)		Genève	
6. Danemark	Berne	Markus Andreas de Oldenburg (1920)		Genève, Zurich, Berne	
7. Espagne	Berne	Francisco de Reynoso		Bâle, Berne, Genève, Lenzbourg, Montreux, St-Gall, Zurich	
8. France	Berne Ambassade	Paul Eugène Dutasta		Bâle, Berne, La Chaux-de-Fonds, Davos, Genève, Lausanne, Lugano, St-Gall, Zurich	
9. Grande-Bretagne	Berne	Horace Rumbold Theo W.O.V. Russel (1919)		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Montreux, Neuchâtel, Schaffhouse, St-Gall, St. Moritz, Zurich	
10. Grèce	Berne	Apostole Alexandris		Genève, Lugano, Zurich	
11. Italie	Berne	Paulucci de Calboli Luca Orsini-Baroni (1920)		Bâle, Brigue, Coire, Genève, Lausanne, Locarno, Lugano, Schaffhouse, St-Gall, Zurich	
12. Liechtenstein	Berne		Emil Beck		
13. Luxembourg	Berne		Antoine Lefort	Berne	
14. Monaco				Berne, Genève	
15. Norvège	Rome	Arne Scheel		Bâle, Berne, Genève, Vevey, Zurich	

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats	Agence commerciale
16. Pays-Bas	Berne	Jonkheer François Gérard van Panhuys		Bâle, Berne, Davos, Genève, Montreux, Zurich	
17. Pologne	Berne	Jean de Modzelewski (1919)		Genève, Berne, Zurich	
18. Portugal	Berne	Antonio Maria Bartholomeu Ferreira		Bâle, Berne, Davos, Genève, Lausanne, Lucerne, Zurich	
19. Roumanie	Berne	Michel M. Pacliano Georges Derussi (1919)		Bâle, Genève	
20. Russie	vacant			Davos, Genève, Lausanne	
21. San Marino				Lausanne	
22. Serbie	Berne	Miloutine Yovanovitch (1919)		Genève	
23. Suède	Berne	A.J.P. de Adlercreutz (1919)		Bâle, Genève, Neuchâtel, Zurich	
24. Tchécoslovaquie	Berne		Pavel Baráček-Jacquiet (1919)	Zurich	
25. Turquie	Berne	vacant		Zurich	
		AMÉRIQUE			
1. Argentine	Berne	Juan Lagos Mármol (1919)	Carlos E. Zavalia (1918)	Aarau, Bellinzona, Genève, Lausanne, Lugano, Neuchâtel, Soleure, Lucerne, St-Gall, Zurich	
2. Bolivie				Berne, Genève, Zurich	
3. Brésil	Berne	Raoul Paranhos do Rio-Branco		Berne, Genève, Lausanne, St-Gall, Zurich	
4. Chili	Berne	Marcial A. Martinez de F. (1919)		Berne, Genève, Lucerne, Zurich	
5. Colombie	Berne	Francisco José Urrutia (1919)		Berne, Fribourg, Genève, Lugano	
6. Costa Rica				Genève	

7. Cuba	Berne	Aristides de Agüero y Betancourt		Genève
8. République Dominicaine				Berne, Zurich
9. Equateur	Berne		Miguel A. Seminario	Genève
10. Etats-Unis d'Amérique	Berne	Pleasant A. Stovall		Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano, Schaffhouse, St-Gall, Zurich
11. Haïti				Genève
12. Honduras				Berne, Genève
13. Mexique				Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich
14. Nicaragua				Bâle, Berne
15. Panama				La Chaux-de-Fonds, Genève, Lausanne, Lugano, Zurich
16. Paraguay				Aarau, Berne, Genève, Lausanne, Lugano, Zofingue, Zurich
17. Pérou	Berne	Don Pablo S. Mimbela		Genève, Lausanne, Lugano, Bâle
18. Salvador				Genève, Zurich
19. Uruguay	Berne	Eduardo Acevedo Diaz		Bâle, Berne, Genève, Lugano
20. Vénézuela	Paris	José Gil-Fortoul (1919)		Genève, Lausanne, Lucerne
ASIE				
1. Chine	Berne	Ouang Jong-Pao (1919)		
2. Japon	Berne	Kumataro Honda (1919)		Zurich
3. Perse	Berne	Zoka-ed Dovleh (1919)		Zurich
AFRIQUE				
1. Libéria				Zurich

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES

Il a paru utile d'inclure en outre les voix suivantes: Commission interalliée, Croix-Rouge, Entente, FERO (Office central suisse des Transports extérieurs), Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises, Société Suisse de Surveillance économique (SSS).

Acton, Lord (Chargé d'Affaires de la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 5–8, 47
Adatci, Mineiteiro (Juriste japonais), 710
Adler, Friedrich (Socialiste autrichien), 381
Adlercreutz, A.J.P. de (Ministre de Suède à Berne), 718, 753, 789
Ador, Gustave (Conseiller fédéral, Président de la Confédération en 1919), 5, 109, 156, 193, 211, 226, 290–294, 323, 384, 385, 400, 405, 446, 458, 459, 464, 469, 470, 477–483, 485–489, 491–494, 496, 498, 500, 503, 508–511, 514, 515, 518, 519, 521, 578, 663, 665, 676, 681, 682, 685, 686, 697, 711, 737, 739, 741, 806, 842, 851–853, 859, 860, 863, 865, 867–870, 880, 882, 884
Albert 1er (Roi des Belges), 880, 885
Aldrovandi Marescotti, Luigi (Diplomate italien, Secrétaire de la délégation italienne à la Conférence de la Paix), 610
Alexandre le Grand, 282
Allizé, Henri (Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire français à La Haye, puis en mission à Vienne), 50, 134, 135, 156, 189, 217, 401, 449, 473, 474, 697, 804
Altamira, Rafael (Juriste et historien espagnol), 710
Althaus, Pierre (Citoyen français ayant opté pour la nationalité suisse), 705
Ames, Sir Herbert (Parlementaire canadien, Trésorier général du Secrétariat de la Société des Nations), 423, 425–427, 520, 630–632, 676, 683, 742
Amstutz, Paul (Fonctionnaire au Département fédéral des Finances), 637
Andersen, Hendrik C. (Architecte français), 282
Andrássy, Julius (Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, 1918), 131
Annunzio, Gabriele d' (Poète, écrivain et homme politique italien), 252
Anzilotti, Dionisio (Juriste italien, Sous-secrétaire général à la SdN), 482, 516, 518, 520
Appia, Paul (Directeur de la Banque de Dépôts et de Crédit, Genève), 636, 640
Appleton, William Archibald (Syndicaliste britannique), 121
Arc, Jeanne d', 673
Arnavon (Fonctionnaire français), 485
Asquith, Herbert Henry (Homme d'Etat et parlementaire britannique), 559
Augagneur, Victor (Député français), 211, 212, 221, 505

Bachmann, Gottlieb (Directeur de la Banque Nationale Suisse, Zurich), 198
Bagotzky, Serge J. (Membre de l'ancienne Mission bolchevique à Berne, délégué de la Croix-Rouge russe), 543–545, 602, 646, 779, 792, 793
Bagotzky, Mme (Epouse du précédent), 543
Baicoiano, Constantin F. (Directeur de la Banque Nationale de Roumanie), 110, 297, 298
Baldachs, (Secrétaire de la Légation du Liechtenstein à Vienne), 327
Balfour, Arthur James (Chef du Foreign Office), 5, 6, 8, 181, 503, 508, 510, 511, 514, 515, 517–520, 664, 682, 699, 719, 863
Barbey, Frédéric (Chargé d'Affaires de Suisse à Bruxelles), 97, 257, 281, 351, 382, 400, 409, 437, 438, 530, 691, 692, 706, 844, 850
Barbosa, Ruy (Homme d'Etat brésilien, Représentant du Brésil au Conseil de la SdN), 485, 503
Barnes, George Nicoll (Membre de la délégation britannique à la Conférence de la Paix), 121
Barthou, Louis (Homme d'Etat français, Député, Président de la Commission des Affaires étrangères), 554
Bate, cf. Pawley Bate

Bauer, Otto (Socialiste autrichien, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), 17, 18, 28, 29, 136, 216, 217, 250, 327, 381, 577
Baumberger, Georg (Conseiller national suisse), 586, 587
Bayer, Johann (Socialiste allemand), 576
Beau, Jean-Baptiste Paul (Ancien Ambassadeur de France à Berne, 1912–1918), 33
Beck, Emil (Chargé d'Affaires de la Principauté du Liechtenstein), 277, 326, 402, 592
Becker AG (Aciérie), 270, 819–821, 823, 836–840, 846–848
Békésy, Alexander von (Fonctionnaire au Ministère des Affaires étrangères de Hongrie), 157, 158
Belmont, Albert (Conseiller national suisse), 549, 572, 624
Bénès, Edouard (Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie), 183, 184
Benoît XV, Pape, 771
Berchtold, Léopold, Comte de (Ancien Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 216, 217, 273
Bergen, Diego von (Ministre de Prusse puis Ambassadeur d'Allemagne auprès du Saint-Siège), 156
Berger, Herbert von (Commissaire d'Etat à la Surveillance de l'Ordre public en Prusse), 285
Bernhard, Georg (Journaliste allemand), 273, 599
Bernhoft, H. A. (Ministre du Danemark à Paris), 487
Berninger (Directeur commercial au Commissariat général à Strasbourg), 309
Bernstorff, Johann, Comte de (Ambassadeur d'Allemagne à Washington), 273
Berthelot, Philippe (Directeur politique au Ministère français des Affaires étrangères), 181, 477, 478, 480, 481, 483, 486, 487, 491, 804, 806
Berzine, Jean (Chef de l'ancienne Mission bolchevique à Berne), 792
Bethlen, Stephan (Homme d'Etat hongrois), 29
Bethmann-Hollweg, Theobald von (Homme d'Etat allemand, ancien Chancelier), 273, 556, 598
Bircher, Eugen (Médecin, Président du «Schweizerischer Vaterländischer Verband»), 619, 620
Blau, Hans (Directeur de l'Administration fédérale des impôts), 636
Bleuler, Werner (Secrétaire général du Département fédéral de l'Economie publique), 14, 94, 232, 678
Blocher, Hermann (Ancien Conseiller d'Etat bâlois), 555
Boghos Nubar Pascha (Chef du mouvement nationaliste arménien en Turquie), 560
Boissier, Gustave (Ministre de Suisse à Bucarest), 14, 110, 185, 297, 299, 328, 331
Boissier, Léopold (Attaché à la Légation de Suisse à Londres), 517
Boissière, de (Secrétaire de la Section française du Comité permanent du Conseil suprême économique à Londres), 764
Bolley, Jean-Ernest (Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère français du Commerce), 3
Bonin-Longare, Lelio (Ambassadeur d'Italie à Paris), 693
Borchgrave, Roger de (Diplomate belge, Chef de Cabinet du Ministère des Affaires étrangères), 257
Bordonaro, Antonio Chiaramonte (Secrétaire général du Ministère italien des Affaires étrangères, puis ambassadeur d'Italie à Berlin), 156, 189, 274
Borel, Eugène (Professeur à l'Université de Genève), 71
Borgeaud, Charles (Professeur à l'Université de Genève), 168, 445, 459
Borghese, Livio, Prince (Plénipotentiaire italien pour les pays danubiens), 131–134, 218
Bornemisza, Julius, Baron (Représentant officieux de la Hongrie à Berne), 246, 415, 450, 826, 827
Borsinger, Franz Josef (Secrétaire de Légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 6
Bossi, Carlo (Diplomate italien, Membre de la délégation à la Conférence de la Paix et à la Conférence des Ambassadeurs), 431
Boström, W. F. (Secrétaire général du Ministère suédois des Affaires étrangères), 690, 691
Bourcart, Charles Daniel (Ministre de Suisse à Vienne), 17, 28, 182, 188, 199, 216, 228, 230, 246, 248, 261, 286, 302, 303, 307, 311, 318, 326, 327, 343, 367, 379, 397, 401, 403, 414, 421, 434, 462, 471, 556, 587, 591, 604, 626, 627, 633, 647, 835
Bourgeois, Léon Victor (Homme d'Etat français, Membre du Conseil de la SdN, Chef de la Délégation française à la SdN. Prix Nobel de la Paix (1920), 282, 371, 456, 470, 471, 483–486, 488–500, 504, 505, 517, 518, 618, 664, 665, 672, 673, 676, 681, 682, 697, 699, 701, 702, 710, 720, 741, 759, 852, 853, 869, 870
Bovet, Ernest (Professeur à l'Université de

Zurich, Secrétaire général de l'Association suisse pour la SdN), 586
Boyé, Adolf (Diplomate allemand, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), 835–837
Bratmann, Stephan (Ingénieur russe), 645, 646, 779, 780, 791–793
Breadbury, John (Membre de la Commission des réparations), 536, 669
Briand, Aristide (Homme d'Etat français), 554
Bridgeman, W.C. (Secrétaire parlementaire du Board of Trade), 609
Bridler, Otto (Colonel suisse), 67
Broqueville, Charles de (Ministre belge de l'Intérieur), 265, 281, 282
Brügger, Friedrich (Conseiller aux Etats grison), 46
Brupbacher, C. (Directeur de la banque Leu, Zurich), 198
Bryce, Lord James (Juriste, historien et diplomate britannique), 519, 521, 561
Bucher (Haut fonctionnaire français), 309
Bülow, Bernhard, Prince von (Ancien Chancelier du Reich), 237, 244
Burckhardt, Carl Jacob (Attaché à la Légation de Suisse à Vienne), 17, 28
Burckhardt, Walter (Professeur à l'Université de Berne), 74, 517
Buri, Ch. (Sous-Directeur de la Société Coopérative Suisse des Charbons à Bâle), 564
Butler, Harold (Secrétaire au Ministère britannique du Travail), 119, 121, 122, 442, 452
Bütow (Négociant allemand), 155

Cachin, Marcel (Député communiste français), 829
Caclamanos, Demetrius (Représentant grec au Conseil de la SdN), 518, 519
Cahen, Georges (Haut fonctionnaire français au Ministère de la Reconstitution Industrielle), 160, 431
Calonder, Felix Ludwig (Conseiller fédéral), 9, 17, 20, 26, 28, 35, 48, 49, 54, 83, 94, 98, 108, 112, 113, 115, 126–128, 131, 139, 142, 145, 147, 154, 158, 161, 172, 178, 180, 182, 188, 190, 192, 194, 196, 197, 199, 207, 209–211, 214, 216, 227, 237, 238, 240, 241, 246, 248, 256, 257, 261, 268–270, 272, 273, 277, 281, 284, 286, 290–295, 300, 305, 307, 308, 311, 313, 318, 322, 325, 327, 333–336, 341, 343, 344, 346, 352, 355, 356, 358, 361, 372, 379, 383–386, 391, 392, 394, 395, 402–404, 406, 407, 410, 414, 416, 417, 421, 422, 428, 429, 434, 443, 458, 462, 463, 469, 492, 493, 501, 711
Cambon, Jules (Secrétaire général du Ministère français des Affaires étrangères), 477, 478
Carletti, Tomaso (Consul général, attaché à la Légation d'Italie à Berne), 33
Carlin, Gaston (Ministre de Suisse à Londres), 8, 18, 115, 118, 161, 300, 350, 355, 371, 405, 412, 427, 468, 469, 499, 534, 593, 595, 613, 632, 710, 754, 758, 759, 779, 845
Carrière, Henri (Directeur du Service suisse de l'hygiène publique), 362, 871
Carton de Wiart, Henri (Homme d'Etat belge), 851, 859
Cecil, Lord Robert (Ministre anglais du Blocus, Délégué à la Conférence de la Paix), 24, 113–118, 423, 424, 426, 427, 458, 477, 483, 485, 506, 521, 532, 533, 559, 561, 684, 719
Cérésole, Ernest (Juriste, Représentant de l'association romande de la Nouvelle Société Helvétique), 111
Chamberlain, Joseph Austen (Ministre britannique du Trésor), 562
Charguéraud, André (Président du Conseil supérieur des Travaux publics français), 636, 878–880
Charles Ier (Ancien Empereur d'Autriche et Roi de Hongrie), 136, 148, 320, 450
Chassain de Marcilly, E.H.A. (Chargé d'Affaires de France à Berlin), 730
Chevalier (Haut fonctionnaire au Ministère français des Finances), 43–45
Chinda, Sutemi (Ambassadeur du Japon à Londres), 503
Christiansen, D.H. (Délégué norvégien à la Conférence de Genève sur la dette russe), 718
Chuard, Ernest (Conseiller fédéral), 443, 530, 573, 586, 634, 636, 770, 772, 779, 804, 810, 880
Churchill, Winston (Ministre de la Guerre et de l'Air britannique), 424
Clauzel, Bertrand (Chef de section au Service français de la SdN du Quai d'Orsay), 486, 500, 504, 518, 520
Claveille, Albert (Ministre des Travaux publics français), 636, 721, 724, 798, 879
Clemenceau, Georges (Président du Conseil français jusqu'en janvier 1920), 24, 47, 141, 159, 165, 172, 173, 180, 181, 211, 245, 274, 278, 279, 321, 322, 357, 361, 396, 399, 400, 418, 424, 425, 451, 454, 456–458, 477–479, 482, 490, 491, 513, 552, 666, 692, 784
Clinchant, Georges (Conseiller d'Ambassade, Chargé d'Affaires de France à Berne), 30–32, 148, 221, 455, 463

Cloëtta, Fritz Bernhard (Consul de Suisse à Copenhague), 646
Cohn, Oskar (Socialiste allemand, Député au Reichstag), 238-241, 243, 244, 268-270, 272, 273, 353, 354, 576
Colban, Erik (Haut fonctionnaire norvégien à la SdN, Directeur de la Section des Commissions administratives et des questions des Minorités), 520, 676, 742
Colby, Bainbridge (Secrétaire d'Etat américain, 1920-21), 741
Collet, Léon W. (Professeur genevois, collaborateur du Service des Eaux du Département fédéral de l'Intérieur), 309, 880
Combe (Médecin vaudois), 423
Comert, Pierre (Haut fonctionnaire français à la SdN, Directeur de la Section d'Information), 265, 355, 423, 425, 533, 720
Commission Interalliée, 30, 34, 149
Comtesse, Robert (Ancien Conseiller fédéral), 506, 586
Conod, F. (Directeur des Ateliers Piccard, Pictet et Cie S. A.), 645, 646, 791
Coromilas, Lambros A. (Ministre de Grèce à Rome), 664
Cossy, Robert (Conseiller d'Etat vaudois), 179
Cottin (Ingénieur, directeur de la navigation à Strasbourg), 309, 310
Craigie, Robert L. (Diplomate britannique à Berne), 30–32, 531, 562, 607
Cramer, Lucien (Conseiller de Légation au Département politique fédéral), 6, 139, 209, 290, 409, 727
Croix-Rouge, 7, 58, 70, 364, 543, 601, 602, 646, 677, 689, 698, 700, 718, 734, 779, 792, 793, 889
Crowe, Sir Eyre (Sous-secrétaire au Foreign Office), 607, 608
Cunningham, Sir Thomas (Colonel, Chef de la Mission britannique à Vienne), 131, 218
Curti-Forrer, Eugen (Président du Comité contre l'entrée de la Suisse dans la SdN), 587
Curzon, Lord George N. (Homme d'Etat britannique, Chef du Foreign Office du 24. 10. 1919 au 19. 10. 1922), 8, 350, 424, 456, 478, 480, 482, 503, 521, 607, 609
Cusin, Alexandre (Attaché commercial de la Légation de Roumanie à Berne), 328

Da Cunha, Gastão (Ambassadeur du Brésil à Paris, Représentant du Brésil au Conseil de la SdN), 485, 486, 503, 517, 844
Dante Alighieri (Poète italien), 46
Dardel, Otto de (Conseiller national suisse), 227
Däumig, Ernst (Socialiste allemand, Député au Reichstag), 576
David, Fernand (Sénateur français), 603
Davis, John W. (Ambassadeur des Etats-Unis à Londres), 519
Davison, Harry Pomeroy (Président de la Croix-Rouge américaine), 719
Decoppet, Camille (Conseiller fédéral), 49, 54, 106, 227, 256, 296, 352
Defline, (Directeur de l'Office français des Mines), 431
Degoutte, Jean Marie Joseph (Commandant en chef des forces alliées en Rhénanie), 606
Delacroix, Léon (Premier ministre belge et Ministre des Finances), 236, 707, 874
Delaquis, Ernst (Chef de la Division de Police du Département de Justice et Police), 646
Delenda, Antoine (Diplomate français), 629, 630
Demole, Eugène (Numismate genevois), 168
Denikine, Anton Iwanowitsch (Général russe), 113, 474
Denzler, Oskar (Directeur de la Fabrique de Locomotives, Winterthur), 645
Derussi, Georges (Ministre de Roumanie à Berne), 667
Descamps, Edouard (Homme d'Etat et juriste belge), 851, 859
Deschanel, Paul (Président de la République française du 17 février au 20 septembre 1920), 682
Destrée, Jules (Ministre belge des Sciences et des Arts), 281, 673, 851
Deutsch, Julius (Chef socialiste autrichien, Secrétaire d'Etat à la Défense), 327, 331
Dind, Emile (Conseiller aux Etats vaudois), 350
Dinichert, Paul (Chef de la Division pour la Représentation des Intérêts étrangers et pour l'Internement, puis Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 188, 363, 460, 529, 531, 539, 558, 570, 578, 581, 591, 596, 601, 625, 626, 633, 651, 672, 673, 684, 690, 693, 701, 703, 726, 727, 747, 756, 782, 796, 804, 809, 828, 845, 857–859, 863, 864, 867, 875–877
Diner-Denes, Josef (Secrétaire d'Etat hongrois), 28, 29
Dominicé, Frédéric (Directeur de l'Union financière, Genève), 198
Donald, William (Chef de Section au Département britannique de l'Overseas Trade), 730, 731
Drummond, Sir Eric (Secrétaire général de la Société des Nations), 6, 113–118, 120, 121,

161, 162, 355, 386, 402, 405, 411, 423-426, 454, 471, 479, 481, 482, 484, 490, 504, 508, 511, 512, 515, 516, 518, 520, 528, 578, 630, 632, 664, 675, 682-685, 720, 736-742, 747-751, 768, 856-858
Du Bois, Fritz (Journaliste suisse), 379-381
Dubois, Léopold (Président de la Coopérative suisse des Charbons, administrateur-délégué de la Société de Banque Suisse), 222-224, 264, 299, 636, 639, 708, 794, 795
Dufour, Guillaume-Henri (Général suisse), 227
Dunant, Alphonse (Ministre de Suisse à Paris), 1-3, 159, 160, 166, 169, 170-173, 178, 180, 192, 204, 208, 211, 212, 218, 222, 232, 236, 245, 264, 290, 292, 299, 308, 315, 318, 321, 322, 337, 352, 363, 370, 374, 377, 399, 412, 429, 431, 434, 440, 442, 445, 452-456, 470, 477, 481, 483, 485, 487-489, 500, 554, 557, 558, 560, 568, 583, 666, 668, 692, 702-704, 727, 799, 802, 804, 842, 844, 852, 876, 878
Dunant, Maurice (Philanthrope genevois, Vice-président de la section genevoise de la Croix-Rouge suisse), 168
Dutasta, Paul A. (Ambassadeur de France à Berne, Secrétaire général de la Conférence de la Paix), 33, 35, 112, 127, 158, 165, 166, 169, 172, 173, 180, 211, 322, 453, 455, 477, 482, 485, 486, 490, 491, 582

Ebert, Friedrich (Homme d'Etat allemand, Président du Reich), 241-243, 578, 582, 585, 642
Edouard VII (Roi d'Angleterre), 244
Edouard, Prince de Liechtenstein (Ministre du Liechtenstein à Vienne), 311, 312, 591, 592
Egger, August (Professeur de Droit à l'Université de Zurich), 586
Egger, Karl (Conseiller à la Légation de Suisse à Berlin, puis Secrétaire de Légation au Département politique), 258, 283, 596, 619
Ehrensperger, Fritz (Directeur de la Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises, Zurich), 198
Ehrensvärd, Johan Jakob Albert (Ministre plénipotentiaire de Suède à Paris), 488
Eichmann, Arnold (Chef de la Division du commerce), 42, 94, 206, 367, 378, 678, 727, 773, 790
Eisler, Arnold (Juriste et homme politique autrichien, Sous-secrétaire d'Etat à la Justice, 1919-1920), 589
Ender, Otto (Landeshauptmann du Vorarlberg), 141, 197, 331, 346, 418
Engels, Friedrich (Economiste et penseur socialiste), 833
Entente, 4, 5, 7, 8, 18, 24, 33, 44, 45, 52, 75, 84, 85, 88, 105, 125, 127, 135, 139, 155, 165, 170, 172, 179, 193, 194, 215-218, 228, 229, 237, 240, 246, 250, 252, 260, 261, 274, 275, 278, 280, 283, 295, 304, 307, 316, 320, 340, 356-358, 360, 367, 372, 380, 381, 384, 385, 388, 397, 402, 415, 416, 418, 419, 443, 444, 449-451, 463, 474, 521, 523, 537, 538, 541, 555, 557, 560, 568, 588, 595, 610, 612, 616, 628, 634, 635, 638, 699, 726, 743, 744, 756, 820, 821, 825, 836, 841
Enver Pascha (Général turc), 571
Ernst, Armand d' (Banquier bernois), 471
Erzberger, Mathias (Homme d'Etat allemand), 420, 556, 568, 848
Eysinga, W.J.M. Jonkheer van (Diplomate et juriste hollandais), 139, 140

Fatio, Henry (Interprète genevois), 121, 168
Fehrenbach, Konstantin (Homme politique allemand, Chancelier du Reich de juin 1920 à mai 1921), 848
Fernandez, Raoul (Juriste brésilien, Membre de l'Institut international pour l'unification du Droit privé), 710
Fero (Office central suisse des Transports extérieurs), 18, 223, 232-235, 643
Ferraris, Dante (Ministre italien du Commerce et de l'Industrie), 155, 255, 636
Ferraris, Maggiorino (Sénateur italien), 503, 518, 521, 726
Feyler, Fernand (Colonel, Journaliste), 569
Fink, Jodok (Vice-Chancelier d'Autriche), 320, 331, 449
Finkelstein, voir Litvinov
Fleiner, Fritz (Professeur à l'Université de Zurich), 520, 586
Flotow, Hans von (Ancien Ambassadeur d'Allemagne), 396
Flotow, Ludwig von (Chargé de la direction du Ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 246, 319, 590
Flüe, Nicolas de (Saint national suisse), 651
Foch, Ferdinand (Maréchal de France), 558, 582
Fontaine, Arthur (Conseiller d'Etat français, haut fonctionnaire au Ministère du Travail), 120, 121, 441, 452, 548
Forrer, Robert (Conseiller national, Suppléant du chef de l'Office central suisse des Transports extérieurs), 290
Förster, Friedrich W. (Professeur à l'Université de Munich, Ministre de Bavière à Berne), 49

Fosdick, Raymond (Sous-secrétaire général démissionnaire à la SdN), 423, 504
Franchet d'Espérey, Louis (Général français), 133
Frankenberg, Comte von (Agent allemand), 179
Franz, Baron de (Ex-Ministre d'Autriche à La Haye), 327, 471
Frédéric (Archiduc d'Autriche), 451
Frédérix (Ancien Secrétaire de la Section française du Comité permanent du Conseil suprême économique), 764
Frey, Alfred (Conseiller national, Président du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 2, 35, 42, 149, 150, 206, 375, 391, 727, 812, 873, 875
Frey, Julius (Président du Conseil d'administration du Crédit suisse à Zurich), 637, 638
Frey (Haut fonctionnaire zurichois), 796
Frick, Edouard (Délégué du CICR en Russie), 601, 602
Friedrich, Stephan (Président du Conseil hongrois), 217, 218, 246, 474
Fromageot, Henri (Jurisconsulte du Ministère français des Affaires étrangères et représentant de la France dans le Comité juridique du Conseil Suprême), 445, 448, 453, 455, 483, 486, 487, 723
Frossard, Luc-Olivier (Socialiste français), 829
Funder, Friedrich (Journaliste autrichien, rédacteur en chef et éditeur du «Reichspost» depuis 1903–1905), 321

Gaanderse (Journaliste hollandais), 128
Gabuzzi, Stefano (Conseiller aux Etats tessinois), 350
Gaiffier d'Hestroy, Baron de (Ambassadeur de Belgique à Paris), 485
Galli (Représentant des associations industrielles italiennes aux conférences de Paris), 214
Garami, Ernest (Socialiste hongrois, Ministre du Commerce), 132
Garibaldi, Giuseppe (Héros national italien), 252
Gasparri, Pietro (Cardinal, Secrétaire d'Etat du Saint-Siège), 771
Gautier, Victor (Avocat et banquier genevois), 43, 130, 522
Geddes, Auckland Campbell (Président du Board of Trade), 146
Gehr, 431
Gelpke, Rudolf Arnold (Conseiller national, ingénieur civil à Bâle), 308, 332, 344, 346
Georg, Alfred (Président de la Chambre de commerce de Genève), 882, 883
Gerber, E. (Directeur de la Société Coopérative Suisse des Charbons à Bâle), 564
Gessler, Otto (Ministre allemand de la Défense), 599
Gianini, Felice (L'un des fondateurs de la Société «Pro Ticino»), 111
Giesberts, Johannes (Ministre allemand des Postes), 578
Gignoux, John Louis (Conseiller d'Etat genevois), 631, 727, 811
Gilchrist, Huntingdon (Haut fonctionnaire américain à la SdN), 423
Giolitti, Giovanni (Homme d'Etat italien, Président du Conseil), 808
Giovanoli, Christian (Secrétaire du «Schweizerischer Vaterländischer Verband»), 620
Goddi, Luigi (Membre de la délégation italienne à la Conférence de la Paix), 254, 255
Godet, Philippe (Professeur à l'Université de Neuchâtel), 569
Goegg, Egmond (Professeur d'anglais et philanthrope genevois), 168
Goldschmidt, Alphons (Socialiste allemand), 576
Good, Sir William (Membre de la Commission des réparations), 536
Gooss, Dr. (Archiviste autrichien), 216
Gorjat, Emile (Directeur du 1er arrondissement des CFF à Lausanne), 234, 316
Gorvin, John (Secrétaire général de la Commission Internationale des Crédits de Relèvement), 781
Gottret, Jules Edouard (Conseiller national suisse), 727
Goukowsky, A. J. (Diplomate soviétique), 792, 793
Graber, Ernest Paul (Socialiste suisse, Conseiller national), 111
Gram, Gregers Winther Wulfsberg (Juriste norvégien), 516
Gratz, Gustav (Ancien Ministre des Finances d'Autriche-Hongrie, Ministre de Hongrie à Vienne), 367, 474
Greulich, Hermann (Socialiste suisse, Conseiller national), 830
Grey, Lord Edward (Ancien chef du Foreign Office), 504, 506, 532
Grimm, Robert (Socialiste suisse, Conseiller national), 268, 788, 791, 833
Grimm, Rosa (Epouse du précédent), 571
Grobet, Henri (Conseiller national suisse), 791
Grüebler, Hermann (Directeur général de l'Union de Banques Suisses, Zurich), 198

Gsell (Fonctionnaire à la Légation de Suisse à Berlin), 215
Guillaume II (Ex-Empereur d'Allemagne), 145, 244, 257
Guiterman, Charles Edward (Chef de Section au Département britannique des Charbons), 564

Haab, Robert (Conseiller fédéral), 29, 45, 54, 106, 124, 213, 214, 254, 278, 280, 290, 292, 565, 649, 770, 772, 779, 811, 859, 871
Haag, Oskar (Représentant permanent de la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises à Varsovie), 337
Haas, Robert (Secrétaire de la Section des Communications et du Transit à la SdN), 871
Häberlin, Heinrich (Conseiller fédéral), 530, 624, 646, 745, 840
Habsbourg (Famille de), 133, 134, 142, 147–149, 450, 556
Hagerup, Francis (Juriste norvégien), 710
Haguenin, Emile (Professeur français, chargé de mission en Allemagne), 274, 361, 600, 609, 611, 612
Hahn, L. Albert (Banquier et industriel allemand), 365
Haller, Rodolphe de (Directeur de la Banque Nationale Suisse), 43, 130, 187, 522, 536, 538, 573, 574, 589, 591, 604, 669, 746, 779, 812, 873, 875
Hamel, Joost van (Chef de la Section juridique de la Société des Nations), 412, 423, 427, 484, 486, 490, 516–520, 676, 742
Haniel, von Haimhausen, Edgar K. A. (Sous-secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères), 566, 568, 576
Hardinge, Lord Charles (Sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office), 265
Hartmann, Ludo Moritz (Ministre d'Autriche à Berlin), 556
Haupt von Buchenrode, Stephan Baron (Représentant de l'Autriche à Berne), 228
Hébrard, Ernest M. (Architecte français), 282
Heer, Henry (Délégué du Conseil fédéral pour les Questions économiques et industrielles, Président du Syndicat pour l'exportation suisse), 42, 94, 101, 136, 149, 150, 197, 199, 205, 637, 642, 812, 873, 875
Hefti, Richard (Représentant permanent de la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises à Budapest), 337
Heiterthaler (Journaliste allemand), 395
Helfferich, Karl (Ancien Secrétaire d'Etat au Trésor du Reich, ancien Vice-Chancelier), 568, 848
Henderson, Arthur (Chef travailliste britannique, membre du Parlement), 112, 559
Henrioud, Marc (Secrétaire-adjoint du Bureau international de l'Union postale universelle), 883
Henry, Colonel, 518
Herbette, Maurice (Diplomate français), 204
Herold, Hugo (Correspondant de la «Neue Zürcher Zeitung» à Berlin), 359
Herzog, Hans (Général suisse), 227
Herzog, Willy (Jakob) (Fondateur du Parti communiste suisse, dit «vieux communiste», car antérieur au PCS unifié, Section suisse de la IIIe Internationale), 585, 833
Hilty, Karl (Professeur à l'Université de Berne), 70
Hirter, Johann (Président des conseils d'administration de la Banque nationale suisse et du BLS, membre du Conseil d'administration des CFF), 580, 637, 638
Hitchcock, H. M. (Sénateur américain), 191, 342
Hoetzsch, Otto (Professeur allemand, depuis 1920 Député au Reichstag), 360
Hofer, Cuno (Délégué de la Croix-Rouge internationale), 73
Hoffmann, Arthur (Ancien Conseiller fédéral), 198, 256, 352
Hohenlohe, Maison de, 179
Hohenzollern, 134, 450, 607
Holzach (Négociant allemand à Milan), 155
Honegger (Représentant de la FERO à Londres), 18
Hoover, Herbert (Président du Conseil interallié du Ravitaillement), 146, 147, 664
Horthy von Nagybánya, Nikolaus (Amiral austro-hongrois, Régent de Hongrie), 217, 320, 321, 648, 826, 827
Horvath (Chef de l'Etat-Major de l'Armée rouge hongroise), 29
Hostie, Jean (Délégué belge à la Commission centrale du Rhin), 636
House, Edward Mandell (Colonel, représentant des Etats-Unis au Conseil suprême de Guerre à Paris), 24, 106, 107, 113–118, 190, 461, 462, 505, 718–720
Huber, Eugen (Professeur de droit à l'Université de Berne, Jurisconsulte du Département fédéral de Justice et Police), 534, 859, 860, 863, 866–868
Huber, J. P. (Représentant de la National City Bank of New-York), 122
Huber, Max (Professeur de droit à l'Université de Zurich, Jurisconsulte du Département poli-

tique fédéral), 10, 20, 71, 72, 83, 93, 290, 292, 293, 327, 375, 402, 405, 411, 423, 428, 458, 459, 462, 464, 469, 477, 479–481, 483–489, 491, 494, 496, 498–500, 503, 508, 510, 514–520, 578, 593, 715, 721, 839, 859–865, 867–871, 880
Huber, Peter Emil (Fondateur et directeur de la fabrique de machines Oerlikon et de l'Aluminium-Industrie AG, Neuhausen; père du Professeur Max Huber), 375
Hue, Otto (Député au Reichstag), 848
Huggler, August (Conseiller national suisse), 555
Hulftegger, Otto (Premier secrétaire du «Vorort» de l'Union suisse du commerce et de l'industrie), 875
Humbert-Droz, Jules (Socialiste, puis communiste suisse, rédacteur du «Phare»), 571
Huszar, Karl (Président du Conseil hongrois), 367, 415
Hymans, Paul (Ministre belge des Affaires étrangères), 456, 503, 518, 519, 521, 691, 692, 707, 839, 843, 851, 859, 861, 885

Ilg, Konrad (Conseiller national, Secrétaire de la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, à Berne), 225
Ippen, Theodor (Diplomate autrichien; après la défaite de 1918, Ministre délégué aux Affaires étrangères pour quelques mois), 587
Iselin, Rudolf (Officier à l'Etat-major de l'Armée suisse), 104

Jäckh, Ernst (Président de la Societé allemande pour la SdN), 342
Jagow, Gottlieb von (Diplomate allemand), 273
Jakubovitch (Haut fonctionnaire soviétique), 793
James, Eric Jbbetson (Secrétaire de la section britannique du comité permanent du Conseil suprême économique), 764
Janotta, E. (Suppléant du représentant de l'Autriche à Berne), 228
Janssen, Albert (Directeur de la Banque nationale de Belgique), 97
Jaquillard, Robert (Chef du Service de police au Département de Justice et Police du canton de Vaud), 179, 180
Jaspar, Henri (Ministre belge, successivement, des Sciences et des Arts, de l'Intérieur, des Affaires étrangères), 97, 400, 437, 438, 706, 707
Jean Ier de Liechtenstein, 446, 591
Jean II de Liechtenstein, 446
Joerin, Jean (Vice-président de la Centrale suisse des Charbons), 794
Johnson Underwood (Ambassadeur des Etats-Unis à Rome), 663, 743, 751
Jöhr, Adolf (Directeur du Crédit suisse, Zurich), 637, 639
Joseph de Habsbourg (Archiduc), 131, 147, 148, 450
Jouhaux, Léon (Syndicaliste français), 559
Jourdain, Paul (Ministre français des Travaux publics, puis du Travail), 442
Jouvet, Robert (Attaché commercial à la Légation de Suisse à Paris), 315, 629, 781
Juillard, Robert (Vice-président de la Secrusse), 715, 783
Junod, Albert (Ancien Ministre de Suisse à Pétrograd), 94, 124–126, 138, 164, 183, 184

Kaeckenbeeck, Georges (Juriste belge, Membre du Secrétariat général de la SdN), 484
Kahlenberg, Baron (Diplomate autrichien), 321
Kameneff, Lev Borissowitch (Président du Soviet de Moscou, Membre du Bureau politique du Parti communiste russe), 764, 786
Kapp, Wolfgang (Haut fonctionnaire prussien, dirigeant du Parti national allemand), 576, 582, 596, 598, 605, 619
Käppeli, Joseph (Directeur de l'Office fédéral de l'Alimentation), 205, 398, 745
Karakhan, Lev (Diplomate soviétique, Commissaire adjoint aux Affaires étrangères dès 1918), 259, 793
Karnebeek, Hermann A. van (Ministre hollandais des Affaires étrangères), 595, 596, 632, 633, 754, 755, 758, 759, 779, 846
Károlyi, Michael (Homme d'Etat hongrois, Premier ministre, puis chef de l'Etat), 28, 132, 134, 246, 450, 826, 827
Kaufmann, Franz (Chef de la Division de l'industrie et des arts et métiers), 225
Kautsky, Karl (Socialiste allemand, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères), 28, 268, 269, 272, 273, 296, 354
Keller, Arnold (Ancien Chef de l'Etat-major suisse), 353
Kent (Membre de la Commission des réparations), 536
Kerenski, Alexandre (Homme politique russe, chef du Gouvernement provisoire russe, juillet–novembre 1917), 730
Kiriacesco, H. (Ancien Ministre des Finances de Roumanie, Directeur de la Banque nationale), 297, 298

Kleffens, Eelco Nicolaas van (Juriste hollandais au Secrétariat de la SdN), 484, 520
Klein, Franz (Juriste et législateur autrichien, Membre de la Délégation autrichienne à la Conférence de la Paix en 1919), 17
Koch, F. N. Martin (Consul de Suisse à Rotterdam), 128
Koch, J. (Délégué danois à la Conférence sur les Dettes russes à Genève), 718
Köcher, Otto (Conseiller à la Légation d'Allemagne à Berne), 541
Koechlin, René (Ingénieur français d'origine suisse, promoteur de l'utilisation de l'énergie hydraulique du Rhin), 530
Koechlin, Rudolf Albert (Président de la Banque Commerciale de Bâle), 43, 130, 293, 522
Koltchak, Alexandre (Amiral russe, Chef du Gouvernement d'Omsk), 113, 474, 555
Konrad, Frank (Chef de la division du matériel des Chemins de Fer Fédéraux), 708
Kopp, Victor (Délégué de la Croix-Rouge soviétique à Berlin [1919], puis Délégué commercial. Agent de liaison avec le Parti communiste allemand), 677, 829
Kramarz, Karel (Premier Ministre tchécoslovaque), 184
Krassine, Leonid Borisovich (Commissaire au commerce intérieur et extérieur 1918–1919, Chef de la Délégation commerciale bolchevique à Londres) 625, 690, 691, 730, 731, 764, 785, 786, 789
Kun, Béla (Commissaire aux Affaires étrangères de la République des Conseils de Hongrie), 28, 47, 132, 133, 135, 147, 218, 648, 826
Kundert- de Muralt, Markus Heinrich (Ancien directeur général de la Banque nationale suisse), 375
Küng, Emil (Socialiste suisse, Président de l'Union des travailleurs), 585
Kunz, Gottfried (Directeur de la compagnie de chemins de fer BLS), 580
Kurz, Hermann (Membre de la Commission d'Experts pour l'Etude du Financement de l'Exportation, Directeur du Crédit Suisse, Zurich), 198

La Fontaine, Henri (Juriste belge, homme politique socialiste artisan de l'arbitrage international, Prix Nobel de la Paix 1912–13, Délégué à la SdN), 851
Landmann, Julius (Professeur d'économie nationale, Bâle), 637, 640
Lansing, Robert (Secrétaire d'Etat américain, 1915–1920), 190, 191
La Pradelle, Albert de (Juriste français), 710
Lardy, Charles E. (Ministre, Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 125, 126, 131, 141, 147, 154, 172, 182, 192, 209, 210, 253, 254, 273, 277, 290, 311, 326, 327, 334–336, 355, 384, 434, 438, 448, 451, 503
Laroche, Jules (Haut fonctionnaire du Ministère français des Affaires étrangères), 181, 412, 477, 481
Lätt, Arnold (Secrétaire du groupe londonien de la Nouvelle Société Helvétique), 520
Laur, Ernst (Professeur, Secrétaire de l'Union suisse des Paysans), 42, 149, 206, 586, 587
Laurent, Charles (Ambassadeur de France à Berlin), 730
Laviosa (Délégué italien à la Commission des Réparations), 431
Law, Bonar (Chancelier de l'Echiquier), 113
Le Chartier (Colonel français), 431
Legien, Karl (Président de l'«Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund»), 533
Lénine, Vladimir J. (Président du Conseil des Commissaires du Peuple de la RFSSR), 133, 134, 259, 305, 474, 555, 601, 789
Lersner, Kurt von (Diplomate et homme politique allemand. Chef de la Délégation allemande à Versailles en 1919. Refuse les conditions de Paix et donne sa démission), 156, 189
Le Suire, Günther von (Chef de Section au Ministère de l'Economie du Reich), 431
Levick, Henry (Membre de la Délégation britannique à la Commission des réparations), 536
Leymann, H. (Fonctionnaire au Ministère allemand du Travail, Délégué à la 1ère Conférence internationale du Travail), 533
Lima e Silva, R. de (Chargé d'Affaires du Brésil à Berne), 503
Lincoln, Abraham (Président des Etats-Unis, 1861–1865), 886
Lippmann, Walter (Rédacteur de l'hebdomadaire américain «The New Republic»), 190
Litvinov, Maxime Maximovitch (Diplomate soviétique), 350, 351, 531, 539, 540, 543–546, 625, 646, 647, 792
Lloyd George, David (Premier ministre britannique), 22, 49, 113, 162, 424, 425, 477, 478, 480, 482, 490, 561, 606, 628, 808
Loder, B. C. J. (Juriste hollandais), 516, 535, 710, 866
Lodge, Henry Cabot (Sénateur américain), 191, 342, 513
Loewenfeld-Russ, Johann (Secrétaire d'Etat

autrichien à l'Alimentation, 1918-1920), 587, 589
Longuet, Jean (Socialiste français), 179
Loucheur, Louis (Ministre français de la Reconstitution industrielle, Président de la Commission européenne des Charbons), 146, 147, 173, 223, 224, 299, 308, 430, 437
Loudon, John (Ancien Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas), 487, 488
Lovaszy, Martin (Ministre hongrois de l'Education, puis des Affaires étrangères), 134
Ludendorff, Erich (Maréchal allemand), 179, 359, 576
Lüttwitz, Walther (Général allemand), 566, 576, 582, 588, 596, 598, 605, 619
Luzzatti, Luigi (Ancien Président du Conseil italien), 164, 208, 211, 221, 506, 514, 726

Maclay, Sir Joseph (Ministre de la Marine marchande britannique), 564
Maglione, Luigi, Mgr. (Représentant officieux du Saint-Siège, puis Nonce apostolique à Berne), 597, 711–713, 770–773
Mahaim, Ernest (Professeur à l'Université de Liège), 120
Malcolm, Neill (Général britannique, Chef de la Mission militaire britannique à Berlin, 1919–1921), 578
Malkin, Herbert William (Conseiller juridique au Foreign Office depuis 1914), 448
Mance, Osborne (Général britannique, Conseiller pour les questions de transport de la Délégation britannique à la Conférence de la Paix à Paris; Président de la Section des Communications du Conseil suprême économique, 1919–1920), 291, 636, 672, 673
Mantoux, Paul (Chef de la Section politique du Secrétariat général de la SdN), 127, 484, 486, 491, 518, 520, 720, 748
Manzoni, Gaetano (Diplomate italien, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères), 46
Marchetti, Francesco, Mgr. (Ancien représentant officieux du Saint-Siège à Berne), 711
Marcilly, de (voir Chassain de Marcilly)
Marks von Würtemberg, Erik (Conseiller juridique au Ministère suédois des Affaires étrangères), 613, 614, 632, 755
Markwald (Marquardt) (Chef de section à la Division du Commerce de l'Office allemand des Affaires extérieures), 215, 216
Marti, E. (Directeur de la fabrique d'automobiles «Berna»), 645
Martin, Henri (Attaché commercial de la Légation de Suisse à Rome, puis à Londres), 355, 442, 452, 563, 576, 577, 631, 730
Martin, William (Journaliste et historien suisse, Attaché de Presse au service d'Information de la Société des Nations), 265, 355, 423, 427, 452, 459, 460, 477, 484, 486, 488, 489, 520, 548, 631, 674
Martini (Représentant de la Croix-Rouge danoise en Russie), 543
Martino, Giacomo de (Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères italien), 274, 483, 491
Marx, Karl (Philosophe allemand), 833
Masaryk, Tomas (Président de la République tchécoslovaque), 184, 450
Massigli, René (Diplomate français), 804
Mataja, Viktor (Homme d'Etat autrichien), 588, 589, 626, 627
Matter, Erwin (Adjoint du Chef principal de l'exploitation des CFF), 644, 645
Matsui, Keishiro (Ambassadeur du Japon, Représentant japonais au Conseil suprême), 478, 482, 486, 491, 503, 517, 519, 521, 663
Maunoir, Albert-Edouard (Conseiller national, membre de la Société de Neuhausen), 375, 624, 705, 791
Mégevand, Gustave (Secrétaire de la Chambre de Commerce de Genève), 727
Mejerowics, Zigfrids (Ministre des Affaires étrangères de Lettonie), 406
Mengotti, Alfred (Ministre de Suisse à Madrid), 844
Mercier, Désiré Joseph (Primat de Belgique et Cardinal depuis 1907), 212, 673, 676
Mercier, Philippe (Ministre de Suisse à Berlin), 196, 212, 215
Messmer, Anton (Conseiller aux Etats saint-gallois), 746
Meuron, Aloïs de (Conseiller national suisse), 350
Meyer, Hermann (Membre de la Commission d'Experts pour l'Etude du Financement de l'Exportation, Secrétaire de la Société suisse des constructeurs de machines, Zurich), 198
Micheli, Horace (Conseiller national, Directeur du «Journal de Genève»), 168, 364
Miescher, Rudolf (Conseiller d'Etat bâlois, membre de la Commission fédérale de l'Economie hydraulique), 290, 644, 694, 723
Millerand, Alexandre (Commissaire Général à Strasbourg, puis Président de la République française; président de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs), 223, 308, 309, 441, 485, 486, 489–

492, 494, 498, 500, 554, 628, 692, 694, 697, 701, 721, 725, 762, 763, 773-775, 797, 798, 804-811, 817, 822, 854, 880
Mişu, Nicolae (Homme politique roumain, Ministre des Affaires étrangères, octobre-décembre 1919), 298, 328, 329
Modzelewski, Jean de (Chargé d'affaires de la République polonaise en Suisse), 126
Moltke, Hans Adolf von (Ministre de Prusse à Stuttgart), 331
Moltke, Helmuth von (Ancien Chef de l'Etat-major allemand), 353, 354
Monnet, Jean (Secrétaire général adjoint de la Société des Nations), 484, 488, 489, 518, 664, 682, 720
Monroë (doctrine), 70, 321, 487, 507, 675
Montenach, Jean Daniel de (Fonctionnaire à la section politique du Secrétariat général de la SdN), 839
Montgelas, Maximilian von (Général et politicien allemand. Membre de la Commission parlementaire d'enquête sur la Kriegsschuldfrage, 1920. Publiciste), 272
Montille, Lazare Bizouard de (Diplomate français), 127
Moor, Carl (Socialiste, Membre du Conseil municipal de la Ville de Berne), 258-260, 283, 284, 304, 555, 571
Moos, A. O. von (Représentant permanent de la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises à Belgrade et à Zagreb), 337
Morel, Jean (Sénateur français), 603
Mörikofer, Peter (Chargé des affaires consulaires suisses à Moscou), 305, 543, 544
Mosimann, Paul (Conseiller national suisse), 35, 42
Motta, Giuseppe (Conseiller fédéral, Président de la Confédération en 1920), 29, 43, 49, 109, 124, 172, 182, 187, 193, 221, 302, 333, 340, 384-386, 405, 418, 434, 445, 446, 454, 457, 459, 461, 463, 471, 477, 480, 481, 484-487, 489, 501, 503, 510, 511, 513, 515, 516, 528, 530, 532, 534, 550, 561, 562, 566, 569, 572, 574, 587, 591, 593, 595-598, 605, 606, 609, 624, 625, 630-632, 642, 647, 662, 663, 666, 667, 672, 674, 676, 680, 681, 687, 691, 697-699, 704, 708, 710, 711, 723, 729, 736, 739, 745, 750, 751, 758, 762, 765, 773, 783, 791, 792, 796, 804-806, 808-811, 817, 823, 824, 826, 839, 842, 849-852, 856, 857, 859, 860-862, 864, 865-872, 878, 880, 881, 885
Müller, Adolf (Ministre d'Allemagne à Berne), 253, 273, 295, 296, 393, 394, 416, 837
Müller, Eduard (Conseiller fédéral), 29, 45, 54, 84, 89, 106, 108, 227, 322, 331, 340, 386, 398, 404
Müller, Gustav (Socialiste suisse, Conseiller national), 828, 830
Müller, Hermann (Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, puis Chancelier), 237, 268-273, 354, 356-358, 371, 372, 384, 392, 606, 612
Müller, H. (Industriel suisse), 198
Musy, Jean-Marie (Conseiller fédéral), 443, 476, 593, 636, 638, 642, 680, 770, 772, 840, 853, 882
Mutzner, Carl (Chef du Service des Eaux du Département fédéral de l'Intérieur), 290, 293, 530, 634-636, 644, 645, 695, 799, 880

Nagaka, Harukusu (Juriste japonais), 448
Nägeli, Hans (Maire de Zurich), 586
Nansen, Fridtjof (Explorateur norvégien, initiateur d'un Comité de secours à la Russie), 677, 780, 781
Napoléon Ier (Empereur des Français, 1804-1814), 59, 478
Napoléon III (Empereur des Français, 1853-1870), 249
Nathaei (Affaire de séquestre), 705
Nathan (Socialiste britannique), 540
Naville, Gustave (Vice-président de l'Ecole Polytechnique fédérale, Président de la Société de Neuhausen), 375
Neef (Ingénieur et diplomate allemand), 155
Neubner, Gustav (Délégué du Vorarlberg à la Conférence de Paix), 141, 159, 165, 180, 192, 197, 333, 334
Ney, Marcel (Directeur de l'Office fédéral de Statistique), 883
Nicolas Ier (Tsar de Russie, 1825-1855), 249
Nippold, Otfried (Pacifiste suisse, Secrétaire de la Commission de Territet, membre du Comité national suisse pour la Société des Nations), 506
Niquille, Arsène (Directeur général des CFF), 290, 292, 293
Nitti, Francesco (Premier ministre, puis Ministre de l'Intérieur d'Italie), 26, 313, 477, 478, 480-483, 490, 625
Nobs, Ernst (Socialiste suisse, rédacteur au «Volksrecht»), 268
Noguine, Viktor Pavlovich (Commissaire du peuple au Commerce intérieur et extérieur, 1917-1918), 625
Noske, Gustav (Ministre allemand de la Guerre), 359, 360

Nudant (Général français, Président de la Commission de Spa), 1
Nufer, Charles (Suisse de Belgique), 257

Odier, Edouard (Ancien Ministre de Suisse à Pétrograd), 259
Oederlin, Friedrich (Conseiller commercial à la Légation de Suisse à Washington), 20, 122
O'Grady, James (Socialiste britannique, Chargé des négociations avec les bolcheviques à Copenhague, 1919–1920), 351, 532, 538–540, 543–546
Orlando, Vittorio Emanuele (Président du Conseil italien), 24, 211
Orsini-Baroni, Luca (Ministre d'Italie à Berne), 625, 663, 693, 712
Otlet, Paul (Pacifiste belge, Secrétaire général de l'Union des Associations internationales et directeur de l'Institut de Bibliographie), 282

Pacelli, Eugenio, Mgr. (Nonce apostolique à Berlin), 729
Paderewski, Ignacy (Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de Pologne), 126, 251
Page, Thomas Nelson (Ancien Ambassadeur des Etats-Unis à Rome), 663
Pagliano, Emilio (Juriste italien), 751
Paléologue, Maurice (Ambassadeur de France à Pétrograd, 1914–1917), 582
Palliser, Arthur (Directeur du Bureau de la SSS à Londres), 18, 644, 645, 695
Palma-Castiglione, G. E. Di. (Juriste italien, Conseiller technique de la délégation italienne à la Conférence de la Paix, Délégué à la Conférence du Travail de Washington, Chef de la Division des Relations et des Renseignements au BIT), 120
Panhuys, François G. van (Ministre des Pays-Bas à Berne), 139, 194, 209, 210, 335, 336
Paravicini, Charles R. (Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral, puis Ministre de Suisse à Londres), 17, 182, 228, 246, 260, 290, 315, 515, 520, 528, 538, 541, 558, 563, 576, 578, 607–609, 627, 630, 654, 683–685, 718, 730, 736, 738–741, 746, 748, 756, 839, 844, 856–858, 875
Paravicini, Madame (Epouse du précédent), 521
Parodi, Alexandre (Chef du Service des Traductions à la Société des Nations), 422, 461, 462, 481, 482, 515, 516, 519, 520, 578, 579
Passarge (Rédacteur à la «Vossische Zeitung»), 155
Paulucci de Calboli, Rainero (Ministre d'Italie à Berne), 30, 33, 712
Pawley Bate, J. (Juriste anglais au Secrétariat général de la SdN), 484, 517, 520
Peretti, de la Rocca, Emmanuel de (Directeur des Affaires politiques au Ministère français des Affaires étrangères), 802
Perrier, Ernest (Conseiller national suisse), 597
Peter, Marc (Ministre de Suisse à Washington, dès 1919), 476, 626, 737, 738
Peter (Fonctionnaire suisse), 591
Pettavel, Auguste (Conseiller aux Etats neuchâtelois), 350
Pfyffer, Hans (Colonel divisionnaire suisse), 574, 575
Phillimore, Lord Walter George Frank (Juriste britannique, Délégué au Comité pour la Cour de Justice Internationale), 710
Piaton, René (Délégué commercial à l'Ambassade de France à Berne), 33, 149
Pichon, Stephen (Ministre français des Affaires étrangères), 114–116, 170, 323, 374, 806
Pictet, Paul (Président du Grand Conseil genevois), 168
Pilotti, Massimo (Juriste italien), 448
Pinösch, Otto (Chef de la Section juridique de la Division des Affaires étrangères du Département politique), 129, 203
Pirker, Paul (Délégué du Vorarlberg à Berne), 141, 165, 180, 192, 197
Planta, Alfred von (Ministre de Suisse à Berlin), 48, 49, 182, 237, 238, 241, 247, 248, 258, 260, 266, 268–270, 275, 283–285, 295, 296, 299, 306, 314, 341, 352–354, 356, 365, 371, 378, 383, 384, 392, 395, 397, 413, 417, 435, 436, 529, 566, 576, 577, 582, 596, 598, 609, 676, 729, 744, 818, 823, 835, 844, 846, 849
Platten, Fritz (Socialiste suisse, Conseiller national), 268, 793
Po, Commandant (Fonctionnaire italien), 636
Poincaré, Raymond (Président de la République française), 211, 458, 486, 583
Politis, Nicolas (Ministre des Affaires étrangères de Grèce), 507, 617
Polk, Frank L. (Sous-Secrétaire d'Etat américain), 402, 475
Preiswerk, William (Attaché honoraire à la Légation de Suisse à Londres), 756, 764
Prittwitz und Gaffron, Friedrich Wilhelm von (Diplomate allemand), 849

Quiñones de Leon, José Maria (Ambassadeur d'Espagne et Représentant espagnol au Conseil de la SdN), 482, 486, 503, 518, 519

Rabours, Frédéric-Jules de (Conseiller national suisse), 792
Radek, Karl (Emissaire bolchevique en Allemagne), 258–260, 283, 284, 304, 555
Ramek, Rudolf (Juriste et homme politique autrichien, Secrétaire d'Etat à la Justice 1919–1920), 589
Rappard, William R. (Professeur à l'Université de Genève), 106, 107, 113, 118, 154, 168, 171, 225, 386, 402, 403, 405, 406, 410, 422, 428, 445, 458, 461, 532, 533, 664, 718–720, 747
Ratzenberger, Max (Secrétaire à la Légation de Suisse à Vienne), 129, 131
Rault, Victor (Chef de la Commission du Gouvernement de la Sarre, 1920–1926), 673
Rechad Haliss Bey (Ministre de Turquie à Berne), 388
Redler, Ferdinand («Landeshauptmann» adjoint du Vorarlberg), 112
Reisch, Richard (Secrétaire d'Etat autrichien aux Finances), 286, 287
Renner, Karl (Chancelier fédéral et Ministre des Affaires étrangères d'Autriche), 136, 165, 193, 196, 216, 228, 230, 231, 250, 251, 286–289, 307, 319, 320, 321, 327, 380, 381, 384, 402, 412, 418, 419, 449, 462, 471–474, 556, 587–589, 604, 627
Ricci-Busatti, A. (Ministre plénipotentiaire, jurisconsulte de la Délégation italienne et son représentant au Comité juridique du Conseil Suprême), 483, 486, 487, 506, 516, 518, 710, 872
Richelieu, Armand-Jean du Plessis (Homme d'Etat français, Ministre de Louis XIII et cardinal), 556
Ritter, Albert (Pangermaniste souabe; représentant du Chapitre de Souabe), 112
Ritter, Paul (Ancien Ministre de Suisse à Washington, puis à La Haye), 163
Rochaix, John-Marc (Conseiller national suisse), 727
Rogers, James Harris (Spécialiste américain en télégraphie et en transmission par radio), 106
Rohowetz (Maire adjont de Neunkirchen, Autriche), 588
Rolin, Henri (Conseiller juridique au Ministère belge des Affaires étrangères, Délégué adjoint au Conseil de la SdN), 518, 520
Romberg, Gisbert Baron de (Ancien Ministre d'Allemagne à Berne), 393, 394, 416, 417
Root, Elihu (Juriste et homme politique américain), 710
Rostworowski, Michel (Envoyé officieux du Conseil de Régence polonais en Suisse), 126
Rothmund, Heinrich (Chef de l'Office central de la Police des Etrangers), 796
Rothpletz, Ferdinand (Directeur de l'Office fédéral d'assistance en cas de chômage), 199
Rüegger, Paul (Secrétaire de Légation à la Division des Affaires étrangères du Département politique), 402, 428, 701, 880, 881
Rüfenacht, Hermann (Directeur de l'Office fédéral des assurances à Berne), 225, 548
Rumbold, Sir Horace (Ministre de Grande-Bretagne à Berne, 1916–1919), 35, 112, 171
Rupprecht (Prince héritier de Bavière), 135, 419, 556
Russell, Theo W. O. V. (Ministre de Grande-Bretagne à Berne, dès le 22. 10. 1919), 407, 531, 875
Rutty, Jacques (Conseiller d'Etat genevois, Conseiller aux Etats), 350

Saint-Etienne (Roi de Hongrie, 997–1038), 450
Salis, Ferdinand von (Ministre de Suisse à Tokyo), 207
Salis, John Eugène de (Diplomate britannique), 244
Santucchi, Charles (Chargé de mission du Saint-Siège à Berne, 1915), 711
Savoy, Hubert (Prélat fribourgeois), 597
Sazonov, Serge D. (Homme d'Etat russe en exil à Paris), 556
Scheel, Arne (Ministre de Norvège à Rome), 709
Scheidemann, Philipp (Homme d'Etat allemand, Président du Conseil des Ministres), 179
Scheurer, Karl (Conseiller fédéral), 593, 616, 698, 745, 810, 811
Schiessle, Paul (Colonel commandant du 3ème, puis du 2ème corps d'armée suisse), 67
Schiffer, Eugen (Ministre allemand des Finances), 567, 576
Schindler-Huber, Dietrich (Directeur général de la fabrique de machines Oerlikon), 225
Schlowsky (Schklowsky) Gregor L. (Membre de l'ancienne mission bolchevique à Berne), 792, 793, 824
Schlowsky, Madame (Epouse du précédent), 792
Schmid, Jacques (Journaliste, Conseiller national suisse), 260, 542
Schmidheiny, Ernst (Ancien Conseiller national suisse), 645
Schmidt, Robert (Ministre de l'Economie d'Allemagne), 384

Schneider, Friedrich (Socialiste suisse, rédacteur du «Vorwärts»), 833
Schneller, Ludwig (Avocat, Député au Grand Conseil du Canton de Zurich), 586
Schreiber, Heinrich (Secrétaire de légation et Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Paris), 32, 146, 605, 762, 774, 775, 780
Schücking, Walther (Professeur de droit, Député au Reichstag), 272
Schulthess, Edmund (Conseiller fédéral), 2, 3, 26–32, 34, 35, 42, 45, 49, 54, 89, 94, 102, 106, 108, 110, 113, 118, 125, 136, 146, 149, 151, 158, 159, 171, 182, 183, 185, 194, 198, 203–205, 215, 222, 223, 225, 266, 275, 297, 299, 315, 318, 328, 330, 335, 351, 363, 365, 367, 370–373, 378, 382, 384, 386, 393, 398, 400, 405, 409, 413, 416, 417, 429, 437, 440, 452, 480, 501, 523, 531, 536, 538, 548, 557, 563, 565, 572, 576, 583, 586, 607, 636, 639, 641, 642, 651, 653, 668–670, 680, 681, 687, 694, 706, 708, 726, 727, 773, 779–781, 788, 791, 794, 804, 808, 809, 811, 817, 818, 822, 835, 838, 844, 846, 859, 860, 863, 864, 868, 871
Schumpeter, Joseph (Secrétaire d'Etat autrichien aux Finances), 229
Schwabacher, W. (Affaire de séquestre), 705
Schwarz, Ludwig (Fonctionnaire à l'Office fédéral de l'Alimentation), 299, 300
Schweissguth, Pierre (Haut fonctionnaire français), 309
Scialoja, Vittorio (Ministre des Affaires Etrangères d'Italie), 456, 503, 674
Seeholzer (Avocat zurichois), 486, 520
Segesser, Hans von (Secrétaire de Légation et Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Rome), 188, 529
Sehested, Ove Fleming de (Diplomate danois, Secrétaire et chargé d'Affaires p. i. à Berne), 428
Seitz, Karl (Président de l'Assemblée nationale autrichienne), 590
Sergent, Charles (Financier français), 43, 44, 370, 430
Seskis, Jean (Diplomate letton proposé à l'agrément de Berne), 406
Seydoux, Jacques (Directeur des Affaires commerciales du Quai d'Orsay), 32, 377, 378, 429, 430, 583
Sforza, Carlo (Diplomate et homme d'Etat italien, Sous-Secrétaire d'Etat 1919, Ministre des Affaires étrangères 1920—1921), 147, 148, 169, 192, 265, 662, 663, 675, 752, 881
Shotwell, James T. (Membre de la délégation américaine à la Conférence de la Paix), 119, 423
Siemens, Carl Friedrich (Industriel, Député au Reichstag), 825
Sighart, 318
Simon, Henri (Conseiller aux Etats vaudois), 350
Simon, Joseph (Financier français, Membre de la Commission des Réparations), 431
Simonds, Frank (Journaliste américain), 212
Simons, Walter (Ministre des Affaires étrangères d'Allemagne), 271, 306, 819, 820, 823, 824, 849
Simson, Ernst von (Diplomate allemand, chef de la section juridique aux Affaires étrangères), 818, 820, 846–848
Smuts, Jan Christiaan (Général sud-africain, délégué à la Conférence de la Paix), 106, 424
Snow, T. M. (Secrétaire à la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 875
Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises, 15, 26, 27
Société Suisse de Surveillance économique (SSS), 5, 18, 29–31, 34, 33, 76, 149, 233, 644, 645
Sokal, François (Représentant du Gouvernement polonais à l'Organisation Internationale du Travail), 559
Soldini, Adolfo (Conseiller aux Etats tessinois), 350
Solf, Wilhelm Heinrich (Secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères), 179
Somssich de Sáard, Josef, comte (Ministre des Affaires étrangères de Hongrie), 246
Sonderegger, Emil (Colonel divisionnaire, dès 1920, Chef de l'Etat-major général de l'Armée suisse), 67, 619
Sonnenberg, Theoring von (Chargé d'Affaires de Suisse à Rome), 147, 154
Spartakus (Mouvement révolutionnaire allemand), 576, 578, 581, 616, 619
Sprecher von Bernegg, Theophil (Chef de l'Etat-major général de l'Armée suisse, 1914—1919), 66, 83, 227, 256, 257, 352–354, 480
Stadlin, Hermann (Conseiller national suisse), 247
Stauffacher, Werner (Président du Verein für die Schiffahrt auf dem Oberrhein, 1908—1930), 530, 644, 645, 695
Steeg, Théodore (Ministre français de l'Intérieur), 554
Stein, Ludwig (Professeur allemand), 238
Steinbuch, Hermann (Colonel commandant du 3ème corps d'armée suisse), 67
Steiner, Rudolf (Philosophe allemand), 585
Stewart, Ethelbert (Haut fonctionnaire au

Département américain du Travail, membre du Comité d'organisation de la Conférence du Travail de Washington), 119, 121
Stinnes, Hugo (Industriel allemand), 837
Stoutz, Maxime de (Conseiller à la Légation de Suisse à Paris), 137, 781
Stovall, Pleasant A. (Ministre des Etats-Unis à Berne), 30–32, 116
Strauss (Fonctionnaire prussien), 284, 285, 315
Stresemann, Gustav (Homme politique allemand), 359, 360
Stucki, Walter (Secrétaire général du Département fédéral de l'Economie publique), 42, 162, 209, 247, 264, 400, 541, 708, 818, 819, 837, 844
Stürghk, Karl, comte de (Ministre-Président d'Autriche-Hongrie, 1911—1916), 318
Sulzer, Hans (Ministre de Suisse à Washington, 1917—1919), 122, 126, 127, 167, 190, 212, 224, 269, 273, 356, 392–394, 416–418, 475, 476
Syz, John (Ancien Conseiller national et industriel suisse), 586

Tardieu, André (Homme politique français, collaborateur de Clemenceau), 167, 172, 181
Taylor, Alonzo E. (Haut fonctionnaire américain à la Food Administration), 537
Tedeschini, Federico, Mgr. (Substitut de la Secrétairerie d'Etat de Sa Sainteté), 574, 575
Ter Meulen, C. E. (Banquier néerlandais), 874
Terrisse, H. (Chimiste genevois), 645
Thélin, Georges (Journaliste suisse, futur fonctionnaire au BIT), 520
Thomas, Albert (Directeur du Bureau International du Travail), 452, 462, 485, 548, 559, 632, 662, 683, 685, 698, 804, 817, 822
Thudichum, Georges (Directeur des cours de vacances de français moderne à l'Université de Genève), 121, 698, 700, 701
Thurnheer, Walter (Adjoint de la Division des Affaires étrangères du Département politique fédéral), 126, 157, 158, 283, 304, 314, 544, 601, 741, 746, 792
Thommen, Edward (Traducteur suisse, futur fonctionnaire au BIT), 121
Tirard, Paul (Haut Commissaire français dans les Territoires Rhénans occupés), 605
Tissot, Charles (Directeur de la fabrique de montres Tissot au Locle), 645
Tittoni, Tommaso (Ministre des Affaires étrangères d'Italie), 26, 166, 167, 169, 180, 181, 192, 222, 265, 282, 349, 622, 623, 662–665, 672–676, 701, 739, 751, 752, 870, 872, 881, 882
Tobler, Ernst Jakob (Conseiller d'Etat zurichois), 586
Toepke (Collaborateur allemand de la Légation de Suisse à Rome, Division des Intérêts étrangers), 155, 189
Toggenburger, Paul (Chef du service du contentieux des CFF), 290
Töndury, Hans (Professeur à l'Université de Genève), 543, 715, 718, 756, 757, 783
Topolansky, Alfred (Médecin autrichien), 591, 592, 633
Torretta, Pietro Tomasi della (Diplomate italien), 218
Tower, Sir Reginald (Commissaire de la Société des Nations à Danzig), 672
Treck, Robert von (Ancien lieutenant allemand), 179
Tremoïlle, Louis, Charles, Marie de la (Député français, 1906—1919), 3, 52
Treub, Marie Willem Frederik (Ancien Ministre hollandais de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce 1913—14, Membre de la Commission d'enquête en Russie. Délégué à la Conférence financière internationale de Bruxelles), 718
Trotzky, Léon (Commissaire du peuple à la Guerre de la RFSSR), 136, 474, 555
Trümpy, Hans (Adjoint au Service des Eaux du Département de l'Intérieur), 290
Tschirschky, Heinrich von (Ancien Ambassadeur d'Allemagne à Vienne), 217, 273
Tschitscherin, Georgij Wasiliewitsch (Commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la RFSSR), 259, 789
Tschumi, Hans (Conseiller d'Etat bernois), 111
Tufton, Charles Henry (Secrétaire au Foreign Office), 608, 609
Tusar, Wlastimil (Ministre-Président de la République tchécoslovaque), 184

Uddenberg, W. (Gérant intérimaire du Consulat de Suisse à Stockholm), 690
Usteri, Paul (Conseiller aux Etats zurichois), 512, 586, 842, 859–861, 863–865, 867, 868

Vallotton, James (Avocat à Lausanne, Délégué du Conseil fédéral à la Commission d'Etude de la Liberté des Communications et de Transit), 290–294, 520, 634–636, 643, 644, 694, 721–723
Vandervelde, Emile (Ministre belge de la Justice), 282

Vaux, Léon, Baron de (Ministre extraordinaire et plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie chargé de la liquidation de la légation impériale et royale), 327, 647, 648, 827
Vénizelos, Elefthérios (Président du Conseil et Ministre de la Guerre grec, Représentant de la Grèce au Conseil de la Société des Nations), 456, 483, 486, 507
Vetsch, Ulrich (Médecin saint-gallois, protagoniste du rattachement du Vorarlberg à la Suisse), 193
Victor-Emmanuel III (Roi d'Italie), 313
Vito, Roberto de (Ministre italien des Transports), 255

Wagner, Heinrich (Président du Conseil d'administation de la Société coopérative suisse pour l'échange de marchandises, Chef de la Division de l'économie industrielle de guerre), 15, 102, 198
Wagnière, Georges (Ministre de Suisse à Rome), 26, 46, 49, 189, 213, 214, 253, 313, 314, 513, 561, 569, 574, 614, 617, 662, 672, 674, 675, 680, 708, 743, 751, 844, 872, 881
Walch, Camille (Général français), 610, 611
Waldersee, George von (Officier allemand), 354
Wallace, Hugh Campbell (Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Paris, Représentant américain au Conseil suprême et à la Conférence des Ambassadeurs, 1919—1921), 482
Walther, Heinrich (Conseiller national suisse), 597
Washington, George (1er Président des Etats-Unis), 282, 886
Wattenwyl, Moritz von (Chef de section au Service de l'état-major général de l'Armée suisse en 1914), 296
Weber, Geo (Représentant permanent de la Société Coopérative Suisse pour l'Echange de Marchandises à Prague), 337
Weber, Margarete von (Amie de Carl Moor), 259
Wegmann, Henri (Inspecteur fédéral des fabriques du IIIe arrondissement à Zurich), 225
Wehrlin (Jurisconsulte de l'ancien consulat de Suisse à Moscou), 793
Weibel (Journaliste suisse à Londres), 520
Weiss, André (Jurisconsulte au Ministère des Affaires étrangères de France), 480, 710
Weizel (Adjoint au Commissaire du Reich à la surveillance de l'ordre public), 314, 315
Wetter, Ernst (Secrétaire général du Département fédéral de l'Economie publique), 883
Wettler, Karl (Consul de Suisse à Varsovie, 1909—1919), 125
Whitlock, Brand (Ambassadeur des Etats-Unis à Bruxelles), 283
Wiedemann (Conseiller juridique de la Légation de Suisse à Vienne), 303, 421
Wildbolz, Karl Ludwig Friedrich Eduard (Colonel commandant du 2ème corps d'armée suisse, 1917—1919), 596
Wille, Ulrich (Général, Commandant en chef de l'Armée suisse, 1914—1918), 226, 227, 257
Wilson, Woodrow (Président des Etats-Unis), 22, 24, 25, 42, 49, 50, 116, 119, 120, 165, 168, 190, 211, 212, 342, 393, 394, 417, 456, 458, 461, 462, 477, 483, 510, 513, 517, 533, 663–665, 674, 675, 680, 683, 685, 686, 689, 698, 736–743, 747, 751, 752, 759, 881, 886
Winiger, Joseph (Conseiller aux Etats lucernois), 332, 343, 358, 372, 380
Wirth, Josef Karl (Ministre des finances d'Allemagne), 825
Wittelsbach (Famille des), 556
Wolf (Avocat autrichien), 590
Wouters d'Oplinter, F. de (Homme d'Etat belge), 707
Wrangel, Peter Nikolajewitsch (Général russe, Chef de l'Armée antibolchevique en Russie du Sud, 1920), 850

Zetter, Hans (Secrétaire à la Légation de Suisse à Berlin), 238, 359
Zimmermann, Arthur (Ancien Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne), 273
Zumbach, Pierre (Attaché à la Division des intérêts étrangers du DPF), 591
Zumtobel, Anton (Membre du Parlement vorarlbergeois), 112
Zurlinden, Samuel (Journaliste suisse), 587
Zweifel, Jost (Industriel suisse), 587–591, 604, 605
Zweifel, Madame (Epouse du précédent), 588

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES

N'ont pas été retenues les voix «Berne» et «Suisse» dont la répétition est trop fréquente pour pouvoir être utilement mentionnées.

Aar, 636
Aarau, 619, 620, 637, 831
Abo, 305, 542, 546
Adriatique, 26, 46, 72, 217, 513
Afghanistan, 571
Afrique, 735, 736
Afrique du Sud, 73, 621
Ain, 603
Ajoie, 252
Aix, 376, 377, 705
Alexandrette, 560
Alexandrie (Italie), 432, 433
Alexandrie (Egypte), 282
Allemagne, 1, 6, 7, 12, 19, 17-19, 23, 29, 31, 32, 37-39, 48, 52, 56, 59, 72, 73, 80, 84, 85, 87, 90, 91, 97-100, 104, 105, 109, 113-121, 127-129, 134, 139, 148, 150, 154-156, 160, 162, 166, 171, 172, 174, 175, 177, 179-181, 185, 189, 190, 195, 199, 209, 214, 215, 217, 218, 220, 226, 229, 230, 235-237, 238, 239, 241, 242, 244, 245, 247, 248, 251-254, 256-259, 262, 267, 271, 272, 274-276, 281, 285, 286, 289, 293, 299, 300, 310, 315, 316, 318, 325, 331-333, 335, 340, 347-349, 353, 354, 356-362, 364-366, 368-370, 372, 373, 375, 380, 381, 387, 388, 393-397, 401, 402, 405, 410, 412, 414, 416-420, 422, 427, 431-433, 435-437, 440, 444, 451, 453, 454, 461, 462, 473-475, 488, 513-516, 524, 526, 529, 532-534, 537, 541, 542, 548, 554-558, 565, 566, 568, 578, 581-586, 588, 593, 595, 597-601, 606, 610-613, 616, 619-621, 626, 627, 629, 630, 634, 635, 638, 640, 642, 652, 658, 666, 669, 676, 677, 713, 725, 729, 730, 744, 759, 760, 761, 783, 790, 794-796, 807-809, 811, 821, 823, 824, 832, 836, 837, 841, 844, 847, 849, 850, 865, 872, 878, 880
Alpes, 447, 463, 473, 556, 579, 580, 696
Alsace (et Alsace-Lorraine), 38, 175, 214, 223, 224, 264, 308, 309, 310, 313, 399, 430, 556, 581, 582, 634, 723, 799, 806
Amérique du Nord, 116, 339, 410, 448, 524-527, 537, 557, 558, 621, 675, 719, 794, 808
Amérique du Sud, 114, 116, 488, 675
Amsterdam, 37, 119, 121, 122, 571, 834
Angleterre, 2, 5, 19, 24, 26, 30-35, 37, 39, 47, 49, 50, 53, 59, 68, 70, 95-97, 100, 102, 112, 113, 115, 116, 118-123, 129, 131, 133, 134, 137, 144-146, 149, 150, 153, 158, 160, 166, 171, 172, 174, 175, 177, 180, 186, 206, 223, 244, 262, 272, 275, 276, 282, 301, 311, 326, 330, 350, 359, 363, 371, 381, 386, 406, 407, 420, 424, 425, 438, 445, 448-451, 454, 459, 468, 474, 486, 491, 496, 503, 506, 524-527, 531-533, 537, 539, 543, 546, 547, 558, 560-562, 564, 573, 577, 596, 598, 606, 608, 612, 616, 621, 627-629, 631, 634, 636, 642, 644, 647, 658, 665, 669, 672, 673, 675, 680, 693, 696, 701, 710, 730, 731, 760, 780, 783, 786-788, 795, 832, 846, 874, 875, 877
Anvers, 140, 201, 202, 209, 210, 224, 336, 382, 383, 400, 401, 409, 410, 526, 707, 708, 795
Appenzell, 197
Arad, 217
Argentine, 206, 307, 449, 460, 487, 507, 519, 621, 626, 659, 669, 670, 769
Argovie, 785
Arkhangelsk, 555
Arlberg, 331, 348, 473
Arménie, 476, 560, 561
Asie, 49, 98
Athènes, 101, 138, 164, 182, 205, 206, 207, 584, 852
Atlantique, 20
Australie, 621, 659
Autriche, 7, 12, 17, 18, 23-29, 37, 43-45, 50, 59, 73, 80, 81, 85, 112, 115, 117, 118, 120, 128-130, 132-134, 136, 141, 142, 150, 154, 164, 166, 169, 170, 180-188, 193, 194, 197, 199, 207, 216, 217, 228-231, 244, 248-253, 261, 262, 272, 273, 277, 286-289, 294, 295, 303, 307, 312-314, 318-321, 325-327, 331-335, 343-350, 358, 362, 367, 369, 372, 373, 379-381, 384, 385, 395, 396, 402, 404, 405, 407, 408, 412, 415, 416, 418, 419, 422, 434, 445, 449-451, 453, 455, 463, 471-474, 513, 521, 523, 534, 536-538, 556, 565, 573, 581, 584, 588, 589, 593, 594, 604, 614, 618, 620, 626, 627, 640, 648, 657, 658, 669-671, 677, 745, 746, 749, 781, 790, 832

Baden (Pays de), 310, 620, 696, 799, 834
Bâle, 36, 43, 110, 111, 137, 139, 195, 201, 202, 222-224, 266, 293, 308, 315, 348, 351, 365, 373, 384, 399, 400, 433, 524, 530, 563, 564, 585, 633-637, 644-646, 695, 705, 723, 725, 763, 774, 779, 802, 803, 806, 810, 831, 833
Balkans, 146, 148, 191, 217, 473, 569, 627

Baltique (Mer), 406, 487, 781
Barcelone, 871
Bavière, 48, 49, 135, 155, 348, 556, 620, 834
Belgique, 19, 42, 97, 100, 111, 113, 118, 120, 121, 127, 140, 160, 172, 174, 175, 177, 190, 201-203, 209, 210, 212, 220, 221, 223, 227, 236, 237, 257, 335, 336, 351, 352, 371, 382, 383, 394, 400, 406, 409, 410, 419, 420, 425, 426, 433, 437, 438, 459, 477, 483, 485, 491, 504, 505, 510, 518, 524, 525, 530, 539, 546, 556, 557, 596, 606, 619, 621, 631, 634-636, 644, 651, 652, 658, 662-664, 669, 670, 673, 685-687, 699, 706-708, 722, 726, 733, 752, 832, 839, 843, 846, 850, 852, 859, 860, 880, 885
Belgrade, 101, 138, 182, 183, 205-207, 337, 584, 624, 627, 796
Bellikon, 149, 637, 812, 873
Berlin, 112, 128, 155, 156, 189, 196, 206, 212, 215, 235-238, 241, 242, 247, 256, 258, 259, 260, 263, 266, 268-270, 274-276, 283-285, 295, 296, 299, 304-306, 314, 315, 317, 341, 352, 356, 361, 365, 366, 371-373, 378, 379, 383, 387, 392-395, 413, 420, 435, 451, 472, 529, 533, 534, 541, 543, 555-557, 566, 567, 571, 576-578, 581, 585, 588, 596, 598, 601, 605, 606, 609, 611, 620, 627, 642, 676, 684, 729, 730, 744, 796, 818, 820, 823, 829, 835, 840-842, 844, 846, 849, 878
Beyrouth, 388, 389
Bochum, 266
Bodan (Lac), 348
Bohême, 98, 251, 289, 311, 404, 648
Bolivie, 459
Boscherina, 572
Boston, 282
Bozen, 473
Boulogne, 723
Braunschweig, 849
Bregenz, 165, 331, 449
Brenner, 99, 627
Brésil, 206, 456, 459, 460, 485, 491, 503, 507, 518, 619, 621, 659, 664, 665, 710, 733, 769, 844
Brest-Litowsk, 393, 555
Bristol, Canal de, 564
Bruxelles, 42, 67, 97, 111, 161, 162, 164, 171, 178, 212, 236, 237, 257, 265, 266, 281-283, 351, 371, 382, 383, 386, 392, 400, 405, 406, 409, 411, 423-427, 435, 437, 438, 461, 485, 486, 505, 506, 530, 546, 557, 559, 584, 614, 621, 622, 624, 632, 636-641, 651, 652, 662-665, 674-676, 680, 682, 683, 685, 686, 689, 691, 692, 697-700, 705, 706, 708, 719, 720, 726, 730, 731, 733, 734, 736-743, 747, 752, 756, 757, 765, 812, 813, 839, 842, 843, 850-853, 857, 858, 873, 885, 889
Bucarest, 14, 104, 110, 185, 246, 297-299, 328, 614
Buchs, 348
Budapest, 28, 131-133, 135, 136, 147, 148, 183-186, 217, 218, 247, 295, 302, 303, 337, 367, 450, 451, 648, 790, 826, 827
Buenos-Aires, 614
Bulgarie, 150, 207, 321, 322, 343, 362, 445, 455, 666, 692, 693
Büren, 221
Büsingen, 112

Caire, Le, 164
Campione, 46
Canada, 171, 621, 659, 669, 670
Canterbury, 561
Caporetto, 26
Carinthie, 381, 835
Caucase, 560
Cette (Sète), 232-234
Châlons, 488
Charleroi, 438
Chili, 460, 487, 621
Chine, 207
Chippis, 87
Christiania, 709, 754, 755
Cilicie, 561
Coire, 473
Colombie, 117, 460, 711
Congo, 735, 736
Constance, 293, 578, 635
Constantinople, 95, 164, 387, 560, 624
Copenhague, 305, 350, 351, 539, 540, 543-546, 625, 645-647, 715, 754, 755, 785, 792, 793

Dalmatie, 134
Danemark, 143, 205, 207, 215, 235, 278, 305, 318, 415, 420, 449, 460, 487, 539, 546, 569, 595, 613, 615, 621, 647, 658, 669, 670, 709, 715, 716, 718, 734, 753, 755, 769, 781, 789, 790, 884
Danube, 132, 133, 137, 149, 183, 291, 338, 344, 345, 381, 419, 521, 556, 790, 879
Danzig, 519, 672
Darmstadt, 598
Delle, 220, 221
Doubs, 292
Dresde, 567

Egypte, 608, 628
Einsiedeln, 135

Escaut, 140
Espagne, 2, 3, 73, 114, 117, 120, 143, 150, 166, 171, 172, 206, 278, 362, 406, 421, 449, 451, 456, 460, 468, 481, 482, 488, 491, 500, 503, 507, 518, 519, 581, 595, 621, 658, 664, 665, 670, 710, 733, 827
Essen, 433, 605
Esthonie, 406, 545, 555, 703, 734, 864
Etats-Unis d'Amérique (cf. aussi Amérique), 24, 26, 30–33, 37, 39, 45, 53, 70, 73, 102, 106, 107, 110, 111, 113, 116, 117, 119–124, 133, 134, 144–146, 149, 150, 153, 159, 162, 165, 167, 168, 172, 174, 175, 177, 186, 191, 223, 224, 237, 265, 274, 283, 302, 357, 359, 371, 393, 394, 396, 403, 405, 416, 417, 420, 424, 425, 427, 434, 438, 444, 445, 453, 456, 457, 460, 461, 470, 475, 476, 480, 496–498, 500, 502, 504, 507, 510, 512, 515, 519, 527, 533, 537, 538, 550, 562, 563, 573, 577, 598, 621, 626, 631, 638, 639, 659, 663, 664, 669, 671, 675, 677, 689, 710, 720, 737–740, 743, 747, 750–752, 760, 765, 787, 796, 850, 862, 886
Eupen, 849
Europe, 11, 13, 19, 20, 22, 26, 56, 63, 66, 67, 74, 75, 81, 84, 98, 99, 100, 111, 113, 136, 143, 146, 147, 148, 168, 178, 179, 205, 284, 372, 410, 426, 449, 476, 488, 504, 510, 514, 557, 559, 562, 572, 573, 600, 604, 606, 614, 615, 621, 628, 669, 675, 712, 735, 745, 782, 784, 829, 886

Feldkirch, 251, 348
Fetan, 182
Finlande, 128, 205, 207, 460, 488, 539, 542, 543, 544, 545, 546, 555, 827, 864, 865
Fiume, 26. 50, 134, 451, 483
Folkestone, 705
Formazza (Val), 313
France, 1–5, 8, 24, 26, 31–35, 37–40, 45, 47, 49–54, 59, 81, 87, 97, 99, 100, 102, 105, 112, 113, 115, 116, 118, 120, 122, 127, 129, 133, 134, 137, 141, 144, 146, 148–150, 152, 153, 158–161, 164, 166, 167, 169, 172, 174, 175, 179, 180, 186, 189, 192, 193, 198, 203–206, 211, 212, 217, 218, 220–222, 230, 231, 233, 239, 241, 242, 262, 274–276, 282, 288, 289, 293, 299, 302, 308, 310–312, 316, 318, 322, 323, 326, 328, 339, 340, 351–353, 359, 361, 364, 369–371, 373, 376, 377, 383, 388, 389, 397, 399, 400, 407, 410, 419, 420, 424, 425, 429–433, 437, 438, 444, 448, 451, 453–455, 459, 473, 474, 477, 478, 482, 483, 486, 488, 496, 497, 504–506, 510, 513, 517, 524, 530, 533, 541, 548, 554, 556–558, 560, 561, 565, 568, 581, 582, 585, 595, 596, 598, 603, 604, 606, 608, 610–612, 616, 618, 621, 627–631, 634–636, 642, 651–653, 658, 662, 664, 668–671, 673, 678–680, 687, 695–697, 704–708, 713, 714, 719, 722, 725, 727, 728, 730, 762, 763, 773–778, 781, 795, 799, 800, 802, 804–811, 817, 832, 836, 843–846, 853–855, 865, 872, 877, 879
Francfort/M., 375, 566, 598, 600, 611, 628, 673
Frascati, 156
Fribourg, 126, 135, 597

Galles (Pays de), 565
Gênes, 134, 214, 234, 432, 433, 526, 632, 685, 700, 708, 795
Genève, 6, 43, 60, 65, 66, 71, 73, 79, 88, 111, 114–116, 122, 130, 161, 164, 168, 178, 198, 211, 265, 266, 281, 282, 332, 355, 392, 403, 411, 422–427, 435, 452, 461, 465, 481, 485, 501, 505, 506, 510, 512, 516, 520, 548, 551, 569, 578, 617, 618, 630–632, 636, 645, 650, 662–665, 674–676, 678, 680–683, 685, 686, 689, 690, 692, 697–701, 714–716, 718–720, 727, 728, 730, 737–744, 747, 750–752, 756–759, 763–766, 774–777, 783, 800, 804–806, 809–811, 817, 831, 832, 839, 842, 843, 850–855, 857, 862, 866, 867, 873, 878, 881–883, 885, 889
Géorgie, 460, 623, 703, 864
Gex (Pays de), 208, 322, 323, 369, 398, 602, 727, 728, 762, 774–776, 805, 855
Givet, 351, 430, 432
Glaris, 604
Gothard, 25, 32, 99, 213, 214, 220, 253–255, 775
Götzis, 334
Grande-Bretagne (of Angleterre)
Granges, 221
Grèce, 98–101, 136, 150, 205, 207, 208, 459, 483, 501, 503, 507, 518, 608, 617, 621, 664, 733, 769, 844
Guatémala, 459

Hanau, 598
Havre, Le, 431
Haye, La, 24, 56–58, 66, 68, 69, 71, 77, 78, 91, 145, 163, 212, 405, 406, 421, 428, 471, 487–500, 534, 546, 593–595, 613, 615, 632, 710, 734, 754–756, 758, 759, 778, 845, 865–867, 870, 880
Helsingfors, 261, 542
Herbeden, 266, 270
Hollande, 3, 8, 100, 128, 129, 143, 150, 181, 184, 194, 209, 210, 258, 278, 293, 294, 310,

335, 336, 382, 383, 387–401, 403, 405, 406, 409, 415, 420, 421, 428, 449, 456, 460, 467, 468, 475, 487, 488, 505, 519, 539, 541, 546, 557, 569, 583, 593–596, 613–615, 618, 621, 630, 632, 634, 635, 658, 665, 669, 670, 675, 692, 696, 706, 707, 709, 710, 715, 716, 718, 721–724, 726, 732, 734, 735, 754, 755, 758, 778, 789, 799, 832, 836, 845, 846, 862
Hongrie, 28, 29, 37, 43, 44, 45, 47, 50, 99, 115, 117, 128–135, 147, 148, 150, 158, 184–186, 216–218, 228, 230, 250, 251, 294, 295, 304, 307, 320, 337, 345, 367, 385, 415, 416, 419, 449–451, 456, 474, 521, 523, 565, 573, 584, 627, 647, 648, 666, 677, 790, 791, 826, 827, 828
Huningue, 310, 337, 399

Inde(s), 621, 658
Innsbruck, 380, 418, 627
Irlande, 49, 113, 162
Islande, 460, 623, 703, 864
Istein, 309
Italie, 2, 7, 26, 32, 33, 37, 39, 46, 47, 50, 59, 72, 73, 81, 87, 92, 99, 100, 102, 113, 120, 121, 126, 131–135, 149, 150, 154–156, 158, 166, 167, 169, 170, 172, 189, 191, 192, 203, 208, 211, 213, 214, 218, 220–222, 230, 244, 250, 252, 254, 255, 262, 281, 286, 302, 313, 314, 326, 345, 349, 373, 383, 388, 389, 406, 419, 431–433, 438, 445, 448, 451, 454, 459, 471, 473, 482, 483, 496, 503, 506, 513, 514, 516, 518, 524, 533, 539, 556, 557, 565, 596, 598, 608, 612, 616, 621–623, 625, 627, 631, 651–653, 658, 662, 663, 670, 673, 675, 679, 687, 693, 697, 706–708, 712–714, 726, 739, 752, 780, 781, 808, 824, 827, 829, 832, 864

Japon, 120, 121, 162, 172, 445, 448, 454, 456, 459, 482, 486, 496, 501, 503, 506, 507, 517, 533, 561, 619, 621, 631, 658, 663, 669, 670, 710, 759, 844

Karlsruhe, 196
Kehl, 224, 643, 644, 645, 725, 879
Kembs, 309, 310, 337, 399
Kowno, 789

Landeck, 473
Latvia (Livonie), 406, 407
Lausanne, 159, 234, 282, 423, 634, 644, 723, 767, 804, 855, 880
Léman, 635, 636, 675, 747, 801
Lettonie, 261, 734, 864
Libau, 677
Liechtenstein, 112, 261–263, 277, 311, 312, 326, 327, 346, 347, 402, 404, 446, 591, 592, 633, 703, 704, 732, 734, 748–750, 864, 865
Limbourg, 181
Lindau, 348
Linz, 379, 380
Lithuanie, 261, 406, 555
Locarno, 572
Locle, Le, 645
Londres, 18, 20, 107, 113–115, 118–122, 136, 146, 161, 171, 172, 212, 263, 265, 300, 301, 305, 311, 350, 355, 371, 386, 389, 393, 402, 405–408, 411, 412, 422, 423, 425–427, 442, 449, 452, 459, 462, 468, 476, 477, 479, 481–488, 490–494, 498, 500, 501, 503, 504, 508, 510, 511, 512, 514, 515, 521, 528, 531, 535, 538, 543, 545, 546, 548, 550–552, 554, 557–560, 563, 576, 578, 587, 594, 607–609, 612, 614, 616, 617, 621, 627, 628, 630, 631, 642–645, 650, 654, 661–664, 674, 676, 680–686, 695, 698–700, 718–720, 730–732, 736, 737, 739–741, 744, 746, 748–751, 756, 764, 766, 779, 785, 786, 828, 842, 856, 857, 875, 886
Lörrach, 578
Lötschberg, 218–221, 446, 447, 579, 808
Lucerne, 112, 135, 202, 203, 574, 808
Ludwigshafen, 224
Lugano, 46
Luxembourg, 38, 258, 433, 460, 618, 623, 703, 704, 749, 864, 865

Madrid, 212, 278, 282, 406, 482, 614, 618, 842, 869, 883–885
Magellan (Détroit de), 487
Malmédy, 849
Mals, 81, 473
Mannheim, 139, 224, 292, 309, 310, 595, 596, 644, 803, 845, 846, 875–878
Maroc, 581
Marseille, 232–234, 376
Massif Central, 696
Mecklenburg, 578
Méditerranée, 560, 673
Mendrisio, 572
Meran, 473
Mer Noire, 673
Mer du Nord, 449
Mer Rouge, 735
Mexico, 191
Mexique, 111, 191
Milan, 67, 155, 675, 829
Modane, 220
Monaco, 312, 618, 703, 704, 734, 749, 864, 865
Mons, 257

Mont-Cenis, 483
Montreux, 323
Moscou, 258–261, 305, 542–545, 549, 550, 582, 731, 792, 793, 829, 833, 834
Mülheim, 195
Munich, 619, 620
Münster, 46, 81

Narwa, 677
Neuchâtel, 332, 404
Neuhausen, 309, 374–377, 705
Neunkirchen, 587, 588, 604, 605
New-York, 122, 282
Nice, 233
Northumberland, 565
Norvège, 114, 143, 205, 207, 278, 415, 420, 427, 449, 460, 519, 595, 613, 615, 621, 658, 669, 670, 675, 708–710, 715, 716, 718, 734, 753–755, 769, 779, 781, 789, 790, 884
Nouvelle-Zélande, 621
Nüremberg, 259

Odessa, 555
Oerlikon, 225
Ofenpass, 473
Olten, 111, 831
Omsk, 304
Orient, 99, 100, 148, 473, 476, 627
Ossingen, 428, 839, 880

Paisley, 559
Paraguay, 460
Paris, 1–6, 8, 10–12, 14, 22–24, 26, 36, 37, 43, 49, 52, 55, 67–71, 76, 77, 79, 84, 106, 107, 109, 113, 121, 126, 127, 130, 136, 139, 140, 142, 146, 147, 149, 151, 156, 159, 161, 164–167, 169–173, 177, 178, 180, 183, 188–190, 192, 193, 197, 203, 208, 211, 212, 214, 218, 222, 230, 232, 233, 237, 245, 250, 263–265, 278–280, 282, 291, 300, 302, 308, 311, 312, 315, 316, 321, 324, 326, 330, 333, 334, 337, 345–347, 350, 352, 361–363, 368, 370, 374, 375, 377, 380, 381, 385, 389, 393, 396–399, 402, 412, 415, 418, 422, 424, 426, 429, 432–435, 439–447, 449, 452–456, 458–460, 462–466, 469, 470, 473, 474, 476, 477, 480–483, 487–492, 496, 497, 500, 503–505, 507, 508, 515, 520, 522, 523, 533, 536, 538, 541, 548, 549, 557, 559–562, 569, 573, 574, 578, 580–583, 585, 589, 594, 602–605, 611, 614, 616, 617, 619, 629, 631, 636, 642, 643, 651–653, 662, 663, 666, 668–671, 675, 676, 678, 681, 692–696, 698, 699, 703, 704, 706, 713, 714, 719, 720, 723–725, 727–730, 735, 744, 746, 753, 757, 762, 773, 774, 780, 790, 797, 798, 800, 801, 804, 836, 839, 842, 844, 852, 872, 878, 880, 881
Pas-de-Calais, 582
Pays-Bas (cf. Hollande), 139, 388
Pérou, 459
Perse, 735
Pétrograd, 164, 259, 260, 305, 474, 542, 555, 793
Piémont, 155
Pise, 313
Plata, Républiques de la, 581
Pô, 635
Pologne, 7, 38, 45, 98, 100, 101, 120, 124–126, 136, 148, 150, 163, 171, 183–185, 205, 207, 229, 261, 313, 337, 360, 420, 459, 474, 488, 519, 542, 545, 555, 573, 576, 620, 621, 627, 665, 670, 672, 673, 675, 735, 796, 862
Pommern, 578
Pontarlier, 763, 774, 806
Porrentruy, 252
Port-de- Bouc, 232, 233, 234
Portugal, 621, 626, 769
Poschiavo (Val), 81
Potsdam, 273
Prague, 94, 101, 124, 138, 163, 164, 182–185, 205–207, 337, 419, 450, 474, 556, 584, 624
Prusse, 38, 284, 331, 420, 556, 568, 611
Pyrénées, 696

Quirinal, 156

Rapperswil, 125, 126
Reval, 601, 646, 779, 792, 793
Rheinfelden, 87
Rheintal, 348
Rhénanie, 605
Rhin, 8, 139, 140, 223, 224, 258, 291–294, 308–310, 337, 348, 353, 399, 400, 409, 420, 433, 449, 488, 523, 530, 538, 573, 595, 596, 626, 634–636, 643–645, 672, 694, 695, 721–725, 751, 760, 797–803, 806, 807, 810, 811, 837, 845, 846, 875–880
Rhône, 292, 293, 631, 800, 801
Riga, 406
Rome, 26, 46, 49, 147, 154–156, 167, 169, 171, 172, 188, 189, 192, 208, 211–214, 221, 244, 253, 255, 263, 265, 300, 301, 313, 314, 349, 363, 389, 396, 406, 451, 476, 486, 490, 503, 513, 520, 555, 556, 561, 569, 574, 578, 614, 616–619, 622, 623, 627, 631, 632, 651–653, 662–665, 672–676, 680–683, 685, 692, 697–699, 701–703, 708, 709, 714, 726, 735, 737–

739, 742, 743, 751, 752, 754, 765, 769, 771, 839, 842, 872, 881, 882
Rotterdam, 128, 129, 201, 202, 210, 224, 336, 382, 431, 433, 526, 795
Roumanie, 15, 102, 103, 104, 136, 137, 148, 185-187, 207, 217, 246, 298, 299, 303, 328, 329, 451, 474, 536, 537, 557, 581, 621, 658, 667, 702, 769
Ruhr, 160, 161, 177, 195, 299, 360, 361, 366, 431, 433, 523-526, 558, 577, 582, 599, 605, 606, 610, 684, 759, 760, 795
Russie, 19, 37, 49, 85, 112, 113, 124, 129, 143, 146, 148, 206, 244, 245, 259-261, 278, 279, 281, 283, 284, 304, 305, 350, 358-360, 362, 407, 474, 531-533, 538-546, 549, 550, 555-560, 571, 572, 582, 594, 597, 601, 602, 624, 625, 627, 647, 658, 677, 691, 714-718, 730, 731, 746, 756-758, 764, 779, 780, 782-788, 791, 793, 807, 808, 823, 824, 829, 830, 849, 850, 880, 888
Ruthénie, 185

Sachsen, 578
Saint-Gall, 198, 561, 746, 831
Saint-Germain-en-Laye, 18, 120, 130, 135, 141, 180, 181, 197, 250, 251, 262, 286, 288, 289, 307, 319, 321, 322, 343, 345, 380, 385, 408, 412, 449, 472, 522, 547, 556, 627, 648, 666, 692, 735, 736
Saint-Gingolph, 728, 774
Saint-Louis, 190, 806
Saint-Louis du Rhône, 232-234
Saint-Marin, 460, 623, 703, 704, 734, 749, 864, 865
Saint-Pétersbourg (cf. Pétrograd)
Saint-Sébastien, 665, 674, 680, 683, 686, 747, 765, 766
Saint-Siège (cf. aussi Vatican), 415, 449, 561, 574, 597, 711-713, 770-773, 827
Salvador, 460
Salzbourg, 380, 381, 449, 556
San Remo, 628, 671, 705, 758
San Stefano, 472
Sarajevo, 74
Sardaigne, 728, 729, 805
Sarre (La), 159, 160, 174, 175, 177, 178, 222-224, 264, 299, 308, 316, 317, 361, 366, 424, 430, 519, 523-526, 557, 558, 582, 644, 673
Sarrebruck, 178, 315-317, 370, 430
Savoie (et Haute-Savoie), 40, 70, 81, 90, 208, 211, 221, 322-324, 340, 368, 369, 398, 466, 478, 602, 603, 666, 693, 727, 728, 762, 774, 775, 805, 809, 811, 855
Scandinavie (ou Pays Scandinaves), 98, 129, 150, 163, 206, 272, 428, 467, 488, 569, 593, 595, 618, 632, 665, 675, 712, 715, 754, 758, 778, 868, 870
Schaffhouse, 112, 570
Schruns, 334
Schwanden, 604
Serbie, 50, 98, 99, 100, 126, 148, 163, 217, 244, 272, 451, 536, 537, 769
Sèvres, 693
Shangaï, 164
Siam, Le, 459
Sibérie, 364, 573, 619, 671
Silésie, 359
Simplon, 32, 99, 220, 221, 579
Singen, 578
Slesvig Danois, 313,
Slovaquie, 7, 185, 217
Souabe, 112, 165
Spa, 682, 730, 744
Splügen, 112, 214
Stettin, 578
Stockholm, 101, 182, 205-207, 259, 488, 584, 594, 595, 600, 642, 646, 647, 690, 755, 778
Strasbourg, 140, 222-224, 288, 308, 310, 337, 399, 400, 430, 530, 582, 635, 643, 695, 721, 723, 725, 797-799, 801-803, 810, 879
Stuttgart, 331, 568, 585, 619, 620
Styrie, 627
Suède, 143, 184, 205, 207, 215, 235, 278, 294, 318, 388, 389, 405, 415, 420, 427, 449, 453, 460, 472, 473, 488, 521, 522, 539, 542, 569, 593, 600, 613-615, 618, 621, 658, 669, 670, 690, 709, 715, 716, 718, 731-734, 752-755, 769, 779, 781, 789, 799, 884
Swansea, 609
Szegedin, 135, 246

Taufers, 45, 46, 47
Tchécoslovaquie, 7, 29, 45, 54, 99-101, 112, 120, 124, 125, 136, 148, 150, 171, 183-185, 199, 205, 207, 217, 229, 250, 277, 303, 326, 337, 385, 419, 451, 459, 474, 573, 584, 621, 648, 675, 677, 790
Tenero, 572
Ternitz, 588
Teschen, 183
Tessin, 46, 222, 252, 349, 808
Thüringen, 578
Tokyo, 162, 207, 476, 614
Trente, 314
Trentin, 289, 627
Trianon, 827
Trieste, 473
Tripoli, 72

Turin, 211, 313, 728, 729, 776
Turquie, 150, 294, 295, 321, 322, 362, 387–389, 456, 461, 560, 628, 658, 666, 677, 692, 693
Tyrol, 7, 18, 72, 136, 197, 313, 321, 381, 449, 473, 538, 556, 573, 626, 657

Ukraine, 126, 148, 420, 571, 703, 734, 864
Ulm, 824
Uruguay, 459

Valavran, 118, 121, 122
Vaduz, 311, 312, 327, 592, 633
Valais, 87, 398, 775, 855
Vallorbe, 220, 427
Varsovie, 94, 101, 124, 125, 138, 164, 182, 183, 205, 206, 207, 305, 337, 584, 624, 796
Vatican (cf. aussi Saint-Siège), 156, 313, 314, 321, 574, 575, 676, 711, 712, 729, 809
Vaud, 179, 332, 398, 775, 800, 855
Vénézuela, 460
Venise, 134, 313
Verrières, Les, 806
Versailles, 8, 55, 72, 73, 75, 77, 90, 134, 155, 189, 208, 211, 238, 254, 275, 291, 310, 321, 322, 324, 356, 357, 378, 453, 468, 469, 472, 478, 488, 489, 494, 496, 506, 509–511, 556, 582, 595, 602, 603, 606, 610, 611, 627, 628, 634, 635, 643, 692–694, 701, 704, 723, 762, 774, 800–806, 809, 810, 825, 845, 849, 853, 872, 875–877, 879
Vienne, 14, 17, 28, 44, 45, 79, 129, 131, 135, 143, 147, 148, 156, 181–185, 188, 189, 197, 199, 207, 212, 216, 228, 230, 231, 246, 248, 251, 252, 273, 286, 295, 302, 303, 307, 311–313, 318–320, 321, 326, 327, 343, 345, 347, 367, 379, 380, 381, 385, 397, 401, 403, 404, 406, 414, 419, 421, 422, 434, 446, 449, 450, 462, 471, 516, 522, 556, 557, 581, 587, 588, 591, 604, 605, 633, 647–649, 693, 695, 725, 796–798, 800, 803, 826, 835, 879
Vorarlberg, 8, 17, 18, 112, 141, 142, 158, 159, 161, 164–167, 169, 170, 172, 173, 180, 181, 192–194, 196, 197, 222, 230, 231, 250–252, 262, 280, 281, 288, 289, 307, 319, 320, 325, 326, 331–335, 343–350, 356–358, 371, 372, 380, 381, 384–386, 395–397, 401, 402, 404, 407, 408, 412, 415, 416, 418, 419, 422, 449, 471, 473, 538, 556, 573, 626, 657

Waldshut, 87
Washington, 18, 20, 30–32, 37, 113, 115, 116, 118–122, 151, 162, 167, 171, 172, 190, 212, 224, 225, 236, 265, 266, 283, 300, 302, 342, 393, 417, 423, 440–442, 445, 452, 453, 475, 476, 485, 486, 504, 513, 526, 533, 557, 614, 619, 665, 674, 675, 681, 689, 701, 737–743, 746, 752, 768, 804, 817, 822, 823
Wasserwendi/Hasliberg, 84
Wengen, 142, 151, 158
Willich/Rheinland, 270, 840
Wilna, 261
Winterthur, 111, 645
Württemberg, 280, 348
Wyden bei Ossingen, 839

Yougoslavie, 7, 45, 50, 73, 99, 101, 136, 148, 150, 205, 207, 337–339, 385, 451, 513, 621, 648, 677, 835
Yverdon, 571

Zagreb, 337
Zurich, 15, 110, 111, 176, 191, 197, 198, 225, 260, 270, 402, 423, 433, 486, 551, 564, 571, 587, 637, 678, 767, 783, 796, 812, 820, 822, 831, 832, 837, 841, 873

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES D'OÙ PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 2	Affaires extérieures
E 13 (B)	Actes relatifs aux traités bilatéraux
E 21	Affaires de police (les dossiers 9750 à 12081 correspondent à l'ancien fonds LGS relatif à la Grève générale de 1918 et à ses séquelles)
E 27	Affaires militaires

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1	Propositions des Départements au Conseil fédéral
E 1001 (C) d 1	Procès-verbaux du Conseil national
E 1001 (D) d 1	Procès-verbaux du Conseil des Etats
E 1004 1	Procès-verbaux du Conseil fédéral
E 1005 2	Procès-verbaux du Conseil fédéral portant à l'époque la mention «secret»

Département politique

E 2001 (B)	Division des Affaires étrangères (enregistrement central, 1918—1926)
E 2001 (D) c 1	Rapports sur la situation générale dans le monde envoyés par le DPF aux représentations diplomatiques de la Suisse à l'étranger
E 2001 (E) 1976/17/299—303	Collection et commentaire de documents relatifs à l'histoire des relations officielles Suisse—USA (Coll. C. Stucki)
E 2001 (E) 1969/262	Actes relatifs au Liechtenstein
E 2015	Bureau chargé des affaires des Suisses de Russie
E 2200	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300	Rapports politiques et consulaires des représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
9500.183	Procès-verbaux de la Délégation du Conseil fédéral pour les Affaires étrangères, 1918—1926

Sammlungen A. Feldscher	Dokumente zur geschichtlichen Entwicklung der schweizerisch-russischen Beziehungen, Bde. 1—3; Dokumente zu den schweizerisch-polnischen Beziehungen, Bde. 1—5

Département de Justice et Police

E 4001 (A)	Chef du Département (Häberlin) et Secrétariat

Département des Finances et des Douanes

E 6001 (A)	Enregistrement central, 1848—1921

Département de l'Economie publique

E 7800	Secrétariat général, Secrétariat des chefs du Département et des secrétaires généraux
EVD KW Zentrale 1914—1918	Actes du Secrétariat général relatifs à l'économie de guerre (Kriegswirtschaft)

Département des Postes et des Chemins de fer

E 8170 (D) 7	Office de l'économie hydraulique (anciennement VED A+W 1909—1955 5)

FONDS PRIVÉS

J.I.1 1	Giuseppe Motta
J.I.6 1	Edmund Schulthess
J.I.149	William E. Rappard
J.II.78	Société Suisse de Surveillance économique